







M. F. Larkins  
1868





*D E F E U*

M. COCHIN,  
ECUYER,  
AVOCAT AU PARLEMENT.

## C O N T E N A N T

LE RECUEIL DE SES MEMOIRES  
ET CONSULTATIONS.

NOUVELLE ÉDITION.

TOME QUATRIEME.

BIBLIOTHEQUE DE DROIT

U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY

**A. D. ARIS,**

Chez D U R A N D, rue du Foin.

M. D C C. L X I I I.

AVEC APPROBATION ET PRIVILEGE DU ROI.

Université d'Ottawa  
BIBLIOTHÈQUES



LIBRARIES

LIBRARIES  
University of Ottawa



17550

CAP  
KJV  
251.5  
.C625  
A2  
1421  
V.4



# T A B L E

## DES CAUSES, INSTANCES, PROCES ET CONSULTATIONS.

- Q**UATRE-VINGT-HUITIEME INSTANCE A LA  
GRAND'CHAMBRE. Question. *Si un acte par lequel  
ont été divisés entre créanciers, à certaines conditions, les biens  
du débiteur, est une aliénation : & comment s'opere la réunion de  
Fief dans la Coutume d'Orléans?* page 1
- LXXXIX. INSTANCE A LA GRAND'CHAMBRE.  
Question. *Si une donation que la future fait au futur d'une  
somme pour être employée à acquérir une Charge est condi-  
tionnelle,* 49
- XC. PROCES AU PARLEMENT DE LANGUEDOC.  
Question. *Si le droit de deport se peut acquérir par la possession  
immémoriale,* 82
- XCI. PROCES A LA DEUX. Question. *Si les services qui  
font séparer une femme d'avec son mari ne doivent pas faire  
révoquer les donations qu'elle lui a faites par le contrat de mariage,*  
97
- XCII. INSTANCE AU GRAND CONSEIL. Question. *Si nonob-  
stant un Décret, la condition de ne point établir de Monastere  
sur un Terrain doit avoir son effet,* 143
- XCIII. PROCES A LA CINQUIEME. Question. *Sur quelles preu-  
ves s'établit un droit de corvées,* 164
- XCIV. INSTANCE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si le  
droit de Litre & Ceinture funebre appartient à celui qui par don  
du Roi a la haute-Justice dans la Paroisse,* 183
- XCV. CAUSE. Question. *De mariage célébré à l'extrémité de  
la vie,* 204
- XCVI. INSTANCE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si une  
donation d'effets mobiliers sous signature privée étoit valable avant  
l'Ordonnance de 1731,* 213
- XCVII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Que-  
tion. *Si la crainte de manquer une fortune ôte la liberté à la per-*  
a ij

- sonne qui se marie contre son inclination,* page 212
- XCVIII. CAUSE AUX REQUESTES DU PALAIS. Question. *Si il y a lieu d'admettre une femme à faire preuve de services dont sa plainte prouve qu'elle ne pourra faire preuve,* 243
- XCIX. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si l'on peut empêcher de proposer le fait d'adultère par voie d'exception,* 276
- C. INSTANCE DE REQUESTE CIVILE AU GRAND CONSEIL. Question. *Si tous les héritiers d'un défunt qui transmet une succession bénéficiaire, sont tenus de contribuer aux dettes de cette succession, ou seulement ceux à qui vont les biens, transmis par le défunt en sa qualité d'héritier bénéficiaire,* 287
- SUITE. Question. *En quel cas le grevé de substitution transige valablement sur les biens substitués,* 303
- CI. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si le Chantre de la Cathédrale de Bourges a Jurisdiction au Chœur,* 328
- CII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si l'on peut être admis à la preuve testimoniale de son état contre la possession & les registres, sur des preuves littéraires d'une forte amitié,* 337
- CIII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si une donation à prendre sur les deniers que laissera le Donateur à sa mort est valable,* 392
- CIV. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si lorsqu'une clause de testament a deux sens, on ne doit pas choisir le sens qui rend le testament valable, & rejeter le sens qui le rend nul,* 400
- CV. CAUSE AU CHATELET. Question. *Dévolut sur une Cure de Ville, fondé sur ce que les Lettres de Gradué sont postérieures à la prise de possession,* 418
- CVI. CAUSE D'APPEL COMME D'ABUS. MESMES PARTIES, où étoit le sieur Julien Hubert, aussi Dévolutaire, 436
- CVII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si le fait de la naissance étant juridiquement prouvé, sans qu'il y ait preuve de la mort de l'enfant, les soins de la mere sont une raison pour admettre la preuve testimoniale de l'état,* 469
- CVIII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si un fils Donataire peut, en se portant héritier, faire tomber*



# T A B L E.

v

- la substitutioc dont il est grevé,* page 529
- CIX. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Codicile qui paroît après une possession plus que centenaire fondée sur le Testament,* 562
- CX. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si l'état d'un enfant est en péril, parce que ses pere & mere ont tenu quelque tems leur mariage secret,* 586
- CXI CAUSE A LA PREMIERE DES REQUESTES. Question. *Si le substitué peut former une demande directement contraire à ce qu'ont jugé des Arrêts rendus contre le grevé, contre lesquels il s'est lui-même pourvu en Requête civile & a été débouté,* 599
- CAUSE SUR APPEL, MESMES PARTIES. Question. *Autorité de la chose jugée,* 618
- CXII. CAUSE AU GRAND-CONSEIL Question. *Si l'héritier d'un Evêque peut être inquiet au bout de vingt-quatre ans, pour les réparations, quand il rapporte des Procès-verbaux de visite & de réception, & qu'il a consigné dans le tems sa part de celles qu'il n'a pas faites, parce qu'il avoit des co-Obligés,* 636
- CXIII. REQUÊTE INCIDENTE PLAIDÉE A LA GRAND'CHAMBRE ET TOURNELLE ASSEMBLÉES. Question. *De Noblesse révoquée en doute.* 657
- CXIV. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si la vente faite par l'aîné d'un bien dont au moins le huitieme est sujet à rapport, doit être jugée bonne & valable,* 663
- CXV. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. *Si un pere qui a éteint un douaire dont auroient été tenus sa femme & ses enfans, peut en demander récompense pour le tout, ayant eu la Garde-Noble de ses enfans,* 672
- CXVI. PROCÈS A LA TROIS. Question. *Quand un des enfans est suspect de s'être emparé de tout par fraude, quelle ressource a l'autre pour rétablir l'égalité,* 690

## CONSULTATIONS.

- SOIXANTE-QUINZIEME CONSULTATION. *Nécessité d'éteindre les Convens de Religieuses, & comment on y doit procéder,* 709
- LXXVI. CONSULTATION. *Indemnité pour les Terres prises à bailleue & laissées incultes,* 723
- LXXVII. CONSULTATION. *Bénéficier chargé d'une somme pour*

<i>l'employer en réparations , en est quitte quand les réparations sont recues ,</i>	page 733
LXXVIII. CONSULTATION. <i>Egalité entre enfans mariés &amp; dotés ,</i>	740
LXXIX. CONSULTATION. <i>Avec quelles formalités , &amp; par quelles considérations se doivent faire les unions des Maisons Re- ligieuses ,</i>	750
LXXX. CONSULTATION. <i>Sur la force du consentement dans les élections aux Bénéfices ,</i>	780
DÉCISIONS <i>de la plus grande partie des affaires contenues dans ce Tome quatrieme ,</i>	vij

Fin de la Table.

# D É C I S I O N S

*De la plus grande partie des Affaires contenues dans  
ce Tome IV.*

**Q**UATRE-VINGT-ONZIEME. Procès à la Deux, page 97.  
Les Parties ont transigé.

XCII. Instance au Grand-Conseil, page 143.

Arrêt du . . . en faveur du Mémoire.

XCIV. Cause à la Grand'Chambre, page 204.

Arrêt du 16 Mars 1736, qui déclare le mariage incapable des effets civils, sauf aux enfans à se pourvoir pour des alimens, & à la veuve pour la restitution de sa dot; fait délivrance du legs en affirmant par le Légataire n'avoir point promis de le remettre directement ni indirectement à la veuve ni aux enfans, ou autres personnes prohibées.

XCVII. Cause à la Grand'Chambre, page 222.

Arrêt du 5 Août 1728, qui sur les défenses demandées par le sieur Rapalli, remet au lendemain de la S. Martin, toutes choses demeurantes en état, & par Arrêt du 20 Décembre 1728 la Sentence de la Primatie de Lyon jugée abusive.

XCVIII. Cause aux Requêtes du Palais & à la Grand'Chambre, page 243.

Sentence sur délibéré de la Seconde des Requêtes du Palais du 21 Mars 1735, en faveur du Mémoire, confirmée par Arrêt de la Grand'Chambre du 24 Avril 1736.

XCIX. Cause à la Grand'Chambre, page 276.

Arrêt du 17 Mai 1736 qui admet la preuve.

C. Instance de Requête civile au Grand-Conseil, page 287.

Arrêt du Grand-Conseil du 18 Août 1736, au rapport de M. Manssion de Candé, qui déboute les créanciers de toutes les Requêtes civiles contre les Arrêts qui ont précédé 1675, celles contre l'Arrêt du 7 Septembre 1675, & contre les Arrêts suivans, entérinées sur le fondement de la nullité de la procédure faite contre les Représentans François de Beuil Comtesse de Lusignan & Jean de Beuil de Perien Jésuite.

CI. Cause à la Grand'Chambre, page 328.

Arrêt du 25 Janvier 1737 en faveur du Mémoire.

CII. Cause à la Grand'Chambre, page 337.

Arrêt du 9 Avril 1737 en faveur du Mémoire.

CIII. Cause à la Grand'Chambre, page 392.

Arrêt du 21 Mai 1737 en faveur du Mémoire.

CIV. Cause en la Grand'Chambre, page 400.

Sentence de la Seconde des Requêtes du Palais du 25 Juin 1736 contre le Mémoire : sur l'appel, appointment au rapport de M. Severt.

CV. & CVI. Dévolut sur une Cure de Ville, page 418. Et appel comme d'abus, page 436.

Arrêt du 8 Janvier 1738, au rapport de M. Bochart de Sarron, en faveur des Mémoires.

CVII. Cause à la Grand'Chambre, page 469.

Arrêt du 27 Août 1736 qui admet la preuve, & sur la preuve faite Arrêt du 23 Mars 1738 en faveur des Mémoires.

CVIII. Cause à la Grand'Chambre, page 529.

Arrêt du 10 Juillet 1738 en faveur du Mémoire.

CIX. Cause à la Grand'Chambre, page 562.

Arrêt du 8 Août 1738 en faveur du Mémoire.

CX. Cause à la Grand'Chambre, page 586.

Arrêt du 19 Décembre 1738, en faveur du Mémoire.

CXII. Cause au Grand'Conseil, page 636.

Arrêt du 20 Décembre 1736 en faveur du Mémoire.

CXIII. Requête incidente plaidée à la Grand'Chambre & Tournelle assemblées, page 657.

Arrêt du 14 Février 1739 en faveur de la Requête.

CXIV. Cause à la Grand'Chambre, page 663.

Arrêt du 22 Juin 1739 en faveur du Mémoire.

CXV. Cause à la Grand'Chambre, page 672.

Arrêt du 23 Juillet 1739, qui infirme, évoque & ordonne que l'article de 16666 liv. alloué dans le compte demeurera définitivement, sans s'arrêter aux débats, ni aux demandes respectives.

CXVI. Procès à la Trois, page 690.

Arrêt du premier Septembre 1735 en faveur du Mémoire.





# ŒUVRES DE MONSIEUR COCHIN.

---

LXXXVIII. INST. A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR la Dame Marquise de Trainel , tant en son nom que comme tutrice de ses enfans , & pour les Sieur & Dame de Barres , Demandeurs.

*CONTRE les Héritiers & Légataires universels de Claude Forcadet , les Commissaires aux Saisies-réelles , le Sieur Bourgeois & autres , Défenseurs.*

## Q U E S T I O N .

*Si un acte par lequel ont été divisés entre créanciers , à certaines conditions , les biens du débiteur , est une aliénation ; & comment s'opere la réunion de Fief dans la Coutume d'Orléans ?*



Es différens droits dûs à la Terre & Seigneurie de l'Aas , pour les mutations arrivées dans les Fiefs de Gueudreville - Malzerbes & de Rougemont qui en relevent , font l'objet de la contestation. Il y a long - tems qu'elle est commencée , les incidens s'y sont multipliés sans nombre , chaque événement a donné lieu à de nouvelles demandes ; cepen-

dant on peut tout réduire à trois objets principaux, les droits de relief dûs avant la saisie féodale de 1710, les fruits acquis par cette saisie féodale, & un droit de quint pour une vente survenue depuis.

Ces objets différens ne regardent pas les mêmes Parties : c'est ce que l'on va distinguer dans le fait, après quoi les moyens s'établiront sans peine.

*F A I T.*

François Forcadel, Propriétaire de la Terre de Boifne & de celle de Geudreville-Malzerbes, mourut en 1698. Ces Terres passèrent à Claude Forcadel son frere ; & comme la succession collatérale produit un droit de relief, suivant la Coutume d'Orléans, ce droit fut acquis dès-lors au Marquis de Trainel pour le Fief de Geudreville, comme étant mouvant de la Baronie de l'Aas, qui appartenoit à Dame Marie-Anne de Gomont sa femme.

Claude Forcadel ne le paya point, sans doute parce que la Dame Marquise de Trainel plaidant en séparation contre son mari, les droits de la Terre étoient fort négligés, & qu'il étoit même fort incertain à qui ils appartiendroient par l'événement, ou au mari ou à la femme : par la même raison Claude Forcadel ne fit point la foi & hommage.

Il mourut en 1706, & laissa plusieurs héritiers collatéraux & deux légataires universels. Sa mort donnoit ouverture à un nouveau droit de relief pour le Fief de Geudreville-Malzerbes ; mais une circonstance importante le rendoit bien plus considérable que le premier.

Depuis la mort de François Forcadel, Claude, son frere & son héritier, avoit acheté par contrat du 23 Août 1699 le Fief de Rougemont, mouvant de Geudreville, ce qui en avoit opéré la réunion, d'autant plus que la Coutume d'Orléans ne permet pas à un Seigneur qui acquiert un Fief mouvant de lui, de le posséder séparément & dans sa propre mouvance, & qu'il faut ou qu'il porte la foi de tous les deux, comme ne composant plus qu'un seul Fief, ou qu'il revende le Fief qu'il a acquis. Claude Forcadel n'avoit point revendu le Fief de Rougemont, il le possédoit encore au jour de son décès : la réunion étoit donc irrévocablement consommée.

Ainsi dans cet instant le Seigneur de l'Aas avoit deux droits de relief à prétendre, un premier droit ouvert en 1698 pour le Fief de Geudreville seul, un second droit ouvert en 1706 pour le Fief de Geudreville, augmenté par la réunion de celui de Rougemont.

Les héritiers & légataires universels de Claude Forcadet don-  
nerent une procuration au sieur de Godonvillier, en vertu de  
laquelle il se transporta au Château de l'Aas le 27 Février 1708 ;  
& s'adressant au nommé Marotte, Fermier de la Terre de l'Aas,  
lui fit la foi & hommage pour le Fief de Geudreville-Malzerbes  
& ses dépendances, & lui paya une somme de 900 liv. pour  
le droit de relief ouvert par le décès de Claude Forcadet.

Il faut expliquer ici en passant quelle étoit la véritable qua-  
lité de Marotte. On a déjà observé que la Dame de Trainel avoit  
plaidé en séparation contre son mari, elle avoit obtenu une Sen-  
tence favorable en 1697 ; mais sur l'appel elle perdit sa Cause,  
par Arrêt du 13 Mars 1702. Elle en consentit l'exécution par une  
transaction du 23 Mai de la même année, par laquelle le sieur  
Marquis de Trainel consentit de sa part qu'elle vécût dans une  
maison séparée de la sienne, & lui abandonna pour sa subsistance  
les revenus de la Terre de l'Aas.

Le 26 Août de la même année, elle fit un bail de cette Terre à  
Alexandre Marotte pour une année seulement, il continua cepen-  
dant d'en jouir depuis par racite réconduction ; mais ayant com-  
mis beaucoup de dégradations, la Dame Marquise de Trainel  
fut obligée de le poursuivre pour faire résoudre son bail : cette  
résolution fut prononcée par Arrêt du Grand-Conseil du 9 Mars  
1708, & en effet il fut chassé de la Ferme dans la même année.

Ce fut dix jours seulement avant l'Arrêt du Grand-Conseil,  
que le sieur de Godonvillier, comme on l'a déjà observé, se pré-  
senta au Château de l'Aas pour faire la foi & hommage, & payer  
le relief de 1706. Marotte, qui étoit à la veille d'être condamné,  
& qui vouloit toucher le relief, eut la témérité de dire qu'il avoit  
pouvoir du Marquis de Trainel pour recevoir les hommages ;  
mais comme il ne représenta point ce prétendu pouvoir, il  
s'obligea de faire agréer la foi & hommage par le Marquis de  
Trainel, ce qu'il n'a jamais fait.

Foi & hom-  
mage à un  
Fermier qui  
va bientôt  
être expulsé.

Cette foi & hommage étoit trop vicieuse dans sa forme pour  
qu'elle pût couvrir le Fief. D'un côté le Vassal doit faire la foi  
& hommage en personne, & non par Procureur : de l'autre, l'hom-  
mage fait en l'absence du Seigneur n'est valable qu'autant que  
l'on offre tous les droits qui sont dûs. Or le sieur Godonvillier  
n'offroit rien pour le relief ouvert en 1698, & par conséquent sa  
foi étoit nulle, sans que l'on puisse opposer la réception par Ma-  
rotte qui n'avoit ni caractère ni pouvoir ; on étoit donc en état  
de saisir féodalement le Fief de Geudreville, comme n'étant point  
couvert par une telle démarche.

La Dame Marquise de Trainel qui jouissoit de la Terre de l'Aas, en vertu de la transaction du 23 Mai 1702, fit faire la saisie féodale par exploit du 3 Juillet 1710, en vertu d'une Commission du Juge de l'Aas du 2 du même mois. Les héritiers, les légataires universels & les Directeurs des créanciers de Claude Forcadel appellerent de la saisie féodale; c'est-là l'origine de la contestation dont la Cour est saisie : cet appel est demeuré long-tems sans poursuites.

Cependant les Directeurs des créanciers prenoient les mesures nécessaires pour disposer des biens de Claude Forcadel, & pourvoir au paiement de ses dettes; mais ils furent traversés par M. le Procureur Général qui, voyant que les comptes de Claude Forcadel n'étoient point rendus, avoit obtenu un Arrêt dès le 11 Février 1710, qui ordonnoit que les comptes seroient rendus, & cependant faisoit défenses de disposer des biens.

Les créanciers avoient les mains liées par ces défenses : il y avoit lieu de craindre que cela ne durât long-tems, parce que ce n'étoit pas une petite opération que de rendre les comptes demandés. Dans cet embarras on prit un tempérament qui fut agréé par M. le Procureur Général, ce fut d'abandonner des biens à chaque créancier pour son paiement, biens qu'ils seroient obligés de rapporter par l'événement, si le Public se trouvoit créancier par le reliquat des comptes, & qui leur demeureroient au contraire diffinitivement pour le prix fixé par le contrat d'abandonnement, si par l'événement le Public se trouvoit rempli. C'est en substance tout l'effet & tout l'objet de l'acte du 22 Octobre 1712, dont on parlera plus amplement dans la suite. Il suffit d'observer ici que le sieur Monnerat, Commissaire aux Saisies-réelles, & créancier de la succession de Claude Forcadel, eut dans son partage la Terre de Boisne avec les Fiefs de Geudreville & de Rougemont pour 299000 liv.

Ce délaissement opéroit une véritable vente au profit de chaque créancier, & cette vente produisoit des droits aux Seigneurs de qui relevoient les biens abandonnés; ils furent payés en effet à M. de Harlay, comme Seigneur de Beaumont, Fief dominant de la Terre de Boisne; ils l'auroient été de même à la Marquise de Trainel, comme Dame de l'Aas, pour le Fief de Geudreville, si elle ne les avoit pas cédés auparavant : mais par acte du 2 Septembre 1711, elle avoit transporté au sieur de Cugnac le droit qui lui seroit dû pour la première vente du Fief de Geudreville : c'étoit donc au sieur de Cugnac à s'en faire payer.



Il fit pour cela les diligences nécessaires. Le 27 Juillet 1713 il fit signifier son transport au sieur Monnerat, il renouvela ses poursuites en 1719, & le 9 Avril il fit assigner les Commissaires aux Saisies-réelles, pour être condamnés au paiement du droit de quint. Les Commissaires aux Saisies-réelles, qui ne pouvoient résister à cette demande, prirent le parti de payer le sieur de Cugnac : mais pour étendre, s'il étoit possible, la cession de la Dame de Trainel à une nouvelle vente, ils le payerent par voie de transport ; & c'est ce qui fait aujourd'hui un des principaux objets de la contestation que l'on traitera dans la suite.

Quoi qu'il en soit, les Commissaires aux Saisies-réelles voulant profiter des circonstances de l'année 1720, vendirent la Terre de Boisne à la Demoiselle Chaufferays, & demandèrent l'omologation de ce contrat ; mais la Cour ayant ordonné qu'il seroit fait des publications pour voir s'il ne se présenteroit point d'enchérisseur, le prix monta si haut par les enchères, qu'au lieu de 750000 liv. que la Demoiselle Chaufferays s'étoit obligée de payer, il fut porté jusqu'à 1750000 liv. par l'adjudication qui fut faite au sieur Bourgeois le 7 Septembre 1720. Ce prix a été configné, & le sieur Bourgeois est demeuré Propriétaire de la Terre de Boisne & des Fiefs de Gendreville & de Rougemont.

En cette qualité il devoit un droit de quint au sieur Marquis de Trainel & à la Dame de Barres sa sœur, qui avoient succédé à la Dame leur mere, morte en 1714. Le Marquis de Trainel pour en être payé, fit assigner le sieur Bourgeois le 21 Avril 1722, & conclut à ce qu'il fût condamné personnellement à payer le droit de quint, dû pour la vente de 1720, & que, comme détenteur, il fût condamné hypothécairement à payer les droits de relief, dûs à la mort de François & Claude Forcadet, & les fruits acquis par la saisie féodale de 1710. Le sieur Bourgeois a prétendu que la vente lui avoit été faite avec une clause expresse qu'il seroit exempt de droits seigneuriaux. Sur ce fondement, il a dénoncé la demande aux Commissaires aux Saisies-réelles, & ceux-ci prétendant que le transport fait au sieur de Cugnac par la Dame de Trainel en 1711, devoit s'appliquer à la vente de 1720, ont agi en arriere-garantie contre le sieur Marquis de Trainel.

Tels sont les principaux objets de la contestation, qui, comme on l'a déjà dit, se peuvent réduire à trois chefs par rapport à la Marquise de Trainel qui, après la mort de son mari, a repris l'Instance tant en son nom que comme tutrice de ses enfans.

Le premier chef regarde les droits de relief, ouverts par le dé-

cès de François Forcadel en 1698, & de Claude Forcadel en 1706. Cette demande concerne les héritiers, légataires universels & Directeurs des créanciers de Claude Forcadel, ils en sont débiteurs personnels; le sieur Bourgeois n'y est intéressé qu'en qualité de détenteur, & comme poursuivi hypothécairement pour les payer: les Commissaires aux Saisies-réelles n'y peuvent prendre part que comme garans du sieur Bourgeois, & sauf leur recours contre la succession de Claude Forcadel.

Le second chef concerne la saisie féodale de 1710 & la perte des fruits qu'elle a produite. Cet objet regarde encore les héritiers, légataires universels & créanciers de Claude Forcadel; le sieur Bourgeois & les Commissaires aux Saisies-réelles n'y ont que le même intérêt qu'ils ont dans la question des reliefs.

Enfin le troisième est pour le quint de la vente de 1720: ce chef n'intéresse point les héritiers, légataires & créanciers de Claude Forcadel; il ne regarde que le sieur Bourgeois personnellement, & les Commissaires aux Saisies-réelles, qu'il prétend être ses garans.

Comme les deux premiers chefs ont été suffisamment traités dans le Procès, on se propose uniquement dans ce Mémoire d'établir la justice des demandes formées par la Dame Marquise de Trainel, pour raison de la vente faite au sieur Bourgeois en l'année 1720: c'est aussi l'objet le plus important.

Ce chef renferme deux parties: la première est de savoir si ce droit de quint est dû aux Seigneurs de l'Aas; la seconde, s'il est dû pour le seul Fief de Geudreville, & non pour le Fief de Rougemont, ou s'il est dû pour tous les deux, à cause de la réunion qui a été faite du Fief dominant & du Fief servant dans la main du même Seigneur. On croit nécessaire de traiter ces deux questions séparément.

*Droits de  
quint dus aux  
Seigneurs de  
l'Aas pour  
l'adjudica-  
tion faite au  
sieur Bour-  
geois le 4 Sep-  
tembre 1720.*

Le sieur Bourgeois s'étant rendu Adjudicataire de la Terre de Boifne, & par conséquent des Fiefs de Geudreville-Malzerbes & Rougemont, par Arrêt du 4 Septembre 1720, il fut assigné le 21 Avril 1722, pour être condamné personnellement à payer le droit de quint pour raison de ces Fiefs; le sieur Bourgeois qui ne pouvoit se refuser à une demande fondée sur le texte de la Coutume, a prétendu que les Commissaires aux Saisies-réelles étoient ses garans, parce que dans l'adjudication ils avoient exposé la Terre comme exempte des droits seigneuriaux. Les Commissaires aux Saisies-réelles ont à leur tour agi en arrière-garantie, tant contre le sieur de Cognac que contre la Dame de Trainel.

Le fondement de cette arriere-garantie est pris dans un traité passé le 2 Septembre 1711 entre la feue Dame de Trainel & le sieur de Cognac, par lequel la Dame de Trainel lui céda les droits de la premiere vente qui seroit faite des Terres de Gendreville & leurs dépendances, relevant en plein Fief de la Terre de l'Aas, moyennant la somme de 2900 liv. Les Commissaires aux Saïssies-réelles prétendent que le sieur de Cognac les a subrogés à ce transport; & supposant que la premiere vente faite depuis le traité de 1711, est l'adjudication du 4 Septembre 1720, ils soutiennent que la Dame de Trainel & la Dame de Barres, héritieres par bénéfice d'inventaire de la cédante originaire, sont garantesses-mêmes de leur propre demande.

Mais deux moyens se réunissent pour combattre ce système: le premier est qu'à supposer la validité du traité de 1711, l'effet en auroit été consommé par une premiere vente faite en 1712, & qu'ainsi on ne pourroit l'appliquer à l'adjudication de 1720; le second est que le traité en lui-même ne se peut jamais soutenir, étant fait par une femme qui n'étoit point autorisée à cet effet.

On dit en premier lieu que l'effet du traité de 1711 (s'il pouvoit être de quelque poids) auroit été consommé par une premiere vente faite en 1712. Pour l'établissement de ce moyen, il faut observer que Claude Forcadet, qui étoit mort en 1706, avoit laissé des héritiers & légataires universels & un grand nombre de créanciers. Les créanciers s'unirent par un contrat de direction, du mois de Novembre 1709, par lequel ils nommerent trois Directeurs, avec pouvoir de vendre les biens, pour être le prix distribué ainsi qu'il appartiendrait.

M. le Procureur Général traversa d'abord cet arrangement, parce que les comptes de la Commission de Claude Forcadet n'étoient point rendus. Sur ce fondement Arrêt le 11 Février 1710, qui ordonne que les héritiers rendront compte, & jusqu'à ce, fait défenses de disposer par vente ou autrement, des biens de la succession.

Cette précaution étoit sage en elle-même, mais elle portoit cependant un grand préjudice aux créanciers dont elle arrêtoit le paiement, pour une liquidation, par l'événement de laquelle il pouvoit n'être rien dû. Cela obligea les créanciers de faire des démarches auprès de M. le Procureur Général; & enfin on convint d'un expédient qui conservoit le droit de tout le monde, ce fut d'abandonner les biens à chaque créancier, pour le montant de sa créance, mais à la charge de l'événement des comptes de Claude Forcadet.

Dans cet esprit on passa l'acte du 22 Octobre 1712, par lequel les créanciers, après avoir fixé par des états les biens de la succession & les créances qu'il falloit payer, firent par un troisieme état la distribution des biens à chaque créancier, & consentirent que chacun entrât en possession. Il est vrai que leur jouissance ne devoit être que provisoire, jusqu'à l'appurement des comptes de Claude Forcadel; mais comme ce n'étoit que cet objet seul qui retenoit la direction, & qu'entre les créanciers ils prétendoient se céder une pleine & parfaite propriété, il est dit qu'après les comptes rendus & les défenses levées, chacun des créanciers pourra, tant en vertu des présentes, que de la faculté de vendre les fonds portés au contrat d'union susdaité, disposer par vente du fonds du bien dont il a la direction & la jouissance provisionnelle, si mieux il n'aime garder le fonds pour le paiement de la somme pour laquelle il est employé par le susdit état, sans qu'à ce sujet il soit besoin d'autres actes que du contrat de direction & des présentes, ni même que l'on soit tenu d'observer aucune formalité; & si le prix de la vente ne montoit pas à la somme fixée par ledit état, il ne pourra prétendre aucune indemnité ni récompense contre & sur les autres biens qui y sont compris; & aussi s'il étoit vendu à plus haut prix que la fixation, l'excédent lui appartiendra, sans être obligé à aucune indemnité, ni récompense à qui que ce soit. Cet acte fut omologué par Arrêt du 3 Décembre 1712, pour être exécuté par provision seulement, & sans préjudice de l'Arrêt du 11 Février 1710, qui demeura en sa force & vertu, jusqu'à ce qu'autrement après le compte rendu, il en eût été ordonné.

Il s'agit donc de savoir si cet acte contient une véritable vente qui ait consommé l'effet du traité de 1711, passé entre la Dame Marquise de Trainel & le sieur de Cognac: cette vérité résulte également & de l'acte en lui-même, & de son exécution.

De l'acte en lui-même, parce qu'il contient tous les caractères de la vente. On y voit l'immeuble qui a été cédé à chaque créancier, le prix pour lequel il a été cédé, & enfin le consentement réciproque pour abandonner d'une part, & recevoir de l'autre, ce qui forme l'essence du véritable contrat de vente.

Mais, dit-on, ce n'est pas la propriété qui est cédée, on ne le pouvoit pas même, à cause de l'Arrêt de 1710 qui subsistoit: ce n'est qu'une direction particulière, qu'une jouissance provisionnelle, qui laisse toujours les biens dans la main de la Justice, & qui laisse les créanciers exposés à chaque instant à être dépossédés: aussi est-il dit dans l'acte, que les créanciers ne pourront vendre  
qu'après

qu'après que les défenses prononcées par l'Arrêt de 1710 ne subsisteront plus ; il est dit que la propriété ne pourra être transmise que dans ce tems-là. Il n'y a donc point de translation actuelle de propriété.

Cette objection ne roule que sur une équivoque bien facile à lever. Il faut considérer l'acte du 22 Octobre 1712 , relativement à deux sortes de personnes. D'un côté les héritiers , légataires universels & créanciers de Claude Forcadel ; & de l'autre le Public , ou M. le Procureur Général exerçant ses droits.

Par rapport aux héritiers , légataires universels & créanciers , la vente est pure & simple , elle est translatrice de la propriété à chaque créancier ; cela est si vrai , qu'entr'eux & le créancier particulier il y a un prix irrévocablement fixé à l'héritage , une propriété acquise pour ce prix dans l'instant même , puisque quand l'obstacle de M. le Procureur Général cessera , le créancier pourra disposer librement de la chose , *en vertu des présentes* , & sans observer aucune formalité , il pourra vendre à tel prix qu'il voudra ; s'il vend moins que ce qui lui est dû , il n'en est pas moins entièrement payé ; s'il vend plus , c'est un bénéfice pour lui auquel la succession ne prend aucune part ; ainsi l'immeuble est à ses risques , ce qui est le véritable caractère de la propriété ; s'il périt , il périt pour lui , parce que *res perit domino* ; on ne peut donc pas douter de sa propriété dans ce point de vue.

Par rapport à M. le Procureur Général , on avoue qu'il n'en est pas absolument de même ; on a même affecté d'employer les termes les plus propres à caractériser une simple jouissance ; mais au fond , à quoi se réduisent les expressions mesurées avec tant d'art ? A conserver le doit du Public sur tous les biens de Forcadel , pour les débets de la Caisse , à dispenser M. le Procureur Général d'agir en déclaration d'hypothèque contre les Acquéreurs , à assurer le payement de ce qui sera dû au Public , par préférence aux Acquéreurs mêmes ; mais tout cela n'empêche pas que les Acquéreurs n'ayent une véritable propriété , à la charge des débets qui pourront se trouver. Les héritiers , les légataires universels , les créanciers en général sont dépouillés de leur propriété ; ils ont transmis tous leurs droits au créancier particulier , qui par-là est devenu Propriétaire lui-même. Ce n'est , si l'on veut , qu'une propriété conditionnelle , par rapport à M. le Procureur Général , mais c'est toujours une vraie propriété , puisque si la Caisse est remplie d'ailleurs , les créanciers à qui le fonds est aban-

donné , demeurent Propriétaires , non pas par un droit nouveau qui se forme alors , mais par un droit ancien qui devient ferme & incommutable. Leur droit remonte jusqu'à l'acte de 1712 , ils sont Propriétaires *ut ex tunc* , & non pas *ut ex nunc* ; c'est pour cela qu'il est dit que chaque créancier aura la liberté de vendre , *en vertu des présentes* , quand l'obstacle sera cessé , *sans que l'on ait besoin d'autres actes que du contrat de direction & des présentes* , ni même que l'on soit tenu d'observer aucune formalité. L'acte de 1712 est donc par lui-même un acte translatif de propriété , puisqu'en vertu de cet acte seul , le créancier pourra vendre quand l'intérêt du Public sera cessé.

Aliénation  
conditionnelle  
à son effet ré-  
troactif, quand  
la condition  
est accomplie.

Mais pourquoi agiter cette question quand les obstacles qui venoient de la part de M. le Procureur Général ont été levés depuis ? C'est tout ce qu'on pourroit faire si la chose étoit encore en suspens , si la propriété étoit incertaine & pouvoit être révoquée ; mais aujourd'hui qu'il est constant que les créanciers n'ont rien à craindre , & qu'ils sont demeurés Propriétaires incommutables , peut-on douter qu'ils ne le soient dès 1712 , puisqu'il est dit qu'ils demeureront Propriétaires en vertu des présentes , puisqu'ils n'ont pas besoin d'autres actes , ni d'aucune formalité ? L'acte de 1712 est donc translatif de propriété , au moins par l'événement , & cela suffit pour qu'il ait produit des droits & consommé l'acte de 1711 , par lequel la Dame de Trainel avoit cédé au sieur de Cugnac les droits de la première vente.

Les créanciers devenus Propriétaires par l'acte de 1712 n'ont eu , si l'on veut , d'abord qu'une propriété chancelante , mais qui étoit toujours une véritable propriété ; l'incertitude a cessé depuis , & leur propriété a été irrévocablement confirmée ; les droits de cette mutation ont donc été acquis aux Seigneurs , & ils ont été acquis par l'acte de 1712 , puisque la propriété a été acquise par le même acte , & sans qu'il en fût besoin d'autres.

Mais ce n'est pas seulement par l'acte de 1712 en lui-même que l'on reconnoît que la propriété a été acquise à chaque créancier , son exécution achève de démontrer cette vérité de la manière la plus sensible.

1°. Les Commissaires aux Saisies-réelles ont réellement payé les droits seigneuriaux des Fiefs de Geudreville - Malzerbes & Rougemont pour la vente à eux faite en 1712. En effet le sieur de Cugnac , Cessionnaire de la Dame de Trainel , ayant appris cette vente , leur fit signifier son transport le 27 Juillet 1713 , il en fit renouveler la signification le premier Avril 1718 , & enfin

le 9 du même mois il les fit assigner pour être condamnés au paiement.

Les Commissaires aux Saisies-réelles qui sentirent qu'ils ne pouvoient éviter cette condamnation, se déterminèrent à payer; mais pour se réserver un prétexte d'étendre la cession à une autre vente, ils imaginèrent un détour; ce fut de se faire ceder à eux-mêmes les droits du sieur de Cugnac, & de passer un Arrêt de concert, par lequel ils parussent déchargés. Comme cela étoit indifférent au sieur de Cugnac, pourvu qu'il fût payé, il se prêta à tous les arrangemens que les Commissaires aux Saisies-réelles purent désirer.

Ainsi le 20 Mai 1718, il passa une procuration au sieur Potoin, portant pouvoir de ceder ses droits aux Commissaires aux Saisies-réelles; le 24 Mai on passa un Arrêt, qui, sur la demande de Cugnac, mit hors de Cour quant à présent, & le 27 Mai le sieur Potoin ceda les droits du sieur de Cugnac aux Commissaires aux Saisies-réelles, qui lui payerent ses droits sous le titre du prix du transport.

De quelques ombres que l'on ait enveloppé ce paiement, il n'y a personne qui n'y reconnoisse le paiement effectif des droits seigneuriaux. Cugnac avoit poursuivi les Commissaires aux Saisies-réelles pour les y contraindre, ils payerent aussi-tôt; peut-on imaginer qu'ils ayent prétendu payer autre chose que ce qui leur étoit demandé?

La vaine couleur que l'on emprunte d'acquiescer le transport changera-t-elle la vérité? N'est-ce pas-là le cas de la maxime, *plus valere quod agitur quam quod simulatè concipitur*? En un mot, Cugnac a été payé: donc la cession de 1711 a été consommée.

Il seroit absurde après cela d'opposer l'Arrêt du 24 Mai, puisqu'il est passé de concert dans l'intervalle de la Procuration du 28 Mai & du paiement du 27. D'ailleurs quand on regarderoit cet Arrêt comme l'ouvrage de la Cour, il décideroit encore contre les Commissaires aux Saisies-réelles; car s'il n'y avoit point de vente en 1712, il falloit mettre hors de Cour purement & simplement; pourquoi donc mettre hors de Cour quant à présent, si ce n'est parce que la propriété acquise en 1712 pouvant devenir incommutable, les droits alors seroient dûs? Or, cette propriété est devenue depuis incommutable, & par conséquent, aux termes mêmes de l'Arrêt de 1718, les droits seroient dûs par l'acquisition de 1712.

Mais il est inutile de raisonner sur un Arrêt qui n'est que l'ou-

Ce que font les Contrac-tans est plus décisif que ce qu'ils affectent d'exprimer.

vrage de la convention des Parties ; cette convention en elle-même , malgré les dehors dont on l'a enveloppée , est un véritable paiement des droits seigneuriaux : donc elle suffiroit pour condamner le système des Parties adverses , il est contraire à leur propre fait , aussi-bien qu'à l'acte de 1712. Ils veulent l'appliquer à la vente de 1720 ce qu'ils ont eux-mêmes appliqué à celle de 1712 , on ne peut donc plus les écouter.

2°. Les Commissaires aux Saisies-réelles qui sont devenus Propriétaires par l'acte de 1712 de plusieurs autres Fiefs , ont composé avec M. de Harlay des droits qui lui étoient dûs pour ce qui étoit dans sa mouvance ; si les droits étoient acquis à M. de Harlay , ils étoient également acquis au Seigneur de l'Aas pour ce qui étoit dans sa mouvance.

3°. Les Commissaires aux Saisies-réelles ont été condamnés à payer au Receveur des Consignations le droit qui lui appartenoit pour la vente de 1712 ; on a donc jugé que c'étoit une véritable vente , une adjudication translatrice de propriété , autrement il n'étoit rien dû au Receveur des Consignations ; car comme on ne lui paye aucun droit pour l'établissement d'une Direction à laquelle l'on ne cede qu'une simple jouissance , on n'en auroit pas dû non plus par l'acte de 1712 , si on n'avoit considéré chaque créancier que comme un Directeur particulier qui avoit sa jouissance à part ; on l'a donc regardé comme Propriétaire , puisqu'on l'a jugé sujet au droit de consignation , de même qu'un Adjudicataire qui auroit dû consigner son prix.

4°. Le même acte de 1712 a été sujet au droit de centième denier comme pour ventes d'immeubles.

Pressés par des moyens si décisifs , les Commissaires aux Saisies-réelles prétendent qu'on ne peut tirer aucune induction du traité qu'ils ont fait avec M. de Harlay le 15 Mai 1714 , que le prix modique qu'ils lui ont donné prouve qu'ils ont moins composé pour le délaissement de 1712 , que pour la première vente qui seroit faite , dont les droits leur sont cedés par le même acte ; mais il suffit de jeter les yeux sur ce traité pour sentir toute l'illusion de ce moyen. 1°. M. de Harlay leur cede les droits qui lui sont & peuvent être dûs à cause de l'acte du 22 Octobre 1712. Après avoir accepté cette cession , peuvent-ils dire que cet acte ne produisoit aucuns droits ? 2°. M. de Harlay leur cede de même les droits qui pourront lui être dûs pour la première vente. 3°. Le prix de ces deux cessions est de 24000 liv. ce qui est bien éloigné de l'idée d'un prix modique qu'ils veulent donner. Enfin M. de



Harlay promet d'enfaisiner l'acte de 1712. Si les Commissaires aux Saisies-réelles n'ont pas eu l'attention de faire faire cet enfaisinement, ils n'en ont pas moins reconnu que c'étoit un acte qui en étoit susceptible ; ils l'ont donc regardé comme translatif de propriété.

C'est avec aussi peu de fondement qu'ils veulent écarter l'Arrêt rendu en faveur du Receveur des Consignations le 5 Février 1724, qui condamne les Commissaires aux Saisies-réelles à payer 16300 liv. pour le droit de consignation de la somme de 326000 liv. prix du délaissement fait par le contrat de 1712. Il suppose que cet Arrêt a été rendu de concert, & qu'il a été détruit depuis sur l'opposition des Directeurs des créanciers de Claude Forcadel ; mais ces deux prétextes sont également hasardés contre la vérité.

1°. Ce n'est point un Arrêt rendu de concert, ou du moins si les Commissaires aux Saisies-réelles y ont consenti, ce n'est que parce qu'ils ont reconnu eux-mêmes qu'ils ne pouvoient pas éviter les condamnations ; en effet ils ont payé réellement les 16300 liv. En un mot l'Arrêt est très-sérieux, & on ne fera pas tomber le préjugé décisif qu'il forme dans la Cause par une vaine allégation qui suffiroit pour détruire tous les Jugemens.

2°. L'opposition des Directeurs des créanciers Forcadel ne tomboit point sur la condamnation des 16300 l. & elle n'a jamais été retractée ; mais le même Arrêt du 5 Février 1724 qui condamnoit à payer les 16300 liv. donnoit en même tems un recours aux Commissaires aux Saisies-réelles contre les Directeurs des créanciers ; c'est en ce chef seulement que l'opposition a été formée ; opposition juste, parce que par le traité de 1712, il étoit dit que les créanciers ne pourroient rien prétendre les uns contre les autres, & que d'ailleurs il est de la règle qu'un créancier qui prend une Terre en paiement en paye les droits de son chef, sans répétition contre son débiteur, ni contre les autres créanciers du même débiteur. On a donc eu raison de recevoir les Directeurs des créanciers opposans en ce chef ; mais loin de donner atteinte par-là à la condamnation des 16300 liv. on a jugé au contraire que cette somme étoit dûe par les Commissaires aux Saisies-réelles de leur chef & comme Acquéreurs, & par conséquent on a confirmé de plus en plus le moyen que la Dame Marquise de Trainel propose.

On a donc jugé dans toutes les occasions que les Commissaires aux Saisies-réelles étoient devenus Propriétaires par l'acte de 1712. Et en effet ils étoient si bien Propriétaires qu'ils ont vendu

la Terre de Boisine en cette qualité à la Demoiselle Chaufferays, & qu'elle a été adjugée sur eux au sieur Bourgeois ; comment pouvoient-ils vendre, comment pouvoit-on adjuger sur eux s'ils n'étoient pas Propriétaires ?

Il faut même observer que c'est cette propriété acquise par l'acte de 1712 qui leur a produit depuis de si grands avantages ; car la Terre de Boisine avec ses dépendances leur avoit été délaissée pour 299000 liv. c'est pour ce prix qu'ils l'ont eue dans la succession de Claude Forcadel par l'acte de 1712, & ils l'ont vendue en 1720 au sieur Bourgeois 1750000 liv. en quoi ils ont fait un profit de 1450000 liv. S'ils n'avoient pas été Propriétaires, s'ils n'avoient eu qu'une simple jouissance à titre de Directeurs particuliers, comment se feroient-ils appliqué une augmentation si excessive ? Comment l'auroient-ils enlevée à la succession de Claude Forcadel ? Il faut de deux choses l'une, ou qu'ils renoncent à cet avantage, ou qu'ils reconnoissent qu'ils sont devenus Propriétaires dès 1712, ils ont dû des droits pour cette acquisition, à laquelle seule ils sont redevables d'une fortune si inespérée.

En un mot, il y a ici deux mutations bien marquées ; les biens ont passé des héritiers Forcadel au Commissaires aux Saisies-réelles, & des Commissaires aux Saisies-réelles au sieur Bourgeois ; comment les doubles droits dûs pour cette double mutation se trouveront-ils éteints par la cession d'un simple droit ? On n'a payé que pour un, & l'on seroit quitte de deux ; cela est manifestement contraire à toute raison.

Ainsi le premier moyen de la Dame Marquise de Trainel & des Sieur & Dame de Barres est invincible. Les droits de la première vente ont été cédés en 1711 ; mais cette cession a été consommée dès 1712, que la première vente a été faite, vente certaine aux termes de l'acte du 22 Octobre, vente reconnue dans tout ce qui a suivi.

Le second moyen n'est pas moins solide. En supposant qu'il n'y a point eu de vente en 1712, on voudroit appliquer la cession de 1711 à la vente de 1720 ; mais cela se peut-il proposer ?

Cette cession a été faite par la Dame de Trainel, qui ne jouissoit de la Terre de l'Aas, qu'en vertu de l'abandonnement que le sieur Marquis de Trainel lui avoit fait des fruits & revenus de cette Terre pour sa subsistance pendant qu'elle avoit une habitation séparée de la sienne ; ainsi elle avoit droit de percevoir les fruits à mesure qu'ils venoient à échoir, elle n'étoit autorisée qu'à cet effet seulement.

Elle n'avoit donc aucun pouvoir de vendre des fruits qui n'étoient point encore échus, & moins encore ceux qui pouvoient n'écheoir qu'après son décès, & par conséquent après le tems de la jouissance qui lui avoit été cedée, pour cela elle n'avoit aucun droit de disposer sans la participation de son mari.

Une femme mariée est dans les liens d'une interdiction légale; tout ce qu'elle fait sans être autorisée par son mari est radicalement nul; c'est la disposition de l'art. 239 de la Coutume de Paris, lieu du domicile du Marquis de Trainel: *Une femme mariée ne se peut obliger sans le consentement de son mari, si elle n'est séparée par effet, ou Marchande publique.* Disposition copiée mot pour mot dans l'article 196 de la Coutume d'Orléans, dans le ressort de laquelle se trouve la Terre de l'Aas.

Cette autorisation est si nécessaire, que tous les contrats, toutes les obligations, tous les engagements qu'une femme a pu contracter sans être autorisée, sont nuls tant par rapport à elle que par rapport à ses héritiers; ce n'est pas seulement le mari qui peut s'en plaindre, c'est la femme elle-même, qui devenue libre à la mort de son mari, n'est tenue d'exécuter aucun des actes qu'elle a passés sans une autorisation expresse. Ces sortes d'actes sont réprouvés par la Loi, & n'engagent pas plus la femme que si elle n'y avoit point parlé du tout, elle n'est pas même obligée de se faire restituer. Ces maximes sont connues de tout le monde; on n'a pas besoin de les établir; il n'y a qu'à ouvrir les Commentaires sur la Coutume de Paris, & par-tout on verra la même doctrine établie.

Nullité absolue des actes que passe sans être autorisée la femme en puissance de mari.

Suivant ce principe, la Dame Marquise de Trainel qui n'étoit autorisée qu'à percevoir les revenus de la Terre de l'Aas pendant sa vie, & tant qu'elle habiteroit séparément de son mari, n'a rien pu faire au-delà; elle n'étoit pas autorisée à disposer des droits qui ne pouvoient écheoir qu'après sa mort; elle l'auroit fait cependant si la cession de 1711 pouvoit s'appliquer à la vente faite au sieur Bourgeois en 1720, six ans après la mort de la Marquise de Trainel. Cette cession en ce cas seroit donc radicalement nulle.

Elle n'étoit point séparée d'avec le Marquis de Trainel, au contraire elle avoit succombé dans la demande en séparation qu'elle avoit formée, & ce n'étoit que par le consentement libre du Marquis de Trainel qu'elle vivoit séparément & qu'elle jouissoit des revenus de l'Aas. Ce consentement étoit limité à la seule perception des fruits, qui lui tenoient lieu de pension; elle ne pouvoit donc rien faire de plus, elle ne pouvoit traiter, s'en-

gager , contracter ni vendre des fruits que son mari ne lui avoit point abandonnés. Or , il ne lui avoit point abandonné les fruits qui devoient écheoir après sa mort ; elle ne pouvoit donc pas en traiter , ni les ceder à un tiers.

Le sieur de Cugnac en vertu de ce traité (en supposant toujours qu'il pût s'appliquer à la vente de 1720) , n'auroit pas même une action pour répéter les 2900 liv. par lui payées , à moins qu'il ne prouvât que la Dame de Trainel en avoit profité & en avoit fait un emploi ; car la femme qui ne peut pas contracter , ne peut pas même s'obliger à rendre les deniers qu'on lui fournit indiscretement ; & il n'y a que le seul cas où elle s'enrichiroit réellement dans lequel elle pourroit être obligée à restitution ; mais il ne s'agit point de cette restitution qui n'est point demandée , & qui ne pourroit l'être , puisque les deniers ont été dissipés.

Le traité en lui-même est donc nul , si on veut le faire valoir pour une vente qui n'a été faite que long-tems après la mort de la Dame de Trainel , puisque c'est l'engagement d'une femme mariée qui n'a point été autorisée.

Ainsi tout concourt à condamner la demande en arriere-garantie formée par les Commissaires aux Saisies-réelles sur le fondement de l'acte de 1711. L'effet en a été consommé à leur profit , puisqu'il les a déchargés des droits qu'ils devoient pour l'acquisition de 1712 ; mais quand cela ne seroit pas , la cession de la Dame de Trainel en 1711 pour des droits échus après sa mort , seroit un titre frivole , dont il ne seroit pas permis de faire le moindre usage.

*Réunion du  
Fief de Rougemont.*

Ce Fief relevoit incontestablement de celui de Geudreville-Malzerbes , lorsque Claude Forcadet , Propriétaire du Fief dominant , fit l'acquisition du Fief de Rougemont par contrat du 23 Août 1699.

Suivant la Coutume d'Orleans , dans l'étendue de laquelle ces deux Fiefs sont situés , il ne devoit ni foi & hommage , ni droits seigneuriaux pour cette acquisition ; il pouvoit même personnellement vendre le Fief de Rougemont , & s'en réserver la mouvance comme elle étoit établie originairement , pourvu qu'il fit cette aliénation avant que d'avoir fait la foi & hommage des deux Fiefs conjointement ; mais n'ayant point usé de cette faculté personnelle , elle ne passoit point à son héritier , comme on l'établira dans la suite.

Claude Forcadet mourut en 1706 sans avoir aliéné le Fief de Rougemont ;

Rougemont ; il laissa des héritiers & des légataires universels qui firent rendre la foi & hommage au Seigneur de l'Aas le 27 Février 1708 , pour le Fief de Geudreville-Malzerbes , circonstances & dépendances.

Dans la suite les Commissaires aux Saisies-réelles , à qui les héritiers de Claude Forcadel avoient vendu la Terre de Boifne , l'exposèrent eux-mêmes en vente , & elle fut adjugée au sieur Bourgeois , qui a fait la foi & hommage à la Seigneurie de l'Aas des *Fiefs de Geudreville-Malzerbes & Rougemont* par acte du 18 Octobre 1721.

Il a été assigné pour payer les droits seigneuriaux de ces deux Fiefs ; mais il a prétendu que celui de Rougemont n'étoit point réuni à celui de Geudreville , qu'il étoit toujours dans sa mouvance , & non dans celle de l'Aas. Sous ce prétexte il a soutenu ne point devoir les profits de Fiefs pour celui de Rougemont , quoiqu'il l'eût expressément compris dans sa foi & hommage : une prétention si extraordinaire ne peut se concilier avec les principes.

Tout Vassal qui porte la foi & hommage au Seigneur dominant du Fief qu'il a acquis , le reconnoît dans sa mouvance , & il ne peut le reconnoître dans sa mouvance , sans être tenu de lui payer les droits de mutation ; c'est le prix de l'investiture qu'il lui demande : il ne faudroit que cette seule réflexion pour prononcer la condamnation demandée contre le sieur Bourgeois.

Droits féodaux dûs en conséquence de la foi & hommage.

Il est inutile d'entrer dans de longues dissertations pour savoir comment la réunion s'opere dans la Coutume d'Orleans , & dans quel tems elle est consommée. Cela seroit bon , si le Vassal avoit prétendu contester la réunion , & se réserver la mouvance à lui-même ; mais quand il a reconnu la réunion , en portant en même tems la foi & hommage des deux Fiefs , comme tous deux également mouvans du Seigneur dont il relève , il est absurde de dire que la réunion n'est point faite , & que les droits ne sont pas dûs également de l'un & de l'autre. Le Vassal par cette démarche a contracté avec son Seigneur , il lui a déclaré qu'il tenoit tout de lui ; il ne peut donc se dispenser de payer les droits seigneuriaux pour le tout.

Mais si l'on veut consulter plus particulièrement les principes de la Coutume d'Orleans sur la réunion des Fiefs , on n'y trouvera rien qui ne confirme le principe général que l'on vient d'établir.

Tout Fief qui relève d'un autre n'a été formé dans son prin-  
Tom. IV.

Tout Fief servant a été démembré du dominant.

cipe que par le démembrement du Fief dominant dont il faisoit partie; le Seigneur l'en a détaché pour le donner à un Vassal, à condition de le tenir de lui à foi & hommage: par-là, d'un seul Fief on en a constitué deux, l'un supérieur & dominant, l'autre inférieur & servant; l'un auquel l'hommage est dû avec les droits qui en sont la suite, l'autre qui doit l'hommage & les droits qui en dépendent. Ce sont deux corrélatifs qui sont en rapport par la supériorité de l'un & la dépendance de l'autre.

Il n'est pas naturel d'être Vassal de soi-même.

Cette relation se conçoit aisément quand les Fiefs sont dans des mains différentes: l'un est le Seigneur, l'autre est le Vassal; l'un est celui qui reçoit la foi & hommage, l'autre est celui qui la doit faire; l'un investit, l'autre reçoit l'investiture. Mais quand ces deux Fiefs par voie d'acquisition se trouvent dans la même main, il est impossible de les tenir comme séparés, parce qu'il n'est pas possible que le même homme soit en même tems son Seigneur & son Vassal, & qu'il se doive la foi à lui-même: il faut donc que dans ce cas la mouvance soit éteinte, par le principe connu, que *res sua nemini servit*. Ces choses retournent à leur premier état. Les deux Fiefs n'avoient été formés que parce qu'une partie avoit été détachée du tout; cette partie réunie, il ne se trouve plus qu'un seul Fief comme il étoit originairement.

Ce principe est solidement établi par M. d'Argentré sur l'article 340 de la Coutume de Bretagne, où il refute fort au long le sentiment contraire de M<sup>e</sup> Charles Dumoulin, & détruit invinciblement les raisons qu'il avoit proposées sur la Coutume de Paris.

Réunion se fait de plein droit quand le Seigneur acquiert le Fief de son Vassal, mais les Coutumes varient.

Suivant ce principe général, la réunion doit se faire de plein droit & nécessairement, on n'a pas besoin d'une Loi expresse qui la prononce, il faut au contraire une Loi qui la défende ou qui la restreigne à certains cas; c'est sur quoi on doit consulter chaque Coutume, en rappelant toujours, autant que cela est possible, les dispositions au droit commun & à la maxime générale que l'on vient d'établir.

La Coutume d'Orléans, dans laquelle les Fiefs en question sont situés, contient sur cette matière trois articles, qu'il est d'une extrême importance de bien entendre.

Elle distingue d'abord les héritages tenus en Fief du Seigneur dominant, d'avec ceux qui en sont tenus à cens: pour les premiers elle prescrit les règles de la réunion dans les articles 18 & 19, & pour les autres dans l'article 20.

Pour les Fiefs l'article 18 décide *que le Seigneur peut acquérir le Fief que son Vassal tient de lui, & le joindre & unir à son domaine, & n'est tenu en faire la foi & hommage au Seigneur de qui il tient son plein Fief, mais son héritier ou celui qui en aura cause de lui, & est tenu faire la foi sans payer profit de ladite union; & aussi si le Seigneur de Fief va de vie à trépas après que son Vassal aura acheté son arriere-Fief, ledit Vassal est tenu faire la foi tant dudit Fief que de l'arriere-Fief, & n'est plus réputé qu'un Fief.*

L'article 19 ajoute, & *s'il le revend ou le met hors de ses mains par quelque maniere que ce soit, après qu'il aura fait la foi & hommage, il demeure plein Fief à l'Acquereur; mais s'il le vend ou aliene avant lesdits foi & hommage faits à sondit Seigneur, icelui arriere-Fief sera toujours tenu en arriere-Fief dudit Seigneur féodal selon qu'il avoit été.*

De ces textes résultent quatre principes également décisifs pour la Dame Marquise de Trainel. Premièrement, il n'y a aucun cas dans lequel la Coutume permette au Vassal qui a acquis le Fief mouvant de lui, de le tenir dans sa propre mouvance; il ne le pourroit pas même en faisant une déclaration expresse qu'il veut le tenir séparément : la Coutume ne lui en donne point la liberté.

Secondement, on convient que dans l'instant de l'acquisition l'arriere-Fief n'est pas tellement réuni à son Fief que la mouvance en soit irrévocablement acquise au Seigneur suzerain, cela dépend de la conduite du Vassal. Comme il ne doit point la foi & hommage pour sa propre acquisition, suivant l'article 18, tout demeure en suspens, pendant qu'il possède l'un & l'autre; s'il aliene l'arriere-Fief qu'il avoit acquis, alors il peut encore s'en réserver la mouvance, suivant la dernière partie de l'article 19; mais s'il en fait la foi & hommage lui-même, à cause de la mutation arrivée dans la personne du Seigneur de qui il relève, ou qu'il meure en possession du Fief & de l'arriere-Fief, alors la réunion est irrévocablement consommée.

Ainsi second principe dans la Coutume d'Orléans, que le Vassal qui ayant acquis l'arriere Fief ne peut jamais le tenir séparément, peut cependant l'aliéner de son vivant, avant que d'en avoir fait la foi & hommage, & que dans ce seul cas la réunion n'a pas lieu.

On ne peut pas opposer contre ces deux principes que l'Acquereur peut apporter un obstacle invincible à la réunion, en déclarant dans le tems de l'acquisition qu'il veut tenir les deux Fiefs

comme séparés , que c'est un droit établi par l'article 53 de la Coutume de Paris, & que n'y ayant point de disposition contraire dans la Coutume d'Orléans , on y doit suivre la même règle. Il y a deux réponses invincibles à cette prétention.

La première est que si la Coutume d'Orléans avoit voulu donner cette faculté au Vassal , elle l'auroit dit pour les Fiefs comme elle l'a dit pour les Rotures. On verra dans un moment que pour les Rotures , elle établit dans l'article 20 que la réunion se fait de plein droit dans le tems de l'acquisition , s'il n'y a eu une déclaration contraire de la part de l'Acquereur ; mais pour les Fiefs , elle établit un principe tout différent dans les articles 18 & 19. Elle veut qu'en cas de mutation dans le Fief suzerain , l'Acquereur fasse la foi pour l'arrière-Fief qu'il a acquis , comme devenu mouvant immédiatement du suzerain , à moins que cet Acquereur ne le revende : ce n'est donc que la revente qui peut le dispenser de la foi , & non la déclaration qu'il veut tenir séparément. La Coutume ne distingue point s'il a fait cette déclaration ; ou s'il ne l'a pas faite ; elle ne la suppose pas même , parce qu'elle ne la permet pas , & qu'elle seroit inutile ; mais indistinctement l'Acquereur est obligé de faire la foi de l'arrière-Fief au suzerain , à moins qu'il n'aliène : il n'a donc pas le pouvoir de tenir cet arrière-Fief dans sa propre mouvance en faisant une déclaration contraire.

Réunion de  
Fief ne se  
peut empê-  
cher dans la  
Cout. d'Or-  
léans par dé-  
claration  
contraire.

Les termes de l'article 18 sont décisifs. *Si le Seigneur de Fief va de vie à trépas après que son Vassal aura acheté son arrière-Fief , ledit Vassal est tenu faire la foi tant du Fief que de l'arrière-Fief , & n'est plus réputé qu'un Fief.*

Voilà la règle générale dans la Coutume d'Orléans , voilà le droit du suzerain , c'est de se faire reconnoître pour le tout comme ne faisant plus qu'un Fief. La Coutume regarde donc la réunion comme opérée de droit , comme nécessaire , & *n'est plus réputée qu'un Fief.* Que l'Acquereur ait fait son acquisition comme il a voulu , le suzerain a une action ouverte pour lui demander la foi , elle lui est dûe pour le tout , parce qu'il n'y a plus qu'un Fief.

Cependant la Coutume présente encore une voie à l'Acquereur de conserver la mouvance , mais c'est la seule , & cette voie est d'aliéner l'arrière-Fief avant que d'avoir fait la foi : *mais s'il le vend avant la foi & hommage faite à son Seigneur , icelui arrière-Fief sera toujours tenu en arrière-Fief dudit Seigneur féodal.* Donc , s'il ne vend pas , il doit faire la foi & hommage du Fief ac-



quis qui cesse d'être arriere-Fief & qui devient un Fief immédiat.

Supposons en effet que l'Acquereur, poursuivi de la part du nouveau Seigneur suzerain pour faire la foi, ne veuille pas vendre, pourra-t-il refuser de faire cette foi ordonnée par la Coutume ? Pourra-t-il dire au Seigneur suzerain : je veux conserver dans ma main l'arriere-Fief comme mouvant de moi, & non de vous ; ainsi je ne veux point vous en faire la foi & hommage, je ne veux point aliéner, mais aussi je ne veux point vous reconnoître ? Cette défense seroit directement contraire à la Coutume qui lui impose d'abord l'obligation de faire la foi, & qui ne l'en décharge ensuite qu'en aliénant. Le Vassal diroit en vain que dans son contrat d'acquisition il auroit déclaré vouloir posséder séparément, on lui répondroit : la Coutume ne vous en laisse pas la liberté, elle n'a point admis cette voie d'éluder les poursuites du Seigneur, elle ne vous a ouvert qu'une seule porte qui est celle de l'aliénation ; si vous n'en profitez pas, il ne vous reste qu'à vous soumettre à la foi.

La seconde réponse est que la Coutume de Paris n'a point d'empire dans celle d'Orléans, chacune est renfermée dans son ressort. Autrefois à Paris la réunion n'avoit point lieu, même quand il n'y avoit point de déclaration de vouloir tenir séparément ; ainsi l'Acquereur conservoit son Fief dans sa mouvance. L'article 53 a changé cette regle pour les rotures, & il a été étendu aux Fiefs. Mais dans la Coutume d'Orléans ancienne & nouvelle il y a toujours eu un principe contraire pour les Fiefs ; la disposition des articles 18 & 19 de la nouvelle Coutume est copiée mot pour mot sur les articles 47 & 48 de l'ancienne, ainsi c'est un principe qui a toujours subsisté dans la Coutume d'Orléans pour les Fiefs, que l'Acquereur d'un Fief mouvant de lui en devoit la foi au suzerain, à moins qu'il ne revendît le Fief acquis : cette Loi subsistoit avant la réformation de la Coutume de Paris, & avant qu'on y eût introduit l'article 53, cet article ne peut donc pas être étendu dans la Coutume d'Orléans pour les Fiefs ; la Loi de cette dernière Coutume n'a point varié, on ne peut y donner atteinte sous prétexte d'une réformation faite dans la Coutume de Paris.

Ceux qui ont présidé à la rédaction de la nouvelle Coutume d'Orléans étoient les mêmes qui avoient réformé celle de Paris en 1580, & on fait qu'ils ont pris pour modele, autant qu'ils ont pu, la Coutume de Paris qu'ils venoient de réformer. C'est sans

Autrefois à Paris la réunion n'avoit point lieu. Le Seigneur acquérant le Fief de son Vassal, le tenoit séparément sans déclaration.

Esprit de la Coutume d'Orléans, conforme à celle de Paris, s'en écarte en certains articles.

doute ce qui leur a donné lieu d'ajouter dans l'article 20 de la Coutume d'Orléans pour les rotures ce qu'ils avoient mis dans l'article 53 de la Coutume de Paris. Ils avoient sur cela toute liberté, parce que l'ancienne Coutume d'Orléans ne parloit point des rotures; mais voyant une Loi contraire qui subsistoit pour les Fiefs, ils l'ont conservée, parce qu'ils n'ont pas cru pouvoir la changer. Ainsi, quand on propose de suivre pour les Fiefs dans la Coutume d'Orléans ce que l'article 53 de la Coutume de Paris dit pour les rotures, c'est vouloir aller plus loin que les Réformateurs de la Coutume d'Orléans; ils ont respecté la disposition de l'ancienne Coutume pour les Fiefs, & l'on veut la détruire : c'est une idée qui doit nécessairement révolter.

Concluons donc que dans la Coutume d'Orléans, le Vassal qui acquiert un Fief mouvant de lui, ne peut pas le retenir dans sa propre mouvance, en déclarant qu'il veut le posséder séparément, & qu'il n'a qu'une seule voie pour conserver sa mouvance, qui est de revendre le Fief servant qu'il a acquis : c'est une conséquence nécessaire des articles 18 & 19.

Différence  
entre la Cou-  
tume de Paris  
& celle d'Or-  
léans sur la  
réunion de  
Fief.

Par-là tombe ce que disent les Adversaires de la Dame de Trainel, que la Coutume d'Orléans favorise moins la réunion que la Coutume de Paris, en ce qu'il faut une déclaration à Paris pour l'empêcher, & qu'il n'en faut point à Orléans; car il est évident au contraire que s'il ne faut point de déclaration à Orléans, c'est parce qu'elle n'y opere rien, & qu'elle n'empêche point la réunion qui ne peut cesser que par l'aliénation. Ainsi les deux Coutumes sont plus favorables & plus contraires à la réunion dans différentes circonstances : à Paris, l'Acquereur qui n'a point fait de déclaration, ne pourroit pas empêcher la réunion en aliénant, & en cela cette Coutume est plus favorable à la réunion que celle d'Orléans; au contraire, dans la Coutume d'Orléans quelque déclaration qu'on ait pû faire, la réunion a lieu, si l'Acquereur n'aliène pas, & en cela la Coutume d'Orléans favorise plus la réunion. Mais ce parallèle est inutile, il faut se renfermer dans la Coutume de la situation des Fiefs en question; on croit avoir démontré que l'Acquereur ne peut empêcher la réunion qu'en aliénant avant que d'avoir fait la foi : cette vérité est sensible par la lecture des art. 18 & 19, & les deux premiers principes que l'on a posés ne peuvent être contestés.

Troisièmement, la Coutume ne donne pas à l'héritier de l'Acquereur la même faculté d'aliéner & de se réserver la mouvance, quoiqu'il aliène avant que d'avoir fait la foi & hommage; cette

faculté est restreinte à la seule personne de l'Acquereur, c'est ce qui résulte clairement de l'analyse des deux articles. L'art. 18 décide que *si le Seigneur de Fief va de vie à trépas après que son Vassal aura acheté l'arrière-Fief, ledit Vassal est tenu faire la foi tant dudit Fief que de l'arrière-Fief*. Il est bien certain que la Coutume parle là de l'Acquereur lui-même, & c'est immédiatement après qu'elle ajoute dans l'article 19 : & s'il le revend ou le met hors de ses mains après avoir fait la foi & hommage, il demeure plein Fief à l'Acquereur ; mais *s'il le vend avant la foi & hommage, icelui arrière-Fief sera toujours tenu en arrière-Fief dudit Seigneur*. Il est certain que cet article ne peut jamais se référer qu'à l'Acquereur dont on venoit de parler à la fin de l'art. 18. Ces termes & *s'il le revend* se lient étroitement avec la fin de l'article précédent ; & *s'il le revend*, c'est-à-dire, si celui qui avoit acheté l'arrière-Fief le revend, le terme de revendre ne convient même proprement qu'à l'Acquereur lui-même, ce n'est donc qu'à lui que l'on conserve la faculté de faire cesser la réunion en aliénant, sans que ce droit passe à son héritier. Il y en a une raison bien naturelle, c'est que quand l'Acquereur lui-même revend après avoir acquis, il est présumé n'avoir pas eu un véritable esprit de propriété dans une possession momentanée, & par-là n'avoir pas donné lieu à la réunion ; au lieu que quand il conserve le Fief & l'arrière-Fief jusqu'à sa mort, il est censé avoir consommé la réunion par une volonté ferme & permanente, ce que son héritier ne peut plus changer par une aliénation. Ainsi troisième principe dans la Coutume d'Orléans que l'héritier de l'Acquereur ne peut pas faire cesser la réunion en aliénant l'arrière-Fief, ou du moins qu'il ne peut pas empêcher qu'il ne demeure toujours dans la mouvance du suzerain.

Si la réunion du Fief acquis se consume par le décès de l'Acquereur dans la Coutume d'Orléans.

Il est vrai que la Lande, sur l'art. 18 de la Coutume d'Orléans, est d'un avis contraire, & qu'il se fonde sur une note de M<sup>e</sup> Charles Dumoulin sur l'art. 15 de la Coutume de Dunois, qu'il prétend être conforme à l'art. 18 de la Coutume d'Orléans ; mais ce sentiment de la Lande est manifestement contraire aux art. 18 & 19 que l'on vient de rapporter. Il donne à l'héritier de l'Acquereur la même faculté qu'à l'Acquereur lui-même, d'empêcher la réunion en aliénant avant la foi, tandis que cette faculté n'est contenue que dans l'art. 19 ; qui constamment ne se réfère qu'à l'Acquereur lui-même, comme on vient de l'établir par l'analyse des deux articles.

Quant à la note de Dumoulin, elle doit être de peu de considération, si l'on observe qu'il étoit toujours animé du même principe, qu'il avoit posé sur l'ancienne Coutume de Paris, que la réunion ne devoit point avoir lieu, soit qu'il y eût déclaration, soit qu'il n'y en eût point : principe condamné dans la nouvelle Coutume de Paris, & universellement rejeté dans la Jurisprudence.

D'ailleurs l'art. 15 de la Coutume de Dunois n'a rien de conforme aux art. 18 & 19 de celle d'Orléans; il ne permet point à l'Acquereur d'aliéner pour empêcher la réunion; au lieu que la Coutume d'Orléans, en le permettant à l'Acquereur, exclut son héritier de cette faculté.

Ces autorités ne doivent donc faire aucune impression : aussi M. Guy Coquille (a), raisonnant sur les art. 18 & 19 de la Coutume d'Orléans, reconnoît-il *que le Vassal, acquereur de l'arrière-Fief, n'est tenu de le réunir, parce qu'il a la faculté d'aliéner; mais son héritier, dit-il, y est tenu; & par le décès dudit Acquereur, il est tenu pour réuni.* On voit la distinction de l'Acquereur & de l'Héritier bien établie; à l'égard de l'Acquereur, il a la faculté d'aliéner, ce qui fait que la réunion n'est pas consommée irrévocablement par la seule acquisition : mais à sa mort elle devient irrévocable, parce que son héritier n'a pas la même liberté. Voilà donc le principe établi par la Marquise de Trainel, bien confirmé par l'avis de Coquille, comme la Lande lui-même en convient.

On peut joindre à l'autorité de Coquille celle de M. Dargentré sur l'art. 340 de la Coutume de Bretagne, qui établit la nécessité de la réunion de plein droit, & qui par conséquent rejette tout autre moyen de l'exclure que ceux qui sont expressément portés par les Coutumes.

Or dans la Coutume d'Orléans, la faculté d'aliéner n'est donnée qu'à l'Acquereur; on ne peut donc l'étendre à son héritier contre les principes incontestables de la matière.

Quatrièmement, si cet héritier lui-même fait la foi & hommage, alors il n'y a plus de doute que la réunion ne soit irrévocable; elle seroit irrévocable, si l'Acquereur lui-même avoit été en foi, à plus forte raison quand l'héritier l'a rendue. Dans ce cas, il n'y a donc plus de doute sur le droit du Seigneur pour jouir de tous les profits des Fiefs : c'est un quatrième principe contre lequel personne ne peut s'élever.

(a) Inst. au Droit François, tit. des Fiefs.

Tous ces principes ne s'appliquent qu'aux fiefs dont il est parlé dans les art. 18 & 19. A l'égard des héritages tenus en censitive, la Coutume d'Orléans prescrit des regles différentes. Dans l'art. 20 elle veut qu'ils soient réunis irrévocablement au fief dominant par la seule acquisition, à moins que par le contrat même l'Acquéreur ne déclare expressément vouloir qu'ils demeurent en roture; ainsi la Coutume suit le principe de la réunion de plein droit à l'égard des rotures; mais par une dérogation expresse elle permet à l'Acquéreur de les conserver dans sa directe, lorsqu'il en fait sa déclaration : elle ne le permet pas de même à l'égard des fiefs; elle n'a pas souffert que le Vassal pût demeurer son Vassal à lui-même; il faut, ou qu'il reconnoisse le suzerain pour le tout, ou qu'il aliène l'arrière-fief dans un tems où la réunion n'est pas encore consommée irrévocablement. Pour les fiefs, toute déclaration est inutile; ils ne peuvent demeurer dans une seule main sans être réunis; le Vassal ne peut tenir l'arrière-fief de lui-même; & comme il faut nécessairement qu'il soit mouvant de quelqu'un, il retourne à sa mouvance primitive, qui étoit celle du Seigneur suzerain.

Appliquons ces principes à l'espèce particulière, & voyons s'il peut rester le moindre doute dans la demande des droits seigneuriaux, tant pour le fief de Rougemont, que pour celui de Geudreville-Malzerbes.

Claude Forcadel, Propriétaire du fief de Geudreville-Malzerbes, a acquis en 1699 le fief de Rougemont qui relevoit en plein fief de Geudreville-Malzerbes, & en arrière-fief de l'Aas; par cette réunion des deux fiefs dans la même main, ils n'ont plus composé qu'un seul fief; il n'auroit pas été au pouvoir du sieur Forcadel de les tenir séparément, ne pouvant pas s'attribuer ce privilège que la Coutume d'Orléans ne lui accordoit pas. Il faut donc que suivant la regle générale & suivant le premier principe que l'on a posé, il se soit fait une réunion.

Elle n'étoit pas irrévocable, on en convient, & il pouvoit la faire cesser, en aliénant lui-même le fief de Rougemont, suivant le second principe; mais il ne l'a pas fait, & il est mort en 1706 en possession des deux fiefs. La réunion a donc été confirmée.

Les héritiers n'avoient plus la liberté de la faire cesser en aliénant, suivant le troisième principe; & quand ils auroient aliéné même avant que d'avoir fait la foi & hommage, Rougemont seroit toujours demeuré dans la mouvance immédiate de l'Aas,

parce que la faculté de faire cesser la réunion ne leur est point communiquée par la Coutume, & que le principe général étant pour la réunion, il faut une disposition expresse qui l'empêche.

Mais dans le fait ils n'ont point aliéné, au contraire ils ont fait la foi & hommage en 1708; il n'y a donc plus de prétexte pour combattre la réunion. Ils ont, qui plus est, vendu les deux fiefs conjointement aux Commissaires aux Saisies-réelles. Les Commissaires aux Saisies-réelles les ont vendus conjointement au sieur Bourgeois, & enfin le sieur Bourgeois a fait un seul acte de foi & hommage pour tous les deux nommément. Jamais réunion n'a donc été mieux cimentée, & tous prétextes de la contester se trouvent absolument dissipés.

Comment après cela le sieur Bourgeois pourroit-il se dispenser de payer les droits seigneuriaux pour l'un & l'autre? Il demande d'être reçu en foi & hommage; une demande de cette qualité ne doit-elle pas être nécessairement accompagnée des offres prescrites par la Coutume pour les droits seigneuriaux? Le sieur Bourgeois pouvoit-il dire au Seigneur de l'Aas, je viens vous offrir la foi & hommage de deux fiefs, & vous payer des droits seigneuriaux pour l'un qui relève de vous; mais je ne prétends pas vous en payer pour l'autre qui ne relève point de vous? Ce seroit tomber dans une contradiction & dans une absurdité qui ne peut se concevoir. Les droits Seigneuriaux sont une suite nécessaire de la foi & hommage, ou du moins ils doivent nécessairement l'accompagner; l'Acquéreur qui offre la foi, ne peut donc jamais les refuser.

Que dans la Coutume de Paris qui permet de tenir l'arrière-fief séparément quand on en a fait une déclaration expresse, on refuse les droits seigneuriaux, parce qu'on ne doit pas la foi & hommage, cela est dans la règle, l'un est une conséquence de l'autre; mais que dans une Coutume qui ne permet pas de tenir séparément, même quand on auroit fait une déclaration, on fasse la foi & hommage & qu'on refuse les droits, c'est ce qui ne peut jamais se soutenir; le fait rend donc ici toutes les questions inutiles.

Aussi le sieur Bourgeois n'a-t-il pas tenu un pareil langage; il ne s'est dispensé de faire des offres du droit de mutation que parce qu'il prétend que l'adjudication l'en décharge, ou du moins parce qu'il en sera acquitté; il auroit donc fait des offres de payer les droits seigneuriaux pour tout ce qu'il comprenoit dans l'acte de foi & hommage, s'il n'avoit cru avoir une clause de libera-

tion dans son titre même ; il ne distingue point le fief de Rougemont de celui de Geudreville-Malzerbes , c'est pour tous les deux qu'il a recours à la promesse de l'acquitter des droits ; il reconnoît donc qu'il auroit été obligé de payer ou d'offrir pour tous les deux sans cette promesse. Parcourons cependant les objections du sieur Bourgeois.

PREMIERE OBJECTION. La réunion ne se fait pas de plein droit dans le tems de l'acquisition , puisque le Vassal qui a acquis l'arriere-fief , peut l'aliéner , & s'en réserver la mouvance avant que d'avoir fait la foi.

*Réponse.* Cette question est absolument inutile , puisque dans le fait l'Acquéreur n'a point aliéné , & que ses héritiers ont fait la foi & hommage. Cependant on ne convient pas de la proposition du sieur Bourgeois. De droit commun la réunion se fait au premier instant de l'acquisition , parce que la partie du fief qui en avoit été démembrée par la sous-inféodation , rentrant dans la main du Seigneur , les deux parties divisées forment le même tout qu'elles formoient originairement , & que d'ailleurs il est contre toutes les regles que le Vassal soit son Vassal à lui-même pour raison de l'arriere-fief.

Il est vrai que la Coutume d'Orléans permet à l'Acquéreur en aliénant avant que d'avoir fait la foi & hommage , de reprendre sa mouvance , & que par-là la réunion cesse ; mais tout ce que l'on peut conclure de-là , est que la réunion faite au moment de l'acquisition n'étoit pas permanente , irrévocable , & que l'aliénation faite par l'Acquéreur lui-même remettant les choses au même état que s'il n'avoit point acquis , les remet aussi au même état que s'il n'y avoit point eu de réunion ; mais cela n'empêche pas qu'il n'y en ait eu une dans le principe , quoique chancelante pendant la vie de l'Acquéreur , ou jusqu'à ce qu'il ait fait la foi & hommage.

Mais encore une fois cette question est assez inutile , puisque dans le fait l'Acquéreur n'a point aliéné.

SECONDE OBJECTION. Ce n'est que par la foi & hommage que s'opere la réunion ; ce n'est que quand le Seigneur suzerain a été reconnu pour les deux fiefs , qu'ils sont également dans sa mouvance.

*Réponse.* Cette question peut encore être regardée comme aussi inutile que la premiere ; car dans le fait la foi & hommage a été faite non pas une fois , mais deux fois , savoir en 1708 & 1721 , la réunion seroit donc irrévocablement assurée par ces actes.

D'ailleurs il n'est pas vrai en général qu'il n'y ait que la foi & hommage qui opere la réunion.

1°. Le décès de l'Acquéreur en possession des deux fiefs consume irrévocablement la réunion, puisque son héritier en aliénant avant que d'avoir fait la foi & hommage, ne pourroit pas se réserver la mouvance, la Coutume ne lui en donnant pas le pouvoir.

2°. Quand il n'y auroit que la foi & hommage qui consommeroient la réunion, il ne faudroit pas dire qu'elle l'opere, mais qu'elle la rend irrévocable; en sorte que dans ce cas la foi & hommage a un effet rétroactif au tems de l'acquisition. En effet dès que le Vassal ou son héritier porte la foi & hommage des deux fiefs, il les regarde comme consolidés; & par où ont-ils pu l'être, si ce n'est par l'acquisition, & parce qu'ils sont parvenus dans la même main? La foi & hommage se réfère donc à l'acquisition; elle y remonte, & ne fait que remplir les devoirs qui en sont une suite.

TROISIEME OBJECTION. L'héritier ou ayant cause a la même faculté d'aliéner que l'Acquéreur, tant qu'il n'a pas fait la foi & hommage.

*Réponse.* Question encore superflue, puisque l'héritier & qu'ensuite l'Acquéreur de l'héritier ont tous deux fait la foi & hommage; mais d'ailleurs où trouve-t-on dans la Coutume d'Orléans cette faculté donnée à l'héritier de se réserver la mouvance en aliénant avant que d'avoir fait la foi?

On voit bien que la Coutume le permet à l'Acquéreur; mais étend-on une telle faculté d'une personne à une autre contre le droit commun? Il faudroit une permission expresse en faveur de l'héritier; la Coutume ne la donne point; elle ne peut donc point être suppléée.

QUATRIEME OBJECTION. On ne peut pas objecter la foi & hommage faite en 1608 par les héritiers de Claude Forcadet, puisque la Dame de Trainel n'approuve point cette foi & hommage, & qu'elle en conteste la validité.

*Réponse.* Un acte peut être nul & défectueux dans sa forme; mais il n'en subsiste pas moins pour la reconnaissance qu'il renferme. L'héritier de l'Acquéreur se présente pour faire la foi & hommage des deux fiefs conjointement, comme étant tous deux mouvans du Seigneur suzerain; il reconnoît la réunion, la confirme par cette démarche, il la rend irrévocable: elle ne peut donc plus être contestée de sa part; & quoiqu'il se trouve

Reconnoissance portée par un acte qui est nul dans la forme.



des nullités dans l'acte qui autorise le Seigneur à s'en plaindre, la réunion n'en subsiste pas moins par le fait du Vassal qui ne peut le désavouer.

**CINQUIEME OBJECTION.** La foi & hommage faite par le sieur Bourgeois ne peut lui être opposée, parce qu'il ne connoissoit pas ses droits; du moins elle n'opéroit la réunion que pour l'avenir, & non pour le tems de son acquisition, qui demeurait toujours exempt de droits à l'égard du Seigneur de l'Aas.

*Réponse.* C'est une illusion de dire qu'on ne peut opposer au sieur Bourgeois une foi & hommage qu'il a faite lui-même. Si cela est, il faut effacer la Coutume d'Orléans, qui rend la réunion irrévocable, au moins du jour de la foi & hommage; l'héritier l'ayant faite, dira toujours qu'il n'étoit point au fait de ses droits, & par-là la réunion ne sera jamais consommée. C'étoit au sieur Bourgeois à se faire instruire; & on ne peut pas douter qu'il ne l'ait fait; la foi & hommage le lie donc irrévocablement.

Comment auroit-il pu même se conduire autrement? Il étoit obligé de faire la foi & hommage, & il ne pouvoit pas la porter pour le fief de Geudreville seulement, tant qu'il conservoit l'autre; il n'avoit pas intention d'aliéner le fief de Rougemont, qui auroit infiniment dégradé sa Terre; c'étoit donc une nécessité absolue de prêter la foi & hommage pour tous les deux.

Il n'y a pas moins d'illusion à prétendre qu'en portant la foi & hommage pour tous les deux, cela n'opéroit de réunion que pour l'avenir, & que la réunion ne comprenoit pas le tems de son acquisition; car il est évident au contraire que la foi & hommage auroit un effet rétroactif quand la réunion ne se seroit pas faite auparavant, ou de plein droit, ou par la foi & hommage de 1708. La foi & hommage n'est qu'une reconnoissance du droit du Seigneur, & non un titre dans lequel on se propose de lui en attribuer un qu'il n'avoit pas; on lui fait la foi pour les fiefs qui sont mouvans de lui, & non pour ceux qui vont devenir de sa mouvance; ainsi l'Acquéreur vient dire au Seigneur, j'ai acheté deux fiefs mouvans de vous, je viens vous en demander l'investiture; & non pas, j'ai acheté deux fiefs, un mouvant de vous, & un mouvant de moi; mais je veux bien vous les porter tous deux: ce discours seroit extravagant; la foi & hommage suppose le droit du Seigneur, dans le tems même de l'acquisition, puisqu'on vient lui en demander la confirmation; il faut donc payer les droits de tout ce qu'on reconnoît.

Acte de foi  
& hommage  
n'attribue  
rien de nou-  
veau au Sei-  
gneur.

Ainsi la foi & hommage suppose que le fief & l'arrière-fief n'ont jamais fait qu'un seul fief; or s'ils n'avoient jamais fait qu'un seul fief, le sieur Bourgeois en devoit les droits en entier; donc il ne peut les contester, quoique les fiefs ayent été divisés pendant un tems, parce que l'acquisition que le Vassal a faite de l'arrière-fief efface cette division, comme si elle n'avoit jamais été.

SIXIEME ET DERNIERE OBJECTION. L'article 18 de la Coutume d'Orléans porte que l'héritier de l'Acquéreur est obligé de faire la foi & hommage sans payer profits de ladite union.

*Réponse.* Il est vrai qu'il n'est point dû de profits au Seigneur suzerain pour la réunion qui s'est opérée par l'acquisition que son Vassal a faite de l'arrière-fief; mais pour les mutations qui sont arrivées depuis, les profits en sont dûs au Seigneur. Ainsi les Seigneurs de l'Aas n'ont jamais demandé de droits seigneuriaux pour l'acquisition du fief de Rougemont faite en 1699 par Claude Forcadel; mais pour les ventes de 1712 & de 1720, elles ont produit des droits aux Seigneurs de l'Aas; ceux de 1712 ont été payés au sieur Cugnac, comme cessionnaire de la feue Dame de Trainel: ceux de 1720 sont dûs à la Dame Marquise de Trainel & à la Dame de Barres, ainsi qu'on vient de l'établir.

L'article 18 qui dit qu'il n'est point dû de droits pour l'union, s'entend de l'union qui s'est formée par l'acquisition, & non des mutations qui arrivent depuis dans les fiefs réunis.

En un mot le fief de Rougemont acquis en 1699 a été réuni au fief de Geudreville, par la force de la Coutume qui prononce cette réunion quand l'Acquéreur ne revend point le fief servant, & pour tout ce qui s'est passé depuis. Non-seulement l'Acquéreur a conservé les deux fiefs réunis en sa main, & en est mort en possession; mais ses héritiers les ont possédés de même, en ont fait la foi & hommage en 1708, les ont vendus confusément par l'acte de 1712 au sieur Monnerat, & celui-ci après en avoir joui de même, les a aussi vendus en 1720 au sieur Bourgeois par un seul & même acte, qui en a fait la foi & hommage, comme mouvans immédiatement de la Terre de l'Aas. La possession & les actes qui l'accompagnent, parlent si clairement, & confirment la réunion d'une manière si sensible, qu'il est presque inutile de remonter aux principes de la Coutume. Le fait & le droit se réunissent, & ne laissent aucune ressource aux équivoques par lesquelles le sieur Bourgeois veut éluder un droit si incontestable.

## R E P O N S E

*Sur les droits de lods & ventes dûs , tant pour Geudreville ,  
que pour le Fief de Rougemont qui lui est réuni.*

CETTE question embrasse deux objets. Les droits seigneuriaux sont-ils dûs pour l'acquisition faite par le sieur Bourgeois ? Sont-ils dûs non-seulement pour Geudreville , mais encore pour Rougemont ?

Pour dispenser le sieur Bourgeois des droits seigneuriaux que son acquisition produit , on prétend que la feue Dame Marquise de Trainel les avoit cédés dès 1711 au sieur de Cugnac , & que le sieur de Cugnac les avoit cédés aux Commissaires aux Saisies-réelles ; on a répondu de la part des enfans & petits-enfans de la Marquise de Trainel : 1°. que la cession faite au sieur de Cugnac a été consommée par la vente faite en 1712 aux Commissaires aux Saisies-réelles. 2°. Que si la cession n'avoit pas été consommée pas la vente de 1712 , & qu'on voulût l'appliquer à la vente de 1720 , la cession seroit nulle.

On a prouvé que la cession faite en 1711 avoit été consommée par la vente de 1712. D'un côté , parce que le contrat de 1712 est une véritable vente ; de l'autre , parce que le S<sup>r</sup> de Cugnac , ainsi que les autres Seigneurs ont été payés des droits qu'elle a produits.

Les Commissaires aux Saisies-réelles répondent , que le contrat de 1712 n'est point une véritable vente , qu'il ne produit pas plus d'effet que le contrat d'union , que chaque Acquéreur n'a qu'une jouissance provisionnelle en qualité de Directeur particulier ; ils ajoutent que du moins si c'étoit une vente , il est de principe que la vente conditionnelle ne produit aucuns droits , que la condition n'a cessé que par les Arrêts qui ont apuré les comptes de Forcadet en 1725 , cinq ans après la vente faite au sieur Bourgeois ; enfin ils prétendent que s'ils ont payé les droits de cette vente à M. de Harlay , s'ils en ont payé le centieme denier & les droits de consignation , les remises qu'ils ont obtenues prouvent qu'ils n'ont cherché qu'à se rédimcr de vexation. Les plus simples réflexions dissipent les doutes que l'on voudroit répandre.

Le contrat de 1712 contient une véritable vente , puisque les droits de propriété qui résidoient dans la personne des héritiers

légataires universels de Claude Forcadel, ont passé irrévocablement en la personne du sieur Monerat, Acquéreur ; en sorte que jamais sous aucun prétexte il n'a pu être évincé par les anciens Propriétaires. Le prix a été fixé entr'eux ; la Terre a été donnée en paiement par les uns, acceptée par les autres : voilà ce qui caractérise une vente pure & simple.

Il est vrai que par rapport à M. le Procureur-Général qui stipuloit pour tous ceux qui avoient des droits sur la Caisse de Forcadel, on n'a pas voulu que cette vente pût lui préjudicier. C'est par rapport à lui seulement qu'on a inventé l'idée d'une jouissance provisionnelle donnée à l'Acquéreur, comme Directeur particulier ; c'est par rapport à lui qu'on a réservé le droit de faire vendre pour remplir le vuide de la Caisse s'il s'en trouvoit : mais les deux objets peuvent parfaitement se distinguer, & le droit réservé au Public sur la chose vendue, n'empêche pas qu'il n'y ait une véritable vente.

Toute la tournure que l'on a donnée à l'acte de 1712 se réduit uniquement à dire que la vente ne pourra nuire ni préjudicier à la créance du Public, mais cela est de droit dans tous les contrats de vente. Chaque Propriétaire est maître de vendre son bien, sauf le droit de ses créanciers, & sans préjudice de leurs hypothèques qu'ils sont les maîtres d'exercer. Tout ce que l'on a fait par l'acte de 1712 a été de réserver plus expressément la créance du Public ; mais cette réserve du droit du créancier empêche-t-elle que la vente ne soit parfaite ? C'est ce que personne n'oseroit soutenir.

Pour que la vente soit parfaite, il faut que l'ancien Propriétaire soit dépouillé de sa propriété, & qu'elle passe à l'Acquéreur ; il faut que l'ancien Propriétaire ne puisse pas évincer l'Acquéreur ; mais c'est ce qui se trouve dans l'acte de 1712. La succession de Forcadel perd la propriété, le sieur Monerat l'acquiert pour un prix certain, la succession de Forcadel n'auroit pas pu évincer le sieur Monerat, donc la vente est parfaite. Il est vrai que nonobstant cette vente, M. le Procureur-Général pouvoit se venger sur ce bien pour remplir le vuide de la Caisse ; mais en cela il n'avoit que la même action qui appartient à tout créancier sur le bien vendu par son débiteur, qui est de pouvoir toujours s'adresser au bien vendu quand l'Acquéreur n'est point à couvert par un decret ou par la prescription. Tout ce que M. le Procureur-Général a eu de plus, est que son action est réservée par le contrat même.

Il est si vrai que le sieur Monerat étoit Propriétaire en vertu du  
contrat

contrat de 1712 , sans que personne pût l'évincer , que si M. le Procureur Général avoit fait juger depuis qu'il étoit dû à la Caisse 500000 liv. le sieur Monerat & les autres Acquéreurs des biens de Claude Forcadel auroient été les maîtres de conserver leur propriété , en payant les 500000 l. sauf leur recours contre la succession de Claude Forcadel. M. le Procureur Général n'auroit pas pu leur dire , la succession de Claude Forcadel est débitrice , donc vous n'êtes plus Propriétaires ; il auroit pu leur dire seulement , payez ou déguerpissez ; il n'y a donc rien dans cette vente qui ne se trouve dans tous les contrats translatifs de propriété de la part d'un Vendeur qui a des créanciers hypothécaires.

Aussi est-il dit dans le contrat de 1712 , qu'après les comptes rendus & les défenses levées , chacun des créanciers pourra , tant en vertu des Présentes , que de la faculté de vendre les fonds portés au contrat d'union , disposer par vente du fonds dont il a la direction . . . . . sans qu'il soit besoin d'autre acte que du contrat de Direction & des Présentes ; que s'il vend moins , il ne pourra prétendre aucune récompense sur les autres biens ; que s'il vend plus , l'excédent lui appartiendra.

Le voilà donc Propriétaire , puisqu'il n'a pas besoin d'autre titre que des Présentes pour disposer ; le voilà donc Propriétaire , puisque la diminution & l'augmentation de la chose tombe sur lui , *res perit domino* ; comment concilier cette vérité écrite dans le contrat avec l'idée d'une simple jouissance provisionnelle en qualité de Directeurs ? A-t-on jamais oui dire que quand on abandonne une simple jouissance à des créanciers , la diminution du bien diminue leurs créanciers , & que l'augmentation du bien augmente leurs créances ? Cette convention ne peut jamais avoir lieu que dans le cas de la vente , & de la translation de propriété.

Il ne faut pas dire que l'Acquéreur ne pouvoit pas vendre jusques aux comptes rendus , & aux défenses levées , & qu'ainsi il n'étoit pas Propriétaire ; car quand on dit qu'il ne pouvoit pas vendre , c'est-à-dire , qu'il ne pouvoit pas vendre purement & simplement , & comme un bien affranchi de toutes charges , mais il est indubitable qu'il pouvoit vendre en imposant à son Acquéreur les mêmes charges qui lui étoient imposées à lui-même , c'est-à-dire , en réservant les droits du Public stipulés par M. le Procureur Général.

On ne peut pas se dispenser de reconnoître une véritable vente dans l'acte de 1712. La propriété passe au sieur Monerat , sans

préjudice des créances du Public pour le vuide de la caisse.

Mais ce ne seroit qu'une vente conditionnelle, dit-on, & la vente conditionnelle ne produit point de droits. C'est manifestement abuser du principe que de l'appliquer à l'acte dont il s'agit. Qu'est-ce que c'est qu'une vente conditionnelle ? Je vous vends ma maison, *si navis ex Asia venerit*, il est évident qu'actuellement il n'y a point de vente, & qu'elle ne peut avoir lieu que si le vaisseau arrive. Voilà le cas des autorités citées.

Mais dans l'acte de 1712, on vend la Terre actuellement irrévocablement, en sorte que le Vendeur, ancien Propriétaire, se dépouille de tous ses droits, & les transmet à l'Acquereur, & qu'il ne peut plus l'évincer ; est-ce donc là une vente conditionnelle ? Il est vrai que cette vente, parfaite en elle-même, n'empêche pas les actions & les droits des créanciers de la Caisse, c'est une action qui subsiste sur le bien, en quelque main qu'il passe : action expressément réservée, mais action qui n'empêche pas que le bien ne passe réellement entre les mains d'un autre Propriétaire.

Mais, dit-on encore, par l'événement M. le Procureur Général a fait vendre & a détruit par-là le contrat de 1712, ainsi il est détruit *ex antiqua causa*.

Cette objection n'est pas exacte dans le fait : Le sieur Monerat, acquereur par le contrat de 1712, se reconnoissoit si bien pour Propriétaire de la Terre de Boifne, qu'il vendit librement la même Terre de Boifne à la Demoiselle de Chaufferays par le contrat du

Ce n'est point M. le Procureur Général qui a fait vendre secrètement ; il est vrai que comme cette vente ne pouvoit pas nuire à la réserve portée dans le contrat de vente de 1712, il fallut en demander l'omologation à la Cour, & que par Arrêt du

il fut ordonné qu'il seroit mis des affiches & reçu des encheres, en quoi on faisoit également l'avantage & du sieur Monerat en particulier, & du Public. C'est sur ces encheres que le prix a été porté à 1750000 liv. c'est-à-dire, qu'il a été augmenté d'un million. Ce prix a servi à payer ce qui étoit dû à la Caisse, & le surplus a appartenu au sieur Monerat.

Ainsi l'acte de 1712 n'a point été détruit ; au contraire, c'est en vertu de cet acte que le sieur Monerat a vendu, c'est en vertu de cet acte que le sieur Monerat a profité de l'excédent du prix, & par conséquent l'acte a subsisté par l'événement.

En effet, si l'acte de 1712 avoit été détruit, & que le sieur Monerat eût cessé d'être Propriétaire, le prix de la vente faite au

sieur Bourgeois n'auroit point appartenu au sieur Monerat, il auroit appartenu à la succession de Claude Forcadet, qui nonobstant l'acte de 1712 auroit conservé la propriété ; il faut donc que l'acte de 1712 ait transféré cette propriété au sieur Monerat, puisque c'est à ce titre qu'il a eu l'excédent du prix. Il y a plus, car l'acte de 1712 ne contient pas seulement la vente de la Terre de Boifne, mais encore d'une rente & d'une maison située au Cimetiere S. Jean, le sieur Monerat en est actuellement Propriétaire & possesseur paisible ; en vertu de quel titre, si ce n'est en vertu de l'acte de 1712 ? Ce titre a donc conservé toute sa force & subsiste actuellement ; comment n'auroit-il pas produit des droits ?

Quand la vente auroit été conditionnelle, la condition étant arrivée elle seroit devenue pure & simple, & au moins par l'événement elle auroit produit des droits ; ce qui suffit pour consommer la cession faite au sieur de Cognac.

Mais où est le doute, quand cette même vente a produit des droits à M. de Harlay, comme Seigneur de Beaumont, quand elle a obligé le sieur Monerat de payer le centieme denier & le droit de consignation ? Tout cela est prouvé au Procès par des titres incontestables. Toute la ressource des Commissaires aux Saisies-réelles est de dire qu'ils ont obtenu des remises ; mais la remise même d'une partie du droit prouve que le droit est dû : d'ailleurs la remise n'est point prouvée, on a payé 24000 liv. à M. de Harlay pour une portion seulement de la Terre de Boifne, & cela en 1714 ; il est vrai que c'est tant pour la vente de 1712 que pour la premiere vente qui seroit faite ; mais prévoyoit-on en 1714 les événemens de 1720, & le prix excessif auquel les Terres pourroient être portées ? M. de Harlay s'est donc fait payer de tout ce qu'il pouvoit prétendre, nulle remise sur le centieme denier ; à l'égard des consignations, l'Arrêt de 1724 condamne à payer 16300 liv. pour le droit de consignation des 326000 liv. prix du délaissement fait par le contrat de 1712 ; on ne voit donc encore aucune remise.

Ainsi le contrat en lui-même, & les effets qu'il a produits, tout prouve que le contrat de 1712 est une véritable vente qui a consommé la cession faite au sieur de Cognac.

Mais quand on supposeroit pour un moment le contraire, cette cession appliquée au contrat de 1720 seroit insoutenable, puisque la Dame Marquise de Trainel n'auroit jamais pu, sans être autorisée, disposer d'un casuel à échoir après la dissolution de la communauté qui subsistoit entre le Marquis de Trainel & elle.

Toute femme mariée ne peut s'obliger sans être autorisée par son mari, c'est la disposition de l'article 234 de la Coutume de Paris; la Dame Marquise de Trainel n'a point été autorisée par le Marquis de Trainel pour faire la cession au sieur de Cugnac : donc l'engagement qu'elle a contracté par-là est radicalement nul; ce sont de ces principes auxquels personne ne peut résister.

On répond que le Marquis de Trainel avoit cédé à sa femme la jouissance de la Terre de l'Aas par la transaction de 1702; que par conséquent il l'avoit autorisée pour cette jouissance; que les profits des Fiefs appartiennent à l'usufruitier; qu'ainsi la cession est bonne dans son principe; que si le Cessionnaire avoit reçu du vivant de la Dame de Trainel, on n'auroit rien à contester.

On ajoute que la cession étant valable, les enfans sont obligés de l'entretenir; si elle avoit fait un bail, si elle avoit reçu les fermages d'avance, les enfans seroient obligés d'exécuter ces engagements, ils sont donc obligés de faire valoir la cession; la réponse est simple, mais décisive. Les Commissaires aux Saisies-réelles n'ont pas osé soutenir ouvertement que la cession fût bonne en quelque tems que les droits vinssent à écheoir. Ils ont voulu établir qu'elle étoit bonne dans le principe, & ils ont cru après cela pouvoir hasarder plus facilement qu'elle se soutenoit dans l'événement; mais une distinction bien simple fait tomber ces raisonnemens.

La Dame de Trainel étant en communauté avec son mari, n'avoit aucun droit aux fruits qui devoient écheoir pendant la communauté, ils appartenoient à son mari; pour ceux qui devoient écheoir après la communauté, ils appartenoient à la Dame de Trainel, mais elle n'en pouvoit disposer qu'avec l'autorisation de son mari, parce qu'une femme pendant son mariage est dans les liens d'une interdiction absolue, même pour le tems qui doit suivre la dissolution du mariage.

Femme mariée ne peut disposer pour le tems même qui doit suivre la dissolution du mariage.

Cela supposé, le Marquis de Trainel, par la transaction de 1702, a cédé à sa femme les fruits qui lui appartenoient comme maître de la communauté, & l'a autorisée pour les recevoir, pour en faire les baux, pour en donner quittance, elle a donc pu administrer en conséquence; & ce qu'elle a fait devoit avoir son effet pendant le cours de la communauté: ainsi qu'elle ait cédé au sieur de Cugnac les droits de la première vente, cette cession est bonne, pourvu que la première vente soit faite pendant la communauté, parce que pour cet objet la Dame de Trainel étoit



autorisée; les Commissaires aux Saifies-réelles ont donc raison de dire que si le Cessionnaire avoit reçu du vivant du mari & de la femme, les enfans ne pourroient pas se plaindre.

Mais si on applique la cession à la vente de 1720, elle n'aura plus cédé un fruit de la communauté, pour lequel seul elle étoit autorisée par son mari; elle aura cédé un fruit que son mari ne lui avoit point abandonné par la transaction de 1702, & pour lequel par conséquent il ne l'a point autorisée.

On ne dit pas qu'une femme mariée ne puisse céder par avance un casuel à venir, qu'elle ne puisse composer par anticipation d'un droit de vente; on convient que si elle l'a fait, ses enfans comme ses héritiers sont obligés de faire valoir sa cession. Ce n'est pas-là où tombe la question; mais on soutient que la femme mariée n'a pu faire cette cession anticipée sans être autorisée; si elle l'a fait avec l'autorisation de son mari, l'acte est valable, & en quelque tems que le profit du Fief soit ouvert, les enfans doivent laisser jouir le Cessionnaire; mais si elle l'a cédé sans être autorisée, l'acte est nul, & n'oblige ni la femme ni les enfans.

Car c'est un principe constant, que l'acte fait par une femme non autorisée ne l'oblige pas elle-même, & qu'après la mort de son mari elle peut refuser de l'exécuter; c'est ce que décide Duplessis sur la Coutume de Paris: *Une femme ne peut s'obliger ni contracter en façon quelconque sans l'autorisation de son mari, & tous les contrats qu'elle fait autrement sont nuls, non seulement pour le regard de son mari, mais aussi pour le regard d'elle & de ses héritiers après la communauté dissolue*: il ajoute dans une note, que les héritiers ne seroient pas obligés de l'exécuter, quand même ils y auroient prêté leur consentement; suivant la note de Dumoulin sur l'art. 53 de la Coutume d'Auvergne, *quia non valet extortus, & non valet*, ce qui s'entend du consentement des héritiers donné pendant le mariage de la femme.

Obligation  
de tenir en  
puissance de  
mari n'ayant  
ni contre elle,  
ni contre ses  
héritiers.

Il est inutile après cela de dire que la Dame de Trainel a promis de garantir sa cession: car cette promesse est aussi nulle que la cession même, puisqu'il auroit fallu une autorisation pour l'une comme pour l'autre.

Quel inconvénient n'y auroit-il point si une femme qui ne peut pas disposer de ses revenus présens pendant le mariage, pouvoit vendre sans le consentement de son mari une partie des revenus qui peuvent échoir après la dissolution de la communauté? Ce seroit lui faciliter le moyen de se ruiner par avance, ce que la Loi, qui la tient dans une espece de captivité, ne peut souffrir.

Lettres de rescision inutiles contre l'obligation de femme non autorisée.

pour ses propres intérêts. Elle peut donc réclamer personnellement, & à plus forte raison ses héritiers, il ne faut point pour cela de Lettres de rescision ; les Lettres de rescision supposent une obligation suffisante, & il n'y en a point de la part d'une femme non autorisée ; d'ailleurs il ne faut point de Lettres quand la Loi prononce la nullité. Or, la Coutume prononce la nullité de toute obligation contractée par une femme non autorisée.

Mais, dit-on, la Dame de Trainel n'auroit-elle pas pu faire un bail, recevoir des fermages d'avance ? Si elle l'avoit fait, les enfans pourroient-ils le contester ? Pour le bail il faut distinguer, si un bail étant prêt à finir, elle en avoit fait un autre, cela feroit partie de l'administration pour laquelle son mari l'avoit autorisée ; le mari comme maître de la communauté auroit pu faire un nouveau bail, sa femme à qui il avoit cédé ses droits & qu'il avoit autorisée à cet effet l'auroit pu faire ; mais si elle avoit fait un bail par anticipation quatre ans, six ans avant l'expiration de celui qui subsistoit, comme le mari ne l'auroit pas pu faire, & qu'elle n'administroit qu'à la place de son mari, elle ne l'auroit pas pu faire non plus ; pour les fermages reçus d'avance, il est évident qu'ils auroient été mal payés si elle étoit morte avant son mari & avant l'échéance des mêmes fermages, car recevoir d'avance, c'est s'obliger de tenir compte : or une femme non autorisée peut-elle s'obliger ?

Disons donc que la cession appliquée à la vente de 1720, qui n'a été faite que depuis la mort de la Dame de Trainel, est manifestement nulle ; il ne faut pas dire qu'elle étoit bonne dans le principe, car cela dépendoit de l'événement & du tems qu'arriveroit la première vente ; si elle étoit arrivée pendant la jouissance cédée & pour laquelle la Dame de Trainel étoit autorisée, la cession pourroit peut-être se soutenir ; mais la vente arrivant dans un tems pour lequel il n'y avoit aucune autorisation, la cession ne se peut soutenir, & la Coutume en prononce la nullité tant pour la Dame Marquise de Trainel elle-même, que pour ses héritiers.

### S U I T E.

**L**Es droits de la vente de 1720 étant dûs, il ne reste qu'à savoir s'ils sont dûs tant pour Rougemont que pour Geudreville ; ce qui dépend de la question de savoir si Rougemont possédé par le même Propriétaire que Geudreville, lui étoit réuni pour ne former qu'un seul Fief mouvant de l'Aas, ou si au contraire il étoit toujours séparé de Geudreville, & tenu dans

la mouvance même de celui qui en étoit le Propriétaire. Il suffiroit pour décider cette question de rassembler en peu de mots tous les faits qui concernent Rougemont.

Ce Fief relevoit de Geudreville quand ils étoient en des mains différentes. Claude Forcadel , déjà Propriétaire de Geudreville , a acheté Rougemont en 1699 , & a continué de le posséder jusqu'à sa mort arrivée en 1706.

En 1708 ses héritiers vont faire la foi & hommage au Château de l'Aas du Fief de Geudreville & dépendances , sans aucune réserve.

En 1712 ils vendent tout conjointement au sieur Monerat.

En 1720 le sieur Monerat vend tout conjointement au sieur Bourgeois.

Enfin en 1721 le sieur Bourgeois fait la foi & hommage au Seigneur de l'Aas *des Fiefs de Geudreville & de Rougemont.*

Voilà les faits dans leur simplicité. Est-il permis à ce simple exposé de douter de la réunion , & que les droits seigneuriaux acquis par la vente de 1720 ne comprennent également les deux Fiefs ? Cependant le sieur Bourgeois conteste une vérité si sensible ; quels sont ses moyens ?

1°. Dans le contrat de 1699 il y a déclaration de vouloir posséder séparément.

2°. Dans la Coutume d'Orleans la réunion ne s'opere que par la foi & hommage faite conjointement par le Vassal , du Fief & de l'arrière-Fief.

3°. La foi & hommage de 1708 n'a pu operer cette réunion , parce qu'il n'y est point parlé de Rougemont.

4°. Dans la foi & hommage de 1721 Rougemont se trouve compris ; mais c'est une erreur de fait de la part d'un Acquéreur mal instruit ; d'ailleurs la réunion n'auroit lieu qu'en 1721 , & il ne seroit point dû de droits pour la vente de 1720.

La première difficulté est également mauvaise , & dans le fait & dans le droit. Dans le fait , parce que le contrat de 1699 contient acquisition de deux Fiefs , Rougemont relevant de Geudreville , & Montberneume relevant du Fief du Portail. Claude Forcadel à la fin du contrat déclare vouloir posséder les Terres par lui acquises séparément & divisément sans aucune réunion au Fief du Portail dont elles relevent. On ne peut appliquer cette clause qu'à ce qui relevoit du Portail : or Rougemont ne relevoit point du Portail : donc la clause ne s'applique point à Rougemont.

On prétend que c'est une erreur de fait , & qu'il faut toujours

reconnoître que l'Acquéreur a voulu empêcher la réunion des Terres acquises ; mais il pouvoit avoir des raisons particulieres pour ne pas réunir au Fief du Portail , & n'avoir pas les mêmes raisons pour empêcher la réunion au Fief de Geudreville de ce qui en étoit mouvant. On ne supplée point une pareille déclaration quand elle n'est point expresse , on ne l'étend point d'un Fief à un autre.

Mais dans le droit , cette déclaration seroit inutile , parce que dans la Coutume d'Orleans la réunion des Fiefs s'opere , quelque déclaration contraire que l'on ait faite. On l'a prouvé dans un premier Mémoire , on ne fera que reprendre sommairement les moyens , pour dissiper plus facilement les objections.

La Coutume d'Orleans , dans les art. 18 & 19 , parle de la réunion des Fiefs , & dans l'art. 20 de celle des Rotures.

Pour les Rotures , l'art. 20 veut qu'elles soient réunies au Fief , *si par expès le Seigneur ne déclare dans le contrat d'acquisition qu'il veut que lesdits héritages demeurent en roture.*

Mais pour les Fiefs , les art. 18 & 19 n'admettent aucune déclaration semblable , & cela suffiroit pour qu'elle fût inutile.

A Paris on a bien étendu aux Fiefs ce que l'art. 53 dit des Rotures , parce que n'y ayant aucune disposition dans la Coutume de Paris pour la réunion des Fiefs , il étoit naturel de suivre à leur égard ce qui étoit prescrit pour les Rotures ; mais à Orleans on ne peut pas faire la même extension des Rotures aux Fiefs , parce que la réunion des Fiefs est réglée dans les art. 18 & 19 , & celle des Rotures dans l'art. 20. Or , on étend bien un cas prévu à un cas imprévu ; mais on n'étend pas un cas prévu à un autre cas prévu , parce que chacun ayant ses regles , il faut les suivre chacune dans leur objet ; comment donc se fait la réunion des Fiefs dans la Coutume d'Orleans ?

On étend  
dans la Loi  
le cas prévu à  
un cas impré-  
vu & non à un  
autre cas pré-  
vu.

L'article 18 porte , *que le Seigneur de Fief peut acquérir le Fief que son Vassal tient de lui , & le joindre & unir à son Domaine , & n'est tenu en faire foi & hommage à son Seigneur de qui il tient sondit Fief ; mais son héritier ou celui qui aura cause de lui en est tenu faire la foi , sans payer profit de ladite union ; & aussi si le Seigneur de Fief va de vie à trépas après que son Vassal aura acheté son arriere-Fief , ledit Vassal est tenu faire la foi tant dudit Fief que de l'arriere-Fief , & n'est plus réputé qu'un Fief.*

Aux termes de cet article il n'y a aucune déclaration admise de la part du Vassal qui achete un Fief mouvant de lui-même ; il ne dépend de lui ni d'unir par une simple déclaration , ni d'em-  
pêcher

pêcher l'union, c'est la Coutume seule qui décide du sort de l'arriere-Fief, quand il est acquis; le Vassal Acquereur n'en doit pas faire la foi, parce qu'il étoit Seigneur du Fief acquis, & que le droit de mutation se confond en la propre personne; mais au même moment la réunion s'opere, & l'arriere-Fief devient un Fief immédiat pour les mutations suivantes.

Cela est si vrai que de quelque part que vienne la nouvelle mutation, la foi en est dûe; si c'est de la part du Vassal, ce qui ne peut arriver que par mort, vente ou donation, *en ce cas son héritier ou celui qui aura cause de lui en est tenu faire la foi*; si c'est de la part du Seigneur, le Vassal qui avoit acquis *est tenu faire la foi tant de son ancien Fief que de l'arriere-Fief*, parce que l'un & l'autre ne forment plus qu'un seul Fief, & *n'est plus réputé qu'un Fief*.

Voilà la regle generale de la réunion des Fiefs dans la Coutume d'Orleans, regle indépendante de toute déclaration de la part du Vassal Acquereur, regle qui suspend la foi dûe au Seigneur jusqu'à ce qu'il arrive une mutation, soit de sa part, soit de celle de son Vassal; mais au moment de cette mutation la foi est dûe, *l'héritier ou ayant cause est tenu faire la foi dans un cas, le Vassal lui-même est tenu faire la foi tant du fief que de l'arriere-fief* dans un autre; cette foi ne peut être dûe que parce que la réunion est faite, car on ne doit la foi que d'un fief mouvant immédiatement. Il est donc vrai que la réunion s'opere de plein droit dans la Coutume d'Orleans. Mais à cette regle generale l'article suivant apporte une exception; on auroit pu croire que la seule acquisition de l'arriere-fief faite par le Vassal operoit une réunion qui ne pouvoit plus souffrir d'atteinte, l'article 19 nous apprend que le contraire peut arriver. Et quel est ce cas unique qui fait cesser la réunion? C'est celui de la revente du fief avant que le Vassal qui l'avoit acquis en eût fait la foi & hommage à son Seigneur. *Et s'il le revend ou met hors de ses mains après qu'il en aura fait la foi & hommage, il demeure plein fief à son Seigneur; mais s'il le vend ou aliene avant lesdits foi & hommage faits à son Seigneur, icelui arriere fief sera toujours tenu en arriere-fief dudit Seigneur féodal selon qu'il avoit été.*

Ce n'est donc que la revente faite par le Vassal lui-même qui fait cesser la réunion, pourvu qu'elle soit faite avant la foi & hommage, revente qui sépare de nouveau le fief & l'arriere-fief qui n'étoient pas encore irrévocablement réunis; voilà la seule voie de faire cesser la réunion, la Coutume n'en indique pas d'autre,

& par conséquent toute déclaration dans le contrat seroit inutile quand elle seroit expresse.

En vain dit-on que la déclaration de vouloir tenir séparément est de droit commun, & s'étend dans les Coutumes qui n'en disposent pas. Ce prétendu droit commun n'est autre chose que l'habitude que l'on se forme de penser comme la Coutume dans laquelle on est né, & avec laquelle on est plus familiarisé qu'avec aucune autre. On se porte facilement à étendre des idées que l'on a adoptées, pour ainsi dire, en naissant; mais si l'on se tenoit en garde contre un pareil préjugé, on reconnoîtroit sans peine qu'il est contre le droit naturel d'être son Vassal à soi-même, & qu'il est contre le droit primitif des fiefs de tenir un arriere-fief dans une espèce de franc-aleu qui ne seroit tenu ni du fief dont il relevoit originairement, ni du fief supérieur.

Mais passons ce prétendu droit commun, il est toujours certain qu'on ne peut l'étendre dans une Coutume qui a des dispositions contraires, & qui regle d'une manière toute différente la réunion des fiefs; chaque Coutume est souveraine dans son ressort; il ne faut donc pas se servir à Orleans de la Coutume de Paris pour la réunion des fiefs, puisque la Coutume d'Orleans en dispose si clairement. A Paris on autorise la déclaration de vouloir posséder séparément, tant pour les Fiefs que pour les Rotures; à Orleans on ne l'autorise que pour les Rotures; mais pour des fiefs on décide que la foi est due pour l'arriere-fief à la première mutation qui arrive, soit dans le fief dominant, soit dans le fief suzerain, s'il est permis de parler ainsi; il faut donc écarter toute déclaration pour les fiefs dans cette Coutume.

2°. On prétend que dans la Coutume d'Orleans ce n'est que la foi & hommage qui opere la réunion. On dit que c'est le sentiment de la Lande sur la Coutume d'Orleans, & que Brodeau sur l'article 18 renvoye à l'article 260 de la Coutume de Vermandois, qui dit que la réunion n'a lieu que quand le Vassal a employé l'arriere-fief dans son aveu.

Mais cette prétention se trouve ici également combattue & par le fait & par les principes.

Si la réunion ne s'opere que par la foi, les Commissaires aux Saisies-réelles qui ont fait la foi & hommage en 1708, peuvent-ils dire que la réunion ne fût pas faite en 1720, lorsqu'ils ont vendu au sieur Bourgeois? Peuvent-ils dire même que la foi faite en 1721 par le sieur Bourgeois n'aura pas un effet rétroactif au tems de son acquisition? Cela ne se peut pas concevoir; mais

c'est ce que l'on discutera plus particulièrement dans la suite.

On observera seulement en passant que si ce principe pouvoit être admis, un Vassal pourroit posséder un arriere-fief pendant cent ans & plus, sans qu'il fût réuni, & sans qu'il fût dans aucune mouvance. Il ne seroit pas dans sa propre mouvance à lui-même, parce que la Coutume ne permet pas de posséder les fiefs séparément; il ne seroit pas dans la mouvance du Seigneur supérieur, parce qu'il n'y a que la réunion qui l'assujettisse à cette mouvance, ainsi ce seroit un fief dont la mouvance seroit en l'air pendant un tems infini, ce qui est contraire à tous les principes de la matiere féodale.

Mais, dit-on, il est de principe que tant que le Seigneur dort le Vassal veille; pourquoi le Seigneur n'a-t-il pas forcé le Vassal à lui faire la foi de l'arriere-fief? Qu'il soit permis de le dire, cette regle, *tant que le Seigneur dort le Vassal veille*, est un de ces brocards de Droit qui ne servent qu'à entraîner dans l'erreur ceux qui n'y font pas assez de réflexion. Cette maxime est vraie par rapport aux casuels de la mouvance, ou par rapport à la saisie féodale, qui est encore un fruit de la mutation. Par exemple, un fief mouvant de Titius vient à s'ouvrir par vente ou par mort, le Seigneur a droit de se faire payer des droits de quint ou de relief, il a droit d'exiger la foi & hommage, l'aveu & dénombrement; il ne le fait pas, il demeure dans une espece de léthargie, & ne fait point saisir féodalement: tant mieux pour le Vassal, il jouit toujours sans payer, il peut même prescrire par trente ans, cela est bon pour des casuels négligés. Cela est d'autant plus évident dans la Coutume d'Orleans; que l'art. 85 ne se contente pas de dire comme l'art. 61 de la Coutume de Paris, *tant que le Seigneur dort le Vassal veille*, il ajoute, *qui est à dire que jacoit que le Vassal ne soit en foi, néanmoins il peut jouir de son héritage & faire les fruits siens*. Voilà donc le seul effet de la maxime, & jamais on n'a appliqué cette regle au fonds même de la mouvance; ce n'est point la négligence ou l'attention du Seigneur qui établit sa mouvance ou qui la lui fait perdre de lui à son Vassal, la mouvance doit être certaine par elle-même; & soit que le Seigneur se fasse reconnoître, ou qu'il ne le fasse pas, il n'en est pas moins Seigneur.

Explication de la maxime, tant que le Seigneur veille le Vassal dort, &c.

Que le Seigneur se fasse reconnoître ou non, il n'en est pas moins Seigneur.

Mais, dit-on encore, si la réunion ne se fait que par la foi, c'est au Seigneur à veiller pour se la faire rendre. On verra dans un moment qu'il n'est pas vrai que la réunion ne se fasse que par la foi, suivant la Coutume d'Orleans; mais on va plus loin, & l'on

Point de Fief  
qui ne relève  
d'un Seigneur.

dit que cela est même impossible, parce que si cela étoit, l'arrière-fief acquis n'auroit point de Seigneur, il n'auroit point pour Seigneur le Vassal qui l'a acquis, puisque la Coutume d'Orleans ne permet pas de tenir séparément; il n'auroit pas pour Seigneur le suzerain, puisque la foi & hommage ne lui est pas encore faite, il ne releveroit donc de personne. Or concevoir parmi nous un fief qui ne relève de personne, c'est renverser toutes les idées des fiefs, à moins que d'en faire un franc-aleu, ce que les Commissaires aux Saisies-réelles ne prétendent pas eux-mêmes.

Dans les principes de la Coutume d'Orleans, est-il vrai que la réunion ne se fasse que par la foi? L'art. 18 décide formellement le contraire: *Le Seigneur de fief peut acquérir le fief que son Vassal tient de lui, & le joindre & unir à son Domaine, & n'est tenu en faire la foi & hommage au Seigneur de qui il tient son plein fief, mais son héritier ou celui qui aura cause de lui en est tenu faire la foi sans payer profit de ladite union*; pourquoi l'héritier de l'Acquereur en doit-il la foi? Il est impossible d'en donner une autre cause, sinon que l'arrière-fief est réuni; car on ne doit la foi à un Seigneur que de ce qui est mouvant de lui, on lui doit la foi de l'arrière-fief: donc il est mouvant de lui; mais s'il est mouvant de lui, il faut qu'il lui soit réuni: toutes ces conséquences sont nécessaires.

La Coutume ne dit pas que quand l'Acquereur est mort ou a vendu, le fief & l'arrière-fief ne feront plus qu'un seul fief, si l'héritier ou ayant cause fait la foi & hommage: elle ne laisse pas à sa liberté de faire la foi ou de ne la pas faire, & par-là de réunir ou de ne pas réunir; elle décide qu'il doit la foi, elle décide par conséquent que l'arrière-fief est mouvant, elle décide par conséquent qu'il est réuni.

Allons plus loin, la foi & hommage est la reconnoissance de la mouvance, mais aucun Feudiste n'a pensé qu'elle en fût le titre constitutif; cependant si la proposition que l'on combat étoit vraie, il faudroit dire que ce seroit la foi & hommage qui constitueroit la mouvance; au moment qui précéderoit la foi, il n'y auroit point encore de réunion ni de mouvance; au moment que se feroit la foi, la mouvance s'établirait; le Vassal ne seroit pas Vassal en se présentant pour faire la foi, il le deviendrait en la faisant: il y a tant d'absurdités dans ce système qu'on ne peut pas le concevoir. Le Vassal se présenteroit au Seigneur & lui diroit, je ne suis pas encore votre Vassal, mais je vais le devenir en vous reconnoissant. Cela se peut-il proposer sérieusement?

Les Commentateurs de la Coutume d'Orleans ne s'en sont pas



formé une idée si bizarre. Pirrhus Englebermeus cité par les Commissaires aux Saisies-réelles, traduisant en Latin l'ancienne Coutume d'Orléans, nous dit : *Dominus à Vassallo feudum redimere, suoque Dominio consolidare potest, nec inde quidquam superiori perstabit; hæredi verò ipsius quicumque sine tributo in fidem se conferre illius unionis causâ licet, quòd si Dominus decesserit redemptio per Vassallum subfeudo, tunc unum censëbitur, & utriusque nomine in fidem se conferet Vassallus.* Voilà le texte : voici son Commentaire : *Lex respondet quod potest, & hoc sine laudimiis superiori prestandis, & reunitur feudum cum Dominio directo; & ainsi selon cet Auteur le Vassal peut acquérir l'arrière-fief: Lex respondet quod potest,* mais au moment de cette acquisition *reunitur feudum cum Dominio directo* : voilà la réunion de plein droit sans foi & hommage, & pour cette réunion il n'est point dû de droits, ni par le Vassal qui a acquis, ni par son héritier, mais la réunion n'en est pas moins opérée de plein droit, & s'il n'est pas dû de droits, il en est dû des mutations qui suivent.

C'est par ce Commentaire qu'il faut entendre la traduction Latine du même Auteur dont les Commissaires aux Saisies-réelles veulent se prévaloir ; ils prétendent qu'il ne parle de l'héritier que comme d'un homme qui a la faculté de faire la foi, & non qui y est obligé, mais cela est infiniment éloigné de la pensée de l'Auteur ; *hæredi verò sine tributo in fidem se conferre illius unionis causâ licet*, c'est-à-dire, qu'il n'est pas obligé de payer des droits pour l'union opérée par l'acquisition, *sine tributo illius unionis causâ* ; voilà sur quoi tombe le droit & la liberté de l'héritier ; mais sur la foi & hommage en elle-même, loin de faire dépendre cela de sa volonté, il dit au contraire que la réunion s'opère de plein droit, & *reunitur feudum cum Dominio directo*, ce qui entraîne la nécessité de la foi & hommage.

En effet, la Coutume ne dit pas que l'héritier *peut* faire la foi, mais que l'héritier ou ayant cause *en est tenu faire la foi*, ce qui prouve que la foi est dûe, & par conséquent que la réunion est faite.

Duret, encore cité par les Commissaires aux Saisies-réelles, les condamne aussi formellement sur ces mots, son héritier *en est tenu faire la foi*. L'Acquereur n'en devoit rien, dit-il, parce que si un autre avoit acquis, les hommages & devoirs Seigneuriaux lui eussent appartenu, & aucun n'est serviteur de soi-même, ni de sa propre chose ; mais dès le jour que l'arrière-fief a été incorporé avec celui du premier Vassal, les deux ne sont pris que pour un tenu en plein fief du Seigneur dominant, ce ne sera donc merveille si l'héritier fera la foi, l'ouverture étant par la mort de l'Acquereur.

Ces termes sont décisifs ; l'heritier doit la foi, parce qu'il y a eu incorporation au moment de l'acquisition ; c'est cette incorporation qui fait qu'il y a eu ouverture à la mort de l'Acquereur ; & que la foi est due par l'heritier ; reconnoît-on-là une mouvance qui ne s'établit qu'au moment de la foi & par la foi, & n'y voit-on pas au contraire une mouvance qui précède, formée par la réunion consommée au moment de l'acquisition ?

On a déjà observé dans le premier Mémoire que Coquille expliquant l'art. 18 de la Coutume d'Orleans, condamne formellement la prétention des Commissaires aux Saisies-réelles : *Le Vassal Acquereur de l'arriere-fief n'est tenu de le réunir, dit-il, parce qu'il a la faculté de l'aliener, mais son heritier y est tenu, & par le décès dudit Acquereur, il est tenu pour réuni.*

Que résulte-t-il de toutes ces autorités ? Un point essentiel dans la Coutume d'Orleans, c'est que l'Acquereur de l'arriere-fief a une liberté d'aliener, qui rend la réunion chancelante ; tant qu'il vit, la réunion s'opere de plein droit, mais il peut aliener avant que de faire la foi, & par là la réunion cesse ; on pense qu'une possession passagere & momentanée n'acquiert point un droit solide au Seigneur ; mais cet Acquereur vient-il à mourir, alors la réunion est irrévocable, & l'heritier doit la foi d'un fief réuni incontestablement ; ce n'est donc pas la foi faite par l'heritier qui opere la réunion, elle n'en est qu'une suite nécessaire.

A l'égard de la Lande, il pose des principes si peu compatibles avec les conséquences qu'il en tire, que tout ce qui en résulte est qu'on ne peut se former aucune idée juste de son Commentaire sur cet article. Il établit une différence essentielle entre l'Acquereur & son heritier, & cependant il suppose que même à l'égard de l'heritier la réunion ne s'opere que par la foi ; mais ce ne sera pas l'opinion particuliere de l'Auteur qui n'est pas d'accord avec lui-même, qui doit prévaloir sur le texte de la Coutume & sur les principes généraux de la matiere.

Quant à l'art. 260 de la Coutume de Vermandois, auquel on prétend que Brodeau renvoye sur l'art. 18 de la Coutume d'Orleans, il est si étranger à la question, qu'il n'est pas possible d'en faire usage ; cet article 260 porte que le Seigneur qui acquiert le fief mouvant de lui, n'est tenu de le réunir si bon lui semble, ains demeure toujours arriere-fief pour le regard du suzerain, comme il étoit auparavant ; il n'est pas extraordinaire après cela que le même article dise que la réunion n'aura pas lieu, si le Vassal ne le comprend dans son dénombrement, il est le maître de le tenir séparément ; ce n'est donc que depuis qu'il déclare le

vouloir réunir , qu'il est effectivement réuni ; mais dans la Coutume d'Orleans le Vassal ne peut pas tenir séparément, quelque déclaration qu'il fasse : donc on n'a pas besoin qu'il le comprenne dans la foi & hommage, ou dans l'aveu, pour qu'il soit réuni ; il n'y a donc aucun parallele à faire entre les deux Coutumes.

Mais, dit-on, la Marquise de Trainel a tellement reconnu qu'il n'y avoit point de réunion, que quand elle a saisi féodalement, elle n'a saisi que Geudreville seul, & non Rougemont ; mais cette objection se retorque contre les Commissaires aux Saisies-réelles ; car au contraire si on n'avoit pas été persuadé de la réunion, on ne se seroit pas contenté de saisir Geudreville, on auroit encore saisi Rougemont, comme un arriere-fief qui étoit ouvert aussi-bien que le fief immédiat. Le Seigneur qui saisit le fief mouvant de lui, a droit aussi de saisir les arriere-fiefs qui sont ouverts ; c'est la disposition de l'art. 76 de la Coutume d'Orleans. On auroit donc saisi Rougemont comme arriere-fief, mais comme on étoit convaincu qu'il étoit réuni, & qu'il ne formoit plus qu'un seul fief avec Geudreville, on s'est contenté de saisir Geudreville qui étoit composé des membres anciens & de ceux qui étoient réunis à ce corps de fief.

On croit donc avoir démontré que dans la Coutume d'Orleans la réunion s'opere de plein droit par l'acquisition du Vassal, avec cette seule difference que la réunion n'est pas irrévocable pendant la vie de l'Acquereur, & qu'elle devient immuable dans la personne de son heritier ou ayant cause.

3°. Mais quand on supposeroit que la réunion ne s'opereroit que par la foi & hommage, il se trouve dans le fait une foi & hommage de 1708, qui feroit tomber toutes les questions de Droit. On oppose que cette foi n'est faite que pour Geudreville, & non pour Rougemont ; mais c'est un sophisme qui ne peut se soutenir en rappelant l'art. 18 de la Coutume d'Orleans.

Suivant cet article, dans le sens même que les Commissaires aux Saisies-réelles lui donnent, l'heritier de l'Acquereur est tenu de faire la foi, c'est une obligation que la Loi lui impose ; ils prétendent à la vérité que tant qu'il ne l'a pas faite, il n'y a point de réunion ; mais ils conviennent au moins qu'il la doit faire, & que l'on peut l'exiger : or faisant cette foi, l'heritier ne peut pas diviser les deux fiefs, c'est-à-dire, le fief & l'arriere-fief ; il ne pourroit pas dire, je porte la foi pour le fief & non pour l'arriere-fief, la Coutume ne permet pas cette section, du propre aveu des Commissaires aux Saisies réelles : donc la foi faite comprend nécessairement le total,

Il n'est pas nécessaire que l'Acquereur déclare expressément qu'il porte la foi, tant de Geudreville que de Rougemont, au contraire, ce seroit en quelque maniere les regarder comme deux fiefs, ce que la Coutume défend, dès qu'il fait la foi & hommage : il suffit donc qu'il porte la foi de Geudreville, circonstances & dépendances, pour que tout ce qui en doit dépendre y soit compris. Or Rougemont en doit dépendre, puisque l'heritier en doit la foi, donc il y est nécessairement compris.

En un mot, le Vassal qui porte la foi, la porte telle qu'il la doit : or la Coutume décide qu'il doit la foi de l'arriere-fief, donc il la porte de l'arriere-fief en la rendant pour le fief principal & ses dépendances.

Autrement il faudroit que les Commissaires aux Saisies-réelles fussent en droit de dire qu'ils n'ont pas fait la foi, comme ils la devoient, & que leur acte de foi & hommage est nul ; car selon eux-mêmes le Seigneur peut exiger la foi de tout, du fief originaire & de l'arriere-fief réunis ; s'il la peut exiger de tout, il n'est pas obligé de la recevoir en partie ; cependant, selon eux, ils ne l'auroient faite qu'en partie, donc leur foi & hommage seroit nulle ; mais sont-ils recevables à attaquer leur propre foi & hommage, & à lui supposer une nullité ? Il faut donc qu'ils conviennent que la foi & hommage de 1708, comprend Rougemont sous le terme de dépendances, & par conséquent que la réunion étoit faite bien avant 1720.

4°. Il n'y a point d'équivoque sur la foi & hommage de 1721, elle comprend Rougemont nommément ; mais, dit-on, ce ne sera que de ce jour-là que la réunion aura lieu, & il ne sera pas dû de droits pour l'acquisition de 1720.

Mais de bonne foi imagine-t-on que le sieur Bourgeois ait parlé de Rougemont comme d'un fief qu'il réunissoit actuellement, & non comme d'un fief qu'il reconnoissoit réuni depuis long-tems ? Il y a de la pudeur à le prétendre. Le sieur Bourgeois a reporté au Marquis de Trainel ce qu'il reconnoissoit être dans sa mouvance ; ce n'est pas pour réunir, mais parce qu'il a reconnu réuni, qu'il a fait la foi des deux, il n'y a personne qui ose dire qu'il en doute.

Mais indépendamment de sa reconnoissance, quand on supposeroit que la réunion ne se feroit que par la foi & hommage, n'est-il pas évident qu'elle auroit un effet rétroactif au tems de la premiere acquisition ? L'Acquereur, si l'on veut, & ses ayans cause peuvent aliéner jusqu'à la foi & hommage ; mais en la fai-

fant

sant ils reconnoissent qu'ils ont toujours voulu réunir ; tout ce que l'on peut dire de plus est que la réunion est en suspens , & qu'elle dépend du parti que prendra l'Acquéreur ou son héritier ; mais quand il prend le parti de la réunion , alors il fait remonter cette réunion à l'acquisition qui y a donné lieu. La foi & hommage dans laquelle il comprend Rougemont , est une reconnoissance de la réunion. Or toute reconnoissance suppose un droit formé puisqu'on le reconnoît.

Enfin il ne faut pas même prendre toutes ces circonstances séparément, il faut les réunir ; acquisition par Claude Forcadet en 1699 qui conserve la propriété du Fief & de l'arrière-Fief jusqu'à la mort, par conséquent volonté de tenir conjointement ; ses héritiers ont continué de tout posséder conjointement, ils ont fait la foi & hommage en 1708 du Fief principal & de ses dépendances : or Rougemont est une dépendance de Gendreville, ils ont vendu l'un & l'autre conjointement en 1712 , l'Acquéreur a tout possédé conjointement , a tout vendu conjointement en 1720 , le nouvel Acquéreur enfin a tout compris dans une seule foi : & l'on dira après cela que la réunion n'a eu lieu que depuis cette foi ? C'est une idée qui révolte , & qui n'est pas moins contraire à cette foule de circonstances réunies qu'aux dispositions de la Coutume.

# LXXXIX. INST. A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Messire Gabriel , Chevalier d'Hautefort ,  
Lieutenant Général des Armées du Roi , & conorts ,  
Appellans.

CONTRE Messire Maximilien-Henri de la Baume  
le Blanc , Marquis de la Valliere , Intimé.

## Q U E S T I O N.

*Si une donation que la future fait au future d'une  
somme pour être employée à acquérir une Charge  
est conditionnelle.*

**L** Es héritiers du Marquis d'Hautefort demandent l'exécution d'une donation portée par son contrat de mariage , c'est le titre le plus favorable que l'on puisse invoquer.

Le Marquis de la Valliere, comme héritier de la Demoiselle de Choiseuil, qui a été légataire universelle de la Marquise d'Hautefort Donatrice, conteste cette donation; sa défense ne roule que sur une vaine subtilité, & sur ce qu'il transforme en une condition absolue & de rigueur, ce qui n'est qu'un simple motif, qu'un point de vue, qu'un objet proposé pour l'intérêt du Donateur.

Cette confusion se leve facilement dès que l'on consulte les principes de la matiere, la situation des Parties contractantes & les termes de la disposition; aussi ne s'en est-il presque rien fallu que l'avantage que le Marquis de la Valliere a eu en premiere instance, ne lui ait échappé, & l'on peut en quelque maniere regarder encore la Cause comme entiere.

F A I T.

Jean de Pompadour ayant institué Marie-Françoise de Pompadour sa seconde fille son héritiere universelle, elle se trouva par cette disposition Propriétaire de très-grands biens, & principalement de Terres très-considerables, situées en pays de Drois écrit.

En 1687 elle se maria avec le feu sieur Marquis d'Hautefort. Par le contrat de mariage elle se constitua en dot tous ses biens, & entr'autres les Terres de Pompadour & de Bret, celles de Treignac, de Saint-Cyr & de Fraillinet; & comme elle étoit majeure & maîtresse de ses droits, elle voulut faire quelque avantage au Marquis d'Hautefort. Il faut transcrire la clause entiere, puisque c'est l'objet sur lequel roule toute la Cause.

*Ladite Demoiselle future épouse a donné & donne par ces présentes audit Seigneur futur époux acceptant, la somme de 200000 liv. laquelle elle se réserve de prendre sur tous les biens ci-dessus réputés dotaux, lesquels jusqu'à concurrence de ladite somme, seront & demeureront paraphernaux pour l'effet de la présente donation, & de l'emprunt de ce qu'il lui défendra de ladite somme, pour être icelle employée en l'achat d'une Charge, quand l'occasion s'en présentera.*

*Et en cas que ledit Seigneur futur époux vint à deceder avant ladite future épouse sans enfans, en ce cas ladite somme retournera à ladite Demoiselle future épouse. Toutefois si ladite Charge étoit perdue par le décès du futur époux ou autrement, en ce cas ledit futur époux, ou sa succession, en sera déchargé; & si ledit Seigneur futur époux venoit à disposer de ladite Charge sans en employer le prix en une autre Charge, ledit prix sera employé en fonds d'héritages au profit de ladite Demoiselle, à qui ils appartiendront audit cas.*

*Comme aussi en cas que ladite Demoiselle vint à deceder avant*

*ledit Seigneur futur époux , laissant des enfans à elle survivans , sans que ladite somme de 200000 liv. eût été employée en une Charge ou en héritages , ladite somme , audit cas , retournera aux enfans d'édits Seigneur & Dame futurs époux.*

Telle est la disposition dans toute son étendue , qui renferme , comme l'on voit , trois parties. La premiere contient la donation en elle-même , donation présente ou actuelle , donation pure & simple , quoique les deniers fussent destinés à l'acquisition d'une Charge. La seconde établit un droit de retour au profit de la Dame Marquise d'Hautefort. La troisieme introduit un pareil droit de retour en faveur des enfans , mais seulement dans le cas où il n'y auroit point eu d'emploi des deniers.

La santé de la D<sup>e</sup>. Marquise d'Hautefort ayant donné quelque inquiétude en 1711 , on crut devoir consulter sur les dispositions du contrat de mariage. Le Marquis d'Hautefort s'adressa alors à une des plus grandes lumieres du Barreau. M<sup>e</sup>. Arraut fut consulté sur l'effet de la donation , dont on vient de rapporter les termes , pour savoir si elle devoit subsister , quoiqu'on n'eût point fait l'emploi des deniers à l'acquisition d'une Charge. Par sa Consultation qui est du 24 Avril 1711 , il estima *qu'encore que la donation de 200000 liv. faite par la Dame future épouse à M. d'Hautefort futur époux , fût conçue en ces termes , pour employer en une Charge , quand l'occasion s'en présentera , les termes ne rendent point la disposition conditionnelle ; & qu'encore que M. d'Hautefort n'ait point acquis de Charge , & qu'il n'en acquiere point dans la suite , la somme donnée ne laisse pas d'être acquise à M. le Marquis d'Hautefort , s'il survit Madame son épouse.*

Le Marquis d'Hautefort convaincu par cet avis de la solidité de son titre , le fit insinuer par-tout où il étoit nécessaire , & ne pensa point à acquérir de Charge.

La santé de la Dame Marquise d'Hautefort se rétablit parfaitement , & elle a vécu jusqu'au mois de Septembre 1727. Par son testament elle institua pour son heritiere & legataire universelle la Demoiselle de Choiseuil , qui a eu depuis pour heritier le Marquis de la Valliere.

Le Marquis d'Hautefort aussi-tôt que le décès de la Dame Marquise d'Hautefort fut arrivé , fit apposer le scellé pour la conservation de ses droits. Le 23 Septembre on commença l'inventaire à sa requête , *en son nom à cause de la communauté , & encore en telles autres qualités , droits , demandes & prétentions qu'il jugera à propos d'exercer.* Et comme la donation de 200000 liv. étoit

un des objets les plus importants qu'il eût à faire valoir, il eut grand soin de faire inventorier sous la cote 194 la Consultation de M<sup>e</sup>. Arraut.

L'inventaire ne fut fini à Paris qu'à la fin d'Avril 1727, & avant que les trois mois pour délibérer fussent expirés, le Marquis d'Hautefort mourut le 8 Juillet de la même année. Ainsi il ne put pas former la demande pour les 200000 liv. d'autant plus que le testament de la Dame Marquise d'Hautefort fut contesté par la Dame de Rochechouart, & que cette contestation n'a été terminée que par une transaction du 7 Juin 1728.

Les héritiers du Marquis d'Hautefort ne furent pas même en état de se pourvoir aussitôt, parce que la Demoiselle de Choiseuil ne survécut que de peu de jours à la transaction. Enfin le Marquis de la Vallière s'étant déclaré seul son héritier, il a été assigné par exploit du 27 Janvier 1729 pour voir déclarer exécutoire contre lui le contrat de mariage de la Marquise d'Hautefort; en conséquence à être condamné à payer la somme de 200000 liv. avec les intérêts à compter du 16 Septembre 1729, jour de l'apposition du scellé faite à la requête du Marquis d'Hautefort.

Pour établir cette demande, il suffit de rappeler quelques principes, & d'en faire l'application aux différentes parties de la clause qui donne lieu à la contestation.

MOYENS.

Si l'on consulte les principes, on trouvera dans les Loix & dans le sentiment des Jurisconsultes les caractères auxquels on doit distinguer les conditions de l'événement desquelles dépendent les donations ou les legs, & les simples causes ou motifs qui accompagnent ces sortes de dispositions, sans que leur sort en dépende.

Conditions de  
l'événement  
desquelles dé-  
pendent les  
donations &  
les legs.

A l'égard des donations proprement conditionnelles, on en trouve plusieurs exemples dans les Loix qui en ont même conservé la formule; elles étoient ordinairement conçues de cette manière: *si Titius in Capitolium ascenderit, si navis ex Asiâ venerit, si cum Titia nupserit, ei talem fundum do, lego*. Des donations ainsi conçues sont des dispositions proprement conditionnelles, Titius ne pouvoit pas demander le fonds, s'il n'étoit monté au Capitole, si le vaisseau n'étoit revenu d'Asie, s'il n'avoit pas épousé Titia. Il falloit que la condition fût arrivée. Pourquoi cela? Parce que la condition étoit inhérente à la libéralité, elle en étoit indivisible, & en faisoit la substance. Il étoit évident par la manière dont la clause étoit conçue, que la condition



étoit la première chose dans l'intention du Donateur, *si Titius Capitolium ascenderit*, & de-là il faisoit dépendre sa libéralité, qui ne venoit qu'en conséquence de la condition arrivée, *ei talem fundum do*. Dans de pareilles dispositions, dans lesquelles le Donateur ne donne qu'après qu'une telle chose sera faite ou arrivée, il y a toujours une négative implicitement comprise, ainsi que l'observe Godefroy; que si cette chose n'arrive pas, il n'y a rien de donné. *Oratio conditionalis habet à contrario sensu implicitam negativam*.

Condition  
dont dépend  
le legs, dont  
rentement im-  
plicitement  
une négative.

Pour ce qui concerne les causes & les charges, qui sont quelquefois mises à la suite d'un legs ou d'une donation, les Loix n'ont pas négligé d'en parler, & il y en a un titre particulier dans le Code; leur formule ordinaire étoit, *Titio centum do, lego, ut monumentum faciat; ut fundum emat*. Je donne à Titius cent écus pour me faire construire un monument, pour acheter un héritage.

Mais dans ces causes les Jurisconsultes ont distingué celles qui regardoient l'intérêt d'un tiers, ou du Donateur lui-même, d'avec celles qui ne tendoient qu'à l'intérêt particulier du Légataire ou du Donateur, & qui paroissent n'être mises qu'en sa faveur; ils ont regardé les premières comme inhérentes à la donation, comme formant l'objet principal & la substance de la donation, & dans cet esprit ils ont décidé que la cause devoit être accomplie avant que le Donataire pût exiger la somme donnée. A l'égard des causes qui ne regardent que l'utilité particulière du Donataire, ils ont jugé que l'objet principal du Donateur avoit été de donner, & que la cause qu'il avoit ajoutée n'étant qu'en faveur du Donataire, n'étoit qu'un simple avis, *nudum præceptum*, qu'une cause impulsive & non finale, qu'une simple désignation, qu'il étoit libre au Donataire d'exécuter, ou non, puisqu'elle n'étoit mise qu'en sa faveur. Les exemples tirés des Loix vont rendre cette distinction des causes encore plus sensible.

Trois sortes  
de causes de  
donner, dont  
deux sont fi-  
nales, & l'autre  
impulsive  
seulement.

Premier exemple d'une cause qui regarde l'utilité du Testateur. Je legue mille écus à tels & tels pour me faire construire un monument. *Luciis Publiis Corneliis, ad monumentum meum ædificandum mille heres meus dato* (a). Dans ce cas le Jurisconsulte décide qu'afin que les Légataires puissent exiger les mille écus, il faut qu'ils ayent exécuté la cause, ou qu'ils donnent caution qu'ils

(a) Leg. 40 Dig. de cond. & demonst.

l'exécuteront, *Trebatius respondit, pro eo habendum, ac se ita legatum esset, si satis dedissent, se ita id monumentum ex eâ pecuniâ faciuros.* Quelle est la raison du Jurisconsulte pour décider que la cause doit être exécutée ? C'est que le Testateur pense à se faire construire un tombeau ; cette cause ne regarde que lui en particulier, l'intérêt & la faveur des Légataires n'y sont pour rien, & ce n'est proprement que pour la cause qu'il legue les mille écus. Il faut donc dans ce cas que la cause soit exécutée, parce qu'elle est inhérente au legs & qu'elle en forme la substance.

Quand la cause de la libéralité regarde le Donataire, ce n'est qu'un avis,

Mais il en est autrement des causes que l'intérêt seul & la seule faveur du Légataire ou du Donataire ont dictées. Par exemple, le Testateur legue cent écus à Titius pour acheter un héritage, le Jurisconsulte décide (a) que ce Légataire doit être payé des cent écus, quoiqu'il n'achete point d'héritage ; & voici le motif judiciaire de cette décision, c'est que l'avantage & le profit de ce legs, qui seroit l'héritage acheté des cent écus, ne regarde que le Légataire en particulier. Si des cent écus il avoit acquis un héritage, ce fonds lui appartiendrait, par la même raison les cent écus doivent lui être payés, quoiqu'il n'achete pas, puisque l'intention du Testateur est qu'il ait la valeur de cent écus, il devient indifférent que cette valeur soit ou en un héritage ou en argent, la valeur de l'héritage subrogée à la valeur numéraire, ou la valeur numéraire elle-même étant au fond la même chose, c'est-à-dire, une valeur de cent écus ; ainsi dans une espèce pareille la cause n'est regardée que comme un simple avis, comme une désignation, comme une cause impulsive, & non pas comme une cause finale qui ait déterminé le legs, & sans laquelle il n'auroit pas été fait ; c'est ce qu'observe Bartole sur cette Loi, *modus respiciens utilitatem Legatarii intelligitur impulsivus, si utilitatem tertii dicitur esse finalis.*

On pourroit s'en tenir à l'exemple qu'on vient de rapporter d'un legs, dont la cause ne regarde que l'utilité du Légataire, parce que la raison, pour décider de ce legs, milite également pour décider du sort d'une donation qui renferme une pareille cause en faveur d'un Donataire ; mais la Loi a aussi porté ses vûes sur les donations, & en a jugé de même.

J'ai donné dix écus à Titius, (b) afin qu'il achetât pour lui un tel esclave, voilà la cause : cet esclave est mort avant que Titius l'eût acheté : serai-je en droit de répéter de Titius les dix écus,

(a) Leg. 71. Dig. de cond. & demonst.

(b) Leg. 2. Dig. de donat.

c'est-à-dire , faudra-t-il regarder ces dix écus comme n'ayant point été donnés , puisque la cause n'a pas été exécutée ? Sur cette espece le Jurisconsulte attentif à rechercher quelle a été la volonté du Donateur , ce qui dépend du fait & des circonstances ; dit que cette question est plus une question de fait , qu'une question de droit. Si , dir-il , j'ai donné ces dix écus à Titius , afin qu'il achetât un tel esclave & non autrement , l'esclave n'ayant pas été acheté , je pourrai les répéter , *nam si decem Titio in hoc dedi , ut Stichum emeret , aliter non daturus , conditione repetam*. Pourquoi dans ce cas la donation ne sera-t-elle pas exécutée ? C'est qu'il paroît au Jurisconsulte que la volonté du Donateur a été de ne donner qu'afin que cet esclave fût acheté , sans quoi il n'auroit pas donné , *aliter non daturus* ; ce qui forme une cause finale , inhérente à la donation , & qui en est la substance. Mais , ajoute le même Jurisconsulte , s'il paroît que ma volonté a été de donner indépendamment de l'achat de cet esclave , comme si ayant su que Titius pensoit à acheter cet esclave , je lui ai donné les dix écus pour l'acheter , alors l'achat de cet esclave n'est dans mon idée , dans ma volonté , qu'une cause impulsive , qui m'a porté à donner dix écus à Titius , & non une condition de laquelle doit dépendre ma libéralité. Je n'ai principalement regardé que la faveur & l'utilité particulière du Donataire , conséquemment , quoique l'esclave n'ait pas été acheté , la donation sera valable. *Si vero aliàs quoque donaturus Titio decem , quia interim Stichum emere proposuerat , dixerit in hoc me dare ut Stichum emeret , causa magis donationis , quàm conditio dandæ pecuniæ existimari debet , & mortuo Stichô , pecunia apud Titium remanebit.*

La glose sur ces mots , *causa magis donationis* , fait cet observation importante , que dans ce dernier cas il paroît que cette cause n'est qu'un mode , s'il est permis de s'exprimer ainsi , qu'une cause impulsive de la libéralité , & nullement l'objet principal & final de la donation : *modus liberalitatis , & sic fuit impulsiva , non finalis causa.*

De ce qu'on vient d'observer , résulte une différence essentielle entre les conditions & les causes qui sont à la suite des donations ; les conditions doivent être exécutées , sans quoi la donation n'a point son effet ; mais dans les causes qui ne sont qu'impulsives , comme celles qui ne regardent que l'intérêt particulier du Donataire , la donation est valable , quoique la cause n'ait pas été exécutée. C'est sur cette différence que le Juris-

consulte Ulpien a établi ce principe (a) : & *generaliter hoc in donationibus definiendum est, multum interesse causa donandi fuit, an conditio, si causa fuit cessare repetitionem, si conditio, repetitioni locum fore.*

Cette distinction faite par les Loix Romaines, étoit trop judiciaire, pour n'être pas adoptée ; aussi les Arrêts ont-ils perpétuellement jugé que le Donataire pouvoit demander le paiement de la somme donnée, quoique la cause impulsive de la donation n'eût pas été exécutée.

On en trouve un dans Papon, (b) dont voici l'espece. Un Testateur legua à son neveu, qui étoit alors un jeune enfant, la somme de six vingt écus, *pour être employée à l'entretenir à l'étude des Lettres, & que jusqu'à ce, & pour les distribuer à cette fin, elle demeureroit es mains de son Exécuteur testamentaire.* Telle étoit la cause impulsive de ce legs.

Le Testateur mourut, le neveu n'étudia point, & à l'âge de trente ans il forma demande en délivrance de son legs. L'Exécuteur testamentaire le lui contestoit sur le fondement qu'il n'avoit point étudié.

Le Légataire répondit, dit l'Attestographe, *que le legs n'est fait sous condition, mais pour une cause impulsive, qui concerne seulement le profit & faveur du Légataire, & par ainsi il n'est tenu, s'il ne veut, de l'accomplir; car il n'y a autre chose dans la clause, pour étudier, que de son intérêt & non d'autrui.*

L'Exécuteur testamentaire fut condamné par Sentence du Bailli de Foretz, & sur l'appel, elle fut confirmée par Arrêt de l'an 1543.

L'Auteur traite aussi dans le même endroit la matiere des conditions & des causes, & c'est avec une connoissance si parfaite des principes du Droit, & avec tant d'avantage pour les Appelans, qu'on ne peut se dispenser de rapporter ce qu'il en a écrit.

*Il se présente souvent, dit-il, des doutes sur semblables legs ; mais il faut distinguer avec la Loi s'ils sont faits par forme de condition, ou de cause ; si le legs est fait de cette maniere, si elle se marie, s'il étudie, s'il achete, il est conditionnel, & il n'est pas dû sans l'effective exécution de la condition. Leg. Hæc conditio filiarum mearum. Leg. Si tum facta sint ff. de condition. & autres textes. Mais si la cause de donner est conditionnelle, & plutôt déclaration de volonté, il y a*

(a) Leg. 3, *ibid.*

(b) Papon, Tome 2, liv. 20, tit. 5, n. 2.

autre distinction, à sçavoir, que la cause soit finale ou impulsive. Finale, comme je donne à fin qu'elle se marie, ou bien qu'elle épouse un tel, qu'il achete un tel héritage, qu'il étudie, ou qu'il fasse autre chose, & par quelques autres mots signifians que sans cela le Testateur n'eût fait le legs, & que la fin & principale cause de sa volonté est celle-là. Ces cas sont de pareille raison de la condition, & par ainsi de semblable règlement que dessus. C'est la Loi Titio centum au §. Titio centum relicta sunt ut Mœviam uxorem ducat. ff. de condition.

Mais si la cause est impulsive, comme je lui donne pour se marier, pour étudier, pour acheter, ou bien qu'elle se mariera, qu'il étudiera, qu'il achètera, ou fera autre chose; on fait encore différence, si telles charges ainsi ordonnées sont en faveur du Légataire seulement ou d'un tiers. Au premier cas, s'il n'y a que le Légataire qui en rapporte profit & intérêt, il est bien raisonnable qu'on n'avise point à l'effet de ladite charge & cause, & que simplement le Légataire soit payé. C'est la disposition formelle de la Loi Titio centum ut emat. ff. de condition. Mais s'il y va de l'intérêt d'un tiers, il faut accomplir la cause & charge. Et là-dessus est notable la glose in verb. causa magis donationis; à sçavoir que lesdits legs conçus pour cause, comme pour le marier, pour étudier, pour acheter, & pour faire pareilles choses, la cause est interprétée être impulsive & non finale, s'il n'y a mots taxatifs, comme pour se marier & non autrement, pour étudier, pour acheter & non autrement. Tels legs, ajoute-t-il ensuite, sont favorables & de favorable interprétation, par laquelle ils puissent être valables plutôt que perdus. La cause finale le fait perdre si on y avise, l'impulsive non. La Loi quoties ff. de reb. dubiis, nous produit la maxime fort à propos, qu'en tels doutes faut toujours venir au point, quòd actus magis valeat, quàm pereat. Par ainsi en choses seulement impulsives, qui sont favorables aux Légataires, s'il n'y a diction expresse & taxative, comme non autrement, ne doit être avisé à l'exécution.

Me Jean-Marie Ricard, qui a approfondi cette matiere des dispositions conditionnelles (a), dans un Traité particulier qu'il en a fait, établit cette différence entre la condition & la charge. Il y a encore cette différence, dit-il, entre la condition & la charge, que la condition doit être exécutée aveuglément, quoiqu'on n'en voye pas l'utilité, & que l'on ne puisse pas pénétrer dans le motif qui a pu exciter le Testateur à disposer de la sorte; au lieu que pour ce qui concerne la charge, elle gît en connoissance de cause, si elle ne regarde

(a) Des dispositions conditionnelles, ch. 4, n. 91.

point l'intérêt d'un tiers, mais le seul bien du Légataire, elle est plutôt présumée avoir été écrite par forme d'avis qu'avec nécessité d'y obliger le Légataire ; & c'est ce qui est appelé en Droit nudum præceptum.

Causes en faveur du Donataire ou Légataire qui sont de vraies conditions.

Cet Auteur, dans un endroit du même Traité, entre dans le détail des différentes causes qu'on trouve assez ordinairement, soit dans les testamens, soit dans les donations. *Celles qui sont conçues de cette manière, pour sa dot, lorsqu'elle se mariera, doivent être regardées, dit-il, comme affectant la substance du legs, parce qu'il paroît que le Testateur a eu principalement en pensée le mariage du Légataire; ainsi il faut les regarder comme conditionnelles, car quant à la première cause, pour sa dot, qui ne voit que ne pouvant y avoir de dot sans mariage, le Légataire ne peut rien prétendre en la disposition qu'il ne se soit mis en état de la mériter par le mariage qui est imposé au legs pour terme & pour condition. Et quant à la seconde cause, lorsqu'il se mariera, le tems du mariage est encore essentiellement le but de la disposition.*

Mais si on trouve des causes conçues de cette manière, en faveur de mariage, pour aider à la marier; en faveur de ses études, pour aider à le faire étudier: alors ces sortes de clauses, loin de rendre un legs conditionnel, je soutiens, dit cet Auteur, qu'elles ne le font pas seulement dilatoire, & ne produisent aucun retardement à la donation, parce que ces clauses regardent seulement l'emploi & la destination des deniers, qui est une chose extrinsèque, & qui n'affecte pas la substance du legs, lequel se trouve par les termes précédens; c'est une disposition pure & simple accompagnée de cause, de motif, ou plutôt d'un simple avis pour employer le contenu au legs, suivant le vraisemblable besoin que le Testateur a jugé lui être le plus à propos, & qui n'emporte aucune nécessité en la personne du Légataire; de sorte que bien qu'il ne se marie pas, ou qu'il ne fasse pas ce qui lui a été indiqué par le Testateur, le legs ne lui en est pas moins dû.

Aux Arrêts que M<sup>e</sup> Jean-Marie Ricard rapporte ensuite pour autoriser la doctrine qu'il établit, on pourroit en ajouter beaucoup d'autres; mais on se bornera à deux. Le premier est rapporté dans le 2 tom. du Journal des Audiences, liv. 5, chap. 3, page 476. Par cet Arrêt il fut jugé qu'un legs fait par un oncle à sa niece, lorsqu'elle seroit pourvue par mariage ou autrement, devoit être payé à cette Légataire, quoiqu'elle ne fût point mariée, & qu'elle n'eût pris aucune sorte d'établissement, parce qu'on regarda la cause non comme une condition, mais comme une

simple démonstration. On lit le second dans le Journal du Palais, tome premier, page 29. Un oncle avoit legué à sa niece la somme de 3000 liv. payable *lorsqu'elle se marieroit & une année après* ; la Légataire ne se maria point, mais une année après sa majorité elle forma demande en délivrance du legs ; deux Sentences des premiers Juges y condamnerent l'heritier, & elles furent confirmées par l'Arrêt qui intervint, parce qu'on jugea le legs pur & simple.

Il est donc démontré par ce qu'on vient d'établir, qu'il faut faire une différence extrême entre les conditions & les causes qui sont écrites à la suite d'un legs ou d'une donation. La condition doit arriver, elle doit être exécutée, sans quoi il n'y a ni legs ni donation ; mais pour ce qui concerne la cause, principalement lorsqu'elle tend à l'utilité du Légataire ou du Donataire, elle n'est regardée que comme simple avis dont l'exécution est laissée à sa volonté, elle n'est qu'impulsive, elle n'est qu'excitative, mais elle n'est pas de nécessité.

Condition doit être remplie. Cause n'est que simple avis en dons & legs, sur-tout si la cause est en faveur du Donataire.

La cause écrite à la suite de la donation dont il s'agit, est de cette dernière espèce ; il n'y a pour s'en convaincre qu'à faire une analyse simple de la clause qui contient la donation ; tout y manifeste l'esprit de prédilection de la Donatrice en faveur du Marquis d'Hautefort son mari, & l'on verra que de toutes les parties de cette clause réunies ensemble, sort une preuve lumineuse de sa volonté, que son intention a été de le gratifier personnellement, & de lui donner la somme de 200000 liv. sans le lier par aucune condition.

La Demoiselle de Pompadour étoit majeure, & comme héritière de Jean de Pompadour son pere, elle jouissoit de Terres très-considérables. Telle étoit sa situation lorsqu'elle se maria avec le Marquis d'Hautefort. Ainsi par son âge elle pouvoit disposer d'elle-même ; ses grands biens la mettoient en état de pouvoir faire des libéralités, & son cœur ne lui présentait d'objet plus digne de les recevoir, que celui qu'elle choisissoit pour son mari.

La donation qu'elle lui fit dans son contrat de mariage ne tire donc sa source que de cette prédilection, que de ce choix qu'elle faisoit de la personne du Marquis d'Hautefort.

*Ladite D<sup>le</sup> future épouse, dit la clause, a donné & donne par ces présentes audit Seigneur futur époux acceptant, la somme de 200000 liv.* Qui ne voit que cette première partie de la clause renferme une donation absolue, une donation présente ? La Donatrice y

Première partie de la clause.

donne présentement , le Donataire accepte , voilà dès-lors une donation parfaite , & qui a été revêtue ensuite des formes ordinaires de l'insinuation & de la publication. Pour suivons la clause , elle continue ainsi : *Laquelle somme elle se réserve de prendre sur tous les biens ci-dessus réputés dotaux , lesquels jusqu'à la concurrence de ladite somme , seront & demeureront paraphernaux pour l'effet de la présente donation , & de l'emprunt de ce qu'il lui défendra de ladite somme.*

Quelle est la raison de cette réserve ? Elle est évidente. Le patrimoine de la Demoiselle de Pompadour n'étoit composé que de Terres situées en Pays de Droit écrit , qu'elle venoit de se constituer en dot ; mais comme dans la donation , ce ne sont pas des Terres qu'elle donne , & que c'est seulement une somme en argent , il falloit bien , pour pouvoir composer cette somme & la payer , qu'elle se réservât la liberté de la prendre sur ses biens fonds qu'elle déclare paraphernaux , c'est-à-dire , non dotaux jusqu'à concurrence de cette somme ; *pour l'effet de la présente donation , & de l'emprunt de ce qui lui défendrait de ladite somme* , c'est-à-dire pour exécuter la donation , & payer au Marquis d'Hautefort les 200000 liv. lorsqu'il désireroit en être payé.

*Pour être icelle somme , est-il ajouté ensuite , employée à l'achat d'une Charge , quand l'occasion s'en présentera.*

Par les principes qu'on a établis , & par la manière dont cette partie de la clause est rendue , il est clair , il est sensible que l'achat d'une Charge n'est ici qu'une cause impulsive. Mais quel est encore le caractère de cette cause ? Est-elle en faveur d'un tiers ou de la Donatrice ? Nullement , cette cause n'a , dans l'intention de la Donatrice , d'autre objet que l'utilité particulière , & la faveur du Donataire , c'est lui qui doit acheter cette Charge , elle doit lui appartenir , c'est lui personnellement qui doit jouir des avantages que cette décoration pourra lui procurer , il n'y a point de terme fixe pour cette acquisition , elle est abandonnée à l'événement incertain des choses , il pourroit arriver qu'il ne se présenteroit jamais d'occasion , que le Marquis d'Hautefort n'en pourroit pas obtenir l'agrément : ainsi ce n'est point l'achat d'une Charge , ce n'est point cette cause qui a été la première & la principale dans l'intention de la Donatrice ; mais ç'a été l'utilité particulière du Donataire , & la prédilection dont elle a été touchée en sa faveur. On se trouve donc ici précisément dans les cas des Loix citées & de la doctrine établie par nos Auteurs , & par les Arrêts. *Je legue cent écus à Titius pour en acheter un héritage , voilà*



le cas présent ; une Loi décide que Titius doit être payé de ce legs, quoiqu'il n'achete pas d'héritage, par la raison que la cause n'est mise qu'en faveur du Légataire. Une autre Loi décide par la même raison que *si j'ai donné dix écus à Titius, afin qu'il achete pour lui un tel esclave, & que cet esclave meure avant que Titius l'eût acheté, la donation doit avoir son exécution.* Dans tous les cas pareils, les Auteurs & les Arrêts ont établi que, lorsque la cause étoit pour l'intérêt particulier du Donataire, cette même cause n'étoit qu'impulsive, qu'elle n'étoit pas l'objet de la donation, mais la personne du Donataire, qu'il lui étoit libre conséquemment d'exécuter ou non la cause écrite dans la donation. Et ce principe est fondé sur une raison bien sensible, si de la somme donnée le Donataire achete l'héritage, cet héritage lui appartiendra ; mais ce même héritage ne seroit autre chose que la somme donnée, il ne seroit que subrogé à cette somme : or puisque le Donateur a voulu donner une telle somme, il faut, quelqu'événement qu'il arrive, que cette somme soit payée au Donataire, autrement la donation deviendrait illusoire, & l'intention principale du Donateur ne seroit pas exécutée. C'est ce qui arriveroit dans l'espece présente. La Demoiselle de Pompadour a donné la somme de 200000 liv. cette donation a été une des conditions du mariage ; mais pour faciliter l'avancement de son mari, elle a été excitée ensuite par une cause impulsive ; & a ajouré *pour être icelle somme employée en l'achat d'une Charge, quand l'occasion s'en présenteroit.* Feroit-on donc dépendre d'une occasion qui ne se présentera peut-être point une donation présente, fixe & déterminée ?

La seconde partie de la clause porte : *Et en cas que ledit Seigneur futur époux vînt à décéder avant ladite future épouse, en ce cas ladite somme retournera à ladite Demoiselle future épouse. Toutefois si lad. Charge étoit perdue par le décès dudit futur époux ou autrement, en ce cas ledit futur époux, ou sa succession en sera déchargée ; & si ledit Seigneur futur époux venoit à disposer de ladite Charge sans en employer le prix en une autre Charge, ledit prix sera employé en fonds d'héritages au profit de ladite Demoiselle, à qui ils appartiendront audit cas.*

*Seconde partie  
de la clause.*

Cette seconde partie de la clause qui tombe sur un droit de retour stipulé par la Donatrice, en cas de prédecès du Marquis d'Hautefort, découvre bien évidemment qu'elle a voulu donner au Marquis d'Hautefort la somme de 200000 liv. qu'elle a voulu que cette somme lui appartînt ; car la stipulation de retour de la

somme au cas que le Marquis d'Hautefort la précédât, suppose nécessairement une donation faite de cette même somme, une somme déjà aliénée, une somme dont la propriété avoit déjà passé dans la personne du Marquis d'Hautefort. Si la propriété de cette somme n'avoit pas passé dans ses mains, comment pourroit-on dire qu'après son décès, elle retourneroit à la Donatrice ?

Ce droit de retour est stipulé d'abord purement & simplement, c'est-à-dire, soit que la Charge ait été achetée, soit qu'elle ne l'ait pas été ; mais dans le premier cas de la Charge achetée, on distingue encore, ou elle aura été perdue par le décès du Marquis d'Hautefort, & alors le droit de retour sera infructueux à la Marquise d'Hautefort : ou au contraire elle aura été vendue & le prix remployé en héritages, & alors ils appartiendront à la Marquise d'Hautefort ; mais tout cela en cas que le droit de retour ait lieu par le décès du Marquis d'Hautefort. Cette précaution d'avoir stipulé le retour dans ces deux cas, d'avoir cherché à s'en assurer la reprise, suppose donc une donation parfaite ; le cas de ce retour n'est point arrivé, le Donataire a survécu, la donation doit donc avoir son exécution.

*Troisième partie de la clause.*

Enfin dans la troisième partie de la clause, la Donatrice prévoit qu'elle pourroit précéder le Donataire, & laisser des enfans de ce mariage ; & dans ce cas elle stipule un droit de retour en faveur des enfans.

*Comme aussi, dit cette troisième partie, en cas que ladite Demoiselle vint à décéder avant ledit Seigneur futur époux, laissant des enfans à elle survivans, sans que ladite somme de 200000 liv. eût été employée en une Charge ou en héritages, ladite somme, audit cas, retournera aux enfans desdits Seigneur & Dame futurs époux.*

Si la Donatrice précède & qu'elle laisse des enfans, la somme de 200000 liv. doit leur retourner, quoiqu'elle n'ait pas été employée par le Donataire en une Charge ou en héritages ; donc, & voici une conséquence à laquelle l'esprit ne sçauroit se refuser ; donc s'il n'y a point d'enfans, la somme donnée restera au Donataire, quoiqu'il ne l'ait pas employée en une Charge ou en héritages. Autrement si la Donatrice avoit regardé cette Charge ou ces héritages provenans du prix de la Charge, comme une condition absolue de sa donation, comme une cause finale, elle auroit dit qu'au cas que cet emploi n'eût pas été fait, la somme retourneroit ou à ses enfans ou à sa succession ; mais elle ne porte pas ses vues si loin, elle borne le retour à ses enfans, & ce sentiment étoit naturel à une femme qui pouvoit devenir mere.

Mais si elle n'en a point, la personne chérie est son Donataire ; le cas est arrivé, la Donatrice n'a point laissé d'enfans : donc la donation est demeurée dans toute sa force, elle ne pouvoit être enlevée au Donataire ou à ses héritiers, que par l'existence de ses enfans.

Il est donc démontré, par l'exposition simple qu'on vient de faire de la clause, qui contient la donation faite au Marquis d'Hautesfort, que c'est ici une donation pure & simple, dont la cause impulsive ne regardoit que l'utilité particulière du Donataire, & que la Donatrice n'a voulu y mettre d'autres restrictions que les deux cas de retour qu'elle a stipulés, premièrement en sa faveur si le Marquis d'Hautesfort la précédoit ; en second lieu en faveur de ses enfans, si elle précédoit son Donataire.

On ne sçauroit s'élever contre une disposition si claire, qu'en s'écartant ouvertement des principes que les Loix, les Auteurs & les Arrêts ont invariablement établis sur cette matière, & qu'en forçant le sens naturel que présente à l'esprit une disposition de cette qualité, soit qu'on la considère dans ses circonstances, soit qu'on examine la manière dont elle est conçue en général, soit qu'on entre dans le détail de chaque partie de la clause.

Pour faire regarder en général cette donation comme conditionnelle, le Marquis de la Vallière allègue d'abord la Loi première au ff. de donationibus. Cette Loi apprend, dit-il, qu'il n'y a de vraie donation, que celle qui est faite par le Donateur, dans la seule vue d'exercer sa libéralité envers le Donataire ; qu'à l'égard de celles qui sont faites, cum aliquid secutum fuerit, si quid factum fuerit, ce ne sont point-là proprement des donations, ou tout au plus ce ne sont que des donations sous condition.

Réponses aux  
Objections.

Si le Marquis de la Vallière avoit voulu pénétrer l'étendue & le sens de cette Loi, il auroit évité de l'appliquer à la donation dont il s'agit.

Cette Loi commence par dire qu'il y a plusieurs espèces de donations, *donationes complures sunt*. En effet il y a les donations pures & simples, celles qui sont suivies d'une cause impulsive pour l'utilité du Donataire, qui sont de la même classe des donations pures & simples ; il y en a qui sont faites avec une condition sans laquelle la chose n'est pas donnée, & cette Loi parle d'abord de cette donation pure & simple faite par le Donateur pour exercer sa libéralité ; mais elle ne dit pas qu'il n'y ait que celle-là de vraie donation. La Loi parle un langage plus exact, elle dit seulement que celle-là est appelée simplement donation, *hac pro-*

Esprit de la  
Loi 1, ff. de  
donat.

*præ donatur appellatio*, comme le genre qui est placé à la tête des espèces qui en descendent. Elle parle ensuite des donations conditionnelles, & elle propose cet exemple : Je donne telle chose à Titius, à condition qu'elle ne lui appartiendra que lorsque tel événement sera arrivé : *Ut tunc demum accipientis fiat, cum aliquid secutum fuerit* : & elle ajoute que cette donation n'est pas appelée simplement donation, mais que c'est une donation conditionnelle ; *non propriè donatio appellabitur, sed totum hoc donatio sub conditione est*. Cet exemple ne regarde donc qu'une donation conditionnelle : car c'étoit sans doute une condition littéralement attachée à la donation, de dire : Je donne telle chose à Titius, à condition que cette chose ne lui appartiendra, que lorsqu'un tel événement sera arrivé, parce que la lettre démontre que l'événement est inhérent à la donation, qu'il en fait la substance & la condition principale, sans laquelle on ne donne rien.

Après l'analyse de cette Loi, on demande quel est l'argument que le Marquis de la Vallière en peut tirer en sa faveur ? Une donation qui part de la pure libéralité de la Donatrice, une donation qui est suivie d'une cause impulsive, qui est toute pour l'avantage & pour l'intérêt personnel du Donataire, pourra-t-elle être appelée une donation conditionnelle ? Ressemble-t-elle à celle dont parle cette Loi ? On a établi que les Loix regardent la donation dont il s'agit ici, comme une donation pure & simple.

Le Marquis de la Vallière forcé de reconnoître que la donation qu'il combat, n'est point une donation conditionnelle, mais que c'est une donation qui paroît suivie d'une cause, prétend que dans les donations où il y a une simple cause, si la cause n'a pas été exécutée par le fait du Donataire, la donation est perdue pour lui ; mais si c'est par un cas fortuit, elle doit être exécutée. Il cite à ce sujet la Loi 10, au Code *de condition. ob caus. dat.* Or c'est par le fait du Marquis d'Hautefort que la Charge n'a pas été achetée : donc la donation a été perdue pour lui, & conséquemment pour ses héritiers.

L'application qu'on veut faire de cette Loi à l'espèce présente, ne peut jamais lui convenir, & l'erreur vient de ce qu'on ne veut pas distinguer & démêler la nature de chaque cause particulière qui peut être mise dans une donation. Cette Loi 10 qu'on oppose, s'explique en ces termes : *Pecuniam à te datam, si hæc causa pro qua data est, non culpa accipientis, sed fortuito casu non est secuta, minimè repeti posse certum est*.

Voyons d'abord quelle est la nature de la cause, de laquelle  
cette

cette Loi parle , la glose qui en fait l'espece nous l'apprend ; c'est d'abord une cause qui regardoit l'intérêt du Donataire : *Dedi tibi decem ut prestares mihi patrocinium, vel dedi decem ut servum meum curaret cum esset medicus.* Voilà les causes qui regardent l'intérêt seul du Donateur. Or de telles causes sont de la substance de la donation ; ce sont des causes finales , & qui seules ont déterminé à donner : il faut donc que le Donataire les exécute , s'il est en lui , & si c'est par sa faute qu'elles ne l'ont pas été , *culpa accipientis* , il ne peut pas conserver la libéralité qui lui a été faite. En second lieu , la même glose sur le mot *causa* , observe qu'il faut que ce soit une cause dont l'exécution dépende du Donataire , *quæ ab accipiente pendet.*

Après l'explication juste de cette Loi , la réponse à l'objection est facile , que c'est une Loi étrangere à l'espece présente. Il s'agit ici d'une Cause qui ne regarde que l'avantage seul du Donataire : ainsi elle n'est point cause finale de la donation , il étoit libre au Donataire de l'exécuter ou de ne la pas exécuter. Qu'on suppose pour un moment qu'il eût été obligé de l'exécuter , il faudroit , dans ce cas , que l'exécution eût dépendu de lui : or , comment pourroit-on dire qu'il ne tenoit qu'à lui d'exécuter ? Est-il aisé de trouver à acheter à la Cour des Charges de 200000 liv. ? Quand on en trouveroit l'occasion , est-on sûr de l'agrément du Prince ? Il faut donc convenir que l'exécution ne dépendoit pas du Marquis d'Hautefort ; on ne peut donc lui imputer de faute personnelle ; car la Loi veut que l'inexécution soit par la faute du Donataire , *culpa accipientis*. Ainsi quand il seroit possible de placer le Marquis d'Hautefort dans l'espece de cette Loi , le cas fortuit auroit empêché l'exécution , & alors , *minimè repeti posse certum est.*

Après avoir démontré le peu de justesse de l'application que le Marquis de la Valiere a voulu faire de ces Loix à la donation dont il s'agit , on n'est plus surpris de le voir invoquer en sa faveur l'autorité de M<sup>e</sup> Jean-Marie Ricard , dans son traité des Dispositions conditionnelles , ch. 2 , n. 38 & suiv. sans qu'il ait voulu s'appercevoir qu'elle condamnoit absolument sa prétention. On a rapporté ci-dessus les propres termes de Ricard , & l'on croit avoir établi que les especes qu'il propose , & qu'il regarde comme conditionnelles , sont aussi étrangères à la donation dont il s'agit , que celles qu'il regarde comme pures & simples lui conviennent ; cependant le Marquis de la Valliere , par différentes réflexions sur les termes de la clause , prétend y découvrir une condition. La Donatrice , dit-il , ne se sert pas de ces termes ,

*pour aider le Marquis d'Hautefort à acheter une Charge ; mais pour employer à acheter une Charge*, elle parle un langage absolu ; d'ailleurs elle ajoute qu'elle se réserve la somme de 200000 liv. à prendre sur tous ses biens ci-dessus réputés dotaux, lesquels jusqu'à concurrence de ladite somme, demeureront paraphernaux pour l'effet de la présente donation, & de l'emprunt de ce qui se défendra de ladite somme. Ainsi la Donatrice a grand soin de marquer que ses biens ne deviendront paraphernaux qu'à l'effet de la mettre en état d'emprunter la somme nécessaire pour acheter la Charge. Donc sans l'achat d'une Charge ils demeureront dotaux & inaliénables.

On ne craint point de dire au contraire, que les termes de la clause présentent un sens absolument différent.

1°. On ne conçoit pas trop comment le Marquis de la Valliere prétend qu'une somme donnée pour aider son mari à acheter une Charge, ou pour employer à acheter une Charge, soit donnée différemment ; en sorte que dans une clause la donation soit conditionnelle, & que dans l'autre elle soit pure & simple. Quel est l'homme qui ne reconnoisse pas la même disposition & une libéralité absolue, pure & simple dans l'une & l'autre clause ?

2°. La Donatrice qui avoit stipulé tous ses biens dotaux & inaliénables, apporte une exception, & veut qu'ils demeurent paraphernaux jusqu'à concurrence de 200000 liv. Le sens naturel de cette stipulation est que la Donatrice qui se dépouille actuellement de 200000 liv. veut que cette somme puisse être prise sur ses biens, qu'on ne puisse pas opposer le caractère de bien dotal imprimé d'abord, parce qu'elle le limite aussi-tôt à ce qui excédera 200000 l. Ainsi tous ses biens demeureront paraphernaux jusqu'à concurrence de 200000 liv. Ce n'est pas lorsqu'on acquerra une Charge, ce n'est pas en ce cas qu'on acquiert une Charge qu'ils deviennent paraphernaux, c'est dès-à-présent qu'ils reçoivent cette qualité & cette impression ; comme la donation est pure & simple, c'est aussi purement & simplement que les biens demeurent inaliénables. Rien n'est donc plus propre à découvrir que la donation est actuelle, pure, simple & indépendante de tout événement.

Mais, dira-t-on, ils ne sont rendus paraphernaux qu'à l'effet de la donation & de l'emprunt qu'il faudra faire : cela est vrai, car si la Marquise d'Hautefort n'avoit pas donné, elle auroit laissé tous ses biens dotaux & inaliénables, c'est parce qu'elle donne qu'elle réserve 200000 liv. de biens paraphernaux ; mais elle les réserve actuellement, parce qu'elle donne actuellement ; elle les

réserve purement & simplement, parce qu'elle donne purement & simplement; elle les réserve pour pouvoir emprunter & remplir sa donation; mais cette réserve n'est pas pour un cas incertain, c'est pour une donation absolue. La donation est la cause de la réserve, la réserve en est l'effet; mais comme la donation n'est pas conditionnelle, la réserve ne l'est pas non plus.

De dire que si le Marquis d'Hautefort eût voulu exiger la donation de son vivant, & vendre pour 200000 liv. de bien, sans acheter une Charge, la Marquise d'Hauteourt auroit pu s'y opposer, c'est mettre en principe ce qui est en question. On soutient au contraire que le Marquis d'Hautefort en auroit été le maître, ou du moins qu'il n'y auroit eu d'obstacle que dans le droit de retour stipulé par la Marquise d'Hautefort en cas de prédécès de son mari; ce retour lui donnoit le droit d'exiger un emploi, & de conserver celui qui étoit fait; mais jamais on n'auroit pu empêcher la vente, sous prétexte que la donation étoit attachée à la Charge.

Les réflexions que propose le Marquis de la Valliere sur les deux autres parties de la clause ne sont pas plus solides. 1°. Il y a une affectation manifeste dans la maniere de présenter aux yeux ces deux parties de la clause; l'une regarde le retour en faveur de la mere, si elle survit; l'autre regarde le retour au profit des enfans, si la mere prédécède; tout ce qui regarde le retour au profit de la mere ne forme qu'une seule phrase; cependant, le Marquis de la Valliere en détache une partie dans son Mémoire imprimé; & par un *à linea* séparé, il la met dans le dernier membre, qui regarde le retour au profit des enfans; cela est manifestement contraire au sens de l'acte. Voici donc comme ces deux dernières parties doivent être présentées.

*Et en cas que ledit Seigneur futur époux vienne à décéder avant ladite Dame future épouse sans enfans, en ce cas, ladite somme retournera à ladite Demoiselle future épouse; toutefois si la Charge étoit perdue par le décès du futur époux, ou autrement, en ce cas, ledit futur époux, ou sa succession, en sera déchargée; & si ledit Seigneur futur époux venoit à disposer de lad. charge sans en employer le prix en une autre charge, ledit prix sera employé en fonds d'héritages, au profit de ladite Demoiselle, à qui ils appartiendront audit cas.*

*Comme aussi en ce cas que ladite Demoiselle vint à décéder avant ledit Seigneur futur époux, laissant des enfans à elle survivans, sans que ladite somme eût été employée en une charge ou héritages, ladite somme audit cas retournera aux enfans desdits Seigneur & Demoiselle futurs époux.*

On voit qu'il y a une séparation naturelle entre ces deux clauses, puisque l'une regarde le retour de la mere, & l'autre celui des enfans. Il ne faut donc pas, comme a fait le Marquis de la Valliere, séparer par un *à linea*, ces termes, *le futur époux, ou sa succession en sera déchargée*, de ceux-ci, & *si ledit Seigneur futur époux venoit à disposer*, tout cela appartient à la même clause, & dépend également de la survie de la Marquise d'Hautefort.

2°. Le Marquis de la Valliere prétend que tous ces cas supposent une Charge achetée, & qu'on ne stipule le retour que du prix de la Charge; mais ce raisonnement est contraire au texte de l'acte; car il est dit d'abord que si le Marquis d'Hautefort vient à mourir avant la Marquise d'Hautefort, *ladite somme retournera à la future épouse*; on ne parle point de la Charge achetée, ni du prix de cette Charge, on parle de la somme de 200000 liv. en général, soit employée, soit non employée, il ne dépend pas du Marquis de la Valliere de changer ces termes généraux, & de les limiter à un certain cas.

Il est vrai que comme le retour étoit stipulé en général, soit que la somme fût employée, soit qu'elle ne le fût pas, il pouvoit se présenter quelques difficultés, au cas que l'emploi eût été fait.

La Charge achetée pouvoit être perdue, en ce cas le Marquis d'Hautefort est déchargé du droit de retour; la Charge achetée pouvoit être vendue sans en acheter une autre; en ce cas, il faut faire un emploi en héritages, pour qu'ils appartiennent à la future épouse.

Tous ces cas particuliers supposent une Charge achetée, parce que dans le cas de l'acquisition, il pouvoit y avoir des modifications au droit de retour; mais le cas général du retour est indépendant de toute Charge achetée. Voilà ce que le Marquis de la Valliere affecte de ne point voir, & ce qui est cependant bien sensible à la lecture de la clause.

3°. On équivoque sur le retour des héritages qui pourront provenir du prix de la charge vendue, le Marquis de la Valliere s'est frayé le chemin à cette équivoque, en détachant, comme on l'a dit, cette partie de la clause qui contient le retour au profit de la Marquise d'Hautefort. Il prétend donc qu'en disant que ces héritages appartiendront à la future épouse audit cas, cela veut dire au cas de la Charge vendue, & du prix employé en héritages; mais il est évident au contraire que cela veut dire, *au cas que le futur époux vienne à mourir avant la future épouse sans enfans*,



qui est le cas par lequel cette partie de la clause commence. Ainti le mari vendant la Charge, & employant le prix en héritages, ils appartiendront à la future épouse; mais en quel cas? Ce n'est pas au cas de la vente de la Charge & de l'emploi en héritages, parce que l'on suppose ce fait arrivé & certain. Il n'étoit donc pas nécessaire de dire *audit cas*; mais ils lui appartiendront en cas qu'elle survive; ce que l'on ne pouvoit pas savoir lors de l'emploi en héritages.

Pour mettre cette vérité dans tout son jour, il faut observer que quand on dit, si la Charge est vendue & le prix employé en héritages, ils appartiendront à la future épouse *audit cas*; cela veut dire qu'il n'y a qu'un certain cas dans lequel les héritages appartiendront à la future épouse; car si c'étoit dans tous les cas, il ne faudroit pas dire *audit cas*; ce qui suppose un événement qui peut arriver, ou ne pas arriver.

Mais quel est cet événement qui pouvoit arriver ou ne pas arriver? Ce n'étoit pas celui de la vente de la Charge & de l'emploi du prix en héritages, puisque la clause le regarde comme arrivé. Ce mot *audit cas*, se rapporte donc à un autre événement, c'est-à-dire, à un cas que l'on a déjà prévu comme possible, mais qui est encore incertain, c'est-à-dire, celui du prédécès de son mari, ou de sa survie.

4°. Le retour aux enfans qui forme la dernière partie de la clause, achève de dissiper toutes les illusions que présente le Marquis de la Vallière; car il y est dit que si la future épouse meurt sans enfans, sans que la somme de 200000 liv. ait été employée à une Charge ou héritages, ladite somme retournera aux enfans dudit Seigneur & Demoiselle futurs époux.

Cette clause exprime bien formellement les cas où les deux cens mille livres n'auront point été employées en une Charge, & en ce cas que stipule-t-on? Un retour en faveur des enfans. On reconnoît donc la donation subsistante sans aucun emploi en une Charge; & c'est parce qu'elle subsiste qu'on stipule le retour en faveur des enfans, car si elle étoit caduque, faute d'avoir rempli la prétendue condition, on n'auroit pas besoin du droit de retour.

Accablé par une disposition si claire, le Marquis de la Vallière porte la subtilité jusqu'à dire qu'on suppose à la vérité qu'il n'y a point d'emploi; mais que cet emploi dont on parle n'est pas un premier emploi; qu'au contraire on suppose un premier emploi en une Charge, mais qu'on suppose en même-tems la vente

Explication  
du terme *audit cas*, & détermination  
des mots où il  
doit se rapporter.

de cette premiere Charge, sans que le prix en ait été employé en une autre Charge ou héritages, & que c'est dans le cas où ce second emploi n'auroit pas été fait qu'on stipule le retour pour les enfans; mais cela s'appelle donner un commentaire arbitraire pour le texte de l'acte. Il ne parle point d'un second emploi, mais d'un emploi en général; il ne parle point d'un emploi en une autre Charge, mais d'un emploi en une Charge indistinctement; il ne faut donc pas suppléer une disposition qui n'est pas; il n'est permis de raisonner que sur celle qui existe; elle donne un droit de retour en faveur des enfans, faute d'emploi des 200000 livres en une Charge; mais ce droit de retour stipulé en faveur des enfans seuls, suppose nécessairement la donation valable & subsistante sans emploi, & exclut tout autre que les enfans du droit de répéter les 200000 liv. Il ne faudroit donc que cette clause pour condamner le Marquis de la Valliere, puisque dans le cas prévu qu'il n'y auroit point d'emploi, il veut s'attribuer un droit qui n'est donné qu'aux enfans seuls.

Ces réflexions font tomber tous les raisonnemens du Marquis de la Valliere, qui ne sont que des conséquences des fausses idées qu'il a données de la clause, & qu'il a tirées principalement de l'altération qu'il a faite du texte, non pas en changeant les termes, mais en séparant ce qui ne forme qu'une seule clause, & réunissant ce qui en forme deux.

Il reste après cela à répondre à deux objections.

La premiere est de dire que la donation qui n'est accompagnée que d'une simple cause, est caduque, quand la cause n'a pas été remplie par le fait du Donataire.

Ce principe est également faux, & dans la these générale, & dans l'application..

Dans la these générale, parce que les Arrêts ont jugé, & tous les Jurisconsultes ont reconnu qu'une donation faite pour se marier, pour étudier, &c. est pure & simple, & que la chose appartient au Donataire, quoiqu'il ne se marie pas, ou qu'il n'étudie pas, cependant le Donataire est le maître de se marier ou d'étudier; donc le fait même du Donataire qui empêche que la cause ne soit remplie, ne rend pas la donation caduque.

La Loi que cite le Marquis de la Valliere pour prouver le contraire, ne l'a séduit que parce qu'il n'en a point approfondi l'espece. Il s'agissoit d'une donation qui avoit une cause qui ne concernoit que l'intérêt du Donateur; & dans ce cas personne ne

doute que la cause ne tienne de la condition , & que le Donataire ne s'étant pas mis en état de la remplir , elle ne devienne caduque ; mais hors de cette espece , la simple cause est indifférente pour l'exécution de la donation , qu'elle ne soit pas remplie par le fait du Donataire ou par des obstacles invincibles qu'il a trouvés , ce n'est toujours qu'une simple cause , qu'un motif , qu'un conseil , & rien ne peut en ce cas troubler l'exécution de la donation.

Dans l'application , est-il vrai que la cause n'ait point été remplie par la faute du Marquis d'Hautefort ? il faudroit pour cela supposer qu'il auroit été le maître d'acheter une charge considérable du prix au moins de 200000 liv. mais c'est ce qu'on ne peut pas soutenir raisonnablement. Il ne se présente que rarement des occasions d'acheter des Charges considérables , soit pour le service auprès de la personne du Roi , soit dans les armées. Ces grandes Charges qui sont recherchées avec tant d'empressement , passent souvent de pere en fils , ou aux plus proches parens de ceux qui les remplissoient auparavant. Les services du pere sont récompensés par le choix du fils , les autres se font même une religion & un point d'honneur de ne les point demander ; & lors même qu'elles sont vendues à des étrangers , le grand nombre de ceux qui en demandent l'agrément les rend souvent très-difficiles à obtenir. On ne peut donc jamais dire que ce soit par la faute de quelqu'un qu'il n'y soit pas parvenu. Ainsi en supposant le principe du Marquis de la Valliere , il ne pourroit en faire usage pour donner atteinte à la donation faite au Marquis d'Hautefort.

Aussi le contrat de mariage porte-t-il que la somme de 200000 l. est donnée *pour être employée en une Charge*, **QUAND L'OCCASION S'EN PRESENTERA**. On sentoît que cela n'étoit pas toujours possible , qu'il falloit une occasion favorable , & qu'elle ne se présentoit pas toujours. On propose donc cet emploi , en cas qu'il se présente , & par conséquent on n'en fait pas une condition absolue.

La seconde objection du Marquis de la Valliere consiste à dire que la cause de la donation regardoit la Marquise d'Hautefort Donatrice ; que l'honneur que le Marquis d'Hautefort acqueroit , étant revêtu d'une Charge distinguée , rejailliroit sur elle ; & qu'ainsi elle a travaillé pour elle en proposant l'emploi des 200000 liv. en une Charge ; mais il n'y a personne qui ne convienne qu'un intérêt si indirect n'a jamais pu être le fondement de la donation.

La Marquise d'Hautefort étoit d'une naissance assez distinguée aussi-bien que le Marquis d'Hautefort, pour qu'elle ne se crût pas plus honorée dans le monde, quand son mari auroit été pourvu d'une Charge; il lui étoit même plus honorable que son mari parvînt aux honneurs militaires par ses services, que par l'acquisition d'une Charge, & elle a eu de ce côté-là toute la satisfaction qu'elle pouvoit espérer, puisqu'elle a vu le Marquis d'Hautefort devenir par ses services Lieutenant-Général des Armées du Roi, Chevalier de ses Ordres, Gouverneur de Quel surcroît de distinction auroit-elle trouvé dans le titre d'une Charge dont son mari auroit été revêtu? Ce n'étoit donc pas pour elle que cet emploi étoit proposé, ce n'étoit pas pour son intérêt particulier.

Pourquoi a-t-on parlé de cet emploi? La raison s'en présente naturellement. Sans doute que le Marquis d'Hautefort avoit alors des vues pour acquérir une Charge, il le souhaitoit, & la Marquise d'Hautefort disposée à obliger, à gratifier celui qui devenoit l'objet de toutes ses affections, se fit un plaisir d'y contribuer de sa part. Elle donne 200000 liv. pour acheter cette Charge que le Marquis d'Hautefort desiroit d'obtenir: mais en cela travaille-t-elle pour elle-même? Il est évident au contraire que la vaine distinction dont on suppose qu'elle pouvoit être flattée, lui auroit coûté trop cher pour que l'on puisse imaginer qu'elle eût voulu sacrifier une somme si considérable, si elle n'avoit consulté que ses propres intérêts.

Mais, dira-t-on, si l'acquisition de cette Charge lui avoit été indifférente, elle n'avoit qu'à donner 200000 liv. purement & simplement, le Marquis d'Hautefort en auroit fait après cela ce qu'il auroit voulu? Il ne falloit pas en ce cas parler de l'emploi en une Charge, il falloit laisser au Donataire une liberté entière; on ne l'a pas fait; on a donné au contraire pour employer en une Charge. Ce n'est donc pas le seul intérêt du Donataire que l'on a eu en vue.

Cette réflexion reçoit une réponse qui va achever de détruire tout le système du Marquis de la Vallière. Il est certain que la Marquise d'Hautefort voulant donner 200000 liv. purement & simplement au Marquis d'Hautefort, n'avoit pas besoin en général de parler d'un emploi en une Charge, puisque le Marquis d'Hautefort étoit le maître de le faire ou de ne le pas faire; il semble qu'il étoit inutile de l'exprimer. Mais il faut observer que la Marquise d'Hautefort ne vouloit donner qu'à la charge du droit de

retour

retour en faveur de ses enfans, si elle mouroit la premiere. Ce retour étant stipulé, le Marquis d'Hautefort n'auroit pas pu toucher les 200000 liv. sans en faire un emploi solide, & l'acquisition d'une Charge périssable n'auroit jamais été de cette nature; il a donc fallu exprimer nommément que l'emploi s'en pouvoit faire dans l'acquisition d'une Charge, nonobstant le droit de retour. Ainsi cet emploi est exprimé, non comme une charge de la donation, mais comme un objet & un point de vue que le droit de retour ne devoit point empêcher. Ce n'est pas pour gêner le Donataire, mais c'est au contraire pour lui donner plus de liberté. L'expression de cet emploi n'étoit pas nécessaire par rapport à la Marquise d'Hautefort, mais elle l'étoit par rapport au Marquis d'Hautefort.

Il est donc souverainement injuste de retorquer contre lui & contre ses héritiers, ce qui n'est écrit qu'en sa faveur; & c'est manifestement raisonner contre l'esprit de l'acte, aussi-bien que contre ses dispositions, que d'en tirer des conséquences qui tendent à détruire une donation qui a été une des principales conditions du mariage.

## R E P O N S E.

**L**es principes ont été suffisamment établis dans les précédens Mémoires.

Ils se réduisent à un unique objet, qui est de distinguer dans une donation la condition de la simple cause excitative. La condition rend la donation incertaine dans son effet; il faut que la condition soit remplie, pour que le Donataire profite de la libéralité: au contraire, quand la donation est simplement accompagnée de cause & de motif, la donation subsiste par elle-même, soit que la cause ou le motif soit rempli, soit qu'il ne le soit pas.

Les exemples rendent cette distinction sensible. Je donne 10000 liv. à Titius, s'il se marie, s'il a des enfans; il est évident que le Donateur ne veut exercer sa libéralité que dans les cas exprimés, & qu'il ne donne pas dans les cas contraires: c'est donc une condition de l'événement de laquelle dépend la donation.

Au contraire, je donne 10000 liv. à Titius pour se marier,  
*Tom. IV.* K

pour s'établir, pour avoir une Charge, la donation est indépendante de ces événemens. Que Titius ne se marie point, ne s'établisse point, ne se fasse point pourvoir d'une Charge, il ne doit pas moins recueillir le fruit de la donation, parce que le Donateur a pu avoir en vue de procurer un établissement au Donataire en le gratifiant; mais il n'a pas exigé cet établissement comme une condition de la donation.

Tous ces principes sont réunis dans la Loi 3, au digeste *de donationibus*. *Multum interest causa donandi fuit an conditio; si causa fuit cessare repetitionem, si conditio repetitioni locum fore.* Si c'est une condition qui n'ait pas été accomplie, l'effet donné reviendra au Donateur; si c'est une simple cause, l'effet donné demeurera au Donataire.

Ce principe général est appliqué par les Loix selon les circonstances particulières; nous en avons une qui a trop de rapport à l'espece de la cause, pour ne la pas rapporter en particulier (a) : *Titio centum, ita ut fundum emat, legata sunt, non esse cogendum Titium cavere Sextus Cebilius existimat, quoniam ad ipsum duntaxat emolumentum legati rediret.* On a donné cent écus à Titius pour qu'il en achetât un fonds, *ut fundum emat*; faut-il lui faire donner caution qu'il achètera le fonds? Le Jurisconsulte répond que non, *non esse cogendum cavere*, parce que cette acquisition d'un fonds n'étant que pour l'utilité du légataire, c'est à lui à faire l'emploi ou à ne le pas faire, comme il jugera à propos.

Il faut ajouter que s'il y avoit quelque doute & quelque difficulté pour distinguer si c'est une simple cause ou une condition, on se détermine plutôt à faire subsister la donation qu'à la détruire, suivant la maxime de Droit, *quòd actus magis valeat quàm pereat.*

Pendant le mariage, le Marquis d'Hautefort n'a point acheté de Charge, mais il a survécu à la Dame Marquise d'Hautefort, qui est morte sans enfans au mois de Septembre 1727.

Les héritiers demandent le paiement des 200000 liv. à la succession de la Marquise d'Hautefort, qui avoit d'abord passé à la Demoiselle de Choiseul, comme légataire universelle, & qui est enfin parvenue au Marquis de la Vallière, comme héritier de la Demoiselle de Choiseul.

Il prétend que la donation est caduque, parce que le Marquis d'Hautefort n'a point acheté de Charge. On soutient au con-

(a) L. 71, dig. de cond. & demonstrationibus.

traire que la donation subsiste indépendamment de cet événement, parce que ce n'étoit point une condition imposée à la libéralité, & que la Marquise d'Hautefort avoit seulement voulu mettre son mari en état d'en avoir une, si l'occasion s'en présentoit, mais non pas lui en faire une *Loi absolue*.

Pour se convaincre de cette vérité, reprenons la clause en détail.

*La Demoiselle future épouse donne par ces présentes au Seigneur futur époux acceptant la somme de 200000 l. laquelle elle se réserve de prendre sur tous les biens ci-dessus réputés dotaux, lesquels jusqu'à concurrence de ladite somme, seront & demeureront paraphernaux pour l'effet de la présente donation & de l'emprunt de ce qu'il défendra de ladite somme, pour être icelle employée en l'achat d'une Charge, quand l'occasion s'en présentera.*

Est-ce là une donation conditionnelle ? Est-il dit que l'on donne au Marquis d'Hautefort, en cas qu'il achete une Charge, s'il achete une Charge, à condition qu'il achètera une Charge ? Tous ces termes si ordinaires, si familiers pour exprimer une condition, ne se seroient-ils pas présentés à l'esprit des Parties ou des Notaires, si l'on n'avoit voulu donner que dans le seul cas de l'acquisition d'une Charge ? Pourquoi n'en a-t-on donc employé aucun, si ce n'est parce qu'on ne vouloit pas imposer une condition au Donataire, & qu'on vouloit lui conserver la liberté d'en disposer comme il voudroit ?

Non-seulement il n'y a point de termes qui caractérisent la condition, mais tout annonce une donation actuelle, pure, simple & absolue. *La future épouse donne par ces présentes la somme de 200000 liv. laquelle elle se réserve de prendre sur ses biens dotaux qui seront & demeureront paraphernaux pour l'effet de la présente donation.* Elle s'étoit tout constitué en dot, mais elle veut que son bien demeure paraphernal, & par conséquent libre jusqu'à concurrence de 200000 liv. Elle ne dit pas que ses biens deviendront paraphernaux jusqu'à concurrence des 200000 liv. si on achète une Charge, mais qu'ils seront toujours & demeureront paraphernaux ; ainsi actuellement & pour acquitter la donation présente, elle veut que son bien demeure paraphernal, elle veut avoir la liberté de vendre, quand le Marquis d'Hautefort voudra être payé.

Mais, dit-on, elle ne déclare ses biens paraphernaux jusqu'à concurrence de 200000 liv. *que pour l'effet de la présente donation & de l'emprunt de ce qu'il lui défendra de ladite somme, pour être*

*icelle employée en l'achat d'une Charge, quand l'occasion s'en présentera.*

De-là il résulte qu'elle n'a donné que pour acheter une Charge, que ce n'est que pour cela qu'elle a rendu son bien paraphernal, autrement elle pouvoit laisser son bien dotal & donner 200000 liv. à prendre sur ce bien, quoique dotal.

Les plus simples réflexions détruisent cette fausse conséquence.

1°. Celui qui donne pour acheter une Charge au Donataire, ne se propose que le bien de son Donataire, qui doit être revêtu de la Charge; ainsi ce n'est que dans la vue de le favoriser, que l'on parle de cet emploi, & par conséquent ce n'est pas une condition. Il faudroit, pour y trouver une condition, qu'elle fût exprimée en termes bien clairs & bien précis, sans quoi la condition ne se supplée pas & ne se présume pas; il faudroit dire: pour employer en une Charge, & non autrement, à condition d'acheter une Charge, en cas qu'il achete une Charge; mais quand on dit simplement pour acheter une Charge, pour employer à acheter une Charge, c'est une expression qui ne tend qu'à donner plus de liberté au Donataire, en autorisant qu'il en fasse l'emploi en une Charge périssable par mort: ce n'est donc pas pour gêner le Donataire, mais pour lui donner plus de liberté.

2°. Cela étoit d'autant plus nécessaire, que la Marquise d'Hautefort en donnant, vouloit se réserver le retour à elle-même, si elle survivoit, & à ses enfans, si elle prédécédoit: or la donation, accompagnée de ce droit de retour, n'auroit pas pu être employée en une Charge périssable, si la Marquise d'Hautefort ne l'avoit exprimé; ce n'est donc qu'une liberté qu'elle assure au Marquis d'Hautefort, & non une nécessité qu'elle lui impose.

3°. Le Marquis de la Vallière dit que le bien ne demeure paraphernal que pour l'effet de la donation: cela est vrai; mais cela rend-il la donation conditionnelle? Quand on donne purement & simplement, on peut réserver un bien qui ne sera employé qu'à acquitter la donation pure & simple.

Mais pour entendre mieux cette stipulation, il faut observer qu'en pays de Droit écrit, le bien dotal est abandonné au mari pour soutenir les charges du mariage, en sorte qu'il en perçoit tous les revenus, & en dispose à son gré: au contraire, la femme a la jouissance du bien paraphernal, elle en perçoit tous les revenus sans la participation de son mari, elle le peut vendre, elle en est la maîtresse absolue.

Différence  
entre les biens  
dotaux & les  
parapher-  
naux.



Cela supposé, la Marquise d'Hautefort qui avoit déclaré d'abord tout son bien dotal, n'en réserve pas une partie pour être paraphernal purement & simplement; car si cela avoit été, elle auroit eu la jouissance de ce bien paraphernal, elle en auroit reçu les revenus, elle l'auroit pu vendre sans la participation du Marquis d'Hautefort: ce n'étoit pas là l'intention des Parties, elles vouloient que tout fût dotal, que le mari eût la jouissance de tout, que la femme ne pût rien vendre seule & sans le consentement du mari; on ne le stipule donc paraphernal que pour l'effet de la donation des 200000 liv. A tous autres égards il sera & demeurera dotal, c'est-à-dire, le mari en aura la jouissance, la femme n'en pourra pas disposer; mais à l'égard de la donation & pour l'acquitter, il pourra être vendu par la femme, en cas qu'elle n'ait pas d'ailleurs des deniers suffisans pour acquitter la donation. Ainsi le bien n'est rendu paraphernal qu'à l'effet de la donation, pour conserver au mari tous les droits qu'il a sur le bien dotal; mais cela n'empêche pas que la donation ne soit absolue & indépendante de toute condition.

4<sup>e</sup>. Ce qu'ajoute le Marquis de la Vallière, que si la donation étoit pure & simple, il étoit inutile de stipuler que les biens demeureroient paraphernaux jusqu'à concurrence de 200000 liv. parce que la donation pure & simple pouvoit se prendre sur les biens dotaux; mais il en étoit de même de la donation conditionnelle: on pouvoit charger actuellement les biens dotaux d'une donation qui ne seroit payable que dans certains cas; la conversion de bien dotal en bien paraphernal pouvoit donc être inutile, soit pour la donation pure & simple, soit pour la donation conditionnelle; & par conséquent de cette conversion on ne peut pas conclure que la donation soit conditionnelle, comme on ne peut pas en conclure qu'elle soit pure & simple. Le point de décision ne dépend point du tout de cette conversion; les Parties ont pu croire alors que le bien déclaré paraphernal par le contrat de mariage seroit plus aisé à vendre, qu'il y auroit moins d'ombrage de la part des Acquéreurs; mais que cette précaution fût nécessaire ou non, cela est indifférent pour la question.

Il faut toujours en revenir à la donation en elle-même, elle n'est point faite à condition d'acheter une Charge, en cas que le Marquis d'Hautefort achete une Charge, elle est pure & simple; & si on parle de l'emploi en une Charge, ce n'est que pour favoriser le Marquis d'Hautefort, & marquer l'usage qu'il peut faire de la donation, sans lui en imposer la Loi.

Les clauses suivantes ne sont pas plus propres à établir la condition que le Marquis de la Valliere voudroit trouver dans la clause, & *en cas que le futur époux vînt à mourir avant la future épouse sans enfans, ladite somme retournera à ladite future épouse.* Quelle somme doit revenir à ladite future épouse ? C'est assurément la somme de 200000 liv. qui vient d'être donnée. Elle retournera : donc elle appartenoit déjà au Donataire : donc la donation n'étoit pas en suspens jusqu'à l'acquisition d'une Charge.

Ce n'est pas ainsi que le Marquis de la Valliere entend ces termes, parce qu'ils décident absolument contre lui ; il prétend que dans cette stipulation de retour, la Marquise d'Hautefort suppose la Charge achetée, mais cela est impossible ; car la Marquise d'Hautefort ne stipule pas le retour du prix de la Charge, mais *de ladite somme* : or on n'a parlé que de la somme de 200000 l. donc c'est le retour de la somme de 200000 liv. en général, soit qu'elle fût employée, soit qu'elle ne le fût pas.

Mais, dit-on, la Marquise d'Hautefort supposoit si bien la Charge achetée, qu'elle ajoute aussi-tôt : *toutefois si ladite Charge étoit perdue par le décès du futur époux ou autrement, en ce cas le futur époux ou sa succession en sera déchargée* ; cette décharge en cas de perte de la Charge, prouve donc que la Marquise d'Hautefort considéroit la Charge comme achetée, quand elle stipuloit le retour ; mais ce raisonnement n'est pas juste.

Je stipule en général le retour de la somme donnée, si mon mari meurt avant moi, dit la Marquise d'Hautefort, je le stipule par conséquent, soit qu'il ait acheté une Charge, soit qu'il n'en ait pas acheté ; mais s'il l'avoit achetée, & qu'il l'eût perdue depuis par mort ou autrement, en ce cas je le décharge.

Il n'y a rien dans cette décharge qui borne le droit de retour au seul cas des 200000 livres employées en l'acquisition d'une Charge.

*Et si ledit futur époux venoit à disposer de ladite Charge sans en employer le prix en une autre Charge, ledit prix sera employé en fonds d'héritages au profit de ladite Demoiselle future épouse, à qui ils appartiendront audit cas.* Voilà la clause qui paroît la plus décisive au Marquis de la Valliere en sa faveur. 1°. La Marquise d'Hautefort, dit-il, n'est occupée que de Charges à acheter ; si on en achete une première & qu'on la revende, il faut employer le prix en une autre, elle ne donnoit donc que pour une Charge. 2°. Si on n'en achete pas une seconde, elle veut que le prix soit employé en fonds d'héritages à son profit, & qu'ils lui appar-

tiennent ; elle n'a donc donné que pour une Charge , puisque le Marquis d'Hautefort cessant d'en avoir une , elle veut qu'il emploie la somme en fonds d'héritages pour elle , afin que les 200000 l. lui reviennent. Voilà le grand argument du Marquis de la Valliere.

Il se détruit de lui-même , quand on prend l'esprit de la clause , & que pour cela on se met à la place de la Marquise d'Hautefort qui stipule. Elle donne 200000 liv. à son futur époux ; mais cette donation est chargée d'un droit de retour pour elle ou pour ses enfans : voilà ce qu'il ne faut point perdre de vue , & ce qui donne , pour ainsi dire , la clef de la toute disposition. Cette charge du retour mettoit la Marquise d'Hautefort en droit de ne point payer les 200000 liv. pendant sa vie , ou de ne les payer qu'en exigeant un emploi en fonds pour sûreté du droit de retour. Le Donateur en pareil cas a droit de prendre des précautions qui gênent le Donataire ; mais la Marquise d'Hautefort prend un tempérament , elle donne à la charge de retour , en cas qu'elle survive : au moyen de quoi , si on en étoit resté là , le Marquis d'Hautefort n'auroit pas pu se faire payer du vivant de sa femme , parce qu'elle auroit été en état de dire : il est incertain si vous demeurerez Donataire , ou si vous perdrez cette qualité ; attendez donc que la mort de l'un ou de l'autre ait décidé du sort de la donation. Cependant elle ne veut pas user de ce droit dans toute sa rigueur ; elle consent de payer les 200000 liv. & même de vendre pour cela une partie de son bien , pour l'employer par le Marquis d'Hautefort en l'acquisition d'une Charge. C'est une grace qu'elle lui fait , & une grace si considérable , qu'elle pouvoit entraîner la ruine du droit de retour stipulé par la Marquise d'Hautefort. Néanmoins la Marquise d'Hautefort veut bien la faire ; & pour que le Marquis d'Hautefort en jouisse dans toute son étendue , elle lui dit : nonobstant le retour stipulé , vous pourrez acheter une Charge périssable par mort ; si vous la perdez par votre mort , je décharge votre succession des 200000 liv. dont j'avois stipulé le retour ; si vous la vendez de votre vivant , alors ou vous en achetez une autre , auquel cas je courrai encore sur la seconde les même hasards que j'ai bien voulu courir sur la première ; mais si vous n'en achetez pas une seconde , alors vous serez tenu de faire un emploi en fonds d'héritages , qui m'appartiendront dans le cas du retour que j'ai stipulé.

Tel est manifestement l'esprit de la clause. Ainsi , quand le Marquis de la Valliere fait tant d'efforts pour persuader que l'on

n'a donné au Marquis d'Hautefort qu'à condition qu'il achèteroit une Charge, quand il s'écrie que la Marquise d'Hautefort n'étoit occupée que de la vue d'une Charge, & qu'elle la rappelle par-tout, il confond la donation en elle-même avec le paiement qui pourroit être prétendu des 200000 liv. donnés. A l'égard de la donation en elle-même, elle est pure & simple, elle est exempte de tout emploi, & ne peut devenir caduque que par le prédécès du Marquis d'Hautefort; mais pour le paiement, la Marquise d'Hautefort auroit pu se dispenser d'en être tenue pendant sa vie, à cause du droit de retour stipulé; elle veut bien toutefois s'y engager, pourvu qu'on fasse un emploi, soit en une Charge, soit en héritages: si c'est en une Charge & qu'elle soit perdue, elle décharge du retour; si c'est en héritages, ils lui appartiendront, en cas que la clause de retour ait lieu.

Ce n'est donc pas la donation qui dépend de l'emploi en une Charge ou héritages, mais c'est le paiement pendant la vie de la Marquise d'Hautefort, ce qui est infiniment différent. Je vous donne 200000 livres, si vous me survivez; par-là vous n'avez pas droit d'exiger le paiement pendant ma vie: cependant si vous voulez que je vous paye pendant ma vie, nonobstant la charge de retour, je le veux bien, pourvu que vous fassiez un emploi, & je consens même que cet emploi puisse être fait à acquérir une Charge périssable. C'est à quoi se réduit toute la disposition.

Par-là tombent tous les raisonnemens du Marquis de la Vallière. Peut-on considérer, dit-il, toutes ces clauses, sans *reconnoître que cessant l'achat d'une Charge, il n'y a plus de donation*? Il auroit parlé plus exactement, s'il avoit dit qu'aux termes de toutes ces clauses, cessant l'achat d'une Charge ou autre emploi, on ne peut exiger le paiement des 200000 liv. pendant la vie de la Marquise d'Hautefort, au préjudice du droit de retour. Elle a donné purement & simplement, en cas qu'elle prédécédât; mais de son vivant elle ne veut payer qu'à la charge d'un emploi, qui pourra même être fait en l'acquisition d'une Charge périssable.

Est-ce donc là parler un langage de délire, comme le Marquis de la Vallière le suppose dans son Mémoire? La raison même dicte de pareilles dispositions: Je donne après ma mort; si on veut être payé de mon vivant, qu'on fasse un emploi pour m'assurer le retour; & pour rendre la grace plus complète, je consens même que l'on fasse l'emploi en une Charge périssable: je veux bien en courir les risques, pourvu qu'en cas qu'on la vende  
sans

sans en acheter une autre , l'emploi du prix soit fait en fonds d'héritages. Toutes ces dispositions , toutes ces idées sont dans la nature , & elles suivent naturellement des termes du contrat de mariage.

Tout cela est confirmé par la dernière partie de la clause : *comme aussi en cas que ladite Demoiselle vînt à mourir avant ledit Seigneur futur époux , laissant des enfans à elle survivans , sans que ladite somme eût été employée en une Charge ou héritages , ladite somme audit cas retournera aux enfans desdits Seigneur & Demoiselle futurs époux.* Tout prétexte de douter se dissipe ici , quand on ne veut pas se refuser à l'évidence. Le retour est stipulé au profit des enfans survivant leur mere , en cas que la somme n'ait pas été employée en une Charge ou héritages ; pourquoi stipuler le retour dans ce cas ? Si faute d'emploi en une Charge la donation devenoit caduque , il n'y avoit point de retour à stipuler ; on le stipule cependant , donc on reconnoît que la donation subsiste , quoiqu'il n'y ait point d'emploi en une Charge.

Le Marquis de la Valliere accablé par le poids de cette réflexion , croit échapper aux coups qu'elle lui porte , en disant que ces termes , *sans que ladite somme ait été employée en une Charge ou héritages* , s'entendent d'un emploi en une seconde Charge après la première vendue , & non d'un premier emploi en une Charge ; mais c'est reconnoître que la clause est absolument décisive contre son système , puisqu'il ne trouve point d'autre moyen d'y défendre qu'en la changeant absolument. La clause porte , *sans que ladite somme ait été employée en une Charge* , & le Marquis de la Valliere veut qu'on l'entende comme s'il y avoit , *sans que ladite somme provenant du prix d'une première Charge ait été employée en une seconde* : avec de telles libertés , on a raison de ne trouver rien qui embarrasse dans les actes.



## XC. PROCÈS AU PARLEMENT DE LANGUEDOC.

POUR Messire Charles de la Roche-Aymont , Evêque  
de Tarbes , Appellant.

*CONTRE Messire François de Riviere , Marquis de  
Giscaro , Intimé.*

### Q U E S T I O N.

*Si le droit de déport se peut acquérir par la possession immémoriale.*

**L**A Sentence dont est appel enleve à l'Evêché de Tarbes un droit précieux dont il jouit de tems immémorial. Ni l'autorité des Jugemens rendus dans le même Tribunal il y a plus d'un siècle , ni les reconnoissances réitérées , ni l'antiquité de la possession , rien n'a pu rassurer Messieurs des Requêtes du Palais contre la fausse idée qu'ils se sont formée du droit de déport.

Mais cette inflexible sévérité n'est pas moins contraire aux regles , qu'une tolérance outrée. Le droit de déport peut avoir une source pure ; c'est ce qui l'a introduit dans un grand nombre de Diocèses , c'est ce qui a donné lieu à tant d'Arrêts qui l'ont confirmé ; pourquoi M. l'Evêque de Tarbes sera-t-il le seul dans le Royaume dont les titres & la possession ne seront point respectés ?

*FAIT.*

Quoiqu'il ne s'agisse ici que du droit de déport , cependant comme cette contestation est liée en quelque maniere avec celles qui se sont élevées pour le Prieuré & pour la Cure de la Batur , qu'elles en sont la source & le motif secret du Procès qui a été intenté à M. l'Evêque de Tarbes , on ne peut se dispenser de rendre compte de tout ce qui a rapport à ces différens objets.

M. l'Evêque de Tarbes faisant sa visite dans la Paroisse de la Batur le 4 Mai 1732 , demanda au Sr de la Rouzé Curé quels étoient les Décimateurs de la Paroisse. Le Curé répondit qu'il n'y en avoit

point d'autres que lui pour un quart , & le Prieur de la Batut pour les trois quarts. Il annonçoit par-là qu'il y avoit un Prieuré de la Batut ; mais il ne prétendoit point être Titulaire de ce Bénéfice , il n'indiquoit pas même qu'un autre en fût pourvu.

Le fleur de Giscaro , Seigneur de la Batut , qui étoit présent au Procès-verbal , déclara qu'il ne connoissoit point de Prieur de la Batut , & que c'étoit lui qui percevoit les trois quarts des dixmes comme Seigneur.

Ces déclarations exciterent de justes soupçons dans l'esprit de M. l'Evêque de Tarbes. D'un côté on parloit d'un Prieuré , de l'autre on ne connoissoit point de Prieur ; M. l'Evêque de Tarbes crut qu'il étoit de son devoir d'approfondir des vérités si importantes. On consulta les Registres , tant du Secrétariat de l'Evêché , que du Greffe des Insinuations ; & par ces recherches il demeura pour constant que ce titre de Bénéfice étoit abandonné.

M. l'Evêque de Tarbes ne se pressa point de le conférer , au contraire il fit avertir le fleur de Giscaro qui , comme Seigneur de la Batut , est Patron du Prieuré , de donner sa nomination ; il promit d'y déferer , quoique le tems d'y présenter fût passé. Le fleur de Giscaro ne se rendit point aux instances qui lui furent faites de la part de M. l'Evêque de Tarbes. Ce Prélat auroit porté peut-être la condescendance encore plus loin , si la Chambre Ecclésiastique de son Diocèse , instruite de tous ces mouvemens , ne lui avoit enfin présenté un Ecrit où elle le requeroit de conférer ce Bénéfice , dont les Décimes n'étoient point payées depuis plusieurs années.

M. l'Evêque de Tarbes , qui ne pouvoit différer de satisfaire à une demande si juste , conféra donc le Prieuré de la Batut au fleur Destieu le 13 Août 1733.

On prétend que trois jours auparavant le fleur de Giscaro avoit nommé à ce même Bénéfice le fleur Teissier ; mais cette présentation qui venoit trop tard , puisque le délai accordé au Patron Laïc étoit expiré depuis long-tems , n'avoit pas d'ailleurs été notifiée à M. l'Evêque de Tarbes ; elle ne pouvoit donc faire aucun obstacle aux Provisions de ce Prélat.

Il est vrai que le fleur de Giscaro a prétendu qu'il étoit encore dans le tems de nommer , parce que le Prieuré n'avoit vaqué qu'au mois d'Avril 1733 par le décès du fleur de la Rouzé , Curé de la Batut , que l'on a supposé avoir été aussi pourvu du Prieuré du même lieu ; mais cette supposition étoit trop grossière pour

pouvoir faire impression. 1°. On n'a rapporté aucune preuve que le sieur de la Rouzé eût jamais été pourvu du Pricuré de la Batut ; ni Provisions , ni prise de possession , les Registres des Insinuations n'en indiquent aucunes ; ainsi c'est une pure fiction que le titre que l'on attribue au sieur de la Rouzé. 2°. Si le sieur de la Rouzé avoit été Pricur de la Batut , il n'auroit pas manqué de le déclarer lors de la visite faite par M. l'Evêque de Tarbes , dans la Paroisse de la Batut , au mois de Mai 1732. Au lieu de cela , quand on lui demande s'il possède d'autres Bénéfices que sa Cure , & quels sont les Décimateurs de la Paroisse , il répond qu'il est pourvu d'une Chapellenie située dans une autre Paroisse du Diocèse , laquelle n'a nul rapport avec le Prieuré de la Batut ; que comme Curé il perçoit le quart des dixmes , & que les trois autres quarts appartiennent au Prieur. Si avoit été Prieur de la Batut , il n'auroit pas manqué de dire qu'il percevoit un quart des dixmes comme Curé , & les trois autres quarts comme Prieur ; il tient un langage tout différent ; il attribue les trois quarts des dixmes au Prieur , comme à un Titulaire qui lui est absolument étranger & même inconnu. Pouvoit-on mieux désavouer la fausse qualité de Prieur qu'on lui a attribuée après sa mort ? 3°. Le sieur de Giscaro , qui étoit présent à la visite , ajoute aussitôt qu'il ne connoît point de Prieur de la Batut , & que c'est lui qui , comme Seigneur , perçoit les trois quarts des dixmes. Auroit-il tenu ce langage en présence du sieur de la Rouzé , si le sieur de la Rouzé avoit été Prieur ? Le sieur de la Rouzé n'auroit-il pas réclamé un titre qui lui auroit appartenu ? Il est donc évident que le Pricuré étoit vacant au moins dès le mois de Mai 1732 , que par conséquent les quatre mois accordés au Patron Laïc étoient passés il y avoit long-tems au mois d'Août 1733 , qu'ainsi M. l'Evêque de Tarbes n'étoit point obligé d'admettre la nomination du sieur de Giscaro quand elle lui auroit été notifiée ; à plus forte raison qu'il étoit en droit de conferer quand il n'y avoit aucune notification.

Mais si le Pricuré de la Batut n'avoit point vaqué par le décès du Sr de la Rouzé , il n'en étoit pas de même de la Cure qui avoit véritablement vaqué par son décès au mois d'Avril 1733. Le sieur de Giscaro , Patron de la Cure , avoit quatre mois pour y nommer ; aussi a-t-il nommé dans ce délai le 22 Juin , par un acte de présentation de la personne de M<sup>e</sup>. Mathieu Dueur , qui a été notifié à M. l'Evêque de Tarbes le 3 Juillet suivant.

La qualité du Bénéfice exigeant un homme instruit & capable



de remplir les fonctions du Ministère, M. l'Evêque de Tarbes ne put se dispenser de l'interroger; il connut facilement par ses réponses que c'étoit un homme incapable de conduire les Peuples dont il vouloit devenir le Pasteur, enforte qu'il fut obligé de le refuser. Il ne se pressa point cependant de disposer de la Cure; il donna au sieur de Giscaro le tems de lui présenter un autre Sujet; mais voyant qu'il vouloit soutenir contre toutes les regles le Sujet qu'il avoit présenté, M. l'Evêque de Tarbes conféra enfin la Cure *pleno jure* au sieur Tillac le 13 Septembre 1733.

Le sieur Duceur refusé par M. l'Evêque de Tarbes se pourvut devant les Grands-Vicaires de M. l'Archevêque d'Auch Métropolitain, qui, sur le vû de son interrogatoire, confirmèrent le refus; il ne s'est adressé depuis à aucun Supérieur Ecclesiastique; enforte qu'il n'a point obtenu de titre canonique; il prétend seulement avoir pris possession civile en vertu d'une Ordonnance du Juge Royal.

Cependant le sieur de Giscaro irrité de la fermeté de M. l'Evêque de Tarbes, qui n'avoit peut-être à se reprocher que trop de ménagement à son égard, a cru se venger en faisant assigner M. l'Evêque de Tarbes, non-seulement pour voir déclarer nulles les Provisions qu'il avoit données, tant du Prieuré que de la Cure, mais encore pour voir dire que défenses lui feroient faites de percevoir les fruits de la Cure pendant la premiere année, quoique ce droit lui fût acquis de tems immémorial sur toutes les Cures de son Diocèse.

M. l'Evêque de Tarbes a soutenu qu'il ne devoit point être Partie dans la contestation concernant le Prieuré & la Cure de la Batut; que c'étoit l'affaire des Pourvûs qui devoient faire valoir leurs Provisions comme ils jugeroient à propos; mais qu'un Collateur ne devoit point être exposé à avoir autant de Procès qu'il conféroit de Bénéfices. En effet les Pourvûs des Bénéfices sont intervenus de part & d'autre.

Le Pourvû du Prieuré a fait voir que ce Bénéfice étant vacant depuis plusieurs années, le sieur de Giscaro n'avoit point été en droit d'y nommer au mois d'Août 1733, qu'au contraire M. l'Evêque de Tarbes n'avoit pas pû se dispenser de le conférer pour remplir les devoirs de son Ministère; que la prétendue vacance par mort du sieur de la Rouzé étoit une pure fiction, puisqu'il n'avoit jamais été pourvû du Bénéfice, comme il l'avoit reconnu, aussi-bien que le sieur de Giscaro, dans la visite de 1732.

Pourvu d'une Cure refusé par l'Evêque & par le Métropolitain, a la voie de l'appel comme d'abus, mais le Tribunal séculier ne peut réformer le Jugement Ecclésiastique.

Le Pourvu de la Cure a fait voir que si le Patron avoit droit de nommer, & avoit nommé en effet dans les quatre mois, cela ne suffisoit pas, parce qu'il falloit nommer un Sujet capable & digne de remplir un Bénéfice à charge d'ames; que l'Evêque seul, Juge de la capacité & de la doctrine, l'ayant refusé sur les preuves de son ignorance justifiée par un interrogatoire en bonne forme, & ce Jugement ayant été confirmé par le Métropolitain, on ne pouvoit jamais maintenir le sieur Dueur dans la possession de ce Bénéfice, que le sieur Dueur ne pouvoit avoir que la voie de l'appel comme d'abus contre le refus; mais que cette voie ne lui laissoit aucune ressource, parce que les Tribunaux Séculiers ne prétendent pas réformer les Jugemens des Evêques sur la capacité & la doctrine des Ecclésiastiques de leur Diocèse; que d'ailleurs la seule lecture de l'interrogatoire établissoit la justice & la nécessité du refus.

M. l'Evêque de Tarbes est demeuré simple spectateur de ce combat, qui ne concernoit que les titres des Bénéfices, il s'est renfermé dans le seul objet du déport qui le regarde uniquement, il a rapporté une partie des titres qui justifient la possession immémoriale de son Eglise, & il se flattoit d'en avoir rassemblé un assez grand nombre pour qu'il ne pût rester aucun doute dans l'esprit de Messieurs des Requêtes du Palais. Cependant par la Sentence du 17 Septembre 1734 le sieur de Giscaro & ses Présentés ont également réussi dans leurs demandes.

M. l'Evêque de Tarbes qui soutient que son Eglise ne peut être privée du droit de déport dont elle a joui de tous les tems, a lieu d'espérer qu'il parviendra d'autant plus facilement à faire infirmer cette Sentence, qu'il a même recouvré depuis de nouvelles preuves de possession qui mettent son droit dans un si grand jour, qu'il ne présume pas qu'il puisse rester le moindre doute sur l'évidence qui l'accompagne.

MOYENS.

On pourroit d'abord se dispenser de traiter à fond la contestation que le sieur de Giscaro élève sur le droit de déport, en observant qu'il est sans qualité & sans action pour faire naître une pareille question.

Le droit de déport est une délibération des fruits de la Cure qui ne se prend que sur le Curé même; il n'y a donc que le Curé qui puisse combattre un droit de cette qualité, le Patron n'y a aucun intérêt par lui-même, parce que les fruits de la première année qui sont réclamés par l'Evêque n'appartiennent point au Patron.

En vain opposeroit-il que comme Patron il a intérêt de conserver les revenus d'un Bénéfice auquel il a droit de nommer ; car cet intérêt est trop éloigné & trop indirect pour autoriser le Patron à élever une pareille difficulté , autrement il faudroit que le Patron fût Partie dans tous les Procès qui intéresseroient les droits de la Cure , ce qui n'a jamais été proposé. Le Patron a intérêt de conserver son droit de nomination , mais c'est au Curé seul à défendre les droits & les fruits de la Cure.

Patron Lasc  
n'a nul intérêt  
aux affaires  
concernant  
les fruits des  
Bénéfices.

Aussi le sieur de Giscaro a-t-il fait intervenir le sieur Dueur son Présenté pour soutenir cette contestation contre M. l'Evêque de Tarbes ; mais comme le sieur Dueur n'a aucun droit à la Cure , il en résulte qu'il ne peut intervenir dans la question du déport. Ainsi il est évident que M. l'Evêque de Tarbes n'a point de Partie légitime ; le véritable Curé qui est le sieur Tillac ne conteste point le droit , & tous les autres Curés du Diocèse l'ont payé & le reconnoissent. Le seul Patron d'une Cure particulière fera-t-il en droit de troubler une paix si profonde qui regne dans tout le Diocèse ? C'est ce qu'il n'est pas permis de penser. Il n'en faudroit donc pas davantage pour faire tomber une contestation dans laquelle il n'y a point actuellement d'objet , ni de contradicteur légitime.

D'ailleurs le sieur de Giscaro a reconnu expressément que M. l'Evêque de Tarbes avoit un droit incontestable de lever le déport , par la Lettre qu'il a écrite à ce Prélat , où il témoigne même une juste indignation contre ceux qui ont pu le soupçonner de vouloir le contester.

En vain, pour excuser son changement, veut-il persuader qu'il n'étoit pas alors suffisamment instruit ; on ne pensera jamais qu'il ait écrit d'une manière si affirmative , sans s'être fait informer des principes de la matière , & sans avoir examiné la possession de l'Eglise de Tarbes. C'est donc après un sérieux examen qu'il a rendu à M. l'Evêque de Tarbes la justice qui lui étoit due. Il n'y a que la passion qui ait pu lui inspirer depuis des sentimens & une conduite toute opposée.

Au fond le droit de M. l'Evêque de Tarbes est appuyé sur des fondemens trop solides pour souffrir quelque atteinte d'une contestation si réméraire. Le droit de déport est d'un usage très-familier dans l'Eglise de France ; il a lieu dans toute la Normandie ; il est autorisé par plusieurs Arrêts dans les Diocèses de Paris , de Soissons , du Mans & autres ; il se paye aux Evêques de Lescar & d'Oleron , voisins du Diocèse de Tarbes & de la même Métro-

Déport en  
usage dans les  
Diocèses de  
Normandie , à  
Paris, Soissons  
le Mans, Lescar,  
Oleron.

pole, & plusieurs Arrêts du Parlement de Pau les y ont maintenus ; on en rapporte qui y sont précis des 21 Janvier, 5 & 10 Décembre 1601 & 4 Février 1632. Le dernier maintient expressement l'Evêque de Lescar dans la possession du droit de déport pour la moitié des fruits de la première année des Cures de son Diocèse vacantes par mort. Enfin un sixième du 4 Mars 1689 contient la même disposition. La question lors de ce dernier Arrêt fut agitée avec beaucoup de force ; on voit par les moyens que l'Arrêt rappelle, que le droit de déport étoit attaqué comme odieux, comme contraire à la pureté des regles canoniques, comme pros crit par le Concile de Basle & par la Pragmatique-Sanction ; mais tous ces lieux communs ne purent affranchir les Curés du Diocèse de Lescar d'un droit si ancien, & que la possession rendoit inébranlable.

La même possession subsiste de tems immémorial dans le Diocèse de Tarbes, comme on l'établira dans la suite ; il n'y a donc point de prétexte à vouloir dépouiller M. l'Evêque de Tarbes d'un droit confirmé par tant d'Arrêts en faveur d'autres Evêques du Royaume. Ils n'ont pas d'autres titres que M. l'Evêque de Tarbes ; l'usage, la possession immémoriale est l'unique fondement du droit qu'ils exercent ; c'est à ce seul titre qu'ils ont été maintenus, seroit-il moins puissant en faveur de M. l'Evêque de Tarbes ? Si un Arrêt pouvoit proscrire son droit, si la possession pouvoit être rejetée comme inutile, il faudroit également abolir le droit de déport dans toute la Province de Normandie ; il faudroit l'abolir à Paris, à Soissons, au Mans, à Lescar, & peut-être en plusieurs autres Diocèses, c'est-à-dire, qu'il faudroit jetter une grande partie de l'Eglise de France dans un trouble toujours funeste, toujours dangereux. De telles idées doivent révolter toutes les personnes équitables.

Origine présumable d'un droit de déport bien établi.

Il n'y a rien de plus sacré que ces coutumes anciennes dont l'établissement se perd dans l'antiquité la plus reculée : plus leur origine est inconnue, & plus elle doit être respectée : on ne doit pas présumer qu'elles aient été autorisées pendant tant de siècles, & que leur principe soit vicieux. On doit supposer dans le commencement tout ce qui peut les favoriser, & pour se réduire au droit de déport en particulier, les causes les plus légitimes ont pû l'introduire.

Tout le monde sait que dans les premiers siècles de l'Eglise ; les biens consacrés au Seigneur n'étoient point attachés à certaines fonctions & à certains ministères en particulier, les Evêques

ques en donnoient à chaque Ecclésiastique la portion qu'ils jugeoient nécessaire ; le partage ne s'est introduit que dans la suite des tems ; mais lors de ce partage, en attribuant des revenus fixes à chaque Cure d'un Diocèse, l'Evêque n'a-t-il pas pu se réserver les fruits d'une année à chaque vacance ? Cette espece de casuel n'a-t-il pas pu faire partie de la dotation primitive de l'Evêché, comme les fonds & revenus attachés à la Cure ont fait leur dotation sous la condition de cette réserve.

Partage des biens d'Eglise introduit après bien des siècles.

Une autre cause a pu donner lieu à l'établissement du déport ; lorsqu'une Cure vient à vaquer, il est indispensablement nécessaire de pourvoir promptement à sa desserte, le soin des ames si précieux à l'Eglise ne souffre aucun retardement. Cependant il peut se passer un tems assez considérable avant qu'il y ait un Curé en titre en état de remplir ses fonctions ; le Patron Ecclésiastique a six mois pour présenter ; ce présenté doit être ensuite examiné par l'Evêque, & pourvu s'il est jugé capable. Ce Curé revêtu d'un titre canonique, ne peut pas dans le même instant aller desservir la Cure, il faut du tems pour transférer son domicile dans la Paroisse à laquelle il vient d'être attaché, & y fixer son séjour. Ces obstacles presque inévitables à chaque vacance, obligent l'Ordinaire de pourvoir à la desserte actuelle, ce qu'il ne peut faire qu'avec le secours des revenus de la Cure. De-là a pu naître l'usage d'attribuer à l'Evêque les revenus de la premiere année à la charge de faire desservir ; c'est une regle générale que l'on a pu faire pour éviter les embarras qui pourroient survenir dans une infinité de cas particuliers. Aussi voit-on que dans plusieurs Diocèses le déport subsiste tant que la Cure est en litige ; que d'un autre côté il n'a pas lieu dans le cas de la vacance par résignation, parce que le résignant n'étant dépossédé que par la prise de possession du Résignataire, il n'y a point de vuide, pour ainsi dire, & que la desserte de la Cure ne souffre aucune interruption.

D'autres motifs ont pu encore donner lieu à l'établissement de ce droit ; mais sans les parcourir en détail, il suffit d'en découvrir de justes, de légitimes, de favorables, pour qu'il ne soit point permis de donner atteinte à un droit de cette qualité, lorsqu'il est une fois établi : alors il faut reconnoître que c'est une de ces louables coutumes dont les Canons se déclarent les protecteurs, & qu'il seroit infiniment dangereux de vouloir altérer.

La possession immémoriale plus puissante que tous les titres est le fondement le plus solide de la paix, de la tranquillité, soit dans l'Eglise, soit dans l'Etat, ce qu'il y a de plus inébranlable ne sub-

Force de la possession immémoriale en matière canonique.

fiste qu'à l'abri de cette possession, si l'on en diminue l'autorité tout devient incertain, & il n'y a plus d'établissement sacré ou profane qui ne puisse être renversé. Cette possession fait présumer tous les titres, on doit tout supposer, tout suppléer en sa faveur: si l'on peut imaginer plusieurs causes qui y aient donné lieu, les unes justes & favorables, les autres odieuses & injustes, il faut tout attribuer aux premières & rien aux autres. En un mot on doit dire à bien plus juste titre de cette possession ce que les Loix disent de la simple prescription, qu'elle est la Patrone du genre humain.

Aussi voyons-nous que toutes les fois que le droit de déport s'est trouvé établi de tems immémorial dans un Diocèse, les Arrêts de tous les Parlemens ont jugé nécessaire de le maintenir.

Une foule d'Auteurs rendent témoignage à cette vérité, & citent les Arrêts qui ont confirmé de semblables droits; Ragueau dans son Glossaire du Droit François, sur le mot *Déport*, nous en indique un du Parlement de Paris de 1406, pour l'Archiprêtre de Lisle-Bouchard dans le Diocèse de Tours; un autre de 1558 pour l'Archidiacre de Paris; deux autres pour le Grand-Doyen du Mans des années 1516 & 1544. Fevret, dans son traité de l'Abus, liv. 4, chap. 3, en fait aussi mention. Enfin cette Jurisprudence est encore confirmée par les Arrêts qui ont été recueillis dans M. Louet & son Commentateur, lett. D. n. 62: dans les anciens Mémoires du Clergé, tom. 1, pag. 85, & dans plusieurs autres ouvrages. C'est aussi ce qui a été jugé pour le Diocèse de Lescar par les Arrêts que l'on a cités.

Pour appliquer ces principes & ces autorités au Diocèse de Tarbes, il suffit d'établir que le droit de vacation de déport y subsiste de tems immémorial; c'est ce qui résulte de plusieurs titres également décisifs. Le premier est une transaction passée entre un Evêque de Tarbes & l'Abbé de la Casse-Dieu en 1347. Il s'agissoit de deux Eglises du Diocèse de Tarbes que l'Abbé de la Casse Dieu du Diocèse d'Auch prétendoit être unies, & que l'Evêque de Tarbes au contraire prétendoit former deux titres distincts & séparés. Par la transaction l'Evêque reconnoît l'union, en se réservant sur ces Eglises les droits dont il étoit en possession, & en particulier le droit de vacat. *Item voluerunt quod Tarbiensis Episcopus qui nunc est, & ipsius successores qui pro tempore fuerint in Ecclesia Tarbiensi pacifice & liberè, si & dum Rector seu Rectores dictarum Ecclesiarum de Theus & de Tiesta & etiam de placencia ad*

*presentationem dicti Domini Abbatis spectantium mori contigerit, habeat pro vacante primi anni cujuslibet Rectoris post eorum mortem seu obitum, medietatem omnium fructuum, reddituum & proventuum, quod alia medietas sit dicti Domini Abbatis & successorum suorum, ita tamen quod de medietate remanente penes dictum Dominum Abbatem & successores suos, onera dictarum Ecclesiarum debita & solvi & suportari consueta suportantur.* On ne peut pas expliquer plus clairement le droit de déport ou de vacat : les fruits de la première année de la vacance sont réservés à l'Evêque pour la moitié, l'autre moitié demeurant à l'Abbé, à la charge de desservir la Cure, & d'en supporter toutes les charges.

Le second titre est une Sentence des Requêtes du Palais du 17 Janvier 1587, rendue entre l'Evêque de Tarbes & le sieur Auphilon, Recteur ou Curé de la Paroisse de Saint-Christophe de Poyastrue, qui condamne le sieur Auphilon à rendre à l'Evêque la moitié des fruits par lui pris & perçus en lad. Rectorie de Saint-Christophe de Poyastrue la première année qu'il en fut pourvu par ledit Evêque, ou la légitime valeur d'iceux, avec dépens. Il est évident que cette condamnation n'avoit & ne pouvoit avoir d'autre fondement que le droit de déport. Le Curé s'étoit emparé de tous les fruits de la première année qu'il avoit joui de la Cure, l'Evêque s'en plaint & en demande la restitution, & l'on condamne le Curé à en rendre la moitié, lui réservant l'autre pour la desserte qu'il avoit faite de la Cure, & dont l'Evêque auroit été tenu, s'il avoit perçu les revenus en entier. C'est-là précisément en quoi consiste le droit de déport : ainsi, quoique le déport ne soit pas nommément exprimé dans la Sentence, dès qu'elle ordonne tout ce qu'il produit, c'est un titre à l'autorité duquel il n'est pas permis de résister. Cette moitié des fruits de la première année, ne pouvoit être dûe à l'Evêque qu'à titre de déport ou de vacat, ainsi ce droit contesté aujourd'hui a été solennellement confirmé, il y a près de 150 ans, par une Sentence qui a acquis depuis long-tems l'autorité de la chose jugée.

Une seconde Sentence du 11 Octobre 1606 condamne expressément le Curé de . . . . . à payer le droit de vacat ou de déport, pour lequel l'Evêque fit saisir les revenus de la Cure par exploit du 28 Août de la même année. Il est vrai que cette Sentence est par défaut ; mais on ne voit pas que le Curé ait osé y former opposition ni en interjetter appel, en sorte qu'elle a subsisté sans aucune atteinte. Il est même important d'observer que l'on a visé dans cette Sentence celle du 17 Janvier 1587 concer-

nant la Cure de Poyastrue , ce qui prouve que cette ancienne Sentence avoit pour objet le droit de déport.

Les autres titres consistent dans une infinité de quittances & de comptes , qui prouvent la perception paisible du droit de vacat ou de déport , à la vacance de chaque Cure du Diocèse de Tarbes.

7 Juillet 1609 contrat de ferme de la Cure d'Artugue pour le droit de vacat.

10 Juillet 1622 , exploit de faïsse de la moitié des fruits de la Cure de Sazos pour le droit de vacat.

15 Juillet 1632 , quittance pardevant Notaires donnée par l'Evêque pour le vacat de la Cure de Lesignan.

15 Juillet 1634 , pareille quittance pour le vacat de la Cure des Ours.

16 Juillet 1647 , pareille quittance pour le vacat de Silhen & de ses Annexes.

21 Novembre 1651 , pareille quittance pour le vacat de la Cure de Bugar.

17 , 25 Avril , 2 Juillet & 8 Octobre 1654 , quatre quittances passées de même devant Notaires , par l'Evêque de Tarbes , pour le vacat des Cures de Gayan , d'Artalens , des Cannes & de Sainte-Marie.

16 Avril 1680 , compte entre l'ancien & le nouvel Evêque de Tarbes pour liquider ce qui restoit dû de la pension créée en faveur de l'ancien Evêque par lequel il déduit sur les arrérages de cette pension 150 liv. pour le vacat de Tarasteix.

30 Août 1683 , bail d'affermé de tous les revenus de l'Evêché de Tarbes , par lequel M. de Poudeux nommé audit Evêché se réserve les vacats des Bénéfices de son Diocèse.

18 Décembre 1692 , quittance de la somme de 100 liv. donnée par M. l'Evêque de Tarbes , à compte du droit de vacat ou de déport de la Cure de la Batut ; ce qui mérite une attention particuliere , puisque c'est la même Cure pour laquelle la contestation s'est élevée ; ensorte que non-seulement M. l'Evêque de Tarbes a une possession universelle dans tout le Diocèse , ce qui suffit , mais même une possession spéciale sur la Cure dont il s'agit.

5 Avril 1709 , compte rendu à l'Evêque de Tarbes des revenus de l'Evêché perçus , dans lequel le sieur Salers son Receveur se charge en recette de plusieurs droits de vacat qu'il avoit touchés , savoir du Curé de Poyastrue 150 liv. de celui de



Gouft 150 liv. de celui de Segus 100 liv. de celui de Trebous 200 liv. de celui de Sousblacause 60 liv. de celui de Marfac 50 liv. de celui d'Arrelfac 98 liv. & de celui de Blaus 150 liv. Sur quoi il est important d'observer que le premier droit de déport énoncé dans ce compte, est celui reçu pour la Cure de Poyastue, qui est la même qui avoit donné lieu à la Sentence des Requêtes du Palais de 1587; en sorte que ce compte confirme de plus en plus ce qui a été dit ci-dessus de cette Sentence, & prouve qu'elle a eu toute son exécution, puisque les successeurs du sieur Auphilon ont payé sans difficulté le droit de vacat auquel il avoit été condamné.

8. Juin 1709, bail par M. l'Evêque de Tarbes au sieur de Caau, Curé de Lucarné, *des fruits & revenus de cette Cure appartenant à l'Evêque, à cause du vacat qu'il a droit de percevoir la première année de la vacance des Cures dans son Diocèse*, moyennant la somme de 150 liv.

21 Mars 1721, autre compte rendu par les héritiers du sieur Salers des revenus de l'Evêché de Tarbes qu'il avoit reçus pour M. de Poudeux. Ce Compte est rendu devant le Commissaire départi dans la Province, qui avoit été établi Juge en dernier ressort de toutes les contestations concernant la succession de M. de Poudeux, & il comprend tant le prix des baux à ferme en argent, *que les vacans dûs à feu M. de Poudeux depuis le dernier compte clos le 5 Avril 1709*, qui est celui rapporté ci-dessus; on y trouve en effet un grand nombre d'articles pour les vacans de différentes Cures qui montent à 4000 liv. ou environ.

A la vue de tous ces titres on ne croit pas qu'il puisse rester le moindre doute sur la possession des Evêques de Tarbes, elle est établie depuis près de quatre cens ans, elle est universelle, paisible, immémoriale. M. l'Evêque de Tarbes n'a pas moins joui paisiblement que ses prédécesseurs de ce droit depuis qu'il est en place, & par conséquent il est dans le cas de tous les autres Evêques ou Archidiacres, qui, à la faveur d'une pareille possession, ont été maintenus dans le droit de déport, comme une coutume louable, ancienne, respectable, à laquelle on ne pouvoit se dispenser de déférer.

Cette possession auroit pu encore être prouvée par des titres plus anciens, si tous les titres de l'Evêché de Tarbes n'avoient été brûlés avec l'Eglise & une partie des Maisons canoniales en 1569, pendant les guerres de la Religion, comme cela est prouvé par une Enquête juridique faite en 1575, au moyen de quoi il

Eglise cathédrale de Tarbes brûlée par les Huguenots.

n'est plus possible de remonter à des tems plus éloignés. Mais quand cette possession est établie depuis plusieurs siècles, son autorité ne peut plus souffrir d'atteinte, puisque les Ordonnances veulent que les Ecclésiastiques soient maintenus dans leurs droits sur les seuls actes de possession, sans les obliger de rapporter des titres constitutifs & primordiaux. Telle est en particulier la disposition de l'art. 27 de l'Edit de Melun, & de l'art. 49 de l'Edit de 1695.

Le droit de déport dans de pareilles circonstances ne peut donc souffrir aucune difficulté. Tout ce que l'on oppose de la part du sieur Giscaro n'est que lieux communs, mal appliqués & mille fois condamnés dans cette matiere.

Le droit de déport, dit-il, est odieux; il prive un titulaire des revenus de son bénéfice; c'est une pure exaction que l'autorité des Evêques a introduite, & qui étant le prix des provisions qu'ils accordent, doit être regardé comme simoniaque; le Concile de Basle & la Pragmatique Sanction l'ont condamné, & M<sup>e</sup> Charles Dumoulin le traite de droit odieux & abusif, qu'il faut entièrement supprimer.

Ces vaines déclamations partent toutes d'un faux principe; mais est-il même nécessaire de les combattre après tant d'Arrêts qui ont confirmé le droit de déport dans tous les Diocèses où il étoit en quelque maniere consacré par l'usage. Si le droit de déport est en lui-même odieux, abusif, simoniaque, s'il est condamné par le Concile de Basle & par la Pragmatique-Sanction, il faut l'abolir dans toute la Province de Normandie, il faut le bannir des Diocèses de Paris, du Mans, de Soissons, de Lescar, d'Oleron, & par conséquent rétracter tous les Arrêts qui l'ont autorisé en tant de Diocèses différens, entreprise chimérique qui fait sentir combien on doit mépriser ces épithetes dont on fait tant d'étalage.

En effet le droit de déport n'a rien d'odieux ni d'abusif, quand on le rapporte aux véritables causes qui ont pu lui donner naissance, telles que celles que l'on a expliquées ci-dessus. Il est vrai que si on suppose qu'il est en quelque maniere le prix des provisions données par les Evêques, il ne paroîtra pas légitime; mais pourquoi lui donner un principe si vicieux quand il peut avoir une source infiniment pure? Dans l'obscurité d'un établissement si ancien, on doit présumer une cause canonique, & il en est plusieurs qui peuvent le rendre très-respectable.

Quant au Concile de Basle & à la Pragmatique-Sanction,

outre que ces Loix ont été abrogées par le concordat, singulièrement en ce qui regarde le droit d'Annate qui a été conservé, il faut observer que le Concile de Basse ne s'est proposé de réprimer que les entreprises des Officiers de Cour de Rome, qui, dans la distribution des Bénéfices, exigeoient des sommes considérables, sous différens titres d'Annate, de vacance, de déport & autres. On a reconnu avec raison que le Pape ne pouvoit avoir aucun droit sur les fruits & revenus des Bénéfices qu'il confère, que ces exactions ne pouvoient jamais avoir de principes légitimes, & que la seule avidité des Officiers de Cour de Rome les avoit introduites pour leur avantage particulier. Mais il en est tout autrement du droit de déport qui appartient aux Evêques ou aux Archidiaques sur les Cures d'un diocèse; d'un côté ce droit peut faire partie de la dotation primitive de l'Evêché, de l'autre il peut avoir pour objet l'intérêt même de la Cure & celui des Peuples, ainsi il n'y a aucun parallèle à faire entre ce droit exercé par le Pape sur toutes sortes de Bénéfices, & ce même droit exercé par les Evêques sur les Cures de leurs Diocèses: & si M<sup>e</sup> Charles Dumoulin a prétendu qu'il étoit abusif, ce n'est que relativement à un Collateur étranger, tel que le Pape, qui a pu s'exprimer ainsi.

En quel cas le droit de déport est odieux.

Du moins si l'on veut appliquer le Concile de Basse & la Pragmatique-Sanction aux Evêques du Royaume, ce ne peut être que par rapport à ceux qui voudroient introduire sur cela une nouveauté, & qui n'ayant point l'avantage d'une possession immémoriale, imposeroient aux Curés de leur Diocèse un joug inconnu; alors on s'élèveroit avec raison contre une telle entreprise qui n'auroit aucun fondement, & qui n'auroit pour objet que de satisfaire une cupidité très-condamnables; mais quand ce droit subsiste de tems immémorial, quand un Evêque ne fait que suivre les traces de ses prédécesseurs, & percevoir un droit peut-être aussi ancien que l'Evêché, alors il y a de la témérité & de l'indécence dans les déclamations auxquelles on se livre contre lui.

Droit de déport ne se pourroit établir de nouveau.

Tel est l'état de l'Evêché de Tarbes, sa possession est immémoriale, comme une foule de titres l'établissent; il n'y a donc aucune difficulté à l'y maintenir.

C'est une illusion de dire qu'il faut représenter un titre primitif, comme une Bulle du Pape revêtue de Lettres-Patentes enregistrées; car pour des droits aussi anciennement établis, le plus inébranlable de tous les titres, c'est la possession. Elle fait présumer tous les titres que l'on exige, il n'y a point de titre qui ne

Droit de  
déport ne se  
pourroit éta-  
blir par grace  
du Pape.

se perde par la succession des siècles ; mais la possession les conserve , les perpétue & leur donne encore un nouveau degré de force & d'autorité. Au surplus une bulle qui ne donneroit d'autre principe au droit de déport que la seule grace du Pape, pourroit bien n'être pas reçue favorablement parmi nous , & M. l'Evêque de Tarbes ne présume pas que le droit de son Siege tire de-là son origine ; mais il ne va point sonder une obscurité impénétrable ; sa possession , ou plutôt celle de ses prédécesseurs , pendant plusieurs siècles lui suffit ; à l'abri de cette possession il auroit dû être à couvert de tous les traits du sieur Giscaro , & la Jurisprudence de toutes les Cours ne lui permet pas de douter que les droits de son Eglise ne soient maintenus comme ceux de tant d'autres l'ont été dans toutes les occasions.

## C O N S U L T A T I O N.

**L**E Conseil soussigné, qui a vu le Mémoire ci-dessus , & les pieces qui y sont énoncées : est d'avis que M. l'Evêque de Tarbes est bien fondé à interjetter appel de la Sentence des Requêtes du Palais du Parlement de Toulouse. Le droit de déport en faveur des Evêques ou Archidiacres sur les Cures de leur Diocèse, a toujours été confirmé par la Jurisprudence des Arrêts, quand il s'est trouvé soutenu par une possession immémoriale ; celle de l'Eglise de Tarbes est de cette nature , suivant tous les actes rapportés dans le Mémoire ; elle a même déjà été confirmée par deux Sentences , l'une contradictoire , l'autre par défaut ; l'exécution que ces Sentences ont eue pendant plus d'un siècle dans tout le Diocèse de Tarbes a affermi de plus en plus un droit qui paroissoit d'ailleurs si bien fondé ; on ne croit donc pas qu'un Jugement contraire puisse porter quelque atteinte aux précédens , ni que la condition des Evêques de Tarbes puisse être changée après tant de siècles.

*Délibéré à Paris le 18 Décembre 1735. Signé ,* COCHIN , DE LA VIGNE , AUBRY , GUILLET DE BLARU , NORMANT & FUET.



## XCI. PROCÈS A LA DEUX.

POUR Dame Marie de Lorme de Tencin, veuve du Sieur Tessier, ancien Conseiller en l'Élection de Lyon, Légataire universelle de défunte Dame Héleine de Lorme de Tencin sa sœur, veuve en premières noccs du Sieur Perouse, & ayant passé en secondes noccs avec le Sieur Berger de Chasse, Brigadier des Armées du Roi, Gouverneur de la Citadelle de Strasbourg.

CONTRE le Sieur de Chasse, Appellant des Sentences rendues au Châtelet, les 13 Août & 13 Novembre 1728.

## Q U E S T I O N.

*Si les services qui font séparer une femme d'avec son mari, ne doivent pas faire révoquer les donations qu'elle lui a faites par le contrat de mariage.*

**L**E sieur de Chasse demande après la mort de la Dame de Chasse sa femme, à recueillir les donations qu'elle lui avoit faites dans leur contrat de mariage; mais en formant cette demande, est-ce le prix de sa reconnoissance qu'il poursuit? Est-ce pour avoir vécu avec sa femme & sa bienfaitrice en mari affectionné, & en Donataire sensible aux bienfaits? Ou plutôt n'est-ce pas de son ingratitude pour elle, de ses fureurs, de ses mépris, & du scandale de sa conduite, qu'il vient demander la récompense? La Dame de Chasse pressée par le poids accablant des indignités de son mari, fut forcée d'en porter ses plaintes; elle demanda d'être séparée d'habitation, & que les donations qu'elle lui avoit faites fussent révoquées. Les procédés odieux du sieur de Chasse furent peints dans une Enquête, avec des couleurs si vives, qu'ils s'éleveront à jamais contre ses prétentions. La séparation de corps fut ordonnée au Châtelet en grande connoissance de cause, & les donations furent révoquées.

La Dame de Chasse, à qui les mauvais traitemens de son mari

n'avoient laissé qu'une santé languissante, n'a pas survécu longtemps à cette séparation. La Dame Tessier sa sœur, & sa Légataire universelle, se présente aujourd'hui pour résister aux prétentions du sieur de Chasse; armée des mêmes traits qu'il avoit fournis à la Dame son épouse, on ne peut pas douter qu'ils ne lui procurent le même triomphe.

*FAIT.* Héleine de Lorme de Tencin, née Demoiselle, fut mariée en premières noces avec le sieur Perouse, Trésorier de France. Ce mariage fut heureux; une égale douceur de caractère unissoit le mari & la femme. La Dame Perouse mérita l'estime & la tendresse de son mari, il conserva ces sentimens jusqu'à sa mort, & en mourant il lui fit tous les avantages permis en Pays de Droit Ecrit.

La Dame Perouse devint par-là une veuve riche; mais cet état d'opulence ne la touchoit pas assez pour la faire penser à un autre engagement, elle se retira dans la Communauté des Dames de Saint-Chaumont: heureuse si dans cette retraite elle avoit pu résister jusqu'à la fin aux importunes recherches d'un homme qui l'a précipitée dans un abysme de malheurs.

Le sieur de Chasse étant venu à Paris au mois d'Avril 1723, s'empressa de lui rendre visite. Comme il étoit son cousin germain, & déjà avancé en âge, parvenu même par ses longs services à des dignités qui lui attiroient une juste considération, la Dame Perouse ne put se refuser à ses assiduités.

Au moyen de l'usufruit des biens de son premier mari, elle jouissoit de près de 12000 liv. de rentes, & le sieur de Chasse qui n'avoit aucun patrimoine, conçut bientôt le dessein séduisant d'avoir le bien de sa parente. Le mariage lui sembla le moyen le plus sûr pour y parvenir.

La Dame Perouse rejetta d'abord une proposition si contraire à l'état de tranquillité & de retraite qu'elle avoit choisi. Le sieur de Chasse ne se rebuta point, & la nécessité où il se trouva de se rendre à Condé, dont il étoit Lieutenant de Roi, ne donna aucun relâche à ses poursuites: il écrivit quantité de Lettres à la Dame Perouse, pour la déterminer à un engagement; elle opposa en vain son goût pour le repos & pour la retraite, la délicatesse de sa santé & les scrupules de sa conscience, qui lui inspiroient de la répugnance pour un second mariage avec un cousin-germain.

*Lettre du 10  
Novem. 1724.*

Le sieur de Chasse, loin de se rendre à ces raisons, étoit ingénieux à trouver des réponses. *Nous ne devons en aucune façon.*

(lui disoit-il) nous arrêter aux raisonnemens d'un Directeur qui peut être gagné, & dont les scrupules ne sont nullement fondés. Rome, encore une fois, nous relève de nos incertitudes, & applanit nos difficultés, &c.

La proposition que vous me faites, ma chere amie, de passer nos jours ensemble comme frere & sœur, doit être regardée comme parti forcé, qui pourtant doit être surmonté, si vous le desirez. Il faut, ma chere amie, ne point vous laisser entraîner aux difficultés & aux scrupules qu'on prétend vous inspirer. Comptez qu'un Sacrement forme une union étroite, &c. Il invoque ensuite l'amour pour achever de la persuader : *Au nom de mon amour & de mon amitié, attachez-vous à ma fortune, & levez une fois vos doutes & vos difficultés.*

Mais l'amour étoit bien moins ce qui captivoit le sieur de Chasse, que les avantages qu'il esperoit trouver dans le mariage. Enfin pour éblouir la Dame Perouse par le brillant du poste qu'il occupoit, il lui mandoit *que ce poste lui fourniroit la satisfaction d'avoir une Cour qui ne seroit occupée qu'à lui plaire, & de laquelle elle se déferoit dès qu'elle commenceroit à l'ennuyer.*

Tandis que le sieur de Chasse parloit dans ses Lettres le langage d'un homme amoureux, il l'étoit en effet, mais c'étoit à Condé. Il y avoit dans cette Ville une Demoiselle nommée Vaultier, qui ne fera point ici un personnage épisodique : cette Demoiselle y faisoit les délices de la Garnison ; le sieur de Chasse voulut prendre part aux plaisirs ; mais ce qui n'étoit qu'un amusement pour les autres, devint en lui une passion sérieuse à laquelle il se livra sans réserve. La Demoiselle Vaultier, née reconnoissante, fut flatée de l'amour du Lieutenant de Roi de la Place, & bientôt la maniere dont elle vivoit avec lui, ne fut plus un mystere à Condé.

En 1725 le sieur de Chasse est nommé au Commandement de la Citadelle de Strasbourg ; il en fait part à la Dame Perouse, & lui mande *que c'est pour lui un nouveau prétexte de se rendre à Paris ;* mais occupé tout-à-la-fois de son amour & de son intérêt, il prend ses précautions pour suivre l'un & l'autre.

Il envoie la Demoiselle Vaultier à Paris dans sa chaise de poste, & lui fournit tout ce qui lui est nécessaire pour son voyage & son entretien. Elle logea d'abord dans un Hôtel garni près la rue Saint Honoré, où pour ne pas laisser inutiles ses talens, elle se prêta aux visites de plusieurs jeunes gens ; cependant quelques jours avant l'arrivée du sieur de Chasse, elle prit la sage précaution d'entrer dans la Communauté de Sainte-Perpetue.

Le Sr de Chasse arrive, & la Dame Perouse ignorant les pièges qui lui sont tendus, lui donne un appartement chez elle. Il a soin de redoubler ses vives sollicitations pour le mariage, & ne néglige pas la Demoiselle Vaultier, à laquelle il rend de fréquentes visites. Pour ne point scandaliser la Communauté, la Demoiselle Vaultier le fait passer tantôt pour son oncle, & tantôt pour son futur époux.

Elle alloit le voir aussi très-souvent, mais elle faisoit arrêter le carrosse au bout de la rue, & le sieur de Chasse averti, venoit bientôt réaliser auprès du véritable objet de son amour, les empressemens qu'il feignoit d'avoir pour la Dame Perouse. Enfin il se conduisit avec tant d'artifice, que la Dame Perouse ne put résister à sa persévérance.

Le contrat de mariage est passé le 11 Septembre 1725, elle y fait des avantages considérables au sieur de Chasse : outre ses meubles meublans du prix de 8000 liv. & sa vaisselle d'argent, elle lui donne encore la somme de 30000 liv. à prendre sur le plus clair de ses biens.

Le sieur de Chasse de son côté parut plus liberal; il donna à sa future épouse généralement tous ses biens meubles & immeubles présens & à venir, à l'exception de 6000 liv. dont il se réservoir la disposition à prendre sur les pensions & gratifications de sa Maison, qui resteroient dûes à sa succession, avec cette clause singulière *qu'au cas que ce qui lui resteroit dû de ses pensions, ne seroit pas suffisant, la Dame de Chasse seroit tenue de payer le surplus jusqu'à concurrence des 6000 liv.* C'est-à-dire que le sieur de Chasse non-seulement ne donnoit rien de réel, mais que sous l'apparence de faire à sa femme par le même contrat une donation réciproque, il se réservoir la disposition d'une somme de 6000 liv. sur les biens de sa femme, dans le cas même où elle lui auroit survêcu.

Le mariage fut célébré le 27 Octobre 1725, & le sieur de Chasse ne tarda pas à lever le masque dont il s'étoit couvert jusqu'alors. Il n'eut pas besoin de la Loi du tems pour s'affranchir des égards & des bienséances; dès le troisieme jour il fit sortir la Demoiselle Vaultier de sa Communauté, l'installa dans sa maison, & lui donna un appartement & sa table. On apprendra dans la suite de quel désordre elle a été cause; il suffit de dire ici que la Dame de Chasse s'est vue outragée, battue, traitée avec la dernière indignité, pendant que le sieur de Chasse prodiguoit à la Demoiselle Vaultier toutes les faveurs & les distinctions;



qu'enfin par un excès d'aveuglement qui n'a jamais eu d'exemple, il a voulu faire casser son mariage en retenant le bien de sa femme, pour en revêtir la Demoiselle Vaultier qu'il s'étoit proposé d'épouser.

La Dame de Chasse ne pouvant soutenir le poids de tant d'opprobres, parmi lesquels sa vie même n'étoit point en sûreté, fut forcée de recourir à la protection de la Justice, & de demander par sa Requête du 10 Avril 1726 à être séparée de corps & d'habitation, & que les donations qu'elle avoit faites à un mari si cruel & si ingrat fussent révoquées.

Les Parties furent entendues en présence de M. le Lieutenant Civil. La Dame de Chasse ayant persisté dans sa demande, il lui fut permis de faire preuve des sévices & mauvais traitemens dont elle se plaignoit. Elle fit son Enquête qui est composée de treize Témoins, contre lesquels le sieur de Chasse n'a pu opposer aucun reproche.

Elle joignit à ces témoignages une Lettre que le sieur de Chasse lui avoit écrite depuis la Requête en séparation, pleine d'expressions outrageantes & de calomnies atroces : elle joignit encore plusieurs écrits de la propre main du sieur de Chasse, qui contenoient la preuve de toutes les mesures qu'il avoit prises pour faire déclarer son mariage nul, & la contraindre à lui assurer par des voies indirectes les avantages qu'elle lui avoit faits par leur contrat de mariage.

C'est en cet état qu'après l'instruction la plus complete, est intervenue la Sentence contradictoire & définitive du 13 Août 1728, par laquelle la Dame de Chasse a été séparée d'habitation d'avec son mari, les donations qu'elle lui avoit faites ont été révoquées, & le sieur de Chasse a été condamné à lui restituer ce qu'il avoit touché de son bien.

Il s'est rendu Appellant de cette Sentence.

La Dame de Chasse, dont la santé s'étoit entièrement altérée par tous les mauvais traitemens de son mari, est décédée le 8 Avril 1733 ; elle a fait un testament par lequel elle a institué la Dame Tessier sa sœur, sa Légataire universelle, qui en cette qualité défend aujourd'hui à l'appel interjeté par le sieur de Chasse de la Sentence du 13 Août 1728.

Cette Sentence contient deux chefs principaux ; le premier sépare la femme, le second fait subir au mari la peine de son ingratitude, en révoquant les donations que sa femme lui avoit faites.

La décision de ces deux chefs a été fondée sur ce principe, qu'en matiere de séparation, lorsque les sévices du mari sont assez graves, par rapport à l'état des personnes, lorsque sa conduite est assez outrée pour faire craindre pour la vie de sa femme, alors on l'enleve à sa cruauté.

Pour operer la révocation d'une donation, le principe est le même. Si le Donataire a insulté son bienfaiteur, s'il l'a maltraité, s'il a porté sur lui une main violente, la Justice punit alors son ingratitude, en le privant des bienfaits qu'il avoit reçus; ainsi il est évident, que lorsque les faits sont assez forts, pour mériter qu'on sépare la femme d'avec son mari, les mêmes faits prouvant également l'ingratitude du mari, il doit être privé des donations que sa femme lui avoit faites.

Ces maximes ne sont point contestées par le sieur de Chasse; il établit lui-même pour principe, que la séparation de corps entraîne avec soi la révocation des donations faites par la femme à son mari; aussi a-t-il renfermé toute sa défense dans la discussion des moyens sur lesquels la Dame de Chasse avoit fondé sa demande en séparation.

On le suit avec confiance dans cette discussion; les faits que la Dame de Chasse a prouvés de son vivant, sont tels qu'ils empêcheront toujours qu'un mari ne triomphe de son ingratitude & de ses injustices.

*Réponses aux  
observations du  
sieur de Chasse  
sur les moyens  
de séparation  
de corps, & ré-  
vocation de do-  
nations, propo-  
sés par la Da-  
me de Chasse.*

*Premier moyen*

Le premier moyen que la Dame de Chasse fondeoit *sur les mauvais traitemens*, n'est pas, suivant le sieur de Chasse, proposable dans le droit, parce que la Dame de Chasse avoit rendu plainte de ces mauvais traitemens dans les mois de Novembre & Décembre 1725, & dans son interrogatoire sur faits & articles elle convient sur l'art. 23 avoir habité, bu & mangé avec son mari jusqu'au commencement d'Avril 1726, de façon que la co-habitation auroit totalement couvert les sujets de plainte, quand on les supposeroit réels.

Il ne sera pas indifférent de relever ici le sieur de Chasse sur l'exactitude des faits. Selon lui, la Dame de Chasse n'a rendu des plaintes que dans les mois de Décembre & de Novembre 1725, l'on en trouve cependant six différentes chez le même Commissaire. La première du 23 Novembre 1725, c'est-à-dire, moins d'un mois après son mariage, & la sixième du 13 Mars 1726. On voit par-là que quoique la Dame de Chasse eût continué d'habiter dans la même maison depuis le mois de Décembre, les mauvais traitemens de son mari avoient continué jus-

qu'au tems qu'elle fut forcée de quitter sa maison , & de présenter sa Requête en séparation. Ainsi supposons en faveur du sieur de Chasse que la cohabitation depuis le mois de Décembre eût pu couvrir les faits précédens , ceux qui arriverent depuis , détachés même des premiers , n'ont-ils pas été capables de fournir à la Dame de Chasse des sujets de plaintes ? Il n'y a donc point de réconciliation à pouvoir lui opposer , tirée de la co-habitation ; d'ailleurs peut-on proposer un pareil moyen ?

Une femme aura tâché par sa douceur & sa patience de vaincre les emportemens & les fureurs de son mari , & on lui opposera que sa cohabitation continuée aura couvert tous les faits de plaintes qui ont précédé ; est-ce donc sur les premiers emportemens qu'une femme de vertu abandonne la maison de son mari ? Quand elle est forcée à ce parti extrême , ce n'est ordinairement qu'après une suite d'excès & de mauvais traitemens ; lui dira-t-on alors qu'elle est non-recevable à demander sa séparation ? Si cela étoit , il n'y auroit jamais de femme dans le cas de pouvoir se faire séparer , & ce seroit faire triompher la cruauté des maris , tels que le sieur de Chasse. La Dame de Chasse nous apprend elle-même dans le vingt-troisième article de son interrogatoire , cité par le sieur de Chasse , le motif de sa continuité d'habitation depuis le mois de Décembre.

Cohabitation  
est souvent  
moins preuve  
de réconciliation  
que de patience.

On l'interroge *pourquoi elle a habité , bu & mangé avec le sieur son mari , pendant le tems qu'elle a rendu différentes plaintes , c'est-à-dire , jusqu'au mois d'Avril 1726 , s'il eût été vrai que le sieur son mari la maltraitoit ; elle répond , qu'elle prétendoit ramener ledit sieur de Chasse son mari par sa douceur & sa patience. Pourra-t-on sur un motif si louable se faire une fin de non-recevoir contre la Dame de Chasse ? Et si depuis le mois de Novembre son mari a continué à la maltraiter , est-ce qu'on ne fera pas revivre tous les faits anciens & nouveaux , pour les présenter à la Justice , comme un corps suivi de persécution ?*

*Dans le fait ( ajoute le sieur de Chasse ) , ce premier moyen tiré des sévices & des mauvais traitemens n'est pas véritable : nonobstant tout l'artifice de la Dame de Chasse , qui convient dans l'article 36 de son interrogatoire avoir eu des conférences avec les Témoinns avant leurs dépositions , il n'y a pas un seul de ces Témoinns qui parle des sévices & mauvais traitemens.*

On soutient au contraire que les sévices & les mauvais traitemens capables d'operer une séparation , sont parfaitement prouvés par l'Enquête de la Dame de Chasse ; elle forme une preuve

complète de ces mauvais traitemens. Locataires de la maison, Domestiques étrangers, tous en déposent unanimement, les uns pour en avoir été témoins oculaires, & les autres pour avoir entendu les cris & les plaintes de la Dame de Chasse; plusieurs rendent compte de l'aveu que le sieur de Chasse en a fait lui-même.

On a affecté dans le Mémoire imprimé du sieur de Chasse, *de parcourir superficiellement les dépositions*; heureusement ce n'est pas sur son exposé, mais sur l'Enquête même que la Cour se fixera; elle y trouvera la preuve des faits que la Dame de Chasse avoit articulés par ses différentes plaintes.

M. Lucas de Muin, Conseiller en la Grand Chambre, qui est le premier Témoin de l'Enquête, & qui par son caractère autant que par sa dignité est au-dessus de tout soupçon, dépose *avoir remarqué que le sieur de Chasse parloit avec un grand mépris de la Dame son épouse, disant que c'étoit une très-méchante femme, fourbe, hypocrite, sans religion . . . Qu'elle étoit puante, mauvaise langue; ce qu'il disoit dans la vue de lui faire croire qu'il avoit sujet de la traiter comme il faisoit . . . Que la Dame de Chasse se plaignoit des mauvais traitemens dudit sieur son époux, & qu'une fois entr'autres elle avoit été obligée de se sauver chez la Dame Perdiguier, qui loge au second étage de ladite maison, de laquelle plainte le Déposant parla audit sieur de Chasse pour les concilier; ledit sieur de Chasse lui répondit que c'étoit une bagatelle, qu'il l'avoit à la vérité prise par les épaules, & l'avoit un peu secouée, & lui avoit mis le poing sous le nez.*

De cette déposition il résulte que M. Lucas de Muin n'a pas été Témoin oculaire des mauvais traitemens faits à la femme; mais peut-on ajouter quelque chose aux injures, aux marques de mépris & aux insultes que M. Lucas de Muin rapporte, & qu'il a entendues de la propre bouche du sieur de Chasse? *Méchante femme, fourbe, hypocrite, sans religion, puante, mauvaise langue; ce qu'il disoit, ajoute M. Lucas de Muin, dans la vue de faire croire qu'il avoit raison de la traiter comme il faisoit.* Il étoit donc de notoriété dans la maison que le sieur de Chasse traitoit sa femme avec la dernière indignité, puisque pour s'excuser il falloit qu'il en fit un portrait si odieux; d'ailleurs la manière dont il convient lui-même en avoir usé, ne prouve-t-elle pas tout ce que la Dame de Chasse a avancé? M. Lucas de Muin lui reproche les mauvais traitemens qui l'avoient obligée de se sauver chez la Dame Perdiguier. *C'est une bagatelle, dit-il, je l'ai prise par les épaules, je*

*je l'ai un peu secouée, je lui ai mis le poing sous le nez. Dans une pareille défense, ne trouve-t-on pas la conviction même de l'Accusé ?*

Le second Témoin ne se contente pas de dire, comme on le suppose, que la Dame de Chasse lui a dit que son mari avoit de mauvaises manieres pour elle ; elle ajoute qu'un jour elle entendit la Dame de Chasse qui crioit sur l'escalier au secours à la Dame Perdiguier, en lui disant que le sieur de Chasse son mari l'avoit frappée ; qu'à l'instant le sieur de Chasse survint & dit que c'étoit une fourbe, qu'il ne la falloit pas croire. On verra dans la suite par les autres dépositions quel étoit le plus sincere, ou du mari ou de la femme ; ce qui est certain, est que le Témoin a entendu les cris de la Dame de Chasse, & qu'on ne persuadera guere qu'elle jouât en cela une comédie, & fît sans sujet un éclat toujours si triste pour celle qui y est réduite.

La Dame Perdiguier, quatrieme Témoin, dépose qu'un matin sur les neuf heures ou environ, la Dame de Chasse vint à l'appartement de ladite Dame qui étoit encore lors couchée, & sur le lit de laquelle elle fit reposer ladite Dame de Chasse, qui parut à ladite Dame fort effrayée & chagrine, ce qui obligea ladite Dame Perdiguier de lui demander le sujet de son chagrin & de son effroi des plaintes qu'elle lui faisoit, en disant : quel malheur ! A quoi ladite Dame de Chasse lui fit réponse que ledit sieur son époux avoit de mauvaises manieres pour elle, & qu'il venoit de son appartement, dans lequel il l'avoit abordée & secouée, dont elle étoit toute émue, lui ayant mis le poing sous le nez & dit plusieurs invectives, ce qui l'avoit obligée de s'abandonner au chagrin, & de lui dire qu'il n'avoit qu'à la tuer : sur quoi il lui avoit répondu qu'il ne la tueroit pas, mais qu'il vouloit la faire mourir à petit feu. . . . qu'à l'occasion de l'effroi dans lequel ladite Dame de Chasse lui parut être, elle Dame Dépôsante fit chauffer des linges pour mettre sur l'estomac de ladite Dame de Chasse.

Les faits contenus dans cette déposition sont les mêmes qui sont énoncés dans la plainte que la Dame de Chasse rendit le 23 Novembre 1725 ; la Dame Perdiguier les rapporte tels que ladite Dame de Chasse, route tremblante d'effroi, les lui avoit exposés au moment qu'ils venoient d'arriver. Elle n'étoit pas présente lors des mauvais traitemens, mais elle en a vu sur le champ les tristes effets dans le désespoir & l'abattement de la Dame de Chasse. Ce n'est donc pas un simple oui-dire d'un fait que l'on a eu le tems de préparer.

La Dame Perdiguier ajoute l'autre fait des cris entendus sur l'escalier, où la Dame de Chasse appelloit à son secours, & que lorsqu'elle fit dans la suite des remontrances au sieur de Chasse sur les mauvais traitemens qu'il exerçoit à l'égard de la Dame de Chasse, il lui fit réponse *que c'étoit un mauvais esprit & une puante*. Ainsi il ne nioit pas les mauvais traitemens, mais il prétendoit les excuser par de nouvelles insultes.

Le cinquieme Témoin, qui étoit le Portier de la maison, ne pouvoit pas voir par lui-même ce qui se passoit dans l'appartement des Sieur & Dame de Chasse; cependant comme les Domestiques parlent entr'eux de ce qu'ils savent, il dépose avoir appris du nommé Champagne, domestique de la Dame de Chasse, qu'elle avoit été maltraitée de son époux. Il ajoute qu'il a vu un jour la Dame de Chasse fort alarmée venir voir M. de Muin, & qu'à l'instant le sieur de Chasse entra en disant tout en furie, que sa femme étoit une fourbe & une menteuse. Toutes ces dépositions se concilient parfaitement, & représentent les mêmes faits dans la plus exacte simplicité.

Le sixieme Témoin dépose avoir vu ladite Dame de Chasse toute éplorée chez la Dame Perdiguier, rendre compte des mauvais traitemens qu'elle venoit de recevoir; elle témoigne que la Dame de Chasse étoit encore émue d'effroi, ce qui obligea elle Déposante de lui faire chauffer des linges pour lui mettre sur l'estomac. Elle ajoute avoir entendu dire à la nommée Catherine, Cuisiniere des Sieur & Dame de Chasse, que ledit sieur de Chasse avoit des mauvaises manieres pour sa femme, & qu'il la traitoit de damnée.

Mais rien n'est plus précis ni plus important que ce que dépose le septieme Témoin; c'est cette même Catherine, Cuisiniere dont parle le Témoin précédent; comme elle étoit au service de la Dame de Chasse depuis le 9 Octobre 1725, c'est-à-dire, dès le commencement de leur mariage, elle a été à portée de voir par elle-même une partie de ce qui s'est passé.

Elle dépose donc que le sieur de Chasse ne parloit de la Dame son épouse qu'en des termes méprisans & injurieux; que lorsqu'il la demandoit à ladite Déposante, il disoit: où est cette vieille sorciere, cette vieille damnée. . . . qu'un jour au soir lesdits Sieur & Dame de Chasse étant à table avec la Demoiselle Vaultier, & la Déposante étant derriere la chaise de ladite Dame, elle a vu & remarqué que ledit sieur de Chasse avoit les yeux fixés sur ladite Dame son épouse, & qu'il grinçoit les dents, en l'appellant vieille B. & en-

*suite glissa son pied avec vivacité par-dessous la table contre celui de ladite Dame son épouse. . . . . qu'un autre jour au matin ladite Dépôsante étant dans sa cuisine au-dessous de l'appartement qu'occupoit la Dame de Chasse, elle entendit par la cheminée de ladite cuisine, le tuyau de laquelle est le même de la cheminée dudit appartement, lesdits Sieur & Dame de Chasse qui parloient fort haut, ce qui obligea ladite Dépôsante de monter pour voir ce que c'étoit, & elle vit à-travers de la serrure de la porte de l'anti-chambre précédant la chambre où étoient les Sieur & Dame de Chasse, la porte de laquelle étoit ouverte, le sieur de Chasse qui tenoit la Dame son épouse par le fichu qu'elle avoit au col, & la poussoit à reculons, & la jetta même sur son lit, en lui tenant & posant son poing sur la gorge; ce qui occasionna la Dépôsante d'entrer dans ladite anti-chambre, en laquelle le sieur de Chasse vint, & s'assit auprès du feu sur une chaise, lors de quoi la Dépôsante a remarqué que la Dame de Chasse, en se relevant de dessus son lit, avoit les mains jointes, & qu'elle disoit au sieur son époux ces termes : Monsieur, que vous ai-je fait, pour me traiter de la manière? & qu'elle avoit entendu dire dans cet instant audit sieur de Chasse, en parlant à ladite Dame son épouse, & lui répondant sur le reproche qu'elle lui faisoit, qu'elle étoit une damnée, & qu'il ne vouloit point la tuer, mais bien la faire mourir à petit feu.*

Voilà des faits infiniment graves, que ce Témoin ne rapporte pas sur la relation de la Dame de Chasse, ainsi que le sieur de Chasse l'avance hardiment, mais des faits qu'il a vus, des discours qu'il a entendu tenir au sieur de Chasse lui-même, & qui soutiennent tout ce qui est déposé par les autres Témoins, qui n'en ont vu que la suite, ou qui l'ont appris par le récit que la Dame de Chasse leur en a fait; cette déposition est d'autant plus décisive, qu'elle est parfaitement conforme à celle du Laquais de la Dame de Chasse, qui a été témoin, comme la Servante, des mêmes faits.

En effet Louis Haguin, dit Champagne, Laquais de la Dame de Chasse, & qui est le dixieme Témoin de son Enquête, dépose avoir entendu ledit sieur de Chasse appeller sa femme B. & se servir envers elle de termes méprisans; qu'un jour que ladite Dame avoit pris médecine, le sieur de Chasse & la Demoiselle Vaultier s'étoient mis à souper sans elle; ladite Dame se vint mettre à table avec eux, & qu'un instant après que ladite Dame se fut mise à table, ledit sieur de Chasse se mit à murmurer & grincer des dents, en la regardant d'un air en colere, & dit entre ses dents, assez haut pour qu'on pût

*l'entendre , que ladite Dame étoit une B. . . & une mauvaise bête ; & ensuite lui donna un coup de pied par-dessous la table , à l'instant de quoi ladite Dame se retira , sortit hors de table & rentra dans sa chambre , où elle se coucha sans avoir soupé : qu'après que tout le monde eut soupé , lui Déposant allant dans la salle à manger pour couvrir le feu , ledit sieur de Chasse lui parut fort en colere , en lui demandant la clef de la chambre de lad. Dame : que lui Déposant ne put la lui donner , d'autant que ladite Dame l'avoit ôtée & mise en-dedans ; que le lendemain il vit le sieur de Chasse qui sortoit de la chambre de sa femme , ayant l'air furieux & tout en colere , & étant fort pâle ; que le Déposant étant entré dans la chambre de ladite Dame , il la vit toute en desordre , lui paroissant qu'elle ne pouvoit se soutenir , & qu'elle dit : que deviendrai-je , mon Dieu ! qu'elle sortit de sa chambre & fut dans la salle , & dit au sieur de Chasse : est-il permis , Monsieur , que vous me traitiez comme vous faites , après tout ce que j'ai fait pour vous ? Cela est bien indigne. Qu'un autre jour étant à table , les Sieur & Dame de Chasse prirent querelle ; que le sieur de Chasse lui dit qu'elle lui payeroit , & se leva tout en colere ; qu'il présenta le bras à la Dame son épouse , comme pour la battre ; que la Demoiselle Vaultier se mit entre deux pour les séparer ; que depuis la Dame de Chasse resta toujours dans son cabinet , sans avoir de feu que celui qu'on lui donnoit dans un chauffe-pied de terre.*

*Me Esteve , Avocat au Conseil , huitieme Témoin , dépose des plaintes que la femme lui a faites de son mari ; mais ce qui est plus important , il ajoute qu'ayant fait sur cela quelques représentations au sieur de Chasse , il lui répondit que la Dame de Chasse n'avoit vu jusques-là que des roses , que quand elle seroit à Strasbourg , elle verroit bien autre chose. Le même Témoin dépose avoir joui-dire au sieur de Chasse que sa femme étoit une puante , & que c'étoit la raison pourquoi il n'avoit pas voulu coucher avec elle.*

*Le sieur Bessiere , Maître Chirurgien , dépose qu'ayant été mandé par la Dame de Chasse à l'occasion des mauvais traitemens de son mari , il la saigna sur le champ & lui fit prendre quelques jours des remedes convenables à la situation où elle se trouvoit. Il ajoute que le sieur de Chasse lui dit en lui parlant de la Dame de Chasse , qu'elle étoit une puante , qu'il lui avoit dit qu'elle se rendit justice à elle-même , en lui montrant un miroir pour qu'elle s'y regardât , & qu'il lui avoit aussi dit qu'il ne l'avoit point prise pour sa beauté , attendu qu'elle étoit toujours infirme.*

*On peut joindre à ces dépositions le témoignage du Commissaire Glou qui , dans la plainte qu'il a reçue le 23 Novembre*



1725, déclare avoir vu des meurtrissures que la Dame de Chasse avoit au bras.

Après cela doutera-t-on que la preuve des mauvais traitemens ne soit complete? Ceux qui se trouvent dans l'Enquête sont si violens, qu'on n'imagine pas comment la fureur peut être portée à de pareils excès. Du côté des injures, il paroît impossible d'en proférer de plus atroces : vieille forcière, ame damnée, B... puante, fourbe, hypocrite, sans religion. Du côté des sévices, prendre une femme d'une santé foible par le col, la secouer rudement, la pousser à reculons d'un bout de sa chambre à l'autre, la faire tomber sur son lit, lui meurtrir les bras, lui lancer un coup de pied qu'elle évita par hasard, lui porter le poing sur la gorge. Traite-t-on sa femme de la sorte, si ce n'est parmi les gens de la lie du peuple, qui ne connoissent ni sentimens ni regles de bienséance?

Du côté des menaces, dire à une femme que l'on ne veut pas la tuer, mais la faire mourir à petit feu; & pour comble d'iniquité, dire à des gens d'honneur qui s'intéressent pour une femme malheureuse, que ce ne sont là que des bagatelles, qu'elle n'a vu encore que des roses, & que lorsqu'elle sera à Strasbourg, elle verra bien autre chose : ce qui fait entendre qu'on lui prépare bien d'autres tourmens. En faudroit-il donc davantage pour autoriser une demande en séparation?

Car enfin entre personnes d'une condition distinguée, on n'exige pas même que les violences du mari aient été portées jusqu'à frapper sa femme, les injures atroces, les traitemens indignes, les procédés durs & barbares, les menaces, les outrages ont toujours paru des motifs suffisans pour séparer une femme qui n'est pas née pour languir dans un état si cruel; cependant tout cela se rencontre ici & se trouve joint à des coups & à des violences exercées sur la personne même. Que faudroit-il donc pour autoriser une demande en séparation, si ces circonstances n'étoient pas suffisantes?

Il faut, a-t-on dit, qu'il n'y ait point de sûreté pour la vie de la femme, que les sévices & les mauvais traitemens soient portés aux excès les plus violens; tout ce qui s'appelle vivacité, paroles échappées dans un mouvement de colere, ne font pas la moindre impression sur l'esprit des Juges; en un mot il faut des motifs infinimens pressans. On a cité la disposition du chapitre *litteras de rest. spoliatorum*, c'est le sentiment de Basnage sur l'art. 39<sup>e</sup> de la Coutume de Normandie.

Pour faire prononcer séparation, il n'est pas nécessaire que le mari ait frappé.

Traits passagers de vivacité ne sont moyens de séparation.

On convient qu'il ne faut pas se porter légèrement à accorder des séparations de corps & d'habitation entre mari & femme ; on convient même en général que toutes sortes de mauvais traitemens ne fussent pas pour soustraire la femme à la puissance de son mari ; quelques mouvemens de vivacité ne doivent pas d'abord porter à un parti extrême : mais il ne faut pas aussi , à la faveur de ces principes généraux , autoriser des violences & des persécutions qui vont jusqu'à la tyrannie. Qu'un homme ait quelque mouvement de colere ou de vivacité , que dans un emportement il lui échappe quelques termes un peu durs , on fait qu'il faut se supporter les uns les autres dans ces occasions ; mais qu'un mari ne parle jamais à sa femme que comme à la dernière des misérables , qu'il emploie les termes les plus bas & les plus grossiers , que tranquillement il en fasse des portraits affreux à de tierces personnes ; que rentrant chez lui , & voulant savoir où elle est , il demande de sang froid à ses Domestiques : *où est cette vieille sorciere , cette vieille damnée ?* & que cela arrive tous les jours : il faut convenir qu'on n'oblige point une femme de condition à supporter de pareilles indignités. Mais que le mari n'en demeure pas là , qu'il porte sur sa femme une main téméraire , qu'il frappe celle pour qui il doit avoir les mêmes égards que pour lui-même , & qui l'a comblé de ses bienfaits ; qu'il ajoute à tout cela des menaces de la faire périr : quel seroit le Canoniste ou le Jurisconsulte le plus sévère , qui refusât alors à la femme le secours de la séparation , & qui ne fît supporter au mari la juste punition de son ingratitude ?

Le mari , dit Basnage dans l'endroit même qui a été cité par l'Appellant , ne peut commettre une action plus lâche & plus honteuse que de porter la main sur sa femme ; on ne doit plus la forcer de converser avec un homme si féroce , qui fait souffrir à sa compagne des traitemens qui ne seroient pas excusables en la personne d'une vile esclave. Il ajoute à la vérité ce qu'on a opposé à la Dame de Chasté , que toutes sortes de mauvais traitemens ne doivent pas porter la femme à rompre le silence , & cela est trop raisonnable pour en disconvenir ; mais il ne faut pas retrancher ce qui suit : *qu'il n'est cependant pas nécessaire que sa patience soit muette , jusqu'à ce qu'elle eût un bras rompu , ou un œil crevé ; que les mauvais traitemens d'un mari sont plus ou moins supportables , selon la qualité des personnes , ou selon qu'il retombe souvent dans des emportemens ; alors il n'est pas juste de la laisser sous la puissance d'un mari devenu son tyran.*

La qualité même des personnes est une circonstance importante, comme l'observe le même Auteur, parce que dans des personnes sans éducation, on doit attendre moins d'attention de la part du mari, moins de sensibilité de la part de la femme. On tolère donc bien plutôt de leur part quelques emportemens, quelques violences, quelques excès; mais entre personnes d'une condition honorable, les preuves de mépris & de haine, les insultes, les injures atroces, la persécution habituelle, suffisent pour opérer la séparation, & à plus forte raison les coups & les outrages.

Condition des  
personnes in-  
flue dans les  
causes de sé-  
paration.

En effet, combien d'exemples la Cour ne nous a-t-elle pas donnés de femmes de condition séparées, & qui avoient bien moins souffert que la Dame de Chasse? Ces exemples seroient inutiles à rapporter, ils sont encore dans la mémoire de tout le monde; qu'on les compare, & on ne trouvera point d'espèce qui ne cède à celle-ci. Les premiers Juges n'ont donc pu s'empêcher d'être sensibles aux malheurs de la Dame de Chasse, car il ne falloit que des sentimens d'humanité; ils n'ont pu éviter de la séparer, & conséquemment de révoquer les donations qu'elle avoit faites à son mari. Les principes les plus austères decidoient en sa faveur, quand bien même elle n'auroit eu pour autoriser sa demande que le premier moyen tiré des mauvais traitemens qu'elle avoit essuyés de la part de son mari; mais il ne faut pas se renfermer dans ce premier ordre de faits, il faut le joindre à ceux qui suivent, & former son jugement sur le corps entier des preuves qui se trouvent au Procès.

Le second moyen proposé par la Dame de Chasse, étoit le *commerce scandaleux de son mari avec la Demoiselle Vaultier* qu'il avoit introduite dans sa maison trois jours après son mariage, contre toutes les règles de l'honneur & de la bienséance: commerce d'autant plus criminel, qu'il se trouve accompagné d'un engagement formé entre le sieur de Chasse & cette fille, de se marier d'abord après la mort de ladite Dame de Chasse; en sorte que le mariage que le sieur de Chasse a contracté avec sa femme dans le plus fort accès de sa passion pour la Demoiselle Vaultier, ne devoit être dans leur projet qu'un moyen pour faire passer dans peu de tems à cette Demoiselle Vaultier les avantages que le sieur de Chasse auroit de son premier mariage.

Second Moyen

Avant de répondre aux observations du sieur de Chasse, par rapport à ce second moyen, sur lequel il affecte de glisser légèrement, il est important de l'établir ici dans le fait d'une manière sensible, & de recueillir dans l'Enquête les faits qui ont précédé, & qui ont suivi le mariage de la Dame de Chasse; c'est

dans le langage des Témoins qu'il faut apprendre ce que c'étoit que cette Demoiselle Vaultier , & le détail de sa conduite & de ses intrigues.

Jeanne Joly , douzieme Témoin de l'Enquête , qui avoit été sa Femme-de-chambre , & qui par cette raison étoit plus en état que personne d'en rendre compte , dépose que *quelque tems après la Fête-Dieu de l'année 1725 , elle entra au service de la Demoiselle Vaultier qui étoit pour lors logée en chambre garnie au Saint-Esprit, rue des Poulies , chez la Dame Petit ; lors de quoi elle dit à la Déposante qu'elle vouloit se mettre dans une Communauté : que M. de . . . Maître des Requêtes , s'est donné du mouvement pour cela , & a été au couvent de Sainte Perpetue à l'Estrapade , & a fait entendre à la Supérieure que c'étoit une Demoiselle qui arrivoit de Province pour affaires en cette Ville , & que la Supérieure pouvoit la recevoir ; que ladite Demoiselle Vaultier , lorsqu'elle fut sûre de sa résidence dans ladite Communauté , lui proposa de dire qu'elle arrivoit de Condé en Flandres ; que le jour pris pour se transporter à ladite Communauté , ladite Demoiselle Vaultier envoya par un Laquais dudit sieur . . . nommé Fontenay , pour faire prix à la Poste du louage de deux chevaux , pour les atteler à la chaise de poste appartenante audit sieur de Chasse , pour l'emmener à ladite Communauté , afin de faire croire qu'elle arrivoit effectivement de campagne ; que comme on demandoit trop d'argent pour cela , ladite Demoiselle Vaultier prit le parti de faire louer par ledit Fontenay deux carrosses de fiacre , dans l'un desquels elle fit mettre les hardes de ladite Demoiselle Vaultier qui avec la Déposante monta dans l'autre , & furent toutes deux conduites audit couvent de Sainte Perpetue par ledit Fontenay qui a payé lesdites voitures ; que tous les jours de poste elle recevoit des lettres du sieur de Chasse qu'elle disoit être son oncle ; qu'au bout de trois mois le sieur de Chasse vint à Paris voir la D<sup>lle</sup> Vaultier dans lad. communauté ; qu'elle dit alors à la Supérieure , aux Sœurs & aux Pensionnaires qu'il la recherchoit en mariage , parce qu'elle lui avoit fait avoir le Gouvernement de la Citadelle de Strasbourg. Ce même Témoin ajoute que le sieur de Chasse avoit donné 300 l. à la Demoiselle Vaultier avant son départ de Condé ; qu'il lui avoit fait toucher depuis dix louis de 16 liv. qu'il lui avoit fait présent d'une montre d'or , d'une garniture de Valenciennes & de dix-huit chemises garnies ; qu'il la venoit voir tous les jours à la Communauté de Sainte Perpetue ; qu'elle l'alloit voir souvent dans la rue du Renard ; que la Déposante qui l'accompagnait , alloit dire au Portier qu'il avertît le sieur de Chasse de venir parler à une personne , & qu'il venoit joindre la Demoiselle Vaultier.* On

On trouve à peu près les mêmes faits dans la déposition de la Supérieure de Sainte Perpetue qui est l'onzieme Témoin. Elle dépose que le 28 ou le 29 Mai 1725, la Demoiselle Vaultier vint en sa Communauté pour y demeurer en qualité de Pensionnaire, à la recommandation & priere de M. de . . . Maître des Requêtes, qui la proposa même comme une de ses parentes, & fille très-rangée & bien élevée, de la conduite de laquelle il répondit; qu'il lui dit qu'elle devoit arriver en poste à Paris avec une Gouvernante, & que le sujet de son voyage en cette Ville étoit pour solliciter des affaires qui regardoient son pere & sa mere, & pour un établissement qui étoit une fortune très-considérable pour elle. . . que la Demoiselle Vaultier arriva le même jour à dix heures du soir dans un carrosse de Fiacre, accompagnée de sa Gouvernante, se disant arrivée en poste de chez ses pere & mere près Condé; qu'elle s'est comportée dans la Communauté suivant les regles, pendant les trois premiers mois; mais que depuis (qui est le tems de l'arrivée du sieur de Chasse à Paris) elle a pris un air du monde, tant pour les habillemens, que pour le rouge & les mouches, ce qui obligea la Déposante à lui en faire des reproches; à quoi la Demoiselle Vaultier ne fit aucune attention, ce qui l'obligea (la Déposante) de la prier de se retirer; ce qu'elle ne put faire alors, parce qu'elle tomba malade; & qu'elle sortit le jour de la Toussaint pendant qu'elle Déposante, & le surplus de la Communauté étoient à la Paroisse; qu'au retour de la Paroisse, elle en fut fort surprise, attendu qu'il étoit du devoir de la Demoiselle Vaultier, avant de sortir de la Communauté, de faire honnêteté à la Supérieure, ainsi qu'il est ordinaire.

Le même Témoin ajoute que le sieur de Chasse venoit voir la Demoiselle Vaultier, qui le recevoit au parloir, & qu'il y venoit assez souvent; qu'elle Supérieure ne se formalisoit pas de ses visites, vu le sujet qui lui en avoit été dit par la Demoiselle Vaultier; que le sieur de Chasse a fait présent à la Demoiselle Vaultier d'une montre d'or, & d'une garniture de dentelle de Valenciennes; que la Demoiselle Vaultier lui a dit que son mariage alloit se conclure; que la célébration en seroit faite par M. l'Evêque de Gap, frere du sieur de Chasse, & que le sieur de Chasse avoit une tante qui devoit lui faire donation en faveur de leur mariage.

Ces faits qui ont précédé le mariage du sieur de Chasse, annoncent clairement l'intrigue qui étoit entre lui & la Demoiselle Vaultier depuis long-tems. Elle reçoit de lui de l'argent, des bijoux, des nippes, il lui rend des visites journalieres dans sa

Communauté avec les dehors d'un homme qui la doit épouser ; elle ne va voir le sieur de Chasse dans la maison de la Dame Perouse qu'en secret ; elle n'approche de cette maison qu'avec mystère & avec précaution. Ne faudroit-il pas être bien aveugle pour ne pas appercevoir dans cette conduite une liaison criminelle qui subsistoit depuis long-tems , & un complot formé de la conduire jusqu'au Sacrement , lorsque la Dame Perouse que le sieur de Chasse alloit épouser , & qui avec une santé délicate alloit être accablée de persécutions , seroit morte , & auroit laissé par-là le sieur de Chasse en possession d'une partie de ses biens ?

C'est ce qui se confirme pleinement par les faits qui se sont passés depuis le mariage des Sieur & Dame de Chasse. Ce mariage célébré le 27 Octobre , le sieur de Chasse fit sortir la Demoiselle Vaultier de la Communauté de Sainte Perpetue le premier Novembre suivant , & le même jour il l'établit dans sa maison , où il lui donna un appartement & sa table. Tous ceux qui ont eu quelque entrée dans cette maison , ont été frappés de la familiarité qui regnoit entr'eux : non-seulement la Demoiselle Vaultier mangeoit à la table des Sieur & Dame de Chasse , mais souvent on ne permettoit pas à la Dame de Chasse de s'y asseoir , & le sieur de Chasse l'obligeoit de se tenir enfermée dans son appartement , où il a eu même la dureté de ne lui laisser d'autre feu pendant tout l'hyver, que celui d'une chaufferette. C'est ce qu'on a déjà vu par les dépositions de Catherine Mangin , & de Louis Haquin , septieme & dixieme Témoins.

Le sieur de Chasse & la Demoiselle Vaultier restoient presque toujours tête à tête ; il n'y avoit d'attention & de marques d'amitié que pour elle ; le matin il prenoit le thé & le café avec elle , & souvent il le portoit dans la chambre où elle couchoit ; c'est ce que dépose le second Témoin , qui ajoute qu'un jour ayant été chargé d'aller savoir des nouvelles de la Dame de Chasse , elle trouva la clef à la porte de la chambre , mais qu'elle étoit fermée en dedans au verrouil ; qu'ayant fait du bruit , & voulant ouvrir la porte , la Demoiselle Vaultier vint quelque tems après ouvrir , & en présence du sieur de Chasse qui étoit auprès du feu lui dit que la Dame de Chasse étoit sortie. Ce Témoin ajoute encore que la Demoiselle Vaultier lui parut émue. Que signifient ces précautions de s'enfermer aux verrouils dans une chambre ; cette émotion qui paroît sur le visage d'une fille au moment qu'elle est obligée d'ouvrir la porte ? Quelles idées ne donnent point de telles circonstances ? Et en faut-il d'autres pour la preuve d'un mauvais commerce ?

Mais les autres circonstances dont les autres Témoins rendent compte , donnent encore de nouvelles lumieres. Le sixieme Témoin qui dépose aussi des tête-à-têtes fréquens du sieur de Chasse & de la Demoiselle Vaultier , dépose avoir entendu dire un jour par la Demoiselle Vaultier au sieur de Chasse qui sortoit , *mon poulet , où allez vous ?* Mais ce qui marque une familiarité bien plus étroite , elle dépose qu'elle a vu la Demoiselle Vaultier dans sa chambre prendre son pot de chambre , & s'en servir en présence du sieur de Chasse. Ce Témoin ajoute que comme elle a couché pendant quelque tems dans une antichambre , attenant la chambre à coucher de l'appartement de la Demoiselle Vaultier , le sieur de Chasse lui demanda d'un air fâché & impatient quand est-ce qu'elle iroit coucher dans un autre endroit ?

Le dixieme Témoin dépose avoir vu la Demoiselle Vaultier toute nue en chemise , sans jupon ni bas , avec le sieur de Chasse qui lassoit son corps ; que le sieur de Chasse entroit souvent le matin dans la chambre de la Demoiselle Vaultier pendant qu'elle étoit au lit. Il ajoute qu'il a oui dire à la Roche , Valet de chambre du sieur de Chasse , que le sieur de Chasse entretenoit la Demoiselle Vaultier , à laquelle il avoit donné une montre d'or , une garniture de Valenciennes , deux robes de chambre de damas & des chemises.

Enfin les Témoins conviennent que quand la Dame de Chasse abandonna sa maison , la Demoiselle Vaultier resta près de trois semaines seule avec le sieur de Chasse.

Après des faits si précis , comment doit-on qualifier cette confiance avec laquelle le sieur de Chasse avance qu'il n'y a aucune preuve de son commerce scandaleux avec la Demoiselle Vaultier ? S'il faut l'en croire , il n'y a pas même la moindre présomption ; un ancien Officier plus que sexagenaire , à qui quarante-trois ans de service dans les Troupes ont mérité le Gouvernement de la Citadelle de Strasbourg , ne peut gueres être soupçonné de galanterie par son âge & par son état ; cette accusation n'a d'autre fondement que la jalousie de la Dame de Chasse , qui lui a fait trouver des crimes dans la conduite la plus innocente.

Mais des dépositions précises peuvent-elles être détruites par de vains raisonnemens ?

Il est aisé de juger par l'Enquête si la Dame de Chasse s'est alarmée sans sujet , & si tout le monde n'a pas pensé comme elle sur le compte du sieur de Chasse & de la Demoiselle Vaultier. Il est une aveugle jalousie qui s'irrite sans raison , & qui empoi-

bonne les démarches les plus innocentes ; mais il est une sensibilité juste & raisonnable qui s'élève avec indignation contre une préférence qui dégrade une femme légitime ; la Loi non-seulement la permet , mais même l'autorise , *quod maxime castas uxores exasperat* , dit la Loi 8 au Code de repudiis. Ce seroit donc à tort qu'on prétendrait en faire un reproche à la mémoire de la Dame de Chasse. D'un côté elle s'est vu traitée avec barbarie , de l'autre elle a vu le sieur de Chasse prodiguer toute sa tendresse à la Demoiselle Vaultier ; ce n'est pas elle seulement qui s'en est aperçue , on pourroit dire en ce cas que c'est une aveugle passion qui l'a séduite ; ce sont tous les domestiques , tous les voisins , tous ceux qui avoient quelque accès dans la maison ; leurs dépositions en font une preuve bien sensible.

Mais, dit-on , quand bien même le moyen pris du commerce criminel du sieur de Chasse avec la Demoiselle Vaultier seroit prouvé dans le fait , il ne seroit pas admissible dans le droit , parce que suivant les Loix la femme n'a pas le droit d'accuser son mari de mauvais commerce.

Accusation  
d'adultère in-  
terdite à la  
femme lui  
peut servir de  
moyen de sé-  
paration.

On fait bien qu'il n'est pas permis à une femme d'intenter contre son mari l'action d'adultère , c'est-à-dire , de lui faire faire son Procès pour raison de ce crime , mais il y a des circonstances dans lesquelles elle peut s'en faire un moyen de séparation , & la principale de ces circonstances est lorsque le mari fait habiter dans sa propre maison l'objet de ses criminelles complaisances. La Loi le décide trop précisément pour qu'on puisse le révoquer en doute : *Si quis in ea domo in qua cum sua conjuge commanet , contemnens eam , cum alia inveniatur in ea domo manens* ; & la raison qui en est expliquée dans le Droit même , c'est qu'il n'y a rien qui soit plus propre à irriter une femme d'honneur , *quod maxime castas uxores exasperat*. En effet , qu'un mari préfère dans son cœur une étrangère à sa propre femme , c'est une foiblesse que l'on pardonne à l'humanité ; mais qu'il fasse trophée de sa passion , qu'il insulte sa femme jusqu'à placer à côté d'elle celle à qui il sacrifie tous les devoirs de son état , qu'il augmente ses malheurs par la vue d'un objet qui lui rappelle sans cesse ce qui en est la cause déplorable , qu'en un mot il deshonne le séjour d'une femme de vertu en faisant de sa propre maison un asyle de prostitution : voilà ce que les Loix regardent comme une cause trop légitime de divorce. Que la patience échappe à une femme dans de pareilles circonstances , qu'elle rompe le silence que la Loi lui recommande , c'est ce que la Loi elle-même autorise.

Jalousie lé-  
gitime.



En vain le sieur de Chasse cherche-t-il à échapper à la disposition expresse de ces Loix ; accablé des preuves qui résultent de l'Enquête & qui établissent son commerce scandaleux avec la Demoiselle Vaultier , il voudroit bien au moins se disculper de l'avoir placée dans la maison de sa femme ; & en écartant cette circonstance de son crime qui le caractérise particulièrement , c'est dans cette vue qu'il cherche à persuader que c'est la Dame de Chasse elle-même qui a introduit la Demoiselle Vaultier dans sa maison. Il expose qu'elle fut la voir dans sa Communauté de Sainte Perpetue quelques jours après son mariage , qu'elle lui trouva beaucoup d'esprit & lia un commerce d'amitié avec elle , & que ne voulant point suivre son mari dans son Gouvernement de la Citadelle de Strasbourg , elle souhaita que cette Demoiselle vînt loger avec elle.

Mais à qui le sieur de Chasse espere-t-il en imposer par de tels discours , qui n'ont pas même la plus légère couleur de vraisemblance , & qui se trouvent démentis par les dépositions des Témoins qu'on a déjà rapportées ?

On ne peut point dire que la Dame de Chasse ne voulût point suivre son mari à Strasbourg ; elle avoit pris ses arrangemens pour y transporter son domicile avec lui , dès qu'elle eut donné les mains à leur mariage , & même avant la célébration elle avoit fait emballer une grande partie de ses meubles pour les faire voiturer après à la Citadelle de Strasbourg : c'est un fait dont les preuves se trouvent au Procès.

C'est encore contre la vérité que le sieur de Chasse avance dans son dernier Mémoire imprimé , que la Dame de Chasse fut rendre visite à la Demoiselle Vaultier dans la Communauté de Sainte Perpetue , & que dans un autre Mémoire qui a été distribué en première Instance , il a osé avancer que c'étoit la Dame de Chasse qui l'avoit été chercher elle-même dans cette Communauté pour la loger dans sa maison ; il avoit même affecté de placer ce fait parmi les articles sur lesquels il a fait interroger catégoriquement la Dame de Chasse ; elle fut interpellée lors de ces interrogatoires de déclarer si elle n'avoit pas été rendre visite à la Demoiselle Vaultier dans la Communauté de Sainte Perpetue , si ce n'est pas elle qui l'avoit attirée dans sa maison : elle répondit *qu'elle ne connoissoit point la Demoiselle Vaultier , qu'elle ne lui avoit jamais rendu aucune visite , que le sieur de Chasse la lui avoit présentée une fois comme la fille d'un de ses amis ; que c'est le sieur de Chasse qui l'avoit introduite dans leur maison trois jours après leur mariage , & qu'il l'avoit obligée à l'y souffrir.*

Cet exposé de la Dame de Chasse se trouve conforme à ce que plusieurs Témoins ont déposé sur les mêmes faits. La Supérieure de la Communauté de S<sup>te</sup> Perpetue qui rend compte des fréquentes visites que la Demoiselle Vaultier reçoit du sieur de Chasse & de différentes personnes, ne fait mention d'aucune visite de la Dame de Chasse. Elle rend compte pareillement de la sortie de la Demoiselle Vaultier, & non-seulement elle ne dit point que ce soit la Dame de Chasse qui l'est allée chercher dans cette Communauté (circonstance qu'elle n'eût pas passée sous silence), mais elle marque même précisément que la Demoiselle Vaultier sortit de la Communauté sans rien dire à personne, & qu'elle prit le tems que la Communauté étoit à la Messe de Paroisse.

Jeanne Joly, douzième Témoin, qui avoit servi la Demoiselle Vaultier, & qui l'avoit accompagnée lors de la visite qu'elle rendit à la Dame de Chasse, déclare que la Demoiselle Vaultier se plaignit que la Dame de Chasse ne l'avoit pas bien reçue, & qu'elle ne vouloit plus y retourner. Ce Témoin ajoute, ainsi qu'on l'a déjà observé, que lorsque la Demoiselle Vaultier alloit voir le sieur de Chasse, elle faisoit arrêter le Fiacre dans la rue du Renard, & qu'elle l'envoyoit au Portier de la maison pour qu'il avertît secrètement le sieur de Chasse qu'une personne souhaitoit de lui parler au bout de la rue, ce qui est confirmé dans la déposition du même Portier, qui est le cinquième Témoin de l'Enquête.

Ces témoignages s'accordent parfaitement avec l'exposé que la Dame de Chasse a fait dans sa réponse; mais ce qui fait voir encore la vérité de cet exposé & en même tems l'absurdité de celui du sieur de Chasse, c'est que dans son dernier Mémoire imprimé, après avoir fait entendre que c'étoit la Dame de Chasse qui avoit introduit la Demoiselle Vaultier dans leur maison, il ajoute *que cette démarche ne fut pas faite que la jalousie s'empara de la Dame de Chasse*; c'est-à-dire que la Demoiselle Vaultier ne fut pas plutôt logée dans leur maison, que la Dame de Chasse, ainsi qu'il l'assure lui-même, en a témoigné son chagrin; ce qui ne permet pas de douter que c'est lui qui l'avoit logée dans la maison, & qui a contraint la Dame de Chasse à l'y souffrir.

Et il faudroit être bien aveugle pour ne pas l'apercevoir. Si le sieur de Chasse n'avoit pas été d'humeur de s'affranchir de toute contrainte dès le premier instant de son mariage, s'il avoit été capable de garder quelque bienfaisance, n'auroit-il

pas eu soin d'écarter la Demoiselle Vaultier, au moins dès que la Dame de Chasse a paru s'offenser des liaisons qui étoient entr'eux ? La Demoiselle Vaultier elle-même, si elle n'étoit pas entrée dans les vues du sieur de Chasse, si elle n'eût pas été dans le goût de s'associer avec lui au mépris & aux mauvais traitemens qu'il faisoit essuyer à sa femme ; disons plus, si elle avoit eu quelque reste de pudeur & tant soit peu de soin de sa réputation, n'auroit-elle pas pris le parti de faire une honnête retraite, au lieu de s'obstiner à demeurer dans une maison où elle étoit une occasion de divorce entre le mari & la femme, & un sujet de scandale pour tous les voisins & les domestiques ?

Mais ce n'est pas seulement dans les circonstances qu'on vient de remarquer, qu'une femme est autorisée à demander sa séparation sur le fondement d'un mauvais commerce entretenu par son mari, il suffit que ce commerce soit une suite de liaison qui a précédé le mariage, quand bien même le mari ne seroit pas venu à cet excès d'indignité que de loger dans sa maison l'objet de sa passion criminelle ; c'est ce qui a été jugé par différens Arrêts, & notamment dans la Cause de la Demoiselle de la Boscherie de Poitiers ; M<sup>e</sup> Gaultier qui avoit porté la parole dans cette Cause, rapporte cet Arrêt dans son Plaidoyer 19 : l'espece est tout-à-fait semblable à celle-ci ; & pour ne rien changer on va rapporter les propres termes de M<sup>e</sup> Gaultier : *Le mariage*, dit-il, *n'avoit encore duré qu'un mois ; le mari & la femme n'avoient habité ensemble que cinq jours, la femme n'étoit point jeune ; c'étoit une veuve déjà avancée en âge qui conçut quelque pensée contre son mari, que son cœur brûloit d'une flamme impudique, engagé dans le péché d'une première habitude dont les liens ne se pouvoient rompre ; elle surprend des Lettres qui découvrent le dessein formé de la faire servir d'une honnête couverture à la licence & au désordre de ses premières affections ; elle se retire, elle fait informer, elle craint le péril dont le violent transport d'un amour étranger la menace, & sur ces appréhensions la séparation de biens & d'habitation fut jugée par l'Arrêt.*

Dans l'espece de cet Arrêt on ne voit pas que le mari eût logé dans sa maison la personne avec laquelle il avoit eu un mauvais commerce, on voit seulement qu'il avoit continué à vivre avec elle comme auparavant ; il n'en fallut pas davantage pour faire prononcer la séparation.

On reconnoît sans peine les motifs de cet Arrêt ; & en effet il y a dans cette matiere une distinction à faire qui est bien sen-

Arrêt sur le  
19<sup>e</sup> Plaidoyer  
de M. Gaultier  
juge que le  
mari conti-  
nuant depuis  
son mariage  
un commerce  
de galanterie,  
la femme peut  
demander sé-  
paration.

Toute infidélité du mari n'est pas moyen de séparation.

sible. Qu'un homme qui s'est marié avec des intentions pures porte dans la suite son affection à un autre objet, & qu'il s'oublie jusqu'à violer la foi conjugale, c'est une infidélité qu'on peut regarder comme un effet de la foiblesse & de l'inconstance du cœur humain ; mais qu'un homme dont le cœur est tout occupé d'une passion & qui se plaît dans les liens illégitimes qui le tiennent enchaîné, bien loin de former la résolution de les rompre, ne se fasse aucun scrupule de tromper celle à qui il feint de se donner tout entier, & à laquelle il s'attache par un lien indissoluble ; qu'il entre dans le mariage avec le dessein de profaner la dignité & la sainteté de cet état, & de les faire servir comme d'un voile à son libertinage : c'est une perfidie qui mérite une punition bien plus sévère, & il ne faut pas être surpris si elle a toujours été regardée comme une cause légitime de divorce.

Cette réflexion trouve une juste application dans l'espece. On ajoute que le sieur de Chasse a poussé la perfidie jusqu'à un excès dont on auroit peine à trouver des exemples ; c'est ce qui résulte de deux faits qui sont également prouvés dans l'Enquête ; l'un que le sieur de Chasse avoit résolu d'épouser la Demoiselle Vaultier avant même qu'il épousât la Dame de Chasse ; l'autre qu'en épousant par préférence la Dame de Chasse à cause de son bien, il avoit fait son compte qu'elle mourroit bientôt, & s'étoit proposé de passer d'abord après à un second mariage avec la Demoiselle Vaultier, & de la revêtir des avantages qu'il auroit recueillis après la mort de la Dame de Chasse ; c'est-à-dire, qu'en s'unissant à la Dame de Chasse par le lien sacré du mariage, il soupiroit après le terme qui devoit le rompre, & qu'il ne recherchoit ses bienfaits qu'avec l'impatience de les faire passer par sa mort à l'objet de sa passion ; mais on ne peut mieux exposer ici les traits de la perfidie énorme du sieur de Chasse qu'en rappelant les dépositions des Témoins qui en font la preuve.

On a déjà vu par les dépositions de Jeanne Joly & du Portier de la maison les précautions que la Demoiselle Vaultier prenoit pour dérober à la Dame de Chasse la connoissance de ses liaisons avec le sieur de Chasse ; cette conduite prouve évidemment que la Demoiselle Vaultier agissoit de concert avec le sieur de Chasse dans la poursuite de son mariage avec la Dame de Chasse, & cependant il est prouvé par les dépositions de plusieurs autres Témoins, qu'ils avoient dessein de se marier ensemble.

La Supérieure de Sainte Perpetue, dont on a rapporté la déposition, dit que la Demoiselle Vaultier lui avoit déclaré qu'elle avoit

devoit se marier avec le sieur de Chasse, & elle remarque même que ce n'étoit que sous le prétexte de mariage que le sieur de Chasse lui rendoit de si fréquentes visites, & qu'il lui avoit fait présent d'une montre d'or & de différentes nippes.

Marie-Anne Guerin, sixieme Témoin, dépose avoir entendu dire à la Demoiselle Vaultier, que le sieur de Chasse n'avoit épousé la Dame de Chasse que dans l'idée qu'elle mourroit bientôt, & que l'Emploi qu'il avoit à Strasbourg ne lui avoit été accordé qu'à condition qu'il épouserait la Demoiselle Vaultier.

La Dame Perdiguier déclare pareillement dans sa déposition que la Demoiselle Vaultier lui a dit que l'Emploi qui avoit été donné au sieur de Chasse à Strasbourg, ne lui avoit été donné qu'à condition de l'épouser, & que c'étoit par ses amis & par ses connoissances qu'elle l'avoit obtenu.

Ces témoignages sont une preuve précise de l'engagement où étoit le sieur de Chasse d'épouser la Demoiselle Vaultier avant même son mariage avec la Dame de Chasse; mais la déposition de Jeanne Joly donne un nouveau degré d'évidence à cette preuve.

Ce Témoin dépose qu'avant que le sieur de Chasse fût marié, la Demoiselle Vaultier & la Déposante allerent le voir dans une maison rue du Renard, où sa prétendue demouroit, & que lorsqu'elles s'en retournerent à la Communauté de Sainte Perpetue, la Demoiselle Vaultier lui dit que les meubles qui étoient dans l'appartement seroient pour elle lorsqu'elle seroit mariée.

Il ne faut qu'ouvrir les yeux, pour appercevoir dans ce langage de la Dlle Vaultier une preuve non équivoque de la promesse que le sieur de Chasse lui avoit faite de l'épouser incontinent après la mort de la Dame de Chasse, & de la mettre en possession des avantages qu'il auroit recueillis de ce mariage. Ce langage prouve en même tems que la Demoiselle Vaultier regardoit la mort de la Dame de Chasse comme un événement qui devoit suivre de près son mariage, puisqu'avant même que ce mariage fût fait, elle parloit de ses meubles comme d'un bien qui alloit bientôt lui appartenir. Il paroît encore dans la déposition du même Témoin, que ce n'étoit pas seulement sur la délicatesse de la santé de la Dame de Chasse que la Demoiselle Vaultier avoit ainsi réglé la durée de ses jours, & qu'elle avoit conçu l'horrible dessein de les abréger, en disant qu'elle auroit voulu trouver les moyens de l'empoisonner.

Mais ce qui confirme le projet médité de ne faire servir le ma-

riage de la Dame de Chasse que de passage, c'est que dans le tems que le sieur de Chasse a voulu l'obliger à donner les mains à la cassation de leur mariage, en s'assurant néanmoins les avantages qu'elle lui avoit faits; il lui a même déclaré *que c'étoit dans le dessein d'épouser la Demoiselle Vaultier*, & il n'est pas possible de douter que c'étoit en conséquence de la promesse qu'il lui en avoit faite avant son mariage. C'est ce qui est justifié par la déposition de M. Lucas de Muin, qui déclare *que le sieur de Chasse lui avoit dit, que la Dame son épouse avoit diffamé la demoiselle Vaultier; qu'il croyoit, pour réparer l'honneur de cette Demoiselle, être obligé de l'épouser, & qu'il lui parloit ainsi, parce qu'il savoit que le sieur de Chasse travailloit à faire casser son mariage.*

M. de Muin ajoute encore que *le sieur de Chasse vouloit obliger la Dame son épouse de lui faire une donation pour être en état de faire quelque bien à la Demoiselle Vaultier.* M<sup>e</sup> Esteve, Avocat au Conseil, dépose aussi, que *le sieur de Chasse lui a dit qu'il vouloit faire casser son mariage pour être en état d'épouser la Demoiselle Vaultier.*

Enfin le sieur de Chasse est convenu lui-même dans ses écritures, qu'il avoit fait signifier en première Instance, *que la Demoiselle Vaultier s'étoit flattée de l'épouser; & dans son Mémoire distribué au Châtelet, il a déclaré expressément qu'il l'auroit épousée.*

Y eut-il jamais de conduite plus odieuse & plus criminelle que celle d'un mari, qui dès le troisième jour de son mariage introduit auprès de sa femme l'objet illicite de ses amours, & qui conçoit l'indigne projet de ne faire de ce mariage qu'un passage pour couronner la prostitution?

Troisième  
moyen.

Le sieur de Chasse passe ensuite à l'examen du troisième moyen de séparation, c'est celui sur lequel il a fait le plus d'efforts pour donner le change. On lui impute *d'avoir formé l'indigne projet de faire casser son mariage, & d'avoir voulu exiger en même tems une donation qui le dédommageât des avantages qu'il s'étoit fait faire par le contrat de mariage, & qu'il auroit perdus en faisant déclarer son mariage nul; il suppose au contraire que c'est la Dame de Chasse seule qui a enfanté ce projet, & qu'elle a eu la malignité de l'attribuer à son mari pour se faire un moyen de séparation: mais tout ce qu'il imagine à cet égard est un tissu d'absurdités également détruit, & par les dépositions les moins suspectes, & par ses propres écrits.*

Il paroîtra singulier de lui entendre demander d'abord *qui des*

*deux, du mari ou de la femme, avoit intérêt d'imaginer le projet de dissolution du mariage. Si la question devoit être décidée par la présomption, toutes les preuves que la Dame de Chasse rapporte seroient surabondantes.*

Il est évident que le sieur de Chasse avoit un intérêt sensible à faire réussir le plan de la dissolution du mariage. 1°. Il faisoit déclarer nul un mariage dans lequel de son propre aveu il n'avoit aucun agrément. 2°. Il acquéroit la liberté d'épouser la Demoiselle Vaultier, unique objet de sa passion; il est prouvé que c'étoit son dessein. 3°. Il se faisoit faire une donation présente & actuelle, au lieu qu'il n'avoit par son contrat de mariage que des avantages qui dépendoient d'un événement incertain au cas qu'il survécût à la Dame de Chasse. Ainsi le sieur de Chasse ne perdoit rien & gagnoit de tous les côtés, si le projet de dissolution avoit réussi; car il y réalisoit tout ce qui n'étoit que de simples espérances.

Il n'en étoit pas de même à l'égard de la Dame de Chasse. Par la nullité de son mariage, jointe à la donation qu'on exigeoit d'elle, elle se trouvoit également deshonorée & ruinée. D'un côté elle perdoit son état, puisqu'après avoir paru la femme du sieur de Chasse, elle se réduisoit à la qualité de concubine; elle perdoit son nom & son rang, & d'un autre côté elle dérangoit sa fortune en se dépouillant de 40000 liv. Il auroit fallu qu'elle eût perdu l'esprit pour imaginer un projet où il y avoit tout à perdre pour elle.

Il est vrai qu'en faisant déclarer le mariage nul, elle y trouvoit cet avantage de s'affranchir de la tyrannie & de la servitude sous laquelle elle gémissoit; mais outre que le sieur de Chasse ne sauroit lui attribuer ce motif sans reconnoître que c'est sa barbarie seule qui auroit porté la Dame de Chasse à donner dans une pareille extrémité; une femme accablée sous le poids de la persécution, trouve dans le secours des Loix une ressource plus honorable que d'attaquer son propre mariage; elle peut demander séparation, & la Dame de Chasse avoit trop d'avantage de ce côté-là pour recourir au parti injuste & indécent de faire déclarer son mariage nul.

Il faut convenir que c'est choquer la vraisemblance, d'attribuer à la Dame de Chasse d'avoir formé le dessein de faire casser son mariage; ce bizarre projet, qui, en lui-même, ne peut être défavoué, ne pouvoit être que l'ouvrage du sieur de Chasse: aussi tout se réunit-il pour démontrer qu'il en est l'auteur.

La preuve testimoniale met d'abord cette vérité dans le plus

grand jour ; le sieur de Chasse n'a pas dissimulé ses vues , il en a parlé sans déguisement à plusieurs personnes très-dignes de foi , qui ont été entendues dans l'Enquête.

M. Lucas de Muin , dans sa déposition expose que le sieur de Chasse lui avoit dit , *que la Dame son épouse avoit diffamé la Demoiselle Vaultier ; qu'il croyoit , pour réparer l'honneur de cette Demoiselle , être obligé de l'épouser* : Ce Magistrat ajoute , *qu'il lui parloit ainsi , parce que ledit sieur Déposant savoit bien que ledit sieur de Chasse travailloit à faire casser son mariage , lui en ayant parlé plusieurs fois.*

M<sup>e</sup> Esteve , Avocat au Conseil , après avoir rapporté différens moyens dont le sieur de Chasse lui avoit dit vouloir se servir pour faire casser son mariage , ajoute que dans une autre conversation le sieur de Chasse lui dit , *qu'il avoit consulté des Avocats sur son affaire , & qu'ils lui avoient répondu que son mariage pouvoit se casser sur la nullité des dispenses , & qu'il avoit été à cet effet lever au Greffe de l'Officialité les expéditions des actes & pièces pour y parvenir.*

Après que le sieur de Chasse a eu communication de l'Enquête , il a voulu reprocher ces deux témoins sur des faits qu'il a imaginés , & dont on fera voir dans la suite la fausseté ; on se contentera d'observer que leurs dépositions se trouvent confirmées par celle du sieur Frain , Greffier de l'Officialité , qui déclare que le sieur de Chasse fut chez lui pour lever les expéditions de ses dispenses ; qu'il lui dit sans aucun détour *que c'étoit pour parvenir à la cassation de son mariage , s'il y avoit lieu , & qu'il avoit consulté des Avocats pour s'en instruire plus particulièrement ; qu'il demanda même ce que pensoit le Déposant , &c.*

Ces trois dépositions prouvent clairement que c'étoit le sieur de Chasse qui avoit imaginé ce projet , qui avoit consulté & fait toutes les démarches pour y parvenir. On ne trouve pas la moindre circonstance qui puisse faire naître des soupçons contre la Dame de Chasse ; on voit au contraire qu'elle étoit alarmée de ce dessein , qu'elle l'attribuoit à l'aversion que le sieur de Chasse avoit pour elle , & à sa passion pour la Demoiselle Vaultier. Le même M<sup>e</sup> Esteve déclare dans un autre endroit de sa déposition , que dans une visite que la Dame de Chasse lui rendit , après lui avoir parlé des mauvais traitemens de son mari , elle ajouta *que le sieur son époux , soit par inimitié contr'elle , soit à l'instigation de la Demoiselle Vaultier , lui avoit proposé de faire casser leur mariage,*



Mais indépendamment de la preuve testimoniale , quand on n'auroit que les écrits du sieur de Chasse lui-même , la vérité ne pourroit jamais être obscurcie. Pour écarter les équivoques que le sieur de Chasse a affecté de répandre sur ces pieces, il faut en reprendre l'histoire en peu de mots.

Le sieur de Chasse marié au mois d'Octobre 1726 , pensa dès le mois de Novembre suivant à faire casser son mariage ; & pour récompense de l'injure , il vouloit exiger de sa femme une donation qui lui auroit tenu lieu des avantages portés dans le contrat de mariage , c'est-à-dire , qu'il a voulu tour-à-la-fois , & la ruiner , & la deshonor. Comme il ne pouvoit pas s'expliquer verbalement avec la Dame de Chasse sur de pareilles propositions , il lui faisoit remettre des écrits de sa main , contenant ses volontés. L'un de ces écrit portoit 40000 liv. à titre irrévocable , & 1500 liv. de pension sa vie durant , ou bien 30000 l. à même titre , & 2000 liv. de pension pendant sa vie ; plus la berline parfaite & payée , & les meubles que j'ai à Strasbourg. Dans un autre il disoit , *il faut que la donation soit faite sur la tête d'un tiers , & que la donatrice déclare que les biens qui sont hypothéqués à ladite donation sont francs & quittes.* Enfin dans un autre il faisoit une nouvelle proposition , 20000 l. en argent comptant & meubles portatifs , comme les tapisseries , vaisselle d'argent , bijoux , berline , &c. Il termine cette dernière proposition par ces termes : *Voilà le seul parti auquel on s'est déterminé ; il faut , si on le veut , ne pas se lamenter , ni disputer , mais finir , si on recherche l'heureuse tranquillité.* C'est ainsi qu'en tyrant il prescrivit à sa femme la dure loi de perdre son honneur & son bien pour acquérir l'heureuse tranquillité.

La Dame de Chasse s'est refusée autant qu'elle a pu à toutes ces propositions ; mais craignant la fureur & les emportemens de son mari , elle rendit plainte devant le Commissaire Glou le 14 Janvier 1727 , & déposa deux de ces écrits. Le lendemain le sieur de Chasse l'obligea de se rendre chez M<sup>e</sup> Esteve , de signer & de déposer entre ses mains un écrit par lequel elle promettoit de lui donner 40000 liv. au cas que le mariage fût cassé ; mais comme elle n'avoit fait que céder à la violence , elle fit ses protestations devant le même Commissaire contre cet écrit du 15 Janvier.

Le sieur de Chasse ayant fait ses réflexions sur l'écrit du 15 Janvier , en dressa un autre qu'il crut plus propre à captiver la Dame de Chasse , il le lui fit voir tout écrit de sa main ; la Dame de Chasse toujours pour se dérober aux violences du sieur de Chasse , fut obligée de l'approuver en apparence ; mais elle commença dès

le 11 Janvier 1727 par faire ses protestations contre la demande qu'on exigeoit d'elle ; ce ne fut qu'après avoir pris ces précautions, qu'elle copia l'écrit qui lui fut remis par le sieur de Chasse, & le signa le 20 Février 1727. Les expressions de cet écrit sont capables de révolter les personnes les plus indifférentes sur la religion ; on y prodigue les sermens ; on fait soumettre la Dame de Chasse, au cas qu'elle manque à exécuter sa promesse au sujet de la donation, à *consentir que Dieu la tire du nombre de ses Elus, & la condamne dans les flammes éternelles, & à être traitée des hommes comme violatrice & faussaire de toutes ses promesses.* Quelle horreur de rendre, pour ainsi dire, Dieu & les hommes complices de ses crimes ! On reconnoîtra sans peine que cet écrit n'est pas l'ouvrage de la Dame de Chasse qui s'est toujours distinguée par sa religion & par sa vertu.

Enfin à toutes ces preuves qui sont plus que suffisantes pour démontrer quel est l'auteur du projet de la dissolution de mariage, on peut ajouter encore trois écrits de la main du sieur de Chasse qui sont produits au Procès. Le premier est un Mémoire instructif des moyens qu'il vouloit employer pour parvenir à la dissolution ; il est intitulé : *Mémoire concernant la conduite qu'il faut tenir à Lyon dans la poursuite du mariage contracté entre Messire Marie-Antoine Berger de Chasse, & la Dame Heleine de Lorme de Tencin, veuve du sieur Peroufé.*

Le second est un état des pieces qu'il avoit envoyées à Lyon pour y poursuivre à la Primatie l'appel de la Sentence de fulmination des dispenses & de la célébration du mariage. On trouve parmi les pieces énoncées dans cet état, la copie du brevet de Lieutenant de Roi de Condé, & une attestation du Curé & des Magistrats de la même Ville, qui devoient, suivant le Mémoire instructif, servir à prouver que le sieur de Chasse n'étoit pas domicilié à Paris, mais à Condé, lorsque la dispense avoit été accordée.

Le troisieme écrit est un billet conçu en ces termes : *Il faudroit se presser de faire partir les procurations, & prier les Procureurs d'abrégger les délais accordés, & d'agir dans le moment, si la Primatie le veut, les Parties étant présentes ; on ne peut le refuser.* Rien de plus précis pour prouver combien le sieur de Chasse avoit à cœur la dissolution du mariage, & l'impatience avec laquelle il attendoit le succès & la conclusion de cette affaire.

La suite exacte de tous ces faits donne à connoître que les propositions de faire rompre le mariage, & de faire une donation au sieur de Chasse ne venoient que de lui seul ; c'est lui qui annonce

à différentes personnes qu'il veut faire casser son mariage & épouser la Demoiselle Vaultier; c'est lui qui va à l'Officialité chercher les pièces nécessaires pour y parvenir; c'est lui qui donne les modèles des actes; il est impossible de résister à une évidence si sensible.

Il n'y a pas la moindre preuve que ce soit la Dame de Chasse qui ait imaginé ce projet; si elle a paru y donner son approbation, *c'est pour se procurer le repos, & pour éviter les violences & les voies de fait de son époux qui la font craindre pour sa vie.* C'est ainsi qu'elle s'en explique dans les différentes protestations qu'elle a faites pendant le cours des poursuites faites par le sieur de Chasse pour parvenir à ses desseins.

Ce n'est pas dans ses protestations seules qu'on trouve des preuves de la violence qui étoit exercée contre elle pour la faire consentir à la dissolution, le sieur de Chasse a l'imprudence d'en donner des preuves dans ses propres écrits. *Voilà le seul parti auquel on s'est déterminé; il faut, si on le veut, ne pas se lamenter, ni disputer, mais finir, si on recherche l'heureuse tranquillité.* La Dame de Chasse se lamentoit donc sur la dissolution du mariage, & sur les conditions qui devoient l'accompagner; c'est cependant à ce prix qu'on lui fait entrevoir *l'heureuse tranquillité* dont elle étoit privée depuis son mariage.

L'Enquête fournit encore des preuves convaincantes des mauvais traitemens & des menaces employées par le sieur de Chasse pour contraindre la Dame son épouse de concourir à ses injustes desseins. On voit que lorsque la Dame de Chasse refusoit d'accepter les propositions qui lui étoient faites, le sieur de Chasse répondoit, *qu'elle n'avoit qu'à se préparer pour le voyage de Strasbourg.* Pour sentir toute la force de ces paroles, il n'y a qu'à lire ce qu'un témoin a ouï dire à un vieux Valet de chambre qui étoit depuis long-tems au service du sieur de Chasse : *Que si le sieur de Chasse tenoit la Dame son épouse dans sa Citadelle, elle n'en reviendrait jamais, & qu'il connoît son Maître assez mauvais pour la mettre dans une cave où il la feroit mourir à petit feu.* Se préparer pour le voyage de Strasbourg, c'étoit donc être condamnée à être la triste victime de toute la barbarie du sieur de Chasse.

Après des faits si précis, & si clairement établis par un concours de preuves de toute espèce, comment le sieur de Chasse a-t-il pu mettre en problème qui des deux a été l'auteur de l'infame projet de la dissolution du mariage? La Dame Tessier pourroit se dispenser de réfuter les sophismes & les équivoques que le sieur de

Chassé a imaginés, & qu'il a voulu appuyer par quelques endroits des dépositions des Témoins ou des écrits produits au Procès dont il a changé le texte ; mais tous ces faits acquerront un nouveau degré d'évidence, par la discussion des moyens mêmes que le sieur de Chassé emploie pour les obscurcir.

Le sieur de Chassé tente d'abord d'écarter les preuves qui résultent de l'Enquête ; il cherche sur-tout à affoiblir la déposition de M. de Muin & celle du sieur Esteve, & à rendre leur témoignage suspect, quoiqu'il n'ait proposé contr'eux aucun reproche avant la communication de l'Enquête. Il suppose qu'ils étoient les conseils de la Dame de Chassé, que ce sont eux qui, de concert, ont inspiré & conduit le projet de la cassation du mariage. Il reproche d'abord, à l'égard de M. Lucas de Muin, que la Dame de Chassé, après sa demande en séparation & en révocation de la donation, déplaça ses meubles, dont son mari étoit chargé par son contrat de mariage, qu'elle les fit porter dans l'appartement de M. Lucas de Muin ; il ajoute qu'il a revendiqué ces meubles, & que le Portier de M. de Muin refusa de les délivrer sans le consentement de son Maître qui étoit absent.

La Dame de Chassé n'a point déplacé ses meubles, lorsqu'elle est sortie de la maison : il est vrai qu'il y eut quelques meubles mis dans une chambre de M. de Muin, de l'aveu du sieur de Chassé, qui néanmoins ne laissa pas de les revendiquer ; mais comme la Dame de Chassé forma opposition à cette revendication, que d'ailleurs il étoit dû à M. de Muin trois quartiers de loyers que le sieur de Chassé ne s'étoit pas mis en peine de payer, une partie de ces meubles qui étoient des nippes à l'usage de la Dame de Chassé, lui a été rendue ; le surplus a été vendu pour acquitter les loyers.

Ce fait, totalement étranger à la déposition de M. de Muin, ne sauroit donner la moindre atteinte au témoignage d'un Magistrat respectable, dont la probité & la vertu sont universellement reconnues ; cependant on ne rapporte pas d'autre preuve pour tâcher d'affoiblir sa déposition ; & , ce qui est encore plus téméraire, c'est sur un pareil fait qu'on a la hardiesse de supposer que M. de Muin étoit le conseil la Dame de Chassé.

A l'égard du sieur Esteve, on a eu recours à une équivoque & à une supposition insigne, pour prouver qu'il étoit aussi le conseil de la Dame de Chassé ; on établit cette preuve sur deux lettres écrites de Condé par le sieur de Chassé à la Dame son épouse, & on ne manque pas d'observer que c'est cette Dame qui les a produites.

produites. La premiere porte : *Je suis bien mortifié du départ de M. Esteve par rapport à vous , ma chere amie , & à vos affaires.* Dans la seconde Lettre il est dit , *que M. Esteve sçache ou ne sçache pas noire union , nous ne devons pas nous embarrasser de son raisonnement , non plus que de ceux qu'on tient en Dauphiné.*

On fera sans doute surpris d'apprendre que ces deux Lettres n'ont aucun rapport à M<sup>e</sup> Esteve , Avocat au Conseil , qui a été entendu dans l'Enquête , & que le sieur de Chasse ne lui en fait l'application qu'à la faveur d'une équivoque , que la conformité de nom lui a donné lieu d'imaginer ; & ce qui rend la mauvaise foi du sieur de Chasse moins pardonnable , c'est qu'il avoit déjà fait la même équivoque dans ses prétendus griefs , & qu'il a été confondu à cet égard par la réponse de la Dame de Chasse.

M<sup>e</sup> Esteve entendu dans l'Enquête , a un frere cadet que le sieur Perouse , premier mari de la Dame de Chasse , avoit fait son Légataire universel ; c'est celui dont il est parlé dans ces deux Lettres. Il partit pour le Languedoc dans le mois de Juin 1724 , dont il ne revint que plus de quatre ans après , & par conséquent long-tems depuis la demande en séparation. Le sieur Esteve cadet n'étoit point le conseil de la Dame de Chasse ; mais comme en qualité de Légataire universel du sieur Perouse , il se trouvoit Propriétaire des biens dont la Dame de Chasse avoit l'usufruit , il y avoit entr'eux une relation d'affaires pendant qu'il étoit à Paris ; c'est ce qui faisoit juger au sieur de Chasse que son départ pourroit faire de la peine à la Dame de Chasse , & que ses affaires en souffriroient ; mais il ne s'ensuit pas de-là que le sieur Esteve fût le conseil & l'homme de confiance de la Dame de Chasse , encore moins le sieur Esteve , Avocat au Conseil , son frere , qui n'étoit avec elle dans aucune relation d'affaires , & qui ne la voyoit que très-rarement.

Ce qu'il y a de plus absurde dans le systême du sieur de Chasse , c'est qu'il a la témérité d'avancer que M. Lucas de Muin & le sieur Esteve ont inspiré de concert à la Dame de Chasse le projet de cassation du mariage ; rien n'est plus mal imaginé que cette espece de complot entre deux personnes qui ne se connoissoient pas , & qui ne se sont peut-être jamais vus.

Il résulte de l'Enquête que le sieur Esteve , fatigué des importunités du sieur de Chasse , ne voulut plus se mêler des différends qu'il avoit avec la Dame son épouse. De leur commun accord il envoya l'écrit du 15 Janvier 1726 , dont il étoit dépositaire , à M. Lucas de Muin , sous une enveloppe ; ce ne fut que dans le

mois de Février, après que le sieur Esteve se fut débarrassé de cette affaire, que M. Lucas de Muin en fut importuné à son tour. C'est ce que le sieur de Chasse a affecté de confondre, & qu'il est important de distinguer; tout ce qui est antérieur au mois de Février 1726 est étranger à M. Lucas de Muin, & tout ce qui est postérieur s'est passé sans que le sieur Esteve en ait eu connoissance.

M. Lucas de Muin ne connoissoit pas le sieur Esteve, il n'a été dans aucune relation avec lui à l'occasion des démêlés des Sieur & Dame de Chasse; ce sont deux personnes de leur connoissance, mais qui ne se connoissoient pas, qui ont été fatiguées de la même affaire, mais successivement & en differens tems. Cet exposé qui résulte de tout ce qui est rapporté dans l'Enquête, suffit pour faire sentir le ridicule de cette idée de complot, que le sieur de Chasse a voulu attribuer à deux personnes dont la réputation est au-dessus d'un pareil soupçon.

Après les réflexions qu'on vient de faire, il ne sera pas difficile de détruire les équivoques & les sophismes, que le sieur de Chasse qualifie de preuves, pour établir que c'est la Dame de Chasse qui a imaginé le projet de faire déclarer son mariage nul; ces prétendues preuves sont au nombre de quatre.

*Premiere preuve.* « Il est si vrai, dit-on, que c'est la Dame de » Chasse qui a imaginé ce projet, que le premier écrit à ce sujet » se rédigeoit dans le cabinet de M. de Muin, sans la participa- » tion & hors la présence du sieur de Chasse; M. de Muin en » convient dans sa déposition ».

On peut juger de la défense du sieur de Chasse par cette premiere preuve, qui n'est fondée que sur une équivoque & une supposition grossiere; la simple lecture de la déposition de M. de Muin suffit pour être indigné de la mauvaise foi du sieur de Chasse. Ce Magistrat parle d'abord de tout ce qui s'est passé depuis le mariage des Sieur & Dame de Chasse jusqu'à la demande en séparation formée par la femme. Plaintes ameres de la part de la femme; reproches sanglans, injures atroces, mauvais traitemens de la part du sieur de Chasse. Enfin il rend compte de la demande en séparation, sur quoi il observe, *qu'il conseilla au sieur de Chasse de s'accommoder, que les conditions furent convenues, & comme on travailloit dans le cabinet du Déposant à dresser l'écrit, le sieur de Chasse entra, & dit qu'il n'en vouloit plus rien faire, & qu'on lui avoit dit qu'on lui donnoit trop peu, ce qui fit que le projet d'accommodement fut déchiré.*

C'est ce dernier écrit auquel on travailloit depuis la demande en séparation, qui se dressoit dans le cabinet de M. de Muin, en l'absence du sieur de Chasse; mais cet écrit qui fut déchiré ne pouvoit pas être celui du 20 Février, ni celui du 15 Janvier produit au Procès, ainsi que le sieur de Chasse le suppose dans son Mémoire; il n'avoit même aucun rapport au projet de la dissolution du mariage, absolument avorté depuis la demande en séparation; il ne s'agissoit que de s'accommoder par une séparation volontaire; c'est à quoi l'on travailloit dans le cabinet de M. de Muin.

Le sieur de Chasse affecte, contre toute vraisemblance, de confondre les tems & les objets; c'est à la faveur de cette confusion qu'il tâche de bâtir ses preuves; il veut que l'écrit auquel on travailloit dans le cabinet de M. de Muin, & qui a été déchiré, soit celui du 15 Janvier 1726 qui subsiste & qui est produit au Procès; il suppose qu'il s'agissoit chez M. de Muin de la cassation du mariage, & il n'étoit question que d'un accommodement sur la séparation. A ce premier trait on peut juger de la bonne foi que le sieur de Chasse employe dans sa défense.

*Seconde preuve.* « L'écrit du 15 Janvier 1726 étant de la main » de la Dame de Chasse, il n'étoit pas possible de faire faire une » copie par le mari; on imagina l'expédient de faire celui du 20 » Février, pour avoir le prétexte d'en tirer une copie de la main » du sieur de Chasse; la Dame de Chasse sûre du succès, fait par » avance une protestation le 13 Février contre cet écrit qu'elle » dit avoir été dicté par le sieur de Chasse; mais c'est, suivant le » sieur de Chasse, ce qui démasque la fraude. 1°. La promesse du » 20 Février 1726 n'est écrite ni signée du sieur de Chasse. 2°. » Comment a-t-on protesté le 11 contre un écrit du 20? 3°. On » en a fait faire une copie par le sieur de Chasse pour avoir un pré- » texte de demander la séparation. 4°. Il y a des lignes au dos » de cette copie qui ont été raturées, mais dont on lit encore une » partie, & par lesquelles on voit que ce n'est pas le sieur de » Chasse qui faisoit les propositions. Ainsi, dit-on, il est évident » que la copie que l'on rapporte de l'écrit du 20 Février a été » écrite après l'original écrit & signé par la Dame de Chasse: » original qu'elle avoit remis de son pur mouvement à M. de » Muin ». Ces quatre observations, s'il en faut croire le sieur de Chasse, démontrent que la Dame de Chasse, à l'aide de ses prétendus Conseils, a imaginé le projet de séparation.

Le système imaginé par le sieur de Chasse choque ouvertement

la raison & la vraisemblance. Si la Dame de Chasse avoit fait librement de son chef l'écrit du 20 Février 1726, par quelle raison le sieur de Chasse se seroit-il avisé d'en faire une copie après coup pour la donner à sa femme? Quelle raison, quel prétexte auroit on pu imaginer pour faire copier au sieur de Chasse un billet que sa femme lui avoit fait, & pour lui persuader de se défaire de cette copie? Ce système bizarre n'est qu'un tissu d'absurdités. Il est naturel de croire que le sieur de Chasse n'étant pas tranquille sur l'écrit du 15 Janvier, dresse le projet de celui du 20 Février, dans lequel en multipliant les sermens, il croit enchaîner plus étroitement la Dame son épouse, dont il connoissoit la piété; il remet ce projet à la Dame de Chasse, afin qu'en le copiant, elle en fassé voir l'original entierement écrit de sa main. Il n'est pas possible de penser que les choses se soient passées autrement.

Une seconde réflexion suffiroit seule pour convaincre le sieur de Chasse qu'il est l'auteur du projet de la dissolution : tous les faits sur lesquels la Dame de Chasse a fondé sa demande en séparation se trouvent énoncés dans la premiere Requête qu'elle a présentée au Châtelet; les mauvais traitemens, le commerce scandaleux avec la Demoiselle Vaultier, les mesures prises par le sieur de Chasse pour faire casser son mariage, & extorquer une donation. L'écrit du 20 Février y est rappelé avec cette circonstance, que c'étoit le sieur de Chasse qui en avoit donné le modele, & forcé la Dame de Chasse par ses mauvais traitemens à le copier & à le signer de sa main. En conséquence de l'assignation donnée au sieur de Chasse, les deux Parties comparurent, suivant l'usage, devant M. le Lieutenant Civil; on voit par le Procès-verbal, que la Dame de Chasse soutient tous les faits énoncés dans sa Requête; que le sieur de Chasse se contente de dénier les mauvais traitemens qui lui étoient imputés, mais il n'ose pas dénier d'avoir formé le dessein de la dissolution du mariage, & d'avoir donné les modeles des écrits signés par la Dame de Chasse, même de celui du 20 Février. Si le sieur de Chasse n'avoit pas été l'auteur du projet de dissolution & du modele de l'acte du 20 Février, *si c'eût été un mystere d'iniquité enfanté par la Dame de Chasse, & ses prétendus Conseils, une perfidie la plus noire, la fourbe la plus outrée qu'une femme puisse faire à son mari, comme on lui fait dire aujourd'hui, est-il naturel de penser qu'il eût demeuré dans le silence lorsque la Dame de Chasse lui a reproché en face devant le Magistrat, que ce mystere d'iniquité étoit son propre ouvrage, & que c'étoit lui qui avoit donné le modele*



de l'écrit du 20 Février ? Mais il n'avoit pas eu le loisir d'imaginer les pitoyables subterfuges dont il ose se servir aujourd'hui. Le crime a pour première ressource le silence, il n'appartient qu'à la vertu, compagne de la vérité, de repousser la première attaque de la calomnie. Que deviennent à présent les quatre réflexions contenues dans le Mémoire du sieur de Chasse ?

1°. C'est une illusion de dire que l'original n'est point écrit & signé du sieur de Chasse, & que la Dame de Chasse déclare l'avoir fait de son propre mouvement ; cela n'est pas étonnant, le sieur de Chasse ne pouvoit pas écrire & signer une promesse à son profit, il ne pouvoit qu'en donner un modèle, comme il a fait ; dans le modèle il fait dire à la Dame de Chasse que c'est de son propre mouvement qu'elle promet ; pouvoit-on la faire parler autrement ? Pouvoit-on lui faire dire que c'étoit malgré elle qu'elle s'engageoit ? Mais cette déclaration, *que c'étoit de son propre mouvement & de sa propre volonté*, se trouve détruite par les protestations de la Dame de Chasse, & par toutes les autres circonstances qu'on vient d'observer.

2°. *Comment la Dame de Chasse a-t-elle pu, dit-on, protester le 11 Février contre l'acte du 20, qui n'existoit pas encore ?* Cette réflexion n'est fondée que sur une équivoque ; il n'y a rien dans la protestation faite le 11 Février devant le Commissaire Glou, qui désigne l'écrit du 20 du même mois ; c'est sans doute un autre écrit que le sieur de Chasse avoit projeté depuis celui du 15 Janvier, dont il n'étoit pas content ; la Dame de Chasse dit bien que son mari a écrit & dicté un second acte qu'il veut lui faire signer, *disant que le dernier (celui du 15 Janvier) n'est pas comme il faut*. Il est visible que c'est un autre écrit enfanté par le sieur de Chasse, & qui n'a pas eu d'exécution.

Mais quand même on pourroit penser que l'écrit désigné dans la protestation du 11 Février seroit le même que celui qui a été depuis signé le 20 du même mois par la Dame de Chasse, on ne sçauroit en tirer la plus légère présomption en faveur du système imaginé par le sieur de Chasse. Ne pourroit-il pas se faire fort naturellement que cet acte du 20 Février ait été imaginé dès le 11 du même mois, qu'il ait dès-lors fait des tentatives auprès de la Dame de Chasse pour l'obliger à le signer, qu'il se soit passé neuf jours avant que la Dame de Chasse ait pu s'y déterminer, & qu'enfin l'affaire n'ait pu être consommée que le 20, après que la Dame de Chasse, vaincue par les menaces & les mauvais traitemens, a consenti de copier & signer cet écrit ?

3°. La troisième réflexion est déjà détruite ; on dit qu'on a fait faire au sieur de Chasse la copie de l'acte du 20 Février , pour se donner un moyen de séparation ; cela suppose que cette copie n'a été faite qu'après coup , au lieu qu'il est prouvé que c'est un modele qui a précédé. D'ailleurs, on le répète , quel prétexte auroit-on pu avoir de faire faire au sieur de Chasse une copie d'une promesse faite à son profit , & de la remettre à sa femme ? En un mot le modele écrit de la main du sieur de Chasse se trouve daté du 17 Février , ce qui prouve irrévocablement que c'est un modele qui a précédé , & que ce n'est pas une copie faite après coup.

4°. Enfin le sieur de Chasse , dans sa quatrième réflexion , veut établir son système sur quelques lignes écrites de la main du sieur de Chasse au dos du modele de l'écrit du 20 Février , & qui se trouvent surchargées d'encre ; il les rapporte dans son Mémoire avec sa fidélité ordinaire, c'est-à-dire , en changeant plusieurs mots du texte pour en substituer d'autres , qui font un sens tout opposé. Voici les termes des deux premières lignes qui se lisent très-distinctement , quoiqu'elles soient surchargées d'encre. *Me rendre la copie du billet qu'a dû faire Madame de Perouse , que j'ai envoyé à M. Esteve.* Voici comment on les rapporte dans le Mémoire du sieur de Chasse : *J'ai rendu la copie du billet qu'a dû faire Madame de Perouse , que j'ai remis à M. Esteve.* En changeant ainsi les mots *me rendre* , en ceux de *j'ai rendu* , & celui d'*envoyé* en celui de *remis* , on prétend prouver par ces deux lignes que le sieur de Chasse avoit fait une copie du billet fait par la Dame de Chasse , qu'on suppose être celui du 20 Février ; qu'il avoit remis cette copie au sieur Esteve , qui l'a dans l'instant livrée à la Dame de Chasse. Mais le sieur de Chasse a fait cette altération en pure perte ; son raisonnement contient une absurdité manifeste , & se détruit par lui-même.

Non-seulement le sieur Esteve ne se mêloit plus de cette affaire lors de l'écrit du 20 Février , comme il est justifié par l'Enquête , il s'étoit même chargé , du consentement des Sieur & Dame de Chasse , de l'écrit du 15 Janvier qu'on lui avoit mis entre les mains ; & quand il faudroit lire les deux lignes de la manière qu'on les rapporte dans le Mémoire , l'objection du sieur de Chasse contiendrait un faux raisonnement.

On soutient que la Dame de Chasse & ses prétendus Conseils firent faire après coup au sieur de Chasse une copie de l'écrit du 20 Fév. & que cette copie qui est produite au Procès , fut remise à la Dame de Chasse par le sieur Esteve ; c'est ce qu'on veut prou-

ver par ces deux lignes, *j'ai rendu la copie du billet qu'a dû faire Madame de Perouse, que j'ai remis à M. Esteve*; mais ces deux lignes se trouvent écrites au dos de la copie même qui est produite au Procès; or rien n'est plus absurde que de prétendre, que le sieur de Chasse eût remis cette copie, tandis qu'il la tenoit en sa main, & qu'il écrivoit sur cette copie même.

En rétablissant le texte de ces deux lignes, tel qu'il est, *me rendre la copie du billet qu'a dû faire Madame de Perouse, que j'ai envoyé à M. Esteve*, on voit qu'antérieurement à l'écrit du 20 Février il y avoit eu un autre projet que le sieur de Chasse avoit dressé & envoyé, qu'il a voulu le faire copier & signer à la Dame de Chasse; mais qu'ayant imaginé depuis celui du 20 Février, le précédent projet est demeuré sans exécution: qu'il a demandé que le modele lui fût rendu, & qu'en effet ses ordres ont été exécutés, puisqu'il ce premier projet n'a pas paru depuis, & qu'il n'est point produit au Procès.

Après ces observations, il est assez inutile d'examiner qui a raturé les lignes; la Dame de Chasse n'y avoit aucun intérêt; ce qu'il y a de certain, c'est qu'elles ne sont pas une suite du projet du 20 Février, & qu'elles n'ont pas été écrites en même tems; on entrevoit seulement que c'est une simple note faite par le sieur de Chasse pour se faire rendre un écrit dont il ne s'agit pas ici. Ce seroit perdre le tems que de suivre les raisonnemens que fait le sieur de Chasse sur les mots qui suivent, dont partie se déchiffre & l'autre ne se déchiffre point; on ne pourroit bâtir que des conjectures obscures; mais il est clair & prouvé jusqu'à la démonstration, que le sieur de Chasse est le seul coupable du projet de dissolution, & que c'est lui seul qui a enfanté le malheureux écrit du 20 Février 1726; tous les raisonnemens ne peuvent jamais alterer les preuves résultantes des dépositions des Témoins, & des propres écrits du sieur de Chasse.

*Troisième preuve.* « On fait écrire au sieur de Chasse un grand » Mémoire, contenant la conduite que l'on devoit tenir à l'Offici- » lité de Lyon, dans la poursuite de la dissolution du mariage; on le » fait parler en sçavant Jurisconsulte; on lui fait citer l'Ordon- » nance de 1667, l'Edit de 1697, au sujet des domiciles pour les » mariages; on lui fait débiter ce qu'il y a de plus sçavant dans » ces matieres, cela peut-il être attribué à un Militaire? ».

Mais de bonne foi, croira-t-on que la Dame de Chasse fût plus habile en Jurisprudence que le sieur de Chasse? Ce raisonnement si facile à rétorquer, ne devoit pas être proposé. D'ailleurs, quoi-

que le sieur de Chasse par son état n'eût pas une grande connoissance des affaires, il avoit eu grand soin de se faire instruire sur les moyens qui pourroient servir à la dissolution de son mariage; il résulte de l'Enquête qu'il consultoit des Avocats, qu'il prenoit des instructions par-tout où il en trouvoit l'occasion, qu'il avoit demandé avis jusqu'au Greffier de l'Officialité; le Mémoire dont il s'agit avoit été fait sur les instructions qu'il avoit prises; rien n'est moins extraordinaire que de voir un Militaire raisonner sur une affaire dont le succès lui tenoit si fort à cœur, & sur laquelle il avoit pris tant de soin de se faire instruire.

Le sieur de Chasse a omis dans son Mémoire un fait qui lui a sans doute paru trop décisif contre lui. Au Mémoire d'instruction dont il parle, se trouve joint un autre écrit pareillement de sa main, qui énonce toutes les pieces qu'il avoit envoyées à Lyon pour poursuivre la Sentence de dissolution, parmi lesquelles étoit son Brevet de Lieutenant de Roi de Condé. Un autre que le sieur de Chasse a-t-il pu administrer cette piece? Tout concourt donc pour prouver que c'est lui qui a enfanté & suivi le projet de dissolution de mariage.

Pour détruire des faits si précis le sieur de Chasse a recours à sa défaite ordinaire; ce sont, dit-il, des copies que la Dame de Chasse a eu l'adresse de tirer de lui pour se faire un moyen de séparation; mais il n'appuie cette allégation d'aucune preuve, ni de la moindre présomption; comment, ajoute-t-il, des pieces qui devoient rester entre les mains du sieur de Chasse, pour lui servir d'instruction, ont-elles passé entre les mains de la Dame de Chasse? La Dame Tessier pourroit répondre à cette question, qu'elle ignore par quel hazard ces pieces sont sorties de la main du sieur de Chasse; mais la Dame de Chasse en a elle-même rendu compte dans le Procès.

Quelque tems après la demande en séparation, le sieur de Chasse partit pour Strasbourg; il avoit eu grand soin d'enlever tous les meubles, mais il n'eut pas la même attention pour différens papiers qu'il regarda apparemment comme des écrits inutiles & des rebuts, parmi lesquels la Dame de Chasse, lorsqu'elle rentra dans sa maison, trouva les deux Mémoires qui concernoient les poursuites faites à la Primatie de Lyon. Mais au surplus de quelque maniere que ces pieces soient parvenues à la Dame de Chasse, les deux Mémoires étant écrits de la main du sieur de Chasse, tous les raisonnemens qu'il pourroit faire ne sçauroient affoiblir une preuve si palpable.

*Quatrième preuve.* Le sieur de Chasse dans un autre écrit produit par la Dame de Chasse dit, qu'il a été trop joué par les promesses qu'on lui a faites ; il en conclut que ce n'étoit pas lui qui demandoit, mais la Dame de Chasse qui promettoit. Il cite un autre de ses écrits qu'il a eu la précaution de tronquer. *Les différens Avocats que l'on a consultés ont cru que je me moquois d'eux de faire de pareilles propositions, & que sans hésiter je devois m'apercevoir que l'on vouloit, &c.* Voici la conséquence qu'on en tire. « Ce » n'est donc point le sieur de Chasse qui avoit inventé l'infame » projet de la dissolution du mariage ; en effet après avoir con- » sulté, étant convaincu qu'on le jouoit, il a tout abandonné ; » & c'est sous le nom de la Demoiselle Marie de Tencin, sœur » de la Dame de Chasse, qu'elle a été assignée à la Primatie de » Lyon, ainsi qu'elle en convient dans sa Requête présentée au » Châtelet de Paris le 12 Juillet 1726 ».

Le billet dont on vient de rapporter les termes prouve, selon le sieur de Chasse, que s'étant aperçu qu'on le jouoit, il abandonna le projet de la dissolution qu'on lui avoit inspirée ; mais on fera extrêmement surpris de la mauvaise foi du sieur de Chasse lorsqu'on lira le billet en entier, dont le sieur de Chasse ne rapporte qu'une partie. Voici les termes : *tous billets & actes faits conditionnellement, & où il paroît les plus petites conventions, sont nuls ; les différens Avocats qu'on a consultés, ont cru que je me moquois d'eux, & que sans hésiter je devois m'apercevoir que l'on me vouloit . . . . la femme même après la cassation du mariage ne peut rien donner à son jadis mari, les héritiers les plus proches en appelleroient comme d'abus, il n'y a qu'une donation pure & simple faite par M. & Madame . . . . ou quelques autres solvables, qui puisse m'assurer les promesses faites.*

Rien ne prouve moins que le sieur de Chasse a abandonné le projet de dissolution de mariage, & de la donation de 40000 l. l'écrit prouve au contraire, qu'il vouloit que la D<sup>e</sup>. de Chasse lui assurât encore mieux cette donation, & pour cet effet qu'elle fût faite par un tiers ; sans faire aucune mention de la Dame de Chasse, parce qu'on lui avoit dit que dans cette matiere tous les actes faits conditionnellement sont nuls.

C'étoit cependant le sieur de Chasse qui avoit proposé ces promesses conditionnelles ; c'est ce qui est prouvé par un autre écrit produit au Procès, & qui avoit précédé celui qui est cité dans le Mémoire. En voici les termes : *Un billet de M. . . . par où il s'oblige de me donner 40000 liv. pour en jouir moi & les miens après*

le décès de *Madame Perouse*, au cas que cette même *Dame Perouse* fasse quelque difficulté de me donner la même somme de 40000 liv. après la cassation de notre mariage.

Ce billet, de même que les autres écrits de la main du sieur de Chasse, & produits au Procès, & les dépositions des Témoins, bien loin de prouver qu'on amusoit le sieur de Chasse par des promesses, établissent au contraire que c'étoit lui-même qui proposoit & qui demandoit; que dans le plan qu'il s'étoit fait, la dissolution du mariage, & la donation étoient deux objets qu'il ne séparoit jamais; il imaginoit tantôt un expédient, tantôt un autre pour en assurer le succès; il les rejettoit ensuite pour proposer quelque chose de nouveau, lorsque ceux qu'il consultoit lui faisoient appercevoir les difficultés; on ne voit pas que la Dame de Chasse ait eu d'autre part à cette triste négociation, que d'écouter avec douleur des propositions qui avoient pour objet de la ruiner & de la deshonor.

L'assignation donnée à la Dame de Chasse sous le nom de la Demoiselle de Tencin sa sœur, ne prouve rien en faveur du système du sieur de Chasse; c'est ainsi que la Dame de Chasse s'explique dans sa Requête présentée le 12 Avril 1726. *La Suppliante a même été assignée en ladite Primatie à la requête de la Demoiselle de Tencin sa sœur, sous le nom de laquelle le sieur de Chasse a cru que la nullité du mariage devoit être demandée suivant les avis qu'il dit lui en avoir été donnés.*

Les Avocats que le sieur de Chasse avoit consultés décidoient qu'il falloit former la demande en séparation au nom d'un collatéral; il étoit indifférent que ce collatéral fût du côté de la Dame de Chasse ou du sien. Le nom de la Demoiselle Tencin étoit un fantôme jetté sur la scène, avec lequel le sieur de Chasse ne craignoit pas de lutter; il croyoit avoir réduit la Dame de Chasse au point de desirer la cassation de son mariage comme le seul moyen de se tirer du précipice où elle s'étoit jettée; ainsi il comptoit sur la connivence de la Dame de Chasse, & sur l'acquiescement de la Demoiselle sa sœur aux procédures qui seroient faites en son nom.

On trouve la preuve de cette sécurité du sieur de Chasse dans un billet produit au Procès. *Il faudroit se presser de faire partir les procurations, & prier les Procureurs d'abreger les délais, & d'agir dans le moment, si la Primatie le veut; les Parties étant d'accord, on ne peut le refuser: toutes les formalités paroissent peu importantes au sieur de Chasse dès que les Parties étoient d'accord.*

Après toutes les observations qu'on vient de faire , il n'est pas permis de douter que ce ne soit le sieur de Chasse qui , au mépris de la Religion & de la bonne foi , ait enfanté l'infame projet de faire casser le mariage , & d'extorquer une donation ; ce qui opere un moyen invincible , tant de séparation que de révocation des avantages portés par le contrat de mariage.

Enfin la Dame de Chasse fonde son quatrieme moyen de séparation sur une Lettre qui lui fut écrite par le sieur de Chasse le 13 Avril 1726 après la demande en séparation , & qui contient outre des injures atroces , une accusation qui fait horreur.

D'abord la suscription de cette Lettre est à *Madame Perouse* , (c'étoit le nom de son premier mari ) le sieur de Chasse lui avoit fait assez éprouver d'ailleurs qu'il ne l'avoit jamais regardée comme sa femme ; il met ici le comble à l'indignité de ses procédés , en lui déclarant par écrit qu'il lui refuse le nom que le mariage lui avoit acquis.

Dans le corps de la Lettre les traits les plus injurieux se trouvent répandus avec profusion : *la peau de brebis dont vous voulez vous revêtir , sera cachée sous la peau de loup qui vous a nourri . . . je ne m'en prends qu'à la nature qui a rassemblé en vous ce qu'elle a produit de plus odieux à Dieu & aux hommes ; votre Requête est un parfait modele de votre esprit ingénieux , comme il est connu de ceux qui vous connoissent , très-faux & fourbe en tout ; vos expositions sont si fausses , que je m'en fais un plaisir par avance de les développer par Témoins , & par vous-même. Il n'y a certainement pas réussi.*

Tous ces traits injurieux n'approchent pas de la malignité de ce qui suit ; il avance dans la même Lettre un fait capital qui fait horreur ; il accuse la Dame de Chasse d'avoir attenté à sa vie par le poison. Le sieur de Chasse s'est trouvé fort embarrassé pour diminuer l'horreur de cette accusation. « Il faut se placer , dit-on , » dans la situation où le sieur de Chasse se trouvoit pour lors , il » faut se représenter un homme de Guerre qui a été joué dans » l'honneur , qui se trouve compromis de la maniere la plus outrageante & la plus perfide ; ces expressions *vous m'avez voulu empoisonner* , sont des expressions métaphoriques , le style de la » métaphore regne dans toute cette Lettre ».

On peut en Juger par les termes de la Lettre : *à chaque instant votre bouche ne vomissoit que des poignards & des poisons contre moi ;* ces termes sont sans doute dans un style figuré ; mais il seroit ridicule de faire le même jugement de ceux-ci : *je le soutiendrai*

*devant Dieu , vous savez que je le puis , que vous m'avez voulu empoisonner , & vous ne prouverez jamais que je vous aye maltraitée que de paroles , qui ne répondoient pas à vos emportemens. C'est ici un fait capital sur lequel le sieur de Chasse ose prendre Dieu à témoin ; les termes présentent un sens clair & littéral , & ne peuvent être pris dans un sens métaphorique ; c'est passer condamnation que d'employer une si pitoyable défaite.*

La qualité du sieur de Chasse ne diminue pas l'atrocité de l'accusation : sera-t-il permis à un homme de Guerre d'inventer la calomnie la plus noire , & de pousser la fureur & l'injustice jusqu'au dernier excès ? Cette Lettre où il lui est même échappé de convenir qu'il avoit maltraité la Dame de Chasse , s'élèvera toujours contre lui , & fera voir la sagesse du Jugement qui a prononcé la séparation & la révocation des donations.

Après avoir démontré la justice des deux principaux chefs de la Sentence du 13 Août 1728, on va faire voir en deux mots que cette Sentence est également juste dans quelques-autres chefs , desquels le sieur de Chasse se plaint.

Le sieur de Chasse oppose deux moyens d'appel sur le chef de cette Sentence , *qui concerne la restitution des meubles* ; le premier de ces moyens est fondé sur un fait dont la fausseté est prouvée par différentes pieces qui sont au Procès : le second suppose que la donation faite par le contrat de mariage doit avoir lieu , & par conséquent ne mérite point de réponse. Quelques réflexions suffiront pour faire voir la témérité des allégations du sieur de Chasse , & la régularité de la Sentence sur cet article.

On a déjà observé dans le fait que le sieur de Chasse est chargé par son contrat de mariage des meubles de la Dame de Chasse qu'il a reconnu avoir en sa possession ; ces meubles sont estimés par le contrat de mariage à une somme de 8000 liv.

Les premiers Juges , en prononçant la nullité de la donation faite par la femme , ne pouvoient se dispenser de condamner le mari de payer le prix de ces meubles sur le pied qu'ils sont évalués par le contrat , attendu que le sieur de Chasse n'a justifié d'aucune décharge , ni prouvé que la Dame de Chasse les eût enlevés.

Différentes pieces qui sont au Procès constatent que la Dame de Chasse en sortant de la maison pour former sa demande en séparation , n'avoit emporté que quelques pieces de vaisselle d'argent d'un usage ordinaire , qu'elle déclara au sieur Lieutenant Civil lors de sa comparution en présence du sieur de Chasse ; le



Procès-verbal de ce Magistrat est chargé de la déclaration de la Dame de Chasse. A l'égard de quelques paquets qu'elle avoit laissés sous la garde du Portier de M. Lucas de Muin, il est justifié par le Procès-verbal du Commissaire qui en a fait l'ouverture, que ces paquets ne contenoient que quelques nippes à son usage ; le peu qu'il s'y est trouvé de meubles a été saisi dans l'instant à la requête de M. Lucas pour les loyers de la maison, & vendu avec les autres meubles qu'il avoit déjà fait saisir ; le sieur de Chasse a été dans l'impuissance de justifier par aucune sorte de preuve que la Dame de Chasse ait détourné aucun des meubles qu'elle avoit mis au pouvoir de son mari, à l'exception de ceux qu'elle a reconnu de bonne foi avoir en son pouvoir, & dont la déduction est faite par la Sentence.

Ce que l'on vient d'observer suffiroit pour établir le bien-jugé de la Sentence dans ce qui concerne la restitution du prix des meubles dont le sieur de Chasse se trouve chargé ; on ajoutera quelques réflexions qui font voir la fausseté du déplacement prétendu fait par la Dame de Chasse.

Bien loin que la Dame de Chasse ait déplacé les meubles dont le sieur de Chasse s'est chargé par leur contrat de mariage, il est constant que partie de ces meubles ont été saisis à la requête de M. Lucas de Muin, & vendus pour les loyers, dont le sieur de Chasse étoit débiteur ; le Procès-verbal de vente est produit au Procès.

Il est pareillement constant que le sieur de Chasse au préjudice de cette saisie, & de l'établissement d'un Gardien, a enlevé partie des meubles saisis & les a fait voiturer à Strasbourg ; le fait est prouvé par un récollement du Procès-verbal de saisie fait par Huissier, qui est encore produit au Procès.

Il y a un autre fait certain, c'est qu'antérieurement à cette saisie le sieur de Chasse avoit fait voiturer à Strasbourg une partie de ces meubles ; cela est justifié par l'un de ces écrits qui contiennent différentes propositions & notamment d'abandonner au sieur de Chasse *les meubles qui sont à Strasbourg.*

Enfin lorsque la Dame de Chasse sortit de la maison il restoit encore un meuble complet de damas cramoisi galonné d'or, lequel fut compris dans la saisie faite à la requête de M. Lucas de Muin, le sieur de Chasse prit la peine de découdre ce meuble piece à piece, & au préjudice de la saisie il le fit emporter de la maison par la Demoiselle Vaultier qui le fit passer en plusieurs fois sous son panier ; ce meuble pare depuis dix ans l'appartement du

sieur de Chasse dans la Citadelle de Strasbourg, ce qui suffit pour donner une idée juste de sa bonne foi.

Inutilement le sieur de Chasse observe-t-il que sous le scellé mis sur les effets de la Dame de Chasse après son décès, on a trouvé quelques meubles contenus dans l'inventaire fait après le décès du feu sieur Perouse son premier mari, parce que ces meubles sont ou du nombre de ceux qu'elle a déclaré judiciairement avoir en sa possession, & dont la déduction a été faite par la Sentence, ou des meubles qu'elle a achetés lors de la vente faite à la requête de M. de Muin, dont le prix a été employé à payer les loyers dûs par le sieur de Chasse : c'est ce qu'il est aisé de vérifier. La Cour ne changera donc rien à la restitution des meubles ordonnée par la Sentence, la survie du sieur de Chasse ne peut lui conserver un droit qu'il a perdu du vivant de sa femme.

L'affirmation référée à la Dame de Chasse qu'elle avoit fait toutes les dépenses de la maison, est dans les regles, sur-tout le sieur de Chasse n'ayant pas voulu affirmer qu'il eût fait cette dépense. Par le contrat de mariage la Dame de Chasse s'étoit engagée à donner 4500 liv. pour la dépense de la maison : si le sieur de Chasse eût affirmé qu'il l'avoit faite pendant les cinq mois & demi que sa femme avoit demeuré avec lui, elle auroit payé les 2062 liv. & ce n'est point-là référer l'affirmation contre un titre, la Dame de Chasse ne s'étant engagée qu'à fournir 4500 l. pour la dépense de la maison ; si elle a fait cette dépense, on ne peut lui rien demander.

Par rapport à la séparation & révocation de la donation, une foule de moyens se présente : le sieur de Chasse a placé dans sa maison l'objet criminel de sa passion, il a outragé à l'excès la Dame de Chasse, il a poussé l'irréligion jusqu'à vouloir faire casser son mariage ; & pour comble de méchanceté & de fureur, il a accusé sa femme d'avoir voulu l'empoisonner. Etoit-il possible qu'une femme vécût avec un mari coupable de tant d'indignités ? Et la Sentence de séparation peut-elle jamais recevoir aucune atteinte ?



## XCII. INSTANCE AU GRAND-CONSEIL.

POUR Madame Marie-Gabrielle-Eléonore de Bourbon-Condé, Abbessé, & les Prieure & Religieuses de l'Abbaye Royale de Saint-Antoine des Champs-lès-Paris, Demanderesse.

CONTRE les Religieuses de Saint Michel, Défendresses.

## Q U E S T I O N.

*Si nonobstant un Décret, la condition de ne point établir de Monastere sur un terrain doit avoir son effet.*

L'ABBAYE de Saint Antoine ne conteste point aux Religieuses de Saint Michel la propriété du terrain qui leur a été adjugé par l'Arrêt de la Cour des Aydes du mois de Mars dernier ; mais elle soutient que ce terrain aliéné de l'Abbaye de Saint Antoine, sous la condition expresse qu'il ne pourroit servir à l'établissement d'aucun Monastere ou Communauté Religieuse, ne peut être employé à un pareil usage, contre la Loi primitive de l'aliénation, & qu'il faut ou remplir la condition, ou consentir la résolution du contrat.

Les motifs les plus intéressans se joignent à un moyen si décisif. Non-seulement deux Communautés si voisines, & qui ne seroient séparées que par un mur mitoyen, ne pourroient subsister long-tems sans se nuire l'une à l'autre ; mais les Religieuses de Saint Michel ont signalé d'abord leur nouvelle propriété, en déclarant la guerre aux Religieuses de Saint Antoine. Le terrain n'a été aliéné qu'à la charge d'un cens de douze deniers par arpent, produisant lods & ventes, l'adjudication n'en a été faite qu'à la charge du même cens : cependant la premiere démarche des Religieuses de Saint Michel a été de payer les lods & ventes au Roi, & de contester la Seigneurie de l'Abbaye de Saint Antoine. Par ce début il est aisé de juger de ce que l'Abbaye de Saint Antoine auroit à attendre d'un voisinage si dangereux.

Heureusement le titre d'aliénation reclamera sans cesse contre leurs entreprises : si elles se soumettent à ce titre , il faut qu'elles renoncent aux vues d'établissement qui les flattent ; si elles y contreviennent , il faut que l'aliénation même soit anéantie , d'autant plus qu'elle n'est ni revêtue de formalités, ni soutenue de causes légitimes, & qu'elle produit une lésion énorme pour l'Abbaye de Saint-Antoine,

FAIT.

L'Abbaye de Saint Antoine fut fondée à la fin du douzieme siecle ; il est inutile d'examiner si elle fut destinée d'abord à servir d'asyle à des Femmes pénitentes ; ce qui est certain , est que depuis très-long-tems elle est occupée par des Religieuses de l'Ordre de Cîteaux , qui ne sont consacrées qu'à la retraite , à la priere , & à la pratique de toutes les vertus qui conviennent à leur état.

Il seroit encore plus inutile de rechercher dans quelle directe leur Monastere & ses dépendances se trouvoient originairement, il suffit de savoir que depuis plusieurs siecles , elles sont en possession de la Seigneurie d'une grande partie du Fauxbourg Saint-Antoine ; que le fonds sur lequel tant de maisons ont été élevées, est chargé de cens envers elles , & qu'elles en ont toujours reçu les lods & venres. C'est la possession immémoriale de la Seigneurie qui forme le plus puissant & le plus solennel de tous les titres ; il n'y a point de Seigneurs dans le Royaume qui puissent remonter à une inféodation primitive.

Tel étoit l'état de l'Abbaye de Saint Antoine , lorsqu'en 1634 les sieurs de Gournay & de Saint-Try demanderent aux Religieuses de Saint Antoine , qu'elles voulussent bien leur donner à rente dix-sept arpens soixante-huit perches de terre aux environs de leur Abbaye. Sur cette seule proposition , & sans aucun examen , les Religieuses eurent la complaisance d'aliéner un fonds si précieux , qui par sa situation dans un Fauxbourg de Paris , devoit être d'un prix infini ; le contrat en fut passé le 4 Avril 1734, sans aucune estimation préalable des biens, sans permission du Roi , quoiqu'il fût question du fonds d'une Abbaye de nomination Royale , sans enquête *de commodo & incommodo* , sans Procès-verbal d'aucun Juge ; en un mot avec la même liberté que si c'eût été un Particulier qui eût disposé de son propre bien.

L'unique précaution que l'on prit , fut de dire que ce contrat seroit approuvé par l'Abbé de Cîteaux , qui en effet voulut bien donner son consentement le 6 Mai 1634. L'Abbé de Cîteaux  
ne

ne consulta pas beaucoup les intérêts particuliers de l'Abbaye de Saint Antoine ; mais au moins il fut fort vigilant sur ceux de son Ordre en général ; car il n'approuva l'aliénation que sous la condition expresse , que ni pour le présent , ni pour l'avenir , le fonds aliéné ne pourroit être transporté pour y établir aucun Monastere , Prieuré ou Convent , sans sa permission expresse , & celle des Abbessé & Religieuses de Saint Antoine.

Les sieur de Gournay & de Saint-Try acceptèrent ce consentement avec la condition qui y étoit imposée ; ils en apportèrent eux-mêmes l'original au Notaire qui avoit reçu le bail à rente , & le déposèrent pour être annexé à la minute , en sorte que par le fait des Preneurs à rente , cette condition est devenue une partie même du contrat , & ne peut en être divisée.

Aussi a-t-elle été depuis fidelement exécutée ; on a bâti plusieurs maisons sur le terrain ; mais elles n'ont jamais été occupées que par des Particuliers , qui en ont payé exactement les cens à l'Abbaye de Saint Antoine , aussi-bien que les lods & ventes , dans les cas qui y ont donné lieu.

Le sieur Richer de Rhode a été le dernier Possesseur d'une partie de ces maisons ; elles ont été saisies réellement sur lui , & le Décret a été porté en la Cour des Aydes : les Religieuses de Saint Antoine y ont formé leur opposition pour la conservation de la rente à elles due , & pour les arrérages du cens réservé par l'aliénation de 1634 ; elles ont donné copie de leur titre le 17 Août 1734 , & en conséquence est intervenu Arrêt le 20 Octobre de la même année , qui a ordonné que l'adjudication ne seroit faite qu'à la charge de la rente & du cens.

Les Religieuses de Saint Antoine qui ne pouvoient pas s'imaginer que des maisons bâties à l'usage des Particuliers fussent enchérées & adjudgées pour être métamorphosées en Maisons Religieuses , n'ont pas cru devoir apporter d'autre obstacle à l'adjudication ; elle a été faite en conséquence le 3 Mars 1735 , à un Procureur au Parlement , qui en a fait sa déclaration au profit des Religieuses de S. Michel.

Jusques-là il n'y avoit rien encore qui blessât les Religieuses de Saint Antoine ; celles de Saint Michel pouvoient acheter ces maisons pour se faire un revenu , pour les louer , & pour en user comme les Propriétaires précédens ; c'étoit le droit qui résultoit de leur adjudication , & les Abbessé & Religieuses de S. Antoine n'avoient aucun intérêt de l'empêcher.

Mais bientôt on a été informé que les Religieuses de Saint Mi-

chel avoient des vues toutes différentes, & qu'elles vouloient s'établir en forme de Communauté Religieuse, dans le terrain qui leur avoit été adjugé. Ces Religieuses à peine connues à Paris, où elles ne sont venues du fond de la Bretagne que depuis douze ans ou environ, au nombre de cinq, ne peuvent plus déjà se contenter de la maison dans laquelle elles ont été établies au Fauxbourg Saint Marceau, il leur faut un vaste terrain dans le Fauxbourg Saint Antoine ; si leurs progrès sont toujours accompagnés de la même rapidité, elles vont bientôt tout subjuguer.

Cette nouvelle a allarmé avec raison Madame l'Abbesse & les Religieuses de Saint Antoine ; mais leur titre les a rassurées, le terrain adjugé leur appartenoit originairment, elles ne l'ont aliéné que sous la condition qu'on n'y bâtiroit aucun Monastere ; on n'y a bâti en effet, que des maisons à l'usage de simples Particuliers ; si on entreprend aujourd'hui de violer la Loi primitive de l'aliénation, l'aliénation elle-même ne peut plus subsister. C'est sur ce fondement que Madame l'Abbesse & les Religieuses de Saint Antoine ont formé leur demande au Grand-Conseil, à ce que défenses fussent faites aux Religieuses de Saint Michel de s'établir en forme de Communauté dans les maisons à elles adjugées, d'y faire faire des lieux réguliers, une Chapelle & autres bâtimens à l'usage d'une Communauté.

Depuis en expliquant les premières conclusions, on a demandé que le contrat de 1634 fût exécuté, & en conséquence que défenses fussent faites aux Religieuses de Saint Michel de faire aucun établissement dans ce lieu, sinon qu'il fût permis aux Religieuses de Saint Antoine de rentrer, aux offres de rembourser le prix de l'adjudication. Enfin on a pris subsidiairement des Lettres de rescision contre l'aliénation de 1634, & on en a demandé l'entérinement, toujours aux offres de rembourser le prix entier de l'adjudication.

Au moyen de ces offres les Religieuses de Saint Michel n'ont plus d'intérêt, elles pourront chercher d'autres places pour s'établir, puisqu'elles veulent absolument changer d'air. La ferveur trop ordinaire pour les nouveaux établissemens ne manquera pas de leur procurer des secours abondans ; mais qu'elles ne choisissent pas par prédilection un fonds de l'Abbaye de Saint Antoine, qui n'a été aliéné que sous la condition expresse qu'il ne serviroit jamais à un pareil établissement.

La Cause réduite à cet objet devoit leur être indifférente,

mais une nouvelle Communauté ne doit trouver aucun obstacle, il faut que tout se prête à son agrandissement ; pour y parvenir elle ne sera touchée ni des titres ni de la possession, elle comptera pour rien les droits d'une illustre Abbaye, elle attaquera même la Seigneurie si publiquement reconnue, elle sacrifiera tout en un mot, à la pieuse intention de s'élever.

Mais plus elle est animée de cet esprit, & plus l'Abbaye de Saint Antoine doit s'armer de fermeté pour écarter un voisinage si funeste : les regles les plus inviolables vont soutenir ses efforts.

Les biens d'Eglise ne peuvent être aliénés, ceux qui les possèdent n'en font que les Administrateurs, ils les doivent transmettre à leurs successeurs comme on les leur a transmis à eux-mêmes, ils ont droit de jouir, mais non pas d'aliéner & de disposer. Il est vrai que dans des cas de nécessité ou d'utilité évidente, les aliénations peuvent être permises ; mais il faut pour cela que la cause soit justifiée par des preuves authentiques, que toutes les formalités prescrites aient été observées, & que l'autorité Ecclésiastique & séculière aient concouru pour les former.

MOYENS.

Aliénations  
de biens d'E-  
glise.

Plus les aliénations des biens d'Eglise sont interdites, & plus les conditions imposées lors des aliénations sont sacrées & inviolables. Il n'en est pas de ces conditions comme de celles qui sont stipulées dans les contrats passés entre Particuliers, celles-ci sont en quelque manière arbitraires, & dépendent de la pure volonté des Parties ; celles-là au contraire sont inhérentes à la nature du fonds & participent de son caractère. Comme toute aliénation vicieuse ne peut subsister, aussi toute condition imposée à l'aliénation ne peut être violée ; retranchez la condition, vous retranchez ce qui donne l'être, la force, la consistance à l'aliénation, vous dégradez le contrat, vous en faites un titre vicieux, qui reclame sans cesse contre tout ce qui a été fait en conséquence.

Si l'aliénation est vicieuse, il n'y a plus d'aliénation, la propriété n'a plus passé entre les mains des Laïcs, ils n'ont pas pu prescrire, on n'a pas pu saisir réellement sur eux ; en un mot le vice radical infecte tout ce qui a suivi, & l'Eglise dépouillée des avantages sur la foi desquels elle avoit aliéné, a toujours droit de rentrer.

C'est sur le fondement de ces maximes que le Conseil dans tous les tems, a permis aux Ecclésiastiques de rentrer dans les

Tiers Acqué-  
reur de biens  
d'Eglise par  
Décret forcé ,  
est remboursé  
sur le pied de  
l'adjudication.

biens aliénés , quand le vice primitif de l'aliénation a été justifié. Ni la force de la prescription , ni l'autorité des Décrets n'y ont fait aucun obstacle , & la seule différence a été que l'on a obligé l'Eglise de rembourser le prix des Décrets forcés lorsqu'il en a paru , au lieu du prix originaire des aliénations , par un sage tempérament , qui conserve d'un côté les droits de l'Eglise , & qui empêche de l'autre que les Adjudicataires de bonne foi ne souffrent un trop grand préjudice.

Suivant ces regles constantes , l'Abbaye de Saint Antoine , qui n'a aliéné qu'à condition que l'on ne pourroit élever aucun Monastere sur le terrain sorti de ses mains , est en état d'opposer cette condition dans tous les tems & de la faire valoir , comme le fondement de l'aliénation sans lequel elle ne peut jamais subsister. Si on rejette la condition , il n'y a plus d'aliénation , les biens de l'Abbaye n'ont pu être aliénés qu'à cette charge ; si elle ne subsiste point , il faut que l'Abbaye rentre dans sa propriété.

On oppose pour unique défense le Décret de la Cour des Aydes ; on dit que les Décrets purgent tout , & que l'Adjudicataire qui n'a point connu cette charge n'en peut être tenu : mais à cette objection il y a deux réponses également solides.

La premiere est puisée dans les principes que l'on vient d'établir. Il faut distinguer les charges imposées par un Propriétaire libre qui vend comme il veut , quand il veut , & qui est le maître tant du fonds que des conditions qu'il impose en l'aliénant , d'avec les conditions imposées dans l'aliénation d'un bien Ecclésiastique. Par rapport à ceux qui se sont réservé certaines charges ou conditions , ils ont été les maîtres d'y renoncer & de les laisser purger par le Décret ; pour les autres , comme les Ecclésiastiques ne sont pas les maîtres d'aliéner à leur gré , ils ne peuvent pas non plus décharger le fonds des conditions sans lesquelles il a été aliéné , ce seroit les rendre les maîtres d'aliéner à vil prix , d'aliéner sans précaution , sans utilité , sans avantage pour l'Eglise ; ce qui résiste à tous les principes.

Ecclésiastiques ne sont  
maîtres d'aliéner  
à leur gré.

En matiere de biens Ecclésiastiques , il y a une liaison si intime entre l'aliénation & les conditions de l'aliénation , que l'une est inséparable de l'autre. Les Religieuses de Saint Michel ne peuvent devenir Propriétaires , même par la voie du Décret , d'un bien aliéné de l'Abbaye de Saint Antoine , si l'aliénation



est vicieuse , & elle est nécessairement vicieuse si l'on en sépare la condition. Il faut donc ou qu'elles se soumettent à cette condition , ou que l'aliénation soit résiliée , n'étant pas possible que l'Abbaye soit dépouillée d'une manière qui lui soit onéreuse , par le fait des Religieuses qui n'ont que la simple administration.

La seconde réponse est tirée d'une circonstance importante qu'il ne faut jamais perdre de vue. Lorsque l'Abbaye de Saint Antoine a aliéné , elle a disposé d'un terrain vague , qui n'étoit chargé d'aucun bâtiment , & sur lequel on pouvoit construire ou des bâtimens propres à un Monastere , ou des maisons pour loger des Particuliers. On crut donc devoir stipuler que ce terrain ne seroit point employé au premier usage , & qu'il ne pourroit être bâti que pour l'usage des Particuliers qui voudroient l'habiter. Cette condition a été fidelement remplie ; on a bâti , mais on n'a bâti que des maisons ordinaires , & qui ne pouvoient jamais convenir pour l'établissement d'une Communauté. A la vue de cette exécution , l'Abbaye de Saint Antoine est demeurée tranquille ; on a saisi réellement , on a exposé en vente ces mêmes maisons , mais maisons à l'usage de Particuliers ; loin que l'Abbaye de Saint Antoine eût intérêt de s'y opposer , c'étoit au contraire l'accomplissement de la condition qu'elle avoit imposée. Ainsi il auroit été absurde de s'opposer pour faire exécuter le contrat d'aliénation qui l'étoit déjà. Si on eût saisi réellement un terrain nud & propre à bâtir comme il étoit en 1634 , alors elle auroit pu veiller & demander qu'il ne fût adjugé qu'à condition qu'on n'y pourroit bâtir aucun Couvent ni Monastere ; mais on saisit réellement un terrain bâti & couvert de maisons à l'usage de simples Particuliers ; loin de s'opposer , les Religieuses de Saint Antoine devoient au contraire s'applaudir de l'exécution de leur titre : il n'est donc pas possible de se faire un moyen contr'elles du défaut d'opposition de leur part.

Le Décret même devient un titre pour elles ; car sur quoi tombe la saisie-réelle & l'adjudication ? Sur des maisons qui ne peuvent jamais convenir à une Communauté , sur des logemens qui ne sont propres qu'à être occupés par des Particuliers , c'est-à-dire , sur un bien qui a reçu sa perfection conformément au contrat d'aliénation. Les Religieuses de Saint Antoine ont donc ce qu'elles peuvent désirer , & par conséquent le Décret ne les blessant point , elles n'avoient aucun intérêt de l'empêcher , comme elles n'en troublent point encore l'exécution.

Ce qui fait naître la contestation , c'est le changement que veulent faire les Religieuses de Saint Michel. On leur a adjugé des maisons à l'usage de Particuliers , qu'elles profitent de leur Décret en conservant le bien tel qu'il leur a été adjugé , elles ne trouveront point d'obstacle ; mais qu'elles méramorphosent entièrement ces maisons pour en faire un Monastere , c'est une nouveauté survenue depuis le Décret , que les Religieuses de Saint Antoine ne doivent point souffrir , & à laquelle résiste également , & le titre d'aliénation & le Décret même.

Ce qui fortifie ce moyen , est que les Religieuses de Saint Michel ne pouvoient pas , en vertu du Décret seul , s'établir en forme de Communauté dans le Fauxbourg S. Antoine ; elles étoient Propriétaires pour louer , pour jouir des revenus , mais non pas pour s'établir ; ainsi le Décret ne préjudicioit en rien à l'Abbaye de Saint Antoine. Ce n'est que depuis le Décret , qu'elles ont obtenu la permission de M. l'Archevêque de Paris & celle du Roi ; elles n'avoient donc point acquis par le Décret le droit de s'établir , & par conséquent ce Décret n'étoit point un titre contre l'Abbaye de Saint Antoine ; c'est le fait nouveau survenu depuis le Décret qui oblige de réclamer le titre d'aliénation , & par conséquent il faut écarter le Décret absolument étranger à la contestation.

Ainsi les conclusions principales de l'Abbaye Saint Antoine ne peuvent souffrir aucune difficulté ; mais s'il pouvoit rester le moindre doute , les Lettres de rescision qu'elles ont prises subsidiairement , feroient tomber tous prétextes de défenses de la part des Religieuses de Saint Michel.

L'aliénation de 1634 ne peut pas subsister , si on en approfondit toutes les circonstances.

1°. On ne voit aucune cause légitime qui ait pu engager l'Abbaye à aliéner un fonds aussi précieux que dix-sept arpens soixante-huit perches de terrain situé au milieu d'un Fauxbourg de Paris ; aussi ne sont-ce pas les Abbessé & Religieuses qui ont pensé à aliéner pour l'utilité de leur Abbaye , ce sont les sieurs de Gournay & de Saint-Try , qui pour leur utilité personnelle sont venus requérir l'aliénation ; les Religieuses n'ont fait que céder par complaisance à leur proposition. En effet , l'Abbaye n'avoit ni dettes à payer ni réparations à faire , on ne sait pourquoi un terrain si convenable à l'Abbaye , puisqu'il entoure la clôture , a passé dans des mains étrangères , pour exposer l'Abbaye à tous les inconvéniens dans lesquels elle se trouve aujourd'hui.

2°. On n'a observé aucune formalité. Les sieurs de Gournay & de Saint-Try viennent demander l'aliénation ; dans l'instant même les Religieuses disposent à leur profit , comme s'il étoit question d'un bien qui fût dans le commerce , & dont elles eussent la libre propriété. Point de permission du Roi , quoiqu'il s'agisse des biens d'une Abbaye de nomination Royale ; point d'Ordonnance de Justice , point d'estimation des biens , point d'enquête *de commodo & incommodo*. Si l'on autorise de pareilles aliénations , tout le temporel des Eglises va leur être enlevé.

Formalités  
pour les alié-  
nations de  
biens d'Eglise.

Enfin la lésion est évidente , près de dix-huit arpens de terrain aliénés à raison de 40 livres par an l'arpent , dans le milieu du Fauxbourg Saint Antoine , qui étoit dès-lors très-florissant , & qui étoit infiniment recherché , comme il l'est encore , parce que toutes sortes d'Ouvriers y travaillent publiquement sans être Maîtres. Aliéner pour une rente en argent qui diminue nécessairement tous les jours , pendant que le fonds augmente de valeur , est une dissipation qui ne peut être tolérée.

Franchise du  
Fauxbourg S.  
Antoine.

Mais ce qui rendoit la lésion bien plus sensible , est la prétention des Religieuses de Saint Michel. La rente modique pour laquelle ces dix-huit arpens ont été aliénés pouvoit être compensée avec l'espérance des lods & ventes , qui devoit faire un casuel considérable pour l'Abbaye de Saint Antoine , après qu'on auroit bâti plusieurs maisons sur le terrain aliéné , comme on a fait dans la suite ; mais aujourd'hui les Religieuses de Saint Michel contestent expressément la directe à l'Abbaye de Saint Antoine ; elles prétendent avoir payé les lods & ventes au Roi , & avoir obtenu de Sa Majesté une décharge de l'indemnité. Par-là elles veulent priver l'Abbaye de Saint Antoine de tous les émolumens qu'elle s'est réservés par le contrat d'aliénation ; & si leur prétention est fondée , l'Abbaye de Saint Antoine a fait une aliénation d'autant plus vicieuse , qu'elle a compté sur un prix qui lui échappe.

Pour rendre cette vérité plus sensible , il faut observer que le prix de l'adjudication faite aux Religieuses de Saint Michel est de 81000 livres ; les biens n'ont été aliénés de l'Abbaye de Saint Antoine qu'avec la réserve de douze deniers de cens par an , portant lods & ventes , quand le cas y échet ; & l'adjudication même n'a été faite qu'à la charge de cette censive. Ainsi , suivant le propre titre des Religieuses de Saint Michel , elles doivent payer les lods & ventes à l'Abbaye Saint Antoine , qui , à raison du douzième denier du prix , auroient monté à 6750 liv.

outre cela elles auroient dû payer l'indemnité qui est le quint pour les rotures, ce qui auroit fait par conséquent une somme de 16200 livres; ces deux sommes réunies auroient fait pour l'Abbaye de Saint Antoine 22950 livres. Voilà ce qui lui revenoit des droits en exécution du contrat de 1634, s'il étoit exécuté.

Au lieu de cela, les Religieuses de Saint Michel, en contestant la directe de l'Abbaye de Saint Antoine, prétendent ne rien payer, & par conséquent veulent faire perdre à l'Abbaye le prix de son aliénation; mais si l'Abbaye s'est trompée en se réservant la directe, si elle a mal à propos compté sur les casuels que cette directe devoit produire dans la suite, il est évident que l'Abbaye se trouve infiniment lésée. Elle n'auroit pas aliéné si elle n'avoit compté sur le dédommagement des casuels, son erreur la précipite dans une lésion énorme, & par conséquent elle doit être restituée.

En rentrant dans le bien aliéné elle retrouvera son ancien fonds tout amorti, tout indemnifié comme il étoit, elle en retirera dix fois plus d'utilité qu'elle ne retire de l'aliénation. Il faut donc la restituer contre une aliénation faite à vil prix, mais dont le préjudice devient bien plus sensible depuis que les Religieuses de Saint Michel ont entrepris d'anéantir la directe de l'Abbaye, & de lui enlever par conséquent le prix même de l'aliénation.

## R E P L I Q U E.

**I**l y a deux questions à juger entre les Parties.

La première est de savoir si le contrat d'aliénation fait en 1634 par les Religieuses de Saint Antoine est valable, ou si au contraire les Lettres de rescision prises contre ce titre doivent être entérinées. Si les vices essentiels de cette aliénation entraînent la ruine, il n'y a plus de Cause, & l'Abbaye de Saint Antoine rentrant dans son ancien Domaine, elle n'a plus à craindre le voisinage des Dames de Saint Michel.

Mais quand ce contrat pourroit subsister, les Religieuses de Saint Michel pourroient-elles contre la Loi même de leur titre, s'établir en Corps de Communauté sur le terrain qu'elles ont acquis? C'est ce qui forme la seconde question qui ne paroît

roît susceptible d'aucune difficulté ; mais qui est absolument surabondante.

Les biens Ecclésiastiques ne peuvent être aliénés, ceux qui les possèdent n'en sont pas Propriétaires, ils n'en ont que la simple administration ; ils ne peuvent donc pas les aliéner au préjudice de l'Eglise même en qui réside la véritable propriété, ni au préjudice de leurs successeurs, qui sont appelés par une espèce de *fidéicommiss* légal à les recueillir.

Cette règle générale ne souffre d'exception que dans deux cas. L'un est celui de la nécessité ; l'autre celui de l'utilité évidente, encore dans ces cas mêmes faut-il que les biens aient été vendus leur juste valeur ; car si l'Eglise souffre une lésion considérable dans l'aliénation, elle a droit de réclamer dans tous les tems contre une dissipation si funeste.

De pareils principes n'ont pas besoin d'être soutenus par des textes & des autorités ; ils prennent leur source dans la nature même des biens que l'Eglise possède, & dans la qualité de ceux qui les régissent ; les Dames de Saint-Michel n'ont pas même entrepris de les combattre.

A juger par ces règles inviolables du contrat de 1634, il est impossible de le défendre, & de le mettre à l'abri des Lettres de rescision prises par l'Abbaye de Saint-Antoine. Les sieurs de Gournay & de Saint-Try ayant voulu acquérir un terrain de dix-sept arpens soixante-huit perches, qui faisoit partie de l'ancien Domaine de l'Abbaye de Saint-Antoine, les Religieuses eurent la facilité de leur en faire l'aliénation par un simple contrat volontaire, sans observer aucune des solemnités si rigoureusement prescrites dans le Droit.

Tout auroit dû détourner les Religieuses de prendre un pareil parti. C'étoit un terrain qui touchoit immédiatement à l'Enclos de l'Abbaye, & qui l'environnoit presque de toutes parts ; on sent combien cette circonstance le rendoit précieux, soit pour conserver aux Religieuses la liberté de s'étendre, soit pour n'être point exposées aux incommodités qu'entraîne un voisinage qui peut être si à charge à un Monastere de Filles. Ce terrain étoit situé dans le milieu du Fauxbourg Saint-Antoine, & par conséquent devoit être d'un grand prix, & augmenter tous les jours de valeur.

Cependant on l'aliène par un simple contrat, comme auroit pu faire un Laïc Propriétaire libre de son bien, on ne prend pas même les plus simples précautions ; il falloit faire faire une estimation du fonds, faire dresser un Procès-verbal *de commodo &*

*Premiere  
question.  
Biens d'Eglise  
sont comme  
substitués.*

*Aliénation de  
biens d'Eglise  
permise en  
deux cas : né-  
cessité, utilité.*

*incommodo*, faire mettre des affiches, & recevoir des enchères de l'autorité du Juge Royal, obtenir le consentement du Roi par des Lettres patentes enregistrées, puisqu'il s'agissoit du Domaine d'une Abbaye Royale, & dont la nomination appartient à Sa Majesté. Cependant rien de tout cela n'a été fait, on dispose d'un fonds précieux appartenant à l'Eglise, comme d'un bien libre. Y eut-il jamais un mépris des règles plus marqué, & une contravention plus sensible aux Canons & aux Ordonnances du Royaume ?

Si l'on avoit suivi la route qu'elles prescrivent, jamais l'aliénation n'auroit été faite ; car enfin où étoit la nécessité de vendre ? Il ne s'agissoit pas de bâtimens ruineux & à charge à l'Abbaye, mais d'un terrain qui n'exigeoit aucune réparation, l'Abbaye n'avoit point de dettes à acquitter, elle ne reçoit même aucun prix. D'un autre côté, loin qu'elle trouvât une utilité évidente dans l'aliénation, elle y souffroit au contraire une lésion bien sensible, chaque arpent est donné moyennant 40 liv. de rente, ce qui n'étoit pas la dixième partie de sa valeur, on en peut juger par proportion en considérant d'autres aliénations faites presque dans le même tems. On a vu dans une Cause célèbre, qui a été plaidée depuis peu, un terrain près du Palais Royal donné à rente en 1636 à raison de plus de cent sols par toise, ce qui faisoit plus de 4500 l. de rente par arpent. On se récriera sans doute qu'un terrain dans le centre de Paris étoit bien plus cher que celui qui se trouvoit dans un Fauxbourg, & cela est vrai. Mais quand on supposera que le terrain qui étoit dans le Fauxbourg ne valoit que la dixième partie de la valeur donnée au terrain qui étoit dans Paris, ce qui fait une réduction excessive, il est évident qu'un arpent dans le Fauxbourg Saint Antoine devoit valoir au moins 450 liv. de rente, & cependant on le donne pour 40 liv. dans un tems où le Fauxbourg Saint Antoine étoit déjà bâti pour la plus grande partie, & devoit s'augmenter de jour en jour comme cela est arrivé.

On voit donc que la forme & le fond s'élèvent également contre l'aliénation de 1634. La seule précaution qu'on ait prise, a été de le faire autoriser par M. l'Abbé de Cîteaux, ce qui ne peut jamais couvrir les vices essentiels qu'il renferme.

Aussi les Dames de Saint-Michel qui sentent l'impossibilité de justifier ce titre, se réduisent-elles à invoquer le secours de la possession, qui ne permet plus, disent-elles, de relever les vices de l'acte. Un tiers Détenteur après quarante ans de possession,

Cherté du  
terrain voisin  
du Palais  
Royal où elle  
va dès 1636.

ne peut plus être troublé sous prétexte du défaut des solemnités dans l'aliénation ; ici la possession est de plus de cent ans, & par conséquent l'Abbaye de Saint-Antoine ne peut plus être écoutée dans sa réclamation. C'est à cette fin de non-recevoir que les Dames de Saint-Michel réduisent leur défense ; mais il suffira de rappeler les véritables principes de la matiere pour en faire sentir toute l'illusion.

Les biens de l'Eglise ne peuvent être vendus que dans le cas de la nécessité, ou de l'utilité évidente, & l'une ou l'autre de ces causes doit être justifiée par les différentes solemnités que les Loix ont introduites ; mais lorsque l'aliénation ne porte aucun de ces caracteres, & qu'au contraire le contrat justifie par lui-même que l'aliénation n'a été revêtue d'aucune des formalités qui constitue son espece ; alors le vice du titre réclame sans cesse, & constitue le Possesseur dans une mauvaise foi qui l'empêche de prescrire.

Nécessité ou utilité de l'aliénation du bien d'Eglise doit être constatée.

On convient que les biens d'Eglise peuvent être prescrits par quarante ans ; mais cette regle n'a lieu que quand on ne connoît point le titre du Possesseur, & qu'on peut presumer qu'il a été valable dans son principe ; mais quand le titre est rapporté, & que les vices éclatent de toutes parts, alors rien ne peut en couvrir l'abus, la possession même centenaire ne le met point à l'abri de la réclamation de l'Eglise.

Le tiers Détempteur lui-même est exposé à cette action, non-seulement après quarante ans, mais même après cent ans, lorsqu'il paroît qu'il n'a pas pu ignorer le titre, ni les vices dont il est infecté ; comme il ne peut pas alors se parer de sa bonne foi, & en faire le fondement de sa possession, on ne le distingue point de l'Acquereur lui-même ni de ses héritiers, le vice du titre réclame contre lui de même que contre les autres, il a connu le droit, la propriété de l'Eglise, il n'a pu la faire cesser par une possession injuste.

C'est ce que les Docteurs nous enseignent, & ce que la Jurisprudence des Arrêts, mais principalement celle du Conseil, a confirmé dans tous les tems. Il vaut mieux n'avoir point de titre, disent les Docteurs, que d'en avoir un nul & vicieux, pourquoi cela ? C'est que celui qui n'a point de titre peut se sauver par la prescription ; mais que cette ressource manque absolument à celui qui jouit en vertu d'un titre que les Loix proscrivent ; c'est sur ce fondement que toutes les fois que le titre de l'aliénation est rapporté, & qu'il se trouve radicalement nul, on n'a aucun égard à la possession, quelque ancienne qu'elle puisse être.

Qu'il vaut mieux n'avoir point de titre que d'en avoir un vicieux.

Arrêt 4 Décembre 1645 : rescision d'aliénation de biens d'Eglise au bout de 55 ans.

On trouve dans le premier tome du Journal des Audiences un Arrêt du 4 Décembre 1645, qui entérina les Lettres de rescision prises par le Chapitre de Soissons, contre une aliénation qu'il avoit faite cinquante-cinq ans auparavant d'une maison située dans la Ville de Soissons, moyennant 12 liv. de rente, & 180 l. employées à racheter une rente ancienne, dont il étoit chargé; les moyens qui donnerent lieu à l'Arrêt furent qu'il n'y avoit point eu de visite de l'état de la maison, point de publication, ni bail en Justice, point d'encheres reçues avec le Substitut de M. le Procureur Général.

Arrêt 19 Février 1658, même décision.

Henrys en rapporte un autre du 19 Février 1658 (a), qui cassa une aliénation faite par le Chapitre d'Aurillac en 1598; le contrat qui étoit rapporté, énonçoit différentes formalités qui avoient été remplies, ce qui fournissoit un grand moyen au Possesseur, qui prétendoit que dans un titre de près de soixante ans cette énonciation devoit faire une preuve suffisante, sans être obligé de rapporter les pieces énoncées.

M. l'Avocat Général Bignon soutint que cette énonciation ne pourroit faire présumer qu'en effet les formalités ont été remplies qu'après le laps de cent ans; mais que n'y ayant que soixante ans, la seule énonciation ne pouvoit suppléer aux pieces mêmes qui devoient être rapportées.

Possession centenaire fait que sur les formalités d'une aliénation de biens d'Eglise, on s'en rapporte à ce que dit le contrat.

Ainsi, suivant ce grand Magistrat, tout ce qu'opere la possession centenaire en matiere d'aliénation de biens d'Eglise, est que si le contrat énonce les différentes solemnités qui ont été accomplies, on defere à cette énonciation, quoique les visites, Procès-verbaux, publications, encheres, consentemens & autres solemnités ne soient pas rapportées; mais après le laps de cent ans, il faut au moins que toutes les solemnités soient prouvées par l'énonciation du contrat; car s'il n'en énonce rien, & qu'au contraire il soit évident que l'on ait passé par dessus toutes les formes, la possession même centenaire est impuissante contre le vice radical de l'aliénation.

Arrêt 20 Mars 1674 : rescision d'aliénation de biens d'Eglise après cent ans.

C'est en effet ce que le Conseil a jugé par un Arrêt du 20 Mars 1674, rapporté dans le premier tome du Journal du Palais. L'Abbaye du Monestier Saint-Chaffre avoit fait plusieurs aliénations par des contrats des années 1563, 64, 68, 70 & 71; plus de cent ans après, l'Abbé de la même Abbaye prit des Lettres de rescision contre ces contrats, fondées sur ce que ces aliénations n'étoient revêtues d'aucune forme. On lui opposoit la possession immémo-

(a) Tom. 2, livre premier, quest. 34.



riale, & plus que centenaire ; mais il répondoit que la *Jurisprudence du Conseil* avoit toujours distingué ceux qui se défendoient seulement d'une possession immémoriale qu'ils justifioient, d'avec ceux contre lesquels on produisoit un titre primordial dont le vice étoit manifeste. A l'égard des premiers, disoit-on, il est vrai qu'on les a maintenus par la présomption d'un juste titre ; mais à l'égard des autres on les a toujours condamnés à se désister toutefois & quantes que le vice de leur possession s'est manifesté par la représentation de leurs titres. Nous en avons un Arrêt tout récent, ajoutoit-on, dans un Arrêt du Conseil rendu au profit de M. l'Evêque de Saint-Pons, qui s'étant pourvu contre des contrats d'aliénation faits par ses prédécesseurs depuis plus de cent ans, les a fait casser & a fait entériner les Lettres de rescision par lui obtenues contre ces contrats nuls & vicioux. Ce fut sur ces moyens que par l'Arrêt, les Lettres de rescision de l'Abbé du Monestier furent entérinées, & les Possesseurs condamnés à se désister nonobstant leur possession plus que centenaire.

Nous trouvons tous ces principes recueillis par l'Auteur des Loix Ecclésiastiques, titre de l'aliénation des biens de l'Eglise, n. 15. Quoiqu'on prescrive contre l'Eglise par une possession de quarante ans, dit-il, cette possession, même celle de cent années, ne peut plus servir au Détempteur pour le faire maintenir en la possession du bien, dès qu'on prouve que le titre qui sert de fondement à la possession est nul ; il vaut mieux pour le possesseur n'avoir point de titre, que d'en avoir un vicioux.

Après avoir établi ce principe général, il examine dans quelles circonstances on peut reconnoître qu'un titre est vicioux. Après les quarante années de possession, on présume que toutes les formalités nécessaires pour la validité des aliénations ont été observées, quand elles sont énoncées dans l'acte, quoiqu'on n'en rapporte point d'autres preuves ; on présume même, lorsqu'il s'agit d'aliénations très-anciennes, qu'on a observé les formalités nécessaires, quoiqu'elles ne soient pas énoncées dans l'acte ; mais le tiers Détempteur ne peut se servir contre l'Eglise de la possession, quelque longue qu'elle soit, non plus que l'Acquereur, quand on prouve par le titre même d'aliénation, qu'on n'a point observé toutes les formalités nécessaires pour la rendre valable.

C'est donc une maxime incontestable, que quand le titre d'aliénation est rapporté, & que les nullités essentielles, dont il est accompagné, se font sentir de toutes parts, la possession, quelque ancienne qu'elle soit, même de plus de cent ans, ne peut jamais la

couvrir, ni empêcher que l'Eglise ne rentre dans la propriété de son ancien Domaine, dont elle a été dépouillée contre toutes les regles.

Les Religieuses de Saint-Michel n'ont pu alleguer en leur faveur ni principes, ni autorités, ni Jurisprudence, rien en un mot qui ait jamais confirmé aucune aliénation des biens de l'Eglise, quand le titre vicieux est rapporté; elles ont été réduites à citer deux Mémoires dont elles détournent les principes par une fausse application. Dans l'un on a soutenu l'autorité de la possession centenaire; mais il ne s'y agissoit ni directement ni indirectement d'aliénation de biens d'Eglise.

Aliénation  
des biens d'E-  
glise ne se re-  
gle comme  
celle des biens  
profanes.

Tiers Acqué-  
reur de biens  
d'Eglise, sa  
bonne foi.

Peut-on ainsi confondre les matieres, & par conséquent les principes en appliquant ce qui a été dit de biens purement profanes aux biens Ecclésiastiques, qui sont soumis à des regles toutes différentes? L'autre paroît avoir plus de rapport à la question; mais outre qu'on nous en donne un simple extrait détaché de toutes les circonstances de l'affaire, ce qui suffiroit pour qu'il ne fût pas permis d'y donner la moindre attention; si les tiers Détempteurs peuvent quelquefois opposer la prescription, ce n'est que quand il est parfaitement établi qu'ils n'ont jamais eu la moindre connoissance du titre de l'aliénation; en sorte qu'ils ont joui de bonne foi, sans avoir la moindre idée ni de la propriété ancienne de l'Eglise, ni de l'aliénation qui a été faite. Alors on ne peut pas dire que le titre a réclamé sans cesse contre la possession, & qu'il l'a en quelque maniere infectée par les vices qu'il lui a communiqués; il peut donc arriver quelquefois que la bonne foi du tiers Détempteur, & que l'ignorance où il a été du titre de l'aliénation & des nullités qui l'accompagnent, le mettent à l'abri de toutes recherches; mais cette exception admise dans certaines circonstances, peut-elle jamais être appliquée à la question qui se présente?

Les Possesseurs du terrain aliené de l'Abbaye de Saint-Antoine n'ont jamais pu ignorer le contrat de 1634. Toutes les fois que l'heritage a changé de main, l'Abbaye a formé ses oppositions en vertu de ce contrat; elle a demandé d'être conservée dans la rente imposée dans l'aliénation même, l'Acquereur en a été chargé, l'a payée en vertu du contrat, & en a passé titre nouvel; en un mot le contrat de 1634 n'a pas moins été la Loi des tiers Détempteurs que des Acquereurs originaires & de leurs héritiers. Ils ont donc connu l'aliénation, ils en ont vu le titre, ils ont possédé en conséquence, & satisfait aux charges portées par ce titre; comment

donc pourroient-ils le méconnoître pour le principe de leur possession ?

Il est vrai qu'il y a eu un décret, mais le décret même est relatif à l'aliénation, elle y est rappelée; c'est en vertu de l'aliénation qu'il a été chargé de la rente de 427 liv. ainsi il n'est pas possible de séparer le décret de l'aliénation même. Ces deux titres se sont réunis pour former le droit du Possesseur, il les a connus tous deux, & a joui en vertu de l'un & l'autre; ainsi l'aliénation qui forme son titre originaire, n'a pas cessé d'interrompre la possession, & de réclamer en faveur de l'Abbaye.

Dans ces circonstances on ne trouvera point d'exemples où l'on ait admis aucune prescription contre l'Eglise, ni couronné le titre vicieux dans la personne du tiers Détempteur; il n'est donc pas possible que les Religieuses de Saint-Michel puissent se défendre des Lettres de rescision. Elles ne prétendent pas justifier le titre, elles se renferment dans l'autorité seule de la possession, toujours impuissante quand le titre est rapporté, & que le Possesseur en a connu les vices.

Si l'aliénation pouvoit subsister, les Religieuses de S. Michel pourroient-elles s'établir sur le fonds dont il s'agit, au préjudice de la clause, qui exclut expressément tout établissement de Communauté Religieuse ?

Elles nous opposent d'abord que la condition de ne bâtir aucun Monastere sur le Domaine aliené, n'est imposée qu'aux Acquéreurs, leurs successeurs & ayant cause; mais pouvoit-on employer des termes plus généraux ? Tous ceux qui acquierent dans la suite à quelque titre que ce soit, ne sont-ils pas successeurs des premiers Acquéreurs ? Ne sont-ils pas ayant cause ? Ne tirent-ils pas d'eux tout le droit qu'ils ont à la propriété ? Quoique la Justice adjuge par decret, elle adjuge toujours le bien de la Partie saisie; c'est toujours le droit de la Partie saisie qui passe à l'Acquéreur; c'est donc une illusion de prétendre qu'un Adjudicataire par decret, ne soit pas compris sous les termes de successeurs, & ayant cause.

Mais, dit-on, cette condition de ne point transporter le fonds pour y bâtir aucun Monastere ou Prieuré sans le consentement exprès tant de M. l'Abbé de Cîteaux, que des Abbessé & Religieuses de Saint-Antoine, est une charge, est une servitude purgée par le decret; ainsi elle ne peut être opposée à l'Adjudicataire. On a déjà répondu à ce moyen par différentes raisons, les unes personnelles à M. l'Abbé de Cîteaux, les autres propres & particulières à l'Abbaye de Saint-Antoine.

*Seconde question.*

*Si l'Adjudicataire d'un fonds décreté est successeur de la Partie saisie.*

Par rapport à M. l'Abbé de Cîteaux il n'a consenti à l'aliénation qu'à condition que les Acquereurs, leurs successeurs & ayant cause ne pourroient transporter leurs droits, ni pour le présent, ni pour l'avenir, pour y bâtir aucun Monastere sans son consentement exprès.

Ce droit qu'il s'est réservé est constamment un droit de supériorité reguliere; c'est un droit de Jurisdiction, qui lui conserve le droit ou de permettre ou de refuser l'établissement d'aucune Communauté sur un ancien Domaine de son Ordre; mais on n'a jamais oui dire que pour conserver des droits de Jurisdiction, on soit obligé de former opposition à un decret. Ces oppositions sont nécessaires pour conserver des charges réelles sur un heritage, pour conserver une hypothèque; mais les droits de Jurisdiction ne sont point assujettis à la rigueur des decrets.

Si le droit de  
Jurisdiction  
se purge par  
decret.

Ce n'est point répondre à un moyen si solide, que de se contenter de dire, comme font les Religieuses de Saint-Michel, que M. l'Abbé de Cîteaux a donné à regret sa Requête d'intervention, & qu'au surplus on ne pourroit jamais purger les droits de l'Eglise par la voie du decret, puisqu'il n'y auroit point de cas où l'on ne pût reclamer les droits imprescriptibles de la Jurisdiction, & de la supériorité.

M. l'Abbé de Cîteaux a donné sa Requête d'intervention, & a adheré à la demande de l'Abbaye de Saint-Antoine, il ne pouvoit même se dispenser de le faire, puisqu'il s'agissoit de maintenir les droits de sa dignité; par où les Religieuses de Saint-Michel ont-elles appris qu'il l'ait fait à regret? S'imaginent-elles que les droits de sa dignité, & ceux de l'Abbaye Saint-Antoine lui soient indifferens, & qu'il leur préfere le goût que les Religieuses de Saint-Michel ont de s'établir dans le voisinage d'un Monastere de son Ordre, qui en souffriroit nécessairement de très grandes incommodités? Il faut donc retrancher une idée si absurde & si déplacée.

Intervention  
sérieuse &  
non mendiee.

Mais on ne purgeroit jamais les droits de l'Eglise, puisqu'on seroit toujours en état de reclamer des droits de Jurisdiction & de supériorité. Il valoit mieux garder le silence que de se réduire à un pareil raisonnement. On peut dire au contraire, que c'est ici une espece singuliere, & peut-être unique dans son genre. Les droits des Communautés Regulieres se réduisent presque toujours à un intérêt purement pécuniaire & absolument étranger à la Jurisdiction; ce sont des rentes en grains ou en argent; c'est une directe, ou une mouvance; c'est une propriété que l'on reclame.

Que

Que ces droits puissent être purgés par des décrets , c'est ce qu'on ne conteste pas , & cependant il n'y en a presque jamais d'autres qui soient compromis dans les adjudications faites en Justice : mais ici on ne trouve rien de semblable , il ne s'agit point d'un intérêt profane & pécuniaire , mais d'un droit de supériorité & de Jurisdiction qu'un Chef d'Ordre s'est réservé ; droit éminent , qui ne peut être ni prescrit ni purgé par décret : il ne faut donc point être allarmé des conséquences que les Religieuses de Saint Michel présentent comme si intéressantes pour l'ordre public.

Elles ajoutent qu'en matière d'aliénation de biens d'Eglise , les droits du Supérieur se confondent avec ceux de son Eglise ; mais c'est encore un pur sophisme : car cela peut être vrai en ce qui regarde l'intérêt temporel , puisque le Supérieur souffre le même préjudice que son Eglise en ce qui regarde l'utile & le pécuniaire ; mais ici il s'agit d'un objet tout distinct , qui est celui de la Jurisdiction , M. de Cîteaux s'est réservé le droit de permettre ou de refuser l'établissement d'une Communauté sur le terrain aliéné ; ce pouvoir lui est personnel : c'est un droit de Jurisdiction qu'il s'est réservé , & qui est entièrement détaché des droits de l'Abbaye de Saint Antoine.

Le passage de Chopin que l'on répète plusieurs fois ne signifie rien dans la question présente , il se réduit à dire que l'on peut prescrire contre l'Eglise par la négligence du Bénéficiaire : *diutina nempe , ac inertī alienæ possessionis patientia* ; mais ici nulle prescription contre le droit de M. de Cîteaux , puisqu'il n'y a jamais eu de Communauté établie sur le terrain en question.

Quant aux raisons qui sont particulières à l'Abbaye de Saint Antoine , on a observé que l'Abbaye n'a mis les héritages hors de ses mains qu'en se réservant une partie des droits de la propriété , qui consistent à permettre ou à refuser l'établissement d'une Communauté ; ce droit de propriété n'est point aliéné , il n'a jamais appartenu à l'Acquereur ni à ses successeurs ou ayant cause ; il n'a donc point été saisi sur eux , ni adjugé aux Religieuses de S. Michel. Ce n'est point une charge ni une servitude qui ait été réservée à l'Abbaye de S. Antoine , mais c'est une portion même de la propriété.

En vain se recrie-t-on que l'on a saisi réellement le fonds , très-fonds & propriété d'une maison : car ces termes ne sont toujours relatifs qu'à la propriété qui appartenait à l'Acquereur & non à la portion qui en avait été réservée à l'Abbaye , d'autant plus

Diligence faite dans un décret avec le Pourfuiuant seulement.

que l'Abbaye a manifesté son droit en faisant signifier le contrat de 1634 au Procureur pourfuiuant ; enforte qu'il n'a pu faire adjuger que ce qui appartenoit à la Partie saisie en vertu de ce même contrat. Il est inutile de dire que l'Adjudicataire n'a pas eu connoissance de cette signification : car les Parties intéressées ne peuvent faire signifier leurs titres qu'au Pourfuiuant. On ne sait pas encore qui sera l'Adjudicataire ; celui qui le devient a son recours sur le Pourfuiuant , s'il ne l'a point instruit ; mais la diligence faite avec le Pourfuiuant sert à l'égard de toutes autres personnes.

Il ne faut , dit-on , considérer que ce qui a été saisi dans le fait , que ce qui a été adjugé , & non ce que l'on devoit saisir ou adjuger dans le droit ; mais ce raisonnement peut être bon entre l'Adjudicataire & le Pourfuiuant , sans qu'il puisse être opposé à celui qui avoit une partie de la propriété , & qui par la signification de son titre a veillé à la conservation de ses droits.

Il falloit aller plus loin , ajoute-t-on , il falloit former opposition au décret , à ce que la maison ne fût adjugée qu'à la charge qu'aucune Communauté ne pourroit s'établir sur le fonds décrété. Mais c'est précisément ce qui est en question. On soutient que la propriété n'étant saisie que telle qu'elle appartenoit au Possesseur , il n'y avoit point de précaution à prendre de la part de l'Abbaye , puisqu'on ne pouvoit adjuger que ce qui appartenoit à la Partie saisie. On soutient que l'Abbaye ayant conservé une part dans la propriété , & cette part n'étant pas saisie , il n'y avoit point d'opposition à former , parce qu'il n'y avoit point d'adjudication à faire de cette partie.

D'ailleurs il ne faut pas perdre de vue la circonstance dans laquelle on se trouvoit. Le terrain qui avoit été aliéné en 1634 , à condition qu'on ne pourroit y bâtir aucun Monastere sans la permission de l'Abbé de Cîteaux & des Religieuses de Saint Antoine , avoit été bâti dans la suite ; mais on y avoit construit une maison qui ne pouvoit être qu'à l'usage de quelques Laïcs ; enforte que la condition imposée par M. l'Abbé de Cîteaux avoit été parfaitement remplie. On saisit réellement cette maison. Quel intérêt pouvoit avoir l'Abbaye de Saint Antoine de s'opposer ? On saisissoit un bien qui étoit précisément dans l'état où il devoit être , on exécutoit en cela la condition : ainsi l'Abbaye loin de s'opposer auroit pu consentir expressément à l'adjudication , sans rien faire de contraire à ses droits.

Mais il plaît à l'Adjudicataire de métamorphoser un Hôtel

particulier uniquement disposé pour des Laïcs, en Maison régulière, & d'y vouloir placer une Communauté. C'est alors que le droit de l'Abbaye est compromis, & que son intérêt l'oblige de paroître. Le décret par lui-même ne lui faisoit aucun préjudice; & elle n'empêcheroit pas encore qu'il n'eût son exécution, si l'on vouloit jouir de la maison adjugée telle qu'elle étoit; ce n'étoit donc pas le cas d'y former opposition.

On devoit prévoir, dira-t-on, que l'Adjudicataire ayant une propriété libre, en feroit tout ce qu'il voudroit, & par conséquent qu'il pourroit en faire un Monastere. Mais cette possibilité physique pouvoit-elle entrer dans l'esprit de quelqu'un? On a stipulé dans une aliénation qu'on ne pourroit bâtir aucun Monastere: en effet on a construit une maison particulière; on a donc rempli la condition: comment auroit-on pu veiller encore à son exécution? Au contraire le décret même de la maison confirmoit ce qui s'étoit passé.

C'est donc un fait nouveau, étranger au décret, contraire même au décret, qui anime l'Abbaye de Saint Antoine; elle trouve dans ses titres un moyen invincible pour arrêter l'entreprise sans toucher au décret même, rien ne peut donc l'empêcher d'en faire usage.

Mais cette question devient inutile, puisque par la nullité du titre primordial, l'Abbaye est en droit de rentrer dans son fonds. Les Religieuses de Saint Michel n'ont aucun intérêt de l'empêcher, puisque d'un côté on offre de leur rembourser tout ce qu'il leur en a coûté, & de l'autre n'ayant qu'un projet d'établissement purement arbitraire, elles ne souffriront aucun préjudice en portant leurs vues ailleurs. On ne manque point de terrain dans des quartiers aussi éloignés que celui qu'elles ont choisi; il n'y a donc que caprice & qu'entêtement de leur part, sans aucun motif non-seulement de justice, mais même d'intérêt pour l'appuyer.



# XCIII. PROCÈS A LA CINQ.

POUR Messire Charles-Joseph-Eugene de Tournay  
d'Assignies, Comte d'Oisy, Intimé.

*CONTRE les Habitans, Corps & Communauté du  
Bourg d'Oisy, & Jean Veret, Habitant dudit lieu ;  
Appellans de Sentence du Conseil Provincial d'Artois.*

## Q U E S T I O N.

*Sur quelles preuves s'établit un droit de corvées.*

**L**A contestation formée depuis peu par les Habitans d'Oisy sur le droit de corvées qu'ils doivent à leur Seigneur, trouve également sa condamnation dans le titre primordial & constitutif, dans les actes qui le rappellent & qui le confirment, & dans la possession qui a continué jusqu'à présent sans aucun trouble.

Ces différens moyens ont été exposés & établis avant l'Arrêt interlocutoire du 7 Septembre 1734 ; mais les Habitans qui vouloient secouer le joug d'une charge ancienne & si peu onéreuse, ont tout contesté. Ils ont prétendu que le titre primordial n'étant point l'ouvrage du Corps des Habitans, ne peut les obliger ; que les actes qui le rappellent sont sans force par eux-mêmes, & se trouvent combattus par d'autres qui ne parlent point du droit de corvées ; enfin que le Comte d'Oisy n'a aucune possession ; que quand il a demandé des voitures, souvent il a été refusé, que quelquefois les Laboureurs en ont fait à leur commodité, & en ont été payés.

L'Arrêt interlocutoire paroît avoir condamné toutes les critiques hasardées contre les titres rapportés par le Comte d'Oisy ; la Cour n'a donc suspendu son Jugement que pour approfondir les faits articulés par les Habitans. Ils ont annoncé un refus public de satisfaire aux corvées, une contradiction marquée qui seroit d'un grand poids si le Seigneur y avoit déferé. C'est sans doute ce qui a donné lieu à l'interlocutoire, & ce qui a déterminé la Cour à



ordonner la preuve, soit de la possession immémoriale des corvées articulée par le Seigneur, soit du refus de la part des Habitans suivi d'une possession paisible de la liberté.

Ces éclaircissemens ne serviront qu'à mettre le droit dans un plus grand jour, puisque la possession du Seigneur est établie de la manière la plus claire & la plus précise par son Enquête, que l'Enquête même des Habitans la confirme malgré la partialité des Témoins, presque tous Habitans d'Oisy ou entièrement dévoués aux Habitans.

Mais pour rassembler toutes les preuves qui concourent à faire jouir le Comte d'Oisy du droit de corvées, il est nécessaire de reprendre ici les titres produits par le Comte d'Oisy avant l'Arrêt interlocutoire, & dont on a de plus en plus justifié l'authenticité par de nouvelles découvertes faites depuis l'interlocutoire, pour y réunir & joindre tout ce qui résulte des Enquêtes.

Ainsi dans une première partie on exposera le titre constitutif du droit de corvées sur les Habitans d'Oisy; dans une seconde, les reconnoissances qu'ils ont faites de l'autorité de ce titre en différens tems; & enfin dans la troisième les preuves de la possession qui naissent, soit des actes par écrit, soit des Enquêtes.

Le Comté d'Oisy situé dans la Province d'Artois, est composé du Bourg d'Oisy qui est le chef-lieu, & de plusieurs Paroisses qui en dépendent. Dans cette Province, de même que dans la plus grande partie des Gaules, il n'y avoit anciennement que deux sortes de personnes libres, les Ecclésiastiques & les Nobles; les Roturiers étoient vrais Esclaves de leurs Seigneurs. Le Christianisme servit peu à peu à adoucir la rigueur de cet esclavage; la servitude fut réduite à être attaché à la Terre de son Seigneur, à ne pouvoir pas disposer librement de son bien par testament, & à ne pouvoir s'engager dans le mariage ou dans des vœux sans le consentement de son Seigneur, ainsi le nom d'*Esclave* fut changé en celui de *Serf*. Sur la fin du douzième siècle & dans les suivans, la condition des serfs fut encore adoucie: presque par toute la France les Seigneurs, soit par humanité, soit par politique pour rendre leurs Terres plus peuplées, consentirent à l'entière liberté de leurs serfs, & leur laissèrent la propriété utile de leurs héritages sous des redevances modiques. Ce fut alors que se formèrent les Communes ou Communautés d'Habitans, avec droit de Bourgeoisie & d'Echevinage: ce fut alors aussi qu'on commença à rédiger par écrit les Coutumes locales de la plupart de ces Communes.

*Titres qui établissent le droit de corvées.*

Roturiers étoient autrefois Esclaves.

Les preuves les plus anciennes qu'on ait de la rédaction de ces Coutumes locales, sont les chartes que donnerent les Seigneurs. Ces chartes contiennent les franchises qu'ils ont accordées à leurs Sujets, & les droits qu'ils se sont réservés sur eux, pour marquer la supériorité du Seigneur & l'ancienne condition du Sujet.

Telle est l'origine de la charte de 1216, qui est le titre primordial du Comte d'Oisy.

Jean Châtelain de Cambrai étoit alors Comte d'Oisy & de ses dépendances, c'est lui qui a donné cette charte; la Cour va voir que ce titre déclare les droits que le Seigneur se réserve sur ses Sujets, les franchises & les libertés qu'il leur accorde, & enfin va connoître quelles étoient les Coutumes locales de ce lieu.

Cette charte commence ainsi : *Au nom de Notre Seigneur, je Jean Châtelain de Cambrai & Seigneur d'Oisy, fay sçavoir à tous cils qui sont & qui seront à toujours, que nous octroyons à tous les Habitans d'Oisy, & qui venront pour là manoir & habiter, &c.* On voit d'abord par ces expressions *que nous octroyons*, que c'est ici un titre dans lequel le Seigneur accordoit des droits & des privilèges à ses Sujets.

Les droits que la charte déclare ensuite être dûs au Seigneur se réduisent à deux très-peu considérables. Le premier est une taille sur les Habitans qui cultiveront un certain nombre de mesures de terre, ou qui posséderont un manoir; la plus forte n'est que de 12 deniers, elle y est appelée *l'assise de Saint Remy*, parce qu'elle devoit être payée à la Fête de Saint Remy. Le second regarde les corvées; la charte porte que *chacun Bourgeois manant dedans Oisy doit au Seigneur six corvées, chacune corvée par un jour en la Terre le Seigneur, chacun an de ce même labeur dont il vit, si ly Sire veut faire faire cette corvée en autrui Terre, & si rebelles n'y veulent aller, s'il est semons par les Prevost & par le Sergent, le Seigneur & Echevins pourront meure à icelui raisonnable prix, & lors il convera le Bourgeois sienir ledit Echevins de requief; se ly corvée est semonce par ledit Echevins ly Bourgeois le peut faire sans fourfait dedans deux jours, & s'il ne le fait dedans deux jours, ly Sergent & Seigneur peut lieuer un autre qui payera pour lui celle corvée du manouvrier; prendra ly Sergent huit deniers de lomme, & d'un seul cheval deux sols, & s'il a deux chevaux trois sols, & s'il a trois chevaux quatre sols, & si il a plus de chevaux, il n'en payera plus de requief, se ly Bourgeois offre au Sergent le Seigneur à faire la*

*corvée dedans deux jours par témoignage de deux Bourgeois , de celle semonce ly Sergent le Seigneur ne le peut en aucune maniere agrever.*

On doit ici observer que ce droit de corvées n'est point un droit insolite dans la Province d'Artois , puisque plusieurs Seigneurs de cette Province se le sont réservé & en jouissent.

Les articles suivans reglent quel est l'usage & la coutume qu'on observe & que l'on doit observer dans différens cas de police , de matieres ordinaires & de crimes ; quelles seront les amendes pour les contraventions ; que les Echevins pourront connoître de certaines matieres , comme de regler les mesures , de mettre le prix aux liqueurs , d'enfaïner , &c.

On voit par un des derniers articles , que cette charte contenoit les franchises que le Seigneur accordoit à ses Vassaux d'Oisy , qui étoient serfs auparavant. *De requiesce aucuns des hommes de mes Villes esquelles cette franchise n'est pas , veut manoir en mes Châteaux esquels cette franchise est établie , il n'y poeult manoir sans mon congiet.*

Enfin le Seigneur appelle cette charte *notre constitution* , c'est-à-dire , la Loi qui déclaroit les choses qui étoient observées , ou qui devoient l'être dans la Ville d'Oisy. Pour la rendre authentique , ferme & stable , il la revêtit de toutes les formes usitées dans ces tems-là , il la scella de son sceau , la signa , en jura l'exécution ; & afin qu'elle fût exécutée par ses Sujets , il la fit jurer par ses Chevaliers & ses francs hommes , & par les Echevins d'Oisy représentans les Habitans ; en sorte que cette constitution peut être regardée comme un contrat réciproque entre le Seigneur & ses Sujets.

Tel est le titre qui assujettit les Habitans d'Oisy à faire six corvées par an pour leur Seigneur ; ce fut par une charge si legere qu'ils acquirent l'avantage inestimable de la liberté , & des franchises que leur Seigneur leur accorda.

Le Seigneur d'Oisy n'avoit pas seulement le droit de corvées sur les Habitans d'Oisy , qui étoit le chef-lieu de sa Seigneurie ; mais il l'avoit encore sur les Habitans des Paroisses dépendantes de sa Seigneurie , telles qu'Alimont , Bourlon , Markion , Sancy-le-Sec & plusieurs autres : c'est ce qui paroît par un ancien Cartulaire de l'an 1274 , appelé *le vieux Cain* , qui contient les droits & revenus de la Terre d'Oisy & de ses dépendances. On y voit toutes les Paroisses dépendantes d'Oisy , sujettes au droit de corvées envers le Seigneur ; & la seule différence qu'on y

trouve , est que les corvées que devoient ces Paroisses , n'étoient point fixées à un certain nombre , mais qu'elles devoient en faire autant qu'il conviendrait au Seigneur ; ce qui est exprimé dans le Cartulaire en ces termes : *Et si à Messire corvées à sa volonté ; corvées d'oumer & de chevaux à la volonté Monseigneur ;* au lieu que les Habitans furent plus favorisés par la charte , & que les corvées qu'ils devoient furent modérées à six par an.

Les Habitans ont prétendu retorquer ce Cartulaire contre le Seigneur , en ce qu'il n'y est point parlé des corvées dûes par les Habitans même d'Oisy ; mais cette réflexion trouve sa réponse dans la piece même qui rappelle la charte , & qui par conséquent renvoie aux dispositions qu'elle renferme.

Titre primordial qui reclamera dans tous les tems contre les Habitans d'Oisy , & dont il résulte qu'ils ne peuvent se soustraire aux corvées qui sont le prix de leur affranchissement. Le droit de corvées n'est point de la nature des autres droits seigneuriaux , il n'est point annuel , point fixé à des échéances réglées ; c'est un pur droit de faculté , dont le Seigneur en général doit user avec modération , & dont il ne peut même se servir que quand il a besoin de voitures ; en sorte que le simple usage de ne point exiger les corvées , ne pourroit donner atteinte au droit du Seigneur , étant de principe en matiere de corvées , que la prescription ne commence à courir que du jour de la contradiction , suivie d'un profond silence de la part du Seigneur , parce que son silence est pris alors pour un aveu que la corvée ne lui étoit pas dûe. C'est ce qu'établit Dufresne , sur l'art. 166 de la Cout. d'Amiens : *A die prohibitionis & patientiæ , quæ prohibitio interveniat illius qui sibi asserit libertatem , & sequatur patientia illius cui prohibitio facta est.* Tous les Auteurs sont de ce sentiment , & entr'autres Mornac sur la rubrique du ff. *de operis servorum* , & Jovet sur le mot *Prescription* , n. 24.

C'est aussi la doctrine de M<sup>e</sup> Charles Dumoulin sur la Coutume de Paris , §. 1 des Fiefs , glos. mettre en sa main , nomb. 15. *In actibus qui dependent à merâ facultate unius qui potest facere vel non , & certum modum servare vel non , abstinentia certi & determinati modi , quantumcumque diuturna , non censetur implicare contrarium usum , nec inducit desuetudinem , nec præscriptionem.*

Le droit de corvées étoit établi par la charte de 1216 en faveur des Seigneurs d'Oisy ; ils ont été dans la liberté ou d'en exiger le droit , ou d'en faire une grace momentanée aux Habitans : ainsi quand

quand ce droit auroit été négligé , le titre primordial suffiroit encore au Comte d'Oisy , tant qu'on ne prouveroit point un refus & une contradiction de la part des Habitans. Mais il s'en faut bien que ce titre soit demeuré dans l'oubli ; il a été exécuté dans toutes les parties par les Habitans d'Oisy , qui l'ont même réclamé dans les occasions les plus importantes comme un titre qui leur étoit précieux.

Les Habitans d'Oisy ont osé alléguer plus d'une fois , dans le cours de cette Instance , que cette charte de 1216 étoit un titre faux , ou au moins un titre dont leurs prédécesseurs & eux n'avoient jamais entendu parler , un titre que plus de cinq siècles avoient laissé dans la plus profonde obscurité. Le Comte d'Oisy n'a besoin , pour dissiper une allégation si hasardée , que d'opposer les Habitans d'Oisy à eux-mêmes ; il n'a qu'à leur opposer les démarches publiques qu'ils ont faites dans deux occasions bien solennelles , dans lesquelles ils ont reconnu la charte de 1216 comme le titre en vertu duquel ils jouissoient de leurs franchises , comme le titre qui formoit la plus grande partie de leur Coutume locale.

*Reconnoissance de la part des Habitans d'Oisy , de la charte de 1216 , de laquelle ils ont demandé l'exécution.*

La première de ces occasions se présenta en 1507 ; l'Artois appartenoit alors à la France , & étoit du ressort du Bailliage d'Amiens. Louis XII. reprit dans ce tems-là l'exécution du projet qui avoit été formé sous Charles VII. & sous Louis XI. de faire rédiger par écrit les Coutumes de chaque Bailliage & Prévôté , & les Coutumes locales des Seigneuries qui se gouvernoient par des Coutumes qui leur étoient particulières. Au mois de Juillet 1507 , ce Prince donna commission au Bailli d'Amiens ou à son Lieutenant de mander à tous les Prévôts de son ressort , & à tous ceux qui avoient des Coutumes locales , de comparoître devant lui dans un tel tems pour y apporter leurs Coutumes , afin qu'elles y fussent examinées & rédigées par écrit. Le Procès-verbal de la première rédaction de la Coutume d'Amiens , daté du 14 Octobre 1507 , fait foi que les Prévôt & Echevins d'Oisy furent assignés , & on les voit comme s'étant présentés à l'assignation.

*Rédaction des coutumes , commencée sous Charles VII.*

*Artois du Bailliage d'Amiens sous Louis XII.*

Voici maintenant la conduite que les Echevins & Habitans d'Oisy tinrent dans cette occasion au sujet de la charte de 1216. Le 28 Octobre 1507 , le Prévôt , les Echevins & la plus considérable partie des Habitans d'Oisy comparurent devant Jacques Decourcot Lieutenant du Gouverneur & Bailli d'Oisy : là fut dressé un acte , dans lequel les Echevins & Habitans d'Oisy

reconnurent que les chartres, privileges, coutumes & usances de la Ville & Echevinage, écrites & incorporées en un cahier en parchemin, parmi lequel ces présentes sont infixées, sont cheuls propres & nuls autres, dont eux & leurs prédécesseurs Echevins & Manans ont de tout & ancien tems joui & usé, affirmant par leur foi & serment le contenu dudit cahier être véritable, &c.

Et pour faire présenter au Bailli d'Amiens ce cahier en parchemin où étoient leurs chartes, leurs coutumes & leurs usances, ils donnerent par le même acte pouvoir à six personnes d'aller faire cette présentation. Ils composèrent ce cahier. 1°. De la charte de 1216. 2°. De quelques articles qu'ils rédigerent par écrit, dont ils disoient qu'ils avoient aussi usé & usoient journellement.

La preuve que la charte de 1216 étoit la principale piece qui composoit ce cahier, résulte de ce qui suit. Parce que les Habitans d'Oisy avoient mal composé & rédigé leur cahier, voici comme est conçu le contredit du Procureur Fiscal de Madame de Vendôme, Dame d'Oisy, à côté d'un de ces articles qui regardoit la Jurisdiction des Echevins sur les Bourgeois d'Oisy : *Sur le débat & contredit baillé à cet article par le Procureur Fiscal de Madame la Comtesse de Vendôme, Dame d'Oisy, disant icelui être trop général & mal couché, & qu'il suffisoit de ce que pour la connoissance & judicature des Echevins sur les Bourgeois & Manans, étoit & est articulé, & mis en leurs charte & privileges ci-dessus incorporés, ledit article, du consentement & accord des Parties, est rayé, & le tout renvoyé à ce qu'en contient ladite charte & privilege.*

Ce cahier étoit donc composé, en partie, d'un titre ou d'une charte qui traitoit de la judicature des Echevins sur les Bourgeois & Manans : or c'est précisément ce qui se trouve dans la charte de 1216 : donc cette charte faisoit partie du cahier envoyé par les Habitans au Bailliage d'Amiens, comme contenant leur Coutume locale. Ce même cahier fut déposé en 1507 au Greffe du Bailliage d'Amiens, le Comte d'Oisy en a levé une expédition que le Greffier lui a délivrée ; cette expédition qui n'est qu'une copie de ce cahier en parchemin, contient, 1°. la charte de 1216. 2°. Ces articles d'usage assez mal rédigés par les Echevins & Habitans d'Oisy. 3°. Leur procuration du 28-Septembre 1507, par laquelle ils donnerent pouvoir de présenter leur cahier de coutume locale au Bailliage d'Amiens. Tout cela résulte du certificat que le Greffier du Bailliage d'Amiens a mis au :

bas de cette expédition, certificat ainsi conçu : *Délivré pour copie conforme à la minute des chartes & coutumes de l'Echevinage d'Oisy, étant en un cahier contenant douze feuillets écrits, sains & entiers, & signé en fin jusqu'au nombre de quatorze signatures : ladite minute trouvée dans la Chambre des Archives, au-dessus de l'Auditoire du Bailliage d'Amiens, où elle a été remise avec les autres Coutumes y déposées par moi, Greffier du Bailliage & Siege présidial d'Amiens, soussigné, le quatrieme jour de Mai 1735. Signé, ROYER.*

Puisque, suivant ce certificat, la charte contenue dans ce cahier des coutumes locales d'Oisy, est la charte de 1216, & que les Echevins & Habitans d'Oisy ont eux-mêmes présenté ce cahier au Bailliage d'Amiens en 1507, & en ont requis l'exécution, comme contenant leurs franchises, leurs privileges, leurs coutumes : c'est une conséquence infaillible qu'en 1507, les Echevins & Habitans d'Oisy avoient connoissance de cette charte, qu'ils la regardoient comme leur loi & leur coutume, puisqu'ils la présenterent alors sous ces caractères.

Or, c'est dans cette même charte qu'est contenu, en faveur du Seigneur d'Oisy, le droit de six corvées par an, qu'il pouvoit exiger de ses Habitans. Donc en 1507, le droit de corvées n'étoit pas pour eux une chose nouvelle. Il y a plus, c'étoit un droit qu'ils exécutoient depuis 1216; c'est ce qu'ils déclarerent dans leur acte ou procuration du 28 Septembre 1507, en disant qu'ils reconnoissent que les chartes, privileges, coutumes & usances de ladite Ville & Echevinage d'Oisy, écrites & incorporées dans un cahier en parchemin, parmi lequel ces présentes sont fixées, *sont cheuls propres & nuls autres, dont eux & leurs prédécesseurs Echevins & Manans ont de tout & ancien tems joui & usé.*

La charte de 1216 n'est donc pas restée dans l'obscurité pendant plus de cinq siècles, comme les Habitans d'Oisy l'avoient supposé avant l'Arrêt interlocutoire : c'est un titre non-seulement qu'ils connoissoient en 1507, mais encore qu'ils exécutoient alors & qu'ils avoient exécuté de tout ancien tems.

François I. ayant, par les traités de Madrid & de Cambray, cédé l'Artois à l'Empereur Charles-Quint, l'Artois fut distrait par cette cession du Bailliage d'Amiens. Charles-Quint établit ensuite un Conseil Provincial en Artois, & ordonna que toutes les coutumes locales de l'Artois fussent apportées & présentées à ce Conseil. C'est ici la seconde occasion dans laquelle les Echevins & Habitans d'Oisy ont reconnu la charte de 1216, comme

Conseil d'Artois créé par Charles V.

leur Loi & leur Coutume. Ils s'assemblerent le 19 Janvier 1569, & firent un pareil acte que celui qu'ils avoient fait le 28 Octobre 1507. Ils firent un cahier composé de la charte de 1216 & de ces articles qu'ils avoient assez mal rédigés, & ils donnerent pouvoir à quelques Particuliers d'aller présenter ce cahier au Conseil Provincial d'Artois, comme contenant les franchises, les privileges & les Coutumes dont ils avoient toujours joui & usé; le Comte d'Oisy rapporte aujourd'hui une copie originale de ce cahier, qui fut présenté en 1569 au Conseil d'Artois. Voilà donc en 1569 une seconde preuve de la connoissance que les Habitans d'Oisy avoient alors de cette charte, & de leur reconnoissance qu'ils l'avoient toujours exécutée. Des démonstrations aussi parfaites sont une preuve évidente de la mauvaise foi des Habitans d'Oisy.

Puisqu'il est prouvé que dans tous les tems les Habitans ont eu connoissance de cette charte, qu'ils l'ont reconnue, qu'ils en ont demandé eux-mêmes l'exécution, & que ce titre est une espece de contrat réciproque entre le Seigneur & ses Sujets; il ne leur reste aujourd'hui d'autre ressource que d'opter entre ces deux partis, ou de continuer à servir leur Seigneur de ce droit de corvées porté par la charte de 1216, ou de renoncer en entier à cette charte, auquel cas le Seigneur rentrera dans les premiers droits qu'il avoit sur ses Sujets en 1216, & ceux-ci retomberont dans leur premier état. Seroit-il juste que les Habitans d'Oisy jouissent tranquillement des avantages considérables que cette charte leur a procurés, & qu'en même tems ils ne voulussent pas supporter les charges légères qu'ils ont reconnu devoir par cette même charte?

Il paroît par ce titre que pour tous droits utiles sur les Habitans, le Seigneur ne s'est réservé qu'une taille de six & de douze deniers, & ce droit de corvées. C'est à ce prix que les Habitans d'Oisy ont acquis leur liberté, & que le Seigneur leur a accordé des privileges considérables. Le Comte d'Oisy a prouvé au Procès que les Echevins jouissent actuellement, en vertu de la charte, du droit de fixer le prix des liqueurs, de régler les mesures, d'ensaisiner, de connoître de différentes matieres de Police & de la Justice ordinaire; les Habitans d'Oisy ne peuvent donc se servir de cette charte seulement pour ce qui leur est favorable, & la rejeter pour ce qui concerne les droits utiles dûs au Seigneur.

A cette preuve tirée de la reconnoissance des Habitans



d'Oisy, le Comte d'Oisy en va joindre une par laquelle il terminera ce Mémoire ; c'est la preuve par écrit & par Témoins de la possession immémoriale où il est, par lui ou par ses auteurs, d'être servi de ce droit de corvées.

Le Comté d'Oisy avoit établi en Cause principale que le droit de corvées, auquel il demandoit d'être maintenu, étoit prouvé, 1°. par la charte de 1216, 2°. par les reconnoissances publiques que les Habitans d'Oisy avoient faites de ce titre, qu'ils disoient avoir été exécuté de tout & ancien tems, 3°. par plusieurs comptes anciens des Receveurs de la Terre d'Oisy. C'est sur toutes ces preuves réunies que le Conseil d'Artois a rendu la Sentence du 5 Juillet 1732, par laquelle le Comte d'Oisy est maintenu & gardé en la possession du droit d'exiger six corvées de chariot par an de chaque Laboureur du Bourg & Paroisse d'Oisy, suivant & conformément à la charte de l'année 1216, &c.

*Possession immémoriale du Comte d'Oisy, prouvée par écrit & par témoins.*

Les Habitans d'Oisy ayant interjetté appel en la Cour de cette Sentence, le Comte d'Oisy a voulu, en Cause d'appel, joindre la preuve testimoniale aux preuves par écrit qu'il avoit rapportées en Cause principale ; & par une Requête par lui présentée à la Cour, il a demandé qu'il lui fût donné acte de ce qu'il articuloit & mettoit en fait, que de tems immémorial, il étoit par lui ou par ses auteurs, en possession du droit de corvées dont il s'agissoit, qu'il lui fût permis d'en faire preuve tant par titres que par Témoins, sauf aux Habitans d'Oisy leur preuve contraire. Sur quoi le 7 Septembre 1734, Arrêt interlocutoire, qui ordonne que le Comte d'Oisy fera la preuve par lui demandée, & que les Habitans d'Oisy feront la preuve des faits par eux articulés, savoir : que la voiture que quelques Habitans avoient faite en quelques années depuis 1699, pour le Comte d'Oisy, avoit été faite de bon gré, à sa prière, & sans contrainte ; que ces Particuliers n'ont fait qu'une seule voiture par année ; que toutes les fois qu'ils ont fait cette voiture, ils ont été nourris à discrétion ; qu'il n'y en a qu'un très-petit nombre qui aient fait cette voiture ; que les voitures étoient à la volonté de ces Laboureurs ; que plusieurs ont refusé d'en faire, & d'autres les ont faites à leur commodité, sans que le Comte d'Oisy se soit jamais cru en droit de les y contraindre.

En conséquence de cet Arrêt, le Comte d'Oisy a fait son enquête ; elle justifie pleinement sa possession : les Habitans d'Oisy de leur côté, ont fait la leur ; mais elle ne sert qu'à fortifier celle de l'Intimé.

Pour achever de mettre la possession immémoriale du Comte d'Oisy dans le dernier degré d'évidence, on a, dans la dernière partie de ce Mémoire, trois objets à remplir : le premier, de présenter les preuves qu'il a par écrit de cette possession ; le second, celles qui résultent de sa preuve testimoniale ; & le troisième, de montrer par l'analyse qu'on fera de l'enquête même des Appellans, que la possession du Comte d'Oisy y est prouvée presque aussi parfaitement que dans son enquête.

I. Pour commencer par les preuves par écrit, celles que rapporte le Comte d'Oisy ne peuvent être plus précises. Il a produit en Cause principale plusieurs anciens comptes par recette & dépense, que les Receveurs de cette Terre ont rendus à la Chambre des Comptes de la Fere. Le premier est rendu pour l'année 1550, par Pierre Lemaître, Receveur de M. le Duc de Vendôme ; on y lit cet article : *Le surplus des autres chariages, tant de sablon que de carreaux de grès, ont été menés à corvées ; pour ceci, néant.*

Le second compte produit est de 1564 ; il fut rendu par Jean de Persenville à la Reine de Navarre, comme tutrice du Duc de Vendôme son fils & de Madame Catherine de Bourbon sa fille. Voici ce qui y est dit des corvées dans plusieurs endroits. *Quant aux voitures desdites thieulles & carreaux, il ne se fait ici aucune mise, parce que tout a été amené à corvées par Louis Levasseur, Martin Dentart.* Il est dit dans un autre endroit : *Quant aux voitures dudit bois, il ne s'en fait ici aucune mise, parce que tout a été amené à corvées par Antoine de Saudemont.* Ce compte fait encore la même mention dans cinq ou six endroits des choses qui ont été amenées à corvées, & nomme une très-grande quantité de Particuliers d'Oisy qui les avoient faites. Le même Jean de Persenville a rendu plusieurs autres comptes pour les années 1566, 1568, 1570, où l'on voit les mêmes énonciations.

Ces comptes, qui ne permettent pas de douter de la possession paisible & publique du droit de corvées, s'accordent parfaitement avec la reconnaissance que les Habitans d'Oisy firent dans ces tems-là de la charte de 1216 au Conseil d'Arrois, où ils la présentèrent comme la loi & la coutume qu'ils observoient. Le Comte d'Oisy étoit donc, au tems de ces comptes, en possession du droit de corvées.

La preuve par écrit, tirée de ces anciens comptes, ne sauroit être suspecte, 1<sup>o</sup>. parce qu'elle est relative à un titre, 2<sup>o</sup>. parce

que ces comptes ont été rendus dans les formes par des Comptables à la Chambre des Comptes de la Fere. 3°. Parce que *in antiquis enunciativa probant*. Ces comptes ont près de deux siècles d'ancienneté ; peut-on présumer raisonnablement que les Seigneurs d'Oisy ayent fait mettre alors ces énonciations dans ces comptes, dans la vue de s'en faire un jour un titre qui établît le droit de corvées ? Ces comptes étoient publics ; les particuliers qui avoient fait les corvées, y étoient dénommés ; si l'énonciation eût été fautive, ne se feroient-ils pas élevés contre, & auroient-ils vu tranquillement les Seigneurs d'Oisy se former insensiblement des titres de possession contr'eux ? Le Comte d'Oisy a encore produit en la Cour un grand nombre de pieces qui prouvent la possession par écrit. On voit sous la cote B. plusieurs listes que les Receveurs d'Oisy faisoient des corvéables, pour être en état de leur demander par ordre les corvées qu'ils devoient ; ces listes contiennent leurs noms, parmi lesquels on voit celui de Jean Verret qui a commencé à contester le droit ; & dans quelques-unes on lit à la marge, du côté du nom de chaque Habitant, le mot *fait*, pour indiquer que l'Habitant dont le nom est à côté, avoit fait ses corvées ; ces listes ont été reconnues être de l'écriture des Receveurs qui les avoient faites, & qui sont morts depuis.

Jean Verret lui-même a fourni au Comte d'Oisy la preuve par écrit, qu'il étoit sujet au droit de corvées. Cette preuve résulte d'un compte de voitures écrit de la propre main de Jean Verret. Adrien Verret & Jean Verret étoient deux freres, que le Comte d'Oisy employoit souvent pour faire des voitures. Adrien Verret ne savoit pas écrire, c'étoit Jean Verret qui tenoit un compte des voitures qu'ils faisoient pour le Seigneur d'Oisy. La premiere piece de cette cote D. est un compte de voitures que les deux freres avoient faites en 1694 & 1695 ; le compte d'Adrien Verret est conçu ainsi. *Extrait du livre journal d'Adrien Verret, pour les voitures faites pour Monseigneur le Comte d'Oisy, outre les corvées ordinaires.* Le compte de Jean Verret contient la même chose, *Extrait du livre journal de Jean Verret pour les voitures faites pour Monseigneur le Comte d'Oisy, outre les voitures ordinaires.*

Voilà une preuve bien littérale qui part de la main même de Jean Verret, où il reconnoît qu'il est soumis au droit de corvées ; il en a fourni une autre preuve par écrit, qui se voit sous la même cote D. Cette piece est un compte fait entre

lui & le Comte d'Oisy, auquel il avoit fait quelques fournitures pendant quatre années; & lors de ce compte, il consentit que le Comte d'Oisy fît une déduction des corvées qu'il n'avoit pas faites. Peut-on voir des reconnoissances plus précises?

Pour combattre la preuve par écrit qui résulte de toutes ces pieces, les Habitans d'Oisy ont produit, 1°. un aveu & dénombrement du 5 Mai 1547, dans lequel Gilles Hennin avoue tenir de M. le Duc de Vendôme, Seigneur d'Oisy, plusieurs fiefs; & dans cet aveu (disent-ils) il ne dit rien du droit de corvées. 2°. Un aveu & dénombrement du 5 Avril 1575, qu'Henri de Bourbon, Seigneur d'Oisy, donne au Roi Catholique; & dans cet aveu (dit-on encore) Henri de Bourbon ne parle point de ce droit de corvées. 3°. Un aveu & dénombrement du 28 Janvier 1614, que Charles Sogheillede rend du fief de la Tour, relevant de la Seigneurie d'Oisy, dans lequel on garde le même silence au sujet du droit de corvées. 4°. Un aveu & dénombrement qu'Eustache de Tournay, Seigneur d'Oisy, donna au Roi le 21 Septembre 1680 & 22 Decemb. 1692, où il ne met pas le droit de corvées au nombre des choses avouées. Et enfin le contrat de vente que le Roi Henri IV. fit au sieur de Tournay, de la Seigneurie d'Oisy, dans lequel sont spécifiés les droits seigneuriaux, au nombre desquels on ne voit point celui des corvées. De toutes ces pieces, les Habitans d'Oisy ont tiré cette fausse conséquence, que puisque le droit de corvées n'y étoit pas énoncé, c'étoit un droit inconnu & qui n'étoit pas dû.

Preuves négatives.

Droit de corvées ne se reporte au Seigneur dominant.

Plusieurs réponses également décisives écartent une objection si frivole. 1°. Dire que puisqu'il n'est point parlé dans ces pieces du droit de corvées, ce droit n'étoit donc pas dû, c'est opposer une preuve négative contre une preuve affirmative & par écrit, qui établit que le droit est dû. Dans ce contraste, n'est-ce pas à la preuve affirmative que l'avantage doit demeurer, autrement ce seroit donner au silence autant & plus de force qu'à l'expression, & qu'à ce qui est affirmativement établi par écrit. 2°. La raison pour laquelle il n'est fait mention du droit de corvées ni dans les aveux & dénombremens, ni dans le contrat de vente faite par Henri IV. est que ces corvées sont une prestation qui n'apporte aucun revenu, tantôt le Seigneur s'en sert, d'autres fois il les néglige totalement, parce qu'il n'en a pas besoin: ainsi, inutile dans des dénombremens & dans des contrats

contrats de vente d'en faire mention, on n'y déclare ordinairement que les droits qui portent un revenu certain; de-là vient qu'il a été jugé, ainsi que le rapporte Henrys, tome premier, livre 3, question 33, que le droit de corvée n'entre point dans l'estimation d'une Terré & Seigneurie; à cette preuve par écrit, le Comte d'Oisy va joindre la preuve de sa possession immémoriale qui résulte de son enquête.

II. Cette enquête est composée de quatorze Témoins, tous irréprochables, & qui parlent de faits qui sont de leur connoissance personnelle, rien n'est plus clair & plus précis que ce qu'ils rapportent sur la possession du droit de corvées.

Il résulte de leurs dépositions, 1°. que c'est l'usage constant que les Sergens d'Oisy avertissent plusieurs fois dans l'année les Habitans d'Oisy, ayant chevaux & chariots, d'aller à corvées.

2°. Qu'ils ont vu les Habitans aller eux-mêmes à ces corvées, ou y envoyer leurs Chartiers jusqu'à quatre fois par année, & que Jean Verret, qui est celui qui a commencé à contester le droit, y a été comme les autres.

3°. Qu'ils n'ont jamais vu les Habitans refuser de faire ces corvées, & que quand quelques-uns d'eux avoient des empêchemens légitimes, comme si leurs chevaux étoient estropiés, ou leurs chariots hors d'état de rouler, ils propoisoient leurs excuses, auquel cas on commandoit d'autres Habitans, & qu'ensuite ceux qui n'avoient pas pu aller reprenoient leur tour, lorsque leurs voitures étoient en état.

4°. Que lorsque les Habitans conduisoient des grains, ou d'autres provisions pour le Comte d'Oisy, on leur entendoit dire à eux-mêmes, qu'ils alloient à corvées, ou qu'ils en revenoient.

5°. Que le Comte d'Oisy n'a jamais fourni ni fourrages pour les chevaux, ni nourritures pour les Chartiers, ni payé les voitures; que ce qu'il faisoit donner à ces Chartiers étoit une gratification de dix ou douze patars, gratification qu'on retranchoit à ceux qui ne remplissoient pas leurs journées; que si l'on a vu quelques Chartiers manger dans les cuisines du Château, c'étoient des Chartiers qui avoient amené du vin, ou d'autres provisions au Château, ou des Chartiers qui travailloient pour des ouvrages du Château, & qu'on ne vouloit pas renvoyer chez eux, pour ne pas leur faire perdre leur tems.

6°. Que lorsque quelqu'Habitant refusoit sans raison légitime, le Comte d'Oisy le faisoit assigner, qu'alors cet Habitant n'attendoit pas la condamnation, qu'il alloit payer les frais, & faire la corvée.

7°. Enfin qu'on tenoit un état de tous les corvéables, & que quand ils avoient tous été employés, on recommençoit par le premier. On n'entre point dans le détail des dépositions, parce qu'il faudroit copier l'enquête en entier qui est sous les yeux de la Cour, mais la lecture qu'elle prendra la peine d'en faire, justifiera parfaitement tous ces faits. A la vue d'une preuve si complète, si affirmative, qu'elle ressource peut-il rester aux Appellans, que de continuer à servir le Comte d'Oisy d'un droit auquel il est fondé par un titre respectable par son ancienneté, reconnu dans tous les tems par les Habitans d'Oisy, & soutenu par une possession immémoriale, réelle & actuelle.

III. Cette possession n'est pas seulement prouvée par l'enquête du Comte d'Oisy, mais elle l'est encore par la propre enquête des Appellans. L'enquête des Appellans composée de trente-six Témoins, doit être considérée, & par rapport à la qualité des Témoins, & par rapport au fond de leurs dépositions. Si cette enquête appuyoit la prétention des Habitans, il est certain qu'on ne pourroit refuser de la rejeter; elle n'est composée que de Témoins, qui sont ou des Habitans d'Oisy, c'est-à-dire, qui sont eux-mêmes Parties au Procès, ce qui les rend suspects de droit, ou parens des Habitans sujets aux corvées, parenté qui a été alleguée dans les reproches, & que les Appellans n'ont osé dénier; une enquête composée de pareils Témoins peut-elle mériter quelque attention?

Mais au fond quelques couleurs que ces Témoins aient employées pour affoiblir la possession, elle résulte cependant de leurs dépositions mêmes. En effet tous les Témoins de cette enquête sont obligés de convenir de ce point principal & décisif, qu'ils ont vu tous les ans les Sergens du Comte d'Oisy & des terres dépendantes du Comté, aller sommer les Laboureurs d'Oisy de se rendre au Château, pour aller de-là en corvées dans les endroits ou dans les lieux qui leur seroient indiqués; qu'ils ont vu les Habitans obéir à ces interpellations. Si le Comte d'Oisy n'avoit pas été en droit d'exiger ces corvées, est-ce par des Sergens qu'il auroit fait demander des voitures à ces Habitans? Ces Témoins ajoutent qu'ils ont vu les

Laboureurs ou leurs Chartiers aller au moins une ou deux fois l'année, suivant les besoins du Comte d'Oisy, faire des voitures pour lui, que ces Habitans appelloient corvées; qu'il y en avoit à la vérité qui refusoient quelquefois d'aller, mais que c'étoit parce qu'ou leurs chevaux étoient estropiés, ou leurs chariots hors d'état de rouler, & que l'empêchement cessé, ils alloient faire leurs corvées. Enfin ils déposent avoir vu encore, que lorsque les Chartiers de corvées étoient employés aux environs du Château, on leur donnoit à manger & à leurs chevaux; que lorsqu'on les envoyoit ou à Douay ou à Cambray, le Comte d'Oisy faisoit payer leur nourriture au Cabaret, ou leur faisoit donner douze patars; que quand les Laboureurs étoient pauvres, ou d'un état médiocre, le Comte d'Oisy, pour les soulager, leur faisoit donner quelque fourrage; mais que pour ceux qui étoient puissans & à leur aise, on ne leur faisoit rien donner. Voilà en général les faits qui résultent de cette enquête des Appellans, le Comte d'Oisy en prend droit, parce qu'elle établit positivement la possession au sujet de ces corvées, qu'on ose lui contester aujourd'hui.

On ne peut pas reprendre ici en détail les dépositions de ce grand nombre de Témoins, on se contentera de donner les extraits de quelques articles qui sont infiniment décisifs pour le Comte d'Oisy.

Le troisième Témoin de l'enquête des Habitans âgé de soixante-six ans, dépose : qu'il a vu chaque année les Habitans d'Oisy employer leurs chevaux & chariots l'espace d'une journée, pour le service du Comte d'Oisy, ensuite des commandemens qu'il faisoit faire par le nommé Philippe Monmule & autres Sergens, pour raison de laquelle journée lesdits Particuliers n'ont jamais fait de difficulté; mais que quand ils en demandoient une seconde, quelques-uns refusoient d'obéir au commandement, d'autres y venoient volontairement; que quand les voitures alloient à Cambray ou à Douay, on les défrayoit en chemin, & quant aux fourrages le Comte d'Oisy en faisoit fournir à ceux des Laboureurs d'un état médiocre qui en demandoient, au lieu que les Fermiers plus puissans faisoient mettre le fourrage sur leurs chariots, qu'ils prenoient chez eux. Il résulte de cette déposition que le Comte d'Oisy a toujours joui des corvées, qu'il les faisoit commander par ses Sergens, ce qui prouve que c'étoit un droit Seigneurial qu'il exerçoit; que les Particuliers obéissoient toujours à la première corvée; que quelques-uns se rendirent plus difficiles sur

les autres ; que cependant plusieurs en ont fait ; & quant à la fourniture du fourrage , que le Comte d'Oisy ne le faisoit que par charité , pour ceux qui étoient pauvres , ne donnant rien à ceux qui étoient riches , qui nourrissoient eux-mêmes leurs chevaux ; ce qui prouve en même tems , & l'exercice du droit , & la modération avec laquelle on en usoit.

Le quatrieme Témoin qui a été Sergent du Comte d'Oisy , convient qu'il a été plusieurs fois faire des commandemens ou advertances aux Fermiers & Laboureurs de faire des voitures pour le Seigneur , qu'ils ne faisoient aucune difficulté de faire une voiture chacun avec leurs chevaux & chariots ; mais que quand il s'agissoit d'en commander une seconde , ceux qui avoient le tems y venoient , d'autres faisoient refus , alléguant qu'ils avoient des chevaux malades , ou des chariots hors d'état. Quoique ces dépositions soient dressées avec art pour favoriser les Habitans , cependant il est impossible de n'y pas reconnoître la possession publique du Seigneur , il envoie commander les voitures par ses Sergens , tous les Particuliers obéissent la premiere fois ; il n'en faudroit pas davantage pour conserver le droit , parce que le droit de corvée subsiste par la prestation d'une seule ; mais il y a plus , quand on les commandoit les autres fois , les uns obéissoient encore , quoiqu'on dise qu'ils le faisoient volontairement , les autres alléguoient des excuses pour s'en dispenser ; s'ils n'avoient pas été débiteurs , ils n'auroient pas eu besoin d'excuse ; c'est reconnoître le droit que de proposer des excuses qui en dispensent.

Le cinquieme dépose de la même maniere ; il dit que jusqu'en 1722 , le Comte d'Oisy donnoit du fourrage aux Conducteurs qui alloient à Douay ou à Cambrai , & les défrayoit en chemin ; que depuis 1722 il donnoit douze patars qui font quinze sols pour la dépense des Conducteurs & des chevaux , par chaque journée. Une somme si modique n'a aucune proportion avec le prix d'une journée de voiture , que la Sentence dont est appel a évaluée par modération à 4 liv. par jour , parce que c'est apparemment le moindre prix que l'on en donne dans le Pays ; ce n'est donc précisément que ce qu'on appelle donner pour boire , marque de générosité de la part du Seigneur , qui ne retranche rien de l'obligation des Habitans.

Le septieme dépose qu'il a été Fermier à Oisy pendant neuf années ; que pendant ce tems , le nommé Philippe Monmule , Sergent du Comté d'Oisy , est venu chaque année demander au



Déposant ses chevaux & chariots pour voiturier les grains du dit Seigneur, ou autres provisions nécessaires au Château, auxquelles requisitions le Déposant a toujours obéi, sauf quand ses chariots n'étoient pas en état, auquel cas ledit Sergent l'en exemptoit, sous la promesse que faisoit le Déposant de marcher une autre fois, ainsi qu'il faisoit à la première advertance; a oui dire à ses Domestiques qu'on leur donnoit à boire quand ils étoient employés au Château, & quelque argent pour boire quand ils alloient à la Ville; qu'il ne se souvient pas du nombre de voitures qu'il a faites par an; mais qu'il n'en fit point en 1710, 1711 & 1712, à cause de la guerre.

On ne peut rien désirer de plus fort que cette déposition qui n'est pas suspecte, puisqu'elle est d'un Fermier même qui a acquitté le droit de corvée; on voit les commandemens faits de la part du Seigneur, l'obéissance de la part du Fermier, l'exemption, quand ses chariots n'étoient pas en état d'aller, mais sous la promesse de marcher une autre fois, promesse exécutée.

Le huitième Témoin dépose aussi affirmativement, & déclare aussi qu'on donnoit le fourrage à ceux qui alloient à Douay & à Cambrai, jusqu'en 1722, & que depuis on leur donnoit douze patars pour toute rétribution; c'est-à-dire, que par pure générosité le Seigneur donnoit de quoi boire aux Voituriers.

Plusieurs des Témoins des Habitans disent eux-mêmes que ces journées de voitures étoient appelées *corvées* par les Laboureurs. Tel est entr'autres le douzième Témoin, qui ajoute qu'il y avoit quelquefois cinq ou six Habitans qui ne faisoient point de voitures dans une année, mais qu'ils étoient commandés les premiers l'année suivante; qu'il n'a jamais oui dire qu'ils aient refusé de faire une voiture chaque année, sauf quand ils étoient empêchés légitimement ayant leurs chevaux incommodés, chariots hors d'état, ou travail extrêmement pressant, auquel cas ils venoient dans un autre tems, au premier commandement.

En un mot toutes les dépositions se réunissent à établir le fait essentiel du service des corvées; quelques Témoins affectent de l'adoucir, en disant que le Seigneur envoyoit prier les Fermiers de lui fournir des voitures; mais ce terme de *prier* est détruit par le plus grand nombre des Témoins de l'enquête des Habitans, qui parlent de commandemens & d'advertances faites par les Sergens du Seigneur. Et en effet n'y auroit-il pas de l'abus-

dité qu'un Seigneur envoyât tous les ans prier des Fermiers de lui donner gratuitement leurs voitures ? Cette expression marque le dévouement de quelques Témoins ; mais le fait du service demeure constant , selon leurs dépositions mêmes. Quelques-uns disent qu'il y en a qui ont refusé , & qu'on ne les a point traduits en Justice ; mais les autres expliquent le refus , & observent que c'étoit une simple excuse fondée sur l'impossibilité , & qu'au premier commandement ils marchaient dans la suite ; en un mot l'enquête seule des Habitans suffiroit pour prouver la possession , malgré les déguisemens affectés de quelques Témoins.

Si quelques Témoins de cette enquête ne parlent que d'une ou de deux corvées qu'ils disent avoir vu faire dans une année par chaque Redevable , cela ne borne pas le droit du Comte d'Oisy à deux corvées seulement , parce que s'il n'en a exigé que deux dans de certains tems , c'est qu'il n'en avoit pas besoin de davantage. La possession d'exiger les corvées étant établie par cette enquête même , il faut pour le nombre des corvées remonter au titre : or par la charte de 1216 , le Seigneur d'Oisy se réserva sur chaque Habitant six corvées par an. A l'égard de la nourriture ou des douze patars que le Comte d'Oisy faisoit donner aux Chartiers , les Témoins de l'enquête des Habitans n'en parlent pas comme d'un prix convenu pour le paiement de ces voitures ; mais les Témoins de l'enquête du Comte d'Oisy expliquent pourquoi cette nourriture ou les douze patars étoient donnés. Les douze patars étoient une gratification que le Seigneur avoit l'attention de faire donner à ces Chartiers , gratification qu'il faisoit supprimer à ceux qui ne remplissoient pas leurs journées. La nourriture étoit donnée à ceux qui travailloient aux environs du Château , afin qu'ils ne perdissent pas leur tems en allant manger chez eux. Ainsi cette gratification est une grace & un bienfait du Seigneur , & nullement une obligation , comme les Témoins de l'enquête des Appellans paroissent vouloir l'insinuer.

Par tout ce qu'on a établi jusqu'à présent , la Cour voit que le Comte d'Oisy a l'avantage de rassembler dans cette affaire toutes les especes de preuves qu'il est possible de réunir dans une pareille matiere. Un titre ancien qui fait la Loi des Parties , & qui établit son droit , titre reconnu dans deux occasions solennelles par les Habitans d'Oisy , lors desquelles ils ont déclaré qu'ils l'exécutoient comme leur Loi & leur Coutume ;

possession prouvée non-seulement par écrit, mais encore par les Témoins qu'il a fait entendre, & par la propre enquête des Appellans. Il a donc lieu de se flatter, après tant de preuves réunies en sa faveur, que la Cour fera enfin cesser les chicanes que ces Habitans opiniâtres font durer depuis quatre années, & qu'elle le maintiendra dans un droit dont ses prédécesseurs & lui ont toujours joui depuis plus de cinq siècles.

---

#### XCIV. INST. A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Dame Catherine Suzanne Issaly, veuve de  
Messire Edme-Mathurin le Jariel, Seigneur de  
Forges, Tutrice, & ayant la Garde-Noble de ses  
enfans.

*CONTRE Messire Guillaume-Urbain de Lamoignon  
de Courson, Conseiller d'Etat.*

#### Q U E S T I O N.

*Si le droit de Litre & Ceinture funebre appartient  
à celui qui par don du Roi a la haute-Justice  
dans la Paroisse.*

**L**A possession publique & immémoriale des droits honorifiques de la Paroisse de Forges, qu'on ne peut contester aux enfans mineurs de la Dame de Forges, auroit dû seule les mettre à l'abri des entreprises de M. de Courson; mais si l'on remonte aux titres respectifs des Parties, la tentative paroît encore plus téméraire.

On voit d'un côté les Seigneurs de Forges connus sous la seule dénomination de la Paroisse même, être en effet les seuls Seigneurs directs de l'Eglise & de tout ce qui l'environne, du Village entier, & presque de l'universalité du Territoire; la moyenne & basse-Justice dans toute la Paroisse ne leur est point contestée; les appellations n'en ressortissent qu'en la Justice-

Royale de Montlhery, leur Château est situé à la porte de l'Eglise; ils y ont une Chapelle à côté du Sanctuaire, décorée des Tombeaux & des Epitaphes des anciens Seigneurs de Forges; de tout tems ils ont eu leur litre ou ceinture funebre autour de l'Eglise, ils y ont reçu tous les honneurs dûs aux Seigneurs de Paroisse.

De l'autre côté on voit M. de Courson, Seigneur d'une Terre très-distinguée, mais éloignée de Forges de plus d'une lieue, qui n'a ni Maison ni Château dans le lieu de Forges, qui n'y a pas pour un fol de censive, qui y a toujours été inconnu, sinon par l'éclat qui accompagne son nom, mais qui n'y a jamais prétendu, à l'exemple de ses ancêtres, ni rang, ni honneurs, ni distinction, réduit à faire valoir une concession passagère & toujours révocable, que le Roi a faite à M. de Baille son pere, de la haute-Justice de la Paroisse de Forges, à la charge de rembourser l'Engagiste du Domaine de Montlhery, dont elle fait toujours partie, & à ce vain titre, qui ne peut jamais lui acquérir la propriété de la haute-Justice, vouloir subjuguier les seuls, les véritables Seigneurs de la Paroisse de Forges, les dépouiller de toutes les prérogatives dont ils sont en possession depuis plusieurs siècles.

Dans un pareil contraste, il n'est pas difficile de se déterminer contre M. de Courson; l'exemple seul de M. de Baille son pere, forme déjà contre lui un préjugé décisif. M. de Baille parfaitement instruit des droits & de la possession des Seigneurs de Forges, y a toujours déferé, il n'a pas même imaginé qu'un engagement passager de la haute-Justice lui eût été accordé pour ravir à des Seigneurs des droits qui leur étoient si légitimement acquis; les Gens d'affaires de Monsieur de Courson plus entreprenans, ont cru pouvoir profiter de la minorité des enfans de la Dame de Forges pour les dégrader; mais la justice qu'ils ont déjà éprouvée dans l'objet de la provision, est un gage assuré du succès qu'ils ont lieu d'attendre dans le Jugement définitif qui va décider de leur sort.

FAIT.

La Paroisse de Forges, comme on vient de le dire, n'a jamais reconnu d'autres Seigneurs que ceux qui ont possédé la Terre qui porte le même nom; ils y ont toujours joui des droits honorifiques dans toute leur étendue, non-seulement parce qu'ils en sont les seuls Seigneurs directs, mais encore parce qu'ayant toute la Justice moyenne & basse, il n'y a jamais eu, & il n'y a point encore d'autre Seigneur Haut-Justicier

ticier que le Roi à cause de son Domaine de Montlhery.

L'Eglise est bâtie dans leur Seigneurie; au côté droit du Sanctuaire est une Chapelle dans laquelle on entre, tant par le Chœur, que par une porte extérieure qui donne du côté du Château de Forges, & dont les Seigneurs ont la clef; les tombeaux & les épitaphes des anciens Seigneurs de Forges en font tout l'ornement.

L'Eglise a toujours été entourée d'une litte chargée des armes des Seigneurs, qui ont seuls été recommandés aux Prières nominales, & qui ont joui de toutes les autres prérogatives attachées à la qualité des Seigneurs de la Paroisse.

On ne peut pas douter en effet qu'ils n'ayent été les Fondateurs de l'Eglise; cette Eglise est bâtie sur leur Fief, leurs armes sont placées par-tout, & même aux vitres du maître-Autel: en un mot on n'a jamais connu d'autres Seigneurs qu'eux dans la Paroisse.

Cette Terre fut acquise en 1678 par Mathurin le Jariel, Fermier Général, bifayeul des mineurs; on voit dans une transaction qu'il passa le 30 Juillet 1684, qu'il prend la qualité de *Fondateur de l'Eglise & Paroisse de Forges*; ce qui prouve qu'il avoit trouvé des vestiges de cette fondation dans des titres plus anciens. Il mourut en 1699, & M. le Jariel son fils, Conseiller en la Cour des Aydes, fit mettre au-dedans & au-dehors de l'Eglise de Forges une ceinture funebre chargée de ses armes, au lieu de celle des anciens Seigneurs qu'il fit effacer.

Cette ceinture funebre a subsisté pendant toute la vie de M. le Jariel, pendant celle du sieur le Jariel son fils, Ecuyer du Roi, & plusieurs années après sa mort, c'est-à-dire, pendant trente-trois années entières, sans que personne ait entrepris d'y apporter le moindre trouble.

Aux titres généraux qu'il avoit, comme Seigneur de Forges, M. le Jariel, Conseiller en la Cour des Aydes, en ajouta de singuliers par l'acquisition qu'il fit en 1700 des droits d'échange dans la Paroisse de Forges. Les Edits & Déclarations du Roi attachent aux droits d'échange, les droits honorifiques des Paroisses dans lesquelles ils sont acquis; il est vrai qu'on ne traite pas avec un grand degré de faveur ceux qui, avec de semblables acquisitions, veulent en quelque manière se mettre de niveau avec les anciens Seigneurs, ou s'arroger après eux tous les droits qui leur appartiennent; mais quand c'est le Seigneur même de la Paroisse, celui qui est en possession de tous les droits honorifiques, qui a acheté

Droits d'échange réunis aux Seigneuries.

les droits d'échange, alors par la réunion du droit ancien & primitif qu'il avoit avec celui que le Roi lui a accordé, les prérogatives deviennent inébranlables, & il n'y a personne qui puisse ni le troubler ni même l'inquieter dans sa jouissance. M. de Courson de son côté prétend, qu'en 1708, M. de Baille son pere, obtint la haute-Justice de la Paroisse de Forges que le Roi démembra en sa faveur de la Prevôté de Montlhery, à la charge d'indemniser les Officiers de Montlhery, ceux du Châtelet de Paris, & l'Engagiste du Domaine de Montlhery, ce qu'il prétend avoir été fait depuis. On examinera plus particulièrement dans la suite la nature de cette concession, & l'effet qu'elle peut produire; ce qui est essentiel à observer quant à-présent, est que M. de Baille, en vertu de cette concession n'a prétendu s'arroger aucuns droits honorifiques dans la Paroisse de Forges, il n'a même signifié les Lettres du Prince, ni au Seigneur, ni aux Curé & Marguilliers de Forges; en un mot il a joui de la grace du Prince avec toute la modération qui convenoit à un titre de cette qualité. Lorsque M. de Baille mourut en . . . on ne crut point dans la famille que l'on pût faire mettre une litre ou ceinture funebre à l'Eglise de Forges; celle des sieurs le Jariel subsistoit toujours, & l'on jugea bien qu'il n'étoit pas possible de donner atteinte aux titres & à la possession des Seigneurs de Forges.

Mais les idées de M. de Courson ont bien changé depuis; il a cru qu'à la faveur de la haute-Justice que le Roi avoit accordée à M. son pere en 1708, il pouvoit en 1732 enlever au Seigneur de Forges tous les droits honorifiques de son Eglise & de sa Paroisse, & renverser ce qui étoit affermi par plusieurs siècles de possession. Sa premiere démarche fut d'envoyer un Peintre le 8 Juillet 1732, pour faire apposer une litre & ceinture funebre à ses armes autour de l'Eglise de Forges. La Dame de Forges surprise d'une nouveauté à laquelle rien ne l'avoit préparée, fit signifier le même jour à M. de Courson une opposition & une protestation de nullité; le lendemain le Peintre, qui n'avoit fait que préparer son ouvrage, entreprit de détruire & d'abattre la litre du sieur le Jariel; la Dame de Forges en fit dresser un Procès-verbal qui arrêta pendant quelques jours l'entreprise de M. de Courson.

Mais ayant fait signifier le 18 du même mois à la Dame de Forges les Lettres de concession de la haute-Justice en 1708, il crut pouvoir faire continuer le travail de son Peintre; il le renvoya donc le 19 Août; la Dame de Forges aussi-tôt fit dresser un second Procès-verbal de ce nouveau trouble; & comme rien

ne pouvoit interrompre l'ouvrage soutenu de l'autorité de M. de Courson, la Dame de Forges, tant en son nom que comme Tutrice de ses enfans, présenta sa Requête le lendemain au Juge de Montlhery, par laquelle elle demanda permission de faire assigner M. de Courson, pour voir dire qu'elle seroit confirmée & maintenue dans tous les droits honorifiques de la Terre de Forges, comme appartenante à elle & à ses enfans; qu'il seroit fait défenses à M. de Courson de l'y troubler & de continuer la ceinture funebre; & cependant qu'il lui seroit fait défenses de faire aucune nouvelle entreprise au sujet de la litre & ceinture funebre.

Le Juge répondit cette Requête d'une Ordonnance bien simple: *Permis d'assigner, & cependant défenses de continuer la ceinture funebre.* L'Ordonnance fut signifiée le lendemain avec assignation à Montlhery

Mais au lieu de comparoir, M. de Courson présenta une Requête au Parlement, & demanda d'être reçu Appellant de l'Ordonnance du 20 Août, avec défenses de l'exécuter. On ne voit pas trop sur quel fondement cet appel a été porté en la Cour, sans passer par le Châtelet où se portent les appellations de la Prevôté de Montlhery; quoi qu'il en soit, M. de Courson obtint le 10 Septembre un Arrêt qui le reçut Appellant, & qui fit défenses d'exécuter la Sentence; la Dame de Forges y forma opposition le 20, & la fit signifier le même jour au Peintre qui s'étoit remis en fonctions; il y défera d'abord, mais M. de Courson lui ayant sans doute inspiré plus de courage, il revint le lendemain, ce qui obligea la Dame de Forges de faire signifier au Curé des défenses de le laisser entrer dans l'Eglise.

Le Curé & les Marguilliers qui n'ont jamais connu d'autre Seigneur que celui de Forges, mais qui cependant ne pouvoient pas décider la contestation, prirent le parti de s'adresser eux-mêmes à la Cour, & obtinrent un Arrêt le premier Octobre, qui en leur permettant d'assigner les Parties pour se voir donner acte réciproquement de la dénonciation qu'ils leur faisoient de leurs poursuites, fit défenses de passer outre.

Tout ayant été suspendu par-là, la Dame de Forges donna sa Requête le 14 Mars 1733, par laquelle elle demanda qu'en la recevant opposante à l'Arrêt sur requête du 10 Sept. & à un Arrêt par défaut du 3 Fév. les défenses portées par l'Arrêt du 10 Sept. fussent levées, & que dans huitaine M. de Courson fût tenu de rétablir les choses au même état qu'elles étoient avant son entreprise, sinon qu'il lui fût permis d'effacer les armoiries que M.

de Courson avoit fait mettre sur la ceinture funebre. Par une autre Requête du 25 Avril de la même année, elle demanda qu'où la Cour jugeroit à propos de prononcer sur l'appel de l'Ordonnance du Prevôt de Montlhery, du 20 Août 1733, & d'évoquer le principal, en ce cas il plût à la Cour la maintenir & garder dans la possession & jouissance des droits honorifiques de l'Eglise & Paroisse de Forges, ordonner que dans trois jours M. de Courson seroit tenu de faire effacer les litres & ceintures funebres qu'il avoit fait poser autour des murs de ladite Eglise, & de faire rétablir celles des Seigneurs de Forges au même état qu'elles étoient avant son entreprise, sinon permis à elle de le faire aux frais de M. de Courson; lui faire défenses de la troubler à l'avenir.

M. de Courson au contraire par une Requête du 3 Juin 1733, conclut à ce qu'en le recevant opposant à l'Arrêt du premier Octobre, il plût à la Cour mettre l'appellation de l'Ordonnance du 20 Août, & ce dont étoit appel au néant; émendant, renvoyer les Parties aux Requêtes du Palais pour proceder sur leurs contestations; & où la Cour jugeroit à propos d'évoquer le principal, en ce cas sans s'arrêter à la demande de la Dame de Forges, ni à celle des Curé & Marguilliers dont ils seroient déboutés, le maintenir & garder dans la possession où il est par lui & ses auteurs des droits honorifiques dans l'Eglise & Paroisse de Forges; que le Curé fût condamné de continuer de le recommander dans les Prières nominales, qu'il fût condamné avec les Marguilliers à ouvrir les portes de l'Eglise pour faire peindre dans l'intérieur une litre ou ceinture funebre à ses armes, & pour l'insulte à lui faite, que la Dame de Forges, le Curé & les Marguilliers fussent condamnés en 1000 liv. de dommages & intérêts.

Les Parties ayant plaidé contradictoirement sur ces demandes pendant trois Audiences, la Cour par son Arrêt du 6 Juillet reçut la Dame de Forges opposante aux Arrêts sur requête & par défaut; faisant droit sur son opposition, leva les défenses portées par l'Arrêt du 10 Septembre, débouta M. de Courson de son opposition à l'Arrêt du premier Octobre; & sans s'arrêter à sa demande à ce que les Parties fussent renvoyées aux Requêtes du Palais, appointa les Parties au Conseil; sur l'appel de l'Ordonnance du 20 Août 1732 & sur les demandes respectives formées en la Cour, sur le fond des contestations des Parties, les appointa au Conseil, & cependant par provision sans



préjudice du droit des Parties au principal, ordonna que dans un mois M. de Courfon seroit tenu de faire effacer la litre qu'il avoit fait mettre à ses armes, & de rétablir celle qu'il avoit fait ôter au même état qu'elle étoit avant son entreprise, sinon permis à la Dame de Forges de le faire faire, sauf aux Parties à former en la Cour telles demandes au pétitoire qu'elles aviseroient bon être.

Ainsi la Cour a disertement jugé qu'il n'avoit été permis à M. de Courfon ni de troubler les Seigneurs de Forges dans la possession immémoriale où ils étoient, ni d'effacer leurs litres & ceinture funebre, ni d'en substituer une autre à ses armes. Cet Arrêt a été exécuté, la ceinture funebre aux armes des Seigneurs de Forges a été rétablie; il ne s'agit donc plus que de statuer sur l'appel de l'Ordonnance du 20 Août, & sur les demandes respectives des Parties. M. de Courfon les a réitérées de sa part par deux Requêtes des 5 Septembre & 29 Décembre 1733, dans lesquelles il a affecté de répandre des doutes sur la possession des Seigneurs de Forges. Comme cet objet est d'une extrême conséquence, la Dame de Forges a donné une Requête le 27 Août 1735, par laquelle elle a articulé bien précisément toutes les circonstances de cette possession publique & immémoriale, & a demandé qu'il lui fût permis d'en faire preuve en cas que M. de Courfon voulût les dénier.

En cet état, on soutient qu'il n'y a aucune difficulté à maintenir les enfans de la Dame de Forges dans la possession immémoriale où ils sont des droits honorifiques; leurs titres & leur possession, le titre même de M. de Courfon, tout réclame en leur faveur.

Les Seigneurs de Forges sont incontestablement seuls Seigneurs de la Paroisse; ce n'est pas qu'il ne puisse y avoir quelques censives éparées dans la Paroisse de Forges, qui appartiennent à d'autres Seigneurs; mais outre que les Seigneurs de Forges ont de même des Fiefs & des censives dans les Paroisses voisines, on sçait que ce ne sont pas ces censives qui forment le corps de toute Seigneurie de Paroisse, le corps de Seigneurie appartient à celui qui a la plus grande main dans la Paroisse, & qui a presque l'universalité du territoire.

Outre la Seigneurie de la Paroisse, les Seigneurs de Forges y ont seuls toute la Justice moyenne & basse, & il n'y a point de haute-Justice Seigneuriale au-dessus de la leur; jamais la haute-Justice de la Paroisse n'a appartenu qu'à la Prevôté Royale de Montlhery, & l'on sçait que dans ce cas les moyens & bas-Justi-

MOYENS;

ciers ont tous les honneurs de l'Eglise, parce que le Roi étant au-dessus de toutes ces distinctions, ne prétend rien aux honneurs des Eglises dans lesquelles il a la haute-Justice; en ce cas le moyen & bas Justicier est le véritable Seigneur Justicier de la Paroisse, il n'en a point au-dessus de lui, & par conséquent tous les honneurs qui se rendent ailleurs aux Seigneurs hauts-Justiciers, lui sont acquis de droit.

Aussi les Seigneurs de Forges sont-ils en possession de tous les honneurs de l'Eglise de Forges. Ils y ont une Chapelle, comme on l'a observé dans le fait, placée à la droite du Sanctuaire, qui a une entrée libre dans le Chœur en même tems qu'elle a une porte extérieure pour l'usage des Seigneurs de Forges seuls; Chapelle dans laquelle sont les sépultures des anciens Seigneurs de Forges avec leurs épitaphes & armoiries; ce qui est sans doute le droit le plus éminent des Seigneurs de Paroisse.

Les Seigneurs de Forges ont toujours joui des honneurs de l'Eglise, recommandation aux Prières nominales, l'encens, l'eau benite & le pain beni, le rang aux Offrandes & Processions; leurs Officiers même y ont eu les prééminences que l'on accorde aux Officiers des Seigneurs en leur absence.

Enfin par rapport à la ceinture funebre en particulier, on ne peut pas douter que les anciens Seigneurs ne l'aient eue, puisque leurs armes se trouvent même encore en differens endroits de l'Eglise & dans les lieux les plus éminens; mais ce qui ne peut être révoqué en doute, est que depuis que cette Terre est dans la famille du sieur le Jariel, c'est-à-dire, depuis la mort du sieur le Jariel, Fermier Général, décédé en 1698, ils ont toujours eu une ceinture funebre chargée de leurs armoiries, sans avoir éprouvé le moindre trouble jusqu'à l'entreprise de M. de Courson du mois de Juillet 1732, ce qui forme une possession paisible de trente-trois années entières.

Ces faits ainsi éclaircis, on ne voit pas sur quel prétexte on pourroit contester les droits honorifiques de l'Eglise au seul Seigneur de la Paroisse, à celui qui a seul toute la Justice Seigneuriale, à celui qui en est en possession publique depuis le tems que l'on connoît des Seigneurs de Forges; un droit si bien affermi peut-il jamais recevoir la moindre atteinte? Quand les Seigneurs de Forges n'auroient en leur faveur que cette possession paisible & immémoriale, & que M. de Courson auroit de son côté la haute-Justice, non par engagement du Roi, mais comme inhérente de tout tems à la Terre de Courson, il ne pourroit troubler les

Seigneurs de Forges ; c'est un principe établi par tous ceux qui ont traité des droits honorifiques, & qui ont recueilli sur ce point la Jurisprudence de toutes les Cours.

Simon, dans son Traité du droit de Patronage, qui est à la tête du Traité des Droits Honorifiques de Marechal (a), établit ce principe en plusieurs endroits. *Le Seigneur de Fief*, dit-il, *dans l'étendue duquel l'Eglise est située, peut acquérir les droits honorifiques par une possession ancienne ; en cas que le manoir du Seigneur haut-Justicier soit dans une autre Paroisse de la censive du Village, il peut s'en dire Seigneur lorsqu'il n'y a point d'autre Seigneur, & il a aptitude pour jouir des honneurs, mais ce n'est qu'autant qu'il en est en possession.* Ainsi le Seigneur de Fief peut acquérir les droits honorifiques par la seule possession, il est capable de les prescrire contre le Seigneur haut-Justicier qui a le chef-lieu de sa Seigneurie & haute-Justice dans une autre Paroisse. Les Seigneurs de Forges sont dans ce cas, ils sont Seigneurs directs de la Paroisse, ils ont même toute la moyenne & basse-Justice, & sont en possession immémoriale des droits honorifiques ; ils auroient donc prescrit les mêmes droits contre M. de Courson, quand il auroit eu de tout tems la haute-Justice, & qu'il l'auroit possédée comme son bien propre.

Droits honorifiques s'acquiescent par la possession.

Le même Auteur ajoute (b) : *On prétend que le Seigneur haut-Justicier parmi nous a le droit d'exclure tous autres, à moins qu'outre la Justice & les Fiefs qu'ils ont dans la Paroisse, ils ne soient fondés dans une possession ancienne, d'autant qu'ils ont été capables d'acquiescer par prescription un droit qu'on leur a toléré si long-tems.* Et afin que ces termes généraux de *droits honorifiques* ne servent pas de prétexte à M. de Courson pour excepter la litre de la règle générale, le même Auteur dit enfin expressément (c), *que le moyen & bas-Justicier peut prescrire la ceinture funebre, puisque la Jurisdiction même peut être prescrite.*

Les Seigneurs de Forges auroient donc pu par la seule possession acquiescer les droits honorifiques de l'Eglise de Forges, & spécialement le droit de ceinture funebre, puisqu'ils étoient Seigneurs directs, moyens & bas-Justiciers. Cette possession n'est pas contestée, ou du moins la preuve en seroit bien facile, si on pouvoit la dénier : rien ne peut donc les dépouiller d'un droit si solidement établi.

(a) Titre 16, pag. 184 de l'édition de 1705.

(b) Titre 20, pag. 230.

(c) Pag. 260, *ibidem*.

Maréchal (a) convient qu'en plusieurs Pays les moyens & bas-Justiciers & les simples Seigneurs de Fief où l'Eglise est située, font peindre litres; il prétend que c'est plus par souffrance que par droit, mais quand la possession immémoriale les autorise, le droit alors devient absolument hors d'atteinte. Il dit ensuite que si le moyen & bas-Justicier & le simple Seigneur de Fief est en possession de faire peindre litre au-dedans ou au-dehors, le Patron ou Seigneur haut-Justicier peut toujours avoir la sienne au-dessus. Sur quoi il y a trois réflexions importantes à faire; la première est que, selon cet Auteur, le Seigneur qui n'est que moyen & bas-Justicier peut conserver sa litre malgré le Seigneur haut-Justicier; la seconde qu'en disant que le Seigneur haut-Justicier peut mettre la sienne au-dessus, il suppose que le chef-lieu de sa Seigneurie & de sa haute-Justice est dans la Paroisse même; car quand il est situé dans une autre Paroisse, il ne peut plus participer aux honneurs de l'Eglise dont le moyen & bas-Justicier est en possession immémoriale; la troisième & dernière est qu'il suppose encore une haute-Justice possédée en pleine propriété, & non pas un engagement passager du Domaine; il auroit donc été bien éloigné de penser dans notre espèce, que M. de Courson, avec une simple concession toujours révocable d'une haute-Justice, étranger pour ainsi dire à la Paroisse de Forges, pût venir s'y arroger des droits dont les Seigneurs de Forges sont seuls en possession de tems immémorial.

Cas où le haut Justicier peut avoir litre au-dessus de celle du Seigneur de Paroisse.

A ces moyens se joint encore celui qui résulte de l'acquisition des droits d'échange que fit en 1700 M. le Jariel; Conseiller en la Cour des Aydes. Les Edits & Déclarations qui ont ordonné l'aliénation des droits d'échange, portent précisément que les Acquéreurs jouiront *privativement à tous Seigneurs, de tous les droits honorifiques dans les Eglises dans lesquelles ils appartiennent à Sa Majesté, & dans celles où ils appartiennent aux Seigneurs immédiatement après eux.*

M. le Jariel qui acheta les droits d'échange de la Paroisse de Forges en 1700, n'avoit pas besoin de ce titre pour jouir de tous les droits honorifiques, comme on vient de l'établir, mais ils lui auroient appartenu en vertu des Edits & Déclarations du Roi, s'il n'y avoit eu aucun droit; parce que la Paroisse de Forges étant dans la haute-Justice du Roi, M. le Jariel se trouvoit dans le cas de la première disposition de l'Edit qui les lui donnoit *privativement à tous Seigneurs*; il les tenoit donc en ce cas de la

(\*) Chap. 5, pag. 477, de l'édition de 1705.

concession

concession du Roi ; qui , comme Seigneur Haut-Justicier , pouvoit les lui céder.

Que l'on dise tant que l'on voudra que les Acquéreurs des droits d'échange ne sont pas favorables , que le Roi même par un Arrêt de 1704 a réduit leurs droits honorifiques à de simples préséances , ces idées sont ici absolument étrangères ; car si les Acquéreurs des droits d'échange ne sont pas favorables , c'est lorsqu'un particulier sans caractère les achete à vil prix pour s'associer en quelque manière au véritable Seigneur ; mais quand c'est le Seigneur lui-même qui les a acquis pour n'avoir aucun associé dans des droits qui lui appartenoient , & dont il étoit en possession publique , alors son acquisition est aussi favorable que celle d'une autre seroit odieuse.

Quant à l'Arrêt de 1704 , outre qu'il ne peut détruire des Edits & Déclarations qui sont enregistrées en la Cour , il ne limite les droits des Acquéreurs que relativement à ceux des véritables Seigneurs avec lesquels ils vouloient partager les prérogatives les plus distinguées. On a donc voulu conserver aux véritables Seigneurs seuls la recommandation aux prières nominales , la litre & la chasse ; mais quand l'Acquéreur des droits d'échange se trouve lui-même être le Seigneur qui avoit déjà tous les honneurs de l'Eglise , alors son acquisition le confirme dans la plénitude des droits , & il ne peut plus y être troublé , sur-tout par celui qui obtient depuis la haute-Justice dont le Roi avoit déjà démembré les droits honorifiques.

Ainsi du côté des titres & de la possession des Seigneurs de Forges , tout leur assure la jouissance des droits honorifiques ; ils ne trouveront pas moins d'avantage dans l'examen du prétendu titre de M. de Courson , & des conséquences qu'il veut en tirer.

Le Domaine de Montlhery est un ancien Domaine de la Couronne ; il a été donné par engagement , & est possédé en cette qualité par M. Phelypeaux. L'Engagiste a toujours joui de la haute-Justice de la Paroisse de Forges , comme faisant partie du Domaine engagé. Il est vrai qu'en 1708 M. de Baille obtint des Lettres-Patentes , par lesquelles le Roi lui donna la haute-Justice de la Paroisse de Forges , à la charge d'indemniser l'Engagiste & les Officiers , tant de Montlhery que du Châtelet : c'étoit une simple subrogation gratuite aux droits de l'Engagiste , qui transféroit à M. de Baille l'exercice de la Justice , mais qui ne faisoit point éclipser du Domaine un droit si éminent , suivant les principes invariables de cette matière.

Dans la suite le Roi ordonna par un Arrêt du 20 Mai 1732 qu'il seroit procédé à la vente de la haute-Justice de Forges ; M. de Courson s'opposa à cet Arrêt , & demanda d'être maintenu dans cette Justice : ses services & ceux de ses ancêtres méritoient que le Roi voulût bien lui continuer la grace qu'il avoit faite à M. son pere , mais ils ne pouvoient jamais exiger qu'on violât en sa faveur les maximes qui servent de fondement à la conservation du Domaine. Aussi par l'Arrêt qui intervint sur sa Requête le 8 Juillet de la même année , le Roi ne jugea-t-il pas à propos de le maintenir dans la haute-Justice, comme s'il en eût été propriétaire , Sa majesté se contenta d'ordonner qu'il continueroit d'en jouir conformément aux Lettres-Patentes de 1708.

Avec de pareils titres jamais M. de Courson ne peut prétendre les droits honorifiques de la Paroisse de Forges , non-seulement parce qu'ils appartiennent aux Seigneurs de Forges par la force de leurs titres & de leur possession , mais encore parce que son propre titre est impuissant pour lui procurer ces sortes de prérogatives.

Engagistes des  
Domaines ne  
sont pas vrais  
Propriétaires.

Les Lettres-Patentes de 1708 ne peuvent jamais former qu'un engagement de la haute-Justice ; elles en donnent la jouissance & l'exercice à M. de Courson , mais la propriété en appartient toujours au Roi ; M. de Courson est aux droits de l'Engagiste qu'il a remboursé ; mais il ne peut pas avoir plus de droit que lui.

Le Domaine de la Couronne est sacré & inaliénable ; celui qui en jouit à prix d'argent n'en est pas le Seigneur & le propriétaire , il n'en a que la simple jouissance ; cela est si vrai qu'il ne peut recevoir la foi & hommage des Vassaux qui en relevent , qu'il ne peut couper les bois de haute-futaye ; en un mot le Domaine du Roi n'est point à lui , il n'en a qu'une possession précaire ; & toutes les fois que le Roi veut y entrer en rendant le prix qu'il en a reçu originairement , il est toujours en droit de le faire , suivant le fameux Edit du Domaine de 1566.

Ce que l'on dit des engagements à prix d'argent s'entend à plus forte raison des donations purement gratuites , des simples libéralités , le Roi ne peut aliéner son Domaine , ni en démembrer aucune partie , il ne peut donc le donner , ou du moins cette concession est toujours révocable ; c'est la disposition précise de l'art. 332 de l'Ordonnance de Blois , *qui révoque tous les dons qui ont été faits du Domaine pour récompense , rémunération , assignation de pension ou gage , faveur , grace , bienfait ou autrement , en quelque manière , pour quelque tems , & en faveur de quelque personne que ce soit.*

Il n'y a point de distinction à cet égard entre les Domaines en fonds & les Justices; tout ce qui fait partie du Domaine est sujet aux mêmes regles, les hautes-Justices en sont même la portion la plus précieuse : ce seroit donc exposer le Domaine à un étrange avilissement, que de supposer qu'on pût en démembrement les Justices par des concessions particulieres qui deviendroient irrévocables.

Justices aussi  
inaliénables  
que les fonds  
en biens Do-  
maniaux.

Suivant ces principes, il est aisé de juger de la qualité du titre de M. de Courson : il a fait démembrement de la Justice royale de Montlhery la haute-Justice de la Paroisse de Forges pour la faire exercer par les Officiers de Courson ; mais en cela il a fait faire une aliénation du Domaine de Montlhery ; il le reconnoît dans l'exposé des Lettres-Patentes où il dit, *que la haute-Justice de la Paroisse de Forges, dépendante du Domaine de Montlhery, en est éloignée de trois lieues, &c.* Mais comment prétendoit-il avoir acquis la propriété incommutable d'une partie du Domaine de Montlhery ? Le Domaine de la Couronne est-il donc devenu aliénable en sa faveur ? Ces grandes regles établies par des Loix précises & par une Jurisprudence invariable, sont-elles devenues sans force & sans autorité ? Et les Justices qui sont une portion si précieuse du Domaine, peuvent-elles s'éclipser irrévocablement, quand on ne peut pas en démembrement à perpétuité un arpent de terre ?

Il est donc certain que M. de Courson ne peut posséder cette Justice qu'à la charge du retour, & que le Roi peut y rentrer toutes les fois qu'il le jugera à propos ; en un mot M. de Courson n'est & ne peut être qu'un simple Engagiste, ses titres mêmes confirment cette vérité ; car la Justice ne lui est accordée qu'à la charge d'indemniser l'Engagiste du Domaine de Montlhery, en quoi il est évident qu'il n'est que subrogé à l'Engagiste, & qu'il n'a pas plus de droit que lui ; ainsi le Roi ayant retiré des mains du premier Engagiste, il peut retirer des mains du second, & traiter M. de Courson, comme il a traité M. Phelypeaux.

Cette vérité se confirme par l'Arrêt du 8 Juillet 1732, que M. de Courson a produit. Le Roi avoit ordonné la revente de la Justice de Forges par un Arrêt du 20 Mai précédent ; M. de Courson y forma opposition, & demanda d'être maintenu & gardé dans cette haute-Justice, conformément aux Lettres de concession du mois de Décembre 1708 ; Mais le Roi qui voulut bien ne pas retirer la grace qu'il avoit faite, ne crut pas devoir prononcer la maintenue demandée par M. de Courson ; ce terme de main-

renue ne s'applique qu'à une propriété fixe & immuable. Le Roi se contenta donc d'ordonner que M. de Courfon continueroit de jouir de la haute Justice de Forges, conformément aux Lettres-Patentes de 1708; ainsi ce n'est qu'une simple jouissance d'une Justice qui appartient toujours au Roi, qui fait toujours partie de son Domaine, dont M. de Courfon n'a qu'un engagement en sa faveur, comme subrogé au droit de M. Phelypeaux.

Cette vérité une fois reconnue, la conséquence qui en résulte est que M. de Courfon ne peut avoir litre & ceinture funebre à ses armes autour de l'Eglise de Forges; c'est le sentiment de Maréchal, Traité des Droits honorifiques, chapitre 5, page 494 de l'édition de 1705. *Le Seigneur qui tient par engagement Terre du Domaine du Roi, ne doit point avoir litre, ni faire apposer ses armes aux Paroisses de la Terre dont il est Engagiste*; c'est-à-dire, que quand M. de Courfon auroit le Domaine même de Montlhery, il ne pourroit exercer la prérogative qu'il veut s'arroger; à plus forte raison est-il sans droit & sans qualité quand il n'a en sa faveur qu'un simple démembrement de ce Domaine.

Maréchal confirme le principe qu'il établit par deux Arrêts des 5 Juillet 1554 & 20 Août 1620. Le second a des dispositions qui sont infiniment remarquables, & qui reçoivent une application bien juste à l'espèce de la Cause.

Antoine des Ducs étoit Seigneur de la Paroisse de Crespières, la haute Justice de cette Paroisse dépendoit du Domaine du Roi, qui l'avoit donnée par engagement à Claude Piquet, Sieur de Sautour. Il y eut contestation entr'eux pour la qualité de Seigneur de la Paroisse, & pour la litre ou ceinture funebre. L'affaire portée aux Requêtes du Palais, y fut jugée par Sentence du 20 Janvier 1619, qui maintint le sieur Piquet en qualité de Seigneur haut-Justicier par engagement de la Paroisse de Crespières, en possession des droits honorifiques de l'Eglise de Crespières par préférence au sieur des Ducs, savoir en la distribution du pain benit, eau benite, rang d'Offrande & Procession, sans qu'aucune des Parties se pût attribuer le droit de litre en icelle; maintint les deux Parties, chacune à leur égard, en possession de se dire Seigneurs de Crespières en partie, & permit au sieur Piquet pendant le tems de son engagement, de prendre la qualité de Seigneur de Crespières par engagement, sans qu'il pût prendre la qualité de Seigneur purement & simplement.

Cette Sentence fut infirmée par l'Arrêt du 29 Août 1620, en ce



qu'elle avoit ordonné que le sieur des Ducs se diroit seulement Seigneur de Crespieres en partie; émendant quant à ce, ordonna qu'il se pourroit qualifier Seigneur de Crespieres purement & simplement. La Sentence au résidu sortira son plein & entier effet.

Ainsi trois choses ont été jugées par la Sentence & par l'Arrêt. La premiere, que le Seigneur direct de la Paroisse peut seul s'en dire Seigneur purement & simplement, quoique la haute-Justice appartienne à un Engagiste. La seconde est, que l'Engagiste de la haute-Justice ne peut pas se dire Seigneur purement & simplement, mais seulement Seigneur par engagement. La troisieme est, que cet Engagiste ne peut avoir litre ni ceinture funebre autour de l'Eglise.

M. de Courson qui n'a aussi la haute-Justice de la Paroisse de Forges que par engagement, ne pourroit donc pas prendre la qualité de Seigneur de Forges; il ne pourroit pas réduire les enfans de la Dame de Forges à la qualité de Seigneurs de Forges en partie, il ne l'a même jamais prétendu; par la même raison, il ne peut prétendre les droits honorifiques ni la ceinture funebre, & encore moins faire effacer celle des Seigneurs de Forges qui subsiste de tems immemorial.

Pénétré de la force & de la justice de ces conséquences, M. de Courson remonte au principe de Droit, & prétend qu'il n'est point simple Engagiste de la haute-Justice; il convient qu'elle fait partie du Domaine de Montlhery, & que le Domaine de la Couronne est inaliénable; mais il prétend que par différens Edits des années 1672, 1695, 1702 & 1708, le feu Roi a ordonné la vente à perpétuité des petits Domaines, & entr'autres de quelques Justices; il prétend que tant que ces Edits subsistent, les Acquéreurs doivent jouir de tous les droits de la propriété, & qu'il y a même des exemples de Domaines très considérables qui ont été donnés à perpétuité; d'où il conclut que tant qu'il conservera la haute Justice de Forges, il doit en jouir avec tous les droits qui appartiennent aux Seigneurs hauts-Justiciers.

Mais M. de Courson est trop instruit des regles pour pouvoir mettre sa confiance dans des moyens si frivoles. D'un côté, il n'y a point de Loi qui puisse donner atteinte aux principes du Domaine; & de l'autre, ces sortes de dispositions peuvent encore moins être opposées à un tiers.

M. de Courson convient que l'Edit de 1566, l'Ordonnance de Blois de 1579 & l'Edit de 1667, contiennent les véritables regles &

Effet des Edits  
d'aliénation  
de petits Do-  
maines à per-  
pétuité.

les principes immuables du Domaine, suivant lesquels le Roi ne peut aliéner son Domaine qu'à titre d'apanage, ou à prix d'argent, sous faculté perpétuelle de rachat. Les Apanagistes sont regardés comme Propriétaires, les Acquéreurs ne sont regardés que comme Engagistes.

Aliénations  
des petits Do-  
maines ne  
sont que des  
engagemens.

Il est vrai que par les Edits qui sont allégués par M. de Courson, on a permis d'aliéner à titre de perpétuité certains Domaines peu considérables, & même des Justices & autres portions démembrées des grandes Terres; mais ces dispositions, que les malheurs publics ont arrachées à la sagesse du feu Roi, n'ont trompé personne : tout le monde a reconnu que les Acquéreurs ne pouvoient pas compter sur un seul instant de propriété incommutable, & que le Roi pourroit toujours rentrer avec justice quand la situation des Finances le permettroit, ou qu'il se présenteroit d'autres Acquéreurs qui en offriroient un prix plus considérable : ces prétendues aliénations à perpétuité ne sont donc que de véritables ventes à faculté de rachat, ou des engagemens, ce qui est la même chose, quoi que puisse dire M. de Courson ; on a présenté la vente sous des dehors plus spécieux, & en quelque manière plus séduisans, mais au fond c'est essentiellement la même chose.

D'ailleurs quand on prendroit ces Edits à la lettre, il faudroit au moins pour s'en prévaloir, avoir acheté à prix d'argent les petits Domaines ou Justices, car le Roi n'en permet l'aliénation qu'à prix d'argent ; ainsi toute donation purement gratuite ou pour récompense de services, ne peut se soutenir par l'autorité de ces Déclarations, elle n'est pas comprise dans leurs dispositions ; & comme ces sortes de donations sont défendues par les Loix publiques du Royaume, sans qu'il y en ait aucune qui y ait dérogé, il est évident qu'actuellement elles ne peuvent transférer aucune propriété aux Donataires, & qu'elles ne forment tout au plus que des Engagistes, plus faciles à évincer que les Acquéreurs à prix d'argent.

Mais, dit-on, il y a des exemples mémorables de plusieurs donations faites par le feu Roi de parties très-considérables du Domaine que l'on essayeroit en vain de faire révoquer. Par exemple, on a donné le Duché de Valentinois & d'autres Terres distinguées à la Maison de Monaco ; on a donné au sieur Riquet une Justice très-entendue sur le Canal des deux Mers, avec le ressort immédiat au Parlement de Toulouse ; on a confirmé la donation faite par Philippe le Bel à Guillaume de Nogaret : on peut donc donner le Domaine de la Couronne.

Mais ces exemples ne peuvent porter aucun coup aux maximes que l'on a établies. Quand on a donné à la Maison de Monaco le Duché de Valentinois, on n'a fait qu'exécuter le Traité de Peronne de 1641, par lequel le Prince de Monaco s'étoit mis sous la protection de la France à cette condition; cette donation a été le prix des droits que le Roi a acquis sur la souveraineté de Monaco, droit de protection qui empêche les Princes de Monaco de prendre aucun engagement contraire aux intérêts de la France, droit de mettre Garnison Française dans Monaco, & de s'assurer d'une place frontiere & maritime, qui peut être d'une extrême importance; la Couronne a donc acquis beaucoup plus qu'elle n'a perdu. D'ailleurs le Prince de Monaco en se mettant sous la protection de la France, perdoit des Terres très-considérables qu'il avoit dans le Royaume de Naples; il étoit absolument nécessaire de le dédommager en lui donnant d'autres Terres en France. En un mot c'est l'exécution d'un traité fait avec un Souverain étranger; & comme nos Rois peuvent céder des Provinces entieres par des traités, suivant les arrangemens qui conviennent avec les autres Puissances de l'Europe, ils peuvent à plus forte raison céder la propriété de quelques Domaines qui procure à la France de plus grands avantages.

La haute-Justice donnée au sieur Riquet sur le Canal des deux Mers, est encore un exemple qui ne peut avoir ici aucune application. L'entreprise de la jonction des deux Mers étoit un ouvrage si utile, si honorable à la France, qu'elle méritoit une récompense éclatante; le Royaume en retire tous les jours des avantages qui n'ont point de prix, il falloit que l'Etat contribuât à la récompense qui étoit due: d'ailleurs cette Justice qui s'étend sur toute l'étendue du Canal, s'est formée aux dépens d'une infinité de Justices particulieres, & il n'y a eu que des parcelles très-légères qui ayent été détachées des Justices Royales, aucun corps de Justice n'ayant été aliéné au profit du sieur Riquet; en sorte que cela ne mérite pas même d'être regardé comme une aliénation du Domaine.

Enfin pour les Terres dont jouit la Maison de Calvifson, la donation qui en a été faite remonte à des tems dans lesquels les principes du Domaine n'étoient point encore affermis, le feu Roi n'a fait que la confirmer.

Rien ne peut donc altérer le principe constant sous lequel nous vivons, que le Domaine de la Couronne est inaliénable, & qu'aucune personne, quelque distinguée qu'elle soit dans l'Etat, ne

Aliénation du  
Duché de Va-  
lentinois n'est  
contraire aux  
maximes du  
Domaine.

Donation du  
sieur Riquet  
pour l'entre-  
prise du Canal  
de Languedoc.

Donation de  
Nogaret, ou  
Calvifson,  
confirmée par  
Louis XIV.

peut en devenir propriétaire. Si l'on acquiert à prix d'argent ; le Roi peut toujours racheter en rendant le prix qu'il a reçu ; si l'on reçoit par donation purement gratuite , le Roi est toujours en droit de retirer une libéralité qu'il n'a pas pu faire aux dépens de ses successeurs ; ainsi tous ceux qui possèdent le Domaine de la Couronne ne sont que de simples Engagistes , & entr'eux ceux qui ont acquis à prix d'argent , ont bien plus de droit à la propriété que les simples Donataires , puisqu'on ne peut évincer les premiers qu'en les remboursant , au lieu que les autres peuvent être dépossédés à chaque instant par la seule volonté du Roi.

Aussi M. de Courson qui ne peut pas résister à l'évidence de ces principes , reconnoît-il lui-même que le Roi peut révoquer toutes les donations gratuites quand il lui plaît , & la sienne en particulier ; il espère seulement que pour prix des services de sa Maison , le Roi voudra bien lui continuer la grace qui lui a été faite , & il se réduit à dire que tant que la grace subsiste , il faut qu'il en jouisse dans toute son étendue , sans que de simples particuliers entreprennent d'y mettre des bornes : c'est à proprement parler à quoi se réduit toute sa dissertation.

Mais dans ce foible retranchement la Cause ne peut plus se soutenir. On convient que ce n'est point à des particuliers à vouloir résister aux graces du Prince ; la Dame de Forges n'envie point à M. de Courson celle qui a été faite à sa Maison , elle fait que ses services & ceux de ses ancêtres en méritent d'éclatantes , ainsi elle ne s'opposera jamais à ce que le Roi la lui conserve.

Mais tant que cette grace même subsistera , il faudra toujours pour juger de ses effets , en sonder la nature ; & si de l'aveu de M. de Courson elle n'est point irrévocable , si le Roi peut rentrer dans la haute-Justice de Forges toutes les fois qu'il le jugera à propos , la conséquence nécessaire qui en résulte , est que M. de Courson n'est point propriétaire de cette haute-Justice , & qu'il n'en a qu'une possession précaire.

M. de Courson est Donataire , mais cette donation ne lui attribue que des fruits passagers , comme le droit de nommer des Officiers , de prendre les émolumens de la haute-Justice , de chasser & de pêcher : tous ces droits qui se renouvellent chaque jour , peuvent être perçus par le Donataire ; mais pour un droit de litte ou de ceinture funebre , qui est un monument stable & permanent , le Donataire ne peut jamais le prétendre. Et ne seroit-ce pas une chose bizarre qu'un simple Donataire de la haute-Justice pût

pût faire mettre une ceinture funebre que le Roi pourroit faire effacer quinze jours après en rentrant dans sa haute-Justice ?

C'est par la même raison que les Engagistes ou Acquéreurs à prix d'argent ne peuvent prétendre cette prérogative , c'est par la même raison qu'ils ne peuvent recevoir la foi & hommage , ni couper les bois de haute-futaye , parce que tous ces droits dépendent de la propriété qui ne leur appartient pas , & qu'ils n'ont que ceux qui dépendent de la seule jouissance qui leur est uniquement communiquée.

Il faut donc distinguer dans les aliénations ou donations du Domaine ce qui n'est qu'un simple fruit passager , de ce qui est un attribut de la propriété. L'Engagiste , le Donataire ne peut recevoir la foi & hommage , parce que c'est une reconnoissance de la directe & de la Seigneurie qui ne réside point en sa personne , & dont il n'a que le simple usufruit ; il ne peut couper les bois de haute-futaye , parce que les bois font partie du fonds & de la propriété qui ne lui appartient pas ; il ne peut avoir une ceinture funebre , parce que c'est une marque de la Seigneurie qui ne réside point en lui. A quoi donc se réduit son droit ? A la simple jouissance des fruits qui se conservent par l'usage , qui renaissent chaque jour , & qui n'altèrent point la propriété. Il ne faut point de réserve expresse pour cela dans les aliénations ou donations ; la nature du titre annonce par elle-même cette réserve , elle ne constitue l'Acquéreur , le Donataire que simple usufruitier ; quelques termes que l'on employe , son droit n'aura jamais plus d'étendue.

Aliénations  
de Domaines  
sont limitées  
de droit.

La grace subsiste donc tant qu'il plaît au Roi de la continuer , & des Particuliers n'y peuvent donner atteinte ; mais elle subsiste dans la qualité dont elle est susceptible , elle subsiste avec les réserves & dans les bornes dans lesquelles elle doit se renfermer ; en sorte que quand il ne s'agiroit pas du droit d'un tiers , M. le Procureur Général , ni la Cour elle-même ne souffrira jamais qu'on lui donne une étendue qui ne peut convenir à la nature même de la chose.

Secondement , ces prérogatives peuvent encore moins être prétendues quand elles nuisent au droit d'un tiers , parce que dans les libéralités que le Roi exerce , il ne prétend jamais nuire qu'à lui-même. Les Seigneurs de Forges sont seuls Seigneurs de la Paroisse , ils y ont toujours eu tous les droits honorifiques , & en particulier la ceinture funebre ; est-il permis après cela à M. de Courson qui n'a point & qui ne peut jamais avoir la propriété

de la haute-Justice , de venir effacer la litre des Seigneurs pour y substituer la sienne ? Est-ce-là le droit que le Roi a prétendu lui accorder ? Qu'il exerce les droits dont le Roi étoit en possession , c'est tout ce qu'il peut prétendre , c'est tout ce qu'on lui a donné ; mais qu'il s'arroge des droits que le Roi n'avoit point , qu'il trouble les Seigneurs dans des droits dont le Roi les laissoit jouir tranquillement , c'est ce qui résiste & à son titre & à tous les principes d'équité.

Le Roi n'a point donné le droit d'un tiers , il n'a point donné au préjudice d'un tiers , ce seroit cependant ce qui arriveroit , si M. de Courson à la faveur de son don venoit détruire la ceinture funebre des Seigneurs de Forges , & faire mettre la sienne à la place ; il n'est donc pas possible de donner à son don un effet si contraire à la justice & à l'intention de Sa Majesté.

En vain M. de Courson observe-t-il qu'il exerce la haute-Justice avec plus d'avantage que les simples Engagistes , puisqu'il l'a fait rendre en son nom , & par des Officiers qui ne tiennent leurs Provisions que de lui seul , au lieu que les Engagistes doivent nommer des Officiers au Roi , qui seul donne des Provisions ; car tout ce qui résulte de cette observation est que le Roi est le maître de souffrir ce qui ne blesse que ses intérêts propres , mais qu'on n'en peut rien conclure pour ce qui blesseroit les intérêts d'un tiers.

Que la haute-Justice de Forges soit exercée au nom de M. de Courson & par des Officiers qu'il a institués , cela ne fait rien à la Dame de Forges , qui n'a droit ni de pourvoir les Officiers de la haute-Justice , ni de la faire rendre en son nom. Sa moyenne & basse-Justice subsiste toujours comme elle étoit auparavant , elle ressortit toujours en la Prévôté de Montlhery , elle n'a rien à démêler avec la haute-Justice qui ne peut s'exercer que pour la vengeance des crimes & des délits publics : ainsi c'est l'affaire du Roi de savoir si M. de Courson doit pourvoir les Officiers & faire rendre la justice en son nom : le Roi le trouve bon , ce n'est pas à la Dame de Forges à s'en plaindre ; mais dans tout ce qui intéressera la Dame de Forges , elle sera toujours bien fondée à examiner quelle est la nature du droit de M. de Courson , & quel effet il peut produire.

Or son droit ne pourra jamais s'étendre à la propriété , son droit ne consistera jamais que dans un simple usufruit , & dans la perception des fruits passagers qui en dépendent ; il n'aura donc jamais le droit d'avoir une ceinture funebre contre la nature de

son propre titre , & encore moins contre le doit acquis de tout tems au Seigneur de Forges.

Ainsi le Domaine de la Couronne est inaliénable , voilà un principe qui ne variera jamais parmi nous ; le Roi peut le donner en apanage à charge de reversion , il peut le vendre à faculté de rachat : & si dans les derniers tems on a ordonné la vente de quelques Domaines à perpétuité , la nature du Domaine résiste si puissamment à ce caractère d'aliénation , que les Acquéreurs eux-mêmes n'ont jamais pensé qu'ils pussent empêcher le rachat. Quant aux donations purement gratuites , nos Rois se les sont interdites à eux-mêmes , l'Ordonnance de Blois les a déclarées nulles ; aucune Loi postérieure , même dans les tems les plus fâcheux , ne les a autorisées ; elles ne peuvent donc attribuer aucune propriété aux Donataires , & M. de Courson lui-même convient qu'elles sont toujours révocables.

Il est vrai que tant que le Roi ne les révoque pas , elles s'exécutent ; mais comment ? voilà le point essentiel.

1°. Elles ne s'exécutent point contre le Roi même dans ce qui est un attribut essentiel de la propriété dont le Roi ne peut jamais se dépouiller.

2°. Elles s'exécutent encore moins dans ce qui peut intéresser de tierces-personnes qui doivent conserver , sous le Donataire du Roi , tous les droits qu'ils avoient sous le Roi lui-même. On ne croit pas que personne puisse résister à aucun de ces principes , l'application en est aisée. Le droit de ceinture funebre est un droit de la propriété & qui ne fait point partie des fruits ordinaires : donc le Donataire du Roi ne le peut pas prétendre ; & quand il ne s'agiroit pas du droit d'un tiers , la Cour toujours vigilante pour conserver les droits de la Couronne ne le souffriroit pas.

Or , ce droit de ceinture funebre appartenoit au Seigneur direct , moyen & bas-Justicier de la Paroisse , il en étoit en possession de tems immémorial ; ce droit étoit inébranlable dans la personne du Seigneur tant que le Roi conservoit sa haute-Justice : donc il ne le perdra pas par la concession que le Roi a faite , non pas de la propriété , mais du simple usage de la haute-Justice , cette concession étant toujours révocable.

X C V. C A U S E.

POUR Magdeleine Savart , veuve de Jean-François Arfon , Ecuyer , tant en son nom que comme Tutrice de ses enfans mineurs.

*CONTRE Pierre Arfon , Ecuyer , & Conforts.*

Q U E S T I O N.

*De mariage célébré à l'extrémité de la vie.*

**O**N ne conteste point la validité du mariage contracté entre le feu sieur Arfon & Magdeleine Savart , aujourd'hui sa veuve , & par conséquent , leurs enfans doivent jouir de tous les honneurs qui sont dûs à leur qualité d'enfans légitimes.

Cependant on veut les dépouiller des biens de leur pere , pour les faire passer à des collatéraux à leur préjudice. L'abus d'une Loi mal entendue est l'unique prétexte d'une entreprise si téméraire. Quand les faits auront été exposés dans leurs véritables circonstances , il sera facile de faire voir que la Loi qu'on nous oppose ne peut recevoir ici aucune application.

**FAIT.** Le feu sieur Arfon , qui avoit fait une fortune considérable , avoit une maison de campagne , & du bien en fonds au Village de Montreuil près de Vincennes.

Il eut de l'inclination pour Magdeleine Savart , fille d'un Fermier du même lieu. Sur des promesses de mariage il abusa de sa jeunesse , & eut d'elle deux enfans : une fille née en 1722 , & baptisée à Saint Eustache , un fils né en 1724 , & baptisé à Vincennes. Dans leurs extraits baptistaires on les déclare *enfans de Jean-François Arfon & de Magdeleine Savart sa femme* ; ce qui prouve qu'ayant que d'avoir reçu la bénédiction nuptiale , ils vivoient sur la foi réciproque du mariage qu'ils s'étoient promis.

Ces enfans ont été élevés avec tout le soin & toute la tendresse qu'un pere peut avoir pour des enfans légitimes. Les quittances qui ont été inventoriées prouvent que le sieur Arfon ne négligeoit rien pour leur procurer l'éducation la plus honorable. La fille



a été mise dans un Couvent, où elle avoit des Maîtres pour lui apprendre la danse, la musique & le clavecin. Le fils a été mis au College de Jully, pour y être formé à la piété & aux belles-lettres.

La justice que le sieur Arson devoit à la mere, la satisfaction qu'il avoit des enfans le détermina à assurer leur état par un mariage solennel. On a voulu faire entendre qu'il étoit malade depuis deux ans, & qu'il ne pouvoit pas même sortir de chez lui, c'est une pure supposition; il seroit facile de justifier qu'en l'année 1734 il fit plusieurs voyages à Montreuil, & qu'à chaque voyage il y passoit environ quinze jours, après lesquels il revenoit à Paris. Une pareille habitude d'aller à sa campagne & d'en revenir, prouve qu'il jouissoit d'une santé parfaite.

Ce fut dans cet état de force qu'il se détermina à exécuter les promesses de mariage qu'il avoit faites à Magdeleine Savart. Comme il n'étoit point engagé par la crainte d'une mort prochaine, rien ne fut précipité dans cette démarche. Le 6 Mars 1735, fut passé entr'eux un contrat de mariage devant Notaires à Paris; il contient une exclusion de communauté; le douaire de la femme est fixé à 1200 liv. par an avec un préciput de 3000 liv. au surplus les Parties y reconnoissent les deux enfans qui étoient nés de leur commerce.

Le 20 du même mois de Mars il y eut un ban publié dans la Paroisse de S. Eustache, qui fut suivi de la dispense des deux autres; & le 22 Mars les deux époux s'étant rendus à l'Eglise de Saint Eustache, la célébration du mariage fut faite avec toutes les solennités prescrites par les Loix du Royaume.

Les Sieur & Dame Arson retournerent dans leur maison, où ils furent connus publiquement comme mari & femme. Ils avoient lieu d'espérer qu'ils jouiroient long-tems de l'honneur que leur procuroit la bénédiction nuptiale; mais un accident qu'il étoit impossible de prévoir, changea bientôt la joie commune dans une désolation que l'on ne peut exprimer.

Le 24 Mars le sieur Arson fut attaqué d'une colique néphretique, qui donna de grandes allarmes; les secours n'apportant pas tout le soulagement que l'on en espiroit, le sieur Arson envoya chercher son Confesseur, qui ne le trouvant pas dans un danger évident, se contenta de le réconcilier, sans lui administrer le Viatique ni les Saintes Huiles; cependant le sieur Arson fit venir deux Notaires, en présence desquels il fit son testament à sept heures du soir. Il institua ses deux enfans ses Légataires universels, il fit

un legs de 100000 liv. au sieur Gautier de Vignoles son ancien ami , & le nomma son Exécuteur testamentaire.

Le lendemain il parut plus tranquille , & les espérances commençoient à renaître ; mais dans le tems qu'il s'entretenoit paisiblement avec le sieur Pin , premier Vicaire de Saint Eustache , il fut étouffé subitement.

Le même jour le scellé fut apposé à la requête de la veuve ; elle demanda la tutelle de ses enfans , qui lui fut contestée par les frere & beau-frere du sieur Arson ; mais les autres parens & amis , à la tête desquels se trouve *François Grave , Sieur de la Besliere , cousin paternel* , furent d'avis que la mere fût nommée Tutrice , & le sieur Gautier de Vignoles subrogé Tuteur ; ce qui fut ordonné par Sentence du Châtelet du 18 Avril 1735 , sans préjudice du droit des Parties au principal.

Dès le mois de Mai suivant Pierre Arson frere du défunt a fait assigner la veuve , tant en son nom que comme Tutrice de ses enfans , pour voir dire qu'attendu que le mariage avoit été fait *in extremis* , la veuve demeurerait privée des effets civils , & les enfans seroient déclarés incapables de toute succession ; que le testament seroit déclaré nul ; & où on en feroit difficulté , que sans avoir égard au legs universel , les biens seroient partagés *ab intestat*.

C'est sur cette demande qu'il a obtenu une Sentence par défaut au Châtelet. La Dame Arson est Appellante de cette Sentence , & a demandé par la Requête qu'elle a présentée à la Cour , qu'en infirmant la Sentence , il fût ordonné que le testament du feu sieur Arson seroit exécuté.

#### MOYENS.

Toute la question se réduit au point de savoir , si les Parties sont dans le cas de l'art. 6 de l'Ordonnance de 1639 ; si c'est ici un de ces mariages qui ne procurent point aux enfans , quoique légitimes , la capacité de succéder à leur pere.

On soutient que la lettre & l'esprit de l'Ordonnance résistent également aux inductions que l'on en veut tirer.

Premierement , le texte de l'Ordonnance prononce l'incapacité de succéder contre les enfans qui sont nés de femmes que les peres ont entretenues , & qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie. Que doit-on entendre par ces termes , *lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie* ? Il n'y a personne qui ose soutenir que si le mari vient à mourir peu de tems après le mariage d'une mort imprévue , cet accident puisse changer le droit acquis à la femme & aux enfans par un mariage solennel.

Mort imprévue ne rend pas le mariage sujet à l'art. 6 de l'Ordonnance de 1639.

On ne peut pas même dire que cette Ordonnance ait son application dans le cas d'un homme qui a une simple incommodité, une maladie légère qui ne menace point de mort prochaine. Si l'Ordonnance avoit eu cet objet, elle se seroit exprimée d'une manière bien différente, elle auroit prononcé la peine contre ceux qui se marient dans le cours de la maladie dont ils décèdent; mais elle a bien compris qu'une disposition si vague pourroit être sujette à mille inconvéniens. Souvent un homme est attaqué d'une maladie qu'il ne regarde point comme dangereuse, & principalement d'une incommodité habituelle avec laquelle on s'accoutume & on se familiarise en quelque manière. Dans cet état il arrive souvent que l'on prolonge ses jours beaucoup plus loin que ceux qui paroissent jouir d'une santé parfaite. Il seroit donc contre l'équité, & l'on ose dire contre l'humanité même, d'interdire à un homme la liberté de contracter un mariage qui répare sa faute, & qui rend à sa femme & à ses enfans l'honneur dont ils avoient été privés auparavant. Un homme pour être atteint d'un mal léger, ne devient pas incapable de contracter librement comme les autres hommes; souvent une incommodité ne sert qu'à le rendre plus attentif sur sa santé, & à lui faire éviter bien des écueils dans lesquels tombent tous les jours les personnes les plus robustes. Ce n'est donc pas pour ceux qui sont dans une pareille situation que l'Ordonnance a été faite.

Incommodité habituelle à laquelle on s'accoutume, ne rend pas le mariage sans effets civils.

Le véritable, l'unique cas d'appliquer l'Ordonnance, est lorsqu'un homme se marie dans un tems où il se sent frappé à mort, où la violence du mal & l'impuissance des remèdes lui fait sentir que la vie est prête à lui échapper, où il ne compte plus sur aucun secours; alors il semble que le Sacrement de mariage soit si étranger à son état, que si du côté de la Religion on n'y peut pas donner atteinte, au moins la Loi civile ne puisse le regarder comme un titre légitime pour décider du sort d'une famille. C'est donc d'un homme véritablement moribond que la Loi a entendu parler : *lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie*, c'est-à-dire, lorsqu'ils se regardent avec raison comme étant à l'extrémité de la vie, lorsqu'ils attendent, pour ainsi dire, à tout moment le coup de la mort prêt à s'appesantir sur eux, & qu'ils ne s'unissent à celles qu'ils épousent, que dans la vue d'en être incessamment séparés pour toujours.

Le texte de l'Ordonnance exige donc, pour appliquer la peine qu'elle prononce, qu'un homme se soit marié dans un tems où

il ne comptoit plus & ne pouvoit plus compter sur la vie ; une mort imprévue n'est point ce qui la détermine , elle n'est pas même touchée d'une incommodité qui précède.

Le mariage  
*in extremis* est  
celui que l'on  
diffère tant  
qu'on a espé-  
rance de vi-  
vre.

L'esprit de l'Ordonnance va confirmer ces réflexions. La Loi a considéré dans ceux qui se marient ainsi un point de vue qui est la seule cause de sa sévérité. Qu'un homme ait entretenu une femme , & qu'il se détermine à l'épouser pour vivre publiquement avec elle , il n'y a rien en cela que la Religion ni la Loi puissent réprover , au contraire l'une & l'autre le sollicitent , pour ainsi dire , à prendre ce parti. Mais qu'un homme qui a vécu en mauvais commerce rougisse de prendre pour épouse celle qu'il a eue pour concubine , que par cette raison il refuse de l'épouser tant qu'il a espérance de vivre encore quelque tems , & qu'il ne s'y détermine que quand il sent que sa honte va être ensevelie avec lui dans le tombeau , alors la Loi entre dans ses propres sentimens , & refuse après sa mort des honneurs qu'il n'a jamais voulu accorder pendant sa vie. Son mari ne l'a point épousée pour lui être uni ; mais plutôt pour en être séparé dans le même moment qu'il auroit formé un lien qu'il abhorre. Rien ne ressent en cela la dignité & l'honneur du mariage ; la Loi ne lui donne donc point les effets civils qui ne sont dûs qu'à la pureté des sentimens qui en ont formé les nœuds.

Ces distinctions ont été dans tous les tems consacrées par la Jurisprudence ; & comme il n'est pas toujours facile de reconnoître après la mort , si celui qui s'est marié se regardoit comme étant à l'extrémité de la vie , ou s'il comptoit encore sur une assez longue suite d'années , elle s'est déterminée par une circonstance que l'on peut en effet regarder comme décisive. Elle distingue si celui qui s'est marié peu de tems avant sa mort , avec celle qu'il avoit entretenue , a été marié solennellement en face d'Eglise , & s'y est rendu en personne pour recevoir la bénédiction nuptiale , ou si au contraire la bénédiction nuptiale lui a été donnée dans sa chambre , dont sa maladie & son état languissant ne lui permettoient pas de sortir.

Dans le premier cas on ne trouvera pas un seul Arrêt qui ait jugé que l'Ordonnance pût recevoir son application , ni qui ait privé la veuve & les enfans des effets civils , au lieu que dans le second cette peine a été appliquée même avant l'Ordonnance de 1639.

Nous

Nous avons un assez grand nombre d'Arrêts dans nos livres sur de semblables questions. Le plus ancien qui est de 1591, est le soixante-dixième des Arrêts rapportés par Montholon; la peine de la privation des effets civils fut prononcée, parce qu'il étoit prouvé, comme l'Auteur le rapporte, que le mariage avoit été célébré dans la chambre du mari, *le même jour qu'il eut reçu l'Extrême-Onction*.

Un second Arrêt qui est du 29 Mars 1599, rapporté par M. le Prêtre, cent. 2, chap. 11, est intervenu sur des circonstances qui paroissent bien propres à conduire à la même décision. Le contrat de mariage avoit été passé la veille de la mort; le jour même de la mort, le mari s'étoit fait porter à l'Eglise où il avoit reçu la bénédiction nuptiale, il mourut le même jour à onze heures du soir; cependant parce qu'il avoit eu assez de force & de santé pour sortir de sa maison & se faire conduire à l'Eglise, on ne crut pas devoir regarder le mariage comme fait *in extremis*; & par l'Arrêt confirmatif de la Sentence du Sénéchal d'Angers, la veuve tant en son nom, que comme Tutrice de ses enfans, fut maintenue dans la possession des biens de son mari, avec défenses aux freres de son mari de l'y troubler.

L'Arrêt du 22 Février 1667, rapporté dans le Journal des Audiences, n'a rien qui ne confirme la distinction que l'on vient de proposer. Le 18 Août 1665, Charles Aloux avoit été blessé d'un coup d'épée dans une querelle, le 23 il fit son testament, le 24 il fut marié dans son lit avec Jacqueline Roger, dont il déclara avoir eu six enfans, le même jour il reçut l'Extrême-Onction. Est-il étonnant après cela que par l'Arrêt la succession fût déferée aux collatéraux? Il est vrai que Charles Aloux survécut cinquante-quatre jours à son mariage; mais si la force de son tempérament le fit résister, il n'étoit pas moins évident qu'il ne s'étoit marié que dans un moment où il se sentoit menacé d'une mort prochaine. M. l'Avocat Général observa que la veille du mariage on lui avoit apporté le Viatique, & qu'il avoit reçu l'Extrême-Onction le jour même du mariage. En un mot il avoit été marié dans sa chambre, cette circonstance seule annonçoit que c'étoit un mariage *in extremis*, qui ne pouvoit produire les effets civils.

On ne peut pas citer l'Arrêt du 22 Décembre 1672, parce qu'ayant déclaré qu'il y avoit abus, le moyen déterminant ne pouvoit pas se prendre de ce que ce mariage n'avoit été célébré qu'à la fin de la vie. Au surplus quand on n'auroit prononcé que la

privation des effets civils, il feroit fans conséquence, M. l'Avocat Général ayant observé, *qu'il y avoit preuve que le mariage avoit été fait en chambre.*

Au contraire l'Arrêt du 5 Septembre 1675 a jugé les enfans capables de succéder à leur pere dans les circonstances suivantes. Le sieur de Dampierre, homme de condition, a vécu vingt-deux ans dans le concubinage avec Marie Charton, fille d'un Boucher de Chinon : le 30 Avril 1672 ils passent un contrat de mariage où ils déclarent les enfans qu'ils ont eus ensemble ; le 17 Mai ils s'épousent *en face d'Eglise* ; le lendemain Marie Charton accouche, & meurt douze jours après. Les collatéraux soutiennent que ce mariage ne pouvoit produire d'effets civils, que Marie Charton avoit toujours été malade pendant sa grossesse, que c'étoit dans la crainte d'une mort prochaine que le sieur de Dampierre s'étoit déterminé à l'épouser ; cependant, par l'Arrêt, la succession est adjugée aux enfans.

C'est donc une vérité confirmée par une Jurisprudence certaine, que l'on a toujours distingué les mariages faits en chambre par un moribond, des mariages célébrés en face d'Eglise, même par des personnes infirmes, mais qui ayant assez de force pour se faire conduire à l'Eglise, ne peuvent être regardés comme à l'extrémité de leur vie : & si on accuse notre morale de relâchement, nous avons un garant sûr dans la Jurisprudence qui l'a consacrée dans tous les tems.

Il est facile d'appliquer ces principes à l'espece de la Cause. Le mariage du sieur Arson n'a rien qui ressemble à ces mariages auxquels l'Ordonnance a refusé les effets dont une union si précieuse doit être suivie ; on ne voit point ici un homme accablé par le poids d'une maladie dangereuse, qui sentant approcher sa dernière heure, est engagé à former des nœuds que la mort va rompre quelques momens après, c'est un homme qui agit sans précipitation ; contrat de mariage dès le 6 Mars, publication de bans le 20, mariage le 22. Ce mariage est célébré en face d'Eglise, où les deux époux se rendent en personne : on ne voit aucune circonstance qui annonce la mort, ni appareil de Médecins & Chirurgiens appelés pour voler à son secours, ni administration des derniers Sacremens, soit avant, soit depuis le mariage. La seule constance que l'on nous puisse opposer, est une mort prochaine ; mais une mort imprévue, quelque voisine qu'elle soit du mariage, ne donne point atteinte aux effets qu'il doit produire, s'il n'est prouvé qu'il ait été fait dans un tems où l'un des

Conjoints attendoit à tout moment ce coup fatal. Il n'y a donc rien , on le répète , qui puisse donner lieu d'appliquer la rigueur de l'Ordonnance.

Il est vrai que les collatéraux , pour donner quelque couleur à leur système , supposent que depuis long-tems le sieur Arson étoit attaqué d'une gravelle qui l'avoit réduit aux abois , que depuis deux ans il ne sortoit point de sa chambre , qu'on a conduit à l'Eglise un cadavre presque inanimé , & que l'on a surpris un consentement qu'il n'avoit pas la force de refuser.

Mais en premier lieu , on leur demande où est la preuve de tous ces faits ? Se flattent-ils qu'on doive les en croire sur leur parole ? On ne voit aucun indice de ce qu'ils avancent , il n'en faudroit pas davantage pour écarter toute leur censure. Encore s'ils articuloient des faits précis , s'ils demandoient permission d'en faire preuve , on pourroit examiner si cette preuve seroit admissible ; mais ils ne prouvent rien , ils ne demandent aucune permission de prouver ; il n'est donc pas possible de les écouter. Le fait seule d'une mort prochaine est au moins un fait équivoque ; la mort a pu être imprévue , & dans le doute seul , il est des regles de se déterminer pour les enfans.

En second lieu , les peintures touchantes que l'on fait de l'état déplorable du sieur Arson , sont un jeu d'esprit & d'imagination ; mais toutes les circonstances en sont supposées. Par exemple , on dit que depuis deux ans il ne sortoit point de sa chambre , cependant il seroit facile de prouver que dans l'Été de l'année 1734 il a fait plusieurs voyages à Montreuil , qu'à chaque voyage il y a séjourné un tems assez considérable. Ses voyages furent interrompus pendant l'Hyver de 1735 , à la fin duquel il est décédé. Il étoit , dit-on , attaqué de la gravelle : il peut en avoir eu quelques ressentimens ; mais toutes les fois qu'on est attaqué d'un pareil mal , se regarde-t-on comme à l'extrémité de sa vie ? Combien y en a-t-il qui soutiennent cette infirmité pendant un grand nombre d'années , & qui vivent cependant comme des hommes en pleine santé ? Combien y en a-t-il qui guérissent radicalement par l'opération de la pierre , opération qui se fait depuis plusieurs années avec tant d'adresse & de capacité , qu'à tout âge on voit les malades en surmonter les douleurs , & s'en tirer avec succès ? Quoi ! dira-t-on qu'un homme attaqué de la pierre ne pourra se marier , sans que ce mariage soit regardé comme fait à l'extrémité de la vie ? Il y auroit de la pudeur à le proposer.

En troisieme lieu , ce qui est dit dans le testament du 24 Mars,

que le sieur Arson étoit prêt à se faire faire une opération dangereuse, ne peut confirmer le système des collatéraux, par deux raisons.

La première est, que quand cette opération auroit été proposée & déterminée avant le mariage, on ne pourroit pas dire que le sieur Arson se seroit marié à l'extrémité de la vie; un homme prêt à souffrir une opération se flatte aisément sur la capacité de ceux entre les mains de qui il se remet; on ne lui présente à chaque instant que le grand nombre de ceux qui y ont recouvré une parfaite santé, il ne s'y livre même que par l'espérance d'une guérison radicale. Ce n'est pas qu'il soit sans inquiétude, mais l'inquiétude ne suffit pas pour qu'un homme se croie à l'extrémité de la vie. Quand il se détermine à se marier en pareille circonstance, il compte au moins pouvoir être uni long-tems à celle qu'il épouse; il l'espère, & cette espérance soutenue par mille exemples, suffit pour que l'on ne puisse pas dire qu'il ne tend qu'une main moribonde que la mort va dessécher dans l'instant.

La seconde est, que dans le fait ce qui a donné lieu à l'expression du testament, est que le sieur Arson ayant eu ce jour-là une colique néphretique, on jugea que cela pouvoit provenir d'une pierre & rendre l'opération nécessaire; mais c'étoit un accident survenu depuis le mariage, & qui ne peut influer sur ses effets.

Toute la Cause des collatéraux ne porte donc que sur une pure supposition d'un péril prochain; rien ne l'établit, & le fait seul d'un mariage célébré en face d'Eglise le détruit sans ressource.

On peut d'autant moins s'arrêter aux suppositions qu'ils ont débitées, qu'il s'agit ici de priver des enfans légitimes de la succession de leur pere: succession favorable, que la nature & la Loi leur déferent également, & qui ne peut leur être enlevée que dans des cas où l'évidence force en quelque maniere la Justice à vaincre le penchant naturel qui l'entraîne en faveur des enfans. Rien ne peut autoriser ici une pareille violence, le malheur de la naissance des mineurs a été réparé dans un tems où le sieur Arson avoit toute la liberté nécessaire pour rendre à sa femme & à ses enfans la justice qui leur étoit due.

Faveur des  
enfans.



## XCVI. INSTANCE A LA GRAND'CHAMB.

POUR les Jésuites du Collège d'Autun , Appellans.

*CONTRE M. Pierre Tullier de Marigny , Intimé.*

## QUESTION.

*Si une donation d'effets mobiliers sous signature  
privée étoit valable avant l'Ordonnance  
de 1731.*

UNE donation d'effets purement mobiliers , consommée par une tradition réelle six ans avant la mort du Donateur, est attaquée aujourd'hui par son héritier.

Le chagrin a dicté ses reproches , mais ni la Loi ni la raison ne lui fournissent aucun prétexte pour les soutenir ; c'est ce que l'exposé le plus simple des faits & des actes qui ont été passés , va faire connoître aux personnes mêmes qui apporteroient à cette affaire le plus de prévention.

Le sieur Leveillé des Fosses , qui a été Chanoine de l'Eglise Cathédrale d'Autun pendant trente ans , ayant par ses épargnes menagé quelqu'argent comptant , billets & obligations , les destina à des œuvres de piété. Il jeta les yeux sur les Jésuites du Collège d'Autun pour les exécuter. Ce Collège est établi depuis plus d'un siècle par doubles Lettres Patentes du mois d'Août 1608, & du mois d'Octobre 1613 , enregistrées en la Cour , qui donnent pouvoir spécialement aux Jésuites , *d'accepter les Fondations de biens meubles & immeubles , qui leur seront faites par les Manans & Habitans de la Ville d'Autun en général & en particulier.* F A I T

La proposition ayant été faite au Recteur du Collège , il pria le Sieur Leveillé des Fosses de vouloir bien lui donner par écrit les différentes charges qu'il vouloit être acquittées. Le sieur Leveillé des Fosses donna le Mémoire , par lequel il demandoit que l'on fit deux Missions , l'une à Autun de sept ans en sept ans ; l'autre à Beaune & à Semur alternativement de huit ans en huit ans. Que ces Missions dureroient un mois chacune , & seroient faites

par quatre Missionnaires Jésuites. Que tous les Dimanches & principales Fêtes de l'année, on chanteroit Vêpres dans l'Eglise du Collège; qu'il y auroit Sermon & exposition du Saint-Sacrement. Que tous les trois ans on feroit une distribution de prix aux Ecoliers, après la représentation d'une Tragédie; que ces prix consisteroient en vingt-sept volumes répartis dans les différentes classes; qu'ils seroient reliés en veau rouge dorés sur tranche, & que les armes du Fondateur seroient imprimées sur chaque côté de la couverture.

Le Pere Recteur, sur la lecture de ce Mémoire, témoigna au sieur Leveillé des Fosses, qu'il se soumettoit volontiers à toutes ces charges; mais qu'il étoit obligé de lui observer, que suivant les regles de l'Institut des Jésuites, ils ne pouvoient pas contracter d'engagement civil & judiciaire pour tout ce qui avoit rapport au Ministère spirituel, comme Mission, Prédication, Vêpres & Salut; qu'il ne pouvoit à cet égard donner d'autres sûretés que l'engagement d'honneur & de conscience des Jésuites du Collège, & les ordres qu'il obtiendrait du Supérieur Général, qui lieroient irrévocablement ses successeurs par le vœu de l'obéissance. Le sieur Leveillé des Fosses instruit de cette discipline, mais aussi parfaitement informé que les Jésuites ne se tenoient pas moins liés par cette sorte d'engagement, que par les contrats les plus solennels, & que jamais ils n'avoient manqué à accomplir les autres Fondations qu'ils avoient ainsi acceptées, consentit d'exécuter le projet porté dans son Mémoire, en obtenant par le Recteur du Collège les ordres de son Général qui qui agréeroit la fondation, & qui chargeroit les Jésuites du Collège de l'accomplir à perpétuité.

En conséquence le Recteur adressa une Supplique au Général des Jésuites datée du 15 Août 1727; dans laquelle, après avoir exposé la Fondation qui étoit projetée, il ajoute que le sieur Leveillé des Fosses étoit parfaitement informé, que suivant l'Institut des Jésuites, ils ne pouvoient contracter d'engagement civil pour raison de fonctions purement spirituelles; mais que pour être plus assuré que les différens articles de sa fondation seroient exécutés, il prioit le Général de vouloir bien ordonner au Recteur & à ses successeurs d'exécuter fidèlement & à perpétuité les charges qui seroient imposées. Sur cette Supplique le Général mit son Ordonnance le 19 Décembre de la même année, conçue en ces termes : *retroscriptam donationem acceptamus, & præpositis Provincialibus Provinciæ Campaniæ, atque Rectoribus Collegii Augus-*

*todunensis pro tempore exituris districtè mandamus ut omnia retroscripta fideliter in perpetuum adimpleri curent, totam que pecuniarum summam ad annos redditus collocent, ita tamen ut in omnibus Instituti nostri ratio servetur.*

Il ne faut pas un grand effort d'imagination pour entendre cette Ordonnance, & pour reconnoître que loin de se contredire & de se détruire elle-même, elle répond parfaitement à la Supplique. On expose au Général que les Jésuites ne peuvent contracter d'engagement civil pour les choses spirituelles, que le sieur Leveillé des Fosses en a été parfaitement informé, & que par cette raison même il se contentera des ordres qui seront donnés par le Général aux Recteurs du College d'Autun, persuadé de la fidélité avec laquelle les Jésuites se porteront à les exécuter, ce qui suffit pour animer sa confiance. Le Général répond par son Ordonnance qu'il veut bien accepter la Fondation, qu'il donne des ordres précis à tous les Recteurs à-venir d'accomplir la Fondation, mais que cela se fera suivant les regles de leur Institut que l'on vient de lui exposer, c'est-à-dire, qu'on ne contractera point d'engagement civil.

Cette Ordonnance ayant été rapportée & remise au sieur Leveillé des Fosses, elle fut homologuée par M. l'Evêque d'Autun, qui décréta la Fondation par une autre Ordonnance du 16 Février 1728, enregistrée au Greffe de l'Officialité.

En conséquence le sieur Leveillé des Fosses remit au Recteur du College les effets qu'il avoit destinés pour la Fondation. Ils consistoient en une somme de mille livres en argent, en billets & obligations, & en une somme de 300 liv. par an, à recevoir pendant dix ans du propre frere du sieur Leveillé des Fosses; ce qui montoit en tout à 20717 liv. 15 s. 9 den. que le Recteur du College reconnut avoir reçus par un acte sous seing privé du 5 Juillet 1728, par lequel il promit d'accomplir les charges dont on a rendu compte. Le sieur Leveillé des Fosses ajouta à sa libéralité le présent d'une tenture de tapisserie ancienne destinée à orner le Sanctuaire de l'Eglise du College; il la fit placer lui-même dans l'ordre qu'il jugea le plus convenable.

Cette Fondation a été pleinement exécutée du vivant du sieur Leveillé des Fosses, la tapisserie a été tendue dans le Sanctuaire tous les jours de solennité, il y a eu Vêpres, Sermon & exposition du Saint-Sacrement dans l'Eglise des Jésuites les Dimanches & les principales Fêtes de l'année; au mois d'Août 1728 les prix furent distribués aux Ecoliers avec les armes du Fondateur,

ce qui a été renouvelé en 1731, le Fondateur présent à l'une & l'autre distribution; ces distributions ont été annoncées par des Programmes publics, où il est fait mention de la Fondation. D'un autre côté les Jésuites ont reçu une partie des sommes contenues dans les billets & obligations qui leur avoient été remis, & entre autres les 300 livres par an du propre frere du sieur Leveillé, en sorte que la donation & la Fondation ont été non-seulement consommées, mais exécutées publiquement du propre aveu des plus proches parens du Fondateur.

Cependant les Traitans des Amortissemens prétendirent que cette Fondation étoit sujette à la Loi rigoureuse de l'amortissement qui devoit en être payé. Les Jésuites présenterent des Mémoires pour s'en défendre; mais ils ne purent parvenir à se faire décharger, en sorte qu'il fallut payer une somme considérable, dont ils représentent les quittances. Le Recteur des Jésuites qui voyoit que ce qui restoit de la Fondation ne suffisoit pas pour en acquitter les charges, l'exposa au sieur Leveillé des Fosses qui, touché de cet événement, crut qu'il étoit de sa justice de soulager les Jésuites à proportion de la perte qu'ils avoient soufferte. Il fut donc passé un dernier acte le 8 Juin 1731, par lequel les Missions qui devoient être faites à Beaune & à Semur alternativement de huit ans en huit ans, furent supprimées, & celle d'Autun, qui devoit être faite de sept ans en sept ans, fut réduite au terme de dix ans en dix ans; toutes les autres charges subsistant comme elles avoient été établies.

Le sieur Leveillé des Fosses est mort en 1733. Son frere qui étoit son unique héritier, n'a pas osé s'élever contre une Fondation qu'il avoit lui même exécutée, il s'est contenté de ceder ses droits successifs à la Dame de Marigny sa fille. Les Sieur & Dame de Marigny, plus entreprenans, ont fait assigner les Jésuites d'Autun aux Requêtes du Palais, pour voir dire que les actes des 5 Juillet 1728 & 8 Juin 1731, seroient déclarés nuls & de nul effet; & en conséquence que les Jésuites seroient condamnés à rendre & restituer les sommes & effets qu'ils avoient reçus du sieur des Fosses. Ils ont pris une Sentence par défaut; les Jésuites en ont interjetté appel. La Ville d'Autun instruite de cette contestation, a reconnu qu'elle avoit encore plus d'intérêt dans la Cause que les Jésuites mêmes, puisqu'il s'agit d'enlever à ses Habitans les secours spirituels, & aux Ecoliers les motifs d'émulation que le sieur Leveillé des Fosses a voulu leur procurer; elle est donc intervenue pour combattre la demande

mande des Sieur & Dame de Marigny. Les seules circonstances dont on vient de rendre compte , annoncent combien cette demande est téméraire ; la discussion des moyens dont on veut l'appuyer , rendra encore cette vérité plus sensible.

On propose trois moyens de la part des Sieur & Dame de Marigny , pour soutenir leur demande , & la Sentence par défaut qui en adjuge les conclusions.

Premier moyen. Une donation n'est point valable , lorsqu'elle est faite sous feing privé ; il faut qu'elle soit rédigée pardevant Notaires , c'est la disposition de l'Ordonnance du mois de Février 1731 , au sujet des donations.

*Premier  
Moyen.*

La réponse à ce moyen se présente d'elle-même. La donation faite aux Jésuites est du 5 Juillet 1728 , elle a été dès-lors consommée par la remise de tous les effets mobiliers dont elle étoit composée , & par la reconnoissance que les Jésuites en donnerent au sieur Leveillé des Fosses ; elle ne peut donc pas être soumise aux formes introduites par une Ordonnance postérieure de près de trois années , & d'autant moins que l'Ordonnance du mois de Février 1731 porte en termes formels , qu'elle n'aura lieu que pour les donations qui seront faites à l'avenir. On ne peut donc pas l'appliquer à une libéralité consommée long tems auparavant.

*Réponse.*

Ajoutons qu'il n'y avoit aucune Loi auparavant qui exigeât que les actes de donation fussent passés devant Notaires. Les Auteurs mêmes conviennent tous qu'il suffit de les rédiger dans des actes sous feing privé , principalement quand il ne s'agit que d'effets mobiliers , à l'égard desquels la seule tradition même suffit , sans aucun acte. C'est la doctrine de Ricard , Traité des Donations , part. 1 , chap. 6 , sect. 1.

Aussi les Sieur & Dame de Marigny , pour soutenir leur moyen , ont-ils été réduits à avancer que la donation dont il s'agit étoit postérieure à l'Ordonnance de 1731 , sous prétexte de l'acte de réduction du 8 Juin de la même année ; mais cette idée est si contraire aux actes mêmes , qu'il suffiroit de les employer pour toute réponse. C'est le 5 Juillet 1728 que les Jésuites ont reçu du sieur Leveillé des Fosses les 20700 liv. que l'argent comptant , que les billets & obligations leur ont été remis : c'est en vertu de cet acte que dès 1728 , & les années suivantes , ils ont reçu plusieurs sommes des débiteurs , & entr'autres les arrérages des 300 liv. par an , dûs par le frere du Fondateur : c'est en vertu du même acte que pendant les années 1728 , 1729 & 1730 , la Fondation a été exécutée , qu'il y a eu tous les Dimanches & principales Fêtes de

l'année, Vêpres, Sermon & exposition du saint Sacrement dans l'Eglise des Jésuites ; que les Prix ont été distribués aux Ecoliers du College d'Autun.

Comment donc imaginer que la donation exécutée dès 1728, en conséquence de l'acte du 5 Juillet de la même année, soit postérieure à l'Ordonnance du mois de Février 1731 ?

Il est vrai qu'il y a eu un second acte du 8 Juin 1731. Mais quel a été l'objet de cet acte ? Une taxe pour les Amortissemens qu'il avoit fallu payer avoit entamé le fonds des 20700 liv. & rendoit la Fondation trop onéreuse ; le sieur Leveillé des Fosses à qui on le représente, consent de diminuer les charges en supprimant les Missions de Beaune & de Semur, & en réduisant celle d'Autun. Est-ce donc là le titre de la donation, de cette donation consommée dès 1728 par la tradition de tous les effets, & par l'exécution des charges imposées ?

Le sieur Leveillé des Fosses au mois de Juin 1731 étoit-il le maître de donner ou de ne pas donner, comme si les choses eussent été encore entières ? Cela n'est pas proposable : non-seulement la donation étoit faite & exécutée, mais les deniers étoient reçus pour la plus grande partie & employés. Que fait-on donc en 1731 ? On se contente de retrancher une partie des charges imposées sur les Jésuites ; ce n'est pas-là donner, mais décharger.

Mais, dit-on, il y a une clause dans l'acte du 8 Mai 1731 qui fait bien voir que c'est-là l'unique écrit qui contienne la donation ; car après avoir expliqué les charges dont les Jésuites demeureroient tenus par la réduction, on ajoute : *Au moyen de quoi tous les projets & conventions qui pourroient avoir été faites ci-devant entre ledit sieur des Fosses, mes prédécesseurs & moi, demeureront nulles & non avenues, à la réserve seulement de la cession que ledit sieur des Fosses nous a faite des billets, obligations, contrats & argent qu'il a ci-devant donnés & cédés à notre College, ce que ledit sieur des Fosses a accepté.* Il ne faut que la lecture même de cette clause pour faire voir que les Sieur & Dame de Marigny en tirent une conséquence directement contraire au texte même de l'acte. Toutes les autres conventions demeurent nulles ; mais c'est uniquement en ce qu'elles fixoient les charges de la Fondation d'une manière différente de ce qui est réglé par l'acte du 8 Mai 1731. Car pour la donation & cession de 20700 liv. au College, non-seulement la donation précédente n'est point annulée, mais elle est au contraire expressément réservée, à la réserve de la cession que le sieur des Fosses nous a faite des billets, obligations, contrats &

*argent qu'il a ci-devant donnés.* On réserve donc la cession des effets mobiliers qui avoit été faite dès 1728 ; on dit qu'ils ont été *ci-devant donnés*, la donation primitive subsiste donc suivant les propres termes de l'acte de 1731.

Le second moyen des Sieur & Dame de Marigny consiste à dire que la donation faite au College d'Autun n'a point été insinuée.

*Second  
Moyen.*

Mais c'est un principe universellement reconnu que la donation d'effets mobiliers accompagnée de tradition actuelle, n'a jamais été sujette à l'Insinuation. C'est le sentiment de M<sup>e</sup> Charles Dumoulin sur l'art. 132 de l'Ordonnance de 1539, qui établit la nécessité de l'Insinuation aux Cours & Jurisdictions ordinaires des Parties, & des choses données : *Ergo non mobilibus quæ loco carent*, dit cet Auteur. M. Louet, & Brodeau, lett. D. n. 24, rapportent des Arrêts qui l'ont jugé ; Ricard, part. 1, n. 1151, établit aussi la même maxime.

*Réponse.*

L'Ordonnance de 1731, art. 22, a confirmé cette règle déjà si constante dans l'usage & dans la Jurisprudence. Après avoir établi dans les articles précédens la nécessité de l'Insinuation aux Justices Royales, tant de la situation des biens, que du domicile du Donateur, elle excepte dans l'art. 22 les donations de choses mobilières quand il y aura tradition réelle, ou quand elles n'excederont pas la somme de 1000 liv. une fois payée.

L'objection proposée contre une Loi si claire ne fait pas honneur à la Cause des Sieur & Dame de Marigny : l'article 20, disent-ils, assujettit à l'Insinuation toutes donations faites à charge de Services & Fondations ; on ne peut pas dire que l'article 22 ait détruit cette disposition, & par conséquent pour les concilier il faut dire que les donations de meubles sont exceptées de la rigueur de l'Insinuation, mais non pas quand elles sont faites à la charge de Services & de Fondations.

Un pareil sophisme est trop grossier. L'article 20 assujettit à l'Insinuation toutes donations en général, même celles qui sont rénumératoires & mutuelles, & même celles qui sont faites à la charge de Services & de Fondations, voilà une disposition qui embrasse tout ; mais on a jugé qu'il y avoit cependant certain cas où toutes ces donations ne devoient pas être insinuées, & les exceptions que l'on a reconnues légitimes ont été renfermées dans les deux articles suivans. L'article 21 porte : *Ladite peine de nullité n'aura pas lieu néanmoins à l'égard des dons mobiles, augmens, contre-augmens, &c.* Enfin l'article 22 ajoute : *L'except-*

tion portée par l'article précédent aura pareillement lieu à l'égard des donations de choses mobilières quand il y aura tradition actuelle. Ainsi quelque général que soit l'article 20 pour toutes donations, même à la charge de Services & Fondations, cependant toutes celles qui ne contiendront que des effets mobiliers dont il y aura tradition réelle, seront exemptes de la formalité de l'Insinuation.

Toute exception détruit la règle.

Mais par-là vous détruisez l'article 20. Sans doute qu'il est détruit en ce qui regarde la donation d'effets mobiliers, quand elle est accompagnée de tradition réelle. L'effet de toute exception est de détruire la règle & de la faire cesser dans le cas excepté, en la laissant subsister dans tous les autres. Si cette exception de l'article 22 ne détruisoit pas l'article 20 pour les donations chargées de Services & de Fondations, il ne le détruiroit pas non plus pour toutes les autres donations qui sont également assujetties à l'Insinuation. Ainsi malgré l'exception formelle des donations d'effets mobiliers accompagnées de tradition réelle, il faudroit les insinuer toutes. C'est parler contre le texte de la Loi même : peut on se flater de la rendre vaine & illusoire ?

Troisième moyen.

Le troisième & dernier moyen des Sieur & Dame de Marigny est de dire que la donation est nulle si les Jésuites ne sont pas réellement engagés envers le Donateur à accomplir les charges de la donation. Le Donateur, dit-on, a compté que les Jésuites seroient engagés civilement & irrévocablement envers lui. Or suivant le rescrit du Général, ils ne sont point engagés civilement ; mais si cela est, quelle est donc la solidité de l'engagement qu'ils ont contracté ? Diront ils qu'ils sont engagés par les ordres de leur Général ? Mais comment leur Général peut-il leur permettre de contracter des engagements contraires à leur Institut ?

Réponse.

Tous ces raisonnemens tombent par une simple réflexion. Le sieur des Fosses Donateur a été le maître de se contenter de tel engagement qu'il a voulu de la part des Jésuites ; il auroit pu leur donner sur leur seule parole d'exercer certaines fonctions de piété & de religion, il auroit pu même donner en les exhortant seulement de les faire, & sans aucune parole de leur part ; à plus forte raison a-t-il pu leur donner en se contentant pour toute sûreté des ordres de leur Général adressés à tous les Recteurs présents & à venir du Collège d'Aurun. Si les Sieur & Dame de Marigny ne trouvent pas cette sûreté suffisante, ils sont les maîtres de n'y point donner leur confiance, & de ne faire aucune Fondation sur un pareil engagement. Mais le sieur Leveillé des



Fosses, maître absolu de son bien , en a été content ; ses héritiers qui sont tenus de ses faits sont obligés des'en contenter de même pour les donations qu'il a faites.

On n'a point caché au sieur des Fosses quelle étoit la règle prescrite par l'Institut des Jésuites. On lui a déclaré qu'ils ne pouvoient contracter d'engagement civil pour des ministères spirituels , & qu'ils ne pouvoient être liés que par leur fidélité à suivre ses intentions , & par les ordres que leur donneroit leur Général de s'y conformer. C'est ce qui est expliqué dans la Supplique au Général sur laquelle il a mis son décret : ces deux pieces ont été remises au sieur des Fosses , qui a vu par écrit ce qu'on lui avoit expliqué verbalement. Il n'a donc pas pu ignorer que les Jésuites ne pouvoient pas & ne vouloient pas contracter d'engagement civil, il ne l'a point exigé , & il s'est contenté d'autres sûretés. Comment donc peut-on dire qu'il a compté que les Jésuites seroient engagés civilement envers lui , quand le contraire est écrit en propres termes dans l'acte qui lui a été remis ? Il auroit pu d'abord avoir cette idée , il auroit pu même en parler dans quelques projets ; mais plus instruit dans la suite il a reconnu le contraire , il a vu & lu qu'ils ne pouvoient s'engager civilement , il ne l'a pas exigé , il s'est contenté des ordres du Général : quel prétexte après cela ses héritiers peuvent-ils avoir de s'écrier contre le peu de solidité d'un pareil engagement ?

Le sieur des Fosses a eu raison de le regarder comme très-solide. Toutes les Fondations de même nature faites aux Jésuites , n'ont point été acceptées autrement , & l'on ne citera pas un seul exemple d'infidélité à les exécuter. Pourquoi veut-on que le sieur des Fosses n'ait pu avoir la même confiance que les autres ? Il l'a eue en un mot , & il a été le maître de l'avoir : cela suffit pour imposer silence à ses héritiers , qui ne sont pas en droit de venir dire aujourd'hui qu'il devoit prendre plus de précautions , comme s'il eût dû les consulter avant de donner.

On croit avoir détruit invinciblement les moyens des Sieur & Dame de Marigny , c'est le seul objet que l'on se soit proposé , car pour la paraphrase qu'il leur a plu de faire d'une prétendue Requête présentée , dit-on , au Recteur du Collège par le sieur Leveillé des Fosses , c'est une piece si indifférente , que toute la critique à laquelle elle peut donner lieu ne mérite pas qu'on s'y arrête. Que dans ce projet dont les Jésuites n'ont aucune connoissance le sieur Leveillé des Fosses se soit exprimé dans les termes qui conviennent à la modestie & à l'humilité chrétienne ,

ou qu'il se soit abaissé jusqu'à prendre l'air de Suppliant quand il pouvoit exiger une juste déférence à ses volontés ; qu'il ait eu des idées plus ou moins exactes de l'utilité de sa Fondation en la confiant aux Jésuites , c'est ce qui peut être pris diversément suivant le goût ou la passion de ceux qui prendront lecture de la piece ; mais la Justice qui s'affranchit de ces divers mouvemens dont les hommes sont agités , ne consultera que la disposition en elle-même ; & reconnoissant qu'elle ne peche dans aucune de ses circonstances , elle ne balancera pas à la confirmer.

---

## XCVII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Jean-Baptiste Rapalli , Trésorier de France  
en la Généralité de Paris , Défendeur.

CONTRE Gilles Germain , Contrôleur des Rentes de  
la Ville , Tuteur ad hoc d'Eleonore-Therese de Lorme ,  
épouse dudit sieur Rapalli , Demandeur.

ET encore contre ladite Dame Rapalli en son nom , De-  
manderesse.

### Q U E S T I O N.

*Si la crainte de manquer une fortune ôte la liberté  
à la personne qui se marie contre son inclination.*

**L**E mariage ne formeroit plus une union indissoluble , si pour rompre ses nœuds sacrés , il suffisoit d'alleguer en termes vagues un prétendu défaut de consentement & de liberté.

Une ame sensible au plus léger dégoût , ou follement éprise de quelque passion , se saisiroit d'abord d'un moyen si spécieux ; elle sauroit avec art déguiser ses premiers sentimens , exagerer les inquiétudes trop ordinaires aux approches d'un si grand engagement , la foiblesse de l'âge , la timidité du sexe , la crainte respectueuse que la Nature inspire pour ses parens , tout deviendrait pour elle une preuve de contrainte & de violence.

La dignité du Sacrement , le repos des familles , l'honnêteté publique ne permettent pas de donner légèrement dans de telles idées ; & s'il est juste de rompre un engagement formé sous les noirs auspices de la contrainte , il faut au contraire maintenir avec une sainte fermeté les mariages formés par le concert paisible des Parties & de leur famille.

Il y en a peu où cette heureuse harmonie ait plus régné que dans celui des Sieur & Dame Rapalli : la Demoiselle de Lorme instruite plusieurs jours avant la signature du contrat de mariage de la personne qu'on lui destinoit pour époux , loin de faire éclater ses refus , n'a pas même fait entrevoir de répugnance : elle a reçu les empressements du sieur Rapalli avec la sagesse & la retenue qui convient à une fille bien née , mais sans chagrin & sans indisposition : aux pieds des Autels elle s'est engagée solennellement avec toute la tranquillité qui convient dans une affaire réfléchie depuis long-tems.

Depuis ce moment décisif elle a traité le sieur Rapalli comme celui que le Ciel venoit de lui donner pour époux : présent elle lui a prodigué ses faveurs , absent elle lui a exprimé sa tendresse dans une lettre où regne l'ingénuité , & où la nature se développe sans art , mais avec toute la modestie qui convenoit à son sexe & à son âge. Présens , habits de noces , tout a été reçu publiquement & avec reconnoissance ; & après que tout est consommé , on ne craint point de lui faire soutenir qu'il n'y a eu dans tout cela qu'une cérémonie extérieure ! C'est , on l'ose dire , élever le scandale dans l'Eglise. Le Sacrement deviendra-t-il ainsi le jouet du caprice , & l'inconstance disposera-t-elle à son gré du plus saint de tous les engagements ?

Le sieur Rapalli n'impute point à sa femme leurs malheurs communs , il est persuadé que la demande qu'elle a formée est l'effet de sa facilité , & non de sa corruption. Que l'on rompe le charme qui l'a séduite , & l'on verra bientôt la religion & la bonne foi resserrer des nœuds que l'envie seule s'étoit efforcée de rompre.

Le sieur Rapalli est originaire de Gênes , il est né d'une famille noble.

F A L L.

Son pere qui avoit recueilli une riche succession en 1696 , avoit encore augmenté sa fortune par le commerce. En 1716 , il envoya en France le sieur Rapalli son fils pour continuer le même commerce : sa capacité & sa bonne foi lui en procurerent bientôt un très-florissant , ce qui le mit en état peu d'années après de se

retirer & d'obtenir une Charge de Trésorier de France de la Généralité de Paris.

Le nommé des Batistes lui proposa au mois d'Août 1726 la Demoiselle de Lorme, comme un parti très-avantageux; il exagéra la fortune du sieur Dupin son beau-pere; il lui procura une entrevue avec elle dans le Jardin du Palais Royal; elle plut au sieur Rapalli, qui se porta avec empressement à conclure le mariage.

On lui fit entendre que cette affaire devoit être conduite avec beaucoup de secret & de mystere, parce que la Demoiselle de Lorme étoit recherchée en mariage par des partis considérables, qui pourroient traverser celui que l'on projettoit; cela étoit assez indifférent au sieur Rapalli, & d'ailleurs un homme amoureux se prête facilement à tout ce qui doit lui assurer la possession de l'objet aimé.

Les Sieur & Dame Dupin étoient alors à une maison de campagne près de Saint Cloud: le sieur Rapalli fut conduit chez le sieur des Batistes à Boulogne, d'où il se rendoit avec lui à Saint Cloud: les conventions furent bientôt arrêtées, ainsi qu'il est d'usage. La Demoiselle de Lorme en fut instruite; elle reçut le sieur Rapalli, non-seulement sans indifférence, mais même avec l'enjouement ordinaire à une personne de son âge.

Le contrat de mariage fut signé le 5 Septembre, il fut suivi d'une promenade dans le Jardin, de symphonie, & d'un souper où l'on fit éclater de toutes parts une joie réciproque. La Demoiselle de Lorme avoit elle-même joué de la basse de viole dans l'après midi; en un mot tout se passoit avec les marques les plus sensibles de satisfaction.

Cela continua jusqu'au 9 Septembre, que l'on se rendit à Paris pour les fiançailles, qui devoient être faites à Saint Eustache le soir, & être suivies de la Bénédiction nuptiale la nuit du 9 au 10. La Demoiselle de Lorme se présenta à toutes ces cérémonies, sans trouble, sans agitation, & y donna un parfait consentement en présence du sieur Pain, Vicaire de la Paroisse Saint Eustache. Un Ministre si sage & si instruit des regles n'auroit pas uni par le Sacrement une personne en qui il auroit remarqué la moindre contradiction. Aussi la Dame Rapalli a-t-elle signé l'acte de célébration de mariage, & rempli tout ce que l'on pouvoit attendre d'une personne qui agissoit en pleine liberté.

En sortant de l'Eglise la Dame Rapalli retourna à Saint-Cloud avec la Dame Dupin sa mere & le sieur Dupin son beau-pere,

pere, elle se coucha en arrivant. Le sieur Rapalli s'y rendit de son côté quelques heures après; la journée se passa en fêtes & en jouissance. Pendant le souper, qui termina la journée, la Dame Rapalli fut conduite par sa mere dans la chambre destinée pour la consommation du mariage; le sieur Rapalli s'y rendit bientôt auprès de son épouse, ils coucherent ensemble, & le mariage fut consommé avec toute la satisfaction que les deux époux pouvoient espérer.

Tout se ressentit les jours suivans de ce contentement réciproque, tous les jours les danses & la symphonie se joignoient aux autres plaisirs, la Dame Rapalli y prenoit plus de part que tous les autres, elle étoit dans un âge où l'on ne respire que joie & que dissipation.

Les choses demeurerent dans cette situation jusqu'au 27 Septembre, le sieur Rapalli venoit quelquefois à Paris, il y demouroit peu; ce fut dans un de ces intervalles qu'il reçut la lettre de sa femme, que l'on est obligé de transcrire pour faire connoître dans quels sentimens elle étoit alors. *Comme je ne suis pas encore accoutumée, mon cher mari, à écrire aux Messieurs, je serois plus embarrassée que vous à m'exprimer sur le papier, je le ferai de bouche quand j'aurai l'honneur de vous voir & de vous témoigner que je suis très-parfaitement votre mignone.* DE LORME.

Il est facile de concevoir qu'une jeune femme qui écrivoit dans des termes si tendres, ne donnoit que de nouvelles marques de satisfaction à son mari lorsqu'il étoit de retour, & qu'elle étoit même plus vive & plus éloquente en sa présence que sur le papier, pour se servir de ses termes; aussi depuis le 10 jusqu'au 27 Septembre le sieur Rapalli a-t-il couché quinze nuits avec sa femme, & a-t-il toujours eu également lieu de se louer de sa tendresse.

C'est ici où l'orage commence à se former, & où une main ennemie va répandre sur les jours de ces nouveaux époux autant de trouble & d'amertume qu'ils avoient jusques-là goûté de douceurs & de satisfaction. On ignore les causes d'un événement si imprévu, peut-être le sieur Dupin n'a-t-il pas trouvé les ressources qu'il avoit espérées dans la fortune du sieur Rapalli, peut-être un ennemi jaloux a-t-il répandu d'infames soupçons, peut-être même la légèreté naturelle a-t-elle été entraînée par des discours enchanteurs. N'approfondissons point ces mysteres, & contentons-nous de rendre compte des démarches qui ont été publiques.

Le sieur Rapalli proposa le 27 Septembre à sa femme de venir à Paris pour y demeurer avec lui; elle lui fit entendre qu'elle

seroit bien-aïse de passer encore quelques jours à la campagne ; il y consentit , il se rendit seul à Paris ; mais le lendemain il fut fort surpris d'apprendre qu'elle étoit aussi revenue avec sa mere & son beau-pere , & qu'elle étoit restée chex eux.

Il fut leur rendre visite , il pressa sa femme de revenir chez lui , elle s'excusa tantôt sur un prétexte , & tantôt sur un autre ; le sieur Rapalli commença à concevoir de l'inquiétude , & pria le sieur Meni , Notaire , de vouloir bien parler pour faire cesser une séparation qui commençoit à exciter une espee de scandale. Le sieur Meni se chargea de la commission. La D<sup>e</sup> Rapalli & sa mere lui répondirent qu'elle n'avoit pas reçu assez de pierreries & d'argent pour se mettre en état de paroître chez son mari. Le lendemain le sieur Rapalli envoya 300 louis & pour 10000 l. ou environ de présens , les visages parurent un peu plus sereins à la vue de ces diamans , on promit de retourner dans un jour ou deux ; mais ces espérances s'étant évanouies comme toutes les autres , le sieur Rapalli fut obligé de faire faire le 4 Novembre 1756 une requisition à sa femme de se rendre chez lui dans son carrosse qu'il lui envoyoit à cet effet , avec les domestiques nécessaires pour l'accompagner. La Dame Rapalli alors n'imagina pas qu'elle pût proposer pour sa défense qu'elle n'étoit point mariée , elle se contenta de dire qu'elle ne vouloit point & n'entendoit point aller demeurer chez le sieur Rapalli pour les causes & raisons qu'elle diroit en tems & lieu.

La division ayant éclaté par-là , la D<sup>e</sup> Rapalli prétend qu'elle a fait solliciter elle-même une lettre de cachet pour être reçue dans un Couvent ; en effet le 5 Décembre il y en eut une adressée à la Supérieure des Recollettes de la rue du Bac , conçue en ces termes : *Madame l'Abbesse de l'Immaculée Conception , je vous écris cette lettre pour vous dire que vous ayez à recevoir en votre Maison la Dame Rapally , & de l'y garder jusqu'à nouvel ordre ; cependant elle en pourra sortir du consentement du sieur Rapalli son mari , en payant par lui la pension dont il est convenu avec vous.*

Depuis ce tems la Dame Rapalli est demeurée tranquille dans ce Monastere ; le sieur Rapalli attendoit du tems & de la maturité des réflexions que sa femme pourroit faire , le retour à son devoir ; mais le 28 Avril 1727 il a été fort surpris de se voir assigné à l'Officialité pour voir dire qu'il n'y avoit point de mariage entre la Dame Rapalli & lui , ou en tout cas voir déclarer nul celui contracté en l'Eglise de saint Eustache le 10 Septembre 1726 ; & où M. l'Official en feroit difficulté , qu'il lui fût permis de faire

preuve des prétendus faits de contrainte & de violence articulés par la Requête de la Dame Rapalli.

Si le sieur Rapalli n'avoit consulté que ses intérêts, & la tranquillité de ses jours, il ne se seroit point défendu de cette demande, il auroit laissé prononcer la nullité d'un mariage, qui, après d'heureux commencemens, ne promettoit que des suites funestes; mais l'honneur & la religion ne lui ont pas permis de prendre un parti si contraire à la vérité & à son devoir. Il sait que le mariage a été contracté librement, qu'il a reçu un Sacrement qui seroit profané peut-être par un double adultere, s'il consentoit à la demande de la Dame Rapalli, il n'a pas balancé à céder à de si justes motifs, le cri de sa conscience a étouffé celui de l'amour-propre, qui l'auroit dû porter à une facilité criminelle: c'est à son devoir, c'est à la religion qu'il sacrifie, quand il défend à la demande formée sous le nom de sa femme.

Elle lui a bientôt fourni elle-même les moyens les plus solides pour appuyer cette défense, dans l'interrogatoire qu'elle a subi sur les faits & articles à elle signifiés à la requête de M. le Promoteur. C'est-là qu'est venu échouer le concert de fraude, qui seul anime & dirige cette affaire; on n'a pas eu de peine à reconnoître que la Dame Rapalli y avoit peu de part. On peut dire qu'elle y désavoue les suppositions de ceux qui la font agir.

C'est ce que l'on va connoître par le détail de ses réponses: on ne retranchera aucune de celles que le Conseil de la Dame Rapalli a regardé comme favorables à la Cause que l'on soutient sous son nom. On lui demande comment elle reçut la première proposition du mariage, elle répond: *Qu'elle fit voir beaucoup d'éloignement pour ce mariage, disant que le sieur Rapalli lui avoit fort déplu depuis qu'elle l'avoit vu; que son beau-pere & sa mere lui dirent que c'étoit un parti fort avantageux pour elle, n'ayant pas de bien, & que tout étoit déjà convenu entr'eux, que le sieur Rapalli ne lui a pas dit qu'il la recherchoit en mariage.*

On ne trouve dans cette réponse, qu'une répugnance de la part de la fille, & une sage remontrance de la part des pere & mere: est-ce donc-là agir par contrainte & par violence? Où sont ici les menaces, les mauvais traitemens, les partis durs & violens? On peut paraphraser la réponse, on peut faire dire aux parens: *Ce n'est point votre avis que l'on demande, le parti est pris entre nous, c'est à vous d'obéir.* On peut les faire parler d'un ton emporté & violent; mais c'est envenimer ce qu'il y a de plus simple;

Vous n'avez point de bien, disent les Sieurs & Dame Dupin à la Demoiselle de Lorme, voici un parti avantageux qui se présente, il est facile de surmonter une légère répugnance, il faut que la raison l'emporte sur une première prévention : n'écartez pas une affaire que vous êtes la maîtresse de consommer, puisque tout est déjà convenu entre nous. Quel est le père de famille qui, plein de sentimens de tendresse pour sa fille, ne lui parlât ainsi; & lorsque la fille se rendra à une pareille représentation, qui osera dire qu'elle a été contrainte?

On demande encore à la Dame Rapalli si elle n'a pas signé le contrat de mariage après en avoir entendu la lecture en présence du sieur Rapalli, lequel ayant signé le premier, lui présenta la plume pour signer à son tour, ce qu'elle fit agréablement : elle répond, *qu'elle ne fait pas s'il a été fait lecture du contrat de mariage, parce qu'elle resta dans sa chambre jusqu'au moment que le sieur des Batistes vint la chercher pour signer le contrat.* Elle ajoute, *qu'elle étoit si troublée qu'elle ne sait qui lui donna la plume pour signer, qu'elle signa le bas des pages, & à la fin du contrat, suivant l'ordre de son beau-père, qu'elle étoit lors si troublée qu'elle croit même que sa signature en sera une preuve, ayant été faite d'une main fort tremblante.* On n'apperçoit encore ici ni menace ni contrainte; c'est un ami qui la vient chercher pour la signature du contrat; elle signe toutes les pages, elle signe encore à la fin de l'acte. Elle étoit troublée, dit-elle, cela peut être; il y a peu de filles qui dans le moment où elles s'engagent pour toute leur vie n'éprouvent quelque agitation & quelque trouble : mais c'est un mouvement que la nature forme d'elle-même, & qu'on ne peut attribuer à la prétendue violence que l'on imagine, & dont on n'apperçoit aucun indice. On pourroit dire même que le trouble est un signe équivoque qui peut être produit par la joie excessive d'un établissement auquel on n'osoit prétendre, plutôt que par les inquiétudes & par la peine d'un mariage dont on est alarmée, & ce qui suit va bientôt persuader que le trouble de la Demoiselle de Lorme venoit plutôt de sa joie que de son chagrin.

En effet on lui demande dans l'article suivant, si pour marque de sa satisfaction elle ne prit pas une basse de viole dont elle joua quelque reme pour divertir la compagnie, & elle répond : *qu'après la signature du contrat, tous ceux qui étoient présens & elle Répondante, allèrent se promener dans le jardin jusqu'à huit heures du soir; que ce fut au retour de la promenade que son beau-père lui donna sa basse de viole pour l'engager à en jouer.*



*ce qu'elle fut si mal , que son beau-pere lui en fit des reproches : qu'ensuite le sieur Meni joua de sa base de viole , après quoi on alla souper , auquel souper elle Répondante assista.*

Elle avoue ensuite qu'elle a su qu'on avoit fait publier un Ban , & qu'on avoit eu dispense des deux autres ; qu'elle a été à confesse au Prieur des Jacobins de la rue saint Honoré *entre la signature du contrat & la célébration du mariage* ; que le Confesseur donna un billet à sa mere ; que le jour des fiançailles elle se coëffa à six heures du soir , & qu'elle avoit des diamans dans ses cheveux. Il est vrai qu'elle dit que c'est son beau-pere qui les lui avoit mis ; mais on jugera si cette circonstance est fort vraisemblable. Elle ajoute, *qu'après qu'elle eut été coëffée , elle descendit dans le Jardin du Palais Royal* ; qu'elle fut de-là menée à saint-Eustache pour les fiançailles : *Que le Prêtre lui fit quelques demandes , ne se souvient pas ce qu'elle y répondit , si ce fut oui ou non.* Que de-là elle fut avec sa famille, c'est-à-dire , avec sa mere , son beau-pere , le sieur Rapalli , les sieur des Batistes freres , le sieur Vezou son parent & le sieur Ricard , souper chez Payen.

Ainsi depuis la premiere proposition du mariage jusqu'après les fiançailles , on ne voit pas un seul trait de violence de la part des Sieurs & Dame Dupin , tout se passe tranquillement. Une légère répugnance témoignée d'abord , à ce que l'on prétend , tombe à la premiere remontrance des Sieur & Dame Dupin ; tout le reste se fait de bonne grace , & même avec joie ; la promenade , la symphonie , les repas , tous les plaisirs en un mot se succedent les uns aux autres ; tour-à-tour on satisfait , & aux devoirs de la religion , & aux usages profanes sur la pompe qui accompagne les préparatifs de noces. Est-ce donc-là cette victime malheureuse , sacrifiée par ses parens , traînée au lieu de son supplice , abattue sous le poids d'un pouvoir tyrannique ? Ce sont-là de belles peintures , mais qui ressemblent peu aux originaux.

Voici enfin la seule circonstance à laquelle on ait pu attacher l'idée de quelque sorte de menaces. La Dame Rapalli prétend que dans le jardin de Payen elle se jeta aux pieds de son beau-pere & de sa mere , les suppliant que ce mariage ne se fît point , ou du moins qu'il fût différé de huit jours ; que sa mere entra dans sa peine , que le sieur Dupin même parut se laisser fléchir , que le sieur des Batistes convint qu'on pouvoit différer , en disant qu'elle s'étoit trouvée mal ; mais que le sieur Ricard insista pour que le mariage se fît ce jour-là ; ce qui engagea le sieur Dupin à dire , *qu'il vouloit que le mariage se fît , qu'il en avoit donné sa parole , &c.*

*que si elle n'y consentoit pas , il la meneroit le lendemain dans un Couvent , & l'abandonneroit le reste de ses jours. Le sieur Rapalli , suivant l'interrogatoire même , n'étoit pas présent à cette scene ; il ne put en avoir aucune connoissance ; mais il est évident que quand elle seroit aussi sérieuse qu'elle paroît supposée , elle ne renfermeroit qu'une proposition juste & raisonnable de la part du sieur Dupin. J'ai ménagé pour vous l'affaire la plus heureuse que vous puissiez espérer , si vous la refusez par caprice , je ne veux plus me mêler de votre établissement ; je ne vous dois rien , vous n'avez qu'à vous retirer dans un Couvent , je vous abandonne à votre propre sort ; choisissez en un mot ou du mariage qui est prêt à se consommer , ou de votre retraite dans un Couvent. Quand ce discours auroit été tenu , ce que le sieur Rapalli est bien éloigné de croire , il ne renfermeroit ni contrainte , ni violence ; il étoit bien aisé à la Demoiselle Delorme de préférer la retraite dans un Couvent , à un mari qu'elle auroit détesté. En un mot , ce n'est pas-là une crainte capable de donner atteinte à la validité d'un mariage , comme on l'établira dans la suite.*

Il y a même lieu de présumer qu'il n'y a que de la fiction dans cette scene : car bientôt après on soupa avec toute la joie qui éclate ordinairement aux repas de noces. On fut à l'Eglise de saint Eustache sur les quatre heures du matin. La Dame Rapalli convient qu'elle tint sa main dans celle du sieur Rapalli pendant la cérémonie , qu'elle reçut aussi de la main du sieur Rapalli une piece d'or & un anneau qu'il lui mit au doigt ; ajoute qu'elle étoit si troublée , qu'elle ne se souvient pas si elle a montré alors aucune répugnance. Peut-on mieux manifester le consentement libre qu'elle donne au mariage , dans le moment décisif , & en présence du Prêtre destiné à recevoir , au nom de l'Eglise , le serment réciproque des Parties ?

Cependant , & c'est ici où se développe l'indignité de ceux qui lui font jouer une intrigue si odieuse , quand on lui demande si elle a dit *oui* en présence du Prêtre , elle prétend qu'elle a répondu *non* ; mais aussi-tôt elle explique cette énigme d'une manière si propre à la démasquer , qu'il est impossible de s'y laisser surprendre. Elle prétend que son beau-pere s'étant avancé lui dit : *dis donc oui , & qu'ensuite elle ne répondit plus rien ; mais que peut-être le Vicaire & son Clerc auront entendu le beau-pere d'elle Répondante , qui dit , dis donc oui , & qu'ils auront cru qu'elle Répondante avoit dit oui. La défaire est trop grossière ; on n'a pas osé imputer au sieur Pin qu'il eût marié une fille qui auroit refusé de prendre le sieur Ra-*

palli pour époux ; sa probité , sa religion trop connue auroit seule démenti l'imposture ; il a donc bien entendu prononcer le oui si nécessaire. Mais ce n'étoit pas moi qui le prononçois , c'étoit mon beau-pere : défaite admirable , & digne sans doute des auteurs d'une intrigue si infame & si scandaleuse.

Achevons l'histoire de la cérémonie par les propres réponses de la Dame Rapalli. Elle déclare, *qu'après la célébration du mariage elle s'en alloit avec sa mere & un des témoins qui lui donnoit la main ; qu'étant sortie de la Chapelle, le sieur des Batistes l'ainé, courut après elle pour lui dire qu'il falloit absolument signer ; qu'aussi-tôt elle retourna sur ses pas , rentra dans la Chapelle , & signa : ne se souvient pas que personne lui ait pris la main pour la forcer de signer.*

Une fille qui auroit répondu non , se feroit-elle prêtée de si bonne grace à signer l'acte de célébration de son mariage ? Elle convient qu'aussi-tôt qu'on lui dit qu'il falloit signer , elle retourna sur ses pas , & signa sans être forcée. L'iniquité est ici confondue.

On ne s'étendra pas davantage sur les faits qui suivent ; car la prétendue contrainte se devant trouver dans les faits qui précèdent le mariage , il semble que ce qui suit devienne inutile : on est obligé seulement de rendre compte d'une circonstance infiniment importante . & qui seule devoit couvrir de confusion ceux qui conduisent la Dame Rapalli.

L'interrogatoire qu'elle a subi a été partagé en deux vacations les 25 & 30 Juin : dans l'intervalle elle ne manqua pas de rendre compte de ce qu'elle avoit dit , & l'on reconnut sans peine que n'ayant expliqué aucun fait de violence , sa Cause ne se pouvoit plus soutenir , voici la ressource que l'on imagina , elle ne fait pas beaucoup d'honneur à ceux qui l'ont inventée ; & loin de réparer le mal , elle ne fait que l'aggraver. On lui dicta donc une protestation contre ses propres réponses , & elle eut la simplicité de l'apporter toute écrite à M. l'Official lors du second interrogatoire , qui l'a fait rédiger en ces termes : *Lecture faite , & avant de signer , nous a représenté un écrit contenant ses dires & protestations , qui sont qu'elle persiste dans les faits de sa Requête , sans préjudice de ceux qu'elle se réserve de mettre en avant , s'il y étoit , dont elle entend faire preuve , déclarant que les réponses qu'elle pourroit avoir faites dans le présent interrogatoire contraires à ses droits , par le défaut de pouvoir s'enoncer , ou de mémoire , ou par la timidité naturelle à son sexe & à son âge , ne pourront lui nuire ni préjudi-*

cier ; qu'ayant perdu son pere en très-bas âge , elle a regardé le sieur Dupin comme son pere propre , & a senti pour lui les mêmes affections de bienfaisance , de crainte & de respect ; qu'elle n'a signé le contrat de mariage , été aux fiançailles & à la célébration , signé l'acte , couché avec le sieur Rapalli , & fait quelques autres démarches extérieures , que par force , violence , & pour éviter d'être mise hors de la maison de son beau-pere , & pour passer le reste de sa vie dans un Couvent.

Partie qui proteste contre les réponses qu'elle a faites dans son interrogatoire.

On n'a pas besoin de faire des réflexions sur une piece si singuliere , on n'avoit point encore entendu parler de protestations contre les réponses qu'une Partie a faites en présence du Magistrat. C'est-là l'asyle de la liberté même ; une Partie interrogée ne peut pas dire qu'elle ait été gênée sur ses réponses , & la Dame Rapalli ne le prétend pas. Pourquoi donc protester contre une réponse faite librement ? Ah ! sans doute il est aisé de reconnoître que l'on se joue ici de la Dame Rapalli. Quand elle s'exprime elle-même sur les circonstances , elle ne peut s'accoutumer à toutes les fictions qu'on lui a suggerées , c'est beaucoup qu'elle porte la complaisance jusqu'à laisser échapper quelques signes équivoques ; mais quand on la fait parler ou dans ses Requêtes ou dans les écrits qu'on lui dicte , on ne met plus de bornes aux prétendues violences que l'on impute au sieur Dupin. Mais qui doit-on croire sur des faits si personnels à la Dame Rapalli , ou la Dame Rapalli elle-même , ou les auteurs de l'intrigue ? Ce contraste ne manifeste-t-il pas la fourberie & la supposition ?

Après l'exposition des faits & de la procedure on n'aura pas de grands efforts à faire pour combattre la demande en nullité du mariage , il suffira de rappeler les principes les plus certains sur la matiere , & de les appliquer aux faits dont on a rendu compte.

Principes de Droit.

Un mariage où n'a pas présidé la liberté doit être déclaré nul ; c'est une vérité gravée dans tous les cœurs , & qui est de droit naturel.

Il n'y a point de liberté quand on a agi par l'impression d'une crainte capable d'ébranler un esprit ferme & constant ; c'est une autre maxime reconnue encore par tous les Docteurs , & dont on est convenu de part & d'autre.

Crainte révérentielle des enfans dans leur mariage.

On ne regarde point comme une crainte de cette nature , celle que forme dans l'esprit des enfans le respect dû à leur pere & mere , & que les Docteurs appellent la crainte révérentielle. Par soumission pour son pere une fille se détermine à un mariage qui ne seroit pas de son goût si elle se consultoit elle-même ; ce n'est pas

un

un moyen qui puisse donner atteinte à un mariage ; combien y en auroit-il qui seroient attaqués sous de tels prétextes ? On présume alors que c'est un effet de la sagesse des enfans d'avoir suivi les conseils éclairés de ceux à qui ils doivent la naissance, & de les avoir préférés à leur propre inclination.

Quel est donc le genre de crainte qui est capable de rompre les nœuds d'un engagement si solennel ? C'est ce qui n'est pas toujours facile à déterminer, *cum inter vim & vim sit differentia*, dit le Pape dans le chap. 6, *de spons. & utrum postea consensus intercesserit, certum nobis nihil expressisti, nihil certum inde tibi possumus respondere.*

Trois caractères doivent se rencontrer pour donner à cette crainte l'effet de résoudre le mariage : il faut premièrement que ce soit la crainte d'un mal énorme ; en sorte qu'en la comparant avec un mariage détesté, on puisse penser qu'un esprit raisonnable se seroit déterminé à prendre le parti du mariage, plutôt que d'éprouver un mal si terrible. *Talis metus*, dit la glose sur le chap. 28 *de sponsalibus*, *continet mortis periculum aut corporis cruciatum . . . aliàs vanus timor non excusat* ; c'est aussi le sentiment de Covarruvias : *si quis*, dit-il, *videat sibi mortem imminere vel membri mutilationem nisi cum Maria contrahat matrimonium, elegit prudenter matrimonium contrahere potius quàm mortis periculum subire.* Par ces exemples, il est aisé de juger de quelle crainte on a entendu parler quand on a dit qu'elle pouvoit opérer la nullité du mariage ; c'est la crainte de la mort ou des tourmens les plus cruels ; c'est la crainte en un mot d'un mal capable d'effrayer un homme ferme, d'un mal, qui, comparé à un mariage odieux, paroît présenter l'image d'un supplice infiniment plus terrible.

Caractères de la crainte qui ôtent la liberté.

Le second caractère de cette crainte, est que ce doit être la crainte d'un mal qui renferme quelque injustice ; car si en ne faisant point un mariage, on n'étoit exposé qu'à souffrir ce qu'on a mérité, ou à ne point obtenir ce qui n'est point dû, ce ne seroit point une crainte capable de porter coup au mariage.

C'est pour expliquer cette maxime que les Canonistes supposent un homme condamné à mort à qui on offre la grace s'il veut épouser une fille qu'on lui présente. Quelque répugnance qu'il pût avoir pour ce mariage, la crainte de la mort l'y détermine ; mais ce n'est pas une raison pour dire qu'il a manqué de liberté, qu'il n'a agi que par crainte ; car s'il n'avoit pas fait le mariage, il n'auroit éprouvé que le sort qui lui étoit dû.

Enfin le dernier caractère de la crainte est qu'elle doit être excitée par des traits de violence, & non par des discours vagues; il faut des faits qui caractérisent la violence, sans quoi il n'est pas permis d'y déférer.

On est convenu de ces principes de la part de la Dame Rapalli; mais avec quelques modifications : il faut, a-t-on dit pour elle, que ce soit la crainte d'un mal violent, mais on doit mettre dans ce rang la crainte de perdre son bien, & cela ne s'entend pas du bien que l'on possède, & qui nous est acquis, mais de celui que l'on pouvoit espérer. C'est ainsi que l'on a interprété le *metus amissionis bonorum*, dont parle Covarruvias. D'ailleurs pour exciter la crainte dans l'esprit d'une jeune fille, il ne faut pas exiger la vue des mêmes maux que l'on croiroit nécessaires pour toucher un homme dans la force de son âge. C'est par ces distinctions que l'on a voulu adoucir la sévérité des principes, dans une matière où il est si essentiel d'y demeurer inviolablement attaché.

Mais on cherche inutilement à en imposer par ces adoucissements. La crainte de perdre tout son bien est-elle capable d'ébranler un esprit ferme & constant? Cela se pourroit soutenir dans la thèse générale, mais la proposition révolte quand on veut lui donner autant d'étendue que le Conseil de la Dame Rapalli a jugé à propos de le faire. Une personne est née sans bien, elle a un parent ou un ami dont elle espère quelque avantage, cet ami cherche à l'établir; il lui trouve un parti avantageux, & veut bien contribuer à la dot en donnant de son propre bien une somme considérable: il ajoute que si on ne veut pas accepter ce parti, & que par caprice ou autrement on refuse d'entrer dans ses vues, il retirera sa protection; la fille qui craint d'être abandonnée accepte la proposition du mariage, & prend pour époux celui qu'elle n'auroit pas choisi, si elle avoit pu se passer des secours qu'on lui présente. Est-ce donc-là une crainte capable de rendre le mariage nul? Est-ce-là ce que Covarruvias a entendu, quand il a parlé de la crainte de perdre tous ses biens?

On ne craint point de le répéter, c'est une proposition qui révolte; la fille alors n'a pas été entraînée par la crainte de perdre son bien, car elle n'en avoit pas, mais par l'appât de se ménager une fortune dont elle avoit besoin; ce n'est pas la crainte de perdre, mais l'envie de gagner qui l'a déterminée; ce n'est donc pas une circonstance qui puisse jamais donner atteinte au mariage.

Mais, dit-on, elle a eu peur de rester dans la misère. Cela est vrai; mais cette misère étoit son état naturel, elle n'en devoit

point être alarmée ; elle a bien pu désirer d'en sortir , elle a pu aspirer à une fortune éclatante , & par ce motif étouffer en elle une répugnance même vive & pressante ; mais le désir d'acquiescer , ou , si l'on veut , la peur de ne point acquiescer , n'est qu'un motif qui excite , & non une violence qui contraigne & qui exclue la liberté.

Différence  
entre le motif  
qui excite &  
la violence  
qui contraint.

S'il en étoit autrement , tous ceux qui , nés dans une vile condition , seroient recherchés en mariage par des personnes d'un rang fort supérieur , ne seroient jamais libres , parce qu'ils ne se seroient déterminés que par la peur de rester dans l'état funeste où la Providence les avoit placés.

Ce seroit ébranler les fondemens les plus solides de la société , que de douter de la validité d'un mariage célébré dans de telles circonstances. Si la crainte de perdre tout son bien peut être regardée comme capable de donner atteinte à la liberté du mariage , ce n'est que dans le cas où la violence & l'injustice veulent nous arracher un bien qui nous appartient légitimement.

Mais , dit-on , cette espèce est impossible ; n'a-t-on pas toujours les Tribunaux de la Justice ouverts pour réclamer & pour se mettre à l'abri de la vexation ? Ainsi quand les Canonistes parlent de la crainte de perdre son bien , ce n'est pas d'un bien que l'on possède , mais d'un bien que l'on peut espérer.

De pareilles objections ne méritent pas d'être réfutées. Quoi donc , est-on toujours en état de réclamer contre l'injustice ? Si cela est , on ne doit jamais être touché de la crainte d'un mal qu'on n'a pas mérité , car on aura toujours des vengeurs sévères dans les Magistrats : quelle illusion ! Mais pour ne se point écarter de l'objet de la perte des biens : un riche Négociant a tout son bien dans son porte-feuille , on s'en empare par force ou par adresse , & aussi-tôt on le menace de brûler tous ses effets , s'il ne contracte un mariage qu'on lui propose ; il est ruiné s'il diffère d'un moment : quel secours aura-t-il dans la Justice ? Avant qu'il ait pu s'y adresser , il est perdu ; il subit donc la loi de la violence , & va se marier : voilà un exemple de la crainte *amissionis bonorum*. Dans des tems orageux , un homme revêtu d'une autorité redoutable , menace un autre de le perdre , s'il ne fait un mariage qu'il lui indique , il va faire tomber sur lui toutes les disgrâces capables de faire éclipser en un moment sa fortune , on tenteroit vainement les secours des loix & de la Justice , il est supérieur à tout ; on cède à la crainte de tout perdre sans ressources , ces tems funestes font place à d'autres plus heureux , on réclame avec rai-

Cas où l'on  
auroit inutile-  
ment recours  
à la Justice.

son : en voilà un autre exemple. On en pourroit citer bien d'autres. Que l'on dise alors qu'il n'y a pas eu de liberté, par la crainte d'un mal si dangereux, on parlera le langage de la raison : mais dans le cas d'une fille qui n'avoit rien & qui a eu peur qu'on ne lui fît aucun avantage, si elle refusoit l'alliance qu'on lui proposoit, c'est le comble de l'illusion de nous donner cela pour une crainte capable d'empêcher un consentement légitime.

Dangers des  
argumens tirés  
de la foiblesse  
du sexe.

La seconde modification que l'on a voulu apporter de la part de la Dame Rapalli à la sévérité des principes, a été de dire que les filles, par la foiblesse de leur sexe, pouvoient être ébranlées par une moindre crainte. Ce moyen mérite peu qu'on s'y arrête ; car enfin, dès que l'Eglise juge qu'une fille est capable de consentir librement, elle juge aussi qu'elle a assez de fermeté pour résister à une crainte frivole. D'ailleurs, comment juger du degré de force & de fermeté ? Cela dépend du caractère, de l'éducation & de mille autres circonstances. Il peut bien se rencontrer une certaine présomption générale en faveur des hommes : mais dans combien d'occasions la vérité souffrira-t-elle de cette présomption ? Il est trop dangereux d'entrer dans de pareilles distinctions. Renfermons-nous donc dans les principes. Pour pouvoir attaquer un mariage, il faut que la liberté ait été opprimée par la crainte d'un mal énorme, d'un mal qui renferme en lui-même une injustice, & qui ait été annoncé par des violences extérieures. Appliquons ces principes aux faits de la Cause.

Application  
des principes  
aux faits de la  
Cause.

On peut réduire la défense du sieur Rapalli à deux propositions générales. La première est, que la Dame Rapalli n'a point été contrainte avant le mariage ; la seconde, qu'elle a confirmé depuis la liberté de son consentement par une infinité de circonstances.

A juger de la liberté de la Dame Rapalli avant le mariage, par toutes les marques extérieures de joie & de satisfaction qu'elle a fait éclater, on pourroit dire qu'il y a peu de personnes qui aient contracté un si grand engagement, avec un consentement si parfait : ce n'étoit que plaisirs, toujours prêts à se succéder les uns aux autres.

La Dame Rapalli le laisse assez entre-voir dans son interrogatoire. Le jour du contrat de mariage, la signature est suivie de promenade, de symphonie & d'un grand souper. Le jour des fiançailles, la future affecte de paroître à la cérémonie avec tout l'appareil propre à flatter une jeune personne ; elle ajoute aux ornemens d'une coëffure plus recherchée, l'éclat des diamans ; elle



va en étaler la pômpe dans le jardin du Palais-Royal ; enfin le jour du mariage , elle convient avoir dansé une partie du jour .

Ajoutons que dans l'intervalle de la signature du contrat de mariage & des fiançailles , elle n'a pas oublié ce que la Religion exige en pareilles occasions ; elle s'est préparée à recevoir le Sacrement de Mariage par celui de la Pénitence ; elle ne prétend pas avoir répandu dans le sein du Directeur ses peines & ses amertumes , avoir imploré sa charité pour fléchir la sévérité de sa mere & de son beau pere : tout s'est donc passé dans une parfaite tranquillité.

En effet , à quoi se réduisent les prétendus faits de violences ? Quelle est la crainte à l'impression de laquelle la Dame Rapalli prétend avoir cédé ? Elle ne parle que de deux circonstances qui puissent y avoir quelque rapport. La premiere est celle qui s'est passée le jour de la proposition du mariage. Elle prétend qu'elle fit voir beaucoup d'éloignement pour ce mariage , & que son beau-pere & sa mere lui dirent *que c'étoit pour elle un parti fort avantageux , n'ayant pas de bien , & que tout étoit déjà convenu entre eux*. Supposons cette conversation dans les mêmes termes dans lesquels la Dame Rapalli la rapporte , y peut-on appercevoir , ni menaces , ni contrainte , ni violence ? Ce sont des parens qui font une remontrance sage à leur fille , mais remontrance modérée , dans laquelle ils l'excitent uniquement par son propre intérêt , & non par l'impression de leur autorité. C'est là précisément le cas de la Loi 22 , au digest. *de ritu nuptiarum* , & de la note de Godefroy sur cette Loi : *si pater cogente , ducit uxorem quam non duceret si sui arbitrii esset , contraxit tamen matrimonium quod inter invitos non contrahitur , maluisse hoc videtur* ; ce terme de la Loi , *si cogente pater* , a paru dur ; & c'est pour l'expliquer , que Godefroy a mis dans sa note : *suadente admodum & urgente atque hortante , non tamen vi cogente aut minis*.

Il est donc permis à un pere qui voit de la résistance dans une fille , de l'exhorter , de la presser , *urgente* , de l'entraîner par la vue de son intérêt. Il est vrai qu'il ne faut pas qu'il use de menaces & de contrainte ; mais on ne trouve rien de semblable dans cette réponse , *c'est un parti fort avantageux pour vous , n'ayant pas de bien , & tout est déjà convenu entre nous*. Ecartons donc cette premiere circonstance , dans laquelle on ne trouve qu'une sage représentation , à laquelle la Dame Rapalli se seroit rendue , s'il étoit vrai qu'elle lui eût été faite.

La seconde & derniere circonstance est celle que l'on suppose

s'être passée dans le jardin de Payen, entre les fiançailles & le mariage. On prétend que la Dame Rapalli ayant demandé que le mariage ne se fît pas, ou du moins fût différé, le pere & la mere s'étant laissé fléchir, un ami qui étoit invité à la noce, résista au concert de toute la famille, & engagea le sieur Dupin à employer son autorité ; circonstance qui choque toutes les vraisemblances. Car peut-on concevoir que le sieur Dupin, touché par les larmes de sa belle-fille, entraîné par l'avis de sa femme & du sieur des Batistes, eût tout-d'un-coup changé de sentiment pour faire faire le mariage, contre l'intention de tant de Parties ? Mais quel est même le caractère de violence qu'on lui impute ?

La Dlle de Lorme n'avoit point de bien ; sa mere, mariée au sieur Dupin, n'étoit point en communauté avec lui. Ainsi le sieur Dupin ne lui devoit rien, si ce n'est la subsistance & les alimens. En cet état il trouve un parti très-avantageux pour la Demoiselle de Lorme ; le contrat de mariage signé, les fiançailles faites, on lui propose de tout rompre : quelle est la personne qui étant en la place du sieur Dupin, ne se fût recrié & n'eût dit à la Demoiselle de Lorme, ou finissez l'affaire qui est si avancée, ou retirez-vous dans un Couvent, & je vous abandonne à votre propre sort & à votre fortune.

Où est donc là la violence ? Et peut-on dire que la Dame Rapalli ait été ébranlée par la crainte d'un mal énorme & d'un mal qui renfermât quelqu'injustice ?

Pour la violence, on n'en peut pas même imaginer ; c'est un choix naturel que l'on propose à la Demoiselle de Lorme, choix entre la retraite paisible dans un Couvent, ou le mariage auquel elle résiste. Quoi donc ! pour une fille de dix-sept ans, le Couvent est-il un mal si funeste, si terrible qu'elle n'en ait pû soutenir l'idée sans être abattue ? Ce mariage, auquel on suppose qu'elle avoit tant de répugnance, que la mort même ne lui paroissoit pas un mal plus cruel, ce mariage, dit-on, elle le préfère à un Couvent, non pas à un Couvent dans lequel on voulût la forcer de se faire Religieuse, mais dans lequel on vouloit seulement qu'elle se retirât. Il falloit que ce mariage ne fût pas bien effrayant pour elle, puisqu'elle le trouvoit un moindre mal que d'aller demeurer dans un asyle paisible. En faut-il davantage pour dissiper ces idées de désespoir qu'on lui prête dans les écrits qui paroissent en son nom ?

Mais, dit-on, il y avoit un mal plus terrible que le Couvent,

Ménacer du  
Couvent une  
fiancée, n'est  
pas la con-  
traindre au  
mariage.

c'étoit la peur d'être abandonnée par son beau-pere de qui elle attendoit tout. C'est ce que l'on appelle de la part de la Dame Rapalli, la crainte de la perte de son bien, mais on a fait voir que c'étoit abuser des principes. La Demoiselle de Lorme ne craignoit point de perdre, puisqu'elle n'avoit rien, mais elle craignoit de ne point acquérir; elle craignoit de demeurer dans l'état où la Providence l'avoit placée; elle craignoit de ne pas faire un établissement pour lequel son beau-pere vouloit bien contribuer de son propre bien. C'est cette crainte, si l'on veut, qui l'a déterminée; mais loin qu'elle puisse donner atteinte au mariage, c'est ce qui en assure au contraire la liberté.

Car y a-t-il quelque mariage plus libre que celui qui est fait par une fille, qui, n'ayant rien, craindrait de rester dans la misere, si elle laissoit échapper une occasion si favorable? C'est un desir ardent de sa part, d'obtenir ce qui doit lui assurer un sort brillant. Il est vrai que la vivacité du desir est inséparable de la crainte; mais dira-t-on pour cela que les démarches que l'on fait soient involontaires, elles sont d'autant plus libres au contraire, qu'elles deviennent plus nécessaires & plus indispensables.

Ainsi en supposant la scene que l'on a imaginée depuis dans le Jardin de Payen, tout ce qu'on en pourroit conclure est, que la Demoiselle de Lorme auroit mieux aimé épouser le sieur Rapalli, que de demeurer sans bien comme elle étoit née. Que de mariages il faudroit détruire, si tous ceux qui ont été faits dans de telles vues ne pouvoient subsister!

On ne parle point du prétendu *non* prononcé à l'Eglise par la Dame Rapalli, quand elle convient que le Prêtre a pu entendre *oui*, quand elle convient qu'elle a signé librement & sans être forcée l'acte de célébration de mariage; une allégation de cette qualité n'est propre qu'à faire connoître de plus en plus les indignes ressources auxquelles on est obligé de recourir pour soutenir la demande que l'on a formée sous son nom.

En un mot l'interrogatoire qu'on lui a fait subir est la piece la plus décisive que le sieur Rapalli pouvoit jamais espérer pour confondre les Auteurs de l'intrigue. La Dame Rapalli, quoiqu'instruite depuis long-tems par eux, n'a pu soutenir en présence de M. l'Official toutes les suppositions qu'on lui avoit inspirées; la vérité a pénétré malgré tant de soins qu'on avoit pris pour l'obscurcir, & on a été réduit à dicter à la Dame Rapalli elle-même une protestation contre ses réponses, qu'elle a eu la bonne foi de

représenter à M. l'Official. C'est ainsi que l'iniquité même se confond par les mesures que l'on prend pour la soutenir.

Le consentement libre qui a précédé le mariage a été confirmé depuis par une infinité de circonstances qui ont suivi, & ces circonstances sont telles, que si on pouvoit supposer quelque violence qui eût précédé, on ne pourroit plus s'en prévaloir après tant de consentemens qui auroient suivi. C'est ce qui forme la seconde proposition.

Consentement postérieur à la célébration du mariage répare le vice de la contrainte.

Personne ne doute que le consentement postérieur ne répare le vice que la contrainte auroit pu produire dans le tems du mariage : c'est ce que les textes de Droit nous enseignent. Il faut s'informer, dit le Pape dans le chap. 6, *de spons. utrum postea consensu intercesserit* ; car en ce cas, il n'est plus permis d'écouter celui ou celle qui reclame.

Le signe le plus certain de la ratification est la consommation du mariage, ou la cohabitation qui la fait présumer ; c'est le disposition du ch. 21, *de sponsalibus ; quamvis undecim annos habens ab initio invita fuisset ei tradita, tamen quia postea per annum & dimidium sibi cohabitans consensisse videtur ad ipsum est cogenda redire, nec de cetero recipiendi sunt testes . . . cum mora tanti temporis hujusmodi probationem excludat.*

Cette raison est d'autant plus solide pour faire subsister le mariage, dit la glose, que la femme après cela ne peut plus se prétendre vierge : *Precipue quia hac non posset probare se virginem si vir dicat quod eam cognovit.*

C'est dans le même esprit que Covarruvias décide que le moyen tiré de la crainte cesse par la cohabitation qui fait présumer un acquiescement parfait.

On a opposé de la part de la Dame Rapalli l'Arrêt de 1660, qui avoit confirmé la Sentence de Vannes, par laquelle on avoit admis Jeanne le Tourneux à la preuve des faits de violence après trois mois de cohabitation ; mais c'est cet exemple même qui se rétorque contre la Dame Rapalli : car pourquoi admit-on la preuve des faits de violence ? Ce fut parce que le mari convenoit que le mariage n'avoit point été consommé.

Il ne disoit pas seulement que le mariage n'avoit point été consommé le jour de la célébration, mais qu'il ne l'avoit point été absolument ; il n'en falloit pas davantage pour persuader qu'ils ne s'étoient jamais regardés comme mari & femme, & par conséquent pour faire admettre les faits de violence ; aussi la preuve de la contrainte fut-elle facile à Jeanne le Tourneux, & ce fut sur

le vu de son enquête que le Parlement jugea qu'il n'y avoit point d'abus dans la Sentence de Vannes.

Mais ici le mari soutient que le mariage a été consommé. Et comment seroit-il permis d'en douter, après tant de nuits qu'ils ont passées ensemble ? Si dans la première, si dans la seconde la Dame Rapalli eût opposé à son mari les refus opiniâtres dont elle se fait honneur aujourd'hui, si elle l'eût traité comme un étranger, croiroit-on qu'il fût demeuré tranquille sans se plaindre, sans faire éclater sa juste indignation ? On le voit au contraire continuer de vivre avec sa femme dans la plus parfaite intelligence ; on le voit lui acheter des habits de noces, lui envoyer de riches présens, recevoir une lettre obligeante écrite de la main de sa femme même. Tout cela se peut-il concilier avec l'idée que la Dame Rapalli veut donner qu'il n'y a eu aucune consommation du mariage ?

Mais, dit-on, je dénie cette consommation, & vous n'en avez aucune preuve. Je fais plus, j'offre de prouver que vous êtes convenu qu'il n'y avoit jamais eu de consommation. Enfin la consommation prouvée n'excluroit pas l'action en nullité du mariage si elle avoit été l'effet de la même crainte qui auroit influé sur le mariage.

Tous ces raisonnemens sont trop foibles contre des regles aussi inviolables que celles que l'on a établies. La consommation n'est pas une circonstance que le mari puisse prouver par Témoins, mais elle se présume de droit par la cohabitation & par l'union qui a régné pendant un tems entre le mari & la femme. L'offre de prouver que le sieur Rapalli est convenu du contraire, est une dernière ressource hasardée dans une Cause déplorable : mais ce fait est-il donc plus admissible que les autres ? Un mari va-t-il entretenir le Public des mysteres du lit nuptial ? C'est à lui seul qu'il est réservé d'en rendre compte à la Justice ; le sieur Rapalli l'a rendu dans son interrogatoire. Il n'est point permis d'écouter d'autres preuves, *si vir dicat quod eam cognovit*, sur-tout quand la déclaration du mari est soutenue de circonstances extérieures qui ne permettent pas de douter de sa sincérité.

Mais la consommation n'exclut pas la demande en nullité ; quand elle est toujours l'effet de la crainte ; cela est vrai, si l'on prouve qu'actuellement & dans le tems de la consommation la femme étoit forcée de céder à la violence & à la fureur. Qu'un homme emporté tenant un poignard à la main contraigne une femme de céder à la violence de ses desirs, cette consommation

Consommation du mariage n'empêche de prouver la contrainte.

sans doute , ne passera pas pour un acquiescement libre ; mais qu'une femme qui prétend s'être mariée parce qu'elle étoit menacée d'être envoyée dans un Couvent , ait depuis accordé à son mari toutes les faveurs qu'il avoit droit d'en attendre , & qu'après cela elle vienne réclamer contre son mariage , comme fait par contrainte , c'est le comble de l'égarement.

Ce n'est pas par la consommation seule que la Dame Rapalli a consenti à son mariage depuis la célébration ; la joie qu'elle a fait éclater le jour du mariage par les danses , les ris , les plaisirs de la musique & du repas , cette joie dont elle convient dans son interrogatoire , ne s'accorde pas avec le désespoir d'une malheureuse victime que l'on vient de sacrifier. Les habits de noces achetés deux ou trois jours après le mariage , les trois cens louis & les diamans reçus , la visite rendue au sieur Rapalli dans sa maison pour régler la distribution de l'appartement & des meubles , tous ces faits parlent assez quand on veut les entendre ; car de dire que tout cela n'est point personnel à la Dame Rapalli , & de rejeter tout sur sa mere , c'est une illusion qui est assez combattue par le concert qui regne entre la mere & la fille , & qui ne permet pas de douter que tout ce que faisoit l'une étoit aussi l'ouvrage de l'autre.

Mais quand il n'y auroit que la lettre écrite au sieur Rapalli par sa femme plusieurs jours après le mariage , lettre où elle l'appelle *son cher mari* , & où elle promet d'être plus tendre en sa présence que par écrit : en faudroit-il davantage pour confondre l'imposture ? C'est sans doute une belle défaite que le tour que l'on a pris de faire faire une copie de cette lettre par la Dame Dupin , depuis qu'on en a eu connoissance , & de la déposer au mois de Juin dernier chez un Notaire comme si c'étoit un brouillon qui eût servi de modele à la fille , & qu'elle eût gardé par hasard pendant près de dix mois ; il faudroit avoir bien de la simplicité pour donner dans un artifice si grossier. Depuis la demande en nullité du mariage , le sieur Rapalli a eu l'honneur de présenter un Mémoire au Ministre dans lequel il avoit transcrit cette lettre ; la Dame Rapalli , ou plutôt ceux qui la font agir , en furent informés , & pour affoiblir une preuve si décisive , ils firent faire la copie que l'on a déposée. Qui ne sent que c'est une suite des fourberies que l'on a pratiquées dans cette affaire ?

Cette lettre jointe à tant d'autres circonstances ne démontre-t-elle pas que tout a été libre , & avant & depuis le mariage ? Il n'y a donc pas lieu de craindre qu'une demande aussi scandaleuse

que celle qui a été formée sous le nom de la Dame Rapalli puisse jamais être écoutée.

Une fille infortunée, livrée malgré elle à un époux qu'elle déteste, doit trouver un asyle dans le Tribunal sacré de la Justice ; moins par sensibilité pour ses malheurs, que par attachement aux regles saintes de l'Eglise, son sacrifice doit être détruit, ses chaînes rompues, sa liberté rétablie.

Mais aussi lorsqu'une fille s'est choisi un époux par déférence pour les sages conseils de sa famille ; quand aux pieds des Autels elle s'est engagée par un serment redoutable, sans être captive sous le joug d'une violence à laquelle elle ne peut résister, la Religion alors exerce ses droits sans aucune réserve : jalouse de l'honneur du Sacrement, elle ne souffre pas que l'inconstance entreprenne sur son empire, & puisse rompre les nœuds qu'il a formés.

On ne parle point du danger des conséquences, & du trouble qu'une funeste facilité pourroit causer dans les familles. Ces motifs si justes & si intéressans doivent céder à de plus grands objets, l'honneur de la Religion, la sainteté du Sacrement, la pureté des mœurs ; on ne peut maintenir leurs droits sacrés sans rejeter une demande dans laquelle ils se trouvent tous violés.

## XCVIII. CAUSE AUX REQ. DU PALAIS.

M E S M E S P A R T I E S.

### Q U E S T I O N.

*S'il y a lieu d'admettre une femme à faire preuve de sévices dont sa plainte prouve qu'elle ne pourra faire preuve.*

**D**EPUIS le mariage que la Dame Rapalli a contracté, elle ne s'est occupée qu'à entretenir le Public des violences dont elle prétend avoir été la triste victime.

Autrefois elle accusoit le sieur Dupin son beau-pere de l'avoir traînée, malgré elle, aux pieds des Autels, & sur ce faux prétexte, elle réclamait contre le plus sacré de tous les enga-

gemens. Aujourd'hui elle introduit sur la scène un autre persécuteur ; elle impute à son mari des traits de fureur & de barbarie , & ne pouvant plus rompre les nœuds qui les unissent , elle veut au moins les rendre impuissans ; c'est toujours le même esprit qui l'anime , comme ce sont toujours les mêmes couleurs qu'elle emprunte.

Une carrière qui lui a été jusqu'à présent si funeste , pouvoit-elle donc avoir encore des charmes pour elle ? Ses premières plaintes n'ont excité que de l'indignation ; ses faits ont été rejetés ; les coups qu'elle vouloit porter à son état n'ont servi qu'à l'affermir : par quel aveuglement a-t-elle pu se flatter de trouver aujourd'hui plus d'accès dans des Tribunaux déjà prévenus de ses égaremens & de ses suppositions ?

Ces cruautés, ces insultes, ces violences qui ne lui laissent de ressource que dans ses larmes & dans la protection des Loix, sont pour elle des phrases usées, qui ne peuvent plus faire d'impression, la Justice en a déjà reconnu l'imposture, & ne donnera pas, sans doute, dans le nouveau piège qu'un esprit de schisme & de divorce a rendu pour la surprendre.

*FAIT.*

Dans le grand nombre des faits dont on est obligé de rendre compte, il y a trois époques à distinguer.

Un premier orage dans lequel on a porté la témérité jusqu'à vouloir briser les nœuds qui unissent les deux époux.

Un tems de calme qui sembloit promettre un avenir plus doux & plus heureux.

Enfin une dernière tempête qui agite actuellement le Parties.

Tous ces objets ont une relation nécessaire qu'il ne faut pas perdre de vue.

*Première  
époque.*

Le sieur Rapalli est né à Gênes d'une famille noble ; il vint s'établir en France en 1716, & fut pourvu, quelque tems après, d'une Charge de Trésorier de France de la Généralité de Paris.

Le mariage de la Demoiselle de Lorme lui fut proposé en 1726, il l'accepta avec joie, la Dame Rapalli a de l'esprit, des graces, des talens; heureuse si elle n'avoit pas tant de facilité à suivre les premières impressions qu'on lui donne sans pénétrer dans les vues de ceux qui la font agir !

Le contrat de mariage fut passé à Saint-Cloud, en la maison du sieur Dupin, beau-pere de la Dame Rapalli, le 5 Septembre : il lui donna en dot 100000 liv. en contrats sur la Ville, & une maison située à Paris rue des Bons-Enfans, louée alors 5000 liv. & dont on ne retire plus aujourd'hui que 2500 liv. par an.



La célébration du mariage se fit à Saint Eustache le 10 Septembre ; tout se passa avec des marques réciproques de satisfaction de la part des deux époux ; on retourna le même jour à Saint-Cloud , où quinze jours se passèrent dans les plaisirs qui accompagnent ordinairement ces sortes d'engagemens.

Le 27 Septembre le sieur Rapalli proposa à la Dame Rapalli de revenir à Paris , elle le pria de la laisser encore quelques jours à la Campagne ; il y consentit , & revint seul à Paris.

Quelle fut sa surprise le lendemain , lorsqu'il apprit que la Dame Rapalli avoit pris la même route , mais qu'au lieu de venir descendre chez lui , elle s'étoit retirée chez le sieur Dupin ! Il la fut voir , il la sollicita avec empressement de venir prendre possession de sa maison ; elle s'excusa sur différens prétextes. L'inquiétude commença à se répandre dans l'esprit du sieur Rapalli ; il employa des Négociateurs. On leur parla un peu plus ouvertement qu'on n'avoit fait au sieur Rapalli ; on leur fit entendre qu'une jeune femme ne pouvoit pas paroître chez son mari sans briller par l'éclat des parures ; le sieur Rapalli prodigua tout pour satisfaire sa femme , il lui envoya trois cens louis d'or , & pour près de 10000 liv. de diamans & de bijoux qui furent acceptés.

Mais la cabale étoit formée , & la Dame Rapalli qui trouvoit à la tête du complot sa mere & son beau-pere , eut la foiblesse d'y succomber ; la rupture fut déclarée , & après bien des maneges le sieur Rapalli fut enfin assigné en l'Officialité de Paris le 27 Avril 1727 , pour voir déclarer qu'il n'y avoit point de mariage entre la Dame Rapalli & lui.

Pour soutenir une demande si scandaleuse , on prétendit que la Dame Rapalli n'avoit jamais donné son consentement au mariage , qu'elle y avoit été contrainte par les excès auxquels le sieur Dupin s'étoit porté à son égard ; elle articula différens faits pour établir la répugnance qu'elle prétendoit avoir témoignée , & les violences que le sieur Dupin avoit employées pour la surmonter ; elle disoit alors , comme elle fait aujourd'hui , toute la question réside dans les faits , je les articule , je demande d'en faire preuve , peut-on me le refuser ?

Le sieur Rapalli se défendoit par une multitude de circonstances qui en démontroient l'imposture , & ces preuves parurent suffisantes pour rejeter la demande de la Dame Rapalli. C'est ce qui fut jugé par une Sentence contradictoire de l'Officialité de Paris du 6 Septembre 1727. La Dame Rapalli en porta l'appel en la Primatie de Lyon , elle y expliqua ces faits avec plus d'étend-

due ; elle articula entr'autres par un dire du 23 Avril 1728, que le 4 Septembre, veille du contrat de mariage, ayant témoigné sa répugnance au sieur Dupin, *il lui avoit donné un soufflet & un coup de pied*. Elle fut plus heureuse à Lyon où l'on n'a pas beaucoup de prévention pour les Sentences de l'Officialité de Paris, elle fut admise à la preuve de ses faits ; mais sur l'appel comme d'abus interjetté par le sieur Rapalli de cette Sentence, il intervint Arrêt le 16 Décembre 1728 sur les conclusions de M. l'Avocat Général Dagueffeau, qui déclara qu'il y avoit abus, & qui confirma ainsi irrévocablement le mariage contre lequel on avoit si témérairement réclamé.

La Dame Rapalli devoit enfin reconnoître la légèreté & l'imprudence des démarches qu'on lui avoit fait faire, mais les conseils séducteurs qu'elle avoit suivis, ne lui donnerent pas le tems d'y réfléchir ; & pour rendre encore le scandale plus éclatant, ils engagèrent la Dame Rapalli à sortir du Royaume, & à se retirer à Chambery.

Le sieur Rapalli qui ne pouvoit que gémir de l'égarement de sa femme, se réduisit à poursuivre le sieur Dupin pour obtenir la remise des contrats sur la Ville & les titres de propriété de la maison de la rue des Bons-Enfans ; il fallut pour cela livrer bien des combats ; enfin le sieur Dupin y fut condamné par Arrêt du 16 Janvier 1730.

Mais rien ne pouvoit vaincre l'opiniâtreté du sieur Dupin, il emprunta les noms des sieurs de Saint-Martin & de Cretot pour faire faire des saisies, il fallut encore plaider contre ces fantômes que l'on substituoit à la véritable Partie, les mains-levées furent prononcées par Arrêt du 16 Juillet 1730.

Pendant que l'on suscitoit ainsi des Procès sans nombre au sieur Rapalli, on imagina une autre voie plus propre à le vexer : on fit courir le bruit qu'il étoit mort dans le cours d'un voyage qu'il avoit fait en Italie avec la permission du Roi. On en fit part au Public dans des gazettes ; & sur ce faux prétexte, le nommé Germain qui avoit été créé Tuteur de la Dame Rapalli pour la poursuite du Procès en nullité de mariage, & dont la fonction étoit finie par l'Arrêt qui avoit confirmé cet engagement, le nommé Germain, dit-on, dans cette fausse qualité de Tuteur, se transporta en la maison du sieur Rapalli le 28 Février 1730, avec un Commissaire pour y apposer le scellé, sous prétexte de veiller à la conservation des intérêts de la veuve. Le sieur Poton qui se trouva dans la maison, forma opposition pour le sieur Rapalli ; il

soutint que le sieur Rapalli étoit bien vivant ; & pour le prouver , il rapporta une lettre que le sieur Rapalli lui avoit écrite de Gênes le 14 , & un acte passé pardevant Notaires le 6 du même mois ; mais Germain ne se rendit point à des pieces si décisives , les gazettes étoient pour lui un titre plus puissant. Il y eut un référé en l'Hôtel du sieur Lieutenant Civil , qui permit de passer outre à l'apposition du scellé , aux risques , périls & fortunes de qui il appartiendrait ; le scellé fut donc apposé sur les biens d'un homme vivant. Le sieur Rapalli instruit de cette manœuvre , crut que la voie la plus sûre pour la confondre étoit de se représenter lui-même ; il partit en poste de Gênes , & se rendit à Paris pour voir si Germain le soutiendrait mort en sa présence. Il n'en eut pas le courage , en sorte que sur l'appel interjetté par le sieur Rapalli de l'Ordonnance du sieur Lieutenant Civil , il obtint Arrêt le 19 Juin 1730 qui lui fit main-levée de l'apposition du scellé , & condamna Germain en son nom à 500 liv. de dommages & intérêts.

Ce fut à-peu-près dans le même tems que la Dame Rapalli quitta le séjour de Chambéry pour revenir en France ; elle fut encore demeurer chez le sieur Dupin , où ne pouvant plus se décorer du titre de veuve , elle reprit le titre de fille , & ne se faisoit nommer que la Demoiselle de Lorme ; nous en avons la preuve dans un acte public du 6 Mars 1733 , c'est l'acte baptistaire d'un enfant né sur la Paroisse de Saint Medard , dont elle fut la marraine ; elle n'y prend point d'autre qualité que celle de *Demoiselle Eleonore-Therese de Lorme , fille de Louis de Lorme & de Nicole Parisel* , & ne signe que son nom de fille de *Lorme*. C'est ainsi qu'elle a porté jusqu'au bout la révolte contre l'autorité de l'Eglise , & contre l'Arrêt du Parlement.

Mais voici une révolution plus surprenante , & peut-être plus scandaleuse que tout ce qui précède. Le sieur Rapalli avoit été obligé de retourner à Gênes à cause de la mort de son pere. La Dame Rapalli qui l'avoit fui pendant qu'il étoit à Paris , fait paroître le plus vif empressement de se réunir avec lui , quand elle fait qu'il est à Gênes occupé d'affaires importantes.

On croiroit que pour parvenir à cette réunion après sept années de divorce , elle lui auroit fait l'honneur de lui écrire pour lui témoigner la peine qu'elle ressentoit de ce qui s'étoit passé , & le desir qu'elle avoit de se rejoindre à celui qu'elle reconnoissoit pour son époux ; que du moins elle auroit engagé plusieurs personnes à négocier la réconciliation & à préparer son retour ; ce-

n'est point par de telles voies que marchent les conseils de la Dame Rapalli, voici une route toute nouvelle qu'ils lui tracent, & qui a bien du rapport avec la conduite qu'ils lui avoient fait tenir jusques-là.

Le 23 Septembre 1733, la Dame Rapalli sans être annoncée, se présente pour se mettre en possession de l'appartement & de tous les effets de son mari; & comme il falloit rendre son entrée plus solennelle, elle se fait assister d'un Commissaire & de plusieurs Archers. Au bruit de cette troupe d'affaillans, le sieur Potton se présente, croyant que l'on avoit fait mourir le sieur Rapalli pour la seconde fois; mais il est bien surpris lorsqu'il apprend que ce n'est plus la veuve du sieur Rapalli qui veut apposer le scellé, mais sa femme qui reclame les droits de l'union conjugale. Il répond qu'il n'a pas les clefs de l'appartement, & la Dame Rapalli est réduite à faire assigner le sieur Rapalli pour voir dire qu'il fera tenu de la reprendre & de la traiter comme une épouse chérie qui ne peut souffrir la dure séparation dans laquelle on la tient depuis si long-tems.

Cependant le sieur Rapalli obligé de revenir de Gênes en diligence, ne croit pas devoir prendre le parti de relever tant de vexations & d'indignités, il se flatte toujours que la jeunesse & la facilité ont eu plus de part à tant de fautes que la réflexion & le caractère; il ne se refuse donc point à la réconciliation, & se contente de proposer un tempérament que la sagesse même n'auroit pas pu rejeter. Il demande qu'avant de reprendre sa femme elle soit tenue de se retirer pendant six mois dans un Convent où il aura la liberté de la voir, pour que les esprits puissent se disposer à une parfaite & sincère réconciliation; mais la Dame Rapalli ne se prête point à un expédient si convenable, & s'offense même de la proposition.

*Seconde  
époque.*

Les Parties étoient donc prêtes à plaider pour savoir de quelle maniere se feroit la réunion, lorsqu'enfin des personnes sages & respectables se chargerent de la négociation. La Dame Rapalli témoigna les dispositions les plus favorables; le sieur Rapalli les crut sinceres, & enfin après quelques entrevues les deux époux vinrent habiter ensemble le 28 Janvier 1734.

Le sieur Rapalli n'oublia rien pour se ménager l'amitié & la considération de sa femme; il fit d'abord éclater sa joie par tous les présens qu'il fit à la Dame Rapalli; sa garde-robe se trouva garnie de robes de toutes les especes: on voit par un état qu'elle  
en

en fit au mois de Juin 1734 qu'elle avoit treize robes différentes; elle y décrit entre autres choses une robe de moire verte à bouquets d'argent, une autre robe avec le jupon aussi vert & argent, une robe de gros de Tours jaune & argent, une robe fond blanc à pavots, une autre robe fond violet à pavots. Elle entre dans le détail du linge & de tout l'assortiment qui convient à une femme : il paroît qu'elle avoit de tout en abondance.

Le sieur Rapalli ne pourvut pas avec moins de soin à la dépense tant de la Dame Rapalli que du reste de la maison; il destina pour elle 1200 liv. par an pour son entretien, & pour cela il lui donnoit 100 livres par mois; il lui remettoit enfin une autre somme tous les mois pour la dépense journaliere de la maison.

Deux choses paroissoient manquer à la satisfaction de la Dame Rapalli. La premiere étoit la qualité du logement où l'on avoit été obligé de la recevoir. Le sieur Rapalli, abandonné depuis sept ans par sa femme, obligé de faire souvent des voyages en pays étranger pour le recouvrement de la succession de ses pere & mere, n'avoit conservé dans sa maison, rue des Prouvaires, qu'un appartement au troisieme étage. Les Sieur & Dame Amyot qui occupoient le premier & le second, avoient porté la générosité & le desir de contribuer à la paix jusqu'à céder une partie du second; cependant la Dame Rapalli ne se trouvoit pas encore logée convenablement; le sieur Rapalli se détermina donc à louer un premier appartement rue de Guenegaud, sur le pied de 1500 liv. par an. La Dame Rapalli parut très-sensible à ce changement qui la mettoit dans une situation plus honorable.

Le second sacrifice qu'elle exigea du sieur Rapalli, fut de donner main-levée d'une opposition qu'il avoit formée au Decret volontaire d'une maison que les Sieur & Dame Dupin avoient vendue aux Sieur & Dame Delalive, c'étoit une précaution nécessaire pour la garantie de la maison rue des Bons-Enfans, donnée en dot à la Dame Rapalli, & pour laquelle le sieur Rapalli étoit & est actuellement inquieté & assigné en déclaration d'hypothèque : cependant la Dame Rapalli témoigna tant d'empressement pour obtenir cette main-levée en faveur de sa mere & de son beau-pere, que le sieur Rapalli qui ne cherchoit qu'à la satisfaire en toutes occasions ne put la refuser.

Tout paroissoit donc faire espérer au sieur Rapalli que les sentimens de reconnoissance porteroient au moins la Dame Rapalli à lui donner de sa part des preuves d'un retour sincere, & il faut

convenir qu'elle sembla touchée de ses procédés, & que l'union parut parfaitement rétablie.

Il s'éleva bien quelques orages à la fin de Juin & au mois de Juillet, mais ils étoient excités par des objets si légers, qu'ils se trouverent bientôt calmés; les sieur & Dame Rapalli continuèrent de vivre comme auparavant dans les liaisons les plus intimes: mais plus la paix régnoit dans leur maison, & plus on tramait d'un autre côté de sourdes pratiques pour y exciter la discorde, & cette intrigue malheureusement n'a eu que trop de succès.

*Troisième épi-  
que.*

La main qui a porté des coups si funestes n'est point inconnue: une piece qui, par le caractère respectable de son auteur, doit mériter de grands égards, nous apprend que les Sieur & Dame Dupin avoient été indignés de la réconciliation des Sieur & Dame Rapalli, qu'une rupture déclarée avoit succédé à la tendresse qui les avoit toujours unis, & que malgré les efforts que l'on avoit faits pour les engager à revoir leur fille, ils avoient renvoyé la proposition après leur retour de Provence, où ils avoient dessein de faire un voyage: c'est ce qui fut mandé à la Dame Rapalli dans une Lettre du 19 Mars 1734; on y prend avec beaucoup de sagesse des mesures pour faire cesser cette division, ne prévoyant pas sans doute que la réconciliation de la fille avec sa mere & son beau-pere, seroit funeste à la femme & au mari. La négociation a réüssi; & contre les vues de celui qui y a eu tant de part, elle a précipité les Sieur & Dame Rapalli dans les troubles & dans la dissention dont il faut rendre compte.

Déjà par des émissaires secrets on avoit engagé la Dame Rapalli à rendre plusieurs plaintes dans le cours des mois de Juin & de Juillet; mais ces premières tentatives n'avoient eu aucun succès; & , comme on l'a déjà dit, le sieur Rapalli avoit trouvé des moyens de faire revenir sa femme.

Enfin les mesures furent mieux prises au mois d'Août, & les ressorts secrets qui avoient été employés préparèrent une scene que toute la prudence & toute la modération du sieur Rapalli ne pouvoient pas détourner. C'est dans cet événement seul que consiste toute la Cause; cependant on ne peut pas se dispenser de rendre compte des premières semences qui en avoient été jetées.

On trouve jusqu'à sept plaintes différentes de la part de la Dame Rapalli; elles sont des 28 Juin, 9, 10, 16, 30 Juillet & 21 Août 1734.

La première ne roule que sur le fait de Domestiques congédiés,

& qui ont été aussi-tôt remplacés par d'autres, cela ne mérite pas que l'on s'y arrête; mais ce qui peut être digne d'attention dans cette plainte, est ce que l'on y fait dire à la Dame Rapalli, que son mari l'accable de politesse & d'amitié devant les personnes qui le viennent voir, & d'injures dès qu'elles sont retirées. Quel est le mari de qui la femme ne pût dire la même chose, si par de mauvais conseils elle étoit capable de se livrer à l'imposture?

La seconde est du 9 Juillet 1734. Une scène assez singulière & dont on ne croit pas que la Dame Rapalli veuille se faire beaucoup d'honneur, y donna lieu. Le sieur Rapalli lui avoit donné 914 liv. dans le mois de Juin, & s'étoit cru dispensé, au moyen d'une avance si considérable, de lui fournir les 100 liv. du mois de Juillet; la Dame Rapalli vient dans le cabinet de son mari, & voyant un sac d'argent que le sieur Poton venoit de lui envoyer, se jette dessus & veut l'emporter malgré son mari. Le mari résiste avec d'autant plus de raison, que l'argent n'étoit point à lui. On mande un Commissaire, on verbalise devant lui; la Dame Rapalli n'osa pas y contester le fait des 914 liv. reçues au mois de Juin, elle convint qu'elle avoit enlevé le sac d'argent malgré le sieur Rapalli, & pour s'excuser, se répandit en divers reproches. Cette scène n'eut pas d'autre suite.

Comme la Dame Rapalli n'avoit pas été préparée ce jour-là, & qu'elle n'avoit pas parlé avec assez de force, on lui fit rendre le lendemain une troisième plainte qui rouloit sur des faits anciens dont elle n'avoit point parlé dans celles des 28 Juin & 9 Juillet, ce qui suffit pour en démontrer l'illusion: faits d'ailleurs si frivoles, qu'ils n'exigent pas même qu'on les combatte. C'est celui de la Femme-de-chambre renvoyée, d'une autre Femme-de-chambre qu'on lui a présentée, & qu'elle prétend n'avoir pas refusée. C'est le fait d'un dîné qu'elle prétend qu'on n'a pas voulu lui apporter dans sa chambre, parce qu'on attendoit qu'une femme qui étoit justement suspecte au sieur Rapalli se fût retirée, au lieu que la Dame Rapalli vouloit dîner avec elle. Il suffit d'exposer ces prétendus reproches, pour les faire évanouir.

La quatrième plainte est du 16 Juillet: la Dame Rapalli y déclare que son mari a voulu lui faire signer un état de la dépense qu'il avoit faite pour elle depuis cinq mois, montant à près de 4000 l. qu'elle l'a refusé, que sur ce refus il lui a donné un soufflet; mais elle prétend que cela s'est passé dans le cabinet du mari, où elle étoit seule avec lui: ce qui rentre dans le fait articulé par la première plainte que le sieur Rapalli l'accable de politesse & d'a-

Services secrets qui ne se peuvent prouver.

*mitié en présence des personnes qui le viennent voir, & d'injures des qu'elles sont retirées.* Avec de telles fables on peut pousser des clameurs, mais clameurs inutiles, puisque la femme ne peut soutenir son accusation, ni le mari justifier son innocence.

Les cinquieme & sixieme plaintes sont encore plus frivoles que tout le reste; elles ne roulent que sur le refus de servir le dîné à la Dame Rapalli, parce que le mari vouloit que l'on attendît le départ d'une femme qui étoit avec la Dame Rapalli, qu'il l'avoit priée instamment de ne point voir, & avec laquelle il ne vouloit avoir aucune relation.

Tous ces objets ne pouvoient donc altérer la paix que dans quelques momens de vivacité passagere: aussi la Dame Rapalli convient-elle elle-même qu'ils n'ont eu aucune suite, & que l'union a régné entr'eux, en sorte que la *cohabitation a été pleinement rétablie.* Ce sont ses propres termes.

Venons donc à la dernière plainte, au fait du 21 Août; on n'en a donné qu'une idée très-imparfaite à l'Audience, de la part de la Dame Rapalli. Autant que l'on a cherché à exagérer les faits précédens, autant on a cherché à affoiblir celui-ci: ce n'étoit pas sans doute pour ménager le sieur Rapalli qu'on l'a fait; on a cru au contraire qu'il étoit de l'intérêt de la Dame Rapalli de ne pas aller aussi loin qu'elle avoit été dans sa plainte.

Le sieur Rapalli tiendra une route toute opposée, il ne déguisera rien du fait articulé par la plainte de la Dame Rapalli, il a trop d'intérêt d'en relever l'énormité qui ne contribuera pas peu à en découvrir l' imposture.

Elle allégué donc dans cette plainte qu'une Blanchisseuse lui étant venu demander de l'argent, elle descendit dans l'appartement de son mari; qu'étant entrée dans son cabinet, elle *s'assit sur ses genoux & lui exposa avec toute la douceur imaginable la nécessité de pourvoir à ce paiement*; que son mari lui répondit en des termes que la bienséance ne permet pas de rapporter, & que *sur ce qu'elle insista, il lui donna un coup de poing si furieux dans l'estomac, qu'il la renversa à ses pieds. . . . qu'il se jeta sur elle, lui donna plusieurs coups de poings, lui déchira sa garniture & lui marcha des deux pieds sur la poitrine.* Elle ajoute que *se voyant entre la vie & la mort, elle n'eut de ressource que d'appeler à son secours*; que les Domestiques étant arrivés, l'arracherent des bras de son mari, la firent asscoir dans un fauteuil, où *la parole lui manqua par une très-grande oppression de poitrine, causée par les coups qu'elle venoit de recevoir*; que la parole lui étant revenue, elle dit d'un ton



*entre coupé & de suffocation , qu'elle avoit l'estomac rompu , qu'elle n'en pouvoit plus , & que le sieur Rapalli lui avoit donné des coups mortels ; qu'ayant demandé de l'eau à boire & en ayant bu à deux reprises , elle la revomit avec du sang mêlé ; qu'ayant appuyé sa tête sur le bras d'une personne , le sieur Rapalli l'accabla d'injures , & fit tant de desordre que la Blanchisseuse avertit le frere de la Dame Rapalli , qui étoit dans son appartement ; il descendit , & la Dame Rapalli lui dit de ne point l'abandonner ; qu'alors elle fut interrompue par le sang qui la suffoquoit & qu'elle rendit avec abondance sur le careau ; elle ne put s'empêcher de reprocher avec vivacité au sieur Rapalli l'indignité de sa conduite , ce qui excita un troisième vomissement de sang. On apporta des mouchoirs , on les trempa dans ce qu'elle avoit rejeté , & ils se trouverent teints de sang ; elle en répandit encore avec abondance tant sur le careau que dans les mouchoirs ; qu'alors le sieur Rapalli convint qu'il y avoit du sang , mais soutint qu'il n'en étoit pas cause , & qu'on ne pouvoit pas prouver qu'il lui eût donné ni coups de pieds , ni coups de poings. La Plaignante prit la résolution d'aller chez un Chirurgien pour avoir les secours qui étoient nécessaires à l'état mourant où elle se trouvoit ; elle monte à son appartement , soutenue par deux personnes , & couvre l'escalier de son sang caillé ; elle entre dans sa chambre ; là , placée dans un fauteuil , elle vomit encore pour la sixieme fois du sang sur le careau ; enfin le passage qui conduit à son grand cabinet en est encore rempli.*

Telle est la peinture que la Dame Rapalli a faite de la scene la plus cruelle & la plus tragique que l'on puisse représenter. Il est certain qu'on ne peut en entendre le récit sans en être attendri. Quelle rage, quelle fureur dans le sieur Rapalli ! Un mari qui renverse sa femme par terre d'un coup de poing , qui la foule aux pieds en lui marchant sur la poitrine , qui la laisse expirante , c'est un monstre qu'il faut bannir de la société civile. Quel spectacle que la Dame Rapalli dans ces tristes conjonctures ! La poitrine écrasée ne respire plus qu'avec peine , elle ne peut soutenir sa tête , elle ne peut faire un pas sans qu'on la soutienne , les flots de sang coulent en abondance à chaque mouvement , le cabinet du mari , l'escalier , la chambre , le passage du cabinet , tout en est inondé ; l'auteur de tant de cruautés demeurera-t-il impuni ?

Mais ne condamnons pas encore le sieur Rapalli ; sa femme va bientôt prendre le soin de le justifier elle-même par sa conduite , & par des titres qu'elle ne peut désavouer.

Dans l'état d'accablement & de foiblesse où elle se représente ,

dans le péril d'une mort prochaine dont elle se dit menacée, on croiroit qu'elle va recourir à l'asyle le plus prochain, envoyer chercher Médecins, Chirugiens, Commissaire, pour en tirer les secours & la vengeance qui conviennent à son état; mais bientôt cette Actrice mourante sur le théâtre reprend toutes ses forces, elle monte dans un carrosse de place, & va de la rue Guenegaud où elle demouroit, chercher un Chirurgien qui demeure dans la place de Greve. Là sortant du carrosse, on assemble une populace nombreuse, pour lui annoncer le triste sort de la Dame Rapalli, afin que le bruit s'en répande avec éclat dans Paris. Le Chirurgien étoit absent, la Dame Rapalli a le courage & la force de l'attendre sans aucun secours; il arrive enfin, elle fait le récit de ses malheurs; il conseille une saignée, mais des circonstances particulieres dont la Dame Rapalli lui rend compte, obligent de différer. Voilà donc une visite inutile, & qui s'étoit terminée à promener la Dame Rapalli dans un quartier fort éloigné de sa demeure. Ses courses ne se bornent pas là, elle remonte dans le même carrosse & se fait conduire chez le Commissaire le Comte, vis-à-vis la Comédie Françoisse, où elle n'arrive qu'à quatre heures du soir, quoique la scene se fût passée à dix heures du matin; elle y dicte une longue plainte qu'on n'a pu diriger en moins d'une heure de tems, & enfin sur la fin du jour elle se retire chez Me de la Brosse, Avocat, rue Poupée, où se terminent ses voyages.

Ces circonstances seules ne démasquent-elles pas l'imposture? Une femme expirante, qui a la poitrine & l'estomac brisés, qui ne peut pas soutenir sa tête, qui vomit jusqu'à neuf fois différentes des flots de sang, va-t-elle parcourir tous les quartiers de Paris, se sert-elle de la plus rude de toutes les voitures, va-t-elle chercher elle-même tous ceux qui auroient volé à son secours dès qu'elle les auroit mandés? L'Auteur de la piece n'a pas soutenu assez long-tems le personnage qu'il fait jouer à la Dame Rapalli.

Cependant on a eu soin de se munir de rapports en Chirurgie, c'est la Dame Rapalli elle-même qui les rapporte, on ne veut point d'autres pieces pour la confondre. Il y en a un premier du 21 Août qui n'étant point fait en vertu d'une Ordonnance du Juge, ne peut faire aucune foi en Justice; cependant qu'y trouve-t-on? Que le Chirurgien a trouvé la Dame Rapalli au lit avec fièvre & oppression; tant de mouvemens qu'elle s'étoit donnés dans le cours de la journée & pendant un tems critique, avoient

Bien été capables d'exciter cette émotion. Le Chirurgien ajoute qu'il lui a remarqué trois contusions, une au coude, l'autre à la partie moyenne de l'avant-bras, & la troisième à la partie moyenne postérieure latérale gauche de la poitrine, toutes les trois de la grandeur de trois travers de doigt, & faites par coups de poing ou autre chose semblable.

Le second rapport est fait le 23 Août en vertu d'une Ordonnance du Sr Lieutenant Civil, & celui-ci est le seul qui ait un caractère d'authenticité. Le Médecin & les deux Chirurgiens du Châtelet ne lui trouvent ni fièvre ni oppression; ils ont remarqué seulement deux contusions, l'une à la partie moyenne & postérieure du bras droit, l'autre à la partie moyenne & postérieure de l'avant-bras gauche, toutes deux de la grandeur d'un travers de pouce; en outre un reste de contusion sur la cinquième & sixième des vraies côtes gauches partie postérieure; le tout fait par instrument contondant, comme coup de poing, CHUTE, ou autre semblable.

Ces deux rapports paroissent se concilier ensemble, quoiqu'il s'y trouve quelque différence. On y voit deux contusions, l'une au bras droit, l'autre au bras gauche, qui ont pu être causées par coups de poings ou par CHUTE; & en effet la Dame Rapalli voulant faire croire que son mari l'avoit battue, s'étoit jettée par terre dans le cabinet, ce qui avoit pu lui causer ces deux contusions; d'ailleurs il n'y a rien de plus facile que de se procurer de pareilles contusions, en se frappant contre une porte ou contre un mur, principalement pour une jeune femme, dont la peau tendre & délicate se ressent facilement des moindres impressions. Les deux rapports annoncent aussi une troisième contusion, mais si foible que dans le rapport du 23 Août elle n'est exprimée que par ces termes, *un reste de contusion*; & où est-elle placée? C'est sur la cinq & sixième côte gauche partie postérieure. Voilà donc tout ce que les Médecins & Chirurgiens ont trouvé.

Il résulte de ces rapports qu'on n'a trouvé aucune contusion sur la poitrine ni sur l'estomac, cependant c'étoit sur ces parties que les coups mortels avoient été portés, *un coup de poing si furieux dans l'estomac, qu'elle en avoit été renversée par terre*; c'étoit sur la poitrine que le mari avoit marché à deux pieds: de-là les suffocations, les vomissemens de sang tant de fois réitérés. Par quel prodige ces parties brisées, rompues par tant d'efforts, se sont elles trouvées si belles, si saines que l'on n'y a pas apperçu l'ombre même d'une contusion, & que l'on a été réduit à les aller chercher aux bras & à une côte gauche partie postérieure?

On ne croit pas qu'il soit possible de résister à des preuves si victorieuses que la Dame Rapalli a administrées elle-même.

Enfin le 30 du même mois d'Août, c'est-à-dire, neuf jours après cette scène si tragique, la Dame Rapalli fit écrire un billet au sieur Rapalli, qu'elle a eu soin de signer; & que lui demandait-elle? La pièce est assez remarquable pour la transcrire toute entière. *M. Rapalli aura agréable de remettre à M. Bellot une basse de viole, quatre Livres de Pièces de Marais, un Livre de Cantates de Campra, un Opera & un Livre de Romancie. A Paris, le 30 Août 1734. De Lorme de Rapalli.* Il faut avouer que pour une femme réduite le 21 dans un état si déplorable qu'elle étoit entre la vie & la mort, le goût de la Musique lui est bientôt revenu. Le 21 la parole lui manque; le sang la suffoque, & le 30 elle ne pense qu'à chanter & à jouer des instrumens. Cantates, Opera, Roman, basse de viole, étoient-ce donc là les secours & le régime que la Médecine lui avoit prescrits? Si jamais elle ne proposoit d'autres remèdes, il n'y auroit personne qui ne voulût être malade comme la Dame Rapalli.

Cependant le sieur Rapalli a été assigné au Châtelet le 26 Août pour voir ordonner que la Dame Rapalli seroit séparée d'avec lui de biens & d'habitation; l'Instance a depuis été renvoyée aux Requêtes du Palais, où la Dame Rapalli a réitéré dans une Requête du 16 Décembre, les mêmes faits qu'elle avoit expliqués dans sa plainte du 21 Août, & a demandé permission d'en faire preuve. On soutient qu'elle ne peut être écoutée dans cette demande.

#### MOYENS.

Du côté des principes, on ne peut être divisé. Quoique le mariage forme un engagement indissoluble, il faut convenir cependant qu'une femme traitée inhumainement, peut réclamer l'autorité des Loix pour secouer un joug tyrannique que la Religion & la Nature n'ont jamais prétendu lui imposer.

Mais il faut avouer aussi que ces sortes de demandes ne doivent être admises qu'avec une extrême circonspection. Les séparations portent toujours quelque sorte d'atteinte à la dignité du Sacrement, à l'honnêteté publique, à l'intérêt même des familles; elles levent un étendard de discorde, sous lequel trop de personnes seroient disposées à se ranger; en un mot c'est un remède nécessaire, mais c'est un remède violent, que la Justice n'emploie, pour ainsi dire, que dans les maladies désespérées.

La Dame Rapalli peut-elle se flatter de vaincre sur cela la juste répugnance des Magistrats? Une seule observation suffiroit pour dissiper de si frivoles espérances.

Si

Séparation,  
remède vio-  
lent

Si l'on voyoit paroître une femme fidelle à ses engagements, attentive à ses devoirs, qui eût cherché à se ménager l'estime, la considération, la tendresse de son mari, on pourroit être tenté de former des vœux pour elle, on pourroit présumer qu'elle ne se feroit pas portée légèrement à une action que rien n'annonçoit dans la conduite qu'elle avoit tenue auparavant.

Mais ici celle qui se présente est une femme qui, après avoir contracté le plus sacré & le plus solennel de tous les engagements, a osé réclamer contre son propre état, & entrepris de se dégrader à la face de tout l'Univers; c'est une femme que l'autorité des Jugemens les plus respectables n'a pu faire rentrer dans son devoir, errante, fugitive hors du Royaume, & persistant avec opiniâtreté dans un divorce scandaleux; c'est une femme qui s'est jouée impunément des titres les plus augustes. Après avoir vécu comme femme avec le sieur Rapalli, elle a plaidé comme fille pendant deux ans; depuis elle a fait apposer le scellé comme veuve; elle s'est donnée pour fille ensuite dans des actes publics; enfin il semble qu'elle n'ait repris la qualité de femme en dernier lieu que pour entrer chez son mari à main armée & à titre de conquêtes.

Voilà cependant cette femme infortunée, qui vient se plaindre des procédés de son mari, & qui l'accuse de n'avoir pas répondu aux empressements qu'elle a témoignés: n'y a-t-il pas dans cette action une indignité qui révolte?

Mais quelque chose de plus intéressant encore pour la Cause ne doit pas échapper. La Dame Rapalli, trop facile à suivre de mauvais conseils, est malheureusement dans l'habitude de faire retentir les Tribunaux de fables & d'impostures. Que ne disoit-elle pas autrefois contre le sieur Dupin son beau-père? C'étoit un homme cruel, féroce, qui s'étoit porté contre elle aux derniers excès pour l'obliger de profaner un Sacrement; il l'avoit menacée, battue, outragée; il lui avoit donné un soufflet, un coup de pied. Elle articuloit ces faits avec la même confiance qu'elle affecte de faire paroître aujourd'hui; mais la Justice a démêlé sans peine l'artifice, & a confondu la calomnie.

Aujourd'hui elle hasarde les mêmes faits & les mêmes plaintes contre son mari, elle le peint des mêmes traits; pourroit-elle donc mériter plus de confiance, & l'imposture dont elle suit toujours l'impression, acquerra-t-elle plus d'autorité parce qu'elle a changé d'objet? Non, sans doute, ses accusations décriées ne permettent plus que l'on s'y arrête; & par le caractère seul de leur auteur, elles ne peuvent plus faire d'impression.

Mais si du caractère de la personne on passe aux faits qu'elle articule , on ne trouvera rien qui puisse soutenir la demande en séparation.

Il y a un premier ordre de faits , ce sont ceux qui se sont passés pendant le tems de la cohabitation , une fin de non-recevoir invincible suffiroit pour les écarter. La Dame Rapalli convient que depuis l'époque qu'elle leur donne , elle a vécu en parfaite union avec son mari , & que la cohabitation a été pleinement rétablie , c'en est assez de son propre aveu pour lui imposer silence ; de prétendus sévices oubliés ne peuvent plus revivre pour fonder le divorce.

On prétend qu'un dernier outrage survenu depuis la réconciliation , met la femme en état de rappeler ses premiers sujets de plainte ; mais cette objection même fait dépendre la séparation du dernier fait seul , car s'il est manifestement faux , ou que l'on ne puisse en faire la preuve , il ne fera jamais revivre des faits ensevelis dans l'oubli ; & s'il est au contraire assez grave & assez bien justifié pour fonder la demande en séparation , il n'a pas besoin du secours des faits antérieurs ; c'est donc encore une fois faire tout dépendre du dernier fait , puisque l'on convient que ceux qui ont précédé sont couverts par une entière réconciliation.

La demande en séparation doit toujours dépendre de la preuve des sévices postérieurs à la réconciliation.

Au surplus ces prétendus outrages que l'on impute au mari pendant le tems de la cohabitation sont si frivoles , qu'ils ne mériteroient pas même d'être discutés , quand ils ne seroient pas couverts par une fin de non-recevoir invincible. Des Domestiques congédiés & remplacés aussitôt par d'autres qui ont été présentés à la Dame Rapalli , deux dîners non pas refusés , mais retardés jusqu'à ce qu'une femme , très-justement suspecte au mari , fût sortie de l'appartement de la Dame Rapalli , un sac d'argent enlevé par la femme à son mari après qu'il avoit eu la complaisance de lui fournir jusqu'à 914 liv. dans un seul mois , un état présenté à la femme & qu'elle a refusé de signer , quoiqu'il n'y eût pas un seul article qu'elle pût désavouer : de telles circonstances ne peuvent être développées que pour faire éclater la douceur & la patience du sieur Rapalli.

Il est vrai qu'on lui reproche d'avoir *accablé sa femme de politesse & d'amitié en présence des personnes qui le viennent voir , & d'injures dès qu'elles étoient retirées* , & que l'on place dans un de ces momens de solitude un soufflet donné à la Dame Rapalli. Mais quel est le mari le plus pacifique , le plus complaisant , qui ne puisse être exposé à une pareille diffamation ? Une femme peut

se donner une libre carrière sur tout ce qu'elle suppose s'être passé dans l'obscurité d'un appartement où elle étoit seule avec son mari, & l'on ne peut opposer à son imposture aucun déshonneur authentique qui suffit pour la confondre.

Ces premiers faits par eux-mêmes devroient donc être écartés, mais la fin de non-recevoir dont on convient achève de les dissiper pour jamais.

Nous n'avons donc ici à combattre qu'un second ordre de faits, ce sont ceux que l'on prétend s'être passés le 21 Août jour de la retraite de la Dame Rapalli; il est difficile d'en inventer de plus graves, mais aussi il est difficile d'en imaginer dont la preuve soit moins admissible par deux raisons également décisives.

La première, que la preuve en est impossible suivant l'exposé même de la Dame Rapalli.

La seconde, que la fausseté en est prouvée par des titres que la Dame Rapalli a elle-même administrés.

Ces deux vérités méritent également d'être développées.

On dit d'abord que la preuve des faits articulés est absolument impossible, il faut cependant distinguer les faits de sévices en eux-mêmes, des suites qu'on leur attribue. La Dame Rapalli veut-elle prouver qu'étant dans le cabinet de son mari, elle a crié au secours, & a fait un grand bruit, que les Domestiques sont accourus, qu'elle leur a dit que son mari venoit de l'accabler de coups, qu'elle a témoigné qu'elle pouvoit à peine respirer, que d'une voix entrecoupée de sanglots elle a fait les plaintes les plus amères, qu'après avoir bu à deux reprises elle a vomi, & que même il a paru que ce qu'elle rejettoit étoit mêlé de sang ou en avoit du moins la couleur? Pour ces circonstances on ne doute pas qu'elle ne puisse les établir; mais le sieur Rapalli lui en épargnera la peine, en convenant qu'elle a joué cette comédie avec beaucoup d'art, & qu'elle auroit pu même en imposer à ceux qui ne l'auroient pas connue, ou qui n'auroient pas été en garde contre la surprise; mais ces circonstances sont inutiles si l'on ne prouve qu'effectivement le sieur Rapalli l'a voit battue, & lui avoit fait les outrages dont elle se plaint, autrement il ne tiendrait qu'à une femme artificieuse de préparer une scène tragique, & de la représenter avec beaucoup d'appareil pour flétrir son mari & pour le dépouiller de tous les droits qui lui appartiennent.

Il faut donc qu'elle remonte jusqu'aux prétendues violences, aux prétendus excès qu'elle impute au sieur Rapalli, il faut qu'elle prouve qu'il lui a donné un coup de poing si furieux dans l'estomac

Cris & éclats  
insuffisans  
pour demander  
séparation

*qu'il l'a renversée par terre , qu'il lui a donné ensuite plusieurs coups de pied & de poing , & qu'il lui a marché avec les deux pieds sur la poitrine.* Voilà les faits qui peuvent seuls soutenir sa demande.

Mais la preuve de ces faits est-elle donc possible ? La Dame Rapalli prétend qu'ils se sont passés dans le cabinet de son mari où elle étoit seule avec lui , elle ne prétend pas établir ces faits par des actes & par des écrits , elle convient qu'il n'y avoit point de Témoins ; n'est-ce pas une illusion après cela de déclamer avec force contre l'auteur de ces violences , de les articuler , de demander permission d'en faire preuve ?

Mais , dit-on , le sieur Rapalli est trop curieux : s'il veut savoir aujourd'hui comment je ferai ma preuve , je m'en charge , cela suffit ; si je ne puis pas y parvenir je succomberai dans la suite , il faut toujours commencer par l'admettre.

C'est ainsi que la Dame Rapalli couvre d'une fausse confiance le désespoir où sa Cause est réduite. Les promesses ne coûtent rien quand on veut faire admettre une preuve , prolonger un divorce qui plaît , fatiguer un mari , & profiter de tous les accidens qui peuvent survenir dans le cours d'une procédure embarrassée , pour jouir d'une liberté agréable ; mais la Justice qui ne se paye pas de chimères & d'illusions , se prêtera-t-elle à des vues si indignes de sa sagesse ? Vous vous plaignez que votre mari vous a battue dans un tems , dans un lieu où vous étiez seule avec lui ; si cela est , vous êtes à plaindre , mais c'est tout ce que nous pouvons faire pour vous. Quels secours demandez-vous à des Magistrats que vous ne pouvez pas convaincre ? Cette réponse peut-elle être éludée par des promesses que l'exposé même du fait rend physiquement impossibles ?

Ce n'est pas la première fois que cette question se présente à la Justice , elle a déjà été jugée dans une Cause célèbre qui fut portée à la Grand'Chambre il y a quelques années ; on veut parler de la Cause de la Dame de Marchainville : jamais il n'y a eu deux especes plus conformes.

La Dame de Marchainville , mariée depuis 1719 prétendoit avoir été outragée plusieurs fois par son mari , & avoir reçu en plusieurs occasions des soufflets & des coups de poing : mais ces faits étoient couverts par une cohabitation reconnue. Un événement plus tragique , selon elle , l'avoit enfin obligée de demander sa séparation. Elle prétendoit que le 2 Novembre 1727 étant dans le Château de l'Aigle avec une nombreuse compagnie , pendant qu'on jouoit en bas dans le cabinet de son pere , elle étoit mon-



tée dans son appartement, que son mari l'avoit suivie, qu'il s'étoit jeté sur elle, & l'avoit accablée de coups ; qu'ayant voulu s'échapper, il la rattrappa par derrière, la prit par les cheveux, la renversa par terre & lui donna tant de coups de pieds & de mains, qu'elle étoit toute couverte de contusion & de playes, & qu'il lui auroit tout d'un coup ôté la vie, si la compagnie alarmée par le bruit, ne fût accourue à son secours : ce sont les propres termes de son Mémoire imprimé.

Ces faits sont assurément aussi graves que ceux de la D<sup>e</sup>. Rapalli, les effets qu'on leur attribuoit étoient bien plus remarquables & bien plus funestes que ceux dont parle la Dame Rapalli ; il étoit prouvé par les certificats des Médecins & Chirurgiens mandés aussitôt, qu'ils avoient trouvé la Dame de Marchainville dans son lit avec beaucoup d'émotion, au point de lui croire une saignée nécessaire, qui ne put être célébrée à cause de l'état contradictoire dans lequel ladite Dame déclara être : qu'elle avoit plusieurs égratignures sur la poitrine & des excoriations à la levre & à la gorge qu'elle déclara provenir des maltraitemens que venoit de lui faire son mari, qu'elle avoit plusieurs contusions sur la cuisse droite, avec une autre contusion quatre doigts au-dessous du genouil de la jambe gauche. Dans l'affaire de la Dame de Marchainville, ce n'étoient pas de simples contusions au bras, & un reste de contusion à une côte, mais des égratignures, des excoriations dont le sang couloit en plusieurs parties du corps. Cependant elle demanda en vain permission de faire preuve de ses faits, elle fut déboutée de sa demande par Arrêt contradictoire de la Grand'-Chambre.

Admettra-t-on d'autres regles en faveur de la Dame Rapalli ? Dans l'affaire de la Dame de Marchainville, la scene s'étoit passée dans l'appartement de la femme où le mari l'avoit suivie, ce qui pouvoit faire présumer une préméditation de la part du sieur de Marchainville ; ici c'est dans le cabinet du mari où la femme l'est venu trouver, cette circonstance n'est pas favorable à la Dame Rapalli. Dans l'affaire de la Dame de Marchainville, les faits étoient les plus graves que l'on pût exposer à la Justice, ceux de la Dame Rapalli ne l'emportent pas par leur énormité. Dans l'affaire de la Dame de Marchainville toute la compagnie étoit accourue au bruit, ici ce ne sont que de simples Domestiques. Dans l'affaire de la Dame de Marchainville on la trouve réellement toute couverte de playes & de contusions, ici on n'apperçoit pas la playe la plus légère, mais seulement de foibles contusions. Dans l'affaire de la Dame de Marchainville, on voit qu'elle

se fait mettre aussitôt dans son lit , qu'elle envoie chercher des Médecins & des Chirurgiens qui la visitent dans l'instant , ici la Dame Rapalli va dans le même instant parcourir tous les quartiers de Paris, c'est elle qui va chercher le Chirurgien pour lui dire qu'elle n'a aucun secours à lui demander , c'est elle qui va chez le Commissaire pour lui rendre plainte. Enfin dans l'affaire de la Dame de Marchainville elle articuloit des faits bien circonstanciés & demandoit permission d'en faire preuve ; mais cette preuve lui fut refusée , parce qu'elle imputoit à son mari des cruautés qui n'avoient eu selon elle-même aucuns spectateurs. La Dame Rapalli articule ses faits avec la même confiance , & la même raison doit nécessairement les faire échouer.

Qu'elle apprenne donc par-là qu'il ne suffit pas à une femme de jouer avec art un rôle préparé depuis long-tems , de faire bien du bruit , d'appeller au secours , de se présenter avec une garniture déchirée , de se lamenter sur les fureurs dont elle suppose avoir été la victime , de paroître abattue , accablée , suffoquée , de vomir même après avoir bu à plusieurs reprises ; tous ces vains dehors ne passent que pour une comédie, quand la cause n'en peut pas remonter jusqu'au mari. Aussi la D<sup>c</sup>. Rapalli expose-t-elle dans sa plainte , que sur le récit qu'elle fit des prétendues cruautés de son mari , il répondit devant tous ceux qui étoient accourus que cela étoit faux, & *qu'elle ne pourroit pas prouver par Témoins les coups de pied & de poing dans l'estomac dont elle se plaignoit* ; auroit-il parlé ainsi devant ceux-mêmes qui auroient vu ses prétendus emportemens ? La Dame Rapalli leur auroit-elle fait le récit de ses disgraces s'ils en avoient été les spectateurs ? Tout prouve donc l'impossibilité d'admettre la preuve d'un fait qui n'a point d'autre garant que la déclaration même de la Dame Rapalli.

Mais on soutient en second lieu que la fausseté de ce fait est démontrée tant par les circonstances qui ont précédé , que par celles qui ont suivi.

Avant la scène du 21 Août, on voit l'indisposition que les Sieur & Dame Dupin avoient conçue contre la Dame Rapalli , de ce qu'elle s'étoit réunie avec son mari, cela avoit été porté jusqu'à une rupture ouverte de leur part ; ils ne vouloient plus voir leur fille. Au mois de Mars on négocie une reconciliation entr'eux , un voyage de Provence devoit la retarder , mais enfin elle s'est faite dans la suite , & aussitôt on voit les orages se former dans la maison du sieur Rapalli , ils se terminent enfin par la scène scan-

daleuse du 21 Août. Il faudroit être bien aveugle pour ne pas appercevoir que ce sont eux qui conduisent cet événement dans les vues qui les ont toujours animés.

La préméditation éclate encore par une circonstance remarquable. La Dame Rapalli avoit treize robes différentes, comme cela est établi par un Mémoire entièrement écrit de sa main, & daté du mois de Juin. Elle sort le 21 Août avec une seule robe de chambre; & ayant depuis demandé qu'on lui remît tous les habits, hardes, linges, toilettes & autres choses à son usage, on n'a trouvé que quatre robes de chambre qui lui ont été envoyées & dont elle a donné son reçu: que sont devenues les huit autres? Il est évident qu'elle avoit eu soin de les faire porter hors de la maison du sieur Rapalli plusieurs jours avant sa retraite; le parti étoit donc pris avant les prétendus traits de barbarie imputés au sieur Rapalli, & par conséquent tout n'est ici que comédie, dans un événement que l'on attribue à la rage subite du sieur Rapalli?

Pour les événemens qui ont suivi la retraite, on peut dire qu'un esprit d'aveuglement les a tous conduits.

N'oublions jamais l'état où la Dame Rapalli se présente dans sa plainte: frappée de coups mortels, la poitrine rompue par la fureur avec laquelle le sieur Rapalli a marché des deux pieds sur une partie si délicate: la Dame Rapalli entre la vie & la mort, ne pouvant soutenir sa tête, suffoquée à chaque instant par les flots de sang dont elle inonde toute la maison: au lieu de se faire porter dans l'asyle le plus proche, de se faire mettre dans un lit, d'envoyer chercher Médecins, Chirurgiens, Gardes, Commissaires, elle monte légèrement dans un carrosse de place, elle en soutient toutes les secousses avec une force qu'elle n'auroit peut-être pas eue dans la plus brillante santé; elle parcourt tous les quartiers de Paris pendant cinq ou six heures, de la rue de Guenegaud à la Grève, de la Grève vis-à-vis la Comedie Française, de la rue de la Comedie Française dans la rue Poupée. C'est elle qui va chercher un Chirurgien destiné à la venir trouver, c'est elle qui va chercher le Commissaire, & qui lui dicte une très-longue plainte dans son cabinet; a-t-elle donc oublié qu'elle étoit mourante, qu'elle ne pouvoit ni parler ni se soutenir? Ce n'est que dans la maison de son mari qu'elle expire, par-tout ailleurs ses forces sont inépuisables: voilà sans doute la véritable cause de sa demande en séparation.

Quoi qu'il en soit, ces faits décrits dans sa propre plainte for-

ment contr'elle une preuve littérale , contre laquelle la preuve testimoniale ne peut être admise.

Les rapports en Chirurgie forment une seconde preuve littérale qui ne permet pas d'en admettre une contraire ; les faits de sa plainte y sont contredits d'une manière si forte & si puissante , qu'on ne peut plus les regarder que comme une fable grossière. Quels sont ces faits ? *Que la Dame Rapalli a reçu un coup de poing si furieux dans l'estomac , qu'elle en a été renversée par terre.* Suivant les deux rapports , on n'a pas trouvé la moindre impression sur l'estomac , la moindre contusion , la moindre tache , cette partie étoit saine , rien n'avoit altéré la blancheur de la peau. Le sieur Rapalli avoit *marché avec fureur des deux pieds sur la poitrine* de la Dame Rapalli , & cela au mois d'Août , dans le tems qu'elle n'avoit qu'une simple robe de taffetas , cependant la poitrine est comme l'estomac , rien n'est altéré , on n'y apperçoit pas même la moindre tache ; l'impression violente d'un corps pesant qui auroit dû naturellement l'écraser , n'en a pas même terni l'éclat : l'imposture après cela n'est-elle pas confondue ?

Vingt Témoins qui déposeroient avoir vu le sieur Rapalli marcher avec fureur sur la poitrine de la Dame Rapalli , & la renverser par terre d'un coup de poing furieux donné dans l'estomac , feroient vingt Témoins convaincus d'imposture par une preuve juridique de la santé parfaite de ces mêmes parties dans des momens qui ont suivi de si près les prétendues fureurs du mari : comment pourroit-on en admettre la preuve ?

Tout ce que les Chirugiens ont trouvé , se réduit à deux contusions , une au bras droit , & l'autre au bras gauche , & *un reste de contusion* à une côte latérale gauche partie postérieure. La plus foible impression auroit dû produire ces marques légères , mais elles sont si éloignées de l'estomac & de la poitrine , que ces découvertes mêmes ne servent qu'à mettre l'imposture dans un plus grand jour. La Dame Rapalli qui a voulu jouer le rôle d'une femme battue , a bien voulu souffrir que des parties indifférentes en quelque manière , fussent légèrement offensées , mais elle a voulu que l'on respectât son estomac & sa poitrine , & en cela elle a elle-même trahi sa Cause , & fourni au sieur Rapalli l'argument le plus décisif pour sa justification.

Enfin que nous annonce le billet du 30 Août , dans lequel la Dame Rapalli demande une Basse de viole , des Livres de Mairs , des Cantates , des Opera , un Livre de Roman , sinon une femme qui ne respire que plaisirs , que dissipation , qu'enjouement

ment, & qui par conséquent n'avoit point été huit jours auparavant *entre la vie & la mort*? Sa conduite, ses écrits, tout dément l'imposture qu'elle voudroit réaliser par une preuve contre laquelle s'élèveront toujours des titres si décisifs.

Cette affaire peut donc se réduire dans un point de vue bien simple. La Dame Rapalli entraînée par les conseils pernicieux qui l'obsèdent, a voulu faire déclarer qu'il n'y avoit point de mariage valable entre le sieur Rapalli & elle; elle a articulé des faits de violence & de contrainte, des faits de sévices; elle a demandé permission d'en faire preuve; mais la Justice inexorable ne s'est point prêtée aux impostures qu'on lui faisoit débiter, & en rejetant la preuve a confirmé l'engagement qu'elle avoit contracté. Après septans de révolte contre l'autorité de l'Arrêt, elle est revenue chez le sieur Rapalli; mais des conseils qui l'avoient d'abord séduite l'ont encore flattée d'un reste d'espérance, & lui ont fait entendre que si elle se prêtoit à l'intrigue, ils pourroient lui procurer une liberté qui lui est si chère; elle a donné trop facilement dans le piège; elle articule encore des traits de fureur & d'emportement; mais outre qu'elle ne peut plus mériter aucune confiance après avoir été convaincue de calomnie, l'impossibilité de prouver des faits qui se sont passés, selon elle, dans la solitude d'un cabinet, & les preuves de fausseté qu'elle a administrées elle-même, doivent nécessairement faire échouer un complot dans lequel on reconnoît la même malignité & la même imposture qui ont animé ses premières démarches.

Peut-être que quand elle aura reconnu la vanité des espérances dont on l'a flattée, peut-être que quand elle aura perdu toute la confiance qu'elle a donnée jusqu'à présent à ceux qui abusent de sa facilité, elle reprendra des sentimens plus équitables, & que revenue des égaremens de sa jeunesse, elle donnera autant de satisfaction au sieur Rapalli, qu'elle lui a causé jusqu'à présent de peines & d'amertumes.

## R E P L I Q U E.

DANS le nouveau Mémoire qui paroît sous le nom de la Dame Rapalli, elle adresse elle-même au Public ses gemissemens. Accoutumée à gagner les cœurs & les esprits, par les graces & par les talens dont la Nature l'a partagée, elle s'est persuadée qu'en se présentant elle-même, elle surmonteroit plus

facilement tous les obstacles ; que sa voix seroit plus touchante , ses peintures plus vives , ses efforts plus heureux que si elle continuoit d'employer le secours des Jurisconsultes. La séduction seroit à craindre , si la délicatesse du tour pouvoit tenir lieu d'exactitude dans les récits , & de solidité dans les raisonnemens ; mais ces points essentiels manqueront toujours à sa défense. Quelques réflexions sommaires dans lesquelles on prétend se renfermer , suffiront pour détruire les avantages qu'elle se promet de plusieurs traits répandus dans son ouvrage.

La Dame Rapalli est rebutée d'entendre toujours parler de la première affaire , dont les Officialités de Paris & de Lyon ont retenti , & qui a été jugée définitivement par l'Arrêt de 1728. *Que peut-on reprocher*, dit-elle, *à une fille de seize ans , victime de son ignorance & de sa timidité ?* Quoi ! elle a signé un contrat de mariage , elle a cimenté cette union aux pieds des Autels , elle a habité avec son mari pendant 15 jours comme femme légitime , elle lui a écrit depuis en cette qualité , & l'ignorance seule a dicté les démarches qu'elle a faites depuis pour rompre un engagement si sacré ? Il faut réformer nos mœurs & celles de toutes les Nations , les filles ne doivent plus être captivées sous le joug du mariage avant qu'elles aient acquis ces connoissances exactes qui manquoient à la Dame Rapalli.

*On ne m'a point convaincue d'imposture*, dit-elle, *sur les faits que j'ai articulés alors , on les a jugés seulement insuffisans.* Si la Dame Rapalli avoit bien voulu rappeler les faits qu'elle articuloit , elle n'auroit pas pu hasarder une pareille évasion. Elle soutenoit alors que le sieur Dupin son beau-pere s'étoit porté aux dernières violences pour la contraindre d'épouser le sieur Rapalli , qu'il lui avoit donné *un coup de pied & un soufflet* , que le contrat de mariage avoit été baigné de ses larmes , que la veille de la célébration elle s'étoit jetée aux pieds du sieur Dupin qui l'avoit repoussée avec menace ; qu'aux pieds des Autels quand on lui avoit demandé si elle prenoit le sieur Rapalli pour son époux , elle avoit répondu que *non* ; que le soir on l'avoit arrachée de sa chambre pour la traîner dans celle du sieur Rapalli : ces faits peuvent-ils jamais se concilier avec cette liberté qui doit présider aux mariages ? Pourquoi donc ont-ils été rejetés ? si ce n'est parce que l'imposture en a été démontrée , parce que la sagesse du Ministre qui avoit donné la bénédiction nuptiale étoit un garant assuré que la Dame Rapalli avoit accepté le sieur Rapalli pour son époux , & qu'elle n'avoit pas répondu ce *non* , qu'elle articuloit si expres-

sément , parce qu'elle avoit habité un tems considérable avec le sieur Rapalli , comme avec son époux ; qu'elle lui avoit écrit dans une courte absence avec toute la tendresse & toute la liberté qui pouvoient répondre de ses sentimens ; parce qu'elle en avoit accepté avec joie & avec reconnoissance des présens magnifiques ; parce que toutes les circonstances en un mot confondoient l'imposture de ses plaintes & de ses clameurs.

La Dame Rapalli ne se justifie pas mieux sur sa retraite à Chambery , & sur le séjour qu'elle y a fait au mépris de l'Arrêt & au scandale de la Religion , qui ne permet pas à une femme d'abandonner son mari pour aller se choisir une demeure dans une terre étrangere. *Que nos idées sont différentes !* s'écrie la D<sup>e</sup> Rapalli , *je regardai cette retraite comme un milieu raisonnable entre ma conscience & la Loi , l'Arrêt me donnoit un état décidé quant à la société civile , mais avoit-il pu faire naître des sentimens que j'aurois voulu trouver dans mon cœur ?* C'est-à-dire , que la Dame Rapalli met ici la Religion & la Loi en contradiction entr'elles , c'est-à-dire que les Arrêts , pour être exécutés , devroient auparavant consulter le cœur des Parties , & ne leur prescrire que ce qu'elles veulent faire , autrement la Religion va les conduire dans des terres étrangères , où l'autorité des Jugemens ne fera plus qu'un vain fantôme.

Mais comment le sieur Rapalli prouva-t-il sa tendresse à sa femme dans le tems de cette retraite si innocente ? *Occupé uniquement de la dot , il ne chercha qu'à s'en rendre maître par les moyens les plus violens.* En effet le sieur Rapalli , pour faire éclater sa tendresse , auroit dû dire à sa femme : vous m'abandonnez , au mépris des Loix & de la Religion , vous vous révoltez contre l'autorité des titres les plus solennels , vous me diffamez comme un homme qui a attenté à votre liberté : prenez votre bien , jouissez impunément de cette liberté qui vous est si chere , je vous aime assez pour vous procurer tous les moyens de persister dans votre révolte. Des offres si tendres auroient sans doute calmé la conscience de la Dame Rapalli ; & si elle n'avoit pas reconnu le sieur Rapalli pour son époux , elle auroit voulu du moins trouver dans son cœur des sentimens plus favorables pour lui. Au surplus ces *moyens violens* , ce sont les Arrêts que le sieur Rapalli a obtenus contre les Sieur & Dame Dupin. C'est une violence à leurs yeux que de recourir à l'autorité de la Cour.

Depuis la réunion faite en 1734 , la Dame Rapalli convient que pendant trois mois son mari ne lui a donné aucuns sujets de plainte.

*Le premier appartement , dit-on , étoit occupé par des personnes pour qui il devoit avoir de la considération, leur présence le retenoit, mais à la fin du terme il alla demeurer rue de Guenegaud , où n'ayant plus personne à ménager , il se livra pleinement à son humeur. Ne diroit-on pas à ce récit que c'est le sieur Rapalli qui a voulu sortir de sa propre maison pour aller demeurer dans la rue de Guenegaud ? Aucun des amis du sieur Rapalli n'ignore cependant que ce fut un sacrifice qu'il fit aux volontés de la Dame Rapalli ; elle ne se trouvoit pas logée convenablement dans la maison du sieur Rapalli , elle le pressa d'en sortir , il se rendit à ses desirs ; c'est ce qui est d'une notoriété publique chez tous ceux qui avoient quelque accès dans la maison.*

*Pour me conformer à la façon de penser de mon mari , je me défendis spectacles , promenades , jeux , sociétés. C'est beaucoup que la Dame Rapalli n'ait pas articulé que son mari lui eût interdit ces plaisirs si touchans pour une jeune femme , elle n'attribue ces défenses qu'à elle-même ; mais apparemment qu'elle ne s'étoit pas fait sur cela une Loi bien rigoureuse ; car après avoir annoncé cette retraite austere , elle nous dit presque aussitôt dans son Mémoire , qu'elle revenoit un jour à sept heures & demie du soir en Été du Luxembourg où elle avoit été avec une Demoiselle qu'elle avoit eue à dîner & qu'elle remenoit au Couvent où elle demeurait , lorsqu'elle trouva , &c. La voilà donc de son aveu qui prend part aux plaisirs de la promenade & de la société ; rien n'étoit plus convenable , & le sieur Rapalli , loin de s'y opposer , étoit le premier à engager la Dame Rapalli à prendre les divertissemens qui amusent à son âge. Mais pourquoi donc annoncer cette privation , quand immédiatement après on est obligé de parler de l'usage que l'on faisoit de ces mêmes plaisirs ? Une pareille contradiction ne donne pas une grande idée des autres circonstances que l'on débite dans le même Mémoire.*

Les faits répandus dans les six premières plaintes ne méritent pas que l'on s'y arrête ; la Dame Rapalli aura beau se soulever contre le reproche qu'on lui a fait qu'elles ne renferment que des minuties , les couleurs qu'elle emprunte pour grossir les objets , les circonstances dont elle cherche à les fortifier , en ajoutant à ce qui est porté par les plaintes même , toutes ces ressources d'une imagination vive n'en changeront pas la nature.

La Dame Rapalli ne s'est livrée à cette multitude de plaintes , que pour essayer la séparation qu'elle méditoit , elle a eu peur qu'un fait unique ne fût point écouté ; elle s'est fait alors à elle-



même cette déclamation dont elle a orné son Mémoire : *Quoi ! Messieurs , punira-t-on le plus tendre des maris , &c.* elle en a craint les impressions , & elle n'a fatigué tant de fois les Officiers publics des vils détails de sa maison , que pour calmer l'inquiétude qu'elle s'étoit formée sur un moyen dont elle pouvoit être touchée.

Au surplus , elle convient elle-même de la réconciliation parfaite qui a suivi ces premiers faits , elle veut les faire revivre par le dernier : attachons-nous donc à cet unique objet , dont la fausseté démontrée renversera tout le système de la Dame Rapalli. S'il est faux , il ne peut ni faire revivre les faits qui ont précédé , ni servir par lui-même de prétexte à la séparation.

Mais tout annonce l'imposture ; on ne conçoit pas ce qui auroit pu porter le sieur Rapalli à de telles fureurs ; on ne peut l'en convaincre , puisqu'il n'y avoit point de spectateurs ; & tout ce qui a suivi justifie pleinement que la Dame Rapalli n'a pas même été légèrement offensée.

Une femme vient trouver son mari dans son cabinet , elle s'assied sur ses genoux , elle lui demande avec toute la douceur imaginable , une modique somme de 30 liv. & aussi-tôt il se livre à un excès de barbarie , dont les ames les plus féroces seroient incapables. Une pareille idée peut-elle être proposée sérieusement ? On convient que ce qui n'est pas vraisemblable peut être vrai , mais c'est déjà un grand avantage que d'avoir contre l'Accusatrice un défaut de vraisemblance à lui opposer. Cela ne suffit pas , il faut ajouter qu'en matière de crimes , c'est un principe de Droit qu'on ne présume pas qu'on se soit rendu coupable sans cause , sans prétexte , sans occasion , & l'on n'apperçoit pas ici le plus léger motif qui eût pu irriter le sieur Rapalli.

Mais , dit-on , le sieur Rapalli n'a pas passé subitement de la proposition de sa femme à la fureur , cela est venu par degrés : *ma proposition le fit changer de visage , sa physionomie toujours sombre se rembrunit encore , il me refuse durement ; je lui représentois que la somme étoit modique . . . . M. Rapalli se mit en colère , il me dit des injures grossières , & voulut me mettre hors de son cabinet ; j'insistai un peu , les injures redoublèrent ; je pleurai , mes larmes le mirent en fureur , d'un coup de poing dans l'estomac il me renversa par terre.* Cette peinture qui nous fait voir par degrés une physionomie plus sombre , la colère , les injures , la fureur , les coups , est un jeu d'imagination , qui , frappée de l'absurdité du fait en lui-même , veut y conduire insensiblement par divers mouvemens , qui semble ne suspendre les excès que pour les rendre vraisem-

Si l'on peut  
faire preuve  
de ce qui n'est  
pas vraisem-  
blable.

blables. Mais le Mémoire en cela ne s'accorde point avec la plainte ; elle nous présente le sieur Rapalli comme un homme, qui, enflammé d'abord à la proposition de sa femme, la renverse par terre, la foule aux pieds, & veut l'égorger. On a relevé de la part du sieur Rapalli l'impossibilité d'une pareille frénésie ; la Dame Rapalli convaincue qu'elle a été trop vîte dans sa plainte, se réforme dans son Mémoire, elle excite la fureur par degrés ; mais cette ressource vient trop tard ; il n'est plus tems d'imaginer, il faut s'en tenir à ce qui est consigné dans une plainte juridique qui doit seule être consultée.

Si le fait est absurde, il est d'ailleurs impossible de le prouver, & la preuve testimoniale que l'on demande seroit absolument inutile. Les Sieur & Dame Rapalli étoient seuls dans le cabinet lorsque la scene se passa. Selon la D<sup>e</sup> Rapalli elle-même, il n'y avoit point de spectateurs lorsque son mari la renversa par terre, lui donna un coup de poing furieux, lui déchira sa garniture, & lui marcha des deux pieds sur la poitrine : ces circonstances d'abord, c'est-à-dire tout ce qu'il y a d'essentiel dans sa plainte, ne peuvent donc être prouvés de son propre aveu, & par conséquent il est inutile de de demander & d'ordonner une Enquête pour les établir.

D'un autre côté, que la Dame Rapalli ait crié comme une femme qu'on égorgeoit, que plusieurs personnes attirées par ses cris l'aient trouvée, sa garniture déchirée, se plaignant d'avoir été traitée avec la dernière barbarie, qu'elle leur ait dit qu'elle étoit entre la vie & la mort, qu'elle ait paru respirer à peine, qu'ayant demandé de l'eau, & en ayant pris par deux fois, elle ait vomé, & que ce qu'elle a rendu ait paru comme mêlé de sang, on n'a pas besoin de faire une Enquête pour le prouver, le sieur Rapalli en convient. Depuis long-tems la Dame Rapalli s'étoit étudiée à jouer ce rôle, & elle l'a fait avec tout l'art qui pouvoit séduire ceux qui n'étoient point en garde contre la surprise : il ne reste donc qu'à juger dans le point de droit, si une femme qui se trouvera seule avec son mari, en sera quitte pour faire le personnage de mourante, & si elle peut, par cet artifice, se procurer cette séparation tant désirée.

Quel sera donc l'objet de l'Enquête ? Ce ne sera pas de prouver les traitemens cruels que la Dame Rapalli prétend avoir reçus, elle convient qu'il n'y avoit personne qui fût présent : ce ne sera pas de prouver ses cris, ses plaintes, l'accablement dans lequel elle a paru, le sieur Rapalli en convient à son tour. Voici donc à quoi elle se réduit : *Les Témoins accourus à mes cris*, dit-elle,

*m'arracherent des bras de mon mari dans le tems qu'il me maltraitoit encore.* Mais en premier lieu, la plainte rendue le même jour ne va pas si loin, on se contente de dire que les Domestiques accourus arracherent la Dame Rapalli des bras de son mari : ces termes *dans le tems qu'il me maltraitoit encore*, ne sont que d'une invention moderne. On a senti que la plainte seule condamnoit la Dame Rapalli. Le secours de la fiction est toujours prêt dans une affaire dont elle est seule l'ame & le mobile, ainsi on avance hardiment dans le Mémoire ce qui n'est pas dans la plainte. Fait-on une objection à la Dame Rapalli tirée de sa propre plainte, aussi-tôt elle trouve la réponse dans de nouvelles découvertes que sa mémoire lui fournit au bout de deux ans, & qu'elle n'avoit pas faites le jour même de la plainte.

En second lieu, est-il possible que les témoins fussent arrivés dans le tems qu'on la maltraitoit encore, pour se servir de ses expressions? La Dame Rapalli nous dit dans sa plainte qu'après que les témoins furent arrivés, sur les reproches qu'elle faisoit à son mari, il répondit d'un air de triomphe, qu'on ne *pourroit prouver par temoins qu'il l'eût frappée*. Ce langage qu'elle nous rapporte elle-même, ce langage tenu publiquement devant tous ceux qui étoient accourus, se peut il concilier avec le fait qu'elle hasarde aujourd'hui, que les témoins arriverent dans le tems qu'on la maltraitoit encore? Un homme qui auroit été surpris par plusieurs personnes dans le tems même qu'il maltraitoit sa femme, auroit-il osé leur dire dans l'instant même, au moins il n'y a personne qui puisse dire qu'il m'ait vu maltraiter ma femme? C'est cependant ce que la Dame Rapalli rapporte elle-même de son mari : en faut-il davantage pour la convaincre de supposition grossière dans ce qu'elle avance aujourd'hui pour faire admettre la preuve?

Concluons que l'Enquête demandée n'a point d'objet ; elle n'en a point pour les traitemens cruels que la Dame Rapalli prétend avoir reçus, on convient qu'il n'y avoit personne qui fût présent : elle n'en a point pour les cris, les plaintes, les gémissemens, les vomissemens réitérés, le sieur Rapalli en convient : elle n'auroit donc pour unique objet que le fait que les Domestiques qui étoient accourus, l'ont arrachée des bras de son mari. Mais que signifie un fait de cette qualité? La Dame Rapalli dans les agitations qu'elle se donnoit pour jouer le rôle de femme battue, a pu facilement retenir le sieur Rapalli, qu'elle dit elle-même avoir pris par sa robe : elle a pu faire paroître aux Domestiques qu'ils étoient l'un auprès de l'autre ; & de cette unique

circonſtance elle en fera l'objet d'une preuve. Rien ne paroît plus chimérique & plus illuſoire.

Mais, nous dit-on, c'eſt à moi à faire ma preuve, ne vous inquiétez pas du ſuccès; ſi les témoins n'ont rien vu, que craignez-vous? A ce diſcours ſpécieux la répoſe eſt prompte. 1°. Il ne ſeroit pas de la ſageſſe du Tribunal, laiſſi des conteſtations qui ſe préſentent, d'ordonner une preuve que l'expoſé de la plainte annonce comme impoſſible. Une pareille plainte ne s'admet pas légèrement, autrement il faudroit dire que toute femme qui formeroit une demande en ſéparation, & qui haſarderoit un fait de violence de la part de ſon mari, même pendant la nuit, même pendant qu'ils ſeroient ſeuls enfermés dans leur chambre, devroit néceſſairement être admise à la preuve; ce qui eſt abſurde. 2°. Il n'y a perſonne qui ne ſente le danger de commettre une preuve à des Parties, qui depuis tant d'années ont formé tant d'intrigues & de cabales contre le ſieur Rapalli, & qui ont cherché à le perdre par tant d'indignités. Enfin une preuve admise peut éterniſer un Procès; elle entretient la femme dans un eſprit de divorce, elle prolonge & augmente le ſcandale; ce n'eſt donc qu'avec de grandes précautions que l'on admet une pareille preuve, & lorsque les circonſtances en font connoître en même tems, & la néceſſité, & la poſſibilité. Ces circonſtances manquent toutes à la Dame Rapalli, & par conſéquent elle ne peut être écoutée.

Mais ce qui tranche toute difficulté, c'eſt que la preuve eſt faite tant par la plainte de la Dame Rapalli, que par les rapports en Chirurgie qu'elle rapporte elle-même; ces pièces reunies mettent l'impoſture dans le plus grand jour, & l'on ne peut contre des preuves écrites, que la Dame Rapalli adminiſtre elle-même, admettre une preuve teſtimoniale qui ne pourroit jamais balancer ce qui reſulte des titres. Ces vérités ont été établies dans le Mémoire du ſieur Rapalli; il ſuffira de parcourir les objections.

*D'un côté, dit la Dame Rapalli, on s'étudie à exagérer les maux que j'ai ſoufferts, & de l'autre on me donne une force & une légèreté que je n'ai point eue; lorsqu'on rend compte des différentes courſes que j'ai faites le même jour dans Paris, on ſupprime les longues pauses que j'ai été obligée de faire.*

On ne croit pas qu'il fut poſſible d'exagérer les faits articulés dans la plainte de la Dame Rapalli; les violences qu'elle impute à ſon mari ſont ſi outrées, qu'il n'étoit pas poſſible d'y rien ajouter, à moins que de la faire mourir ſous les coups du ſieur Rapalli,

palli ; mais puisqu'elle nous reproche d'exagerer les mauvais traitemens qu'elle a reçus , n'employons que ses propres termes. D'abord la plainte porte que le *sieur Rapalli* lui donna un coup de poing si furieux dans l'estomac , qu'il la renversa à ses pieds , qu'il se jeta sur elle , lui donna plusieurs coups de poing , lui déchira sa garniture , & lui marcha des deux pieds sur la poitrine ; que se voyant entre la vie & la mort , elle n'eut de ressource que d'appeller à son secours . . . . que la parole lui manqua par une très-grande oppression de poitrine , causée par les coups qu'elle venoit de recevoir . . . . que la parole lui étant revenue , elle dit , d'un ton entre-coupé & de suffocation , qu'elle avoit l'estomac rompu , qu'elle n'en pouvoit plus , & que le *sieur Rapalli* lui avoit donné des coups mortels ; enfin qu'elle vomit du sang avec abondance. Son premier Mémoire ne donne pas des idées moins funestes : d'un coup de poing dans l'estomac il me renversa par terre , il me prit par les cheveux , & m'en arracha avec ma garniture qu'il mit en pieces , il m'atterra totalement & me marcha des deux pieds sur la poitrine , pour m'empêcher de me relever ; sans le prompt secours qui arriva , ce jour eût sans doute été le dernier de ma vie ; on me mit dans un fauteuil , saisie , respirant à peine , privée presque de tout sentiment. On demande à la Dame Rapalli comment on peut exagerer ses maux , quand on en fait la peinture d'après elle ? Pourroit-on ajouter quelque chose à la cruauté , à la barbarie , à la fureur dont ces traits donnent l'idée ?

C'est cependant dans cet état de mort qui auroit dû exiger les remèdes les plus prompts & la tranquillité la plus parfaite , qu'elle monte dans un Fiacre , qu'elle se fait mener de la rue de Guene-gaud à la Greve , de la Greve vis-à-vis la Comédie Françoisé , & de la Comédie Françoisé dans la rue Poupée ; c'est dans cet état de mort qu'elle va chercher elle-même son Chirurgien , son Commissaire & son Avocat , qui auroient volé à son secours si elle les avoit mandés. Ces démarches avouées par elle même , peuvent-elles jamais se concilier avec les faits qu'elle veut prouver ?

*J'ai fait*, dit-elle, *de longues pauses*. Mais , suivant elle , elle n'est venue dans le cabinet de son mari qu'à dix heures & demie du matin ; la scene n'a pu finir qu'à onze heures , & à quatre heures du soir toutes ses courses étoient finies. Passe-t-on ainsi de la mort à la vie en quelques heures de tems ? Soutient-on toutes les courses d'un Fiacre quand on a l'estomac rompu & la poitrine oppressée , quand on vomit le sang à chaque moment , *saisie , respirant à peine , presque dénuée de sentiment* ?

*J'ai pris un bouillon chez le sieur Granier mon Chirurgien , il con-*

*clut à une prompte saignée du pied ; je passai chez le Commissaire le Comte , mais les forces me manquèrent ; & ayant pris date , je fis un dernier effort pour gagner la maison de M. de la Brosse , j'y fus sur le champ saignée du pied. Mais tous ces adoucissimens changent-ils le fait décisif ? Si la Dame Rapalli avoit été dans l'état de mort dans lequel elle se représente , comment auroit-elle pu entreprendre toutes ces courses ? Comment auroit-elle pu les soutenir ? Pourquoi aller chercher des personnes , qui se seroient fait un devoir & une religion d'aller la trouver en quelque lieu qu'elle se fût retirée ? D'ailleurs la Dame Rapalli oublie une circonstance qui est dans sa plainte , elle dit que le sieur Granier , Chirurgien , lui conseilla une saignée , qu'elle lui représenta qu'elle étoit dans un état critique qui ne le permettoit pas , ce qui obligea de différer ; si elle s'étoit souvenue de cette circonstance , elle n'auroit pas dit dans son Mémoire , qu'étant arrivée chez la Dame de la Brosse , elle fut sur le champ saignée du pied. Depuis qu'elle étoit sortie de chez le Chirurgien jusqu'à ce qu'elle fût arrivée chez M. de la Brosse , son état étoit-il changé ? Ne pouvoit elle recevoir le secours de la saignée dans un moment , & se faire saigner cependant un instant après ? De telles contradictions font-elles l'éloge de sa sincérité & de sa bonne foi ?*

Pour excuser ces courses , la Dame Rapalli dit que la maison où elle venoit d'être maltraitée lui parut un séjour insupportable , qu'elle ne pouvoit pas y demeurer : on veut bien admettre l'excuse qui auroit dû cependant céder à la nécessité , si elle avoit été , comme elle le dit , *entre la vie & la mort* ; enfin qu'elle sortit de sa maison pour se faire conduire chez la Dame de la Brosse son amie qui demouroit dans le même quartier , & où elle est venue se reposer le soir : cela seroit du moins supportable ; mais que l'horreur qu'elle a pour la maison de son mari l'oblige , quoique mourante , de monter dans un Fiacre , d'aller chercher un Chirurgien à la Greve , un Commissaire vis à vis la Comédie Française , & son Avocat rue Poupée , voilà ce qu'elle ne persuadera à personne , à moins qu'elle ne nous dise naturellement qu'il n'y avoit que l'air de la maison de son mari qui fût mortel pour elle , & qu'il lui suffisoit d'en sortir pour recouvrer toutes ses forces.

Au reste , que peut elle répondre aux rapports en Chirurgie faits le même jour & deux jours après , par lesquels il est prouvé que cet estomac rompu par un coup de poing furieux qui l'avoit renversée par terre , que cette poitrine foulée aux pieds par un mari en fureur n'avoit pas reçu la plus légère contusion ? Son

Défenseur, en plaidant sur l'appel, est convenu à l'Audience de bonne foi qu'il avoit été touché de cette preuve, & qu'elle l'avoit ébranlé ; mais que depuis l'appel il s'étoit rassuré en consultant des Médecins & Chirurgiens habiles, qui lui avoient appris qu'on peut marcher des deux pieds sur la poitrine d'une femme sans aucune marque de contusion.

Le Défenseur de la Dame Rapalli avant ces consultations qui l'ont rassuré, marquoit cependant aux Requêtes du Palais la même confiance qu'il fait éclater aujourd'hui en la Cour ; il ne nous faisoit pas part alors de l'impression que ces rapports avoient fait sur lui, il pourroit bien encore avoir quelque inquiétude dont il conviendra dans la suite.

En tout cas, on croit qu'il n'y a personne qui ne doive être aussi touché des rapports en Chirurgie que le Défenseur de la Dame Rapalli. Quoi ! elle reçoit un coup de poing furieux dans l'estomac qui la renverse par terre, on la foule aux pieds avec une rage qui ne se peut exprimer, on lui donne des coups de pied dans la poitrine, & ces parties si délicates, principalement dans une jeune femme, ne reçoivent pas la moindre altération ! Qui pourroit se refuser à la conséquence nécessaire, que ces coups, ces traits de fureur ne sont que de pures illusions ?

Mais les Médecins & les Chirurgiens nous disent que cela est possible ; voilà ce que c'est que de n'être pas bon Physicien, de ne pas connoître la structure du corps humain, on est exposé à faire bien de faux raisonnemens. C'est ainsi que la Dame Rapalli insulte à notre ignorance ; mais où a-t-elle donc trouvé qu'il faille être Physicien ou Anatomiste pour savoir si des coups mortels donnés sur l'estomac & sur la poitrine, doivent y faire des meurtrissures & des contusions ? Non, sans avoir étudié dans les Ecoles de Médecine ou dans l'Amphithéâtre de Saint Côme, il n'y a personne qui ne sache, par une expérience journalière, que dès qu'un corps étranger presse violemment la peau, il laisse nécessairement quelque contusion ou quelque meurtrissure ; il ne faut pas employer pour cela la violence & la fureur, une impression faite sans y penser suffit. Et l'on prétendra que des coups redoublés & violens ne feront aucune impression ! Cela est d'une absurdité qui révolte.

Quand les Médecins & les Chirurgiens les plus habiles diroient le contraire, on en croiroit à ses yeux & à sa propre expérience plus qu'à tous leurs discours. La Dame Rapalli exige une déférence un peu trop servile pour ces grands Consultants ;

s'ils ont dit tout ce qu'elle veut leur faire dire , on peut répondre avec confiance qu'ils se sont joués de la crédulité humaine ; mais la proposition qui leur est faite peut , pour leur honneur , sauver leur réponse. On demande *si on peut marcher sur la poitrine d'une femme sans aucune marque de contusion*. Si on marchoit légèrement , si on ne faisoit aucun effort , si on le faisoit avec beaucoup de précaution de peur de l'offenser , il ne seroit pas impossible que la peau ne reçût aucune offense , sur-tout si on suppose la femme bien garnie d'habits , comme on le dit dans une des Consultations. Mais quand on foulera une femme aux pieds avec fureur , quand on l'écrasera avec toute la rage qu'inspire la colere la plus animée , & qu'au mois d'Août elle n'aura pour se défendre qu'une simple robe de taffetas , alors il est physiquement impossible que toute la poitrine ne soit meurtrie : aussi a-t-on caché toutes ces circonstances aux Médecins & Chirugiens ; leurs oracles ne peuvent donc en imposer à personne , & l'évidence confond ici la Dame Rapalli, malgré tous les secours de la Médecine & de la Physique.

## XCIX. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Jean-Baptiste Chabessier & Consorts , Appel-  
lans & Demandeurs

CONTRE *Françoise-Jeanne Lagogue , veuve Clement  
Thiboust , Intimée & Demanderesse.*

### Q U E S T I O N .

*Si l'on peut empêcher de proposer le fait d'adultere  
par voie d'exception.*

\* Cet Exorde  
est écrit de la  
main de M.  
Cochin à côté  
de celui du  
Mémoire im-  
primé servant  
d'original.

**L**A Loi est trop sage\* pour approuver les dispositions qui ne sont que la récompense du crime , elle est toujours armée de son autorité pour les réprimer ; mais sa sévérité im-

**L**Es dispositions que Jean-  
ne - Françoise Lagogue a  
exigées de la foiblesse du feu Sr  
Forestier , & par lesquelles elle  
a enlevé à ses parens une suc-  
cession opulente , prouveroient



puissante ne porteroit que des coups inutiles, si elle se refusoit aux preuves qui peuvent seules découvrir le vice contre lequel elle s'élève.

C'est cependant ce qui fait aujourd'hui l'unique ressource de la Patrie adverse. Que les Loix tonnent contre la débauche, elle ne s'y oppose point, mais qu'un intérêt légitime veuille en approfondir les mystères, c'est ce qui la révolte, parce qu'elle fait que cette recherche seroit l'écueil de tous ses artifices. Je soutiens au contraire que si le principe est constant, la preuve que je demande en est une suite nécessaire, & qu'une foule de circonstances concourent pour la faire admettre.

Jeanne-Françoise Lagogue, femme de Jean-Clement Thiboust, tenoit originairement une Boutique de Mercerie au Palais: le désordre de ses affaires l'obligea de prendre une Boutique à la Foire, où elle cherchoit à rappeler la fortune, en se prêtant à des désordres publics. Sur les plaintes des Officiers de Police, elle reçut un ordre du Roi le 7 Février 1704 de s'éloigner de trente lieues de Paris avec son mari.

Elle n'eut plus l'audace de se montrer en public; mais au mépris des ordres du Roi, elle continua de demeurer à Paris. Le sieur Forestier qui étoit depuis plusieurs années dans des liaisons trop intimes avec elle, lui fournit un asyle; elle se réfugia chez lui, & continua d'y demeurer jusqu'en 1711, que pour contravention aux ordres de Sa Majesté elle fut arrêtée & conduite en prison, d'où elle ne sortit qu'en signant avec son mari une soumission d'exécuter la Loi qui lui avoit été imposée.

Elle ne fut pas plus fidelle à remplir le second engagement que le premier. Le sieur Forestier eut encore la foiblesse de la reprendre chez lui, & de se rendre en cela complice d'une révolte qui devenoit de plus en plus criminelle. Pour le mari, on le jugea digne de porter seul tout le poids de l'indignation du Souverain. Il s'éloigna de Paris, pendant que sa femme demouroit avec le sieur Forestier; en sorte que les ordres du Roi ne servirent qu'à procurer une plus grande liberté à Jeanne-Françoise Lagogue.

Elle fut profiter de circonstances qu'elle regardoit comme si

seules à quel prix elle a fait tant de conquêtes, & l'indignité qui en a été le principe; mais le caractère de cette femme avide, la maniere dont elle a vécu, les coups de l'autorité publique auxquels elle a été exposée, tout annonce la débauche qu'on lui reproche, & la nécessité d'en admettre la preuve pour exposer toute la honte au grand jour.

FAIT.

heureuses pour elle , & se faire un grand parti à la ruine du sieur Forestier. Dès 1719 elle se fit donner une maison de campagne qu'il avoit à Vitry , près de Paris , avec tous les meubles dont elle étoit garnie ; peu de tems après le sieur Forestier reçut le remboursement de ses rentes sur la Ville , il trouva occasion d'en faire un emploi , en les donnant à constitution au sieur Chireix , qui venoit de faire le retrait de quatre maisons dans Paris ; mais au lieu de faire passer les contrats sous son nom , il les fit mettre sous le nom de Jeanne-Françoise Lagogue , peut-être à la faveur d'une contre-lettre , que l'on a trouvé le secret de faire disparaître depuis , peut être aussi dans une aveugle confiance pour cette femme , qu'il rendoit par-là maîtresse de son sort : ces contrats servirent dans la suite à payer une grande partie du prix des quatre maisons que le sieur Forestier acheta du sieur Chireix , par contrat du 22 Juillet 1724 , moyennant 43750 liv. sur quoi il paya 6750 liv. en argent comptant , 23000 liv. par compensation avec les capitaux & arrérages des contrats , & pour le surplus il se chargea de le payer à un créancier du sieur Chireix. Cette acquisition fut faite à la vérité sous le nom de Jeanne-Françoise Lagogue ; mais il n'y a personne qui puisse se persuader qu'elle eût fourni les deniers ni des contrats , ni du prix des quatre maisons. Cette femme étoit née sans bien , son commerce n'avoit jamais été accompagné d'aucun succès ; elle avoit été obligée de se faire séparer de biens d'avec son mari ; car elle paroît dans tous ces actes en qualité de femme séparée. Où auroit-elle donc pris une somme de près de 30000 liv. qu'elle paroît avoir fournie ? Il est évident que tout appartenoit au sieur Forestier , qui , livré à une aveugle passion , se dépouilloit peu-à-peu de tout son bien en faveur de cette femme.

Pour étendre de plus en plus ses rapines , elle se fit faire deux billets par le sieur Forestier les 30 Juillet & 14 Août 1723 , qui sont conçus dans une forme bien singulière : *Je reconnois que Madame Thiboust m'a mis ès mains la somme de 1400 liv. dont je lui rendrai bon compte.* C'est ainsi que s'exprime le premier. Le second est précisément dans les mêmes termes , si ce n'est qu'il est de 1425 liv. au lieu de 1400 liv. On demande encore où Jeanne-Françoise Lagogue avoit pris cette somme de 2825 liv. A la vue de pareils actes on croiroit que le sieur Forestier étoit un homme qui avoit besoin de secours , & qu'au contraire Jeanne-Françoise Lagogue étoit une femme opulente , qui faisoit des acquisitions considérables , & qui prêtoit au sieur Forestier dans ses besoins. Il fau-

droit être bien aveugle pour ne pas reconnoître dans ces actes une simulation qui avoit pour objet, d'un côté de procurer à Jeanne-Françoise Lagogue de très-grands avantages, & de l'autre de les mettre à l'abri, s'il étoit possible, des justes reproches auxquels on sentoit parfaitement qu'ils étoient exposés.

Quoi qu'il en soit, le mari étant revenu de ses voyages, la conduite que l'on tint à son égard, acheva de faire éclater le scandale. Le sieur Forestier occupoit une maison rue Bar-du-Bec, composée de deux corps de logis séparés, l'un sur la rue, l'autre dans le fond de la cour : il occupoit personnellement le premier appartement du corps de logis du fond ; il avoit donné le second à Jeanne-Françoise Lagogue ; pour Thiboust, on le plaça dans le corps de logis sur la rue, & on lui fit la grace de lui donner une chambre au quatrieme étage. Le sieur Forestier & Jeanne-Françoise Lagogue mangeoient ensemble, on portoit les restes de la table à Thiboust dans son grenier. Quand on alloit à la maison de Vitry, le sieur Forestier & Jeanne-Françoise Lagogue alloient ensemble dans un carrosse : le mari avoit quelquefois la permission d'y venir à pied ; il se prêtoit à toutes ces indignités, parce qu'on le faisoit vivre, & qu'il esperoit que sa femme lui feroit quelque part de tout ce qu'elle enlevait au sieur Forestier pour prix de ses complaisances criminelles.

On a trouvé dans les pieces de Jeanne-Françoise Lagogue un bail sous feing privé, qui confirme la vérité de ces faits : il est du 8-Mars 1729. Le sieur Forestier y loue à la femme Thiboust le deuxieme appartement sur le derriere, & deux chambres sur le devant au quatrieme étage, moyennant la somme de 150 liv. Ce second appartement dans un des corps de logis, étoit celui de sa femme : une des deux chambres au quatrieme étage dans l'autre corps de logis étoit le refuge du mari. Jamais on n'a osé contester ces faits, qui sont d'une notoriété publique. Mais peut-on résister aux justes conséquences qui en résultent pour établir le commerce criminel de cette femme avec le sieur Forestier ? On voit bien au surplus, que ce bail n'étoit fait que pour la forme : un second appartement dans une maison de la rue Bar-du-Bec, qui est le centre de Paris, ne s'est jamais donné à vil prix.

En la même année 1729, le Curé de Baillet, frere du sieur Forestier mourut ; Jeanne-Françoise Lagogue se fit donner une procuration pour faire faire l'inventaire. Arrivée à Baillet elle trouva les scellés apposés, eut l'audace de les briser, & de tout enlever sans aucune forme de Justice ; elle fut décrétée de

prise de corps ; sur l'appel en la Cour , elle fut renvoyée au Châtelet en l'état d'ajournement personnel : ce décret subsiste actuellement , & jamais elle n'a osé le purger.

Enfin le sieur Forestier étant tombé malade , & se trouvant menacé d'une mort prochaine , Jeanne-Françoise Lagogue pour consumer toutes ses injustices , lui a suggéré un testament , par lequel elle s'est fait nommer Légataire universelle & Exécutrice testamentaire ; le sieur Forestier n'y rappelle ses plus proches parens que pour leur faire à titre de legs une injure marquée , puisqu'entre cinq il leur distribue une somme de 3400 liv. une fois payée. Ce testament est du 4 Mai 1731. Le sieur Forestier mourut le 7. Jeanne-Françoise Lagogue , maîtresse absolue dans la maison , détourna tout ce qu'il y avoit de plus précieux.

Quelque tems après elle forma sa demande en délivrance de legs au Châtelet contre les héritiers. Au lieu de défendre à cette demande , ils laisserent prendre contr'eux une Sentence par défaut , & rendirent plainte de recellés & divertissemens commis par Jeanne-Françoise Lagogue. Il fut fait une information , sur laquelle elle fut décrétée. Tout cela étoit bien mal concerté , puisque le testament & la Sentence de délivrance ne leur laissoit aucun droit dans la succession tant qu'il subsisteroit ; aussi sur l'appel en la Tournelle est-il intervenu Arrêt le 23 Janvier 1734 , qui a déclaré la procédure nulle & déchargé de l'accusation ; mais comme ce n'étoit que la voie irrégulière que l'on avoit prise qui a été condamnée , le même Arrêt réserve aux héritiers *de se pourvoir à fins civiles* , & leur permet de faire entendre les mêmes Témoins , si on leur accorde la permission de faire Enquête des mêmes faits de recellés & de divertissemens.

En cet état les héritiers ont interjetté appel des Sentences de délivrance de legs par défaut , & par une Requête du 19 Mars 1736 , ils ont articulé des faits de débauches , dont ils ont demandé permission de faire preuve ; c'est à quoi se réduit toute la Cause.

MOYENS.

Les principes sont constans entre les Parties ; tous les avantages qui se font entre personnes qui ont vécu dans le crime & la débauche sont réprimés par les Loix. La pureté de la Religion a porté ce principe parmi nous jusqu'à une extrême sévérité , & plusieurs de nos Coutumes même en ont fait une regle expresse : *don de concubin à concubine ne vaut.*

Pour soutenir la juste rigueur de cette maxime , on ne s'est point arrêté à la forme extérieure des actes ; en vain au lieu de donner ,

a-t-on

a-t-on paru vendre, emprunter & employer de pareilles voies qui, sous le titre de contrats onéreux, déguisoient de véritables profusions ? la Loi a percé l'obscurité de ces actes pour y reconnoître des dispositions prohibées, & les a toutes prosrites. Mais comment peut-on avoir la preuve de la débauche qui a été le principe de tant de dispositions ? Si on étoit réduit aux seules preuves par écrit, ce seroit procurer à la débauche un triomphe assuré. Les femmes capables de se livrer à de pareilles indignités, trouveroient aisément le moyen, ou de ne laisser jamais échapper aucunes traces de leurs crimes, ou de les supprimer, si par hasard il s'en trouvoit quelques vestiges ; ainsi, malgré le scandale qu'elles auroient excité, malgré la voix publique qui s'élevoit contre elles, elles jouiroient impunément du fruit de leur débauche ; des Témoins sans nombre seroient prêts à les confondre, mais on leur imposeroit silence, parce que leur déposition ne seroit point préparée par des preuves écrites. L'honnêteté publique ne permet pas d'autoriser une pareille maxime ; toutes les familles deviendroient la proie de la licence assurée de l'impunité.

Si pour attaquer une libéralité déguisée que l'on prétend être faite à une concubine, il faut avoir un commencement de preuve par écrit de la débauche.

Aussi tous nos Auteurs se réunissent ils pour établir le principe contraire, soutenu de l'autorité d'un grand nombre d'Arrêts. Dumoulin, sur le Conseil 196 de Decins, nous apprend que la Loi qui prohibe de donner entre conjoints, *fortius militat in impudicis mulieribus quæ solent esse blandiores & rapaciores, ergo statutum multò magis haberet locum in concubina quæ etiam non debet esse melioris conditionis quàm pudica & legitima uxor.*

M. Louet, lett. D. n. 43, s'explique ainsi : Jugé au Procès d'entre Vaugiraure & Forestier, que le fait d'adultère mis en avant par le frere pour annuler une donation faite par testament de tous les meubles, acquêts & conquêts immeubles, à une Servante de laquelle le Testateur avoit abusé, & qui avoit causé un divorce avec sa femme, étoit recevable pour être vérifié par Témoins, bien que la Servante se fût mariée depuis le décès du Testateur.

La difficulté étoit double, l'une pour le mariage de ladite Forestier, que l'on vouloit indirectement troubler, lequel *quiescens erat* ; l'autre, que n'y ayant ni Sentence ni Jugement par lequel ladite Forestier fût diffamée, *quæ turpis persona non erat.*

Mais considérant que cette donation a pris son fondement sur une turpitude qui mérite plutôt peine que récompense, il étoit sensible que ce que les héritiers du Testateur vouloient vérifier, c'étoit en défendant, *excipiendo, non agendo.*

Brodeau confirme ce principe par plusieurs Arrêts des premiers Mars 1625, 13 Décembre 1629, 18 Décembre 1632.

Ricard, part. 1, ch. 3, sect. 8. « Pour nous qui avons joint la  
 » pureté des mœurs chrétiennes avec l'honnêteté civile, nous n'a-  
 » vons pas fait difficulté dans notre usage, d'embrasser la rigueur  
 » des Loix Romaines pour ce dernier point, & de condamner tous  
 » les avantages qui se font entre ceux qui sont couverts des crimes.  
 » d'inceste & d'adultère & même davantage, encore que par  
 » notre Jurisprudence les héritiers d'un mari ne soient pas rece-  
 » vables à accuser sa veuve d'adultère, s'il n'en a le premier témoi-  
 » gné son ressentiment par une plainte en Justice; néanmoins les  
 » Arrêts ont reçu le fait d'adultère, lorsqu'il a été opposé civilement  
 » par les héritiers & par forme d'exception, pour faire annuler  
 » une donation faite entre ceux qui étoient coupables d'une pa-  
 » reille conjonction, deux Arrêts de 1642 & 1656 ».

Basnage, sur l'art. 414 de la Coutume de Normandie, décide la même question; il rapporte un Arrêt du Parlement de Rouen du 7 Juillet 1682, qui l'a jugé : *la Loi, dit-il, doit tout donner à l'honneur & à la pureté, & condamner tout ce qui la peut blesser.*

C'est sur le fondement d'une maxime si nécessaire en elle-même pour l'ordre public, & si universellement adoptée, que les héritiers du sieur Forestier opposent à Jeanne-Françoise Lagogue, l'indignité qui a été le principe des avantages qu'elle s'est procurés, & qu'ils demandent permission d'en faire preuve.

Si jamais il y a eu une occasion favorable pour faire admettre une pareille preuve, c'est celle qui se présente. 1°. A qui oppose-t-on ce moyen? A une femme chassée de Paris dès 1704 par des ordres supérieurs, pour purger la Capitale du Royaume d'un Sujet qui ne pouvoit y exciter que du désordre & du scandale; à une femme qui a eu la témérité de contrevenir à des ordres si sacrés, qui en a été punie par l'emprisonnement de sa personne, & qui n'a obtenu sa liberté que sur sa soumission par écrit d'obéir par la suite; à une femme qui a violé sa promesse, & qui a rendu le sieur Forestier complice de son crime; à une femme qui ne doit qu'à sa rébellion tous les avantages qu'elle s'est procurés. 2°. S'agit-il ici d'avantages modiques? C'est une spoliation universelle : en 1719, la maison & les meubles de Vitry; en 1720 & 1724, près de 30000 liv. qui ont servi à acquérir quatre maisons dans Paris; en 1723, des billets simulés; en 1731, un legs universel & une exécution testamentaire : l'avidité n'a point été satisfaite jusqu'à ce qu'elle eût tout dévoré. Enfin qui sont ceux qui se plai-

gnent ? De très-proches parens qui sont dans la misère & qui se trouvent dépouillés , pour revêtir une femme contre laquelle s'élève l'indignation publique. Rien ne peut donc ici retenir la sévérité des Loix , & la preuve demandée devient encore plus nécessaire par les circonstances.

On ne se fait ici un rempart que de fins de non-recevoir.

1°. Les héritiers ont pris , dit-on , la voie extraordinaire , & ils ont succombé , ils ne sont plus recevables à prendre la voie civile.

*Réponse aux objections.*

2°. Ils n'ont aucun commencement de preuve par écrit.

3°. Ils opposent la débauche à une femme mariée quand son mari ne s'est pas plaint.

Reprenons ces prétendues fins de non-recevoir , elles ne peuvent tenir un moment contre les principes.

1°. Les héritiers du sieur Forestier avoient pris une voie irrégulière en rendant plainte des recelés & divertissemens ; l'Arrêt de la Tournelle l'a condamnée , mais en même-tems il leur a tracé la véritable route qu'ils devoient suivre , en leur réservant à *se pourvoir à fins civiles* ; comment donc peut-on prétendre que l'Arrêt forme une fin de non-recevoir contre l'action civile quand il la réserve expressément ?

Mais , dit-on , cette réserve ne tombe que sur les recelés & divertissemens , & non sur le fait de débauche ; cela est si vrai que l'Arrêt ajoute , que s'il est permis de faire Enquête sur les recelés & divertissemens , les héritiers pourront faire entendre les mêmes Témoins déjà entendus dans les informations. Cette objection ne roule que sur une équivoque , la plainte ne tomboit originairement que sur les recelés & divertissemens ; il est vrai que depuis l'appel les héritiers avoient demandé permission d'informer par addition , & avoient même demandé permission d'informer du fait de débauche ; mais par l'Arrêt sur Requête on leur permit seulement d'informer par addition du fait de recelé , & on joignit le surplus de la Requête à l'appel. Ainsi il n'y a jamais eu de permission d'informer du fait de débauche ; les Témoins n'ayant été entendus que sur le fait de recelé , la permission de faire entendre de nouveau les mêmes Témoins ne pouvoit tomber que sur le même fait ; mais la réserve de *se pourvoir à fins civiles* est générale & tombe sur tout ce qui avoit fait l'objet des plaintes ; on ne peut donc se faire une fin de non-recevoir de l'Arrêt qui forme au contraire un préjugé pour les héritiers , en leur réservant expressément l'action qu'ils exercent aujourd'hui.

2°. Le défaut de commencement de preuve par écrit ne peut fournir par lui-même un obstacle à l'admission de la preuve. D'un côté il est certain que l'indignité qui résulte de la débauche, détruit tous les avantages que l'on s'est procurés par de criminelles complaisances, & de l'autre il est infiniment rare de trouver des preuves par écrit d'un pareil dérèglement ; faudra-t-il donc que la Loi soit impuissante, qu'elle tonne, qu'elle menace, qu'elle prononce des peines, & qu'elle ne puisse les appliquer ? Sur quel prétexte pourroit-elle se refuser à une preuve qui est la seule qui puisse soutenir ses dispositions ? En vain dit-on que cela seroit dangereux, que ce seroit compromettre l'honneur de plusieurs femmes dont la conduite pure & irréprochable seroit exposée à la malice ou à la légèreté des Témoins ; car outre que cet inconvénient serviroit également à rejeter dans tous les cas la preuve testimoniale, puisque l'honneur ou la fortune des Parties en dépend toujours, on ne peut pas douter que la prudence du Juge ne le détermine suivant les différentes circonstances de chaque affaire. Est-il ici question d'une femme dont la réputation ait toujours été entière, & qui ne se soit attiré aucun reproche, & qui par conséquent mérite que l'on se conduise à son égard avec plus de ménagement & de circonspection ? C'est une femme chassée de Paris, suivant son propre aveu, pour desordres publics ; c'est une femme qui a méprisé les ordres de son Prince, arrêtée, constituée prisonnière pour contravention, mise en liberté à condition de subir la peine qui lui étoit imposée, & qui cependant a persévéré dans la même révolte ; c'est une femme qui par différentes voies a enlevé tout le bien d'un homme dont elle avoit séduit le cœur & l'esprit, décretée pour un bris de scellé ; en un mot c'est une femme au moins très-suspecte : est-ce donc là le cas d'être alarmé par les inconvéniens de la preuve testimoniale ?

Si la preuve  
vocale se doit  
permettre sans  
commence-  
ment de preuve  
par écrit,  
quand c'est  
personne no-  
tée ;

Au surplus on trouve une foule d'Arrêts qui ont admis cette preuve sans aucun commencement de preuve par écrit, celui de 1599, rapporté par M. Louet, est dans ce cas. *La difficulté étoit double, dit M. Louet, l'une pour le mariage de ladite Forestier, que l'on vouloit indirectement troubler, lequel quiescens erat ; l'autre, que n'y ayant ni Sentence, ni Jugement, ni autre acte par lequel ladite Forestier fût diffamée, non erat turpis persona.* Ce sont précisément les deux mêmes difficultés que l'on nous fait aujourd'hui ; il n'y a aucun acte, aucun commencement de preuve par écrit contre Jeanne - François Lagogue ; quand cela seroit,



l'Arrêt de 1599 a jugé que dans ce cas-là même *l'héritier étoit recevable à vérifier par Témoins le fait de la débauche*. D'ailleurs n'y a-t-il rien qui flétrisse Jeanne-Françoise Lagogue ? On fait que les ordres supérieurs ne notent pas par eux-mêmes ; mais la cause qui a produit ceux qu'elle a reçus, est elle-même une diffamation.

Ordres du  
Roi ne no-  
tent.

Ce même Arrêt répond à la dernière fin de non-recevoir, tirée de ce que Thiboust ne s'est pas plaint de la conduite de sa femme. On dit qu'il n'y a que le mari qui puisse accuser sa femme d'adultère, & que cette action est interdite à tout autre ; mais il faut bien distinguer l'accusation d'adultère qui tend à obtenir vengeance du crime en lui-même, de l'exception d'adultère qui n'a pour objet que de détruire les avantages que l'on s'est procurés par ce crime.

Une femme ne se doit qu'à son mari ; si elle se livre à un autre, elle n'est coupable qu'envers son mari, il est donc seul en droit de se plaindre, l'action est interdite à tout autre, parce que tout autre est sans qualité & sans intérêt pour se plaindre.

Mais quand une femme par ses complaisances criminelles parvient à dépouiller un homme de son bien au préjudice de ses héritiers légitimes, alors l'intérêt sensible de ces héritiers leur donne le droit d'opposer pour leur défense ce qu'ils ne pouvoient alléguer pour venger l'honneur du mariage ; ils n'attaquent point la femme adultère, mais ils repoussent les coups qu'elle veut leur porter. La défense est de droit naturel ; on ne peut leur enlever celle que la Loi leur administre, quoiqu'elle réfléchisse sur l'honneur d'un tiers.

Quiconque a  
légitime inté-  
ret peut pro-  
poser le fait  
d'adultère par  
forme d'ex-  
ception.

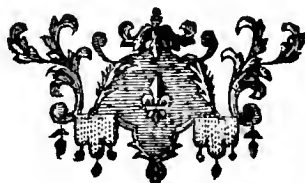
C'est encore ce que l'Arrêt de 1599 a jugé. Il est vrai que dans l'espèce de cet Arrêt on n'opposoit pas l'adultère commis pendant le mariage, on alléguoit seulement la débauche qui avoit précédé ; mais on n'en troubloit pas moins l'appui & l'honneur d'un mariage qui subsistoit actuellement avec tranquillité. Nous sommes ici dans des circonstances bien plus favorables ; car si on oppose par voie d'exception l'adultère de Jeanne-Françoise Lagogue, on ne l'oppose que depuis la mort de Thiboust son mari : ainsi on ne trouble point ici l'honneur d'un mariage paisible, on se défend, s'il est permis de parler ainsi, contre une femme isolée. Il n'y a donc aucun danger d'admettre le fait de débauche.

Aussi M<sup>e</sup> Jean-Marie Ricard, comme on vient de le voir, reconnoît-il que le fait d'adultère même est recevable par voie d'exception. Encore que par notre Jurisprudence, dit-il, les

héritiers du mari ne soient pas recevables à accuser la veuve d'adultère, s'il n'en a le premier témoigné son ressentiment par une plainte en Justice ; néanmoins les Arrêts ont reçu le fait d'adultère, lorsqu'il a été opposé civilement par les héritiers & par forme d'exception, pour faire annuler une donation faite entre ceux qui étoient coupables d'une pareille conjonction. Il y a deux Arrêts des années 1642 & 1656, qui ont confirmé cette doctrine.

Il est inutile après cela de soutenir que le legs universel est absorbé par les charges ; on ne persuadera à personne que ce soit par honneur qu'elle le soutienne. D'ailleurs elle ne compte que les biens trouvés au jour du décès, & ne parle pas ni de la maison de Vitry toute meublée, ni des quatre maisons de Paris, achetées en 1724. Sur les autres biens qu'elle ne fait monter qu'à 80000 livres, elle suppose 48000 liv. de legs, & 21000 liv. de dettes ; mais les legs ne montent qu'à 31000 liv. Il est vrai qu'il y a pour 850 liv. de pension viagère ; mais il y a déjà pour 200 l. de rentes qui sont éteintes par le mort de son mari, & 300 liv. par la mort de la servante du sieur Forestier ; le surplus peut s'éteindre promptement : il n'y a donc réellement que 31000 l. de legs. A l'égard des dettes, elle n'en a rien justifié : elle compte sans doute les billets qu'elle s'est fait faire ; mais ces charges imaginaires font partie des avantages qui tomberont quand la preuve sera faite.

Les héritiers du sieur Forestier ont donc un extrême intérêt de détruire les titres que leur Adversaire s'est procurés par des voies illicites ; toutes les Loix viennent à leur secours, ils se flattent qu'elles ne seront pas impuissantes, dans une conjoncture où l'honnêteté publique se joint à leur autorité pour réprimer tant de profusion.



C. INST. DE REQ. CIVILE AU GR. CONS.

POUR Monsieur le Duc de Richelieu.

*CONTRE le Sieur Lambert & les Directeurs des  
Créanciers de Marans, & Consorts.*

### Q U E S T I O N.

*Si tous les héritiers d'un défunt qui transmet une  
succession bénéficiaire, sont tenus de contribuer  
aux dettes de cette succession, ou seulement ceux  
à qui vont les biens transmis par le défunt, en  
sa qualité d'héritier bénéficiaire.*

**L**ES Directeurs des créanciers du Comte de Marans ont pris  
Requête civile contre dix-huit Arrêts du Parlement de Paris  
le premier Janvier 1680, c'est-à-dire, qu'ils se proposent de  
renverser ce qui a été fixé par une foule de Jugemens intervenus  
& exécutés pendant quarante ans, de changer l'état d'une Maison  
illustre, & de jeter les descendans de ceux entre qui ces contes-  
tations ont commencé, dans une involution de Procès dont il  
seroit impossible de sortir, aucune des Parties n'ayant de connois-  
sance exacte de tout ce qui s'est passé, presque tous les titres  
étant perdus, & les principaux faits ne paroissant même que dans  
des énonciations toujours obscures. Une pareille tentative est le  
comble de la témérité. Des Arrêts exécutés, souvent par des ma-  
jeurs, confirmés par actes authentiques, des Jugemens solennels  
qui se sont succédés les uns aux autres, ne pourront-ils jamais  
donner la Loi à une famille ? Faudra-t-il, après un siècle, rentrer  
dans ces abîmes de contestations, comme si on n'avoit rien fait,  
& recommencer des Procès qui ont peut-être plus coûté que le  
fonds même de la succession qu'il s'agit de discuter ? Cette idée  
générale suffiroit pour révolter contre la prétention des Direc-  
teurs de Marans.

Elle a été solidement combattue dans un grand nombre d'é-

critures & de Mémoires qui ont été donnés de la part des créanciers de Racan, on ne prétend pas la reprendre dans toutes ses parties; on se propose seulement d'en discuter quelques objets qui, bien éclaircis, peuvent renverser tout le système des créanciers de Marans, & cela sans préjudicier aux fins de non-recevoir tirées des Ordonnances, & opposées à la Requête civile dont est question, qui ont été traitées à fond dans les écritures & Mémoires tant de M. le Duc de Richelieu que des créanciers Racan.

*FAIT.*

La source de tous ces Procès vient de la difficulté qui se forma entre les héritiers paternels & maternels de la Duchesse de Bellegarde, morte sans enfans en 1631. Les héritiers paternels étoient Honorat d'Acigné, Comte de Grand-Bois, & Honorat de Beuil, Marquis de Racan; l'héritier maternel étoit Jean de Beuil I. du nom, Comte de Sancerre, oncle de la Duchesse de Bellegarde. Il n'y eut point de contestation pour le partage des biens; Jean de Beuil, comme plus proche parent, recueilloit seul tout le mobilier, & comme parent maternel, tous les propres maternels; les sieurs d'Acigné & de Racan, tous les propres paternels: mais la difficulté roula sur la contribution aux dettes.

La Duchesse de Bellegarde avoit été héritière pure & simple d'Honorat de Beuil, Comte de Fontaine son pere, & héritière bénéficiaire d'Anne de Beuil sa mere; on convenoit que les dettes personnelles de la Duchesse de Bellegarde devoient être payées par les héritiers des deux lignes, à proportion de l'émolument, & l'on comprenoit dans les dettes personnelles celles de la succession du Comte de Fontaine son pere, qui étoient devenues ses propres dettes, par l'acceptation pure & simple de sa succession; mais les héritiers paternels soutinrent qu'il n'en étoit pas de même des dettes qui s'étoient trouvées dans la succession bénéficiaire de la Comtesse de Fontaine. Comme Madame la Duchesse de Bellegarde sa fille, n'avoit accepté sa succession que par bénéfice d'inventaire, on soutint qu'il n'y avoit point d'obligation personnelle de sa part, que ces dettes ne pouvoient être prises que sur les biens de la Comtesse de Fontaine, & que comme les héritiers maternels les recueilloient seuls, ils devoient seuls aussi les payer.

Cette prétention donna lieu à de grandes contestations; il intervint différentes Sentences aux Requêtes du Palais sur la contribution aux dettes. Jean de Beuil I. du nom, en interjeta appel, aussi-bien que les sieurs de Grand-Bois & de Racan, & sur ces appellations

pellations il fut passé entre eux compromis le 17 Juin 1636; c'est en cet état que Jean I. Comte de Sancerre, fit une démission à René de Beuil son fils unique, le 14 Février 1637. Cette démission contient plusieurs clauses importantes dont on aura occasion de parler dans la suite. Quoi qu'il en soit, René de Beuil passa un second compromis le 16 Février 1638, avec les sieurs d'Acigné & de Racan, par lequel ils convinrent de s'en rapporter à quatre Avocats, qui étoient Mes Charles du Verger, Pierre Chamillard, Claude Chapellier & Jacques Bataille, Avocats au Parlement; il y a lieu de présumer qu'ils voulurent rendre leur décision plus solennelle, puisque le 22 Mars de la même année les Parties agréèrent la nomination de trois autres Avocats, qui furent Mes Pierre Board, Anne Didier & Jacques Frevin. Les sept Arbitres rendirent leur Sentence le 30 Mars 1638, par laquelle ils jugèrent que les dettes de la Dame Comtesse de Fontaine seroient payées sur les biens meubles & immeubles de sa succession; & celles de Madame la Duchesse de Bellegarde, tant de son chef que du chef du Comte de Fontaine son pere, dont elle avoit été héritière pure & simple, y compris le reliquat du compte de bénéfice d'inventaire de la Dame Comtesse de Fontaine, si aucun étoit dû, seroient payées par tous les héritiers de Madame la Duchesse de Bellegarde, à proportion de ce que chacun d'eux amendoit de sa succession.

Il fut donc décidé par-là que, comme la Duchesse de Bellegarde n'avoit été qu'héritière bénéficiaire de sa mere, les dettes de la succession bénéficiaire étoient en quelque maniere réalisées sur les biens de la même succession, & ne devoient être payées que par ceux qui les recueilloient. A l'égard du compte de cette succession bénéficiaire que devoit Madame la Duchesse de Bellegarde, il fut jugé que c'étoit sa dette personnelle, & que tous les héritiers étoient tenus du reliquat qui appartiendrait aux héritiers maternels, comme faisant partie de la succession de la Comtesse de Fontaine.

Cette Sentence arbitrale a été homologuée par Arrêt du 23 Août 1642, rendu entre les sieurs d'Acigné de Grand-Bois & le Marquis de Racan d'une part, & René de Beuil de l'autre. C'est le premier des Arrêts attaqué par la voie de la Requête civile. Les créanciers de Marans prétendent qu'au fond la question a été mal jugée, & que dans la forme la Sentence & l'Arrêt sont intervenus avec une Partie qui n'avoit point de qualité pour défendre. Ce sont ces deux objets que l'on se propose de discuter

dans ce Mémoire. On fera voir qu'au fond la disposition de la Sentence arbitrale est conforme aux regles, & que dans la forme cela est jugé avec la seule Partie capable de défendre les héritiers maternels; en sorte qu'il n'y a aucun prétexte de réclamer, soit par la sagesse de la disposition, soit par l'autorité de la chose jugée, qui est inébranlable.

*Première partie. La disposition de la Sentence arbitrale de 1638, est conforme aux Loix.*

Ancien Droit Romain concernant les dettes des successions.

Bénéfice d'inventaire établi par Justinien.

Avant l'Empereur Justinien l'héritier étoit toujours tenu personnellement des dettes du défunt, on le regardoit comme une seule & même personne avec celui dont il avoit accepté la succession; en sorte que toutes les actions, soit actives, soit passives, passoient en lui sans réserve & sans distinction.

On reconnut dans la suite qu'il étoit injuste, qu'un héritier qui n'avoit reçu qu'un certain bien, fût obligé de payer deux fois plus de dettes, & l'on établit pour regle, qu'en fixant par un inventaire exact la masse des biens, l'héritier ne seroit tenu de payer les dettes que jusqu'à concurrence des biens qu'il auroit recueillis. C'est la disposition de la fameuse Loi *Scimus*, au code de *Jure deliberandi*. Ainsi cette Loi distingua dans la personne de l'héritier deux patrimoines différens; le patrimoine personnel de l'héritier chargé indistinctement de ses dettes personnelles, & le patrimoine de la succession bénéficiaire chargé des dettes de la même succession. La Loi rejetta toute confusion entre ces deux patrimoines; il est même clair qu'elle établit pour principe constant, que les créances personnelles de l'héritier bénéficiaire contre la succession du défunt, subsisteroit dans sa personne, contre la regle générale, qui ne permet pas que l'on soit créancier de soi-même, & qui veut qu'en ce cas la dette soit éteinte par confusion; mais les regles communes cessent en matiere de bénéfices d'inventaire, l'héritier & le défunt ne sont plus une même personne; le patrimoine de l'héritier qui forme une masse séparée, a ses actions contre le patrimoine de la succession bénéficiaire, rien n'est confondu.

Cet établissement si sage en lui-même, a donné lieu à bien des controverses entre les Docteurs; les uns ont cru que l'héritier bénéficiaire n'étoit & ne pouvoit être considéré que comme un Curateur aux biens vacans, une espece de Sequestre & de Dépositaire; les autres ont prétendu qu'il étoit véritablement héritier & propriétaire, & quoique ce dernier sentiment paroisse avoir prévalu, cependant il y a des Docteurs qui en ont abusé. Le célèbre Loyseau a prétendu que l'héritier bénéficiaire étoit tenu personnellement des dettes du défunt; en sorte qu'il pouvoit être

Erreur de Loyseau sur le bénéfice d'inventaire.

poursuivi sur ses propres biens par les créanciers de la succession, pourvu qu'on ne lui fît pas payer plus de dettes qu'il n'y avoit de biens dans la succession. Presque tous les Auteurs se sont soulevés contre cette opinion, & la Jurisprudence l'a solennellement condamnée. Les créanciers du défunt ne peuvent se venger que sur les biens de la succession bénéficiaire, tous les biens personnels de l'héritier sont affranchis de leurs poursuites, & s'ils faisoient quelques saisies sur les biens personnels de l'héritier, on en obtiendrait à l'instant pleine & entière main-levée.

Biens personnels de l'héritier bénéficiaire sont à couvert.

En effet, quoique l'héritier bénéficiaire soit véritablement héritier & propriétaire, cependant il est en quelque manière considéré comme étranger aux biens de la succession; c'est pourquoi il peut renoncer à la succession en rendant compte, & alors s'il ne lui reste plus de biens de la succession entre les mains, ou qu'il en ait payé le reliquat, il n'est plus sujet à aucunes actions. C'est sur ce même fondement que l'art. 344 de la Coutume de Paris établit la même règle à l'égard de l'héritier bénéficiaire & du Curateur aux biens vacans pour la vente des meubles, ne le regardant que comme une espèce de Dépositaire.

Héritier bénéficiaire regardé comme un Dépositaire.

De ces principes il résulte qu'il ne faut pas raisonner à l'égard des héritiers bénéficiaires par les règles établies à l'égard des héritiers en général; c'est une espèce toute singulière qui a ses règles à part.

Cela supposé, quand l'héritier bénéficiaire vient à mourir laissant deux sortes d'héritiers, les uns qui recueillent son patrimoine particulier, & les autres le patrimoine de la succession bénéficiaire qu'il avoit recueilli, on demande comment se payeront les dettes de la succession bénéficiaire, si tous les héritiers y contribueront à proportion de l'émolument qu'ils trouvent dans la succession du dernier décédé, ou si ces dettes seront prises seulement sur les biens de la succession bénéficiaire, & par conséquent seront payées par les héritiers qui recueillent le patrimoine de cette succession?

Difficulté dans la contribution aux dettes, quand le défunt, outre ses biens, transmet une succession bénéficiaire.

Il y a des Coutumes dans lesquelles cette question ne pourroit pas même être agitée, parce que les dettes se payent par estocs; par exemple, en Bretagne où les héritiers du côté du père recueillent les biens venus du père, ceux du côté de l'aïeule paternelle recueillent les biens qui sont venus d'elle, & de même du côté de la mère; chacun paie les dettes créées par celui d'où procèdent les biens qu'il recueille. Ainsi l'héritier qui profite des biens d'une succession bénéficiaire, payera seul les dettes de

En Bretagne dettes se paient par estocs.

cette succession, puisqu'il les payeroit seul, quand même cette succession auroit été acceptée purement & simplement.

Droit commun de France distingue l'origine des biens, & non des dettes.

Mais dans les Coutumes qui, en distinguant l'origine des biens, ne distinguent point celle des dettes, & qui veulent que toutes dettes soient payées à proportion de l'émolument, comme celle de Paris, on demande si cela auroit lieu dans le cas où le défunt avoit recueilli une succession par bénéfice d'inventaire? Ceux qui soutiennent que les dettes doivent se payer indistinctement à proportion de ce que chaque héritier amende de la succession, n'ont pour eux que la règle générale; mais outre que les règles générales en matière de succession cessent par rapport aux successions bénéficiaires, il est constant que ceux qui prennent ce parti, ne considèrent pas quel est le principe qui a fait admettre cette contribution entre les différens héritiers d'une même personne.

Contribution aux dettes ne faisoit point de difficulté en Droit Romain.

Dans la règle générale qui étoit suivie dans le Droit Romain, un homme n'avoit jamais qu'un seul patrimoine; les biens qu'il avoit acquis & ceux qu'il avoit recueillis de ses ancêtres, ne formoient qu'une seule masse qui étoit déferée à son plus proche héritier; par la même raison, toutes ses dettes, soit contractées par lui-même, soit contractées par ses ancêtres, ne formoient aussi qu'un seul corps; & l'héritier le plus proche qui recueilloit indistinctement tous les biens, payoit aussi indistinctement toutes les dettes.

Depuis que le Droit coutumier a admis la distinction des propres & des acquêts, qu'il a déferé les acquêts au plus proche; & qu'il a voulu que les propres retournassent aux différentes lignes dont ils étoient provenus, il auroit fallu régulièrement que chacun des héritiers payât aussi en particulier les dettes de sa ligne, n'étant pas naturel qu'un des héritiers vienne dans une succession reprendre les biens de sa ligne, & qu'il en fasse payer les dettes aux autres; la distinction de l'origine des biens doit produire de droit naturel la distinction de l'origine des dettes.

Mais deux raisons se sont opposées à cette distinction des dettes, l'une de droit, & l'autre de fait. La raison de droit est que celui qui a recueilli différentes successions, & qui les a acceptées purement & simplement, a contracté par-là avec les créanciers; il s'est obligé personnellement à les payer. Ainsi toutes ces dettes sont devenues ses dettes personnelles; il y a affecté tous ses biens: il faut donc que les différens héritiers



qui recueillent ses biens contribuent aux dettes dont tous les biens sont chargés. La raison de fait est que l'héritier d'une ligne ne succède qu'aux biens de la même ligne qui se trouvoient encore en nature au moment du décès de celui qui les avoit recueillis; le défunt avoit pu en vendre, en dissiper une grande partie, quelquefois même en employer le prix à payer ses dettes personnelles, & n'acquitter aucune des dettes de la même succession : dans ce cas il ne seroit pas juste que l'héritier d'une ligne, qui ne recueillera qu'une seule Terre provenant de sa ligne, en paye toutes les dettes, pendant que la plus grande partie des biens qui autoient dû servir à les payer, ne lui sera point transmise. Ce sont ces raisons seules qui ont déterminé à faire contribuer tous les héritiers entr'eux.

Mais toutes ces raisons cessent dans le cas où le défunt avoit recueilli une succession par bénéfice d'inventaire. 1°. On ne peut pas dire que le défunt, en l'acceptant par cette voie, se soit obligé personnellement envers les créanciers, ni qu'il leur ait affecté & hypothéqué tous ses biens; au contraire, le premier objet du bénéfice d'inventaire est d'exclure toute obligation personnelle, & d'affranchir les propres biens de l'héritier bénéficiaire de la charge des dettes qui se trouvent dans cette succession. Ainsi la raison de droit, loin de trouver son application dans ce cas, devient au contraire un motif décisif pour écarter toute idée de contribution. 2°. On ne peut pas dire que l'héritier de l'héritier bénéficiaire ne retrouve plus la succession en entier pour en supporter les charges; car l'héritier bénéficiaire n'a pu disposer des biens de cette succession que pour en acquitter les dettes: ainsi son héritier retrouve la succession en entier avec toutes les dettes, ou ne la trouve diminuée qu'à proportion que les dettes en sont acquittées.

Si par hasard l'héritier bénéficiaire avoit disposé d'une partie des biens de la succession, sans en employer le prix au paiement des dettes, en ce cas ce qu'il devroit à la succession bénéficiaire seroit une charge de sa succession, qui profiteroit à celui des héritiers qui succéderoit aux biens de la succession bénéficiaire. Il diroit aux autres héritiers : rappez-moi ce que le défunt a reçu de la succession bénéficiaire, pour l'employer au paiement des dettes de la même succession, & les autres héritiers ne pourroient s'en défendre. Ainsi il retrouveroit toujours ou la succession bénéficiaire en entier, ou une action sur les biens personnels du défunt pour la remplir; en sorte qu'il auroit toujours le même

fonds, pour acquitter les mêmes dettes. Par conséquent la raison de fait qui a établi parmi nous la contribution aux dettes entre les héritiers de différens estocs, cesse encore dans le cas d'une succession bénéficiaire.

Il n'y a donc aucune raison pour donner à un des héritiers cette succession, & ne lui pas faire payer toutes les dettes; il recueille un patrimoine à part, qui a toujours été séparé du patrimoine particulier du défunt, un patrimoine chargé de dettes auxquelles ni la personne, ni les biens du défunt n'ont jamais été obligés. Il est donc juste qu'il en porte seul toutes les charges.

Les biens passent aux héritiers de la même manière qu'ils étoient possédés par le défunt : or dans la personne du défunt il y avoit séparation de patrimoine & de dettes, pourquoi donc cette même distinction ne subsisteroit-elle pas dans la personne des héritiers ? Le défunt n'avoit accepté la succession bénéficiaire que pour recueillir ce qui resteroit charges déduites : il n'y a dans son bien & dans sa fortune que cet excédent, c'est la condition, c'est l'effet du bénéfice d'inventaire; il n'y a donc dans sa propre succession à lui-même que ce qui reste charges déduites, & par conséquent il faut prélever les charges de la succession bénéficiaire sur les biens qui la composent, & par conséquent c'est à l'héritier qui les recueille à payer seul toutes ces charges.

Autrement on tomberoit dans des inconvéniens dont l'injustice seroit trop sensible. Un homme accepte une succession par bénéfice d'inventaire, parce que n'y trouvant que pour 100000 liv. de biens, & voyant pour environ 100000 livres de dettes, il craint qu'il ne s'en trouve davantage. Par la même raison, il conserve les biens précieusement pour satisfaire au paiement des dettes & pour ne point engager ses biens personnels; il vient à mourir, l'héritier de la ligne d'où procède la succession bénéficiaire trouve les 100000 liv. en entier qu'il recueille, & parce que d'ailleurs le défunt avoit 300000 liv. de son patrimoine particulier, il fera payer les trois quarts des dettes aux autres héritiers, & n'aura plus que 25000 liv. à payer sur les biens dont il amende; en sorte que cette succession bénéficiaire, acceptée par le défunt comme un dépôt inutile entre ses mains, à laquelle il auroit pu renoncer, n'y trouvant aucun avantage, deviendra cependant la source d'une grande fortune pour l'héritier de l'héritier bénéficiaire, & une charge très-onéreuse pour les autres héritiers. Etoit-ce là l'intention du défunt, lorsqu'il l'a

acceptée ? Est-ce-là l'esprit de notre Droit coutumier, qui ne tend qu'à conserver les biens dans les familles ? tout résiste donc à une pareille prétention.

Droit coutumier conserve les propres dans les familles.

En vain dit-on que le bénéfice d'inventaire n'est établi que contre les créanciers, & ne produit aucun effet entre les héritiers, c'est un équivoque qui se dissipe facilement ; il est vrai que la Loi s'est proposée l'avantage de l'héritier, & d'empêcher qu'il ne fût accablé par des dettes qui excéderoient les forces de la succession ; mais pour y parvenir, la Loi a voulu que la succession bénéficiaire fût un patrimoine à part dans la main de l'héritier, qu'il fût un inventaire pour en fixer la masse, que ces biens fussent le seul gage des créanciers, que les biens personnels de l'héritier fussent à couvert de toutes actions, de toutes poursuites. Or quand la Loi a été jusques-là, peut-elle se dispenser de reconnoître la même distinction entre les héritiers de l'héritier bénéficiaire ? De droit commun cela devoit être ainsi entre des héritiers qui succèdent par estocs ou par lignes ; des raisons singulières l'ont empêché, mais ces raisons qui ne trouvent plus d'application dans le cas du bénéfice d'inventaire, laissent un retour facile au Droit commun & naturel. Il est vrai que le Droit Romain n'a pas été jusques-là, parce qu'on n'y connoissoit point la distinction d'héritiers succédans à différentes sortes de biens ; mais parmi nous qui distinguons l'origine des biens, & qui devrions de même distinguer l'origine des dettes, nous ne pouvons nous dispenser de le faire quand il s'agit d'une succession bénéficiaire qui forme un patrimoine séparé.

On ne distingue l'origine des dettes, mais l'origine des biens.

C'est ce qui a été jugé entre les auteurs des Parties par la Sentence arbitrale de 1638. Le Comte de Sancerre & René de Beuil son fils d'une part, les sieurs d'Acigné & de Racan de l'autre, étoient en contestation sur le paiement des dettes de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde, une Sentence des Requêtes du Palais avoit ordonné qu'elles seroient payées par moitié entre les lignes paternelle & maternelle ; les paternels & les maternels en étoient également Appellans. En cet état on cherche une voie plus honnête, plus courte, plus facile, pour se faire juger ; on prend sept Jurisconsulte d'une probité & d'une capacité connue, on s'en rapporte à leur décision, & par l'événement ils décident que celui des héritiers qui recueille la succession bénéficiaire, doit en payer seul les dettes sur les biens de la même succession. Que peut-on opposer à cette Sentence ? Les grands principes, les regles particulières du bénéfice d'inven-

taire, tout soutient leur décision. Aussi le Parlement, à qui cette Sentence arbitrale fut présentée, ne fit-il aucune difficulté de l'homologuer, en quoi il reconnut que sa disposition étoit conforme aux regles & aux plus saines maximes.

Au moins doit-on être persuadé que cette opinion dominoit alors dans le Palais, autrement tant de Jurisconsultes ne se seroient pas réunis pour en faire une regle entre les Parties; & quand il seroit vrai que l'opinion contraire auroit eu depuis plus de Partisans, il faudroit toujours déférer à ce qui auroit été fixé alors suivant la Jurisprudence qui régnoit. Les opinions des hommes sont sujettes à révolutions, on ne pense pas toujours dans un siecle ce que l'on a pensé dans un autre; mais parce qu'on penseroit aujourd'hui différemment de ce que l'on pensoit il y a un siecle, ce ne seroit pas une raison pour donner atteinte à des Jugemens intervenus conformément aux maximes qui étoient alors adoptées.

Allons plus loin, supposons qu'en 1638, la question que l'on veut agiter aujourd'hui fût même incertaine & controversée, c'en étoit assez pour prendre le parti de la soumettre à des hommes éclairés; & lorsqu'ils se sont déterminés pour un sentiment, c'en étoit assez pour y déférer. Quand le doute auroit cessé depuis, & que l'opinion contraire auroit prévalu, il faudroit toujours se reporter au tems de la Sentence arbitrale; & en supposant alors de l'incertitude, regarder le Jugement qui est intervenu comme une Loi dont il n'étoit pas permis aux Parties de s'écarter.

Mais toutes ces réflexions sont surabondantes, le sentiment adopté par les Arbitres est conforme aux véritables principes qui devroient encore aujourd'hui emporter la balance comme ils l'ont fait en 1738.

En effet un des plus célèbres Auteurs de nos jours a agité la même question, & l'a décidée comme les Arbitres qui ont rendu la Sentence de 1638; c'est M<sup>e</sup> Denis le Brun, dans son *Traité des Successions*, ouvrage universellement estimé. Il examine précisément la même question qui se présentait il y a un siecle entre les différens héritiers de Madame de Bellegarde. *Si quelqu'un, dit-il, s'étant porté héritier de son pere par bénéfice d'inventaire, & de sa mere purement & simplement, vient à décéder sans avoir payé les dettes de la succession bénéficiaire, & laisse des héritiers paternels & maternels, ceux-ci ne seront point obligés de contribuer aux dettes paternelles.* Il rapporte cependant avec beaucoup d'étendue les

Jurisprudence  
ne doit chan-  
ger les déci-  
sions anté-  
rieures.

les raisons des héritiers paternels , il oppose ensuite ceux des héritiers maternels ; mais après avoir balancé les raisons des uns & des autres , il se détermine pour les héritiers maternels , & soutient absolument qu'ils ne doivent point payer les dettes de la succession bénéficiaire du père ; c'est au livre 3 , ch. 4 , nomb. 68 , qu'il agit & résout cette question.

Tous les raisonnemens contraires des créanciers de Marans tombent après cela d'eux-mêmes. Ils nous rappellent ces regles générales , qu'un homme n'a qu'un seul patrimoine ; que l'hérédité , quoiqu'elle se divise , ne forme qu'une seule hérédité , *una est hæreditas , quamvis data sit per partes* ; que les successions recueillies perdent le nom de successions , suivant ces termes de Godefroy : *Hæreditatem propriè dici ante aditam hæreditatem , post aditam patrimonium hæredis* ; qu'un homme vivant n'a point deux patrimoines ; qu'après lui il ne laisse point deux successions.

Toutes ces idées générales convenoient parfaitement au Droit Romain ; elles sont non-seulement étrangères , mais fausses parmi nous ; car les différentes natures de biens forment dans le Droit Coutumier comme autant de successions différentes , la succession des meubles & acquêts déferée à l'héritier le plus proche , la succession des propres déferée aux héritiers de chaque ligne ; & si on a établi un autre principe dans la plûpart de nos Coutumes , ce n'est que par des raisons particulières , qui cessent quand le défunt avoit accepté une succession par bénéfice d'inventaire.

Il y auroit plus de prétexte de dire que le défunt avant sa mort n'avoit qu'un seul patrimoine ; mais cela n'est pas même vrai quand il possédoit des biens d'une succession qu'il n'avoit acceptée que par bénéfice d'inventaire ; car le patrimoine de cette succession étoit absolument distingué de son propre patrimoine ; biens à part , dettes à part , son bien affranchi des dettes de la succession , maître de faire de son bien ce qu'il veut , gêné dans la disposition des biens de la succession bénéficiaire. Ainsi les regles communes que l'on invoque sont ici sans application ; le Droit Coutumier d'une part , le bénéfice d'inventaire de l'autre , tout oblige de distinguer ce qui étoit nécessairement confondu dans le Droit Romain.

Il est encore plus inutile d'alleguer l'article 334 de la Coutume de Paris , qui établit la contribution aux dettes entre tous les héritiers : car outre que Madame la Duchesse de Bellegarde n'avoit que ses meubles qui fussent soumis à la Coutume de Paris ,

Propres forment en quelque sorte deux successions d'un seul homme.

Héritier bénéficiaire a deux patrimoines pendant sa vie.

& que presque toutes les Terres étoient situées dans le Poitou , la Xaintonge , l'Anjou , & autres Provinces voisines qui ont des dispositions toutes différentes de la Coutume de Paris ; c'est que dans cette dernière Coutume même, l'art. 334 n'établit que la règle générale ; ce qui n'empêche pas que le bénéfice d'inventaire n'introduise une exception fondée sur les règles qui lui sont propres. La Coutume de Paris nous apprend que l'héritier doit payer toutes les dettes du défunt : dira-t-on pour cela qu'à Paris l'héritier bénéficiaire en soit tenu sur ses propres biens ? Il ne faut jamais confondre les règles générales des successions avec les règles particulières du bénéfice d'inventaire.

Mais , dit-on , l'héritier bénéficiaire est un véritable héritier ; il est saisi , il représente la personne du défunt , & dans une infinité de matières on lui applique les règles qui conviennent aux autres héritiers ; il faut donc qu'entre les héritiers tous contribuent aux dettes de la succession bénéficiaire. C'est le sentiment de Brodeau , sur l'article 151 de la Coutume de Paris , & cela a été jugé par deux Arrêts de la troisième Chambre des Enquêtes.

On convient que l'héritier bénéficiaire est saisi & représente la personne du défunt , les biens deviennent propres en sa personne , ils sont sujets à retrait s'il vend , il ne peut pas exercer de retrait lui-même si on vend par Décret sur lui ; c'est ce qui a fait dire qu'on ne devoit pas le considérer comme un simple Curateur aux biens vacans , mais tous ces droits résident en lui sans confusion avec son propre patrimoine. L'effet du bénéfice d'inventaire n'est pas de détruire en lui la qualité d'héritier , mais de faire qu'il soit héritier sans confusion. Les biens & les dettes forment donc une masse à part , & l'un est tellement attaché , tellement inhérent à l'autre , qu'ils deviennent inséparables , en sorte qu'en quelque main que passent les biens , les dettes les suivent pour être acquittées sur ces biens , comme l'unique gage. Ainsi quand l'héritier bénéficiaire vient à mourir , & laisse différents héritiers , dont les uns recueillent la succession bénéficiaire , & les autres n'y prennent aucune part ; les premiers , en prenant les biens , les prennent avec leur charge , puisqu'ils ne peuvent point se diviser.

Le sentiment de Brodeau ne peut être d'aucun poids ; car outre que l'opinion d'un Auteur particulier ne pourroit être mise en balance avec le sentiment de sept Jurisconsultes célèbres qui l'ont précédé , & celui de M<sup>e</sup> Denis le Brun qui l'a suivi , c'est que

Héritier bénéficiaire n'est pas un Curateur à des biens vacans.

Brodeau n'a point traité la question ; il lui est échappé seulement sur l'article 151 de la Coutume de Paris, qui prescrit les mêmes règles pour la vente des meubles, tant à l'égard de l'héritier bénéficiaire que du Curateur aux biens vacans, de dire, *que l'héritier bénéficiaire n'ayant point renoncé ni rendu compte, & apparaissant que l'acceptation lui étoit utile & profitable, ses héritiers paternels & maternels, après son décès, doivent contribuer au payement des dettes, tant de son chef que de la succession bénéficiaire, à proportion de l'émolument.*

S'il avoit approfondi la matiere, il auroit pu être frappé des raisons contraires ; d'ailleurs sa décision n'est point générale. Il suppose un héritier bénéficiaire qui trouve beaucoup plus de biens que de dettes, en sorte que la précaution qu'il a prise d'accepter la succession par bénéfice d'inventaire se trouve absolument inutile ; qui se seroit porté héritier pur & simple, s'il avoit connu le véritable état de la succession, & dans ce cas seulement il croit qu'il y a lieu indistinctement à la contribution aux dettes, parce que le bénéfice d'inventaire n'ayant plus d'objet ne produit plus d'effet ; mais cette opinion ne seroit plus d'aucun usage, si la succession bénéficiaire n'étant point discutée, pouvoit encore être onéreuse. Brodeau lui-même en ce cas, ne pensoit pas qu'il y eût lieu à la contribution pour les dettes de la succession bénéficiaire ; & comme la succession bénéficiaire de la Dame Comtesse de Fontaine étoit dans ce dernier cas, le sentiment même de Brodeau se retorque contre les créanciers de Marans.

Par rapport aux deux Arrêts de la troisième Chambre des Enquêtes, ils ne sont point rapportés, & on n'en connoît point l'espece. Il pourroit arriver que tous les héritiers seroient obligés de contribuer aux dettes d'une succession bénéficiaire, si l'héritier par bénéfice d'inventaire avoit vendu ou dissipé les biens, parce qu'alors tous ses biens seroient chargés de représenter ceux qui manquent pour payer les créanciers. Le reliquat seroit une dette personnelle de l'héritier bénéficiaire, qui devroit être acquittée par tous ses héritiers, comme la Sentence arbitrale de 1638 l'a expressément décidé. Il ne faut donc pas nous citer des préjugés inconnus, & qui pourroient ne rien renfermer de contraire aux principes que l'on a établis.

Mais ces préjugés mêmes seroient inutiles, parce que des Arrêts modernes ne peuvent ni fixer la Jurisprudence, ni donner atteinte à ce qui a été solennellement jugé plus de soixante ans

auparavant. On ne peut donc jamais attaquer la Sentence arbitrale, qui se soutient par la sagesse de ses dispositions, mais qui outre cela est devenue un titre inébranlable par le consentement des Parties, & par l'autorité de l'Arrêt de 1642, qui l'a homologuée.

*Seconde  
partie.*

*La Sentence  
arbitrale de  
1638 est revê-  
tue d'un carac-  
tère d'autorité  
qui ne permet  
plus de l'atta-  
quer.*

Cette Sentence est intervenue entre les sieurs d'Acigné & de Racan d'une part, & René de Beuil d'une autre, Démillionnaire de tous les biens de Jean I. son pere, héritier tant aux meubles & acquêts qu'aux propres maternels de Madame la Duchesse de Bellegarde.

René de Beuil, par une procuration en bonne forme du 8 Juillet 1642, consentit à l'homologation de la Sentence arbitrale de 1638 : elle fut signifiée au Marquis de Racan ; il accepta ce consentement, & en conséquence intervint le 23 Août 1642 l'Arrêt qui homologua la Sentence arbitrale, & en ordonna l'exécution contradictoirement entre les Parties.

Il ne reste donc aucune ressource aux enfans & aux descendans de René de Beuil pour se pourvoir contre cette Sentence ; le seul acquiescement de leur pere en feroit un titre inébranlable ; ce consentement n'est point précipité, il a été donné plus de quatre ans après la Sentence rendue, il a été donné par un majeur, maître de ses droits, il a été donné en grande connoissance de Cause ; car par la même procuration, René de Beuil se reserve à se pourvoir contre une autre Sentence arbitrale de 1641, qu'il croyoit pouvoir attaquer. Ainsi quand il a acquiescé à celle de 1638, ce n'a été sans doute qu'après avoir bien consulté son droit, & après avoir appris qu'il ne pouvoit se plaindre de ses dispositions. Enfin ce consentement a été confirmé par un Arrêt contradictoire. Comment les droits des Parties pourroient-ils être fixés irrévocablement s'ils ne le sont pas par des titres si authentiques ?

Il est vrai que l'on attaque l'Arrêt du 23 Août 1643, par Requête civile ; mais en premier lieu le seul acquiescement de René de Beuil est suffisant pour mettre la Sentence arbitrale de 1638 hors de toute atteinte ; il n'avoit pas besoin d'être soutenu d'un Arrêt, par lui-même il donnoit à la Sentence arbitrale toute l'autorité de la chose jugée. 2°. Ce consentement ne pouvoit être révoqué, puisqu'il a été expressément accepté par le Marquis de Racan ; & d'ailleurs il n'y a aucune voie pour se pourvoir contre l'acquiescement à une Sentence ; enfin, il n'y a aucune ouverture de Requête civile contre l'Arrêt.



On dit qu'il a été rendu le 23 Août, & que René de Beuil étoit mort le 22 ; mais il étoit mort en Anjou, c'est-à-dire, à soixante lieues de Paris ; il étoit donc impossible de savoir son décès ; d'ailleurs l'affaire étoit tout en état d'être jugée. Demande en homologation de la part du Marquis de Racan ; consentement à cette demande en ce qui regardoit la Sentence arbitrale de 1638, de la part de René de Beuil ; enfin acceptation de ce consentement. Il ne restoit donc qu'à prononcer ; le décès même connu, même signifié, n'auroit pas dû empêcher le Jugement, suivant la disposition de l'Ordonnance, à plus forte raison l'Arrêt a-t-il dû intervenir quand le décès ne pouvoit pas être connu.

Décès d'une  
Partie n'em-  
pêche de ju-  
ger.

On oppose à ce moyen deux réflexions. La première, que les Juges suspendent toujours le Jugement quand le décès est connu & signifié ; on cite un exemple, dans lequel cela a été fait, mais c'est parler contre le texte de l'Ordonnance. Si dans une occasion singulière les Magistrats ont cru qu'il étoit de leur prudence de suspendre, peut-être parce qu'ils n'ont pas cru l'affaire suffisamment instruite, on ne peut jamais en faire une règle qui abroge l'Ordonnance, & l'on pourroit citer une foule d'exemples contraires, dans lesquels le décès d'une des Parties n'a ni empêché ni suspendu le Jugement ; en un mot, la Loi est formelle, & l'on ne se fera jamais un moyen de Requête civile de ce qu'elle a été observée.

La seconde réflexion est de dire, qu'à proprement parler, il n'y avoit point de Procès, que les Parties étoient d'accord, & ne chetchoient qu'à cimenter leur consentement par un Arrêt ; mais cette réflexion, loin d'affoiblir l'Arrêt, lui donne, pour ainsi dire, un nouveau poids. Il y avoit une Instance, puisqu'il y avoit une demande sur laquelle il étoit absolument nécessaire de prononcer ; il y avoit un acquiescement à la demande, ce qui ne suffisoit pas pour mettre la Sentence à exécution. Il falloit donc qu'il intervînt un Arrêt, la Cause se trouvoit donc en état d'être jugée ; & moins il y avoit de contestation, & plus les Juges étoient en état de prononcer ; c'est une illusion de dire que l'acquiescement d'une Partie mette la Cause hors d'état ; c'est au contraire ce qui rend la décision plus facile, & pour ainsi dire plus nécessaire.

Mais, dit-on, les mineurs, c'est-à-dire, les enfans de René de Beuil n'ont point été défendus, leur pere a consenti, ainsi les mineurs abandonnés, sont toujours en état de réclamer ;

c'est un moyen de Requête civile écrit dans l'Ordonnance.

Mais si ce moyen est incontestable dans le droit , on ne fait sur quel prétexte on a imaginé d'en faire application dans le fait. Les droits de Jean de Beuil, héritier immédiat de Madame la Duchesse de Bellegarde , résidoient uniquement dans la personne de René de Beuil son fils & son Démonstrataire ; il les possédoit librement & sans aucune charge de substitution envers ses enfans ; c'est un point de fait qui dépend de la seule lecture de la démission du 14 Février 1637 ; Jean de Beuil s'y dépouille de tous ses biens présens & à venir en faveur de René de Beuil , & ne le charge de substitution que pour les Terres de Sancerre & de Vaujours , qui ne venoient point de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde ; il lui remet librement les biens & droits de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde , & par conséquent , c'étoit avec lui seul qu'ils devoient être réglés ; ses enfans à cet égard n'avoient ni droit acquis ni même espérance fondée en titre ; ils étoient absolument étrangers au Procès. Ainsi , non-seulement il n'étoit pas nécessaire qu'ils fussent défendus ; mais on ne pouvoit pas même , & on ne devoit pas les défendre sur des droits qui ne leur appartenoient pas.

Cependant les créanciers de Marans font de ce moyen la base de leur défense, ils le répètent par-tout ; ils citent des Loix , des autorités pour prouver qu'un grevé de substitution ne peut pas compromettre , ne peut pas donner des consentemens au préjudice de ceux qui sont appelés après lui ; mais tous ces discours portent à faux , puisqu'il n'y avoit aucune substitution sur les biens & droits dépendans de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde.

Dira-t-on que parce que René de Beuil étoit grevé de substitution pour les Terres de Sancerre & de Vaujours , il ne pouvoit pas compromettre sur les droits de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde , ni acquiescer à la Sentence arbitrale ? Cela seroit absurde. Un homme grevé de substitution pour une seule Terre seroit donc interdit par rapport à tous les autres biens ; cela ne peut pas même être proposé.

Si l'on disoit qu'il l'a pu , mais que par-là il n'a pu engager les biens substitués ; que les condamnations obtenues par le Marquis de Racan pourront s'exercer sur les biens libres de René de Beuil , & non sur les Terres de Sancerre & de Vaujours , cela auroit quelque couleur , quoiqu'au fond le contraire sera facile à éta-

blir , comme on le fera incessamment dans un autre Mémoire ; mais quand cela seroit , il faudroit toujours qu'il demeurât pour constant , que la Sentence de 1638 & l'Arrêt de 1642 , ne peuvent être détruits , qu'ils sont intervenus avec le seul contradicteur légitime que le Marquis de Racan pût avoir , avec une Partie capable , avec un majeur , dont les héritiers ne peuvent réclamer ; en un mot , il faut qu'il demeure pour constant , que la Sentence & l'Arrêt sont des titres inébranlables , ce que l'on s'est uniquement proposé d'établir dans ce Mémoire , comme étant le fondement sur lequel porte tout ce qui a suivi.

On ne parle point du prétendu moyen de dol personnel opposé au Marquis de Racan , il suffit de lire ce que les créanciers de Marans disent à cet égard , pour voir qu'ils n'ont hasardé ce moyen que pour multiplier les idées d'ouverture de Requête civile. Au fond où peut être le dol personnel ? Il y avoit une contestation sérieuse , on la soumet à sept Arbitres très-éclairés ; ils décident : René de Beuil bien majeur acquiesce quatre ans après ; il intervient un Arrêt qui homologue : où peut être l'ombre même & l'apparence du dol & de la surprise ? Il faut retrancher ces idées injurieuses , aussi-bien que les vaines déclamations dont on a chargé le Mémoire des créanciers de Marans contre un homme d'une naissance & d'un mérite aussi distingué que le Marquis de Racan.

## S U I T E.

## Q U E S T I O N.

*En quel cas le grevé de substitution transige valablement sur les biens substitués.*

**O**N a établi dans un premier Mémoire , que la Sentence de 1638 étoit juste en elle-même , & conforme aux véritables maximes ; qu'elle avoit acquis d'ailleurs toute l'autorité de la chose jugée par l'Arrêt de 1642 , qui est contradictoire avec René de Beuil , Propriétaire libre de tous les biens de la succession bénéficiaire de la Dame Comtesse de Fontaine , acceptée par la Dame de Bellegarde sa fille , & transmise à Jean de Beuil , héritier de la Dame de Bellegarde. Les créanciers de Marans ont répandu

dans tous leurs écrits , que René de Beuil étoit grevé de substitution ; qu'ainfi c'étoit à ses enfans à regler la contribution aux dettes avec le Marquis de Racan , parce que la propriété réfidoit en leurs personnes ; mais l'acte de démission de 1637 prouve absolument le contraire , puisque Jean de Beuil n'a substitué que les Terres de Vaujours & de Sancerre , qui ne venoient point de la succession de la Dame de Fontaine ; René de Beuil son fils possédoit donc librement tous les biens de la succession bénéficiaire de la Comtesse de Fontaine , & par conséquent il étoit seul Partie capable d'en liquider les dettes avec le Marquis de Racan.

Ces vérités ne peuvent être combattues , mais les créanciers de Marans prétendent qu'il leur reste une ressource. Que René de Beuil , disent-ils , comme Propriétaire libre des biens échus à Jean son pere dans la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde , ait pu regler la contribution aux dettes avec le Marquis de Racan , qu'il ait pu par-là engager ses biens libres , & par conséquent ceux de la succession de Madame de Bellegarde ; du moins sera-t-il certain qu'il n'a pas pu engager les biens substitués par la démission de 1637 , c'est-à-dire , les Terres de Vaujours & de Sancerre ; cependant c'est sur ces Terres que le Marquis de Racan s'est fait colloquer par l'Arrêt de 1675 , ainsi cette collocation ne peut pas subsister ; il faut toujours que ces deux Terres reviennent librement aux enfans de René de Beuil , c'est-à-dire , sans aucune charge des dettes qu'il lui aura plu de reconnoître par son acquiescement à la Sentence arbitrale de 1638. Et comme les enfans de René de Beuil ont renoncé à sa succession , renonciation qui a été confirmée par l'Arrêt de 1685 , les créanciers de René de Beuil ne peuvent rien leur demander ; ils ne peuvent rien demander sur les biens substitués , parce que René de Beuil n'a pas pu les engager ; ils ne peuvent rien demander sur les biens libres , parce que les enfans de René de Beuil ayant renoncé à sa succession , ne les possédoient point.

S'il y avoit quelque fondement dans cette nouvelle défense , il faudroit toujours qu'il demeurât pour certain , que la Sentence de 1638 & l'Arrêt de 1642 sont inébranlables , & que les créanciers de Marans n'ont aucun moyen pour soutenir leur Requête civile. En effet , ces Jugemens ne reglent que la contribution aux dettes dont pouvoit être tenu Jean de Beuil premier du nom , héritier de Madame de Bellegarde , & René de Beuil son fils & son Donataire ; ils ne prononcent rien à l'égard des biens substitués , & quand les condamnations qu'ils renferment ne pourroient pas

pas s'exécuter sur les Terres de Vaujours & de Sancerre, il faudroit toujours que ces titres subsistassent ; il faut bien distinguer la condamnation en elle-même de l'effet que l'on veut lui donner sur certains biens ; la condamnation en elle-même peut être juste, peut être inébranlable, & qu'il y ait cependant certains biens sur lesquels elle ne puisse pas s'exécuter, si les Terres de Vaujours & de Sancerre étoient dans ce cas par rapport aux condamnations prononcées par l'Arrêt de 1742, il faudroit toujours débouter les créanciers de Marans de leur Requête civile, sauf à juger ensuite si ces Terres peuvent être sujettes aux condamnations dont il s'agit.

Mais rien ne peut affranchir ces Terres des poursuites de la Maison de Racan & de ses créanciers. Jean de Beuil premier du nom, qui étoit propriétaire des Terres de Vaujours & de Sancerre, ayant recueilli la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde, ses propres biens sont devenus sujets aux dettes de cette succession, au moins jusqu'à concurrence des biens qu'il a recueillis après la mort de Madame la Duchesse de Bellegarde ; il a tout remis à son fils en 1637 par la donation universelle qu'il lui a faite de tous ses biens présents & à venir ; il lui a donc transporté entr'autres biens les Terres de Sancerre & de Vaujours, chargées de l'hypothèque qui y étoit imprimée par l'acceptation qu'il avoit faite de la succession de Madame de Bellegarde.

Mais à qui les créanciers ou les autres héritiers de Madame la Duchesse de Bellegarde devoient-ils s'adresser pour faire liquider la contribution aux dettes dont Jean de Beuil Donateur étoit tenu ? Ce ne pouvoit être qu'à René de Beuil son Donataire universel. Par la donation tous les droits de Jean de Beuil son pere avoient passé en sa personne ; & comme en liquidant la contribution aux dettes avec Jean I. on auroit acquis une hypothèque légitime sur les Terres de Sancerre & de Vaujours, de même en la liquidant avec René de Beuil son fils, on doit avoir aussi la même hypothèque ; la donation transfère en la personne du Donataire tous les droits du Donateur ; on peut poursuivre l'un comme on auroit pu poursuivre l'autre, & acquérir contre le Donataire tous les droits que l'on auroit acquis contre le Donateur.

Il est vrai que Jean de Beuil en faisant la donation universelle à René de Beuil son fils, a chargé les Terres de Sancerre & de Vaujours de substitution ; mais par-là il n'a pas pu préjudicier à ses cohéritiers dans la succession de Madame la Duchesse de

Bellegarde, qui après avoir fait regler la contribution aux dettes contre lui, avoient droit de se venger sur ces Terres; ce droit a subsisté au profit des cohéritiers nonobstant la substitution, parce que c'étoit une charge des Terres avant qu'elles fussent substituées, & que les substitutions ne peuvent jamais nuire aux créanciers antérieurs; ainsi les cohéritiers de Jean I. qui avoient un droit formé avant 1637 ont pu l'exercer contre le Donataire, avec la même liberté qu'ils l'auroient fait contre le Donateur lui-même.

Mais, dit-on, René de Beuil ne pouvoit pas seul défendre à une action qui pouvoit retomber sur les biens substitués; il falloit mettre en Cause ses enfans appelés à la substitution, ou un Tuteur créé à cette substitution; du moins le grevé de substitution ne pouvoit pas compromettre, & s'il l'a fait, il a bien pû engager par-là ses biens libres, mais non pas les biens substitués.

Grevé de substitution est Propriétaire.

Cette objection part d'un faux principe qui résiste aux véritables maximes en matiere de substitution. Un Donataire grevé de substitution est seul Propriétaire des biens chargés de fideïcommis; c'est une erreur de le regarder comme simple usufruitier, & de supposer que la propriété réside dans la personne de ceux qui sont appelés à la substitution; au contraire tous les droits de la propriété ne résident que dans la personne du grevé, & tout le droit de ceux qui sont appelés après lui, ne consiste que dans une simple espérance très-fragile; ce qui est si vrai, que s'ils viennent à mourir avant le grevé, leur droit ne passe point à leurs héritiers, *spes non aditi fideicommissi non transmittitur ad heredes*; en ce cas celui qui étoit chargé de rendre, & qui n'avoit qu'une propriété grevée, devient Propriétaire libre; c'est donc une erreur manifeste de regarder ceux qui sont appelés à la substitution comme Propriétaires pendant la vie de celui qui est chargé de rendre, lui seul est Propriétaire, lui seul peut exercer toutes les actions; c'est contre lui seul qu'elles doivent être exercées.

Cas où il faut créer un Tuteur à la substitution.

Si quelques Praticiens ont introduit l'usage de faire créer un Tuteur à la substitution, les plus savans Jurisconsultes se sont toujours élevés contre une pratique si contraire aux regles; on n'a pas besoin d'un Tuteur quand il y a une Partie légitime, & capable par elle-même d'exercer ou de défendre les droits qui sont l'objet de la contestation; il n'y a qu'un seul cas où l'usage de créer un Tuteur à la substitution soit légitime, c'est lorsque le grevé a lui-même des actions à exercer contre les substitués; alors comme il ne peut pas agir & défendre en même tems, il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui représente la substitution; mais lorsqu'il s'agit

d'un intérêt qui est commun au grevé & aux substitués, c'est une pratique absolument contraire aux règles, de faire créer un Tuteur à la substitution, comme si le grevé ne renfermoit pas en lui-même un droit & une qualité suffisante pour le faire valoir.

Il est vrai que le grevé doit défendre les droits de la substitution en bon pere de famille & en sage Administrateur, & que s'il paroïssoit de la fraude de sa part pour nuire à la substitution, ceux qui sont appelés après lui pourroient réclamer; mais lorsqu'il n'a fait que ce qu'un homme sage & attentif à ses intérêts doit faire dans de pareilles circonstances, ceux qui sont appelés après lui, doivent exécuter tous les engagements qu'il a pris. Autrement il ne seroit jamais possible d'avoir quelque chose de stable avec un Propriétaire de biens substitués; la présence d'un Tuteur seroit inutile, parce que sa qualité seule de Tuteur annonce qu'il est sans pouvoir; ainsi pendant plus d'un siècle qu'une substitution peut durer, jamais on ne pourroit compter sur un état certain, & l'on seroit exposé sans cesse à mille révolutions qui mettroient les familles dans de perpétuelles inquiétudes.

Cas où le grevé peut engager les biens substitués.

C'est ce qui a déterminé tous les Docteurs à établir comme une maxime constante en matière de substitution, non-seulement que ce qui est jugé avec le Propriétaire grevé, est jugé aussi irrévocablement avec les substitués, mais même que le grevé peut transiger, peut compromettre sur un Procès sérieux & difficile, parce que c'est un parti que la sagesse inspire, & que les Loix elles-mêmes autorisent pour terminer des contestations qui ruineroient des Parties en frais, & dont l'événement est incertain.

Cette question est traitée expressément par Peregrinus de *Fideicommissis*, art. 52, n. 81 & suivans. Il établit d'abord le principe général, que le grevé de substitution ne pouvant pas aliéner ne peut pas transiger, parce que la transaction est une espèce d'aliénation. Mais au n. 88 il soutient que s'il a transigé sur un droit incertain & douteux, la transaction n'engage pas moins les substitués que lui-même. *Quandoque tamen occurrunt controversiæ non levis ponderis . . . his & similibus causis ubi lis foret dubia & incerta ob conflictum opinionum & rationum, transactionem bona fide inter eos factam de dividenda successione pro certis quotis valere, sustineri posse. Nam magna est transactionis vis, quoniam rei judicate comparatur . . . ideo transactio alterius est nature in hac, quam alius contractus venditionis, donationis, cessionis & similitum,*

*undè bona fide de re dubia, & lite incerta valet transactio ab iis facta quibus alienatio voluntaria interdicitur. L. Præses, C. de trans.*

Il ajoute au n. 89 que la transaction seroit encore bien plus puissante contre les substitués, si elle se trouvoit soutenue de l'autorité du Prince, ce qu'il étend également au compromis : *multò magis autem transactio & compromissum de rebus fideicommissariis valeret super lite incerta ubi Principis autoritas intercessisset.*

Il avoit auparavant traité la question du compromis avec plus d'étendue, art. 40, n. 119, & il avoit décidé de même que celui qui est chargé de substitution pouvoit compromettre : *supereft ut videamus an hæres gravatus per fideicommissum universale & possidens res hereditarias, lite super eis mota, ab aliquo possit jure compromittere & transigere ; compromittere autem hæredem posse præsupponit textus in Lege cum hereditas, dig. ad Trebel. Et ratio est quia interim hæres habet plenam proprietatem & possessionem rerum, & hereditatis negotium fidei sue commissum est.*

Il rapporte ensuite les objections que l'on peut faire, & il y répond sans peine. On ne peut pas, dira-t-on, compromettre sur les choses que l'on ne peut pas aliéner. *Solutio, illud verum est in administrantibus res alienas.*

Mais pour le grevé qui administre, non le bien d'autrui, mais le sien propre, quoiqu'il n'ait pas la liberté d'aliéner, il peut compromettre ; c'est ainsi que cet Auteur détruit l'une après l'autre toutes les objections que l'on peut faire contre le principe que l'on a établi.

En effet si le grevé de substitution peut transiger sur un Procès sérieux & difficile, il peut à plus forte raison compromettre, puisqu'il ne peut rien faire de plus sage que d'en passer par l'avis des personnes éclairées, & d'éviter par-là les longueurs & les frais immenses des discussions ordinaires. M<sup>e</sup>. Jean-Marie Ricard établit le même principe dans son Traité des Substitutions, part. 2, chap. 13, n. 10 : car il reconnoît que si l'héritier a transigé sur un Procès incertain & pour éviter les frais d'un grand Procès, en sorte qu'il n'ait fait que ce que le fidéicommissaire lui-même auroit dû faire, les Juges ne doivent point écouter les plaintes du fidéicommissaire. Suivant ces principes, la Sentence arbitrale de 1638 & l'Arrêt de 1642 sont des titres contre lesquels les enfans de René de Beuil n'ont jamais eu aucun droit de s'élever, même par rapport aux Terres de Vaujours & de Sancerre qui leur étoient substituées. En effet la question de la contribution aux dettes de Madame la Duchesse de Bellegarde formoit un Procès

Transaction du grevé bon-ne s'il a fait tout ce que le substitué auroit dû faire.



qui étoit alors infiniment difficile ; il avoit été jugé aux Requêtes du Palais d'une manière qui excitoit également les plaintes de routes les Parties ; rien n'étoit donc plus convenable dans ce cas que de s'en rapporter à un certain nombre de personnes, dont la probité & la capacité fût connue, pour terminer une contestation qui pouvoit précipiter les Parties dans de si longues discussions. C'est ce que René de Beuil a fait, en cela il a pris un parti de sagesse & de prudence, dont les substitués ne peuvent se plaindre. Tout concourt pour les obliger de s'y soumettre.

1°. Jean de Beuil premier du nom, avant la donation universelle de 1637, & avant la substitution qu'elle renferme pour les Terres de Vaujours & de Sancerre, avoit passé lui-même un compromis en 1636 avec le Marquis de Racan sur la même difficulté ; il y avoit donc un engagement d'honneur pour René de Beuil son fils de suivre la même route. Jean de Beuil en lui faisant la donation de 1637, & le grevant de substitution pour les deux Terres, avoit-il prétendu lui mettre les armes à la main, & lui interdire toute voie de conciliation ? Quand il les avoit prises lui-même auparavant, avoit-il prétendu le mettre dans la nécessité de plaider toute sa vie ? Au contraire il avoit prétendu sans doute qu'il continuât de prendre les tempéramens & les mesures de sagesse qu'il avoit déjà prises lui-même ; on peut dire que le compromis étoit une route indiquée par l'auteur même de la substitution.

2°. Quand les choses auroient été entières, c'étoit un Procès très-incertain, & dans ce cas le Donataire grevé fait le bien des substitués quand il transige ou qu'il compromet, il ne fait que ce que les substitués auroient dû faire eux-mêmes ; les Loix, les Jurisconsultes, tout l'autorise à prendre un parti si convenable.

3°. L'autorité du Prince a concouru elle-même pour confirmer la Sentence arbitrale, puisque le Parlement l'a homologuée par l'Arrêt de 1642. Le Parlement n'ignoroit pas l'état de René de Beuil, la substitution dont il étoit chargé ; cependant il a homologué la Sentence rendue sur le compromis qu'il avoit passé, il a donc jugé suivant les principes qu'un Donataire grevé pouvoit compromettre.

Mais ce qui acheve d'écarter à jamais les plaintes des fidéicommissaires, c'est que les enfans de René de Beuil, qui étoient les appellés à la substitution, & en la personne de qui les biens étoient devenus libres, ont approuvé en pleine majorité la Sen-

tence arbitrale & l'Arrêt de 1642, ils l'ont exécutée; ceux qui les représentent n'ont donc pas le moindre prétexte pour s'élever contre des titres qui sont revêtus d'un tel degré d'autorité.

René de Beuil mourut en 1642 laissant plusieurs enfans; l'aîné Jean de Beuil, second du nom, étoit né le 1 Juin 1630, & par conséquent étoit devenu majeur le 2 Juin 1655. ses sœurs devinrent aussi majeures quelques années après.

Jean de Beuil, second du nom, aussi-bien que ses sœurs, loin d'attaquer la Sentence arbitrale de 1638 & l'Arrêt de 1642, l'ont pris pour règle de toutes les opérations qui restoient à faire avec le Marquis de Racan & le Comte de Grandbois. Une foule d'actes, de transactions, de Jugemens contradictoires, nous les représentent exécutans ces titres comme des Loix qu'ils reconnoissoient inviolables.

Dès le 18 Juin 1755 Jean de Beuil fait condamner le Marquis de Racan à rendre compte de la succession bénéficiaire de la Dame de Fontaine. Quel étoit l'objet de ce compte? C'est que la ligne de Marans devant seule payer les dettes de la succession de la Dame de Fontaine, suivant la Sentence arbitrale de 1638, il falloit que les héritiers de Madame de Bellegarde rendissent compte de la succession bénéficiaire qu'elle avoit acceptée, afin que le reliquat du compte, comme faisant partie de la succession de la Dame de Fontaine, fût remis à la ligne de Marans, & employé à en payer les dettes.

Ce compte fut rendu par le Marquis de Racan en 1656, Jean de Beuil le fit juger par un Arrêt du 17 Avril 1660, ce qui étoit une nouvelle exécution de la Sentence arbitrale de 1638.

Le 28 Juin 1660 il passa une transaction avec le Marquis de Racan, par laquelle il s'obligea de payer certaines dettes, conformément à la Sentence arbitrale de 1638 *qu'il consentit d'être exécutée*; ce sont les propres termes de la transaction. Les arrérages de ces dettes furent fixés par une autre transaction du 3 Juillet 1662 à 27052 l. & par un Arrêt du 15 Juillet de la même année l'exécution de ces deux transactions fut ordonnée avec Jean de Beuil.

Il avoit vendu presque tous les biens de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde, on le poursuivit pour en rendre compte, & par deux Arrêts contradictoires des 12 Juillet & 6 Septembre 1664, ce compte fut liquidé à 244632 liv. 12 s. au moyen de quoi Jean de Beuil sur ses biens personnels, & par conséquent sur la part qu'il avoit dans les Terres de Vaujours & de Sancerre, devoit payer pareille somme de 244632 liv. 12 s. pour

acquitter les dettes de la Dame de Fontaine, dont la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde étoit tenue.

La Terre de Vaujours fut vendue en 1667 par les sœurs de Jean de Beuil & par les Directeurs de ses créanciers moyennant 750000 l. les deux tiers de cette Terre appartenoient à Jean de Beuil second du nom, suivant la Coutume d'Anjou dans laquelle elle est située; sa succession avoit donc dans le prix une somme de 500000 liv. qui étoit plus que suffisante pour acquitter les 244632 liv. dont Jean de Beuil avoit été jugé débiteur par les Arrêts de 1664.

Il est inutile après cela de parler de l'Arrêt de 1685 par lequel Renée de Beuil s'est fait restituer, tant pour elle que pour ses défunts freres & sœurs, contre l'acceptation faite pour eux par le Marquis de Racan leur curateur, de la succession bénéficiaire de René de Beuil leur pere; plusieurs raisons font connoître qu'on ne peut tirer aucun avantage de cet Arrêt.

1°. Les créanciers de Racan & M. le Duc de Richelieu sont opposans à cet Arrêt, qui n'a point été rendu avec eux, & qui a été passé avec des personnes qui n'avoient pas le même intérêt, & avec lesquels René de Beuil étoit d'accord. En effet s'il y avoit eu un contradicteur légitime, jamais on n'auroit pu restituer Jean de Beuil contre la qualité d'héritier bénéficiaire de René de Beuil. La qualité d'héritier bénéficiaire ne peut jamais être onéreuse, elle peut apporter du profit & ne peut jamais causer aucune perte. Cette qualité n'avoit pas seulement été acceptée par le Marquis de Racan comme curateur des mineurs, comme on l'a supposé dans l'Arrêt de 1685 : Jean de Beuil second du nom, devenu majeur, avoit lui-même pris des Lettres de bénéfice d'inventaire qu'il avoit fait entériner en 1655 depuis sa majorité; enfin cette qualité avoit été confirmée par une foule d'Arrêts intervenus contre les enfans de René de Beuil, en qualité d'héritiers bénéficiaires de leur pere : ces Arrêts n'étoient point attaqués, on ne pouvoit donc pas détruire une qualité qui subsistoit depuis plus de quarante ans, prise en majorité, & qui se trouvoit confirmée par tant d'Arrêts.

2°. Les enfans héritiers bénéficiaires de leur pere n'ont pas besoin de se faire restituer contre l'acceptation de la succession, puisqu'ils sont toujours les maîtres de renoncer en rendant compte de la succession bénéficiaire; mais Renée de Beuil n'a pas osé prendre ce parti, parce qu'elle n'y auroit pas trouvé d'avantage.

Héritier bénéficiaire ne peut que profiter.

Renonciation  
de l'héritier  
bénéficiaire  
n'est propre-  
ment renon-  
ciation.

3°. L'héritier bénéficiaire qui renonce ne peut pas détruire les actes qu'il a passés tant que cette qualité a subsisté ; on a traité avec une Partie qui avoit une qualité légitime, il faut donc que ces actes subsistent. La renonciation de l'héritier bénéficiaire n'a point d'effet rétroactif, ce n'est pas même une véritable renonciation qui efface en lui la qualité d'héritier ; car la maxime *semel heres, semper heres*, a lieu à son égard ; mais c'est une voie de faire cesser les actions que l'on pourroit exercer contre lui en faisant voir par le compte qu'il rend que les biens de la succession bénéficiaire sont épuisés. C'est donc un mauvais détour de procédure que l'on a fait prendre à Renée de Beuil de se faire restituer contre tous les actes d'acceptation & autres approbatifs.

Enfin cette restitution ne pouvoit rien operer par deux raisons. La premiere est que Jean de Beuil, second du nom, est celui qui a vendu les biens de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde, & qui a été condamné par les Arrêts de 1664 à payer les 244632 liv. Ainsi qu'il fût héritier bénéficiaire de son pere ou qu'il ne le fût pas, c'étoit toujours à lui à payer cette somme sur ses biens personnels, & par conséquent sur les Terres de Sancerre & de Vaujours. La seconde est que René de Beuil lui-même avoit des portions considérables dans la Terre de Vaujours, quoique substituée à ses enfans, parce que la légitime n'avoit pas pu être grevée. Cette légitime a été réglée par l'Arrêt de 1674 rapporté dans le troisieme tome du Journal des Audiences, liv. 8, chap. 17. Ainsi les créanciers de René de Beuil auroient toujours été bien fondés à se faire colloquer sur le prix de Vaujours par l'Arrêt de 1675, quand Jean de Beuil & ses sœurs n'auroient jamais été héritiers de leur pere.

Dans ces circonstances, on voit qu'il n'y a pas le moindre prétexte à attaquer cette collocation, ni aucun des Arrêts qui lui ont servi de fondement ; aussi Renée de Beuil elle-même avoit-elle exécuté l'Arrêt de 1675, comme il est établi par différens actes & quittances produits au Procès.

Les créanciers de Marans sont donc accablés par des fins de non-recevoir insurmontables qui ne permettent plus d'agiter les questions qui ont été originairement décidées, ni d'apporter quelque obstacle aux collocations obtenues en conséquence de ces premiers titres.

SUITE

## S U I T E.

**L** Es Demandeurs en Requête civile proposent de nouvelles difficultés sur l'Arrêt de 1675 ; on entreprend de les éclaircir & de les dissiper par les plus simples réflexions.

Dans la forme les Directeurs de Marans soutiennent que cet Arrêt ne peut subsister, parce que Françoise de Beuil, Comtesse de Lusignan, qui étoit Partie dans l'Instance, étant décédée dès le mois d'Avril 1674, ses enfans mineurs n'ont point été assignés en reprise, en sorte qu'ils n'ont point été défendus; que leur intérêt cependant étoit d'autant plus sensible, qu'outre les droits qu'ils avoient du chef de leur mere, ils étoient héritiers de Jean Perrien leur cousin germain, qui étoit aussi Partie dans l'Instance, & qui étoit mort civilement depuis leur mere par sa profession dans la Société des Jésuites du 12 Août 1674.

Au fond on soutient que l'Arrêt de 1675 n'a pas dû colloquer les créanciers de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde sur le prix de la Terre de Vaujours, pour tout le reliquat du compte de bénéfice d'inventaire jugé par les Arrêts de 1664, parce que la branche de Claude de Beuil qui avoit été aussi héritier maternel en partie de Madame la Duchesse de Bellegarde, en devoit supporter une portion.

Par rapport au premier moyen, qui n'est que de forme, on demande d'abord qui sont ceux qui le proposent. Comme il n'est fondé que sur les droits que l'on attribue aux sieurs de Lusignan, enfans de Françoise de Beuil, il n'y a qu'eux seuls aussi qui puissent s'en prévaloir. Or les sieurs de Lusignan ne sont point Parties dans l'Instance qui est actuellement à juger; ils n'ont point de Procureur en Cause, ils ne sont employés dans les qualités d'aucune Requête; il n'est donc point permis aux autres Parties d'exciper des droits qu'ils supposent dans la personne des sieurs de Lusignan.

Nous ne voyons de Parties dans le Procès que les Directeurs des créanciers de Marans & les représentans de Renée de Beuil; mais ces mêmes Directeurs & Renée de Beuil ont été Parties dans l'Arrêt de 1675, ils n'ont aucun moyen de Requête civile de leur chef, il faut donc les débouter de celle qu'ils ont obtenue.

Si les sieurs de Lusignan en pouvoient avoir, il faudroit qu'ils les

vinssent proposer ; mais ils demeurent dans un profond silence ; les autres Parties sont donc non-recevables à les faire valoir. Il faut écarter ces moyens comme étrangers à ceux qui les proposent, & comme n'étant pas proposés par ceux à qui ils sont propres.

Mais, dit-on, le sieur de Lusignan, pere des mineurs, se trouve employé dans la Requête civile de 1685, il n'y est Partie que comme Tuteur de ses enfans. La Requête civile est donc prise du chef des sieurs de Lusignan, & par conséquent les moyens qui leur sont propres doivent servir à la faire entériner.

S'il étoit vrai que le sieur de Lusignan fût employé dans la Requête civile comme Tuteur des mineurs, cela seroit absolument sans conséquence, parce que tout ce qui en résulteroit est qu'on y auroit employé son nom sans sa participation & sans son consentement, puisque ni le pere, commun Tuteur, ni les enfans depuis leur majorité n'ont jamais soutenu cette Requête civile : du moins seroit-il certain qu'ils l'auroient abandonnée, puisqu'ils ne sont point actuellement Parties dans le Procès, qu'ils n'ont point de Procureur, & qu'en un mot ils n'en demandent point l'entérinement. En jugeant la Requête civile, il ne suffit pas de savoir par qui elle a été obtenue ; il faut examiner qui sont ceux qui la soutiennent & qui en demandent l'entérinement ; on ne juge pas un Procès avec ceux qui y ont été autrefois Parties, mais avec ceux qui le sont actuellement, qui ont Procureur en Cause, & qui y prennent des conclusions. Or les sieurs de Lusignan ne sont point actuellement Parties dans le Procès, on ne peut donc proposer aucun moyen de leur chef, leur silence est une approbation de l'Arrêt de 1675.

Mais quand ils viendroient en personne soutenir la Requête civile & diroient qu'on devoit les appeller, soit comme héritiers de leur mere, soit comme héritiers de Pierre Perrien leur cousin germain, il seroit encore facile de faire tomber ce moyen de forme.

1°. On ne pouvoit pas les appeller pour reprendre l'Instance en qualité d'héritiers de leur mere, puisque le décès de leur mere n'a point été déclaré ; quand il l'auroit été, on auroit été en droit de passer outre au Jugement du Procès qui étoit tout instruit ; mais le décès n'a point été déclaré : ainsi rien n'a interrompu le cours de l'instruction & du Jugement.

2°. On ne pouvoit pas non plus les appeller en qualité d'héritiers de Pierre Perrien, leur cousin germain ; la profession religieuse de Pierre Perrien donnoit, à ce que l'on prétend, ouverture à une succession collatérale ; mais les droits d'une succes-

Silence de  
ceux qui ont  
été Parties  
dans un Pro-  
cès réputé dé-  
finitivement.

sion collatérale ne sont jamais aussi liquides & aussi certains que ceux d'une succession directe. Quand celui qui meurt laisse des descendans, il est bien aisé de connoître à qui l'on doit s'adresser pour continuer les poursuites, ou pour en commencer, *filius ergo heres*. Mais quand la succession passe à des collatéraux, on ne connoît pour héritiers que ceux qui en prennent la qualité, & qui en font les démarches. Le silence des autres, ou fait présumer qu'ils ne sont point héritiers de droit, ou qu'ils ne veulent point l'être; ce qui suffit pour demeurer tranquille à leur égard. Autrement celui qui avoit un Procès commencé avec le défunt, seroit exposé aux plus cruelles alarmes, s'il étoit obligé de savoir qui sont ceux qui peuvent avoir des droits dans la succession; il faut souvent pour cela faire de grandes recherches, agiter des questions difficiles, consulter les dispositions d'un grand nombre de Coutumes; c'est à ceux qui peuvent avoir des droits sur la succession à agir pour les faire valoir, & à se faire reconnoître. Un créancier ne sera pas obligé de veiller à leurs intérêts, & de les soutenir; il suffit à son égard qu'un héritier se présente, qu'il reprenne le Procès, pour que le créancier soit tranquille sur le sort de l'Arrêt qu'il veut obtenir, principalement quand celui qui se présente est le parent le plus proche du défunt, celui que le droit commun appelle à toute la succession, & que pour fonder le droit des autres il faut invoquer des principes exorbitans, des dispositions singulieres de Coutumes : sources ordinaires des questions les plus épineuses.

Appliquons des vérités si sensibles à l'espèce particulière de l'Arrêt de 1675. Jean Perrien fait profession dans la Société des Jésuites; il avoit une tante, Renée de Beuil, qui étoit sans contestation sa plus proche parente, elle étoit donc son héritière de droit; elle a repris le Procès au lieu de Jean Perrien son neveu, elle ne l'a point repris comme héritière en partie, mais purement & simplement; il n'en a pas fallu davantage pour mettre le Procès en règle & pour mettre le Marquis de Racan en état d'obtenir un Arrêt solide. Il n'a point vu paroître d'autres héritiers; étoit-ce à lui à stipuler les droits ou les prétentions de parens plus éloignés? Etoit-ce à lui à remonter à l'origine des deniers sur lesquels il s'agissoit d'être colloqué, d'agiter la question de savoir si ces deniers devoient être considérés comme propres dans la succession de Jean Perrien, parce qu'ils provenoient du prix d'une terre vendue pendant sa minorité; si en les supposant propres ils devoient être régis par la Coutume d'Anjou qui admet la

Force de ce qui est jugé avec un des héritiers collatéraux assigné en reprise d'Instance.

Créancier  
n'est obligé de  
chercher s'il y  
a d'autres col-  
lateraux pour  
les assigner en  
reprise d'Ins-  
tance.

représentation à l'infini, & si par ces raisons les sieurs de Lusignan pouvoient concourir avec leur tante, ou si elle devoit les exclure ? Tant de discussions ne convenoient point à un créancier : une Partie décede, l'héritier le plus proche reprend l'Instance, cela lui suffit, le créancier n'est point obligé de porter ses recherches plus loin pour savoir s'il y a d'autres héritiers ; il doit présumer que les parens plus éloignés, ou ne sont point héritiers, ou ne veulent pas l'être.

Autrement on seroit toujours dans l'inquietude, principalement pour les Coutumes qui étendent & portent fort loin la capacité de succéder ; il faudroit étudier des généalogies qui nous sont étrangères, agiter des questions abstraites de représentation, dans lesquelles les plus éclairés trouvent souvent de très-grandes difficultés. La Loi est trop sage pour exiger tant de précautions de la part d'un créancier, il suffit de voir l'héritier le plus proche en cause par une reprise pure & simple, c'est aux autres parens, s'ils avoient des droits, à s'imputer de ne les avoir pas exercés.

Mais au fond les sieurs de Lusignan n'avoient aucun droit dans la succession de Jean Perrien ; la Terre de Vaujours avoit été vendue en 1667 pendant sa minorité, le prix en avoit été déposé pour être distribué entre les créanciers qui étoient Parties dans la vente ; l'ordre & la distribution avoit été faite par une Sentence arbitrale en consequence de laquelle presque tous les créanciers colloqués avoient touché ; les sieurs de Volvire, de Ruffec & de Racan étoient Appellans de cette Sentence, en ce qu'ils n'avoient point été colloqués, & demandoient le rapport des sommes reçues par les créanciers ; cette affaire n'intéressoit que les créanciers entr'eux ; & si Jean Perrien, François & Renée de Beuil y étoient Parties, ce n'étoit que parce qu'ils étoient eux-mêmes créanciers de Jean II. & qu'en cette qualité ils avoient intérêt de s'opposer à la collocation antérieure du sieur de Racan.

C'est en cet état que Jean Perrien fit profession chez les Jésuites ; de quel droit les sieurs de Lusignan auroient-ils pu reprendre comme ses héritiers, eux qui se trouvoient exclus par Renée de Beuil leur tante ? on dit qu'il s'agissoit du prix d'une Terre vendue pendant la minorité de Jean Perrien, que les biens des mineurs ne pouvant pas changer de nature, il falloit régler le droit des héritiers, comme si la Terre de Vaujours étoit actuellement dans la succession ; que suivant la Coutume d'Anjou les sieurs de Lusignan, comme représentant leur mere, y succédoient avec Re-



née de Beuil leur tante, & même y prenoient les deux tiers, pendant qu'elle ne pouvoit avoir qu'un tiers. Mais à supposer que l'on dût étendre à la Coutume d'Anjou la disposition de l'article 94 de celle de Paris, étoit ce-là le cas d'en faire l'application? Lorsque la succession de Jean Perrien a été ouverte par sa profession, ni la Terre de Vaujours, ni le prix de la Terre de Vaujours ne se trouvoit plus dans sa succession. Cette Terre avoit été vendue 750000 livres, mais le prix en avoit été déposé pour être distribué entre les créanciers, la distribution avoit été faite, les deniers reçus; que restoit-il donc à Jean Perrien? Etoit-il question de savoir de quelle nature étoit son bien, s'il étoit propre ou acquêt, si la tante ou les cousins-germains y devoient succéder; ces questions magnifiques n'auroient eu aucun objet; on ne succède point au prix d'une Terre quand il n'existe plus, quand les créanciers l'ont reçu, & que le défunt n'y pouvoit plus rien prétendre. Si Jean Perrien étoit Partie dans l'Instance comme héritier en partie de Jean II. son oncle, c'étoit un titre vain, illusoire par rapport au prix de Vaujours; le seul intérêt réel qu'il eût dans l'affaire étoit de faire valoir les créances qu'il avoit sur cette Terre, créances dont il est parlé plusieurs fois dans le contrat de vente de 1667, & qui y sont expressement réservées; mais ces créances étoient des actions purement mobilières régies par la Coutume de son domicile, c'est-à-dire, par la Coutume de Paris, & auxquelles Renée de Beuil devoit seule succéder, à l'exclusion des sieurs de Lusignan; elle a donc eu raison de reprendre seule, & les sieurs de Lusignan n'avoient aucune qualité pour reprendre avec elle.

On ne succède point au prix d'un héritage après qu'il est distribué.

C'est ce que toutes les Parties ont reconnu alors, c'est ce que les Directeurs de Marans & les Représentans de Renée de Beuil ont encore intérêt de reconnoître; mais pour étayer une Requête civile qu'ils ne peuvent soutenir de leur chef, ils empruntent des moyens du chef des sieurs de Lusignan, quoiqu'au fond ils seroient bien fâchés qu'on reconnût des droits qu'ils ont tant d'intérêt de combattre.

Enfin on pourroit ajouter que la profession religieuse parmi les Jésuites n'opere pas une véritable mort civile; l'art. 5 de l'Edit de 1603 avoit ordonné que ceux qui sortiroient de cette Compagnie après les vœux simples, rentreroient dans leurs droits comme auparavant, ce que la Déclaration du mois de Juillet 1715 a limité jusqu'à l'âge de 33 ans. Jusqu'à cet âge ils conservent la propriété de leurs biens & la capacité de succéder; & si leurs

A quel âge les Jésuites sont réputés Profès.

héritiers présomptifs peuvent cependant entrer en possession de leurs biens, les administrer, & reprendre les Instances où ils étoient Parties, tout cela n'est que provisoire, & ce n'est qu'à l'âge de trente-trois ans, & par conséquent après leur majorité que le droit des héritiers se trouve formé; il ne faudroit donc pas considérer Jean Perrien comme mort civilement pendant sa minorité, ni donner sous ce prétexte à de simples deniers la qualité de propres.

Ainsi le moyen de forme que l'on propose, tiré de la qualité & des droits des sieurs de Lusignan, se trouve également combattu de toutes parts. 1°. Il n'y a personne dans l'Instance en état de le proposer, puisqu'il n'y a personne qui représente les sieurs de Lusignan, & qu'ils ne prennent aucune part à la Requête civile. 2°. Ce moyen ne vaudroit rien quand ils le proposeroient eux-mêmes, soit parce que le décès de leur mere n'a point été déclaré, soit parce qu'ils ne se sont jamais portés héritiers de Jean Perrien, qu'ils n'avoient pas droit de se porter ses héritiers, & que du moins ce n'étoit point au Marquis de Racan à aller rechercher leurs droits, la reprise de Renée de Beuil, tante de Jean Perrien, suffisant pour mettre le Procès en règle à son égard.

Le moyen du fond ne doit pas faire plus d'impression. Quand on supposeroit pour un moment que l'on auroit mal jugé en colloquant sur le prix de la Terre de Vaujours le reliquat entier du compte de la succession bénéficiaire de Madame la Duchesse de Bellegarde, ce ne seroit pas une raison de donner atteinte à la disposition de l'Arrêt. Il faut des ouvertures de Requête civile dans la forme pour attaquer un Arrêt, & toutes les critiques qui concernent le fond ne doivent point être écoutées, d'autant plus que ce qu'on suppose aujourd'hui, qu'il falloit faire supporter une partie de ce reliquat à la branche de Beuil de Courcillon, a été expressément demandé en 1675.

On trouve dans l'Arrêt du 7 Septembre une Requête donnée par Renée de Beuil le 4 Mai de la même année, par laquelle elle avoit conclu à ce que les sieurs de Volvire & de Ruffec, créanciers de Madame la Duchesse de Bellegarde, fussent tenus de se pourvoir contre les sieurs de Beuil & de Courcillon & leurs cohéritiers & ayans cause, pour la valeur des parts & portions des Terres de Mareuil & de la Vieille-Tour, & autres biens échus dans leur lot de partage, & intérêts du prix d'icelles depuis le 27 Août 1641 . . . la valeur desquelles sommes seroit distraite du reliquat de compte adjugé par l'Arrêt du 6 Juillet 1664, que l'on avoit fait monter à 244000 l. On

Requête civile dépend de la forme.

a donc expressement demandé qu'une partie des dettes de la succession de Madame de Bellegarde fût supportée par la branche de Courcillon, comme ayant recueilli dans cette succession les Terres de Marcuil & de la Vieille-Tour. On n'a pas manqué de faire valoir alors tous les moyens que l'on propose aujourd'hui pour soutenir ce partage des dettes; mais par l'Arrêt du 7 Sept. 1675, cette prétention a été condamnée: les sieurs de Volvire, de Ruffec & de Racan ont été colloqués pour le reliquat entier de 244000 l. sur le prix de la Terre de Vaujours, *sauf à René de Beuil son recours contre les sieurs de Beuil & de Courcillon, pour ce qu'ils peuvent être tenus des dettes de la succession de ladite Dame de Bellegarde, suivant le partage du 27 Août 1641, défenses au contraire.* Quand une question a été disertement jugée après une discussion parfaite des moyens, non-seulement les majeurs qui ont été Parties dans l'Arrêt ne peuvent plus réclamer, mais les mineurs eux-mêmes ne peuvent demander l'entérinement d'une Requête civile, parce qu'on ne les restitue pas en qualité de mineurs, mais seulement lorsqu'ils n'ont pas été valablement défendus. Or leur défense ayant été proposée dans toute sa force, la minorité ne peut plus servir de prétexte pour renverser un Arrêt qui fait leur Loi; autrement il faudroit dire que les mineurs pourroient gagner leur Cause, & ne pourroient jamais la perdre, ce qui seroit un excès d'injustice & d'absurdité.

S'il étoit nécessaire après cela de justifier l'Arrêt de 1675, il ne seroit pas difficile de confondre la critique des Directeurs de Marais. Lorsque Madame la Duchesse de Bellegarde mourut en 1631, Jean de Beuil, premier *du nom*, se porta seul héritier par bénéfice d'inventaire du côté maternel; il donna seul caution, il se mit seul en possession des biens, en sorte que les créanciers ne connoissoient que lui pour leur débiteur; c'est en cette qualité qu'il passa le compromis de 1636, qu'il abandonna les biens de la succession bénéficiaire à René de Beuil son fils, & que René de Beuil a continué depuis à gérer tous les biens maternels. Il est vrai qu'en 1641 Claude de Beuil de Courcillon ayant fait voir qu'il avoit des droits dans la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde, il y eut un partage fait le 27 Août entre lui & René de Beuil, par lequel René de Beuil abandonna à Claude de Courcillon les Terres de Marcuil & de la Vieille-Tour, en se chargeant de toutes les dettes de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde, dont il seroit tenu de libérer Claude de Courcillon. On a donc eu raison par l'Arrêt de 1675 de char-

En Requête civile le mineur n'est restitué comme mineur.

ger la branche de René de Beuil de toutes les dettes de la même succession jusqu'à concurrence du reliquat de 244000 liv. liquidé par l'Arrêt de 1664.

Les Directeurs de Marans qui ne peuvent résister à cette vérité, prétendent que pour la part dont les sieurs de Courcillon étoient tenus, & dont René s'étoit chargé par le partage de 1641, il n'y avoit d'hypothèque sur ses biens personnels que du 27 Août 1641, & même qu'il n'avoit pu hypothéquer la Terre de Vaujours qui étoit substituée; mais il est facile de les forcer dans ces derniers retranchemens.

1°. L'hypothèque des créanciers a toujours subsisté du premier Octobre 1631, jour que Jean de Beuil avoit accepté la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde, parce que de ce jour il a été obligé d'en rendre compte, & d'en payer le reliquat. Cela est bon, nous dit-on, pour la part qu'il avoit dans cette succession, & non pour la portion de Claude de Beuil; car chaque héritier n'est tenu personnellement que pour sa part & portion: mais quelle est la part de chaque héritier? c'est ce qui n'est déterminé que par le partage, & le partage en ce cas a un effet rétroactif au jour du décès. Or par le partage René de Beuil a eu une plus grande part dans les biens, à condition de demeurer seul chargé des dettes; cet engagement remonte donc au jour qu'il a accepté la succession: dès ce jour il a hypothéqué ses propres biens à toutes les dettes dont il seroit chargé comme héritier; l'étendue de son obligation n'est pas formée par le partage, elle n'est que déterminée, il s'est chargé de tout: il a donc hypothéqué ses biens personnels à toutes les dettes dès 1631 en acceptant la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde. En effet, si son cohéritier ne lui avoit point demandé partage, il seroit demeuré seul débiteur, & ses biens seroient obligés à la totalité des dettes: le partage lui a été demandé; mais par ce partage il est demeuré chargé de toutes les dettes; son obligation qui subsiste, subsiste aussi avec l'hypothèque ancienne qui avoit chargé tous ses biens; ce n'est pas un engagement nouveau qu'il contracte, c'est le même qui subsiste.

2°. Par-là tombe ce que l'on dit que René de Beuil n'a pas pu hypothéquer en 1641 la Terre de Vaujours; car cette Terre étoit hypothéquée dès 1631 au reliquat du compte de la succession de Madame la Duchesse de Bellegarde. Elle n'a pu être donnée ni substituée en 1637 qu'avec cette charge qui lui étoit déjà imprimée. D'ailleurs on a déjà observé que René de Beuil  
avoit

avoit une légitime très-considérable sur cette Terre, ainsi qu'il a été jugé par l'Arrêt de 1674, & il n'est pas douteux que cette légitime n'ayant pu être grevée, auroit pu être hypothéquée par René de Beuil lui-même : enfin Jean de Beuil son fils, devenu Propriétaire libre de la Terre de Vaujours, est celui qui a aliéné les biens de la succession bénéficiaire de Madame la Duchesse de Bellegarde ; par cette aliénation il est devenu débiteur personnel du reliquat de compte de bénéfice d'inventaire ; ainsi on a pu & dû se venger pour ce reliquat sur la Terre de Vaujours. C'est ce qui a été jugé par l'Arrêt de 1675 sur une contestation expressément formée par Renée de Beuil. Les principes ont été discutés, les actes ont été produits, tout a été éclairci, & c'est sur les plus profondes réflexions que la question a été jugée : est-il permis après cela d'agiter la même question & de précipiter les Parties dans de nouveaux Procès, quand tout se trouve réglé & terminé depuis plus de soixante ans ? L'autorité de la chose jugée doit être inébranlable, c'est ce qui assure le repos des familles & l'ordre de la société ; on ne trouve ici aucun prétexte dans la forme pour se pourvoir contre l'Arrêt ; on ne peut agiter sur le fond que des questions qui ont été disertement jugées. Il est des règles les plus constantes de captiver ses propres idées sous le joug d'une autorité qui fixe les incertitudes, & qui a pour nous tous les caractères de la vérité même.

Autorité de  
la chose ju-  
gée.

### S U I T E.

ON attaque l'Arrêt de 1675, en ce qu'il a colloqué sur le prix de la Terre de Vaujours les créanciers de la Duchesse de Bellegarde pour le reliquat du compte de bénéfice d'inventaire rendu par Jean de Beuil second du nom, & liquidé par les Arrêts de 1664 ; on prétend qu'il ne falloit pas colloquer pour le reliquat en entier, & qu'il en falloit distraire la portion des biens qui avoit été délaissée à la branche de Courcillon par le partage du 27 Août 1641. Cette critique ne vaut rien au fond, elle n'est pas proposable dans la forme.

Au fond Jean de Beuil premier du nom, oncle & plus proche parent maternel de Madame la Duchesse de Bellegarde accepta cette succession par bénéfice d'inventaire le premier Octobre 1631, & donna caution du bénéfice d'inventaire, il ne se présenta point alors d'autres héritiers, il s'obligea seul au paiement des dettes jusqu'à concurrence des biens de la succession béné-

ficiaire, il donna seul caution, toutes les actions ont été exercées contre lui seul, tant par les sieurs de Volvire, créanciers de Madame la Duchesse de Bellegarde, que par les sieurs de Racan & de Grandbois, héritiers paternels; c'est avec lui seul que se fit un premier compromis en 1636 pour savoir si les héritiers maternels devoient seuls payer les dettes de la succession de la Dame de Fontaine, acceptée par Madame de Bellegarde sous bénéfice d'inventaire; c'est lui seul qui a disposé des biens maternels de Madame de Bellegarde, par la donation qu'il en fit en 1637 à René de Beuil son fils; c'est avec René seul, comme Donataire de son pere, que la Sentence arbitrale de 1638 est intervenue; en un mot c'est Jean I. ou ses descendans qui ont seuls possédé & géré la succession bénéficiaire de Madame de Bellegarde pendant un grand nombre d'années, les créanciers n'ont connu qu'eux, n'ont traité qu'avec eux; c'est donc aux sieurs de Beuil seul que les créanciers ont dû s'adresser, tant pour rendre le compte que pour en payer le reliquat. En effet ce compte n'a été rendu que par les représentans Jean I. il a été liquidé avec eux par les Arrêts de 1664, ils ont été condamnés par les mêmes Arrêts à en payer seuls le reliquat; c'est avec les représentans Jean I. que l'acte du 8 Juillet & la Sentence arbitrale du 5 Août 1669 sont intervenus; en un mot, pendant plus de quarante ans les créanciers n'ont connu qu'un seul héritier bénéficiaire qui a tout géré, qui a soutenu seul tous les Procès, contre qui tous les Arrêts & toutes les condamnations sont intervenus.

En quel tems a-t-on commencé à parler de la branche de Courcillon? Ce n'est que dans la Requête de Renée de Beuil, Comtesse de Megrigny, du 4 Mai 1675, c'est alors que l'on a annoncé pour la première fois qu'en 1641 il y avoit eu un acte passé entre René de Beuil & la branche de Courcillon, par lequel, pour les droits que cette branche pouvoit avoir, René de Beuil lui avoit abandonné quelques portions dans les Terres de Mareuil & de la Vicille Tour; mais cet acte inconnu aux créanciers ne pouvoit donner atteinte à tout ce qui avoit été fait pendant quarante ans avec la branche de Beuil qui avoit soutenu seule toutes les actions de la succession bénéficiaire, qui avoit rendu seule le compte, qui avoit été condamnée seule à en payer le reliquat; on a donc eu raison en 1675 de colloquer les sieurs de Volvire & de Racan pour le reliquat du compte de bénéfice d'inventaire en entier, sauf le recours de la branche de Beuil contre celle de Courcillon; & si la question étoit encore entière, il seroit impossible de juger autrement.

En effet le piège rendu aux sieurs de Volvire & de Racan par la Requête du 4 Mai 1675 , étoit trop grossier & ne tendoit à rien moins qu'à détruire tout ce qui avoit été fait depuis quarante ans. Si l'on avoit obligé les sieurs de Volvire & de Racan à se pourvoir contre la branche de Courcillon pour une partie des 244000 liv. reliquat du compte de bénéfice d'inventaire , aussitôt la branche de Courcillon n'auroit pas manqué pour sa défense de dire aux sieurs de Volvire & de Racan : quel titre avez-vous contre nous ? Vous nous parlez d'une Sentence arbitrale de 1638 , d'Arrêts en grand nombre , de liquidations de la succession bénéficiaire , d'Arrêts qui ont condamné à en payer le reliquat ; tout cela n'est point rendu avec nous , ainsi nous appellons des Sentences , nous formons opposition aux Arrêts , & par là quarante années de contestations & de Jugemens , quinze Arrêts intervenus , tout auroit été renversé : l'iniquité est trop évidente pour que le Parlement ait pu y donner.

La conduite de la branche de Beuil auroit été un concert de fraude dont les sieurs de Volvire & de Racan auroient été les victimes ; la Justice ne permet pas qu'on lui fasse ainsi illusion & que l'on trompe le Public. Un seul héritier collatéral paroît , il soutient seul le poids des contestations les plus importantes pendant plus de quarante ans , & quand enfin on touche au moment de se faire payer , il prétend renvoyer contre un héritier inconnu que l'on a tenu caché derrière le rideau , & en le faisant paroître on prétend tout détruire : il faudroit être bien aveugle ou bien facile , pour donner dans une pareille illusion.

Le Parlement de Paris a donc eu raison en 1675 de rejeter la Requête de Renée de Beuil , en lui réservant seulement contre la branche de Courcillon défenses au contraire ; d'autant plus que par le traité de 1641 , la branche de Beuil s'étoit chargée de toutes les dettes connues de la succession de Madame de Bellegarde , & que par l'acte du 8 Juillet 1669 , tous ceux qui composoient alors la branche de Beuil avoient consenti que les sieurs de Racan , de Grandbois & de Volvire fussent payés sur la Terre & Seigneurie de l'Isle de Ré , *sinon sur les sommes adjudgées au sieur de Crenan & la Dame de Megrigny , & au sieur Lambert comme cessionnaire de Françoise de Beuil , pour leurs parts & portions , sur le prix procédant des Terres de Vaujours , Châteaux , & Saint Christophe ;* ainsi il y avoit une obligation personnelle par cet acte , qui faisoit cesser toutes les exceptions que l'on a imaginées depuis de la part de Renée de Beuil du chef de la branche de Courcillon.

Aussi cet acte de 1669 étoit-il tellement accablant contre la branche de Beuil, qu'elle avoit pris des Lettres de rescision en 1672, mais elle en a été déboutée par l'Arrêt de 1675; & en effet comment restituer des majeurs qui avoient procédé en pleine connoissance de cause? Cependant cet acte subsistant dans toute sa force, la Requête du 4 Mai 1675 ne pouvoit plus être écoutée. Il est donc impossible de s'élever contre la disposition de l'Arrêt de 1675, qui est aussi juste qu'elle est respectable.

Dans la forme il n'y a pas plus de couleur.

Pouvoir des  
Directeurs de  
créanciers.

Il faut d'abord retrancher l'opposition du sieur Lambert; on n'a jamais entendu parler d'une pareille voie de se pourvoir. L'Arrêt de 1675 est contradictoire avec les Directeurs des créanciers, & par conséquent avec tous les créanciers unis dans le contrat de direction; un créancier particulier n'est donc pas recevable à y former opposition, autrement il n'y auroit plus de sûreté à plaider avec des Directeurs, & il faudroit mettre en Cause tous les créanciers particuliers, ce qui est contraire aux regles de l'ordre judiciaire, & ruinerait toutes les autres Parties en frais.

Quant aux Demandeurs en Requête civile, ils ont mis toute leur ressource dans les droits des sieurs de Lusignan, qui à la vérité représentent leur pere nommé dans la Requête civile & dans les premieres procédures, mais qui avoient disparu depuis plus de 30 ans; on vient d'employer leur nom comme héritiers bénéficiaires de leur pere dans une reprise qu'on leur a fait faire, mais ce ne sont point des Parties sérieuses; la succession de leur pere est absorbée, ils n'y prétendent rien, leur qualité d'héritiers bénéficiaires est un titre chimérique dont ils n'ont jamais fait usage: ce sont des Parties sans droit dont on emprunte le nom pour venir au secours de gens qui n'ont aucune espérance de leur chef. Est-ce donc par de pareils détours que l'on se propose de renverser les titres les plus respectables?

Mais les sieurs de Lusignan ne peuvent se pourvoir contre l'Arrêt de 1675, parce qu'il est contradictoire avec Françoise de Beuil leur ayeule, & qu'elle étoit pleinement majeure; en sorte qu'elle n'avoit aucune ouverture de Requête civile pour attaquer un Arrêt contradictoire avec elle.

On oppose à cette fin de non-recevoir invincible, que leur mere étoit morte dès le mois d'Avril 1674, & qu'ainsi le droit de Françoise de Beuil résidoit sur la tête de ses enfans mineurs qui n'ont point été assignés en reprise, qui n'ont point repris, & qui par conséquent n'ont point été défendus; mais l'Ordonnance



nous fournit une réponse bien prompte à cette objection. L'art. 3 du tit. 26 oblige le Procureur qui aura le décès de la Partie, de le faire signifier, & déclare que les procédures seront valables jusqu'à cette signification. Ainsi tant que le décès n'est pas signifié, on procède avec le Procureur, comme mandataire de la Partie qui l'a constitué; le pouvoir du Procureur subsiste, & ce Procureur représente une Partie qui est réputée vivante: en sorte que l'Arrêt est aussi solide que si la Partie n'étoit pas décédée. L'Ordonnance ne distingue point si la Partie décédée a laissé pour héritiers des majeurs ou des mineurs, tout est également valable; comment cela seroit-il autrement, puisque l'on ne considère ni dans les procédures ni dans l'Arrêt la personne des héritiers, mais seulement la Partie qui a constitué Procureur, & avec laquelle on continue de procéder?

S'il en étoit autrement, jamais on ne pourroit se flatter d'obtenir un Arrêt solide, parce que celui qui auroit gagné sa Cause trouveroit quelque tems après, que sa Partie seroit décédée & auroit laissé un héritier mineur; au moyen de quoi on lui diroit, le mineur n'a pas été défendu, loin de l'avoir été valablement. Par-là l'état des familles ne seroit jamais certain, & l'autorité même des Arrêts obtenus contre des majeurs ne seroit pas suffisante pour tranquilliser. L'Ordonnance étoit trop sage pour ne pas prévenir un inconvénient si funeste; elle y a pourvu expressément, en déclarant que tout ce qui auroit été fait depuis le décès non signifié seroit valable, parce que la Partie décédée est toujours réputée vivante. On ne peut donc prendre Requête civile du chef des héritiers, sous prétexte qu'ils étoient mineurs; l'Arrêt est intervenu avec Françoise de Beuil majeure, & non avec ses enfans: on ne peut donc pas proposer des moyens de Requête civile du chef des enfans.

Ce que l'on ajoute, qu'outre qu'ils étoient seuls héritiers de leur mere, ils étoient aussi héritiers en partie du sieur Perrien de Crenan leur cousin-germain, décédé depuis leur mere, ne mérite encore aucune attention. C'étoit une question de savoir s'ils étoient héritiers en partie de leur cousin. Renée de Beuil leur tante a repris, comme héritière du sieur Perrien de Crenan son neveu; elle étoit la plus proche parente, il ne s'agissoit que d'un mobilier: ainsi on ne pouvoit connoître aucun droit dans la personne des sieurs de Lusignan, c'étoit à leur Tuteur à faire valoir leurs droits s'ils en avoient; mais ce n'étoit point aux sieurs de Volvire & de Racan à imaginer que les sieurs de Lusignan

Partie dont le  
décès n'est si-  
gnifié, répu-  
tée vivante,

puissent avoir quelque prétention ; il falloit pour cela supposer que le prix de Vaujours , distribué par la Sentence de 1668 , devoit être déferé comme la Terre même , que la Terre étant située en Anjou , il y avoit lieu à la représentation. En un mot , il falloit discuter des questions abstraites & difficiles. Etoit-ce donc l'affaire des sieurs de Racan & de Volvire ? Renée de Beuil a paru seule comme héritière , elle a repris purement & simplement ; aucun autre prétendant à la succession n'a paru , ce qui est jugé avec le seul héritier apparent est irrévocable , parce que ce n'est point aux créanciers à aller rechercher des héritiers qui n'agissent point , & dont il faut convenir que le droit pouvoit être très-incertain.

Cette question se présente tous les jours à l'égard des héritiers collatéraux , relativement au droit d'un tiers ; elle vient d'être jugée nouvellement dans une espece qui a beaucoup de rapport. Madame la Maréchale de Crequy , morte en 1713 , avoit fait son légataire universel le Marquis du Plessis-Belliere son petit-neveu ; il demanda la délivrance de son legs contre la Demoiselle sa sœur , & l'obtint par une Sentence de la même année , en vertu de laquelle il a joui tranquillement ; il est mort laissant deux enfans mineurs qui ont joui comme lui. Enfin les enfans étant décédés , la Marquise de Coetanfo leur tante , sœur du Marquis du Plessis-Belliere , leur a succédé ; en cet état des cousins germains de Madame la Maréchale de Crequy , qui étoient au même degré de parenté que le petit-neveu & la petite-niece , se sont présentés en 1736 , & ont demandé le partage de la succession , avec restitution des fruits perçus depuis vingt-trois ans par le légataire universel.

Leur moyen étoit qu'étant héritiers , il falloit obtenir la Sentence de délivrance contre eux , qu'ils étoient saisis par la Loi , & que les fruits leur appartenoient. La réponse de la Marquise de Coetanfo a été que son frere s'étoit adressé à la seule héritière qui eût paru , qu'il n'avoit point été obligé de rechercher des héritiers collatéraux qui ne s'étoient point présentés à l'ouverture de la succession ; & sur ce fondement en donnant acte à la Maréchale de Coetanfo de ce qu'elle reconnoissoit les Demandeurs pour héritiers , elle a été déchargée de leur demande. Il est donc de principe constant que ce qui est jugé avec le seul héritier apparent , est également décidé contre tous les autres.

2°. Les sieurs de Lusignan ne pouvoient être héritiers du sieur Perrien de Crenan leur cousin , qu'autant que Françoise de Beuil

leur mere auroit été décédée : or le décès de la mere n'étant point déclaré, on ne pouvoit pas les reconnoître pour héritiers ; cette qualité ne pouvoit appartenir qu'à leur mere qui étoit Partie dans l'Instance, & avec laquelle l'Arrêt est intervenu nonobstant le décès non signifié ; ainsi on ne peut rien opposer du chef des mineurs.

On dira sans doute que la mere n'avoit pas repris au lieu de son neveu ; mais elle étoit la maîtresse de ne point faire acte d'héritiere. En collatérale, la seule abstention suffit, il ne faut pas de renonciation expresse comme en directe ; ainsi le sieur Perrien de Crenan ne laissant que des collatéraux, Renée de Beuil s'est portée seule héritiere, les autres n'ont pas voulu prendre cette qualité ; l'Arrêt intervenu avec Renée de Beuil est donc inébranlable.

3°. Si l'on pouvoit ici considérer la personne des mineurs, en égard à la succession du sieur Perrien de Crenan Jésuite, ils ne pourroient jamais se pourvoir contre l'Arrêt, que pour la part qui pourroit intéresser le sieur Perrien de Crenan, & même pour la part qu'ils avoient dans sa succession, parce qu'il est de principe que *nomina & actiones ipso jure dividuntur*, & qu'un majeur condamné par un Arrêt n'est point restitué du chef d'un mineur qui a une part divise de droit. Je fais condamner deux héritiers, l'un majeur & l'autre mineur ; si le mineur est en état de prouver qu'il n'a pas été valablement défendu, il est restitué de son chef & pour sa part ; mais la condamnation subsiste contre le majeur qui n'a aucune ouverture de Requête civile à proposer. Cette réflexion seule décideroit en faveur de M. le Duc de Richelieu ; mais il y a un moyen beaucoup plus concluant, c'est que tout a été jugé avec des majeurs qui sont seuls en qualité dans l'Arrêt : ils n'ont donc aucun moyen dans la forme, & au fond la disposition est conforme aux regles les plus incontestables.



## CI. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR le Chapitre de l'Eglise de Bourges.

*CONTRE le sieur Jaquemet, Chantre de la même Eglise.*

### Q U E S T I O N.

*Si le Chantre de la Cathédrale de Bourges  
a juridiction au Chœur.*

**L**E sieur Jaquemet, en qualité de Chantre de l'Eglise de Bourges, prétend avoir toute Jurisdiction dans le Chœur, diriger le chant, régler les cérémonies, donner les ordres sur toutes les difficultés qui se présentent, avertir & reprendre ceux qui manquent à leur devoir, prononcer des peines, en un mot exercer un pouvoir sans bornes non-seulement sur les Choristes, Chantres, Enfans-de-Chœur & autres, mais encore sur les Chanoines & sur les Dignités du Chapitre; il porte même ses prétentions jusqu'à s'arroger le droit de donner la bénédiction au Prédicateur, en l'absence de M. l'Archevêque & du Doyen.

Le Chapitre soutient au contraire que le Chantre doit se renfermer dans la simple direction du chant, dans le droit d'avertir ceux qui y manquent, même de l'interrompre s'il est nécessaire; mais que le surplus est une entreprise manifeste sur les droits du Chapitre. C'est à quoi se réduit toute la contestation.

Pour soutenir ses idées, le sieur Jaquemet s'étoit d'abord beaucoup répandu sur des textes du Droit canonique & sur des dispositions de Conciles, dans lesquels il vouloit trouver un prétendu droit commun favorable aux Chantres en dignité de toutes les Eglises; il avoit imaginé une distinction purement idéale entre les Chantres, dont il formoit deux classes différentes: mais il a été obligé enfin de convenir de la seule maxime que l'on puisse établir en cette matière, qui est que tout ce qui regarde la police & la discipline de chaque Eglise, dépend uniquement de ses titres particuliers & de l'usage qui y a toujours été observé.

On ne peut pas dire que la dignité de Chantre & la Jurisdiction

tion qui y est attachée, soit de Droit divin ; c'est un établissement purement arbitraire, soit dans son principe, soit dans son progrès. Il y a beaucoup d'Eglises où il n'y a point de Chantre, il y en a où c'est la première dignité, il y en a où elle est la dernière ; il y en a où le Chantre n'a aucune fonction, & n'est qu'un simple Personat ; il y en a où le Chantre a une Jurisdiction ; enfin il y en a où le Chantre a plus de prérogatives, d'autres où il en a moins ; il ne faut donc pas imaginer que l'on puisse suivre une règle uniforme dans les contestations qui s'élèvent au sujet de leurs droits.

Chantre n'a pas les mêmes droits dans tous les Chapitres.

C'est ce qui résulte clairement du texte même de la Pragmatique-Sanction. Après que cette Loi a réglé tout ce qui regarde la célébration du Service Divin dans les Eglises Cathédrales ou Collégiales, elle veut que le Doyen ou celui qui dans chaque Eglise est chargé de cette inspection, veille avec soin à faire observer les Réglemens qu'elle vient de faire : *super his debite observandis aliisque ad Divini Officii celebrationem ac Chori disciplinam spectantibus, Decanus aut cui onus incumbit diligenter invigilet, hinc inde, ne quid inordinatè fiat, circumspectans*. D'abord elle défère ce pouvoir au Doyen, comme étant celui qui est le Chef de l'Eglise, & qui de droit commun doit y exercer la Jurisdiction ; cependant comme il pourroit y avoir des usages singuliers qui attribueront cette charge & cette fonction à une autre Dignité, la Pragmatique-Sanction qui n'a pas voulu y donner atteinte, réserve ces usages, *vel cui onus incumbit*. Ainsi cette Loi respectable si vantée par le sieur Jaquemet, est le titre le plus puissant qui s'élève contre sa prétention ; elle reconnoît, elle établit un droit commun en faveur du Doyen, *Decanus* ; si le droit peut appartenir à un autre, ce ne peut être que par la force de l'usage, *vel cui onus incumbit*.

Pourquoi défère-t-elle ce pouvoir au Doyen ? La glose nous en donne la raison ; c'est que, quoique le Droit Canonique ne contienne presque aucune disposition sur la Jurisdiction du Doyen, cependant l'usage presque universel de la France est que les Doyens des Eglises de ce Royaume aient la Jurisdiction sur le Chapitre. *De officio Decani nihil in jure cavetur, sed dependet ejus jurisdictio plus ex privilegio & consuetudine quam ex jure, in omnibus quasi Ecclesiis Regni Franciæ hæc obtinet consuetudo, quod Decani jurisditionem habent in Capitulum*. Voilà donc le fondement de la première disposition de la Pragmatique, *Decanus invigilet*.

Chantre n'a  
pas de droit  
commun la  
discipline du  
Chœur.

Mais comme cet usage n'est pas si général, qu'il ne puisse avoir son exception dans quelque Eglise, la Pragmatique ajoute, *vel cui onus incumbit*, & renvoie par-là à la possession de chaque Eglise. Cependant le sieur Jaquemet prétend que ces termes signifient le Chantre seul, & il invoque pour cela la glose de la même Pragmatique: *Putà Primicerio, sive Cantori, aut eo absente Subcantori, aut ei qui post illum proximus est, & inspiciendæ sunt consuetudines Ecclesiarum*; mais ces termes de la glose bien loin de favoriser le sieur Jaquemet, détruisent invinciblement son système d'un droit commun en faveur du Chantre: car le texte de la Pragmatique se servant du terme général, *cui onus incumbit*, la glose ne parle du Chantre que *par forme d'exemple*, & comme pouvant avoir par l'usage cette inspection, *putà Primicerio sive Cantori*; & cela est si vrai, qu'elle ajoute ces termes importants & décisifs: *Inspiciendæ sunt consuetudines Ecclesiarum*.

Concluons donc que s'il y a en France un droit commun & général, c'est en faveur du Doyen; mais que ce qui décide, c'est l'usage & la possession de chaque Eglise, *inspiciendæ sunt consuetudines Ecclesiarum*.

Tout se réduit donc ici à l'usage particulier de l'Eglise de Bourges; le sieur Jaquemet à l'Audience & dans son Mémoire, s'est contenté d'alleguer vaguement que la possession étoit en sa faveur sans en rapporter aucune preuve, sans en citer même un seul exemple; le Chapitre qui pourroit se contenter de la simple négative, établit d'ailleurs une possession contraire par des preuves non suspectes, il n'est pas difficile après cela de prendre son parti.

Il faut cependant observer d'abord, que le Chapitre a une pleine Jurisdiction sur tous ses Membres, & sur tout le Corps des Ecclesiastiques & Bénéficiers de l'Eglise de Bourges: Jurisdiction qui ne lui est point contestée, & dont il est en possession publique. Le droit d'exercer la police & la Jurisdiction correctionnelle dans le Chœur, est une portion de cette Jurisdiction qui appartient au Chapitre, il seroit absurde de penser que dans le Chœur & pendant la célébration du Service Divin, le Chapitre fût dépouillé de sa Jurisdiction, & qu'elle passât à une personne absolument étrangère au Chapitre. Il est vrai que le Chapitre ne peut pas l'exercer en Corps pendant l'Office Divin, mais il est de règle en ce cas, qu'elle soit exercée provisionnellement par celui qui se trouve à la tête du Chapitre, c'est-à-dire par le Doyen s'il est présent, & en son absence par celui qui préside-

roit au Chapitre s'il étoit assemblé. Or le Chantre par sa dignité n'est point du Corps du Chapitre, il n'y a ni entrée ni voix délibérative; il ne participe donc point à la Jurisdiction du Chapitre, & s'il n'y participe point, comment peut-il l'exercer dans le Chœur? La constitution de l'Eglise de Bourges résiste donc nécessairement à la prétention du sieur Jaquemet.

Quand le Chantre est en même-tems Chanoine, alors par la réunion de la Prébende avec la Dignité, il a non seulement entrée dans le Chapitre, mais il y précède même les Chanoines plus anciens, il y préside en l'absence du Doyen, & par conséquent il exerce toute la police dans le Chœur en l'absence du Doyen, cela n'est point contesté; mais quand il est simplement Chantre & non Chanoine, alors n'étant point du Corps du Chapitre, il ne peut exercer sa Jurisdiction, non-seulement au préjudice du Doyen, mais encore au préjudice de ceux qui suivent le Doyen dans l'ordre du Chapitre.

Aussi dans tous les tems la police du Chœur & la correction de toutes les fautes qui s'y commettent a-t-elle appartenu au Doyen, & en son absence à celui qui est le Président du Chapitre, c'est-à-dire que c'est lui qui avertit & qui reprend dans le Chœur, & que c'est le Chapitre en Corps qui prononce des peines contre ceux qui ont déobéi.

Nous voyons qu'en 1527 ce fut le Chapitre qui nomma des Commissaires pour rédiger les Statuts de l'Eglise, c'est-à-dire les regles qui devoient être observées dans la célébration du Service Divin, & il les approuva après qu'ils eurent été redigés: *Statuta Ecclesiæ per Dominos à Capitulo commissos collecta, & præcipuè ea quæ concernunt Vicarios, Baccalaureos, Stipendiatos & Habitatos Ecclesiæ, fuerunt per Dominum Decanum lecta, exposita & publicata, & per supradictos Dominos Capitulantes approbata*: Si c'est le Chapitre qui fait les Statuts, c'est à lui à les faire exécuter.

Dans la même année on voit qu'un Vicaire de l'Eglise qui avoit causé du scandale dans le Chœur, en faisant du bruit & parlant contre les Statuts, fut puni par une Délibération capitulaire à laquelle le Chantre étoit présent, parce qu'il étoit Chanoine: *Dominus Enoc-Andreas Vicarius Ecclesiæ, propter scandalum per eum commissum die hesternâ tabollando in Choro, directè vomendo contra Statuta Ecclesiæ publicata, incarcerabitur in pillari, & in eo stabit duas noctes & unum diem*. Si le sieur Jaquemet avoit été Chantre en ce tems-là, il auroit prétendu que c'étoit à lui à

avertir & à punir ce Vicaire, parce qu'il auroit regardé le bruit qu'il avoit fait & le scandale qu'il avoit commis, comme troublant le Service Divin, le chant & les cérémonies, mais son prédecesseur n'avoit pas de si grandes idées.

Que l'on parcoure les Registres du Chapitre depuis plus d'un siècle, on y trouvera une foule de Délibérations capitulaires par lesquelles le Chapitre a réprimé des fautes commises dans le Chœur, & que le sieur Jaquemot prétend aujourd'hui être du ressort de sa Dignité; on se contentera d'en rapporter quelques-unes; le cahier qui en contient un plus grand nombre a été communiqué & remis à Messieurs les Gens du Roi.

29 Août 1634. *Sur la défobéissance commise par M. Girardon, Vicaire de l'Eglise de céans envers M. le Doyen; lequel le voyant sortir du Chœur durant l'Obit, lui auroit commandé de demeurer; nonobstant quoi seroit sorti . . . . . Messieurs ont ordonné qu'il seroit signifié audit Girardon par leur Greffier, de comparoir Vendredy prochain au Chapitre pour lui être fait telles remontrances qu'il conviendra.*

23 Novembre 1639. *M. le Doyen a remontré à la Compagnie, encore que ci-devant M. Gautier Sautereau ait été averti plusieurs fois de se comporter avec modestie dans le Chœur, & de ne plus divertir de l'Office ceux qui se trouvent auprès de lui, par le moyen de ses causeries & gestes indecens qui scandalisent tous les Laïcs . . . . . M. le Doyen le voyant causer durant le premier Psaume de Vêpres avec un de Messieurs qui étoit proche de lui, & qui témoignoit ne prêter l'oreille à ses discours, il auroit appelé le plus grand des Enfants de Chœur pour l'avertir de cesser son discours . . . . & de ne point empêcher la célébration du Service Divin; auquel avertissement le sieur Gautier a répondu par quatre fois avec mépris. Messieurs ont ordonné qu'il sera dressé acte de la présente remontrance, pour être le tout lu & rapporté au prochain Chapitre.*

25 Juin 1640. *Messieurs ont ordonné que conformément aux Statuts de leur Eglise nul de la résidence ne sortira du Chœur pendant le Divin Service, à peine d'être mulcté par le Chapitre, & prie M. LE DOYEN de faire exécuter la présente Ordonnance, & en son absence CELUI QUI PRESIDERA.*

18 Octobre 1649, pareille Délibération, sans la permission de celui de Messieurs qui présidera.

18 Decembre 1651. *Messieurs ont prié M. le Doyen, quand il verra quelque indecence dans le Chœur, de faire avertir ceux qui les commettront par un Enfant de Chœur, & en cas de refus il fera assembler Messieurs pour en faire la correction.*



24 Janvier 1670. *Messieurs on fait iteratives défenses à tous ceux de la résidence en leur Eglise de dire leur Breviaire pendant l'Office , & enjoint à eux de descendre à l'Aigle pour y chanter.*

25 Janvier 1686. Délibération capitulaire à laquelle assista le Chantre comme Chanoine. Il avoit averti pendant l'Office le sieur Doublet, Vicair de résidence qui ne chantoit point, se tenoit dans son siege d'une maniere indecente, *lequel Doublet , est-il dit , au lieu de prendre la remontrance que lui faisoit M le Chantre AU NOM DE LA COMPAGNIE dans un esprit de correction , &c.* Ainsi le Chantre a reconnu que les remontrances qu'il faisoit quand il étoit Chanoine ne se faisoient qu'au nom de Chapitre à qui la correction dans le Chœur appartient , & que c'étoit au Chapitre à punir ceux qui avoient déobéi.

Il n'est pas possible de douter à la vue de ces Délibérations & d'une infinité d'autres qui sont dans le même cahier , que la police & Jurisdiction dans le Chœur n'appartiennent au Chapitre , que celui qui y préside n'ait droit d'avertir ceux qui commettent des fautes , & que ce ne soit au Chapitre en Corps à prononcer des peines ; cela s'est fait de tout tems sous les yeux des Chantres qui n'ont point réclamé : l'usage & la possession qui décident dans cette matiere , sont donc absolument en faveur du Chapitre.

Le sieur Jaquemet oppose quelques titres de l'Eglise de Bourges , mais ils ne peuvent servir qu'à sa condamnation. Il faut d'abord retrancher un prétendu Règlement de 1214 fait par les Evêques d'Orleans & d'Auxerre comme Commissaires du Pape. Ce prétendu Règlement n'existe nulle part , ni en original , ni en copie capable de faire foi. On prétend que le Pere Martene l'a fait imprimer dans une de ses collections ; mais sur la foi d'un Auteur qui aura déferé trop facilement à une copie informe qu'il aura trouvée , on ne peut former un titre authentique d'une piece qui n'existe point. Ajoutons que le Chantre lui-même reconnoît qu'elle lui attribue des droits qu'il ne peut pas prétendre : enfin qu'une possession contraire de plusieurs siecles suffiroit pour faire tomber un prétendu Règlement qui auroit pû être dès ce tems-là cassé ou révoqué.

Les Statuts de 1527 ont été ridigés , comme on l'a déjà vû , par des Commissaires du Chapitre ; ainsi il ne seroit pas possible que le Chapitre y trouvât des articles contraires aux droits du Chapitre : aussi y trouve-t-on deux articles qui conservent le droit du Chantre sur tout ce qui appartient au chant , & qui le

soumettent même dans les choses qui pourroient souffrir quelque difficulté, à en délibérer avec le Doyen & quelques Chanoines anciens (a); mais pour tout ce qui concerne la police du Chœur, le droit d'avertir ceux qui causent ou qui font quelque scandale, il est dit expressément que c'est le Doyen, le Chantre, le Chancelier ou l'Archidiaque qui y pourvoiront, (b) parce qu'ils étoient tous alors du Corps du Chapitre, & en état d'exercer sa Jurisdiction. Mais dans ce cas-là même le droit appartient au Doyen avant le Chantre; ce qui est bien contraire à la prétention du sieur Jaquemet, qui même n'étant pas Chanoine, veut exercer cette police en présence & à l'exclusion du Doyen.

L'ordre du Chœur dressé en 1666 l'a été à la vérité par le Chantre, mais de l'autorité du Chapitre; aussi l'a-t-il rapporté au Chapitre, qui l'a approuvé, & qui en a ordonné l'impression. Ainsi c'est du Chapitre seul, & non du Chantre, qu'il tire son autorité. A l'égard du cérémonial, c'est un ouvrage ébauché qui n'est d'aucun poids, & qui ne peut être revêtu d'aucun caractère d'authenticité. On y parle des cérémonies du Jeudy Saint, & l'on dit que le Livre qui les renferme sera placé devant le Chantre pour observer si elles se font bien; mais faut-il le répéter, ce cérémonial n'est qu'une ébauche, l'ouvrage n'est point fini, il n'est ni approuvé ni reçu; ce n'est donc pas un titre dont on puisse se prévaloir. D'ailleurs dans un jour si solennel, où les cérémonies sont si pompeuses & en si grand nombre, on pourroit multiplier les Inspecteurs & les Surveillans, pour faire ensorte que rien n'échappe, sans rendre pour cela le Chantre dépositaire d'une Jurisdiction qui est étrangère à sa Dignité. Ainsi les titres dont il invoque le secours ne peuvent soutenir sa prétention.

(a) Ut de cæterò vitentur scandala in Choro quandoque oboriri solita, propter Choristarum discordiam circa Divini Officii celebrationem, mandatur Cappariis quories aliqua circa idem officium dubitatio emerferit, ut memoratum Dominum Cantorem seu alium qui vice ejus fungatur, opportunè semper consulant: quòd si rursus idem Cantor aut ejus Vicarius in aliquo dubitaverint, loquantur tunc super hoc cum Presidente Capituli ac duobus vel tribus aliis Dominis qui pro tempore ibidem presentes fuerint, aut ad Capitulum referant si tempus id patiatur.

(b) Nullus Canonicorum, Vicariorum aut Habituatorum indecenter rideat in Choro, vel signa, aut nutus edat inhonestos, nec etiam eorum quispiam loquatur cum socio, ut à tertio queat audiri, sed nec dicat horas cum altero, aut lumen habeat particulare in eodem Choro, quandiu divinum inibi celebrabitur Officium.

Dominus Decanus, Cantor, Archidiaconus, Cancellarius, & quilibet ipsorum, aut in eorum absentia Canonicus antiquior tunc in Choro præsens, indicendi curet per unum ex pueris chori, aut Baccalaureum quemlibet, confabulantibus ac aliis contra contenta in præcedenti articulo facientibus, ut à prænatis cessare habeant, & cavere,

Quant à la possession, qui est ce qui décide absolument, le Chantre n'a pas osé l'articuler expressément ; il se contente d'allégations vagues, auxquelles il n'est pas permis de s'arrêter, principalement quand la possession contraire est établie d'une manière aussi claire & aussi précise que celle du Chapitre.

Possession décidée en matière de fonctions du Chantre.

Enfin l'usage des autres Eglises, & les Arrêts même qui les concernent deviennent absolument indifférens, quand on convient que c'est l'usage & la discipline de chaque Eglise en particulier qu'il faut consulter. Si on rapporte quelques exemples favorables au Chantre, le Chapitre en rapporte un bien plus grand nombre qui sont contraires, & entr'autres l'Arrêt rendu entre le Chapitre & le Chantre de Beauvais, qui a réduit ce dernier précisément à la direction du chant.

Mais, dit-on, la direction du chant emporte celle des cérémonies, par la connexité qui se trouve entre ces objets ; ainsi puisqu'on reconnoît que le Chantre a la direction du chant, il doit avoir de même celle des cérémonies. Ce raisonnement peche dans toutes ses parties.

1°. On ne raisonne point dans ces matieres par de pareils rapports, la discipline & l'usage décident, ils déferent au Chantre la direction du chant, jamais il n'a réglé les cérémonies. Il faut se renfermer dans les bornes que la possession prescrit, autrement l'argument du Chantre se retorqueroit contre lui, & on lui diroit, si les cérémonies & le chant sont indivisibles, s'il y a tant de connexité entre ces deux objets qu'on ne puisse les séparer, le Chapitre ayant toujours réglé les cérémonies, doit avoir aussi la direction du chant. Le Chapitre auroit autant de droit de s'attribuer la direction du chant comme faisant partie des cérémonies, que le Chantre prétend en avoir de s'attirer les cérémonies comme connexes à la direction du chant. Ce sont donc de ses arguments qui pour être également favorables aux deux Parties, ne peuvent être employés ni par l'une ni par l'autre.

Argumens que chaque Partie peut faire ne sont concluans.

2°. Il n'est pas même vrai que les cérémonies soient connexes avec le chant ; il peut bien y avoir quelques cérémonies qui y aient rapport, mais le plus grand nombre lui est absolument étranger ; par exemple s'il s'agit d'encenser ou de ne pas encenser, de porter la paix à baiser, de commencer par un côté ou par un autre ; s'il s'agit de faire porter chape à un plus grand nombre de Chantres ou à un plus petit ; s'il s'agit de faire une Procession ou de ne la pas faire, d'y porter certaines Reliques ou de ne les pas porter ; d'aller en Station dans un endroit ou dans un autre,

Peu de liaison entre le chant & les cérémonies.

& ainsi d'une infinité d'autres objets qui peuvent se présenter journellement; de quel droit le Chantre s'arrogera-t-il tous ces droits qui sont étrangers au chant, & dont le Chapitre est en possession constante?

Il ne s'agit pas ici de faire un Règlement arbitraire, mais d'assujettir les Parties à suivre la discipline constante de leur Eglise; il faut donc la consulter, & la prendre pour règle, sans vouloir l'alterer par des raisonnemens & par des convenances.

Bénédiction  
au Prédica-  
teur marque  
de mission ou  
de consente-  
ment.

Il ne reste qu'un mot à dire sur la bénédiction du Prédicateur. A consulter les idées les plus favorables que le Chantre ait pu rassembler, cette fonction ne peut jamais lui convenir; il s'annonce pour le Modérateur du Chœur, mais le Sermon suspend toute célébration du Service Divin, & par conséquent tout exercice des fonctions du Chantre; d'ailleurs la bénédiction donnée au Prédicateur est un acte de Jurisdiction; c'est une mission donnée au Prédicateur, ou du moins un consentement public à ce qu'il exerce la mission qu'il a reçue; mais comment le Chantre qui n'est point Chanoine, & qui par conséquent ne participe point à la Jurisdiction du Chapitre, pourra-t-il en exercer une partie si importante?

Il ne prétend cette prérogative qu'après le Doyen, & en son absence, comme étant déferée de droit à celui qui tient le rang le plus distingué; suivant le même principe elle appartiendrait en l'absence du Doyen & du Chantre à l'Archidiacre, & au Chancelier non Chanoine; cependant ils ne la prétendent pas actuellement, on ne les voit point adopter la prétention du Chantre, ni intervenir en sa faveur; au contraire le plus ancien Chanoine, quand il n'y a point de Dignitaire qui soit membre du Chapitre, la donne tous les jours en leur présence sans qu'ils aient jamais réclamé.

Enfin le Chapitre a une possession constante d'exclure le Chantre non Chanoine pour la bénédiction du Prédicateur, & de la donner en sa présence par les mains du Chanoine le plus ancien; il l'articule expressément, & offre d'en faire preuve si le Chantre la dénie, mais on ne présume pas qu'il l'ose. Dans de pareilles circonstances il ne paroît aucune difficulté à le débouter de ce chef de demande comme de tous les autres, à la réserve de la direction du chant qui ne lui est pas contestée.

## CII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Messire Jean-François de Malortye , Marquis de Boudeville , & Dame Françoise-Charlotte de la Ferté-Senneterre son épouse ; & Messire Philippe Thibaut , Marquis de la Ferté-Senneterre , Appel-  
lans.

*CONTRE les Sieur & Dame de Bruix , Intimés.*

## Q U E S T I O N.

*Si l'on peut être admis à la preuve testimoniale de son état contre la possession & les Registres , sur des preuves littérales d'une forte amitié.*

**S**I le Public a pris tant de part aux questions d'état qui se sont élevées depuis quelques années ; s'il a été effrayé de ces entreprises téméraires dans lesquelles , sans aucun titre , sans aucune ombre de possession , des personnes inconnues ont tenté de se procurer un rang distingué , de quelles alarmes ne doit-il pas être saisi dans la Cause de la Dame de Bruix ?

En possession d'un état obscur affermi par une foule de monumens authentiques qui se sont succédés les uns aux autres pendant le cours de trente années , la Dame de Bruix entreprend d'abdiquer cet état & de s'en former un nouveau. Elle choisit une des plus illustres Maisons du Royaume pour y prendre place ; elle veut s'élever au faîte des honneurs , & s'associer à ce qu'il y a de plus grand & de plus distingué dans le Royaume ! Si à la faveur de la preuve testimoniale on peut operer de pareilles métamorphoses , l'état des hommes ne sera plus que le jouet de l'audace & du caprice ; la plus haute noblesse sera dégradée , les personnes de la plus vile condition perceront l'obscurité qui les enveloppe , pour se donner en spectacle à tout l'Univers dans les places les plus éminentes.

Des objets si intéressans doivent élever tous les esprits à ces vues supérieures du bien public , qui forme toujours le premier

objet de la Justice , il s'agit ici du sort de toutes les familles com-  
promis dans une seule Cause.

L'état qui appartenoit légitimement à la Dame de Bruix par sa naissance n'étoit pas un objet qui intéressât assez la Maison de la Ferté , pour qu'elle se soit donné la peine de l'approfondir.

Quand il seroit encore inconnu , la Dame de Bruix ne pourroit s'en prévaloir ; il ne suffit pas d'être dans l'ignorance de son sort pour acquérir le droit de se procurer un état au gré de son ambition. Il est de malheureuses destinées qui cachent quelquefois aux hommes les circonstances les plus essentielles de leur naissance , & qui les présentent à eux-mêmes comme une énigme qu'ils ne peuvent pénétrer ; s'ils sont à plaindre d'être réduits à un sort si funeste , leur unique ressource est de réparer par leur sagesse & par leur retenue les malheurs de leur naissance ; & lorsqu'ils veulent au contraire s'en faire un prétexte pour s'élever au-dessus de leur obscurité , & pour se placer dans un rang éclatant , ce trait d'ambition déplacée ne sert qu'à les couvrir d'un nouvel opprobre.

Telle seroit l'idée qu'il faudroit se former de la prétention de la Dame de Bruix , s'il étoit vrai , comme elle le prétend , qu'elle n'a point actuellement d'état ; mais elle a pris soin elle-même de rassembler une foule de titres qui fixent son sort d'une manière immuable : en l'exposant , on ne fera que rendre compte de ses propres pièces.

F A I T.

Sa mere accoucha le 12 Février 1705 chez le sieur Desforges qui demouroit Cloître Saint Mery , le lendemain l'enfant fut présentée au Baptême dans l'Eglise Saint Mery , & baptisée sous le nom de *Marie , fille de Guillaume de la Sale & d'Antoinette Barriere sa femme* , le pere absent , deux Domestiques du sieur Desforges faisant les fonctions de parrain & de marraine.

On ignore ce qu'elle est devenue pendant les premières années de sa vie , ce qui est de certain est qu'une femme de chambre de la Dame Marquise de Boudeville , alors épouse du Marquis de la Ferté , la prit auprès d'elle avec la permission de sa Maîtresse , la présenta & l'éleva comme sa niece avec deux autres petites filles , l'une appelée Virgine , & l'autre Lolotte.

Rien n'est plus commun dans les grandes Maisons que cet excès de complaisance , une Maîtresse qui honore de ses bontés une femme de chambre souffre quelquefois qu'une famille entière partage ses faveurs , on en trouveroit facilement des exemples dans des Maisons moins distinguées & moins opulentes.

Les nieces de Tonton ( c'est le nom de la femme de chambre ) se firent aimer , ces sortes d'enfans deviennent souvent l'amusement des Grands , & quelquefois on leur permet des libertés que leur jeunesse & leur condition font regarder comme étant sans conséquence.

A l'âge de dix-huit ans il se présenta un parti pour Marie de la Sale , que l'on appelloit communément Mimi ; ce parti lui faisoit honneur , c'étoit le sieur de Bruix , Lieutenant-Colonel réformé à la suite de la garnison de Bayonne dont il étoit originaire. Ceux qui s'intéressoient au sort de Mimi convinrent du mariage auquel la Dame Marquise de Boudeville ne prit aucune part. Marie de la Sale se retira dans le Couvent de Bellechasse pendant que l'on arrangeoit les affaires. Il falloit lui donner un Tuteur , elle présenta elle-même sa Requête au Magistrat pour l'assemblée de ses amis. Dans cette Requête elle prend la qualité & le nom de *Marie de la Sale, fille de Guillaume de la Sale & d'Antoinette Bariere* : elle expose qu'elle n'a jamais vu ses pere & mere, qu'elle ne connoît point ses parens , & qu'étant question d'un mariage qui lui est proposé , elle demande une assemblée d'amis pour donner leur avis tant sur la tutelle que sur le mariage.

Les amis assemblés en conséquence de l'Ordonnance du sieur Lieutenant-Civil , confirmèrent ce qui avoit été avancé par Marie de la Sale , en disant aussi qu'ils ne connoissoient point ses pere & mere ; ils furent d'avis que le sieur Brunier fût élu Tuteur pour consentir au mariage proposé , & en conséquence intervint Sentence au Châtelet le 28 Mai 1723 , qui nomma le sieur Brunier *Tuteur de Marie de la Sale* , & l'autorisa à consentir au mariage avec le sieur de Bruix.

On a voulu se prévaloir de cette piece de la part de la Dame de Bruix , on a prétendu en conclure qu'elle n'avoit point d'état , puisque ceux qui avoient eu le plus de part à son éducation n'avoient pas pu indiquer ses pere & mere ; on a prétendu qu'elle ne pouvoit pas être niece de Tonton , puisque le sieur Brunier, frere de Tonton ne parle point , & n'est point élu Tuteur comme oncle de Marie de la Sale ; mais ces réflexions inutiles par elles-mêmes , ne peuvent d'ailleurs conduire aux conséquences que l'on en veut tirer.

1°. Que les amis de Marie de la Sale âgée de dix-huit ans n'ayant point connu Guillaume de la Salle & Antoinette Bariere ses pere & mere , il ne s'ensuit pas qu'elle ne fût pas leur fille , les pere & mere ont pu mourir peu de tems après la naissance

de leur fille, ils ont pu s'absenter, sortir du Royaume, en un mot être inconnus à Paris, sans que l'on puisse dire pour cela qu'ils n'aient jamais existé. Aussi le sieur Lieutenant-Civil, qui sur cet avis d'amis, a pourvu à la tutelle de la mineure, n'a-t-il pas hésité à lui donner un Tuteur comme à *Marie de la Sale*, c'est le nom qui lui est donné dans la Sentence de tutelle. Son état, cet état fixé par l'acte de Baptême est donc confirmé par la Sentence du 28 Mai 1723, l'ignorance de quelques amis assemblés ne pouvoit pas ébranler l'état de la mineure, les premiers Juges l'ont reconnu & décidé, c'est un Jugement qui subsiste & qui ne peut être détruit.

2°. Quand il résulteroit de l'acte de tutelle que Marie de la Sale ne seroit pas niece de Tonton, cela seroit sans conséquence; car si Tonton a fait passer Marie de la Sale pour sa niece, sans qu'elle le fût, elle n'en sera pas moins fille de Guillaume de la Sale & d'Antoinette Barriere, suivant son acte de Baptême & son acte de tutelle. Tonton aura trompé en ce point la Dame Marquise de Boudeville; mais cette erreur indifférente n'alterera point la foi des actes solennels qui fixent le sort de la Dame de Bruix.

L'acte de tutelle prouve-t-il même que Marie de la Sale ne fût pas niece de Tonton? Le sieur Brunier, frere de Tonton, a pu avoir des motifs de ne se pas faire connoître pour oncle de la mineure; mais le choix que l'on a fait de sa personne pour Tuteur de Marie de la Sale, l'acceptation qu'il a faite de cette charge, l'attention qu'il a eue pour la mineure, les soins qu'il s'est donnés avec zèle pour l'établir, tout donne lieu de penser qu'il lui étoit attaché par des liens plus étroits que ceux de l'amitié. Quoi qu'il en soit, la Dame de Boudeville n'a aucun intérêt que la Dame de Bruix soit regardée comme niece de Tonton, elle l'a cru sur la déclaration de sa femme de chambre; que cette déclaration ait été plus ou moins sincère, jamais on n'en pourra tirer aucune conséquence: c'est par les actes qu'il faut se déterminer, il fixent l'état de la Dame de Bruix d'une manière trop sensible pour que l'on puisse le changer,

D'autant plus que ceux qui ont suivi ont confirmé la foi des premiers. Le contrat de mariage des Sieur & Dame de Bruix fut passé le . . . . La future épouse contracte cet engagement comme *Marie de la Sale*, fille de *Guillaume de la Sale* & d'*Antoinette Barriere*. Le mariage est célébré le 2 Juin, l'épouse y prend encore les mêmes qualités; tous les actes qu'elle a passés depuis, même en majorité, portent le même nom; elle a plu-



sieurs enfans de son mariage , ils sont tous baptisés en qualité d'enfans de *Bernard de Bruix & de Marie de la Sale sa femme*. En un mot pendant trente années entières l'état de la Dame de Bruix a été le même qu'elle avoit reçu en naissant , actes de baptême & de tutelle , contrat de mariage , acte de célébration , contrats pardevant Notaires , baptême de ses enfans , tout fixe son sort , tout caractérise une fille née dans une condition obscure , & qu'un mariage plus honorable a élevée à un rang qui devoit remplir tous ses vœux.

Cependant au mépris de tant de monumens respectables , & sans aucun titre qui pût lui servir de prétexte pour aspirer à un rang plus éclatant , elle a eu la témérité de faire assigner les Sieur & Dame de Boudeville le 13 Avril dernier , pour voir dire qu'il lui seroit donné acte des faits articulés par son exploit , qu'il lui seroit permis d'en faire preuve , & en conséquence que les Sieur & Dame de Boudeville seroient tenus de la reconnoître pour fille du feu Marquis de la Ferté & de la Dame de Boudeville , que l'extract baptistaire de la Dame de Bruix & tous autres actes où le nom de la Sale lui a été donné seroient réformés , & qu'au lieu de celui de la Sale , celui de la Ferté-Senneterre y seroit employé. Pareille assignation a été donnée au Marquis de la Ferté , fils unique du feu Marquis de la Ferté & de la Dame de Boudeville.

La Dame de Bruix a fait interroger la Dame Marquise de Boudeville le 6 Juin 1736 ; mais loin de s'être procuré par cette voie le plus léger indice propre à favoriser sa prétention , les réponses de la Dame de Boudeville ont achevé de confondre une tentative si téméraire. On a demandé à la Dame de Boudeville :

Article 8. Combien elle a eu d'enfans de son premier mariage ?

A dit , qu'elle n'a jamais eu qu'un fils , qui est le sieur Marquis de la Ferté.

Art. 10. Si elle n'est pas devenue enceinte en 1704 ?

A dit , que c'est la plus grande imposture du monde.

Enquête d'office de répondre par oui & par non :

A dit , que non.

Art. 12. Si elle n'est pas accouchée au mois de Février 1705 ?

A dit , que non.

Art. 27. Si la Dame de Bruix n'a pas toujours été élevée aux dépens & par les soins de la Dame Répondante ?

A dit , que non : mais que dans le tems qu'elle demouroit rue neuve des Petits-Champs , l'affection qu'elle avoit pour Tonton , une de ses

*fémmes de chambre, a fait qu'elle a permis à Tonton d'amener chez la Dame Répondante trois de ses nieces, & encore une autre petite niece sept à huit ans après, & que les nieces de Tonton, même sa mère, son frère & sa sœur étoient chez la Dame Répondante qui leur a donné mille marques de ses bienfaits.*

Interrogée d'office si la Dame de Bruix n'est pas sa fille ?

A dit, que non.

Interrogée d'office si elle sait qui elle est ?

A dit, qu'elle ne l'a jamais connue que sous le nom de Mimi, niece de Tonton.

La Dame de Boudeville ne dit pas que la Dame de Bruix fût niece de Tonton, mais seulement qu'elle ne l'a connue que comme telle, parce qu'elle avoit cru ce que Tonton lui avoit dit.

Art. 28. *Si elle n'a pas été élevée dans la maison de ladite Dame avec autant d'attention & de tendresse que si elle l'avoit avouée pour sa fille ?*

A dit, que non.

La Dame de Boudeville n'avoit donc pas Mimi pour sa fille, quoique la Dame de Bruix ose aujourd'hui soutenir le contraire ; elle n'est pas d'accord avec elle-même.

Art. 29. *Si elle ne lui a pas donné tous les Maîtres qui conviennent aux Demoiselles de qualité ?*

A dit, qu'elle ne lui en a donné aucun, & que c'étoit Tonton.

Interrogée d'office si elle ne fournissoit pas de l'argent à Tonton pour payer les Maîtres ?

A dit, que non.

Art. 30. *Si ce n'est pas par son ordre qu'elle a épousé le sieur Bruix ?*

A dit, que non.

Art. 36. *Si elle n'a pas eu dans le cours de son premier mariage une autre fille ?*

A dit, qu'elle n'a jamais eu d'autres enfans que le Marquis de la Ferté son fils unique.

Toutes les réponses aux faits essentiels de l'affaire sont claires, précises, affirmatives. Les autres articles de l'interrogatoire ne roulent que sur des circonstances très-indifférentes & sur un détail de Lettres que l'on a représentées à la Dame de Boudeville, pour lui faire adopter les fausses conséquences que la Dame de Bruix en vouloit tirer ; mais la Dame de Boudeville sans être prévenue sur aucune de ces Lettres, a fait voir dans l'instant même qu'elles ne renfermoient aucune des idées que l'on vouloit y placer. C'est ce que l'on reconnoîtra de plus en plus dans la suite.

La Dame de Bruix a voulu aussi faire interroger le Marquis de la Ferté, mais elle a abandonné ce projet, bien persuadée que malgré la foiblesse de sa santé le Marquis de la Ferté ne s'élèveroit pas avec moins de force que sa mere contre l'entreprise téméraire qui portoit le trouble dans sa Maison.

C'est en cet état que la Cause a été portée à l'Audience du Châtelet. Les principes de Droit & les circonstances particulieres de l'affaire ne permettoient pas de penser que quelqu'un pût hésiter à condamner la Dame de Bruix ; à peine a-t-on pensé de la part de la Dame de Boudeville que cette Cause méritât d'être défendue ; & pendant que la Dame de Bruix inondoit Paris de Mémoires imprimés qui paroissoient chaque jour, la Dame de Boudeville animée d'une juste confiance ne crut pas y devoir opposer une seule réponse.

Cependant par un de ces événemens qui déconcertent quelquefois la prudence humaine, on a vu les premiers Juges donner dans le piège de la preuve testimoniale qui leur étoit demandée par la Dame de Bruix. A la nouvelle de ce Jugement, tous les Ordres du Royaume ont été frappés d'étonnemens, la Cour elle-même s'est empressée d'en suspendre l'exécution par un Arrêt de défenses ; l'Arrêt diffinitif achevera de dissiper l'orage & rétablira cette tranquillité si précieuse à toutes les familles dont la Sentence qui est attaquée seroit à jamais l'écueil.

Pour mettre la défense de la Dame Marquise de Boudeville dans tout son jour, il est nécessaire de développer d'abord les principes qui doivent servir de guides dans les questions d'état. On s'égare souvent dans cette matiere pour donner dans des excès également contraires aux véritables principes.

On établira ensuite dans une premiere proposition que la Dame de Bruix n'ayant ni titre ni possession pour s'attribuer l'état auquel elle aspire, elle ne peut être écoutée.

On fera voir dans une seconde proposition que les titres & la possession se réunissant pour donner à la Dame de Bruix un état contraire, sa démarche est le comble de l'égarement.

Si les Législateurs n'avoient pris aucune précaution pour fixer l'état des hommes, les Citoyens ne pourroient se connoître entre eux que par la possession. Telle étoit la regle qui les distinguoit seule avant que les Etats policés eussent établi des Loix sur une matiere si importante ; les familles se formoient par des mariages publics, les enfans étoient élevés dans la maison des peres & meres comme les fruits précieux de l'union conjugale ; les rapports

*Principes sur  
les questions  
d'état.*

*Possession au-  
tresfois uni-  
que, preuve  
de l'état.*

des différens membres d'une famille se confirmoient de jour en jour par la notoriété : ils se connoissoient , ils étoient connus des autres comme freres & sœurs, comme oncles & neveux, comme cousins , par cette habitude journaliere de se traiter réciproquement dans ces différentes qualités.

C'étoit donc la possession seule qui fixoit l'état des hommes ; c'étoit l'unique espece de preuve qui fût connue ; & qui auroit voulu troubler cette possession , en supposant un état & une filiation contraire à celle qui étoit annoncée par cette longue suite de reconnoissances , auroit troublé toute l'harmonie du genre humain.

Registres,  
preuve sub-  
diaire de l'é-  
tat.

Les Législateurs ont cru devoir porter plus loin les mesures que leur sagesse leur a inspirées. On a cru que si au moment de la naissance de chaque Citoyen , son état étoit consigné dans des Registres publics, ce genre de preuves ajouteroit un nouveau degré de force à l'état qui devoit être établi dans la suite par la possession, ou que si la possession, par quelques circonstances impossibles à prévoir , pouvoit devenir équivoque , le titre primordial pourroit en réparer les vices , & venir au secours du Citoyen privé des avantages d'une reconnoissance solennelle. C'est donc ce qui a introduit l'usage des Registres publics prescrits par nos Ordonnances.

C'est sur ces deux genres de preuves que porte l'état des hommes ; celle de la possession publique est la plus ancienne & la moins sujette à l'erreur , celle des Registres publics est la plus nouvelle & la plus authentique. Quand elles se prêtent un secours mutuel , tous les doutes disparaissent ; quand elles ne sont pas unies , les questions peuvent dépendre de la variété des especes & des circonstances.

Possession au-  
dessus des Re-  
gistres pour  
l'état.

Ou l'on est attaqué dans un état dont on est en possession , ou l'on reclame un état dont on n'a jamais joui. Dans le premier cas , la possession suffit à celui qui est attaqué , il n'a pas besoin de recourir aux monumens publics ni à aucun autre genre de preuves , il possède , & à ce seul titre on ne peut pas hésiter à le maintenir.

Dans le second cas, celui qui reclame un état dont il n'a jamais joui , trouvant le même obstacle de la possession , ne peut réussir dans son entreprise , s'il n'a en sa faveur des titres solennels qui prouvent que la passion & l'injustice l'ont dépouillé.

Ainsi la possession publique qui decidoit seule avant l'établissement des Registres publics conserve toujours son premier empire ;

pire; c'est elle qui forme toujours la preuve la plus éclatante & la plus décisive; & si elle peut être combattue par des preuves contraires, ce n'est qu'autant que ces preuves posent d'abord sur un fondement solide adopté par la Loi, c'est-à-dire, sur les titres les plus authentiques & les plus respectables.

Possession d'état, preuve toujours décisive.

De ces vérités que la raison dicte seule, & qu'elle grave, pour ainsi dire, dans le cœur de tous les hommes, naît une conséquence qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit.

C'est qu'il ne peut jamais se former une question sérieuse sur l'état d'un Citoyen, quand les titres & la possession sont d'accord à son égard : soit que ces preuves se réunissent pour confirmer l'état qu'on lui conteste, soit qu'elles se réunissent pour l'exclure de l'état auquel il aspire.

Possession & Registres réunis ne souffrent aucune question d'état.

Cette vérité se manifeste également dans deux hypothèses que l'on peut former.

Première hypothèse. Un homme, par son acte de baptême, est déclaré fils légitime d'un tel & d'une telle sa femme, il a toujours été élevé & connu comme leur fils légitime; si quelqu'un entreprenoit de contester son état, seroit-il écouté? Il auroit à combattre en même tems, & la preuve résultant des registres publics & celle qu'administre la possession. En vain articuleroit-il alors des faits & demanderoit-il permission d'en faire preuve, il seroit nécessairement accablé par le poids de ces deux preuves réunies.

Seconde hypothèse. Un Citoyen veut se donner entrée dans une famille, il n'a pour y parvenir, ni le secours des monumens publics, ni l'avantage de la possession; arrêté par ces obstacles invincibles, qu'il articule des faits, qu'il demande permission d'en faire preuve, cette voie inconnue à la Loi, funeste à la société, sera nécessairement rejetée dans tous les Tribunaux.

La raison en est sensible, c'est que les deux genres de preuves destinés à fixer l'état des hommes se réunissent, ou pour confirmer l'état de celui qui est troublé, ou pour exclure l'état de celui qui réclame, tout autre genre de preuve est nécessairement impuissant. La Loi naturelle a établi la preuve qui naît de la possession publique, la Loi civile & politique a établi la preuve qui naît des registres; l'autorité que forme le concours de ces preuves est inébranlable, la preuve testimoniale n'est pas d'un poids & d'un caractère qui puisse leur être opposé.

Possession & Registres réunis également forts pour confirmer l'état ou pour exclure de celui qu'on réclame.

Vingt témoins qui diroient, vous avez été baptisé comme fille d'un tel & d'une telle, vous avez toujours vécu, vous avez toujours contracté comme fille des mêmes pere & mere, &

neanmoins vous n'êtes pas leur fille , c'est une autre mere qui vous a donné le jour ; ainsi il faut vous chasser du rang que vous occupez dès les premiers momens de votre naissance ; ces temoins ne feroient aucune impression en Justice , leur suffrage seroit meprisé , & ne pourroit passer que pour une imposture odieuse , autrement il n'y auroit personne qui pût être assuré un seul instant de son état , n'ayant pour garant de son sort que les registres publics & la possession. De même vingt temoins qui diroient , les registres publics n'annoncent point que vous soyez née d'un tel ou d'une telle sa femme , jamais vous n'avez été élevée ni connue pour leur fille , jamais vous n'en avez porté le nom , jamais vous n'en avez occupé le rang , n'importe nous certifions & nous déposons que vous êtes le fruit de leur mariage , & il faut vous introduire dans leur Maison ; ces temoins dans ce cas non-seulement ne peuvent mériter la confiance de la Justice , mais elle ne peut les entendre qu'avec indignation , parce que leur suffrage se trouve combattu par le concours des preuves qu'administre la loi naturelle & politique , dont le poids les accable.

Disons donc que quand on a en sa faveur l'autorité des titres publics & de la possession , on jouit d'un état inébranlable , & que par la même raison quand on n'a en sa faveur ni l'une ni l'autre de ces preuves , les tentatives que l'on fait pour s'arroger un état dont on n'a jamais joui , ne peuvent tourner qu'à la confusion de ceux qui s'engagent dans des démarches si temeraires.

Contradiction  
entre la pos-  
session & les  
Registres peut  
faire admettre  
à prouver l'é-  
tat.

Il n'en est pas de même quand les titres & la possession se choquent & se contredisent ; dans la balance de ces preuves contraires on peut , pour se déterminer , emprunter le secours de la preuve testimoniale & de tout autre genre de preuves , parce que la vérité n'étant pas marquée à ces caracteres dont les loix exigent le concours , il faut se prêter à tous les éclaircissement qui peuvent la développer ; on ne s'y détermine qu'avec peine , mais enfin il est des circonstances où c'est un remede nécessaire.

Tels sont les principes , on ne peut trop le repeter , que la raison dicte seule , & qui sont d'ailleurs appuyés sur la décision des Loix , le suffrage des plus grands hommes & la saine Jurisprudence.

Droit civil  
rejette la preu-  
ve testimoniale  
de l'état.

Que l'on parcoure les Loix Romaines , on y trouve par-tout la preuve testimoniale proscrite dans les questions d'état : *Si tibi controversia ingenuitatis fiat , deffende causam tuam instrumentis & argumentis quibus potes , soli enim testes ad ingenuitatis probationem non sufficiunt* ; c'est la disposition de la Loi 2 , au code de

*testibus ; la Loi 24, au ff. de prob. n'est pas moins formelle , probationes quæ de filiis dantur , non in sola affirmatione testium dantur.*

Les Ordonnances du Royaume animées du même esprit ont voulu que la preuve de la naissance fût faite par les registres publics, comme on le fera voir dans la suite, & en cas de perte des registres publics, elles ont voulu que l'on eût recours aux registres & papiers domestiques des pere & mere décedés, pour ne pas faire dependre l'état, la filiation, l'ordre & l'harmonie des familles, de preuves équivoques & dangereuses, telle que la preuve testimoniale, dont l'incertitude a toujours effrayé les Législateurs.

Aussi toutes les fois qu'on s'est présenté avec des faits circonstanciés, & qu'on a entrepris de faire la conquête d'un état nouveau, en demandant permission d'en faire preuve par témoins, le suffrage des plus grands Magistrats s'est élevé contre une pretention si funeste à la société, & la Cour s'est opposée par son autorité à une tentative si dangereuse.

Chaque espece s'est trouvée chargée de circonstances différentes, mais le principe general s'est soutenu dans cette variété; l'art a pu prendre à chaque instant des formes nouvelles, mais une regle invariable a toujours conduit à la vérité au milieu de ce labyrinthe de faits disposés pour seduire & pour égarer; c'est ce qu'il est aisé de reconnoître en parcourant les principaux monumens de la Jurisprudence qui ont été transmis à la posterité.

Dans une Cause jugée par Arrêt du 7 Mars 1641, Marie d'Amitié ayant demandé permission de faire preuve par temoins qu'elle étoit sœur d'Elisabeth & Anne Roussel; M. l'Avocat General Talon soutint comme une maxime indubitable qu'il étoit de périlleuse conséquence d'admettre cette preuve, parce qu'il seroit facile à toute sorte de personnes de se dire de quelle famille il leur plairoit, d'où pourroient naître de grands inconvéniens; & sur ce fondement Marie d'Amitié fut deboutée de sa demande.

En 1657 M. de la Porte rendit plainte contre Georges de la Croix, qui s'étoit dit son fils légitime dans une Enquête où il avoit été entendu comme témoin. Georges de la Croix, Appellant de la procedure extraordinaire, soutenoit que pendant trente ans M. de la Porte l'avoit fait nourrir & élever comme son fils, qu'il avoit donné ordre à son Valet-de-chambre lorsque l'Appellant étoit à Rouen, de payer les pensions pour ses études, qu'il avoit écrit aux Jésuites de Rouen de prendre le soin de l'éducation de l'Appellant; il

*offroit de faire entendre les domestiques des personnes de condition, des Conseillers de Rouen & autres à qui M. de la Porte avoit écrit & parlé de l'Appellant comme de son fils : cependant M. l'Avocat General Talon ayant soutenu que comme l'état & la naissance ne se peuvent vérifier par témoins, mais seulement par titres, pour lors à l'égard de celui qui se prétend d'une condition dont il ne rapporte point de titres, ne pouvant prouver son état par témoins, sa prétention passe pour une imposture & pour une usurpation qui font le crime pour lequel il peut être poursuivi. Par l'Arrêt conforme aux conclusions, Georges de la Croix fut condamné à comparoître en personne dans la Chambre en présence du sieur de la Porte & de six personnes telles qu'il voudra choisir, où il déclarera que témérairement & sans preuve il s'est dit fils du sieur de la Porte, dont il s'en repent, & en demande pardon à Dieu, au Roi & à la Justice, & pareillement au sieur de la Porte, & il lui fut fait défenses de se le dire à l'avenir.*

Dans l'affaire de Marfaut jugée par l'Arrêt du 12 Janvier 1686 on articuloit des faits bien précis, la preuve par temoins avoit été faite par voie d'information. La marraine du prétendu Marfaut avoit été entendue, & avoit déposé de tous les faits de sa naissance & de son éducation conformément aux faits qu'il avoit articulés; cependant sur l'appel porté en la Cour de toutes ces procédures, les principes furent encore rappelés par M. Talon qui dit : *Que la seule preuve par témoins n'étoit pas suffisante dans les questions d'état; que les dispositions de Droit en avoient été rapportées, qui étoient précises & formelles; que si cette voie étoit admise, elle seroit d'une conséquence infinie dans le Public, & il n'y auroit plus de sûreté dans les familles; que les plus sages Peuples de la terre ont voulu qu'il y eût des témoignages publics de la naissance des enfans.* Ce qu'il y avoit de singulier dans cette Cause est, que le prétendu Marfaut avoit en sa faveur le suffrage de toute la famille, les parens des pere & mere qui le desavouoient étoient intervenus en faveur du fils; mais nonobstant leur intervention, en infirmant toute la procédure faite à la requête du prétendu Marfaut, il lui fut fait défenses de se dire fils des Sieur & Dame Marfaut, à peine de punition exemplaire.

L'Arrêt du 19 Mai 1691 nous fournit encore des preuves du même principe dans le discours de M. le Chancelier, alors Avocat General. Une fille nommée Coulon, se prétendit fille de Pierre d'Avril, elle rapportoit quelques certificats de plusieurs de ses parens, sa mere prétendue lui avoit legué 6000 l. par testament;



& comme on pretendoit que Pierre d'Avril étoit mort en 1646, ce qui auroit détruit son système, puisqu'elle prétendoit n'être née qu'en 1650, elle rapportoit un certificat contraire, portant que Pierre d'Avril n'étoit mort qu'en 1656 ; enfin elle offroit de faire preuve par temoins de sa naissance. M. le Chancelier soutint *que la fille prétendue ne pouvoit pas demander à faire preuve de sa légitimité ; que cela seroit contraire au Droit commun ; que l'Ordonnance de 1667 ne marquoit qu'un cas où ces sortes de preuves fussent permises , savoir quand les registres avoient été perdus ; que l'Intimée n'étoit point dans le cas de cette exception ; qu'elle étoit au contraire dans la regle générale , où il est certain qu'on n'admet point ces preuves d'état par temoins ; qu'il y a de cela plusieurs dispositions de Droit dans le Code & dans le Digeste ; que c'étoit aussi la Jurisprudence des Arrêts.* Ces principes furent consacrés par l'Arrêt qui debouta la fille de sa demande , & lui fit défenses de prendre le nom d'Avril.

Perte des Registres fait admettre la preuve testimoniale de l'état.

Mais pourquoi rappeler d'anciens préjugés , quand nous en avons un si celebre que la Cour vient de rendre dans l'affaire de la Dame de Sasilly. Un particulier avoit entrepris de persuader qu'il étoit fils des Sieur & Dame de Sasilly , il avoit articulé les faits les plus importants & les plus précis ; il avoit obtenu des Juges de Chinon la permission d'en faire preuve ; son Enquête étoit composée d'un grand nombre de temoins qui déposoient d'une maniere si claire & si précise de son sort , qu'on ne pouvoit se refuser à l'évidence de l'état qu'il reclamoit , si un pareil genre de preuve avoit pu être admis ; il joignit même depuis une lettre de la Dame de Sasilly qui marquoit non-seulement le vif intérêt qu'elle prenoit pour lui , mais encore qui recommandoit le secret & le mystere ; mais tout cela ne put l'emporter sur l'austerité des regles , & par un Arrêt solennel la Sentence qui avoit ordonné la preuve fut infirmée , & le prétendu Sasilly fut debouté de sa demande.

On ne jugea pas que la preuve fût insuffisante ; car si on l'avoit pensé , il auroit fallu confirmer la Sentence qui l'avoit ordonnée & renvoyer devant les premiers Juges , pour decider du sort de l'enfant sur la preuve faite ; mais on jugera que la preuve n'avoit pas dû être admise , & en consequence en infirmant la Sentence on le debouta de sa demande.

Sens de l'Arrêt de Sasilly.

C'est donc une Jurisprudence constante fondée sur l'autorité des Loix & des Ordonnances , qu'en matiere d'état il faut avoir dans les registres publics ou dans des monumens authentiques

Différence  
entre la Cause  
présente &  
celle de la  
Demoiselle  
Ferrand.

une preuve de filiation, & que quand on est dénué de ce secours, la preuve testimoniale ne peut être proposée. Si on l'a admise dans l'affaire de la Demoiselle Ferrand, c'est qu'elle avoit dans les registres de la Paroisse saint Sulpice & dans le Procès-verbal fait le même jour à la requête de M. le Président Ferrand son pere, une preuve légale, une preuve d'Ordonnance, s'il est permis de parler ainsi, de sa naissance & de l'accouchement de Madame la Présidente Ferrand, preuve soutenue par la reconnoissance précise de Madame la Présidente Ferrand, qu'elle étoit accouchée d'une fille le même jour, sans pouvoir justifier de sa mort. Ces titres, cette reconnoissance mettoient la Cause de la Demoiselle Ferrand dans un si grand jour, & en même tems présentoient une espece si singuliere, qu'on ne pouvoit jamais appréhender la preuve testimoniale, qui devoit leur donner un nouveau poids. Disons plus, la preuve de la naissance & de l'existence d'une fille de Madame la Présidente Ferrand n'avoit plus besoin d'être soutenue d'aucune preuve; & si on la demandoit surabondamment, ce n'étoit que pour achever de dissiper les doutes que l'on affectoit de répandre sur l'identité de la personne qui se présentoit comme la fille dont Madame la Présidente Ferrand étoit accouchée.

Ce préjugé qui n'a point été entendu au Châtelet, & sur lequel il ne seroit pas impossible que le Public ne se fût abusé, n'est point à craindre en la Cour, qui en fait les motifs & les circonstances. Elle fait qu'elle a toujours été animée du même esprit qui a dicté l'Arrêt de Sasilly, qu'elle a rejeté dans celui-ci la preuve testimoniale, parce qu'il n'y avoit aucune preuve authentique de la filiation; qu'elle l'a admise dans l'autre, parce qu'au contraire les monumens publics s'expliquoient en faveur de la Demoiselle Ferrand. C'est ainsi que la droite raison fait éviter des extrêmités également funestes, & que comme elle ne rejette point une preuve juridique, elle ne donne point aussi légèrement dans une preuve contre laquelle toutes les Loix & tous les principes se sont élevés dans tous les tems.

Ces notions développées, il est tems d'en faire l'application à la Cause qui se présente, & d'entrer pour cela dans les deux propositions qui ont été annoncées, & qui fournissent également des armes contre l'entreprise de la Dame de Bruix.

*Premiere Proposition.*

*La Dame de Bruix n'a ni*

Il n'y a point d'équivoque dans le fait; la Dame de Bruix a été baptisée dans l'Eglise de saint Mery le 13 Février 1705, & elle n'est point inscrite dans les registres comme fille des Sieur &

Dame de la Ferté, dont il n'est parlé ni directement ni indirectement, jamais elle n'a été élevée comme fille des Sieur & Dame de la Ferté, jamais elle n'a porté leur nom. On lui a donné un Tuteur en 1723, aucun des parens de la Maison de la Ferté n'a paru dans l'acte de tutele, la Sentence qui lui nomme un Tuteur, ne la désigne que sous le nom de la Sale; elle a été mariée, & l'alliance qu'elle a faite, n'a rien qui réponde à l'éclat du nom de la Ferté; aussi ni dans le contrat de mariage, ni dans l'acte de célébration, ne trouve-t-on aucune expression, aucun indice même qui puisse la faire regarder comme appartenant à la Maison de la Ferté; la Dame Marquise de Boudeville n'y est point Partie, & n'y stipule point comme mere pour la Dame de Bruix, aucun des parens de la Dame Marquise de Boudeville n'y a assisté. Enfin la Dame de Bruix a passé différens actes pardevant Notaires, elle a eu des enfans, & les a fait baptiser, sans avoir jamais pris dans ces actes le nom de la Ferté. Ces différens actes remplissent le cours de plus trente années, il y en a plusieurs dans lesquels la Dame de Bruix est elle-même la principale Partie, il y en a même qu'elle a passés en pleine majorité, ce sont les actes les plus importans & les plus solennels, ceux dans lesquels on veille avec le plus de soin à conserver les droits de la naissance; mais la Dame de Bruix toujours étrangere à la Maison de la Ferté, n'a jamais prétendu s'y donner un rang, c'est une vision qu'elle n'avoit point encore conçue, la droiture, la simplicité, dont elle suivoit alors les loix, ne lui permettoit pas de sortir de son état pour donner dans une pareille illusion; il est donc constant qu'elle n'a ni titre ni possession de l'état de fille des Sieur & Dame de la Ferté qu'elle veut s'arroger.

*titre ni possession de l'état de fille des Sieur & Dame de la Ferté, & par conséquent ne peut être admise à la preuve qu'elle est née de leur mariage.*

Mais dans cette situation peut-elle donc demander permission de faire preuve qu'elle leur doit le jour, sans offenser tout-à-la-fois la nature, la loi & les lumieres de la raison? Les principes que l'on vient d'expliquer, ne permettent point de balancer sur cette question; quand les titres & la possession sont d'accord sur l'état d'un Citoyen, la preuve testimoniale qui a pour objet de les combattre ne peut jamais être admise: 1<sup>o</sup>. parce qu'elle est nécessairement impuissante: 2<sup>o</sup>. parce qu'elle est infiniment dangereuse.

On dit d'abord qu'elle est nécessairement impuissante. La loi naturelle, comme on l'a dit, ne connoissoit point d'autre preuve de l'état des hommes que la possession publique; la loi civile y a ajouté la preuve des registres & des monumens domestiques.

des père & mere décédés; quand ces deux preuves se réunissent, elles forment un corps de démonstration, elles répandent un éclat & un jour auquel il n'est pas possible de résister, ce sont les seules preuves que la loi reconnoisse, les seules qu'elle ait adoptées : que peut-on donc espérer de la preuve testimoniale que l'on entreprend de leur opposer ? Que les temoins parlent tant que l'on voudra au gré d'une partie ambitieuse, leurs déclarations pourroient-elles jamais être mises en balance avec le poids des preuves qu'administrent les titres & la possession ? ce sont d'un côté des preuves juridiques auxquelles la loi a donné toute sa confiance, ce n'est de l'autre qu'une preuve inconnue à la loi & qui ne roule que sur des discours toujours suspects. Mettre ces différens genres de preuves en parallele, ce seroit déjà faire injure à la sagesse des Législateurs ; vouloir donner la préférence à la dernière, c'est une idée qui révolte & qui scandalise.

Témoins obscurs sur des faits cachés.

D'autant plus que l'on ne propose jamais pour former la preuve testimoniale dans ces occasions, que des témoins obscurs d'une part, & des faits cachés & mystérieux de l'autre. Les témoins que l'on annonce, c'est une Sage-femme, c'est une Garde, c'est une Nourrice, ce sont en un mot des gens de la lie du Peuple, le poids de leur autorité est-il donc capable de subjuguier les preuves les plus éclatantes ? Les faits que l'on prétend leur faire déposer sont toujours enveloppés de nuages & d'obscurité. C'est un accouchement fait dans une maison étrangère, caché à la famille & au public, ce sont des voies obliques & détournées, ce sont des précautions prises avec art, & pratiquées dans les ténèbres ; mais tous ces faits mystérieux débités par des gens de la plus vile condition pourront-ils jamais mériter la confiance de la Justice ? Quand elle verra d'un côté les titres & la possession déposer contre l'état que réclame une Partie téméraire, quand elle entendra de l'autre les témoins obscurs qui viendront proposer des faits déguisés au Public, & pour ainsi dire dérobés au grand jour, ne sera-t-elle pas nécessairement entraînée dans le parti de la lumière & de l'évidence ? la preuve testimoniale dans ces matieres est donc nécessairement impuissante.

État est un bien précieux.

Elle est infiniment dangereuse, si on l'admet en faveur de ceux qui n'ont ni titres ni possession. L'état des hommes, ce bien précieux, qui fait pour ainsi dire une portion de nous-mêmes, & auquel nous sommes attachés par des liens si sacrés, n'aura plus rien de certain, on le verra tous les jours exposé aux plus étranges révolutions. L'homme qui jouit d'un nom illustre & d'un rang distingué

distingué sera renversé & précipité, pour ainsi dire, dans le néant, parce qu'on entreprendra de lui prouver par Témoins qu'il n'est point né des pere & mere qui lui ont été donnés dans son acte de baptême, & qui l'ont élevé publiquement comme leur enfant. On supposera des faits auxquels on donnera un extérieur de vraisemblance. Une grande Maison, dira-t-on, étoit prête à s'éteindre, on a eu recours à la fiction pour la perpétuer, on a pris un enfant étranger, & on lui a procuré les titres & la possession propres à l'introduire dans le sein de cette famille; mais il faut que la vérité triomphe, & la preuve testimoniale seule peut la développer. C'est ainsi que dans l'état le plus tranquille on verra son nom, sa fortune, son rang compromis & livrés aux dangers d'une preuve plus souvent dévouée à la corruption & au mensonge qu'à la vérité. D'un autre côté, un enfant de ténèbres qui ne trouve dans son sort que dégoût & que miseres, entreprendra tout pour en sortir, plus sa destinée sera obscure & inconnue au Public, & plus il lui sera facile de se donner un nom & un rang distingué, s'il lui est permis d'y aspirer avec le secours de quelques Témoins disposés à soutenir son imposture. Ainsi la société civile ne sera plus qu'un cahos dans lequel on ne pourra plus se distinguer & se reconnoître à des caracteres certains : on changera d'état comme de mode, & les conditions distribuées par la Providence, au milieu des tempêtes dont elles seront agitées, éprouveront des vicissitudes qui seroient l'opprobre de la nature.

Qu'on ne dise pas que ce sont là des inconvéniens & de vaines terreurs qui ne doivent pas prévaloir sur la vérité; sans doute que si la vérité pouvoit briller à nos yeux avec cet éclat dont l'évidence est accompagnée, il faudroit l'embrasser avec joie & la soutenir avec courage. Mais il ne faut pas se flatter de la trouver jamais, dans les questions d'état, à ce degré d'évidence & pour ainsi dire d'infailibilité qui pourroit remplir tous nos vœux. La conception, la naissance peuvent être enveloppées de mille nuages; les passions peuvent y jouer leur rôle & substituer des couleurs à la réalité, l'illusion peut y trouver sa place; mais si c'est un malheur attaché à la condition humaine, il faut, dans l'incertitude nécessaire où elle est plongée, se fixer à des regles certaines qui conduisent le plus ordinairement à la vérité, qui du moins entretiennent l'ordre & la paix, avantages plus précieux pour la société en général que la recherche d'une vérité obscure ne peut l'être pour l'intérêt de quelques Particuliers. Or les regles qui peuvent seules nous servir de boussole dans

cette mer orageuse , c'est la possession publique , principalement quand elle est fortifiée par l'autorité des Registres & des monumens les plus authentiques : abandonner la route qu'elle nous trace , pour s'engager dans celle de la preuve testimoniale , c'est se livrer à des écueils dans lesquels la vérité court un risque évident de faire naufrage.

Il est donc de la sagesse des Magistrats, il est de l'intérêt essentiel de la société de s'en tenir à ces preuves juridiques , connues , respectées dans tous les tems , adoptées par la Loi , & qui sont le gage de la tranquillité publique. A l'abri de leur autorité , chaque Citoyen renfermé dans la condition que la Providence lui a distribuée , ne cherche qu'à en remplir les devoirs ; l'ambition & l'avidité , tenues en quelque maniere captives , ne ravagent point la société ; les hommes ne se déchirent point , ne se deshonnorent point les uns les autres pour s'enlever les biens & les honneurs , qui sont le partage de chaque état ; on n'est occupé qu'à s'élever ou à se maintenir par les talens , par la vertu , par les services que l'on peut rendre à sa Patrie ; & l'ordre public du moins conserve tout son éclat. Sacrifiera-t-on de si grands avantages à la cupidité de quelques Particuliers qui , pour sortir de leur obscurité , imaginent des faits , les arrangent avec art , & n'ont pour toute ressource que les incertitudes de la preuve testimoniale ? C'est faire injures à la sagesse qui préside aux Jugemens de la Cour , que de lui proposer des principes si funestes.

Cependant c'est l'unique fondement sur lequel porte la Cause de la Dame de Bruix. Dans les questions d'état la preuve testimoniale , selon elle , ne peut être refusée , quand même elle ne seroit soutenue d'aucun commencement de preuves ; c'est la première & la plus ancienne de toutes les preuves , elle est admise dans les matieres criminelles , elle est même admise quelquefois en matiere civile , & enfin on ne trouve aucune Loi qui en ait interdit l'usage dans les questions d'état. Telle est la première partie de son système.

Elle ajoute dans la seconde qu'elle a des commencemens de preuves par écrit.

Après ce que l'on vient d'établir , la réponse à ses deux objections ne demandera pas de grands efforts.

Pour établir que la preuve testimoniale seule peut être admise , on nous dit qu'elle est la première & la plus ancienne de toutes les preuves ; mais si la proposition étoit exacte , la seule conséquence qu'on en pourroit tirer est qu'elle ne subsiste plus & qu'il n'est plus permis d'y avoir recours.

Avant que les Etats fussent disciplinés par des Loix, dont de profondes réflexions ont fait sentir la nécessité, on pouvoit admettre arbitrairement toute sorte de preuves, & la preuve testimoniale comme les autres; la Police publique n'étoit point encore perfectionnée, on marchoit, pour ainsi dire, au hasard. Mais l'expérience ayant fait connoître combien il étoit dangereux d'y mettre sa confiance, on leur a substitué des preuves d'une autre nature, des preuves écrites, des Registres publics, plus propres à fixer l'état des hommes. C'est donc à ce dernier genre de preuves qu'il faut se réduire, sans être touché de l'antiquité des autres, puisque ce caractère ne sert qu'à faire connoître qu'on a été obligé de les abroger.

Ignorance des  
premiers  
hommes sur  
le choix des  
preuves.

D'ailleurs quand on dit que la preuve testimoniale est la plus ancienne de toutes les preuves, veut-on dire que dans les questions d'état elle fut reçue contre l'autorité de la possession publique : ce seroit le plus faux & le plus absurde des paradoxes. La preuve testimoniale pouvoit être admise, ou pour conserver l'état dont on étoit en possession, si on y étoit troublé, ou pour combattre ceux qui vouloient se former un état nouveau; on articuloit des faits de possession publique, & la preuve en étoit admise sans difficulté, comme elle le seroit encore aujourd'hui; mais on ne justifiera jamais qu'en aucun tems on ait permis, pour détruire une possession constante, d'articuler des faits secrets & mystérieux concernant la naissance, ni d'en faire preuve par Témoins; cet égarement étoit réservé à des tems dans lesquels il semble que l'on ne puisse plus mettre de frein à la cupidité.

Ecartons donc ce caractère d'antiquité qu'on veut donner à la preuve testimoniale en matière d'état; si on l'avoit admise autrefois, ce seroit dans un tems où l'on n'en avoit pas encore senti les dangers, & où la Police publique n'avoit point encore déployé toute sa sagesse pour nous indiquer des routes plus sûres; mais elle n'a jamais été admise que pour manifester la possession publique, & non pour appuyer des faits obscurs & impénétrables.

Pourquoi se rendre si difficile, ajoute-t-on, sur la preuve testimoniale, puisqu'elle décide tous les jours de l'honneur & de la vie des Citoyens dans les matières criminelles? On n'abuseroit pas d'un exemple si souvent opposé dans ces questions, si on donnoit un moment d'attention à la différence des objets. Pourquoi rejette-t-on la preuve testimoniale dans les questions d'état, quand elle a pour objet de combattre les titres

Pourquoi la  
preuve testi-  
moniale a plus  
de force au  
criminel qu'au  
civil.

Preuve testi-  
moniale n'est  
admise au cri-  
minel qu'avec  
des précau-  
tions.

& la possession ? C'est que la preuve de l'état est déjà faite par les seules voies que la Loi puisse connoître & autoriser, c'est qu'il n'est pas permis d'opposer une preuve casuelle & incertaine à des preuves juridiques, c'est qu'elle est en un mot également impuissante & dangereuse. Mais dans les matieres criminelles, il n'y a point & il ne peut point y avoir d'autre preuve que la preuve testimoniale. Elle est admise, parce qu'elle est la seule, parce que la Loi n'en a point proposé & n'en peut pas proposer d'autre, parce qu'elle n'en a point d'autre à combattre qui en balance ou qui en détruise le préjugé. Est-il donc bien extraordinaire que dans une matiere on admette la preuve par Témoins, parce qu'elle est la seule, & que dans une autre matiere on la rejette, parce qu'elle ne peut jamais l'emporter sur les preuves décisives qui décident jusqu'au moindre doute ?

Encore avec quelles précautions la preuve testimoniale est-elle admise dans les matieres criminelles ? 1°. Les dépositions des Témoins entendus dans une information ne sont point preuve par elles-mêmes ; il faut qu'après un intervalle qui donne le tems au Témoin de réfléchir sur sa déposition, il en prenne de nouveau lecture, pour changer ou pour expliquer ce qu'il a avancé. 2°. Il faut que le Témoin soit confronté à l'Accusé pour soutenir le choc de sa contradiction, pour répondre aux interpellations qu'il lui peut faire. 3°. Quelles précautions ne prend-on pas d'ailleurs pour juger si les dépositions méritent suffisamment la confiance de la Justice ? On pèse toutes les circonstances, on interroge plusieurs fois l'Accusé, on lui fait subir des questions dans lesquelles il devient en quelque maniere l'arbitre de son sort. C'est donc un genre d'affaires tout différent, & dans lequel la preuve testimoniale, quoique la seule que l'on puisse admettre, est tempérée par une infinité de voies différentes.

Mais dans les questions d'état, où la Loi a établi d'autres genres de preuves, elles sont revêtues d'un tel degré d'autorité, que la preuve testimoniale ne peut jamais dissiper l'éclat qu'elles répandent, & ne serviroit qu'à exciter des doutes funestes sur les plus importantes vérités.

Qu'il n'y ait point de Loi prohibitive d'admettre la preuve testimoniale dans les questions d'état, c'est une proposition qui révolte. 1°. La raison seule suffiroit pour l'exclure. 2°. La Loi s'est même expliquée trop clairement pour que la prohibition puisse être révoquée en doute.

La raison ne permet pas d'admettre la preuve par Témoins



dans les questions d'état, quand les titres & la possession se réunissent pour fixer le sort d'un Citoyen. Cela est évident, parce que les titres & la possession formant une preuve complète, la preuve par Témoins ne peut jamais la détruire; c'est demander une preuve pour combattre une preuve faite, ce qui ne tend qu'à porter le trouble & l'incertitude dans l'esprit des Magistrats; c'est élever une preuve contre une autre preuve, mais une preuve frivole contre des preuves juridiques, ce qui ne peut jamais se tolérer dans l'ordre judiciaire.

La Loi d'ailleurs n'a laissé aucun doute sur cette question : l'Ordonnance de 1667, art. 7 du tit. 20, veut que les preuves de l'âge, des mariages & du tems du décès soient reçues par des Registres en bonne forme qui feront foi & preuve en Justice. C'est donc à l'autorité des Registres que la Loi se réfère, les Registres sont établis comme la preuve légale, feront foi & preuve en Justice. Mais peut-être que la Loi dans la suite donne aussi quelque degré d'autorité à la preuve testimoniale; l'article 14 du même titre l'admet en effet, mais elle la limite dans deux cas seulement : *Si les Registres sont perdus, ou s'il n'y en a jamais eu, la preuve en sera reçue tant par titres que par Témoins, & en l'un & l'autre cas, les baptêmes, mariages & sépultures pourront être justifiés tant par les Registres & Papiers domestiques des pere & mere décédés, que par Témoins.*

Perte des  
Registres fait  
admettre la  
preuve testi-  
moniale de  
l'état.

Il faut donc, pour prouver un baptême & une naissance par Témoins, ou que les Registres soient perdus, ou qu'il n'y en ait jamais eu; l'Ordonnance n'admet cette preuve que dans l'un & l'autre cas. Ces termes sont limitatifs; & par conséquent quand les Registres existent en bonne forme, cette preuve doit être absolument rejetée. Encore dans ce cas même l'Ordonnance n'admet-elle la preuve testimoniale qu'autant qu'elle concourt avec les Registres & Papiers domestiques des pere & mere, tant elle fait peu de cas de cette preuve, même quand elle devient en quelque sorte nécessaire par la perte des Registres.

Aussi la saine Jurisprudence, qui est l'interprete le plus fidele de la Loi, nous a-t-elle appris que ce genre de preuve ne pouvoit être proposé dans les questions d'état, quand elle n'étoit soutenue ni de titres ni de possession d'état : c'est ce que l'on croit avoir démontré ci-dessus; & pour se renfermer dans le seul Arrêt de Saillly, il a dissipé tous les doutes que l'on vouloit répandre sur cette matiere. La preuve avoit été ordonnée par les premiers Juges; elle étoit même faite, & l'on ne craint pas de dire qu'elle

étoit si forte & si concluante , que personne ne pouvoit se refuser à l'évidence qu'elle présentoit , si ce genre de preuve pouvoit déterminer : mais la Cour inflexible sur des regles qui seules peuvent maintenir l'ordre & la tranquillité publique , ne crut pas même devoir entrer dans le mérite de la preuve , & en infirmant la Sentence qui l'avoit admise , débouta le prétendu Safilly de sa demande. Cet exemple , encore présent à tous les esprits , annonce à la Dame de Bruix le sort que doivent avoir & sa demande & la Sentence qu'elle a obtenue.

La seconde objection de la Dame de Bruix , qui consiste à dire qu'elle a des commencemens de preuves par écrit , ne sera pas plus difficile à détruire.

On pourroit demander d'abord si dans les questions d'état il suffit d'avoir un commencement de preuves par écrit pour être admise à une preuve testimoniale. L'Ordonnance ne s'en contente point , elle exige au défaut de la possession publique de l'état , l'autorité des Registres dont elle a établi la forme & la nécessité ; ce n'est que dans le cas où ces Registres n'existent point , qu'elle permet de recourir tant aux papiers domestiques des pere & mere qu'à la preuve par Témoins : elle rejette donc , dans le cas de l'existence des Registres , toute autre preuve , même ébauchée par des commencemens de preuves par écrit ; & en effet il est aisé de concevoir combien il seroit dangereux de renverser tous les états & toutes les conditions , à la faveur de simples commencemens de preuves par écrit , qui ne peuvent jamais être mis en parallele avec la preuve qui naît des titres & de la possession.

Mais enfin si les commencemens de preuves par écrit pouvoient servir de véhicule à la preuve testimoniale , il faudroit au moins que ces commencemens de preuves se trouvassent dans des actes qui auroient un rapport direct à la filiation : car de nous présenter des actes absolument étrangers à l'objet de la naissance , & que l'on ne veut y appliquer que par des commentaires purement arbitraires , des écrits qui peuvent convenir à toutes personnes indifféremment , soit enfans , soit étrangers , c'est éluder la Loi par des subtilités qui l'offensent , & qui la feroient dégénérer dans une véritable chimere. Si de pareils écrits pouvoient conduire à la preuve testimoniale de la filiation , il n'y a personne qui n'eût un champ libre pour entrer dans cette carrière. On ne se présentera jamais pour entrer dans une famille , que l'on n'ait eu avec elle quelque relation , & qu'il n'en paroisse des vestiges

Si un commencement de preuves par écrit peut faire admettre à la preuve testimoniale de l'état.

Ce que c'est qu'un commencement de preuve.

par quelque écrit ; on s'écriera donc en pleine liberté : j'ai des commencemens de preuves par écrit , voilà les témoignages des relations , des habitudes que j'ai eues , on y reconnoît de l'estime , de l'amitié , de l'attention pour moi , & à ce seul titre il faudra admettre une preuve testimoniale , & donner atteinte à l'état de toutes les familles ? C'est une nouvelle illusion qui ne seroit pas moins funeste que la première , ou plutôt c'est la même illusion déguisée sous de vaines couleurs qui n'en changent point la nature : car enfin proposer dans ce cas la preuve testimoniale , c'est la donner comme une preuve , qui toute seule peut décider du sort des hommes sans le secours des titres ni de la possession.

Suivant ces notions , examinons ce que la Dame de Bruix nous donne pour des commencemens de preuves par écrit. Elle distingue elle-même deux sortes de faits , celui de l'accouchement prétendu de la Dame de Boudeville en 1705 , qui est la base & le fondement de toute sa prétention ; à cet égard elle convient en termes précis qu'elle n'en a aucune preuve par écrit. *Nous conviendrons* , dit-elle dans un dernier Mémoire intitulé Réflexions , *nous conviendrons qu'il n'y a point de commencement de preuve par écrit du fait de l'accouchement* ; mais nous avons des commencemens de preuves que vous avez élevé la Dame de Bruix , que vous avez eu pour elle l'amitié la plus tendre , que vous lui avez fait du bien ; cela nous suffit , parce que ces faits nous font remonter insensiblement jusqu'au fait de l'accouchement dont la preuve devient légitime , quand il y a un commencement de preuves de ce qui a suivi.

Il ne faudroit que ce seul raisonnement pour faire connoître combien la prétention de la Dame de Bruix est chimérique , & à quel point elle offense toutes les regles & les lumieres de la raison. Quel est l'unique point qui nous divise ? C'est de savoir s'il est né une fille de la Dame de Boudeville en 1705 , ou , ce qui est la même chose , si la Dame de Boudeville est accouchée en 1705. Le fait de cet accouchement prétendu ne nous est annoncé dans aucun monument ; la fille qui prétend lui devoir le jour n'a ni titres ni possession , elle convient même n'avoir aucun commencement de preuve par écrit de ce fait essentiel & capital , & cependant elle demande à le prouver par Témoins : n'est-ce pas proposer tranquillement à la Justice de renverser toutes les Loix , d'admettre une preuve inconnue à la Loi , impuissante , dangereuse ; sans avoir aucun prétexte qui l'autorise ? Quoi ! la naissance , ce fait si intéressant pour une Maison illustre , & même

pour toute la société, ce fait dont on ne trouve aucun vestige, ni dans les titres ni dans la possession, sera prouvé par Témoins, sans qu'il y en ait même aucun commencement de preuves ! On ne craint point de le dire, la Dame de Bruix a prononcé elle-même sa condamnation, par un aveu si formel de son indigence.

L'excuse qu'elle propose est admirable : on ne peut pas, dit-elle, avoir des preuves par écrit de l'accouchement ; une femme, avant que de mettre un enfant au monde, n'en fait point dresser un acte devant Notaires. Mais en premier lieu, s'il étoit vrai qu'il fût impossible d'avoir un commencement de preuve par écrit de l'accouchement & de la naissance, tout ce qu'il en faudroit conclure seroit que la preuve par Témoins n'en devroit jamais être admise ; car, suivant les principes que l'on a établis, l'état des hommes étant fixé par les titres & par la possession, & la preuve par Témoins toute seule ne pouvant jamais changer ce qui est affermi sur des fondemens si solides, si cette preuve par Témoins ne peut jamais être préparée par des commencemens de preuve par écrit, il faut la rejeter absolument & sans ressource. C'est une plaisante illusion que de se faire un moyen de sa propre misère & de sa propre impuissance ! Je n'ai rien pour soutenir l'état que je réclame, je n'ai ni titres ni possession, je ne peux pas même avoir de commencemens de preuves par écrit, donc il faut me permettre de faire une preuve toujours dangereuse, toujours équivoque, toujours impuissante contre les titres & la possession réunis : n'est-ce pas là le comble de l'égarement ?

En second lieu, une femme, on en convient, ne fait point dresser un Procès-verbal devant Notaires de son accouchement ; mais sans ce cérémonial insolite, on peut avoir des commencemens de preuves par écrit de l'accouchement & de la naissance, on peut avoir des actes qui en parlent, qui l'énoncent, qui le justifient, quoiqu'ils n'aient pas été passés dans l'instant même ; ainsi c'est une illusion de dire que l'on ne puisse pas avoir de commencemens de preuves de la naissance.

Quoi qu'il en soit, la Dame de Bruix convient qu'elle n'en a aucun ; elle n'a donc pas même cette faible ressource pour pouvoir faire admettre sa preuve testimoniale.

Mais j'ai, dit-elle, des commencemens de preuves par écrit de faits postérieurs, qui me donnent droit de remonter au fait de l'accouchement. Je les trouve ces commencemens de preuves dans les Lettres de la Dame de Boudeville, dans les libéralités qu'elle

qu'elle m'a faites, dans son interrogatoire, dans les circonstances qui regardent Virgine. Avant que de suivre la Dame de Bruix dans ces ébauches de preuves qu'elle nous présente, commençons par deux réflexions préliminaires qui suffiroient pour les écarter.

Premierement, ces commencemens de preuve, selon elle-même, n'ont aucun rapport direct à l'accouchement & à la naissance.

On ne les applique qu'à des faits d'éducation, de tendresse, de libéralité; mais il ne s'agit pas de prouver que la Dame de Boudeville a élevé, aimé & gratifié la Dame de Bruix, il s'agit de prouver que la Dame de Boudeville est sa mere; & comme on peut élever, on peut aimer, on peut gratifier un enfant sans lui avoir donné le jour, la preuve de ces faits est absolument inutile quand il s'agit d'établir la filiation. Par-là tombe le raisonnement de la Dame de Bruix, ou celui qu'un de ses Défenseurs a proposé à l'Audience. Vous nous parlez toujours du fait de l'accouchement & de la naissance, a-t-il dit, vous nous voulez toujours placer dans cette époque décisive; mais il faut y monter par degrés, il faut consulter l'éducation, les traitemens, la conduite qui a suivi, pour nous élever ensuite jusqu'au fait de l'accouchement. Pouvoit-on mieux faire sentir à quelle extrémité est réduite la Dame de Bruix? Elle n'a qu'un objet à établir, qui est que la Dame de Boudeville lui a donné la naissance, & tout ce qu'elle craint est qu'on ne lui parle de ce fait essentiel & décisif, tout ce qu'elle craint est qu'on ne lui en demande la preuve, est qu'on n'en exige du moins un commencement de preuve par écrit. N'allons pas si vite, nous dit-elle, ne parlons pas encore du fait de l'accouchement. Voilà sans doute une étrange situation pour une femme ambitieuse qui veut prouver qu'elle a reçu le jour dans une Maison illustre, d'éviter sans cesse le moment de la naissance qu'elle prétend avoir reçue, & d'écarter tout ce qui tend à en fonder la preuve.

Secondement, les faits d'éducation, de traitement, de soins & de tendresse, sont admirables quand il s'agit de reconnoître un enfant dont la naissance est certaine, quand il s'agit de l'identité. Ainsi lorsqu'il est prouvé, lorsqu'il est reconnu qu'un enfant est venu au monde dans une certaine famille, & qu'il se présente une Partie qui soutient qu'il est ce même enfant, si l'on conteste le fait de l'identité, alors il l'établira avec force & avec solidité, en justifiant que ceux qu'il réclame comme ses pere & mere l'ont élevé, ont payé ses pensions, & lui ont donné dans tous les tems

Commencement de preuve par écrit doit tomber sur le principal des faits en question.

Soins & tendresse ne sont preuves de maternité.

des marques d'attention & de tendresse. L'existence d'un enfant étant certaine, on ne peut reconnoître ce même enfant que dans celui à qui on a prodigué tant de marques d'affection, & c'est dans ce sens que les Jurisconsultes, que l'on cite pour la Dame de Bruix, ont fait valoir le *tractatum* dont ils parlent si souvent. Mais quand la naissance n'est pas prouvée, quand la filiation en elle-même n'est point établie, les soins, la tendresse, l'amitié, l'éducation même, ne sont que des faits indifférens; on peut donner toutes ces marques d'attachement à un étranger aussi-bien qu'à un enfant, mille motifs peuvent y engager, la compassion, la charité, l'estime, certaine prévention que le caractère, que l'esprit d'une jeune personne, que sa figure seule & ses manieres peuvent quelquefois inspirer.

C'est donc abuser des choses les plus innocentes, de vouloir que les soins & la tendresse deviennent des preuves de maternité; c'est bannir de la société toutes ces communications qui peuvent la rendre si douce & si agréable, si l'on est en droit d'en tirer de si funestes conséquences; c'est se servir des propres bienfaits d'une personne tendre & charitable pour la deshonoré; en un mot, c'est corrompre, c'est empoisonner ce qu'il y a de plus pur & de plus sacré.

On pourroit donc passer à la Dame de Bruix tout ce qu'elle débite sur ses prétendus commencemens de preuve, elle prétend établir que la Dame de Boudeville l'a élevée chez elle avec beaucoup de soins & même de distinction, que c'est elle qui l'a mariée & dotée, qu'elle lui a témoigné une tendresse sans bornes, qu'elle l'a comblée de biens; à ces traits on pourroit reconnoître un enfant dont la naissance seroit établie, mais dont l'identité seroit contestée; mais à ces traits on ne reconnoitra jamais un accouchement dont il n'y a aucun commencement de preuve; à ces traits on ne donnera point un enfant à une Maison illustre, quand tous les titres & quand la possession lui en ferment l'entrée.

Mais les faits que la Dame de Bruix débite avec tant de confiance, sont ou faux ou exagérés suivant les pieces même qu'elle rapporte. Elle prétend prouver qu'elle a été élevée par les soins & aux dépens de la Dame Marquise de Boudeville, mariée & dotée par elle, qu'elle a été comblée des marques de l'amitié la plus tendre, & enfin qu'elle en a reçu de grandes libéralités.

Pour établir tous ces faits, elle rapporte un grand nombre de Lettres de la Dame Marquise de Boudeville; les premières sont de l'année 1728, & les dernières de 1735; on y voit

que la Dame de Bruix, mariée en 1723 avec un Officier qui avoit le grade de Lieutenant-Colonel réformé, avoit fait de grands progrès dans l'amitié de la Dame de Boudeville, qui lui témoigne l'attachement le plus vif & le plus tendre. Voilà uniquement ce qui résulte des Lettres, sentimens passionnés, empressement de voir la Dame de Bruix, douleur de son absence, vœux ardens de passer quelque tems avec elle, envie de lui faire plaisir ; c'est ce que l'on trouve répété presque dans chaque Lettre. Mais quel usage peut-on faire de ces sentimens, & quel commencement de preuve y trouve-t-on que la Dame de Boudeville soit accouchée en 1705, & soit mere de la Dame de Bruix ? Si on ne pouvoit témoigner une tendresse vive, passionnée, qu'à ses enfans, le système de la Dame de Bruix auroit quelque prétexte ; mais si on peut porter l'amitié pour une étrangère jusqu'à la passion & même jusqu'à l'aveuglement, comme personne ne peut en douter, on ne voit pas quelle induction l'on peut tirer de ces Lettres dans la question qui se présente.

Mais on peut ajouter quelques réflexions sur ces Lettres, qui acheveront de faire connoître combien l'étalage que l'on en fait est inutile.

1°. La Dame de Bruix prétend qu'elle a été élevée dès sa plus tendre enfance par les soins & aux dépens de la Dame de Boudeville. Les Lettres ne disent pas un seul mot de ce fait que la Dame de Bruix regarde comme le plus important : & en effet, comment des Lettres qui ne remontent point au-delà de 1728, pourroient-elles prouver les soins & la dépense pour l'éducation d'une fille mariée en 1723 ? Il n'y a donc pas le plus léger commencement de preuve de cette éducation déniée expressément dans l'interrogatoire de la Dame de Boudeville.

2°. La Dame de Bruix prétend qu'elle a été mariée & dotée par la Dame de Boudeville. Les Lettres ne contiennent rien encore qui ait rapport à ce fait, elles sont postérieures de cinq années au mariage ; il n'est pas extraordinaire que l'on ne trouve rien qui puisse concerner ni le mariage ni la dot. D'ailleurs il est prouvé par le contrat de mariage de la Dame de Bruix, & par son acte de célébration, que la Dame de Boudeville n'y a pris aucune part, elle n'est présente à aucun de ces actes, elle ne stipule dans aucun, elle n'en signe aucun ; comment donc ose-t-on avancer que le mariage a été fait par elle, & que c'est elle qui a doté la Dame de Bruix ? Les propres titres de la Dame de Bruix justifient le contraire. Il est vrai que l'on prétend avoir

des Lettres écrites sous le nom de la Dame de Boudeville , qui proposent le mariage ; mais la Dame de Bruix convient qu'elles ne sont ni écrites ni signées de la main de la Dame de la Ferté , & que c'est une étrangère qui a emprunté son nom pour forger ces pièces , on ignore en quel tems & dans quelle vue ; quoi qu'il en soit , elles ne sont point l'ouvrage de la Dame de Boudeville , & par conséquent elles ne peuvent lui être opposées.

3°. Les Lettres de la Dame de Boudeville contiennent , comme on l'a dit , de grandes marques de tendresse ; mais ces expressions dont on fait tant de bruit , n'ont rien qui ne puisse convenir à toute autre qu'à une mere. La Dame de Boudeville est naturellement vive dans ses expressions , la Dame de Bruix n'est pas la seule à qui elle ait écrit sur le même ton , il n'en faudroit point d'autre preuve que les Lettres même qu'elle a écrites à la Demoiselle de Saint-Jean , & que la Dame de Bruix a fait imprimer avec celles qu'elle a reçues personnellement ; la Dame de Boudeville y parle à la Demoiselle de Saint-Jean , comme à la personne du monde qu'elle aime le plus tendrement. *Il n'y a personne qui vous aime si véritablement que moi* , lui dit-elle dans une de ses Lettres , *mais je ne croirai jamais que vous m'aimiez de même , à moins que vous ne me mettiez à portée de vous marquer la façon dont je pense . . . . je n'y tiens plus ( au monde ) que par l'amitié des personnes à qui j'en ai voué une véritable , dont vous êtes assurément , ma chere bonne amie , celle sur qui je compte le plus & que j'aime le plus tendrement*. Si la Dame de Bruix vouloit faire le commentaire de cette Lettre dans le goût des notes qu'il lui a plu de donner sur toutes celles qui lui ont été écrites , elle métamorphoseroit bientôt la Demoiselle de Saint-Jean en fille de la Dame de Boudeville. Voyez , nous diroit-elle , quelle tendresse on fait éclater pour la Demoiselle de Saint-Jean , c'est une amitié de préférence à toute autre ; on ne tient plus au monde que par l'amitié qu'on lui a vouée , la Demoiselle de Saint-Jean est celle que la Dame de Boudeville *aime le plus tendrement* , n'est-ce pas-là le langage d'une mere ? Ses entrailles sont émues & ne peuvent retenir toute la vivacité de sa passion : car c'est ainsi que la Dame de Bruix paraphrase toutes les Lettres qui lui sont personnelles. Mais pourquoi ce commentaire ne pourroit-il pas être employé pour un autre ? Et si cela est , que devient un système fondé sur des expressions si communes , & que tant de personnes différentes trouveront dans les Lettres que la Dame de Boudeville leur a adressées. Dans une autre Lettre écrite à la Demoiselle de



Saint-Jean, la Dame de Boudeville lui dit encore : *Adieu, ma chere amie, je n'ai jamais eu tant d'impatience de vous revoir.* Dans une autre : *J'aurois une consolation infinie de vous voir, mais comme je préfère le repos de mes amies au mien, cette aventure-ci me console de ne vous y avoir pas.* Si ces Lettres étoient écrites à la Dame de Bruix, elle y trouveroit à chaque expression des caracteres de la tendresse maternelle ; mais non, elle veut que l'on s'en tienne à la lettre des expressions pour les autres, & veut pour elle seule que l'on y trouve un sens qui ne réside que dans son imagination.

Au surplus, les Lettres de la Dame de Boudeville à la Dame de Bruix, loin de développer le caractère d'une mere qui écrit à sa fille, présente au contraire par-tout l'idée d'une passion qui ne peut être l'ouvrage de la nature ; c'est le jugement que toutes les personnes sensées en ont porté. Rien n'égale la tendresse des pere & mere pour leurs enfans ; mais cette tendresse se ressent toujours dans les expressions de la supériorité que la nature a formée dans la personne des pere & mere ; on ne les voit point écrire dans un style de compliment qui ne convient qu'à des Etrangers ; faire des protestations d'attachement, employer tous les tours de l'éloquence la plus pathétique, pour persuader que leur affection sera sans bornes, s'épuiser en démonstration de tendresse : ces ressorts de la persuasion peuvent imprimer avec plus de force dans le cœur d'une simple amie les sentimens dont on veut la convaincre ; mais on n'a jamais vu une mere les employer auprès de sa fille comme un gage de cette affection dont la nature seule est un garant fidele.

4°. La Dame de Boudeville, loin de traiter la Dame de Bruix comme sa fille, paroît toujours persuadée dans ses Lettres qu'elle étoit niece de Tonton, & s'en explique même clairement. Dans une Lettre du 18 Juillet 1729, elle mande à la Dame de Bruix : *Je ne crois pas devoir vous laisser ignorer que l'on a proposé à Virgine de l'envoyer auprès de vous, ou bien de venir avec la tante aux Andelies ; elle a dit qu'elle aimoit mieux rester où elle est.* Virgine & la Dame de Bruix avoient toujours été annoncées à la Dame de Boudeville comme sœurs & comme nieces de Tonton. Tonton s'étoit retirée depuis quelques années en l'Abbaye des Andelies ; c'est pourquoi la Dame de Boudeville mande dans cette Lettre que l'on avoit proposé à Virgine ou d'aller avec la Dame de Bruix sa sœur à Bayonne, ou de venir avec Tonton sa tante aux Andelies, mais qu'elle avoit mieux aimé rester où

Tendresse paternelle sent toujours la supériorité.

elle étoit. Cette seule Lettre renverse tout le système de la Dame de Bruix ; la Dame de Boudeville , loin de regarder la Dame de Bruix comme sa fille , la regardoit comme niece de Tonton , aussi-bien que Virgine ; elle ne l'avoit connue que dans cette qualité ; elle ne la désigne que dans cette qualité. Si la Dame de Boudeville avoit découvert à la Dame de Bruix qu'elle étoit sa fille , comme on a osé l'avancer , si elle lui écrivoit comme à sa fille , auroit-elle pû appeler Tonton sa tante ? Auroit-elle pû proposer à Virgine d'aller aux Andelies pour être auprès de Tonton sa tante ? Ces idées ne peuvent se concilier ; cependant la Dame de Bruix annoncée en propres termes dans les Lettres comme niece de Tonton , veut trouver un commencement de preuve par écrit , qu'elle est fille de la Dame de Boudeville , elle veut que l'on rejette un état qui y est formellement reconnu pour en adopter un autre dont il n'est pas dit un seul mot. Pouvoit-on hasarder un système plus propre à révolter tous les esprits ?

Mais , dit-on , il est évident que la Dame de Bruix n'est point niece de Tonton , puisque dans le Procès-verbal fait en 1723 devant le sieur Lieutenant-Civil , Brunier , frere de Tonton , dit qu'il n'a jamais connu les pere & mere de la Dame de Bruix. D'ailleurs la Dame de Boudeville , dans plusieurs de ses Lettres , mande à la Dame de Bruix , que Tonton l'assure de ses respects. Ce seroit , dit-on , une tante bien respectueuse.

On a déjà répondu que le Procès-verbal de 1723 ne détruiroit point les idées que Tonton avoit données à la Dame de Boudeville de Mimi & de Virgine , lorsqu'elle lui demanda permission de les prendre avec elle ; si Brunier a affecté de ne paroître point instruit de leur état , son silence ne détruira pas la déclaration de sa sœur. Mais encore une fois , que Mimi fût niece de Tonton , ou que sur ce fait Tonton en eût imposé à la Dame de Boudeville , il est toujours certain que la Dame de Boudeville n'a connu la Dame de Bruix que pour niece de Tonton , qu'elle ne lui a écrit que comme à la niece de Tonton , & que par conséquent les Lettres , loin de manifester une mere dans la personne de la Dame de Boudeville , nous font connoître au contraire qu'elle la regardoit comme absolument étrangere à sa Maison. Quant à ce qui est dit dans quelques-unes de ces Lettres , Tonton vous assure de ses respects , il n'y a personne , pour peu qu'il ait pris le caractère des Lettres , qui ne reconnoisse que souvent la Dame de Boudeville y badine sur le compte d'une infinité de personnes différentes , & qu'elle y tourne en plaisanterie

beaucoup d'idées qu'il seroit ridicule de vouloir prendre à la lettre ; ces termes de respect employés à l'égard de Tonton , sont de cette nature. Aussi trouve-t-on une grande variété dans les complimens qui sont faits de la part de Tonton ; dans une Lettre du 31 Octobre 1730 , la Dame de Boudeville mande à la Dame de Bruix : *Notre chere Charlotte vous assure de mille tendres respects , & la Dame Tonton de bien des amitiés*. Si la Dame de Bruix avoit été connue pour fille de la Dame de Boudeville , une ancienne Femme de Chambre de la mere auroit été bien familiere & auroit pris bien des libertés avec sa fille , en la faisant assurer seulement de son amitié. Dans une autre du 11 Novembre 1735 , la Dame de Boudeville dit : *La Princeesse vous assure de son tendre respect*. Cette Princeesse , de l'aveu de la Dame de Bruix , étoit Tonton elle-même. Croit-on que la Dame de Boudeville parlât fort sérieusement dans cet endroit ?

Traits qui  
distinguent le  
style badin du  
sérieux.

Il en est bien autrement lorsqu'elle dit qu'on a proposé à Virgine d'aller avec la tante aux *Andelies* ; tout le monde conviendra que la Dame de Boudeville étoit occupée dans cette Lettre du sérieux le plus grave. C'est donc là qu'il faut prendre les idées que la Dame de Boudeville avoit de la Dame de Bruix & de sa sœur Virgine.

Il faut donc qu'il demeure pour constant non-seulement que les Lettres ne contiennent pas le plus léger commencement de preuve de l'accouchement de la Dame de Boudeville en 1705 , ni de la naissance de la Dame de Bruix dans le sein de la Maison de la Ferté , mais que l'on n'y trouve pas même le moindre indice que la Dame de Bruix ait été élevée par les soins & aux dépens de la Dame de Boudeville , qu'elle ait été mariée ni dotée par elle ; en un mot on n'y trouve rien qui ait quelque rapport à la filiation. De grands témoignages de tendresse , voilà tout ce qui éclate dans les Lettres ; mais que la tendresse seule , quelque vive , quelque passionnée qu'elle soit , devienne une preuve de maternité , c'est une proposition qui révolte , principalement quand les Lettres mêmes portent en propres termes que c'est à la niece d'une étrangere que l'on a voué une affection si libre & si généreuse.

Mais , dit-on , on découvre d'autres traits dans ces Lettres qui doivent faire de grandes impressions , on y trouve que la Dame de Boudeville vouloit avoir la Dame de Bruix chez elle , & qu'elle éprouvoit sur cela la plus forte contradiction de la part du sieur de Boudeville ; d'où venoit cette opposition , si ce

n'est de ce que la reconnoissance d'une fille pouvoit affoiblir la les avantages qu'il s'étoit procurés par son contrat de mariage ? On y trouve que la Dame de Boudeville faisoit souvent des libéralités à la Dame de Bruix ; & il est prouvé d'ailleurs qu'elle lui a donné lors de son mariage 1000 livres de pension viagere, & depuis une somme de 100000 liv. qui n'est qu'une libéralité déguisée sous la forme extérieure d'un billet. Ces graces étoient répandues de tems en tems sur la Dame de Bruix , pour l'empêcher d'éclater & de réclamer son état.

Enfin on voit par les Lettres que la Dame de Boudeville n'aimoit point Virgine , & cependant elle lui a donné 1300 liv. de pension viagere. Toutes ces circonstances réunies forment des présomptions que l'on peut regarder comme des commencemens de preuve.

Quand une fois on a perdu de vue les principes , on s'égare dans mille routes différentes , on adopte toutes les fausses lueurs qui nous flattent , & on les présente comme des objets capables de toucher les autres ; mais c'est une illusion dont il est facile de se garantir. La Dame de Boudeville auroit voulu , dit-on , recevoir chez elle la Dame de Bruix qui venoit faire un voyage à Paris , le sieur de Boudeville s'y opposoit , c'est une présomption que la Dame de Boudeville est mere de la Dame de Bruix. A qui peut-on proposer sérieusement une pareille conséquence ? Ne peut-on donner un asyle chez soi qu'à ses enfans ? N'offre-t-on pas tous les jours sa maison à une personne qui vient de Province passer quelque tems à Paris ? Mais pourquoi le sieur de Boudeville s'y opposoit-il ? Rien de plus indifférent que le motif qui l'animoit ; mais sans effort d'imagination , il n'y a personne qui ne conçoive aisément qu'un homme de condition , comme le sieur de Boudeville , pouvoit trouver indécemment que la Dame de Boudeville reçût avec tant d'affection la niece d'une ancienne Femme de Chambre. L'amitié formée par la convenance des caracteres , peut fermer les yeux sur certaines bien-séances dont les autres sont justement frappés. D'ailleurs la Dame de Boudeville pouvoit aimer la Dame de Bruix , & le sieur de Boudeville au contraire pouvoit avoir de l'éloignement pour elle , comme il en avoit pour Tonton & pour toute sa famille , suivant ce qui résulte des Lettres de la Dame de Boudeville. Rien n'est plus simple , rien n'est plus naturel que cette opposition du sieur de Boudeville ; cependant une imagination échauffée s'égare en mille raisonnemens sur une circonstance

Amitié ne  
doit faire ou-  
blier les bien-  
séances.

stance si indifférente, ou lui donne des motifs arbitraires, on fait agir tous les personnages que l'on introduit sur la scène, suivant les vûes qu'on leur prête, & de ces amas de fausses idées on bâtit un système qu'un souffle seul fait disparaître.

Que la Dame de Boudeville ait fait des libéralités à la Dame de Bruix, c'est une vérité qu'elle a reconnue dans son interrogatoire, & c'est un effet naturel de l'amitié qu'elle avoit conçue pour la Dame de Bruix. Mais quelle conséquence en peut-on tirer pour la question qui se présente ? J'ai aimé quelqu'un, je lui ai fait du bien, donc je suis sa mere : voilà le paradoxe le plus étrange & le plus bizarre que l'on puisse proposer. Mais ce qui achève d'en découvrir l'illusion, ce sont les circonstances mêmes qui accompagnent ces libéralités. 1°. On ne voit aucune libéralité exercée à l'égard de la Dame de Bruix, tant qu'elle a été fille ; on ne la regardoit alors que comme niece de Tonton, qui seule en avoit soin, qui seule faisoit pour Mimi la dépense qui lui convenoit ; la Dame de Boudeville a déclaré dans son interrogatoire qu'elle n'y avoit jamais contribué, qu'elle ne lui avoit donné ni payé aucun Maître, & il n'y a aucune preuve du contraire. 2°. Lorsque la Dame de Bruix a été mariée, la Dame de Boudeville ne s'est mêlée ni directement ni indirectement de cet engagement, elle n'a honoré même aucun des actes ni de sa présence ni de sa signature, elle n'a rien donné, elle n'a rien promis, c'est ce qui est établi tant par le contrat de mariage que par l'acte de célébration. 3°. Ce n'est donc que depuis le mariage que la Dame de Boudeville a commencé à donner des preuves de sa générosité à la Dame de Bruix ; ce mariage, en effet, élevoit, décoroit la Dame de Bruix, puisqu'elle avoit épousé un Officier déjà avancé dans le service, elle pouvoit plus aisément par-là trouver une place dans le cœur & dans l'affection de la Dame de Boudeville ; cependant les libéralités d'abord furent modiques, elles se réduisirent à une simple pension viagère de 1000 liv. récompense assez ordinaire pour les services d'une ancienne Femme de Chambre, ou de sa niece, elles n'ont consisté depuis que dans les présens de quelques robes, & ces objets, quoique très-médiocres, excitoient même de grands témoignages de reconnoissance de la part de la Dame de Bruix, comme il paroît par les Lettres de la Dame de Boudeville ; une fille qui auroit reçu de pareilles marques d'attention de la part de sa mere, n'en auroit pas été touchée si vivement. Il est vrai qu'en 1730 la Dame de Boudeville a porté plus loin la générosité, & paroît

avoir donné 100000 l. comme elle en est convenue dans son interrogatoire. Mais il faut observer que la Dame Marquise de Boudeville qui jouit de très-grands biens n'a qu'un fils, qu'une fanté chancelante a obligé de se vouer à la retraite, & de perdre toute vue d'établissement; que d'un autre côté la Dame de Bruix avoit eu le talent de faire sentir à la Dame de Boudeville les besoins d'une nombreuse famille dont elle étoit chargée. C'est dans ces circonstances que la Dame de Boudeville, déjà éprise d'une vive tendresse pour la Dame de Bruix, se porta à lui donner, non pas une somme de 100000 livres, mais un titre pour exiger cette somme après sa mort; en cela elle ne se dépouilloit de rien, & procuroit seulement une ressource éloignée à la Dame de Bruix, aux dépens, ou d'un fils, ou de collatéraux qui devoient jouir d'une fortune si éclatante, que cet objet devoit peu les toucher. Qu'y a-t-il en cela qui puisse autoriser les indignes soupçons que la Dame de Bruix veut exciter? Elle a trouvé une Dame généreuse qui lui a fait un présent digne de sa grandeur & de la noblesse de ses sentimens, & à ce titre elle croit être en droit de lui faire la plus sanglante injure. Vous m'avez comblée de biens, lui dit-elle, donc vous êtes convaincue d'un crime énorme, de la suppression de mon état, de mon rang, des honneurs auxquels je pouvois prétendre, & par vos propres bienfaits j'ai acquis le droit de vous perdre & de vous deshonor. Etrange raisonnement qui tend à tarir parmi les hommes la source de toutes les graces & de toutes les libéralités! La générosité ne sera plus une vertu digne de nos éloges, ce sera un titre pour nous couvrir d'opprobre; on rougit de combattre un système si odieux & si funeste.

Prendre droit  
des libéralités  
que quelqu'un  
nous a faites,  
pour le des-  
honorer.

Pourquoi a-t-on affecté du mystère dans ce présent, nous dit encore la Dame de Bruix? Pourquoi l'a-t-on fait par la voie d'un billet & non d'une donation? Pourquoi l'a-t-on daté de 1720, quoiqu'il ait été fait depuis? Il est aisé sur cela de contenter la Dame de Bruix, & de lui enlever les avantages qu'elle veut tirer des circonstances qu'elle relève. Si la Dame de Boudeville avoit pensé à gratifier la Dame de Bruix, dans un tems où elle avoit toute liberté de disposer, elle auroit donné ouvertement & sans détour, comme elle a donné les 1000 livres de pension viagère en 1723; mai la proposition n'en a été faite qu'en 1730, dans un tems où la Dame de Boudeville étoit remariée & ne pouvoit donner sans être autorisée par son mari; il ne convenoit pas de le faire entrer dans une pareille libéralité; on a vu qu'il n'a-

voit pas des sentimens assez favorables à la Dame de Bruix pour lui en faire la proposition ; on crut donc que la voie d'un billet daté de 1720, c'est-à-dire dans le tems du vevage de la Dame de Boudeville, étoit le seul expédient que l'on pût prendre. Ce n'est donc pas par rapport à la Dame de Boudeville, & pour cacher sa propre générosité, que l'on s'est conduit ainsi, mais pour lever l'obstacle qui pouvoit venir du chef du sieur de Boudeville ; ce détour est donc absolument indifférent.

Il ne reste à répondre qu'à ce qu'on observe à l'égard de Virgine. On prétend que la Dame de Boudeville ne l'aimoit point & n'étoit pas contente de son caractère, qu'elle l'accuse même dans ses Lettres d'avoir porté les choses jusqu'à l'insolence à son égard, cependant elle lui a fait du bien & lui a donné jusqu'à 1300 liv. de pension viagere. Comment accorder une pareille contradiction entre les sentimens & la conduite de la Dame de Boudeville, si on ne reconnoît que la nature a prévalu sur la haine & sur l'antipathie, & qu'elle a cru devoir la subsistance à une fille, quoiqu'elle ne la pût pas souffrir ? Ce ne sont jamais les faits par eux-mêmes qui fournissent des preuves à la Dame de Bruix, mais les faux raisonnemens qu'il lui plaît de hasarder pour conduire à son système. La Dame de Boudeville s'est plaint dans quelques Lettres des procédés de Virgine ; cependant elle lui a assuré du pain, donc elle est sa fille. Ce sont là des conséquences très-familieres à la Dame de Bruix, mais très-étrangeres à la raison. Sonder le cœur de l'homme pour pénétrer dans les motifs qui le font agir, est toujours une entreprise téméraire, les Oracles de la Justice sont bien éloignés d'adopter de pareilles idées, principalement quand il s'agit de convaincre quelqu'un d'un crime & de le diffamer. En effet, la Dame de Boudeville n'a-t-elle pas pû faire quelque avantage modique à Virgine sans se couvrir d'opprobres ? Virgine avoit été élevée auprès de Tonton sa tante, Femme de Chambre de la Dame de Boudeville ; elle avoit servi d'amusement à la Dame de Boudeville, qui avoit promis à Tonton de lui faire du bien ; elle étoit sœur de la Dame de Bruix pour qui la Dame de Boudeville avoit conçu beaucoup de tendresse : tous ces liens attachoient la Dame de Boudeville à Virgine ; & quoiqu'elle eût pû s'oublier dans quelques occasions, ce n'étoit pas une raison pour l'abandonner & la livrer à une extrême misère, dont la Dame de Bruix ni Tonton n'auroient pas été en état de la tirer : on lui a donc donné une pension modique de 1300 liv. Ce grand effort deviendra-t-il un

Justice ne  
sonde point  
les intentions.

titre contre la Dame de Boudeville ? Est-ce donc la première fois que l'on a vu la religion & la générosité répandre ses charités & ses bienfaits , même sur un ingrat ? On n'est pas étonné que la Dame de Bruix , qui n'a pas le moindre prétexte pour soutenir sa demande , s'attache à de si frivoles circonstances , & coure après de vaines ombres , quand elle n'a rien de réel à présenter ; mais ce que l'on ne concevra jamais est qu'il ait été quelqu'un capable de donner dans de pareilles chimères.

Voilà cependant à quoi se réduisent toutes ses recherches & les efforts de son imagination ; elle veut être reconnue pour fille des Sieur & Dame de la Ferté , quoiqu'elle n'ait ni titres ni possession d'un état si distingué ; elle demande , contre l'autorité de tous les principes , à en faire preuve par témoins ; & quand on lui dit : Mais où sont donc au moins vos commencemens de preuves par écrit ? Elle répond tranquillement : Je n'en ai aucun de l'accouchement de la Dame Marquise de Boudeville , ni du fait capital que j'avance , que je lui dois le jour ; mais je prouve qu'elle m'a aimée , & qu'elle m'a fait du bien ; je prouve qu'elle n'a point aimé ma sœur , & qu'elle lui a donné de quoi subsister. A ces seuls traits il la faut reconnoître pour ma mere. Voilà à quoi se terminent tous ses raisonnemens. Voilà en un mot le précis de tant d'imprimés , de tant de volumes que l'on voit répandre chaque jour. N'est-ce pas faire injure à la raison , & aux Tribunaux auxquels on s'adresse , que de leur proposer sérieusement un système si bizarre , si indécent , & qui ne tend à rien moins qu'à renverser tous les états & l'harmonie de la société ?

*Seconde proposition.*

*La Dame de Bruix n'a ni titres ni possession d'un état contraire , qui ne peut être établi par aucun genre de preuve.*

La Dame de Bruix nous rapporte elle-même son acte de baptême du 13 Février 1705 , dans lequel elle est déclarée fille de Guillaume de la Sale & d'Antoinette Bariere sa femme. Voilà l'état & le caractère qui lui est imprimé dans ces registres authentiques , destinés par la Loi à déterminer le sort & la condition de tous ceux qui font , pour ainsi dire , leur entrée dans la société civile ; la Loi a voulu qu'au premier moment de leur naissance leur place fût marquée , elle a établi des registres pour y inscrire leur rang. Celui de la Dame de Bruix est d'être fille légitime de Guillaume de la Sale & d'Antoinette Bariere.

C'est ce même rang que la Dame de Bruix a occupé depuis pendant trente années entières , & qu'elle s'est conservé précieusement par les titres les plus solennels. A-t-il été question de lui donner un Tuteur , c'est à Marie de la Sale , fille de Guillaume de la Sale & d'Antoinette Bariere , qu'il a été créé par la Sentence



du Châtelet du 28 Mai 1723 ? A-t-il été question de la marier , le contrat de mariage & l'acte de célébration nous annoncent également que c'est Marie de la Sale , fille de Guillaume de la Sale & d'Antoinette Bariere , qui a épousé le sieur de Bruix ; dans les actes qu'elle a passés devant Notaires , elle a pris la même qualité ; dans les actes de baptême de ses enfans , ce sont les enfans de Bernard de Bruix & de Marie de la Sale qui ont été baptisés ; en un mot , la possession est constante & uniforme pendant tout le cours de la vie de la Dame de Bruix ; elle a confirmé depuis sa majorité tout ce qui avoit été fait pendant sa minorité sur son état ; elle l'a communiqué à ses propres enfans , deux générations se sont élevées sur la foi de ces actes , elles y ont puisé leurs titres , leur rang , leur condition.

Pour abdiquer un état affermi par tant de titres & par une possession si constante , la Dame de Bruix peut-elle invoquer le secours de la preuve testimoniale ? C'est un principe invariable dans la Jurisprudence , que l'on n'admet point une preuve testimoniale contre des preuves par écrit , & principalement contre des actes qui sont du propre fait de celui qui propose la preuve par Témoins ; nous avons ici des titres en grand nombre , des titres consacrés par la Loi , des titres du propre fait de la Dame de Bruix. Ce seroit donc renverser tous les principes que de l'admettre à une preuve testimoniale pour en ébranler l'autorité.

Si l'état qui lui est acquis par ces titres lui étoit précieux , & qu'elle eût intérêt de le conserver , pourroit-on parvenir à le lui enlever ? Supposons , par exemple , que quelqu'un lui eût fait un legs universel , & que l'héritier du sang voulût le contester , en soutenant que la Dame de Bruix est la bâtarde du Testateur , on la verroit aussi-tôt repousser avec une juste indignation une injure si atroce , rapporter son extrait baptismal & tous les actes dont on a rendu compte , invoquer la force de sa possession , & s'écrier contre la témérité d'une Partie qui oseroit se refuser à l'évidence de son droit. En vain l'héritier offriroit-il de prouver par témoins la naissance illégitime de la Dame de Bruix , cette preuve impuissante contre des titres solennels seroit traitée par elle comme une voie odieuse & proscrite par toutes les Loix ; elle sauroit bien alors faire valoir tous les principes qui la condamnent , & on ne peut pas douter qu'elle ne le fît avec succès.

Mais si ces titres seroient décisifs pour elle dans le cas où elle

auroit intérêt de les faire valoir , peuvent-ils devenir impuissans quand on les lui oppose ? Y a-t-il donc deux poids & deux mesures dans ce qui l'intéresse ? La Loi met-elle son état à l'abri de toutes atteintes , si elle le soutient , & le laisse-t-elle exposé à une ruine entière , si elle l'abandonne & le conteste elle-même ? Disons donc que , comme on ne pourroit jamais le lui enlever , elle ne peut pas aussi l'abdiquer pour en usurper un autre qui flatte plus son ambition.

Mais , dit-on , tout cela n'est qu'un enchaînement d'erreurs & d'injustices qui se sont succédées les unes aux autres. Un enfant seroit bien à plaindre , si venant au monde dans un état de foiblesse & d'impuissance , des parens dénaturés ou des domestiques infidèles pouvoient lui ravir son état , en faisant de fausses déclarations au Ministre de l'Eglise , & lui faisant porter dans la suite un nom qui lui est étranger. Cet enfant infortuné qui ne se connoît que par les fausses idées qu'on lui aura données de lui-même , aura continué de porter ce nom supposé , & l'aura adopté dans différens actes ; mais si la vérité pénètre enfin jusqu'à lui , n'aura-t-il donc aucune ressource pour la faire triompher ? Et demeurera-t-il la victime des passions cruelles qui l'auront immolé ?

Dans le fait particulier , la supposition de l'acte de baptême est constante ; jamais la Dame de Bruix n'a connu Guillaume de la Sale & Antoinette Barriere ; l'acte de tutelle de 1723 prouve qu'ils n'ont point été connus aux amis assemblés devant le Magistrat , on ne peut ni les représenter ni indiquer ce qu'ils sont devenus. C'est donc une pure fiction qu'il faut détruire par la preuve testimoniale.

Ecartons d'abord ces idées générales sur le danger auquel sont exposés les enfans au moment de leur naissance. Quand ils sont le fruit d'une union légitime , il n'est pas possible de penser que des pere & mere se portent à leur enlever un état qui leur est acquis par des titres si sacrés. L'intérêt des pere & mere en ce cas est intimement uni à celui des enfans ; la nature qui les attache les uns aux autres par des liens si étroits ne permet pas même de les distinguer ; le pere , la mere & l'enfant ne forment , pour ainsi dire , qu'un seul corps , qu'une seule substance ; & quand les pere & mere veillent à l'intérêt de leur enfant , c'est pour eux-mêmes qu'ils agissent. Peut-on donc supposer que dans cet état ils entreprennent de lui ravir ce qu'il a de plus précieux ? En a-t-on jamais vu qui se soient portés à étouffer le fruit légitime de leur

Etat de l'enfant confié avec raison aux pere & mere.

mariage ? Pourquoi feroient-ils capables de lui enlever son état ?

D'ailleurs , par quel crime un enfant qui ne fait que de naître auroit-il pu s'attirer une pareille disgrâce ? Il n'a , dit-on , que ses larmes en partage ; mais ces larmes seules sont capables d'intéresser en sa faveur le cœur le plus barbare , son innocence fait sa sûreté , la nature a pourvu à tous ses besoins , & si elle le fait naître sans défenses , elle le fait naître aussi sans ennemis.

Ou les pere & mere sont parfaitement unis , ou de tyranniques passions ont élevé entr'eux une division funeste ; s'ils sont unis , quel motif peut jamais les porter à sacrifier un enfant qui leur est cher ? S'ils sont divisés , les attentats de l'un trouveront toujours dans la tendresse de l'autre des obstacles insurmontables ; & si la nature pouvoit encore être muette dans le cœur de celui qui n'a point conçu un projet si odieux , la contradiction seule l'obligeroit de s'élever contre l'inhumanité de l'autre.

Ces dangers de suppression d'état dans les actes de baptême ne peuvent donc jamais tomber sur des enfans légitimes , & s'il s'y glisse quelque déclaration infidelle , elle ne peut jamais regarder que ceux dont la naissance est enveloppée d'opprobre , que l'on cherche à cacher au grand jour : & en ce cas l'infidélité même de la déclaration est plutôt un avantage pour eux qu'un juste motif de plainte & de déclamation.

Les Sieur & Dame de la Ferté vivoient dans une parfaite union , la Dame de Bruix en convient ; ils n'avoient donc aucun motif de supprimer l'état d'un enfant né de leur mariage , & par conséquent on ne peut leur attribuer une fille qu'ils n'ont jamais reconnue. On dit que sacrifiant tout à l'idole de l'ambition , & voulant conserver leur bien pour les mâles , ils avoient formé de concert le projet odieux de manifester la naissance si c'étoit un enfant mâle , & de la supprimer si c'étoit une fille ; mais indépendamment de l'absurdité d'un pareil complot qui n'est jamais entré dans l'esprit de personne , il est évident même que l'exécution en étoit impossible. Dans ce système , il falloit nécessairement que la grossesse fût inconnue , qu'elle fût cachée à tous les parens , à tous les amis , au Public , puisque si la Dame de Boudeville accouchoit d'une fille , on vouloit que son sort ne pût être pénétré. Mais en faisant de la grossesse un mystère profond , que seroit-on devenu si on avoit eu un enfant mâle ? Auroit-on annoncé que la Dame de Boudeville étoit accouchée subitement d'un enfant mâle ? La famille ne se seroit-elle pas soulevée con-

Incroyable  
que des pere  
& mere for-  
ment le com-  
plot de cacher  
la naissance  
des femelles.

tre un fait qui n'auroit pu être traité que d'imposture ? L'état de cet enfant mâle seroit au moins devenu un problème , & dans le tems que l'on suppose les Sieur & Dame de la Ferté uniquement occupés de la grandeur de leurs enfans mâles , le seul fruit de leur zele & de leur ambition auroit été de compromettre leur état. On ne peut donc imaginer un système plus absurde que celui de la Dame de Bruix , elle veut taxer d'infidélité son acte de baptême , & le prétexte qu'elle attribue aux Sieur & Dame de la Ferté est le comble de l'extravagance.

Il en est de même de ce qu'elle ajoute que quatre ou cinq jours après l'accouchement fabuleux dont elle entretient le Public , la Dame de Boudeville fut à l'Opera pour ne pas laisser soupçonner la naissance de sa fille ; mais si on avoit intérêt de cacher cet événement , la Dame de Boudeville n'avoit-elle point d'autre voie de conserver son secret sans hazarder sa vie ? Ne pouvoit elle pas feindre une incommodité & garder son lit , sans que l'on soupçonnât pour cela un accouchement ignoré de tout le monde ? On convient qu'elle a toujours paru en public , qu'elle a été aux Spectacles sans aucune nécessité. Pouvoit-on donner une preuve plus décisive contre la fable qui fait tout le fondement de la prétention de la Dame de Bruix ?

En général les pere & mere ne peuvent jamais se porter à supprimer l'état d'un enfant légitime : les Sieur & Dame de la Ferté n'avoient aucun motif qui pût les y engager , & la conduite de la Dame de Boudeville annonce clairement qu'elle ne l'a pas fait. Ecartons tous soupçons , toute inquiétude sur l'acte de baptême de la Dame de Bruix.

Mais , dit-elle , je n'ai jamais connu mes pere & mere , c'est-à-dire , Guillaume de la Sale & Antoinette Barriere. Mes amis , assemblés devant le Magistrat , ont déclaré qu'ils ne les avoient jamais connus ; on ne peut ni me les indiquer ni prouver qu'ils aient jamais existé. Mais quelle conséquence peut-on tirer de cette ignorance ? Les pere & mere de la Dame de Bruix étoient sans doute d'une condition obscure ; ils ont pu mourir peu de tems après la naissance de leur fille , & n'avoir jamais été connus ni d'elle ni de ses amis ; ils ont pu passer en Pays étranger & y mourir. En conclura-t-on pour cela qu'ils n'ont jamais existé , & que ce sont des noms chimériques que l'on a inventés lors de son baptême ?

On ne peut , dit-on , ni les indiquer ni prouver qu'ils aient jamais existé. Mais un enfant de la lie du peuple n'a qu'à aller attaquer

quer le plus grand Seigneur du Royaume & demander à être reconnu pour son fils, il aura les mêmes armes que la Dame de Bruix, il dira comme elle : voilà mon acte de baptême dans lequel on me donne tels pere & mere ; mais dites-moi ce qu'ils sont devenus , où ils habitent , s'ils sont vivans , où ils ont vécu , s'ils sont décédés ? Plus il y aura d'intervalle entre celui qui agira sur ce principe & celui qui fera attaqué , & plus il sera impossible de satisfaire à de pareilles demandes ; mais sans contenter une telle curiosité , on répondra solidement à ce téméraire Demandeur : J'ignore & qui vous êtes , & de qui vous tenez le jour ; mais puisque vous avez vos titres à la main , que vous vous en servez , que vous les produisez vous-même , je m'en tiens à ce qu'ils contiennent , ce n'est point à moi à pénétrer dans l'obscurité de votre famille qui m'est aussi étrangère que vous-même ; vos titres vous donnent un état certain , c'en est assez pour vous confondre. La Dame de Boudeville a donc raison de faire aujourd'hui la même réponse à la Dame de Bruix.

Les titres & la possession lui donnent un état certain , on ne peut admettre la preuve par Témoins contre l'autorité de tant de monumens. Qu'elle cherche , si elle veut , ses pere & mere & sa famille , qu'elle connoît peut-être parfaitement dans le tems même qu'elle affecte de les ignorer ; mais enfin qu'elle les découvre ou qu'elle ne puisse y parvenir , cela est indifférent , parce qu'un enfant abandonné de ses parens , & qui ne les a jamais connus , n'en est pas moins leur enfant , & ne doit pas moins conserver l'état qu'il trouve établi par tous les titres qui le concernent.

L'état d'un Citoyen dépend des titres & de la possession qui le constituent , soit qu'ils lui donnent une famille connue , soit qu'ils l'unissent à des pere & mere & à une famille que l'on ne peut découvrir ; c'est ce que la Dame de Bruix a reconnu elle-même dans la Requête qu'elle a présentée au sieur Lieutenant Civil en 1723 pour se faire nommer un Tuteur. Elle expose qu'elle est fille de Guillaume de la Sale & d'Antoinette Barriere , & cependant elle ajoute qu'elle ne les a jamais connus ; elle convient donc que son état n'en est pas moins certain , quoique ceux qui lui sont indiqués par les titres de filiation n'aient point présidé à la suite de sa vie ; le Magistrat l'a reconnu de même ; car quoique l'exposé de la Dame de Bruix & la déclaration des amis assemblés soient d'accord en ce point , il

n'en a pas moins élu un Tuteur à Marie de la Sale, & n'en a pas moins réglé par-là son sort pour l'avenir; ce qui a été suivi depuis dans les actes les plus importants.

Qu'il demeure donc pour constant que la Dame de Bruix a un état certain par les seules preuves que la Loi reconnoisse, & par conséquent qu'elle ne peut jamais le changer avec le secours de la preuve testimoniale.

Ce moyen est absolument surabondant; car quand la Dame de Bruix n'auroit aucun état certain, quand son sort seroit une énigme pour elle & pour tout l'Univers, l'entrée dans la Maison de la Ferté ne lui seroit pas moins interdite, dès qu'elle n'a ni titre ni possession qui la favorise; elle seroit une personne obscure, inconnue, sans parens, sans alliés, sans état, si l'on veut, mais cela ne lui donneroit jamais droit de choisir arbitrairement dans les plus grandes Maisons du Royaume, ni de s'y destiner une place, ni d'y parvenir en associant à sa fable un nombre de Témoins prêts à la soutenir, ce moyen seul l'accablera toujours; mais quand elle nous établit elle-même par des titres authentiques un état différent, on ne conçoit pas comment elle a pu se livrer à une entreprise si téméraire; l'impuissance de parvenir à l'état auquel elle aspire, l'impossibilité d'abdiquer celui qui lui est imprimé par tant de monumens, formeront à jamais deux obstacles insurmontables contre lesquels doivent échouer tous les jeux d'imagination auxquels sa défense est réduite.

---

## R E P L I Q U E.

**O**N a établi dans un premier Mémoire les principes qu'il doit être consultés dans les questions d'état, on en a fait l'application à l'espèce qui se présente, en faisant voir dans une première proposition, que la Dame de Bruix qui n'a ni titres ni possession de l'état qu'elle réclame, ne pouvoit être admise à la preuve testimoniale des faits qu'elle articule; & dans une seconde, que les titres qu'elle rapporte elle-même lui donnant un état contraire, il étoit impossible de l'ébranler par la preuve dont elle invoque le secours.

On se propose aujourd'hui d'ajouter quelques réflexions qui donneront un nouveau jour à la défense de la Marquise de Boudeville, & qui détruiront de plus en plus le système de la Dame

de Bruix ; on suivra pour cela l'ordre des propositions que l'on a établies dans le Mémoire.

On soutient d'abord que la Dame de Bruix n'ayant ni titres ni possession de l'état de fille des Sieur & Dame de la Ferté qu'elle ose s'attribuer , ne peut jamais être admise à la preuve par Témoins de cette prétendue filiation. La Dame de Bruix n'ose pas combattre ouvertement le principe , elle cherche à l'éluder , en alleguant de prétendus commencemens de preuves par écrit ; mais indépendamment de la question de savoir si une Partie qui n'a ni titres authentiques ni possession , peut être admise à la preuve par Témoins , à la faveur de quelques commencemens de preuves par écrit , il n'y a personne , pour peu qu'il ouvre les yeux à la raison & à l'équité , qui ne convienne au moins que si des commencemens de preuves par écrit suffisent , il faut que ces commencemens de preuves aient un rapport direct & nécessaire à la filiation ; car de nous donner pour commencemens de preuves des faits ou imaginés ou indifferens , c'est ouvrir une libre carrière à l'imposture , qui ne manquera jamais de secours pour composer un Roman , pour former une chaîne de faits suivis & circonstanciés , & pour faire sentir par des pieces indifferentes quelque relation entre celui qui veut s'élever , & la famille dans laquelle il prétend se ménager un rang qui le flatte.

Sur ces principes , consultons les prétendus commencemens de preuves par écrit que la D<sup>e</sup> de Bruix annonce avec tant d'emphase. Pour en juger sainement , il faut les diviser en trois époques. La premiere comprend tous les faits qu'elle débite sur la grossesse de la Dame Marquise de Boudeville en 1704 , son accouchement en 1705 , & la naissance d'une fille. La seconde renferme tous les faits que l'on suppose depuis que l'enfant a été mis en nourrice jusqu'au mariage de 1723. Enfin la troisieme s'applique à tout ce qui a suivi le mariage.

Dans la premiere époque se trouvent les faits les plus essentiels , ou pour mieux dire les seuls faits importans & sur lesquels porte tout le système de la Dame de Bruix ; mais de tous ces faits , elle convient qu'il n'y a aucun commencement de preuves par écrit ; ce n'est point un discours qu'on lui prête , ou qui soit échappé légèrement , elle en est convenue expressément dans son troisieme Mémoire , qui a pour titre : *Réflexions. Nous conviendrons , dit-elle , qu'il n'y a point de commencement de preuves par écrit du fait de l'accouchement.* Voilà donc un édifice qui porte d'abord sur le sable , sur un fait imaginé sans aucune ombre de preuves. Il est

donc impossible d'admettre la preuve par Témoins d'un fait si intéressant & si décisif.

Ce fait d'ailleurs a été rejeté par la Marquise de Boudeville dans son interrogatoire, comme une imposture grossière.

Enfin les circonstances dont il plaît à la Dame de Bruix d'orner le fait capital, en démontrent la supposition. Elle prétend en premier lieu que le Marquis & la Marquise de la Ferté ont caché la grossesse de concert, pour supprimer l'état de l'enfant si c'étoit une fille, & pour le reconnoître si c'étoit un mâle; mais outre l'indécence & la bisarrerie d'un pareil projet, l'exécution en étoit-elle possible? Comment annoncer la naissance d'un enfant mâle de la Maison de la Ferté à une famille nombreuse, à la Cour, à la Ville, à toute la France, si la grossesse avoit été ignorée? Auroit-on eu le front de le présenter dans de pareilles circonstances? Le faux zèle dont on suppose que les père & mère étoient animés pour leurs enfans mâles, n'auroit servi qu'à compromettre leur état.

La Dame de Bruix suppose en second lieu que la Dame de la Ferté, de concert avec son mari, est allée accoucher furtivement dans la maison de la Demoiselle de Benac rue des Bons Enfans: comme si on devoit se dérober non-seulement au Public; mais encore à sa propre maison & à son propre Domestique, en mettant au monde un enfant né dans le sein d'un mariage légitime: comme si une femme étoit capable de hasarder sa vie, en traversant avec peine & dans les douleurs de l'enfantement, la distance de son appartement à une maison étrangère, pour satisfaire le plus ridicule de tous les caprices.

Enfin, on suppose que quatre ou-cinq jours après la Dame de la Ferté fut à l'Opera, toujours pour déguiser son état; en sorte qu'elle mettoit tous les jours sa vie en péril, pour un événement qui ne faisoit aucun ombrage à son mari, & dont les autres meres se font honneur.

Tant d'absurdités réunies dans le système de la Dame de Bruix, doivent faire rejeter avec indignation les faits de cette première époque, faits dont on convient n'avoir aucun commencement de preuves, faits solennellement déniés dans un interrogatoire juridique.

La seconde époque renferme, comme on l'a dit, tous les faits depuis le tems que l'on suppose l'enfant mis en nourrice, jusqu'au mariage de la Dame de Bruix. Ces faits se réduisent à dire que la Dame de la Ferté alloit voir l'enfant chez la Nourrice,



qu'elle payoit ses mois, & lui envoyoit des robes magnifiques, que la Nourrice amenoit l'enfant chez les Sr. & Dame de la Ferté qui le caressent, que l'enfant a été mis successivement chez la Mondenis & chez la Brunier, qu'à l'âge de six ou sept ans la Dame Marquise de la Ferté a voulu l'avoir chez elle, qu'elle a eu pour elle tous les soins & toute l'attention d'une mère pour sa fille; que la Dame de Bruix a eu une éducation distinguée, mangeant à table, jouant le jeu de la Compagnie, & qu'elle a même été à la nôce du Prince de Soubise; que la Dame de la Ferté l'a forcée à épouser le sieur de Bruix, qu'elle a usé pour cela de menaces & de coups, & enfin qu'elle l'a dotée & mariée.

Mais on demande à la Dame de Bruix quel commencement de preuves par écrit elle a de tous les faits de cette seconde époque? Il faut qu'elle convienne qu'il n'y en a pas la moindre trace; cependant elle les rapporte par-tout, elle en triomphe comme de faits décisifs; mais c'est un Roman dans lequel elle met toute sa complaisance, parce qu'elle a la gloire d'en avoir inventé toutes les parties.

D'ailleurs, il n'y a pas un seul de ces faits que la Dame de Boudeville n'ait déniés dans son interrogatoire. Il n'y a qu'à jeter les yeux sur les articles 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, & l'on verra que sur chacun en particulier la Dame de Boudeville a confondu la Dame de Bruix, par les dénégations les plus précises. Tout ce qu'elle a dit est qu'elle a permis à une de ses femmes de prendre auprès d'elle quatre petites filles qu'elle avoit annoncées comme ses nieces; mais elle a soutenu qu'elles n'avoient jamais été élevées ni par ses soins, ni à ses dépens; que devient donc cette éducation distinguée dont on rebat sans cesse les oreilles? C'est une chimère à laquelle il n'est pas possible de donner la moindre réalité.

Il en est de même de ce que l'on dit que la Dame de la Ferté a forcé la Dame de Bruix à épouser le sieur de Bruix, & qu'elle a usé de coups & de menaces: où est le plus léger indice de ces faits, que la Dame de Boudeville a hautement désavoués? Comment la Dame de Bruix même a-t'elle osé les articuler? Prétend-elle se préparer des moyens pour faire déclarer nul le mariage qu'elle a contracté, comme l'effet de la violence & de la contrainte? Marie de la Sale par sa naissance, elle est devenue la Dame de Bruix par son mariage. Veut-elle par le secours de quelques Témoins, devenir la Demoiselle de la Ferté.

Enfin on dit que la Dame de Boudeville a marié & doté la Dame de Bruix ; mais c'est une supposition grossière. 1°. Il faut convenir qu'il n'y a aucun commencement de preuves. 2°. La Dame de Boudeville l'a nié expressément dans son interrogatoire. 3°. La preuve contraire est établie par des titres authentiques, contrat de mariage & acte de célébration. La Dame de Boudeville n'y a pas paru, & n'a rien honoré de sa présence. C'est, dit-on, une affectation qui la découvre dans les mesures mêmes qu'elle a prises pour se cacher. Etrange effet de l'aveuglement qui regne dans la défense de la Dame de Bruix ! Si la Dame de Boudeville avoit pris la moindre part à ce mariage, on en triompheroit de la part de la Dame de Bruix, on nous diroit : voyez la Dame Boudeville qui ne peut quitter de vue cette fille chérie, qui préside à son établissement, qui l'a conduite elle-même aux pieds des Autels ; peut-on la méconnoître pour la mère ? Tout cela n'est point arrivé ; n'importe, la Dame de Bruix y trouve encore les mêmes avantages ; la Dame de Boudeville n'a été présente, ni au contrat, ni à l'acte de célébration ; c'est une affectation qui prouve encore qu'elle est mère ; le oui & le non, le pour & le contre, ce que la D<sup>e</sup> de Boudeville auroit fait, ce qu'elle n'a pas fait, tout fournit des armes à la Dame de Bruix, tout est un moyen en sa faveur ; mais la raison même choquée dans de pareils raisonnemens, ne rejettera-t-elle pas avec indignation un pareil système ?

Fausseté d'une  
conséquence  
quand elle se  
tire des deux  
propositions  
contradictoi-  
res.

Nous dira-t-on que dans cette seconde époque il y a deux Lettres écrites sous le nom de la Dame de la Ferté, dans lesquelles on excite le sieur de Bruix à épouser une Demoiselle qu'il paroît avoir recherchée, & qu'on ne peut pas douter que ces Lettres n'aient été écrites par ordre de la Dame de la Ferté ; ce qui fait voir qu'elle n'a pas été si indifférente pour le mariage qu'elle suppose. Mais, 1°. on convient que ces Lettres ne sont ni écrites, ni signées de la main de la Dame de Boudeville. 2°. Elle a subi depuis huit jours un nouvel interrogatoire sur le fait de ces Lettres, & elle a dénié expressément qu'elle eût donné ordre de les écrire. 3°. Si ces Lettres qui ne sont point datées, ont été écrites au sieur de Bruix, c'est apparemment un service que la Dame de Bruix a exigé de la complaisance de quelque amie pour engager le sieur de Bruix dans un mariage qu'elle regardoit comme avantageux pour elle ; mais tout cela est étranger à la Dame de Boudeville, & ne forme contre elle aucun commencement de preuves.

Voilà donc la Dame de Bruix parvenue à l'âge de dix-neuf ans ;

la voilà mariée & établie sans avoir le plus léger commencement des preuves de l'état qu'elle s'attribue. Passons à la troisième époque, & voyons si elle lui fournit plus de secours. Dans cette troisième époque commencent les preuves de la D<sup>e</sup> de Bruix, preuves écrites, preuves non contestées; mais de quels faits? De faits absolument indifferens, de faits qui n'ont aucun rapport à la filiation, de faits qui peuvent convenir à tout étranger, & beaucoup mieux à tout étranger qu'à une fille. Il ne s'agit pas même de prouver ces faits, la preuve en est toute faite, ces faits sont reconnus; il ne s'agit que de savoir si les inductions que l'on en tire ont quelque apparence de raison.

Les actes de cette troisième époque se réduisent à la donation du 30 Juin 1723, aux Lettres, & au Billet de cent mille livres.

Pour la donation c'est une libéralité très-modique, d'une simple pension viagère de 1000 liv. Donation très-indécoute, si on la suppose faite par une mère du rang de la Marquise de la Ferté, à sa fille la plus chère; mais très-ordinaire & très-naturelle, quand elle n'est faite qu'en faveur d'une personne qui avoit été annoncée depuis long-tems à la Dame de la Ferté comme la niece d'une ancienne Femme de Chambre. Ce qui est admirable, est que l'on ait osé donner à cette libéralité le caractère d'une dot constituée par la Dame de Boudeville à sa fille, quoique la donation soit postérieure d'un mois au mariage, & que l'idée d'une dot ne puisse jamais se concilier avec une simple pension viagère.

À l'égard des Lettres dont les premières sont de 1728, on n'y trouve pas un seul trait qui ait le plus léger rapport à l'état que réclame la Dame de Bruix, & par conséquent elles ne peuvent jamais former un commencement de preuves par écrit; au contraire en plusieurs endroits la Dame de Boudeville y parle à la Dame de Bruix comme la regardant toujours dans la qualité de niece de Tonton, sous laquelle elle lui avoit été présentée.

Mais, dit-on, la Dame de Boudeville y témoigne l'amitié la plus vive & la plus passionnée pour la Dame de Bruix; au contraire on y voit que le Marquis de Boudeville ne vouloit pas voir, & ne vouloit pas que la D<sup>e</sup> Marquise de Boudeville vît la Dame de Bruix; la Dame de Boudeville y parle avec mystère de plusieurs secrets qu'elle ne veut pas confier au papier; enfin elle y parle avec chagrin de Virgine, & cependant elle lui a fait du bien;

ces quatre circonstances paroissent à la Dame de Bruix des caractères de maternité si sensibles , que personne ne peut s'en défendre.

Quand une fois l'imagination est blessée , elle trouve par-tout l'objet qui fait sur elle une vive impression ; les raisonnemens de la Dame du Bruix nous fournissent un grand exemple de cette vérité ; mais la raison qui n'est pas séduite en pense bien différemment.

1°. La Dame de Boudeville témoigne à la Dame de Bruix l'amitié la plus vive & la plus passionnée : mais ne peut-on donc aimer avec passion que sa fille ? Et n'est-ce pas un sentiment que mille autre motifs peuvent exciter dans le cœur ? L'empressement à mériter notre amitié , la complaisance pour tous nos sentimens , les marques d'un dévouement sans bornes , le zèle pour nous obliger dans toutes les occasions , la sympathie , la douceur du caractère , souvent mêmes certaines impressions dont nous ne connoissons pas nous-mêmes la cause , nous lient , nous attachent inviolablement à quelqu'un , & nous transportent pour lui. A ce caractère faudra-t'il donc reconnoître un pere ou une mere ? Ce seroit bannir de la société le lien le plus doux qui unisse les hommes entr'eux , ce seroit le renfermer dans un petit nombre de personnes qui composent chaque famille.

D'ailleurs , il y a des personnes plus vives , plus impétueuses les unes que les autres , & qui expriment les sentimens les plus ordinaires dans des termes plus pathétiques & plus touchans , sans être pour cela plus affectées. Tel est manifestement le caractère de la Dame de Boudeville ; on en peut juger par les Lettres qu'elle a écrites à d'autres personnes , qui en faisant les mêmes commentaires que la Dame de Bruix , pourroient aussi aspirer à l'état de filles de la Dame de Boudeville.

Enfin le style même des Lettres qu'on rapporte , ne convient point au caractère d'une mere ; l'amitié qu'elle ressent pour ses enfans s'exprime plus simplement , & ne s'exhale point en complimens , en protestations , en témoignages d'une tendresse de préférence ; elle ne fait point valoir des sentimens que l'absence n'a pu étouffer ; elle n'emploie point ces traits vifs qui ne servent qu'à convaincre une étrangère des impressions qu'elles a faites seule & sans le secours de la nature ; les Lettres bien entendues sont donc bien plus contraires au système de la Dame de Bruix , qu'elles ne peuvent lui être favorables.

2°. On trouve dans ces Lettres que le Marquis de Boudeville  
avoit

avoit beaucoup d'éloignement pour la Dame de Bruix , & qu'il ne desiroit pas que la Dame de Boudeville la vît si souvent ; c'est un sentiment naturel qui ne signifie rien. Comme l'amitié peut partir de mille sources différentes , l'aversion peut avoir des principes sans nombre. Il étoit même tout simple que le sieur de Boudeville ne regardât pas la Dame de Bruix comme une compagnie fort convenable pour la Dame de Boudeville.

Mais ces idées simples ne conviennent point à la Dame de Bruix ; il faut , à force de raisonnemens & de commentaires , trouver dans l'indisposition du sieur de Boudeville pour la Dame de Bruix une preuve qu'elle est fille de la Dame de Boudeville , & pour cela voici comment on raisonne. Pourquoi le sieur de Boudeville avoit-il tant d'éloignement pour la Dame de Bruix ? C'est qu'il savoit qu'elle étoit fille de sa femme , il avoit peur qu'on n'en vînt à la reconnoître ; sans lui la Dame de Boudeville auroit rendu cette justice à sa fille , *tolle , tolle maritum* , &c.

Mais s'il est permis de donner ainsi carrière à son imagination , il n'y a personne qui ne puisse se former des preuves de quelque-  
tat qu'il jugera à propos de choisir. Prêter des vues , des intentions arbitraires n'est qu'un jeu d'esprit , & l'on ose présenter cela à la Justice comme des commencemens de preuves. N'est-ce pas insulter à ses regles les plus constantes ?

Par quelle bizarrerie ose-t-on imaginer que le sieur de Boudeville craignoit que la Dame de Boudeville ne voulût reconnoître la Dame de Bruix pour sa fille ? La Dame de Boudeville avoit été veuve pendant douze ans , elle étoit alors en pleine liberté , elle n'avoit point reconnu la Dame de Bruix. Comment cette idée lui feroit-elle venue depuis son second mariage ? Pourquoi ne fait-on naître cette idée que quand on imagine un obstacle insurmontable ? C'est que l'on donne tout ici à l'imagination , rien à la vérité.

3°. On dit que dans les lettres la Dame de Boudeville parle avec mystere de secrets qu'elle ne veut pas confier au papier ; ces secrets , dit-on , ne pouvoient rouler que sur la naissance de la Dame de Bruix , d'autant plus que la Dame de Boudeville , dans son interrogatoire , n'a pas voulu expliquer ces secrets.

Mais entre tous les secrets possibles dont le nombre est infini , la Dame de Bruix en choisit un seul , parce qu'il convient à son système , & elle veut que ce choix arbitraire , dicté par la seule cupidité , devienne un commencement de preuves par écrit du Roman qu'elle a imaginé.

On n'est pas  
tenu en Justice  
de révéler  
ses secrets.

Développez-en un autre, s'écrie-t-on, vous ne l'avez pas voulu faire dans votre interrogatoire. Mais depuis quand a-t-on porté l'inquisition à cet excès dans les Tribunaux de la Justice ? Depuis quand s'est-on avisé de dire à une Partie : expliquez-moi tous les secrets de votre vie, vous ne les avez pas voulu confier à une lettre, qui est elle-même un secret impénétrable, développez-le maintenant à tout l'univers ? Une telle proposition est un attentat à la liberté publique.

4°. La Dame de Boudeville parle avec chagrin de Virgine dans ses lettres, & cependant elle lui a donné une pension viagère de 1300 liv. Ce fait dans sa simplicité, ne fournit aucun commencement de preuves de filiation, & encore moins de la filiation de la Dame de Bruix ; mais quand les pièces sont impuissantes, la Dame de Bruix a le talent de leur faire dire tout ce qui lui convient. Vous avez parlé de Virgine avec colère, & cependant vous lui avez fait du bien, il n'y a qu'une mère qui puisse pardonner : vous êtes donc mère de Virgine ? Or je suis sœur de Virgine, donc vous êtes ma mère. C'est, pour ainsi dire, par cette enfilade de raisonnemens, que du fait le plus innocent, on parvient à se faire de prétendus commencemens de preuves par écrit.

Mais tout confond un raisonnement si absurde. 1°. Virgine ne prétend point être fille de la Dame de Boudeville, le mauvais exemple de la Dame de Bruix ne l'a point séduite, elle est pénétrée de reconnoissance pour les bontés de la Dame de Boudeville ; mais elle ne fait point en tirer des inductions si funestes contre sa bienfaitrice. La Dame de Bruix prétend que son sort est lié avec celui de Virgine ; qu'elle se renferme donc comme elle dans les sentimens d'une juste reconnoissance. 2°. Virgine a eu raison de ne pas abuser de la bienveillance de la Dame de Boudeville. Si elle lui a donné quelques sujets de chagrin, elle reconnoît que c'est par un pur mouvement de religion & de générosité que la Dame de Boudeville les lui a pardonnés ; elle n'a point imaginé ce paradoxe scandaleux, qu'il n'y avoit qu'une mère qui pût pardonner ; elle est persuadée que la religion peut & doit inspirer ce sentiment à tous les cœurs qui écoutent sa voix, & qu'il est indécent même de fonder un système sur le principe contraire. 3°. La Dame de Bruix se dit sœur de Virgine, & c'est en effet dans cette qualité que Tonton les a prises toutes deux auprès d'elle, en même tems qu'elle les annonçoit comme ses nièces ; mais si elle a trompé la Dame de Boudeville, en se

donnant pour tante de deux petites filles, elle a pu également la tromper dans l'idée qu'elle lui a donnée qu'elles étoient les deux sœurs. Sur quoi donc la Dame de Bruix se fonde-t-elle pour se dire sœur de Virginie? Ce ne peut être que sur les discours de Tonton : mais elle s'élève contre ces discours, elle les défavoue, elle les traite d'imposture ; que devient donc le système de ce fort commun & indivisible qu'elle propose, & qu'elle convient être différent par les extraits baptistaires?

Quoi qu'il en soit, il n'y a aucun commencement de preuve par écrit que Virginie soit fille de la Dame de Boudeville, elle ne le prétend pas elle-même ; tout raisonnement fondé sur cette supposition porte donc à faux.

Ces lettres tant vantées ne sont donc qu'un épisode très-inutile dans la Cause. Qu'on retranche les commentaires odieux, les raisonnemens arbitraires, les inductions forcées, dont on les accompagne ; qu'on retranche ce ton maternel qu'on leur donne en les lisant, & dans le moment même on n'en peut plus tirer aucun avantage ; ce ne sont que des discours & des sons qu'on nous donne ici pour des commencemens de preuves par écrit.

A l'égard du billet de 100000 livres, il faut d'abord qu'il demeure pour certain qu'il est de 1730 ; il n'est point rapporté, on n'en a la preuve que par l'interrogatoire de la Dame de Boudeville, qui a déclaré qu'il a été fait en 1730 ; on ne peut pas diviser sa confession ; le sieur de Bruix qui nous en a donné une copie informe, marque dans cette copie, que les arrérages de la rente au principal de 100000 liv. ne doivent courir que du premier Juillet 1730 ; cette circonstance seule prouve qu'il n'a été fait que dans ce même tems ; enfin le sieur de Bruix qui dit qu'il a été fait en 1720, annonce en cela même que la date n'en est pas sérieuse ; car ce billet est fait au profit du sieur de Bruix, & non de la Dame de Bruix ; & en 1720 la Dame de Boudeville ne connoissoit point le sieur de Bruix. Il suppose qu'il été fait pour tenir lieu de dot à la Dame de Bruix, & de son aveu il n'étoit point question du mariage en 1720, suivant l'exploit d'assignation, les premières idées n'en sont venues qu'en 1721. Auroit-on donné un billet en dot au mari futur, quand on ne pensoit pas encore au mariage ? La date n'est donc pas sérieuse. Mais si cela est, quelle autre date peut-on lui donner, que celle reconnue par la Dame de Boudeville, & qui est indiquée par le billet même ?

Cédule privée présumablement antédaturée.

Cette date ainsi rétablie, il faut écarter toute idée d'une dot constituée par ce billet; on n'a jamais entendu parler d'une dot constituée sept ans après le mariage. A quoi se réduit donc ce billet? A une simple libéralité ordinaire, qu'un excès d'amitié a produite. La Dame de Bruix a su profiter des sentimens favorables que la Dame de Boudeville lui avoit témoignés, elle lui a peint le peu de fortune de son mari, & la nombreuse famille dont elle étoit chargée; elle lui a représenté que le Marquis de la Ferté son fils auroit de si grands biens, qu'un si foible retranchement ne lui seroit point onereux; en un mot elle a ému sa compassion, & quand elle s'est ménagée avec souplesse une libéralité qui ne devoit rien coûter à la Dame de Boudeville pendant sa vie, elle vient insulter à sa bienfaitrice, & se faire un titre pour la deshonor de son extrême facilité. On demande à toute personne raisonnable si les conséquences que l'on veut tirer de cette circonstance, ne sont pas aussi injustes que le procédé est odieux.

En un mot dans les deux premières époques qui renferment tous les faits essentiels, il n'y en a pas un seul dont on puisse entrevoir le moindre commencement de preuve; dans la troisième on ne trouve que de l'amitié & quelques bienfaits. Que l'on raisonne sur cette affaire pendant des années entières, elle se réduira toujours à ce seul point; & dans cet état la Dame de Bruix a-t-elle donc le moindre prétexte pour se dire fille de la Dame de Boudeville, & pour demander permission d'en faire preuve? Sans titres & sans possession d'un état si distingué, elle viendra dire à la Dame de Boudeville: depuis mon mariage vous m'avez témoigné beaucoup d'amitié, vous m'avez fait du bien, c'en est assez pour que je vous oblige de me reconnoître pour votre fille. N'est-ce pas là le comble de l'égarment?

Mais, dit-on, dans l'interrogatoire de la Dame de Boudeville elle s'est rendue coupable de plusieurs impostures; car les termes les plus offensans ne coûtent rien à la Dame de Bruix, quand il s'agit de deshonor celle qu'elle appelle sa mere. Et quelles sont donc ces impostures? Elle a dit que la Dame de Bruix l'est venue voir plusieurs fois, tant en la présence qu'en l'absence du sieur de Boudeville; cependant dans plusieurs lettres la Dame de Boudeville écrit qu'il y a des raisons qui empêchent que les Sieur & Dame de Bruix ne voyent le sieur de Boudeville; mais ces raisons ont pu changer, les Sieur & Dame de



Bruix ont pu n'y pas déférer ; en un mot il est certain & notoire qu'ils sont venus plusieurs fois à l'Hôtel de la Ferté, en présence du sieur Marquis de Boudeville. La Dame de Boudeville n'a donc parlé que le langage de la vérité. La Dame de Boudeville a écrit à la Dame de Bruix qu'elle n'auroit point fait le voyage de Banieres, si elle n'avoit pas été flatée du plaisir de la voir ; & dans son interrogatoire elle dit qu'elle a fait ce voyage parce que les Médecins lui ont conseillé les eaux de Banieres, comme convenables à sa santé. Ces deux faits sont également vrais ; les Médecins ont conseillé les eaux de Banieres, comme fort convenables à la Dame de Boudeville, qui dans toutes ses Lettres rend compte des maux qu'elle souffroit & des douleurs dont elle étoit attaquée. Mais quoique ces eaux lui aient été conseillées comme nécessaires, elle a pu cependant balancer entre l'espérance de la guérison & la fatigue d'un si long voyage, & dans cette incertitude être touchée du plaisir de voir une personne qu'elle aimoit. Qu'y a-t-il donc en cela de contradictoire ?

Enfin, dit-on, il ne faut pas prendre les preuves séparément ; c'est une chaîne de faits & de circonstances qu'il faut réunir ; mais qu'on réunisse tant que l'on voudra cette multitude de faits, & ils se réduiront toujours à des faits imaginés sans aucune preuve & à des preuves de deux circonstances très-indifférentes, c'est-à-dire à des témoignages d'amitié & à des libéralités. Or est-il permis de dire sensément que des faits hasardés seront des commencemens de preuves ? Quoi, les faits même que l'on articule seront des commencemens de preuves qui conduiront à faire admettre la preuve demandée, c'est-à-dire que la demande même de la preuve fera un titre pour l'obtenir ! Dans quelle Ecole a-t-on jamais toléré un pareil raisonnement ?

On a ajouté que la Dame de Bruix qui n'a ni titres ni possession de l'état qu'elle réclame, a titres & possession d'un état contraire que la preuve testimoniale ne peut jamais ébranler. On ne s'étendra pas sur cette seconde proposition qui est purement surabondante ; car quand on supposeroit que la Dame de Bruix ne seroit point fille de Guillaume de la Sale, & qu'elle n'auroit point un état connu, cela ne lui donneroit aucun droit de se placer dans la Maison de la Ferté ; une fille sans état n'a pas droit de s'en choisir un au gré de son ambition. Mais voyons si cet état de fille de Guillaume de la Sale peut être ébranlé, comme on le suppose.

Il est établi sur un acte de baptême en bonne forme, sur une Sentence de tutelle, sur un contrat de mariage, sur un acte de célébration, sur l'acte de donation du 30 Juin 1723, sur les actes de baptême de tous les enfans de la Dame de Bruix : ces titres fixent l'état des deux générations.

Tout cela n'est que chimere, dit la Dame de Bruix, je n'ai jamais connu Guillaume de la Sale, ni Antoinette Barriere mes prétendus pere & mere, ils n'ont jamais pris soin de moi ; mes amis assemblés devant le Magistrat en 1723 ont dit ne les avoir jamais connus, ce sont des êtres de raison, ainsi je demande que l'on réforme tous ces titres, que l'on substitue par-tout le nom de Marie de la Ferté à celui de Marie de la Sale, & les noms de Sieur & Dame de la Ferté aux noms de Guillaume de la Sale & d'Antoinette Barriere. Vous m'opposez la Sentence de tutelle de 1723, j'en suis Appellante ; vous m'opposez une foule d'actes dans lesquels j'ai pris le nom de Marie de la Sale, mais j'ai obtenu des lettres de rescision contre mon contrat de mariage, contre mon acte de célébration, & contre tous les actes qui ont suivi ; ainsi il faut réformer tous les registres publics, tous les actes authentiques, & faire sentir par-tout la révolution que je veux éprouver dans mon état.

On est persuadé qu'il suffit d'exposer ce système & ces demandes si outrées & si indécentes pour les proscrire ; car si on peut ainsi anéantir ou réformer tous les titres qui fixent l'état des Citoyens, quel sera donc l'état que l'on pourra regarder comme inébranlable ? Mais sur quoi fonde-t-on cette réforme si universelle, je n'ai pas connu mes pere & mere, mes amis assemblés en 1723 ont dit ne les avoir pas connus, donc ils n'ont jamais existé. Quelle conséquence ! mais plus les pere & mere étoient obscurs, & plus ils ont pu être inconnus, & à l'enfant, & à ses amis ; ces pere & mere ont pu mourir peu de tems après la naissance de leur fille, dans une Province éloignée, & peut-être en Pays étranger, leur trace s'est perdue ; la charité, la compassion aura engagé la Mondenis ou autres à prendre soin de l'enfant ; peut-être d'autres motifs ont pu les y déterminer, ce sont des événemens trop étrangers à la Dame de Boudeville, pour qu'elle ait pensé seulement à y pénétrer. Quoi qu'il en soit, rien n'est plus indifférent ; jamais on n'a conclu avec quelque apparence de raison, que des personnes nommées dans des titres publics n'ont point existé, de ce que certaines personnes ne les ont point connues.

Aussi le sieur Lieutenant Civil, qui a vu cet avis d'amis en 1723, n'en a-t-il pas conclu que les pere & mere n'eussent point existé, & que la mineure ne fût point leur fille; & lui a-t-il donné un Tuteur comme à Marie de la Sale, justement persuadé que l'ignorance de quelques amis ne pouvoit porter aucune atteinte à son état. La Dame de Bruix est Appellante de sa Sentence; mais son prétexte est trop frivole pour que l'on puisse infirmer une Sentence si juridique, & qui a été pleinement exécutée.

Mais, dit-on, Brunier & les autres amis assemblés devant le Magistrat, sont convaincus d'imposture, parce qu'ils n'ont pas dit que la mineure eût été élevée chez la Marquise de la Ferté, & qu'ils ont dit qu'elle avoit été mise aux Andelies avant que d'aller à Belle-Chasse. Ces reproches n'ont aucun fondement; ils ont eu raison de dire qu'elle avoit été élevée par la Janisson & ensuite par la Brunier, parce que ce sont elles qui en ont pris soin. Que la Brunier l'ait élevée auprès d'elle pendant qu'elle étoit au service de la Dame de la Ferté, ce n'étoit pas une circonstance qui méritât d'être rappelée au Magistrat, il suffit que ce soit la Brunier qui en ait pris soin, & qui l'ait élevée à ses dépens. Quant à ce qu'ils ont ajouté qu'elle avoit été aux Andelies, cela peut être, la Dame de Boudeville n'en fait rien; mais la seule dénégation de la Dame de Bruix ne détruira pas ce qui a été déclaré dans un acte juridique.

Au surplus, la déclamation de la Dame de Bruix contre le suffrage de ses amis, appuyé sur la foi du serment, ne sert qu'à faire connoître à quels dangers la preuve testimoniale est exposée; elle veut faire une Enquête pour en détruire une autre, mais à laquelle des deux donneroit-on la préférence si elles étoient rapportées?

Enfin, on l'a déjà dit, l'état de la Dame de Bruix est tellement affermi par ses titres, que si elle avoit intérêt de le soutenir, personne ne pourroit le lui enlever. On auroit beau dire, vos pere & mere n'ont point été connus: renfermée dans l'autorité de ses titres, personne ne pourroit forcer ce retranchement; a-t-elle donc un état qu'on ne puisse enlever s'il lui convient de le défendre, & qu'elle puisse abdiquer s'il ne lui plaît plus? Voilà où conduisent les erreurs dans lesquelles la cupidité nous enveloppe, elles choquent également les regles de toutes parts; le seul moyen de faire triompher la vérité, est de s'en tenir à l'autorité des titres & de la possession qui est inébranlable.

## CIII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Bertrand - Wulmer le Camus, Marchand,  
Bourgeois de Paris, & Dame Claire Morand sa  
femme, Appellans & Demandeurs.

*CONTRE Me Louis - Philippe Morand, ci-devant  
Notaire au Châtelet, Intimé & Défendeur.*

## Q U E S T I O N.

*Si une donation à prendre sur les deniers que  
laissera le Donateur à sa mort est valable.*

UNE donation de 15000 liv. à prendre sur les premiers deniers qui proviendront des biens & effets de la succession de celle qui donne, a-t-elle le caractère essentiel de la donation entre-vifs, qui consiste dans la tradition actuelle & présente? La Cour dans tous les tems a condamné de pareilles dispositions comme ne dépouillant point les Donateurs pendant leur vie de la libre disposition de leurs biens, & ne réservant aux Donataires qu'une espérance incertaine de se venger sur ce qui pourra se trouver au moment du décès; c'est ce qu'elle a jugé entr'autres par deux Arrêts très-récens : cependant la Sentence du Châtelet a autorisé une pareille disposition, en ordonnant l'exécution de la donation faite au sieur Morand; il n'est pas possible de confirmer cette Sentence, sans donner atteinte aux principes les plus constans, & sans tomber dans des contrariétés qui rendroient la Jurisprudence absolument arbitraire.

FAIT.

Du Mariage de Philippe Morand & d'Angélique - Therese Celos sont nés trois enfans, deux garçons & une fille.

La fille fut mariée en 1711 au sieur le Camus, par la Dame sa mere qui étoit veuve; on ne lui constitua en dot qu'une somme de 16000 l. en contrats sur la Ville, qui, deux ans après, souffrirent un retranchement des deux cinquiemes.

L'aîné des deux garçons fut marié en 1712, sa mere lui donna

20000 liv. en deniers comptans ; mais deux ans après il se fit faire la donation qui fait aujourd'hui le sujet du Procès. La Dame Morand sa mere lui donne par donation entre-vifs la somme de 15000 liv. à prendre après le décès de ladite Dame veuve Morand, sur les premiers deniers qui proviendroient des biens & effets de la succession, meubles & immeubles, qu'elle a dès-à-présent affectés, obligés & hypothéqués au paiement de ladite somme de 15000 liv. pour, par ledit sieur Morand, ses hoirs & ayans cause, en jouir, faire & disposer en toute propriété, comme de chose à lui appartenant, dudit jour du décès de ladite Dame veuve Morand, jusqu'auquel elle se réserve l'usufruit & jouissance d'icelle, qu'elle reconnoît tenir dudit sieur son fils à titre de constitut & précaire.

La Dame Morand fit dans la suite une donation de 20000 liv. au second de ses enfans mâles.

Tel étoit l'état de sa famille, lorsque la Dame Morand a fait son testament pardevant Notaires le 14 Juin 1724. Elle y rappelle la dot qu'elle avoit constituée à son fils aîné, & ajoute qu'elle lui a donné une autre somme de 15000 liv. à prendre sur la succession de ladite Dame Testatrice après son décès. Elle rappelle de même les 20000 liv. qu'elle avoit données à son second fils, & les 16000 liv. qu'elle avoit constituées en dot à sa fille, après quoi elle ordonne que, soit que son fils aîné fasse valoir la donation ou non, elle veut que son second fils & sa fille lui soient égalés, & prélèvent à cet effet sur la succession ce qui conviendra à chacun d'eux jusqu'à due concurrence, dont elle leur fait à cet effet dons & legs particuliers, & au surplus institue ses trois enfans ses légataires universels ; & en cas que le fils aîné voulût se tenir aux avantages à lui faits, elle institue ses autres enfans ses légataires universels par moitié. Si la Dame Morand avoit persisté dans cette disposition, les deux autres enfans auroient trouvé de quoi s'égaliser à l'aîné, & la question de la validité de la donation de 15000 liv. faite à l'aîné, auroit été inutile ; mais par un codicille du 11 Avril 1726 la Dame Morand a légué à son second fils, outre les 20000 liv. qu'elle lui avoit données, une maison, jardin & dépendances, situés à Pantin, avec la part qu'elle avoit dans les dettes actives de la société qu'elle avoit contractée avec lui.

Au moyen de ces dispositions, il n'est plus resté dans la succession qu'un tiers de maison à Paris, loué 900 liv. par an, & pour 30000 liv. de contras sur la Ville, avec quelques meubles.

Les deux enfans mâles ont renoncé à la succession, trouvant

beaucoup d'avantage à conserver, ſçavoir, l'aîné, les 20000 liv. qu'il avoit reçues en 1713, avec les 15000 liv. données en 1714; & le ſecond, les 20000 liv. qu'il avoit reçues, avec le legs porté par le codicille.

La Dame le Camus au contraire s'eſt portée héritière par bénéfice d'inventaire; en cette qualité elle s'eſt trouvée chargée d'acquitter pluſieurs dettes, & les legs portés par le teſtament de ſa mere; mais outre cela elle a été aſſignée le premier Janvier 1733 à la requête du ſieur Morand ſon frere, pour être condamnée à lui payer la ſomme de 15000 liv. portée par l'acte de donation du 21 Décembre 1714. Elle a fait examiner cette prétendue donation; & comme elle s'eſt trouvée contraire aux maximes les plus conſtantes ſur cette matiere, elle a ſoutenu qu'elle devoit être déclarée nulle, & que ſon frere n'avoit d'autre parti à prendre que celui de ſe porter héritier pour moitié avec elle.

Cependant, par la Sentence du Châtelet du 19 Décembre 1733, la Dame le Camus a été condamnée au paiement des 15000 liv. C'eſt ſur l'appel interjetté de cette Sentence que la Cour a à prononcer.

#### MOYENS.

Il eſt de principe conſtant entre toutes les Parties qu'une donation entre-vifs ne peut être valable ſans une tradition actuelle qui dépouille le Donateur de la propriété de ſes biens préſens, & qui la faſſe paſſer en la perſonne de ſon Donataire. De-là cette maxime de notre Droit François, que *donner & retenir ne vaut*, c'eſt à-dire, que le Donateur ne peut retenir aucun droit ſur la propriété de ſes biens, juſqu'à concurrence de la ſomme donnée; il ne peut plus les aliéner, les hypothéquer, les ſubſtituer à d'autres, il faut que dans l'inſtant même le Donataire devienne Propriétaire incommutable.

L'ame de la donation entre-vifs, dit M<sup>e</sup>. Jean-Marie Ricard, ce qui la conſtitue telle, & met ſa différence entre la donation à cauſe de mort, eſt le déſaiſſement actuel du Donateur, par lequel il aime mieux que le Donataire ſoit maître & Propriétaire de ce qu'il lui donne, que lui-même. C'eſt ce que la Loi a deſiré pour permettre l'uſage des donations entre-vifs, afin que les Particuliers ne ſe portaſſent point ſi facilement à priver leurs héritiers de leurs biens par une forme de contrat ſi facile, & qu'ils puſſent peſer la conſéquence d'une telle action, en leur oppoſant cette barrière, qu'il ne ſeroit pas en leur pouvoir de priver leurs héritiers de la propriété de leurs biens par cette voie, qu'en la quittant les premiers.

Sens de la maxime, donner & retenir ne vaut.

Néceſſité de ſe dépouiller de ſon vivant pourquoy impoſée aux Donateurs.

Il est vrai que l'on peut donner entre-vifs, & renvoyer cependant après la mort du Donateur l'exécution de la donation; mais il faut en ce cas que le droit du Donataire soit irrévocablement formé sur tous les biens que le Donateur possède pendant sa vie, & que le Donataire ne soit pas réduit à se venger sur les biens qui se trouveront au jour du décès du Donateur. Ces deux especes qui paroissent d'abord avoir quelque connexité, sont cependant essentiellement différentes. Je donne 15000 liv. sur tous mes biens, dont mon Donataire ne pourra se faire payer qu'après ma mort, cette donation est bonne, parce que tous les biens du Donateur en sont chargés, soit qu'il les ait encore au jour de son décès, soit qu'il en ait disposé pendant sa vie. Toutes les dispositions entre-vifs qu'il aura pu faire depuis la donation, ne pourront nuire au Donataire; le droit est irrévocablement formé, quoique le payement soit suspendu. Mais je donne 15000 liv. à prendre sur les biens que j'aurai au jour de mon décès; cette donation est nulle, parce que tout le droit du Donataire étant limité aux biens que le Donateur laissera au jour de sa mort, le Donateur est maître de disposer pendant sa vie, & qu'il est aussi libre de vendre, d'engager, d'hypothéquer pendant sa vie, que s'il n'avoit pas précédemment donné.

Différence  
entre donner  
& retenir, ou  
donner & re-  
tenir l'usu-  
fruit.

L'art. 274 de la Coutume de Paris renferme en peu de mots les principes qu'on vient d'établir : *C'est donner & retenir*, dit-il, *quand le Donateur s'est réservé la puissance de disposer librement de la chose par lui donnée.* Or celui qui ne donne que sur les biens & effets de sa succession, se réserve la liberté de disposer de tous ses biens pendant sa vie; il ne charge que sa succession, que les biens qui se trouveront à son décès, & par conséquent tout ce qu'il a aliéné pendant sa vie se trouve libéré de la charge de la donation. Il n'en est pas de même de celui qui donne indéfiniment sur tous ses biens, quoiqu'il diffère le payement après sa mort : parce que le Donataire, n'étant pas réduit à se venger sur les biens de la succession, peut attaquer tous ceux qui possèdent les biens aliénés par le Donateur de son vivant.

Ces principes, qui avoient déjà été adoptés par l'Arrêt de Guymier, ont été très-solemnellement confirmés par deux Arrêts très-récens.

Le premier est celui de Bretoncelle du 12 Février 1734. Le sieur de Mareuil avoit donné par acte du 7 Octobre 1719 à la Demoiselle de Gilliers la somme de 100000 liv. à prendre en immeubles qu'il laisseroit à son décès. Cette donation fut contestée

par la veuve du sieur de Marcuil, qui, n'ayant été mariée qu'en 1724, n'avoit qu'une hypothèque postérieure à la donation. La Cause plaidée solennellement aux Requêtes du Palais, fut jugée en faveur de la Dame de Marcuil, par Sentence du 16 Juillet 1733: Sur l'appel porté en la Grand'Chambre, où l'affaire demeura appointée à tour de rôle, est intervenu Arrêt le 12 Février 1734, qui a confirmé la Sentence, avec amende & dépens.

Cependant cette donation étoit accompagnée de toutes les clauses propres à caractériser une donation entre-vifs: le Donateur avoit donné dès-à-présent, il avoit affecté & hypothéqué expressément tous ses biens, il s'étoit réservé l'usufruit pour le tenir à titre de constitut & précaire; en un mot, il n'y avoit aucune des expressions qui s'employent dans les donations entre-vifs, qui ne se trouvât dans la donation; mais toutes ces clauses ne pouvoient pas effacer le vice radical d'une donation à prendre sur les biens qu'on laisseroit au jour de son décès, & sur cet unique moyen la Sentence & l'Arrêt ont prononcé la nullité de la donation.

Le Donateur ne se dessaisit point, quelle clause qu'il employe s'il ne donne que sur sa succession.

Le second Arrêt a été rendu en la deuxième Chambre des Enquêtes le 9 Avril 1735. Par un acte du 27 Avril 1712, le sieur Marconels avoit donné à André Soyer, à ce présent & acceptant, par donation entre-vifs & irrévocable, les droits qu'il avoit sur le Greffe en chef de l'élection d'Arras, & une somme de 6000 liv. à prendre sur les plus clairs & apparens biens, tant meubles qu'immeubles, qui se trouveroient lui appartenir au jour de son décès; il s'étoit de même réservé l'usufruit par forme de constitut & précaire.

Cette donation fut attaquée comme ne contenant point de tradition actuelle, & par l'Arrêt confirmatif de la Sentence du Conseil d'Artois, elle fut déclarée nulle.

Il est aisé de faire l'application & de ces principes & de ces préjugés à l'espèce qui se présente. La Dame Morand a donné à son fils la somme de 15000 liv. à prendre après le décès de ladite Dame veuve Morand sur les premiers deniers qui proviendront des biens & effets de sa succession. Si la Donatrice s'étoit contentée de dire qu'elle donne 15000 liv. à prendre après son décès, il n'y auroit pas de moyen d'attaquer la donation; mais quand elle dit qu'on prendra cette somme après son décès sur les premiers deniers qui proviendront des biens & effets de sa succession, elle limite le droit du Donataire aux seuls biens qui se trouveront dans sa succession, & par conséquent elle a pendant sa vie la liberté entière de disposer, sans que le Donataire puisse troubler ceux à qui elle.



auroit donné, vendu ou cédé les biens qu'elle avoit au tems de la donation.

En effet les 15000 liv. n'étant à prendre que sur les biens de la succession, de quel droit le Donataire pourroit-il attaquer les tiers Acquéreurs à qui la Donatrice auroit vendu depuis la donation ? Ils lui diroient sans difficulté, consultez votre propre titre, il ne vous donne droit que sur les biens de la succession ; or les biens que la De. Morand a vendus pendant sa vie ne sont pas des biens de sa succession, donc ils ne sont pas sujets à votre donation ; ce raisonnement seroit sans réplique. Mais si cela est, la Dame Morand avoit donc la liberté de vendre & d'aliéner au préjudice de la donation, & par conséquent on est dans le cas de l'art. 274 de la Coutume, qui dit *que c'est donner & retenir, quand le Donateur s'est réservé la puissance de disposer de la chose par lui donnée*. Que cette réserve soit expresse, ou qu'elle soit une conséquence nécessaire des termes de la donation, c'est précisément la même chose, il suffit que la Donatrice ait le pouvoir de disposer pour que la donation ne puisse avoir lieu ; & elle a toujours le pouvoir de disposer quand elle ne donne que sur les effets de sa succession.

Les donations faites à la Demoiselle de Gilliers & au sieur Soyer étoient précisément dans les mêmes termes ; on avoit donné à la Demoiselle de Gilliers 100000 liv. à prendre en immeubles que le sieur de Mareuil laisseroit à son décès ; on avoit donné au sieur Soyer 6000 liv. à prendre sur les plus clairs & apparens biens qui se trouveroient au jour de son décès ; ces donations ont été déclarées nulles ; celle du sieur Morand ne peut donc pas subsister.

Mais, dit-on, la Dame Morand a déclaré qu'elle affectoit & hypothéquoit tous ses biens dès-à-présent ; cette hypothèque donne au Donataire un droit actuel qui le met en état d'attaquer tous les tiers débiteurs. C'étoit ce que la Demoiselle de Gilliers opposoit avec beaucoup de force à la Dame de Mareuil ; car dans la donation des 100000 liv. qui lui avoit été faite, on trouvoit la même clause de l'hypothèque constituée actuellement sur tous les biens du Donateur ; cependant la donation n'en a pas moins été déclarée nulle & avec raison, parce que cette hypothèque ne peut pas changer le droit du Donataire, qui n'est établi que sur les biens de la succession ; jamais à la faveur de cette hypothèque il ne pourra se venger sur des biens qui ne seront point dans la succession, parce que les termes précis de la donation y résistent formellement.

Claufe de  
l'hypothèque  
n'est que l'ac-  
ceffoire de l'o-  
bligation.

Ajoutons que l'hypothèque n'est jamais que l'acceffoire d'une obligation ; or pour juger d'une obligation , d'un engagement , il faut le confidérer en lui-même , & non dans une clause simplement acceffoire ; si l'engagement en lui-même est limité fur certains biens , l'hypothèque ne peut pas faire que l'engagement foit plus étendu qu'il ne l'est par lui-même. Je donne fur les biens de ma fucceffion , l'hypothèque ne peut pas faire que je donne fur des biens qui ne feront point partie de ma fucceffion ; autrement il faudroit que l'hypothèque détruisît la donation elle-même , il faudroit que le Donateur n'ayant donné que fur les biens de fa fucceffion , on lui fît dire enfuite qu'il a donné même fur les biens dont il auroit difpofé entre-vifs , & qui ne feroient point partie de fa fucceffion ; or il est absurde de détruire & de changer une difpofition principale par une induction tirée d'une clause acceffoire.

Difpofition  
tacite ne dé-  
truit celle qui  
est exprefle.

D'ailleurs il est de principe qu'une difpofition exprefle ne fe détruit point par une difpofition tacite ; la Dame Morand n'a donné que fur les biens de fa fucceffion ; voilà qui est exprefle : elle hypothèque fes biens , & l'on en veut conclure qu'elle a prétendu donner fur les biens dont elle auroit difpofé entre-vifs ; mais ce n'est qu'une induction dont on veut former une difpofition tacite ; or les regles ne permettent pas de former une difpofition tacite qui foit contraire à une difpofition exprefle.

En un mot , la Loi de la donation est claire ; la Dame Morand donne 15000 liv. à prendre fur les biens de fa fucceffion , elle ne veut donc pas que l'on puiſſe fe venger fur les biens dont elle aura difpofé entre-vifs ; l'hypothèque qui ne fert qu'à faire valoir la donation telle qu'elle est , ne peut pas la changer ; & comme , on ne peut trop le répéter , c'est précifément ce qui a été jugé dans l'affaire de la Dame de Bretoncelle , dont la donation a été déclarée nulle , quoique le ſieur de Mareuil qui avoit donné 100000 liv. à prendre en immeubles qui fe trouveroient au jour de fon décès , eût exprefſément affecté & hypothéqué tous ſes biens à l'exécution de la donation.

Enfin cette clause d'hypothèque peut d'autant moins être oppofée , que ſi elle pouvoit déterminer en faveur de la donation , il faudroit dire que toute donation à prendre fur les biens que l'on aura au jour de fon décès , ſeroit valable , parce que quand il n'y auroit pas une clause exprefle pour l'hypothèque , cette hypothèque est acquife de droit dès que la donation est paſſée devant Notaires ; c'est donc une premiere objection qu'il faut abſolument retrancher.

On ne doit pas faire plus de cas de la seconde qui consiste à dire que la Dame Morand s'est réservé l'usufruit pour le tenir à titre de constitut & précaire, ce qui opère cette tradition feinte qui suffit parmi nous pour la validité d'une donation entre-vifs; car il est vrai que la réserve d'usufruit opère une tradition feinte lorsque la tradition est possible, & que les biens donnés en sont susceptibles; mais lorsqu'on ne donne que sur les biens qu'on aura à son décès, comme la tradition est impossible, la réserve d'usufruit devient inutile, cette réserve n'opère qu'une tradition feinte. Or la fiction devant être une imitation de la vérité, toutes les fois que la vérité ne peut pas se rencontrer, la fiction ne peut rien opérer.

Réserve d'usufruit par donation est une tradition feinte.

Fiction ne peut opérer où la vérité ne se peut rencontrer.

Si la Dame Morand avoit dit dans les termes les plus forts qu'elle remet dès à-présent à son fils les 15000 liv. à prendre sur les biens de sa succession, qu'elle l'en fait possesseur actuel, qu'elle s'en dessaisit entre ses mains, qu'elle l'en constitue Propriétaire; en un mot qu'elle eût employé les clauses les plus fortes & les plus énergiques pour exprimer la tradition actuelle, tout cela seroit inutile, parce que la tradition d'un bien incertain étant impossible, toutes les clauses qui tendent à l'établir sont absolument sans effet; & si cela est, que peut opérer la tradition feinte qui résulte d'une simple réserve d'usufruit?

Mais, dit-on, la réserve de l'usufruit prouve qu'elle s'est dépouillée actuellement de la propriété, qu'elle n'a plus joui qu'à titre de précaire; mais de quoi a-t-elle prétendu jouir à titre de précaire? Voilà toujours à quoi il en faut revenir; ce ne peut être que des biens qu'elle a donnés. Or elle n'a donné que les biens de sa succession, elle n'a donné à prendre que sur les biens de sa succession; donc cette réserve d'usufruit, cette jouissance à titre de constitut & de précaire, n'opère ni une dépossession présente, ni une tradition nécessaire pour la validité d'une donation entre-vifs.

C'est encore ce qui a été jugé par les deux Arrêts de 1734 & 1735; il y avoit dans les espèces de ces deux Arrêts réserve expresse d'usufruit pour le tenir à titre de constitut & précaire; mais comme les donations n'étoient que de sommes en deniers à prendre sur les biens que l'on auroit au jour de son décès, nonobstant cette réserve, les donations ont été déclarées nulles.

Il y a donc une Jurisprudence constante qui s'élève contre la donation faite au sieur Morand, cette Jurisprudence est fondée sur des principes auxquels on ne peut être trop attaché dans cette

matiere. Les donations entre-vifs ne peuvent être valables qu'autant que le Donateur se dépouille dans l'instant de tout droit de disposer, soit entre-vifs, soit par testament, au préjudice des Donataires : or toutes les fois qu'on ne donne qu'à prendre en effets de la succession, & sur les biens de la succession, on se réserve la liberté de disposer entre-vifs, & par conséquent la donation est radicalement nulle.

Quel'on accompagne au surplus la donation de toutes les clauses de style, commel'hypothèque, la réserve de l'usufruit & autres, toutes ces clauses ne changent point la substance de la donation : à laquelle il faut toujours s'attacher ; & comme elle ne se réfère qu'à des biens incertains qui ne sont pas susceptibles de tradition, il faut nécessairement la proscrire.

#### CIV. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR M. le Président de Mascrany.

CONTRE les Sieurs Gayot & de la Valette.

#### Q U E S T I O N.

*Si lorsqu'une clause de testament a deux sens, on ne doit pas choisir le sens qui rend le testament valable, & rejeter le sens qui le rend nul.*

TOUTES les Parties conviennent que Barthelemy de Mascrany, par ses testament & codicille de 1698, a chargé sa fille unique de substitution envers Joseph de Mascrany & ses freres.

On convient encore de part & d'autre que Joseph n'a point recueilli librement, & qu'il étoit chargé de rendre l'hérédité de Barthelemy jusqu'à concurrence de 800000 liv.

L'unique question qui divise les Parties est de savoir à qui le fideicommis devoit être restitué. M. le Président de Mascrany soutient que Joseph devoit remettre les 800000 liv. à des personnes du nom & armes de la Maison de Mascrany, au nombre de deux au plus, & que ce n'étoit qu'entre des personnes de

de cette qualité que le choix & l'élection étoit déferée à Joseph par le Testateur. Les sieurs Gayot & de la Valette prétendent au contraire que Joseph avoit la liberté d'élire telles personnes qu'il jugeoit à propos pour recueillir la substitution ; que son choix n'étoit point gêné , & qu'il n'y avoit personne dans tout l'Univers qu'il ne pût appeller à la substitution , pourvû qu'il le chargeât de porter les nom & armes de la Maison de Mascrary.

Voilà exactement à quoi se réduit toute la Cause. Les anciennes dispositions de la famille , les dispositions particulieres du Testateur , rapprochées des principes que les Loix nous tracent dans cette matiere , ne permettent pas de douter que la demande de M. le Président de Mascrary ne soit bien fondée.

La famille de Mascrary est originaire des Grisons. Depuis deux cens ans ceux qui l'ont composée n'ont été occupés que du soin d'en conserver les biens dans la ligne masculine.

FAIT.

Dès 1542, Jean-Antoine & Paul de Mascrary, freres, fondèrent une Chapelle dans l'Eglise de Sainte-Marie de Chavanes, ils se réservedrent la nomination du Chapelain pour eux & pour leurs héritiers mâles, à l'exclusion des femelles.

Paul II. qui vint s'établir en France , avoit quatre enfans mâles ; il fit de grands avantages à Paul III. son fils aîné ; & en cas qu'il vînt à décéder sans enfans mâles procréés en légitime mariage , il lui substitua Alexandre , François & Barthelemy ses freres , & où ils se trouveroient décédés , leurs enfans males légitimes qui se trouveroient vivans.

Paul III. eut sept enfans mâles & deux filles : par son testament du 9 Novembre 1670, il institua Barthelemy son fils aîné son héritier , & le chargea de substitution envers celui de ses enfans mâles qu'il voudroit choisir , sinon & où il ne feroit point d'élection envers son fils aîné , au défaut de l'aîné envers le second , & ainsi des autres , suivant toujours l'ordre ; & en cas que son héritier n'ait point d'enfans , il veut que la substitution aille au profit de Messieurs de Mascrary ses cousins germains, fils d'Alexandre son oncle , pourvû qu'il ne soit engagé dans aucun Ordre sacré , & de lui à l'aîné de ses enfans mâles , & en cas qu'il n'en ait point , à l'aîné de ses autres freres , & de lui à l'aîné de ses enfans mâles , & successivement aux autres freres & à leurs enfans mâles.

Quoique Barthelemy de Mascrary ait fait depuis un autre testament , il est important de remarquer dans celui-ci l'affection qu'il avoit pour la branche d'Alexandre son oncle ; il donne à la vérité la préférence à Joseph son frere , & même à la fille de Jo-

seph ; mais il préfère ses cousins germains à ses propres sœurs Marie & Louise de Mascrany mariées aux sieurs Gayot & de la Valette , & même à ses deux freres engagés dans l'état Ecclésiastique ; on reconnoît donc le même attachement pour ceux qui portoient ses nom & armes que ses ancêtres avoient fait paroître ; & si dans un seul objet il suspend l'effet de cet attachement en faveur de la fille son frere , il le fait éclater d'ailleurs d'une maniere bien plus sensible dans l'exclusion qu'il donne à ses propres freres & sœurs.

Dans la suite la situation de la famille de Barthelemy de Mascrany se trouva bien changée : il s'étoit marié depuis 1685 , & avoit une fille unique ; Joseph son frere avoit renoncé au mariage , en sorte que la famille de Mascrany ne pouvoit plus se maintenir que dans la descendance de ses cousins germains de *primogéniture*. Il étendit la substitution *aux enfans mâles de ses enfans mâles* , en excluant tous ceux qui seroient engagés dans les Ordres sacrés , & imposa la charge à tous les mâles *de porter ses armes sans aucune restriction ni modification , en la même forme & maniere qu'elles sont gravées sur le frontispice de l'Eglise de Saint-Laurent de la Ville de Lyon , & au-dedans d'icelle , sans y ajouter ni diminuer aucune chose , comme dit est , attendu que ses auteurs ont toujours porté les mêmes armes de tems immémorial.*

Barthelemy de Mascrany , fils aîné de Paul III. n'a pas témoigné moins d'affection pour son nom ; ce sont ses dispositions qui font naître la contestation ; ainsi il est important de les expliquer dans toute leur étendue. Il fit un premier testament en 1685 , il n'étoit point marié alors , sa famille étoit composée de trois freres qu'il avoit alors , dont deux étoient engagés dans l'état Ecclésiastique , & l'autre appelé Joseph pouvoit encore se marier ; il avoit outre cela six cousins germains , tous enfans d'Alexandre de Mascrany son oncle. Par ce premier testament il institue Joseph son frere son héritier , & le charge d'une substitution de 300000 liv. en faveur de l'aîné de ses enfans mâles , sinon au défaut du second , & ainsi de mâles en mâles ; & où il n'auroit point d'enfans mâles , en faveur de l'aînée de ses filles , à condition que l'aîné de cette fille portera les nom & armes de la famille de Mascrany.

C'est dans ce point de vue qu'il fit un second testament le 8 Février 1698. Quelqu'affection qu'il eût pour son nom , la Nature & la Loi parloient encore avec plus de force en faveur de sa fille , cela étoit juste ; aussi commence-t-il par instituer sa fille

son héritière universelle ; mais si sa fille vient à mourir avant que d'être mariée, ou qu'elle fasse profession en Religion, en ce cas il veut que tous ses biens appartiennent aux sieurs de Mascrary ses freres ; si sa fille se marie, & qu'elle ait des enfans mâles, *il substitue 400000 liv. à l'aîné, à la charge de porter le nom & les armes de lui Testateur.*

Si au contraire ses freres recueilloient tous ses biens par le décès de sa fille sans avoir été mariée, *il veut que François, Claude & Joseph Mascrary ses freres soient tenus de disposer des biens de son hérédité, jusqu'à la somme de 800000 liv. en faveur de telles personnes, au nombre de deux au plus, qu'ils voudront nommer par égales portions, pour en disposer par lesdites personnes en pleine propriété, à la charge & condition qu'elles porteront & leurs successeurs les nom & armes de la Maison de Mascrary.*

Enfin par ce Testament il donne à la Dame Gayot sa sœur, & à la Dame de la Valette son autre sœur, chacune, la somme de 2000 liv. une fois payée.

Le Testateur avoit cru par-là former une substitution solide dans sa famille : il remarqua sans doute dans la suite que sa disposition étoit imparfaite, en ce qu'il n'avoit appelé ses freres qu'au cas que sa fille vînt à mourir sans être mariée, & qu'il n'avoit point pourvu au cas dans lequel elle viendroit à mourir sans enfans après avoir été mariée ; c'est ce qui l'engagea à faire un codicille deux jours après, par lequel il ordonna que si sa fille mourroit sans enfans de légitime mariage, tous ses biens appartiendroient à François, Claude & Joseph ses freres, ou à ceux d'entr'eux qui se trouveroient lors vivans, *aux conditions de la disposition de 800000 liv. portée audit Testament, qu'il veut au surplus être exécuté selon sa forme & teneur.*

Ces Testament & Codicille ayant paru après la mort de Barthelemy de Mascrary, excitèrent de grandes plaintes de la part de Madame de Caumartin, ayeule maternelle de la Dame de Mascrary, qui étoit privée de l'éducation de sa petite-fille par le Testament. Madame de Caumartin fit aussi agir le Tuteur de la mineure pour demander la nullité de la substitution ; elle fut en effet déclarée nulle par une Sentence du Châtelet de 1699 ; mais sur l'appel François, Claude & Joseph de Mascrary ayant fait voir que le Testateur avoit eu droit de disposer de ses biens en faveur de sa famille pour en maintenir l'éclat, & qu'on ne devoit pas trouver extraordinaire l'amour qu'il avoit témoigné pour son agnation, & pour ceux qui portoient ses nom & armes, ils ob-

rinrent un Arrêt solennel en 1700, qui, en infirmant la Sentence du Châtelet au chef de la stipulation, ordonna qu'elle seroit exécutée.

La Demoiselle de Mascrany fut mariée dans la suite au Marquis de Gesvres; mais étant morte sans enfans en 1717, Joseph de Mascrany, qui étoit le seul de ses oncles qui lui eût survécu, se trouvoit seul appelé à la substitution. Il eut de nouveaux combats à essuyer avec Madame de Caumartin, qui, comme héritière mobilière de sa petite-fille, prétendit profiter de tous les remboursemens qu'elle avoit reçus au préjudice du substitué; mais par une Sentence des Requêtes du Palais de 1721, les droits de la substitution furent encore confirmés.

Pendant le cours de l'appel interjeté par Madame de Caumartin, elle est décédée; ses héritiers passèrent une transaction en 1724 avec les sieurs Gayot & de la Valette, comme fondés de procuration de Joseph de Mascrany leur beau-frère, par laquelle l'exécution de la Sentence de 1721 fut consentie par toutes les Parties.

Joseph est mort au mois d'Octobre 1735, âgé de plus de quatre-vingt-neuf ans; M. le Président de Mascrany a formé aussitôt sa demande en ouverture de substitution pour la somme de 800000 liv. les sieurs Gayot & de la Valette lui ont opposé un acte de 1722, par lequel ils s'étoient fait nommer & élire pour profiter de cette substitution, à la charge de porter les nom & armes de la Maison de Mascrany; M. le Président de Mascrany a soutenu au contraire que Joseph n'avoit pu élire que des personnes portant les nom & armes de Mascrany; & que, comme il n'y avoit plus que lui & ses enfans mâles qui eussent cet avantage, il étoit seul en état de profiter du fidéicomis.

Il s'agit donc de savoir au profit de qui la substitution doit être déclarée ouverte, ou au profit des personnes du nom & armes du Testateur, ou au profit des sieurs Gayot & de la Valette qui se sont fait nommer par Joseph.

MOYENS.

La clause du testament de Barthelemy, qui donne lieu à la contestation, peut être susceptible de deux sens différens, à n'en consulter que les termes seuls. Il veut que ses frères, lorsqu'ils auront recueilli ses biens après la mort de sa fille sans enfans, soient tenus de disposer des biens de son hérité, jusqu'à concurrence de 800000 liv. en faveur de telles personnes qu'ils voudront nommer, à la charge & condition qu'elles porteront les nom & armes de la Maison de Mascrany.



Le Testateur a-t-il voulu dire que ses freres nommeroient telles personnes qu'ils voudroient, à condition cependant que ces personnes seroient du nom & armes, ou porteroient les nom & armes de Mascrary? Ou au contraire, a-t-il voulu dire qu'ils nommeroient indifféremment toutes sortes de personnes, en imposant à ceux qui seroient nommés l'obligation de porter les nom & armes? Ces termes, *à la charge & condition qu'elles porteront*, sont-ils mis dans la clause pour restreindre la liberté du choix & de la nomination, ou pour assujettir les personnes qui seront nommées à changer de nom & armes? En un mot, est-ce une charge imposée à ceux à qui on donne droit de nommer, ou à ceux qui seront nommés?

On le répète, à ne consulter que les termes seuls, la clause est également susceptible des deux sens opposés. On peut fort bien dire dans un Testament : *Je donne à mes freres le droit de nommer deux personnes pour recueillir mon fidéicommis, mais à la charge & condition qu'ils ne nommeront pas toutes personnes indifféremment ; & qu'ils nommeront des personnes qui porteront les nom & armes de ma Maison.* Et si cela se peut dire ainsi d'une maniere plus expliquée & plus étendue, on peut dire aussi d'une maniere plus abrégée & plus laconique : *je donne à mes freres le droit de nommer deux personnes pour recueillir mon fidéicommis, à la charge & condition qu'elles porteront les nom & armes de ma Maison.*

La clause rédigée de la dernière maniere a précisément le même sens que dans la première, elle est moins développée, mais elle a la même force, c'est toujours une restriction opposée à la liberté de choisir & de nommer, c'est une clause qui retranche la liberté indéfinie, pour ne donner l'élection qu'entre un certain nombre de personnes & entre des personnes d'une certaine qualité. Or c'est précisément celle dont s'est servi Barthelemy de Mascrary dans son Testament ; il veut que ses freres soient tenus de disposer des biens de son hérité jusqu'à 800000 liv. *en faveur de telles personnes qu'ils voudront nommer, à la charge & condition qu'elles porteront, &c.* c'est-à-dire, à la charge & condition qu'ils ne nommeront pas toutes sortes de personnes indifféremment, mais qu'ils nommeront des personnes qui porteront les nom & armes de la Maison de Mascrary.

Il ne faut pas être étonné de trouver ainsi dans les actes des clauses & des dispositions qui ne sont pas mises dans tout le jour que l'on pourroit leur donner, celui qui écrit & qui est plein de la pensée qu'il veut tracer sur le papier, se la présente à lui-même

Raison d'interpréter pas l'intention du Testateur les clauses équivoques.

en peu de mots , il l'entend & la conçoit par ce peu de mots , & ne doute pas que les autres ne l'entendent & ne la conçoivent de même , il ne cherche pas à l'étendre & à la développer davantage , parce qu'il n'imagine pas même que les autres puissent l'entendre autrement que lui ; il est donc juste dans la lecture & dans l'explication des actes d'entrer dans le même esprit , & de développer par l'intention manifeste du Testateur , ce qu'il a présenté d'une manière plus serrée & plus concise.

On ne disconvient pas que la clause ne puisse être susceptible aussi d'un sens différent , & que la lettre ne puisse la présenter sous cette idée , que les freres seront tenus de nommer telles personnes qu'ils voudront pour recueillir les 800000 liv. à la charge que ces personnes , pour profiter de la vocation , seront tenues de porter les nom & armes de Mascrary. Ce n'est pas que dans ce sens même la volonté du Testateur fût bien exprimée ; car s'il avoit voulu faire adopter son nom & ses armes par des Etrangers , il auroit fallu dire que ces personnes seront tenues de quitter les nom & armes de leur famille , & de prendre les nom & armes de Mascrary ; il auroit fallu même , si on suppose cet amour du nom & armes , obliger les personnes nommées à prendre les nom & armes de la Maison de Mascrary , sans mélange , sans restriction , sans modification , sans y rien ajouter ni diminuer , comme avoit fait Paul III. de Mascrary dans son Testament du 9 Novembre 1670. Le Testateur , qui ne pensoit point à des Etrangers , n'a eu garde d'employer toutes ces expressions.

Enfin la clause peut cependant être regardée comme susceptible de ce sens qu'invoquent les sieurs Gayot & de la Valette ; ce n'est pas ce que M. de Mascrary a intérêt de contester , il lui suffit que la même clause soit aussi susceptible du sens qu'il y trouve & qu'il a expliqué. Sans faire aucune violence aux termes du Testament , la clause peut également s'entendre de la charge & condition de nommer des personnes qui porteront *actuellement* les nom & armes de Mascrary , ou de nommer des personnes qui seront tenues de porter *dans la suite* les mêmes nom & armes.

Quand une clause est susceptible de deux sens , dont l'un est absurde , il faut se déterminer en fa-

Mais , si cela est ainsi , il est bien facile de se déterminer dans la question qui se présente ; car quand une clause est susceptible de deux sens différens , il est de principe qu'il faut rejeter celui des deux sens qui est absurde , ou qui rendroit la disposition nulle & caduque , pour se livrer à celui qui est juste & raisonnable en lui-même , & qui établit une disposition conforme aux Loix ; c'est ce

que tous les Docteurs nous enseignent ; ils veulent que l'on entende les actes dans le sens qui en procure l'exécution , & non dans celui qui les anéantit : *Magis ut actus valeat , quàm ut pereat*. Or le sens que les sieurs Gayot & de la Valette donnent au Testament , en feroit une disposition absurde , illusoire & même nulle.

1°. La disposition seroit absurde & illusoire. Je veux, dit le Testateur , que François, Claude & Joseph de Mascrary soient tenus de disposer de mon hérité jusqu'à la somme de 800000 liv. en faveur , &c. Voilà , de l'aveu des sieurs Gayot & de la Valette , une substitution dont les freres du Testateur sont grevés , c'est une charge que le Testateur leur impose de restituer huit cens mille livres à certaines personnes ; ils ne peuvent pas secouer le joug de cette charge , ni convertir leur vocation grevée en une vocation libre : cependant s'ils ont droit de nommer deux personnes indistinctement pour recueillir la substitution , s'ils ne sont point grevés dans ce choix , s'ils ne sont point astreints à élire des personnes portant les nom & armes de Mascrary , la substitution est une chimere. En effet , les freres du Testateur , pour se procurer une propriété libre , sont les maîtres de ne point faire de nomination , & alors personne n'aura droit de réclamer le fideïcommis. Il est de principe que , quand l'élection est donnée entre un nombre déterminé de personnes , si le choix n'est point fait , tous les éligibles sont substitués. Ainsi celui qui a le choix ne se procure aucun avantage en ne nommant point ; au contraire il laisse à un plus grand nombre de personnes le droit de demander l'ouverture de la substitution , & se prive du pouvoir que le Testament lui donne de faire plaisir , de faire grace à l'un au préjudice des autres ; mais quand le choix n'est point déterminé entre un certain nombre de personnes , quand tout l'Univers est éligible , qui est-ce qui réclamera le fideïcommis faute de choix & d'élection ? Il n'y aura personne au monde qui puisse dire que la substitution le regarde , & par conséquent malgré la charge imposée aux héritiers institués , ils posséderont tous les biens librement.

Il ne faut pas dire qu'on ne doit pas présumer que les héritiers se portent à ne point nommer , pour se procurer une propriété libre contre la volonté du Testateur ; car , outre que cette présomption n'est que trop naturelle , principalement quand l'héritier institué voit qu'il ne fait tort à personne en particulier en ne nommant pas , c'est qu'il seroit même très-facile que

veur de l'autre sens.

Disposition nulle , quand elle n'est pas assez déterminée à certaines personnes.

Cas où tous les éligibles sont substitués.

l'héritier institué, quoique dans la ferme résolution de nommer, se trouvât cependant dans l'impossibilité de faire l'acte. Tous les jours un homme dans la plus ferme santé, & qui croit avoir longtems pour déterminer ce choix, est surpris ou par la mort ou par un accident imprévu qui lui ôte l'usage de ses sens, il ne peut nommer, & par-là la substitution se trouvera caduque, la volonté du Testateur se trouvera sans effet. De telles idées répugnent à la raison, on ne pensera jamais qu'un Testateur qui fait une substitution de 800000 livres, l'abandonne au hazard des événemens, & encore moins à la volonté de son héritier, qui peut être si facilement tenté de se procurer une liberté sans bornes.

Testateur veut  
gratifier dé-  
terminément  
certaines per-  
sonnes.

2°. N'est-il pas absurde de supposer qu'un Magistrat qui possède de grands biens, forme dans son Testament une substitution de 800000 liv. & qu'il ne sache pas même non-seulement quel individu, mais encore quel genre de personne il en veut gratifier. Je veux faire une substitution magnifique, mais au profit de qui? Je n'en fais rien, au profit de qui mon héritier voudra. Voilà l'idée la plus extravagante que l'on puisse imaginer, l'héritier nommera ou ne nommera pas; il nommera des personnes d'un rang distingué, ou des gens de la lie du peuple, il nommera un parent ou un inconnu, un François ou un Etranger. N'importe, c'est à cet individu, quel qu'il soit, que je laisse 800000 liv. Est-ce donc là un sens que l'on puisse adapter à la lecture d'une clause qui en présente un autre si juste & si naturel, comme on le dira dans la suite?

Disposition  
remise à la  
volonté d'un  
Tiers est ra-  
dicalement  
nulle.

3°. Il est constant dans les principes de Droit que les dispositions d'un Testament doivent être réglées par la volonté du Testateur, & n'être point renvoyées à la volonté d'un Tiers; il ne faudroit pour cela que consulter la définition même du Testament que nous donnent les Loix: *Voluntatis nostræ jussu sententia de eo quod quis post mortem suam fieri velit*. Il faut donc que ce soit la volonté propre du Testateur qui donne des Loix après lui, *voluntatis nostræ*. S'il ne choisit pas lui-même ses héritiers, ses Légataires, ses Substitués, ce n'est plus son Testament, ce n'est qu'une procuration qu'il donne à un autre pour le faire; & comme toute procuration finit par la mort du Mandant, il est évident qu'elle ne peut donner à un autre le droit de disposer des biens d'un homme après son décès. De-là cette maxime générale, que toute disposition laissée à la volonté libre & indéfinie d'un tiers, est radicalement nulle.

Décès du  
Mandant an-  
nule le man-  
dat.

C'est

C'est la disposition de la Loi 32, au digeste de *heredibus instit.* *Illainstitutio, quos Titius voluerit, ideo vitiosa est quòd alieno arbitrio permessa est, non satis constanter Veteres decreverunt testamentorum jura ipsa per se firma esse oportere, non ex alieno arbitrio pendere.* Il faut donc que le Testament, ou, ce qui est la même chose, il faut que la volonté du Testateur soit déterminée & assurée par elle-même; il faut qu'elle ait un objet certain que le Testateur veuille gratifier, il ne faut pas qu'il laisse à un autre le droit & la liberté de gratifier qui il voudra.

Il est vrai qu'un Testateur peut laisser quelque chose au choix d'un tiers, mais il faut que la volonté propre du Testateur commence par influencer sur ce choix même, & pour cela il faut qu'il marque un certain nombre, un nombre déterminé de personnes, entre lesquelles seules le choix puisse se faire; & c'est ce que l'usage de tous les tems nous explique. On peut instituer Pierre héritier, & le charger de rendre à celui de ses enfans qu'il voudra. De même on peut instituer pour héritier celui de ses propres enfans que la femme du Testateur voudra nommer pour en profiter. En un mot on peut déférer le choix à un tiers; mais entre un certain nombre de personnes que le Testateur indique lui-même, comme entre les enfans, les esclaves d'un tel, entre ses parens, entre les mâles d'une certaine famille, entre ceux qui en portent les nom & armes. La raison est que dans ce cas le Testateur commence par les gratifier tous, & qu'il donne seulement à un tiers le droit de fixer le profit de la disposition sur la tête d'un seul. Cela est si vrai que si le tiers ne nomme point & ne choisit point, tous ceux entre lesquels l'élection étoit déferée, ont droit de profiter de la disposition & de la partager entr'eux. En un mot tous les éligibles sont appelés par la propre volonté du Testateur, & ce qui dépend d'un tiers n'est qu'une simple préférence des uns sur les autres.

Tous les éligibles profitent des dispositions déferées à l'élection d'un tiers lorsqu'il meurt sans élire.

Mais il en est tout autrement, quand le Testateur donne à un tiers le droit de lui choisir un héritier, sans l'astreindre à choisir entre un certain nombre de personnes, quand l'élection peut tomber indifféremment sur tous les individus qui composent la nature humaine. Il est évident que le Testateur n'a plus aucune part au choix, que ce n'est plus sa volonté qui lui donne un héritier, & que par conséquent son Testament ne porte plus ce caractère essentiel duquel toute sa force dépend: *volumatis nostræ iusta sententia.*

Cependant, si l'on en croit les sieurs Gayot & de la Valette,

voilà ce que Barthelemy de Mascrany a fait par son Testament : il a appelé ses freres après sa fille, & les a chargés expressément de substitution jusqu'à 800000 liv. mais il leur a laissé la liberté indéfinie de faire tomber ces 800000 liv. à qui ils jugeroient à propos, sans leur indiquer un certain nombre de personnes, sans borner & gêner leur choix en l'appliquant à des personnes d'un certain état & d'un certain caractère ; si cela étoit, la disposition seroit absurde & illusoire. Il n'est donc pas possible d'entendre la clause du Testament dans un sens qui seroit injure à la mémoire du Testateur, & qui détruiroit son Testament même.

Au contraire, la clause du Testament entendue, comme le propose M. le Président de Mascrany, d'un choix accordé aux freres du Testateur entre ceux qui porteront les nom & armes de sa famille, est une disposition juste, raisonnable & conforme à la disposition des Loix.

Ceux qui font des substitutions ont en vue leur famille.

Intention du Testateur prise dans les affections ordinaires de l'homme.

1°. Il est naturel de concevoir que celui qui fait une substitution travaille pour conserver ses biens dans sa famille, & pour soutenir son nom. Ainsi, autant qu'il seroit absurde d'imaginer que le Testateur a laissé 800000 liv. pour des Etrangers, & à plus forte raison pour des inconnus, autant il est naturel de penser qu'il a eu en vue des personnes de son nom & de son sang. La substitution est une charge qu'il impose à ses propres freres : mais en faveur de qui a-t-il pu les grever, si ce n'est en faveur des autres parens qu'il avoit dans un ordre plus éloigné ? Son oncle Alexandre de Mascrany avoit laissé six enfans mâles qui lui étoient également chers ; mais la substitution partagée entre tant de têtes seroit trop affoiblie, il falloit la borner à un ou deux au plus ; mais comme avant qu'elle parvînt à eux, il falloit qu'elle passât sur la tête de sa fille & de ses freres, & qu'alors ses six cousins germains pourroient être réduits à un moindre nombre, que tous même pourroient être morts ayant laissé plusieurs enfans ; il a cru qu'au lieu de choisir lui-même, il convenoit mieux de laisser le choix à ses freres, qui connoïtroient l'état de la famille, lorsque la substitution seroit prête à s'ouvrir, & qui seroient plus en état de faire une application juste de la substitution. Ces vues sont toutes dictées par la nature & par les lumières de la raison.

Intention du Testateur prise dans les

2°. Ce goût, cette affection pour les personnes du nom & des armes, étoit héréditaire dans la famille depuis long-tems ; on a vu que toutes les dispositions qui y ont été faites ont toujours

regardé les mâles de la Maison ; la fondation de la Chapelle de sainte Marie par Paul I. en 1542 ; le Testament de Paul II. en 1625 ; celui de Paul III en 1670 ; tous ces actes ne respirent que l'amour du nom & des armes, tout y est stipulé en faveur des mâles de la famille, fondations, substitutions, tout est en leur faveur. Barthélemi lui-même, dans son premier testament de 1685, fait une substitution de 300000 liv. en faveur de ses cousins-germains, enfans d'Alexandre son oncle, au préjudice de ses propres sœurs les Dame Gayot & de la Valette. Penfèra-t-on que dans son testament de 1698, il n'ait plus été animé de cet esprit de la famille, qu'il ait renoncé à ses propres sentimens, & qu'en augmentant sa substitution jusqu'à 800000 liv. il ait consenti qu'elle passât en des mains étrangères, & à des inconnus, pour lesquels il ne pouvoit pas avoir la moindre affection ?

idées de ses  
prédécesseurs.

Les freres du Testateur en ont pensé bien différemment tant qu'ils n'ont point été obsédés par les sieurs Gayot & de la Valette. Quand le testament a été attaqué par le Tuteur de la Demoiselle de Mascrary, ils ne l'ont soutenu que par la faveur qui accompagnoit ses dispositions comme dictées par l'amour du nom & de la famille. *La famille de Mascrary, disoient-ils dans un Mémoire imprimé, est noble & ancienne, originaire du Pays de Droit écrit, le Testateur y est né lui-même ; on sait que les familles de ce Pays-là, & celle de Mascrary en particulier, ont toujours une attention formelle à conserver leur bien dans leur agnation, & l'on a toujours eu dans la famille un soin particulier de faire des substitutions dans les différentes branches. Le testament du Testateur de 1685 prouve quelle a pu être son intention dans le dernier ; sa tendresse pour sa fille y a d'abord paru, mais ensuite son amour pour son nom à l'exemple de ses ancêtres.*

Intention du  
Testateur déjà  
interprétée  
par ceux qui  
y avoient in-  
térêt.

Rien n'est plus décisif que cet aveu des sieurs de Mascrary ; ils étalent d'abord les dispositions de la famille pour faire connoître le goût dominant qui y a toujours régné en faveur des mâles du nom & armes ; toutes les vues sont pour l'agnation, pour substituer les biens dans les différentes branches ; ils vont plus loin, ils consultent en particulier la volonté du Testateur, & veulent qu'on en juge par son premier testament de 1685 ; ce testament, disent-ils, prouve quelle a pu être son intention dans le dernier. Consultons donc avec eux ce testament de 1685, nous verrons qu'il y a chargé ses freres d'une substitution en faveur de ses cousins-germains, enfans d'Alexandre son oncle. Il donne d'abord la

Intention du  
Testateur ex-  
pliquée par  
un premier  
Testament.

préférence à les freres , comme cela étoit juste ; mais après eux , à qui veut-il transmettre ses biens ? C'est aux seuls mâles de sa famille , à ceux qui en portent les nom & armes. Voilà l'ordre de son affection bien établi , puisque c'est ce Testament qui doit développer l'intention qu'il a eue dans le Testament de 1698 ; il faut donc y reconnoître le même ordre de vocation , & c'est ce que l'on y trouve aussi. D'abord il institue la fille qui lui étoit née depuis 1685 ; il lui substitue ses freres François , Claude & Joseph de Mascrary : enfin il leur substitue à eux-mêmes deux personnes qu'ils nommeront , mais des personnes qui porteront les nom & armes de la Maison de Mascrary. Qu'a-t-il entendu par-là , si ce n'est ces mêmes cousins germains qu'il avoit appelés en 1685 , ou leurs enfans mâles ? Voilà ce que le penchant pour *l'agnation* lui a dicté ; voilà comment il a suivi l'exemple de ses ancêtres , en substituant *de branches en branches* ; enfin voilà comment l'intention qu'il avoit en 1685 s'est conservée & manifestée dans celui de 1698. Ce sont les sieurs de Mascrary qui nous ont tracé la route que nous suivons ; voilà comment ils ont entendu & expliqué eux-mêmes le Testament de 1698 , dans un tems où leurs idées n'avoient point encore été altérées par les sieurs Gayot & de la Valette : la Justice rejettera-t-elle une interprétation que les sieurs de Mascrary & Joseph lui-même nous ont donnée dans un tems non suspect ?

3°. La disposition qui donne le choix entre des personnes du nom & armes , n'a rien que les Loix aient jamais condamné ; elles proscrivent ces dispositions vagues & indéterminées qui donnent pour héritiers à un homme tous ceux qu'un tiers voudra nommer , mais elles autorisent le choix donné entre un certain nombre de personnes que le Testateur a déclaré lui être également cheres. Barthelemy de Mascrary a donc pu substituer à ses freres ceux qu'ils choisiroient entre les personnes qui porteroient les nom & armes. Cette disposition dictée par la nature , inspirée par la droite raison , se trouve d'ailleurs consacrée par les principes.

Après ce parallele des deux interprétations données à la clause , il n'y a personne au monde qui ne soit soulevé contre celle des sieurs Gayot & de la Valette , & qui ne se rende à celle de M. de Mascrary ; l'absurdité , l'illusion , la nullité dans l'une : l'ordre naturel , la justice , la droite raison & la regle dans l'autre. Voilà la seule balance que la contestation puisse offrir ; le premier coup-d'œil détermine d'abord le côté qui doit l'emporter.

Il faudroit , pour céder aux sieurs Gayot & de la Valette , que la



clause ne fût pas même susceptible de la vocation des personnes de la famille qui en porteroient les nom & armes ; il faudroit aller jusqu'à dire qu'il est absolument impossible d'attacher aux termes du Testament ce sens & cette interprétation ; mais on croit avoir établi que sans faire aucune violence aux termes du Testament , ce sens y est naturellement renfermé. Je charge mes freres de restituer les biens de mon hérité jusqu'à 800000 liv. à deux personnes au plus , à la charge qu'elles porteront les nom & armes de ma famille. Il est évident que cela s'entend parfaitement , en regardant cette charge comme imposée à la nomination , & non aux personnes nommées. Vous nommerez deux personnes au plus , mais à la charge que celles que vous nommerez seront des personnes qui porteront mon nom & mes armes. Ce sens est-il donc forcé ? Est-il étranger aux termes du Testament ? Ne peut-il se concilier avec la clause telle qu'elle est rédigée ? C'est ce qu'on ne croit pas qu'il soit possible de soutenir ; cependant , dès que la clause sera seulement susceptible de cette interprétation , elle devient nécessaire , puisque sans elle le Testament n'est plus qu'un tissu d'absurdités.

Barthelemy de Mascrary n'avoit pas tant d'attachement pour son agnation que l'on veut le faire entendre , disent les sieurs Gayot & de la Valette ; par le Testament de 1685 , il avoit institué Joseph son frere son héritier , & l'avoit chargé d'une substitution de 300000 liv. d'abord en faveur de ses mâles , & ensuite en faveur de ses filles ; & ce n'étoit qu'au défaut d'enfans en général , qu'il appelloit ses cousins germains , enfans d'Alexandre de Mascrary son oncle : ainsi les filles de son frere passaient avant l'agnation , passaient avant ses cousins germains.

*Réponse aux  
Objections.*

Cette réflexion ne change rien au système de M. le Président de Mascrary , & ne détruit point cet amour pour le nom de Mascrary qui regne dans tous les actes de la famille , & en particulier dans les testamens de Barthelemy. 1°. Dans le testament de 1685 , il institue Joseph son héritier , à l'exclusion tant de François & de Claude ses autres freres , parce qu'ils étoient engagés dans l'état ecclésiastique , que des Dames Gayot & de la Valette ses sœurs , parce qu'elles ne pouvoient transmettre les nom & armes de Mascrary. Joseph est préféré à tous , parce qu'il pouvoit se marier & avoir des enfans mâles. 2°. Joseph est chargé d'une substitution de 300000 liv. en faveur de ses enfans mâles graduellement. Voilà encore une preuve de l'attachement qu'il avoit pour l'agnation. 3°. Il est vrai qu'au défaut des enfans mâles de Joseph ,

les filles de Joseph sont appellées ; mais le seul motif qui ait pu engager Barthelemy à faire cette disposition , est qu'il a cru sans doute qu'il seroit trop dur à Joseph , après avoir joui de l'institution , de la voir passer à des cousins , au préjudice de ses propres filles ; les biens alors devoient être dans la branche de Joseph ; il n'a pas voulu lui donner le chagrin de les en voir sortir pour passer dans une autre branche ; mais si en cela il a donné quelque préférence à des filles sur l'agnation , ce n'est pas qu'elle lui fût extrêmement chere : deux circonstances le font connoître.

La premiere est que s'il conserve la substitution aux filles de Joseph , c'est à condition que l'aîné de leurs enfans portera les nom & armes du Testateur ; ainsi il substitue du moins une agnation fictive à la véritable agnation. La seconde est qu'il n'étend pas cette fiction aux autres filles de sa propre branche. Barthelemy avoit deux sœurs , les Dames Gayot & de la Valette ; mais comme elles ne devoient pas avoir les mêmes droits sur ses biens après que Joseph les auroit recueillis , que les filles mêmes de Joseph , le Testateur , au défaut des enfans de Joseph , appelle ses cousins germains , par préférence à ses propres sœurs , & même par préférence à ses freres Ecclésiastiques. On voit donc que son objet principal étoit l'agnation , & que s'il suspendoit les avantages qu'il lui vouloit faire en faveur des filles de Joseph , ce n'est que parce qu'il croyoit qu'elles avoient un droit acquis sur ses biens , après que Joseph en seroit entré en possession : mais cela ne détruit pas ses sentimens pour l'agnation ; & s'ils paroissent souffrir quelque interruption dans un seul cas , dans tous les autres ils conservent toute leur force & toute leur étendue.

Aussi leur voit-on reprendre leur empire dans le Testament de 1698. Le Testateur avoit une fille unique , il l'institue son héritiere ; les droits de la nature doivent l'emporter sur ceux de l'agnation ; mais au défaut de sa fille , qui appelle-t-il ? Ses trois freres , sans faire aucune mention de ses deux sœurs ; ce n'est donc que l'agnation qui le détermine. Au défaut de ses freres , il ne considere point encore ses sœurs dans la substitution des huit cens mille livres , c'est au profit de deux personnes au plus , qui porteront les nom & armes de la famille de Mascrany , qu'il forme cette substitution : on voit donc que c'est toujours pour l'agnation qu'il travaille & qu'il dispose. Aussi n'est-ce que sur ce principe que ses freres ont soutenu le Testament de 1698 , contre le Tuteur de leur niece , & ensuite contre le sieur de Cau-

martin. Il ne faut donc pas exciter des doutes sur une vérité si sensible.

Une seconde objection proposée par les sieurs Gayot & de la Valette, consiste à dire que la substitution des 800000 livres n'est point en faveur de l'agnation ; que les freres du Testateur avoient une liberté indéfinie de choisir ; que comme ils pouvoient élire des étrangers , ils étoient seulement tenus de les charger de porter les nom & armes de Mascrary , & que le Testateur avoit si peu eu en vue alors ses cousins germains ou leurs enfans mâles, qu'il veut que ceux qui seront nommés & leurs successeurs portent les nom & armes de la Maison de Mascrary. Ces termes , & *ses successeurs* , marquent que le Testateur ne pensoit pas aux mâles de sa Maison, puisque si cela avoit été , les successeurs devoient porter de droit les nom & armes de la Maison , & qu'il étoit inutile de les en charger.

On ne répétera rien de ce que l'on a déjà dit pour prouver que la clause ne peut s'entendre que des mâles portant les nom & armes de la Maison , & que c'est entr'eux seuls que le choix & élection est déferé aux freres du Testateur. Il ne reste à répondre qu'à la difficulté que l'on forme sur ces termes , & *leurs successeurs* ; mais elle ne présente rien de solide. 1°. Que l'on consulte le Testament de Paul III. de 1670 , on verra qu'il institue Barthelemy son fils son héritier , qu'il le charge de substitution en faveur de ses enfans mâles , & ainsi de mâles en mâles , & que cependant il les charge de porter ses armes ; la vocation des mâles n'est donc pas incompatible avec cette charge , & l'usage de la famille est de les faire marcher d'un pas égal. 2°. Ce qui est de droit peut être exprimé , sans que l'on puisse s'en faire un moyen contre la disposition ; cela est surabondant , mais cela ne peut faire aucun préjudice. 3°. Le Testateur pouvoit même avoir deux motifs singuliers dans l'obligation qu'il impose aux successeurs des mâles de sa Maison de porter son nom & ses armes. Le premier étoit d'empêcher que , sous prétexte de quelque alliance , ils ne quittassent ses nom & armes pour en adopter d'autres , comme cela arrive souvent. Il a donc voulu que , pour profiter de 800000 livres , ils conservassent ses nom & armes. Le second a été qu'ils portassent les armes de la Maison de la même maniere qu'elles sont expliquées dans le Testament de Paul III. de 1670. Pour entendre cette délicatesse , il faut observer qu'outre les armes anciennes des Sieurs de Mascrary ,

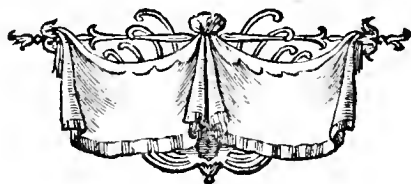
les Souverains sous la domination desquels ils vivoient avant que de s'établir en France, leur avoient donné des marques d'honneur pour y ajouter, & que depuis l'établissement de cette famille en France, les uns s'étoient contentés des armes anciennes, & les autres avoient été jaloux d'y joindre les marques de distinction dont la famille avoit été décorée. Ce fut ce qui engagea Paul-III. dans le Testament de 1670, à ordonner que les enfans mâles de ses enfans mâles & leurs descendans mâles seroient tenus de porter ses armes, sans aucune restriction ni modification, telles qu'elles étoient gravées sur le frontispice de l'Eglise de Saint Laurent de Lyon. C'est dans le même esprit que Barthelemy est entré par son Testament de 1698. Il a voulu que les 800000 liv. substituées passassent à un ou deux mâles de sa Maison, qui porteroient, eux, leurs successeurs, ce que l'on appelle les armes de la Maison, c'est-à-dire, les armes accompagnées des marques d'honneur concédées par les Souverains qui ont voulu la décorer. Il ne faut donc pas retorquer contre les mâles de la famille ce qui n'a été mis dans le Testament que pour conserver les distinctions qui leur sont propres.

Enfin les sieurs Gayot & de la Valette qui supposent que Joseph avoit une liberté indéfinie de nommer qui il voudroit pour profiter des 800000 livres, & qui savent en même tems que si la disposition étoit telle, elle seroit radicalement nulle, se retranchent à dire qu'il leur est indifférent que la substitution puisse ou ne puisse pas subsister, parce que si elle est nulle, les biens leur doivent appartenir comme neveux & héritiers de droit de Joseph de Mascrany; que si elle est valable dans la liberté indéfinie qu'elle accorde à Joseph, ils ont été nommés & sont toujours en état de recueillir les biens.

Mais ce raisonnement ne sert qu'à découvrir le foible de la défense des sieurs Gayot & de la Valette. Ils ne peuvent pas se refuser à l'évidence du principe qui rejette une disposition testamentaire laissée indéfiniment au choix & à la volonté d'un tiers. Ils sentent donc que leur nomination, qui n'est fondée que sur ce pouvoir indéfini que l'on suppose dans le Testament, ne peut pas se soutenir. Que font-ils? Ils consentent la nullité de la substitution pour recueillir les biens en qualité d'héritiers *ab intestat*: mais peuvent-ils être écoutés dans un pareil système? Sont-ils recevables, eux qui sont nommés par Joseph, eux qui se sont présentés à ce titre, de combattre la substitution

tution & la clause du Testament qui la renferment ? Sont-ils recevables à abandonner le Testament qui est le titre de Joseph , ce Testament qui malgré tant d'orages qui se sont élevés contre lui , a été confirmé dans tous les tems ? Non sans doute , il faut que la substitution ait tout son effet ; il faut que les biens soient transmis suivant l'ordre indiqué par le Testateur ; il faut donc retrancher leur qualité d'héritiers *ab intestat*. Mais si le Testament doit être exécuté , si les biens doivent être déferés à titre de substitution , alors il faut nécessairement entendre la clause qui la contient dans le sens le plus naturel , le plus juste , le plus conforme à la Loi & aux principes : ou plutôt entre deux sens dont elle peut être susceptible , l'un illusoire , absurde , réprouvé par les Loix ; l'autre juste , favorable & conforme aux grandes règles : il n'y a pas de difficulté à se déterminer en faveur du dernier.

Il ne faut donc pas détruire une substitution qui se soutient parfaitement par elle-même quand on l'entend dans un sens légitime , pour la traiter d'absurde , & sous ce prétexte enlever les biens à titre d'héritier *ab intestat* ; c'est le dernier retranchement des sieurs Gayot & de la Valette ; mais la nécessité où ils sont de se réduire à ce parti , suffit pour faire connoître qu'ils sentent eux mêmes que leur prétention ne peut se soutenir.



## CV. CAUSE AU CHASTELET.

POUR M<sup>e</sup> Jacques Cadot , Prêtre , Curé de la  
Magdeleine de la Ville-l'Evêque.

*CONTRE M<sup>e</sup> Antoine de la Cotte , Prêtre , préten-  
dant à la même Cure.*

## Q U E S T I O N.

*Dévolut sur une Cure de Ville , fondé sur ce que  
les Lettres de Gradué sont postérieures  
à la prise de possession.*

**T** O U S les caracteres qui accompagnent le dévolut du sieur de la Cotte annoncent qu'une entreprise si téméraire ne peut tourner qu'à la confusion de celui qui l'a formée.

Un Prêtre que le Curé de la Ville-l'Evêque employoit dans sa Paroisse , & à qui il avoit confié plusieurs emplois , dont il retiroit une rétribution honnête , s'élève contre son propre Curé , & veut usurper sur lui un titre dont il ne s'étoit servi que pour le combler de ses bienfaits ; c'est une ingratitude qui révolte toutes les personnes capables de quelque sentiment d'honneur , & qui excite une juste indignation dans l'esprit de tous les Habitans de cette Paroisse , Témoins des bontés du Curé & de la perfidie de cet Ecclesiastique.

Au fond toutes les démarches du sieur de la Cotte sont marquées au coin de l'aveuglement & de l'ignorance. Avec des titres défectueux , il attaque un Curé qui , par ses études dans l'Université de Paris , avoit acquis la capacité qu'exigent les Loix du Royaume , & qui n'avoit qu'un pas à faire pour ajouter l'expédition de son degré au travail qui l'en avoit rendu digne auparavant. Le Dévolutaire ne reconnoît , ne suit aucune des regles que les Ordonnances imposent à ceux qui se présentent avec de pareils titres.

Toutes les Loix se réunissoient contre lui , & annonçoient sa condamnation.

Dans cet état il a cru échapper à leur juste sévérité, par une métamorphose toute nouvelle; il a cru pouvoir abdiquer la qualité de Dévolutaire, pour se présenter sous le titre de simple Pourvû par mort, & par-là calmer l'indignation publique, rendre les Loix impuissantes, & se frayer une route à l'usurpation dans laquelle il fût à l'abri des traits qui fendoient sur lui de toutes parts.

Mais en voulant éviter un écueil, il est tombé dans un autre qui ne lui fera pas moins funeste; car s'il renonce à son dévolut, il n'a plus de titre; il est sans qualité, sans action pour censurer le Possesseur paisible qu'il attaque; il obtient le Bénéfice d'un homme vivant, & par cette seule circonstance, sans devenir moins odieux, il est absolument non-recevable.

C'est ce que l'on se propose d'établir sur des principes invariables, de la conservation desquels dépend l'honneur, la pureté de la Discipline, la tranquillité des Ministres de l'Eglise, & le respect qui est dû au caractère dont ils sont revêtus.

La Cure de la Magdeleine de la Ville-l'Evêque étoit possédée depuis plusieurs années par M<sup>e</sup> Martin Hutrel; ses infirmités ne lui permettant plus de remplir les fonctions de son ministère, il jeta les yeux sur M<sup>e</sup> Jacques Bigant, qui depuis trente-cinq ans avoit rempli les fonctions de Vicaire de cette Paroisse, à la satisfaction de ses Supérieurs & des peuples confiés à ses soins. Il lui résigna la Cure de la Ville-l'Evêque par acte du 27 Janvier 1731, sous la réserve de 2500 liv. de pension; le sieur Bigant obtint des Provisions sur cette résignation le 10 Février suivant, & prit possession le 26 Avril de la même année.

Il ne fut pas long tems à s'appercevoir que ses forces épuisées par un long travail étoient prêtes à succomber, & qu'il alloit bientôt finir sa carrière; les mouvemens de sa conscience & les sentimens de son cœur le déterminèrent également à résigner sa Cure à M<sup>e</sup> Jacques Cadot son neveu. Le sieur Cadot élevé dès sa plus tendre enfance dans la Paroisse de la Ville-l'Evêque, s'étoit consacré de bonne heure à l'Etat Ecclesiastique, & depuis qu'il y avoit été admis, il n'avoit pas cessé de travailler sous les yeux du sieur Hutrel & du sieur Bigant son oncle. Pendant douze années entières il avoit été chargé du soin de faire les Catéchismes dans cette Paroisse, il étoit connu, aimé de tous les peuples, dont une grande partie avoit appris de lui les principes de la Religion; il y avoit lieu d'espérer qu'en devenant leur Pasteur, la Providence consomméroit l'ouvrage

FAIT.

Dispositions à  
devenir Curé  
p'une Paroisse.

qu'elle avoit commencé par son ministère, & que connoissant ses ouailles & en étant connu, Dieu répandroit plus de bénédictions sur son travail.

La résignation lui fut faite le 25 Février 1732, à la charge de 2500 liv. de pension réservée par le sieur Hutrel, & sans aucune pension pour le sieur Bigant. Sur les Provisions obrenues en conséquence, & sur le *Visa* de M. l'Archevêque de Paris, le sieur Cadot prit possession le 22 Avril 1732, le sieur Abbé de la Croix, Archidiacre de Paris, lui fit l'honneur de l'installer en personne.

Il a joui paisiblement jusqu'au 21 Juin 1734, qu'il a été assigné à la requête de M<sup>e</sup> Antoine de la Cotte, pour voir dire qu'il seroit maintenu & gardé en la possession & jouissance de la Cure de la Ville-l'Evêque, en vertu des Provisions qu'il avoit surprises en Cour de Rome à titre de dévolut.

Tout autre qui se seroit présenté avec le même caractère, n'auroit pu éviter la juste indignation du Public, & principalement des Habitans de la Paroisse de la Ville-l'Evêque; mais il faut avouer qu'une pareille démarche de la part du sieur de la Cotte, devoit révolter les personnes les plus indifférentes. Le sieur de la Cotte, Prêtre du Diocèse de Coutances, ne trouvant point de Pasteur qui voulût l'employer dans ce Diocèse, s'étoit réfugié à Paris, où il avoit obtenu une place de Chantre à l'Hôtel-Dieu. Comme il ne fut pas long-tems agréable aux Administrateurs, il fut assez heureux pour obtenir sous le sieur Hutrel un pareil poste dans l'Eglise de la Ville-l'Evêque; le sieur Cadot devenu Curé de la même Paroisse, lui conserva cet emploi, & y ajouta celui de Clerc des Convois; il le chargea encore d'acquitter un Annuel fondé dans cette Eglise, & souvent il l'admettoit à sa table comme les autres Prêtres de la Paroisse.

C'est dans ces circonstances qu'il a impetré la Cure par dévolut sur le sieur Cadot, ses Provisions ne sont arrivées en France qu'au mois de Mai 1734, puisqu'elles ne sont certifiées par les Banquiers de Paris que le 21 Mai, & ne sont insinuées que le 4 Juin suivant; le 18 il a obtenu le *Visa* que M. l'Archevêque de Paris étoit obligé de lui accorder; le 21 il a pris possession assisté d'un Prêtre commis par le sieur Abbé de la Croix, qui seroit sans doute une juste répugnance à prêter lui-même son ministère dans une pareille occasion; enfin le sieur de la Cotte a formé plainte.

Le sieur Cadot a demandé, suivant la règle, que le sieur de la



Cotte fût tenu de donner caution comme Dévolutaire; mais malgré la clause expresse de dévolut inserée dans ses provisions, le sieur de la Cotte n'a osé soutenir ce personnage, il a cru pouvoir prendre un autre caractère; il a déclaré qu'il abandonnoit la clause de dévolut, & qu'il se réduisoit à la vacance par mort.

Le sieur Cadot en a demandé acte par une Requête, & a conclu en conséquence à ce que le sieur de la Cotte fût déclaré non-recevable.

Le sieur de la Cotte a obtenu des provisions de la Cure de la Ville-l'Evêque au mois de Juin 1733, c'est-à-dire treize mois après la prise de possession du sieur Cadot; il a donc impétré le Bénéfice d'un homme vivant. Une pareille démarche ne se peut soutenir que sur le fondement de l'indignité ou de l'incapacité du Possesseur, & c'est précisément ce qui forme, ce qui caractérise le dévolut; aussi la clause de dévolut se trouve-t-elle bien clairement exprimée dans ses provisions, *licet quidam Jacobus Cadot pro Clerico seu Presbytero se gerens, incapax, inhabilis, nulloque saltem legitimo titulo suffulvus indebitè detineat occupatam*. Il a donc reconnu lui-même qu'il ne pouvoit obtenir la Cure qu'à titre de Dévolutaire.

*Fins de non  
recevoir.*

Dans cette qualité il étoit obligé de prendre possession dans l'an, à peine de décheance de son titre, ce qu'il n'a pas fait: dans cette qualité il étoit obligé de donner caution de la somme de 500 liv. ce qu'il a refusé: dans cette qualité il n'avoit de droit acquis au Bénéfice que du jour de sa demande en complainte, & tout ce qui rectifioit jusques-là le vice qu'il reprochoit au Possesseur paisible, faisoit anéantir ses espérances. Toutes les portes lui étoient donc fermées au premier moment qu'il vouloit faire usage de ses provisions, & sa tentative ne servoit qu'à le deshonnorer sans fruit & sans avantage.

Pour vaincre tant d'obstacles, il a cru qu'un tour de subtilité pouvoit le tirer de l'abîme dans lequel il s'étoit jetté; il a renoncé à la clause de son dévolut, & a prétendu qu'il ne falloit le regarder que comme Pourvu par mort.

Mais a-t-il pu se flatter d'éluder par-là ces Loix austères, qui imposent aux Dévolutaires un joug qu'il ne leur est pas permis de secouer? C'est une erreur grossière, dont il est facile de le tirer, en remontant à des principes qui n'ont jamais souffert de contradiction.

Il n'a jamais été permis d'impêtrer le Bénéfice d'un homme vivant, c'est un principe consacré par toutes les Loix de l'Eglise:

il y a dans cette démarche un caractère d'avidité qui suffit pour rendre l'impétrant odieux ; il faut donc laisser jouir tranquillement le Possesseur , & ce n'est qu'après sa mort que l'on peut disposer de son titre.

Il est vrai que s'il est indigne ou incapable , sa possession peut être troublée ; mais ce n'est qu'à ce titre d'indignité ou d'incapacité que l'on peut se faire pourvoir ; il faut annoncer par ses provisions même que si l'on attaque un Possesseur paisible , c'est qu'il y a dans sa personne ou dans ses titres des vices essentiels qui rendent son Bénéfice impétrable.

C'est ce qui a introduit l'usage des dévoluts : la pratique en est nécessaire pour conserver les règles de l'Eglise , qui sans cela seroient impunément violées par les Titulaires des Bénéfices ; mais la pratique n'en est point arbitraire , elle est asservie par les Loix de l'Eglise & de l'Etat à des formes rigoureuses , dont on ne peut négliger une seule sans perdre le fruit de toutes ses diligences.

Possesseur annal de Bénéfice.

Le premier Reglement que nous ayons sur cette matiere , est la règle de la Chancellerie Romaine , appelée *de annali possessore* ; elle oblige celui qui se fait pourvoir d'un Bénéfice possédé paisiblement depuis plus d'une année , d'exprimer dans ses Provisions le nom & la qualité du Possesseur , depuis quel tems il possède , & la cause spécifique de l'impétration ; elle l'oblige de faire assigner le Possesseur dans six mois , & de faire juger définitivement la Cause dans un an. *Quicumque Beneficium Ecclesiasticum tunc per annum immediatè præcedentem pacificè possessum , & quomodo certè vacare prætendit , deinceps impetraverit , nomen , gradum & nobilitatem possessoris ejusdem , & quot annos illud ipse possederit , & specialem & determinatam causam in hujusmodi impetratione exprimere , & infra sex menses ipsum possessorem ad judicium evocari facere , causamque ex tunc infra annum usque ad Sententiam diffinitivam exclusivè prosequi DEBEAT ET TENEATUR , alioquin impetratio prædicta , & quæcumque inde secuta nullius existant firmitatis.* Ainsi dès qu'on attaque un Possesseur annal , on ne jouit pas de la liberté accordée aux simples Pourvus par mort , on devient Dévolutaire , & en cette qualité on est assujetti à mille formes rigoureuses tant dans l'impétration du titre , que dans son exécution , *alioquin impetratio prædicta nullius sit firmitatis.*

Possesseur annal ne se peut attaquer que par dévolut.

Comme l'objet de cette règle est d'empêcher que l'on ne porte le trouble dans l'Eglise par la multitude des dévoluts , & qu'elle tend à réprimer l'avidité des Ecclesiastiques , qui sans aucun zèle

pour la Discipline , ne sont occupés que du soin de leur fortune , elle a été reçue dans le Royaume avec les applaudissemens qui lui étoient dûs.

M<sup>e</sup> Charles Dumoulin nous en a donné un Commentaire qui nous en développe toute la force & toute l'étendue ; il commence par annoncer qu'elle doit être suivie en France : *Hæc regula est valde laudabilis utpotè lata contra involatores illos alienorum Beneficiorum litiumque artifices quos Devolutarios vulgò vocant , ideoque in omni foro , etiam in hoc Regno omninò praticanda.*

Regle de an-  
nali possesseur  
reçue en Fran-  
ce.

Il ajoute que pour regarder les Impétrans comme Dévolutaires , & les assujettir aux formes prescrites par cette regle , il suffit que le Possesseur eût joui paisiblement pendant une année entière , *sufficit quòd tempore datæ impetrationis possessor ille jam per annum immediatè præcedentem pacificè possederat.* On ne considère point si son titre étoit canonique ou vicieux , s'il avoit véritablement fait impression sur sa tête , s'il étoit Possesseur de bonne foi , ou s'il ne l'étoit pas ; toutes ces recherches sont inutiles , & la seule possession suffit , *in odium Impetrantium Beneficia viventium , quia dicta regula istud odium tantum respicit , nec requirit Canonicum titulum nec bonam fidem possessoris.* Il est inutile d'alléguer l'incapacité du Possesseur , & qu'il n'a pas les qualités nécessaires pour posséder le Bénéfice , tout cela n'empêche pas que celui qui impetrate le Bénéfice ne soit Dévolutaire , & ne soit soumis à la rigueur de cette regle : *etiamsi Impetrans ille allegaret incapacitatem personæ ipsius detentoris , puta quod sit minor 25 annis incurato , vel sporius , vel illegitimus , vel irregularis , vel diversæ professionis , puta Secularis in Regulari Beneficio , vel Regularis diversi Ordinis , vel etiam Laicus , ut decidit Gomes , quæst. 58 ; & bene.*

Ainsi un Laïc même , qui par surprise ou autrement , auroit obtenu un Bénéfice , s'il en avoit joui paisiblement , ne pourroit être attaqué qu'à titre de dévolut , & celui qui s'en feroit pourvoir à son préjudice , seroit soumis à toutes les regles prescrites contre les Dévolutaires.

M. Louet dans ses Notes sur ce même Commentaire , confirme les principes de M<sup>e</sup> Charles Dumoulin ; il commence par imprimer la juste haine que l'on doit avoir des Dévolutaires : *Beneficiorum ærascatores , aucupes & captatores alienorum Beneficiorum , arripiendorum Beneficiorum occasiones venantes , expiscatores rerum alienarum , fortunis alienis inhiantes.*

Il ajoute que pour faire regarder l'Impétrant comme Dévolutaire , il ne faut ni titre canonique , ni bonne foi : *alias* , dit-il

*Impetrantes prætextu nullitatis tituli aut incapacitatis possessoris Regulam non observarent , ejus dispositionem eluderent , & si Canonica institutio & bona fides in possessore desiderarentur , nil juris vel privilegii annali possessori tribueretur , nec enim Regula hanc institutionem & bonam fidem desiderat , sed annalem possessionem.*

Nos Ordonnances ont toujours été animées du même esprit qui regne dans la règle de *annali possessore* ; elles en ont supposé l'exécution , & n'ont fait qu'imposer de nouvelles formes aux Dévolutaires. L'art. 16 de l'Edit de 1550 , appelé communément l'Edit des petites Dates , veut que *tous pourvus par dévolut sur incapacité des possesseurs , ne s'efforcent de fait d'entrer en la jouissance des Bénéfices , sur peine de la déchéance de leur droit de possession ; sur quoi M<sup>e</sup> Charles Dumoulin a fait cette remarque importante , soit qu'il prétende incapacité auparavant le titre de possession ou depuis , parce que dans tous les cas c'est un véritable dévolut toujours soumis aux mêmes règles.*

L'art. 45 de l'Ordonnance de Blois veut que *tous Dévolutaires ayant obtenu provisions fondées sur vacation de droit , soient tenus de bailler bonne & suffisante caution , élire domicile , contester en cause dans trois mois à compter du jour de leur prise de possession , & mettre le Procès en état d'être jugé dans deux ans au plus tard ; autrement , défendons à nos Juges d'avoir aucun égard ausdits dévoluts.*

L'art. 15 de la Déclaration de 1646 ordonne que *tous dévolutaires pourvus en Cour de Rome par mort , incapacité ou autrement , prennent possession des Bénéfices ainsi obtenus dans l'an , & qu'en cas d'opposition ou trouble , ils fassent appeler pardevant nos Juges les Opposans , ou ceux qui les peuvent troubler aux possessions desdits Bénéfices , autrement décherront du droit acquis en vertu desdites provisions.*

Enfin l'art. 15 du titre 11 de l'Ordonnance de 1667 dit que *si aucun est pourvu d'un Bénéfice pour cause de dévolut , l'audience lui sera déniée jusqu'à ce qu'il ait donné bonne & suffisante caution de la somme de 500 liv.*

Il résulte de tous ces textes que quiconque se fait pourvoir d'un Bénéfice dont un autre est en possession paisible , sur le fondement de l'incapacité du Possesseur , est en cela même Dévolutaire , & doit par conséquent remplir à la lettre toutes les formes prescrites par la règle de Chancellerie , & par les Ordonnances du Royaume ; les Ordonnances n'ont rien changé à la substance de la règle de Chancellerie , elles ont simplement introduit quelques formes dans l'ordre judiciaire , en fixant le tems de prendre possession , d'intenter

Dévolutaire  
doit donner  
caution de  
500 liv.

d'intenter complainte, la nécessité de la caution; mais elles partent toujours du même principe.

Cela supposé, le sieur Cadot ayant pris possession de la Cure de la Ville-l'Evêque le 22 Avril 1732, le sieur de la Corte n'ayant retenu la date de son dévolut à Rome qu'au mois de Juin 1733, & ne le soutenant que sur l'incapacité qu'il reproche au sieur Cadot, est nécessairement Dévolutaire par son titre; il trouble un Possesseur annal, il trouble un Possesseur paisible, il est donc dans la classe des Dévolutaires; aussi la clause de dévolut est-elle bien exprimée dans ses provisions; il ne peut donc jamais se présenter à autre titre.

Cependant quand il a commencé ses poursuites, & qu'on lui a demandé caution, il a déclaré qu'il renonçoit à son dévolut; quelle est la conséquence nécessaire de cette démarche? C'est qu'il n'a plus de titre, & qu'il est absolument non-recevable.

Il a impétré le Bénéfice d'un homme vivant: de deux choses l'une, ou il lui reproche quelque incapacité, ou il ne lui en reproche aucune. S'il ne le soutient point incapable, comment a-t-il pu le troubler, comment peut-il conclure à la maintenue? S'il le soutient incapable, il est en cela même Dévolutaire, & ayant abandonné son dévolut il n'a plus de titre.

La subtilité à laquelle il a recours pour échapper à cette fin de non-recevoir invincible, ne servira qu'à le confondre de plus en plus: Je me renferme, dit-il, dans la simple provision par mort; le sieur Bigant étoit Titulaire légitime de la Cure de la Ville-l'Evêque, il est mort, c'est par son décès que la Cure a vaqué; il est vrai que le sieur Cadot l'a possédée depuis, mais il en étoit incapable, n'ayant point de degré dans une Université fameuse; ainsi le titre du bénéfice n'a point fait impression sur sa tête, & par conséquent c'est toujours par la mort du sieur Bigant que le Bénéfice vaque. Tout se réduit donc à savoir si le Bénéfice a vaqué par résignation ou par mort.

Mais ce raisonnement n'est-il pas précisément celui de tous les Dévolutaires, & peut-on le proposer quand on a renoncé à son dévolut? Le sieur de la Corte ne peut supposer que le Bénéfice a vaqué par mort, qu'autant qu'il commence par établir que le sieur Cadot est incapable, & il ne peut alléguer l'incapacité du sieur Cadot, qu'autant qu'il est Dévolutaire; il retombe donc nécessairement dans le dévolut, par le moyen même par lequel il veut l'éviter.

C'est une plaisante illusion de dire, je ne suis pas pourvu par

vosre incapacité, mais vosre incapacité fait que j'ai pu me faire pourvoir par mort; croit-on donc trouver quelqu'un qui soit assez aveugle pour ne pas reconnoître que c'est précisément la même chose?

Le Bénéfice, dit-on, n'a point fait impression sur la tête du sieur Cadot, & par conséquent il ne faut pas même le considérer. Mais pourquoi le Bénéfice n'a-t-il pas fait impression sur la tête du sieur Cadot? C'est parce qu'on soutient qu'il en étoit incapable; c'est donc toujours cette même incapacité qui est le fondement de l'impétration, & par conséquent c'est toujours à titre de dévolut qu'on l'attraque, & toute la subtilité se réduit à ne vouloir pas être Dévolutaire dans le titre, mais à vouloir toujours l'être dans le moyen, comme si cela pouvoit se diviser.

Si un pareil sophisme pouvoit être écouté, il n'y auroit jamais de dévolut; car tout Dévolutaire, regardant le Possesseur paisible comme incapable, diroit toujours que le Bénéfice a vaqué par la mort du prédécesseur; il diroit toujours qu'il est pourvu par la mort du prédécesseur, & établirait néanmoins cette vacance par l'incapacité du Possesseur; ainsi il seroit Dévolutaire en soutenant qu'il ne l'est pas. De-là l'impuissance, l'inutilité de toutes les Loix contre les Dévolutaires; ils deviendroient tous des Pourvus par mort; ce qui est le renversement même de notre discipline.

C'est précisément contre cette illusion que Me. Charles Dumoulin & M. Louet nous ont fourni des armes, lorsque le premier nous a dit : *Etiamsi impetrans ille allegaret incapacitatem personæ ipsius detentoris, puta quod sit irregularis . . . . . vel etiam Laïcus*; tout cela, dit-il, ne l'affranchit point du joug de la règle de *annali possessore*: autrement, dit le second, la règle deviendrait vaine & illusoire : *Alias impetrantes prætextu nullitatis tituli aut incapacitatis possessoris, regulam non observarent, & ejus dispositionem non eluderent.*

On a donc été en garde dans tous les tems contre cette subtilité, on l'a confondue; le sieur de la Cotte est trop aveuglé s'il se flatte de le faire revivre; il est Dévolutaire par son titre, & ne peut être que cela: ainsi puisqu'il renonce à son dévolut, il renonce à son titre même; il n'a plus de titre, plus d'action, plus de qualité, & par conséquent il est absolument non-recevable.

Quand les choses seroient enrièrès, le sieur de la Cotte n'auroit rien à espérer; car d'un côté tout est défectueux dans ses

Possesseur anal d'un Bénéfice n'est obligé de prouver sa capacité que contre un Dévolutaire.

titres, & de l'autre tout est en regle dans ceux du sieur Cadot. Commençons par examiner ce Censeur austere, cet homme qui vient venger l'autorité des Loix qu'il suppose violées par le sieur Cadot; on ne parlera pas de sa personne, de sa conduite, de ses emplois si peu propres à lui ouvrir un chemin pour devenir Curé de Paris: on ne s'attachera qu'à ses titres.

Pour tout degré il a des Lettres de Bachelier en Droit du 17 Avril 1723, & des Lettres de Licence dans la même Faculté du 24 Juillet de la même année; mais ce qui paroîtra nouveau sans doute, est qu'à ces titres il a joint des Lettres de *Quinquennium* de l'Université, dans lesquelles il est dit qu'il a étudié en Droit à *Martinalibus anni 1723 usque ad Ferias Autumnales anni 1728*, c'est-à-dire, qu'il résulte de ces pieces qu'il a été Gradué avant d'avoir étudié, & qu'il n'a étudié que depuis qu'il a été Gradué; car il est Licencié dès le mois de Juillet 1723, & il n'a commencé à étudier qu'à la S. Martin de la même année.

Peut-on présenter des degrés plus vicieux à la Justice? Ce n'est pas être Gradué que de l'être par une voie si irrégulière: que le sieur de la Cotte commence donc par se réformer lui-même avant de réformer les autres.

Ses Lettres de degrés ne sont point insinuées; ce moyen qui ne seroit pas décisif à l'égard d'un Pourvu ordinaire, est d'un grand poids contre un Dévolutaire qui doit avoir rempli les formes les plus scrupuleuses au moment de son impétration. Comme les Dévolutaires sont odieux, on ne leur passe rien d'imparfait dans leurs titres, & le moindre défaut de forme suffit pour les écarter.

Défaut d'insinuations des lettres de Gradué dans un Dévolutaire.

Il n'a pas pris possession dans l'an de la date de ses provisions, ce qui forme encore un obstacle invincible à sa demande, suivant l'art. 15 de la Déclaration de 1646 que l'on a déjà rapporté: *Ordonnons que tous Dévolutaires prennent possession des Bénéfices ainsi obtenus dans l'an . . . . autrement décherront du droit acquis en vertu desdites provisions.* Cette disposition s'est toujours exécutée à la rigueur.

Dévolutaire tenu de prendre possession dans l'an des provisions.

Or les provisions du sieur de la Cotte sont du 15 Juin 1733, & sa prise de possession n'est que du 21 Juin 1734 après l'année expirée; il est donc *déchu du droit acquis en vertu de ses provisions*; c'est l'Ordonnance qui prononce cette peine dont on n'a jamais fait grace au Dévolutaire.

Enfin il a refusé de donner caution, ce qui emporte encore déchéance du droit qu'il auroit pu avoir, suivant l'art. 45 de

Dévolutaire  
déchu s'il re-  
fuse de don-  
ner caution.

L'Ordonnance de Blois : *Tous Dévolutaires doivent donner bonne & suffisante caution . . . . autrement défendons à nos Juges d'a-  
voir aucun égard auxdits dévoluts.*

Dans de pareilles circonstances, faut-il justifier le sieur Cadot des reproches qui lui sont faits par le Dévolutaire ? Les Loix lui imposent silence, dès qu'il n'a pas rempli ce qu'elles exigent ; quand les titres du sieur Cadot seroient aussi défectueux qu'ils sont légitimes, le Dévolutaire qui n'est point en règle, ne pourroit être écouté.

Mais pour mettre la défense du sieur Cadot dans un plus grand jour, il faut encore établir que ses titres sont à couvert de toute critique ; c'est moins pour la défense contre le Dévolutaire que pour son propre honneur, qu'il va entrer dans cet éclaircissement.

Pour posséder une Cure dans une Ville, il faut être gradué ; mais est-il nécessaire de l'être dans le tems même de la provision ou de la prise de possession, ou suffit-il d'avoir obtenu le degré avant qu'un autre ait un droit acquis au Bénéfice ? C'est ce qui paroît peu susceptible de doute, soit que l'on consulte les lumieres de la raison, soit qu'on s'attache à la Jurisprudence qui nous est expliquée par un grand nombre d'Auteurs.

Pourquoi il  
faut que les  
Cures des  
Villes soient  
remplies par  
des Gradués.

Dans quelle vue a-t-on exigé qu'un Curé fût Gradué ? C'est pour avoir, dans le titre qu'une Université fameuse lui a accordé, un garant de sa capacité. On ne veut pas confier l'instruction d'un Peuple considérable à un homme qui n'ait point d'étude ; il faut donc qu'il ait étudié, & qu'il ait un témoignage public qu'il a étudié avec fruit, & qu'il s'est rendu capable par son travail.

S'il n'a pas cet avantage, & qu'un autre se fasse pourvoir de la Cure, muni de ces titres honorables qui peuvent donner à l'Eglise une juste confiance, il est des regles de préférer le dernier Pourvu, parce qu'il avoit, lorsqu'il s'est présenté, un juste motif de préférence sur l'ancien Possesseur. Mais lorsque le Curé, qui n'étoit pas Gradué dans le principe, le devient dans la suite avant qu'un autre eût aucun droit au Bénéfice, quel seroit le prétexte d'exclure l'ancien Possesseur qui réunissoit toutes les qualités nécessaires avant qu'il fût troublé ?

L'Eglise, en exigeant les degrés dans un Curé, n'a cherché qu'à avoir des Ministres sur la capacité desquels elle pût se reposer ; son vœu est rempli, dès que le Curé possesseur paisible a fait tout ce qu'elle exigeoit de lui. Il est Pourvu, il est Gradué, soit avant,



Soit depuis ses provisions, il réunit donc le titre canonique avec la capacité ; que peut-on lui demander de plus ? Celui qui se présente pour l'exclure depuis le degré acquis n'a aucun avantage sur lui, il est Gradué, il est Pourvu comme l'ancien Possesseur, il n'a donc aucun motif de préférence en lui-même.

Ce seroit gratuitement que l'on excluroit l'ancien Possesseur pour prendre un nouveau Ministre qui n'auroit que les mêmes qualités que lui ; peut-on imaginer que les regles de l'Eglise aient prétendu autoriser une pareille injustice ? Qu'un Gradué attaque un Curé non Gradué, cela est en regle ; mais qu'un Gradué attaque un Curé Gradué, c'est chasser un Ministre capable pour en prendre un nouveau qui n'a tout au plus que la même capacité que lui ; c'est donc, sans objet, sans utilité pour l'Eglise, porter le trouble dans une Paroisse, enlever un Pasteur à ses Ouailles pour lui substituer un inconnu ; ce seroit faire injure aux Loix de l'Eglise que de leur attribuer un pareil effet.

Aussi dans tous les tems a-t-on reconnu & jugé le contraire. M. Maynard en ses Questions de Droit \* rapporte deux Arrêts du Parlement de Toulouse, qui ont jugé qu'il suffisoit à un Curé d'être devenu Gradué avant l'impétration faite de son Bénéfice par un Dévolutaire. Le sieur Boutin avoit été pourvu d'une Cure de Ville murée, sans être Prêtre ni Gradué ; le sieur Paumier s'en fit pourvoir par l'incapacité fondée sur la non-promotion & le défaut de degré ; mais avant les provisions du sieur Paumier, le sieur Boutin étoit devenu *Diacre*, & avant l'Instance possessoire, *Prêtre & Gradué*, ce sont les termes de M. Maynard. Sur ce fondement il fut maintenu par Arrêt du 12 Juillet 1755, duquel Arrêt on peut recueillir, dit M. Maynard, que le Pourvu en Bénéfice Cure, trouvé capable auparavant l'impétration de sa Partie, est bien fondé pour la maintenue diffinitive au possessoire de ladite Cure.

Il cite un second Arrêt du mois de Juin 1580, qui jugea la même question ; & il ajoute une observation qu'il n'est pas permis de négliger : *Celui qui avoit impétré contre le sieur Delaurier, étoit son Vicaire temporel, qui en son absence faisoit l'Office & administroit les Sacremens aux Paroissiens, certo salario constituto ; & par ainsi en telle impétration par lui faite, avoit usé de perfidie & prévarication intolérable, & reprouvée de Droit même canonique, auquel seul on a toujours eu recours pour ce regard.*

Jamais préjugé n'a eu une application plus naturelle, non-seulement dans le point de Droit, mais encore dans la circonstance de fait. C'est ici un Curé que l'on attaque, comme

S'il suffit d'avoir fait ses études & d'obtenir les Lettres de grade après la provision pour être Curé de Ville.

\* Liv. 1. ch.

n'ayant point été Gradué , lors de ses provisions & de sa prise de possession , mais qui l'est devenu depuis avant l'Instance possessoire ; il a été jugé par deux Arrêts que cela suffisoit , & par conséquent il n'y a aucune difficulté à maintenir le sieur Cadot. Mais on trouve encore ici ce même motif tiré de la perfidie qui anima le Parlement de Toulouse contre le dernier Dévolutaire ; il avoit été Vicaire du Curé , & on jugea que *c'étoit une prévarication intolérable* de s'être fait pourvoir de la Cure par dévolut. Ici ce n'est pas le Vicaire , mais c'est le Chantre établi par le Curé , le Clerc des Convois qui reçoit pour le Curé , c'est un Prêtre qui dessert dans la même Eglise un Annuel que le Curé lui a donné ; tout se réunit donc pour l'exclure.

La doctrine des Arrêts que l'on vient de citer a été confirmée dans tous les tems. Pastor , dans son traité des Bénéfices , L. 3 , titre 30 , n. 9 , après avoir établi la nécessité d'être Gradué pour être Curé d'une Ville murée , & la nullité même des provisions données à un non Gradué , reconnoît cependant que si le Curé obtient des degrés dans la suite , sa provision devient valable ; *tamen gradus est qualitas extrinseca Beneficii , & si provissus graduatur , ejus provissio convalescit.*

Les Arrêts des 6 Février 1699 , 12 Juillet 1700 & 8 Mars 1701 n'ont plus laissé de doute sur cette question ; ils ont tous maintenu des Curés qui n'étoient point Gradués lors de leurs provisions , mais qui l'étoient devenus avant que leurs Compétiteurs eussent un droit acquis au Bénéfice.

Le premier de ces Arrêts est rapporté en forme par M<sup>e</sup>. Michel du Perray dans sa Question 49 sur le Concordat : il propose ainsi la difficulté : *Si la survenance du degré après les provisions d'une Cure est suffisante contre des Gradués qualifiés pourvus depuis.*

Il répond que par Arrêt du 6 Février 1699 cette question a été jugée en faveur du sieur Porteu qui eut ses degrés depuis ses provisions , mais avant celle des autres Gradués. Il s'agissoit de la Cure de Saint-Jean de la Chevrerie , Fauxbourg du Mans ; le sieur Porteu en avoit été pourvu par M. l'Archevêque de Tours le 6 Mai 1698 , il y eut appel comme d'abus de ces provisions , fondé sur ce que le sieur Porteu n'étoit point Gradué , mais par l'Arrêt il fut dit qu'il n'y avoit abus , & le sieur Porteu fut maintenu dans la possession de la Cure.

Cet Arrêt avec ceux de 1700 & de 1701 sont cités par l'Auteur des Mémoires du Clergé comme formant la Jurisprudence certaine du Parlement ; on les trouve encore dans le Traité des

Matières Bénéficiales de M. Fuet, L. 3. chap. 3. pag. 283. *Les Pourvus qui ont été maintenus, par tous ces Arrêts, dit-il, quoiqu'ils n'eussent pris leurs degrés qu'après leurs provisions, avoient fait avant que d'être pourvus le tems d'étude nécessaire pour les obtenir, de sorte que l'on peut dire qu'il ne leur manquoit que les formalités; le mérite du Sujet pourvu doit l'emporter sans doute sur le retardement de quelques formalités qui ne décident pas toujours du mérite de ceux qui les observent.*

Si cette Jurisprudence est constante dans le cas de plusieurs Pourvus par mort qui concourent entr'eux, elle devient encore bien plus décisive contre un Dévolutaire qui ne peut jamais rien prétendre au Bénéfice, si au moment de l'action en complainte la cause de son dévolut est cessée. C'est un principe qui ne peut être révoqué en doute, & c'est sur ce fondement que le Possesseur incapable sur lequel le dévolut est obtenu, peut encore résigner son Bénéfice à un Sujet capable, tant qu'il n'est point assigné par le Dévolutaire qui par-là se trouve frustré de toutes ses espérances; tous les Canonistes conviennent de cette vérité.

Sujet incapable peut résigner tant qu'il n'est point assigné par le Dévolutaire.

M<sup>e</sup>. Charles Dumoulin, n. 202 & 203 de la regle *de publicandis*, dit que si un Bénéfice, ayant été impétré par l'incapacité du Possesseur, est résigné avant l'Instance commencée, le Résignataire doit être maintenu au préjudice du Dévolutaire, quoique le dévolut fût fondé sur des causes légitimes : *si jam Beneficia erant impetrata per incapacitatem, deinde possessor ante citationem & litem motam resignaverit, tamen quia resignatio erat expedita ante citationem & litem motam, per Arrestum hujus Senatûs plenum possessorium resignatario adjudicatum.* Le même principe est établi par M. le Chancelier, plaidant comme Avocat Général dans l'affaire jugée par Arrêt du 24 Mai 1696, rapporté dans le cinquième tome du Journal des Audiences, L. 12, chap. 16.

Le sieur Abbé de Tessé avoit été pourvu du Prieuré de Sainte-Croix de l'Ordre de Saint Benoît avant l'âge de quatorze ans; le sieur Fevrier obtint le Bénéfice par dévolut, fondé sur ce que le sieur Abbé de Tessé n'avoit pas l'âge requis par les Canons; depuis la prise de possession du Dévolutaire, mais avant la demande en complainte, le sieur Abbé de Tessé obtint une dispense d'âge en Cour de Rome : la question étoit de savoir si cette nouvelle provision, étant postérieure à celle du Dévolutaire & même à sa prise de possession, devoit prévaloir, c'est-à-dire de quel jour le droit est acquis à un Dévolutaire sur un Bénéfice. Sur quoi M. le Chancelier observa que, quoiqu'en fait de Bénéfices, jus ex titulo non ex

possessione, & que c'est la Provision qui fait le titre canonique & donne le droit, cela n'a pas lieu tout-à-fait à l'égard du Dévolutaire ; les Ordonnances ont établi des formalités auxquelles ils sont obligés de satisfaire pour établir leur droit . . . les Canonistes, & entr'autres Me. Charles Dumoulin, ont établi que le droit n'est acquis d'un Dévolutaire ante citationem & litem motam, c'est la demande en complainte qui établit & fait paroître en même tems la demande d'un Dévolutaire, les Arrêts ont même jugé que ni la provision, ni la prise de possession d'un Dévolutaire n'ôtent point la liberté au Possesseur de résigner, que la résignation étoit légitime & canonique, que le vice du Possesseur étoit purgé avant la demande en complainte qui seule est considérée pour lier les mains au Titulaire : c'est du jour de la complainte que l'on peut dire que le droit est acquis au Dévolutaire. Suivant ces grands principes, le sieur Abbé de Tessé fut maintenu par l'Arrêt sur le fondement d'une dispense d'âge obtenue depuis la prise de possession du Dévolutaire.

Il est donc vrai qu'il suffit à un Curé d'une Ville murée de devenir gradué avant que le droit soit acquis à un tiers, & que le droit n'est acquis au Dévolutaire que du jour de sa demande en complainte, d'où il suit nécessairement qu'il suffit à un Curé troublé par un Dévolutaire d'être gradué avant la demande en complainte.

Dans le fait le sieur Cadot avoit fait les études nécessaires pour parvenir au degré de Maître ès Arts avant que d'être pourvu de la Cure de la Ville-l'Evêque ; cela est prouvé par l'attestation du Professeur en Philosophie sous lequel il a étudié depuis la Saint-Remy 1718 jusqu'à la fin de l'année 1720, & par les Registres des Inscriptions, qui sont déposés ès mains du Greffier de l'Université. Il ne lui manquoit donc que la formalité du degré, mais il l'a obtenu en l'Université de Paris, non-seulement avant la demande en complainte du sieur de la Cotte, mais même avant sa prise de possession, car les Lettres de Maître ès Arts du sieur Cadot sont du 7 Juin 1734, & la prise de possession du sieur de la Cotte n'est que du 21 du même mois. Les Lettres de Maître ès Arts du sieur Cadot sont même antérieures au *Visa* du sieur de la Cotte, qui n'est que du 18 Juin, en sorte qu'elles précèdent son titre même qui n'est parfait que par le *Visa* ; la Jurisprudence le met donc à l'abri de l'incurSION du Dévolutaire.

Lorsque le sieur de la Cotte s'est présenté pour prendre possession de la Cure, il a trouvé un Curé Gradué ; de quel droit peut-il troubler sa possession ? L'Eglise a-t-elle besoin de son secours  
pour

pour que le titre de la Cure de la Ville-l'Evêque soit possédé suivant les regles qu'elle a établies? Il vient donc jouer ici un rôle inutile, & qui n'est propre qu'à former du trouble & du scandale : par conséquent il n'est pas permis de l'écouter.

L'espece qui se présente est bien plus favorable que celle qui fut jugée par l'Arrêt de 1696. Le sieur Abbé de Tessé n'avoit obtenu sa dispense d'âge que depuis la prise de possession du Dévolutaire, mais parce qu'elle avoit été obtenue avant l'action en complainte, il fut maintenu. Le sieur Cadot ne se présente point avec une dispense, mais avec un degré obtenu dans les regles; il l'a obtenu, non depuis la prise de possession du Dévolutaire, mais même avant son *Visa* : il n'y a donc pas le moindre doute à former sur son droit ni sur la maintenue qu'il demande.

Cependant il a plu au sieur de la Cotte de distinguer une Jurisprudence austere & une Jurisprudence relâchée. La premiere, dit-il, est celle que l'on observoit autrefois, & l'on jugeoit que celui qui avoit été pourvu sans avoir de degrés, avoit un titre radicalement nul, un titre qui ne pouvoit jamais revivre. La seconde admet les degrés obtenus avant la prise de possession, & selon cette derniere Jurisprudence même, le sieur Cadot n'a, selon lui, aucun droit au Bénéfice.

Mais cette distinction n'est qu'un tissu d'erreurs & dans l'une & dans l'autre partie.

Premierement, l'autorité de M<sup>e</sup>. Charles Dumoulin & de M. Louet n'établit point la nécessité du degré dans l'instant des provisions, ou du moins ni l'un ni l'autre de ces Auteurs ne dit que le degré ne puisse être obtenu depuis. M<sup>e</sup>. Charles Dumoulin se contente de dire que le tems d'étude ne suffit pas sans le degré; & à l'égard de M. Louet, il se contente de dire que le degré de Docteur ou de Bachelier est de l'essence de la provision; mais tout cela ne signifie pas autre chose que ce qui est établi par le Concordat même, qu'il faut être Gradué pour posséder une Cure de Ville murée, & aucun de ces Auteurs ne traite la question de savoir si les degrés étant obtenus depuis, mais avant que le droit fût acquis à un tiers, ils seront regardés comme suffisans.

L'Arrêt de 1651 que l'on a cité, n'a pas plus de rapport à la question; car, outre qu'il s'agissoit d'une Théologale, & non pas d'une Cure, il ne paroît pas que le Théologal qui perdit sa Cause, eût étudié avant que d'être pourvu; d'ailleurs il avoit été pourvu à la charge de prendre le degré de Docteur dans

l'an, ce qui étoit un abus manifeste, le Pape n'ayant pas droit de donner un délai de cette qualité contre les Loix du Royaume. Ainsi cette Jurisprudence austere dont le sieur de la Cotte regrette si amèrement la perte, est une pure chimere; jamais on n'a pensé qu'un Curé qui étoit devenu Gradué depuis ses provisions, avant que le droit fût acquis à un tiers, dût être privé de son Bénéfice.

Secondement, la Jurisprudence qu'il regarde comme plus relâchée, n'est pas encore telle qu'il la représente; il suppose qu'il faut avoir les degrés au moins avant la prise de possession, mais c'est une équivoque qui se dissipe facilement.

Il faut avoir le degré avant la prise de possession, lorsqu'au moment de la prise de possession un Gradué se trouve pourvu de la même Cure, parce que le droit étant acquis au Gradué, celui qui prendroit possession sans avoir de degré, ne pourroit jamais l'emporter sur lui; mais si dans le tems de la prise de possession il n'y a aucun autre Gradué pourvu, alors il est encore tems d'obtenir les degrés, même après la prise de possession, pourvu qu'on les obtienne avant que le droit soit acquis à un tiers.

C'est ce qui résulte des Arrêts que l'on a cités tant du Parlement de Toulouse que du Parlement de Paris, & cela est encore plus incontestable quand il s'agit de combattre un Dévolutaire. On a vu que jusqu'au moment de l'action en complainte, le Titulaire incapable peut résigner; mais comment concevoir que le sieur Cadot auroit pu résigner sa Cure à un Gradué le 7 Juin 1734, que ce Gradué Résignataire l'auroit emporté sur le sieur de la Cotte, & que le sieur Cadot, en devenant lui-même Gradué le 7 Juin 1734 ne puisse pas l'emporter sur lui?

Il ne faut donc recourir qu'aux principes les plus simples & les plus connus, pour juger que sa demande ne se peut soutenir. Le sieur Cadot auroit pu résigner à un Gradué, il a pu devenir Gradué lui-même, ayant pour cela tout le tems d'étude nécessaire.

Après avoir établi des moyens si décisifs, on n'a pas besoin de faire valoir toute la faveur qui accompagne la Cause du sieur Cadot; c'est un Prêtre élevé dès son enfance dans la Paroisse de la Ville-l'Evêque, & qui s'est consacré depuis long-tems au service de cette Eglise; il est neveu du dernier Curé, d'un homme qui a fait trente-cinq ans les fonctions de Vicaire, qui a formé le sieur Cadot, & qui, après avoir éprouvé ses talens, a cru que Dieu l'appelloit au Ministère qu'il lui a transmis par des voyes autorisées dans l'Eglise.

En vain on a voulu rendre le sieur Cadot défavorable sous prétexte qu'il avoit usurpé la qualité de Docteur en Théologie de la Faculté de Paris : jamais il n'a pris personnellement cette qualité, mais seulement celle de Docteur en Théologie de l'Université de Bourges, ou de Docteur en Théologie simplement. Si dans la résignation qui lui a été faite par son oncle, *en son absence*, on lui a donné la qualité de Docteur en Théologie de cette Ville, c'est une circonstance qui lui est étrangère, puisqu'il n'est point Partie dans l'acte. Les Notaires qui ont dressé l'acte de prise de possession, ont suivi les qualités de la résignation ; tout cela est une pure erreur de leur part dont on ne peut faire un crime au sieur Cadot.

Le sieur de la Cotte est un homme étranger à la Paroisse de la Ville-l'Evêque, & même au Diocèse de Paris, qui ne remplit que depuis quelques années des emplois très-subalternes dans la Paroisse de la Ville-l'Evêque ; il y subsistoit des grâces que le Curé lui avoit faites ; car quoique les Marguilliers lui eussent donné le poste de Sacristain, il tenoit du Curé les fonctions de Chantre, de Clerc des Convois & de Receveur des droits du Curé ; il acquittoit un Annuel fondé que le Curé pouvoit lui retirer en lui interdisant la Messe dans son Eglise ; en un mot il vivoit des bienfaits du Curé, & mangeoit même souvent à sa table ; tout le Clergé de cette Paroisse en dépose.

En vain imagine-t-il qu'il avoit été en Procès avec le Curé & sa famille ; ces prétendus Procès n'étoient formés de sa part qu'en qualité d'Exécuteur testamentaire du sieur Hutrel dernier Curé ; ce n'étoient point des Procès personnels, mais plutôt des Procès de forme & d'arrangement que de sérieuses contestations ; aussi n'ont-ils jamais interrompu les bontés du Curé. Rien ne peut donc le laver du reproche de perfidie & de prévarication intolérable que M. Maynard fait tant valoir contre le Dévolutaire condamné par l'Arrêt de 1580.

Les différens dévoluts qu'il a entrepris jusqu'à présent ne répandent pas encore une idée bien favorable de sa personne ; celui dans lequel il a succombé par Arrêt du Grand-Conseil du 11 Janvier de la présente année, auroit été capable de le perdre à jamais, si on avoit voulu en approfondir les circonstances.

Quant à l'attestation que le sieur de la Cotte nie avoir reçue du sieur Cadot, il est aisé de détruire ce préjugé par lequel il s'efforce de colorer ce qu'il a de plus odieux dans son dévolut, en le rappelant à l'aveu qu'il en a fait lui-même à M. l'Archevêque

Défaveur du  
Dévolutaire.

pour prouver l'intégrité de ses mœurs , auquel le sieur Cadot a pris soin de joindre un certificat de trois Ecclésiastiques de la même Paroisse qui attestent l'avoir vue & lue.

Peut-il s'étonner après cela du soulèvement de la Paroisse de la Ville-l'Evêque ? Peut-il en faire un crime au sieur Cadot comme d'une émotion populaire qu'il ait excitée ? Les témoignages publics qu'un Peuple difficile à contenir a donnés , ne sont pas sans doute ce qui doit le plus alarmer le sieur de la Cotte ; les preuves que des personnes de la plus haute naissance ont données de leur attachement pour le sieur Cadot , & qui se sont manifestées aux yeux des Magistrats par des voies plus mesurées & plus dignes de leur élévation , feront sans doute toute l'impression que l'on en doit attendre. Le sieur Cadot , qui ne met sa confiance que dans la justice de sa Cause , les relève moins ici pour en tirer quelque avantage , que pour faire éclater sa reconnoissance. C'est une satisfaction qui lui est trop précieuse pour qu'il ne cherche pas à la publier ; & pendant qu'il est indignement déchiré par un Dévolutaire , le cri de tant de personnes recommandables par leur haute naissance , par leurs dignités & par leur Religion , fera le gage le plus sûr de la protection & de la justice qu'il a lieu d'attendre du Tribunal devant lequel il a l'honneur de soutenir ses droits , ceux de son Eglise & de toute sa Paroisse.

## CVI. CAUSE D'APPEL COMME D'ABUS.

*MESMES PARTIES , où étoit le Sieur Julien Hubert  
aussi Dévolutaire.*

**L**Es deux Dévolutaires qui se présentent pour enlever la Cure de la Ville - l'Evêque au sieur Cadot qui la dessert depuis près de cinq ans , conviennent qu'il est irréprochable dans ses mœurs & dans sa conduite ; ils conviennent même que ses titres étoient en bonne forme dans le tems qu'ils l'ont traduit en Justice.

Leur unique moyen se réduit à dire qu'avant que d'être pourvu de la Cure , il avoit étudié le tems nécessaire pour être Maître ès Arts , mais qu'il avoit négligé de faire expédier ce degré. Selon eux , c'est une faute irréparable ; & quoiqu'il ait depuis obtenu le degré , avant que les Dévolutaires l'aient attaqué , ils prétendent



qu'il ne peut conserver la Cure de la Ville-l'Evêque , & qu'il la doit céder à l'avidité des Impétrans.

Un pareil système doit révolter toutes les personnes qui ont la plus légère teinture des principes de cette matiere ; le vice du titre peut toujours être réparé tant que les Dévolutaires n'ont pas formé complainte , à plus forte raison un vice aussi léger que celui qu'on reproche au sieur Cadot. D'ailleurs il y a des fins de non-recevoir invincibles contre les Dévolutaires ; elles se tirent des vices essentiels de leurs titres. C'est ce que l'on se propose d'établir.

La Cure de la Ville l'Evêque étoit autrefois possédée par M. Marin Hutrel , qui la résigna au sieur Bigant par procuration du 26 Avril 1731.

FAIT.]

Le sieur Bigant , qui avoit épuisé ses forces & sa santé dans les fonctions de Vicaire de cette Paroisse , qu'il avoit remplies pendant environ trente-deux ans , ne fut pas en état de soutenir longtemps le nouveau poids qu'il s'étoit imposé ; il fut obligé de résigner à son tour la même Cure au sieur Cadot son neveu. Le sieur Cadot en vertu des provisions de Cour de Rome , & du *Visa* de M. l'Archevêque de Paris , prit possession le 22 Avril 1732 ; il avoit étudié le tems nécessaire pour obtenir le degré de Maître ès Arts ; il ne lui manquoit que la formalité du degré qu'il a fait expédier le 17 Juin 1734. Par-là il a mis le dernier degré de perfection à ses titres , & s'est trouvé à l'abri de l'incursion des Dévolutaires.

Cependant le 21 du même mois il a été assigné à la requête du sieur de la Cotte qui s'étoit fait pourvoir de la même Cure par dévolut , dès le 17 Juin 1733. Ce trouble devoit être plus sensible au sieur Cadot de la part du sieur de la Cotte , que de tout autre. C'étoit un Ecclésiastique attaché à la Paroisse de la Ville-l'Evêque , tant en qualité de Sacristain , qu'en celle de Chantre & de Clerc des Convois. Le sieur Cadot lui avoit toujours donné des marques de bienveillance , & le recevoit très-souvent à sa table , comme plusieurs autres Prêtres de la Paroisse. L'indignité d'un pareil dévolut jetté sur son propre Bienfaiteur , a soulevé avec raison toute la Paroisse , & chacun suivant son état en a fait éclater son ressentiment.

Quoi qu'il en soit , le sieur Cadot , par de premières exceptions , a demandé que le sieur de la Cotte , comme Dévolutaire , fût tenu de donner caution ; le sieur de la Cotte alors a senti combien cette qualité devoit lui être funeste ; ce n'est pas la honte du dé-

volut qui lui a fait impression ; mais il a reconnu qu'il ne pouvoit plus le soutenir , soit parce qu'il n'avoit pas pris possession dans l'an , soit parce que le dévolut n'étant fondé que sur le défaut de degré , & le degré se trouvant obtenu avant sa prise de possession , & avant la demande en complainte , le prétexte de l'impétration étoit évanoui. Il a donc forgé alors un système d'une espece toute nouvelle ; il a prétendu qu'il pouvoit renoncer à la clause du dévolut insérée dans ses provisions , & s'annoncer comme simplement pourvu par mort : comme si on pouvoit se faire pourvoir par mort d'un Bénéfice possédé depuis plus d'un an par un Titulaire paisible , quelque incapable qu'on le suppose , & comme si en effet le sieur de la Cotte ne s'étoit pas fait pourvoir sur l'incapacité du Possesseur.

Cette déclaration de la part du sieur de la Cotte engagea le sieur Cadot à donner une Requête au Châtelet , dans laquelle il demanda acte de ce que le sieur de la Cotte renonçoit à son dévolut , & en conséquence demanda qu'il fût déclaré non-recevable , comme n'ayant plus ni titre ni qualité.

Le sieur de la Cotte prêt à succomber au Châtelet , substitua la voie de l'appel comme d'abus à celle des moyens de nullité qu'il avoit proposés jusques - là contre les provisions du sieur Cadot : c'est par-là que la Cour a été faisie du fond de la contestation.

Le sieur Hubert , second Dévolutaire , s'y est présenté depuis par une Requête d'intervention. Pour lui il n'abdique point la qualité de Dévolutaire , au contraire il s'en fait un moyen pour exclure le sieur de la Cotte plus diligent que lui ; il convient qu'on ne peut attaquer le sieur Cadot que par la voie du dévolut , & sur ce fondement il soutient que le sieur de la Cotte qui a renoncé n'a plus de titre , il ajoute que le dévolut au fond est appuyé sur des moyens légitimes , & que l'obtention du degré avant la demande en complainte des Dévolutaires , ne le fait point cesser.

Tel est l'état de la contestation dans laquelle le sieur Cadot a deux objets généraux à remplir. Le premier est de prouver que les Dévolutaires qui exercent ici une censure si rigide , ont eux-mêmes dans leurs titres des nullités essentielles qui ne permettent pas de les écouter. Le second est d'établir que la formalité du degré qui manquoit seule au sieur Cadot , lorsqu'il a été pourvu , se trouvant remplie avant que les Dévolutaires aient pris possession & formé complainte , leurs impétrations s'évanouissent , & demeurent nécessairement sans effet.

Commençons par ceux du sieur de la Cotte.

1°. Ses degrés ne sont point insinués ; on ne dit pas qu'il ne sont point insinués dans le tems prescrit par la Loi , mais qu'ils ne l'ont jamais été , & ne le sont point actuellement ; c'est une nullité essentielle aux termes des Ordonnances , & en particulier de l'Edit de 1691. Tout Dévolutaire qui veut chasser un Possesseur paisible , est un homme odieux par lui-même , son titre est défavorable , la Justice n'y peut déferer que quand elle est entraînée par une espece de nécessité ; mais dès qu'elle trouve que le Dévolutaire qui vient reprocher aux autres quelques contraventions à la Loi , en est lui-même le premier coupable , elle ne balance pas à lui imposer silence. Or, l'Edit des Insinuations est une Loi impérieuse , il veut que les degrés soient insinués dans le mois de leur date , c'est la disposition de l'article . . . . . Le sieur de la Cotte , non-seulement n'a point fait insinuer dans le mois , mais depuis treize ans il a négligé cette forme essentielle ; son titre réprouvé par la Loi ne peut donc lui servir de prétexte pour attaquer un Curé en place.

*Nullité des titres d's Dévolutaires.*

2°. Il a joint à ses degrés des Lettres d'études en la Faculté de Droit, qui portent qu'il a étudié dans cette Faculté depuis la Saint-Martin 1723 jusqu'aux Vacances de 1728 : mais que résulte-t-il de ces Lettres d'études , sinon qu'il n'a étudié qu'après avoir obtenu ses degrés , ce qui les rend radicalement nuls ? En vain , pour échapper à ce moyen , veut-il faire entendre que les Lettres de degrés ont été obtenues par bénéfice d'âge sur une simple étude de six mois , & que cela suffisoit pour posséder des Bénéfices qui exigent la qualité de Gradué ; mais que cela ne suffisoit pas pour donner droit de requérir des Bénéfices comme Gradué , qu'il falloit cinq années d'études , & que c'est pour acquérir cette capacité qu'il a étudié en Droit depuis la fin de 1723 jusqu'à la fin de 1728 ; car cette distinction ne peut pas détruire le moyen qu'on lui oppose. D'un côté il ne prouve point qu'il ait fait d'autres études en Droit que celles qui sont exprimées dans son *Quinquennium* ; de l'autre , son *Quinquennium* prouve même qu'il n'en a point fait d'autres ; car s'il avoit étudié pendant six mois de l'année 1723 , pour obtenir des Lettres de Licence du 29 Juillet de la même année , il n'avoit plus que quatre ans & demi à étudier pour finir son *Quinquennium*. Pourquoi donc en auroit-il étudié cinq ? Pourquoi dans ses Lettres de *Quinquennium* ne feroit-on commencer ses études qu'à la Saint-Martin 1723 , quand réellement il auroit pris ses inscriptions

*Nullité des Lettres de Gradué obtenues avant les études.*

& commencé ses études dès le commencement de la même année ? Sa défense auroit quelque couleur s'il y avoit eu un long intervalle entre ses études par bénéfice d'âge , & son *Quinquennium* ; mais ses Lettres de Licence sont du 29 Juillet 1723 , c'est-à-dire , de quelques jours avant la cessation des Ecoles de Droit , & il entre en Droit à la Saint-Martin suivant : C'étoit donc une continuation d'études sans interruption. Pourquoi fixer l'époque du commencement à la Saint-Martin , quand il avoit étudié dans tout le cours de la même année ? Ces faits ne se concilient point avec ce qu'il avance. En un mot on prend droit par ses propres pièces ; il rapporte des Lettres d'études qui portent qu'il n'a commencé à étudier qu'à la Saint-Martin 1723 ; & ses Lettres de degrés sont antérieures , elles ne peuvent donc pas se soutenir ?

3°. Les provisions du sieur de la Cotte contiennent expressément la clause de dévolut sans laquelle le sieur Cadot ne pouvoit être troublé ; elles sont du 17 Juin 1733 , & le sieur de la Cotte n'a pris possession en conséquence que le 21 Juin 1734 , ce qui suffiroit pour rendre son titre caduc quand il auroit été légitime dans son principe ; parce que suivant l'article 15 de la Déclaration de 1646 , enregistrée en la Cour : *Tous Dévolutaires pourvus par mort , incapacité ou autrement , sont obligés de prendre possession des Bénéfices par eux ainsi obtenus , dans l'an ; & en cas d'oppositions ou trouble , de faire assigner les Opposans trois mois après la prise de possession ; autrement , est-il dit , décherront du droit par eux acquis en vertu desdites provisions , & défendons à nos Juges d'y avoir aucun égard.* Les provisions étant du 17 Juin 1733 , il falloit que la prise de possession fût faite dans le 17 Juin 1734 , cependant le *Visa* n'étoit pas même alors obtenu , & le sieur de la Cotte n'a pris possession que quatre jours après.

Il a bien senti lui-même un défaut si essentiel , & c'est apparemment pour le couvrir qu'il a avancé dans son exploit qu'il s'étoit présenté à M. l'Archevêque de Paris dès le 24 Mai , qu'il avoit été renvoyé au 26 pour subir examen ; que l'ayant subi , il avoit été renvoyé au 18 Juin , par où il veut sans doute insinuer que ce n'est pas sa faute s'il n'a pas agi plutôt ; mais en premier lieu , il n'y a aucune preuve de ces faits hazardés gratuitement par le sieur de la Cotte. En second lieu , il ne pourroit jamais se justifier d'avoir attendu plus d'onze mois à faire venir ses provisions de Rome ; enfin si on lui avoit fait  
essuyer

effuyer des délais à l'Archevêché qui l'exposant à laisser passer le tems faral , il étoit le maître de faire une requisition en forme à M. l'Archevêque de Paris , & sur son refus de prendre une Ordonnance du sieur Lieutenant Civil , qui lui auroit permis de prendre possession civile & de former complainte. Il ne peut donc rejeter sur les autres une faute qu'il ne peut imputer qu'à lui-même ; en tous cas le Possesseur troublé par un Dévolutaire n'est point obligé d'entrer dans ces détails , la date de la provision & celle de l'exploit en complainte lui suffisent ; s'il y a plus d'une année d'intervalle , il y a une prescription acquise en sa faveur , & rien ne peut lui enlever cet avantage.

4°. Le sieur de la Cotte a lui-même produit plusieurs procédures d'une Instance qu'il a eue au Châtelet en qualité d'Exécuteur testamentaire du feu sieur Hutrel , Curé de la Ville-l'Evêque ; le sieur Cadot étoit Partie dans cette Instance pour répéter quelques titres & quelques droits de la Cure ; mais par-tout le sieur de la Cotte a procédé avec lui comme légitime Titulaire de la Ville-l'Evêque , & cela depuis même qu'il avoit obtenu ses provisions de Cour de Rome par dévolut ; par la Sentence définitive qui intervint entre les Parties le 1<sup>er</sup> Juin 1734 , le sieur Cadot est encore reconnu Curé de la Ville-l'Evêque , contradictoirement avec le sieur de la Cotte.

Comment a-t-il pu reconnoître une qualité qu'il ose aujourd'hui contester ? C'est un homme dont toutes les démarches n'annoncent qu'égaremens & que contradictions.

Quoi qu'il en soit , il y a des vices essentiels dans ses titres ; ses prétendus degrés ne sont point insinués ; il les a obtenus avant que d'avoir commencé ses études ; il n'a point pris possession dans l'an ; il n'a point donné de caution ; il est donc non-recevable dans sa demande ; il est sans qualité & sans action pour attaquer un Possesseur paisible.

Passons à l'examen des titres du sieur Hubert ; ils ne consistent que dans des Lettres de Docteur en Théologie du 22 Juillet 1726 , dans ses provisions du 24 Novembre 1733 , & dans sa prise de possession du 23 Novembre 1734 ; ces titres paroissent simples , & même d'une forme assez régulière ; mais ils nous découvrent un mystère qu'il est important d'éclaircir.

Le sieur Hubert paroît n'avoir été pourvu en Cour de Rome que le 24 Novembre 1733 ; mais il est certain cependant qu'il a eu un titre antérieur qu'il n'ose pas faire paroître ; c'est ce qui est établi par ses provisions mêmes , dans lesquelles il demande la

Pourvu à Rome doit prouver tout ce qu'il a annoncé dans sa supplique.

Dévolutaire dont le titre est vicieux ne peut le réformer.

Dévolut comparé au retrail-lignager.

Cure de la Ville-l'Evêque au Pape , *absque præjudicio juris sibi in dicta Ecclesia , suc ad illam jam forsan aliunde ut profertur quæsiti , sed jus juri addendo , & antiquum conservando*. Il étoit donc déjà pourvu du même Bénéfice , il avoit une provision antérieure , mais il n'est pas le maître de la supprimer , il l'a exposée au Pape , elle devient une piece commune entre les Parties : il faut donc qu'il la représente.

Cette provision antérieure ne pouvoit être qu'à titre de dévolut ; mais en même-tems elle devoit être infectée de quelque vice essentiel , puisqu'on la supprime , & qu'on en a obtenu une autre que l'on fait seule paroître. Or c'est un principe constant en matiere de dévolut , que quand le Dévolutaire a eu un titre vicieux & caduc , il ne peut plus en obtenir un autre dans lequel il se rectifie lui-même ; jamais il ne peut plus être admis au même dévolut , quoiqu'avec un titre plus parfait. Ce principe a été établi pour maintenir toute la rigueur de nos Ordonnances contre les Dévolutaires ; comme elles prononcent la déchéance de leur droit dès qu'ils se trouvent coupables de la moindre contravention aux regles qui leur sont prescrites , on a voulu pour les y astreindre plus étroitement , que la déchéance fût irréparable , même à la faveur d'un nouveau titre. Ainsi , par exemple , un Dévolutaire ne prend pas possession dans l'année d'une premiere provision , l'article 15 de la Déclaration de 1646 le déclare déchu du droit par lui acquis. Mais pourra-t'il après l'année expirée , ou se faire pourvoir de nouveau , ou même faire usage d'une provision plus moderne , par rapport à laquelle il est encore dans l'an de prendre possession ? Non sans doute , parce que si cela étoit , les Ordonnances seroient illusoires , on seroit déchu d'un côté , on se releveroit de l'autre ; la Jurisprudence a toujours réprimé ces vains efforts d'un Dévolutaire qui cherche à se soustraire à l'autorité de la Loi.

Il en est des dévoluts en matiere bénéficiale , comme des retrails lignagers en matiere civile , la Loi a assujetti ces deux sortes d'actions à mille formes rigoureuses ; l'omission d'une seule fait périr l'action , sans qu'elle puisse revivre ; le retrayant lignager ne peut se réformer , il ne peut recommencer la procedure ; le Dévolutaire ne peut se faire pourvoir de nouveau , ni se remettre en regle quand une fois il y a manqué. Or le sieur Hubert avoit un premier titre , ou vicieux en lui-même , ou devenu caduc par la suite , c'est à celui-là qu'il faut remonter pour juger de son droit ; le titre qu'il fait paroître ne peut réparer le vice du premier.

Ce premier titre seroit au moins caduc, parce qu'il n'auroit pas été suivi d'une prise de possession dans l'an; le sieur Hubert a obtenu la dernière provision qu'il fait paroître dès le 24 Novembre 1733, il y énonce un droit plus ancien; quand il ne le seroit que de deux jours, la prise de possession qu'il a faite de la Cure de la Magdeleine le 23 Novembre 1734, ne se trouveroit plus dans l'an de la première provision, & par conséquent le sieur Hubert seroit déchu irrévocablement du droit par lui prétendu à ce Bénéfice. Il faut donc écarter la provision du 24 Novembre 1733 comme inutile, puisqu'en matière de dévolut il n'y a jamais que la première provision dont on puisse se servir, & que celle du 24 Novemb. suivant sa supplique même, n'est qu'une seconde provision, qui ne peut réparer les vices de la première.

Le sieur Hubert a entrepris de répondre à une nullité si essentielle, il prétend que le moyen ne vaut rien ni dans le fait ni dans le droit. Dans le fait, parce qu'il n'a jamais obtenu d'autres provisions que celles du 24 Novembre 1733; que le Correspondant de son Banquier à Rome a pu croire qu'il avoit quelque droit antérieur; mais que c'est une erreur dont le sieur Hubert ignore la cause. Dans le Droit, parce qu'il n'y a point de Loi qui défende à un Dévolutaire qui remarquera quelque vice dans ses provisions, d'en faire expédier de secondes, & que la Déclaration de 1646, qui veut que le Dévolutaire prenne possession dans l'an de ses provisions, s'entend des provisions dont le Dévolutaire fait usage, & non de celles qu'il a abandonnées; mais cette défense est également contraire à la vérité & aux principes.

1°. Pour peu que l'on soit versé dans l'usage & dans le style de la Cour de Rome, on ne peut douter, en lisant les provisions du sieur Hubert, qu'il n'en eût déjà obtenu d'antérieures; toutes les clauses qui se trouvent dans celles qu'il rapporte, sont précisément les mêmes qui s'employent toujours lorsque l'on se fait pourvoir pour la seconde fois d'un même Bénéfice: *Qui forsan in dicta Ecclesia seu Vicaria hujusmodi jus habet, seu habere pretendit . . . absque præjudicio juris sibi in dicta Ecclesia seu Vicaria hujusmodi, vel ad illam jam forsan aliunde ut præfertur quæsitum, sed jus juri addendo & antiquum conservando.* Il ne faut pas équivoquer sur le terme *forfan*, comme si cela répandoit un doute sur le fait des premières provisions; car ce terme est ordinairement placé par-tout dans les provisions de Cour de Rome, & les faits les plus constans y sont souvent présentés avec ce correctif. Il faut se familiariser avec le style de chaque Pays; en

Caractere d'une  
seconde signature de  
Cour de Rome.

un mot un homme qui se fait pourvoir pour la première fois d'un Bénéfice, ne s'avise point d'exposer au Pape qu'il a déjà un droit formé au Bénéfice, & qu'il demande des provisions sans préjudice du droit qui lui est déjà acquis.

De dire que ce soit une erreur du Correspondant du Banquier de France, c'est encore un subterfuge grossier; le Correspondant de Rome n'imagine point ce qui n'est point exprimé dans l'envoi du Banquier de France, il n'est que le Ministre Exécuteur de ses ordres, comme le Banquier n'est lui-même que le Ministre Exécuteur des ordres de l'impétrant; il ne faut pas croire que la tête ait tourné à l'un & à l'autre, & que gratuitement ils aient exposé un droit antérieur dans la personne du sieur Hubert.

Point de *perquiratur* du fait établi par la signature de Cour de Rome.

Mais, dit-on, faites faire un *perquiratur* à Rome pour voir si vous y trouverez des provisions antérieures; comme si le sieur Cadot qui trouve le fait établi par les propres provisions du sieur Hubert, étoit obligé de rechercher ailleurs la preuve d'un fait déjà établi, comme s'il étoit obligé de se constituer en dépense extraordinaire pour appuyer le fait exposé par le sieur Hubert lui-même; ce seroit au sieur Hubert à détruire son propre exposé, en rapportant cette épreuve contraire dont il voudroit charger le sieur Cadot, en rapportant la copie de son envoi; mais il ne se jettera jamais dans cet éclaircissement, parce qu'il seroit impossible qu'il ne servît à le confondre.

Bénéficiaire pressé par un délai fatal ne peut le proroger en géminant ses actes.

Aussi entreprend-il de prouver qu'une provision antérieure ne pourroit lui être opposée. Il n'est point défendu, dit-il, à un Dévolutaire qui remarque quelque vice dans de premières provisions, d'en faire expédier de secondes. Mais quand cela seroit, ce que l'on est bien éloigné de reconnoître, il faudroit toujours qu'il prît possession dans l'année, à compter de la date des premières provisions, parce que celui à qui la Loi donne un délai fatal, n'est pas le maître de le proroger en multipliant les actes qui font courir le délai. Nous en avons un exemple en matière bénéficiale, le Résignataire est obligé de prendre possession dans les trois ans, à compter du jour que sa résignation est admise, sinon & à faute d'avoir pris possession dans ce tems, la résignation devient caduque, & le Résignant conserve son Bénéfice comme s'il n'en avoit jamais disposé. Pour éluder cette Loi, il est arrivé qu'au bout d'un an, qu'au bout de deux ans, on faisoit faire une seconde résignation au profit de la même personne, pour proroger le délai de trois ans; toutes les fois que cela est arrivé on a toujours jugé qu'il falloit compter les trois années du jour de la pre-



miere résignation. Il en de même en est matiere de dévolut , la Loi charge le Dévolutaire de prendre possession dans l'an , à compter de la date de ses provisions , sinon le déclare déchu de tout droit au Bénéfice ; le Dévolutaire qui aura encouru cette peine , la rendra illusoire en prenant de nouvelles provisions , & par-là il prorogera impunément le délai , il rendra la Loi inutile & sans effet , ce seroit le comble de l'illusion.

Mais, dit-on , la Loi en le déclarant déchu du droit acquis par ses provisions , ne doit s'entendre que du droit acquis par les provisions dont il fait usage , & non du droit qu'il avoit par des provisions qu'il avoit abandonnées. Mais c'est-là précisément ce qui rendroit la peine de la Loi purement illusoire ; car quand on a laissé passer l'année fatale , on ne feroit point usage des provisions , & on en prendroit de nouvelles , en sorte qu'on diroit toujours : Vous ne pouvez pas m'opposer la sévérité de la Loi , parce que je ne fais pas usage des premières provisions , & je ne me fers que des secondes. Tout l'effet de cette Loi rigoureuse seroit donc de faire gagner les Officiers de Cour de Rome , en obligeant le Dévolutaire de prendre de nouvelles provisions , ce qui seroit faire dégénérer la sagesse de la Loi dans un égarement manifeste.

Le sieur Hubert est donc sans titre & sans action , la Loi en a prononcé la nullité , & par conséquent , il seroit inutile de défendre à sa demande , aussi-bien qu'à celle du sieur de la Cotte ; cependant , pour écarter à jamais tous Dévolutaires sur le sieur Cadot , il faut démontrer que son droit est inébranlable.

Dans les regles générales on ne peut impétrer un Bénéfice comme vacant s'il ne vaque par mort ou par démission ; celui qui a un Titulaire actuel ne peut être conféré , parce que les titres des Bénéfices sont perpétuels de leur nature , & qu'il n'est pas permis d'en dépouiller un Possesseur paisible.

*Droit du sieur  
Cadot.*

Cependant comme les Bénéfices peuvent tomber entre les mains d'Ecclesiastiques ou qui en soient indignes , ou qui n'ayent pas de titres canoniques , il est de la dignité de l'Eglise de trouver les moyens de les expulser ; cela ne se pouvoit faire autrefois que par l'autorité du Supérieur , qui ou leur faisoit leur Procès , & prononçoit la privation des Bénéfices , s'ils étoient tombés dans des crimes qui méritoient une pareille peine , ou déclaroit seulement les Bénéfices vacans & impétrables , s'ils ne méritoient d'en être privés que par le vice de leurs titres ou par d'autres circonstances qui ne pouvoient pas passer pour criminelles.

*Origine du  
dévolut.*

L'autorité que les Papes se sont attribuée de conférer les Bénéfices ou par prévention, ou concurremment avec les Ordinaires, a introduit insensiblement l'usage des Dévoluts; ils ont supposé que ce qui pouvoit donner lieu de prononcer la privation, opéroit une vacance de droit, & sur ce fondement ils ont conféré tous les Bénéfices dont on a prétendu que les Titulaires n'étoient pas canoniquement pourvus, & par l'excès du pouvoir dont ils jouissoient alors, ils ont fait exécuter ces provisions à la ruine des droits des Ordinaires.

Loi de l'annale possesseur introduite contre les dévoluts.

Comme cette facilité d'impêtrer des Bénéfices qui étoient remplis par des Possesseurs paisibles excitoit un trouble universel, & désoloit l'Eglise par les contestations infinies qu'elle excitoit, les Papes furent les premiers à y mettre des bornes par la règle de *annali possessoris*. Cette règle défendit d'impêtrer un Bénéfice possédé depuis plus d'un an par un Titulaire paisible, si l'Impétrant ne satisfaisoit à toutes les conditions prescrites par cette règle. Comme cette Loi avoit pour objet de rendre ces sortes d'impêtrations que l'on appelle dévoluts, infiniment difficiles, elle a été reçue avec beaucoup de faveur. M<sup>e</sup> Charles Dumoulin qui en a fait un Commentaire exprès, en a beaucoup élevé la sagesse; & a reconnu qu'elle devoit être observée en France sous l'autorité du Roi, non pas en se soumettant aux formes judiciaires qui y sont établies; & que le Roi peut changer, mais en conservant le fond de ses dispositions contre les Dévolutaires.

C'est dans cet esprit que l'Ordonnance de 1550, communément appelée, *l'Edit des petites Dates*, défendit aux Dévolutaires de s'efforcer de faire entrer en la jouissance des Bénéfices, à peine de décheance de leur droit, comme aussi défendit d'ordonner aucun sequestre, qui empêchât les Possesseurs de continuer la jouissance de leurs Bénéfices. La Déclaration de 1557 ajouta que les Dévolutaires seroient tenus d'élire domicile & de donner caution de payer le jugé; sur quoi il est important d'observer que par l'Arrêt d'enregistrement de cette Déclaration, il fut dit que cette Loi n'auroit lieu qu'à l'égard de ceux qui auroient obtenu leurs dévoluts à l'encontre des paisibles Possesseurs par an & jour; ce qui prouve que la règle de *annali possessoris* étoit admise en France, en substituant seulement aux formes qu'elle avoit prescrites les conditions imposées par les Ordonnances de nos Rois.

Preuve que la règle de *annali possessoris* est admise en France.

Ce sont-là les premières Loix que nous connoissons en France sur cette matière; la règle de *annali possessoris* publiée à

Rome sous Innocent VIII. en . . . y avoit donné lieu ; mais bientôt on reconnut que cette forme d'impêtrer les Bénéfices avant qu'ils fussent déclarés vacans , étoit contraire à la pureté des regles Canoniques. L'ordonnance d'Orléans de 1560 , se proposa de corriger cet abus , c'est pourquoi dans l'article 5 il fut fait défenses *d'accorder aucuns dévoluts plutôt & paravant que le Pourvu par l'Ordinaire eût été déclaré incapable , défendant à tous Juges d'avoir aucun égard aux provisions par dévolut , soit Apostoliques ou autres quelconques auparavant la déclaration d'incapacité.*

Cette sage discipline a subsisté jusqu'à l'Ordonnance de Blois , qui a rétabli dans l'art. 6 l'usage des dévoluts avant que le Possesseur eût été déclaré incapable , & que le Bénéfice eût été déclaré vacant ; mais plus on a apporté de facilité à se relâcher à cet égard , & plus on a cru d'un autre côté devoir établir des regles sures contre les Dévolutaires. C'est pourquoi le même article , après avoir permis l'usage des dévoluts , avant la vacance prononcée , ajoute : *A la charge toutefois de bailler bonne & suffisante caution , & d'élire domicile , de contester en Cause dans trois mois , à compter du jour de leur prise de possession , & de mettre le Procès en état d'être jugé au plus tard dans deux ans ; autrement & à faute de ce , défendons à nos Juges d'avoir aucun égard ausdits dévoluts.*

Ordonnance de Blois favorable au dévolut.

La Déclaration de 1646 a ajouté de nouvelles formalités dans l'article 15 , elle a voulu *que les Dévolutaires pourvus en Cour de Rome par mort , incapacité ou autrement , prissent possession des Bénéfices par eux ainsi obtenus dans l'an , & qu'ils formassent complainte trois mois après , autrement décherront du droit par eux acquis en vertu desdites provisions , & défendons à nos Juges d'y avoir aucun égard.*

Enfin l'Ordonnance de 1667 , a fixé la caution que devoit donner le Dévolutaire à 500 liv. & qu'à faute de la donner dans le tems qui lui seroit fixé , il demeurât déchu de son droit , sans qu'il pût être reçu à purger la demeure.

Toutes ces formalités imposées aux Dévolutaires sont toutes de rigueur , il n'y en a pas une seule à laquelle nos Ordonnances n'ayent apposé la peine de la déchéance du dévolut , parce que toutes les Loix ont reconnu que ce genre d'impétration , qui en lui-même est contraire à la pureté des Canons , ne pouvoit être toléré que sous les conditions les plus dures & les plus sévères.

C'est dans le même esprit que l'on a tenu pour maxime dans tous les tems, que le droit n'étoit acquis au Dévolutaire que du jour de sa demande en complainte ; en sorte que si le motif du dévolut qui subsistoit lorsque le Dévolutaire a été pourvu & a pris possession, ne subsiste plus le jour qu'il a formé complainte, on a toujours jugé que son titre étoit devenu caduc, & qu'il n'en pouvoit plus faire usage. La discipline s'est prêtée avec peine à ce genre d'impétration, elle ne l'admet qu'autant que l'Eglise en peut tirer quelque avantage, en substituant un Sujet capable, & qui ait un titre canonique, au Possesseur injuste ou indigne ; mais quand au moment de la complainte formée, le Possesseur se trouve capable, elle n'écoute plus le Dévolutaire dont le secours lui est inutile. Ainsi quand le Possesseur a pu acquérir avant la complainte la capacité qui lui manquoit, le droit du Dévolutaire s'évanouit : & de même si le Possesseur qui ne pouvoit réparer sa propre incapacité, résigne à un Sujet capable, & que la résignation soit admise avant l'action du Dévolutaire, il est aussi déchu du droit qu'il pouvoit prétendre en vertu de ses provisions.

Ce principe est constant dans la Jurisprudence, & reconnu par tous les Auteurs ; Dumoulin l'établit expressément dans les nombres 202 & 203 de la regle de *publicandis*. *Si jam Beneficia erant impetrata per incapacitatem, deinde possessor ante citationem & litem motam resignaverit, tamen quia resignatio erat expedita ante citationem & litem motam, per Arrestum hujus Senatus plenum possessorium resignatario adjudicatum*. On voit dans cette espece un dévolut obtenu sur un Possesseur incapable, depuis les provisions du Dévolutaire, une résignation faite & admise avant que le Dévolutaire eût agi en Justice, & par cette seule circonstance, le Dévolutaire succombe. Cela seroit contre toutes les regles si le droit étoit acquis au Dévolutaire du jour de ses provisions, parce qu'une résignation postérieure ne pourroit pas lui enlever un droit qui auroit été formé ; mais parce que son droit n'est considéré que du jour de la complainte, la résignation intermédiaire suffit pour l'exclure.

C'est ce qui a été jugé par deux Arrêts du Parlement de Toulouse rapportés par M. Maynard. Le sieur Boutin avoit été pourvu d'une Cure de Ville murée, sans être Prêtre ni Gradué ; le sieur Paumier s'en fit pourvoir par incapacité, fondée sur la non-promotion & le défaut de degrés ; mais avant les provisions du sieur Paumier, le sieur Boutin étoit devenu Diacre, &

avant

avant l'instance possessoire, Prêtre & Gradué. Sur ce fondement, il fut maintenu par Arrêt du 12 Juillet 1555. C'est ici précisé-ment la même espece; le sieur de la Cotte s'est fait pourvoir de la Cure de la Ville-l'Evêque, à cause de l'incapacité du sieur Cadot, fondée sur le défaut de degré; mais avant l'instance possessoire, le sieur Cadot est devenu Gradué; il doit donc être maintenu comme le sieur Boutin l'a été par l'Arrêt de 1555. M. Maynard rapporte un second Arrêt du mois de Juin 1580.

La même chose a été jugée en la Cour par l'Arrêt du 24 Mai 1696, sur les conclusions de M. d'Aguesseau, alors Avocat Général, & à présent Chancelier de France. Le sieur Abbé de Tessé avoit été pourvu du Prieuré de sainte Croix avant l'âge de quatorze ans; le sieur Fevrier s'en fit pourvoir par dévolut, sur le fondement de ce que le sieur Abbé de Tessé n'avoit pas l'âge requis par les Canons. Depuis la prise de possession du Dévolutaire, mais avant la demande en complainte, le sieur Abbé de Tessé obtint une dispense d'âge en Cour de Rome. Sur la contestation portée en la Cour, le Dévolutaire soutenoit que dans le tems qu'il avoit obtenu ses provisions, même dans le tems qu'il avoit pris possession, le sieur Abbé de Tessé étoit incapable, & qu'ainsi il n'y avoit aucune difficulté de le maintenir. Mais le sieur Abbé de Tessé ayant invoqué le principe que le droit n'est acquis au Dévolutaire que du jour de la complainte, & que jusques-là l'incapacité peut être réparée, il fut maintenu par l'Arrêt qui est rapporté dans le cinquième tome du Journal des Audiences, livre 12, chapitre 16. Rien ne peut mieux nous développer les motifs de cette décision importante, que le plaidoyer de M. l'Avocat Général, recueilli dans le Journal des Audiences. Il dit : *Que la question étoit de savoir, si la nouvelle provision étant postérieure à celle du dévolutaire, & même à sa prise de possession, devoit prévaloir : c'est-à-dire de savoir de quel jour le droit est acquis à un Dévolutaire sur un bénéfice.* Il soutint : *Que quoiqu'en fait de bénéfices, jus ex titulo, non ex possessione, & que c'est la provision qui fait le titre canonique & donne le droit, cela n'a pas lieu tout-à-fait à l'égard du Dévolutaire. Les Ordonnances ont établi des formalités auxquelles ils sont obligés de satisfaire pour établir leur droit. Les Canonistes, & entr'autres M<sup>e</sup> Charles Dumoulin, ont établi que le Droit n'est acquis à un Dévolutaire anté litem motam : c'est la demande en complainte qui établit & fait paroître en même tems la demande du Dévolutaire; les Arrêts ont même jugé que ni les provisions, ni la prise de possession d'un dévolutaire*

*n'ôtent point au possesseur la liberté de résigner, que la résignation étoit légitime & canonique, que le vice du possesseur étoit purgé avant la demande en complainte, qui seule est considérée pour lier les mains au Titulaire; c'est du jour de la demande en complainte que l'on peut dire que le droit est acquis au Dévolutaire.*

Ce sont précisément ces mêmes principes que le sieur Cadot oppose aujourd'hui aux deux Dévolutaires. Il a été pourvu de la Cure de la Ville l'Evêque, après avoir étudié le tems nécessaire pour obtenir le degré de Maître ès Arts; mais n'ayant pas encore satisfait à la formalité du degré, ou de l'expédition du degré, les Dévolutaires empressés ont été prendre date à Rome, & se sont fait expédier des provisions fondées sur le défaut de degré. Or avant qu'ils eussent pris possession, & par conséquent avant la demande en complainte, le sieur Cadot a obtenu le degré de Maître ès Arts: ainsi le vice de son titre a été purgé; les Dévolutaires ne peuvent donc plus être écoutés. *Le droit ne leur est point acquis ANTE CITATIONEM ET LITEM MOTAM*, disoit M. le Chancelier en 1696, *le vice du possesseur est purgé avant la demande en complainte, qui seule est considérée, pour lier les mains au Titulaire, c'est du jour de la complainte que l'on peut dire que le droit est acquis au Dévolutaire.* C'est donc du jour de la complainte qu'il faut examiner si le Titulaire avoit les capacités requises: or le sieur Cadot étoit alors Gradué dans toutes les formes prescrites par les Ordonnances: donc il n'y avoit aucun prétexte au dévolut, & par conséquent il n'y a aucune difficulté à les exclure l'un & l'autre.

Pour donner encore un nouveau jour à ce moyen, supposons qu'un Curé non Gradué eût obtenu des degrés depuis ses provisions & depuis sa prise de possession, & que plus d'un an après un particulier se fût fait pouvoir en Cour de Rome par dévolut, sur le prétexte que le Curé n'étoit pas Gradué dans le tems de ses provisions. Y auroit-il quelqu'un qui osât se présenter pour soutenir un pareil titre? On lui répondroit qu'on n'obtient point un dévolut sur un Titulaire qui a toutes les capacités requises, sous prétexte qu'il y a eu un tems où il ne les avoit pas; que le vice étant réparé, l'Eglise ne peut plus admettre la voie odieuse du dévolut qui ne lui peut être d'aucun secours. En un mot, on ne croit pas que cette espece pût faire la matiere d'une question; or celle qui se présente est précisément la même, parce qu'en matiere de dévolut, on ne considere point la date des provisions du Dévolutaire, mais seulement celle de la

Titulaire en  
fureté pourvu  
qu'au jour de  
la complainte  
d'un Dévolu-  
taire il ait les  
capacités.

En dévolut  
on ne confi-  
dere pas les  
provisions;

demande en complainte. Il n'en est pas des Dévolutaires comme des autres pourvus, ceux-ci ont un droit formé par leurs provisions seules, ceux-là n'ont un droit acquis que par la complainte. Il faut donc considérer si le possesseur étoit incapable le jour qu'il a été assigné; s'il étoit incapable, que l'on écoute le Dévolutaire, à la bonne heure; mais si le Titulaire avoit alors toute la capacité nécessaire, il y auroit de l'indécence à le déposséder, pour introduire à sa place un personnage odieux, qui, tout au plus, n'auroit que le même degré de capacité que lui.

mais la complainte, comme étant l'origine du droit du Dévolutaire.

Il est facile après cela de répondre aux objections communes des deux Dévolutaires; ils traitent en général la question de savoir s'il faut être Gradué dans le tems qu'on est pourvu d'une Cure de Ville; ils disent que dans l'ancienne rigueur des principes, il falloit être Gradué dans le tems même des provisions, qu'à la vérité on s'est contenté depuis que le Pourvu fût Gradué dans le tems de la prise de possession, que c'est ce qui a été jugé par les Arrêts de 1699, 1700 & 1701, rapportés par l'Auteur des nouveaux Mémoires du Clergé; mais qu'au moins il faut avoir le degré dans le tems de la prise de possession, sinon que la provision demeure radicalement nulle; mais cette dissertation est déplacée quand il s'agit d'un Dévolutaire, elle n'est pas même exacte quand il s'agit d'autres pourvus par le même genre de vacance.

Quand un bénéfice vaque par mort, & que plusieurs s'en font pourvoir sur ce genre de vacance; les uns par le Pape, les autres par les Ordinaires en France, alors si ce bénéfice exige la qualité de Gradué, le premier pourvu doit naturellement être maintenu, pourvu qu'il ait les qualités nécessaires; mais s'il n'est pas Gradué, il devroit être exclu par celui qui a cette qualité que la Loi exige; cependant dans cette rigueur on a admis un tempérament, & on a jugé que s'il obtenoit le degré avant sa prise de possession, sa qualité de Gradué jointe à l'antériorité de sa date, devoit lui procurer la préférence. Mais de ce principe qui est vrai, on tireroit une fausse conséquence, si on prétendoit que tout degré obtenu depuis sa prise de possession est inutile; il faut distinguer alors entre les pourvus par mort: ou ils ont été pourvus avant l'obtention du degré, ou ils n'ont été pourvus que depuis; s'ils ont été pourvus avant l'obtention du degré, alors ils sont en état d'opposer au premier pourvu, qu'ayant pris possession sans être Gradué, ils ont acquis un droit certain au bénéfice par des provisions antérieures à son degré; mais s'ils n'ont été

pourvus que depuis l'obtention du degré, alors ils ne peuvent pas se faire un moyen de ce qu'il a été obtenu, même depuis la prise de possession. Cette vérité ne peut être rendue sensible que par des especes particulieres.

Dans les cas où il faut être gradué les Lettres de degré obtenues avant qu'aucun autre ait acquis droit au Bénéfice, quoiqu'elles soient postérieures à la provision & même à la prise de possession, sont bonnes.

Une Cure vaque le premier Janvier; dans le cours du même mois quatre Ecclesiastiques s'en font pourvoir par mort; le premier qui n'étoit pas Gradué, obtient des degrés le premier Février, & prend possession le 2 : alors, quoique ces degrés soient postérieurs à sa provision, & même aux provisions des autres, il doit être maintenu, parce qu'ils sont obtenus avant sa prise de possession.

Mais si étant seul pourvu dans le mois de Janvier, il prend possession le 2 Février, & n'obtient ses degrés que le 10; que depuis le 15, le 20 Février, d'autres se fassent aussi pourvoir de ce bénéfice par mort, alors il doit leur être préféré, parce que ce Curé a pu acquérir la capacité tant que le droit au bénéfice n'étoit point acquis à un tiers.

Dans la premiere espece où il y avoit plusieurs pourvus dans le mois de Janvier, on pouvoit dire que chacun avoit un droit acquis du jour de sa provision, & cependant le premier pourvu obtenant son degré depuis les provisions des autres, mais avant que de prendre possession, les exclut tous; à plus forte raison exclut-il dans la seconde espece ceux qui n'ont été pourvus que depuis son degré, quoique postérieur à sa prise de possession.

Il ne faut donc pas dire en général qu'il est nécessaire que le degré soit obtenu avant la prise de possession; cela peut être vrai quand il y a d'autres pourvus par mort, avant l'obtention du degré; mais lorsque le degré a précédé toutes les autres provisions par mort, alors qu'il soit antérieur ou postérieur à la prise de possession, cela est indifférent, parce qu'en un mot il suffit d'avoir le degré avant que le droit soit acquis à un tiers.

En vain nous oppose-t-on les termes de la Pragmatique *insti-tuantur Doctores*, ceux du Concordat *conferantur tantum Magistris*, &c. car ces textes ne servent qu'à établir la nécessité d'être Gradué, & non à prouver qu'il soit nécessaire de l'être dans le tems même de la provision, en sorte que le degré survenu depuis soit inutile.

On ne peut pas tirer plus d'avantage de la Déclaration de 1551, qui veut que les Procès concernant le possessoire des Cures, soient jugés suivant la teneur des saints Decrets & Concordats, sans



avoir égard aux impétrations qui pourroient être faites par personnes non graduées, & de la qualité contenue auxdits Concordats, contre lesquelles ne voulons aucunes dispenses contraires aux saints Decrets & Concordats avoir lieu. Car cette Loi ne fait que confirmer la nécessité d'être Gradué, sans juger si le degré survenu depuis la provision est inutile; au contraire elle proscriit les dispenses que l'on auroit pu obtenir, ce qui prouve qu'elle n'est faite que contre ceux qui vouloient posséder des Cures sans être Gradués. Ainsi elle ne peut être proposée dans une affaire où le Titulaire a rempli tout ce que la Loi exigeoit pour sa capacité. Il y a plus, car M. Louet sur le nombre 279 de la regle *de infirmis*, nous apprend que cette Déclaration ne fut donnée que contre les pourvus de Cour de Rome, le Pape ayant prétendu qu'il n'étoit point assujetti à conférer les Cures des Villes à des Gradués; ce fut pour faire cesser cette prétention injuste que fut donnée la Déclaration de 1551. *Summi Pontifices talia beneficia etiam non qualificatis conferebant, ideo Henrici II. Constitutione statutum fuit ne in posterum aliis quam debite qualificatis conferri possent.* Cette Loi n'a donc aucun rapport à la question de savoir en quel tems il suffit d'obtenir le degré.

En vain nous oppose-t-on encore ce que M<sup>e</sup> Charles Dumoulin & M. Louet ont avancé sur le nombre 280 de la regle *de publicandis*, car la question qu'il traite est absolument étrangère à l'objet dont il s'agit. M<sup>e</sup> Charles Dumoulin parlant de la nécessité d'être Gradué pour posséder une Cure, établit une maxime vraie, qui est qu'il ne suffit pas d'avoir étudié pendant le tems prescrit, mais qu'il faut avoir le degré, *non sufficit per illud tempus studuisse, sed necesse est etiam gradum in approbata Academia obtinuisse.* Il ne dit pas qu'on ne peut obtenir le degré depuis les provisions, & jusqu'à ce que le droit soit acquis à un tiers, mais il dit uniquement que l'étude ne suffit pas sans le degré. C'est sur ces termes, *non sufficit per illud tempus studuisse*, que M. Louet a dit, *qualitas Doctoris aut Baccalaurei est de essentia collationis & à lege desideratur, est qualitas beneficio juncta.* Mais tout cela n'est proposé que pour prouver la nécessité du degré outre le tems d'étude, & non pour déterminer un tems fatal dans lequel ce degré soit nécessaire, & après lequel il ne puisse être obtenu, quoique le droit au benefice ne soit acquis à aucun autre. On peut donc dire avec M. Louet : oui la qualité de Gradué est de l'essence de la provision, elle est inherente au benefice; ce

vain le pourvu auroit toute la science & toute la capacité nécessaire pour le desservir, s'il n'a pas cette qualité de Gradué, *quæ à lege desideratur* ; mais cette qualité nécessaire ne peut-elle pas être obtenue en tout tems, pourvu qu'un autre n'ait point encore de droit acquis ? Voilà une question que M. Louet ne traite point, & que les saines maximes ont fait juger depuis en faveur du degré obtenu dans le tems qu'aucun autre n'avoit point encore de droit formé.

Par-là tombe aussi ce que dit M. Antoine le Vaillant, que *gradus requiritur tempore provisionis*, car cela s'entend toujours que le degré est nécessaire avant que le droit soit acquis à un tiers. C'est la doctrine de Pastor, dans son Traité des Benefices, livre 3, titre 30, nombre . . . *Gradus est qualitas extrinseca beneficii ; & si provisus graduetur, ejus provisio convalescit, modo jus alteri questum non fuerit*. Il n'est donc pas nécessaire que le degré precede la provision, ni même la prise de possession, il est toujours valable, il rend toujours capable de posséder la Cure, pourvu qu'il soit obtenu avant qu'un autre ait un droit acquis.

C'est aussi ce qui a été jugé par les Arrêts de 1699, 1700 & 1701 ; ils sont rapportés dans les nouveaux Mémoires du Clergé. M<sup>e</sup> du Perray en a parlé dans ses questions sur le concordat, & M<sup>e</sup> Fuet dans son Traité des matieres beneficales. M<sup>e</sup> du Perray parlant de celui de 1699, dans sa question 49, propose ainsi la question : *Si la survenance du degré après les provisions d'une Cure est suffisante contre des Gradués qualifiés pourvus depuis ; & il répond : que par Arrêt du 6 Février 1699, cette question a été jugée en faveur du sieur Porteu qui eut ses degrés depuis ses provisions ; mais avant celles des autres Gradués.*

Mais, dit-on, cela peut être bon lorsque le pourvu obtient les degrés avant sa prise de possession, mais non lorsqu'ils ne sont obtenus que depuis. Cette distinction est purement chimerique, elle n'est établie nulle part, les Auteurs, les Arrêts n'exigent autre chose, sinon qu'ils soient obtenus avant que le droit soit acquis à un tiers ; & il n'y a qu'un seul cas où la date du degré avant la prise de possession soit nécessaire, c'est lorsque dans le tems de l'obtention du degré il y avoit déjà d'autres pourvus : mais cette circonstance ne fait que fortifier le moyen que l'on a établi ; car si dans ce cas le droit acquis à un tiers cede à un degré postérieur, à plus forte raison le degré obtenu avant qu'aucun autre eût un droit acquis, est-il à couvert de toute atteinte, & assure-t-il à ce Gradué un droit incontestable au benefice.

Il est étonnant que l'on ait osé citer dans cette affaire l'Arrêt du Doyenné de Montaignu; il est rapporté dans les Mémoires du Clergé, qui nous apprennent que le principe de décision ne fut pas la date du degré, mais sa nullité intrinsèque, ce degré n'ayant été précédé d'aucun tems d'étude, ce qui donna lieu même de faire un Règlement contre l'Université d'Angers.

Tout ce que l'on vient d'expliquer n'a lieu qu'entre plusieurs pourvus par mort, lesquels ont tous un droit acquis du jour de leurs provisions. Entr'eux le degré n'est pas nécessaire le jour même des provisions, il suffit de l'avoir obtenu avant que les autres aient été pourvus, & il y a même un cas où il suffit d'avoir le degré après les provisions des autres, pourvu qu'on l'ait obtenu avant que de prendre possession; mais tous ces principes sont inutiles quand on plaide contre des Dévolutaires, parce que comme ils n'ont de droit acquis que du jour de leur demande en complainte, tout degré obtenu avant cette époque est suffisant, parce qu'il fait cesser le fondement du dévolut. Le dévolut ne peut être admis que par l'incapacité du possesseur, & cette incapacité ne se considère qu'au moment que le droit est acquis au Dévolutaire: or il n'est acquis au Dévolutaire qu'au moment de la demande en complainte, le Dévolutaire ne peut donc pas être écouté, si dans ce moment le possesseur étoit capable.

C'est ce qui a été disertement jugé par les Arrêts du Parlement de Toulouse, cités par M. Maynard. Le dévolut étoit fondé sur deux moyens, la non-promotion à l'ordre de Prêtrise, & le défaut de degré; mais le possesseur étoit devenu Diacre avant les provisions du Dévolutaire, & avant l'instance possessoire, *Prêtre & Gradué*. On jugea que cela suffisoit pour exclure le Dévolutaire. Le sieur de la Corte a eu la prudence de ne point répondre à ces Arrêts, parce qu'effectivement ils décident trop clairement la question pour entreprendre de les combattre. Le sieur Hubert a été plus hardi, il répond: *Que ces Arrêts ont jugé que le degré acquis depuis la prise de possession, mais avant l'impétration du Dévolutaire, suffisoit*. Quand cela seroit vrai, l'induction n'en seroit pas moins solide; il faudroit toujours en conclure que le pourvu peut obtenir des degrés depuis sa prise de possession, & qu'il lui suffit d'en obtenir avant que le droit soit acquis à un tiers; & comme le Dévolutaire n'a de droit acquis que par la demande en complainte, il suffiroit toujours d'avoir le degré avant cette demande, la date des provisions du Dévolutaire est indifférente,

puisqu'elles ne forment point encore un droit entier en sa personne ; mais dans le fait , la réponse que l'on propose contre les Arrêts du Parlement de Toulouse est directement contraire à l'espèce rapportée par M. Maynard , qui dit à la vérité que le pourvu étoit devenu Diacre avant les provisions du Dévolutaire ; mais *qu'il n'étoit devenu Prêtre & Gradué qu'avant l'instance possessoire*, c'est-à-dire , avant la demande en complainte. M. Maynard n'auroit pas distingué le Diaconat de la Prêtrise & du degré , si tout avoit été obtenu avant les provisions du Dévolutaire , il ne place avant ces provisions que le Diaconat seul ; pour la Prêtrise & le degré , il ne les place qu'avant la complainte , & par conséquent depuis l'impétration. Ces Arrêts ont donc jugé contre les Dévolutaires dans l'espèce même qui se présente.

L'Arrêt de 1696 n'est pas moins décisif. On y répond que l'Abbé de Tessé avoit obtenu une nouvelle provision avant la demande en complainte du Dévolutaire & non une simple dispense d'âge ; mais quand cela seroit , il faudroit toujours conclure que le droit n'est acquis au Dévolutaire que par la demande en complainte ; puisque jusqu'à ce moment le possesseur peut obtenir un nouveau titre ; & s'il peut obtenir une nouvelle provision , ne peut-il point à plus forte raison suppléer à ce qui manque à la sienne , c'est à-dire , obtenir son degré qui est toujours efficace dès qu'il est obtenu avant que le droit soit acquis à un tiers ? Ainsi cet Arrêt seroit toujours décisif quand l'Abbé de Tessé auroit obtenu une nouvelle provision : mais dans le fait , ce n'étoit qu'une dispense d'âge & non une véritable provision , quoiqu'elle ait été appelée ainsi improprement ; & en effet si le sieur Abbé de Tessé avoit abandonné l'ancienne provision pour se renfermer dans la dernière , qu'auroit-il eu à opposer au Dévolutaire ? Il n'auroit été pourvu que depuis lui , & par conséquent il n'auroit pu lui contester la préférence : le Dévolutaire auroit cessé de l'être dès qu'il n'auroit plus eu pour adversaire qu'un homme pourvu après lui ; il falloit donc nécessairement pour la Cause du sieur Abbé de Tessé , qu'il tirât son droit de la première provision , & qu'il ne regardât son second titre que comme une dispense qui rectifioit & reformoit le premier. Aussi M. le Chancelier dans son plaidoyer ne parle-t-il que relativement à la première provision rectifiée par la seconde. Le vice du possesseur , dit-il , est purgé , & il est purgé avant la demande en complainte , qui seule acquiert un droit au Dévolutaire. On a donc jugé que tout ce qui suppléoit au premier titre du possesseur suffisoit , pourvu qu'il fût obtenu avant la demande en complainte.

*Mais ,*

*Mais*, dit le sieur de la Cotte, *il y a une grande différence entre le défaut d'âge & le défaut de degré; le défaut d'âge se répare de lui-même, il n'en est pas de même du défaut de degré, la Loi est formelle. La Loi n'est pas moins formelle pour l'âge que pour le degré, il n'y a même personne qui ne sente que l'âge est beaucoup plus nécessaire que le degré; il est impossible qu'un enfant soit capable de desservir une Cure, au lieu qu'il est très-possible sans degré d'être un excellent Curé. Quant à ce que l'on dit que le défaut d'âge se répare avec le tems, cela est vrai; mais au moins il faut du tems, & souvent un tems assez considérable, au lieu que le défaut de degré pour celui qui a étudié le tems nécessaire, comme le sieur Cadot, se peut réparer à tout moment & par un simple cérémonial. Il est donc bien plus aisé de se contenter du degré obtenu avant la demande en complainte, que d'une dispense d'âge. Dans l'obtention du degré la Loi est remplie, au lieu que dans la dispense d'âge, la Loi est éludée, souvent sans aucun prétexte.*

Défaut d'âge, incapacité plus grande en matière bénéficiale que défaut de degré.

Si on a donc jugé qu'une dispense d'âge obtenue depuis les provisions du Dévolutaire, mais avant la demande en complainte, rendoit le dévolut caduc; que doit-on juger dans le cas du degré légitimement obtenu avant la demande en complainte?

Tous les principes se réunissent donc en faveur du sieur Cadot. Premier principe: le Dévolutaire n'a un droit acquis que du jour de la demande en complainte. Second principe: l'incapacité du Possesseur peut être réparée jusqu'à ce qu'un tiers ait un droit acquis, & par conséquent jusqu'à ce que le Dévolutaire ait formé complainte. Le sieur Cadot a été gradué dès le 7 Juin 1734; les Dévolutaires n'ont pris possession & formé complainte que longtemps après; il doit donc nécessairement les exclure.

Le sieur de la Cotte a senti toute la force de ce moyen; c'est pour l'éluder, s'il étoit possible, qu'il s'est fait un système singulier. Il a prétendu qu'il n'étoit point Dévolutaire; qu'à la vérité ses provisions contenoient aussi une clause de dévolut, mais qu'elles contenoient aussi une provision par mort, & que les deux genres de vacance étant exprimés, il pouvoit se réduire à la seule vacance par mort; il en a demandé acte au Châtelet, & il y persiste en la Cour. De-là il conclut que le sieur Cadot n'a pas pu réparer le vice de son titre depuis les provisions par lui obtenues, & qu'il n'a point été obligé ni de prendre possession dans l'an, ni de donner caution.

Pour faire évanouir cette subtilité, il suffit de connoître & de

décliner le dévolut, en remontant aux principes que l'on a déjà tracés ci-dessus.

Quand un Bénéfice vaque par mort, il est permis à tous les Ecclésiastiques d'en obtenir des provisions sur ce genre de vacance, & alors c'est le premier Pourvu qui l'emporte, pourvu qu'il ait les qualités requises pour le posséder; mais s'il y a quelque vice en sa personne ou dans ses titres, les autres Pourvus peuvent s'en faire un moyen pour l'exclure, sans devenir pour cela Dévolutaires, parce que dans le concours de plusieurs titres sur le même genre de vacance, c'est le premier Pourvu entre ceux qui sont capables qui est préféré, mais tous les incapables ne sont point comptés. On convient de cette règle sur laquelle le sieur de la Cotte fonde le système chimérique qu'il a imaginé.

Bénéfice qui a  
vaqué par  
mort n'est plus  
vacant après  
possession an-  
nale.

Mais ce qui le trompe est qu'il s'imagine que quand le Bénéfice a une fois vaqué par mort, ce genre de vacance subsiste dans tous les tems avec la même liberté de se faire pourvoir & d'obtenir la préférence sur tous ceux en qui on peut trouver quelque vice à reprocher, soit du côté de la capacité personnelle, soit du côté des titres. Cette illusion pouvoit regner autrefois avant que l'abus se fût fait sentir, & que l'on y eût apporté le remède convenable. Mais on a reconnu depuis que la porte seroit ouverte par-là à toutes sortes d'impétrations, & par conséquent qu'il n'y auroit jamais de Titulaires assurés de leur sort, & qui pussent compter sur un état tranquille, on a cru qu'il falloit apporter des réserves & des restrictions à une liberté si indéfinie, & par conséquent si funeste.

On a donc distingué ceux qui obtiennent des Bénéfices sur une vacance par mort dans un tems où le Bénéfice n'est point encore rempli par un Possesseur paisible, de ceux qui se font ainsi pourvoir après que le Bénéfice a été paisiblement possédé par un nouveau Titulaire. Dans le premier cas, la liberté de se reprocher les uns aux autres les vices qui rendent incapables de posséder le Bénéfice, n'est assujettie à aucune forme & à aucune règle; mais dans le second il faut subir les conditions rigoureuses que la Loi a imposées. Dans le premier cas, on demeure simplement pourvu par mort; dans le second, on devient Dévolutaire, c'est-à-dire, pourvu par l'incapacité du Possesseur: mais quel est le tems après lequel un Bénéfice est censé rempli par un Possesseur paisible? C'est lorsqu'il en a joui paisiblement pendant une année; alors on ne peut plus se faire pourvoir du Bénéfice purement & simplement comme vacant par mort, mais on doit s'en faire pour-

voir comme vacant par mort, attendu l'incapacité du Possesseur qui n'a pas fait cesser cette vacance. La mort est bien le principe de la vacance, mais l'incapacité du Possesseur est ce qui la fait subsister; ce ne sont pas deux genres de vacance, mais un seul qui se soutient par deux circonstances; la mort de l'ancien Possesseur, & l'incapacité du nouveau.

Autrement il n'y auroit jamais de Dévolutaire; car en remontant toujours au genre de vacance sur lequel l'incapable a été pourvu, on se feroit toujours pourvoir sur ce genre de vacance, & on attaqueroit le Possesseur sans être assujetti à aucune des regles & des formalités que la Loi a introduites en faveur de la possession: ou du moins il n'y auroit qu'un seul cas auquel on pourroit appliquer les regles du dévolut; ce seroit celui de l'incapacité du Possesseur survenue depuis ses provisions, quoique les Loix n'ayent jamais distingué l'incapacité qui subsistoit dans le tems même des provisions de celle qui est survenue depuis, & que dans tous les cas on ait reconnu pour Dévolutaires ceux qui troublent un Possesseur paisible, c'est-à-dire, un Possesseur annal; c'est ce que M<sup>e</sup> Charles Dumoulin décide en termes bien précis dans son Commentaire sur l'art. 16 de l'Edit de 1550. Cet article porte que *tous Pourvus par dévolut sur incapacité des Possesseurs, ne s'efforcent de fait d'entrer dans la jouissance des Bénéfices sur peine de déchéance de leur droit de possession*, sur quoi M<sup>e</sup> Charles Dumoulin s'explique ainsi, *soit qu'il prétende incapacité auparavant le titre de possession ou depuis*. Il est donc vrai que l'on est également Dévolutaire, soit qu'on prétende que le Possesseur a toujours été incapable, soit qu'on lui reproche une incapacité survenue depuis. En vain le Dévolutaire diroit-il que le Possesseur ayant toujours été incapable, le Bénéfice n'a jamais fait impression sur sa tête, que l'ancienne vacance subsiste toujours, & que c'est sur cette ancienne vacance qu'il s'est fait pourvoir; car s'il est vrai que l'ancienne vacance subsiste toujours, il est vrai aussi que le Bénéfice a été rempli depuis par un Possesseur paisible, & que tout homme qui trouble un Possesseur paisible, est un Dévolutaire.

En un mot tant qu'un Bénéfice vacant n'a point été légitimement rempli, il est permis de s'en faire pourvoir; mais avec cette différence, que quand il a été rempli de fait par un Possesseur paisible, quoiqu'incapable, on ne peut s'en faire pourvoir qu'avec la clause de dévolut, & en subissant toutes les regles qui ont été imposées aux Dévolutaires. La faveur de la possession les a intro-

Indifférent en  
dévolut que  
l'incapacité  
soit antérieure  
ou postérieure  
à la provision.

duites , on a voulu gêner les impétrations qui tendent à troubler un Possesseur paisible ; l'Impétrant n'est donc pas le maître de dire ; je ne veux point être Dévolutaire , & par conséquent je ne ferai point soumis aux conditions que les Dévolutaires doivent subir. Il n'en est pas le maître , parce que ce seroit le rendre le maître de rendre la Loi inutile , & d'enlever à la possession paisible les avantages que la Loi lui a procurés : ou du moins s'il veut abandonner la clause de dévolut , & secouer le joug des regles établies contre les Dévolutaires , en ce cas il demeure sans titre , & ne peut plus troubler le Possesseur paisible , parce que la Loi ne le lui permet que par cette voie.

Ces principes ont été introduits par la regle de *annali possessore*, qui est d'Innocent VII. Elle veut que celui qui se fait pourvoir d'un Bénéfice qui avoit été possédé par un autre pendant une année entière , soit obligé d'exprimer dans sa supplique le nom , le grade , la noblesse du Possesseur , le tems qu'il y a qu'il possède , la cause d'incapacité qu'il lui reproche , qu'il soit tenu de le faire assigner dans six mois , & de mettre la Cause en état d'être jugée un an après : *quicumque Beneficium Ecclesiasticum tunc per annum immediatè præcedentem , pacificè possessum deinceps impetraverit , nomen , gradum & nobilitatem possessoris , &c.*

Cette regle introduite en faveur de la possession contre ces hommes avides qui cherchent à dévorer la substance des autres , parut si sage , qu'on ne douta pas qu'elle ne fût reçue favorablement dans toute l'Eglise. M<sup>e</sup> Charles Dumoulin crut qu'elle méritoit d'être expliquée par un Commentaire exprès qui en fît connoître parmi nous toute l'étendue & toute l'énergie : *hæc regula*, dit-il, *est valdè laudabilis , utpotè lata contra involutores illos alienorum Beneficiorum , litiumque artifices quos vulgò Devolutarios vocant , ideoque in omni foro , etiam in hoc Regno praticanda.* M. Louet a travaillé aussi sur cette regle ; il dit que pour en profiter le Possesseur n'a besoin ni de titre canonique , ni de bonne foi : *alias impetrantes pretextu nullitatis tituli , aut incapacitatis possessoris regulam non observarent , ejus possessionem eluderent , & si canonica institutio & bona fides in possessore desiderarentur , nihil juris vel privilegii annali possessori tribueretur ; nec enim regula hanc institutionem & bonam fidem , sed annalem possessionem desiderat.*

Si cette regle n'étoit pas reçue en France , deux hommes si illustres parmi nous auroient-ils pris la peine de l'expliquer avec tant de soin ? Auroient-ils travaillé pour instruire les Ultramontains ? Auroient-ils exalté sa faveur , la nécessité de l'observer par-



tout, *etiam in hoc Regno* ? Ce ne sont pas de simples vœux qu'ils forment, comme on veut le faire entendre, c'est son autorité qu'ils reconnoissent, en convenant cependant que les formes judiciaires qu'elle établit ne font pas Loi parmi nous, parce que le Roi seul est maître en France de l'ordre judiciaire ; mais le fond de sa disposition subsiste, en ce qu'elle établit en faveur de la possession annale qu'elle ne peut être troublée qu'en observant des formes rigoureuses, qui gênent la cupidité des Impétrans.

Formes judiciaires de Chancellerie Romaine ne sont adoptées.

Mais pourquoi agiter la question de l'autorité de la regle *de annali possessorie*, quand nos Ordonnances l'ont prise pour modele, & l'ont adoptée, sinon comme regle de Chancellerie, du moins comme un Règlement sage dont il falloit suivre l'esprit ? En effet n'est-ce pas de ce principe que sont venues en France toutes les Loix contre les Dévolutaires, dont la premiere est l'Edit de 1550, qui n'est postérieur que de cinquante ou soixante ans à la premiere promulgation de la regle *de annali possessorie* ? Cette premiere Loi en France défendit aux Dévolutaires de s'efforcer d'entrer en possession des Bénéfices par eux ainsi obtenus, & aux Juges d'ordonner aucun sequestre. La Déclaration de 1557 ajouta l'obligation aux Dévolutaires d'élire domicile & de donner caution ; & ce qui tranche toute difficulté, est que l'Arrêt d'enregistrement de cette Déclaration porte expressément qu'elle *n'aura lieu qu'à l'égard de ceux qui auront impétré leurs dévoluts à l'encontre des paisibles Possesseurs par an & jour.*

Analyse des Ordonnances contre les Dévolutaires.

Ne parlons plus, si l'on veut, de la regle *de annali possessorie* : quoiqu'elle soit du moins l'occasion des Loix qui ont été établies en France contre les Dévolutaires ; mais enfin voilà une Loi précise qui établit des regles contre les Dévolutaires, sans déterminer précisément ce qu'on appelle Dévolutaire ; mais l'Arrêt d'enregistrement a suppléé, en nous apprenant que ce que l'on entend par Dévolutaires soumis à l'obligation d'élire domicile & donner caution, *sont ceux qui troublent des Possesseurs paisibles par an & jour.* Voilà cette possession paisible que l'on a voulu favoriser en mettant des entraves à tous ceux qui entreprennent de la troubler. Le Pape l'avoit déjà fait par la regle *de annali possessorie* ; nos Rois l'ont trouvé si sage, qu'ils ont cru devoir suivre la route qui leur étoit tracée. Ils ont imposé un joug severe aux Dévolutaires, c'est à-dire, à ceux qui troublent des Possesseurs paisibles par an & jour ; c'est ce que la Cour, fidele interprete des Loix, nous a dicté par son Arrêt d'enregistrement.

Les Loix qui ont suivi sont parties du même principe. L'Or-

donnance de Blois a voulu que les Dévolutaires donnent caution, élisent domicile, contestent dans trois mois, à compter de leur prise de possession, & mettent la Cause en état d'être jugée dans deux ans : ces deux dernières conditions sont manifestement prises de la regle *de annali possessorie*, qui vouloit que l'on formât la contestation dans six mois, & que l'on fît juger un an après ; l'Ordonnance de Blois n'a fait que changer les délais, en conservant les mêmes conditions.

Enfin l'Ordonnance de Blois vouloit que l'on contestât dans trois mois à compter de la prise de possession ; mais elle n'avoit fixé aucun tems pour prendre possession ; la Déclaration de 1646 a perfectionné cette disposition, en obligeant les Dévolutaires de prendre possession dans l'an de leur impétration. Mais contre qui toutes ces regles sont-elles établies ? C'est contre les Dévolutaires. Et qu'entend-on par les Dévolutaires ? Ceux qui attaquent des Possesseurs paisibles par an & jour. Voilà la suite des Loix que nous avons sur cette matiere.

Il est donc évident que quiconque trouble un Possesseur paisible par an, doit être regardé comme Dévolutaire, & subir le joug des différentes regles qui lui sont prescrites. Il n'est pas le maître de dire, votre titre est nul, ainsi je remonte à la vacance antérieure sur laquelle seule je me fais pourvoir ; car c'est en cela même qu'il veut faire subsister la vacance par mort, au préjudice du Possesseur annal, qu'il est Dévolutaire. En un mot il trouble un Possesseur paisible par an & jour, donc il doit exprimer son incapacité dans sa Supplique au Pape : donc il doit élire domicile & donner caution : donc il doit prendre possession dans l'an, former complainte trois mois après, & mettre le Procès en état d'être jugé dans deux ans ; s'il ne satisfait à tout cela, il est déchu de son droit, parce que ce n'est qu'à ce prix & à ces conditions qu'il peut être reçu à exclure un Possesseur annal.

En vain donc le sieur de la Cotte veut-il éluder toutes ces regles, en disant qu'il renonce à son dévolut pour se tenir à la simple provision par mort ; car qu'il s'en tienne à la provision par mort ou non, il attaque toujours un Possesseur paisible, & par cette circonstance seule il devient soumis à toutes les Loix qu'il veut éluder.

D'ailleurs n'est-ce pas le comble de l'illusion & de l'égarement de nous dire, je renonce à ma clause de dévolut, c'est-à-dire, à la clause de mes provisions, fondées sur votre incapacité, & je me réduis à la vacance par mort ; mais je soutiens que le Béné-

Renoncer à  
un droit & y  
revenir par un  
circuit.

fice a vaqué par mort, parce que votre incapacité a empêché qu'il n'ait fait impression sur votre tête : c'est renoncer au moyen, & se réduire à l'effet que l'on prétend qu'il a produit. Quelle personne sensée pourroit être la dupe d'une pareille illusion ?

La provision par mort & la provision par dévolut ne sont qu'une seule provision sur un seul genre de vacance, c'est-à-dire, une provision par la mort du précédent Titulaire, que l'incapacité du successeur n'a pas fait cesser ; on ne peut donc pas les diviser. En vain le Bénéfice auroit-il vaqué par la mort du précédent Titulaire, si le nouveau Possesseur avoit été capable, & avoit rempli le Bénéfice, ce n'est donc que son incapacité qui fait revivre, ou qui conserve la vacance par mort ; ainsi on ne peut être pourvu par mort sans être pourvu par incapacité ; on ne peut être pourvu par incapacité sans être Dévolutaire, & par conséquent sans être soumis à toutes les regles établies contre eux.

Tout Pourvu  
par incapacité  
est Dévolutai-  
taire.

A ces principes le sieur de la Cotte oppose plusieurs passages de Dumoulin, dans lesquels il dit, que quand la résignation est nulle, le Bénéfice vaque par la mort du Résignant ; mais ce n'est pas entendre l'objection du sieur Cadot que d'y répondre par de pareilles autorités. On ne dit pas qu'une résignation nulle n'opere la vacance par mort ; car en premier lieu si le Résignataire n'est pas devenu Possesseur paisible par an & jour, il n'est pas douteux qu'on ne puisse toujours se faire pourvoir du Bénéfice comme vacant par la mort du Résignant : & en second lieu, quand le Résignataire auroit acquis la possession annale, il seroit encore constant qu'on pourroit se faire pourvoir par la mort du Résignant ; mais en ce cas il faudroit y ajouter la clause du dévolut, & satisfaire à toutes les conditions imposées aux Dévolutaires. L'erreur perpetuelle du sieur de la Cotte est qu'il s'imagine qu'en matiere de dévolut la vacance par mort est toute détachée du dévolut : au lieu que le Bénéfice vaque toujours par mort ; mais il ne vaque ainsi que par l'incapacité du Possesseur annal, ce qui caractérise le dévolut, sans exclure la vacance par mort.

Mais, dit-on, M<sup>e</sup> Charles Dumoulin, aux n. 292 & 293 de la regle *de infirmis*, dit qu'on maintint un Pourvu par mort contre un Résignataire qui avoit possédé près de trois ans ; mais il y a une réponse décisive rapportée par M<sup>e</sup> Charles Dumoulin lui-même, c'est que le Résignataire n'avoit jamais joui, n'avoit jamais possédé. En effet le Résignant s'étoit réservé tous les fruits à percevoir par ses propres mains, & avoit continué en effet de les percevoir jusqu'à sa mort ; aussi M<sup>e</sup> Charles Dumoulin rappor-

tant le fait qui donnoit lieu à la question, dit-il, que le Résignataire prétendoit avoir joui pendant deux ans & demi, *per duos annos & semis pacificè ( ut prætendebat ) possederat* ; mais dans le point de décision il répond que le Résignataire n'avoit jamais joui : *ideò etiam contigit dictum Nicolaum ( resignantem ) per manus suas quamdiu vixit percipere , & sic vulgò reputabatur Parochus , ideò per ejus obitum rectè impetratum fuit , & actor ( qui étoit le Résignataire ) nunquam habuerat veram & effectivalem possessionem*. Ainsi l'Arrêt n'est fondée que sur ce que le Résignataire n'avoit aucune possession ; on pourroit ajouter que l'Arrêt étant de 1512, la regle *de annali possessore* avoit été si nouvellement établie à Rome, qu'elle n'avoit encore fait aucun progrès en France, les premières Ordonnances contre les Dévolutaires étant de 1550 ; mais sans recourir à cette observation, le fait seul décideroit contre le Résignataire qui n'avoit aucune possession.

Loix contre  
les Dévolutai-  
res ne com-  
mencent en  
France qu'en  
1550.

Mais, dit-on, si la résignation est nulle, le Bénéfice a vaqué par la mort du Résignant ; dès-lors le droit a été acquis au Collateur ordinaire de conférer, & de degré en degré il est parvenu jusqu'au Pape, qui a pu conférer par mort. Ce sophisme qui regne dans toutes les parties de la défense du sieur de la Cotte, s'évanouit par la réponse qu'on a déjà faite plusieurs fois. Il semble à entendre le sieur de la Cotte, que quand on lui soutient qu'il est Dévolutaire, on veuille dire qu'il ne peut pas être pourvu par mort ; mais on ne conçoit rien à cette idée : le dévolut n'empêche pas la vacance par mort, au contraire c'est l'incapacité du Possesseur qui fait subsister la vacance par mort ; ainsi le dévolut & la vacance par mort se réunissent. En effet l'art. 15 de la Déclaration de 1646 que l'on a déjà cité, porte expressément, tous Dévolutaires pourvus par mort, incapacité ou autrement. On peut donc être Dévolutaire & être pourvu par mort. Ainsi tout ce que le sieur de la Cotte avance pour établir la vacance par mort, n'a rien de contraire au dévolut ; c'est pour n'être pas pénétré de cette vérité qu'il s'égare dans une infinité de raisonnemens, qui peuvent bien établir la vacance par mort, mais qui ne peuvent jamais détruire en lui la qualité de Dévolutaire.

Dévolut &  
vacance par  
mort se réunissent,

En un mot on appelle Dévolutaire quiconque se fait pourvoir d'un Bénéfice possédé paisiblement par un autre par an & jour. Que le titre du Possesseur soit radicalement nul, qu'il soit vicieux, qu'il n'ait ni titre canonique, ni bonne foi, dit M. Louet, n'importe, il est Possesseur paisible par an & jour : donc celui

celui qui le trouble est Dévolutaire, & par conséquent soumis à toutes les regles établies contre les Dévolutaires.

Mais si cela est, tout accable le sieur de la Cotte. 1°. Il n'a point pris possession dans l'an. 2°. Il a refusé de donner caution. 3°. Il a même renoncé à son dévolut, & par conséquent à son titre; enfin il n'a eu de droit acquis que du jour de sa demande en complainte, & alors le sieur Cadot avoit toutes les qualités requises : ce moyen milite donc aussi-bien contre lui que contre le sieur Hubert, & écarte seul les Dévolutaires, indépendamment des vices particuliers qui se trouvent dans leurs titres.

Ajoutons que la Déclaration du Roi du 6 Décembre dernier, a confirmé tous les principes que l'on vient d'établir. Plusieurs Dignités des Eglises Cathédrales du Royaume se sont trouvées possédées depuis plusieurs années par des Titulaires dont les degrés se trouvoient radicalement nuls faute d'avoir été précédés d'aucun tems d'étude; cela a excité un grand nombre de gens avides à se faire pourvoir des mêmes Bénéfices, comme vacans par la mort des anciens Titulaires, tous les Tribunaux ont retenti de leurs clameurs, & l'on a vu les Eglises exposées à une révolution universelle. Ces Impétrans auroient pu dire, comme le sieur de la Cotte, qu'ils n'étoient que des Pourvus par mort, parce que les Bénéfices n'avoient point fait impression sur la tête des Possesseurs qui étoient incapables lors de leurs provisions, & dont l'incapacité même n'avoit point cessé depuis; cependant la Déclaration ne les traite point autrement que comme Dévolutaires : *Nous avons appris que, sous prétexte des défauts qui se trouvent dans les degrés de plusieurs Titulaires de Bénéfices, il y avoit un grand nombre de Dévolutaires qui, cherchant moins à réformer les abus qu'à en profiter pour se rendre maîtres des Dignités, Cures ou autres Bénéfices qu'ils desiroient d'obtenir, avoient intenté des Procès sur ce sujet.* Ainsi le Roi reconnoît pour Dévolutaires ceux qui obtiennent des Bénéfices dont jouissent des Possesseurs paisibles, qui ont des vices essentiels dans leurs titres.



**CONTREDITS DE PRODUCTION NOUVELLE,**  
*que met pardevant vous, Nosseigneurs de Parlement, Me. Jacques Cadot, Prêtre, Curé de la Ville-l'Evêque: Contre Me. Antoine de la Cotte. A ce qu'il plaise à la Cour, sans avoir égard à ladite production faite par Requête du 31 Janvier 1737, adjuger au sieur Cadot ses fins & conclusions.*

CETTE production se réduit à trois objets. Sous la cotte A. le sieur de la Cotte produit des duplicata de ses degrés, qu'il a levés depuis que les premières expéditions de ces mêmes degrés ont été produites en l'Instance; ces duplicata paroissent revêtus de la forme essentielle de l'insinuation qui manquoit aux degrés mêmes; en effet cette insinuation n'a été faite que le 19 Juillet 1736; mais cette production ne sert qu'à faire connoître que le sieur de la Cotte a reconnu lui-même le vice essentiel de ses degrés, puisqu'il a cherché à le réparer; & cette insinuation tardive ne peut effacer le moyen que fournit au sieur Cadot le défaut d'une formalité si sévèrement exigée par la Loi.

1°. L'article 18 de l'Edit des Insinuations de 1691 ordonne que les Lettres de degrés seront insinuées dans le mois; & ce même article ajoute *le tout à peine de nullité*. Si cette nullité n'est pas fatale quant au degré en lui-même, au moins l'est-elle pour la complainte dans laquelle les degrés ont été communiqués sans être insinués, & à plus forte raison lorsqu'ils ont été produits sans aucune insinuation, & que l'on n'en fait insinuer long-tems après que de simples duplicata.

2°. Le sieur de la Cotte est Dévolutaire, on l'a démontré au Procès: or tout Dévolutaire doit avoir ses titres en bonne forme lorsqu'il s'engage dans le combat. Il s'érige en Censeur des autres, il faut qu'il soit irrépréhensible de sa part; il oppose à son Adversaire une Loi de rigueur, il ne faut pas qu'il soit lui-même en contravention à la Loi: ainsi le moyen reçoit une nouvelle force par la qualité de celui dans les titres duquel se trouve la nullité que l'on a relevée.

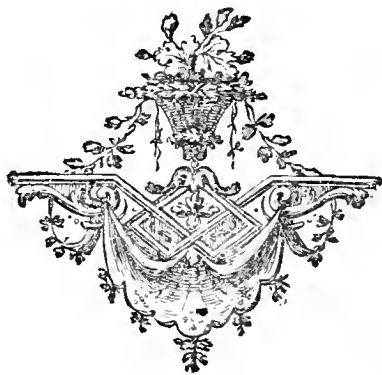
3°. Le sieur de la Cotte n'avoit pas réparé le vice de ses titres lorsque le sieur Cadot a obtenu le degré qui lui manquoit, en sorte que tout s'est trouvé en règle de la part du sieur Cadot, long-tems avant que le sieur de la Cotte ait pensé à s'y mettre de la sienne: par quel étrange renversement de tous principes de rai-

son, le Dévolutaire qui s'est mis en regle le dernier, l'emporteroit-il sur un Titulaire légitime qui avoit satisfait à toutes nos Ordonnances long-tems auparavant ? Il n'étoit plus tems d'obtenir votre degré, dit le sieur de la Cotte, après vos provisions & votre prise de possession ; & l'on ne pourra pas lui dire à lui-même ; & il n'étoit plus tems de réparer le vice de vos titres, non-seulement après votre provision & votre prise de possession, mais encore après la complainte formée, plaidée, appointée, & après même qu'ils ont été produits.

Sous la cotte B. est une copie de la résignation faite au sieur Cadot de la Cure de la Ville-l'Evêque, dans laquelle on lui a donné la qualité de Docteur en Théologie ; voilà, dit-on, la fausse qualité à la faveur de laquelle vous avez surpris des provisions. On a déjà répondu tant de fois à cette énonciation, qu'il ne convenoit plus de produire une pareille piece. 1°. Le sieur Cadot n'étoit pas présent lorsque la procuration pour résigner a été faite à son profit, il ne l'a point signée, & par conséquent on ne pourroit lui imputer une fausse énonciation qui s'y seroit glissée. 2°. L'énonciation n'est pas fausse, le sieur Cadot étoit Docteur en Théologie, il avoit obtenu ce degré en la Faculté de Bourges. Il est vrai que le degré n'avoit pas été précédé du tems d'étude nécessaire, & que par-là il ne donnoit pas au sieur Cadot le droit de posséder un Bénéfice qui auroit exigé ce degré ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il l'avoit, & qu'il pouvoit prendre la qualité de Docteur en Théologie, sans que l'on puisse lui reprocher qu'il usurpoit une qualité qui lui étoit étrangère. 3°. On est toujours convenu que le sieur Cadot, lors de ses provisions & prise de possession, n'avoit pas le degré nécessaire pour posséder une Cure dans une grande Ville ; mais on a fait voir qu'il avoit dès-lors le tems d'étude requis par les Loix du Royaume, & que depuis ayant obtenu le degré avant que les Dévolutaires eussent obtenu *Visa* & pris possession, & à plus forte raison avant qu'ils eussent formé complainte, il n'étoit plus en butte à leur censure ; c'est ce que l'on a démontré par les autorités les plus respectables. La nouvelle production ne fournit donc aucun moyen dont on puisse se prévaloir.

Sous la Cotte C. est une Requête présentée au Grand-Conseil le 16 Mai 1733 par le sieur de la Cotte, comme Exécuteur du testament du sieur Hutrel, ancien Curé de la Ville-l'Evêque ; l'induction qu'il tire de cette Requête est qu'il n'est pas extraordinaire qu'il ait pris des provisions par dévolut sur le sieur Cadot, puisqu'il

étoit en Procès contre lui ; il sent bien que tout le monde est révolté contre son procédé. Un Prêtre habitué de la Paroisse de la Ville - l'Evêque, comblé des bontés du Curé, souvent admis à sa table, & qui a la perfidie d'impêtrer la Cure même par dévolut, sur la découverte qu'il a faite de l'état de ses titres dans des conversations familières, est un homme nécessairement accablé du poids de l'indignation publique. Pour s'en relever il veut persuader que, loin d'être dans l'intimité du Curé, il étoit en Procès avec lui ; mais c'est une imposture démentie par la Requête même qu'il produit : car en premier lieu, il n'est pas dit un seul mot du sieur Cadot dans cette Requête, elle ne tombe que sur un accord fait entre les Sieur & Dame Hutrel & le sieur Cathlin ; & en second lieu, le sieur de la Cotte, qui croyoit que cet accord étoit contraire aux intérêts de la succession du sieur Hutrel Curé, déclare lui-même qu'il ne veut point avoir de Procès en son nom, & qu'il se contente d'en faire une dénonciation à M. le Procureur Général du Grand-Conseil : ni le sieur Cadot d'un côté, ni le sieur de la Cotte de l'autre, n'avoient donc pas de Procès ; aussi depuis cette Requête le sieur de la Cotte a-t-il toujours reçu les mêmes marques de bonté de la part du Curé, aussi a-t-il continué de manger à sa table. La perfidie est donc toujours prouvée, & ne peut être couverte par aucun voile.





## CVII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Demoiselle Michelle Ferrand , fille majeure ;  
Demanderesse.

CONTRE Dame Anne de Bellenzani , veuve de Monsieur le Président Ferrand , Défendresse.

Et Dame Elisabeth Ferrand , veuve de M. le Comte de Canillac , M. le Marquis du Pont-du-Château , & Dame Marie-Françoise Ferrand son épouse , & Messire Antoine-René de la Faluere , Défendeurs.

## Q U E S T I O N .

*Si le fait de la naissance étant juridiquement prouvé sans qu'il y ait preuve de la mort de l'enfant , les soins de la mere sont une raison pour admettre la preuve testimoniale de l'état.*

C'EST n'est point ici une de ces questions d'état qui ont alarmé le Public , par la crainte de voir tomber toutes les familles dans le trouble & dans la confusion. S'il suffisoit à un inconnu pour conquérir un rang distingué , de présenter des faits arrangés avec art , & d'offrir une preuve testimoniale pour les soutenir , il n'y a personne qui ne dût être effrayé d'un exemple si funeste ; l'ambition & la cupidité franchiroient toutes les bornes , & les familles les plus illustres deviendroient la proie de l'audace la plus criminelle.

Mais dans la démarche de la Demoiselle Ferrand , rien ne peut altérer l'ordre public , ni la tranquillité des familles. Elle ne demande justice à la sienne qu'à la faveur de titres authentiques dont personne ne peut méconnoître l'autorité. Tout est prouvé , la naissance d'une fille , fruit du mariage de M. & Mad<sup>e</sup>. Ferrand , son existence , son identité dans la personne de celle qui agit ; & si l'on offre d'y joindre la preuve testimoniale , ce n'est que surabondamment , & pour augmenter encore l'éclat qui accompagne la Cause de la Demoiselle Ferrand.

Ses Adversaires en ont été tellement convaincus, qu'après avoir essayé de répandre des doutes sur les monumens les plus respectables, persuadés eux-mêmes de l'inutilité de leurs efforts, ils ont hasardé un système qui découvre tout le désespoir de leur défense. La regie constante, qui oblige de reconnoître pour pere de l'enfant le mari de sa mere, n'est, selon eux, qu'une opinion qui dépend du concours de plusieurs circonstances, & dans laquelle il ne faut pas donner légèrement. Ce paradoxe capable d'ébranler la nature elle-même, & d'exciter une révolution générale dans la société, a soulevé le Public; on l'a vu prêt à s'armer pour la défense de la Demoiselle Ferrand, liée si étroitement avec l'intérêt de tous les Citoyens.

Dans ce nouveau système sa naissance n'est plus un mystere, Madame Ferrand lui a donné le jour. Mais doit-elle jouir de tous les avantages de son état, ou par d'indignes soupçons doit-on lui ravir un bien qu'elle reclame à la faveur des droits les plus sacrés de la nature, de la Religion, de l'honnêteté publique? C'est insulter à la société que d'en faire un problème.

FAIT.

M. Ferrand épousa en 1676 Anne de Bellinzani. La paix a accompagné ce mariage pendant dix années entieres. C'est dans ce tems de calme que Madame Ferrand est accouchée de trois enfans, & est devenue grosse du quatrieme.

L'orage qui fondit en 1686 sur sa famille, altéra l'union qui avoit toujours régné entre M. Ferrand & elle. Les vertus du Magistrat ne purent le garantir des foiblesses de l'homme. Cette épouse chérie ne parut plus à ses yeux que comme la fille d'un proscrit; l'aigreur, les reproches injustes, les dédains succéderent à la tendresse, & les choses furent portées à une telle extrémité, que Madame Ferrand se crut en droit de demander sa séparation.

On n'ajoute rien au portrait que Madame Ferrand a fait elle-même de ses disgraces domestiques. Après avoir donné à l'intégrité & aux lumieres de M. Ferrand les éloges qui leur étoient dûs, elle a été obligée de reconnoître que l'homme le plus pur dans ses fonctions publiques n'est pas toujours exempt dans l'intérieur de sa maison des passions qui agitent les particuliers, & en cela elle a découvert elle-même la source des malheurs de la Demoiselle Ferrand.

La division entre le mari & la femme éclata par la transaction du 29 Mars 1686, qui contient trois articles. Dans le premier M. Ferrand consent *que Madame Ferrand se retire dans telle Mai-*

*son de Religion , ou séculière en cette Ville de Paris , ou à la Campagne que bon lui semblera.*

Dans le second il s'oblige pour la subsistance de Madame Ferrand & entretien de ses Domestiques , de lui payer 4000 liv. par an , de quartier en quartier & par avance à commencer au premier Avril suivant.

Dans le troisième il s'oblige de lui donner une somme de 6000 l. une fois payée.

Cet acte fut exécuté ; Madame Ferrand fut loger dans la rue du Bac , Paroisse Saint-Sulpice , où elle passa le reste de sa grossesse dans le plus funeste accablement , abandonnée de son mari , de ses amis , de sa famille dispersée par l'autorité Souveraine , prête à être enveloppée elle-même dans une disgrâce si générale.

Ce fut dans ces jours de douleurs qu'elle mit au monde la Dlle Ferrand , la nuit du 27 au 28 Octobre 1686. La cérémonie du Baptême devoit répondre à l'état d'infortune auquel Madame Ferrand étoit réduite : l'enfant fut conduit à S. Sulpice le 28 Octobre sur les neuf heures du matin par une femme chargée d'un billet , portant que c'étoit la fille de M. Michel Ferrand , Président aux Requêtes du Palais , & de Dame Anne de Bellinzani sa femme. Le Curé qui ignoroit , comme on le verra dans la suite , que Madame la Présidente Ferrand demeurât sur sa Paroisse , & qui étoit aussi peu instruit de ses malheurs , fut embarrassé à la vue d'un corège si peu convenable ; une vaine crainte de se compromettre , lui fit prendre le parti le plus funeste & le plus contraire aux devoirs indispensables de son ministère , ce fut de baptiser l'enfant en lui donnant le nom de Michelle , qui étoit celui de son pere , mais de n'exprimer aucun nom de pere , ni de mere sur le Registre. On examinera dans la suite si une pareille conduite peut être justifiée , il ne s'agit ici que de rendre compte des faits.

Le silence du registre exposoit l'enfant à perdre son état ; mais la Providence fit faire le même jour une démarche à M. le Président Ferrand qui a tout réparé. Il se transporta sur le midi , accompagné de deux Notaires , chez le Curé de Saint-Sulpice ; il lui exposa dans un Procès-verbal en bonne forme , qu'il avoit appris depuis deux jours , que l'on vouloit lui supposer un enfant pour lui faire injure , & qu'il le prioit de n'en baptiser aucun sous son nom sans l'en avertir. La réponse du Curé consista à rendre compte de ce qui s'étoit passé trois heures auparavant : on m'a apporté , dit-il , un enfant présenté par une femme chargée d'un billet , qui portoit que c'étoit la fille de M. & de Mad<sup>e</sup> Ferrand , je l'ai baptisé

fans marquer aucun nom de pere & de mere. Sur cela M. le Président Ferrand demande la représentation du Registre, dont on tranferit l'article dans le Procès-verbal; à la vue de cette piece, M. le Président Ferrand qui ne pouvoit défavouer la groffesse de Madame Ferrand, & qui voyoit que c'étoit sa propre fille qui avoit été baptisée, & non un enfant étranger qu'on lui eût supposé, demanda acte aux Notaires de tout le contenu au Procès-verbal, qu'il signa avec le Curé de Saint-Sulpice & les Notaires, pour demeurer en minute chez Carnot.

Deux réflexions se présentent naturellement sur cette piece.

1°. Par rapport à M. le Président Ferrand, il paroît d'abord agité de troubles & de soupçons; mais lorsque tout a été expliqué par le Curé, ses inquiétudes l'abandonnent, il ne reclame point contre la supposition d'un enfant; il ne proteste point contre la déclaration du Curé, ni contre le billet qui l'annonce comme pere de la fille baptisée; au contraire il demande acte purement & simplement aux Notaires, & signe sans aucune protestation; n'est-ce pas-là sceller lui même & confirmer l'état de l'enfant?

2°. Par rapport au Curé, sa fausse délicatesse avoit exposé l'enfant au sort le plus déplorable, mais heureusement il a réparé presque dans le même instant une faute si grossiere; ce qui manquoit au Registre de la Paroisse, il l'a lui même expliqué dans un monument authentique qui supplée au vuide, au silence du Registre. Il faut donc réunir ce Procès-verbal au Registre de la Paroisse, comme ne formant qu'un seul titre sur l'état de l'enfant; l'article du Registre étoit imparfait, cela ne pouvoit plus se réparer sur le Registre même, mais le Curé y a pourvu par une déclaration authentique pardevant Notaires: ainsi la preuve de l'accouchement de Madame Ferrand & de la naissance de sa fille est consignée dans des monumens respectables à la foi desquels on ne peut se refuser.

On verra dans la suite que Madame Ferrand, dans le tems même qu'elle s'est élevée avec le plus de force contre les droits inviolables de sa fille, n'a pas hésité à reconnoître qu'elle étoit devenue grosse deux mois avant qu'elle eût été séparée de son mari, & qu'elle étoit accouchée le 28 Octobre 1686, enforte que tout se réunit pour assurer la vérité de ce fait capital, les monumens publics, l'acquiescement du pere, & la déclaration expresse de la mere.

Quel a été le sort de cet enfant? Il est certain d'abord qu'il n'est point décédé, on ne rapporte aucun extrait mortuaire, on ne  
public

publie même aucune circonstance, ni du lieu où il a été élevé, ni du tems, ni du lieu de son décès, on se contente d'imputer un discours vague à la Dame Bellinzani morte il y a plus de vingt ans, on ne parle que par opinion, c'est avouer assez clairement son existence. La suite des faits va d'ailleurs le justifier.

La Demoiselle Ferrand ne peut pas ignorer qu'elle a été élevée dans sa plus tendre enfance par la sœur de la Demoiselle Prévôt, Femme-de-chambre de Madame la Présidente Ferrand, depuis mariée au sieur Fontfroid. Cette sœur demuroit à Puiseaux en Gâtinois où la Demoiselle Ferrand étoit connue publiquement comme fille de M. & de Madame Ferrand. Madame Ferrand a nié ce fait dans son interrogatoire de la manière la plus absolue, mais en cela elle s'est trahie elle-même : car puisqu'elle nie absolument que sa fille ait été à Puiseaux chez la sœur de sa Femme-de-chambre, il faut donc qu'elle ait eu connoissance du lieu où elle a été élevée ; cependant elle refuse de le déclarer, & ne s'en défend qu'en disant que c'est sa mere qui a pris soin de cet enfant, & qu'elle n'a eu aucune connoissance de son sort ; mais comment concilier cette profonde ignorance avec la connoissance certaine que sa fille n'a jamais été à Puiseaux ?

On voit bien que Madame Ferrand cherche à couvrir de ténèbres les traces de l'état de sa fille, mais la suite va les découvrir malgré elle.

La Demoiselle Ferrand, âgée de près de quatre ans, fut mise aux Annonciades de Melun aux mois de Juillet 1690 sous le nom de la Demoiselle de Batilli, mais la vérité se dévoila dans la suite, le véritable nom de la Demoiselle Ferrand ne fut point ignoré, il lui fut même donné dans les Registres du Monastere, il faut rendre un compte exact de cette circonstance décisive.

La Dépositaire de cette Maison tient un Registre journal sur lequel elle écrit de suite, jour par jour, toute sa recette ; mais tous les ans ou tous les deux ans cette même Dépositaire rend son compte à la Supérieure & aux Anciennes de la Communauté. Ces comptes sont rédigés de suite dans un Registre en bonne forme, & chaque compte est signé tant de la Dépositaire qui le rend, que de la Supérieure & des Anciennes qui le reçoivent.

On trouve donc dans ce Registre un premier compte qui finit au premier Août 1690. Ce compte contient un chapitre de recette composé des pensions des Postulantes & Pensionnaires,

& dans ce chapitre on trouve au *fol.* 136, ligne 20, ce qui suit : *De Batilli un quartier 30 liv.* c'étoit le premier quartier que l'on avoit payé d'avance pour la Demoiselle Ferrand, comme cela se pratique dans toutes les Communautés Religieuses.

Dans un second compte commencé au premier Août 1690, & fini au premier Septembre 1691, il n'est point parlé de la Demoiselle Batilli ou Ferrand, soit que la famille n'ait rien payé dans cet intervalle, soit que la Dépositaire ait omis de porter dans son compte un article de son journal.

Mais dans un troisieme compte commencé au premier Septembre 1691, & fini au premier Août 1692, on trouve au *fol.* 151, troisieme ligne : *De Batilli trois quartiers 90 liv.*

Enfin, dans un autre compte commencé au premier Août 1692, il est dit au *fol.* 161, cinquieme ligne : *De Mademoiselle Ferrand trois quartiers 90 liv.*

Il résulte de cette piece importante que la Demoiselle Ferrand, qui étoit entrée dès le mois de Juillet 1690, dans le Couvent de Melun, sous le nom de Batilli, y avoit été bientôt connue sous son véritable nom de Ferrand ; qu'elle a été inscrite sous ce nom dans le Registre public de cette Maison ; qu'elle y étoit connue publiquement pour la fille de M. le Président & de Madame la Présidente Ferrand. En effet elle y avoit un couvert d'argent aux armes de Ferrand ; elle avoit le plus beau linge destiné à son usage, marqué de la lettre F. & il y a actuellement onze Religieuses dans cette Maison, qui se souviennent d'y avoir vu la Demoiselle Ferrand, de l'avoir appelée de ce nom, & de l'avoir connue comme fille de M. & de Madame Ferrand : ce qui forme une possession publique de son état.

Cette vérité se seroit affermie si on l'avoit tenue plus longtemps dans la même Maison ; mais au mois de Décembre 1692, elle en fut tirée pour être conduite à l'âge de six ans dans le Couvent des Jacobines de Rodès, où elle arriva le 8 Janvier 1693. Ce fut la Demoiselle Prevost, Femme-de-Chambre de Madame la Présidente Ferrand, qui fut chargée de conduire sa fille, & qui la remit en effet aux Religieuses de Rodès, sous le nom de la Demoiselle Baillé. Ce fait est reconnu expressément par Madame la Présidente Ferrand dans son interrogatoire, de même que tout ce qui s'est passé depuis à l'égard de la Demoiselle Ferrand.

Elle demeura Pensionnaire à Rodès jusqu'en 1705 que la Demoiselle Prevost la vint reprendre pour la conduire dans une

autre Maison de Religieuses à Nemours où elle ne fut qu'un an. De Nemours elle passa à Corbeil, dont elle sortit en 1608 pour aller à l'Abbaye de Saint-Aubin près de Gournay en Bray; elle y est demeurée jusqu'en 1725, de-là elle a été successivement en l'Abbaye d'Hiers, en celle du Trésor, & enfin en celle des Andelics.

Dans toutes ces Maisons, c'est Madame la Présidente Ferrand qui, par le ministère de la Demoiselle Prevost sa Femme-de-chambre, a payé les pensions de la Demoiselle Ferrand, & a pourvu à tous ses besoins; elle en convient encore dans son interrogatoire, elle reconnoît même qu'en 1728 c'est elle qui a fourni une somme de 9000 liv. pour faire constituer deux rentes viagères de trois cens livres chacune au profit de la Demoiselle Ferrand, à qui on avoit fait prendre le nom de Vigny.

Quand on réunit tous ces faits, il est impossible de ne pas reconnoître que la Demoiselle Ferrand est la même dont Madame la Présidente Ferrand est accouchée en 1686. La naissance est établie par des titres authentiques; il n'y a ni preuves ni indices du décès, & au contraire on trouve la Demoiselle Ferrand vivante, Pensionnaire à Melun en 1692, c'est cette même Demoiselle qui a toujours été élevée aux dépens & par les soins de Madame la Présidente Ferrand, c'est elle qui a fourni le fonds des rentes qui lui ont été constituées: pourroit-on pousser l'aveuglement jusqu'à la méconnoître?

Madame la Présidente Ferrand a été bien persuadée du contraire; aussi pour affoiblir, s'il étoit possible, les argumens invincibles qui se tirent de tout ce qu'elle a fait pour la Demoiselle Ferrand, elle a imaginé une fable qu'elle pût substituer à la réalité, & des motifs étrangers qu'elle pût présenter comme l'unique cause des soins qu'elle a pris, & des dépenses qu'elle a faites pour sa fille.

C'est dans l'article 21 de son interrogatoire qu'elle a fait éclore cette fable grossière; elle y avance : *Que la Dame Bellinzani sa mere engagea la Demoiselle Prevost à mener une fille audit Couvent de Rodès, qu'elle lui déclara être fille du sieur Bellinzani frere d'elle répondante, & recommanda un grand secret, déclarant avoir de justes raisons de la soustraire audit sieur Bellinzani.*

Voilà donc la fille de M. & de Madame Ferrand travestie en bâtarde du sieur Bellinzani; ce n'est plus de sa propre fille que Madame Ferrand a pris tant de soins, c'est de sa niece; mais à qui a-t-on cru en imposer par une pareille supposition?

Madame Ferrand a eu une fille dont elle est accouchée en 1686, cette fille n'est point décédée, on la trouve Pensionnaire à Melun en 1692. A la fin de la même année Madame Ferrand envoie une fille à Rodès par sa Femme-de-chambre, & n'a jamais cessé depuis de pourvoir à tous ses besoins, donc cette fille est celle dont elle est accouchée en 1686; la conséquence est nécessaire. Non, dit-on, cette fille est une bâtarde du sieur de Bellinzani : mais est-il permis d'attribuer ainsi gratuitement une fille à un homme décédé depuis plusieurs années, à un homme qui ne l'a jamais vue ni connue pour sa fille, qui n'en a jamais pris aucun soin, qui n'a rien payé pour elle, en un mot, qui lui a toujours été absolument étrangère ? Allons plus loin. Est-il permis de créer de sa propre autorité une prétendue bâtarde qui n'est jamais née, dont aucun registre ni public ni domestique ne fait aucune mention, dont on ne trouve nulle part aucune trace ?

Par quel enchantement fait-on disparaître une fille dont la naissance & l'existence sont également certaines, pour mettre sur la scène un être de raison, une fille qui n'a jamais vu le jour, & qui n'a jamais eu placé dans la nature ? Sommes-nous dans le tems des métamorphoses pour débiter de pareilles illusions ? Y a-t-il même aucun tems dans lequel la crédulité ait été assez aveugle pour les admettre ?

D'ailleurs par quelle bizarrerie auroit-on entrepris de cacher, de soustraire une fille à son pere naturel ? Cela auroit-il été possible ? Cela auroit-il été permis ? Par quel excès de zèle la Dame de Bellinzani, & depuis Madame Ferrand, se seroient-elles donné tant de mouvemens, & fait tant de dépenses pour la bâtarde du sieur de Bellinzani ? Tout révolte dans un pareil système, & il est plus propre à achever de dévoiler la vérité qu'à l'obscurcir.

Il ne reste plus qu'à rendre compte des circonstances qui ont découvert à la Demoiselle Ferrand une vérité que l'on affectoit de tenir captive, des mesures de prudence qu'elle a employées pour ne pas faire une démarche téméraire, & de l'action enfin qu'elle a exercée.

On a observé dans le fait qu'elle avoit été long-tems Pensionnaire dans l'Abbaye de Saint-Aubin. Pendant qu'elle y demeurait M. le Président Ferrand mourut à Paris le 30 Août 1723, après avoir fait un testament olographe qui ne contenoit que des legs pieux & des récompenses de Domestiques, sans faire aucune



disposition de ses biens, soit à titre universel, soit à titre particulier. Jusques-là la Demoiselle Ferrand ne pouvoit exercer aucune action, elle n'avoit aucun droit ouvert; ainsi quand on se récrie sur un silence de quarante-neuf ans, on ne fait pas attention qu'il en faut retrancher près de quarante, pendant lesquels la Demoiselle Ferrand ne pouvoit pas agir.

La mort de son pere changeoit sa situation; mais il ne suffisoit pas d'avoir des droits ouverts, il falloit avoir des titres pour les soutenir, & la Providence ne les lui a découverts que par degrés. Elle s'étoit entretenue avec une Religieuse de Saint-Aubin des malheurs de son état; cette Religieuse se trouva être précisément la belle-sœur de Carnot Notaire, qui avoit reçu le célèbre Procès-verbal de 1686; son beau-frere l'étant venu voir, elle lui rendit compte par forme de conversation des disgraces de son amie. Au nom de M. le Président Ferrand, Carnot n'eut pas de peine à se rappeler l'acte de baptême, & le Procès-verbal du 28 Octobre 1686, il en parla comme d'un fait dont il étoit mieux instruit que personne, & par-là il mit la Demoiselle Ferrand en état de remonter jusqu'à l'origine & au titre constitutif de son état.

La Demoiselle Ferrand, éclairée par une piece si importante, en conféra avec le sieur Abbé de Gouay, Archidiacre de Bray, homme d'une vertu, d'une sagesse & d'une capacité qui l'ont fait respecter par les personnes les plus distinguées par leur naissance & par leurs dignités. Le sieur Abbé de Gouay se crut obligé de venir au secours d'une victime malheureuse sacrifiée à d'indignes passions; il entreprit de faire toutes les recherches nécessaires, & associa à son zele le sieur Carion, Curé de Gaucour & Docteur de Sorbonne; il étoit l'ami depuis long-tems du sieur Abbé de Gouay, & cette liaison seule feroit son éloge; il n'y a personne d'ailleurs parmi ceux qui le connoissent, qui ne rende hommage à sa droiture & à ses talens; ils s'intéressèrent tous deux pour la Demoiselle Ferrand, persuadés que, loin d'oublier en cela leur caractère, ils remplissoient les devoirs les plus indispensables de la charité Chrétienne, en prenant le parti d'une Demoiselle qui languissoit sous la plus cruelle oppression.

Ce sont les mouvemens qu'ils se donnerent qui ont produit les Lettres que Madame la Présidente Ferrand a communiquées; on n'y trouvera rien qui ne réponde aux sentimens d'honneur qui les faisoit agir; & si le sieur Carion dans les siennes ne fait

pas paroître des connoissances bien exactes sur l'ordre judiciaire, il y fait éclater du moins le zele pour la vérité dont il étoit animé.

Trois obstacles suspendirent l'action.

Le premier fut le décès du sieur Abbé de Gouay que la Demoiselle Ferrand regardoit comme un Protecteur qui lui étoit précieux, & dont la perte la précipita dans le découragement.

Le second fut la difficulté de découvrir le premier Couvent où avoit été la Demoiselle Ferrand. Tout lui étoit présent depuis le Couvent de Rodès dont elle étoit sortie à dix-neuf ans; mais elle n'avoit que des idées confuses de celui où elle avoit été auparavant, & dont on l'avoit tirée à l'âge de six ans; elle savoit en général qu'il étoit près de Paris, elle se rappelloit quelques notions de la disposition du dedans & du dehors; mais elle ne pouvoit pas nommer précisément le lieu où elle avoit été.

Le troisième étoit l'impuissance même où elle étoit d'agir. Madame Ferrand avoit toujours payé ses pensions, & avoit pourvu à tous ses besoins; au premier moment où la Demoiselle Ferrand l'auroit attaquée, on lui auroit retranché tous ses secours, & elle se seroit trouvée dans la plus affreuse indigence.

Ces difficultés s'applanirent, le zele des amis qui restoient à la Demoiselle Ferrand, répara en quelque sorte la perte du sieur Abbé de Gouay; on trouva enfin le Couvent des Annonciades de Melun, & la mention qui étoit faite sur le registre de cette Maison, de la Demoiselle Ferrand au nombre des Pensionnaires. Enfin les deux rentes de 300 liv. chacune constituées à la Demoiselle Ferrand, la mirent en état de pouvoir compter du moins sur une modique subsistance.

C'est dans ces circonstances qu'elle a fait assigner au Châtelet Madame la Présidente Ferrand, la Dame Comtesse de Canillac, & les Sieur & Dame du Pont-du-Château, pour voir dire: *Qu'attendu qu'elle étoit restée seule des enfans de Monsieur & de Madame Ferrand, l'inventaire fait après la mort de M. le Président Ferrand, & les pieces inventoriées lui seroient communiquées, pour prendre ensuite telle qualité qui lui conviendrait dans la succession de M. le Président Ferrand.*

Madame Ferrand par ses défenses est convenue qu'elle avoit eu de son mariage quatre enfans, & entr'autres une fille née le 28 Octobre 1686; mais elle a prétendu que la Demanderesse ne prouvoit point qu'elle fût cette même fille dont elle étoit accouchée en 1686. Quoique cet aveu seul pût suffire à la Demoi-

selle Ferrand, elle a fait interroger Madame sa mere sur faits & articles, & cet interrogatoire en effet a produit l'éclaircissement de plusieurs faits d'une extrême conséquence.

1°. Madame Ferrand est convenue de nouveau qu'elle étoit accouchée d'une fille au mois d'Octobre 1686.

2°. Elle n'a pas osé soutenir que cette fille fût décédée, & n'en a pas rapporté le moindre indice; elle a avancé seulement que sa mere le lui avoit dit, & qu'elle l'avoit cru.

3°. Elle est convenue que la Demanderesse, qu'elle appelle la Demoiselle de Vigny, a été Pensionnaire à Melun; que c'est la Demoiselle Prevost, sa Femme-de-chambre, qui l'a conduite à Rodès, & depuis dans les Couvens de Nemours, Corbeil, Saint-Aubin, Hiers, le Trésor & les Andelies; que c'est elle, Madame Ferrand, ou la Dame Bellinzani sa mere, qui a payé les pensions dans tous les Couvens, & qu'enfin c'est elle qui a fourni les deniers dont on a constitué les deux rentes de 300 liv. chacune, dont jouit la Demoiselle Ferrand.

Quoique ces faits seuls, soutenus des pieces rapportées par la Demoiselle Ferrand, fussent décisifs, cependant comme Madame Ferrand s'est toujours retranchée à dire que la Demanderesse ne pouvoit pas qu'elle fût individuellement la fille dont elle étoit accouchée en 1686, la Demoiselle Ferrand, pour dissiper jusqu'au plus léger prétexte d'incrédulité, a donné une Requête le 28 Février 1736, par laquelle elle a demandé acte des faits avoués par Madame Ferrand, & en conséquence que ses conclusions lui fussent adjugées: & où l'on en feroit encore quelque difficulté, que, sans préjudice de la preuve résultante du registre des Annonciades de Melun, il lui fût donné acte de deux faits par elle articulés. Le premier, que la fille dont Madame Ferrand est accouchée au mois d'Octobre 1686, a été mise Pensionnaire aux Annonciades de Melun en 1690. Le second, que c'est la Demanderesse individuellement qui, après avoir été dans le Couvent des Annonciades de Melun jusqu'en Décembre 1692, en a été tirée pour être conduite à Rodès, où elle est arrivée le 8 Janvier 1693. Elle a demandé surabondamment à faire preuve de ces deux faits.

La Cause plaidée solennellement au Châtelet y a été appointée. Toutes les Parties sont Appellantes de l'appointement, & demandent l'évocation du principal.

La défense de la Demoiselle Ferrand se renferme dans trois propositions de fait qu'il est également facile d'établir. La pre-

MOYENS.

miere , que Madame la Présidente Ferrand est accouchée d'une fille la nuit du 27 au 28 Octobre 1686. La seconde , que cette fille n'est point décédée. La troisieme , que la Demoiselle Ferrand Demanderesse est individuellement la même dont Madame Ferrand est accouchée. En un mot la naissance , l'existence , & l'identité de la Demoiselle Ferrand , voilà les objets que cette Cause présente à la Justice.

On ne s'étoit pas attendu à être obligé de porter plus loin la défense de la D<sup>lle</sup> Ferrand ; & l'on croyoit que son sort étoit tellement lié avec ces vérités décisives , qu'il ne pouvoit plus après cela rester le moindre nuage ; cependant on a hasardé , sous le nom de collatéraux , une dissertation qui paroît exiger que la Demoiselle Ferrand ne se contente pas de prouver sa naissance , mais qu'elle en démontre encore la légitimité : Il lui suffira pour cela d'invoquer des principes sur lesquels porte l'état de tous les Citoyens , l'honneur & la tranquillité de toutes les familles , & elle se les appliquera avec d'autant plus d'avantage , que les circonstances particulieres se joignent ici aux maximes inviolables du Droit public , pour la mettre à l'abri de l'inquisition odieuse à laquelle on ose se livrer.

*Première Proposition.*

Madame la Présidente Ferrand est accouchée d'une fille au mois d'Octobre 1686. Pour établir cette vérité fondamentale , on ne voit point la Demoiselle Ferrand articuler des faits , & demander permission d'en faire preuve. C'est la condition à laquelle se sont trouvés réduits jusqu'à présent tous ceux que l'on a vu agiter des questions d'état , & c'est ce qui a fait reconnoître qu'il y avoit autant de témérité que d'injustice dans leurs entreprises.

Pour entrer dans une famille distinguée , est-il permis de supposer un accouchement dont on ne trouve aucune preuve , de fonder des mysteres impénétrables , de supposer l'existence d'un enfant que l'on n'a jamais vu naître ?

*Qualité des preuves de la naissance.*

Non , dans de pareilles tentatives la Justice ne peut être trop sévère ; ce seroit ouvrir la porte aux impostures les plus grossieres & les plus funestes , que d'écouter seulement ceux qui viennent débiter de pareils faits. L'accouchement de la mere , la naissance de l'enfant , sont des événemens que la Loi n'abandonne point à des preuves incertaines & équivoques , elle ne se repose que sur des preuves lumineuses , & capables de subjuguier la raison la plus rebelle : ce sont aussi les seules que la Demoiselle Ferrand invoque en sa faveur.

Premierement , nous avons ici l'aveu , la reconnoissance expresse

presse de Madame Ferrand elle-même. C'est un fait qui lui est propre & personnel ; c'est un fait qui la touche d'assez près, qui interesse assez son honneur, pour qu'on ne puisse lui refuser la plus parfaite confiance, lorsqu'elle en rend compte à la Justice sous la religion du serment. Quel intérêt auroit eu Madame Ferrand de reconnoître son accouchement de 1686, si elle n'y avoit été entraînée par la force de la vérité, & d'une vérité si connue, qu'il n'étoit pas possible de la désavouer ?

Qu'on ne nous dise pas que l'état des enfans ne dépend point des déclarations des pere & mere, & principalement des déclarations qui sont faites depuis le Procès commencé ; qu'on nous épargne la citation de la Loi fameuse, *non nudis asseverationibus*, &c. & des préjugés intervenus dans cette matiere ; c'est abuser, & du principe, & des textes qui en sont la source, que d'en faire usage dans l'espece présente.

Dans quel cas rejette-t-on les déclarations des pere & mere comme suspectes ? C'est lorsqu'il paroît un concert de fraude entre l'enfant qui veut s'introduire dans une famille, & le pere ou la mere qui lui tendent les bras pour le recevoir ; c'est lorsque la mere paroît être l'ame & le mobile de l'entreprise de l'enfant, & qu'elle se prête à sa demande pour la favoriser. Que la Demoiselle Ferrand est dans un cas bien différent ! La plus cruelle contradiction qu'elle éprouve est de la part de la Dame sa mere ; elle refuse de la reconnoître pour sa fille légitime, elle la travestit en bâtarde de son frere, elle l'accable de reproches & d'injures, & la traite publiquement comme *un monstre d'ingratitude*. Avec de tels sentimens deviendra-t-elle suspecte à la Justice sur le fait de l'accouchement de 1686 ? Et lui refusera-t-on dans cette partie toute la confiance qui lui est due ?

Déclarations  
de pere & mere  
sur l'état de  
leurs enfans,  
en quels cas  
suspectes.

Les collatéraux eux-mêmes n'osent pas porter jusques-là leur résistance ; car s'ils croient que Madame Ferrand en a imposé dans son interrogatoire, comment ne l'accusent-ils pas de parjure & de supposition de part ? Comment ne tournent-ils pas leurs armes contr'elle avant que de les employer contre la Demoiselle Ferrand ? Au lieu de prendre ce parti, on les voit agir de concert avec Madame la Présidente Ferrand, méditer une défense commune, réunir leurs intérêts. Quel est donc ce genre de désaveu & de contradiction entre des personnes dont l'union paroît si bien cimentée ?

Secondement, l'aveu de Madame la Présidente Ferrand, qui suffiroit par lui-même, est ici soutenu par des pieces, dont

l'autorité ne peut être ébranlée, c'est-à-dire, par le registre des baptêmes de la Paroisse de Saint-Sulpice, auquel il faut nécessairement joindre le Procès-verbal du 28 Oct. 1686. C'est le même Curé de Saint-Sulpice qui parle dans ces deux pieces; c'est lui qui, après avoir commencé à s'expliquer dans le registre sur l'état de l'enfant, achève de le développer dans le Procès-verbal, & qui ajoute ce qui manquoit à la perfection de l'acte baptistaire; c'est lui en un mot, qui nous atteste que l'enfant présenté sur les Fonts sacrés, a été annoncé comme le fruit du mariage de M. & de Madame Ferrand.

La Loi ne connoît point d'autre preuve pour établir l'état des enfans, que ces sortes de declarations qui sont faites au moment de leur naissance aux Ministres de la religion. C'est pour cela qu'elle les a chargés d'en faire une mention expresse dans leurs registres; leur devoir les y engage; mais si malheureusement ils y ont manqué, qu'y a-t-il de plus décisif, pour reparer un silence si funeste, que la declaration qu'ils en font presque dans le même instant devant les Officiers publics, qui en dressent un monument authentique? Il faut donc déferer à une preuve si convaincante, ou il n'y aura plus rien de certain dans l'état des hommes.

Omission  
dans l'acte de  
baptême réparée sur le  
champ dans  
un acte authentique.

Les collatéraux qui paroissent refuser leur confiance à Madame la Presidente Ferrand, élèvent aussi quelques critiques sur les titres qu'on leur oppose. Le registre, disent-ils, ne nomme point les pere & mere, c'est donc une piece inutile à la Demanderesse. A l'égard du Procès-verbal, c'est une piece étrangere au registre, & qui n'est point dans la classe des titres que la Loi a établis pour preuve de la filiation. C'est ainsi qu'ils croient nous affoiblir en divisant nos forces; ils prennent d'abord le registre seul, & n'y trouvant point de nom de pere & mere, ils triomphent d'un silence qui leur paroît favorable; ils passent ensuite au Procès-verbal, & trouvant une verité qui les confond, ils s'en débarrassent par le caractère de la piece: mais cet artifice est trop grossier, & l'équité ne permet pas de separer ce qui a une relation si intime & si nécessaire.

Le registre ne peut être considéré seul, puisqu'il faut nécessairement qu'on convienne qu'il est imparfait. Si l'on se renferme dans le registre seul, on trouvera une fille baptisée, mais on ne lui trouvera ni pere ni mere; cet enfant sera-t-il donc privé de son état? Ne pourra-t-il réclamer personne dans la nature comme auteur de sa naissance? Cela est impossible; il faut donc aller plus

loin , il faut chercher des lumieres hors du registre. Mais quelle lumiere plus pure pourra-t-on trouver que celle que nous administre le même Curé dans un acte authentique fait le jour même, & presque dans l'instant du baptême ?

Il est vrai que la Loi n'a pas établi les actes pardevant Notaires pour être les monumens ordinaires de la filiation : mais pourquoi ? Parce qu'elle a chargé les Curés de faire une mention expresse sur leurs registres des pere & mere de l'enfant ; par conséquent lorsqu'ils ne l'ont pas fait, quand par négligence ou par d'autres motifs aussi peu légitimes ils auront manqué à une obligation qui leur est si étroitement imposée, cette même loi leur interdira-t-elle toute autre voie de reparer leur faute ? Faudra-t-il qu'elle demeure sans remede ? Et s'il en est un qui puisse être employé, en pourroit-on trouver un plus efficace que la declaration faite presqu'au même instant, devant des Officiers publics dignes de toute la confiance de la Justice ?

Qu'on ne s'arrête donc point au registre seul , puisqu'il est imparfait ; qu'on ne rejette point un Procès-verbal authentique , puisque c'est un titre necessaire, & le seul qui pût suppléer à l'omission du registre.

Quelque langage que M. le Président Ferrand eût tenu dans ce Procès-verbal , il ne pourroit donner atteinte à l'état de l'enfant ; mais M. le Président Ferrand n'a point désavoué sa fille, il craignoit qu'on ne lui supposât un enfant étranger ; mais il n'a pas même pensé à méconnoître l'enfant dont sa femme étoit accouchée, il n'a point protesté contre la déclaration du Curé, il n'a pris aucune mesure pour contredire l'accouchement de Madame Ferrand, quoiqu'il y eût mille voies ouvertes pour en établir la supposition, s'il n'étoit pas constant.

Le fait de l'accouchement après cela peut-il être équivoque ? L'aveu de la reconnoissance expresse de la mere, le silence du pere, les monumens publics, tout met cette vérité dans un si grand jour, que personne ne peut y résister.

Cet enfant dont la naissance est certaine, n'est point décédé ; on ne rapporte ni extrait mortuaire, ni même aucun indice qui annonce sa mort ; il n'en faut pas davantage pour se convaincre de son existence actuelle.

Un Citoyen acquis à la République ne peut disparoître sans qu'elle soit en droit d'en demander compte aux pere & mere & à la famille ; c'est à elle à le représenter, sans quoi elle est exposée aux plus vives poursuites du Ministère public. Ici l'enfant paroît

dans des monumens authentiques, depuis il est enveloppé, à ce que l'on prétend, dans son obscurité profonde. Si cela étoit, la Justice ne s'animerait-elle pas dans une occasion si intéressante ?

Les défaites imaginées par Madame Ferrand pour se dispenser de rendre compte de son sort, loin de justifier le décès de l'enfant, ne servent qu'à confirmer son existence.

On lui demande, article 4 de son interrogatoire : *Si la fille qu'elle dit être née en 1686, est actuellement morte ou vivante.* Elle répond : *Que la Dame Bellinzani sa mere a pris soin de cet enfant dès sa naissance, qu'elle a dit qu'elle étoit morte ; qu'elle, M. le Président Ferrand, & toute la famille l'ont cru.*

On insiste, & on lui demande : *Si elle a une connoissance personnelle que ladite enfant soit morte ;* elle répond : *Qu'étant absente & éloignée par ordre du Roi, elle n'a pu prendre aucune connoissance par elle-même de l'état de l'enfant.* Que veulent dire de pareilles allegations ? Madame Ferrand ne fait rien par elle-même de l'état de sa fille, elle cite un prétendu témoin décédé il y a près de trente ans, elle se contente d'un discours vague qu'elle suppose qu'on lui a tenu ; elle n'a qu'une opinion de la mort de sa fille. Est-ce ainsi qu'une mere peut vouer son enfant à une obscurité impénétrable ?

L'ignorance qu'elle affecte est une idée qui révolte la raison ; elle a dû nécessairement savoir où sa fille a été mise en nourrice, la précaution d'en retenir une a dû précéder l'accouchement. Madame Ferrand étoit alors en pleine liberté, elle doit savoir quelle est la nourrice, en quel lieu elle demeurait ; rien ne peut à cet égard excuser son silence.

Depuis son accouchement elle n'a pu ignorer le sort de sa fille ; quand elle n'auroit pas pu en prendre soin par elle-même, elle ne pouvoit pas être regardée comme assez étrangère à sa fille pour qu'elle n'eût aucune connoissance de ce qui la regardait. Elle nous parle toujours de l'Abbaye de Lo près de Chartres, où elle fut envoyée. Mais quoi donc ! cette Abbaye est-elle une Isle déserte où l'on n'entende plus parler du genre humain, où l'on n'ait plus de nouvelles, d'accès, de relation ? C'est nous entretenir de chimères que de nous dépeindre une espèce d'impuissance à une mere de savoir ce que sa fille est devenue.

On lui demande, art. 14 : *S'il n'est pas vrai que depuis 1690 jusqu'à la fin de 1692, sa fille a été dans le Monastere des Annonciades de Melun.* Elle répond, *n'avoir aucune connoissance des lieux où la*



*Dame Bellinzani peut l'avoir mise, que d'ailleurs en 1690 on avoit déjà annoncé la mort de cette fille.*

Comment concilier cette mort annoncée, dit-on, en 1690, avec le registre du même Monastere de Melun, où l'on voit la Demoiselle Ferrand pensionnaire en 1692 ?

Art. 26, on lui demande : *Si cette enfant avant d'être mise à Melun, n'a pas demeuré à Puiseaux.* Elle répond : *Que le fait est absolument faux.*

C'est ici que la fermeté & la présence d'esprit a abandonné Madame la Présidente Ferrand. Si elle avoit voulu soutenir le système de ses précédentes réponses, elle n'avoit qu'à dire qu'elle ne savoit point où la Dame Bellinzani sa mere avoit mis sa fille ; mais non, elle affirme que sa fille n'a point été à Puiseaux. Mais comment le fait-elle, *puisque'elle n'a eu aucune connoissance par elle-même de ce qui s'est passé à l'égard de cet enfant ?* La contradiction ne peut être plus sensible ; elle sait parfaitement que sa fille n'a point été à Puiseaux, cependant elle ne fait rien de son sort. Est-il permis après cela de se dissimuler à soi-même que l'on veut faire passer pour mort un enfant qui existe actuellement ?

Enfin sur l'article 29 de l'interrogatoire, on demande à Madame Ferrand : *Si elle sait la Paroisse à Paris ou en Province où a été inhumée la fille qu'elle a eue en 1686.* Elle répond, *n'avoir entré en connoissance d'aucune particularité de l'enfant dont la Dame Bellinzani sa mere s'étoit chargée, qu'elle croit que la Dame Bellinzani aura remis l'extrait mortuaire de cet enfant à M. le Président Ferrand, à qui il étoit plus nécessaire qu'à elle Répondante, qui déclare cependant n'en avoir point de connoissance, étant dans tous ces tems éloignée.*

Voilà une étrange situation ! La Dame Bellinzani qui a survécu dix-huit ans au retour de sa fille à Paris, ne lui a jamais parlé du lieu de la Paroisse où sa fille étoit inhumée, elle en aura remis l'extrait mortuaire à M. Ferrand, & Madame Ferrand n'en aura pas eu la moindre notion. A qui prétend-on en imposer par des illusions si grossières ? La vérité ne perce-t-elle pas au travers de ces déguisemens, & ne manifeste-t-elle pas l'existence de la fille née en 1686 ?

En un mot aucune preuve de son décès, point d'extrait mortuaire, aucune circonstance qui l'annonce ; on ne parle que d'ouï-dire vagues, incertains, que d'opinions, que de présomptions ; il n'y a point de crédulité assez aveugle pour donner dans de pareils

pieges, & l'existence de l'enfant paroît aussi constante que sa naissance.

*Troisième Proposition.*

Mais la Demanderesse est-elle cette même fille dont Madame Ferrand est accouchée, & dont l'existence est démontrée? C'est le dernier retranchement de nos Adversaires; l'identité, disent-ils, n'est point établie.

Dans cette partie de la Cause la preuve testimoniale, si on en avoit besoin, ne pourroit jamais être refusée. On ne prouve point la naissance d'un enfant par témoins, c'est aux monumens publics, c'est aux registres & papiers domestiques des pere & mere décédés que la Loi nous renvoie: que l'on n'écoute donc point ceux qui veulent établir un fait si important, & qui, pour tout gage de leur sincérité, n'offrent à la Justice qu'une preuve testimoniale; c'est ce que la Loi, de concert avec la raison, exige de la fermeté & de la sagesse des Magistrats, & ce qui est affermi par une Jurisprudence invariable. Mais quand il est prouvé qu'un enfant est né, & qu'il n'y a aucune preuve de son décès; en sorte qu'il ne s'agit que de savoir si celui qui se présente est ce même enfant, non-seulement on ne peut refuser la preuve testimoniale, mais, on l'ose dire, c'est une preuve souvent nécessaire, &, pour ainsi dire, la seule à laquelle on puisse recourir.

Quand la naissance d'un enfant est juridiquement prouvée, celui qui se présente doit être admis à prouver par Témoins son identité.

Comment un enfant prouvera-t-il qu'il est le même que celui que sa mere a eu dans un certain tems, si ce n'est parce qu'il aura été connu pour ce même enfant pendant un certain nombre d'années, & que s'il a été caché depuis par le concours de certaines circonstances, il reste cependant plusieurs témoins en état de le reconnoître & de le manifester à la Justice? De-là tant de Causes célèbres où la Justice a été obligée de déferer à la preuve testimoniale sur la question de l'identité, la Cause de Maillard, celle de Caille, & tant d'autres. Un enfant en quelque âge qu'il soit, ne va pas de tems en tems se présenter devant des Officiers publics pour vérifier qu'il est toujours le même enfant: c'est donc une nécessité absolue de recourir sur ce point de fait à la preuve testimoniale.

Mais tel est l'avantage de la Cause de la Demoiselle Ferrand, qu'elle ne croit pas même avoir besoin de ce secours, & que ce n'est que surabondamment qu'elle offre cet éclaircissement à la Justice, si elle veut encore acquérir de nouvelles lumieres.

Les preuves qu'elle a de l'identité ne peuvent être plus claires ni plus décisives.

1°. Madame la Présidente Ferrand convient que la Demanderesse est la même fille qui fut conduite en 1693 au Couvent de Rodès par la Demoiselle Prevost sa Femme-de-chambre, & qui y est restée jusqu'en 1705 ; que c'est la même qui a été depuis à Nemours, à Corbeil, à Saint-Aubin, en l'Abbaye d'Flers, au Trésor & aux Andelies : ainsi depuis 1693 au moins il n'y a point d'incertitude sur le sort de la Demanderesse.

Il y a plus, Madame Ferrand convient que dans ce long espace de tems, c'est elle qui a pris soin de la Demanderesse, qui a payé ses pensions, fourni a sa subsistance, en un mot veillé sans interruption sur sa personne, & fourni même le capital de deux rentes de 300 livres chacune qui lui ont été constituées. Aux yeux de la raison, ces faits seuls sont décisifs, & ne permettent pas de douter que la Demanderesse ne soit la même fille dont Madame Ferrand est accouchée en 1686. Il est établi que Madame Ferrand a eu une fille en 1686, & que cette fille n'est point décédée, il faut donc que cette fille se trouve ; mais en qui la peut-on reconnoître, si ce n'est dans la seule fille au monde dont elle ait jamais pris soin ?

Nos Adversaires ont eu raison de dire qu'il ne suffit pas d'alléguer & de prouver même des soins continuels, ce que les Jurisconsultes appellent *Tractatum*, pour en conclure de la part de l'enfant, que ceux à qui il est redevable de tant de bontés & de tant de soins, sont ses pere & mere ; mille motifs différens peuvent exciter cette bienveillance. Ainsi il seroit absurde, il seroit même indécent de dire : vous avez toujours eu soin de moi, donc vous avez été mere, donc je suis l'enfant que vous avez mis au monde. Mais quand il est certain que celle qui s'est chargée de tant de soins & de tant de dépense, est accouchée, & a donné la naissance à une fille, quand ce fait est prouvé & reconnu, quand il n'y a aucune preuve de la mort de ce même enfant, & qu'il ne s'agit plus que de le découvrir ; alors l'éducation, les soins, la dépense deviennent un indice sûr, & auquel il n'est pas possible de se tromper. Madame Ferrand a eu une fille qui n'est point morte ; elle a toujours donné tous ses soins à la subsistance & à l'éducation d'une fille pendant quarante-quatre ou quarante-cinq ans, & n'a jamais eu soin que de celle-là ; alors il faut nécessairement de deux choses l'une, ou que ce soit sa fille ou qu'elle ait abandonné sa propre fille pour avoir soin d'une fille étrangère. La dernière partie de l'alternative choque également la

En quel cas  
se vérifie l'u-  
sage que le  
*tractatus*  
prouve la pa-  
ternité.

religion, l'honneur, la nature, l'humanité : il n'est donc pas possible de l'admettre, ni par conséquent de rejeter la première conséquence.

Mais il ne faut pas s'arrêter, dit-on, à ces témoignages extérieurs, il faut examiner à quel titre ces soins vous ont été prodigués, & quelle mesure on a gardé dans les avantages qu'on vous a faits. Le titre des bontés de Madame Ferrand, c'est la qualité de bâtarde de son frère, dont la Dame de Bellinzani lui avoit fait la confidence. La mesure que l'on a gardée, ce sont de simples alimens, des pensions modiques dans des Monasteres éloignés. Peut-on se prévaloir de si modiques avantages ?

On croit avoir déjà écarté la fable de la prétendue bâtarde du sieur de Bellinzani ; c'est se jouer de la nature & de la religion que de venir substituer cette fiction à la réalité. Où est la preuve que le sieur de Bellinzani ait jamais eu une bâtarde ? Où est son extrait baptistaire ? Une mere, une sœur se seroient-elles chargés de tant de soins & de tant de dépense pour le fruit malheureux du crime du sieur de Bellinzani ? Ce seroit lui qui auroit été le coupable, ce seroit sa mere & sa sœur qui en auroient porté volontairement la peine. Mais quoi ! Mad<sup>e</sup>. Ferrand a tant de zele pour la bâtarde de son frère, & elle ne s'informe pas même du sort de sa propre fille ? Les absurdités se multiplient à chaque réflexion, & l'on croit éluder par-là les argumens victorieux qui s'élèvent en faveur de la Demoiselle Ferrand ? Non, personne ne sera la dupe d'une supposition si grossiere. Madame Ferrand a une fille, on la fait disparoître sans preuve de sa mort ; on donne une fille au sieur de Bellinzani sans aucune preuve de sa naissance, par un échange si odieux l'enfant légitime sera-t-il dégradé ?

Quant à la qualité des soins que l'on a pris pour la Demoiselle Ferrand, il n'y a rien qui puisse affoiblir la juste conséquence qu'elle en tire. Ce n'est point ici un enfant que l'on ait réduit à un état vil & abject, on ne le voit point placé dans le rang des domestiques ou d'un vil Artisan ; c'est une fille qui a toujours été placée dans des Monasteres où l'on a payé pour elle les mêmes pensions que l'on payoit pour d'autres Demoiselles d'une naissance honorable, ou même distinguée ; rien ne lui a manqué de ce qui convenoit au rang où la Providence l'avoit placée dans le monde. M. & Madame Ferrand n'étoient pas riches ; mais ils n'ont pas pour cela abandonné leur fille, & la place qu'ils lui

lui ont fait remplir , n'a jamais rien senti qui fût au-dessous de leur condition.

Il faut donc reconnoître que ce premier tems qui remonte jusqu'en 1693 , nous fournit une preuve constante de l'identité que l'on ose contester. Il ne s'agit que de trouver la fille dont Madame Ferrand est accouchée ; mais peut-on la méconnoître dans l'unique fille dont elle ait pris soin pendant tant d'années ? Quand on n'auroit rien dans l'intervalle de 1686 & 1693 , ces deux époques se rejoindroient nécessairement.

2°. Mais en remontant au-delà de 1693 , la vérité que l'on vient d'établir se fortifie & brille d'un nouvel éclat. La Demoiselle Ferrand avant que d'être conduite à Rodès , avoit été Pensionnaire aux Annonciades de Melun ; c'est un point essentiel dont Madame Ferrand est convenue dans l'art. 34 de l'interrogatoire : elle y déclare se souvenir que la *Demoiselle de Vigny* ( c'est ainsi qu'elle qualifie la Demanderesse ) a été à Rodès , à Saint-Aubin , à Nemours , à Melun , à Corbeil , à l'Abbaye d'Hiers , au Trésor , & aux Andelies. Ce sont en effet tous les Convens où a été la Demoiselle Ferrand. Madame la Présidente Ferrand affecte d'en renverser l'ordre , mais il est d'ailleurs bien établi ; il est certain que la Demanderesse a été à Rodès depuis 1693 jusqu'en 1705 ; à Nemours depuis 1705 jusqu'en 1706 ; à Corbeil depuis 1706 jusqu'en 1708 ; à Saint-Aubin depuis 1708 jusqu'en 1725 ; & enfin depuis 1725 à Hiers , au Trésor , & aux Andelies. Ainsi depuis 1693 , la Demoiselle Ferrand n'a point été à Melun , il faut donc nécessairement que ce soit avant 1693.

Or avant 1693 , qui est-ce qui étoit Pensionnaire à Melun ? C'étoit une Demoiselle à qui on avoit donné d'abord par erreur le nom de Barilli , & à qui on avoit restitué depuis son véritable nom de Ferrand : c'est ainsi qu'elle est nommée & inscrite dans le registre de la Maison signé par des Religieuses qui sont mortes il y a plus de trente ans. C'est donc la Demanderesse individuellement qui étoit Pensionnaire à Melun avant 1693. Madame la Présidente Ferrand en convient article 34 de son interrogatoire ; mais celle qui étoit Pensionnaire à Melun , étoit la Demoiselle Ferrand , cela est prouvé par le registre ; donc c'est la Demanderesse individuellement qui est la Demoiselle Ferrand.

On ne peut pas réunir les deux faits qui sont également prouvés , sans que l'identité soit démontrée. Si la Demanderesse prouvoit uniquement qu'elle a été Pensionnaire à Melun en 1692 ,

sans prouver que cette Pensionnaire y fût connue pour Mademoiselle Ferrand, sa preuve seroit imparfaite ; de même si elle prouvoit uniquement qu'il y avoit une Demoiselle Ferrand Pensionnaire à Melun, sans justifier que ce fût elle individuellement, on l'écarteroit encore par la distinction que l'on pourroit supposer entre cette Demoiselle Ferrand & elle ; mais quand les deux faits sont constans, alors l'identité ne peut plus être ébranlée.

Identité de  
personne prou-  
vée pour un  
tems s'appli-  
que aux tems  
qui ont précé-  
dé & suivi.

Que l'on ne dise pas qu'il reste un vuide depuis 1686 jusqu'en 1690 ; car en matiere d'identité, quand elle est établie dans un tems, tout ce qui précède est nécessairement rempli. Si la Demanderesse étoit la Demoiselle Ferrand en 1690, 1691, 1692, il falloit nécessairement qu'elle le fût en 1686, 1687, 1688 & 1689. On ne peut pas être soi-même pendant un tems, & ne l'être pas pendant un autre. La Demanderesse étoit connue pour la Demoiselle Ferrand, & pour fille de M. & de Madame Ferrand ; en un mot elle étoit la Demoiselle Ferrand en 1691 & 1692, qu'a-t-elle autre chose à établir ?

Elle n'a pu être la Demoiselle Ferrand & cesser de l'être, comme elle n'a pu être la Demoiselle Ferrand sans l'avoir été auparavant. Ainsi la distinction des tems ne peut pas même être proposée en matiere d'identité ; il suffit de trouver un point fixe, un seul instant où elle soit justifiée, pour qu'elle le soit, & pour tout ce qui précède & pour tout ce qui suit.

Il n'y auroit qu'une seule évafion contre une réflexion si décisive qui seroit de dire, il est vrai que vous avez été connue pour la Demoiselle Ferrand dans le Couvent de Melun, mais on n'a pas eu raison de vous reconnoître pour telle. Prouvez que vous la fussiez en effet. Mais n'est-ce pas être vaincu sans ressource & sans retraite que d'être réduit à une pareille défense ? Toute personne qui aura l'identité à prouver, ne la prouvera jamais qu'en disant & en justifiant qu'elle a été connue & traitée comme la personne qu'elle veut être ; & si cela est constant, écouterait-on des Adversaires qui diront, cela est vrai, vous avez été traitée & connue comme une telle personne ; mais prouvez que vous la fussiez réellement : l'identité ne peut jamais se prouver que par la connoissance des autres, & par le traitement qu'on en a reçu.

Quoi donc pour l'identité faudra-t-il suivre de jour en jour la personne que l'on veut être ? S'il y a un an, deux ans d'intervalle, on dira que tout est perdu ; mais s'il n'y a qu'un mois, qu'un jour,

on pourra dire la même chose; & comme la preuve de l'identité ne pourra jamais être portée à cette précision, il faudroit dire que la preuve de l'identité seroit impossible.

Mais pour mettre la vérité dans le jour le plus éclatant, la Demoiselle Ferrand a donné des Requêtes par lesquelles elle a articulé des faits si précis d'identité, que si la religion de la Cour la portoit à suspendre encore son Jugement, il ne seroit pas possible de se refuser à l'éclaircissement de ces faits. Elle a demandé permission de faire preuve que la fille dont Madame Ferrand est accouchée en 1686, a été mise Pensionnaire aux Annonciades de Melun au mois de Juillet 1690; que c'est la Demanderesse individuellement qui étoit cette Pensionnaire, qui y a été connue publiquement & traitée comme fille de M. le Président & de Madame la Présidente Ferrand, & qui a été tirée de ce Monastere en Décembre 1692, pour être conduite à Rodès où elle est arrivée le premier Janvier 1693; que même avant que d'être mise dans la maison de Melun, elle a été mise à Puiseaux chez la sœur de la Demoiselle Prevost, où elle étoit aussi connue pour la Demoiselle Ferrand. Il faut convenir qu'il n'y a jamais eu de faits plus décisifs pour établir l'identité. On a déjà établi que la preuve testimoniale ne pouvoit être refusée sur une pareille question. A plus forte raison doit-elle être admise quand cette preuve est déjà complète par écrit, ou tellement avancée, que l'on peut dire que toute autre preuve est superflue.

La Demoiselle Ferrand est persuadée que dès-à-présent, il n'y a rien à desirer pour établir l'identité; mais si un scrupule outré pouvoit encore retenir les esprits, du moins ne pourroit-on se refuser à l'offre d'une nouvelle preuve qui porteroit la vérité jusqu'à la démonstration.

On croit donc avoir établi les trois propositions que l'on avoit annoncées. Madame Ferrand est accouchée d'une fille au mois d'Octobre 1686; cette fille n'est point décédée, on la reconnoît dans la Demanderesse à des caractères qu'on ne peut effacer; la naissance, l'existence, l'identité, tout est dans le plus grand jour.

Tout cela pouroit être, disent les collatéraux, car ils sentent bien qu'ils font de vains efforts pour établir le contraire: vous pouvez être fille de Madame la Présidente Ferrand; mais où est la preuve que vous soyez la fille de M. le Président Ferrand? Il est vrai qu'il y a sur cela une opinion vulgaire qui

Le mari de la  
mere est pere  
de l'enfant.

attribue au mari tous les enfans de la femme; mais il faut une bonne fois désabuser un peuple ignorant qui ne fait que faire retentir cette maxime, *pater est quem nuptiæ demonstrant*; il faut lui apprendre que ce principe n'est point placé dans les titres du Droit qui parlent de l'état des hommes, mais dans un endroit fugitif où il ne s'agit que de l'ordre judiciaire. Les Jurisconsultes d'un ordre supérieur ont reconnu qu'il y avoit des cas où le mari n'étoit point obligé de reconnoître un enfant dont sa femme étoit accouchée.

On a été effrayé de la dissertation qu'il a plu aux Adversaires de la Demoiselle Ferrand de former sur ce point de Droit; mais on a été encore plus surpris de l'impossibilité où ils se sont trouvés d'en faire l'application dans le fait. Donnons quelque jour à ces deux réflexions.

La maxime qui oblige de reconnoître pour pere de l'enfant le mari de sa mere, n'est-elle donc, comme on l'insinue, qu'une opinion populaire, fruit de l'ignorance & de la crédulité?

C'est au contraire le fondement inébranlable de l'état des hommes, c'est le lien le plus sacré de la société, c'est la religion, c'est la dignité du mariage, c'est l'honnêteté publique qui l'a dictée, & qui en a fait une Loi impérieuse qui subjugué tout, doute, incertitudes, présomptions, soupçons dictés ou par la malignité, ou même par une sorte de vraisemblance, tout doit être captivé sous le joug d'une Loi si sage & si nécessaire.

Il est vrai qu'il y a encore une Loi plus impérieuse qui est celle de l'impossibilité absolue; elle forme une exception non-seulement contre la regle *pater est*, &c. mais contre toutes les autres regles de Droit les plus constantes & les plus affermies; mais il faut que cette impossibilité soit bien établie, sinon l'autorité de la Loi est inébranlable.

Il ne faudroit point de texte de Droit pour établir cette vérité qui est gravée dans le cœur de tous les hommes; cependant que l'on consulte tous les textes, il n'y en a point qui ne se réunisse pour l'établir; on veut bien même n'en point rapporter d'autre que celui qui a été cité par les collatéraux. Il s'y trouve d'abord la regle générale, *filium definimus eum qui ex viro & uxore ejus nascitur*; on est donc enfant du mari & de la femme, quand on est né de leur mariage, & que la femme a mis cet enfant au monde. Mais le mari peut-il le méconnoître? C'est ce que la suite de la même Loi nous apprend. *Fingamus*, dit le Jurisconsulte, *absuisse maritum per decennium, reversum, anniculum invenisse in*

Mari n'est pas réputé pere de l'enfant de sa femme quand il y a impossibilité.



*dōmo sua , placet nobis Juliani sententia hunc non esse mariti filium.*  
 Supposons , dit la Loi , que le mari ait été absent pendant dix ans , & qu'à son retour il ait trouvé dans sa maison un enfant d'un an , cet enfant n'appartiendra point au mari. Mais pourquoi ? Parce qu'il y a une impossibilité physique que le mari absent depuis dix ans ait eu part à la naissance de cet enfant. Il n'y a donc que le cas de l'impossibilité physique qui puisse priver l'enfant d'un pere que la Loi , que la nature , que la religion lui indique. Mais si le mari demeuroid avec sa femme , il ne lui est pas permis de désavouer l'enfant : *non tamen ferendum , Julianus ait , eum , qui cum uxore suâ assidue moratur , nolit filium agnoscere , quasi non suum.*

Ce principe a été porté si loin que lorsque le mari demeure avec sa femme , l'adultere prouvé de la mere ne peut donner atteinte à la légitimité de l'enfant. C'est la disposition de la Loi 1<sup>re</sup> , §. 9 , au dig. *ad Legem Juliam de adulteriis.* *Non utique crimen adulterii quod mulieri obijcitur infanti præjudicat , cum possit & illa adultera esse , & impubes defunctum patrem habuisse.*

Adultere &c.  
 la femme ne  
 nuit à l'état de  
 l'enfant.

La Jurisprudence des Arrêts ne s'est jamais écartée de ces regles si précieuses à la tranquillité publique ; on les trouve toutes recueillies dans un plaidoyer de M. Talon , sur lequel est intervenu l'Arrêt du 26 Janvier 1664 , rapporté dans le second tome du Journal des Audiences. *Quand les héritiers , dit ce grand Magistrat , pourroient justifier de l'adultere , cela ne donneroit point atteinte à l'état de l'enfant , parce qu'il suffisoit qu'il y eût possibilité que le mari eût vu sa femme pour rendre l'enfant légitime . . . . comme la preuve de la filiation avoit été estimée par les Jurisconsultes une chose presque impossible , ils avoient tous résolu qu'il suffisoit à un enfant de prouver qu'il étoit né pendant le mariage . . . . s'il n'y avoit une preuve certaine du contraire , & une impossibilité naturelle & physique que l'enfant fût provenu des œuvres de celui duquel il prétend être né.*

C'est ainsi que les plus célèbres & les plus grands Jurisconsultes ont pensé sur cette matiere , & les principes qu'ils ont établis ont été confirmés par le suffrage unanime de toutes les Nations. Nos Adversaires se sont-ils flattés de les renverser ?

Dans le fait , Madame la Présidente Ferrand demeuroid avec son mari dans la même maison lorsqu'elle est devenue grosse de la Demoiselle Ferrand , elle y a demeuré encore deux mois après le commencement de sa grossesse. On est donc bien éloigné

de cette impossibilité physique & naturelle , qui seule peut priver l'enfant de son état : au contraire la tendresse que M. le Président Ferrand avoit toujours eue pour sa femme , leur âge , le nombre d'enfans qu'ils avoient déjà , tout annonce plus que de la vraisemblance & de la possibilité que ce dernier enfant ait été le fruit de leur union. Jamais M. le Président Ferrand ne s'est plaint de la conduite de sa femme , mais s'il s'étoit plaint , il n'auroit jamais pu ébranler l'état de l'enfant. On rougit de dire avec la Loi que si la mere étoit adultère , l'enfant seroit légitime : la Demoiselle Ferrand est trop sensible à l'honneur de sa mere pour vouloir porter le raisonnement jusqu'à une hypothese si fausse, si indécente , si odieuse ; mais si dans ce cas-là même son état triompheroit des vaines conjectures que l'on pourroit former , que doit-on juger quand il n'y a pas le moindre prétexte de se livrer à des soupçons si injurieux ?

*Copie de la Transaction du 29 Mars 1686.*

**A** Tous ceux qui ces Présentes , &c.  
 Pardevant M<sup>e</sup> Jean Chuppin & Charles Sainfray , Notaires , &c. Furent présens en leurs personnes Messire Michel Ferrand , Président , &c. d'une part ; & Dame Anne de Bellinzani son épouse de lui autorisée à l'effet des Présentes , d'autre part , *demeurant ensemblement* dans l'Enclos des Filles de S. Thomas , Paroisse Saint Eustache, disant que l'antipathie de leur humeur & les rixes qui arrivent tous les jours , & qui peuvent augmenter dans la disposition où se trouvent leurs esprits , qui obligeroient ladite Dame de demander en Justice la séparation , & ledit Sieur de la consentir , pour éviter qu'il ne parût par des Enquêtes respectives des chagrins & des contestations qui doivent demeurer dans le secret domestique, principalement entre personnes de qualité , ils ont cru ne pouvoir mieux faire que de suivre en une occasion si fâcheuse le conseil de leurs amis communs , & se faire justice à eux-mêmes en se séparant volontairement *jusqu'à ce qu'il ait plu à Dieu de reconcilier leurs esprits* ; pour quoi lefd. Sr & Dame sont demeurés d'accord de ce qui suit, c'est à savoir que lad. Dame pourra se retirer dans telle Maison de Religion ou Séculière en cette Ville de Paris ou à la campagne , & en tel lieu que bon lui semblera , pour y vivre séparément , *où néanmoins ledit sieur Ferrand pourra la visiter* ; & pour la subsistance & entretien de

ladite Dame & de ses Domestiques, sera ledit sieur Président tenu, promettre & s'obliger de payer à ladite Dame en cette Ville de Paris ou au Porteur des Présentes, la somme de 4000 liv. de pension par chacun an, qui est 1000 liv. par quartier, à commencer du premier Avril prochain, & continuer de quartier en quartier & par avance, au payement de laquelle pension viagere le sieur Président a affecté & hypothéqué tous & chacun ses biens meubles & immeubles, présens & à venir; & afin que ce ne soit pas à chacun des payemens une nouvelle occasion de contestation si ladite Dame étoit obligée de s'adresser audit sieur Président son mari, a été accordé que ledit sieur Ferrand donnera à ladite Dame une caution resseñtante en cette Ville de Paris suffisante & solvable, qui s'obligera conjointement & solidairement avec lui auxdits payemens & à chacun d'iceux dans les termes ci-dessus; & parce que ladite Dame a été obligée de faire quelque dépense pour son entretien jusqu'à présent, ledit sieur Président son mari sera tenu de lui fournir la somme de 6000 liv. une fois payée, si mieux il n'aime acquitter lesdites dettes jusqu'à pareille somme sur le Mémoire que ladite Dame en donnera signé d'elle, & à l'effet de tout ce que dessus, soit pour recevoir, payer & faire payer, & pour faire toutes poursuites & actes nécessaires, ledit sieur Ferrand a par ces Présentes autorisé & autorise ladite Dame, sans qu'il soit besoin d'autre & plus particuliere autorisation; s'oblige en outre ledit sieur Président de se charger de l'éducation, nourritures & entretien de leurs enfans suivant leur condition, & d'en user comme un bon pere de famille, reconnoissant ladite Dame que ledit sieur Président lui a fourni des meubles & bijoux jusqu'à la somme de . . . . . suivant le Mémoire signé desdits Sieur & Dame, & à leur requisition des Notaires soussignés, pour demeurer annexé à la minute des Présentes; car ainsi a été accordé entre les Parties: & pour l'exécution desdites Présentes a led. Sr. Président élu son domicile en la maison où il est demeurant, devant déclarée, pour y être faits contre lui tous Exploits de Justice des Présentes, qu'il promet exécuter sous l'obligation & hypothèque de tous & chacun ses biens meubles & immeubles, présens & à venir, qu'il a soumis & soumet à toutes Justices qu'il appartiendra & où trouvés seront, renonçant en ce faisant à toutes choses contraires & au droit disant qu'à ce renoncement non valoir; en témoins de quoi nous avons fait sceller ces Présentes faites & passées à Paris en la maison desdits Sieur & Dame, l'an 1686, le 29 Mars avant midi, & ont signé la minute

des Présentes demeurée audit Sainfray, Notaire. *Signé, CHUPPIN  
& SAINFRAY.*

*Acte signifié par M. le Président Ferrand à M. le Curé de S. Sulpice  
le 28 Octobre 1686, compulsé par la Demoiselle Ferrand.*

**A**UJOURD'HUI vingt-huitieme Octobre 1686, sur le midi, à la requisition de Messire Michel Ferrand, Conseiller du Roi en ses Conseils, Président en la premiere Chambre des Requêtes du Palais, demeurant dans l'Enclos des Filles Saint Thomas, au bout de la rue Vivienne, Paroisse Saint Eustache, les Conseillers du Roi, Notaires, Gardes-Notes de Sa Majesté, en son Châtelet de Paris, soussignés, se sont avec lui transportés au Presbytere de Saint Sulpice à Paris, où là étant, & parlant à Messire Claude Boter de la Barmondiere, Docteur de Sorbonne, Curé de ladite Eglise & Paroisse Saint Sulpice, ledit sieur Président Ferrand, sur ce qui lui auroit été donné avis, il y a deux jours, qu'on lui vouloit supposer un enfant, & le faire baptiser en son nom, comme pere, pour lui faire injure, il seroit venu trouver ledit sieur Curé de Saint Sulpice, entr'autres Curés, le suppliant de veiller à cette supposition, & qu'il ne fût baptisé aucun enfant de son nom sans lui en donner avis; il auroit requis & prié, sommé & interpellé ledit sieur Curé de vouloir dire & déclarer s'il s'étoit présenté quelqu'un à lui pour lui faire ladite supposition; si quelque enfant lui a été présenté en son nom pour recevoir le Baptême, par quelles personnes, & s'il l'a baptisé ou non. Lequel sieur Curé a fait réponse que ce matin sur les neuf heures du matin étant en son confessionnal, un peu avant la Grand'-Messe un des Clercs des Baptêmes seroit venu lui donner avis qu'une femme lui apportoit une fille pour être baptisée, accompagnée d'un pauvre mendiant & d'une pauvre mendiante, pour en être le Parrain & la Marraine, avec un billet écrit du nom de M. le Président Ferrand & de D<sup>e</sup>. Anne de Bellinzani sa femme, comme s'ils étoient les pere & mere de ladite fille, sans néanmoins qu'il parût aucune personne digne de foi pour lui certifier que ce fût la vérité: & sachant d'ailleurs que ledit sieur Président Ferrand n'est point de sa Paroisse, il auroit cru être obligé de dire au Clerc qui écrit les actes des baptêmes de ne mettre aucun nom de pere & de mere, n'étant pas raisonnable de donner un enfant à des personnes aussi considérables, sous la simple déclaration d'une femme à lui inconnue, & d'un mendiant & d'une mendiante, & qu'il est bien-aise que ledit sieur Ferrand soit venu, parce qu'il étoit résolu de lui

lui en donner avis, & que cependant ne voulant point laisser aucun blanc dans son Registre, il auroit barré le blanc laissé par le Clerc, pour remplir les noms des pere & mere dudit enfant dans l'acte de sondit baptême, après en avoir mis la raison au-dessous, lequel Registre ledit Sr Président Ferrand auroit prié ledit sieur Curé de représenter; à quoi ledit Sr Curé auroit fait réponse qu'il n'est point de la regle ordinaire de représenter les Registres des baptêmes sans formalités de Justice, & que néanmoins déferant à la priere & à la dignité dudit sieur Président, il auroit volontairement représenté ledit Registre relié & couvert de basanne verte, intitulé Registre des baptêmes de l'Eglise de Saint-Sulpice pour l'année 1686, contenant 221 feuillets, cottés de cottes numérées, signé & paraphé au premier & dernier feuillet de M. le Lieutenant-Civil le Camus, & tous les autres feuillets paraphés du Greffier de la Chambre Civile, sur le cent soixante-septieme feuillet *verso* duquel est la copie figurée ci-après :

« Le ving-huitieme dudit mois d'Octobre 1686, a été baptisée Michelle, née le vingt-septieme dudit mois.

» Le Parrain Nicolas Chery, mendiant, la Marraine Nicole Grisard, veuve, aussi mendiante, qui a déclaré ne savoir signer avec le Parrain, le pere absent ».

Et au-dessous est écrit de la main dudit sieur Curé, ainsi qu'il l'a déclaré & reconnu : « Nous avons cru qu'on ne devoit mettre aucun nom de pere & de mere à la susdite Michelle baptisée cejourd'hui, d'autant que le pere ne s'y étant pas rencontré, il n'a paru personne digne de foi pour nous justifier qui sont les vrais pere & mere de ladite Michelle. Fait les jour, mois & au que dessus. Signé, C. B. DE LA BARMONDIERE ».

Ce fait, ledit Registre a été rendu audit sieur Curé, dont & de quoi ledit sieur Président Ferrand a requis & demandé auxdits Notaires le présent acte à lui par eux octroyé pour lui servir & valoir en tems & lieu ce que de raison. Fait & passé au Presbytère de ladite Eglise, l'an 1686, le 28 Octobre, à l'heure susd. & ont signé. *Ainsi signé*, FERRAND. C. B. DE LA BARMONDIERE, avec LE VASSEUR & CARNOT, Notaires, avec paraphes.

*Au bas est écrit* : Contrôlé à Paris le 29 Octobre 1686, R. 26 fol. 126. Signé, RICHER.

L'an 1735, le 21 Juiller, collation des Présentes a été faite par les Conseillers du Roi, Notaires à Paris, soussignés, sur la minute étant en la possession de M<sup>e</sup> Claude Aleaume, l'un desdits Notaires soussignés, comme successeur aux Office & Pratique

de M<sup>e</sup> François Lauverjon, ci-devant Notaire, qui l'étoit à celle dudit M<sup>e</sup> Carnot. *Signé*, ALEAUME & MEUNIER, avec paraphe.

*Note attachée à la minute de l'acte ci-dessus, laquelle est jointe au compulsoire.*

M. le Président Ferrand m'a rapporté l'expédition ci-attachée, qui est la seule qui a été faite de cette minute, pour que le tout puisse demeurer dans une obscurité profonde, & s'il étoit possible même, qu'il fût supprimé, mais cela ne se peut; mais il ne pourra jamais être délivré aucune expédition de cette minute, & c'est dont je me suis chargé vers lui, & charge mes successeurs de la même chose. *Signé*, CARNOT, sans paraphe.

*Et au-dessous est encore écrit :*

J'ai depuis mis feu à l'expédition qui étoit ci-jointe. *Signé*, CARNOT, sans paraphe.

**INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES,**  
*subi pardevant nous Charles-Ambroise Guillemot, Sieur d'Alby, Avocat au Parlement, Conseiller du Roi, Commissaire au Châtelet de Paris : Par Madame Anne de Bellinzani, veuve de Messire Michel Ferrand, Conseiller du Roi en ses Conseils, Président honoraire en la Grand'Chambre, à la requête de Damoiselle Michelle Ferrand fille majeure; en exécution de l'Ordonnance de M. le Lieutenant-Civil, du 9 Août présent mois, étant au bas de la Requête à lui présentée par ladite Damoiselle Ferrand, desquelles Requête & Ordonnance la teneur s'ensuit :*

**A MONSIEUR LE LIEUTENANT-CIVIL.**

**S**UPPLIE humblement MICHELLE FERRAND, fille majeure de défunt Messire Michel Ferrand, Conseiller du Roi en ses Conseils, Président en la première Chambre des Requêtes du Palais, & de Dame Anne de Bellinzani, à présent sa veuve : Qu'il vous plaise permettre à la Suppliante de faire interroger ladite Dame veuve Ferrand sa mere sur faits & articles pertinens concernant ce dont est question en l'Instance pendante pardevant Vous entre les Parties, qui seront signifiés, & ce par tel Commissaire qu'il vous plaira commettre : Et vous ferez justice. *Signé*, BARAN, avec paraphe; & ensuite est écrit :

Permis de faire interroger sur faits & articles par le Commissaire d'Alby. Fait ce 9 Août 1735. *Signé*, D'ARGOUGES.

Du Vendredi 12 Août 1735, du matin, en notre Hôtel.

1. Enquise de ses nom, âge, qualités & demeure.

*A dit*, après serment de dire vérité, s'appeller Anne de Bellinzani, veuve de Messire Michel Ferrand, Président honoraire au Parlement, âgée de soixante-dix-sept ans, & demeure rue Saint-Honoré, Paroisse S. Roch.

2. Enquise dans quel tems elle a épousé M. le Président Ferrand.

*A dit* qu'en 1676 elle a épousé M. le Président Ferrand, & que c'étoit vers le tems de l'hyver.

3. Enquise dans quelle maison ils demeueroient au tems de leur mariage.

*A dit* que c'étoit rue des Petits-Champs, dans l'Hôtel où est à présent l'Hôtel de Gesvres, & où demeueroient pour lors les pere & mere d'elle Répondante.

4. A elle demandé combien elle a eu d'enfans dudit sieur Président Ferrand.

*A répondu* qu'elle en a eu quatre; sçavoir, trois filles & un garçon : l'aînée mariée à M. de Combes, Lieutenant-Général de la Ville de Riom, un fils mort Conseiller en la Cour des Aydes, une autre fille Religieuse, morte aux Filles de Sainte-Marie rue du Bacq, & le quatrieme enfant qui étoit une fille née le jour Saint Simon Saint Jude en 1686.

D'office. A elle demandé si ladite fille, qu'elle dit être née en 1686, est actuellement morte ou vivante.

*A répondu* que la Dame de Bellinzani, mere d'elle Répondante, a pris soin de cette enfant dès sa naissance, & qu'elle a dit qu'elle étoit morte; qu'elle Répondante, M. le Président Ferrand & toute sa famille l'ont cru.

D. A elle demandé si elle a eu une connoissance personnelle que ladite enfant soit morte.

*A dit* qu'étant absente & éloignée par ordre du Roi, elle n'a pu prendre aucune connoissance par elle-même de tout ce qui s'est passé à l'égard de ladite enfant.

D. Enquise si elle se souvient du nom qui a été donné à cet enfant lorsqu'il fut présenté au Baptême.

*A dit* ne s'en pas souvenir; ce qui n'est pas étonnant, parce qu'elle étoit très-malade, & emmenée, l'étant encore, par ordre du Roi, à l'Abbaye de Lo par-delà Chartres.

5. Enquise s'il n'est pas vrai que l'enfant fille dont elle est accouchée en 1686 est ladite Demoiselle Michelle Ferrand.

*A dit* avoir répondu.

D. Interpellée de s'expliquer plus nettement sur notre demande & d'y répondre par *oui* ou par *non*.

*A dit* n'avoir aucune connoissance personnelle de cet enfant, & qu'elle s'en tient & rapporte aux discours que ladite Dame sa mere lui en a tenus, expliqués ci-dessus.

6. Enquise si depuis le 28 Octobre 1686, jour auquel cet enfant fut baptisé, elle Répondante a eu connoissance d'un acte qui fut passé le même jour devant Carnot Notaire par M. le Président Ferrand.

*A dit* n'en avoir point eu connoissance que depuis l'action intentée.

7. A elle représenté ledit acte, & lecture à elle faite d'icelui, interpellée de déclarer si les faits y contenus sont véritables.

*A répondu* que non.

8. A elle demandé si depuis son accouchement M. le Président Ferrand n'a pas eu soin d'envoyer ou faire envoyer à l'enfant dont il s'agit les choses qui lui étoient nécessaires.

*A répondu* que cette question est étonnante après la lecture de l'acte, & qu'elle assure de nouveau que c'est Madame de Bellinzani sa mere qui lui a fourni tout ce qui lui étoit nécessaire.

D. A elle demandé si ladite Dame de Bellinzani sa mere lui a dit le tems, le lieu, l'âge, & de quelle maladie est morte ladite enfant.

*A répondu* ne s'être enquis d'aucune particularité, & se souvenir seulement qu'elle Répondante n'étoit pas encore libre lorsqu'on lui fit savoir la mort de ladite enfant.

9. A elle demandé le nom de sa Femme-de-chambre au tems de son accouchement de ladite fille.

*A répondu* qu'elle s'appelloit Beauvais; qu'elle ne suivit point elle Répondante à l'Abbaye de Lo, parce qu'elle alloit se marier.

10. Enquise si cette Femme-de-chambre ne s'appelloit pas Prevost.

*A répondu* qu'une nommée Prevost qui a été à elle pendant longues années, lui fut envoyée à l'Abbaye de Lo au commencement de Janvier 1687, qu'elle ne l'avoit jamais vue auparavant.

11. Enquise si cette Femme-de-chambre n'est pas aujourd'hui mariée au sieur Fontfroid.

*A dit* qu'oui.

12. Enquise si depuis 1686 jusqu'en 1690, ou 1691, elle Répondante & M. le Président Ferrand n'ont pas pris soin de l'enfant.



*A dit* avoir répondu ci-dessus.

13. Enquise dans quel lieu elle a été nourrie, & par qui.

*A dit* avoir répondu.

14. Enquise s'il n'est pas vrai que depuis 1690 jusqu'à la fin de 1692 ladite enfant a été envoyée dans le Monastere des Dames Annonciades de Melun sous le nom de Mademoiselle Batilly.

*A répondu* n'avoir eu aucune connoissance des lieux où ladite Dame de Bellinzani peut l'avoir mise. D'ailleurs en 1690 on avoit déjà annoncé la mort de cette fille.

15. Enquise si, pendant que ladite Demoiselle a été dans ce Monastere, ce n'est pas la Répondante & M. son mari qui ont payé sa pension & fourni les choses nécessaires.

*A dit* avoir répondu ci-dessus.

16. Enquise si cet enfant dite Batilly, avant d'être mise dans le Convent de Melun, n'a pas demeuré à Puiseaux entre les mains de la Demoiselle Prevost parente du défunt sieur Milon.

*A dit* que le fait est absolument faux.

17. Enquise si ladite Demoiselle Prevost n'étoit pas sœur de la Femme-de-chambre de la Répondante.

*A répondu* que la Demoiselle Fontfroid avoit une sœur qui se nommoit Prevost, qui n'a jamais été à son service.

18. Enquise si dans l'intervalle que cette Demoiselle dite Batilly a demeuré à Melun, on ne l'a pas tirée quelquefois pour la mener à Puiseaux.

*A dit* que le fait est absolument faux & sans aucun fondement.

19. Enquise si à la fin de 1692 on n'a pas fait sortir ladite Demoiselle du Convent des Annonciades de Melun.

*A dit* n'en avoir point de connoissance.

20. Enquise pourquoi on l'a fait sortir dudit Monastere.

*A dit* avoir répondu.

21. Enquise si au commencement de 1693 ladite Demoiselle n'a pas été transférée dans un Convent de Jacobines de la Ville de Rodès.

*A dit* ne pouvoir fixer une date dans le moment ; mais elle déclare que la Dame de Bellinzani sa mere engagea ladite Prevost mariée au sieur Fontfroid, de mener une fille audit Convent de Rodès, qu'elle lui déclara être fille du sieur de Bellinzani, frere de la Répondante, & la Dame de Bellinzani recommanda un grand secret, disant avoir de justes raisons de la soustraire audit sieur de Bellinzani. *Ajoute* la Dame Répondante que tant que ladite Dame sa mere a vécu, elle a toujours fourni pension, entre-

tien , frais de voyage à ladite Demoiselle Fontfroid pour cette petite fille , & à la mort de ladite Dame de Bellinzani elle a laissé à elle Répondante la somme de 10000 liv. dont le revenu a été employé aux mêmes usages ; & elle Répondante a remis ladite somme de 10000 liv. qui a été employée au gré de ladite Demoiselle de Vigny , qui est l'enfant confié par ladite Dame de Bellinzani à ladite Demoiselle Prevost , savoir 6000 liv. au Convent des Andelies , dont le contrat est avantageux à ladite Demoiselle de Vigny , & le fonds de 300 liv. placé chez Me de May Notaire.

D. Enquise ce qu'est devenue la Demoiselle qu'elle Répondante nomme de Vigny.

*A dit* n'en savoir autre chose que ce que portent les exploits qui lui ont été signifiés à sa requête.

A elle représenté que cette Demoiselle , qu'il lui plaît de nommer de Vigny , n'est autre que la Demoiselle Michelle Ferrand qui prétend avoir l'honneur d'être fille d'elle Répondante.

*A répondu* qu'elle a dit ce qu'elle savoit en foi & honneur , & que c'est à ladite Demoiselle de Vigny à prouver ce qu'elle prétend.

22. Enquise si ce n'est pas de l'ordre d'elle Répondante & de M. son mari , que la Femme-de-chambre , qui conduisit l'enfant à Rodès , lui fit prendre le nom de François Baillé , au lieu de celui de Barilly qu'elle avoit porté à Melun.

*A dit* ignorer par quel hazard la Dame Fontfroid lui a donné ce nom , mais que la Dame Fontfroid n'a pas eu intention de changer le nom que ladite de Vigny prétend avoir porté à Melun , n'ayant jamais eu de connoissance si elle a été dans ce Convent-là.

23. Enquise si depuis 1693 jusqu'en 1705 que ladite Demoiselle a été dans le Monastere des Jacobines de Rodès , ce n'est pas elle Répondante & M. son mari qui ont fait payer sa pension , & envoyer les choses nécessaires.

*A dit* que c'est la Dame de Bellinzani sa mere , ainsi qu'elle l'a ci-dessus déclaré , qui a toujours eu soin de sa fille née en 1686 , que ledit sieur son mari n'a jamais eu connoissance de la fille du sieur de Bellinzani.

24. Enquise si elle Répondante a connu à Gisors la Demoiselle de Bouffand , depuis femme du sieur de Dillon , qui est décédée Religieuse dans le Convent des Carmelites de Blois.

*A répondu* ne se point souvenir des Pensionnaires de Gisors.

25. Enquise si ce n'est pas par l'ordre d'elle Répondante & de

M. son mari, que la Demoiselle Fontfroid a rappelé ladite Demoiselle, de Rodès, au commencement de 1705.

*A dit* ne se point souvenir des dates de ces différens transports, & trouver absurde de parler toujours de M. le Président Ferrand.

26. Enquise s'il n'est pas vrai que ladite Demoiselle, à son retour de Rodès, a été quinze jours chez la Dame David, sur la Paroisse de Saint-Roch à Paris.

*A dit* qu'elle ignore ce détail.

27. Enquise s'il n'est pas vrai que pendant le séjour chez ladite Dame David, c'est elle Répondante & M. son mari qui en ont fait les frais, ainsi que du voyage de Rodès à Paris.

*A dit* que c'est toujours la Dame de Bellinzani qui a fourni les choses nécessaires audit enfant.

Ce fait, & après avoir vaqué audit interrogatoire jusqu'à une heure sonnée, la vacation a été par Nous remise à demain Samedi 13 du présent mois d'Août, huit heures du matin, & a signé avec nous en notre minute, après lecture à elle faite du présent interrogatoire, & de ses réponses, lesquelles réponses ladite Dame a dit contenir vérité.

Et le lendemain Samedi 13 d'Août, neuf heures du matin, ladite Dame veuve Ferrand étant comparue pardevant Nous en notre Hôtel, Nous avons procédé à la continuation de son interrogatoire, ainsi qu'il suit.

28. Enquise s'il n'est pas vrai que pendant le tems du séjour de la Demoiselle Ferrand chez ladite Dame David, elle fut conduite par ladite Dame David aux Jacobins du Fauxbourg Saint-Germain, & laissée au Pere Daures, qui la tint renfermée dans une Chapelle.

*A dit*, après serment par elle réitéré, que le Pere Dom Jerome, Feuillant, Directeur de Madame de Bellinzani mere d'elle Répondante, & ami du Pere Daures, l'avoit employé pour trouver le Convent de Rodès pour ladite Demoiselle de Vigny, qui y fut conduite par ladite Demoiselle Prevost-Fontfroid. *A dit de plus* ignorer tout le détail qui regarde la Dame David.

29. Enquise s'il n'est pas vrai qu'elle Répondante ayant été indisposée durant la nuit, elle fit dire au pere Daures par un Domestique, qu'elle n'avoit pu se trouver au rendez-vous.

*A dit* qu'il n'eût pas été surprenant qu'elle eût eu curiosité de voir la fille de son frere, dont le sort lui faisoit une grande pitié,

mais ne se souvient du surplus des circonstances que nous lui demandons , & assure n'avoir jamais vu ladite Demoiselle de Vigny.

D. A elle demandé si elle prétend que ladite Demoiselle, qu'elle Répondante nomme de Vigny , & qui prétend être la Demoiselle Michelle Ferrand , est fille de M. de Bellinzani , frere d'elle Répondante.

*A dit* qu'elle ne prétend rendre compte que des confiances que la Dame de Bellinzani sa mere a eues en elle.

D. A elle représenté qu'elle doit la vérité à Justice , sur-tout dans un point aussi important qu'est celui d'assurer l'état de ladite Demoiselle Michelle Ferrand.

*A répondu* avoir satisfait ci-dessus à cet article.

D. A elle demandé quelles ont été les confiances qui lui ont été faites par ladite Dame de Bellinzani sa mere.

*A répondu* qu'elle les a exprimées ci-dessus.

D. A elle représenté qu'elle ne s'est pas expliquée assez nettement.

*A répondu* que , puisqu'il faut une répétition , elle déclare de nouveau que la confiance que ladite Dame de Bellinzani sa mere a prise en elle , a consisté à exiger d'elle de se priver de la Demoiselle Prevost pour conduire une fille du frere de la Répondante à Rodès , ayant de justes raisons de la soustraire à sa connoissance , & n'ayant pas voulu pour plus grande sureté du secret , employer de ses Domestiques.

D. A elle demandé quelles ont été les raisons de la Dame de Bellinzani , pour soustraire à la connoissance de Monsieur son fils un enfant qu'elle favoit être la fille dudit sieur de Bellinzani.

*A répondu* n'être point obligée à rendre compte des raisons qu'a eues la Dame de Bellinzani , qui ne peuvent être présumées que justes , sa piété & son mérite étant assez connus.

D. A elle représenté que , s'étant engagée sous son serment à dire la vérité , elle ne doit rien cacher des faits qui sont à sa connoissance concernant ladite Demoiselle Michelle Ferrand , qu'il lui plaît nommer de Vigny.

*A répondu* n'avoir rien caché de ce qui étoit à sa connoissance touchant la fille qu'elle a eue en 1686 , & avoir dit la vérité selon qu'elle lui est connue , de ce qui regarde la Demoiselle de Vigny.

D. A elle demandé si elle fait la Paroisse , soit à Paris ou en Province ,

Province où a été inhumée l'enfant, fille, qu'elle dit avoir eu en 1686.

*A répondu* qu'elle a déjà dit n'avoir entré en connoissance d'aucune particularité de l'enfant dont ladite Dame de Bellinzani sa mere s'étoit chargée, qu'elle croit que ladite Dame de Bellinzani aura remis l'extrait mortuaire de cet enfant à M. le Président Ferrand, à qui il étoit plus nécessaire qu'à la Répondante, qui déclare cependant n'en avoir pas de connoissance, étant dans tous ces tems-là éloignée, & n'ayant nulle disposition, quand elle auroit été de retour, de reparler de circonstances si mortifiantes pour elle.

D. A elle demandé, dans le cas où la Demoiselle Michelle Ferrand, qu'elle Répondante nomme de Vigny, seroit assez heureuse pour lui prouver, tant par titres que par Témoins, qu'elle a l'honneur de lui appartenir en qualité de fille, si elle Répondante refuseroit de consentir à ce précieux avantage pour la Demoiselle Ferrand.

*A répondu* que c'est aux Juges à peser la valeur des preuves.

30. Enquise s'il n'est pas vrai que, pour retirer ladite Demoiselle Ferrand des mains de la Dame David, elles furent mandées toutes deux de nouveau par le Pere Daures aux Jacobins du Fauxbourg-Saint-Germain.

*A dit* ignorer ces faits qui sont peu concluans, dès qu'elle Répondante a avoué que le Pere Daures s'est mêlé pour elle.

31. Enquise s'il n'est pas vrai que le Pere Daures fit entrer la Demoiselle Ferrand dans l'Eglise, & prit à part la Dame David, à qui il paya sa dépense, & la renvoya sans lui permettre de revoir la Demoiselle Ferrand.

*A dit* ignorer tout ce détail, mais qu'à coup sûr le Pere Daures n'aura point fourni son argent pour toutes ces opérations, mais qu'on le tiroit toujours de la même source, c'est-à-dire de Madame de Bellinzani.

32. Enquise s'il n'est pas vrai que la Demoiselle Ferrand, se croyant seule dans l'Eglise, parce qu'il étoit après midi, elle vit descendre de la Chaire du Prédicateur la Demoiselle Prevost, à présent femme du sieur Fontfroid, qui la garda encore quelques jours à Paris.

*A dit* être surprise de si pitoyables détails, & d'exposer sans aucune raison ni vraisemblance des faits qu'on pourroit traiter de mensonges, puisque la Demoiselle Prevost de Fontfroid l'avoit

*menée à Rodès , & en a toujours eu soin. Pourquoi donc se seroit-elle cachée , puisqu'il falloit qu'on la lui remît.*

D. A elle demandé si ce n'est pas par les ordres d'elle Répondante que ladite Prevost a pris soin de ladite Demoiselle.

*A dit avoir répondu ci-dessus.*

D. A elle demandé si depuis la mort de la Dame de Bellinzani sa mere , elle n'a pas continué ses bontés & ses soins pour ladite Demoiselle Ferrand.

*A répondu que , tant que la Dame de Bellinzani sa mere a vécu , c'étoit d'elle que ladite Prevost de Fontfroid recevoit les ordres , sans qu'elle Répondante y eût aucune part , au moins directement , & que , depuis la mort de Madame de Bellinzani , ladite Prevost a agi par les ordres d'elle Répondante , qui a fourni à la subsistance de la Demoiselle de Vigny , & non de la Demoiselle Ferrand , ne connoissant point la Demoiselle dont il s'agit sous un autre nom que celui de de Vigny.*

D. A elle demandé quels ont été les motifs de ses bontés pour la Demoiselle dont il s'agit.

*A dit que les obligations où elle étoit de répondre à la confiance de la Dame de Bellinzani sa mere , & une véritable compassion de son sort l'y ont portée ; d'ailleurs n'ayant jamais eu témoignage d'elle qu'avantageux , & n'ayant à lui reprocher pour le passé que la légèreté & l'inquiétude qui lui ont fait faire tant de Convens , sans égard aux frais & à l'embarras qu'elle caufoit , elle n'a pas cru lui devoir refuser ses bontés & son secours.*

33. Enquise s'il n'est pas vrai que ladite Demoiselle fut conduite à Nemours dans le Monastere de la Congrégation , toujours sous le nom de la Demoiselle Ballié.

*A dit qu'elle se souvient que Nemours est un des Convens où elle a été.*

34. Enquise si , après avoir séjourné à Nemours environ un an , cette Demoiselle n'a pas été conduite à Corbeil dans un Monastere du même Ordre , encore sous le nom de Ballié.

*A dit que toutes ces questions lui paroissent très-inutiles , & qu'elle déclare se souvenir que ladite Demoiselle de Vigny a été , savoir à Rodès , à Saint-Aubin , à Nemours , à Melun , à Corbeil , à l'Abbaye d'Hiers , au Trésor en Normandie , & aux Andelies , où elle est habituée , sans que la Répondante assure l'arrangement desdits Convens , hors les deux premiers , autant qu'elle peut s'en souvenir.*

35. Enquise si , pendant que cette Demoiselle a été à Corbeil ,

ayant témoigné vouloir se faire Religieuse, elle Répondante, ou quelqu'un de sa part, lui députa le Pere Moisset, Prieur Jacobin du Fauxbourg Saint-Germain, pour examiner sa vocation.

*A répondu* n'avoir jamais connu le Pere Moisset, ni chargé personne de le faire agir.

36. Enquise si cette Demoiselle ayant demandé une Maison plus austere, dans l'espérance que l'on consentiroit qu'elle prît l'habit de Religion, elle ne fut pas conduite par ladite Prevost chez les Dames Bernardines de Saint-Aubin près Gournay en Bray.

*A répondu que le scrupule que l'on a eu à consentir la vocation précipitée de ladite Demoiselle de Vigny, fait connoître les bontés & les attentions que l'on a eues pour elle; & que si l'on eut eu des sentimens moins attentifs, & que l'on n'eût pas voulu éprouver sa vocation, le parti qu'elle vouloit prendre d'être Religieuse, eût été plus favorable que de fournir à une subsistance, à des frais & à l'embarras que ses différentes variations & ses changemens de Convens ont causés.*

37. Enquise si ladite Demoiselle n'a pas demeuré dans ledit Monastere de Saint-Aubin depuis 1708 jusqu'en 1725, sous le nom de Marie Anne de Vigny.

*A dit* qu'après avoir énoncé tous les Convens où elle a été, toutes ces questions particulieres sont inutiles, & qu'elle ne fait point pourquoi elle avoit pris le nom de de Vigny.

38. Enquise s'il n'est pas vrai que c'est par les ordres d'elle Répondante que la Demoiselle Fontfroid, qui depuis ce tems-là s'est elle-même nommée *Ballié*, obligea alors ladite Demoiselle de l'appeller sa tante.

*A dit* que toutes ces questions sont des niaiseries.

39. Enquise s'il n'est pas vrai que ladite Demoiselle, depuis son entrée à Saint-Aubin, a postulé pendant sept ans pour y être Religieuse.

*A dit avoir répondu.*

40. Enquise si en 1725 ladite Demoiselle n'a pas été transférée dans l'Abbaye d'Hiers près Villeneuve-Saint-Georges.

*A dit avoir répondu.*

41. Enquise si, pendant que ladite Demoiselle a été à Hyers, la Demoiselle Fontfroid dite lors *Ballié*, ne lui a pas fait payer ses pensions & autres besoins par le moyen du sieur Abbé de Gouay de l'ordre d'elle Répondante.

*A dit* qu'elle engagea la Dame Fontfroid à se rapporter audit sieur Abbé Gouay pour tout ce qui lui étoit nécessaire ; la Répondante fait que c'est lui qui l'avoit placée à Hyers, & mise ensuite au Trésor ; mais la Répondante n'a jamais vu l'Abbé Gouay, ni eu aucun commerce direct avec lui.

42. Enquise si après avoir été un an ou environ à l'Abbaye d'Hyers, ladite Demoiselle n'a pas été transférée dans l'Abbaye du Trésor en Normandie, où elle a demeuré jusqu'au mois de Juillet 1727.

*A dit* avoir répondu.

43. Enquise s'il est vrai qu'en 1727 & 1728 feu M. de Bellinzani, frere d'elle Répondante, voulut faire épouser ladite Demoiselle par le sieur de Bellinzani son fils.

*A dit* n'avoir aucune connoissance jusqu'au moment qu'elle a reçu les exploits qui lui ont été donnés par ladite Demoiselle de Vigny, des démarches ni des desseins de M. de Bellinzani son frere, qu'elle n'est pas instruite qui est-ce qui l'avoit pu persuader que ladite Demoiselle de Vigny fût fille de la Dame Répondante, étant notoire que, lorsqu'il est mort, il y avoit plus de trente ans que ladite Dame & lui ne s'étoient vus, & qu'il n'est pas moins notoire par le caractère dont tout le monde l'a connu, qu'il n'étoit pas propre à garder un secret, & c'est ce qui a fait qu'on lui a caché inviolablement celui qui le regardoit.

*D.* A elle représenté que l'honneur auquel M. de Bellinzani destinoit ladite Demoiselle en lui faisant épouser son fils, justifie suffisamment deux points essentiels à l'affaire dont il s'agit : Le premier, qu'il n'a jamais regardé ladite Demoiselle comme sa fille, & le second, qu'il l'a regardée & tenue pour être fille d'elle Répondante.

*A dit*, qu'il n'avoit garde de la regarder comme sa fille, ni elle ni aucune autre, puisque ladite Dame de Bellinzani, mere de la Répondante l'avoit trompé, & qu'il ne savoit pas en avoir une. A l'égard d'avoir par lui cru ladite Demoiselle fille d'elle Répondante, elle a déjà dit qu'elle ignoroit qui pouvoit avoir porté ledit sieur de Bellinzani à penser ainsi, & que son opinion n'est d'aucun poids pour la décision de l'affaire dont il s'agit.

*D.* A elle demandé si en son ame & conscience elle n'a pas au moins quelque doute que la Demoiselle dont il s'agit, puisse avoir l'honneur d'être sa fille.

*A répondu* qu'elle s'en tient à ce que lui a dit la Dame



*de Bellinzani sa mere au sujet de ladite Demoiselle.*

D. A elle représenté que l'obscurité que Madame de Bellinzani a affecté de répandre sur le sort de l'enfant fille née d'elle Répondante en 1686, suivant qu'elle nous l'a déclaré elle-même, annonce suffisamment l'intérêt mystérieux & caché que ladite Dame de Bellinzani a eu pour tenir une pareille conduite, & que son intention a été de tranquilliser l'esprit de M. le Président Ferrand sur le sort d'un enfant qui avoit eu le malheur de lui déplaire dès le moment de sa naissance.

*A dit* qu'elle n'imputera jamais à la Dame de Bellinzani sa mere une conduite opposée à ce qu'elle devoit à sa propre fille, mais bien qu'elle a eu des égards pour M. le Président Ferrand, en se chargeant de sa fille, ce qu'elle avoit déjà fait en payant la pension de sa fille aînée dans les Convens.

D. A elle représenté qu'il n'est que trop certain que Madame de Bellinzani a eu une conduite des plus respectables, mais qu'elle a poussé ses vues prudentes trop loin, en ce qu'elle a déclaré à M. le Président Ferrand, que l'enfant né d'elle Répondante en 1686, étoit mort sans appuyer sa déclaration des preuves ordinaires, qui sont un extrait mortuaire, & que l'intention de ladite Dame de Bellinzani a été de rendre cet enfant la victime des idées peu judicieuses en cette partie de M. le Président Ferrand.

*A dit* qu'elle connoissoit trop de piété & de lumieres à la Dame de Bellinzani sa mere pour qu'elle pût prendre de mauvais partis dans une telle affaire. La Dame Répondante a déjà dit qu'on ne lui avoit point fait voir l'extrait mortuaire de sa fille, & qu'il étoit plus important à M. le Président qu'à elle; & que si à l'heure de son décès il n'a pas été trouvé dans ses papiers d'extrait mortuaire de l'enfant, il ne seroit pas bien difficile d'en rendre raison après l'acte passé chez Carnot Notaire par ledit sieur Président Ferrand.

D. A elle représenté que ce même enfant né en 1686, que Madame de Bellinzani a voulu donner à entendre être mort, par des raisons que le respect dû à la mémoire de M. le Président Ferrand autant qu'à elle Répondante, oblige de taire, est la même qui aujourd'hui aspire à l'honneur d'être reconnue fille de la Dame Répondante, ne faisant en cela que revendiquer un état que son honneur l'oblige de réclamer.

*A répondu* avoir suffisamment prouvé sa bonne foi, le surplus ne la regardant point, ainsi qu'elle l'a dit ci-dessus.

44. Enquise s'il n'est pas vrai qu'en 1728 il a été constitué au profit de ladite Demoiselle, sous le nom de Marie-Anne de Vigny, deux rentes viagères de chacune trois cens livres.

*A dit* avoir répondu, en rendant compte des dix mille livres laissées par ladite Dame sa mere à ladite Demoiselle de Vigny.

45. Enquise s'il n'est pas vrai qu'elle Répondante a reçu, en différens tems, plusieurs lettres de ladite Demoiselle de Vigny.

*A dit* se ressouvenir avoir reçu deux lettres pleines de galimatias, qui n'étoient ni datées de lieu ni signées, & une troisième depuis l'action intentée, où elle prenoit une qualité, & donnoit des raisons si choquantes de son présent procédé, que dans le premier moment elle l'a jettée au feu.

46. Enquise s'il n'est pas vrai qu'elle Répondante a eu connoissance qu'en 1732 le sieur de Bellinzani son neveu fit faire des propositions à ladite Demoiselle par des amis communs, pour se désister de ses prétentions, moyennant certains accommodemens qui lui furent proposés.

*A dit* que ni son neveu, ni personne au monde ne peuvent lui soutenir qu'elle ait jamais fait faire aucunes propositions à ladite Demoiselle de Vigny directement ni indirectement, & qu'elle n'a jamais entendu parler des propositions qui peuvent lui avoir été faites.

47. Enquise si elle n'a pas connoissance des différens noms qui ont été donnés à ladite Demoiselle dans toutes les Communautés où elle a passé sa vie.

*A dit* que tous ceux qu'elle a eus depuis que ladite Dame de Bellinzani l'a confiée à ladite Demoiselle Prevost, sont de sa connoissance.

D. A elle demandé si elle veut s'en rapporter aux Témoins qui ont connoissance de la vérité de l'état de ladite Demoiselle Ferrand.

*A dit* qu'elle s'en rapporte sur le tout aux Juges.

Lecture faite du présent interrogatoire à ladite Dame Présidente Ferrand, ensemble lecture à elle réitérée de l'interrogatoire & de ses réponses faites en la vacation du jour d'hier, ladite Dame a dit toutes ses réponses contenir vérité, n'avoir rien à y ajouter ni innover, le tout après avoir été vaqué jusqu'à près de deux heures après midi; & a signé avec Nous en notre minute.

Signé, GUILLEMOT D'ALBY, avec paraphe.

## R É P L I Q U E.

ON ne doute plus que Madame Ferrand ne soit accouchée d'une fille en 1686, on ne doute plus de l'existence de cette fille; ces vérités combattues autrefois avec tant de chaleur, quoiqu'elles fussent appuyées sur les titres les plus solennels, sont aujourd'hui à l'abri de toute critique, elles ont été consacrées par l'autorité de la chose jugée.

Mais doit-on reconnoître cette fille née en 1686, dans la personne de celle qui se présente? C'est ce qui n'a jamais pu exciter un doute raisonnable, & ce qui se trouve aujourd'hui porté au dernier degré d'évidence. Les preuves que l'on a réunies répandent sur cette vérité une lumière si pure, qu'on ne peut jamais se flatter de l'obscurcir.

Aussi Madame Ferrand avoit-elle paru déterminée à se rendre à la Sentence du Châtelet; mais les vives sollicitations des collatéraux ont vaincu sa répugnance, & l'ont obligée de se produire encore sur la scène; elle y joue même un rôle tout nouveau; des Défenseurs du premier ordre ne suffisent plus pour sa tranquillité, elle prend elle-même la plume, & rassemblant toutes les forces de son esprit, elle croit accabler son Adversaire par le poids de son autorité. Suivons-la dans ses réflexions, & sans aucun effort dissipons les fausses lueurs qu'elle emprunte pour altérer une vérité qui s'élève & qui se présente avec tant d'éclat.

On ne reprendra point le récit des faits & des procédures, les Mémoires que l'on a répandus dans le cours de cette affaire, en ont déjà assez instruit le Public; il faut se renfermer dans le seul objet qui fait aujourd'hui la matière de la contestation. Madame Ferrand est devenue mère en 1686, sa fille n'est point décédée; il faut donc que cette fille se trouve. Voilà des vérités fondamentales contre lesquelles on ne peut plus s'élever; mais celle qui se présente peut-elle être reconnue pour cette même fille née en 1686, ou sa prétention n'est-elle qu'une imposture? Voilà toute la Cause.

Pour écarter celle qui se présente, Madame la Présidente Ferrand cherche encore à répandre des doutes sur des points qui sont décidés; elle essaye d'affoiblir les preuves qu'administrent les enquêtes; il faut la suivre dans ces deux objets.

Dans la première partie elle commence par faire un reproche à la Loi, de ce qu'elle n'a point admis de prescription dans les questions d'état, & aux Juges de ce qu'ils n'ont fait aucune attention jusqu'à présent à l'âge de celle qu'il reclame. Ce moyen auroit été en effet très-commode pour Madame Ferrand & pour les collatéraux, il auroit épargné bien des questions dans lesquelles ils n'ont jamais pu se flatter de réussir ; mais il faut avouer, que si une pareille fin de non-recevoir avoit pu venir à leurs secours, la Nature en auroit été vivement alarmée. Etre fille par sa naissance ; cesser de l'être, parce que dans le cours d'un certain nombre d'années on n'a point été traitée dans cette qualité, voilà un de ces paradoxes capables d'effrayer la société, de révolter la nature, & d'offenser même les plus simples lumières de la raison : que Madame Ferrand fasse les plus grands efforts pour l'établir, toutes les graces de son esprit ne séduiront jamais jusqu'à faire adopter un pareil principe.

Mais quand on pourroit l'admettre, quel usage en pourroit-elle faire contre sa fille ? Donnons-lui pour un moment le pouvoir législatif, & qu'elle nous dise de quel jour commencera cette prescription, elle ne l'admettra pas sans doute pendant la minorité, on ne pourroit pas prescrire le plus vil domaine contre un mineur, on ne prescrira pas apparemment son état le plus précieux de tous les biens dans ce tems de foiblesse & d'impuissance ; mais si on retranche le tems de la minorité de la Demoiselle Ferrand, on ne trouvera pas vingt-quatre ans jusqu'au jour de son action : où placeroit-on donc cette prescription si chère à Madame Ferrand ? Epargnons - lui bien d'autres réflexions, qui pourroient de plus en plus découvrir l'illusion d'un système si nouveau.

Puisqu'il n'y a point de prescription qui puisse priver un Citoyen de son état, puisque dans le fait il n'y auroit pas un tems suffisant pour operer la prescription, comment pourroit-on refuser à la fille dont Madame Ferrand est accouchée en 1686, les droits qui lui sont acquis par sa naissance ? Cette fille fut baptisée le même jour à Saint-Sulpice ; on déclara verbalement & par écrit au Curé, que c'étoit la fille de *M. Michel Ferrand, Président aux Requêtes du Palais, & de Dame Anne de Bellinzani sa femme*. Si le Curé eut l'indiscrétion de laisser en blanc sur le registre le nom des pere & mere, sa faute fut bientôt réparée par la déclaration qu'il fit dans le Procès-verbal

drelle

dressé par Carnot & son Confrere, Notaires au Châtelet ; il y déclara toutes les circonstances du baptême qu'il venoit de faire, & les noms des pere & mere de l'enfant qui lui avoit été présenté. M. Ferrand qui avoit d'abord témoigné quelque inquiétude, se calma dès qu'il apprit que cet enfant étoit celui dont Madame Ferrand étoit accouchée ; il en demanda acte aux Notaires, & signa leur Procès-verbal avec le Curé. On ne fait pas où Madame Ferrand a imaginé que la Demoiselle sa fille ait jamais dit dans aucune occasion que M. le Président Ferrand avoit attaqué la naissance de cet enfant par une protestation, mais qu'elle ne pouvoit lui porter de préjudice. Jamais la Demoiselle Ferrand n'a tenu un pareil discours, jamais elle ne l'a pensé ; au contraire elle a publié par-tout que M. le Président Ferrand s'étoit rendu à la déclaration du Curé, & en avoit demandé acte, ce qui étoit une véritable reconnoissance de sa fille. Pourquoi Madame Ferrand prête-t-elle à sa fille des idées si peu convenables & si contraires à ce qu'elle a toujours soutenu ?

Quoi qu'il en soit, qu'est devenu cet enfant ? *On fait sonner bien haut que je n'en rapporte pas l'extrait mortuaire*, dit Madame Ferrand : *Voilà une plaisante induction. . . . N'arrive-t-il pas des négligences ?* Effectivement la Demoiselle Ferrand a grand tort : Madame Ferrand convient d'être accouchée d'une fille en 1686 ; elle ajoute que cette fille est morte : on lui en demande la preuve, on la somme de représenter son extrait mortuaire, elle trouve cette question *plaisante*. Quoi ! me demander à moi la preuve d'un fait que j'avance, me demander la preuve que la Loi exige, & qu'il est si facile de trouver dans des registres publics que l'Ordonnance a établis uniquement pour l'acquiescer, cela est trop singulier ? *N'arrive-t-il pas des négligences ?* Mais quelles négligences ? A-t-on négligé d'enterrer l'enfant, s'il est mort ? A-t-on négligé, lors de la sépulture, d'en faire mention sur les registres ? Ce n'est pas là sans doute ce que veut dire Madame Ferrand : on a négligé apparemment de lever l'extrait mortuaire ; mais si c'est là toute la négligence, elle est bien facile à réparer. Quand un enfant est mort à trois ou quatre ans, on fait dans quel lieu, dans quelle Paroisse il étoit, on peut aller consulter les registres de cette Paroisse. En effet Madame Ferrand ajoute : *Je fais des personnes qui depuis notre Procès ont envoyé lever des extraits mortuaires de leurs enfans, qu'ils avoient négligés jusqu'alors*. Voilà tout ce que l'on demande à Madame Ferrand ; elle cite des

exemples , & ce sont ces exemples précisément qui la condamnent.

*Je ne suis point instruite*, dit-elle, *des petites particularités de ma famille*, j'ai été éloignée par des ordres supérieurs, ma mere s'étoit chargée de ma fille après sa naissance, elle m'a mandé la mort de ma fille. Quelle raison pouvoit, à mon retour, m'obliger d'entrer dans ce détail ? Madame Ferrand compte-t-elle donc au nombre *des petites particularités de sa famille* le sort d'un de ses enfans, sa vie ou sa mort, son existence ou sa perte ? L'Erat & la société n'en pensent pas de même ; ce sont-là des objets du premier ordre, & qui demandent toute l'attention non-seulement des pere & mere, mais même des familles entieres. Une mere éloignée par des ordres supérieurs n'ignore pas qu'elle a une fille, & ne devient point insensible sur son sort ; avant que de partir, depuis qu'elle est arrivée, elle fait dans quel lieu on a mis son enfant en nourrice, elle fait les changemens qui peuvent arriver ; & sans la suivre elle-même, rien ne lui échappe de toutes les circonstances qui la concernent. L'ignorance qu'affecte Madame Ferrand offense l'humanité même.

Une mere ne néglige point les détails qui regardent son enfant.

*Mais enfin n'auroit-il pas été juste*, dit-elle, *d'exiger de la Demoiselle de Vigny qu'elle déclarât précisément qui elle accuse de la suppression de son état ? Elle va de branches en branches, comme un oiseau qui ne trouve pas ce qui lui convient.*

C'étoit avant que la Demoiselle Ferrand eût recouvré tous les titres qui manifestent son état, qu'elle alloit de branche en branche, ou, pour retrancher la métaphore, de Convent en Convent, sans trouver ce qui lui convenoit ; mais depuis qu'elle a rassemblé toutes les preuves de sa naissance, elle ne marche plus au hasard ; son système est fixe & invariable, la naissance d'une fille de Madame Ferrand en 1686, son existence, l'identité de celle qui se présente, tout est dans le plus grand jour, & cela lui suffit. Pourquoi veut-on qu'elle accuse quelqu'un en particulier de la suppression de son état ? Contente de rentrer dans tous ses droits, elle ne veut faire de crime à personne ; il en coûteroit trop à son respect, à sa tendresse, à son bon naturel, pour s'ériger en accusatrice ; elle cherche même à excuser dans son cœur les fautes que l'on peut avoir commises à son égard. Est-ce donc là un rôle que l'on puisse lui reprocher ?

Enfin dans ses réflexions générales, Madame Ferrand déplore l'aveuglement du Public *qui pousse aussi loin la crédulité que la Demoiselle de Vigny*, dit-elle, *pousse la hardiesse & l'imposture ;*

elle impute cette prévention à une partie de sa famille qui se déclare contre elle, si on veut l'en croire. La Demoiselle Ferrand n'ignore pas que le Public a eu l'équité de s'intéresser en sa faveur; mais elle ne peut pas douter que ce ne soit l'autorité de ses titres & l'évidence de son droit qui ait attiré les suffrages. Elle n'a jamais cru en être redevable à une partie de la famille de Madame Ferrand; ce n'est pas qu'elle n'eût été en état de rendre compte d'une infinité de circonstances dont elle est parfaitement instruite: mais la Demoiselle Ferrand qui n'a jamais eu d'accès qu'auprès du feu sieur de Bellenzani, sait que tous les autres ont toujours été sur la réserve, & qu'elle n'en a jamais pu tirer aucun secours: silence qui lui auroit été fatal, si la Providence ne lui avoit administré d'ailleurs des preuves au-dessus de toute critique.

Les enquêtes font le second objet des réflexions de Madame Ferrand; elle débute par une proposition générale, dans laquelle elle ne craint pas d'être contredite: *Je ne croirai jamais que lorsque les Juges ordonnent des preuves par Témoins, ils ne se réservent pas le droit de les examiner.* C'est aussi ce que demande la Demoiselle Ferrand, que l'on examine les enquêtes, & même celles faites à la requête de Madame Ferrand, & l'on verra par-tout les preuves les plus lumineuses de cette identité, contre laquelle on réunit tant d'efforts inutiles.

La Demoiselle Ferrand a un grand avantage dans la preuve testimoniale qu'elle présente à la Justice, c'est qu'il n'y a pas un seul de ses Témoins qui ait été reproché. Et comment Madame Ferrand auroit-elle pu l'entreprendre, elle qui a fait entendre dans ses enquêtes tous les mêmes Témoins sans exception? Nous nous en sommes donc rapportés de part & d'autre aux mêmes personnes; par ce concert qui n'a peut-être point d'exemple, nous les avons en quelque sorte constitués nos Juges. Il ne s'agit donc plus que de savoir ce qu'ils déposent.

Cependant Madame Ferrand hasarde une infinité de faits singuliers pour décrier également & la Demoiselle sa fille & les Témoins; elle ne craint pas de supposer que l'on a tenté toutes sortes de voies pour les séduire. Les émissaires de la Demoiselle de Vigny ont parlé à une femme du village de Brazilly, elle a écrit au Prieur de Puiscaux; le Lieutenant-Général de Nemours a fait venir une femme de Petiviers pour la questionner; le Portier de M. l'Abbé le Moine a dit à un homme de qualité que la Dlle de Vigny avoit promis de lui faire du bien; la Demoi-

elle Piou a voulu engager par menaces & par promesses un Cocher à dire que j'avois une fille cachée; mon Cocher m'a dit qu'on étoit venu voir les armes de mon carrosse. Mais que servent tous ces traits que le désespoir d'une Cause fait inventer, quand il n'y a pas le moindre indice qui les soutienne! Madame Ferrand ne veut pas que l'on défere à une preuve juridique, & elle se persuade qu'on l'en croira sur les fables qu'elle débite. Jamais on n'a donné ce privilege à aucune Partie. Madame Ferrand animée de la plus vive & de la plus injuste passion, peut-elle se flatter d'en jouir?

La Demoiselle Ferrand n'a jamais entendu parler du village de Brazilly, où l'on suppose qu'elle a avancé avoir été en nourrice; elle n'a pas la moindre connoissance du fait imputé au Lieutenant-Général de Nemours; elle ne conçoit pas même que l'on eût pu envoyer chercher une Anne Prevost, celle chez qui la Demoiselle Ferrand a été à Puiseaux, étant morte depuis plusieurs années. On dit qu'elle a écrit au Prieur de Puiseaux; il seroit facile de rapporter sa Lettre, pour voir si elle respire la séduction. La Demoiselle Piou, morte il y a plus d'un an, étoit une fille d'un mérite qui la faisoit respecter de tous ceux qui la connoissoient; elle n'a jamais eu de parente aux Annonciades de Melun, comme on le suppose. Le fait de l'homme de qualité qui a parlé au Portier de M. l'Abbé le Moine, est aussi étranger qu'inconnu à la Demoiselle Ferrand. Mais encore une fois, à quoi aboutissent toutes ces déclamations, quand on n'a pas reproché un seul Témoin, quand Madame Ferrand s'est mise dans l'impossibilité de les reprocher, en les faisant entendre elle-même dans ses propres enquêtes? Laissons débiter des fables, abandonnons à la calomnie la carrière dans laquelle elle se joue & s'exerce avec tant de liberté, & renfermons-nous dans la preuve juridique que la Justice ne peut méconnoître.

Les Témoins de Puiseaux, selon Madame Ferrand, se contentent de dire qu'ils ont vu une petite fille avec Anne Prevost, que l'on disoit que c'étoit la fille d'un Président, d'autres la bâtarde de M. de Bellinzani, d'autres la niece d'Anne Prevost; mais d'autres, & ce sont-là les honnêtes gens, disent qu'Anne Prevost n'a point eu de petite fille avec elle.

Mais il s'en faut bien que l'enquête de Puiseaux soit aussi sèche que Madame Ferrand le veut faire entendre. Le septieme Témoin, âgée de soixante-sept ans, dépose dans son enquête: *Qu'il y a quarante à cinquante ans, étant pour lors encore fort jeune*



*filles, elle avoit vu chez la Prevost une jeune fille âgée d'environ trois ans & demi ou quatre ans, laquelle étoit proprement mise, ayant un habit de damas jaune avec un fourreau blanc; qu'elle y est restée environ un an; qu'on ne savoit point dans la ville de Puisieux à qui appartenoit cette petite fille; que le bruit même s'étoit répandu qu'elle pouvoit appartenir & être la bâtarde de la Dame Prevost qui étoit pour lors Femme-de-chambre de ladite Dame Présidente Ferrand; que la Dame Prevost informée de ce bruit qui se répandoit dans la Ville, avoit dit que cette enfant n'appartenoit ni à sa sœur ni à elle, & qu'elle appartenoit à un Président de Paris.*

De cette déposition résultent trois circonstances importantes : 1<sup>o</sup>. Il y avoit une petite fille chez Anne Prevost vers l'année 1689 ou 1690. 2<sup>o</sup>. Cette petite fille avoit trois ou quatre ans, ce qui convient parfaitement à la fille dont Madame la Présidente Ferrand étoit accouchée en 1686. 3<sup>o</sup>. Cette petite fille appartenoit à un Président de Paris. La vérité commence à pénétrer par cette déposition, les autres vont la mettre dans un plus grand jour.

Le huitieme Témoin, âgée de soixante ans, dépose dans l'enquête de Madame la Présidente Ferrand, qu'elle a oui dire à sa mere il y a environ quarante-cinq ans, *que la Dame Prevost, sœur de la Dame Fontfroid, étoit allée mener dans un Convent à Melun, ou aux environs de Melun, une Demoiselle qu'elle dit être la fille de Madame la Présidente Ferrand.* Cette déposition tirée de la propre enquête de Madame Ferrand, laisse-t-elle le moindre doute sur la vérité du fait articulé par la Demoiselle Ferrand ? Il se lie parfaitement avec la déposition précédente. Anne Prevost avoit une petite fille chez elle de trois à quatre ans; Anne Prevost dit que cette petite fille appartient à un Président de Paris; elle la mene en Convent à Melun, & cette petite fille que l'on mene à Melun est la fille de Madame la Présidente Ferrand : cela est connu à Puisieux. Le Témoin âgée de soixans ans dit qu'elle l'a appris il y a quarante-cinq ans; ce n'étoit pas un mystere bien obscur, puisqu'une fille de quinze ans en est instruite par sa mere.

Un autre Témoin, c'est le cinquieme, dit avoir appris de sa mere qu'elle avoit vu chez Anne Prevost une petite fille qui étoit habillée de taffetas blanc; que quand la Dame Prevost étoit de bonne humeur, on appelloit la petite fille *Ferat* ou *Ferrare*; on sent bien que c'étoit par une corruption trop ordinaire aux gens de campagne, que le nom de Ferrand étoit ainsi altéré; mais en réunissant cette circonstance à ce qui se trouve dans les autres

dépôts, la vérité s'éclaircit & se fortifie de plus en plus.

Enfin un autre Témoin de la même enquête dépose que la Demoiselle qui avoit été mise à Nemours en sortant de Rodès, avoit été visitée souvent dans ce Convent de Nemours par Anne Prevost ; qu'Anne Prevost n'ayant point dit au Témoin qui étoit cette Demoiselle, elle en parla à un Gentilhomme nommé Martinet, Seigneur de la Planchette, qui lui dit que *c'étoit la fille de Madame la Présidente Ferrand*. D'où venoit cette connoissance au sieur Martinet, si ce n'est de ce qu'il savoit parfaitement que la petite fille qui avoit été chez Anne Prevost à Puisceaux, étoit la fille de M. le Président & de Madame la Présidente Ferrand ?

Sur un fait qui remonte à un tems si éloigné, & qui ne concernoit qu'une petite fille de trois ou quatre ans, il est difficile de rassembler des preuves plus complètes. Anne Prevost avoit chez elle à Puisceaux une petite fille qui a été connue pour fille de M. le Président & de Madame la Présidente Ferrand, c'est tout ce que la Demoiselle Ferrand a articulé sur le fait de Puisceaux, c'est aussi ce qui est parfaitement établi par l'enquête. On n'a point articulé qu'à Puisceaux elle eût été connue aussi publiquement qu'elle l'a été depuis à Melun. Ce lieu de Puisceaux étoit plus éloigné de Paris, moins fréquenté ; l'enfant étoit si jeune qu'il ne pouvoit pas attirer une grande attention : cependant il y a été connu, & connu pour fille de M. & de Madame Ferrand ; quand on l'a mené à Melun, on a su que c'étoit la fille de Madame la Présidente Ferrand que l'on alloit y mettre Pensionnaire. Madame Ferrand passe avec beaucoup de légèreté sur des faits si précis & si décisifs ; mais la Justice qui y donnera toute son attention, n'aura pas de peine à en sentir le poids.

La fille de Madame Ferrand étant parvenue dans le Convent de Melun, n'y fut annoncée d'abord que sous le nom de Batilly. Ce nom n'étoit point étranger à la famille de M. Ferrand, mais il n'en cachoit pas moins le véritable nom & l'état de la jeune Pensionnaire. L'enfant fut amené par une femme inconnue, mais qui étoit munie d'une Lettre écrite à la Supérieure par la Dame de Bellinzani, comme plusieurs Religieuses le déposent. On se joue, non pas dans les réflexions de Madame Ferrand, mais dans un Mémoire dont elles ont été suivies, sur la circonstance de la femme inconnue : on dit que les Religieuses de Melun sont tombées sur cela dans une contradiction sensible. Les unes disent que l'enfant fut amené par une femme inconnue, les

autres par la Messagere du Convent ; mais devoit-on porter l'illusion jusques-là ? L'enfant fut présenté par une femme inconnue, mais l'une & l'autre avoient été amenées par la Messagere du Convent : quelques Religieuses ont parlé de la femme inconnue, les autres de la Messagere, d'autres enfin de toutes les deux ; cela forme-t-il donc l'ombre de la contradiction ?

Au surplus, toutes les Religieuses déposent unanimement des faits les plus décisifs pour établir ce qui avoit été articulé par la Demoiselle Ferrand, qu'elle avoit été connue publiquement pour la fille de M. & de Madame Ferrand. Elles déposent :

1°. Qu'on leur amena une petite fille pour être Pensionnaire dans le mois de Juillet ou d'Août 1690.

2°. Que cette petite fille avoit de très-beau linge marqué à la lettre F, & un couvert composé d'une cuillère, d'une fourchette & d'un gobelet d'argent, marqués aux armes de Ferrand.

3°. Que c'étoit la Dame de Bellinzani qui l'avoit envoyée, qui avoit écrit à la Supérieure, & qui payoit sa pension.

4°. Qu'elle avoit été inscrite d'abord dans les registres sous le nom de Batilly, mais que quelque tems après on fut que son véritable nom étoit Ferrand ; que les premières notions en furent données par une femme qui avoit été quelque tems à l'Hôtel-Dieu des Annonciades, & qui ayant vu dans la cour la petite Pensionnaire, & su qu'on l'appelloit Batilly, s'étoit recriée : *bon, la petite Batilly, c'est bien la fille de M. & de Madame la Présidente Ferrand ; les pere & mere ont eu du bruit ensemble : elle s'appelle Michelle Ferrand.* Que ce discours fut confirmé par nombre de Dames qui étant entrées dans le Convent avec permission pour voir quelques-unes de leurs parentes Religieuses, l'avoient reconnue pour la fille de M. le Président Ferrand & la Dame son épouse, & avoient dit qu'elle s'appelloit Michelle Ferrand. Quelques Religieuses déclarent qu'entre ces Dames il y en avoit une qui s'appelloit Madame Rousseau, femme d'un Auditeur des Comptes. Il y en a qui ajoutent que la même chose fut dite par d'autres Dames de Paris qui vinrent aux grilles des parloirs, en sorte qu'elle fut connue publiquement comme fille de M. & de Madame Ferrand, ce qui donna lieu de l'inscrire depuis sur les registres sous son véritable nom de Ferrand, au lieu de celui de Batilly qui lui fut donné d'abord, ce qui se trouve en effet conforme aux registres de la Maison que l'on a compulsés, registres dont la foi ne peut être suspecte, puisqu'ils sont signés de Religieuses mortes il y a vingt ou trente ans.

5°. Quelques Religieuses déposent de faits qui leur sont plus personnels. La Dame de Saint-Jean, dixieme Témoin, après avoir dit, comme les autres, que plusieurs Dames avoient appris à la Communauté que la petite Pensionnaire étoit fille de M. & de Madame Ferrand, ajoute que sa mere l'étant venue chercher, elle s'enquit d'elle Déposante, des Pensionnaires qui étoient pour lors dans ce Convent; qu'elle Déposante loua singulierement la petite Michelle Ferrand; mais l'ayant par mégarde nommée Batilly, un Domestique qui accompagnoit la Dame sa mere la reprit & lui dit : *la petite fille dont vous parlez ne se nomme point Batilly, elle est fille de M. le Président & de Madame la Présidente Ferrand. . . . Je le sais à n'en point douter; j'ai servi pendant trois ans Madame de Bellinzani, mere de Madame Ferrand.*

La Dame de Mons, Religieuse, quatorzieme Témoin, qui n'étoit point dans le Convent de Melun pendant que la Demoiselle Ferrand y avoit été Pensionnaire, mais qui y avoit été mise quelque tems après, dépose qu'on lui avoit conté dans le Convent tout ce qui s'étoit passé par rapport à la Demoiselle Ferrand : *Qu'à l'âge de quatorze ans ( ce qui répond à l'année 1703 ) étant retournée dans le sein de sa famille, M. le Président Ferrand vint faire visite un certain jour à la Dame mere de la Déposante; que l'ayant entendu nommer par son nom, elle se rappella aussitôt ce qu'elle avoit entendu dire dans ce Convent au sujet de la petite Michelle Ferrand; qu'après la sortie de ce Président, elle demanda à sa mere si c'étoit là le pere de la petite Michelon Ferrand qui avoit été mise Pensionnaire dans ce Convent, à quoi la Dame de Mons sa mere répondit, oui c'est lui, mais il ne veut pas la reconnoître, & il est toujours séparé d'avec sa femme; à l'égard de la petite Michelon Ferrand, elle est envoyée très-loin ( elle étoit alors à Rodès ), & c'est la Dame de Bellinzani, mere de la Dame Ferrand, qui en a soin.*

6°. Que la petite Ferrand fut retirée du Convent de Melun au mois de Décembre 1692, à sept heures du soir, & que l'on dit qu'on alloit la mener si loin qu'on n'en entendroit plus parler. Il faut joindre à ces faits importants ce que dépose le nommé Duvivier, qu'il est entré au service de M. le Président Ferrand sur la fin de 1688, ou au commencement de 1689; que le bruit commun & certain dans la maison de M. le Président Ferrand étoit qu'il avoit pour lors quatre enfans, un garçon & trois filles; que deux ans & demi ou environ après son entrée dans la maison dudit sieur Président,

M.

*M. Ferrand lui donna un sac à porter à la Dame de Bellinzani , dans lequel sac il y avoit une petite cuiller , une petite fourchette & un petit gobelet d'argent ; croit que le tout étoit marqué aux armes de M. le Président Ferrand ; qu'il n'a cependant aucune lumière certaine là dessus , mais est assuré que ce couvert avoit servi au fils de M. le Président Ferrand , pendant qu'il étoit au Collège ; que , quoique M. le Président Ferrand ne lui dit pas en lui donnant ce couvert , à qui il le destinoit , lui Déposant se douta pour lors que c'étoit pour la petite Ferrand , la cadette des filles dudit sieur Président.*

On n'a pas besoin de faire remarquer combien cette déposition se lie avec celles des Religieuses de Melun. M. Ferrand remer à son Portier un petit sac pour porter à la Dame de Bellinzani ; il y avoit dans ce petit sac une cuiller , une fourchette & un gobelet d'argent , qui avoient servi au fils de M. le Président Ferrand , pendant qu'il étoit au Collège ; la Dame de Bellinzani envoie dans le même tems une petite fille aux Annonciades de Melun , avec un couvert composé des mêmes piéces d'argent , & qui se trouve aux armes de Ferrand. C'est donc pour la Pensionnaire de Melun , c'est pour sa fille que M. le Président Ferrand l'a donné , c'est de M. le Président Ferrand que la jeune Pensionnaire l'a reçu. Quel témoignage plus éclatant pour confirmer la notoriété publique , qui a reconnu dans cette petite Pensionnaire la fille de M. le Président & de Madame la Présidente Ferrand ?

A quoi se terminent les réflexions de Madame Ferrand sur des preuves si sensibles ? A relever quelques contradictions chimériques , quelques absurdités prétendues dans les dépositions. Une Religieuse , dit-on , déclare qu'il a été défendu aux Pensionnaires d'appeller la petite Batilly autrement que Ferrand ; une autre dit qu'elle n'a point porté le nom de Ferrand dans leur Convent ; mais tout ce que cela signifie est que les ordres donnés d'une part n'ont pas été fidèlement exécutés de l'autre : & en effet , l'habitude où l'on étoit d'appeller la petite Pensionnaire Michelin , l'a emporté. On ne l'appelloit communément ni Batilly ni Ferrand , quoiqu'elle fût connue publiquement pour être la fille de M. & de Madame Ferrand.

Tout ce galimathias , dit-on , est venu d'une pauvre malade , qui de son autorité a donné ce nom à la petite fille , comme si ce qui avoit été dit par cette femme , ne s'étoit pas trouvé confirmé dans la suite par tant de témoins , qu'il n'avoit plus été possible de s'en défendre. Ce sont nombre de Dames qui sont en-

trées dans le Convent, c'en sont d'autres qui sont venues aux parloirs, c'est une Domestique qui avoit été au service de la Dame de Bellinzani pendant trois ans, c'est la mere de la Dame de Mons Religieuse, ce sont, en un mot, toutes les personnes qui ont eu occasion de parler de cette enfant, *ab omnibus communi fama creditum & habitum*. Madame Ferrand appelle cela un galimatias, est-ce parce qu'elle n'entend pas des faits si positifs, ou parce qu'elle les entend trop ?

On suppose que les Religieuses ont été prévenues par le sieur Abbé de Gouay, & par le sieur Carion Curé de Gaucourt ; mais ne pourroit-on pas dire de Madame la Présidente Ferrand avec plus de raison qu'elle ne le dit des autres, qu'elle saute de branche en branche, & qu'elle ne sait où se reposer ? Quoi ! ces Religieuses parlent de faits qui leur sont personnels, de faits passés il y a quarante-cinq ans, & on impute leur connoissance au sieur Abbé de Gouay & au sieur Carion qu'elles n'ont jamais vus, & qui n'ont connu la Demoiselle Ferrand elle-même que depuis douze ou quinze ans ?

Mais, dit-on, comment ces Dames qui sont venues au Convent de Melun, savoient-elles que cette petite Pensionnaire étoit la fille de M. & de Madame Ferrand ? Où la Dame Rousseau avoit-elle vu cette petite fille que l'on nous accuse d'avoir cachée dans un village ? Si ces Dames étoient encore vivantes, Madame Ferrand pourroit leur faire ces questions ; mais pour la Demoiselle Ferrand, elle n'est chargée de prouver que la notoriété publique de son état, que la possession où elle a été de fille de M. & de Madame Ferrand ; elle en rapporte les preuves les moins équivoques ; comment pourroit-on exiger qu'elle allât plus loin ? De qui ces Dames tenoient-elles cette connoissance ? Peut-être de Madame la Présidente Ferrand elle-même, peut-être de la Dame de Bellinzani, qui, sachant qu'elles alloient voir des parentes aux Annonciades de Melun, leur avoit recommandé de s'informer de l'état de la petite Ferrand qui y étoit sous le nom de Batilly ; peut-être de M. le Président Ferrand ; peut-être enfin de certaines confidences dont le secret n'est pas toujours inviolablement gardé. Que l'on demande comment percent souvent certains mystères, on auroit assez de peine à le découvrir ; mais enfin la vérité pénètre, & quelquefois même par les précautions que l'on prend pour la cacher.

Secrets les  
plus cachés se  
découvrent.

On a fait encore une autre difficulté sur les dépositions des Religieuses de Melun, qui ne mérite pas une sérieuse discussion,

elles déclarent , nous dit - on , que la petite Pensionnaire a été inscrite sur les Registres des Pensionnaires , d'abord sous le nom de Batilly , & ensuite sous le nom de Ferrand ; cependant quand on leur a demandé ces Registres dans un compulsoire , elles ont déclaré qu'elles n'en avoient point avant 1695 , & en effet ce qu'elles ont représenté comme contenant l'inscription de l'Intimée , d'abord sous le nom de Batilly , & ensuite sous le nom de Ferrand , n'est autre chose qu'un registre contenant les comptes de la Dépositaire , dans lesquels on a remis en recette les sommes payées pour les Pensionnaires. Les Religieuses ont donc eu tort de parler d'inscription sur les registres des Pensionnaires.

Une observation si judicieuse n'a point été adoptée par Madame la Présidente Ferrand : on ne la trouve que dans un Mémoire qui a paru depuis ses réflexions ; mais qu'en veut - on conclure ? Le Registre sur lequel la Demoiselle Ferrand , Pensionnaire à Melun , a été inscrite , d'abord sous le nom de Batilly , & ensuite sous le nom de Ferrand , a été représenté & compulsé , on y trouve les pensions payées pour la Demoiselle de Batilly , & ensuite pour la Demoiselle Ferrand ; le fait en lui-même est donc constant & prouvé par un registre non suspect , les Religieuses ont eu raison d'en déposer. Mais voici le crime , elles ont appelé registre des Pensionnaires ce qui ne contient que les comptes des Dépositaires , comme si la vérité du fait dépendoit de la dénomination donnée au registre ? D'ailleurs les comptes des Dépositaires contenant en détail ce qui a été reçu pour chaque Pensionnaire , ne forment-ils pas , à parler exactement , le registre des Pensionnaires , puisqu'on y trouve leurs noms fidelement recueillis ? Pourquoi donc charger l'affaire d'observations si frivoles ?

On en a fait une autre à-peu-près du même poids ; car rien n'échappe à la critique. Le nommé Duvivier dépose , dit-on , qu'il est entré au service de M. Ferrand à la fin de 1688 ou au commencement de 1689 , que deux ans & demi ou environ après , il le chargea de porter à la Dame de Bellinzani le petit sac dans lequel étoit le couvert d'argent , ce qui répond à-peu-près au milieu de l'année 1691 : cependant les Religieuses de Melun déposent que la jeune Pensionnaire avoit un couvert d'argent quand elle entra dans leur maison au mois d'Août 1690 , cela ne se concilie pas. Mais faut-il un grand effort d'esprit pour détruire une si chimérique contradiction ? Duvivier dépose qu'il est entré à la fin de 1688 , ce qui peut remonter sans peine au mois de Septembre de

Conciliation  
de date\* qui  
ne sont pas  
précises.

cette année ou environ ; deux ans & demi ou environ après son entrée on lui donne le couvert , cette époque n'est pas déterminée avec tant de précision que le fait ne puisse être arrivé deux ans après ; c'est-à-dire , vers le mois d'Août 1690 , tems de l'entrée de la petite Ferrand à Melun : les faits s'accordent donc parfaitement , loin que l'on trouve ici l'ombre de la contradiction.

Faut il encore répondre après cela à ce que l'on nous a objecté que la possession publique , pendant le séjour à Melun , n'avoit rien que l'on pût imputer ni à M. & à Madame Ferrand , ni à aucune personne de leur famille ? La qualité d'enfant , dit-on , est une qualité relative aux pere & mere , il faut donc quelque chose de leur fait pour l'établir ; que des étrangers prévenus , trompés , peut-être mal intentionnés , saisissent une opinion , & qu'ils la répandent , cela décidera-t-il du sort d'une famille qui n'ya aucune part ? Des Religieuses avides de nouveauté auront adopté légèrement une fable grossiere , & il faudra que la Dame Ferrand en soit la victime , cela répugne à la raison.

Peres & meres ne peuvent empêcher leurs enfans d'être en possession publique de leur état.

Mais l'objection elle-même peut-elle se concilier avec les principes ? Un enfant aura été connu publiquement comme né du mariage de ses pere & mere , il aura été traité dans cette qualité par des personnes de tout état & de toute condition ; & parce que ses pere & mere auront affecté de ne point concourir à cette possession publique , il faudra le dégrader ; si cela est , il faut établir les peres & meres arbitres souverains du sort de leurs enfans. Que personne n'ignore qu'ils leur ont donné la naissance , que tout le monde le publie & le reconnoisse , n'importe les pere & mere n'ont point parlé , c'en est assez pour les sacrifier à leur injustice ; qui ne frémiroit d'une pareille proposition ?

Mais dans le fait ce principe erroné pourroit-il trouver quelque application ? n'avons-nous rien du fait de M. & de Madame Ferrand ou de leurs plus proches parens ? Qui est-ce donc qui avoit donné à cette enfant de si beau linge marqué à la lette F. qui est-ce qui lui avoit donné un couvert d'argent marqué aux armes de Ferrand ? Ne voit-on pas que c'étoit M. le Président Ferrand qui l'avoit envoyé à la Dame de Bellinzani qui avoit soin de la petite Ferrand ? Qui est-ce qui avoit écrit à la Supérieure du Convent de Melun ? n'étoit-ce pas la Dame de Bellinzani , comme plusieurs Religieuses le déposent ? Nous voyons donc la petite Ferrand placée à Melun , fournie des choses qui lui étoient nécessaires par ses pere & mere ou par son ayeule : peut-on nous dire après cela qu'il n'y ait rien de leur fait ?



On ne croit donc pas qu'il y ait jamais eu de preuve plus complète que celle qui résulte des Enquêtes faites à Melun. L'enfant y est amené de Puisieux par Anne Prevost, qui déclare que c'est la fille de Madame la Présidente Ferrand qu'elle va mettre en Convent à Melun : on lui donne d'abord le nom de Batilly, mais de toutes parts s'élève la connoissance de son véritable nom de Ferrand ; une femme malade à l'Hôtel - Dieu en donne de premières notions, elles sont confirmées par nombre de Dames qui viennent, soit dans l'intérieur du Monastere, soit aux Parloirs ; une Domestique qui avoit été trois ans au service de la Dame de Bellinzani l'assure, la Dame de Mons le déclare à sa fille comme un fait public, les Religieuses lui rendent son véritable nom sur leurs registres ; le linge, les armes qui sont sur le couvert de la jeune Pensionnaire, se réunissent à tant de preuves : quelle vérité pourra donc jamais paroître dans un plus grand jour ?

Ce n'est que l'éclat dont elle fut alors accompagnée, qui engagea la famille de la Demoiselle Ferrand à l'enlever du Convent de Melun pour la transporter à Rodès dans la plus rude saison de l'année. Madame Ferrand veut bien faire aujourd'hui le même voyage pour savoir ce que les Religieuses de ce nouveau Monastere déposent du sort de sa fille ; heureusement qu'il ne lui causera pas tant de fatigues, & qu'il n'exposera pas sa vie autant que l'a été celle de l'enfant ; mais au reste puisqu'elle veut combattre l'identité de celle qui se présente, ce voyage coûtera cher à la passion qui l'anime.

Nous venons de voir la petite Ferrand Pensionnaire à Melun depuis le mois de Juillet 1690 jusqu'au mois de Décembre 1692, qu'elle en est enlevée pour être menée bien loin. Voyons ce que déposent les Religieuses de Rodès : à toutes les circonstances qu'elles rapportent, on reconnoît la jeune Pensionnaire qui sortoit de Melun.

1°. Celle qui étoit entrée à Melun en 1690 avoit quatre ans ou environ, celle qui arrive à Rodès avoit six ans ou environ, cela s'accorde parfaitement & répond à l'époque de l'accouchement de Madame Ferrand du 28 Octobre 1686, la Demoiselle Ferrand avoit eu six ans à la fin de 1692.

2°. La jeune Pensionnaire arrive le 8 Janvier 1693 pour faire cent soixante-dix lieues dans le plus mauvais tems de l'année ; il avoit fallu employer plusieurs jours du mois de Décembre & les huit premiers jours de Janvier.

3°. En arrivant elle dit qu'elle vient d'un Convent près de Paris dont on l'avoit fait sortir le soir aux flambeaux, après y avoir passé deux ans & demi. La Demoiselle Ferrand avoit été deux ans & demi à Melun, on l'en avoit fait sortir au mois de Décembre à sept heures du soir.

4°. Elle dit que les Religieuses du Convent dont elle sort, étoient habillées de brun avec un scapulaire rouge, qu'elles portoient une médaille attachée avec un ruban bleu, & qu'elles portoient au Chœur un manteau blanc; ce sont précisément toutes les parties de l'habillement des Religieuses de Melun. Elle ajoute que des fenêtres de la chambre des Pensionnaires, on voyoit la rivière qui passoit au bas, & un autre Convent de filles vis-à-vis; c'est précisément la situation du Convent des Annonciades de Melun.

5°. Elle parloit souvent d'une Dame du Convent dont elle sortoit, qui s'appelloit la Dame de Saint-Athanasie, elle l'aimoit beaucoup; on voit dans l'Enquête de Melun que la Maîtresse des Pensionnaires en 1691 s'appelloit la Dame de Saint-Athanasie.

6°. Celle qui amena la jeune Pensionnaire à Rodès, & qui se disoit sa tante, vouloit la faire appeller Françoisse ou Fanchon, ce qui fâchoit fort la jeune personne qui disoit qu'on l'appelloit Michelle; en effet on voit dans l'Enquête de Melun qu'on l'appelloit ordinairement Michelin.

7°. La tante prétendue, en s'en allant, remporta un couvert d'argent; c'étoit ce couvert d'argent marqué aux armes de Ferrand, qui avoit contribué à faire reconnoître la Demoiselle Ferrand aux Annonciades de Melun.

On ajoutera même, quoique cette circonstance soit moins importante, que la jeune Pensionnaire qui arrive à Rodès parloit gras, & qu'on avoit peine à l'entendre. Le premier témoin entendu dans l'Enquête de Madame Ferrand à Melun, dépose qu'au mois d'Août 1690, il fut amené dans le Convent une Demoiselle qui parloit gras.

A tant de rapports & de circonstances, il est impossible de ne pas reconnoître que c'est la même Pensionnaire qui a passé du Convent de Melun dans celui de Rodès; mais pour établir cette vérité, il ne faudroit que consulter l'interrogatoire de Madame Ferrand, où dans l'article 34 elle énonce tous les Convents dans lesquels celle qu'elle appelle la Demoiselle de Vigny a été placée; elle n'en omet pas un seul, quoiqu'elle ait affecté de ne pas suivre l'ordre des tems, & dans ce nombre elle comprend ceux de Melun & de Rodès. Il est donc certain, du propre aveu de Ma-

dame Ferrand que la même Pensionnaire qui a été à Rodès a été aussi dans le Convent de Melun ; mais il est constant qu'elle n'a point été à Melun depuis qu'elle est sortie de Rodès ; elle est entrée à Rodès en 1693 , & n'en est sortie qu'en 1705 pour aller à Nemours , de-là à Corbeil , de Corbeil à Saint-Aubin , à l'Abbaye d'Hyers , au Trésor & aux Andelies. Depuis 1705 on n'a vu à Melun au nombre des Pensionnaires , ni la Demoiselle de Batilly , ni la Demoiselle de Vigny ; nulle trace dans les registres de Melun : de tant de Religieuses qui ont été entendues dans les deux Enquêtes de Melun , aucune ne l'y a vue ; il faut donc nécessairement qu'elle y ait été avant que d'aller à Rodès , qui est le fait décisif que l'on s'est proposé d'établir.

Madame Ferrand convient que celle qui reclame aujourd'hui son état , est la même qui a été conduite à Rodès en 1693 , & qui y est restée jusqu'en 1705. Or celle qui a été à Rodès est la même qui avoit été à Melun depuis le mois d'Août 1690 jusqu'au mois de Décembre 1692 , qui y a été connue publiquement pour la fille de M. le Président & de Madame la Présidente Ferrand , comme elle avoit été connue auparavant à Puiscaux pour fille des mêmes pere & mere : donc celle qui reclame son état , est la même qui a été en possession publique de l'état de fille de M. & de Madame Ferrand , avant que d'aller à Rodès.

Ces conséquences sont si pressantes , que Madame Ferrand fait les plus grands efforts pour rompre cette chaîne de faits , & principalement l'identité de la Pensionnaire de Melun & de celle de Rodès. Cette petite Pensionnaire qui arrive à Rodès ne déclare point , dit-on , qu'elle sorte de Melun , ni qu'elle s'y appellât Ferrand. *C'est insulter au sens commun de vouloir persuader qu'un enfant à qui on donne six ans ait perdu la mémoire en peu de jours , au point de ne se souvenir ni de son nom ni d'où elle sort.*

Mais en premier lieu , cet argument pour prouver trop ne prouve rien ; car la Pensionnaire arrivée à Rodès , ne nommant point le nom du Convent dont elle sort , ni le nom propre qu'elle avoit , Madame Ferrand seroit également en droit de dire qu'elle ne sortoit d'aucun Convent du Royaume , & qu'elle n'avoit aucun nom propre. Soutiendra-t-on qu'elle sortoit d'un Convent de Gisors , de Troyes , de Nevers , de Tours ou de tout autre ? *J'entends Madame Ferrand qui crie* , cela ne se peut pas , car la petite Pensionnaire ne nomme point ce Convent. Dira-t-on qu'elle y étoit connue pour fille d'un tel pere & d'une telle mere ? Madame Ferrand s'écriera encore , cela ne se peut pas ,

car la petite Pensionnaire ne se donne point ce nom. Il faudra donc conclure, de l'argument favori de Madame Ferrand, que cette Pensionnaire n'avoit aucun nom, & ne sortoit d'aucun Convent, quoiqu'elle rende compte si exactement de toutes les circonstances de celui dont elle sortoit.

En second lieu, est-il bien extraordinaire qu'un enfant de six ans enfermée dans le Convent de Melun n'eût fait aucune attention au nom de la Ville dans laquelle elle demeuroit ? Elle rend compte à Rodès de tout ce qui est tombé sous ses yeux, l'habillement des Religieuses, la situation de la chambre des Pensionnaires, ce qu'on voyoit de-là, le nom de la Maîtresse des Pensionnaires qu'elle entendoit nommer tous les jours : pour le nom de la Ville cela la touchoit peu, elle ne l'a peut-être jamais entendu prononcer, elle n'y a fait aucune attention. A l'égard de son nom propre, toutes les Religieuses de Melun déposent qu'on l'appelloit Michelin ; elle se souvient parfaitement de ce nom familial auquel seul elle étoit accoutumée : elle dit qu'elle s'appelloit Michelle, elle s'offense de ce qu'on veut la faire appeler Françoise ou Fanchon, rien n'est plus naturel ; ce n'est donc point insulter le sens commun de reconnoître la Pensionnaire de Melun dans celle de Rodès, c'est au contraire résister à l'évidence même que de la méconnoître.

Mais *cette Pensionnaire n'a jamais porté à Melun le nom de Michelle, cela est certain*, dit Madame Ferrand ; mais en parlant d'un ton si affirmatif, on pourroit demander à Madame Ferrand : Avez-vous donc pris la peine de lire l'Enquête de Melun ? Il n'y a presque pas une déposition qui ne dise que la jeune Pensionnaire ne s'appellât Michelle ; il y a telle déposition où ce nom est répété jusqu'à quatre, cinq & six fois ; le huitieme témoin dit *qu'on l'appelloit communément Michelin* ; le neuvieme & le dixieme déposent la même chose. Madame Ferrand peut-elle résister avec quelque réflexion à une vérité si constante ?

C'est donc en vain que Madame Ferrand cherche à combattre les preuves qui naissent des Enquêtes. On ne peut rien ajouter à la lumière qu'elles répandent sur l'identité de la Demoiselle Ferrand avec la fille dont Madame Ferrand est accouchée en 1686 ; celle qui se présente est constamment la même qui est entrée dans le Convent de Rodès au mois de Janvier 1693, Madame Ferrand en convient ; il est prouvé que celle qui est entrée à Rodès sortoit du Convent de Melun ; il est prouvé que celle qui avoit été à Melun y avoit été connue publiquement pour fille  
de

de M. le Président & de Madame la Présidente Ferrand ; enfin il est prouvé que cette petite fille mise à Melun sortoit de Puisseaux, où elle avoit été chez Anne Prevost, & connue pour fille de M. & de Madame Ferrand ; que quand elle fut tirée de Puisseaux, on savoit que c'étoit la fille de Madame la Présidente Ferrand que l'on alloit mettre Pensionnaire à Melun. L'incrédulité elle-même doit donc se rendre à des preuves si sensibles.

Madame Ferrand a eu une fille en 1686, cette fille n'est point morte, il faut donc qu'elle existe dans la société ; mais en qui la reconnoîtra-t-on, si ce n'est dans une fille qui a été connue publiquement pour être née de M. & de Madame Ferrand ? Dès l'âge de trois ans on ne s'est point trompé sur son sort ; il est devenu dans la suite si public, que personne n'en a douté. Il est vrai que depuis on l'a transportée aux extrémités du Royaume, & que l'on est parvenu à lui cacher à elle-même sa destinée ; mais les monumens publics, mais des Registres domestiques, mais la preuve testimoniale, tout a dissipé ces ténèbres. Si Madame Ferrand, si les collatéraux ne veulent pas se rendre, s'ils sont encore quelque contenance, c'est dans l'une un faux point d'honneur, c'est dans les autres une passion injuste qui les retient. Quoi qu'il en soit, la Justice qui cede toujours à la vérité, ne peut lui refuser un tribut devenu nécessaire après tant de preuves qui se réunissent pour son triomphe.

## CVIII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Charles-François-Frederic de Montmorency,  
Duc de Luxembourg, Pair de France, & Dame  
Marie-Sophie Colbert de Seignelay, son Epouse,  
Intimés.

CONTRE Paul-Edouard d'Estouteville, Appellant.

### QUESTION.

*Si un fils Donataire peut en se portant héritier  
faire tomber la substitution dont il est grevé.*

**L**A demande en ouverture de substitution, dans laquelle le  
sieur d'Estouteville a été déclaré non-recevable & mal fon-  
dé par Sentence contradictoire des Requêtes du Palais, avoit

pour fondement un titre proscrit par la Loi , impraticable dans les vues mêmes de M. de Seignelay qui en étoit l'auteur , rejeté unanimement par la famille , & par le sieur d'Estouteville lui-même , condamné enfin par un Jugement en dernier ressort. Aussi le sieur d'Estouteville avoit-il paru se soumettre à la Sentence ; cependant après un silence de dix années il a cru devoir renouveler la même contestation , peut-elle avoir aujourd'hui un sort plus favorable ?

Que le sieur d'Estouteville s'élève contre des faits qu'il croit échappés de la mémoire des hommes par leur éloignement ; qu'il affecte de répandre des doutes sur l'état de M. de Seignelay , lorsqu'il fit la donation du 30 Septembre 1690 , les titres publics & domestiques se réunissent pour le confondre ; qu'il entreprenne d'allier cette donation avec les qualités que les enfans de M. de Seignelay ont été obligés de prendre dans sa succession , les principes les plus invariables reclament contre ce concours ; enfin qu'il cherche à affoiblir le suffrage constant de la famille & le sien propre par toutes les subtilités qu'il imagine , il suffit de le rappeler aux actes qu'il a signés ou adoptés , pour le faire voir dans tous les tems contraire à lui-même.

En un mot , les fins de non-recevoir les plus victorieuses , les moyens les plus solides au fond , tout condamne son entreprise , & établit la justice & la régularité de la Sentence dont est appel.

*FAIT.* M. de Seignelay, Ministre & Secrétaire d'Etat , fut attaqué à la fleur de son âge d'une maladie d'autant plus dangereuse , que les coups qu'elle portoit étoient d'abord en quelque maniere imperceptibles. Le zele qui l'animoit pour le service du Roi , la confiance qu'inspire la jeunesse , lui firent négliger les atteintes d'un mal qu'il ne connoissoit pas , & ne servirent qu'à le rendre plus incurable.

Il se déclara en 1690 d'une maniere à donner les plus vives alarmes ; on employa tous les secours que l'on pouvoit attendre de la capacité & de l'expérience de ce grand nombre de Médecins que rassemblent ordinairement & la Cour & la Capitale du Royaume. Leurs soins , leur attention , leurs remedes , tout demeura sans succès ; on fut réduit à chercher dans les Provinces un de ces hommes dont l'éloignement augmente la réputation , & qui semblent réservés pour des cures extraordinaires. Le sieur Pailhous , Médecin de Saint-Chinian en Languedoc , fut appelé & se rendit auprès de M. de Seignelay ; mais quelqu'intérêt qu'il

eût de se signaler dans une occasion si éclatante , & quelques ressources qu'il mît en œuvre pour y réussir , le mal étoit parvenu à un tel période qu'il ne put le surmonter , tout annonça une décadence prochaine.

M. de Seignelay qui ne pouvoit plus s'aveugler sur son état , soutenoit autant que sa foiblesse le pouvoit permettre le poids du Ministère : il affectoit de cacher aux yeux de son Roi & du Public le danger de sa situation , mais il ne pouvoit se le déguiser à lui-même ; il ne s'occupa donc plus que du soin d'arranger ses affaires domestiques , & de pourvoir à la distribution de ses biens qui alloient incessamment lui échapper.

Il avoit alors cinq enfans mâles : il crut devoir procurer à son aîné de plus grands avantages que ceux qui lui étoient destinés par les dispositions des Coutumes où ses Terres étoient situées. Ce fut dans cet esprit que le 30 Septembre il lui fit une donation entre-vifs de la Terre & Marquisat de Seignelay , & autres Terres situées dans les Provinces de Champagne & de Bourgogne. M. de Seignelay ne doutoit pas qu'outre cette Terre que son fils aîné auroit comme Donataire , il ne fût en droit de prendre encore sa portion héréditaire dans les autres biens de sa succession ; sans cela la donation , loin d'être un avantage pour l'aîné , anroit à peine suffi pour sa légitime.

Ce fut dans le même esprit qu'il chargea la donation d'une substitution graduelle , perpétuelle & masculine , d'abord en faveur des descendans mâles de son fils aîné , & ensuite en faveur de ses freres & de leurs descendans mâles ; disposition qui justifie parfaitement que la vue de M. de Seignelay étoit de former une espece de préciput de cette Terre , de la distraire de la masse de ses biens , pour en faire entre ses descendans mâles l'apanage de la primogéniture.

Quoi qu'il en soit , on voit que cette donation fut insinuée à Paris , lieu du domicile de M. de Seignelay , mais elle n'a point été insinuée dans les Jurisdictions de la situation des Terres données : formalité essentielle cependant , & dont l'omission emporte nullité radicale de la donation , même à l'égard des héritiers du Donateur , suivant l'article 58 de l'Ordonnance de Moulins.

Peu de tems après l'époque de cette donation , c'est-à-dire , le 5 Octobre 1690 , le Roi partit pour Fontainebleau. M. de Seignelay , malgré l'excès de son zele , ne put suivre son Maître ; sa foiblesse , son épuisement ne lui permettoient pas de risquer

un voyage de quinze ou seize lieues; on voit par une suite de Lettres, qu'il continua son séjour à Versailles jusqu'au 7 Octobre; ce fut alors qu'il se fit transporter à Paris où il donna tous ses soins à rédiger ses dernières volontés pour consommer l'arrangement qu'il avoit commencé par la donation du 30 Septembre.

Frappé des idées d'une mort prochaine, il ne pensa qu'à la distribution qui devoit être faite de ses biens après son décès. Dès le 14 Octobre il regla les récompenses qu'il vouloit faire à ses Domestiques. Voici la forme de cet acte qui est d'une conséquence infinie, il commence par un titre conçu en ces termes : *Etat de ce que je veux être distribué à mes Domestiques APRE'S MA MORT.*

Il fait ensuite ses dispositions, qui consistent à laisser aux uns des pensions viagères, aux autres des sommes en argent, à *M. de Cellieres mon Aumônier*, 300 liv. de pension viagère, & 1000 l. une fois payées; à *Chavigny* 500 livres de pension viagère; à *Cardot* 200 livres une fois payées, & ainsi des autres, à chacun desquels il donne différentes récompenses. Cet acte important finit ainsi : *Fait à Paris ce 14 Octobre 1690.* Signé, DE SEIGNELAY.

Ce n'étoit là qu'une partie du testament qu'il se proposoit de faire incessamment; il le rédigea quatre jours après, c'est-à-dire, le 18 Octobre. Il y annonce d'abord le danger de son état. *L'incertitude où je suis*, dit-il, *de l'événement de ma maladie, m'oblige de donner ordre à mes affaires, & à faire savoir par cet écrit quelle est ma dernière volonté sur la disposition de mes biens.* Après quelques legs pieux, il nomme Madame de Seignelay sa femme, Tutrice de ses enfans, *ne pouvant leur donner personne d'une vertu plus solide & d'un plus véritable mérite*; il prie M. Puffort d'accepter la tutelle conjointement avec elle, & de nommer ensemble un Tuteur onéraire.

Il veut que l'on pourvoie au plutôt au paiement de ses dettes sur le prix de la vente de ses meubles, & d'une ou deux maisons. Il avoit pour 950000 liv. de brevets de retenue dont il pouvoit disposer à son gré au profit de ses enfans, sans qu'ils fussent obligés d'en faire aucun rapport à sa succession; il en donne 300000 livres au Comte de Creully son second fils, & veut que le surplus soit partagé également entre les trois puînés, *ne faisant point mention*, dit-il, *de mon fils aîné qui est assez avantage d'ailleurs.*



Il est évident qu'il entendoit par cet avantage la donation qu'il avoit faite le 30 Septembre précédent , & que c'est ce qui le détermine à ne lui faire aucune part dans les brevets de retenue.

Pour le surplus de ses biens , il s'en rapporte aux dispositions des Coutumes où ils sont situés.

Enfin il recommande ses enfans à Messieurs les Ducs de Chevreuse & de Beauvilliers.

Ce testament est encore daté de Paris , & finit ainsi : *Fait à Paris le 18<sup>e</sup> jour d'Octobre 1690.* Signé, COLBERT DE SEIGNELAY.

Il paroît que M. de Seignelay demeura à Paris jusqu'au 22 du même mois, qu'il se fit encore transporter à Versailles où il mourut le 3 Novembre suivant. Le lendemain M. le Coadjuteur de Rouen son frere , déposa chez un Notaire au Châtelet le testament & l'état du 14 Octobre qui y étoit annexé. Bientôt la nouvelle de sa mort fut annoncée à la France & à toute l'Europe , avec cette circonstance qu'une vérité universellement reconnue pouvoit seule faire relever alors , qu'il étoit décédé *après une longue maladie.*

On ne pensa à faire un partage entre ses enfans qu'en 1707 , il fut fait en présence des parens des mineurs. On y reconnut que la donation de 1690 étoit nulle par elle-même , parce que les Coutumes de Sens & d'Auxerre , dans lesquelles les Terres données se trouvoient situées , exigeant une survie de quarante jours pour les donations faites en maladie , & M. de Seignelay étant mort trente-deux jours après celle-ci , elle ne pouvoit plus se soutenir. En conséquence on convint que la Terre de Seignelay seroit partagée *ab intestat* , comme les autres biens , & que les brevets de retenue même entreroient dans la masse du partage , le Marquis de Seignelay fils aîné n'en ayant été exclus par le testament qu'en considération de l'avantage que son pere croyoit lui avoir fait par la donation , & dont il ne pouvoit profiter.

Le Marquis de Seignelay fils aîné mourut en 1712 , sans enfans mâles. Si la donation de 1690 avoit pu se soutenir , le droit du sieur d'Estouteville pour demander l'ouverture de la substitution étoit ouvert , & il ne l'auroit pas négligé s'il avoit conçu la plus légère espérance d'y réussir ; mais il auroit soulevé toute la famille instruite de l'état où étoit M. de Seignelay au jour de cette donation ; il ne crût donc pas devoir hasar-

der une pareille demande ; mais la minorité de la Demoiselle de Seignelay , depuis mariée à M. le Duc de Luxembourg , lui parut une circonstance favorable pour se ménager d'autres avantages.

Il prit des Lettres de rescision contre le partage de 1707. Il n'étoit pas difficile de le renverser , c'étoit un acte fait en minorité ; aussi son principal objet fut-il de régler les opérations du nouveau partage d'une manière qui lui fût plus avantageuse que les principes que l'on avoit suivis dans le premier. Il se plaignit de ce qu'on avoit donné trois préciputs au Marquis de Seignelay son frere dans les Terres de Champagne & de Bourgogne , prétendant qu'elles ne formoient ensemble que le seul Marquisat de Seignelay , & par conséquent qu'elles ne donnoient lieu qu'à un seul préciput. Il se plaignit de ce qu'on avoit fait entrer les brevets de retenue en partage , prétendant qu'il falloit suivre la disposition que M. de Seignelay en avoit faite par son testament. Il forma encore d'autres difficultés.

Ces contestations ayant été renvoyées devant des Commisaires , furent réglées par un Arrêt du 20 Septembre 1723 , par lequel les Lettres de rescision furent entérinées , & le nouveau partage ordonné ; mais sans avoir égard aux demandes du Comte de Creully , on ordonne que les brevets de retenue entreront dans le nouveau partage , que toutes les Terres de la succession seront estimées ; que la Demoiselle de Seignelay , comme héritière de son pere , aura un préciput dans chacune des Coutumes de Sens , de Troyes & d'Auxerre , dans lesquelles les Fiefs & Terres composant le Marquisat de Seignelay sont situés ; & que jusqu'au nouveau partage les Parties continueront de jouir par provision des biens qui leur étoient échus par le premier.

Le sieur d'Estouteville s'est pourvu en cassation contre cet Arrêt , il en a été débouré , & n'a fait depuis aucun mouvement pour parvenir au nouveau partage ; mais pour se dédommager de ce que toutes les espérances qu'il avoit conçues de ce côté étoient évanouies , il s'est retourné d'un autre , & a prétendu faire valoir la substitution portée par la donation de 1690.

Il en a formé la demande en 1724 ; mais par la Sentence qui est intervenue le 31 Mars 1727 , après onze Audiences de plaidoieries , il a été déclaré non-recevable & mal-fondé dans cette demande. Un silence de dix années sembloit annoncer un acquies-

cement formel de sa part ; il s'est réveillé cependant en 1737, il a pris un relief d'appel, & a poursuivi de nouveau M. le Duc & Madame la Duchesse de Luxembourg sur sa demande.

Par une Requête du 21 Mai 1738, le sieur d'Estouteville a demandé acte de ce qu'il dénioit formellement que M. de Seignelay au tems de la donation du 30 Septembre 1690, fût gisant au lit malade de la maladie dont il est décédé, & de ce qu'il articuloit qu'il avoit voyagé de Paris à Versailles, & avoit vaqué aux fonctions de sa Charge depuis la donation, & a demandé permission d'en faire preuve.

Enfin par une Requête du 6 Juin, il a demandé acte des déclarations faites par M. & Madame de Luxembourg à l'Audience, que lors de la donation M. de Seignelay n'étoit enlevé ni à la société ni à la gestion des affaires publiques, & qu'il y a vaqué ; & attendu la preuve résultante du propre aveu & reconnoissance de M. & de Madame de Luxembourg, que M. de Seignelay n'étoit point dans l'état de maladie requise par l'article 277, ni même malade, que ses conclusions lui fussent adjudgées.

C'est ainsi que le sieur d'Estouteville se retourne en mille formes différentes pour faire valoir sa prétendue substitution ; mais malgré ses efforts, il ne parviendra jamais à détruire ni les fins de non-recevoir, ni les moyens qui s'élèvent contre sa prétention. M. le Duc & Madame la Duchesse de Luxembourg trouveront toujours une défense simple, mais décisive dans ces deux parties de leur système.

Elles se tirent, 1°. de ce que la donation de 1690 a déjà été proscrite ; 2°. de l'incompatibilité des qualités que le sieur d'Estouteville veut réunir.

*Fins de non-recevoir.*

*Première fin de non-recevoir.* La donation de 1690 a déjà été proscrite. Dans le partage de 1707, on a reconnu que ce titre étoit nul, & que la Terre de Seignelay devoit être partagée *ab intestat* ; c'est le jugement qu'en ont porté les personnes de la famille les plus illustres & les plus éclairées ; aussi cette Terre a-t-elle été réellement partagée par tiers entre les trois enfans mâles qui se trouvoient alors vivans, en prélevant seulement au profit du Marquis de Seignelay les préciputs qui lui étoient attribués comme aîné par les Coutumes de Sens, de Troyes & d'Auxerre. Ce jugement de la famille est d'un grand poids, parce qu'il est l'ouvrage de personnes qui n'étoient animées que de l'esprit de justice, qui devoit regner entre les trois freres, & qu'ils ont été

déterminés par la connoissance d'un fait qui leur étoit alors très-présent.

D'ailleurs le sieur d'Estouteville qui a attaqué ce partage, n'a pas pu se plaindre des coups portés à la donation de 1690, quoique par le décès de son frere aîné, la substitution fût ouverte à son profit ; au contraire dans une Requête du 23 Mai 1722, il reconnoît expressément, *que cette donation n'a point eu de lieu, tant parce qu'elle avoit été faite pendant la maladie dont le Donateur est mort, que faute de la survie de quarante jours requise par la disposition de la Coutume d'Auxerre où les biens donnés étoient situés.* Voilà encore un Jugement que le sieur d'Estouteville a prononcé lui-même, qu'il a prononcé en pleine majorité, & dans un tems où il plaidoit avec le plus de chaleur contre la Demoiselle de Seignelay sa niece. Comment peut-il aujourd'hui combattre une vérité qu'il a reconnue alors si expressément ?

Mais ce qui acheve de lui imposer silence, c'est l'Arrêt du 20 Septembre 1723, dans lequel on a rejeté expressément cette donation. Deux dispositions dans ce Jugement établissent cette vérité. 1°. On ordonne un nouveau partage *ab intestat* de tous les biens de la succession, & à cet effet une estimation par Experts de toutes les Terres qui la composent ; on y comprend donc la Terre de Seignelay comme les autres. Mais si le partage de cette Terre est ordonné par un Jugement contradictoire & en dernier ressort dans le tems même que la substitution étoit ouverte, comment pourroit-on aujourd'hui par un autre Arrêt la tirer de la masse du partage en vertu de la substitution ? 2°. Sans s'arrêter à la demande du sieur d'Estouteville, à ce que la Dame de Seignelay n'eût qu'un seul préciput dans cette Terre, on ordonne par l'Arrêt qu'elle aura un préciput dans chacune des trois Coutumes de Sens, de Troyes & d'Auxerre. Comment exécuter cette disposition si la Terre n'est point partagée, & si elle est adjugée toute entiere au sieur d'Estouteville comme substituée ?

Tout se réunit donc pour cimenter la fin de non-recevoir, le Jugement de la famille entiere dans le partage de 1707, le Jugement propre du sieur d'Estouteville dans la Requête de 1722 ; enfin ce qui est encore plus décisif, l'autorité d'un Arrêt contradictoire qui a jugé qu'on ne devoit avoir aucun égard à cette donation, & qu'il falloit proceder au partage comme si elle n'avoit jamais été faite.

Le sieur d'Estouteville a passé rapidement sur cette fin de non-recevoir ;

non-recevoir ; il a cru qu'en affectant de la mépriser , elle ne feroit plus la même impression : mais cette fausse sécurité n'en imposera à personne.

Il a prétendu qu'on ne pouvoit lui opposer le partage de 1707 , parce qu'il n'y étoit pas dit un seul mot de la maladie de M. de Seignelay au tems de la donation ; il s'est même récrié contre la supposition qui avoit regné à cet égard dans la défense de M. & Madame de Luxembourg : mais le vain triomphe qu'il s'arroge ne roule que sur une équivoque qui tombe à la première réflexion.

Les Coutumes de Sens & d'Auxerre portent que , *si le Donateur est malade au tems de la donation , & qu'il decede dedans les quarante jours après , la donation est réputée testamentaire , & à cause de mort , qu'elle vaut comme telle & non autrement.* Sur ce fondement on a déclaré dans le partage de 1707 , que la mort de M. de Seignelay étant arrivée trente-deux jours après la donation , la rendoit nulle. N'est-il pas plus clair que le jour que cette nullité prononcée par le partage , n'a eu son fondement que dans la maladie de M. de Seignelay au tems de la donation ? La survie de quarante jours n'est nécessaire que pour les donations faites en maladie ; il falloit donc que M. de Seignelay fût malade au tems de la donation , puisqu'on établit la nullité de cet acte sur ce qu'il n'a survécu que trente-deux jours.

Il semble , à entendre le sieur d'Estouteville , qu'il falloit faire un argument en forme dans le partage de 1707 , & dire : Les Coutumes de Sens & d'Auxerre veulent que les donations faites par un malade qui ne survit pas quarante jours , soient réputées testamentaires. Or M. de Seignelay étoit malade le 30 Septembre 1690 , & n'a pas survécu quarante jours ; donc cette donation est caduque. On parle plus simplement dans un partage , on se contente d'indiquer sommairement le principe qui opere la nullité de la donation ; mais dans l'exposé sommaire du moyen est renfermé de droit tout ce qui est nécessaire pour le faire valoir.

C'est une illusion de dire que les auteurs du partage ont supposé que toute donation , même faite en santé , étoit nulle quand le Donateur n'avoit pas survécu quarante jours , & qu'ils sont tombés dans une erreur de Droit ; un partage si important , & lors duquel on a consulté sans doute ce qu'il y avoit de plus éclairé , peut-il être susceptible d'une erreur si grossière ? Comment ! on proscriit la donation d'une Terre de plus de 30000 liv.

Coutumes de Sens & d'Auxerre n'exigent la survie de 40 jours que pour les legs.

Un partage indique les moyens & ne les explique pas. L'explication se supplée.

de rente sur le fondement d'un moyen tiré de la disposition de deux Coutumes , & on imagine aujourd'hui que les auteurs de ce partage n'ont pas même pris la peine de lire le texte de ces deux Coutumes : texte si clair qu'il n'y a personne au monde qui puisse s'y tromper. Quel égarement !

Quant au Jugement que le sieur d'Estouteville a prononcé lui-même sur le sort de la donation par sa Requête de 1722 ; il est si clair & si formel , qu'on n'a pu l'éluder qu'en rejetant sur l'Avocat au Conseil du sieur d'Estouteville la vérité qui le blesse , comme si une pareille défaite pouvoit être adoptée en Justice. Si cela étoit , tous les aveux , toutes les déclarations d'une Partie dans la suite d'un Procès , seroient comptés pour rien , parce qu'on en seroit quitte pour dire : c'est mon Procureur , c'est mon Avocat au Conseil qui a parlé ainsi ; mais le fait du Procureur ou de l'Avocat au Conseil est celui de la Partie même jusqu'à ce qu'il soit défavoné ; & depuis plus de dix ans que cette Requête a été opposée au sieur d'Estouteville , il n'a jamais osé hasarder le défaveu : il faut donc écarter une défaite si grossière , & convenir que long-tems après l'ouverture de la prétendue substitution , le sieur d'Estouteville en a reconnu lui-même la caducité.

Fait du Procureur , fait de la Partie , jusqu'au défaveu ; & de même de l'Avocat au Conseil.

Ce n'est pas même par cette Requête seule qu'il s'est déclaré sur cette question ; & puisqu'il veut qu'on lui oppose quelque chose de plus personnel , pour mettre la fin de non-recevoir dans tout son jour , ne suffiroit-il pas de lui rappeler les demandes qu'il avoit formées devant les Commissaires ? Non-seulement il a demandé un partage général & une estimation de tous les biens , mais il a conclu singulièrement à ce que Madame de Luxembourg ne pût prendre qu'un seul préciput dans la Terre de Seignelay. S'il avoit prétendu que la donation & la substitution de cette Terre dût subsister , cette demande auroit été directement contraire à son objet ; il l'a formée cependant , il a donc reconnu que l'acte du 30 Septembre 1690 ne pouvoit avoir aucune exécution.

Enfin qu'oppose-t-il à l'Arrêt du 20 Septembre 1723 , qui ordonne le partage général de tous les biens entre les trois enfans de M. de Seignelay , comme héritiers *ab intestat* , qui comprend singulièrement la Terre de Seignelay dans le partage , en accordant trois préciputs à Madame de Luxembourg , qui fait entrer les mêmes brevets dans le partage , attendu que les avantages , & notamment la donation faite au profit de l'aîné , n'a-

voient pu avoir lieu ? Veut-il donc faire rendre aujourd'hui un Arrêt directement contraire à celui qui est déjà intervenu entre les Parties ? Il a gardé à cet égard un silence profond , & par-là il a fait sentir l'impossibilité où il étoit de vaincre un obstacle si insurmontable.

*Seconde fin de non-recevoir.* Elle est tirée de l'incompatibilité des qualités que le sieur d'Estouteville veut réunir. Il est héritier de M. de Seignelay son pere , en cette qualité il a fait ordonner le partage général de sa succession par l'Arrêt de 1723 ; & l'on peut à chaque instant procéder à ce partage qui n'est point encore fait , mais en même tems il prétend être Donataire , & à ce titre distraire la Terre de Seignelay du partage , & la prendre à titre singulier. Qu'il ouvre la Coutume , & il y verra sa condamnation bien écrite dans les articles 303 , 304 , 305 , 306 & 307. L'article 303 porte : *Que pere & mere ne peuvent par donation faite entre-vifs avantager leurs enfans venans à leurs successions , les uns plus que les autres.* L'article 304 : *Que les enfans venans à succession de pere ou mere , doivent rapporter ce qui leur a été donné , pour avec les autres biens de ladite succession , être mis en partage entr'eux , ou moins prendre.* L'article 305 établit la forme du rapport. L'article 306 , la nécessité de rapporter non-seulement ce qui nous a été donné , mais encore ce qui a été donné à nos enfans. Enfin l'article 307 ajoute : *néanmoins , où celui auquel on auroit donné se voudroit tenir à son don , faire le peut en s'abstenant de l'hérédité , la légitime réservée aux autres.*

Il résulte de tous ces articles qu'un enfant ne peut jamais conserver la donation , l'avantage qui lui a été fait , & venir outre cela à partage avec ses freres & sœurs ; il faut qu'il opte nécessairement entre les qualités de donataire & d'héritier. Veut-il venir à la succession ? En ce cas , *il faut rapporter ce qui lui a été donné , pour avec les autres biens de la succession , être mis en partage , article 304 ;* au contraire , veut-il se tenir à son don ? En ce cas , *il faut qu'il s'abstienne de l'hérédité , art. 307.* Par quel privilege le sieur d'Estouteville veut-il être affranchi de cette regle austere , dictée par la plus profonde sagesse , & qui n'a pour objet que de se rapprocher , autant qu'il est possible , de cette égalité entre les enfans , si chere à la nature , & si précieuse à la Loi ?

Pour échapper à un moyen si accablant , le sieur d'Estouteville invoque l'article 300 de la Coutume , qui porte : *Aucun*

Egalité en  
partage , vœu  
de la Nature  
& de la Loi.

*ne peut être héritier & légataire d'un défunt ensemble.* Il fait un long commentaire sur ce texte ; il prétend qu'un enfant ne peut pas être héritier de son pere, & prendre au moment de l'ouverture de sa succession quelque effet particulier à titre de légataire ; mais que ce qu'il ne peut pas faire au moment de l'ouverture de la succession, il le peut faire quelques années après, en sorte qu'il peut être héritier & légataire, pourvu que le droit de demander la délivrance du legs ne soit ouvert que quelque tems après la mort du pere. Il prétend trouver cette distinction dans ces termes de l'article 300 : *ne peut être héritier & légataire d'un défunt ensemble.* Enfin il ajoute que c'est ce qui a été jugé en faveur de M le Pileur par l'Arrêt du 14 Mars 1730, & même par un Arrêt de 1678, rapporté dans le Journal du Palais.

Mais en premier lieu, quand le sieur d'Estouteville veut être héritier & Donataire de son pere, quand on lui oppose cinq articles de Coutume qui le défendent expressément, pourquoi va-t-il chercher un autre article qui ne parle que de la qualité de légataire dont il ne s'agit pas, & qui ne parle point de celle de Donataire dont il s'agit ? C'est qu'il a cru pouvoir faire naître une équivoque sur l'article 300, & qu'il n'a pas trouvé le moindre jour à en former sur les articles 303, 384, 305, 306 & 307. Ces articles sont clairs, sont lumineux, ne sont susceptibles d'aucun commentaire qui obscurcisse le texte ; ce sont ceux qui sont propres à la question : il faut donc s'y renfermer, & abandonner sans conséquence au sieur d'Estouteville toute sa paraphrase sur l'article 300.

Ne pas sortir  
du siege de la  
question.

En second lieu, si nous étions dans le cas d'un legs particulier, l'équivoque que l'on fait naître sur l'article 300 seroit bien facile à dissiper. L'article 300 porte expressément qu'aucun ne peut être héritier & légataire d'un défunt ensemble. La Coutume a-t-elle donc prétendu par-là qu'un enfant pourroit être héritier de son pere au moment de l'ouverture de sa succession, & six mois après devenir légataire de son pere, en conservant toujours la qualité d'héritier, quoiqu'il ne pût pas être héritier & légataire au moment de la mort du pere ? Cela seroit d'une absurdité si sensible, qu'il n'est pas permis de l'imputer à la Coutume. Ces termes : *aucun ne peut être héritier & légataire d'un défunt ensemble*, signifient uniquement que l'on ne peut pas réunir les deux qualités, ni être un seul instant saisi de toutes



les deux. Qu'on les réclame toutes deux à la mort du pere, ou qu'après avoir pris la qualité d'héritier à la mort du pere, on demande quatre ans, dix ans après, celle de légataire, en conservant toujours celle d'héritier, n'est-il pas évident que c'est également contrevenir à la Coutume, puisque dans le dernier cas on réunit les deux qualités en même tems, on est héritier & légataire d'un défunt ensemble ? Il est vrai qu'on ne les a pas toujours réunies, mais on les réunit au moment que l'on demande le legs, & par conséquent on est dans le cas de la prohibition de la Coutume.

Les Arrêts que l'on oppose sont sans application, rien n'est plus étranger que celui de M. le Pieur. Madame Paviot sa tante avoit fait un legs particulier de 60000 livres à la Demoiselle du Bouillon sa petite-niece, & avoit substitué M. le Pieur qui étoit un de ses héritiers *ab intestat*. Après la mort de Madame Paviot, sa succession fut partagée entre ses héritiers ; M. le Pieur y avoit un sixieme ; en même tems le legs de 60000 livres fut délivré par tous les héritiers à la Demoiselle du Bouillon : il n'y avoit aucun prétexte pour le contester. Dans la suite la Demoiselle du Bouillon étant décédée, M. le Pieur demanda l'ouverture de la substitution, qui lui fut contestée, non pas par les héritiers de Madame Paviot testatrice, mais par la Dame Favre seule, comme héritiere mobilière de la Demoiselle du Bouillon sa fille ; elle se fondeoit sur l'article 300, & disoit à M. le Pieur : Vous ne pouvez pas être héritier & légataire de Madame Paviot ensemble. Mais que répondoit M. le Pieur ? L'incompatibilité des deux qualités ne peut être opposée que par les co-héritiers : c'est un principe reconnu de tout le monde ; les héritiers de Madame Paviot, qui sont mes co-héritiers dans sa succession, ne se plaignent point & n'ont point d'intérêt de se plaindre, parce que si la substitution étoit caduque, ils n'en profiteroient pas, & les 60000 liv. comme biens libres, passeroient aux héritiers de la Demoiselle du Bouillon. Ainsi ceux qui pourroient m'opposer l'incompatibilité ne le font pas, & n'ont point d'intérêt de le faire ; pour vous, vous n'avez point de qualité pour m'opposer ce moyen, parce que vous n'agissez que comme héritiere de votre fille, & que l'héritier du légataire particulier ne peut jamais secouer le joug de la substitution qui est une charge expresse de son legs. Voilà quel fut le fondement de l'Arrêt. Mais a-t-il ici quelque application, quand le sieur d'Estouteville plaide contre ses co-héritiers dans la succession de M. de Seignelay pour dis-

Incompati-  
bilité de l'art.  
300 ne peut  
être opposée  
que par un  
héritier.

traire la Terre de Seignelay, de la masse du partage, en vertu d'une disposition particuliere faite à son profit ?

Sens de l'Arrêt de; Godin ,  
1373, Journal  
du Palais.

A l'égard de l'Arrêt de 1678, tout ce qui résulte de l'ouvrage dans lequel il est compilé, est que la question fut agitée dans un tems où elle n'étoit pas encore née. La portion héréditaire de Catherine Godin avoit été substituée par sa mere, d'abord en faveur des enfans qu'elle pourroit avoir dans la suite, & au défaut d'enfans, en faveur des nieces de Catherine Godin, filles d'un frere prédécédé. Catherine Godin demandoit la nullité de la substitution, parce que ses nieces ne pouvoient pas être héritieres de leur ayeule, & légataires; mais Catherine Godin étant vivante, & pouvant même avoir des enfans en faveur desquels la substitution viendrait à s'ouvrir, on ne pouvoit pas détruire la substitution par avance, puisque les premiers appelés à la substitution étoient constamment en droit d'en profiter. On se contenta donc d'ordonner que la légitime de Catherine demeureroit libre. Une espece si étrangere ne devoit point servir à embarrasser la Cause.

Mais, encore une fois, il ne s'agit point ici de l'incompatibilité des qualités d'héritier & de légataire dont parle l'article 300; il s'agit de l'incompatibilité de celles de donataire & d'héritier, dont parlent les art. 304 & 307: celles-là ne se forment jamais ensemble, puisque la donation saisit le donataire du vivant du donateur, & que la qualité d'héritier ne le saisit qu'après la mort; cependant la Coutume veut qu'en aucun tems elles ne puissent concourir; elle veut que si le donataire appréhende la succession, il rapporte ce qui lui a été donné. Le sieur d'Estouteville est donc précisément dans ce cas, il se trouve même dans une circonstance bien remarquable, c'est que le partage de la succession n'est point encore fait, & que dans le même tems qu'il veut recueillir la Terre de Seignelay comme donataire, il veut partager comme héritier de la succession de M. de Seignelay, actuellement indivise.

En ligne directe quand le donataire appréhende la succession, il doit le rapport de ce qui lui a été donné.

Ces fins de non-recevoir sont insurmontables; cependant, quand on pourroit les écarter pour un moment, la défense de Monsieur le Duc & de Madame la Duchesse de Luxembourg au fond est appuyée sur des moyens si solides, qu'elle n'auroit rien à craindre de la prétention du sieur d'Estouteville.

MOYENS.

La donation du 30 Septembre 1690 se trouve caduque par deux moyens, l'un tiré de la situation du donateur, qui ne pou-

voit pas donner ; l'autre de la situation du donataire qui ne pouvoit pas profiter de la donation.

*Premier Moyen.* On soutient que M. de Seignelay ne pouvoit pas faire une donation entre-vifs le 30 Septembre 1690, & que, soit qu'on consulte les Coutumes de Sens & d'Auxerre, soit qu'on s'attache à celle de Paris, la disposition qu'il a faite de la Terre de Seignelay est également insoutenable.

Ce moyen dépend d'un point de fait qu'il faut commencer par éclaircir. M. de Seignelay étoit-il malade le 30 Septembre 1690, ou au contraire n'a-t-il été attaqué d'une maladie mortelle que le 28 Octobre suivant, comme le prétend le sieur d'Estouteville ? Si la maladie est bien prouvée au tems de la donation, les différentes Coutumes se réuniront également pour la proscrire.

On pourroit distribuer les preuves de la maladie de M. de Seignelay au tems de la donation en bien des parties différentes ; mais pour ne point fatiguer par le nombre, on les réduit à trois principales. Première preuve, par la conduite de M. de Seignelay & par les actes de son fait. Seconde preuve, par les quittances des Médecins & Chirurgiens qui l'ont vu, qui l'ont assisté dans sa maladie. Troisième preuve, par les témoignages que l'on trouve répandus par-tout de la durée de cette même maladie.

Premièrement, quelle a été la conduite de M. de Seignelay ? Les monumens publics nous apprennent, & le sieur d'Estouteville le publie lui-même dans un de ses Mémoires imprimés, que M. de Seignelay qui avoit monté la Flotte du Roi en 1689, s'étoit proposé d'avoir le même honneur en 1690. Pourquoi n'en a-t-il pas joui ? L'estime & la confiance de son Prince étoit-elle altérée ? C'est ce que personne au monde ne peut penser : il jouissoit au contraire de toute la faveur de son Roi ; mais l'état de langueur & d'épuisement auquel il fut réduit dans le cours de cette année ne lui permit pas de se charger d'une commission qui exige la plus forte & la plus parfaite santé. Le progrès du mal faisant sentir le danger de son état, il ne s'occupe que des moyens d'assurer la fortune de ses enfans ; il obtient des Brevets de retenue sur toutes les grandes Charges dont il étoit revêtu ; il travaille à former de grandes Terres par les réunions de plusieurs Fiefs qu'il fait autoriser par des Lettres Patentes. Il est vrai qu'on peut donner à ces premières démarches d'autres motifs que l'état de sa santé ; mais les faits qui vont

suivre, ne laisseront plus d'équivoque sur les vues dont M. de Seignelay étoit animé dans les mesures dont on vient de rendre compte.

Il n'avoit alors que trente-neuf ans; il avoit cinq enfans mâles, dont l'aîné avoit à peine six ans. Dans une pareille situation, un homme qui doit compter encore sur une longue suite d'années, & qui voit croître tous les jours sa fortune, ne pense guère à faire des dispositions pour perpétuer l'éclat de son nom; ces sortes d'arrangemens se réservent ordinairement pour le tems du mariage d'un fils aîné: mais M. de Seignelay qui sentoît la mort s'avancer à grands pas, précipite ses dispositions, & le 30 Septembre il donne à son fils aîné le Marquisat de Seignelay avec toutes les Terres qu'il avoit en Bourgogne & en Champagne; il fonde une substitution graduelle & masculine, & ne craint point de se dépouiller dans un âge où les autres commencent à peine à goûter les douceurs d'une propriété libre.

Un Ministre  
ne s'absente  
pas sans de  
fortes raisons.

Le Roi étoit prêt alors à faire un voyage à Fontainebleau; que de motifs engageoient M. de Seignelay à le suivre! Son devoir qui ne lui permettoit pas de s'éloigner, lorsqu'il pouvoit avoir à chaque moment les affaires les plus importantes à communiquer, & les ordres les plus pressans à recevoir; son zele pour un Prince qui l'honoroit de sa confiance & de ses bontés; son intérêt propre qui n'oublie jamais le mérite & les avantages de l'assiduite; mille autres motifs encore que l'on ne néglige jamais dans ces places éminentes, où l'on en sent toutes les conséquences: cependant M. de Seignelay sacrifie tout à la situation de sa santé, & se trouve réduit à la nécessité d'abandonner le Roi. Il est plus aisé de sentir toute la force de ce moyen que de l'exprimer.

Il est vrai que le sieur d'Estouteville ne veut pas convenir du fait & hasarde même quelquefois le fait contraire, en insinuant que M. de Seignelay se rendit à Fontainebleau; mais il est aisé de dissiper jusqu'au moindre doute à cet égard. Le Roi partit pour Fontainebleau le 5 Octob. & nous voyons par plusieurs Lettres de M. de Seignelay, datées de Versailles, qu'il y étoit encore le 7 du même mois; il vint à Paris le 8, & y resta jusqu'au 22. Cela est prouvé singulièrement par deux actes importants qu'il passa à Paris les 14 & 18 Octobre, & depuis il n'est point sorti de Versailles, comme il paroît par la suite des Lettres datées de ce lieu.

La même vérité résulte encore des quittances de Médecins & Chirurgiens

Chirurgiens qui l'ont vu pendant sa maladie, & entr'autres celle du sieur Pailhous, qui porte qu'il a assisté M. de Seignelay *pendant sa maladie à Paris & à Versailles*, sans parler de Fontainebleau.

Enfin le sieur d'Estouteville lui-même dans sa Requête du 21 Mai 1738, articule que depuis la donation du 30 Septembre, M. de Seignelay son pere a voyagé de Paris à Versailles, & n'ose pas articuler le prétendu voyage de Fontainebleau; on n'auroit pas cru qu'après un aveu si formel, on entendroit encore rebattre à l'Audience une fable abandonnée par une Requête si précise.

Quel indice au surplus nous donne-t-on du voyage de Fontainebleau attribué à M. de Seignelay? Quelques ordres qu'il a expédiés, & qui sont datés de Fontainebleau; mais si l'on consulte ceux qui connoissent l'usage qui s'observe dans les Bureaux des Secretaires d'Etat, ils répondront aussi-tôt que tous les ordres que l'on expédie au nom du Roi, sont toujours datés du lieu où le Roi fait actuellement son séjour, quoique le Ministre qui les signe & qui les expédie soit absent; c'est une pratique journaliere sur laquelle on ne peut pas répandre d'équivoque. Il faut donc retrancher l'induction que l'on voudroit tirer de la date de ces ordres, & s'en tenir à toutes les preuves qui établissent que M. de Seignelay ne put pas suivre le Roi dans ce voyage.

Mais de quoi s'occupoit-il à Paris pendant qu'il étoit éloigné de la Cour? On l'a vu dans le fait, il ne travailloit qu'à régler la distribution de ses biens après sa mort. Cette idée toujours présente à son esprit, lui rappelloit sans cesse les dispositions qu'il avoit à faire. Le 14 Octobre il fait un long état de ses Domestiques & des récompenses qu'il leur destine, & comment l'intitule-t-il? *Etat de ce que je veux être distribué à mes Domestiques après ma mort*; il ne parle pas là d'une maniere incertaine; il ne dit pas si je venois à mourir, c'est un homme qui est frappé de l'idée d'une mort prochaine, qui en sent les approches inévitables, & qui dit: Voilà ce que je veux être distribué à mes Domestiques après ma mort.

Le 18 Octob. il fait son testament, il y rappelle l'état du 14, il veut qu'il soit exécuté de point en point, & qu'il demeure annexé à son testament, il annonce le danger de la maladie dont il est frappé, l'incertitude où il est de son événement; il fait des legs pieux, il pourvoit autant qu'il est en lui à la tutelle de ses enfans;

Tout ce qui s'expédie au nom du Roi se date du lieu où le Roi réside, quoique le Ministre n'y soit pas.

Langage d'un homme qui sent les approches de la mort.

il veut que Madame de Seignelay & M. de Puffort ayent la tutelle honoraire, & qu'ils ayent soin de faire nommer un Tuteur oneraire; il recommande ses enfans à Messieurs les Ducs de Beauvilliers & de Chevreuse. En un mot, tout ce que la sagesse, tout ce que la prévoyance, tout ce que la tendresse paternelle peut inspirer à un homme mourant, se trouve dans les dispositions de M. de Seignelay.

L'événement en a fait sentir la nécessité; quatre jours après le testament, il se fait conduire à Versailles, & il y meurt dix jours après.

Que l'on réunisse tous ces faits, il n'est plus permis de douter que M. de Seignelay ne fût depuis long-tems attaqué d'une maladie mortelle, qu'il sentoit les approches de la mort, & que c'est ce qui a déterminé tous les actes qu'il a passés, & la conduite qu'il a tenue. Il renonce au projet qu'il avoit formé de monter la flotte en 1690, il s'empresse d'obtenir des brevets de retenue, de former de grandes Terres; il se dépouille à l'âge de trente-neuf ans de la propriété d'une Terre de plus de 30000 liv. de rente, en faveur d'un enfant de six ans: il abandonne le Roi dans le voyage de Fontainebleau; il règle par un premier acte les récompenses qu'il veut être distribuées à ses Domestiques après sa mort, il dispose du sort de sa famille dans un second; il n'est alarmé que de l'état de ses enfans, il implore le secours de tous ceux à qui ils appartiennent. A ces traits pourroit-on méconnoître un homme mourant qui profite du peu de forces qui lui reste pour assurer le sort de ses enfans, de ses Officiers, de ses Domestiques, & qui ne dispose dans tous ses actes que dans la vue d'une mort prochaine?

La seconde preuve de la maladie de M. de Seignelay, dans le tems de la donation, ce sont les quittances données après sa mort par les Médecins & Chirurgiens qui l'avoient assisté pendant sa maladie. Ces pieces ne sont point suspectes, ce sont des titres communs à tous les enfans de M. de Seignelay. Quel jour ne répandent-elles pas sur la vérité que le sieur d'Estouteville ose contester?

La premiere du 9 Novembre 1690, est la quittance du sieur Pailhoux, *Docteur en Médecine, demeurant ordinairement en la Ville de Saint-Chinian, Province de Languedoc*, c'est la qualité qu'il prend dans la quittance. Il reconnoît avoir reçu 4000 liv. pour ses peines & vacations d'avoir assisté ledit défunt Seigneur M. de Seignelay, dans la maladie dont il est décédé pendant le tems qu'il

*a été dans cette Ville de Paris & à Versailles, & pour son retour en la Ville de Chinian.* Voilà donc un Médecin mandé des extrémités du Royaume pour secourir Monsieur de Seignelay dans sa maladie, qui a vu Monsieur de Seignelay dans sa maladie tant à Paris qu'à Versailles, & qui reçoit pour cela une récompense de 4000 livres. A qui persuadera-t-on, après cela, que M. de Seignelay n'ait été malade que quelques jours, ou qu'il n'eût auparavant qu'une légère indisposition qui ne l'empêchoit point de donner entre-vifs ? Fait-on venir un Médecin de Languedoc pour un homme qui n'est point malade ? Qui ne sent au contraire, que l'extrémité où étoit réduit M. de Seignelay, avoit fait prendre un parti si extraordinaire à un Ministre qui avoit épuisé tous les secours de l'expérience & de la capacité de tant de Médecins rassemblés dans le centre du Royaume ?

Accablé sous le poids d'une preuve si victorieuse, le sieur d'Estouteville a été réduit à imaginer une fable grossière pour écarter la preuve qui s'élève contre sa prétention ; il suppose que le sieur Pailhox étoit un Médecin que M. de Seignelay avoit fait venir pour l'accompagner pendant qu'il monteroit la Flotte du Roi : mais où a-t-il trouvé le plus léger indice sur lequel fût appuyée une pareille imagination ? Elle est démentie d'abord par la quittance du sieur Pailhox, qui ne parle ni directement, ni indirectement de cet objet, & qui au contraire ne fonde la récompense qu'il reçoit que sur ce qu'il a assisté M. de Seignelay pendant la maladie dont il est décédé. Est-il donc permis de substituer une cause imaginaire à une cause bien écrite dans un titre non suspect ?

Ajoutons à cela le compte du Tuteur des enfans mineurs de feu M. de Seignelay, arrêté le 20 Septembre 1695, dans lequel on porte en dépense la somme de 4000 liv. payée au sieur Pailhox, *qui est venu exprès, dit-on, pour traiter ledit défunt Seigneur.* Voilà donc la cause de son voyage, la seule cause bien reconnue par toute la famille, qui a arrêté ce compte dans un tems non suspect.

D'ailleurs si M. de Seignelay avoit voulu avoir un Médecin pour l'accompagner sur la Flotte, n'en auroit-il pas trouvé dans Paris, sans recourir à un Médecin tiré d'une des plus petites Villes de la Province de Languedoc ? dans ce grand nombre de sujets dont la Faculté de Médecine de Paris est composée, ne s'en feroit-il trouvé aucun qui eût voulu s'attacher à la fortune d'un grand Ministre ? C'est donc une vision que d'imaginer que

l'on eût fait venir le sieur Pailhox pour monter la flotte. Si on l'avoit mandé pour cela, ne l'auroit-on pas renvoyé dès que ce projet auroit changé ? On ne se met point en mer au mois de Septembre ; on ne commence point la campagne dans une saison où il faudroit penser à la finir si elle étoit commencée. Que faisoit donc le sieur Pailhox à Paris, non-seulement au mois de Septembre, mais même au mois d'Octobre ? Il est plus clair que le jour qu'il n'y étoit, que parce qu'il avoit été mandé pour venir au secours d'un homme qui ne comptoit plus sur les lumieres des plus grands Médecins du Royaume qui n'avoient pu le soulager.

Ajoutons une dernière réflexion sur cette quittance. Le sieur Pailhox étoit-il mandé le 30 Septembre, ou au contraire n'a-t-il été mandé que depuis ? S'il étoit mandé le 30 Septembre, s'il étoit arrivé, il falloit que M. de Seignelay fût bien malade auparavant ; s'il n'a été mandé que depuis, en quel tems est-il arrivé ? Il n'y a que trente-deux jours d'intervalle entre la donation & la mort, ce tems suffisoit à peine pour donner les ordres à son voyage, pour le faire avertir, pour qu'il fût à Saint-Chinian les arrangemens nécessaires dans une si longue absence, pour lui faire faire un voyage de près de 200 lieues ; il ne seroit donc arrivé qu'aux derniers momens de la vie de M. de Seignelay ; cependant il l'a assisté pendant sa maladie tant à Paris qu'à Versailles, suivant sa quittance ; il est donc évident qu'il étoit au moins mandé avant le 30 Septembre ; & si on avoit fait venir ou mandé dès ce tems-là un Médecin des extrémités du Royaume, peut-on douter que M. de Seignelay ne fût dès-lors attaqué d'une maladie très-dangereuse ?

La Seconde quittance est celle du sieur Burquet, Chirurgien, qui reconnoît avoir reçu 1200 liv. pour *ses peines & vacations d'avoir assisté le défunt Seigneur M. de Seignelay en la maladie dont il est décédé depuis le 15 Juillet dernier.* Il n'y a point ici d'équivoque, voilà une époque antérieure de deux mois & demi à la donation. Que répond le sieur d'Estouteville ? Que ce Chirurgien, pour avoir une plus grosse somme, a supposé une plus longue maladie. On pourroit se dispenser de répondre à une pareille misere. Dans quel tems l'a-t-on payé ? Moins d'un mois après la mort de M. de Seignelay ; mais ignoroit-on combien de tems M. de Seignelay avoit été malade ? Ce Chirurgien pouvoit-il en imposer sur une vérité si publique ? Auroit-on payé pour des mineurs sur le pied d'une maladie de plus de trois mois, si M. de Seignelay n'y avoit été que cinq ou six jours malade ?



La troisième quittance est celle du sieur de Saint-Yon, Médecin, du 28 Décembre 1690. Il reçoit 1500 liv. pour avoir été auprès de M. de Seignelay pendant sa maladie, il n'y étoit pas seul, comme on le vient de voir, quand on lui auroit donné deux pistoles par jour, cela supposeroit une maladie de deux mois & demi, & par conséquent fort antérieure à la donation du 30 Septembre 1690.

Enfin le certificat du sieur Helvetius pere, obtenu par le sieur d'Estouteville lui-même, achève sa condamnation; il est du 18 Janvier 1724. Le sieur Helvetius y déclare qu'il fut *appelé le 1 Novembre 1690 pour voir feu M. de Seignelay qui étoit pour lors malade à Versailles DEPUIS LONG-TEMPS* : ces termes, *depuis long-tems* ne plurent point au sieur d'Estouteville, il pria le S<sup>r</sup> Helvetius de les supprimer; mais par une lettre du sieur Helvetius du 21 Février 1724 il répondit au sieur d'Estouteville qu'il ne le pouvoit, parce *qu'il est du devoir d'un Médecin qui donne un certificat de ne jamais supprimer une partie des circonstances dont il a connoissance*. On voit par-là combien le fait de la longue maladie de M. de Seignelay s'est confirmé dans tous les tems; on voit que le sieur d'Estouteville a fait ce qu'il a pu pour étouffer cette vérité, mais que l'honneur & la probité du sieur Helvetius ne lui a pas permis de se prêter non-seulement à blesser la vérité, mais même à la taire & à la supprimer.

La troisième preuve de la maladie de M. de Seignelay au tems de la donation, se tire de la notoriété publique & de la réunion de tous les suffrages. Le sieur d'Estouteville est scandalisé de ce qu'on lui cite la gazette de France, qui, annonçant la mort de M. de Seignelay avec tous les éloges qui étoient dûs à ses services, n'omit point cette circonstance, qu'il étoit mort à Versailles le 3 Novembre 1690 *après une longue maladie*. Il semble, à entendre le sieur d'Estouteville, que sur un fait de cette qualité, un pareil témoignage ne soit pas digne de la plus légère attention; imaginera-t-on cependant, ou que l'on ait voulu alors tromper le Public, ou que ceux qui avoient part à cet ouvrage aient pu être trompés eux-mêmes sur une circonstance dont toute la Cour & toute la Ville devoient être également instruites? Non sans doute, le sieur d'Estouteville est le seul qui peut refuser sa confiance à un fait que la seule exactitude a pu faire publier alors; tous les Auteurs qui ont écrit depuis, ont parlé de la même manière.

Mais ce qui dissipe jusqu'aux moindres nuages, c'est le suffrage de la famille entière dans le partage de 1707, c'est l'aveu & la

reconnoissance du sieur d'Estouteville lui-même dans toutes les contestations terminées par l'Arrêt de 1723, c'est l'autorité même de ce Jugement. Ces preuves de reconnoissance ont été développées dans les fins de non-recevoir, il suffit de les rappeler en un mot; mais elles sont d'un si grand poids, qu'elles suffiroient seules pour déterminer la Justice. Que pensera-t-on aujourd'hui de l'état où étoit M. de Seignelay il y a quarante-huit ans, si ce n'est ce que tout le monde en a pensé pendant près de quarante ans? Pour connoître une vérité de fait, il faut toujours se rapprocher des tems qui en ont été les plus proches, voir ce qu'on en a pensé, ce qu'on en a dit alors, & si l'on trouve un concours de sentimens & de pensées uniformes sur le même fait, se rendre à un témoignage qui est le plus sûr en pareil cas.

Quel est sur  
les faits le té-  
moignage le  
plus digne de  
toi.

Il est aisé après cela de juger si le reproche que le sieur d'Estouteville fait à Madame de Luxembourg de ne rien prouver sur la maladie de M. de Seignelay, est bien fondé, & si les preuves contraires qu'il prétend rapporter, peuvent balancer celles que l'on vient d'établir; ce seroit à Madame de Luxembourg à tout prouver, & elle ne prouve rien, ce n'est point au sieur d'Estouteville à prouver, & il va cependant le faire de la manière la plus convaincante. Voyons ce que vont enfanter de si magnifiques promesses.

1°. On vient de voir que Madame de Luxembourg établit invinciblement la maladie de M. de Seignelay au moment de la donation; mais si ses preuves étoient moins décisives, conviendrait-il au sieur d'Estouteville de lui en faire un reproche? Il s'agit de l'état de M. de Seignelay au 30 Septembre 1698; si le sieur d'Estouteville avoit osé le contester peu de tems après la mort de M. son pere, si même il en avoit fait naître la question en 1712 à la mort du Marquis de Seignelay son frere aîné, il auroit été facile de joindre de nouvelles preuves à celles qu'on rapporte aujourd'hui; on auroit pu faire entendre cent témoins qui auroient déposé plus affirmativement les uns que les autres du fait & des circonstances de la maladie; mais le sieur d'Estouteville n'élève sur cela aucun doute, au contraire il reconnoît la donation nulle & caduque; il convient que la Terre de Seignelay doit entrer en partage, cela est jugé ainsi par un Arrêt contradictoire; ce n'est qu'au mois de Décembre 1724 qu'au préjudice de ce qu'il avoit reconnu pendant trente-quatre ans, il commence à vouloir faire usage de la donation & de la substitution; est-il donc tems alors d'exiger de Madame de Luxembourg les mêmes

preuves que son pere auroit eues en 1690 ? Le sieur d'Estouteville perd sa Cause par une Sentence contradictoire de 1727, il attend en 1737 à en relever l'appel, & il s'écrie alors, près de cinquante ans après la mort de M. de Seignelay : articulez-nous toutes les circonstances, toutes les particularités de la maladie, déterminez-en le genre, l'époque, le progrès, faites entendre des témoins ; n'y a-t-il pas de l'indécence dans la proposition ? C'est la conduite même du sieur d'Estouteville qui a rendu toutes ces preuves impossibles, & c'est lui qui veut les exiger aujourd'hui. Etoit-ce donc un piège qu'il tendoit à Madame de Luxembourg ? Pendant trente-cinq ans il abandonne la donation comme nulle pour l'attaquer quand il se flatte que Madame de Luxembourg sera privée d'une grande partie des preuves qu'elle auroit pu lui opposer auparavant ? Mais si ç'a été là son objet, il s'est trompé dans ses fausses idées. Il a retranché, on l'avoue, des preuves décisives, mais il en reste assez dans les monumens domestiques pour le confondre, & ces preuves soutenues de sa propre reconnoissance pendant tant d'années, ont acquis même un degré d'autorité qu'il ne peut plus détruire.

2°. Les preuves contraires qu'il oppose ne peuvent faire la plus légère impression. Pour attaquer, dit-il, une donation comme faite par un homme malade de la maladie dont il est décédé, il ne suffit pas de prouver qu'il fût attaqué d'une légère indisposition, il faut prouver qu'il étoit tellement accablé sous le poids de son mal, qu'il n'envisageoit plus que la mort ; c'est ce que la Coutume de Paris a voulu dire par ces termes de l'art. 277, *gisant au lit malade de la maladie dont il decede*. Il faut donc un homme retenu dans son lit, ou du moins dans sa chambre, en cela la Coutume est d'accord avec les plus savans Médecins qui ne comptent un homme malade qu'*à die decubitus*. Or M. de Seignelay étoit-il dans cet état ? Il a continué les fonctions du Ministère jusqu'à sa mort, il n'étoit point enlevé aux affaires, à la société & au public. Il assistoit aux Conseils du Roi ; il a fait depuis la donation des voyages de Versailles à Paris, & de Paris à Versailles, il a même été à Fontainebleau ; ce n'est donc pas l'homme dont parle la Coutume.

Dans ces objections il y a deux choses à distinguer, le fait de la maladie au tems de la donation, & le degré où elle étoit parvenue. Que M. de Seignelay ne fût point malade au tems de la donation, c'est ce qu'il n'est pas possible de penser après les preuves que l'on a rapportées. Mais il vaquoit, dit-on, aux

Maladies ne  
sont réputées  
commencées  
qu'à du jour où  
on est alité.

fonctions sublimes du Ministère, il assistoit aux Conseils du Roi, il a fait des voyages : donc il n'étoit pas malade. Une partie de ces faits est manifestement hasardée ; où est la preuve que M. de Seignelay ait assisté au Conseil du Roi ? Il n'y en a pas le moindre indice. Où est même la preuve qu'il vauqua aux fonctions du Ministère ? On voit bien qu'il a signé des ordres & des lettres dressées par ses Commis ; mais est-ce donc en cela que consistent ces fonctions qui exigent tant de travail & tant d'application ? Il est une suite d'expéditions journalières qui ne demandent aucune force, aucun travail de la part du Ministre ; on lui présente des expéditions toutes faites, on lui en rend compte en un mot, il signe ce qu'il approuve ; il s'en faut bien que ces fonctions importantes se réduisent à de pareils objets. Il a fait, dit-on des voyages. On convient qu'il est venu de Versailles à Paris le 8 Octobre, & qu'il est retourné à Versailles le 22 ; mais un malade qui se fait transporter d'un lieu à un autre, est-il guéri pour cela ? Il peut avoir la force de supporter un voyage de quatre lieues, & n'en être pas moins menacé pour cela d'une mort prochaine. Quelles sont donc ces preuves que l'on a annoncées avec tant d'emphase ?

Mais pour les détruire par une seule réflexion, il faut que le sieur d'Estouteville convienne au moins que M. de Seignelay étoit malade le 18 Octobre quand il a fait son testament ; M. de Seignelay le dit lui-même dans cet acte, *l'incertitude où je suis de l'événement de ma maladie, &c.* Ce n'étoit pas, comme on le suppose, une légère indisposition, car dans ce cas on ne témoigne point cette inquiétude, ces alarmes que le testament fait sentir ; la maladie étoit si pressante & si vive, que quatre jours auparavant M. de Seignelay avoit par un acte particulier déclaré ce qu'il vouloit être distribué à ses Domestiques après sa mort, & que dans son testament il pourvoit à tout, au sort de ses enfans & de ses biens. Il étoit donc malade, il se sentoit en danger ; cependant depuis ce testament il a fait tout ce qu'il a fait depuis la donation, il a vaqué aux fonctions du Ministère, c'est-à-dire, qu'il a signé des ordres & des lettres ; il a fait le voyage de Paris à Versailles ; le sieur d'Estouteville suppose même qu'il a assisté au Conseil du Roi : que deviennent donc après cela les objections du sieur d'Estouteville ? Pour prouver que M. de Seignelay n'étoit pas malade au tems de la donation, il relève les mêmes circonstances qui se sont passées depuis le testament ; or M. de Seignelay étoit malade lors de son testament, donc on  
peut

peut être attaqué d'une maladie dangereuse, & faire cependant tout ce que le sieur d'Estouteville nous oppose.

Cela peut être, dit le sieur d'Estouteville; je vous passe que M. de Seignelay fût malade, mais quel étoit le degré de sa maladie, étoit-il gissant au lit malade; Car c'est-là ce qu'exige l'art. 277 de la Coutume; & en effet on ne répute point un homme malade, quand il n'est pas au moins retenu dans sa chambre; consultez la Médecine ancienne & moderne, elle est d'accord sur ce point.

Quand ce seroit à la Coutume de Paris qu'il faudroit recourir pour juger de la donation faite par M. de Seignelay, l'induction que l'on voudroit tirer de l'art. 277 seroit bien facile à détruire. Quand la Coutume parle d'un homme gissant au lit malade, elle n'a pas prétendu que l'on prît ces expressions à la lettre, elle a désigné l'état le plus ordinaire d'un malade. Si la maladie est de telle nature qu'elle n'empêche pas un homme de sortir de sa chambre, elle n'en fait pas moins obstacle pour cela aux donations entre-vifs, qu'il fait dans un tems où il est menacé d'une mort prochaine. Ce n'est pas la situation du malade qui détermine la Coutume; qu'il soit couché ou debout, dans sa chambre ou dehors, tout cela est indifférent; c'est donc à la maladie seule qu'il faut se fixer.

On a parlé de l'Arrêt rendu en faveur du sieur Gruin, mais c'est précisément ce qui condamne la prétention du sieur d'Estouteville. Le sieur Gruin, Maître de la Chambre aux Deniers, avoit donné au sieur Gruin son neveu, Garde du Trésor Royal, la Terre de la Celle; cette donation avoit été passée chez le Notaire, le sieur Gruin Donateur s'y étoit rendu à cet effet. La donation fut depuis attaquée par Madame Fraguier fille du Donateur, sur le fondement que lors de cette donation son pere étoit malade de la maladie dont il étoit décédé. On soutenoit au contraire que le sieur Gruin n'étoit pas malade, & l'on relevoit la circonstance qu'il étoit sorti de chez lui, & qu'il s'étoit rendu chez le Notaire pour passer l'acte; cependant la preuve du fait fut admise, par où on jugea disertement que l'art. 277 pouvoir avoir son application, quoique le Donateur ne fût retenu, ni dans sa chambre, ni dans son lit. En conséquence il y eut des Enquêtes faites de part & d'autre, & comme il fut prouvé par les Enquêtes que le sieur Gruin n'étoit pas malade, la donation fut confirmée; mais on n'en avoit pas moins jugé auparavant dans le point de droit, que, quoiqu'un homme sortît de sa maison, &

Un malade, quoiqu'il sorte, est quelquefois incapable de donner entre-vifs. Sens de l'art. 277 de la Coutume de Paris.

Arrêt de Gruin.

vaquât dans le public à ses affaires, il pouvoit cependant être dans le cas de la prohibition portée dans l'art. 277.

Maladies  
mortelles où  
l'on n'est pas  
alilé.

En effet, il est un genre de maladie qui n'en est pas moins mortelle, qui n'en menace pas moins d'une fin prochaine, quoiqu'elle laisse encore la liberté de sortir & de vaquer à quelques affaires. Que la Médecine s'explique sur cela comme elle le jugera à propos, elle ne détruira pas dans l'homme le sentiment de l'extrémité à laquelle il se trouve réduit; elle ne dissipera ni ses alarmes, ni le danger de sa situation. Lorsque M. de Seignelay fit son testament le 18 Octobre, dans lequel il déclare que l'incertitude de l'événement de sa maladie l'oblige de disposer, supposons que la Médecine ancienne & moderne se fût réunie pour lui dire: Vous vous trompez, vous croyez être malade, vous croyez être en danger, mais il y a une preuve certaine que vous ne l'êtes pas, c'est que vous n'êtes point retenu dans votre chambre, dans votre maison; ainsi vous ne pouvez avoir tout au plus qu'une légère indisposition: toutes les Facultés le décident ainsi. Croit-on qu'avec ce raisonnement on fût parvenu à tranquilliser M. de Seignelay? Non, sans doute, il auroit répondu aux Médecins: Je ne juge point de mon état par vos raisonnemens, mais par mon sentiment propre; je sens que je décline tous les jours, que mes forces sont épuisées, que je ne tiens plus à la vie que par un fil prêt à se rompre; malgré la confiance que vous voulez m'inspirer, je n'ai pas un moment à perdre pour disposer de mes biens, pour arranger mes affaires domestiques. Et l'événement n'auroit que trop justifié la sagesse de sa réponse.

Confiance  
que ne peu-  
vent donner  
les Médecins.

Mais pourquoi dégrader la Médecine, jusqu'à lui attribuer des idées si peu dignes de ses lumières & de son expérience? M. de Seignelay n'avoit point à se défendre d'une fausse sécurité qui lui fût inspirée par les Médecins qui l'enviroïnoient; au contraire ils avoient tenté tous les secours de leur art, soit pour le guérir, soit pour prolonger ses jours; & n'ayant pu y réussir, ils avoient regardé depuis long-tems M. de Seignelay comme un homme désespéré. C'est ce qui avoit obligé de faire venir le sieur Pailhoux des extrémités du Royaume pour voir s'il seroit plus heureux; ainsi il n'y avoit personne qui ne le regardât non-seulement comme malade, mais comme attaqué d'un mal qui devoit bientôt le précipiter dans le tombeau; & c'est en effet ce qui a réglé toutes ses démarches & tous les actes qu'il a passés dans les derniers mois de sa vie.

Quand on seroit obligé de consulter la Coutume de Paris, le sieur d'Estouteville n'y trouveroit donc rien qui pût répondre au moyen qu'on lui oppose ; mais ce n'est pas même à cette Coutume qu'il faut recourir , puisque les biens donnés sont situés dans les Coutumes de Sens & d'Auxerre. Suivant ces Coutumes toute donation entre - vifs , faite par un homme malade , qui ne survit pas quarante jours , est réputée testamentaire. On ne parle point d'un homme gisant au lit malade de la maladie dont il décède ; le seul fait de la maladie & de la mort survenue dans les quarante jours suffit : or on a prouvé que M. de Seignelay étoit malade , il n'a survécu que trente-deux jours : donc la donation ne pouvoit jamais se soutenir.

Le sieur d'Estouteville prétend que le statut de la maladie & du défaut de survie de quarante jours , est personnel & non réel , & que par conséquent on ne peut appliquer ces Coutumes à M. de Seignelay domicilié à Paris , quoique les biens donnés fussent dans leur ressort. Pour détruire ce dernier retranchement , on ne se livrera pas à toutes les dissertations que peut faire naître la distinction des statuts réels & personnels , cela nous meneroit trop loin , il suffira de répondre en un mot , que , suivant la doctrine de M. d'Argentré , dont tout le monde connoît la profonde érudition , on ne doit reconnoître de statuts personnels que ceux qui affectent tellement la personne , qu'ils s'appliquent à toutes les dispositions qu'elle peut faire , comme la liberté ou l'esclavage , la majorité ou la minorité , l'émancipation , la mort civile , & ainsi du reste. Or les Coutumes de Sens & d'Auxerre qui veulent que les donations faites par un homme malade , soient réputées testamentaires , s'il ne survit pas quarante jours , n'affectent pas la personne pour l'universalité de ses dispositions , elles ne gênent qu'une sorte de disposition en particulier , elles n'ont pour objet que de conserver dans les familles les biens dont il auroit disposé dans certaines circonstances ; elles ne forment donc point de statuts réels. Mais pourquoi agiter cette question , quand l'art. 64 de la nouvelle Ordonnance pour les testamens la décide si précisément ? il porte que l'art. 422 de la *Coutume de Normandie* qui exige la survie de trois mois pour la validité des testamens concernant les biens d'une certaine nature , sera regardé , comme un statut réel. Si on ne parle que de la Coutume de Normandie , ce n'est pas pour souffrir une règle contraire par rapport aux autres Coutumes qui ont de semblables dispositions , on cite la Coutume de Normandie comme la plus connue , & celle qui a fait

Quels sont  
les statuts per-  
sonnels.

Art. 64 de  
l'Ordon. des  
testamens s'ap-  
plique à tou-  
tes les Coutu-  
mes qui exi-  
gent la survie  
du Testateur.

naître le plus souvent une pareille question ; mais le principe de l'Ordonnance est le même , & reçoit son application par-tout où l'on trouvera le même statut.

On voit donc que ce seroit aux Coutumes seules de Sens & d'Auxerre qu'il faudroit s'attacher , & que par conséquent l'équivoque que l'on fait naître sur les termes de l'art. 277 de la Coutume de Paris , ne peut trouver place dans cette Cause ; mais quelque Coutume que l'on consulte , la question ne peut souffrir aucune difficulté , puisqu'il est constant que M. de Seignelay étoit malade de la maladie dont il est mort , & dont il est mort trente-deux jours après. Ainsi le premier moyen tiré de l'état de M. de Seignelay qui ne pouvoit pas donner , ne peut souffrir la moindre contradiction. Le second tiré de l'état du Donataire qui ne pouvoit pas profiter de la donation , ne fera pas moins décisif , quoique beaucoup plus sommaire.

*Second moyen.* On a déjà fait voir que les qualités d'héritier & de Donataire étoient incompatibles suivant les art. 303 , 304 & autres de la Coutume de Paris. Les Coutumes de Sens & d'Auxerre portent encore la sévérité de ce principe plus loin , puisqu'elles n'admettent absolument aucun avantage entre les enfans. C'est d'ailleurs un principe admis universellement dans le Pays Coutumier.

Le Marquis de Seignelay , après la mort de son pere , a accepté sa succession , & s'est porté héritier , il avoit un grand intérêt de prendre cette qualité , puisque sans cela il auroit fallu se tenir à la donation du Marquisat de Seignelay , qui suffiroit à peine pour le remplir de sa légitime ; la donation s'est donc évanouie , ce titre est devenu caduc , le Marquis de Seignelay n'a possédé qu'à titre d'héritier , il a reçu tous les biens de la main de la Loi , & par conséquent n'est demeuré chargé d'aucune substitution.

Erreur de  
Jurisconsultes  
qui ont cru  
qu'en directe  
on pouvoit être  
Donataire  
dans une Cou-  
tume & héritier  
dans l'autre

Si M. de Seignelay avoit prévu cet obstacle , il n'auroit jamais fait la donation , mais on étoit prévenu alors d'une fausse opinion qu'on pouvoit être Donataire dans une Coutume , & héritier dans les autres ; ce fut sans doute ce qui fit hazarder cette donation : mais au grand jour & à la lumière des vrais principes , ce titre n'a jamais pu se soutenir , il est donc demeuré caduc , & dans les vues même de M. de Seignelay , il ne pouvoit pas se soutenir.

Il suffit d'exposer ce moyen pour l'établir ; il ne reste donc qu'à examiner ce qu'objecte le sieur d'Estouteville pour en combattre l'application ; il a élevé deux difficultés. Il a prétendu



d'abord que le Marquis de Seignelay son frere n'étoit point obligé de se porter héritier pour conserver sa donation d'une part , & obtenir sa portion héréditaire de l'autre , parce qu'aux termes du testament il pouvoit prendre sa portion héréditaire à titre de legs ; ainsi il n'y avoit , dit-on , aucune nécessité de renoncer à la donation ; on ne le pouvoit pas même au préjudice du droit acquis aux substitués. Il a ajouté que , quand le Marquis de Seignelay auroit été obligé de se porter héritier , & que cela auroit rendu la donation caduque par rapport à lui , la substitution n'en devoit pas moins subsister par rapport à ceux qui y étoient appelés. C'est à ces deux réflexions que sa défense s'est réduite , il faut les examiner séparément.

Premierement , est-il vrai que le Marquis de Seignelay pût retenir les Terres qui lui avoient été données , & prendre outre cela sa portion héréditaire à titre de Légataire ? Le testament du 18 Octobre ne contient aucun legs de la portion héréditaire , M. de Seignelay se contente de renvoyer au partage tel qu'il est réglé par les Coutumes où les biens sont situés : *pour le reste de mon bien* , dit-il , *je veux que chacun de mes enfans profite de la part qui lui appartient suivant les lieux où mes biens sont situés*. Que signifie une pareille clause ? Que M. de Seignelay n'entend faire aucune disposition de ses biens entre ses enfans , que les Coutumes y ont pourvu , qu'il défere à leur autorité & à leur sagesse : est-ce donc là un legs ? est-ce une disposition qui change l'ordre & le titre légitime de la succession ? au contraire tout ce qui résulte de cette clause , est que M. de Seignelay veut que la Loi soit observée , qu'elle soit suivie , ou plutôt qu'il la laisse agir avec tout l'empire qui lui appartient ; mais la Loi ne défere les biens qu'aux héritiers , à titre d'héritier : donc le Marquis de Seignelay ne pouvoit avoir qu'en cette qualité les biens qui lui étoient déferés par les Coutumes.

C'est une subtilité qui choque tous les principes , de prétendre qu'un Testateur qui veut que la Loi , que les Coutumes soient observées , qu'elles servent de règle entre ses enfans , qu'elles déterminent la part qui doit leur revenir à chacun , fasse taire la Loi. Quand un pere dit dans son testament : *Je veux que chacun de mes enfans ait ce que la Loi lui donne* , est-ce un homme qui anéantit l'empire de la Loi ou des Coutumes , qui ne veut pas que ses enfans soient regardés comme tenant les biens des mains de la Loi , & qui forme en un mot des Légataires & non des héritiers ? Son objet est-il donc en ce cas de disposer ? Au contraire son uni-

que objet est de déclarer qu'il ne dispose pas. J'ai des biens ; la distribution en est réglée par les Coutumes , je veux qu'elles soient exécutées de point en point ; par-là a-t-il donc prétendu dire à ses enfans , renoncez à ma succession , ne prenez point les biens de la main de la Loi qui vous les défère comme héritiers , prenez-les comme Légataires , comme les tenant de ma disposition seule , & non des dispositions des Coutumes qui vous y appellent ? C'est renverser tout le sens , tout l'objet du testament , & combattre de front la volonté du Testateur sous prétexte de la revêtir d'une autorité imaginaire.

Mais supposons que le testament fût susceptible de cette interprétation , le Marquis de Seignelay étoit-il obligé d'accepter ce prétendu legs , étoit-il de son intérêt de l'accepter ? Le sieur d'Estouteville dans un de ses Mémoires a fait un calcul , par lequel il a prétendu prouver que le Marquis de Seignelay en prenant les qualités de Donataire & de Légataire auroit eu 78994 liv. plus qu'il n'a eu par son partage : il n'en faudroit pas davantage pour prouver qu'il étoit de son intérêt de renoncer à ces deux qualités pour prendre celle d'héritier , puisqu'il étoit bien plus important pour lui d'avoir 79000 livres de moins , & de posséder tous ses biens librement , que d'avoir 79000 livres de plus , & d'être grevé d'une substitution de plus de 600000 livres.

Il est donc certain non-seulement qu'on ne trouve point de legs de la portion héréditaire dans le testament , mais que quand il y en auroit un , il étoit encore de l'intérêt du Marquis de Seignelay d'y renoncer aussi-bien qu'à la donation , pour recueillir les biens en qualité d'héritier seulement.

Approbation  
des qualités.

Mais d'ailleurs quel est l'objet de cette critique ? le sieur d'Estouteville peut-il réformer les qualités prises par le Marquis de Seignelay ? Il les a approuvées depuis la mort même du Marquis de Seignelay , & depuis la substitution ouverte en sa faveur. C'est en 1712 que le Marquis de Seignelay est mort , & que le prétendu droit du sieur d'Estouteville est ouvert : cependant depuis 1712 il a toujours procédé avec Madame la Duchesse de Luxembourg , comme héritière de son pere , qui étoit héritier de M. de Seignelay Secrétaire d'Etat. En 1713 on vendit l'Hôtel Colbert à Paris , le sieur d'Estouteville est Partie dans cette vente , il y prend la qualité d'héritier de M. de Seignelay son pere ; & y donne à Mademoiselle de Seignelay sa niece la qualité d'héritière du Marquis de Seignelay qui étoit aussi héritier pour un cinquième

*dudit défunt M. de Seignelay, Ministre & Secrétaire d'Etat.* Les mêmes qualités se trouvent prises & données dans le contrat de vente de l'Hôtel de Seignelay à Versailles du 17 Mars 1724.

On pourroit rassembler une foule d'actes dans lesquels cette qualité d'héritier se trouve solennellement confirmée, mais il suffit de rappeler le Jugement des Commissaires du 20 Septembre 1723, qui ordonne le nouveau partage. En quelle qualité y doit-on procéder suivant cet Arrêt ? C'est en cette qualité d'héritiers de M. de Seignelay, cette qualité est répétée dans toutes les Requêtes & demandes, dans toutes les procédures, elle est reprise dans le dispositif de l'Arrêt : il y est dit entr'autres dispositions, *qu'il sera fait un état séparé des fruits & revenus des biens, suivant & à proportion des droits de chacun des co-héritiers.* En un mot, le sieur d'Estouteville a toujours procédé avec Madame de Luxembourg dans cette qualité d'héritier, donnée au feu Marquis de Seignelay son pere; peut-il donc être écouté dans la critique qu'il veut faire aujourd'hui de cette même qualité ? Il suppose qu'elle a été prise *in everstonem fidei-commissi*; mais depuis l'ouverture même du prétendu fidéi-commis, il l'a approuvée, il l'a reconnue, il a procédé avec Madame de Luxembourg sur le fondement de cette qualité : il ne lui est donc pas permis de la combattre aujourd'hui, & de vouloir lui substituer celle de Légataire.

Secondement, le sieur d'Estouteville prétend que dans le cas même où le Marquis de Seignelay son frere auroit été obligé de se porter héritier, & par conséquent de renoncer à la donation, il n'en seroit pas moins demeuré grevé de substitution pour la Terre de Seignelay. Comme cette prétention paroît inconcevable, il n'a pas été bien facile de faire entendre le moyen sur lequel on prétend la soutenir, on a dit en général qu'une donation est un titre irrévocable, non-seulement pour le premier Donataire, mais encore pour ceux qui sont appelés après lui, que M. de Seignelay Donateur, & son fils aîné Donataire n'auroient pas pu la détruire de leur vivant, que le fils pouvoit encore moins l'anéantir après la mort de son pere, & qu'ainsi les substitués sont toujours en état de la réclamer.

Ce système n'est pas seulement contraire à tous les principes; mais il est encore impraticable dans l'exécution. On convient qu'en général une donation est irrévocable, tant pour le premier Donataire que pour les substitués, mais il ne s'agit point ici de révocation, la Loi permet au Donataire de se porter héritier, en

Quand le fils  
Donataire de  
son pere se  
porte héritier,

la donation  
devient cadu-  
que, & cette  
caducité est  
l'ouvrage de  
la Loi.

cé cas elle anéantit la donation, elle ne permet pas qu'elle subsiste, que peut-on imputer soit au Donateur, soit au Donataire ? S'il y a une révocation, c'est la Loi seule qui l'opere ; mais peut-on demander l'exécution d'un titre contre l'autorité même de la Loi ?

Dira-t-on que pour prévenir cette caducité de la donation, l'enfant ne devoit pas se porter héritier ? Mais où a-t-on trouvé qu'en acceptant une donation il s'oblige de renoncer à une succession qui lui est plus avantageuse que la donation : au contraire toute donation faite à un enfant est présumée faite en avancement d'hoirie ; ainsi lorsqu'il se porte héritier, & qu'il confond les biens donnés dans la masse du partage, il remplit le vœu de la Loi ou de la Nature, on ne peut donc jamais lui en faire un reproche. Si le pere qui a donné vouloit faire valoir la substitution, il falloit que par les avantages faits au Donataire, il le mît dans une espece de nécessité de renoncer à la succession pour se tenir à son don ; mais quand il n'a pas porté la liberalité jusques-là, le fils qui a un intérêt légitime de préférer la succession peut & doit même prendre ce parti, quelque coup qu'il porte à la donation & à la substitution. Il ne la révoque point en cela par son fait, il exerce un droit qui lui appartient, & si cela entraîne la ruine de la donation, c'est l'ouvrage de la Loi à laquelle personne ne peut résister.

Mais si la donation est caduque la substitution peut-elle conserver sa force & son autorité ? c'est ce qui n'a jamais été proposé. Pour qu'une substitution ait lieu, il faut que celui qui en est l'auteur, ait donné les biens à quelqu'un à la charge de les remettre à un autre, il faut donc nécessairement un Donataire qui précède les substitués : ainsi quand il n'y a point de donation ni de Donataire, il ne peut point y avoir de substitution ni de substitué.

Pour une substitution, il faut qu'il y ait quelqu'un chargé de rendre ; mais on n'est jamais obligé de rendre que quand on a reçu, & que l'on tient le fond de la main d'un Donateur qui a imposé cette charge à sa liberalité : c'est ce que disent les Jurisconsultes, *nemo oneratus nisi honoratus* ; or quand l'enfant se porte héritier, il ne tient rien de la liberalité de son pere, il possède tout en vertu de la Loi qui lui défere les biens librement, comment donc pourroit-il être chargé de les remettre à un autre ?

Enfin le bien donné rentrant dans la masse du partage, dès que le Donataire devient héritier, comment pourroit-il être chargé  
de

On ne sauroit être grevé de substitution, à moins que d'avoir  
ce 1.

de rendre ce même bien aux substitués ? Il ne le possède plus , il n'y a tout au plus qu'une part indivise , par l'opération du partage , la Terre donnée peut même tomber dans un autre lot , dans le lot d'un de ses co-héritiers ; il n'est donc pas possible qu'il demeure chargé de substitution.

Cette réflexion devient d'autant plus juste , qu'actuellement M. de Luxembourg n'est pas propriétaire de la Terre de Seignelay. Il est vrai que par le partage de 1707 , cette Terre étoit tombée dans le lot de M. de Seignelay son pere , mais ce partage a été détruit par l'Arrêt de 1723 , on en a ordonné un nouveau qui n'est point encore fait : qui peut savoir si la Terre de Seignelay lui demeurera , & si elle ne tombera point au contraire dans le lot du sieur d'Estouteville lui-même ? Mais dans cet état , comment peut-on dire que M. de Luxembourg soit obligé de la rendre au sieur d'Estouteville ?

Le sieur d'Estouteville n'y a donc pas pensé quand il a prétendu que la substitution devoit avoir lieu à son profit. Quand même le Marquis de Seignelay son frere auroit été obligé de se porter héritier ; comme héritier , il ne profite point de la donation , & par conséquent il ne peut être tenu d'aucune charge , comme héritier il n'a plus la Terre de Seignelay , elle peut même tomber en entier à un autre ; on ne conçoit donc rien au système du sieur d'Estouteville.

Quoi qu'il en soit , sa demande aujourd'hui ne peut être écoutée , elle n'est fondée que sur la donation de 1690 ; mais il est non-recevable à se faire un titre d'une donation proscrire par le Jugement de la famille entière , par sa propre reconnoissance , & par un Arrêt contradictoire ; il est non-recevable à se faire un titre d'une donation incompatible avec la qualité qu'il a toujours prise & qu'il prend encore d'héritier de M. de Seignelay son pere. Au fond cette donation étoit nulle comme faite par un homme malade qui est mort trente-deux jours après de la même maladie , elle est devenue caduque par la nécessité où s'est trouvé le Donataire de se porter héritier. Tout se réunit donc pour confirmer la Sentence des Requêtes du Palais , qui a déclaré le sieur d'Estouteville non-recevable & mal fondé dans sa demande. Rien ne peut diminuer la force des fins de non-recevoir , & des moyens qu'on lui oppose , & dans tous les tems on sera forcé de reconnoître qu'il n'y eut jamais de demande plus téméraire ni plus insoutenable.

## CIX. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Charles-François de Vintimille des Comtes de Marseille , Comte du Luc , Chevalier des Ordres du Roi, Conseiller d'Etat ordinaire d'Epée, Intimé & Défendeur.

*CONTRE le sieur Marquis de Nifas , & la Dame son Epouse , Appellans & Demandeurs.*

## Q U E S T I O N.

*Codicile qui paroît après une possession plus que centenaire fondée sur le Testament.*

U N E premiere tentative abandonnée par le Marquis de Nifas fait place à une nouvelle demande qui n'a pas un fondement plus solide que celle qu'il n'ose plus soutenir.

Elle est fondée sur une piece qui n'a par elle-même aucun caractère d'authenticité, & dont toutes les circonstances annoncent la supposition.

Si la piece étoit authentique elle ne pourroit résister à une possession centenaire, qui forme en faveur de M. le Comte du Luc, un titre bien supérieur à celui qu'on lui oppose.

Enfin cette piece considérée en elle-même ne contient qu'une substitution bornée à certains degrés qui sont épuisés depuis longtemps.

C'est-à-dire, en un mot, que le Marquis de Nifas n'a point de titre, que ce titre seroit prescrit si on pouvoit le regarder comme sérieux; enfin, qu'il seroit impuissant en lui-même.

Pour mettre ces moyens dans tout leur jour, il faut rendre compte d'abord des actes qui ont fait jusqu'à présent la Loi commune des Parties.

FAIT.

Pierre Deguers fit son testament en 1573, il avoit alors huit enfans mâles & trois filles.

Il institua Jean Deguers, son fils aîné, son héritier universel,

& lui substitua ses descendans mâles; à leur défaut il appella à la même substitution ses autres enfans mâles & leurs descendans mâles, & en cas que sa ligne masculine vînt à manquer, il appelle successivement Blanche, Françoisse & Catherine ses trois filles, mais sans étendre ses vues ni sa vocation jusqu'aux enfans de ses filles.

Jean Deguers son fils aîné recueillit l'institution portée au testament de son pere, il ne laissa qu'un fils unique Henri Deguers, qui se trouva appelé à la substitution, & qui en remplit le premier degré; il mourut en 1636 sans laisser d'enfans; toutes les branches masculines de la Maison Deguers étoient éteintes, les trois tantes d'Henri Deguers, Blanche, Françoisse & Catherine étoient aussi décédées, en sorte qu'il ne restoit plus personne qui fût appelé à la substitution portée au testament de 1573.

Charlotte-Clarence de Grignan, mere d'Henri Deguers, s'étoit remariée à Jean de Vayrac de Paulian, & n'avoit eu de ce mariage qu'une fille appelée Laurence de Vayrac. Elle étoit sœur uterine d'Henri Deguers, & en cette qualité elle se trouva sa seule & unique héritière, parce qu'en pays de Droit écrit, on ne connoît point la distinction des propres & des acquêts, & que tous les biens sont déferés à l'héritier le plus proche.

Elle fut cependant troublée dans la possession des biens d'Henri Deguers, par Jeanne de Lastour, fille de Blanche Deguers, qui soutint que sa mere étant substituée aux mâles de la Maison Deguers par le testament de 1573, le prédecès de sa mere lui avoit transmis les droits de cette substitution, suivant la Jurisprudence particuliere du Parlement de Toulouse. Cela fit la matiere d'un Procès porté aux Requêtes du Palais, qui fut terminé par une transaction du 25 Janvier 1637, par laquelle Jeanne de Lastour se désista de sa demande, & céda même ses droits & prétentions à Laurence de Vayrac, moyennant la somme de 11000 liv. qui lui fut payée comptant.

Le Baron d'Emdoufiel, petit-fils de Blanche Deguers, voulut aussi faire valoir les droits de son ayeule contre Laurence de Vayrac; sa prétention avoit bien moins de couleur que celle de Jeanne de Lastour, parce que la transmission introduite au Parlement de Toulouse, n'a lieu qu'en faveur des enfans au premier degré, & non au profit des petits-enfans. Ce seroit admettre

Transmission  
de substitution,  
usage du  
Parlement de  
Toulouse. Ar-  
rêt du même  
Parlement 15  
Mai 1638.

transmission de la transmission qui a toujours été rejetée par les Arrêts de ce Tribunal ; aussi Laurence de Vayrac ayant soutenu le Procès contre le Baron d'Emdoufiel , fut-elle maintenue dans la possession des biens d'Henri Deguers par Sentence contradictoire des Requêtes du Palais du 19 Décembre 1637 , qui fut confirmée par Arrêt du 15 Mai 1638.

Laurence de Vayrac qui joignoit à sa qualité d'héritière légitime d'Henri Deguers , des titres si solennels , n'a plus été troublée depuis dans la possession des biens qu'elle avoit recueillis. Si le prétendu codicille dont on invoque aujourd'hui l'autorité avoit existé alors , si on l'avoit regardé comme une pièce sérieuse & capable de déterminer les suffrages de la Justice , on n'auroit pas manqué d'en faire usage. Aux termes du prétendu codicille, après l'extinction des mâles de la Maison Deguers , c'étoit Sébastien de Murviel , fils de François Deguers qui étoit appelé ; Sébastien de Murviel étoit mort avant Henri Deguers ; mais il avoit laissé un fils , Gaspard de Murviel , qui pouvoit agir. Pourquoi n'a-t-il point paru ? Témoin de tant de contestations formées contre Laurence de Vayrac , d'abord par Jeanne de Lastour , ensuite par le Baron d'Emdoufiel , pourquoi n'a-t-il pas dit à ces différentes Parties : vous contestez inutilement entre vous à qui aura les biens d'Henri Deguers ; vous plaidez sans objet sur le testament de 1573 , il est un titre postérieur , il est un codicille de 1574 qui décide en ma faveur. Loin de paroître armé de ce titre , Gaspard de Murviel est demeuré dans un profond silence ; il est donc évident que le prétendu codicille, ou n'existoit pas alors , ou étoit regardé comme une pièce dont il n'étoit pas permis de se faire un titre en Justice.

Quoi qu'il en soit , Laurence de Vayrac a joui tranquillement des biens d'Henri Deguers son frere , tant comme son héritière , que comme cessionnaire des droits de Jeanne de Lastour. Après la mort de Laurence de Vayrac , le Marquis de Vins son fils a continué cette jouissance paisible jusqu'à sa mort ; il a institué son héritier M. le Comte du Luc , qui est entré en possession des mêmes biens sans aucun obstacle.

Ce n'est qu'en 1733 que le Marquis de Nifas a entrepris de l'évincer des biens acquis par tant de titres & par une possession si ancienne. Mais sur quel titre l'a-t-il attaqué ? Ceci mérite une extrême attention ; il l'a fait assigner devant le Sénéchal de Besiers , pour voir dire , *que la substitution contenue au testament de Pierre Deguers du 27 Juillet 1573 , seroit déclarée ouverte à son profit ; &*



*en conséquence, que M. le Comte du Luc seroit condamné à lui délaisser la Terre de Castelnau & autres biens ayant appartenu à Pierre Deguers.*

Cette demande a été portée aux Requêtes du Palais, le Marquis de Nifas y a été déclaré non-recevable & mal fondé par Sentence contradictoire du 7 Février 1737. Le sieur Marquis de Nifas anticipé sur l'appel qu'il en avoit interjetté, a laissé rendre un Arrêt par défaut faute de comparoir, qui a confirmé la Sentence, & depuis il a payé les dépens sans aucune réserve ni protestation.

Tout étoit donc consommé lorsqu'il a donné sa Requête en la Cour le 17 Avril 1738, par laquelle il a conclu à ce qu'en infirmant la Sentence dont est appel, la substitution portée au testament & au codicille de Pierre Deguers du 27 Juillet 1573 & 14 Mars 1574, fût déclarée ouverte au profit de la Marquise de Nifas, comme étant aux droits de François-Emmanuel de Murviel, qui a rempli le quatrième degré de la substitution.

M. le Comte du Luc a soutenu au contraire, que le Marquis de Nifas abandonnant la demande qu'il avoit formée aux Requêtes du Palais, il falloit d'abord confirmer purement & simplement la Sentence du 7 Février 1737, & qu'à l'égard de la nouvelle demande fondée sur le prétendu codicille, le Marquis de Nifas y devoit être déclaré non-recevable & mal fondé.

Tout se réduit donc à l'examen de la nouvelle demande, qui s'écarte facilement par les moyens que l'on a annoncés en commençant.

Pierre Deguers avoit fait son testament le 27 Juillet 1573, devant Montguibert, Notaire; on prétend que le 27 Mars 1574, il a fait dans le Château de Murviel un codicille qui change l'ordre de substitution qu'il avoit établi par son testament; on prétend que par ce codicille, au défaut des mâles de la Maison Deguers, il n'appelle plus successivement Blanche, Françoise & Catherine ses trois filles; mais qu'il appelle Sébastien de Murviel, fils de Françoise, & au défaut de Sébastien de Murviel & des siens mâles, les enfans mâles de Blanche, & au défaut des enfans mâles de Blanche, les enfans mâles de Catherine; en sorte qu'il commence par les enfans mâles de la seconde de ses filles, pour revenir ensuite aux enfans mâles de la première, & finir par les enfans mâles de la troisième.

Une disposition si bisarre ne paroît guere être l'ouvrage de la sagesse du Testateur; on l'avoit vu neuf mois auparavant suivre

*Premier  
Noyen.  
Le Marquis de  
Nifas n'a point  
de titre.*

Présomption  
contre les dis-  
positions qui  
ne suivent pas  
l'ordre de pri-  
mogeniture.

dans son testament l'ordre de la naissance, appeler d'abord ses enfans mâles les uns après les autres, suivre ensuite le même ordre entre ses filles, préférer Blanche qui étoit l'aînée, à François qui étoit la seconde. Comment quelques mois après donne-t-il le pas & la préférence aux enfans de la seconde sur les enfans de la première ? Ce renversement de l'ordre naturel commence à rendre infiniment suspecte une piece de cette qualité.

Ce prétendu codicille paroît fait, à la vérité, dans le Château de Murviel, qui appartenoit à la seconde fille du Testateur ; mais si cette circonstance avoit influé sur la disposition, elle élèveroit de nouveaux soupçons contre la piece, puisqu'on ne pourroit pas s'empêcher de reconnoître que Pierre Deguers, obsédé par la Dame de Murviel, sa seconde fille, & par ses enfans, auroit cédé malgré lui à des impressions étrangères, & que sa nouvelle disposition seroit l'ouvrage de la suggestion.

Mais sans approfondir les motifs de la disposition, quelle preuve nous rapporte-t-on qu'elle ait jamais existé ? On voit un papier sur lequel est la signature d'un nommé Pierre Cathelan, qui se dit Notaire Royal ; mais où est la preuve qu'il y ait jamais eu un Notaire Royal appelé Pierre Cathelan ? Où est la preuve que la signature qui est au bas de la piece représentée, soit celle de ce prétendu Notaire ? Voilà des faits essentiels qui doivent être bien établis pour donner à la piece quelque caractère d'authenticité.

Cependant on ne nous donne pas la moindre preuve de ces faits, sans lesquels le papier représenté n'est qu'une piece informe & indigne de la moindre confiance. Quoi donc ! suffira-t-il, pour régler à jamais le sort d'une famille illustre, qu'un particulier ait pris une qualité vraie ou fausse, qu'il ait attesté une disposition pour que tous les esprits soient obligés de se soumettre à la Loi qu'il lui plaira d'annoncer ? Mais si cela est, on peut aujourd'hui fabriquer une piece que l'on fera signer par un inconnu qui s'y attribuera le caractère d'Officier public, & avec ce papier obscur fabriqué dans les tenebres, on enlèvera dans cent ans, dans cent cinquante ans, à une Maison distinguée, le patrimoine dont elle aura joui si long-tems sans aucun trouble. Ce seroit enhardir l'imposture, & lui ouvrir un champ libre pour disposer de la fortune de toutes les familles.

Expeditions

Mais, dit-on, une expédition signée du Notaire qui a reçu la

minute fait une pleine & entiere foi en Justice; c'est le sentiment du Dumoulin, sur l'art. 8 de la Coutume de Paris, nombre 42. *Sublimito in exemplo scripto & confecto ab eodem Tabellione qui excepit & confecit originale, dummodo tale exemplum contineat omnem tenorem & omnia solemnia originalis videlicet datam, testes & subscriptionem ejusdem Tabellionis.* C'est ici le même Cathelan, Notaire, qui avoit reçu la minute, qui a signé l'expédition; elle fait donc une foi entiere.

Il étoit inutile de rapporter des autorités pour établir une proposition que personne ne conteste. Sans doute que l'expédition du Notaire est une piece authentique, mais il faut que ce soit un Notaire qui ait signé l'expédition, & que cette qualité de Notaire soit bien certaine dans celui qui a apposé sa signature; car que le premier inconnu se soit avisé de signer une piece comme Notaire, en supposant que dans la même qualité il en avoit reçu la minute, & que l'on vienne ensuite s'écrier qu'une expédition signée d'un Notaire est une piece authentique, c'est abuser du principe & le faire servir à couronner la supposition & l'imposture.

Mais, ajoute-t-on, doutez-vous que Cathelan n'ait été Notaire? Une foule de monumens répandus dans la Province attestera cette vérité: vous n'avez qu'à les consulter, & vos doutes s'évanouiront.

Mais si cela est, le Marquis de Nifas est le maître de dissiper nos soupçons; dans cette foule de monumens qu'il indique, que n'en choisit-il un certain nombre pour nous prouver qu'il y a eu un Notaire Cathelan qui ait reçu, qui ait expédié beaucoup d'actes? Que ne les rapporte-t-il pour justifier que la signature de ces actes est conforme à celle qu'il représente? Il rempliroit alors cette preuve qu'on lui demande; mais il se contente de nous renvoyer en termes vagues à des prétendus monumens que personne ne connoît, comme si c'étoit à M. le Comte du Luc à rechercher des titres pour soutenir la piece qu'on lui oppose.

Enfin je vous mets vis-à-vis de la piece, nous dit le Marquis de Nifas, c'est à vous à l'attaquer & à vous inscrire en faux, si vous l'osez; mais tant que vous ne prendrez pas ce parti, elle fait foi par elle-même. Ce raisonnement n'est qu'une pétition de principe. Vous me mettez vis-à-vis de la piece; mais quand je la considère, je n'y trouve aucun caractère qui m'imprime l'idée d'authenticité, je n'y trouve que l'ouvrage d'un particulier qui ne peut attester une disposition qu'il suppose avoir été faite, je mé-

connois également, & la piece & l'Auteur; je ne suis donc pas obligé de l'attaquer par une voie juridique.

Expedition  
ne fait foi s'il  
n'est certain  
qu'elle est  
d'un Notaire.

Pour m'inscrire en faux contre cette piece, il faudroit commencer par supposer qu'elle est signée par un Officier public, abandonner mon moyen, & vous donner un avantage que vous n'avez pas, pour avoir ensuite la liberté de vous l'arracher par une voie extraordinaire : cela se peut-il proposer sérieusement ? Si on rapportoit actuellement une expédition signée par un Notaire de Languedoc ou de Provence, une expédition faite depuis six mois, depuis un an, celui à qui on l'opposeroit, pourroit se contenter de répondre que la piece n'est point légalisée, & qu'ainsi elle ne fait pas foi en Justice ; il n'y auroit personne qui pût résister à ce moyen, on auroit beau lui dire : voilà la piece, inscrivez-vous en faux, sinon elle fait preuve par elle-même ; un pareil discours ne seroit pas écouté. Avant que de me réduire à la nécessité de m'inscrire en faux, il faut que la piece ait par elle-même un caractère d'authenticité ; celle qui n'est point légalisée n'a point ce caractère ; je ne suis donc pas obligé de l'attaquer ; cette réponse ne pourroit souffrir aucune réplique ; mais c'est précisément celle que fait M. le Comte du Luc au Marquis de Nifas. On lui présente une prétendue expédition qui n'est point légalisée, & dont rien ne prouve l'authenticité : ce n'est point à lui à l'attaquer par la voie du faux, c'est au contraire à celui qui s'en sert à prouver qu'elle est authentique & signée d'un Notaire, sans cela il ne représente qu'une piece informe & qui tombe par elle-même.

Légalisation.

Mais quoi ! nous dira-t-on, si je rapportois une piece de trois, de quatre cens ans, serois-je obligé de faire preuve que celui qui l'a signée fût Notaire ? ce seroit me réduire à l'impossible ; ce seroit rendre inutiles & impuissans tous les titres anciens ; ce qui seroit d'une trop dangereuse conséquence ; l'ancienneté de la piece fait tout présumer.

Ce prétendu inconvénient ne peut jamais détruire les regles constantes dans une matiere si intéressante. Il est certain d'abord qu'une piece, quelque ancienne qu'elle soit, ne fait pas preuve par sa seule ancienneté ; cela peut rendre moins difficile sur les preuves qui assurent son authenticité, mais il faut toujours des preuves qui en répondent : car d'imaginer aussi que toute piece qui aura une date ancienne, passera nécessairement pour authentique, ce seroit exposer la société aux troubles les plus funestes.

Ce sont donc alors les circonstances qui accompagnent la pièce qu'il faut consulter ; mais ce sont précisément ces circonstances qui dans l'affaire présente , achevent d'enlever au prétendu codicille de Pierre Deguers toute idée même d'authenticité.

Foi des expéditions qui sont anciennes dépend des circonstances.

En effet , non-seulement ce prétendu codicille n'a rien par lui-même qui puisse inspirer la moindre confiance , mais tout ce qui s'est passé depuis plus de cent cinquante ans , ne permet pas de le regarder comme sérieux. On ne voit rien qui annonce qu'il ait jamais été connu ; on ne le trouve dans aucun des inventaires qui ont été faits soit dans la Maison Deguers , soit dans celle de Murviel ; on ne le trouve énoncé dans aucun titre postérieur. Un codicille destiné , selon le système du Marquis de Nîfas , à donner des Loix à plusieurs familles , jusques dans la postérité la plus reculée , auroit-il été ainsi oublié , ignoré pendant près de deux siècles ? Il n'en faudroit pas davantage pour le faire rejeter.

Nous avons cependant quelque chose de plus fort ; la substitution établie par ce prétendu codicille , auroit été ouverte en 1636 , à la mort d'Henry Deguers ; les Murviel alors avoient un grand intérêt de le faire paroître : pourquoi n'en ont-ils pas réclamé l'autorité ? Ils ont vu de grandes contestations s'élever sur la succession d'Henry Deguers , Laurence de Vayrac sa sœur utérine , se mettre en possession de tout , Jeanne de Lastour & le Baron d'Emdoufiel lui contester successivement la propriété des biens de son frere , & pour cela invoquer la substitution portée au Testament de Pierre Deguers de 1573 , substitution qui se trouvoit révoquée par le prétendu codicille fait en faveur des Murviel ; peut-on concevoir que ceux-ci fussent demeurés dans le silence , s'ils avoient en leur faveur une pièce que l'on annonce aujourd'hui comme si décisive ? De quel poids doit être leur silence dans une pareille situation ? Quelle idée doit-il donner d'une pièce qui par elle-même ne mérite aucune foi en Justice ?

Ce n'est point un silence momentané que l'on relève , il a subsisté pendant plus d'un siècle. Le Marquis de Nîfas lui-même a attaqué M. le Comte du Luc en 1733 , mais en vertu de quel titre ? En vertu du Testament seul de 1573. Il a prétendu que François Deguers étant appelée à la substitution par ce Testament , son droit avoit été transmis à Gaspard de Murviel son petit-fils , & qu'il lui avoit même été transmis par préférence aux enfans de Blanche , sœur aînée de François. Voilà ce qui a fait la matière de la contestation jugée aux Requêtes du Palais. Il invoquoit donc l'autorité du Testament de 1573 , & par conséquent il ne pensoit pas même au prétendu codicille de 1574. Comment persuadera-

t-on après cela que ce prétendu codicille ait jamais existé, que la prétendue expédition qu'on représente soit une pièce authentique, quand non-seulement rien ne soutient la forme dans laquelle elle paroît, mais qu'au contraire tout ce qui s'est passé depuis cent soixante-quatorze ans, démontre la supposition & la chimere de cette pièce.

Enfin on demande au Marquis de Nifas : Aviez-vous ce prétendu codicille en 1733, & même en 1737, lorsque l'affaire a été jugée aux Requêtes du Palais ? En ce cas pourquoi n'en avez-vous point fait usage, & pourquoi au contraire avez-vous agi en vertu du testament révoqué par le codicille ? N'aviez-vous point le codicille, lorsque vous avez formé votre demande en 1733, & lorsqu'elle a été jugée en 1737 ? En ce cas comment s'est-il trouvé entre vos mains dès le commencement de 1738 ? Cette apparition subite a quelque chose de trop singulier pour ne pas exciter une juste curiosité. Cependant quand on presse le Marquis de Nifas de s'expliquer, il s'enveloppe, pour ainsi dire, dans la pièce même, & d'un ton mystérieux il nous dit : Je mets la pièce sous vos yeux ; parlez à la pièce, pour moi je n'ai rien à vous répondre.

Quand on réunit ces circonstances accablantes à la forme même de la pièce, en vérité il y a de la pudeur à imaginer que des Juges éclairés puissent la regarder comme un titre qui doit décider du sort des plus grandes Terres, & de la fortune des Maisons les plus illustres.

Disons donc que le Marquis de Nifas n'a point de titre, puisque la pièce qu'il représente n'a aucun caractère d'authenticité, & que tout ce qui s'est passé depuis cent soixante-quatorze ans, en annonce la supposition.

*Second Moyen.*

*Si la pièce avoit quelque caractère d'authenticité, elle ne pourroit être opposée à une possession de plus de cent ans.*

Quand on a proposé ce moyen contre le Marquis de Nifas, il s'est récrié que toute idée de prescription en matière de fidéicommis graduel choquoit également & la raison & les principes ; qu'on ne peut jamais prescrire contre celui dont le droit n'est point ouvert, & qui n'a pu agir ; qu'un troisième, qu'un quatrième substitué ne doit pas souffrir de la négligence de ceux qui ont possédé avant lui ; que la Loi, que les Docteurs se réunissent pour mettre les Fidéicommissaires à l'abri d'un pareil moyen, qui ouvreroit une voie facile pour anéantir les substitutions.

Mais tous ces lieux communs sont ici déplacés, on ne les fait valoir que parce qu'on n'a pas senti la force & la qualité du moyen de M. le Comte du Luc. Ce n'est point une prescription que l'on oppose au sieur de Nifas ; c'est un titre légal, supérieur à tous les titres qui sont l'ouvrage de l'homme & de sa volonté, c'est un

titre qui renferme implicitement tout ce qui est nécessaire pour le faire triompher : en un mot, c'est la faveur de la possession immémoriale à laquelle tout doit céder dans la nature, parce que c'est cette possession même qui en est le plus ferme appui, qui en maintient l'ordre & l'harmonie, qui en soutient toutes les parties dans une position immuable, & qui empêche que tout ne retombe dans le chaos & dans la confusion.

Développons cette idée si intéressante pour l'ordre public & pour la tranquillité de tous les Etats.

Il ne suffit pas de posséder un bien pour en être Propriétaire. Cette possession peut être l'effet de l'erreur ou de l'injustice. Cette règle dictée par la vérité pure devrait seule décider du droit des Citoyens, & conduire à donner toujours la préférence aux titres sur la possession, si on n'avoit senti combien d'inconvénients elle pouvoit entraîner avec elle.

Possession  
ne vaut pas  
droit de pro-  
priété.

Mais les Législateurs qui veillent sans cesse à maintenir la tranquillité publique, ont reconnu qu'il y avoit des circonstances dans lesquelles la possession devoit être d'un si grand poids, que l'autorité même des titres lui devoit céder. C'est ce qui a introduit la prescription dont il est tant parlé dans le Droit Romain, & qui a été admise dans toutes les Nations.

La prescription a été divisée en plusieurs espèces, que l'on peut réduire à trois principales : 1<sup>o</sup>. Les prescriptions courtes, qui sont celles d'un an, de deux ans, de cinq ans, que l'on a établies pour des objets moins importants. 2<sup>o</sup>. Les prescriptions plus longues, qui sont celles de dix & de vingt ans que la Loi appelle *Prescriptiones longi temporis*. 3<sup>o</sup>. Enfin les prescriptions très longues, très-étendues, que la Loi appelle *Prescriptiones longissimi temporis*, ce sont celles de trente & quarante ans. Ces prescriptions, chacune dans leur objet, ont paru très-favorables; la Loi les a regardées comme l'appui de la tranquillité publique; ce n'est pas seulement une peine qu'elle établit contre la négligence des Propriétaires, c'est une présomption de droit qu'elle établit en faveur du Possesseur.

Trois sortes  
de prescrip-  
tions.

C'est dans cet esprit que la prescription a toujours été regardée comme la Patrone du genre humain, elle répare la perte des titres anciens, elle les supplée, elle tarit la source des Procès & des dissensions qui seroient éternelles, si l'on pouvoit se disputer les biens en vertu de titres oubliés & demeurés sans exécution. L'un plus heureux a conservé des titres; l'autre, par des conjonctures fatales a pu en être dépouillé; dans cette obscurité la Loi de la prescription vient dissiper tous les doutes, elle décide en faveur de la possession, & prévient les révolutions toujours funestes

Prescription  
Patrone du  
genre hu-  
main.

aux familles, & toujours contraires à la tranquillité publique.

Avantage de  
la possession  
centenaire.

Mais si la prescription de 10 ou 20 ans, de 30 ou 40 ans, produit de si grands effets, si elle l'emporte souvent sur les titres de propriété les plus authentiques & les plus décisifs, que doit-on penser de la possession centenaire & immémoriale ? Il n'y a rien qui ne cede à son autorité, si par une disposition textuelle on n'y a expressément dérogé ; cette possession n'opère pas une simple prescription, elle ne fait pas seulement présumer des titres, elle opère par elle-même le titre le plus puissant, le plus solennel & le plus efficace, titre à la vue duquel tout doit se soumettre.

Possession  
centenaire,  
moyen du  
Droit des  
Gens.

Les prescriptions les plus longues, qui sont celles de trente ou quarante ans, *longissimi temporis*, sont purement de Droit civil & politique ; la Loi les a établies & les soutient par son autorité ; il n'en est pas de même de la possession centenaire & immémoriale, elle est de Droit naturel, elle tire toute sa force de la convention formée entre tous les hommes & entre toutes les nations qui ont reconnu que tout ce qui avoit subsisté dans le même état pendant plus d'un siècle, étoit inébranlable : il n'a point fallu de Loi pour le décider, c'est la raison même qui a imprimé cette vérité dans le cœur de tous les peuples. Il faudroit effacer ces premières vérités que nous puisons dans la nature, pour pouvoir affoiblir l'autorité de la possession centenaire.

Possession  
centenaire au-  
dessus des ex-  
ceptions éta-  
blies contre la  
prescription.

De-là naissent deux conséquences que tous les Docteurs ont admises. La première, que toutes les dispositions qui rejettent la prescription dans certain cas, ne s'étendent jamais jusqu'à la possession centenaire. La Loi n'a prétendu exclure que les prescriptions ordinaires, qui sont son ouvrage, lorsqu'elle en a dispensé dans de certaines occasions ; mais dans ces exceptions générales, elle n'a jamais prétendu comprendre la possession centenaire. La seconde est que, pour faire cesser l'effet de la possession centenaire, il faut une Loi formelle qui la rejette expressément, il ne suffit pas de se servir des textes qui excluent en général la prescription, il faut une disposition textuelle qui déroge à la possession centenaire. En un mot, la possession centenaire ne forme point une simple prescription, elle n'est donc point soumise aux règles générales des prescriptions, elle est par elle-même un titre auguste formé par la nature, & qui ne peut être abrogé que par une Loi spéciale.

Tous ces principes sont renfermés dans l'idée générale que Me Charles Dumoulin nous a donnée de la possession centenaire sur l'art. 12 de la Coutume de Paris : *Prescriptio centum annorum habet vim constituti, unde nunquam censetur exclusa per legem prohibiti-  
viam, & per universalia, negativa, & geminata verba omnem quam-*



*cumque prescriptionem excludentia.* C'est aussi ce que nous enseigne le docteur Faber sur la Loi 7, au code de *prescript. 30 vel 40 annorum. Prescriptio centum annorum nunquam censetur exclusa, si non expressim de ea quoque actum sit.* Tous les Docteurs, en un mot, l'élevent au-dessus des prescriptions légales, & la regardent comme affranchie de toutes les règles auxquelles les autres sont assujetties.

Il est aisé de juger après cela si elle peut avoir lieu contre les substitutions; tout ce que l'on allègue pour en détruire l'effet n'est puisé que dans les sources qui mettent les substitutions à l'abri des prescriptions ordinaires: telle est la Loi 3, au code *Communia de legatis*, qui porte que, *nec usucapio nec longi temporis prescriptio contra legatarium vel fideicommissarium precedat.* Mais cette disposition qui rejette la prescription *longi temporis*, peut-elle être opposée à la possession centenaire? Y a-t-il donc quelque extension, quelque application à faire de l'une à l'autre?

Aussi M<sup>e</sup> Charles Dumoulin, examinant l'effet de la possession centenaire opposée à un fidéi-commis graduel, ne balance-t-il pas à décider qu'elle l'emporte sur le droit des Substitués. C'est dans son conseil 26, fait à Montbelliard, où il étoit consulté par le Prince de Montbelliard lui-même, qui vouloit rentrer dans la Seigneurie de Porentru en vertu d'une substitution graduelle faite par Etienne Comte de Montbelliard, en 1397. Cette Seigneurie avoit été aliénée par Henriette, fille aînée & héritière instituée du Comte de Montbelliard, en faveur de l'Evêque de Bâle que l'on vouloit évincer. Dumoulin examine au nombre 18, l'effet de la possession centenaire, il rapporte d'abord toutes les règles générales en matière de prescription que l'on nous oppose aujourd'hui. *Communis sententia est*, dit-il, *in singulis substitutis vel singulis gradibus, singulas & novas requiri prescriptiones, prout in singulis novum jus queritur ex nova conditione, quia ante illam supervientis conditionis existentiam nec jus nec actio oritur, & sic non potest prescriptio incipere contra quemlibet ante substitutionem sibi apertam, & antequam cum effectu agere possit . . . contra nundum natos nunquam incipere potest ulla prescriptio.* Voilà précisément les raisons que l'on répète sans cesse pour le Marquis de Nîsas. Mais M<sup>e</sup> Charles Dumoulin les refute aussi-tôt avec sa force ordinaire: *Fortius urget*, dit-il, *quia hic non solum est tempus longissimum, sed etiam immemorabile plusquam centum annorum . . . hujusmodi vero tempus habet vim constituti, nec dicitur prescriptio, sed titulus, quiquidem titulus non est abolitus per dictam Legem ultimam, Cod. com. de legatis, nec per aliam Legem: quia hujusmodi exceptio*

*temporis immemoralis nunquam censetur exclusa , etiam per Legem prohibitivam , nec per quaecumque verba universalis quamcumque prescriptionem excludentia.*

Il répond au nombre 32 , à ce que l'on objecte , qu'il faut une nouvelle prescription à chaque degré , & il soutient en premier lieu que cela seroit vrai d'une prescription ordinaire , mais non pas de la possession immémoriale , *duplex est responsio , prima quod hoc procederet in simplici prescriptione ordinaria , & tempus immemoriale non est hujusmodi , sed est constitutum , sive titulus legitimus presumptione juris & de jure ut dictum est.* Il soutient en second lieu que cette prescription contre chaque degré ne seroit tout au plus nécessaire qu'aux héritiers du Testateur qui a fondé le fidéicommis , *contra ipsum heredem aut heredum heredes in quos descendit obligatio ex testamento & qui personaliter tenentur ad implenda contenta in testamento sui decessoris ;* mais que pour le tiers Détenteur , il est incontestable qu'il prescrit par cent ans contre tous les Substitués , dont le droit peut s'ouvrir dans la suite , *secus quando agitur contra tertium bonæ fidei possessorem in quem non descendit obligatio , & qui non tenetur actione ex testamento.*

Telle est la doctrine du plus célèbre de nos Docteurs , qui n'est pas , comme on le suppose , une opinion solitaire ; en effet Molina dans son *Traité de Hispanorum primogeniis* , avoit soutenu le même principe , *L. 4 , ch. 20 , n. 20 ;* car après avoir établi que la prescription ordinaire ne peut nuire qu'au Possesseur actuel du majorat , & avoir apporté plusieurs limitations à cette règle , il ajoute pour dernière limitation , que la prescription immémoriale peut être opposée à ceux-mêmes qui sont appelés dans la suite au majorat : *Quarta limitatio sit , quando prescriptio memoriam hominum excedit , ea namque omnibus ipsius majoratus successoribus præjudicabit* , ce qu'il confirme par l'avis de plusieurs Docteurs.

La Peyrere , lettre P. nombre 91 , adopte ce sentiment , & le confirme par l'autorité d'un Arrêt du Parlement de Bordeaux : *Je crois* , dit il , *que le tiers Acquéreur , qui a possédé pendant cent ans , exclut tous les Substitués , & je l'ai ainsi vu juger en la Chambre de l'Edit en la substitution de Bucelly.*

Peregrinus & Fufarius contre la possession centenaire des biens substitués.

On ne croit pas après cela que le sentiment de Peregrinus & celui de Fufarius , qui sont les seuls que l'on ait opposés pour le sieur de Nisas , puisse faire une grande impression. Ces Auteurs n'ayant point approfondi la force & l'efficace de la possession centenaire , ont cédé sans réflexion à ces lieux communs , qu'on ne prescrit point contre celui qui ne peut point agir ; comme si on pouvoit confondre avec la prescription ordinaire cette possession

immémoriale, qui est elle-même un titre plus puissant que le testament, ou tout autre titre qui renferme la substitution.

La force de cette possession immémoriale a son fondement dans les principes du Droit public & même du Droit naturel; il a pour garants les Auteurs les plus accrédités parmi nous, & l'on ose dire qu'il est de l'intérêt de toutes les familles qu'il soit affermi par une Jurisprudence constante : car enfin quel est le Citoyen qui puisse compter sur le patrimoine de ses peres, si après une possession de plus d'un siècle, il ignore encore si sa propriété est chancelante ou inébranlable?

Mais, dit-on, les Auteurs mêmes que vous invoquez ne donnent ce privilege qu'au tiers Détenteur, & non à l'héritier grevé ni à ses héritiers ou représentans : or M. le Comte du Luc, héritier du Marquis de Vins, qui l'étoit de Laurence de Vayrac sa mere, représente Henri Deguers, frere uterin de Laurence de Vayrac; il représente donc l'héritier grevé, & par conséquent il n'a pas pu prescrire par quelque laps de tems que ce soit.

Deux réflexions font tomber ce dernier moyen du Marquis de Nifas.

Premierement, si l'héritier grevé ni ses héritiers ne peuvent pas prescrire contre la substitution dont il a été chargé, c'est parce qu'ils ne peuvent pas diviser le titre en vertu duquel ils possèdent. Le même testament qui leur a déferé les biens, les a chargés de substitution, ils possèdent en vertu du testament, ils ne peuvent donc pas ignorer la substitution, ni en secouer le joug par une possession contraire à leur propre titre : c'est la raison qu'en rend M<sup>e</sup> Charles Dumoulin, *contra ipsum heredem aut heredum heredes in quos descendit obligatio ex testamento*. Mais dans le fait particulier, Jean Deguers, fils aîné du Testateur, & Henry Deguers son fils, ont-ils possédé les biens en vertu du même titre qui contient la substitution des Murviel que reclame le Marquis de Nifas? Non sans doute, le testament par lequel Jean Deguers a été institué héritier, ne contenoit aucune substitution en faveur des Murviel; on ne la trouve cette substitution que dans un prétendu codicille dont Jean Deguers ne tiroit point son droit, & qui n'a jamais été le titre de la possession, ni de la jouissance de ceux à qui les biens ont passé depuis jusqu'à M. le Comte du Luc. Leur possession n'a donc jamais été contraire à leur titre, ils ont possédé en vertu du testament, & dans ce testament ils ne voyoient aucune vocation en faveur des Murviel; le prétendu codicille dont ils ne tiroient point leur droit, leur a même été inconnu dans tous les tems, il n'a jamais été publié, ils n'ont donc point joui

Pourquoi l'héritier grevé de substitution, & ses héritiers ne peuvent opposer la possession centenaire aux substitués.

de mauvaise foi , ils n'ont pas joui contre l'autorité de leur propre titre , & dans de pareilles circonstances , il n'y a aucune différence à faire entre l'héritier grevé & le tiers Détenteur.

Comparaison  
de l'héritier  
du grevé de  
substitution ,  
ou de ses hé-  
ritiers , avec un  
tiers Déten-  
teur.

On ne peut établir de distinction entr'eux que sur cet unique fondement , que l'héritier ne peut pas prescrire contre son propre titre , contre une substitution imposée par le même acte qui lui déferé les biens , au lieu que le tiers Détenteur qui ignore la substitution , ne trouve en lui-même , ni dans son titre , aucun obstacle à la prescription ; mais quand l'héritier n'est point chargé par son titre de la substitution que l'on veut faire valoir contre ses descendans , quand cette substitution ne se trouve établie que par un titre singulier dont l'héritier n'a jamais tiré son droit , & qui lui a même été inconnu : pourquoi ne pourroit-il pas prescrire comme le tiers Détenteur ? Il a pour lui la même ignorance de la substitution , la même bonne foi , & par conséquent il peut également prescrire contre un titre qui lui est absolument étranger.

Secondement , Laurence de Vayrac que représente M. le Comte du Luc , n'a pas joui seulement comme héritière d'Henry Deguers son frere uterin , mais encore comme Cessionnaire des droits de Jeanne de Lastour , ce qui établit en sa personne & en celle de ses descendans , la qualité de tiers Détenteurs. On a vu que , par la transaction de 1637 , Jeanne de Lastour avoit cédé ses droits à Laurence de Vayrac , moyennant la somme de 11000 liv. qui lui furent payées comptant. Laurence de Vayrac a donc acquis les droits de Jeanne de Lastour à titre singulier , elle les a acquis comme auroit pu faire tout autre étranger , elle a donc pu prescrire comme auroit fait tout autre Acquéreur.

Qu'on ne dise pas que l'héritier ne peut jamais se prévaloir de la qualité de tiers Détenteur , on combatroit en cela la doctrine de Maître Charles Dumoulin ; car , en supposant que l'héritier de l'héritier grevé ne peut pas prescrire , il nous avertit cependant que cette regle cesse , quand cet héritier a d'ailleurs un titre singulier : *Que adhuc limitentur si heres etiam universalis habet titulum particularem à singulari successore.*

Enfin qu'on ne dise pas que Jeanne de Lastour cédante n'avoit aucun droit ; car , pour mettre le tiers Détenteur en état de prescrire , il n'est pas nécessaire qu'il ait acquis de celui qui avoit un droit légitime , il suffit au contraire qu'il ait acquis d'un Possesseur qui prétendoit être Propriétaire. Si la propriété du Cédant étoit incontestable , le Cessionnaire n'auroit pas besoin du secours de la prescription , il n'est donc réduit à la faire valoir , que quand il a acquis

acquis de celui qui par l'événement ne se trouve pas Propriétaire, la prescription alors répare le vice de son acquisition, & la faveur de sa bonne foi donne à sa possession tout l'effet que les titres les plus authentiques produiroient en faveur du véritable Propriétaire.

Le moyen tiré de la possession centenaire, ne peut donc être affoibli par les raisonnemens du Marquis de Nifas. Cette possession forme elle-même le plus puissant de tous les titres. L'héritier qui a ignoré la substitution, qui ne tire point son droit du titre qui la renferme, est en état de l'opposer avec succès; à plus forte raison devient-elle décisive en faveur du tiers Détenteur, & toutes ces circonstances se trouvent réunies en faveur de M. le Comte du Luc.

Par le testament de 1573 Pierre Deguers, après avoir institué son fils aîné son héritier, lui avoit substitué graduellement ses descendans mâles; si cette branche venoit à s'éteindre, il avoit appelé successivement les autres branches de ses enfans mâles, & en cas que toute sa postérité masculine vînt à manquer, il avoit appelé Blanche sa fille aînée; si elle étoit décédée, Françoise sa seconde fille; & si elle étoit aussi décédée, Catherine sa troisième & dernière fille, sans avoir étendu ses dispositions jusqu'aux enfans de ses filles.

*Troisième  
Moyen.  
La substitution  
portée au pré-  
tendu codicille  
n'est point gra-  
duelle.*

Par le prétendu codicille de 1574, on prétend qu'en cas que sa postérité masculine vienne à manquer, il révoque la substitution faite en faveur de ses trois filles, & qu'il forme un nouvel ordre de substitution conçu en ces termes: « Veut, ordonne & » entend, qu'au défaut de tous les siens mâles, & des mâles de » siens, Sebastien de Murviel fils aîné de ladite Françoise Deguers sa fille, ait & recueille ladite substitution, & jouisse au » dit cas, de tous & chacun les biens du sieur Codicillant, sans » aucune détraction, à la charge toutefois par ledit Sebastien de » Murviel de porter les nom & armes dudit sieur Codicillant, » ou de les ajouter aux siennes; & au défaut dudit Sebastien de » Murviel & des siens mâles, veut & entend que ladite substitution aille au profit du premier enfant mâle de ladite Blanche Deguers sa fille; & au défaut d'icelui & des siens mâles, » au premier enfant mâle de la susdite Catherine, l'ordre de » primogéniture gardé en toutes lesdites substitutions ».

Voilà exactement la disposition du prétendu codicille; mais où trouve-t-on donc la prétendue substitution graduelle au profit des descendans mâles de Sebastien de Murviel? *Veut & ordonne que Sebastien de Murviel, fils aîné de ladite Françoise, ait*

Substitution  
graduelle &  
perpétuelle  
doit être di-  
sertement ex-  
primée.

Explication  
du mot *siens*.

Cas où les en-  
fans ne sont  
que dans la  
condition, &  
non dans la  
disposition.

& recueille ladite substitution. Cette première partie de la disposition est personnelle à Sebastien de Murviel. *Et au défaut dudit Sebastien de Murviel, & des siens mâles, veut & entend que ladite substitution aille au profit du premier enfant mâle de ladite Blanche sa fille.* Que signifient ces termes? 1°. Il n'est parlé que de Sebastien de Murviel & des siens mâles. Ces termes, *les siens mâles*, ne peuvent jamais s'entendre que des enfans de Sebastien au premier degré, & non des petits-enfans, des arrière-petits-enfans, & autres descendans à perpétuité. Une substitution graduelle & perpétuelle ne se supplée pas; il faut qu'elle soit disertement exprimée. Ces termes, *les siens mâles*, feroient au moins une expression équivoque, & jamais on ne peut former une substitution graduelle & perpétuelle sur la foi d'une expression au moins obscure & équivoque; mais y a-t-il même de l'équivoque? Cette expression, *les siens mâles*, ne peut signifier que ce que l'on entend en Droit par ces termes, *sui heredes*, c'est-à-dire, les enfans qui recueillent immédiatement la succession de leur pere; Sebastien de Murviel & les siens mâles, c'est-à-dire, Sebastien de Murviel & ses enfans mâles, ce sont proprement nos enfans, & non nos petits-enfans qui sont à nous: ainsi, en parlant en tierce personne, quand on dit, un tel & les siens mâles, on n'entend que ses enfans qui sont véritablement *siens*, & non ses petits-enfans. Le Testateur sentoît bien la force des expressions qu'il employoit. La clause par laquelle il appelle Sebastien de Murviel, commence par ces termes: *Veut & entend, qu'au défaut de tous les siens mâles, & des mâles des siens, Sebastien de Murviel ait & recueille ladite substitution.* Après avoir appelé ses propres enfans mâles par son testament & les avoir chargés de substitution envers leurs descendans mâles, il ne se contente pas dire ici, qu'au défaut des siens mâles, Sebastien recueillera, mais il dit, *qu'au défaut des siens mâles, & des mâles des siens*, Sebastien de Murviel sera substitué; cette reduplication prouve donc que par ces termes, *les siens mâles*, il n'entendoit que les enfans mâles au premier degré. 2°. Il y a bien une vocation de Sebastien, mais on ne voit pas même de vocation des siens mâles; car cette clause, *& au défaut de Sebastien & des siens mâles*, ne veut dire autre chose sinon, & en cas que Sebastien de Murviel qui est appelé vienne à mourir sans enfans mâles, en ce cas la substitution passera au premier enfant mâle de Blanche. Les enfans mâles de Sebastien, ou ce qui est la même chose, les siens mâles, ne sont donc pas dans la vocation, mais seulement dans la condition, & personne n'i-

gnore que la condition seule ne dispose pas en matière de substitutions.

Les clauses suivantes confirment ces vérités ; car on ajoute dans le prétendu codicille, & *en défaut de l'enfant mâle de Blanche & des siens mâles, au premier enfant mâle de Catherine*, les petits-enfans de Blanche ne sont encore là que dans la condition ; c'est-à-dire, que si l'enfant mâle de Blanche vient à mourir sans enfans mâles, sans siens mâles, le fils de Catherine recueillera la substitution. Mais ce qui leve tous les doutes, c'est que le premier enfant mâle de Catherine, qui est appelé, n'est chargé d'aucune substitution envers ses enfans mâles, la substitution sans aucune équivoque, finit en sa personne. Or si le Codicillant avoit chargé les enfans mâles de Blanche & de Françoise, de substitution envers leurs enfans mâles, il est évident qu'il auroit aussi chargé le premier enfant mâle de Catherine d'une pareille substitution envers ses enfans mâles ; il ne l'a pas fait cependant, au moins à l'égard de l'enfant mâle de Catherine, donc il ne l'a pas fait non plus à l'égard des enfans mâles de Blanche & de Françoise.

Ajoutons que Pierre Deguers par son testament, en appelant successivement ses trois filles, ne les avoit point chargées de substitution envers leurs enfans. Que fait-il par son prétendu codicille ? Il ne fait qu'appeler les enfans de ses filles, au préjudice de ses filles mêmes ; mais comme il n'avoit point chargé ses filles de substitution envers leurs descendans, il n'en charge pas non plus les enfans de ses filles. Dans une substitution formée par deux actes différens, on doit reconnoître le même esprit dans le Testateur, & expliquer l'un des deux par la volonté clairement développée dans l'autre.

Que sert-il après cela de relever ces termes : *l'ordre de primogéniture gardé en toutes lesdites substitutions* ? On convient que le Testateur a voulu que l'aîné fût préféré aux puînés, mais est-ce entre tous les descendans mâles ? Non, c'est *en toutes lesdites substitutions* ; il faut donc en revenir aux substitutions établies auparavant, & dans ces substitutions, on ne voit que les enfans mâles des filles qui soient appelés, sans qu'ils soient eux-mêmes chargés de rendre à leurs enfans mâles ; jamais il n'a été permis d'étendre des substitutions d'un cas à un autre.

Mais, dit-on, Sebastien de Murviel & les siens mâles, sont chargés envers l'enfant mâle de Blanche, donc ils sont appelés, car on ne peut pas être chargé de rendre sans avoir recueilli, *nemo oneratus nisi honoratus*. Ce raisonnement n'est qu'une péti-

tion de principes. On suppose que Sebastien de Murviel & les siens mâles sont chargés de rendre à l'enfant mâle de Blanche ; cela est vrai de Sebastien de Murviel personnellement ; mais cela n'est pas vrai des siens mâles ; il est bien dit, qu'au défaut de Sebastien de Murviel, qui vient d'être appelé, & des siens mâles, l'enfant de Blanche recueillera, c'est-à-dire, que si Sebastien de Murviel, qui est appelé, meurt sans enfans mâles, celui de Blanche recueillera ; la non-existence des enfans mâles de Sebastien fait place à l'enfant de Blanche ; mais si les enfans mâles de Sebastien existent, il n'y a aucune disposition qui les charge de rendre à l'enfant de Blanche.

D'ailleurs quand Sebastien de Murviel & les siens mâles, seroient chargés de rendre à l'enfant de Blanche, & que par conséquent ils seroient appelés, il faudroit toujours savoir ce que l'on entend par ces mots, & *les siens mâles*. Or on a fait voir que l'on ne peut entendre par ces termes, *que les enfans de Sebastien au premier degré*. Il n'y auroit donc qu'eux d'appelés, ce qui seroit bien différent de cette substitution graduelle, si nécessaire au système du sieur de Nifas.

On ne voit donc dans le prétendu codicille, qu'une vocation des enfans mâles des trois filles ; c'est au défaut de l'enfant mâle de l'une, que l'enfant mâle de l'autre est appelé. Voilà tout ce qui résulte de ce titre, & dans cette disposition rien ne peut soutenir la prétention du sieur de Nifas ; car Sebastien de Murviel étant mort avant Henri Deguers, la vocation de sa branche s'est trouvée caduque, & quand Gaspard de Murviel son fils auroit été appelé par cette clause, & *au défaut dudit Sebastien de Murviel & des siens mâles*, les biens seroient toujours devenus libre dans la personne de Gaspard, & par conséquent M. le Comte du Luc auroit une possession de cent ans, depuis l'ouverture de la substitution en faveur du dernier appelé.

Mais quelque décisif que soit ce moyen, pourquoi s'y arrêter ? puisque le prétendu codicille que l'on oppose ne peut avoir aucun degré d'authenticité, puisqu'il seroit toujours impuissant contre celui qui possède de tems immémorial, & depuis plus de cent ans. Tant de moyens réunis ne permettent pas de penser que la nouvelle action du sieur de Nifas soit plus redoutable que la première ; jamais on ne se déterminera à dépouiller un Possesseur paisible de plus de cent ans, à la faveur d'une piece aussi suspecte que celle que l'on présente, & qui au fond ne contient aucune disposition qui lui soit contraire.



# GENEALOGIE DE PIERRE DEGUERS.

Claire - Charlotte de Grignan, veuve de Jean Deguers, a époué Jean de Vayrac, Baron de Paudhan.

Jean Deguers, Baron de Castelhan, a époué Claire-Charlotte de Grignan.

Bertrand, Etienne, Sébastien, Jean-Jacques, Pierre, Gilles, François Deguers, décédés tous sans enfans & avant François leur sœur.

Blanche a époué le sœur de Lafour, est morte avant François sa sœur, & a laissé

Françoise a époué François-Charles de Murviel, & est morte le 4 Juin 1626, après avoir survécu tous ses freres & sœurs sans exception, & avoir eu

Catherine morte sans enfans, & avant François, sa sœur.

Laurence de Vayrac a époué Melchior de Vins.

Henri Deguers, Baron de Castelhan, mort sans enfans vers 1636.

Jean, Marquis de Vins, a institué son héritier en la Baronie de Castelhan qu'il possédoit.

M. le Comte du Luc, *Inimé & Dédendeur.*

Jeanne de Lafour, morte en 1637, laissant

François du Bourg de la Loubere.

Sébastien de Murviel mort en 1624, deux ans avant François Deguers sa mere.

Anne de Murviel, Evêque de Montauban, qui par acte du 30 Octobre 1648 a cédé tous ses droits à Gaspard de Murviel son neveu.

Anne de Murviel, mort sans enfans. Gaspard de Murviel, mort en 1670.

Gabriel-Charles de Murviel, mort en 1713. Jean-Louis de Murviel.

François-Emmanuel de Murviel.

La Dame de la Rouquette, morte peu après son pere & sans enfans.

Anne-Gabrielle de Murviel, époué de Messire Henri Ducarion, Marquis de Nîmes & de Murviel, *Appellante & Demanderesse.*

*Extrait du Testament de Messire Pierre Deguers ,  
du 26 Juillet 1573.*

**E**TABLI en sa personne Messire Pierre Deguers, Chevalier, Seigneur & Baron de Châteauneuf, Deguers, au Diocèse d'Agde & Sénéchaussée de Carcassonne, de l'Étang, de Motdardier, de Laval, & Conseigneur d'Olargues . . . . . Lequel au résidu de tous & chacuns ses autres biens meubles & immeubles, Places, Seigneuries, rentes & revenus, dûs & devoirs, noms, droits, raisons & actions & hypotheques présens & à venir quelconques, quelque part qu'ils soient situés & assis, & par quelconques personnes qu'ils soient dûs & détenus, que ledit sieur Testateur n'a encore donnés ni legués, & n'entend donner ni leguer; icelui sieur Testateur a fait, créé, institué & de sa propre bouche nommé, & par ces Présentes fait, crée, instituée, & de sa propre bouche nomme son héritier universel; c'est à savoir, Messire Jean Deguers, Chevalier de l'Ordre du Roi, son fils aîné & premier-nai légitime & naturel de ladite Damoiselle de Grassolles sa femme, à la charge de payer ses dettes, legs & pies, & accomplir & effectuer tout le contenu entierement en son présent testament, inviolablement de point en point selon sa forme & teneur.

Et au cas que ledit sieur Jean Deguers, héritier universel susdit, décédât & allât de vie à trépas sans enfans mâles procréés & nés de vrai & légitime mariage & survivant audit sieur Jean Deguers.

En ce cas ledit sieur Testateur lui a substitué & substitue sieur Bertrand Deguers son frere & les siens mâles ou mâle.

Et où ledit Bertrand Deguers décéderoit sans enfans mâles, ou enfant mâle, lui a substitué & substitue sieur Etienne Deguers son frere & les siens enfans mâles, ou enfant mâle légitimes ou légitime ou naturel.

Et audit sieur Etienne Deguers mourant sans enfans mâles, de légitime & vrai mariage nés & procréés, ledit sieur Testateur lui a substitué & substitue sieur Sebastien Deguers son frere & les siens enfans mâles, ou mâle nai de vrai mariage.

Et après sécutivement les autres siens freres & enfans légitimes dudit sieur Testateur & leurs mâles nés & procréés de vrai & légitime mariage selon leur ancienneté & aînage.

Et où il adviendrait que tous les susnommés enfans, légataires

& appanés , & héritiers universels fufdits dudit fleur Testateur & tous leurs enfans mâles nés & procréés de vrai & légitime mariage , décéderoient & iroient de vic à trépas , & pareillement leurs fufdits enfans nés & procréés de vrai mariage , tellement qu'il n'y eût aucun enfant mâle légitime & naturel defdits fleurs enfans mâles d'icelui Testateur qui portât directement le furnom dudit fleur Testateur.

En ce cas ledit fleur Testateur leur a substitué & substitue la Demoiselle *Blanche Deguers*.

Et au défaut d'icelle Damaoiselle Blanche , & qu'elle seroit décedée , lui a ledit fleur Testateur substitué & substitue ladite Damaoiselle *Françoise Deguers*.

Et en défaut d'icelle , & qu'elle seroit décedée , lui a substitué & substitue ladite Demoiselle Catherine , *Catherine Deguers*.

Exécuteurs de son Testament & Ordonnance de derniere volonté a nommé & élu , constitué , établi Messire Loys de Clermont Sieur du Bouft & les fleurs de Temynes & de Sayras , & chacun en absence de l'autre , leur donnant plein pouvoir & puissance , commission & mandement & procuration irrévocables , généraulx & spéciaux d'accomplir & effectuer tout le contenu en son présent testament , & de prendre de ses biens pour accomplir les legs & pies contenus en sondit présent testament. Si a dit & affirmé ledit fleur Testateur cetui être son dernier testament noncupatif & ordonnance de derniere volonté noncupative.

Cassant , révoquant & annullant tous autres testamens , donations & codicilles qu'il pourroit avoir ci-devant faits , & veut & ordonne icelui Testateur cetui sondit testament être & demeurer seul , sans autre , en sa pleine vigueur , force , vertu , valeur & efficace.

Voulant & ordonnant qu'il soit valable & à jamais perdurable par droit de testament noncupatif.

Et s'il n'est valable par ce droit , qu'il soit valable & à jamais perdurable par droit de testament solemnel & finale disposition.

Et s'il n'est valable par ce droit , ledit fleur Testateur veut & ordonne qu'il soit valable & à jamais perdurable par droit de codicille & donation faite entre-vifs à cause de mort , selon les Loix & louables Coutumes introduites en faveur de ceux qui testent.

Et par-tout le meilleur & plus valable moyen , voie , droit &

forme que de droit , mieux & plus valablement faire & valoir pourra selon l'ordonnance dudit Testateur ci-dessus écrit. Priant & requerant les Témoins, &c.

Fait en la Ville de Montagnac , en la maison d'honorable homme M<sup>e</sup> Jean Clapier , Lieutenant du Baile audit Montagnac , en présence dudit Clapier , & M<sup>e</sup> Guillaume Fabre Baille pour le Roi audit Montagnac , & autres. *Signé*, DE MONTGUIBERT , Notaire Royal , avec grilles & paraphe.

*Extrait du prétendu codicille de Pierre Deguers du 14 Mars 1574.*

*Nota. Ce prétendu acte n'a point été publié.*

**D**ANS le Château de Murvielh au Dioceſe de Beziers , établi en perſonne Meſſire Pierre Deguers , Chevalier , Seigneur & Baron de Châteauneuf , Laval , Oluages & autres Places ; lequel ſachant avoir fait ſon dernier & perdurable teſtament le vingt-fixieme jour du mois de Juillet de l'année dernière , écrit & retenu M<sup>e</sup> Hugues de Montguibert , Notaire , & y avoir obmis partie de ſes intentions , il a voulu par cetui préſent codicille y ajouter les legats & diſpoſitions y énoncées , dont la dernière contient ce qui ſuit.

Finalemant veut & entend ledit ſieur Codicillant , qu'en ce que en ſondit teſtament , & en défaut de ſils chacungs les ſiens mâles & les mâles des ſiens , il leur ſubſtitue Blanche Deguers ſa fille mariée avec le Baron d'Andoſielle ; & en défaut d'icelle , Françoisſe Deguers , auſſi ſa fille , veſve à feu le Seigneur de Murvielh ; & après icelle , Catherine Deguers , auſſi ſa fille , icelle ſubſtitution demeure en tout comme non avenue , laquelle il a révoqué & révoque par exprès. Veut & ordonne & entend , qu'au défaut de tous les ſiens mâles & des mâles des ſiens , Sébaſtien de Murvielh , ſils aîné de ladite Françoisſe Deguers ſa fille , ait & requelliſſe ladite ſubſtitution , & jouiſſe audit cas de tous & chacungs les biens dudit ſieur Codicillant , ſans aucune diſtraction , prohibant à cet effaiet à tous les héritiers inſtitués & ſubſtitués l'aliénation de la Carte treſbelliaque , à la charge toutefois par ledit Sébaſtien de Murvielh de porter le nom & armes dudit ſieur Codicillant , ou de les ajouter aux ſiennes ; & en défaut dudit Sébaſtien de Murvielh , & des ſiens mâles , veult & entend que ladite ſubſtitution aille au profit du premier enfant mâle de ladite Blanche Deguers ſadite fille.

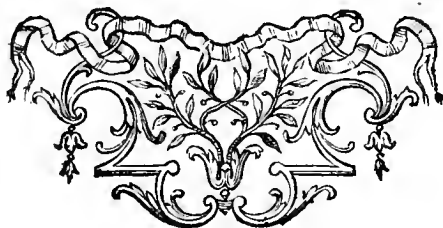
Et en défaut d'icelui & des ſiens mâles , au premier enfant mâle de la ſuſdite Catherine Deguers auſſi ſa fille , l'ordre de primogéniture

primogeniture observé en toutes lescdites substitutions. Et le tout aux charges & condicions susdites.

Dit & déclaré ledit sieur Codicilant au présent acte n'être intervenu aucun dol ni fraude, ains être une continuation ou partie de sa dernière volonté contenue en son susdit testament, qu'il a confirmé & confirme en tant que de besoin est.

Et en tout le surplus veut que le présent codicile vaille par la meilleure forme de droit que dernière disposition peut valoir, cassant, révoquant tous autres codiciles & testamens ci-devant faits, sauf pour celui dudit jour vingt-sixième Juillet dernier, retenu par ledit de Montguibert, Notaire ci-après, a nommé tous les témoins présens, & il les a à ces fins convoqués de s'en recorder & lui en porter témoignage de vérité par-tout où besoin fera

Fait & récité audit lieu de Murvielh & dans le Château dudit sieur de Murvielh en la présence de noble Joseph de Bosquat Sieur de Mura, André Arribat, Vidal Alya, Jacques Soblayrolle, Pierre Pastre, Jehan Vilabon, & Jehan Dumas, dudit Murvielh, soussignés, ensemble ledit sieur Codicilant, & moi Pierre Cathelan, Notaire Royal, qui requis ai reçu & signé le présent acte. Pierre Deguers, Debosquat, Arribat, Alya, Soblayrolles, Pastre, Vilabon, Dumas, Cathelan, ainsi signé à la Note originale, de laquelle ai expédié le présent. *Signé,*  
CATHELAN.



## CX. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Sieur François - Antoine - Nicolas Savar ,  
Tuteur de Messire Armand-Charles-Gabriel de la  
Forest d'Armaillé, Appellant & Demandeur.

CONTRE Messire Joseph-Hyacinthe de Boilesve, Che-  
valier, Seigneur de Chamballan, Conseiller en la Grand'-  
Chambre du Parlement de Bretagne.

Messire Louis César de Cremeaux, Chevalier, Marquis  
d'Entragues ; Dame Marie-Claude Heron son épouse ,  
Intimés & Défendeurs.

ET contre les sieurs de Bussy, Genouillac, du Landreau  
& son épouse, & autres Intervenans, aussi Intimés &  
Défendeurs.

## Q U E S T I O N.

*Si l'état d'un enfant est en péril, parce que ses  
pere & mere ont tenu quelque tems leur  
mariage secret.*

UN enfant saisi, par la Loi, de la succession de son ayeule,  
reconnu héritier, mis en possession des biens qui en dé-  
pendent par ses propres parens, confirmé par le Magistrat dans  
l'exercice de tous les droits qui sont un apanage de sa naissance,  
n'auroit pas besoin d'approfondir les faits que quelques collate-  
raux s'efforcent d'empoisonner, pour lui ravir des droits affer-  
mis par tant de titres.

Mais en se prêtant à cette discussion, il joint à la possession  
solemnelle qui lui suffit, des preuves si éclatantes de la validité  
de la publicité du mariage de ses pere & mere, qu'il agiroit contre  
ses propres intérêts, s'il se refusoit à lui-même un triomphe si

flatteur ; ce sera donc pour sa propre gloire , & pour celle de M. & de Madame d'Armaillé, de qui il tient le jour, qu'il entrera dans le détail des circonstances dont leur mariage a été accompagné.

M. d'Armaillé, Conseiller en la Cour, étoit né en 1694 d'un second mariage que son pere avoit contracté avec Dame Gabrielle de Boylesve. Il n'avoit presque recueilli aucun bien de la succession de son pere, tout appartenoit à M. d'Armaillé, Conseiller au Parlement de Bretagne, fils unique du premier lit.

S'il avoit si peu de ressource du côté de son pere, il avoit au contraire de très-grandes espérances du côté de sa mere, qui possédoit de grands biens. Il demouroit avec elle rue Pavée, Paroisse saint Paul. Dans la même rue demouroit le sieur de Terni, homme qui avoit rempli des postes distingués, qui jouissoit d'une fortune proportionnée à son rang & qui avoit une fille unique. M. d'Armaillé lié avec le sieur de Terni, trouva dans la Demoiselle sa fille toutes les qualités & tous les avantages qui pouvoient l'engager à la rechercher en mariage ; il n'y avoit rien qui ne fût convenable & proportionné, soit du côté de la naissance, soit du côté de la fortune.

Madame d'Armaillé sa mere, à qui il découvrit ses vues, les approuva ; autorisé de son consentement, sa recherche devint publique : mais depuis la proposition d'un autre mariage qui flattoit encore plus Madame d'Armaillé, la détermina à vouloir rompre celui qu'elle avoit agréé d'abord ; elle se porta même à former opposition au mariage de son fils avec la Demoiselle de Terni.

M. d'Armaillé persuadé qu'il étoit de son honneur de soutenir ses premieres démarches, & que sa mere reviendrait un jour aux sentimens qu'elle lui avoit témoignés, fut obligé de poursuivre la main-levée de cette opposition ; il se pourvut en l'Officialité, & y obtint Sentence le 13 Octobre 1731, qui permettoit de passer outre à la célébration de mariage ; le lendemain il fit publier un ban à saint Paul.

L'espérance de ramener sa mere, engagea M. d'Armaillé à suspendre encore quelque tems le mariage ; mais enfin ne pouvant pas porter plus loin le ménagement, le 8 Avril 1732 il obtint la dispense des deux autres bans. Le 17 du même mois le contrat de mariage fut passé devant Notaires, & le 22 en vertu d'une permission par écrit du Curé de saint Paul, le mariage fut célébré par le Curé de saint Nicolas du Chardonnet, en présence de quatre témoins, & entr'autres du sieur de la Boulaye, fondé de procuration du sieur de Terni pere, passée devant Notaires le 17 du même mois.

FAIT.

Tant de solemnités ne peuvent se concilier avec le système d'un mariage qu'on vouloit tenir dans l'obscurité. Plaider dans les Tribunaux pour lever l'obstacle qui s'élève contre le mariage , faire publier un ban au milieu d'un peuple nombreux , passer différens actes pardevant Notaires pour y parvenir , employer le ministère de deux Curés différens , appeler un grand nombre de témoins , c'est au contraire répandre plus d'éclat sur le mariage qu'on ne le pratique tous les jours dans ceux qui se font au gré des deux familles.

Aussi ce mariage ne fut-il ignoré de personne ; on pourroit sans craindre invoquer la notoriété publique. Il est vrai que M. d'Armaillé étoit obligé d'avoir pour Madame sa mere des ménagemens qui ne lui permettoient pas de faire éclater le mariage à ses yeux ; il falloit attendre que son esprit & son cœur fussent disposés , non-seulement à en apprendre la nouvelle , mais encore à la recevoir avec bonté ; ce n'étoit pas l'ouvrage d'un jour. Il n'étoit donc pas possible , ni que M. d'Armaillé quittât sa mere pour aller demeurer avec sa femme , ni qu'il fût venir sa femme dans la maison de sa mere , ni même qu'il lui fût prendre publiquement le nom de Madame d'Armaillé ; tout le fruit qu'il auroit tiré de ces démarches précipitées , auroit été d'aigrir sa mere , & de mettre un obstacle insurmontable à la réconciliation de ce qu'il avoit de plus cher au monde , c'est-à-dire , de sa mere & de sa femme.

Il prit donc le parti d'attendre le moment favorable. Ce fut dans ce tems que Madame d'Armaillé la jeune passa le premier Décembre 1732 le seul acte dans lequel elle ait pris la qualité de fille ; mais bientôt l'esprit de Madame d'Armaillé la mere ayant été calmé par les témoignages de respect & d'attachement de M. son fils , & ayant bien voulu admettre sa bru auprès d'elle , le mariage déjà connu de tout le Public , lui fut annoncé avec un nouvel éclat. Madame d'Armaillé la jeune prit publiquement la qualité de femme de M. d'Armaillé , & fut traitée en cette qualité par toutes les personnes avec qui elle étoit en relation.

Nous en avons la preuve dans des actes publics , qui suffisent seuls pour confondre nos Adversaires. Le 20 Mars 1733 elle paya la taxe des pauvres de la Paroisse de saint Paul ; la quittance qui lui fut donnée par M. Silvestre , Notaire & Commissaire des pauvres de cette Paroisse , porte qu'il a reçu la somme imposée de *Madame d'Armaillé la jeune , femme de Conseiller de la Cour*. Ces termes ne sont pas équivoques. Madame d'Armaillé la



jeune, non-seulement n'y dissimule point son état, mais elle l'explique & le caractérise par toutes les circonstances qui pouvoient le manifester; par le nom de son mari qu'elle s'applique, par l'âge qui pouvoit la distinguer de Mad. d'Armaillé sa belle-mère, par la dignité dont son mari étoit actuellement revêtu. Ce qu'elle expliquoit de la quittance, devoit être reporté dans le registre du Commissaire des pauvres, sur lequel il devoit rendre son compte, & par conséquent il étoit impossible que cela ne devînt public.

Quelque tems après Madame d'Armaillé passa une transaction avec M. Chomel son oncle, Conseiller au Grand-Conseil; elle fut signée chez le Notaire, où toutes les Parties se rendirent à cet effet le 2 Avril 1733. Madame d'Armaillé y contracte comme femme de M. d'Armaillé, elle y est autorisée par M. d'Armaillé comme son mari, qui s'oblige de la faire ratifier quand elle sera parvenue en majorité. Voilà donc encore une profession publique du mariage dans un acte authentique; quelles preuves plus décisives pourroit-on rapporter de la publicité du mariage?

M. d'Armaillé étoit alors en pleine santé; mais environ huit jours après il fut attaqué d'une fièvre qui parut d'abord peu considérable; cependant Madame d'Armaillé sa femme ne tarda pas un moment à se rendre auprès de lui pour lui procurer tous les secours qu'il devoit attendre de son zèle & de sa tendresse. Madame d'Armaillé la mère la reçut dans sa maison avec toutes les marques d'affection qu'une belle-mère peut témoigner à une brachérie; elles mangeoient ensemble, elles ne quittoient point M. d'Armaillé; Madame d'Armaillé la jeune couchoit dans la maison, où elle étoit traitée publiquement par Madame d'Armaillé la mère, par les Domestiques, & par tous ceux qui y venoient, comme femme de M. d'Armaillé, ne portant point d'autre nom.

Quand la maladie devint plus dangereuse, Madame d'Armaillé la jeune veilloit son mari, assistoit à toutes les visites des Médecins, & recevoit toutes les consolations dont une femme a besoin dans de si tristes conjonctures. Le Confesseur, le Curé de la Paroisse la virent, & la traitèrent publiquement comme femme de M. d'Armaillé; en un mot elle jouit de tous les honneurs du mariage, en même tems qu'elle en portoit toutes les charges, & qu'elle en souffroit toutes les peines.

M. d'Armaillé mourut le premier Mai 1733, Madame d'Armaillé la jeune se retira chez son père, où elle emmena sa belle-mère, qui ne pouvoit plus trouver de consolation qu'auprès de sa bru; les parens des deux côtés invités à l'enterrement, s'y

réunirent pour rendre les derniers devoirs à M. d'Armaillé. L'acte mortuaire fut signé de deux parens du côté de M. d'Armaillé, savoir de M. de Boylesve, fils de M. de Chamballan, Conseiller au Parlement de Bretagne, & du sieur de Buffy, & de deux parens du côté de Madame d'Armaillé, savoir, de M. l'Evêque d'Orange son oncle, & de M. Chomel aussi son oncle, Conseiller au Grand-Conseil, à qui on donne dans l'acte la qualité d'*oncle de M. d'Armaillé, à cause de Madame son épouse*.

A qui persuadera-t-on après cela que le mariage eût été caché jusqu'à la mort de M. d'Armaillé ? Dans cette supposition, quel personnage auroient dû faire ses parens au moment de sa mort & de son enterrement ? C'auroit été de méconnoître absolument Messieurs Chomel, de les regarder comme des étrangers, & de ne point concourir avec eux dans une cérémonie dont il n'appartient qu'aux parens de faire les honneurs. Si on leur avoit appris le mariage, l'indignation auroit dû éclater de leur part, & peut-être même la crainte de quelque surprise ou de quelque supposition. Mais on ne les voit point agités de ces différens mouvemens, au contraire on les voit se joindre paisiblement à Messieurs Chomel, partager avec eux leur douleur, s'associer à eux dans une cérémonie publique, & signer en commun le Registre de la Paroisse, comme parens & alliés de M. d'Armaillé. Cette circonstance révolte contre le système qu'ils ont imaginé depuis pour opprimer le mineur.

Madame d'Armaillé la mere ne reconnut pas moins la publicité des nœuds qui avoient uni son fils & sa bru. Quatre jours après la mort de son fils elle passa un acte pardevant Notaires, par lequel elle s'obligea personnellement au douaire de Madame d'Armaillé la jeune. Si à la circonstance d'un mariage fait sans son consentement, on avoit ajouté l'injure de le lui cacher pendant toute la vie de son fils, si Madame d'Armaillé la jeune ne s'étoit fait connoître à elle que depuis la mort de son mari, peut-on penser qu'une mere justement irritée eût prodigué ainsi subitement ses bienfaits ? Non sans doute. Il est donc évident que cette marque de tendresse & de générosité étoit le fruit de l'union qui avoit régné entre la belle-mere & la bru, depuis qu'elles s'étoient vues, connues & tendrement aimées, sous ces qualités si propres à les intéresser l'une pour l'autre.

Ces premieres démarches se sont parfaitement soutenues dans la suite. Le 3 Juillet de la même année, Madame d'Armaillé la mere donna son avis comme les autres parens devant le sieur

Lieutenant Civil, pour nommer un Curateur au ventre de Madame d'Armaillé la jeune qui étoit demeurée enceinte, & fut même élue Curatrice. L'enfant étant né le 22 Novembre 1733 il fut reconnu pour seul héritier de son pere; en cette qualité on lui créa un Tuteur le 2 Février 1735 pour vendre la Charge de Conseiller en la Cour, dont son pere étoit mort revêtu : la Charge fut en effet vendue par le Tuteur. Quelque tems après les parens jugerent que le mineur devoit renoncer à la succession de son pere. La renonciation fut faite, il y eut même un Curateur créé à la succession vacante, attendu la renonciation du fils.

Madame d'Armaillé, l'ayeule du mineur, présidoit à tous ces actes de famille, & reconnoissoit par conséquent son petit-fils capable de successions & des effets civils du mariage; elle mourut le 26 Février 1738; le scellé fut apposé à la requête de Madame d'Armaillé la jeune, pour la conservation des droits de son fils; mais pour faire les choses en regle, il falloit lui faire nommer un Tuteur, & pourvoir à l'administration, tant de sa personne que des biens qui lui étoient échus par la mort de Madame d'Armaillé son ayeule.

Les parens furent à cet effet convoqués devant le sieur Lieutenant Civil le 6 Mars 1738. Dans le nombre de ceux qui donnerent leur avis, on trouve M. d'Armaillé, Conseiller au Parlement de Bretagne, oncle paternel du mineur, le sieur Grimaudet de la Nouë, le sieur de Boylesve de Saint-Hilaire, tous deux cousins issus de germain du mineur; du côté de Madame d'Armaillé son ayeule, & plusieurs autres : tous furent d'avis de nommer Madame d'Armaillé Tutrice honoraire, & le sieur Savar Tuteur onéraire du mineur, & de choisir deux anciens Avocats pour conseils de la tutelle; ils ajouterent que les deniers provenans du prix de la vente des meubles & autres effets mobiliers, ensemble les revenus des immeubles que l'on pourroit épargner, seroient portés par le Tuteur chez M<sup>e</sup> Camuset, Notaire, pour être employés au paiement des dettes, & le surplus au profit du mineur : ce qui fut homologué par Sentence du Châtelet du même jour.

Tout étoit donc consommé, le mineur reconnu héritier, & mis en possession des biens de son ayeule, tant par ses plus proches parens que par la Justice, lorsque M. de Chambellan & le sieur Marquis d'Entrague, à cause de la Dame son épouse, parens éloignés de M. d'Armaillé, & qui ont cependant osé prendre la qualité de ses héritiers par bénéfice d'inventaire, ont obtenu une Or-

donnance du sieur Lieutenant Civil, portant permission de saisir & arrêter les biens de la succession. Les saisies ayant été faites en conséquence, le Tuteur du mineur a interjetté appel de l'Ordonnance, & a demandé main levée des saisies; la main levée a été ordonnée provisoirement par Arrêt du 8 Mai dernier.

Depuis il a conclu à ce que défenses fussent faites à M. de Chamballan & au Marquis d'Entrague, de prendre la qualité d'héritiers de Madame d'Armaillé : ceux-ci au contraire, supposant que le mariage de M. & de Madame d'Armaillé avoit été secret & inconnu pendant toute la vie de M. d'Armaillé, ont conclu à ce que leur fils fût déclaré incapable de toutes successions. C'est sur ces différentes demandes qu'il s'agit de prononcer.

## MOYENS.

On invoque contre le mineur la disposition de l'Ordonnance de 1639, qui porte dans l'art. 5, que le Roi *desirant pourvoir à l'abus qui commence à s'introduire dans le Royaume par ceux qui tiennent leurs mariages secrets & cachés pendant leur vie, contre le respect qui est dû à un si grand Sacrement, ordonne que les majeurs contracteront publiquement leurs mariages en face de l'Eglise, avec les solemnités prescrites par l'Ordonnance de Blois, & déclare les enfans qui naîtront de ces mariages, que les Parties tiendront à l'avenir cachés pendant leur vie, & qui ressentent plus la honte du concubinage que la dignité du mariage, incapables de toutes successions, aussi-bien que leur postérité.* Si le mineur pouvoit craindre quelque application de cette Loi, il lui seroit aisé de faire sentir d'abord à quel point on abuse de cette Ordonnance dans l'usage que l'on en fait.

Esprit de l'art.  
4 de l'Ordon.  
de 1639 con-  
cernant les  
mariages *in*  
*extremis.*

1°. Il faut convenir que c'est une disposition toute nouvelle, & qui n'a son fondement dans aucune Ordonnance antérieure; le texte même de l'Ordonnance le fait assez entendre, en disant que l'on veut pourvoir à un abus qui commence à s'introduire dans le Royaume.

2°. C'est une Loipénale, & dont la rigueur est extrême, puisqu'on enveloppe dans la même peine, & le coupable, & toute sa postérité.

3°. Il semble que l'on n'ait eu en vue que ces alliances honteuses qui couvrent les familles d'opprobre : n'est-ce point aller contre l'esprit de la Loi, que de l'étendre à des mariages où tout ne respire que l'honneur & la vertu, où les conditions, l'âge, la fortune, tout en un mot se trouve assorti?

4°. Pour éviter la peine prononcée, qu'est-ce donc qu'exige l'Ordonnance? *Que les majeurs contractent leurs mariages publiquement*

*quement en face d'Eglise, avec les solennités prescrites par l'Ordonnance de Blois.* Mais un mariage précédé de publication de bans, célébré en face d'Eglise par le propre Curé ou avec sa permission, déposé dans un Registre public, signé de quatre Témoins, n'est-il pas exactement conforme à ce que prescrit l'Ordonnance, & peut-il jamais exposer les enfans qui en sont nés à cette privation des effets civils que la Loi a établie contre ceux qui ne sont pas revêtus de ces caractères ? L'Ordonnance exige-t-elle que les époux se donnent nécessairement en spectacle à tout l'Univers comme unis par le Sacrement ? On ne trouve rien de semblable dans sa disposition. Est-il permis de suppléer une telle obligation pour appliquer une peine toujours dure & contraire au droit naturel ?

5°. Il est vrai que l'on déclare incapables de toutes successions les enfans nés de mariages que les Parties auront tenus cachés pendant leur vie ; mais quel est le caractère auquel on doit reconnoître un mariage caché ? C'est lorsqu'il n'a pas été contracté publiquement en face d'Eglise, avec les solennités prescrites par l'Ordonnance de Blois ; car s'il a dans le principe ce caractère de publicité, il n'est plus, il ne peut plus être aux yeux de la Loi un mariage caché & secret : les actes qui le constituent sont publics, cela suffit pour assurer sa publicité, sans qu'il soit permis de recourir à une preuve testimoniale pour établir un prétendu secret qui est démenti par des titres solennels, à la foi desquels l'ordre public exige nécessairement que l'on défere.

Mais, encore une fois, ces réflexions qu'il seroit aisé de fortifier pourroient trouver place dans une autre Cause ; pour celle du mineur dont il s'agit, elles sont absolument superflues & surabondantes. Non-seulement le mariage de ses pere & mere a été revêtu du caractère de publicité que la Loi exige lorsqu'il a été contracté, mais il a été depuis universellement connu. Madame d'Armaillé a été traitée comme femme, a contracté comme femme, a vécu comme femme dans la maison de son mari, reçue en cette qualité par sa belle-mere, reconnue par les parens, les amis, les domestiques de son mari.

C'est ce qui résulte des actes & des faits dont on a rendu compte. On a vu dans la quittance du 20 Mars 1733 qu'elle est appelée Madame d'Armaillé la jeune, femme d'un Conseiller de la Cour ; on a vu dans l'acte du 2 Avril 1733 qu'elle transige comme femme de M. d'Armaillé, autorisée par lui comme son mari ; on a vu que pendant trois semaines elle a habité dans sa

maison , & lui a rendu publiquement tous les devoirs d'une femme qui se faisoit honneur de son état ; on a vu enfin que ce mariage avoit été si public pendant la vie ; qu'à la mort de M. d'Armaillé ses propres parens s'étoient unis avec ceux de Madame d'Armaillé pour lui rendre les derniers devoirs , & que Madame d'Armaillé la mere s'étoit empressée de donner à sa bru les marques les plus éclatantes , non-seulement de son amitié , mais même de sa générosité.

A la vue de tant de preuves , nous viendra-t-on dire encore que le mariage de M. d'Armaillé a été tenu caché pendant sa vie , & que son fils doit subir cette peine rigoureuse prononcée par l'Ordonnance de 1639 ? Quelque autorité , quelque étendue que l'on donne à cette Loi , il faut au moins que l'on puisse dire que pendant toute la vie le mariage a été secret & caché. S'il a été secret pendant un tems , & connu pendant un autre , l'Ordonnance est absolument sans application ; mais le mariage de Madame d'Armaillé étoit-il caché quand elle payoit une taxe publique de sa Paroisse , comme femme de M. d'Armaillé , quand elle transigeoit pardevant Notaires , comme autorisée par M. d'Armaillé son mari , quand elle demouroit , mangeoit , couchoit dans la maison de M. d'Armaillé , & qu'elle lui rendoit assidûment pendant sa maladie tous les devoirs d'une femme pleine de zèle & de tendresse ? Le mariage a donc été connu publiquement au moins pendant six semaines , tant pendant la santé que pendant la maladie de M. d'Armaillé.

Mais auparavant étoit-il même inconnu ? Que l'on consulte tous ceux qui ont connu M. d'Armaillé , & l'on verra qu'il n'y avoit personne qui ignorât son mariage ; c'est un fait trop récent & connu de trop de monde pour pouvoir être regardé comme équivoque. Il est vrai que , par ménagement pour Madame d'Armaillé la mere , & pour ne la point aigrir , on ne jugea pas à-propos pendant un tems de lui présenter sa bru , & que jusqu'à ce moment elle ne prit pas publiquement le nom de Madame d'Armaillé ; mais dans ce tems-là-même ce n'étoit point un mariage secret ; ce mystère qui n'avoit pour objet qu'une seule personne , n'en imposoit point aux autres qui savoient tous que celle qu'on appelloit la Demoiselle de Terni , étoit Madame d'Armaillé. C'est dans ces circonstances qu'a été passée la procuration du premier Décembre 1732 , le seul acte où Madame d'Armaillé la jeune ait pris la qualité de fille ; mais , on le répète , dans ce tems-là-même le mariage étoit publiquement connu ; & quand

on supposeroit qu'il auroit été caché alors, il est au moins certain qu'il a été depuis si public, que Madame d'Armaillé n'a plus été connue que sous son nom de femme, qu'elle a passé plusieurs actes en cette qualité, & qu'elle a été traitée en cette qualité par sa belle-mère & par tous ceux avec qui elle a vécu.

C'est sans aucun prétexte qu'on nous oppose la déclaration passée au mois de Mars 1733, en vertu de la procuration du premier Décembre précédent; cet acte n'est du fait ni de M. ni de Madame d'Armaillé, mais du Fondé de procuration, qui n'a pas pu faire autre chose que de suivre les qualités de la procuration. Il en est de même d'un bail passé à Soissons en vertu d'une procuration antérieure au mariage, le Procureur a encore suivi les qualités qu'il y a trouvées; mais tout cela est étranger à Madame d'Armaillé.

Enfin on a opposé les Rôles de la Capitation de 1732 & de 1733, dans lesquels le sieur de Terni est employé avec sa fille, on a même prétendu que M. d'Armaillé avoit payé en conséquence; mais il faut distinguer les Rôles en eux-mêmes, du fait de Madame d'Armaillé. Les Rôles sont absolument indifférens; lorsque celui de 1732 a été fait, Madame d'Armaillé n'étoit point mariée, ainsi on a dû l'y employer comme fille; à l'égard de celui de 1733, le Receveur n'a fait que copier le précédent, ce qui est absolument sans conséquence. Par rapport à Madame d'Armaillé, si elle avoit payé la taxe portée par le Rôle, on pourroit dire qu'elle y auroit acquiescé; mais le fait est absolument supposé, elle n'a point payé pendant la vie de M. d'Armaillé, & après sa mort elle a été déchargée par Ordonnance du sieur Prevôt des Marchands, tant des six derniers mois de 1732, que des six premiers mois de 1733, qui étoit le tems de son mariage.

Il n'y a donc contre elle que le seul acte du premier Décembre 1732, où elle a pris la qualité de fille; mais on croit en avoir détruit invinciblement les inductions, soit par les circonstances du tems dans lequel il a été passé, soit par ce qui est survenu depuis.

Le moyen tiré de l'Ordonnance de 1639 est donc absolument sans application; mais d'ailleurs contre qui Messieurs de Chamballan & d'Entrague veulent-ils le faire valoir? C'est contre un mineur qui est depuis plus de cinq ans en possession de son état, non seulement d'enfant légitime, mais encore d'enfant capable de succéder, qui est en possession contradictoirement avec sa famille, qui a été reconnu héritier de son père & de son ayeule,

& qui a reçu, pour ainsi dire, de la main & du suffrage de ses parens la possession de leurs biens; si ces vérités ne peuvent être contestées, ne suffisent-elles pas pour mettre le mineur à l'abri de l'odieuse recherche de ses Parties, & pour leur imposer un éternel silence?

Cet enfant né depuis la mort de son pere n'a éprouvé aucune contradiction de la part de sa famille; il a été reconnu héritier de son pere par son ayeule paternelle & par les autres parens & amis assemblés devant le Magistrat. Ce sont ses parens qui lui ont fait créer un Tuteur pour vendre la Charge de son pere qui lui appartenait comme héritier; ce sont eux qui l'ont fait renoncer depuis à cette succession, comme en étant saisi par la Loi; ce sont eux qui ont fait créer un Curateur à cette succession, comme vacante par sa renonciation; ils l'ont donc reconnu capable de succéder, capable des effets civils.

Depuis la mort de son ayeule il a reçu, par rapport à sa succession, les mêmes témoignages de l'empressement que ses parens avoient à lui rendre justice. M. d'Armaillé, son oncle paternel, son plus proche parent, celui dont il porte le nom, a comparu devant le sieur Lieutenant-Civil pour donner son avis sur le choix d'un Tuteur & sur l'administration des biens échus à son neveu par le décès de Madame d'Armaillé; les sieurs Grimaudet de la Noue & Boylefve de Saint-Hilaire, cousins issus de germain du côté même de Madame d'Armaillé ayeule, & qui auroient au moins autant de part à sa succession que ceux qui plaident, si elle pouvoit être enlevée au mineur, ont également reconnu ses droits; les deux familles en un mot ont également concouru pour rendre hommage à son état & à sa capacité de succéder, & sur leur avis le Magistrat a ordonné tout ce qui convenoit à l'intérêt du mineur.

Voilà donc, on le répète, le mineur en possession publique des deux successions, & en possession contradictoire avec sa famille; comment cette même famille pourroit-elle le dépouiller après l'avoir reconnu saisi? Elle a contracté judiciairement par ces différens avis de parens, comment pourroit-elle rompre & faire résoudre un contrat si solennel?

Le mineur n'a pas besoin de remonter au-delà de ces titres; il trouve dans les actes qui lui sont personnels tout ce qu'il faut pour écarter ses Adversaires: le jugement, la reconnoissance de sa famille lui suffit, elle ne peut plus s'élever contre les droits qu'elle a elle-même cimentés avec tant de force. Par-là le mineur



est dispensé d'examiner ce qui s'est passé pendant la vie de les pere & mere, & de rechercher de quels caracteres de publicité leur mariage a été revêtu; cela seroit bon, si les choses étoient entieres, & si au moment de l'ouverture de la succession de son pere on en avoit fait naître la question: mais quand il est évident que depuis le droit ouvert tout s'est réuni, tout a parlé en sa faveur; qu'à la faillite qu'il tient de la Loi s'est joint le concert de sa famille pour le revêtir en quelque maniere de nouveau des biens qui lui sont échus, il seroit contre toutes les regles de l'assujettir à prouver, à soutenir des droits qui ne peuvent plus être exposés à aucune critique.

C'est le comble de l'illusion de prétendre que parce que Messieurs de Chambellan & d'Entrague n'ont point assisté à ces avis de parens, la question doit être regardée comme entiere à leur égard; car en premier lieu, c'est convenir d'abord que ceux qui ont signé ces avis de parens, seroient non-recevables à soutenir le mineur incapable de toutes successions; mais dans une question d'état admet-on de pareilles distinctions? Le mineur seroit-il reconnu capable par rapport à une partie de sa famille, & incapable par rapport à une autre partie? L'état des hommes est indivisible; ce qu'ils sont constamment à l'égard des uns, ils le sont de même à l'égard des autres, & principalement dans le sein d'une seule & même famille: il n'est pas possible de concevoir qu'un enfant soit en même tems capable & incapable de toutes successions, suivant les différens membres de la famille qui se présentent: ainsi quand on est forcé de convenir que ceux qui ont été Parties dans les avis de parens, ne pourroient pas contester la capacité du mineur, il faut nécessairement en conclure que cette capacité est générale & indéfinie.

En second lieu, tous les parens sont également intéressés au sort d'un mineur, & ont également droit de donner leur avis sur son état & sur l'administration de ses biens; mais cependant quand on en a assemblé un certain nombre qui ont donné leur voix, & dont l'avis a été homologué par le Juge, on n'écoute plus les autres qui pourroient ouvrir un avis différent; le sentiment des parens assemblés est réputé celui de toute la famille; ils n'opinent pas seulement pour eux-mêmes, mais encore pour les autres parens absens; & ce qui est arrêté dans leur assemblée est la loi commune & générale de la famille: or tous ceux qui ont été convoqués devant le sieur Lieutenant-Civil ont reconnu le mineur capable des effets civils, & héritier tant de son pere que de son

Fins de non-recevoir en faveur de la capacité des effets civils.

Quand l'état d'un enfant est en sûreté par rapport à une partie de la famille, les autres parens ne peuvent l'attaquer.

Avis de parens assemblés réputé l'avis des absens.

ayeule ; cette reconnoissance est donc censée celle de toute la famille , autrement il n'y auroit jamais rien de certain dans l'état des hommes ; ce qui seroit aussi contraire à l'ordre public qu'à la tranquillité même de chaque famille.

Enfin qui sont ceux qui ont été appelés ? Ce sont les plus proches parens du mineur , & par conséquent les plus intéressés dans la question que l'on agite. Quand on supposeroit même que ce ne seroient pas les plus proches parens du côté de Madame d'Armaillé , quoique les sieurs Grimaudet de la Noue & Boylefve de Saint-Hilaire le pussent parfaitement disputer , soit à M. de Chamballan , soit à la Dame d'Entrague ; il suffiroit toujours qu'ils eussent un intérêt bien sensible dans la question des effets civils , pour que leur suffrage & leur reconnoissance fût absolument décisive. Or comme la capacité de succéder comprend également les successions ouvertes & celles qui peuvent s'ouvrir dans la suite , il est évident que chaque parent y a pour lui-même un très-grand intérêt , & qu'ainsi ceux qui ont concouru aux avis de parens du mineur dont il s'agit , en le reconnoissant capable des effets civils , ont prononcé contre eux-mêmes , aussi-bien que contre M. de Chamballan & la Dame d'Entrague ; ce qui donne à leur avis un poids & une autorité que rien ne peut affoiblir.

Les Adversaires du mineur ne peuvent donc se détacher des parens qui ont formé entre eux le jugement , le concert de toute la famille ; le mineur a été reconnu héritier , & capable des effets civils , en cette qualité il a été mis en possession des biens ; le Magistrat a imprimé à ce jugement domestique le caractère de son autorité , il n'est donc plus permis à quelques parens particuliers d'attaquer un état si solidement affermi ; & s'ils pouvoient élever le moindre doute sur la publicité du mariage de M. d'Armaillé , la seule autorité de la famille suffiroit pour leur imposer silence , & pour dispenser le mineur d'entrer à leur égard dans aucun éclaircissement.

Ils ne recueilleront donc de leur entreprise que la honte & le chagrin d'avoir fait naître une contestation si téméraire. Au fond le mariage de M. d'Armaillé a été contracté avec trop de solennité & annoncé au Public avec trop d'éclat , pour que jamais on pût lui appliquer les dispositions rigoureuses de l'Ordonnance de 1639 ; mais , sans approfondir ces vérités , le mineur a pour lui un avantage qui ne peut jamais permettre que son état soit compromis ; il a la reconnoissance de sa famille , une possession contradictoire avec elle , soutenue de toute l'autorité du Magistrat ;

n'y a-t-il pas de la pudeur , après cela , à agiter des questions si solennellement décidées en sa faveur ?

---

## CXI. CAUSE A LA 1<sup>re</sup> DES REQUÊTES.

**POUR** Louis - Henri Duc de Bourbon , Prince de Condé , Prince du Sang , Pair & Grand-Maître de France , Gouverneur pour le Roi en ses Provinces de Bourgogne & Bresse ; Charles de Bourbon Comte de Charolois ; Louis de Bourbon Comte de Clermont ; Louise - Anne de Bourbon de Charolois ; Marie - Anne de Bourbon de Clermont ; Elisabeth-Alexandrine de Bourbon de Sens , Princes & Princesses du Sang.

**CONTRE** Charles - Guillaume Marquis de Broglie , Lieutenant - Général des Armées du Roi , Gouverneur de Gravelines.

### Q U E S T I O N .

*Si le substitué peut former une demande directement contraire à ce qu'ont jugé des Arrêts rendus contre le grevé , contre lesquels il s'est lui-même pourvu en Requête civile , & a été débouté.*

**L**E Marquis de Broglie demande à rentrer dans les Terres de Senonches , Tardais & Bressolles , comme appelé à la substitution formée par François-Marie Comte de Broglie , son ayeul.

Celle de Senonches & une portion de celle de Bressolles avoient été acquises par le Comte de Broglie de Charles II. Duc de Mantoue ; celle de Tardais & le surplus de la Terre de Bressolles avoit été vendu au Comte de Broglie par des Sci-

gneurs particuliers. Cette différence dans les titres de propriété ; opere aussi dans la défense des Princes & Princesses de la Maison de Condé une distinction qu'il ne faut jamais perdre de vûe dans cette affaire.

Les Terres acquises du Duc de Mantoue étoient chargées de dettes immenses , contractées par le Duc de Mantoue & par ses auteurs : la vente faite au Comte de Broglie , ni la substitution qu'il a fondée dans la suite , n'ont pas pu nuire aux créanciers , ni les empêcher de faire proceder à une nouvelle adjudication de ces biens. L'Adjudicataire qui tient sa propriété des mains de la Justice ne connoît ni la vente faite au Comte de Broglie , ni sa substitution , son droit remonte à des titres antérieurs , auxquels n'ont pu donner aucune atteinte les actes qui ont été passés , soit par le Duc de Mantoue , soit par le Comte de Broglie.

Il n'en est pas de même des autres Terres , le Comte de Broglie qui les avoit acquises ne pouvoit être troublé dans sa propriété ; il a pu les grever de substitution , son fils n'a pas pu les vendre au préjudice du fideicommiss dont il étoit chargé ; aussi les Princes & Princesses de la Maison de Condé se sont-ils rendu justice eux-mêmes ; & acquiesçant à la demande en désistement du Marquis de Broglie , se sont-ils réduits à répéter le prix qui en a été payé , & dont il a été fait un emploi légitime.

Cette défense , si conforme aux regles dans l'un & l'autre objet , se trouve déjà autorisée par un Arrêt contradictoire intervenu sur la même contestation qu'il plaît au Marquis de Broglie de renouveler. Dans une premiere Instance portée en la Grand'-Chambre , il avoit déjà attaqué les titres de la Maison de Condé : par un Arrêt solennel intervenu en 1736 , ces titres ont été confirmés pour les Terres acquises de la Maison de Mantoue , ils ont été pros crits pour les autres biens : le sort des Parties est donc fixé par cet Arrêt. Ce que l'on a décidé pour les titres de propriété , ne fait - il pas nécessairement la loi pour la propriété même ?

*FAIT.*

Charles II. Duc de Mantoue étoit propriétaire de grandes Terres en France , & entr'autres de celle de Senonches , à laquelle étoit jointe une portion de celle de Bressolles , mais il étoit aussi chargé de dettes immenses.

Au nombre de ses créanciers se trouvoient ses deux tantes paternelles , Louise-Marie de Gonzague , mariée à Jean-Casimir Roi de Pologne ; & Anne de Gonzague , mariée à Edouard de Baviere , Prince Palatin. Elles avoient été jugées créancières du

Duc

Duc de Mantoue leur neveu, l'une de 1500000 liv. l'autre du 1200000 liv. par un Arrêt du Conseil de 1645.

Le Duc de Mantoue devoit encore 300000 liv. de la dot de l'Impératrice Eléonor sa sœur : cette somme avoit été cédée au Prince Palatin par l'Empereur Ferdinand III. pour demeurer quitte de pareilles sommes qu'il avoit promis de lui payer par le Traité de Munster. M. le Prince Henri - Jules ayant été marié en 1663 avec la Princesse Anne de Baviere, fille du Prince Palatin, se trouva saisi d'une partie de ces créances, pour lesquelles il ne pouvoit se venger que sur les biens de la Maison de Mantoue, situés en France : il apprit que d'autres créanciers avoient fait saisir réellement la Terre de Senonches, & qu'ils en poursuivoient l'adjudication en la Chambre de l'Edit, il intervint dans ces poursuites. Voici ce qui y avoit donné lieu.

Charles II. Duc de Mantoue avoit vendu au Comte de Broglie la Terre de Senonches, & une portion de Bressolles par contrat du 15 Mars 1654, moyennant 820000 liv. dont le prix devoit être employé au paiement de quelques créanciers de la Maison de Mantoue, qui devoient être délégués à l'Acquéreur. François - Marie Comte de Broglie commença un Decret volontaire de son vivant ; mais étant mort en 1656, la poursuite du Decret fut reprise par Olimpe de Fauria sa veuve, comme Tutrice de Victor-Maurice son fils aîné, à qui le Comte de Broglie son pere avoit fait un legs particulier de ces Terres, avec charge de substitution.

Les créanciers de la Maison de Mantoue, qui ne pouvoient pas être payés sur le prix, prétendirent qu'il y avoit une ancienne faisie-réelle, au préjudice de laquelle le Duc de Mantoue n'avoit pas pu vendre, ils reprirent cette faisie-réelle, & firent faire un bail judiciaire. D'un autre côté, le Duc de Mantoue prit des Lettres de rescision contre le contrat de vente de 1654. Enfin un des créanciers fit une enchere de 300000 liv. au-delà du prix porté par le contrat de 1654, c'est-à-dire, qu'il porta les Terres à 1120000 liv.

Tel étoit l'état des poursuites pendantes en la Chambre de l'Edit, lorsque M. le Prince Henry-Jules y intervint ; il couvrit l'enchere de 100000 liv. & porta les Terres jusqu'à 1220000 liv. Une offre si considérable ne pouvoit être rejetée. Il intervint donc Arrêt le 4 Août 1666, qui ordonna qu'il seroit procédé à l'adjudication sur la surenchere de 400000 l. faite par M. le Prince Henry-Jules, à condition que la Comtesse de Broglie seroit remboursée

sur le prix de l'adjudication de 820000 liv. ensemble des impenses & améliorations qu'elle avoit fait faire, & du prix des Offices héréditaires qu'elle avoit remboursés.

Depuis l'acquisition faite par le Comte de Broglie, de la Terre de Senonches & d'une portion de Bressolles, il avoit encore acheté la Terre de Tardais & le surplus de Bressolles par deux contrats des 18 & 23 Avril 1655, moyennant 155000 livres. Ces Terres qui n'appartenoient point au Duc de Mantoue, n'avoient été acquises que parce qu'elles étoient à la bienfaisance de celle de Senonches. La Comtesse de Broglie avoit encore acheté depuis pour son fils la Terre de la Salle, par le même motif. Quand elle se vit prête à être évincée de Senonches, elle comprit que les autres Terres voisines lui deviendroient inutiles & même à charge, elle demanda donc que l'Adjudicataire fût autorisé à les prendre, à condition de lui en rembourser la valeur, ce qui fut aussi ordonné par le même Arrêt du 4 Août 1666.

En exécution de cet Arrêt, les affiches & publications furent faites sur l'enchère de M. le Prince; & personne n'ayant porté le prix plus haut, l'adjudication définitive de la Terre de Senonches & de la première portion de Bressolles, fut faite à M. le Prince moyennant 1220000 liv. par Arrêt du 16 Juillet 1667, aux conditions, charges & facultés portées par l'Arrêt de 1666.

Victor-Maurice Comte de Broglie, depuis Maréchal de France, qui venoit d'être évincé de la Terre de Senonches, avoit épousé la fille de M. le Premier Président de Lamoignon. Ce Magistrat, comme chargé de la procuration de son gendre, traita avec M. le Prince Henry-Jules, & par trois actes du même jour 19 Août 1667, il consumma tout ce qui pouvoit concerner ses intérêts.

Par le premier, il reçut de M. le Prince Henry-Jules la somme de 902463 liv. sçavoir, 820000 liv. pour le prix de la Terre de Senonches & première portion de Bressolles, 20000 liv. pour les impenses & améliorations faites dans ces terres, & 62463 l. pour le prix des Offices héréditaires qui avoient été remboursés depuis la mort du Comte de Broglie, Acquéreur.

Par le second, M. le Premier Président de Lamoignon vendit à M. le Prince Henry-Jules la Terre de la Salle, celle de Tardais, & la seconde portion de Bressolles, moyennant la somme de 415000 liv. qui furent encore payées comptant. C'étoit une suite de la disposition des deux Arrêts qui avoient permis à l'Adjudicataire de retenir ces Terres, à la charge d'en payer le prix; ce prix fut convenu & payé par le second acte.

Enfin pour tirer entièrement d'affaire le Comte de Broglie, il fut passé le même jour un troisième acte dont voici l'objet. Après le contrat de 1654, par lequel le Duc de Mantoue avoit vendu la Terre de Senouches à François - Marie Comte de Broglie, l'Acquéreur fut troublé par une demande en retrait lignager, formée par Madame la Princesse Palatine. Pour en obtenir le déistement, le Comte de Broglie avoit payé 150000 liv. à la Princesse Palatine, ce prix n'avoit point tourné au profit du Duc de Mantoue ni de ses créanciers; aussi lorsqu'ils poursuivirent l'adjudication des Terres, l'Adjudicataire ne fut-il point chargé de rembourser cette somme; au contraire l'adjudication fut faite pour les 820000 liv. prix du contrat de 1654, & pour 400000 l. au-delà qui devoient être distribuées aux créanciers de la Maison de Mantoue; l'Arrêt réserva seulement à Victor-Maurice à se pourvoir pour les 150000 liv. contre qui il jugeroit à propos, défenses au contraire.

Cette réserve pouvoit donner lieu à un Procès entre Victor-Maurice Comte de Broglie & la Princesse Palatine; l'un demandant la restitution des 150000 liv. attendu l'éviction qu'il avoit soufferte; l'autre soutenant que cette éviction ne la regardoit pas & qu'elle n'en étoit pas garante. Dans cet état M. le Prince Henry - Jules voulut bien acquérir les droits de Victor-Maurice; M. le Premier Président en fit le transport à M. le Prince moyennant pareille somme de 150000 liv. qui furent encore payées par le troisième acte, en sorte que le même jour 19 Août 1667, M. le Premier Président de Lamoignon reçut pour le Comte de Broglie son gendre 1467463 liv.

On verra dans la suite qu'il eut une extrême attention à en faire des emplois solides; il paya plus de 500000 liv. à différens créanciers; il employa en constitutions de rentes sur différens Particuliers plus de 800000 liv. & le surplus servit à payer une partie du prix des Terres du Vexin; dans la suite il se servit des capitaux des rentes constituées pour acquérir des Terres considérables en Auvergne que possède actuellement le Marquis de Broglie. M. le Prince Henry - Jules avoit peu d'intérêt dans ces emplois; puisque des biens substitués il n'avoit acquis par contrat volontaire, que la Terre de Tardais & la seconde portion de Bressolles, qui n'avoient coûté à François - Marie Comte de Broglie, que 155000 liv.

Par ces payemens tout étoit consommé avec la Maison de Broglie, il ne restoit qu'à pourvoir au paiement des 400000 liv.

qui revenoient aux créanciers de la Maison de Mantoue. La Princesse Palatine avoit la dette la plus ancienne & la plus privilégiée, elle reçut les 400000 liv. par différens actes de l'année 1669, & en donna décharge à M. le Prince. Tous ces payemens ont été confirmés par l'Arrêt d'ordre qui a été fait du prix de la Terre de Senonches le 6 Septembre 1687.

La propriété de M. le Prince, affermie par tant de titres, lui a procuré depuis une jouissance paisible de ces Terres. Après sa mort Madame la Princesse de Conty sa fille a pris la Terre de Senonches avec celles de Tardais & de Bressolles pour son partage, par une transaction du 7 Août 1719, & elle en a joui sans aucun trouble jusqu'à la mort de M. le Maréchal de Broglie, arrivée le 4 Août 1727.

Le Marquis de Broglie son fils aîné a prétendu aussi-tôt que François-Marie son ayeul, qui avoit acheté en 1654 & 1655 les Terres de Senonches, Tardais & Bressolles, les ayant substituées graduellement par ses testament & codicille de 1655 & 1656, il devoit, comme appelé à cette substitution, entrer en possession de ces Terres, & sur ce fondement il a formé sa demande en désistement contre Madame la Princesse de Conty, le 10 Juillet 1728.

Les Princes & Princesses de la Maison de Condé, comme garans de Madame la Princesse de Conty, sont intervenus par Requête du 12 Janvier 1729, & ont soutenu que le Marquis de Broglie devoit être déclaré non-recevable; la fin de non-recevoir se tiroit des Arrêts de 1666 & 1667, par lesquels la propriété des Terres revendiquées par le Marquis de Broglie avoit été adjugée à M. le Prince Henry-Jules. Pour lever un obstacle qui faisoit si nécessairement échouer sa demande, le Marquis de Broglie se pourvut contre les Arrêts de 1666 & 1667, & autres qui avoient précédé. Il prit d'abord la voie de la tierce opposition; il y joignit ensuite celle de la Requête civile, ce qui fit la matiere d'une Cause portée en la Grand'Chambre, où elle fut appointée après une plaidoierie solennelle.

Dans l'instruction de l'appointement, le Marquis de Broglie a prétendu que les Arrêts de 1666 & 1667 n'opéroient point une éviction forcée; que ce n'étoit qu'une procédure collusoire dans laquelle son pere s'étoit prêté aux vues de M. le Prince Henry-Jules, pour le rendre Propriétaire des Terres. On lui répondoit au contraire, non-seulement qu'il n'y avoit aucune preuve de cette prétendue collusion, mais qu'il étoit même bien justifié que



Victor-Maurice son pere n'avoit aucun moyen pour se garantir de l'éviction , puisque Monsieur le Prince , comme créancier de la Maison de Mantoue , avoit eu droit de surencherir comme il avoit fait. Pour justifier de ses créances , on en produisit tous les titres , & par-là on faisoit tomber radicalement toutes les critiques du Marquis de Broglie ; & lui de son côté prétendit n'être point obligé d'entrer dans la discussion des créances qu'on lui opposoit. C'étoit un aveu tacite de son impuissance pour les combattre.

C'est dans ces circonstances qu'est intervenu l'Arrêt du 10 Mars 1736 , qui a débouté le Marquis de Broglie de sa Requête civile , & tierce opposition par rapport aux biens de la Maison de Mantoue , adjugés à M. le Prince par l'Arrêt de 1667 , & qui à l'égard des autres biens a remis les Parties en tel & semblable état qu'ils étoient avant le même Arrêt.

Il est évident qu'en jugeant la Requête civile & la tierce opposition , on s'est déterminé uniquement par le mérite du fond. La forme de la procédure étoit la même pour les deux dispositions des Arrêts de 1666 & 1667 ; mais le droit d'évincer Victor-Maurice étoit bien différent par rapport aux biens qui avoient été acquis par son pere. Pour les biens de la maison de Mantoue , les créanciers avoient droit de surencherir & de faire adjuger leur gage à plus haut prix. On a donc confirmé l'adjudication faite à M. le Prince. Pour les autres biens on n'avoit aucun droit de troubler la Maison de Broglie , on a donc retracté les Arrêts dans cette partie.

Une disposition si claire devoit régler la conduite du Marquis de Broglie dans la demande en désistement qui étoit restée aux Requêtes du Palais pendant l'Instance de la Requête civile & d'opposition ; cette demande ne souffroit plus de difficulté pour la Terre de Tardais , & seconde portion de Bressolles , au lieu qu'il n'étoit plus possible de la soutenir pour les biens de la Maison de Mantoue.

Cependant le Marquis de Broglie est revenu aux Requêtes du Palais , où par une Requête du mois de Mars 1738 , il a conclu indistinctement au désistement de tous les biens , en offrant seulement pour les biens de la Maison de Mantoue , de se contenter d'emplois valables pour 1052463 liv.

Il est évident que cette demande ne peut plus être écoutée pour les biens de la Maison de Mantoue , & que le Marquis de Broglie n'a pas le moindre prétexte pour demander à cet égard , ni le fond ,

ni le prix ni aucun emploi. A l'égard de Tardais & seconde portion de Bressolles, si le Marquis de Broglie est bien fondé dans sa demande en désistement, ce ne peut être qu'à condition d'en rembourser préalablement le prix dont il a été fait emploi au profit de la substitution. C'est dans ces deux propositions que se renferme la défense des Princes & Princesses de la Maison de Condé.

*Première  
Proposition.*

Le Marquis de Broglie est non-recevable à demander emploi pour les biens acquis du Duc de Mantoue par son Ayeul. Tout est jugé à cet égard par l'Arrêt de 1736. C'est ce qui résulte des faits dont on vient de rendre compte.

Madame la Princesse de Conty ayant été troublée par la demande en désistement formée en 1728 par le Marquis de Broglie; les Princes & Princesses de la Maison de Condé ont pris le fait & cause de Madame la Princesse de Conty, ont opposé au Marquis de Broglie les Arrêts de 1666 & 1667, & lui ont dit: Vous reclamez la propriété des Terres acquises par votre ayeul, & qu'il vous a substituées, mais il n'a pu les acquérir au préjudice des créanciers de la Maison de Mantoue, ni par conséquent les substituer, c'est ce qui a été jugé par l'Arrêt de 1666 qui a reçu la surenchère de 400000 liv. faite par M. le Prince & par l'Arrêt de 1667, qui lui adjuge les Terres pour 1220000 liv. au lieu des 820000 liv. pour lesquelles le Duc de Mantoue les avoit vendues au Comte de Broglie, le contrat de vente de 1654 & la substitution qui en est la suite, ont été détruits par ces Arrêts.

Le Marquis de Broglie, persuadé lui-même qu'il ne pouvoit insister dans sa demande tant que ces Arrêts subsisteroient, les a attaqués, & par Requête civile & par tierce opposition; mais il y a succombé, les Arrêts de 1666 & de 1667 ont été confirmés avec lui. Comment donc après cela peut-il encore soutenir sa demande?

Elle tend à enlever à la Maison de Condé la propriété de la Terre de Senonches; mais cette propriété lui est acquise par des titres qui viennent d'être confirmés contradictoirement avec le Marquis de Broglie. Si le titre de propriété est inébranlable, comment la propriété elle-même pourroit-elle être ébranlée?

Pour condamner les Princes & Princesses de la Maison de Condé à se désister de la Terre de Senonches, il faudroit détruire les Arrêts de 1666 & de 1667, qui sont ses titres; mais le Marquis de Broglie peut-il faire détruire ces Arrêts qu'il a attaqués inutilement, & qui viennent d'être revêtus avec lui d'un dernier degré d'autorité par l'Arrêt de 1736?

Ce dernier Arrêt forme donc une fin de non-recevoir invincible contre lui. Les premiers suffisoient pour l'écarter tant qu'ils n'étoient point détruits, mais aujourd'hui qu'ils ne peuvent l'être, puisque l'Arrêt de 1736 les met à l'abri de toute critique, il y a plus que de la témérité à insister dans la demande du Marquis de Broglie.

Ce qu'il oppose à cette fin de non-recevoir, ne mérite pas d'être sérieusement réfuté. Lorsque j'ai attaqué les Arrêts de 1666 & de 1667, je me suis renfermé, dit-il, dans les seuls moyens de forme, je n'ai jamais voulu entrer dans la discussion des créances de M. le Prince Henry-Jules. Ainsi l'Arrêt de 1736 n'a pu confirmer que la forme des Arrêts de 1666 & de 1667, mais il n'a point confirmé les créances que je n'ai point combattues. Aujourd'hui qu'il s'agit de les examiner, les Princes ne veulent plus les établir; mais cela ne m'empêchera pas de faire voir qu'elles n'avoient rien de sérieux, & par conséquent de prouver qu'elles n'ont pu donner lieu à l'éviction de 1667. On sent assez toute l'illusion d'une pareille réponse.

1°. Le Marquis de Broglie a attaqué les Arrêts de 1666 & de 1667, tant par Requête civile que par tierce opposition. Il a été le maître de proposer tels moyens qu'il a voulu; personne n'a pu ni le conduire ni le gêner dans sa défense; mais quelques moyens qu'il ait proposés, les Arrêts confirmés n'en subsistent pas moins & n'en font pas moins la Loi invariable des Parties. S'il s'est renfermé dans la forme, s'il n'a pas voulu discuter le fond & combattre les créances de la Maison de Condé, il n'a pas pu par ce refus empêcher les Princes d'établir leur droit, ni le Parlement de le confirmer. Il semble, à entendre le Marquis de Broglie, qu'il ait pu donner la Loi à la Grand'Chambre, & dire: Je ne propose que des moyens de forme, ainsi vous ne pouvez juger que la forme seule. En vain les Princes établissent-ils leur droit au fond, je ne prétends point y défendre, & par conséquent vous ne devez pas le juger. Un pareil discours n'est-il pas le comble de l'égarement? Appartient-il à une Partie de prescrire des bornes, & à la défense de ses Parties, & à l'autorité des Magistrats devant qui il procède? Le Marquis de Broglie a dit ce qu'il a voulu, n'a dit que ce qu'il a voulu, mais le fond du droit n'en est pas moins jugé. Les titres de propriété de la Maison de Condé sont confirmés. On ne peut donc plus entendre le Marquis de Broglie dans sacrilège.

2°. Supposons que les Arrêts de 1666 & de 1667 n'eussent

On ne peut  
demander le  
contraire de  
ce qui est dé-  
cidé par Arrêt  
entre les mê-  
mes Parties,

été confirmés que du côté de la forme, & que les moyens que l'on peut proposer au fond pour les combattre, pussent encore être écoutés, au moins faudroit-il prendre les voies de Droit pour les proposer; au moins faudroit-il attaquer ces Arrêts, & les attaquer dans un Tribunal qui pût les détruire; mais c'est ce que le Marquis de Broglie ne tente pas lui-même: il n'attaque point les anciens Arrêts, il ne propose pas de les retracter, mais il veut qu'on juge comme s'ils n'existoient pas. Que devient donc l'ordre judiciaire & la soumission qui est dûe aux Arrêts? Quoi! sans attaquer, sans faire retracter des Arrêts, entreprendre de faire juger le contraire de ce qu'ils ont ordonné, c'est s'élever ouvertement contre tout ce qu'il y a de regles. Si les Arrêts n'ont été confirmés que du côté de la forme, au moins ils n'ont pas été détruits du côté du fond; & s'ils subsistent, ils sont nécessairement la Loi des Parties, quand même on pourroit encore les attaquer.

3°. C'est une illusion de dire que l'on n'a point combattu les titres de créances qui ont donné lieu à M. le Prince Henry-Jules d'encherir en 1666, & de se rendre Adjudicataire en 1667; car outre que M. de Broglie a dit en la Grand'Chambre tout ce qu'il répète aujourd'hui aux Requêtes du Palais, quand il seroit demeuré dans un profond silence à cet égard, ce seroit à lui à s'imputer de n'avoir pas donné à sa défense toute l'étendue qu'elle pouvoit avoir; mais parce qu'il ne se seroit pas défendu, faudroit-il en conclure que l'Arrêt ne puisse lui être opposé?

4°. Que devient après cela le reproche que fait aujourd'hui le Marquis de Broglie aux Princes & Princesses de la Maison de Condé, de ne pas justifier les créances du Prince Henry-Jules leur auteur? Il n'y a personne qui ne reconnoisse qu'il est infiniment déplacé. C'est précisément leur proposer d'abandonner l'autorité des Arrêts qu'ils ont obtenus, & d'agiter toutes les questions jugées, comme si elles étoient encore entières, c'est proposer à une Partie qui vient de gagner sa Cause, de plaider une seconde fois, comme s'il n'y avoit point d'Arrêt; de renoncer à une fin de non-recevoir, fondée sur ce qu'il y a de plus sacré, c'est à-dire, sur l'autorité des Jugemens. Il y a de la pudeur à faire de pareilles tentatives.

S'il y a un reproche à faire, c'est au Marquis de Broglie à se le faire à lui-même; il prétend qu'il avoit de bons moyens pour combattre les créances de M. le Prince Henry-Jules; & au lieu de les proposer lorsqu'il attaquoit les Arrêts fondés sur ces créan-

ces,

ces, il réserve à en parler quand tout est jugé; il a des armes victorieuses, & il les cache pour s'en servir après le combat & après sa défaite. Une pareille conduite seroit un trait d'égarement; aussi doit-elle convaincre tout le monde que les moyens du Marquis de Broglie n'étoient pas aussi puissans qu'il l'insinue; il n'a pas osé s'en servir quand le combat étoit engagé; il les annonce avec emphase aujourd'hui qu'il n'en est plus question, & lorsqu'il est bien persuadé qu'on ne donnera pas dans le piège qu'il tend par cette fausse bravade. Il n'en imposera donc à personne par cette vaine sécurité. Au surplus, que ses moyens soient plus ou moins chimeriques, la chose est jugée, & la fin de non-recevoir trop décisive pour qu'on puisse jamais s'en défendre.

Mais, dit-on, le fond n'avoit point été évoqué en la Grand'Chambre; toutes les Parties l'avoient demandé, mais l'évocation leur avoit été refusée: c'est pourquoi le Marquis de Broglie a eu raison de ne point agiter le fond en la Grand'Chambre, & c'est aux Requêtes du Palais, où il est demeuré depuis 1728, qu'il faut le discuter. Ce raisonnement ne roule que sur une équivoque qui se dissipe en un seul mot.

La demande principale, formée en 1728, & qui n'a point été évoquée en la Grand'Chambre, étoit la demande en desistement; on convient que le Marquis de Broglie n'a pas dû la traiter en la Grand'Chambre, qu'elle n'a pas dû y être jugée, & qu'elle ne l'a pas été en effet; mais à cette demande on a opposé les Arrêts de 1666 & de 1667, que le Marquis de Broglie a attaqués tant par Requête civile que par tierce opposition, ce qui a fait la matière de l'Instance portée en la Grand'Chambre: or dans cette Instance le Marquis de Broglie a dû proposer, soit en la forme, soit au fond, tout ce qu'il a cru propre à faire retracter les Arrêts attaqués. La Grand'Chambre étoit saisie de tout ce qui concernoit la question de savoir si les Arrêts subsisteroient ou ne subsisteroient pas; elle seule même en pouvoit connoître: ainsi c'est une illusion de dire que l'on ne devoit pas agiter le fond en la Grand'Chambre. On ne devoit pas agiter le fond de la demande en desistement, mais on pouvoit & on devoit même agiter le fond qui avoit rapport aux Arrêts de 1666 & de 1667, sauf à revenir aux Requêtes du Palais sur la demande en desistement pour y faire statuer suivant le sort que ces Arrêts auroient eu en la Grand'Chambre.

En un mot, le titre de la Maison de Condé a été confirmé,  
*Tome IV.*

HHhh

quelques efforts qu'ait fait le Marquis de Broglie pour le détruire, il ne s'agit donc plus que de juger la demande en désistement. Mais le Marquis de Broglie peut-il être écouté dans sa demande? La fin de non-recevoir qu'on lui oppoisoit dès 1728, a acquis un nouveau degré de force par l'Arrêt de 1736, le Marquis de Broglie ne peut plus résister aux titres sur lesquels cette fin de non-recevoir étoit fondée.

Mais s'il ne peut pas demander le désistement des Terres, ne peut-il pas du moins en demander le prix, ou, ce qui est la même chose, demander qu'on lui justifie d'emplois valables? C'est une prétention subsidiaire qui ne seroit pas moins insoutenable que la demande principale.

Dans quel cas celui qui est appelé à une substitution, peut-il demander l'emploi du prix, au lieu du fonds substitué? C'est lorsque le fonds chargé de fideicommiss a été aliéné par l'héritier grevé, & que celui qui le possède, tire son droit, soit de l'héritier grevé, soit d'autres possesseurs chargés de rendre. Comme ces premiers possesseurs n'ont pas pu aliéner au préjudice de la substitution, il faut que le détenteur assigné par un dernier substitué en abandonne le fonds, ou justifie que le prix en a tourné au profit de la substitution. Pourquoi cela? C'est que le détenteur qui tire son droit des premiers possesseurs, est assujetti comme eux aux Loix de la substitution, elle est son titre à lui-même, puisqu'elle est le titre de ceux qu'il représente: ainsi l'on peut toujours avec succès lui opposer cette substitution.

Cas où l'aliénation de biens substitués est valable.

Mais il n'en est pas de même de ceux qui possèdent en vertu d'un titre légitime qui n'est émané ni de l'héritier grevé, ni des premiers substitués, & dont la propriété prend sa source dans des droits que la substitution elle-même doit respecter: à leur égard on leur opposeroit inutilement cette substitution pour les assujettir à la nécessité de justifier d'emplois valables, l'auteur de la substitution n'a pu leur imposer cette charge. Qu'il ait prescrit des Loix à ceux qu'il a appelés, & à ceux qui tirent leur droit de ces mêmes Appelés, il en a été le maître, parce qu'il a pu imposer des conditions à sa libéralité; mais que ces Loix s'étendent sur des étrangers qui ne tiennent rien de lui, ni des substitués, c'est ce qui ne se peut soutenir, parce que personne ne peut imposer de charge au droit d'un tiers.

Ainsi la Maison de Condé tirant son droit des créances que ses auteurs avoient contre le Duc de Mantoue, créances anté-

rieures à la vente faite au Comte de Broglie en 1654, & à la substitution qu'il a depuis établie dans sa famille; il est évident qu'elle a pu non-seulement surenchérir les biens, & se les faire adjuger, mais encore payer librement & sans être sujette à la nécessité de faire des emplois. Par la force de ces créances, la Maison de Condé a détruit la vente, a fait cesser la propriété de l'Acquéreur, & par conséquent n'a point été obligée de se soumettre à la substitution qu'il avoit établie. De quel droit le Comte de Broglie auroit-il pu imposer quelque charge aux créanciers antérieurs de son vendeur, & les obliger, en faisant adjuger le bien de leur débiteur, à faire emploi du prix qui lui revenoit ou à ses représentans? Il est évident qu'il n'a pu les gêner dans l'exercice de leurs droits; la substitution à leur égard est un titre étranger.

L'auteur d'une substitution ne peut pas même changer la condition de ses débiteurs, qui peuvent rembourser & payer valablement l'héritier grevé, sans être tenus de faire faire aucun emploi; parce qu'ils ne doivent pas souffrir des loix qu'il a imposées à ses biens & à ceux qui les possèdent. A plus forte raison le Fondateur du fideicommiss n'a-t-il pas pu changer la condition, ni de ses propres créanciers, ni des créanciers de son vendeur, qui, nonobstant cette substitution, peuvent faire vendre les biens, se les faire adjuger, & en payer le prix, comme biens qui sont absolument libres à leur égard.

Substitution  
ne préjudicie  
ni aux débi-  
teurs, ni aux  
créanciers de  
son auteur.

Le Marquis de Broglie a proposé deux objections contre ce moyen. Il a soutenu en premier lieu, que ce n'étoit point ici une éviction forcée que M. le Maréchal de Broglie son pere eût soufferte, éviction fondée sur les créances antérieures de M. le Prince Henri-Jules, mais que c'étoit un contrat de vente purement volontaire fait par M. le Maréchal de Broglie, & qu'ainsi l'acquéreur ne pouvoit être déchargé que par des emplois valables. Il a ajouté en second lieu, que quand ce seroit une éviction forcée, l'adjudicataire ne seroit déchargé de l'emploi que dans le cas où il auroit conigné; mais que M. le Prince ayant été autorisé à payer directement à M. le Maréchal de Broglie, il a dû payer suivant la condition de celui qui devoit recevoir, & par conséquent veiller à l'emploi.

La première difficulté n'est qu'une répétition de ce que le Marquis de Broglie a tant de fois proposé pour soutenir sa Requête civile & sa tierce opposition contre les Arrêts de 1666 & de 1667. Son moyen principal étoit de dire que ces Arrêts

étoient l'ouvrage d'un concert évident entre M. le Prince & feu M. le Maréchal de Broglie, qu'on avoit voulu donner une forme judiciaire à la vente, mais que tout y ressentait le contrat libre & purement volontaire. Pour appuyer ce système, il vouloit persuader que M. le Prince n'avoit aucune créance contre le Duc de Mantoue ; mais toutes ces idées ayant été détruites, les Arrêts de 1666 & de 1667 ont été confirmés solennellement. Que sert-il donc de renouveler un moyen pros crit par un Arrêt contradictoire ? Si ce moyen avoit quelque fondement, il ne porteroit pas seulement sur la nécessité des emplois, mais encore sur l'adjudication en elle-même, & sur la propriété de la Maison de Condé ; & n'a-t-on pas fait voir que cette propriété étoit inébranlable ? Les mêmes moyens & les mêmes principes décident contre l'obligation que l'on veut imposer à l'adjudicataire, ou à ses représentans de justifier d'emplois valables.

La seconde difficulté ne signifie rien, si l'on écarte la première ; car dès qu'il est établi que les créanciers du Duc de Mantoue ont pu enchérir, se faire adjuger & payer sans être gênés, ni par la vente faite au Comte de Broglie, ni par sa substitution ; que M. le Prince ait été obligé de consigner, ou qu'il ait été autorisé directement à payer à M. le Maréchal de Broglie, cette circonstance devient absolument indifférente, le moyen des Princes & Princesses n'est pas tiré de ce que l'adjudicataire qui a consigné est valablement déchargé, mais de ce que M. le Prince étant créancier lui-même du Duc de Mantoue, & exerçant les droits antérieurs & préférables à la substitution, il ne pouvoit être assujetti à aucune charge par cette loi domestique de la Maison de Broglie, qui lui étoit absolument étrangère. Si cela est, comme on n'en peut douter, la consignation ou le défaut de consignation est une circonstance absolument inutile, parce qu'en payant directement à M. le Maréchal de Broglie, M. le Prince a conservé tous les droits que lui donnoit sa qualité de créancier antérieur & préférable à la substitution.

D'ailleurs si l'adjudicataire est valablement déchargé par la consignation, il l'est également en payant un créancier qu'il est chargé de payer par son adjudication ; car l'adjudicataire tenant sa propriété des mains de la Justice, est toujours libéré quand il paie de l'autorité de la Justice & conformément à la loi qu'elle lui impose. Or par les Arrêts de 1666 & de 1667, M. le Prince a été autorisé à payer directement M. le Maréchal de Broglie ; il ne doit donc pas moins trouver sa décharge dans ce paiement,

Adjudicataire  
libéré quand  
il paie, à qui  
l'adjudication  
est qu'il paye-  
ra.



qu'il l'auroit trouvée dans la consignation si elle avoit été ordonnée. Ce qui opere la décharge d'un adjudicataire, c'est le paiement qu'il fait de l'autorité du Juge qui a prononcé l'adjudication ; c'est pour cela qu'il est déchargé en consignat, quand la consignation est ordonnée. Par la même raison il est déchargé quand il paie un créancier qui lui est délégué par l'adjudication même ; & comme M. le Maréchal de Broglie a été chargé de payer purement & simplement & sans emploi, il a été pleinement déchargé par le paiement pur & simple qu'il a fait en conséquence.

En un mot, c'est ici une adjudication forcée, poursuivie par les créanciers du Duc de Mantoue, faite à un créancier antérieur à tous les titres de la Maison de Broglie, chargé de payer purement & simplement, & qui n'étoit tenu de veiller à aucun emploi, ni par son titre, ni par sa qualité propre ; le Marquis de Broglie n'a donc absolument ni action pour critiquer son paiement, ni pour l'obliger, ou de payer une seconde fois, ou de justifier d'emplois valables.

Le Marquis de Broglie ne peut rentrer dans la Terre de Tardais & seconde portion de Bressolles, qu'en rendant le prix dont il profite, par les emplois qui en ont été faits.

*Seconde Proposition.*

La Terre de Tardais & la seconde portion de Bressolles furent acquises par deux contrats des 18 & 23 Avril 1655, pour le prix principal de 155000 liv. & 4000 liv. de pot-de-vin. Le Comte de Broglie ne les avoit achetées, que parce qu'étant devenu propriétaire de Senonches en 1654, ces Terres qui étoient voisines se trouvoient à sa bienséance. Ce fut dans ce même esprit que sa veuve, comme Tutrice de son fils aîné, acheta dans la suite la Terre de la Salle.

Lorsque M. le Prince Henri - Jules par, la surenchere de 400000 liv. qu'il mit sur la Terre de Senonches, fut prêt à se la faire adjuger, la veuve du Comte de Broglie reconnut que les Terres de Tardais & de la Salle, & la seconde portion de Bressolles, alloient lui devenir inutiles & même à charge à son mineur, elle demanda donc que l'adjudicataire fût autorisé à retenir ces Terres, ce qui fut ordonné par les Arrêts de 1666 & de 1667. Ce fut en conséquence que par un des actes du 19 Août 1667, M. le Premier Président de Lamoignon, comme fondé de procuration de son gendre, vendit ces Terres à M. le Prince, moyennant la somme de 415000 liv. On ne distingue point dans cet acte le prix de chaque Terre en particulier ; en sorte que l'on ne peut

pas déterminer le prix pour lequel la Terre de Tardais, & la seconde portion de Bressolles, qui étoient substituées, ont été vendues, ni le prix qui a été donné à celle de la Salle, qui n'étoit chargée d'aucun fideicommiss.

Le Marquis de Broglie demande à rentrer dans la Terre de Tardais & dans la seconde portion de Bressolles, les Princes & Princesses de la Maison de Condé y consentent; mais en leur rendant le prix qui en a été payé par M. le Prince, & dont il a été fait des emplois utiles, ce qui fait naître deux questions. La première, quel est le prix de ces Terres substituées, acquises par M. le Prince, & pour combien sont-elles entrées dans la somme de 415000 liv. prix total du contrat de 1667? La seconde, a-t-on fait des emplois utiles de ce prix?

Pour éclaircir la première difficulté, il faut observer que la Terre de Tardais & la seconde portion de Bressolles ayant été acquises par le Comte de Broglie pour 155000 liv. de prix principal, 4000 livres de pot-de vin, & la Terre de la Salle pour 160000 liv. par sa veuve, le prix total n'auroit dû monter qu'à 319000 livres. Au lieu de cela, elles ont été vendues à M. le Prince 415000 liv. Il y a donc eu une augmentation de prix de 96000 liv. qu'il faut répandre sur toutes les Terres par proportion, ce qui doit faire pour les Terres substituées, environ 48000 liv. Ainsi le prix de la vente faite à M. le Prince doit être fixé à 207000 liv.

La seconde difficulté ne donnera pas plus de peine à résoudre. Des sommes payées par les trois actes du même jour 19 Août 1667, le Marquis de Broglie convient lui-même qu'il y a eu au moins 804000 liv. employées en fonds de Terres, soit en Auvergne, soit dans le Vexin, dont il jouit actuellement. Cet aveu seul suffiroit pour justifier qu'il ne peut retirer la Terre de Tardais & la seconde portion de la Salle, sans restituer les 207000 l. qui en ont été payées par M. le Prince, parce que M. le Prince n'étant point obligé de faire faire l'emploi du prix de Senonches comme on l'a établi, moins encore de la Salle, qui n'étoit point substituée, ne devant, en un mot, veiller à l'emploi que des 207000 livres, prix des deux Terres substituées, qu'il acquéroit par contrat volontaire; il est évident que tout ce qu'il y a eu d'emplois, doit avant toutes choses, être imputé sur ceux dont M. le Prince étoit chargé. On n'imputera pas les emplois sur des sommes que M. le Prince pouvoit payer librement & sans aucune charge, la règle générale des imputations est de les faire d'abord

sur la dette la plus onereuse au debiteur : or la dette la plus onereuse est celle qu'on ne peut acquitter qu'en faisant faire un emploi solide du prix : donc les 804000 liv. d'emplois légitimes dont on convient, doivent servir à remplir les 207000 liv. prix des Terres substituées que M. le Prince ne pouvoit acquerir qu'à la charge de l'emploi.

Cette observation seule est décisive, elle dispense d'entrer dans tout le détail des operations. D'un côté, M. le Prince n'étoit obligé de veiller qu'à l'emploi de 207000 liv. D'un autre, on convient qu'il y a eu pour plus de 800000 livres d'emplois. Que peut-on donc demander aux Princes & Princesses qui le representent ? Cependant pour justifier de plus en plus de l'emploi des 207000 liv. on peut porter plus loin les éclaircissements, & examiner l'operation dans toute son étendue. Par les trois actes du même jour 19 Août 1667, on a remboursé à feu M. le Marechal de Broglie 1467463 liv. savoir : Par le premier 902463 liv. dont 820000 liv. pour le prix de la Terre de Senonches, 20000 livres pour les impenses & ameliorations, & 62463 liv. pour les Offices hereditaires. Par le seconde acte, on lui a payé 415000 liv. pour les Terres de Tardais & de la Salle, & pour la seconde portion de Bressolles. Enfin par le troisieme on lui a payé 150000 liv. pour le transport de pareille somme que M. le Marechal de Broglie pretendoit avoir à repeter sur Madame la Princesse Palatine.

De ces differentes sommes il n'y auroit au plus que celles qui ont été données pour le prix des Terres substituées, dont on pourroit demander des emplois, c'est-à-dire 820000 liv. pour Senonches & premiere portion de Bressolles, & 207000 liv. pour Tardais & la seconde portion de Bressolles, ce qui feroit un million 27000 liv. Toutes les autres ne pouvoient être sujettes à aucun emploi. Les impenses & ameliorations fixées à 20000 l. n'avoient point été faites par le Comte de Broglie, auteur de la substitution, mais par sa veuve, comme Tutrice de son fils aîné ; c'étoit elle aussi qui avoit remboursé les Offices hereditaires, pour lesquels M. le Prince a donné 62463 liv. Ainsi, feu M. le Marechal de Broglie a pu recevoir des sommes qui lui appartenoient personnellement, & n'en faire aucun emploi pour ceux qui étoient substitués après lui. Il est vrai que le Marquis de Broglie pretend au contraire que tout appartenoit à la substitution ; mais ce seroit à lui à le prouver ; & non-seulement il ne l'a pas fait jusqu'à present, mais il lui sera absolument impossible de le faire

Paiemens  
s'imputent  
sur la dette la  
plus onéren-  
se.

dans la fuite; on seroit même en état de justifier le contraire, quoique les Princes & Princesses n'ayent aucune preuve à faire de leur part. Voilà donc déjà 82463 liv. dont il est impossible de demander l'emploi.

Il en est de même du prix de la Terre de la Salle, montant à 208000 l. suivant l'opération ci-dessus; il est vrai qu'elle n'avoit été achetée par la mere de M. le Marechal de Broglie que 160000 liv. comme la Terre de Tardais & la seconde portion de Breffolles n'avoient été achetées par son pere que 155000 liv. de prix principal, & 4000 liv. de pot-de-vin; mais le tout ayant été vendu 415000 liv. à M. le Prince, il y a une augmentation de 96000 liv. dont les biens libres doivent profiter comme les biens substitués; il en doit donc tomber 48000 livres sur les biens libres; ce qui, joint aux 160000 livres, prix originaire, forme les 208000 livres qui ne pouvoient être sujets à aucun emploi.

Enfin les 150000 liv. prix payé par le troisieme acte pour le transport fait à M. le Prince sur Madame la Princesse Palatine, n'étoient encore sujets à aucun emploi. C'étoit une grande question de savoir si M. le Marechal de Broglie avoit une action pour repeter cette somme de la Princesse Palatine; elle ne faisoit point partie du prix de la vente faite par le Duc de Mantoue; elle avoit été donnée volontairement pour empêcher l'effet du retrait que la Princesse Palatine avoit exercé; mais en donnant cette somme, le Comte de Broglie avoit bien voulu courir le risque de l'éviction, & lorsque son fils l'avoit soufferte, il n'avoit ni garantie ni repetition à prétendre; mais quand la Princesse Palatine auroit été obligée de rendre, rien ne pouvoit l'assujettir à la nécessité de faire un emploi; elle seroit devenue débitrice de la succession du Comte de Broglie; mais le débiteur a toujours la liberté de se liberer, & ne souffre point des substitutions établies par son créancier. Il est de principe que le débiteur même d'une rente constituée n'est point assujetti par la substitution formée par son créancier, à faire faire l'emploi du capital, lorsqu'il le rembourse, parce qu'on n'a pas pu rendre sa condition plus mauvaise, ni imposer aucune charge sur la liberté qu'il avoit de s'acquitter par un paiement pur & simple. A plus forte raison la Princesse Palatine, en la supposant débitrice d'une somme purement mobilière, n'auroit-elle été tenue d'aucun emploi, ni par conséquent M. le Prince qui vouloit bien payer pour elle.

Substitution  
n'oblige le débiteur de rente constituée de veiller à un emploi quand il rembourse.

Voilà

Voilà donc trois articles, l'un de 82463 livres, l'autre de 210000 livres, & le dernier de 150000 livres, pour lesquels on ne pourroit jamais exiger d'emploi, ce qui fait en tout 442463 liv. qui étant déduites sur 1467463 liv. ne laissent plus qu'un million 25000 liv. à employer comme on l'a dit ci-dessus.

Mais les emplois faits des deniers de M. le Prince excèdent cette somme, puisque d'un côté, du propre aveu du Marquis de Broglie, on a employé en fonds de Terre plus de 804000 liv. & que de l'autre on a payé des mêmes deniers plus de 227000 l. pour acquitter des créanciers de la Maison de Mantoue que le Comte de Broglie avoit été chargé de payer par le contrat de 1654.

Il est vrai que le Marquis de Broglie a paru contester à l'Audience ce dernier emploi, en soutenant que tous les créanciers délégués par le contrat de 1654, avoient été payés auparavant; mais outre qu'il ne l'a point prouvé, & qu'il ne le prouvera jamais, nous avons toutes les quitrances des créanciers de la Maison de Mantoue payés des deniers de M. le Prince, qui montoient à 227198 liv. Si le Comte de Broglie ou sa veuve avoient payé les mêmes dettes auparavant, ce n'auroit été qu'en empruntant les sommes nécessaires; & faisant subroger ceux par qui elles étoient fournies; ce sont ces créanciers subrogés qui ont été payés des deniers de M. le Prince. C'est une illusion trop grossière que d'alléguer des payemens antérieurs, qui n'operoient aucune décharge pour la substitution, & qui ne faisoient que transporter les créances d'une tête sur une autre. La véritable, la seule décharge est celle qui a été produite par les deniers de M. le Prince. La validité de cet emploi ne peut donc être révoquée en doute.

Dans ces circonstances, il est évident que le Marquis de Broglie, en rentrant dans la Terre de Tardais & seconde portion de Bressolles, ne peut pas se dispenser de rendre les 207000 liv. pour lesquelles M. le Prince les a acquises, & dont il a été fait emploi le plus solide. Il est même également manifeste que si les Princes & Princesses étoient obligés de justifier de l'emploi des 820000 l. prix de la Terre de Senonches & première portion de Bressolles, il se trouveroit encore pleinement justifié, ce qui découvre de plus en plus la témérité de la tentative du Marquis de Broglie.

Car enfin pour les biens acquis de la Maison de Mantoue, sa demande est un véritable attentat aux Arrêts de 1666, de 1667 & de 1736, qui ont assuré irrévocablement à la Maison de Condé

la propriété de Senonches & de la première portion de Bressolles. Il n'est pas recevable même à en demander le prix ou des emplois valables ; & quand il auroit quelque prétexte pour l'exiger , on vient de voir que les emplois qui ont été faits excèdent de beaucoup les 820000 liv. prix de ces Terres.

A l'égard des autres biens substitués vendus à Monsieur le Prince 207000 livres, on n'en conteste point la propriété au Marquis de Broglie , puisqu'il la réclame ; mais ne peut conserver la chose & le prix , & comme il en a été fait des emplois solides , aussi-bien que des 820000 l. il faut nécessairement qu'il commence par restituer ce prix à la Maison de Condé , c'est à quoi elle se réduit.

Si le Marquis de Broglie avoit été aussi disposé à se rendre justice que les Princes & Princesses qu'il attaque , on ose dire que , dans les termes où l'affaire est réduite , il n'y auroit pas eu de matière à une contestation sérieuse ; mais puisqu'il ne peut pas mettre de bornes à ses prétentions , c'est à la Cour à les fixer par son autorité ; & cela ne paroît pas difficile , quand on joint aux titres victorieux de la Maison de Condé , les preuves les plus claires de tous les emplois qui ont été faits pour l'intérêt de la substitution.

## CAUSE SUR APPEL A LA GRAND'CH.

M E S M E S P A R T I E S .

Q U E S T I O N .

*Autorité de la chose jugée.*

**P**OUR faire tomber la demande du Marquis de Broglie , les Princes & Princesses de la Maison de Condé se renferment dans une fin de non-recevoir que leur fournit l'autorité de la chose jugée ; c'est de tous les moyens le plus sacré & le plus inébranlable.

Par deux Arrêts rendus contre feu M. le Maréchal de Broglie , on a jugé que les créanciers de la Maison de Mantoue n'étoient point obligés de souffrir l'exécution du contrat de vente de la Terre de Senonches , passé par le Duc de Mantoue leur débiteur , à François-Marie Comte de Broglie en 1654 ; que l'Acque-

reur poursuivant un decret volontaire, ils étoient en droit de surenchérir ; & que l'enchere de M. le Prince Henri-Jules ayant été portée jusqu'à 400000 livres au-delà du prix de la vente, il falloit proceder à l'adjudication sur une enchere si avantageuse aux créanciers ; & en effet cette enchere n'ayant point été couverte, l'adjudication lui a été faite à ce prix.

Le Marquis de Broglie, après la mort de M. son pere, s'est élevé contre ces Arrêts, il a épuisé toutes les voies de Droit pour parvenir à les faire retracter, il a formé une tierce opposition, il a obtenu Requête civile : la censure la plus vive & la plus amere a été soutenue pendant six années entieres par une multitude innombrable d'écrits & de Mémoires imprimés, dans lesquels on a réuni tout ce que l'esprit humain pouvoit produire de plus spécieux & de plus propre à en imposer ; mais enfin il a succombé dans toutes ces tentatives, & par un Arrêt solennel il a été également débouté, & de la tierce opposition, & de la Requête civile. Il restoit une derniere ressource dans la demande en cassation de tous ces Arrêts, le Marquis de Broglie ne l'a point négligée ; mais cette nouvelle entreprise n'a pas eu un sort plus favorable que les premieres.

Cependant quand on le croyoit accablé sous le poids de tant de condamnations, il reprend de nouvelles forces, & regardant tous ces Arrêts avec une parfaite indifférence, il vient tranquillement demander aux Princes & Princesses des Maisons de Condé & de Conty le désistement des Terres de Senonches & de Bressolles, comme s'il n'y avoit point de titres en leur faveur. Sur une démarche si singuliere & qui n'a jamais eu d'exemple, quel parti pouvoient prendre les Princes & Princesses attaqués par le Marquis de Broglie, sinon de lui opposer cette foule d'Arrêts, & en conséquence de le soutenir non-recevable.

C'est aussi la seule défense dans laquelle ils se renferment, rien de plus sacré, rien de plus inviolable que l'autorité de la chose jugée. Si après tant de décisions il falloit encore rentrer dans la discussion des droits des Parties, si après tant d'Arrêts qui ont affermi la propriété de la Maison de Condé, elle pouvoit encore être compromise, il n'y auroit jamais rien de stable parmi les hommes, & l'inquiétude d'une Partie que rien ne peut contenir, deviendrait un poids accablant pour la société.

L'intérêt public se joint donc ici à celui des Princes & Princesses des Maisons de Condé & de Conty, & l'on ose dire que ce seroit en quelque maniere dégrader l'autorité même du Roi,

Le Roi & le Public ont intérêt de maintenir l'autorité des Jugemens.

dont la Cour est dépositaire, que de souffrir plus long-tems le cours d'une pareille entreprise.

*F A I T.*

Charles I. Duc de Mantoue, mourut en 1637, laissant pour héritiers de ses Etats & de ses biens, Charles II. son petit-fils; il avoit outre cela deux filles, dont l'une fut mariée dans la suite au Roi de Pologne, & l'autre au Prince Palatin.

La succession de Charles I. étoit composée de grands biens dans le Royaume, mais il laissoit aussi des dettes immenses à acquitter; outre cela il falloit fournir une légitime à chacune des Princesses ses filles, ces légitimes furent réglées par un Arrêt du Conseil du 7 Novembre 1645 à 1500000 liv. pour la Reine de Pologne, & à 1200000 liv. pour la Princesse sa sœur.

Sur les 1500000 liv. adjudgées à la Reine de Pologne, il paroît que dans la même année elle reçut 900000 liv. Le Marquis de Broglie, sans en rapporter aucune preuve, a supposé que les 600000 liv. restant avoient été payées peu de tems après; mais le contraire est pleinement justifié par une transaction du 20 Septembre 1655, dans laquelle le Duc de Mantoue se reconnut encore débiteur de la même somme de 600000 liv. & par un acte du 20 Juin 1659, dans lequel la Reine de Pologne en fit donation à la Princesse sa sœur.

La Princesse Palatine étoit toujours créancière des 1200000 l. qui lui avoient été accordées par l'Arrêt de 1645. Enfin il étoit dû encore au Prince Palatin une somme de 300000 liv. Il est vrai qu'originellement c'étoit l'Empereur Ferdinand III. qui en étoit le débiteur; mais comme il avoit épousé la Princesse Eléonor, sœur de Charles II. Duc de Mantoue, & qu'il restoit 300000 liv. à payer de la dot de l'Impératrice, Charles II. s'obligea de payer cette somme au Prince Palatin à la décharge de l'Empereur, par un acte du 18 Septembre 1655.

Ainsi la Maison Palatine avoit trois créances principales sur la Maison de Mantoue, les 600000 liv. cedées par la Reine de Pologne, les 1200000 liv. pour la légitime de la Princesse Palatine, & les 300000 liv. que le Duc de Mantoue s'étoit obligé de payer pour l'Empereur. Le tiers de toutes ces créances fut constitué en dot à la Princesse Anne de Bavière fille du Prince Palatin & de la Princesse Palatine, par son contrat de mariage avec M. le Prince Henri-Jules en 1663. C'est ainsi que la Maison de Condé est devenue créancière du Duc de Mantoue.

On a cru devoir indiquer l'origine, la nature & l'étendue des créances de M. le Prince, qui ont donné lieu à toutes les contes-



tations dont on va rendre compte , non pour entrer dans la discussion de ces créances , ni suivre le Marquis de Broglie , soit dans les critiques , soit dans les déductions qu'il imagine , c'est un objet terminé par les Arrêts ; mais seulement pour faire connoître qu'il n'y avoit rien de plus sérieux ni de plus privilégié que ces créances , & que M. le Prince a eu les motifs les plus légitimes de veiller à leur conservation.

Dès l'année 1654 les Fondés de procuration de Charles II. Duc de Mantoue , avoient vendu à François-Marie Comte de Broglie , la Terre de Senonches & une partie de celle de Bressolles , moyennant 820000 l. qui avoient été déléguées à *différens créanciers de la Maison de Mantoue*. *L'Acquereur s'étoit obligé de les payer , quelques poursuites qui fussent faites contre lui par la Reine de Pologne & par la Princesse Palatine : sauf à se pourvoir contre le Duc de Mantoue* pour la répétition des sommes qu'il seroit obligé de payer à ces deux Princesses , & sans qu'il pût pour cela retarder le payement des créanciers délégués. Ainsi le Duc de Mantoue se reconnoissoit encore débiteur des deux Princesses ses tantes , & le Comte de Broglie , Acquéreur , en étoit bien averti , en sorte qu'il a dû s'attendre à tout ce qui est arrivé dans la suite.

Acquereur  
bien averti des  
dettes de son  
vendeur.

Il commença un decret volontaire au Châtelet , il y survint un grand nombre d'oppositions. Comme s'il eût été propriétaire incommutable , il fit un testament en 1655 par lequel il fit un prélegs à Victor-Maurice son fils aîné , de la Terre de Senonches & premiere portion de Bressolles acquises du Duc de Mantoue , avec charge d'une substitution graduelle & masculine. Ayant été tué au siège de Valence quelque tems après , Olimpe de Fauria sa veuve , comme Tutrice de Victor-Maurice son fils aîné , continua le Décret volontaire , mais il se forma un orage qui a renversé par l'événement le contrat de 1654.

Charles Badouveau , créancier du Duc de Mantoue , ayant appris qu'il y avoit eu une saisie-réelle de la Terre de Senonches portée en 1645 aux Requêtes du Palais , il y forma opposition , se fit subroger à la poursuite , & fit faire un bail judiciaire par deux Sentences des 28 Février & 18 Avril 1665. La Comtesse de Broglie appella de ces deux Sentences en la Grand'Chambre ; mais comme toutes les affaires concernant les biens de la Maison de Mantoue avoient été attribuées à la Chambre de l'Edit par des Lettres Patentes enregistrées , l'affaire y fut renvoyée. Elle y fut retenue par Arrêt du 13 Mai 1665. Plusieurs créanciers y inter-

vinrent , entr'autres M. le Prince Henri-Jules qui , du chef de Madame la Princesse , avoit les créances les plus considérables & les plus privilégiées.

Le 25 Janvier 1666 il donna une Requête contre la Comtesse de Broglie , par laquelle il demanda expressément que , *sans avoir égard au contrat de vente de Senonches fait à François-Marie Comte de Broglie , il fût passé outre en la Chambre de l'Edit , à l'Adjudication par decret de cette Terre , sur l'enchere de 300000 liv. faite par un des créanciers.*

Cette enchere étoit déjà trop considérable , pour que l'intérêt légitime des créanciers permît de la rejeter , & de lui préférer la vente faite à vil prix au Comte de Broglie ; cependant M. le Prince alla encore plus loin , & par une nouvelle enchere mise au Greffe le 7 Avril 1666 , il porta son offre jusqu'à 400000 liv. enforte qu'il se soumettoit à payer 1200000 livres au lieu de 800000 liv. prix de la vente de 1654.

La Comtesse de Broglie comprit bien qu'il seroit impossible de parer ce coup que les encheres devoient porter à la propriété de son fils , elle mit son salut dans la fuite. A toutes les poursuites que l'on faisoit pour obtenir un Arrêt , elle n'opposoit que des remontrances , on trouve jusqu'à cinq Arrêts de remise sur ces différentes remontrances ; mais enfin il fallut plaider. Elle se retrancha sur la nullité de la saisie réelle de 1645 qu'on avoit voulu faire revivre ; mais on rendit sa critique inutile en abandonnant cette saisie réelle , & en se réduisant à celle qui avoit été faite au Châtelet à la requête du Comte de Broglie lui-même pour parvenir au decret volontaire.

Ce fut donc dans ces circonstances qu'intervint l'Arrêt du 4 Août 1666 , qui est le premier de ceux sur lesquels on fonde la fin de non-recevoir opposée au Marquis de Broglie. Par cet Arrêt il est ordonné , que sur l'enchere de 400000 liv. de M. le Prince , il sera procédé en la Chambre de l'Edit , à l'adjudication de la Terre de Senonches & portion de Bressolles acquises du Duc de Mantoue sur la saisie faite pour parvenir au decret volontaire que l'on évoque à cet effet. L'Arrêt convertit les baux conventionnels en baux judiciaires , & ordonne que celui qui sera Adjudicataire sera obligé de rembourser à la Comtesse de Broglie les 820000 liv. déléguées aux créanciers de la Maison de Mantoue , & que le surplus sera distribué aux autres créanciers.

Par ce premier Arrêt le contrat de vente de 1654 se trouvoit

anéanti, & il ne restoit plus qu'à savoir si M. le Prince demeureroit Adjudicataire sur son enchere de 400000 liv. ou si elle seroit couverte par quelque enchere plus forte : les affiches furent mises, les publications furent faites pour y parvenir ; mais ne s'étant point trouvé d'autre Enchérisseur, l'Adjudication diffinitive fut faite à M. le Prince Henri-Jules, par Arrêt du 16 Juillet 1667 aux conditions portées par l'Arrêt de 1666.

En conséquence M. le Prince remboursa les 820000 liv. à Monsieur le Premier Président de Lamoignon, fondé de la procuration de Victor-Maurice de Broglie son gendre. La quittance passée devant Notaire est du 19 Août 1667. On juge bien qu'un Magistrat aussi sage & aussi éclairé que M. le Premier Président de Lamoignon, fut fort attentif à faire faire l'emploi de cette somme, mais ce n'est pas de quoi il s'agit aujourd'hui.

Il restoit à faire l'ordre des 400000 liv. restans, qui revenoient aux autres créanciers de la Maison de Mantoue. La Princesse Palatine soutint qu'elle les absorboit par ses créances, cela fut vivement contesté par les autres créanciers, contre lesquels il fallut soutenir de grands Procès qui ont été jugés par deux Arrêts sur productions respectives des Parties des 7 Septembre 1680, & 6 Septembre 1687. Par le dernier de ces Arrêts, il fut reconnu que toute déduction faite il restoit dû à la Princesse Palatine 519852 l. 9 s. 1 d. tant en principaux qu'intérêts, en sorte qu'elle a touché les 400000 l. en entier, ce qui a consommé le prix de l'adjudication faite à M. le Prince.

Il a donc joui paisiblement de la Terre de Senonches jusqu'à son décès. Après sa mort elle a été délaissée à Madame la Princesse de Conty sa fille, par une transaction de 1719, pour lui tenir lieu de sa portion héréditaire. Elle a continué d'en jouir paisiblement jusqu'à la mort de Maurice Victor de Broglie devenu Maréchal de France, qui n'est décédé qu'en 1727.

Le Marquis de Broglie qui se trouvoit en possession de toutes les Terres acquises par M. le Maréchal de Broglie son pere, des deniers remboursés par M. le Prince, ne put pas pour cela demeurer tranquille, & supposant que le contrat de vente de 1654 & la substitution de 1655 devoient avoir tout leur effet à son profit, il fit assigner Madame la Princesse de Conty le 10 Juillet 1728 en désistement de la Terre de Senonches. Sur la dénonciation faite de cette demande aux Princes & Princesses de la Maison de Condé, ils prirent le fait & cause de Madame la Prin-

celle de Conty; & pour toute défense, en donnant copie de l'Arrêt de 1666, ils soutinrent le Marquis de Broglie non-recevable.

Frappé de la force de cette fin de non-recevoir, il reconnut que tant que cet Arrêt subsisteroit, il ne pouvoit être écouté: il prit donc le parti d'y former opposition, & demanda en même-tems l'évocation du principal. Dans la suite il prit aussi des Lettres en forme de Requête civile, tant contre l'Arrêt de 1666 que contre l'adjudication de 1667. Sur ces opposition & Requête civile les Parties furent appointées par Arrêt du 4 Mars 1730; & comme on ne pouvoit plus évoquer le principal, c'est-à-dire, la demande formée par le Marquis de Broglie en 1728, elle fut en même-tems renvoyée aux Requêtes du Palais.

Elle dépendoit absolument du sort de la Requête civile, & de la tierce opposition: aussi le Marquis de Broglie fit-il les plus grands efforts pour faire réussir l'une & l'autre. Inépuisable dans les recherches, dans ses critiques & dans ses raisonnemens, il a fouillé *dans toutes les affaires de la Maison de Mantoue, il a prétendu qu'il n'étoit rien dû à la Maison Palatine, il a soutenu que la Comtesse de Broglie & même M. le Président de Lamoignon s'étoient prêtés aux vûes que M. le Prince Henri-Jules avoient eues d'acquiescer la Terre de Senonches, que les Arrêts ne renfermoient qu'un contrat de délaissement volontaire, auquel on avoit prêté le masque d'une procédure judiciaire, que la défense de la substitution avoit été négligée & même trahie.* En un mot, tout a été exposé à la censure la plus mordante; mais les Princes & Princesses ayant fait voir que toutes ces déclamations péchoient dans le principe, que M. le Prince étoit créancier légitime de sommes très-considérables, qu'il avoit eu droit & qualité, tant pour lui que pour les autres créanciers, de surenchérir; que la procédure étoit sérieuse, & que la Comtesse de Broglie n'avoit jamais pû parer à l'éviction, le Marquis de Broglie, par Arrêt définitif du 10 Mars 1736, a été débouté de sa Requête civile & de sa tierce opposition, & a été condamné aux dépens.

Peu de tems après le Marquis de Broglie a fait imprimer & répandre dans le Public une Requête en cassation, tant contre l'Arrêt de 1736, que contre les Arrêts de la Chambre de l'Edit de 1666 & de 1667; le motif qu'il a donné à cette demande mérite ici une attention particulière. Il expose au Roi, *que si ces Arrêts pouvoient subsister, il perdrait toute espérance de rentrer dans des Terres de grand prix substituées par son ayeul, & enlevées*

vées à son pere pendant sa minorité ; il ajoute qu'aussi-tôt que les Arrêts de la Chambre de l'Edit lui ont été connus , il y a formé une tierce opposition , & qu'il y a joint les Requêtes civiles, qu'elles ont été rejetées relativement à l'objet principal ; que les voies ordinaires étant épuisées , il est obligé de recourir à Sa Majesté , qui ne permettra pas que des Jugemens contraires aux Loix du Royaume acquièrent contre lui l'autorité de la chose jugée , à la faveur d'un dernier Arrêt qui fait violence à ces mêmes Loix.

Ce langage est bien clair : le Marquis de Broglie convient que si les Arrêts subsistent , il n'a plus aucune espérance de rentrer dans les Terres substituées par son ayeul , c'est-à-dire , dans la Terre de Senonches ; & en effet c'est une suite nécessaire des Arrêts. Cependant le Marquis de Broglie , peu d'accord avec lui-même , a présenté une nouvelle Requête le 28 Mars 1738 aux Requêtes du Palais , dans laquelle il a conclu à ce que Mademoiselle de la Roche-sur-Yon , devenue Propriétaire de la Terre de Senonches , après la mort de Madame la Princesse de Conty sa mere , fût condamnée à s'en désister à son profit , si mieux elle n'aimoit lui en payer le prix , ou justifier qu'il a été payé , & qu'il en a été fait des emplois valables.

Les Princes & Princesses garans de cette demande se sont recriés contre une pareille tentative ; dès 1728 ils avoient soutenu le Marquis de Broglie non-recevable sur le fondement des Arrêts de 1666 & de 1667 ; cette fin de non-recevoir avoit acquis une nouvelle force par l'Arrêt de 1736 : comment donc le Marquis de Broglie pouvoit-il encore proposer sa demande en Justice ? C'étoit se soulever trop ouvertement contre les Arrêts. Les Princes & Princesses se sont donc contentés de demander par une Requête expresse , que les Arrêts de 1666 , de 1667 & de 1736 fussent exécutés , & en conséquence que le Marquis de Broglie fût déclaré non-recevable.

Rien n'étoit plus simple : aussi le Marquis de Broglie ne s'est-il appliqué qu'à embarrasser l'affaire par un cahos de faits & de distinctions subtiles & abstraites , qui ont enfin produit une Sentence par laquelle , sans avoir égard à la fin de non-recevoir , les Parties ont été appointées au principal.

Comme c'étoit ouvertement proscrire les Arrêts de la Cour , dont l'autorité ne peut être ébranlée , les Princes & Princesses ont cru devoir recourir au même Tribunal qui les avoit rendus , pour en assurer l'exécution ; ils ont donc interjetté appel de la Sentence. 1°. En ce qu'on avoit écarté la fin de non-recevoir , & en ce

qu'il n'avoit pas été fait droit sur la demande à fin d'exécution des Arrêts de 1666, de 1667 & de 1736. 2º. En ce qu'on avoit appointé au fond. 3º. En ce qu'on avoit réservé les dépens. Ils ont conclu à ce qu'en infirmant la Sentence dans ces chefs, & évoquant le principal, il fût ordonné que les Arrêts de la Cour feroient exécutés; ce faisant, que le Marquis de Broglie fût déclaré non-recevable dans sa demande en désistement de la Terre de Senonches, & premiere portion de Bressolles, & condamné aux dépens.

On ne se plaint point du surplus de la Sentence, qui appointe sur la demande en désistement d'autres biens qui n'avoient point été acquis du Duc de Mantoue; mais pour ceux compris dans le contrat de 1654, on soutient qu'après les Arrêts intervenus, tant contre le pere que contre le fils, la demande du Marquis de Broglie ne peut être écoutée.

*Fin de non-  
recevoir.*

Si la demande du Marquis de Broglie est directement contraire à ce qui a été jugé par les Arrêts rendus en faveur de la Maison de Condé, si l'on conçoit que l'Arrêt qui adopteroit sa demande ne pourroit jamais le concilier avec ceux qui sont déjà intervenus, ni s'exécuter en même tems, il est évident que le Marquis de Broglie est non-recevable. Mais il est aisé de justifier cette contrariété, en examinant en premier lieu ce qui a été jugé par les Arrêts, & en second lieu ce que demande le Marquis de Broglie.

Voyons d'abord ce qu'ont jugé les Arrêts. François-Marie Comte de Broglie avoit acheté Senonches en 1654, il l'avoit substitué en 1655 à Victor-Maurice son fils aîné, qui lui ayant succédé dans cette Terre, en poursuivoit le Décret volontaire au Châtelet. Les créanciers du Duc de Mantoue vendeur y forment opposition; mais trouvant que la vente avoit été faite à vil prix, & qu'il n'y auroit pas de quoi les payer si le contrat subsistoit, ils attaquent ce contrat, & par leurs encheres entreprennent de substituer une vente judiciaire, une adjudication par Décret, au contrat volontaire qui faisoit le titre de Victor-Maurice. M. le Prince Henri-Jules, qui tenoit le premier rang entre ces créanciers, conclut expressément à ce que, sans avoir égard au contrat de vente fait par le Duc de Mantoue, il soit procédé à une adjudication par Décret; il surenchérit lui-même. La Chambre de l'Edit, sur ces différentes poursuites, avoit donc une seule question à juger, qui étoit de savoir si le contrat de vente subsisteroit, & si les oppositions des créanciers seroient converties

en faïfies ou arrêts fur le prix ; ou fi au contraire , fans avoir égard au contrat , on recevoit les encheres & l'on adjuderoit la Terre par Decret. Il n'étoit pas difficile de fe déterminer , l'intérêt des créanciers devoit néceffairement prévaloir : auffi par l'Arrêt du 4 Août 1666 , fut-il ordonné qu'il feroit procédé à l'adjudication par Decret fur l'enchere de 400000 liv. mife par M. le Prince , ce qui a été confommé par l'Arrêt du 16 Juillet 1667. Le Marquis de Broglie a attaqué ces Arrêts après la mort de M. fon pere ; mais il a été débouté tant de la tierce opposition que de la Requête civile.

Il a donc été jugé que le contrat de 1654 ne devoit pas fubfifter , que les encheres des créanciers devoient être reçues. M. le Prince eft demeuré adjudicataire , la Maifon de Broglie a été évincée ; voilà ce qui réfulte des Arrêts , voilà ce qui a été folemnellement décidé , & ce que l'on jugeroit encore fi l'affaire fe préfentoit de nouveau , parce que la vente faite à vil prix par le débiteur , ne peut jamais nuire à fes créanciers.

Voyons donc ce que demande aujourd'hui le Marquis de Broglie. Il demande à Mademoifelle de la Roche-sur-Yon le diftinement de la Terre de Senonches ; fon titre eft le contrat de 1654 & la fubftitution de 1655 , dont il demande l'exécution ; il foutient que la propriété de fon ayeul a dû paffer en fa perfonne , & que rien n'a pu lui donner atteinte : il veut donc qu'on n'ait aucun égard aux plaintes que les créanciers ont formées contre ce contrat , aux encheres qu'ils ont faites , ni à l'adjudication qui a été prononcée en conféquence. Pouvoit-on rien propofer de plus contradictoire aux Arrêts ?

Les Arrêts proferivent le contrat de 1654 , le Marquis de Broglie au contraire veut qu'il foit exécuté. Les Arrêts admettent les créanciers à enchérir , le Marquis de Broglie veut qu'on rejette les encheres , & qu'on n'y ait aucun égard. Les Arrêts enlevent la propriété à la Maifon de Broglie , & l'adjugent à M. le Prince ; le Marquis de Broglie veut être rétabli dans la propriété incommutable de Senonches , & en dépouiller les Princes & Princeffes de la Maifon de Condé. Peut-on , fans renverfer tous les principes de l'ordre public , admettre une pareille révolution dans les Jugemens & dans les fortunes des Citoyens ?

Les Arrêts forment donc un obftacle infurmontable à la demande du Marquis de Broglie ; la fin de non-recevoir ne peut être ni plus claire ni plus victorieufe. Ecoutons le Jugement qu'il en a prononcé lui-même dans fa Requête en caffation : *Si ces*

*Arrêts pouvoient subsister*, dit-il, *le Suppliant perdroit toute espérance de rentrer dans des Terres de grand prix, substituées par son ayeul, & enlevées à son pere pendant sa minorité.* Ils subsistent ces Arrêts, malgré tous les efforts que le Marquis de Broglie a employés pour les détruire; il ne lui reste donc *aucune espérance* de rentrer dans ces Terres, & par conséquent la demande qu'il a formée doit être écartée comme un attentat à l'autorité de la chose jugée.

Réponse aux  
Objections.

Le Marquis de Broglie distingue deux sortes d'Arrêts qu'on lui oppose : ceux de la Chambre de l'Edit, rendus contre M. son pere; celui de 1736, rendu contre lui-même. Les premiers, selon lui, ne peuvent lui être opposés; ils sont rendus avec un héritier grevé, & ne peuvent nuire aux substitués : c'est, dit-on, ce que les Princes ont reconnu. Pour celui de 1736, il ne juge rien, il ne donne pas plus de force aux premiers qu'ils n'en avoient par eux-mêmes; il ne prononce que sur la forme, & n'entame point le fond qui étoit demeuré aux Requêtes du Palais, n'ayant point été évoqué.

Mais quand ces Arrêts pourroient former une fin de non-recevoir contre la demande en désistement des Terres, ils n'auroient aucune application à une autre partie des conclusions du Marquis de Broglie, dans laquelle il demande le paiement du prix, ou que l'on ait à lui justifier d'emplois valables. Au contraire, les Arrêts qui adjugent la propriété à M. le Prince Henri-Jules à la charge de rembourser Victor-Maurice, deviennent des titres pour la Maison de Broglie elle-même, quand elle demande le paiement du prix. Examinons les différentes parties de ce système.

Par rapport au désistement des Terres & à la question de propriété, par quel prétexte veut-on faire tomber la fin de non-recevoir si victorieuse ? On dit que les Arrêts rendus contre l'héritier grevé ne peuvent être opposés aux substitués, & que les Princes eux-mêmes l'ont reconnu; mais les principes & la vérité sont également blessés dans cette objection.

Grevé de substitution est contradicteur légitime, parce qu'il est propriétaire.

Dans les principes, il est constant que l'héritier grevé est propriétaire, qu'il a droit, qu'il a qualité pour défendre & pour soutenir les droits de la substitution; en sorte que ce qui est jugé avec lui, étant jugé avec un contradicteur légitime, demeure jugé avec tous ceux qui ont intérêt après lui à la substitution. Autrement, quand il y a une substitution, on ne pourroit jamais acquérir un état certain sur les intérêts que l'on a à discuter avec elle.



On plaideroit avec l'héritier grevé ; & quand on auroit obtenu un Arrêt diffinitif, on ne seroit pas plus avancé qu'auparavant ; il faudroit recommencer le combat avec le premier substitué, comme s'il n'y avoit aucun Jugement. Une nouvelle victoire remportée sur lui ne seroit pas plus avantageuse que la première ; un second substitué se présentant, il faudroit encore plaider de nouveau, & ainsi à l'infini, suivant l'étendue & le progrès de la substitution. Un tel desordre ne peut jamais trouver son appui dans les Loix, ni être autorisé dans aucun Etat policé ; il faut qu'il y ait un terme à toutes les contestations qui peuvent s'élever, & ce terme est un Arrêt rendu avec une Partie légitime & avec un contradicteur sérieux ; & comme ces caractères se rencontrent dans le grevé de substitution, les Arrêts rendus avec lui forment une Loi immuable à l'égard de tous les substitués.

Force des Jugemens rendus avec la Partie légitime.

C'est ce que les Docteurs ont unanimement décidé, comme l'atteste Peregrinus dans son Traité des Fidécimmis, art. 53, n. 49. *Existimo*, dit-il, *in judiciis realibus vindicatoriis certæ rei, ac etiam in judiciis personalibus, ut in iis sententia lata pro hærede, vel contra heredem profit, & noceat substitutio & fideicommissariis non citatis*. La raison qu'il en rend est celle que l'on vient de toucher, que l'héritier grevé a droit & qualité pour défendre les droits de la substitution : *Tam hæres gravatus ante casum restitutionis, quàm etiam fideicommissarius universalis legitimam personam habent rem deducendi in judicio, activè & passivè, quia legitimi sunt hereditatis administratores*. Et ce n'est pas, ajoute cet Auteur, une question problématique, car cela est décidé par-tout dans le Droit, & *ad hoc sunt jura aperta* ; il cite en effet plusieurs Loix décisives sur cette matiere, & le sentiment d'un grand nombre d'Auteurs qui y est conforme.

Comment en effet les Arrêts rendus avec l'héritier grevé ne feroient-ils pas une Loi avec les substitués, quand les transactions même passées par cet héritier les engagent & les obligent, comme si elles étoient passées par eux-mêmes ? Un héritier grevé ne peut pas vendre, ne peut pas donner, aliéner, hypothéquer, mais il peut plaider & transiger. C'est encore le sentiment du même Peregrinus : *Transactio alterius est nature quàm alijs contractus venditionis, cessionis & similium ; unde bonâ fide de re dubiâ & lite incertâ valet transactio ab iis facta quibus alienatio voluntaria interdictur*.

Ces principes souffrent une exception, quand il paroît qu'il y a eu de la part de l'héritier grevé, ou de la collusion, ou

Collusion ou  
négligence de  
l'héritier gre-  
vé ne nuit aux  
substitués.

une négligence excessive dans la défense des droits de la substitution, parce que s'il est propriétaire, il est propriétaire grevé, & que par conséquent il n'est pas le maître de sacrifier les droits de la substitution; mais lorsqu'il les a défendus de bonne foi & avec l'attention qui convenoit, alors ce qui est jugé, ce qui est réglé avec lui demeure définitivement décidé, sans qu'il soit permis à chaque substitué de renouveler la même difficulté.

Peut-on dire après cela de la part du Marquis de Broglie, qu'il avoit deux partis à prendre sur ces Arrêts, ou de les attaquer, ou de les négliger? Qu'à la vérité il a suivi la première route sans succès, mais qu'il est le maître de prendre aujourd'hui la seconde, & de regarder ces Arrêts avec la même indifférence que s'ils n'avoient jamais été rendus? C'est attaquer les principes les plus connus & les plus intéressans pour l'ordre public, que d'attribuer ainsi à des substitués le droit de fouler aux pieds impunément ce qu'il y a de plus sacré, c'est-à-dire l'autorité de la chose jugée.

Les Défenseurs des Princes, dit-on, ne combattent point le pouvoir des substitués. Quelle étrange supposition! La première démarche des Princes, lorsqu'ils ont pris le fait & cause de Madame la Princesse de Conty en 1728, a été de soutenir le Marquis de Broglie non-recevable sur le fondement de l'Arrêt de 1666. Loin de reconnoître que les Arrêts rendus avec l'héritier grevé ne pouvoient être opposés aux substitués, ils ont fait de l'Arrêt de 1666 un obstacle insurmontable à la demande du Marquis de Broglie. Dans le Procès sur la tierce opposition & sur la Requête civile, ils ont soutenu la même défense; ils ont établi les principes que l'on vient de rappeler, ils ont même cité l'autorité de Peregrinus, le texte des Loix, la Jurisprudence de tous les Tribunaux; il faut donc écarter cette prétendue reconnoissance qu'on leur attribue; nous n'aurions point eu de cause, si les Défenseurs des Princes avoient été assez aveugles pour adopter l'erreur que débite le Marquis de Broglie.

Mais ce qu'il ne peut pas désavouer de sa part, est qu'il a reconnu bien formellement que tant que les Arrêts subsisteroient, sa demande ne pouvoit être écoutée; c'est ce qui l'a obligé en 1728, lorsque la fin de non-recevoir a été prononcée, d'employer toutes les voies de droit pour parvenir à faire rétracter ces Arrêts; c'est ce qui l'a obligé de soutenir pendant six années entières un grand Procès pour vaincre un obstacle qui détruisoit toutes ses espérances; c'est enfin ce qui l'a obligé après l'Arrêt

de 1736 de recourir à la voie extraordinaire de la cassation, & d'exposer naturellement au Roi que si elle n'étoit point admise, il ne lui restoit aucune ressource pour rentrer dans les Terres substituées par son ayeul. Voilà des aveux bien formels & des reconnoissances bien précises; comment donc ose-t-il se présenter pour soutenir sa demande, quand il a reconnu si solennellement qu'elle ne pouvoit être écoutée tant que les Arrêts subsisteroient? Qui l'auroit cru? dans le tems que le Marquis de Broglie faisoit tant d'efforts, qu'il viendrait dire un jour: tout ce que j'ai fait étoit inutile, c'étoit un passe-tems agréable que je me donnois, car au fond tous ces Arrêts ne peuvent m'être opposés; je peux les laisser subsister & soutenir ma demande avec la même liberté que si jamais ils n'avoient été rendus. Mais en est-on quitte pour traiter ainsi d'illusion les affaires les plus sérieuses? Le Marquis de Broglie a attaqué ces Arrêts comme formant un obstacle insurmontable à sa demande tant qu'ils subsistent, elle ne peut donc se faire jour en Justice.

Si l'on pouvoit même s'égarer jusqu'à penser, comme le Marquis de Broglie, que les Arrêts rendus contre l'héritier ne peuvent être opposés aux substitués, il faudroit au moins pour cela que le substitué ne les eût pas attaqués, & qu'ils n'eussent pas été confirmés avec lui; car quand ils sont devenus contradictoires avec lui-même, comment ose-t-on seulement proposer qu'il peut encore les regarder avec une pleine indifférence? A supposer qu'il eût le choix ou de les attaquer ou de les négliger, au moins quand il a consommé son choix en les attaquant, qu'il a proposé tout ce qu'il a cru propre à les détruire, & que par un Arrêt contradictoire il a succombé dans toutes ses tentatives, deviennent-ils pour lui personnellement des Loix irréfragables? Telle est la situation du Marquis de Broglie; il a attaqué les Arrêts de 1666 & de 1667, il a joint la Requête civile à la tierce opposition pour les détruire, mais il a été débouté de l'une & de l'autre, avec dépens; ces Arrêts ont donc acquis avec lui personnellement toute l'autorité de la chose jugée, & par conséquent il ne peut jamais éluder la fin de non-recevoir.

Ce qu'il oppose contre l'Arrêt de 1736 est aussi frivole que ce qu'il allégué contre les Arrêts de la Chambre de l'Edit. 1<sup>o</sup>. Le dernier Arrêt, dit-il, ne donne pas plus de force, plus de valeur aux premiers qu'ils n'en avoient par eux-mêmes. 2<sup>o</sup>. Lors de l'Arrêt de 1736, je n'ai proposé que des moyens de forme; je n'ai jamais voulu entrer dans le mérite du fond, ni discuter les créan-

ces de la Maison de Condé. 3°. Cet Arrêt n'a pas pu juger & n'a pas jugé en effet le fond du droit des Parties, puisque ce fond n'avoit point été évoqué, & qu'il étoit demeuré pendant aux Requêtes du Palais. De pareilles objections méritent-elles d'être sérieusement discutées ?

1°. On conviendra avec le Marquis de Broglie que l'Arrêt de 1636 ne donne pas plus de force, ni plus de valeur aux Arrêts de la Chambre de l'Edit qu'ils n'en avoient par eux-mêmes ; mais, & cela suffit, l'Arrêt de 1736 juge que ceux de la Chambre de l'Edit ont toute la force & toute la valeur qu'acquiert l'autorité de la chose jugée, & il le juge avec le Marquis de Broglie lui-même : en faut-il donc davantage pour assurer leur exécution ?

2°. Le Marquis de Broglie dit qu'il n'a attaqué les Arrêts de la Chambre de l'Edit, que par des moyens de forme, qu'il n'a ni traité le fond, ni discuté les créances de la Maison de Condé. En cela il ne se pique pas d'exactitude ; car dans ses premiers Mémoires, avant & depuis l'appointement sur lequel est intervenu l'Arrêt de 1736, il a dit contre les créances de M. le Prince Henri-Jules tout ce qu'il a cru de plus propre à les anéantir. Il est vrai que quand on l'a confondu sur cet objet par les titres authentiques qui ont été produits, il a changé de langage, & a prétendu se sauver en disant qu'il ne s'agissoit point de cela, & qu'il falloit se renfermer dans la forme ; mais il n'en est pas moins vrai que dans des Mémoires qu'il a lui-même produits, il a discuté à fond les créances de la Maison Palatine & de M. le Prince. D'ailleurs il n'est point aujourd'hui question de savoir comment il s'est défendu : il a dit tout ce qu'il a jugé à propos & comme il l'a voulu ; mais, quoi qu'il en soit, il a perdu sa Cause & a été débouté purement & simplement, tant de sa tierce opposition que de sa Requête civile. Par-là l'autorité des Arrêts a été confirmée, il n'est donc pas possible d'admettre une demande qui leur est directement contraire.

3°. Quand il dit que la Cour ne pouvoit pas juger le fond, c'est une équivoque qui se dissipe lorsqu'on pénètre dans l'obscurité qu'il affecte de répandre par cette expression. Distinguons ici deux demandes principales, la première formée par M. le Prince en 1666 contre Victor-Maurice, ou contre la Comtesse de Broglie, sa mere & sa tutrice ; la seconde formée en 1728 par le Marquis de Broglie contre Madame la Princesse de Conty ; de laquelle de ces deux demandes principales veut-il parler, quand il dit qu'on n'a ni jugé ni pu juger le fond en 1736 ?

Veut-il

Veut-il dire qu'on n'a pas jugé la demande principale, formée par M. le Prince en 1666? C'est une pure équivoque; car en déboutant d'une Requête civile, on ne juge pas le fond, il est vrai, mais on confirme l'Arrêt par lequel le fond avoit été jugé auparavant, ce qui opère le même effet. Ainsi l'Arrêt de 1736 en confirmant les Arrêts de la Chambre de l'Edit, donne à la fin de non-recevoir que l'on opposoit au Marquis de Broglie, un dernier degré de force & d'autorité.

Veut-il dire qu'on n'a pas jugé la demande principale qu'il avoit formée lui-même en 1728? Mais la fin de non-recevoir qu'on lui oppose ne consiste pas à soutenir que l'Arrêt de 1736 a jugé la demande qu'il avoit formée en 1728; elle consiste en ce que l'Arrêt de 1736 a confirmé de précédens Arrêts qui, sur la demande de M. le Prince, avoient jugé tout le contraire de ce que le Marquis de Broglie a demandé depuis. Pour cela il n'est pas nécessaire que l'Arrêt de 1736 ait jugé le fond de la demande du Marquis de Broglie; il suffit qu'en déboutant le Marquis de Broglie de sa tierce opposition & de sa Requête civile, il ait mis le dernier sceau à l'autorité des Arrêts avec lesquels la demande du Marquis de Broglie ne peut se concilier.

Mais que restoit-il donc à juger aux Requêtes du Palais, s'écrie le Marquis de Broglie, ma demande n'y étoit-elle demeurée pendante que pour me condamner? Messieurs des Requêtes du Palais étoient-ils gênés & asservis dans leur Jugement? Voilà sans doute une question bien difficile & bien embarrassante. Messieurs des Requêtes du Palais avoient à examiner si la demande du Marquis de Broglie étoit contraire aux Arrêts, ou si elle ne l'étoit pas; mais si elle se trouvoit contraire aux Arrêts, ils n'avoient pas sans doute la liberté de l'admettre. Il n'y a point de Tribunal qui prétende avoir la liberté de juger le contraire de ce qui a été solennellement décidé par des Arrêts qui ont acquis toute l'autorité de la chose jugée. Messieurs des Requêtes du Palais n'avoient donc pas un pouvoir plus étendu; & quand on leur a fait voir que la demande du Marquis de Broglie étoit manifestement contraire aux Arrêts, il y avoit une nécessité indispensable de l'y déclarer non-recevable.

Pour réduire toute la Cause à un seul mot, M. le Prince a demandé que, nonobstant le contrat de 1654, la propriété de la Terre de Senonches lui fût adjugée pour 1200000 liv. c'est ce qui a été jugé en sa faveur par les deux Arrêts de 1666 & de 1667. Voilà un point définitivement jugé. Que vient proposer le

Marquis de Broglie en 1728 ? Qu'en vertu du contrat de 1654, il soit maintenu dans la propriété de la même Terre. On le soutient non-recevable, non pas parce que sa propre demande a été jugée ; mais parce que la demande contraire, formée par M. le Prince, a été jugée en sa faveur, & qu'on ne peut pas accorder à deux Parties différentes deux demandes directement opposées.

Identité de  
demandes.

Titius a demandé d'être maintenu dans la propriété d'une maison contre Mœvius, & il a gagné sa Cause par un Arrêt contradictoire. Mœvius ainsi condamné forme de sa part une demande à fin d'être maintenu dans la propriété de la même maison ; n'est-il pas évident qu'il doit être déclaré non-recevable ? Il aura beau se recrier que sa demande n'est pas jugée, cela est vrai rigoureusement parlant, parce qu'il n'y a pas encore de Jugement qui le déboute ; mais on peut dire en un sens qu'elle est jugée, puisqu'on a jugé en faveur de sa Partie une demande directement contraire à celle qu'il a la témérité de former.

Voilà le nœud de toute l'affaire & la solution de toutes les équivoques qu'entraîne le Marquis de Broglie. Ma demande, dit-il, n'a pas été jugée par l'Arrêt de 1736, elle n'étoit point évoquée, elle étoit même renvoyée aux Requêtes du Palais, tout cela est vrai : aussi les Princes de la Maison de Condé se sont-ils présentés aux Requêtes du Palais pour la combattre ; mais quand elle est demeurée aux Requêtes du Palais, c'étoit pour la juger suivant les titres qui subsistoient entre les Parties, & par conséquent suivant les Arrêts qui étoient intervenus : or les Arrêts avoient décidé précisément le contraire de ce que demandoit le Marquis de Broglie ; il n'y avoit donc point de difficulté à l'y déclarer non-recevable.

Rien ne peut donc affaiblir la fin de non-recevoir quant à la demande en désistement des Terres & quant à la propriété. Aussi le Marquis de Broglie qui en sent toute la force, se réduit-il à dire que du moins cette fin de non-recevoir ne peut lui être opposée quant à la demande à fin de paiement du prix ou d'emplois valables. Mais il ne s'agit aujourd'hui ni du prix ni des emplois ; les Princes & Princesses ne sont appellans qu'en ce qu'on a appointé sur la demande en désistement ; ils y soutiennent le Marquis de Broglie non-recevable, c'est le seul point qui soit aujourd'hui à juger : à l'égard du prix ou des emplois, quand il en sera tems, les Princes s'en défendront par tous les moyens qu'ils jugeront propres à faire rejeter cette dernière prétention du Marquis de Broglie.

Mais pour cela il faut qu'il en forme la demande , car jusqu'à présent il n'a pris aucune conclusion directe à cet égard. Son unique demande est en désistement des Terres. Il est vrai qu'il a ajouté , si mieux n'aimoit Mademoiselle de la Roche-sur-Yon lui en payer le prix , ou justifier d'emplois valables ; mais ce n'est pas-là ce qu'on appelle des conclusions subsidiaires. Pour qu'il y eût une demande , il faudroit qu'il eût conclu au désistement des Terres , & où la Cour en feroit difficulté , qu'il eût demandé le prix ou des emplois. Sa demande est dirigée tout différemment , il demande les Terres ; & supposant que le désistement lui en est dû , il veut bien laisser à Mademoiselle de la Roche-sur-Yon la liberté de les acheter en lui payant le prix , ou en justifiant qu'il a déjà été payé & employé ; une pareille demande ne tombe que sur la propriété , n'a pour objet que la propriété , n'est fondée que sur le droit à la propriété. C'est pourquoi on s'est renfermé dans la seule fin de non-recevoir qui est invincible.

Quand il plaira au Marquis de Broglie de former sa demande pour le prix , on y défendra ; on compte bien qu'il ne nous épargnera pas ce nouveau Procès ; mais la défense sera aussi prompte que solide. Quant à présent il ne s'agit que de la propriété ; elle est jugée par trois Arrêts contradictoires. L'autorité de la chose jugée sera-t-elle impuissante contre le Marquis de Broglie , & fera-t-il le seul contre lequel elle seroit vainement réclamée ?



## CXII. CAUSE AU GRAND-CONSEIL:

POUR Messire René - Charles de Maupeou , second  
Président du Parlement de Paris \* , Défendeur.

\* Et depuis  
Premier Prési-  
dent en 1743.

CONTRE M. le Cardinal de Polignac , Archevêque  
d'Auch.

ET Barthelemy , Curateur à la succession vacante de M.  
Desmarets , aussi Archevêque d'Auch.

## Q U E S T I O N.

*Si l'héritier d'un Evêque peut être inquiété au bout  
de vingt - quatre ans , pour les réparations ,  
quand il rapporte des Procès - verbaux de  
visite & de réception , & qu'il a consigné dans  
le tems sa part de celles qu'il n'a pas faites ,  
parce qu'il avoit des co-Obligés.*

**M**ONSIEUR le Président de Maupeou , héritier pur &  
simple de M. de Maupeou son oncle , Archevêque d'Auch ,  
a satisfait avec la plus scrupuleuse exactitude à toutes les obliga-  
tions que lui imposoit cette qualité ; non-seulement il a acquitté  
les legs immenses que M. de Maupeou avoit faits à son Diocèse ,  
mais il a pourvu aux réparations de l'Archevêché & de ses dé-  
pendances , avec tout l'empressement que l'on pouvoit attendre  
de son zele. Il a fait faire celles dont il étoit tenu seul , & les a fait  
recevoir par des Procès-verbaux en bonne forme ; il a consigné sa  
part de celles auxquelles il devoit seulement contribuer , & a  
obtenu en conséquence les Jugemens de décharge les plus so-  
lemnels. Tout s'est passé sous les yeux du Parlement de Tou-  
louse & du Ministère public , qui a éclairé toutes les démarches  
de M. le Président de Maupeou , & qui les a consacrées par son  
autorité.



Le silence que les Archevêques d'Auch ont gardé pendant vingt-quatre ans à son égard, les poursuites même que M. le Cardinal de Polignac a faites depuis dix ans contre la succession seule de M. Desmarets, son prédécesseur immédiat, tout avoit affermi l'état de M. le Président de Maupeou, & lui répondoit d'un avenir aussi tranquille que le passé.

Cependant M. le Cardinal de Polignac vient de faire éclater une prétention qui tend à rendre M. le Président de Maupeou responsable de toutes les réparations qui sont actuellement à faire dans l'Archevêché d'Auch. Il compte pour rien les Procès-verbaux de réception, les consignations, les Arrêts de décharge, l'acquiescement de son prédécesseur & le sien propre. Une telle prétention, si elle pouvoit être écoutée, en renversant la fortune de M. le Président de Maupeou, exposeroit celle de toutes les familles qui ne pourroient jamais acquiescer d'état certain, & qui, sous différens prétextes, verroient compromettre les titres les plus respectables & la possession la plus ancienne.

Aussi la Cause de M. le Cardinal de Polignac ne se soutient-elle que par le poids d'un nom si digne de vénération; mais quelques égards qu'il mérite, l'autorité des règles doit nécessairement prévaloir : & l'on peut dire avec confiance qu'elles se réunissent toutes en faveur de M. le Président de Maupeou.

L'Archevêché d'Auch ayant vaqué à la mort de M. de la Baume de Suze qui l'avoit rempli pendant plus de vingt ans, M. de Maupeou, auparavant Evêque de Castres, fut nommé à ce Bénéfice le 11 Avril 1705; il en prit possession le 22 Juin 1706.

*FAIT.*

Il trouva beaucoup de réparations à faire; le Procès-verbal de visite qui en fut fait, les porta à plus de 140000 liv. M. de Maupeou fit les diligences nécessaires contre la succession de son prédécesseur, qui avoit été acceptée par bénéfice d'inventaire; il ne trouva à discuter que quelques revenus échus à la mort de son prédécesseur, & des meubles. Le recouvrement produisit des sommes très-modiques, dont il fut fait un ordre aux Requêtes du Palais à Paris. M. de Maupeou fut colloqué par privilège sur les revenus, & par contribution sur les meubles; ce qui produisit une somme bien disproportionnée au montant des réparations.

M. de Maupeou est décédé le 11 Juin 1712, après avoir fait un testament par lequel il avoit légué 170000 liv. aux Pauvres, dont il a été appliqué plus de 100000 liv. au soulagement du

Diocèse d'Auch, & entr'autres 65000 livres pour la fondation d'un Hôpital. Outre cela il a été donné, conformément à ses dernières volontés, 12000 liv. au Chapitre de l'Eglise Métropolitaine, y compris la dépense d'une statue de Saint Augustin en argent. Ces présens, joints à la dépense qu'il avoit faite pour rebâtir à neuf le Palais Archiépiscope, ont rendu sa mémoire précieuse dans tout le Diocèse, & en ont fait parler avec éloge dans la dernière édition du *Gallia Christiana. Ecclesiæ suæ egregiam Sancti Augustini dedit imaginem ex argento. Palatium Archiepiscopale cum reficiendum suscepisset, anno 1712, ex hac vita migrare coactus est.*

A peine le Siege d'Auch se trouva-t-il vacant, que l'Econome Sequestre commença ses diligences contre M. le Président de Maupeou qui avoit accepté la succession de son oncle purement & simplement. Les Eglises qu'il falloit visiter étoient répandues dans différentes Sénéchaussées royales, Auch, Leitoure & Toulouse. L'Econome Sequestre ne pouvoit pas s'adresser à ces différentes Juridictions pour faire faire la visite, cela auroit multiplié les frais & retardé beaucoup les opérations. Il s'adressa donc au Parlement de Toulouse, pour qu'il lui fût permis de faire faire la visite générale de l'autorité d'un de ces Sieges, & obtint un Arrêt le 13 Septembre 1712, qui ordonna qu'il seroit procédé à la vérification des Maisons, Châteaux, Eglises & Bâtimens de l'Archevêché d'Auch, en la forme prescrite par l'Edit de 1691, devant le sieur Daspe, Juge-Mage de la Ville d'Auch, & qu'il seroit par lui procédé avec le Substitut de M. le Procureur-Général.

En conséquence le Juge-Mage nomma d'office deux Experts qui prêterent serment le 27 du même mois, & commencerent leur Procès-verbal le 29. Il y eut outre cela un Expert Ecclésiastique nommé d'office pour la visite des ornemens & vases sacrés; ce fut M<sup>e</sup> François Destrade, Prêtre - Curé de l'Arbathe, qui commença aussi son Procès-verbal le 29 Septembre.

Par les Procès-verbaux qui furent faits, on reconnut qu'il y avoit trois sortes de réparations ou de fournitures dont la succession pouvoit être tenue.

1<sup>o</sup>. Les réparations & les fournitures d'ornemens dans les Eglises des Paroisses où l'Archevêque d'Auch est seul Décimateur.

2<sup>o</sup>. Les réparations des Maisons, Châteaux, Fermes & Bâtimens appartenans à l'Archevêché.

30. Les réparations & les fournitures d'ornemens dans les Eglises des Paroisses où l'Archevêque n'est Décimateur qu'en partie.

Ces trois classes différentes donnerent lieu à des procédures différentes qu'il est nécessaire de distinguer.

Par rapport aux réparations des Eglises des Paroisses où l'Archevêque est seul Décimateur, l'Econome-Sequestre ayant demandé qu'elles fussent adjudgées au rabais, l'adjudication en fut faite le 10 Février 1713 ; le 8 Juin 1713, les Experts furent nommés pour la réception ; ils prêterent serment le 19 Août, & dressèrent leurs Procès-verbaux de réception, par lesquels ils reconnurent que tout étoit en bon état, & en conséquence intervint Sentence le 24 Mars 1714, par laquelle, en enrérinant ces Procès-verbaux, M. de Maupeou fut déchargé *à pur & à plein* de ces réparations.

A l'égard des ornemens qui devoient être fournis dans les mêmes Eglises, suivant le Procès-verbal du Curé de l'Arbathe, M. le Président de Maupeou les fit faire, & fit avertir les Curés de les venir retirer. Le plus grand nombre les retira en effet, & en donna des recepissés ; quelques-uns plus négligens ne s'étant pas présentés, M. le Président de Maupeou obtint le 11 Mai 1714 une Ordonnance du Juge-Mage, qui lui donna acte de la représentation des recepissés de ceux qui avoient retiré & du paraphe que le Juge en avoit fait, & permit de déposer les autres entre les mains de Bourdonnier, Notaire de la Ville d'Auch : & en conséquence de l'acte de dépôt, intervint le lendemain 12 Mai une Ordonnance qui déchargea M. de Maupeou de tous ces ornemens, tant de ceux qui avoient été distribués que de ceux qui avoient été déposés.

La seconde classe de réparations comprenoit le Palais Archiépiscopal, les Maisons, Châteaux, Fermes & autres Bâtimens appartenans en propre à l'Archevêché. M. de Maupeou pendant son Pontificat, avoit presque tout fait rétablir à neuf ; ensorte que lorsque la visite fut faite après sa mort, il ne s'y trouva que deux ou trois articles de réparations, qui ne montoient pas à cent pistoles. M. le Président de Maupeou les fit faire, & demanda qu'il fût procédé non-seulement à la réception, mais à l'estimation des réparations faites tant par son oncle que par lui, pour les pouvoir repeter contre les héritiers de M. de la Baume. Les Experts convenus prêterent serment le 15 Février 1713 ; ils dressèrent leur Procès-verbal en conséquence, par lequel ils dé-

clarerent que tout avoit été mis en bon état, estimèrent la dépense qui avoit été faite pour y parvenir, la somme de 57160 liv. Ce Procès-verbal ayant été rapporté le 11 Mai suivant, le Juge-Mage rendit son Ordonnance le 30 du même mois, par laquelle il déclara les Bâtimens en bon état, & en conséquence déchargea M. de Maupeou.

Les réparations & les fournitures d'ornemens dans les Eglises où l'Archevêque d'Auch est seulement Décimateur en partie, composoient la troisieme classe; ces réparations ayant été fixées par le Procès-verbal de visite, l'Econome fit assigner tous les Codécimateurs pour y contribuer; M. de Maupeou comparut devant le Juge, & offrit de payer sa part; quelques autres demandèrent communication du Procès-verbal de visite, sur quoi le Juge ordonna par une Sentence du 18 Mars 1713, que l'Econome mettroit au Greffe un état des réparations & des ornemens qui étoient à faire & à fournir dans ces Eglises, pour être communiqué aux Codécimateurs, ce qui fut exécuté; après quoi le Juge détermina par une Ordonnance du 27 du même mois la part dont M. de Maupeou étoit tenu; ce qui n'étoit pas difficile, parce que la portion des réparations dépendant de la part que l'Archevêque d'Auch avoit dans les dixmes de chaque Paroisse, il étoit aisé, en suivant cette proportion, de fixer ce qu'il devoit au total. Ainsi dans une Paroisse où l'Archevêque a le quart des dixmes, il étoit tout simple de charger M. de Maupeou du quart des réparations & ornemens, & de même des autres: c'est ce qui fut fait par le Juge-Mage qui, dans son Ordonnance, liquida Paroisse par Paroisse la portion des réparations & ornemens dont M. de Maupeou étoit tenu. Par la récapitulation de tous ces articles, M. de Maupeou se trouva devoir pour les réparations 15416 liv. & pour les ornemens 27214 liv. ce qui faisoit au total 42633 liv. qu'il fut permis à M. de Maupeou de consigner ès mains du sieur Verdun, Econome-Sequestre, par une Ordonnance du premier Avril 1713. La consignation fut faite le 8 Mai, il en fut donné acte par une Ordonnance du 9, & en conséquence le 2 Juin de la même année M. de Maupeou fut déchargé de ces réparations & fournitures d'ornemens, & le sieur Verdun chargé de continuer ses diligences contre les autres Codécimateurs.

Comme l'Econome-Sequestre avoit fait toute cette procédure en vertu de l'Arrêt du Parlement de Toulouse du 13 Septembre 1712, il crut devoir la rapporter au Parlement, pour y rendre compte

compte de sa conduite, & faire autoriser toutes ses démarches; il remit donc les Procès-verbaux, les Ordonnances du Juge-Mage, & toute la procédure à M. le Procureur-Général, qui donna sa Requête pour faire ordonner que le tout seroit exécuté de l'autorité de la Cour. L'Econome-Sequestre y donna de sa part une Requête aux mêmes fins, sur quoi intervint Arrêt le 16 Juin 1714, sur le vu de tous les Procès-verbaux, Ordonnances du premier Juge & autres pieces, par lequel *la Cour autorisant en tant que de besoin, la procédure qui a été faite, tant par le sieur Daspe, que par ledit Daignan Substitut, sur les vérifications, adjudication & réception des ouvrages & réparations des maisons & Eglises dépendantes dudit Archevêché d'Auch, vases, ornemens mentionnés aux Procès-verbaux dressés en conséquence de la nomination faite par ledit Daignan lesdits jours 27 Septembre 1712, jusques & inclus les 31 Octobre & 9 Novembre de la même année, & celle dudit Daspe commencée le premier du mois de Février 1713, & finie le 12 Mai 1714, rapports d'Experts, remises, consignations, ordonna qu'ils seroient exécutés de l'autorité de la Cour suivant leur forme & teneur, & procéda en conséquence de ce qui reste.*

Ce qui restoit étoit de faire contribuer les autres Décimateurs comme M. de Maupeou avoit fait de sa part pour les réparations & fournitures d'ornemens. L'Econome-Sequestre en avoit été chargé par l'Ordonnance du 2 Juin 1713, & par l'Arrêt du 16 Juin 1714, qui en avoit ordonné l'exécution; mais M. Desmarets ayant fait notifier son serment de fidélité & l'Arrêt d'enregistrement le 15 Avril 1715, le pouvoir de l'Econome étoit cessé, ce fut ce qui obligea M. le Procureur-Général de présenter une nouvelle Requête au Parlement de Toulouse, par laquelle, après avoir exposé que la succession de M. de Maupeou avoit rempli toutes ses obligations pour les réparations & fournitures d'ornemens, mais qu'il n'en étoit pas de même de la part des autres Décimateurs, il demanda qu'il y fût pourvu par le Parlement; sur quoi intervint Arrêt le 27 Janvier 1716, qui ordonna l'exécution de celui du 16 Juin 1714, & qu'à la diligence du sieur Verdun, Econome-Sequestre, les autres Codécimateurs seroient poursuivis, enjoignant au Substitut de M. le Procureur-Général au siege d'Auch d'y tenir la main.

Depuis ces Jugemens, M. le Président de Maupeou n'a plus entendu parler de l'Archevêché d'Auch. M. Desmarets, qui en avoit pris possession en 1715, n'a pas même imaginé qu'il eût aucune demande à former contre M. le Président de Maupeou.

Il ne pouvoit ignorer tout ce qui venoit de se passer dans le Diocèse & dans les Tribunaux de la Province ; tout retentissoit des efforts que M. de Maupeou avoit faits pour satisfaire à ce que l'on pouvoit exiger ; en sorte qu'il l'a laissé tranquille pendant le cours de son Pontificat, qui ne finit qu'en 1725. Après son décès, M. le Cardinal de Polignac, qui lui a succédé, a suivi la même route ; il a agi contre la succession de M. Desmarets, il a demandé contre elle l'enterinement des Procès-verbaux de visite, il a essuyé pour cela un très-grand Procès qui a été jugé par Arrêt du 30 Juin 1733 ; mais dans tout le cours de ces contestations, il n'a pas même pensé à mettre en Cause M. le Président de Maupeou, persuadé qu'il avoit des décharges qui le mettoient à l'abri de toutes poursuites.

Le tour ingénieux que l'on donne à cette conduite, comme si elle étoit l'effet d'un ménagement dicté par la plus parfaite considération pour M. le Président de Maupeou, ne séduira personne : ce seroit un ménagement bien funeste à ce Magistrat, que de le laisser tranquille pendant dix ou douze années, pour faire tomber sur lui après cela tout le poids des réparations qui seroient survenues, ou qui auroient infiniment augmenté dans un si long intervalle. Rendons plus de justice à M. le Cardinal de Polignac, il a regardé M. le Président de Maupeou comme étranger aux réparations qui faisoient l'objet des procédures commencées contre la succession de M. Desmarets, & il en jugeroit encore de même, si la conduite du Curateur à la succession vacante de M. Desmarets ne l'avoit en quelque manière engagé dans ce Procès par une voie indirecte.

Entre les réparations que M. le Cardinal de Polignac demandoit à ce Curateur, se trouvoient celles de l'Eglise métropolitaine d'Auch. Ce Curateur qui reconnoissoit M. de Maupeou bien & valablement déchargé de toutes les autres, imagina qu'il pouvoit prétendre un recours de garantie pour raison de celles de la Métropole. Il fit donc assigner M. le Président de Maupeou en 1734, pour être présent à la visite qui en devoit être faite. M. le Président de Maupeou a prétendu que le Curateur ne pouvoit se pouvoir qu'au Parlement de Toulouse. M. le Cardinal de Polignac s'est joint au Curateur, pour soutenir que M. de Maupeou devoit procéder au Conseil, quoiqu'il n'eût formé personnellement aucune demande contre ce Magistrat. C'est ce qui a donné lieu au Règlement de Juges, qui n'avoit pour objet que la Métropole seule. Depuis que l'affaire a été renvoyée au Con-

feil , on a fait entendre à M. le Cardinal de Polignac , qu'il ne convenoit pas de diviser son action , & que puisqu'il entroit en procès , il n'en coûteroit pas davantage de demander toutes les réparations , que de demander celles de l'Eglise métropolitaine , seulement. Il a donc conclu par l'exploit du 27 Juillet 1736 , à ce que M. le Président de Maupeou fût condamné à faire toutes les réparations qui sont actuellement à faire , tant dans l'Eglise métropolitaine que dans toutes les dépendances de l'Archevêché d'Auch.

On a soutenu que M. le Cardinal de Polignac étoit non-recevable dans cette demande , & que M. de Maupeou étoit à l'abri de toutes recherches. De solides réflexions sur les faits dont on vient de rendre compte , vont mettre la fin de non-recevoir dans tout son jour , & écarter les vaines subtilités que les Gens d'affaires de M. le Cardinal de Polignac ont imaginées pour les éluder.

Il y a deux objets dans la Cause , les réparations des bâtimens qui ont été visités après la mort de M. de Maupeou , Archevêque d'Auch : celles de l'Eglise métropolitaine , qui ne fut point visitée alors. Comme il y a des moyens de défense différens sur ces deux objets , il ne faut pas les confondre. DIVISION.

Dans le premier objet , M. le Cardinal de Polignac demande des réparations à l'héritier d'un ancien Titulaire. Quelle est la défense de cet héritier ? J'ai rempli toutes mes obligations , cela est justifié par des procédures en bonne forme , & en conséquence j'ai obtenu ma décharge par des Jugemens solennels. Pendant le cours de vingt-quatre années , deux Prélats différens ont reconnu l'autorité des décharges , & s'y sont soumis. Enfin on agit contre moi quand les choses ne sont plus entières. Qui pourroit résister à la force de tant de moyens qu'administrent en même tems , & le fait , & l'autorité de la chose jugée , & les propres démarches de nos Adversaires ? Première Ob-  
jet.

Premierement , M. de Maupeou a des décharges valables. On a distingué trois classes différentes de réparations. La première concerne les Eglises où l'Archevêque est seul Décimateur : la seconde , les Maisons , Châteaux & Domaines appartenans en propre à l'Archevêché ; & la troisième les Eglises où l'Archevêque n'est Décimateur qu'en partie.

Pour les réparations des deux premières classes , il y a eu des Procès-verbaux de visite par des Experts nommés d'office , qui ont fixé ce qu'il y avoit de réparations à faire. Il y a eu des Procès

verbaux de réception, par lesquels il a été justifié que les réparations avoient été bien faites, & en conséquence la succession de M. de Maupeou a été pleinement déchargée, tant par les Ordonnances des premiers Juges que par les Arrêts de 1714 & de 1716.

En réparation  
dont on est tenu  
les Procès-  
verbaux de vi-  
site faits d'au-  
torité de Jus-  
tice & ceux de  
réception  
operent dé-  
charge.

Que peut-on répondre à des pieces si décisives ? L'autorité des Jugemens de décharge ne peut être ébranlée ; mais quand il n'y auroit point de Jugement de décharge, ne suffiroit-il pas de rapporter d'un côté des Procès-verbaux de visite, de l'autre des procès-verbaux de réception pour obtenir actuellement cette même décharge ? Quand on voit d'une part tout ce qui étoit à faire, quand on voit de l'autre que tout a été fait, quand tout est justifié par des procédures en regle, peut-il subsister encore quelque action contre un héritier si fidele à remplir tous ses engagements ?

Pour les réparations dont les Archevêques ne sont tenus qu'en partie, après les Procès-verbaux de visite, tous les Décimateurs ont été assignés pour contribuer. La part que M. de Maupeou devoit supporter a été fixée par une Ordonnance du 27 Mars 1713, à 42633 l. La consignation en a été ordonnée le premier Avril ; elle a été faite le 8 Mai, suivant la quittance passée devant Notaires, & dont il y a minute, & en conséquence M. de Maupeou a été pleinement déchargé par une Ordonnance du 2 Juin 1713, qui a été revêtue de toute l'autorité du Parlement de Toulouse par l'Arrêt de 1714.

Voilà donc des décharges générales fondées sur les pieces les plus authentiques. C'est à l'abri de cette autorité sacrée que M. le Président de Maupeou s'est reposé depuis si long-tems. Il a pour garans de sa tranquillité, & l'exactitude de ses propres démarches, & la justice que lui a rendue le Tribunal souverain de la Province. Si de tels oracles ne peuvent fixer l'état des hommes, & assurer le repos des familles, quelle sera donc l'autorité à l'abri de laquelle on pourra jouir de quelque tranquillité ?

Ce n'est point ici une de ces fins de non-recevoir, dans lesquelles on cherche à se sauver par la forme, pour échapper à des démarches justes & légitimes en elles-mêmes ; c'est dans les trésors même de la Justice que M. de Maupeou puise sa défense ; elle a applaudi à ses démarches, elle les a consacrées par son autorité. Ce seroit manquer au respect & à la soumission qui lui est dûe, que d'emprunter d'autres armes, quand elle nous en fournit de si puissantes & de si victorieuses.

Au fond, & si l'on avoit besoin de justifier les Arrêts, pouvoit-



on refuser à M. de Maupeou une décharge qui lui étoit acquise à tant de titres ? Les réparations dont il étoit tenu seul, il les avoit fait faire, & avoit été fait recevoir. Pour celles qu'il ne devoit qu'en partie, il avoit été autorisé à consigner sa part, & il avoit satisfait avec honneur à tout ce que l'on pouvoit exiger de lui. Les Arrêts ont donc été valablement obtenus ; mais ils se soutiennent d'ailleurs par leur propre poids. Ce premier moyen ne peut donc souffrir de réponse solide.

Que lui oppose-t-on en effet ? Dans la forme on dit que les Arrêts ne sont intervenus que sur simple Requête, & que par conséquent ils sont susceptibles d'opposition, d'autant plus qu'ils ne sont point rendus avec un légitime Contradicteur. Au fond on prétend que pour les Eglises où il y avoit plusieurs Décimateurs, on ne devoit pas se contenter de la consignation que M. de Maupeou avoit faite de sa portion, & qu'il falloit lui faire faire les réparations en entier, sauf son recours.

La réponse à ces difficultés va donner encore un nouveau jour à la défense de M. le Président de Maupeou. Dans la forme, on ne peut pas dire que les Jugemens de décharge n'aient point été rendus avec un Contradicteur légitime, puisqu'ils sont rendus tant avec le Procureur Général & son Substitut, qu'avec l'Econome-Sequestre. Toutes les Ordonnances du Royaume chargent le Ministère public de veiller aux réparations des Eglises, & de poursuivre ceux qui en sont débiteurs, même par saisie de leur temporel. L'art. 21 de l'Edit de 1695 a rappelé & confirmé tout ce qui avoit été établi à cet égard par les Loix anciennes. C'est donc M. le Procureur-Général qui est la véritable Partie des Titulaires & de leurs héritiers ; & comme il est Partie capable pour les faire condamner, il est évident qu'il est aussi Partie capable pour que l'on puisse obtenir avec lui des Jugemens de décharge ; il en est de même de l'Econome-Sequestre préposé pour faire faire les réparations par l'Edit de 1691, art. 10 ; les Jugemens obtenus avec lui doivent donc aussi opérer la pleine décharge des héritiers.

En vain oppose-t-on que suivant l'art 11, son pouvoir cesse quand le bénéfice est rempli par un nouveau Titulaire ; car en premier lieu, le pouvoir du Ministère public subsiste dans tous les tems, il n'est point borné au tems de la vacance, son action est toujours présente ; & comme les Jugemens de décharge sont intervenus avec lui, cela suffit pour les rendre inébranlables. En second lieu, on ne peut pas dire que le pouvoir de l'Econome fût

cessé lorsque M. de Maupeou a obtenu la décharge des réparations qui s'étoient trouvées à faire, tant dans les bâtimens appartenans en propre à l'Archevêché, que dans les Eglises où l'Archevêque est Décimateur en partie. Les Ordonnances qui prononcent cette décharge ont été rendues dans un tems où M. Desmarets n'étoit pas même nommé, elles sont des 11 & 30 Mai & 2 Juin 1713, & M. Desmarets n'a été nommé à l'Archevêché d'Auch que le 29 Juillet suivant : ainsi, à cet égard, il n'y a pas même de prétexte de contestation. En troisieme lieu, l'Economat n'étoit pas même cessé dans l'Archevêché d'Auch lorsque les Ordonnances de décharge pour les autres réparations sont intervenues, ni même lorsque l'Arrêt du 16 Juin 1714, a été rendu.

On est convenu de la part de M. le Cardinal de Polignac que le serment de fidélité de M. Desmarets n'avoit été enregistré à la Chambre des Comptes que le 29 Mai 1714, & qu'il n'avoit été signifié à l'Econome & aux Substituts de M. le Procureur Général qu'en 1715, on est convenu aussi que la regle n'est close que du jour de cette signification ; il faut donc que l'on convienne que le pouvoir de l'Econome subsistoit, non-seulement dans le tems des dernieres Ordonnances du Juge d'Auch, mais même lors de l'Arrêt qui en a ordonné l'exécution. Ainsi les Jugemens de décharge sont intervenus avec les seuls Contradicteurs que la Loi donnât alors à M. de Maupeou, & par conséquent sont inébranlables.

Que veut-on dire après cela, quand on allegue que ce sont de simples Arrêts sur Requête ? Ce sont des Arrêts sur Requête, il est vrai, mais ils sont rendus sur les Requêtes mêmes des Adversaires de M. le Président de Maupeou, c'est-à-dire de M. le Procureur Général & de l'Econome-Sequestre, de ceux que la Loi établit pour défendre les Eglises vacantes, & qui exercent tous les droits du futur Archevêque. Comment donc cet Archevêque pourroit-il attaquer ces Arrêts ? Ils ont à son égard la force & l'autorité d'Arrêts contradictoires, d'autant plus qu'ils sont intervenus sur le vu de toute la procedure que le Parlement a trouvé très-réguliere, & qui l'étoit en effet, comme on l'a établi en répondant à un petit détail de critique qui ne mérite pas même d'être relevé.

Au fond c'est sans prétexte qu'on reproche au Parlement de Toulouse de s'être contenté de la consignation des 42633 livres pour la part dont M. de Maupeou étoit tenu dans les réparations & ornemens des Eglises, dont plusieurs Décimateurs perçoivent

les Dixmes. Il est vrai que l'art. 21 de l'Edit de 1695 permet aux Procureurs Généraux & à leurs Substituts de poursuivre les Décimateurs pour faire les réparations dont ils sont tenus, & qu'il ajoute que les Décimateurs pourront être poursuivis solidairement, sauf leur recours; mais outre qu'il seroit facile d'établir que cette solidité pour les réparations ne peut jamais être entendue que de la même manière qu'elle est établie pour les portions congrues par la Déclaration de 1686 \*, c'est-à-dire, jusqu'au régallement de la part que chaque Décimateur en peut supporter, ce qui auroit suffi pour mettre M. de Maupeou à couvert de la solidité, puisqu'il y avoit eu un régallement qui avoit fixé sa part, c'est que M. le Cardinal de Polignac n'a pas même d'action pour se plaindre de la disposition des Jugemens de décharge à cet égard.

Voyez de contrainte solidaire rigoureuse,

1°. Messieurs les Procureurs Généraux ont bien la faculté de poursuivre solidairement un des Décimateurs; mais ils ne sont point obligés d'user d'une voie si dure & si rigoureuse, & il ne convient même que très-rarement d'en faire usage. La Loi a établi la solidité comme un remède extrême que l'on pouvoit employer quand le besoin pressant de l'Eglise le demande; mais elle n'a jamais prétendu en faire une nécessité; il seroit même impossible d'en former un devoir au Ministère public, car s'il étoit obligé d'exercer la solidité, pourquoi en useroit-il plutôt contre un des Décimateurs que contre un autre? Et s'il le faisoit, ne se rendroit-il pas suspect ou de passion contre l'un, ou de prédilection pour l'autre? De tels sentimens ne conviennent point à la pureté de son zèle. Il n'y a donc que des circonstances extraordinaires qui puissent l'y engager, aussi la Loi lui laisse-t-elle à cet égard une liberté entière. Il n'a donc pas été obligé de poursuivre M. de Maupeou solidairement, il a cru plus convenable de poursuivre les Décimateurs pour leurs parts & portions, il a pu le faire, la Loi lui en laisse la liberté. On ne peut donc jamais s'en faire un prétexte pour attaquer les Jugemens de décharge.

2°. On ne peut pas aujourd'hui exciter le Ministère public à employer cette voie de rigueur, parce que le Ministère public

Ministère de M. le Procureur Général

---

\* Que dans les lieux où il y a plusieurs Décimateurs, ils y contribueront à proportion de ce qu'ils possèdent de Dixmes: Enjoignons aux Décimateurs d'en faire le régallement entr'eux dans trois mois. Voulons que jusqu'à ce que ledit régallement soit fait, chacun des Décimateurs puisse être contraint solidairement.

est un dans  
tout le Royau-  
me.

quoiqu'en différentes Cours, ne se contredit pas lui-même; il est un & indivisible, & ce qu'il a une fois consommé dans un Tribunal, il ne peut ni le changer, ni le détruire dans un autre. D'ailleurs il seroit non-recevable à l'entreprendre, parce que la chose est jugée avec lui, & exécutée depuis un grand nombre d'années

Action soli-  
daire du créan-  
cier nécessai-  
rement divi-  
sée entre les  
codébiteurs.

3°. M. le Cardinal de Polignac a encore moins de qualité & d'action pour se plaindre des Jugemens de décharge en cette parrie. Si l'action pour les réparations peut être poursuivie solidairement contre un des Décimateurs, ce n'est que de la part du Ministère public suivant l'Edit de 1695, ou tout au plus de la part des Curés & Habitans des Paroisses qui ont intérêt que leurs Eglises soient réparées; mais à l'égard des Décimateurs entr'eux, il est incontestable que l'action est divisée de droit, & ne peut jamais être exercée solidairement. C'est un principe de Droit auquel on ne peut se refuser, que l'action, quoique solidaire de la part du créancier, est nécessairement divisée entre les codébiteurs, parce que ce n'est pas en leur faveur que la solidité est établie, mais uniquement en faveur du créancier, & que si l'un agissoit solidairement contre l'autre, celui-ci à son tour agiroit solidairement contre celui-là, ce qui opéreroit un circuit d'actions qui les feroit tomber également l'une & l'autre. On ne conçoit donc pas sous quel prétexte on veut ici parler de solidité de la part de M. le Cardinal de Polignac.

Point de dif-  
férence à faire  
entre le Béné-  
fice & le Bé-  
néficier.

Une distinction subtile, mais chimérique, hasardée de sa part, n'ébranlera point la solidité du principe que l'on vient d'établir. Il est vrai, dit-on, que l'action, quoique solidaire de la part du créancier, se divise de droit entre les codébiteurs; il est vrai encore que l'Archevêque d'Auch est Codécimateur, & par conséquent codébiteur des réparations; mais il ne s'agit point ici de la personne de l'Archevêque, il s'agit de l'intérêt de la Prélatrice qui est la véritable créancière, & qui par conséquent peut agir solidairement. Mais qu'il soit permis de demander si l'on s'entend bien soi-même quand on veut distinguer l'Archevêque de l'Archevêché; & l'action de l'un de l'action de l'autre. On personifie la Prélatrice de la part de M. le Cardinal de Polignac; mais cet effort d'imagination auquel on veut bien se prêter, ne changera rien à la question ni au principe qui la décide. L'Archevêché d'Auch possède des dixmes dans plusieurs Paroisses, où il partage avec d'autres Décimateurs,

teurs, c'est la Prélature qui les possède, c'est à la Prélature qu'elles appartiennent ; mais puisque les Dixmes appartiennent à la Prélature, c'est elle qui est débitrice des réparations : comment donc lui donnera-t-on à elle-même l'action solidaire dont elle est tenue ? Rien n'est plus bizarre que ce système ; on transforme la Prélature qui est débitrice en créancière, pour lui donner une solidité qui est établie contre elle-même, c'est précisément retomber dans l'erreur contraire au principe dont on convient. On convient que l'action solidaire en faveur du créancier se divise entre les débiteurs, la Prélature est débitrice, donc l'action est divisée par rapport à elle ; voilà une conséquence nécessaire, croit-on l'éviter en supposant la Prélature créancière, dans le tems qu'elle n'est en effet & ne peut jamais être que débitrice ? Un pareil sophisme ne méritoit pas d'être combattu sérieusement.

M. le Cardinal de Polignac ne peut donc pas se plaindre de ce qu'on a condamné seulement M. le Président de Maupeou à consigner sa part des réparations dont il n'étoit tenu qu'en partie ; la consignation est parfaitement justifiée par une quittance passée devant Notaires dont il y a minute ; on a toujours été en état de faire représenter l'argent au Dépositaire qui l'auroit remis à la première demande qui lui en auroit été faite, & s'il y a eu quelque arrangement personnel entre M. de Maupeou & le Dépositaire, c'est un objet étranger à M. le Cardinal de Polignac qui n'a d'action que contre le Dépositaire seul.

Les Jugemens de décharge ne pouvant être attaqués ni dans la forme ni dans le fond de leurs dispositions, l'opposition que l'on a fait former par M. le Cardinal de Polignac aux Arrêts du Parlement de Toulouse, ne peut être écoutée. Et d'ailleurs ces Jugemens de décharge ont été approuvés par deux Archevêques consécutivement, qui se sont soumis à l'autorité de la chose jugée, & qui ont laissé M. de Maupeou jouir tranquillement du fruit de ses dépenses & des Jugemens qu'il a obtenus.

Ce n'est point ici une question de prescription, comme on veut le faire entendre de la part de M. le Cardinal de Polignac ; le moyen que l'on propose ne tire pas sa force du silence seul de deux Archevêques pendant vingt-quatre ans ; mais de leur silence, comme ayant son fondement dans l'autorité des décharges prononcées par plusieurs Jugemens. Ils ont eu connoissance de ces décharges, & ils n'ont pas cru pouvoir les attaquer, ils les ont exécutés, & par conséquent il ne leur est plus permis de les combattre. Cette idée est bien différente du moyen de prescrip-

tion qu'on ne nous attribue que parce qu'on croit avoir plus de prétexte pour l'éluder.

On a dix ans pour interjetter appel d'une Sentence ; mais si on l'a exécutée pendant plusieurs années , on n'est plus recevable à en appeller ; la fin de non-recevoir en ce cas, n'est pas fondée sur la prescription , mais l'appel trouve un obstacle invincible dans l'exécution de la Sentence. Il en est de même ici , quand on pourroit demander les réparations pendant quarante ans , on ne le pourroit plus , dès qu'on a exécuté les Jugemens de décharge que l'héritier d'un ancien Titulaire a obtenus. Or quelle exécution plus solennelle des Jugemens de décharge accordés à M. de Maupou , que l'inaction de deux Archevêques , qui pendant vingt-quatre ans n'ont pas seulement pensé à le poursuivre ? Quelle approbation plus solennelle que ce silence ? Quelle exécution plus précise qu'une conduite si uniforme & si constante ? La fin de non-recevoir est donc invincible indépendamment de toute prescription.

Il est cependant nécessaire d'observer que quand on dit que l'action pour les réparations n'est sujette qu'à la prescription ordinaire de quarante ans , c'est une équivoque dans laquelle il ne faut pas donner aveuglément. Si après la mort d'un Titulaire on a constaté avec son héritier les réparations qui étoient à faire dans le Bénéfice , & qu'on en ait fait dresser un Procès verbal en bonne forme , alors pendant trente ans l'action pour faire condamner l'héritier subsistera sans doute , parce que la dette sera bien établie ; mais de dire qu'un successeur qui n'aura point fait faire de Procès-verbal , puisse au bout de vingt ans , de vingt-cinq ans , même suivant le système de M. le Cardinal de Polignac , au bout de trente-neuf ans , provoquer un Procès-verbal , pour établir qu'un grand nombre d'années auparavant il y avoit des réparations à faire , c'est ce qu'il n'a jamais été permis de penser. Tout homme qui entre en possession d'un bien qu'il pouvoit exiger qu'on lui remît en bon état , & qui n'a point fait dresser de Procès-verbal , est présumé de droit avoir trouvé les lieux en bon état & s'en être contenté , & ne peut pas dire vingt ans après , qu'il y avoit des réparations à faire : parce qu'outre l'impossibilité de pouvoir juger si une réparation qui est actuellement à faire , étoit à faire il y a vingt ans , il est évident que celui qui a différé si longtems s'est condamné lui-même , ayant négligé de prendre une précaution facile , & qu'il n'a plus d'action contre celui qu'il suppose débiteur.

Si vers la fin du tems utile pour prescrire on est encore recevable à agir contre la succession d'un Bénéficiaire pour des réparations qui n'ont point été constatées.

Ce n'est point à l'héritier à qui on ne demande rien , à faire dresser un Procès-verbal pour constater que les lieux sont en bon état , ce n'est point à lui à travailler à sa défense quand il n'est point attaqué ; c'est donc au successeur qui prétend avoir une action à exercer , à se mettre en état de le faire & à se ménager la preuve dont il a besoin ; dès qu'il ne l'a pas fait , il n'est plus en état d'exercer l'action , parce que la dette n'est point établie.

Ainsi que l'action pour les réparations dure trente ans , quand elle est établie , quand elle est fondée sur un Procès-verbal qui assure le fait des réparations existantes , on n'a pas de peine à se le persuader ; mais que pendant trente ans on puisse acquérir l'action , & faire faire un Procès-verbal pour justifier que des réparations étoient à faire il y a vingt ou vingt-cinq ans , c'est ce qui est contraire à tous les principes.

En vain observe-t-on que par l'Edit de 1691 il est dit que les Experts qui seront nommés d'office à la requête des Economes-Sequestres , distingueront le tems & les causes des réparations , ce qui seroit , dit-on , inutile si la science des Experts n'alloit pas jusqu'à fixer la véritable époque des réparations ; c'est abuser manifestement du texte de l'Edit.

Où peut remonter la connoissance des Experts sur le tems de la cause des réparations.

Il enjoint aux Economes-Sequestres , après la vacance des Bénéfices , de faire proceder à la visite en présence de l'héritier du Prélat décédé , & l'Edit veut que les Experts fassent mention dans leur rapport du tems auquel ils estiment que les ruines seront arrivées. Mais quel est l'objet de cette mention que les Experts doivent faire ? C'est pour déterminer si la ruine est arrivée du tems du Prélat qui vient de mourir , ou depuis son décès , ce qui peut être alors assez facile à distinguer , parce qu'il n'y a pas un long intervalle ; mais l'objet de l'Edit est-il que dans cette distinction des tems on juge si des réparations qui étoient à faire regardent la succession d'un Prélat mort vingt-cinq ans auparavant , ou si elles ne sont arrivées que depuis son décès ? La Loi est trop sage pour livrer un fait si incertain à la conjecture des Experts , & pour vouloir remonter à des tems si éloignés.

Il est donc certain que l'action pour les réparations peut durer quarante ans , quand elle est une fois acquise par un Procès-verbal , mais il est absurde même de penser qu'on puisse à la fin des quarante années , établir la dette & acquérir l'action par un Procès-verbal , quand tout est couvert par un si long silence & par l'impossibilité physique de juger si les réparations remontent à un tems si éloigné.

Mais encore une fois, M. le Président de Maupeou ne se contente pas d'opposer le silence seul de Messieurs les Archevêques d'Auch, & d'en tirer la conséquence qu'ils sont présumés avoir trouvé les lieux en bon état, il joint ce silence aux Procès-verbaux qui avoient précédé, & aux Jugemens de décharge; il fait voir que le silence & l'inaction n'est que l'effet des titres dont on a reconnu la force & respecté l'autorité. C'est donc ici une exécution & approbation des décharges après lesquelles il n'est plus permis de réclamer.

Enfin les choses n'étoient plus entières quand M. le Cardinal de Polignac a attaqué M. de Maupeou; le Procès-verbal de visite avoit été fait avec les héritiers de M. Desmarets, sans appeler M. de Maupeou, le Procès sur l'entérinement jugé par un Arrêt contradictoire, tout étoit consommé. Est-il tems après cela d'inquiéter la succession d'un ancien Titulaire que l'on n'a point mis en Cause? On dit en vain que tout ce qui a été fait jusqu'à présent ne pourra lui nuire ni préjudicier; ces promesses de ne tirer aucun avantage de ce qui est fait & jugé sont toujours illusoires; le préjugé reste toujours, & ne laisse que de foibles ressources à une Partie nouvelle qui entreprendroit de soutenir le contraire. Il falloit mettre en Cause M. le Président de Maupeou, si on prétendoit avoir une action contre lui; en négligeant de l'appeler quand les choses étoient entières, on s'est interdit toute action depuis que l'affaire est consommée.

Peut-on concevoir en effet que l'on demande une visite quand elle est faite depuis près de dix ans, quand le Procès-verbal est jugé article par article, & qu'il ne reste plus rien à opérer? Il est bien tems de revenir sur ses pas, d'abandonner ce qui est fait, & de recommencer comme si les choses étoient entières; il n'y a point d'exemple d'une pareille conduite ni d'une pareille procédure. Le propre fait de M. le Cardinal de Polignac exclut absolument son action, & le rend non recevable dans sa demande.

Que l'on rassemble ces moyens, & il n'y a personne qui ne doive être effrayé de la tentative que l'on forme contre M. le Président de Maupeou. Une visite générale faite à la requête d'un Officier public, a fixé après la mort de M. de Maupeou Archevêque d'Auch, toutes les réparations de l'Archevêché, M. de Maupeou a fait faire toutes celles dont il étoit tenu seul, & les a fait recevoir, il a été autorisé à consigner sa part de celles qu'il ne devoit qu'en partie, & l'a consignée en effet; en conséquence il a été déchargé par le Juge Royal des lieux, le Parlement de



Toulouse a tout confirmé par plusieurs Arrêts; tout cela s'est fait avec le Ministère public, & avec l'Econome-Sequestre, personne n'a réclamé depuis pendant vingt-quatre ans; au contraire M. le Cardinal de Polignac n'a agi que contre la succession de son prédécesseur immédiat qu'il a fait condamner seule par un Arrêt contradictoire. Qui peut concevoir qu'en cet état on vienne encore inquiéter M. de Maupeou? Quelle famille pourra jamais être tranquille, si M. de Maupeou peut encore être inquiété dans de pareilles circonstances? Il n'y a peut-être pas une succession qui ait jamais été munie de titres plus solennels suivis d'une possession plus paisible, & cependant il faudra que M. de Maupeou réponde de toutes les réparations de l'Archevêché d'Auch, que l'on fait monter à des sommes immenses. Avec une Requête d'opposition de quatre lignes M. le Cardinal de Polignac renversera tous les Procès-verbaux, tous les Jugemens de décharge, il rendra inutiles les payemens, les dépôts, les consignations autorisés par le Tribunal Souverain de la Province. Non, la droiture même de M. le Cardinal de Polignac doit se soulever contre ceux qui lui ont suggéré une pareille démarche.

Quelle est même la succession que l'on veut traiter avec tant de rigueur? Celle d'un Prélat qui n'a possédé l'Archevêché d'Auch que pendant six années; une succession qui a dépensé 135000 liv. en réparations, & qui, suivant les dernières volontés de M. de Maupeou, a dépensé plus de 100000 liv. en fondations & autres libéralités faites au Diocèse, c'est-à-dire, qui a consumé environ la moitié de tout ce que M. de Maupeou avoit pu retirer des revenus de son Bénéfice pendant tout le tems de son Pontificat. Si les regles les plus austeres ne s'élevoient pas en faveur de M. le Président de Maupeou, on ose dire que dans de pareilles circonstances, il seroit d'une souveraine équité d'en tempérer la rigueur pour sa décharge.

*Équité supérieure aux règles austeres.*

L'idée que l'on a voulu donner d'un traité fait entre M. de Maupeou, Archevêque d'Auch, & les héritiers bénéficiaires de M. de la Baume de Suse son prédécesseur, pour insinuer qu'il avoit retiré des sommes capables de dédommager la succession, est purement chimérique; il est de notoriété publique que la succession de M. de la Baume de Suse étoit insolvable. La Sentence d'ordre des Requêtes du Palais n'a produit à M. de Maupeou qu'une somme très-modique, encore y a-t-il un appel subsistant de cette Sentence, appel demeuré sans poursuites depuis plusieurs années; par l'inutilité de toutes les procédures que l'on pourroit

faire contre une succession qui ne présenteroit aucune ressource. Si les héritiers de M. de la Baume de Suse ont été appelés aux Procédures faites devant le Juge-Mage de la Ville d'Auch, ce n'a pas été, comme on le suppose, pour justifier qu'on avoit rempli les engagemens pris avec eux, mais pour faire connoître ce qu'il en avoit coûté à la succession de M. de Maupeou pour des réparations dont les héritiers de M. de la Baume étoient tenus; précautions sages, mais inutiles contre des héritiers bénéficiaires qui n'avoient rien touché, & contre lesquels on ne pouvoit avoir aucun recours.

*Second Ob-  
jet.*

LE second objet de la Cause regarde les réparations que l'on prétend qu'il faut faire à l'Eglise Métropolitaine d'Auch. M. le Cardinal de Polignac auroit plus d'avantage dans cet objet singulier, parce qu'il est vrai qu'après la mort de M. de Maupeou, il n'y a eu aucune visite de cette Eglise, & que par conséquent, il n'y a eu ni réparations faites, ni Jugement de décharge; mais si M. le Président de Maupeou n'a pas à cet égard les circonstances décisives qu'il a fait valoir pour les autres réparations, il a d'ailleurs des réflexions qui ne permettent pas de douter que l'action intentée pour les réparations de la Métropole, ne soit destituée de tout prétexte.

Premièrement, les Eglises Cathedrales, de Droit commun, doivent être entretenues & réparées, tant par les Chapitres que par les Archevêques & Evêques. Les uns & les autres y contribuent par moitié, c'est la Jurisprudence des Arrêts, on en est convenu de la part de M. le Cardinal de Polignac: ainsi le poids des réparations à faire tomberoit au moins pour moitié sur le Chapitre d'Auch. Mais cette contribution n'est dûe par les Evêques & par les Chapitres que quand on a épuisé la Fabrique, lorsqu'il y en a une: or il est constant qu'il y a une Fabrique dans l'Eglise d'Auch; il faudroit donc commencer par examiner ses forces, & par représenter les comptes de son administration depuis trente ans.

Outre les revenus ordinaires de cette Fabrique, les Archevêques d'Auch contribuent tous les ans d'une somme de 1250 liv. qu'ils payent au Trésorier de la Fabrique pour subvenir aux réparations. On a recouvré depuis peu les quittances qui prouvent le paiement exact d'année en année que M. de Maupeou, pendant son Pontificat, a fait de cette somme à la Fabrique. On ignore par quel traité, par quel concordat cette contribution a été fixée; mais on ne peut pas douter qu'au moyen de cette somme, les Ar-

chevêques d'Auch ne soient déchargés : ainsi M. de Maupeou ayant satisfait à sa dette, il est évident qu'il ne peut subsister aucune action contre sa succession.

Secondement, il ne faut pas s'étonner après cela, si après la mort de M. de la Baume, l'Eglise de Sainte Marie d'Auch n'a point été visitée. On savoit que les Archevêques, en payant les 1250 l. par an, étoient pleinement déchargés de toutes les réparations de la Métropole. Il en est de même de ce qui a été fait après la mort de M. de Maupeou. L'Econome-Sequestre & le Procureur du Roi de la Ville d'Auch n'ont point fait faire de visite dans l'Eglise Métropolitaine. Rien n'a manqué à l'exactitude du Procès-verbal. On a visité sans exception tous les bâtimens dépendans de l'Archevêché ; on a visité plus de quatre cens Eglises dans lesquelles l'Archevêché possède des Dixmes. Pourquoi auroit-on, comment auroit-on négligé la première & la principale Eglise, si ce n'est ou parce qu'il n'y avoit aucune réparation à faire, ou parce qu'il étoit de notoriété publique que ces réparations ne pouvoient pas tomber sur la succession du dernier Archevêque ?

Troisièmement, depuis 1712 que M. de Maupeou est décédé, les revenus de la Fabrique ont dû être employés aux réparations, & ces revenus en vingt-quatre ans ont dû monter à des sommes très-considérables. La contribution des Archevêques est de 1250 liv. par an, ce qui fait seul un objet de 30000 liv. Il y en doit avoir autant de la part du Chapitre, indépendamment des fonds & autres revenus dont jouit la Fabrique. Ainsi on a dû employer plus de 100000 liv. mais si cela est, comment resteroit-il aujourd'hui des réparations du tems de M. de Maupeou ? Car enfin on n'aura pas laissé les anciennes réparations pour en faire de nouvelles survenues depuis. Il est donc impossible d'affujettir M. le Président de Maupeou à aucune réparation pour raison de cette Eglise.

Mais indépendamment de ces moyens, le seul laps de vingt-quatre années suffit pour operer la décharge de M. le Président de Maupeou. On a déjà dit que si l'action des réparations ne se prescrit que par trente ans quand elle est établie sur un Procès-verbal en bonne forme, fait peu de tems après le décès du Titulaire, il n'en est pas de même lorsqu'il n'y a point eu de Procès-verbal ; alors on n'a pas besoin du secours de la prescription, parce que la dette n'est point justifiée, & qu'il est impossible de la justifier. Comment des Experts qui visiteroient actuellement

La cause d'une réparation se forme de jour en jour.

l'Eglise d'Auch, & qui y trouveroient des réparations à faire; pourroient-ils décider si ces réparations étoient à faire avant le 11 Juin 1712, ou si elles ne sont survenues que depuis? S'il ne s'agit que du principe & de la cause des réparations, il n'y a point de jour, pour ainsi dire, depuis la construction d'un bâtiment, qui ne contribue à sa ruine & à sa caducité; cependant ce n'en est point assez pour charger la succession d'un Titulaire, il faudroit pour cela que la réparation fût à faire de son tems. Mais comment le déterminer? Des Experts qui diroient qu'une réparation étoit à faire dès le 10 Juin 1712, ne pourroient-ils pas se tromper? Qu'ils se trompent de deux jours seulement, l'objet change absolument; car si elle n'est survenue que le 12 Juin, elle ne regarde plus la succession de M. de Maupeou. Mais comment exiger d'eux cette justesse & cette précision? Y a-t-il quelqu'un dans le monde qui puisse asservir son jugement jusqu'à les en croire sur un pareil fait? Il n'est donc pas possible d'écouter la demande d'une visite vingt-quatre ans après le décès d'un Titulaire.

Le Conseil a déchargé M. l'Archevêque de Cambrai des réparations de l'Abbaye de Saint Martin de Laon, dans des circonstances bien moins favorables à ce Prélat. Il n'y avoit que sept ans qu'il avoit quitté l'Evêché de Laon & l'Abbaye de Saint Martin de Laon qui lui est unie, lorsque les bâtimens de cette Abbaye se trouvèrent dans un tel degré de caducité que les Religieux, dans la crainte d'être écrasés sous les ruines, furent obligés de démonter la charpente & les planchers; ils en demandèrent la réparation à M. l'Evêque de Laon, qui agit en garantie contre M. l'Archevêque de Cambrai son prédécesseur. Quelle fut la défense de M. l'Archevêque de Cambrai? Il n'y avoit point de réparations urgentes lorsque j'ai quitté l'Evêché, les bâtimens étoient vieux, mais ils se soutenoient; le tems de la caducité n'est arrivé que sous mon successeur, c'est à lui à en supporter les réparations. En vain M. l'Evêque de Laon se récria-t-il que les bâtimens n'avoient pas pu périr en sept années de tems qu'il avoit possédé l'Abbaye, ces raisons ne purent balancer la défense de M. l'Archevêque de Cambrai, & par l'Arrêt en condamnant les Religieux à faire le quart de la reconstruction, & M. l'Evêque de Laon aux trois quarts, M. l'Archevêque de Cambrai fut entièrement déchargé.

Qu'auroit-on pensé alors s'il y avoit eu 24 ans que M. l'Evêque de Laon eût succédé à M. l'Archevêque de Cambrai, & qu'il

qu'il se fût trouvé seulement quelques réparations à faire, & non une ruine totale ?

Il est vrai que la visite avoit été ordonnée avec M. l'Archevêque de Cambrai; mais outre qu'il n'y avoit que sept ans d'intervalle, ce qui est bien différent de l'espece presente, on a reconnu depuis l'inutilité de cette precaution; & c'est une raison de plus pour ne plus exposer à de telles procédures ceux qui ne peuvent jamais être tenus des reparations.

On conviendra en finissant qu'il est triste pour un nouveau Titulaire de trouver d'un côté beaucoup de reparations à faire, & de l'autre une succession vacante, dont on n'espere pas tirer de grands secours : mais 1°. c'est le sort qu'a éprouvé M. de Maupeou, Archevêque d'Auch, lorsqu'il est entré en possession de ce Benefice. M. le President de Maupeou, qui a déjà acquitté tant de reparations, pourroit-il être obligé de mettre une seconde fois tous les Bâtimens de l'Archevêché d'Auch en bon état ? 2°. M. le Cardinal de Polignac qui a de grandes ressources, soit dans les 42633 liv. consignées, soit dans la contribution des Codécimateurs, soit même dans la succession de M. Desmarets, a d'ailleurs de quoi se consoler dans les revenus d'un Archevêché, qui depuis près de douze ans lui a déjà produit plus d'un million, & qui lui produira encore plus à l'avenir, si les vœux de la France sont exaucés,

### CXIII. REQUÊTE INCIDENTE, PLAIDÉE A LA GR. CH. ET TOURNELLE ASSEMBLÉES.

#### Q U E S T I O N.

*De Noblesse révoquée en doute.*

**S**UPPLIE humblement Gabriel-Madeleine de Courbon, Chevalier, Marquis de Blenac, Baron de Lisleau, Romegou, &c. Grand-Senechal de Saintonge, Chef de la branche des Comtes de Courbon-Blenac :

Disant qu'il a été fort surpris de recevoir dans la Province où il est retenu par les ordres du Roi, une Requête présentée à la Cour le 6 Août dernier par le sieur Peyrenc & le sieur Marquis de

Crevecœur, Tuteurs honoraires de la Demoiselle de . . . dans laquelle ils ne se contentent pas de faire tous leurs efforts pour persuader que le Comte de Courbon, frere du Suppliant, est coupable d'un rapt de séduction commis en la personne de la Demoiselle de . . . mais ils osent encore l'attaquer du côté de sa naissance.

Les termes dans lesquels cette Requête est conçue ne pouvoient être plus offensans. *Quant à la naissance, dit-on, on jetteroit le sieur de Courbon dans un grand embarras, si on exigeoit de lui la justification, on ne dit pas de sa fausse qualification de Comte, dont il a affecté de se décorer, mais même de sa prétendue Noblesse. Il est vrai qu'il doit à la fortune l'avantage de quelques alliances considérables & respectables, mais les familles qu'il prétend honorer ont le même avantage; c'est donc une dérision de présenter le sieur de Courbon comme un homme dont la splendeur de sa naissance a rendu respectable &c.*

Il est aisé de reconnoître qu'une pareille injure ne tombe pas sur le Comte de Courbon seul, & qu'elle frappe également toute sa Maison. Le Suppliant déjà accablé de douleur de la malheureuse affaire du Comte de Courbon, pouvoit-il s'attendre que les Accusateurs de son frere ne respectant ni les Loix ni la verité, oseroient confondre dans la fureur qui les anime, ce qui est personnel au Comte de Courbon, & ce qui interesse une Maison distinguée, qui jouit depuis plusieurs siècles d'un éclat que personne n'avoit jamais essayé d'obscurcir?

Mais plus l'injure est atroce, plus elle est odieuse, dans les funestes circonstances qui l'accompagnent; & plus le Suppliant a droit d'espérer qu'il lui en sera fait une reparation éclatante. Pour l'obtenir, il n'auroit qu'à invoquer la notoriété publique qui rend à sa Maison toute la justice qui lui est dûe; il n'en faudroit pas davantage, parce qu'il n'appartient pas à chaque Particulier avec qui l'on a des discussions, de venir demander à ceux qui sont en possession des honneurs dûs à leur naissance, qu'ils ayent à justifier des titres sur lesquels est fondé le rang & la distinction dont ils jouissent. Néanmoins le Suppliant ne veut pas se renfermer dans une defense si legitime; il est de son honneur de confondre de plus en plus ceux qui osent l'attaquer, en mettant sous les yeux de la Cour & du Public les titres qui doivent dissiper les soupçons temeraires qu'ils cherchent à exciter.

La Maison de Courbon se perd, comme beaucoup d'autres, dans une antiquité si éloignée, qu'il ne seroit pas possible de

remonter jusqu'à son origine : il en est parlé avec distinction dans les Histoires & dans les monumens publics que conservent les plus anciennes Eglises du Royaume ; mais pour se renfermer dans les titres que l'on a pu rassembler depuis que l'on a eu connoissance du libelle qui a paru , on voit par une Charte du Roi Charles V. de 1375 , que ce Prince accorda à plusieurs Seigneurs , & entr'autres à Arnaud de Courbon , le pouvoir de porter, eux & leurs hoirs, *la Royale Etoile en tous lieux , soit Batailles , Combats , Tournois , Places , Fêtes & Compagnies , après s'être bien informé de leur bonne & noble génération , & en considération des grands & utiles services qu'ils lui ont rendus , ayant à leurs propres coûts & dépens chassé & assiégé les Anglois s'es ennemis hors le Château de Mortagne.* Ce sont les propres termes de la Charte.

Aymard de Courbon , Ecuyer , Seigneur de Saint-Leger , du chef de Letisse de Cressiet sa femme , qu'il avoit épousée avant l'an 1400 , fit la foi & hommage de cette Terre le huit Février 1439 à l'Abbé de Saint-Cyprien de Poitiers ; il étoit apparemment fils ou petit-fils de celui qui avoit obtenu cette marque d'honneur.

Il eut pour fils *Henri de Courbon* qui , comme heritier de Letisse de Cressiet sa mere , rendit un pareil hommage en 1445. Il fit son testament en 1473 , par lequel il institua Nicolas de Courbon son fils son heritier universel , outre son droit d'aînesse , comme il appartient entre Nobles.

Nicolas de Courbon fut premier Maître d'Hôtel de la Duchesse d'Angoulême , mere de François I. Il avoit épousé Marguerite de Polignac , & donna quittance d'une partie de sa dot le 10 Mars 1448. Il fit son testament le 21 Octobre 1517 , par lequel il institua Jean de Courbon son fils son heritier , & le chargea de substitution en faveur de ses hoirs mâles , & à leur défaut , en faveur de Guy de Courbon son second fils.

Jean de Courbon étant mort sans enfans , Guy son frere recueillit la substitution. On voit par l'inventaire qui fut fait après son décès , qu'il avoit laissé huit enfans , trois garçons & cinq filles.

Les deux aînés moururent sans laisser de postérité. Jacques de Courbon qui étoit le troisieme , est qualifié dans un acte de 1585 , Commandant pour le Roi en la Ville de Saintes , en l'absence de M. de Bellegarde , Gouverneur de Saintonge & d'Angoumois. Jeanne de Gombaud sa veuve , fille de Pierre de Gombaud , Ecuyer , Seigneur de Briaigne , & de Bertrande de Leaumont , fit

son testament en 1617, par lequel elle partagea ses biens entre ses trois fils, Charles, Jacques & Louis de Courbon, qui ont formé plusieurs branches de la Maison de Courbon, actuellement subsistantes. *Charles* qui étoit l'aîné, fut Mestre de Camp d'un Regiment d'Infanterie : il épousa Jeanne-Gabrielle d'Agés, fille de François d'Agés, Gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, & de Jeanne du Chesnay qui étoit sœur d'Aymée du Chesnay, épouse de Gaspard Prince de Courtenay.

Ce Charles de Courbon eut plusieurs enfans, dont l'aîné fut *Jean-Louis de Courbon*, qui obtint en 1649 des Lettres d'érection en Marquisat, pour lui & pour ses descendans mâles, de sa Châtellenie & Vicomté de Saint-Sauveur en Puisaye ; elles furent enregistrées le 19 Août 1650. En la même année M. le Duc d'Anguien le fit premier Gentilhomme de sa Chambre, par des Lettres dans lesquelles ce Prince lui fait l'honneur de le reconnoître pour son allié. En effet il avoit l'honneur de lui appartenir par Anne de Jalefne sa femme, fille d'Eleonore de Maillé-Brezé, grand'tante de Claire-Clemence de Maillé-Brezé qui avoit épousé M. le Duc d'Anguien. Il avoit encore une autre alliance avec ce Prince par Jeanne-Gabrielle d'Agés sa mere, petite-fille de Claude de Rochechouart, qui étoit sœur de François de Rochechouart, bisayeule de Madame la Duchesse d'Anguien. Jean-Louis de Courbon n'a laissé qu'un fils, *Eutrope-Alexandre, Marquis de la Roche-Courbon*, qui, de son mariage avec Marie d'Angennes, a eu Eustelle-Thérèse de Courbon de la Roche-Courbon, aujourd'hui épouse de Louis-Charles de la Mothe-Houdancourt, Grand d'Espagne, Lieutenant-General des Armées du Roi, & Gouverneur de Salins : c'est à elle que se termine la branche aînée de la Maison de Courbon.

La seconde branche descend de *Jacques de Courbon*, frere de Charles dont on a parlé ci-dessus. Jacques de Courbon, Chevalier, Seigneur de Romegou, Baron de Blenac, Lisleau, le Fresne, Blaineau, &c. Gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, Chevalier de son Ordre, a eu deux enfans, un fils & une fille. Marie de Courbon sa fille épousa en 1639 André de Taleyran, Comte de Grignols, Baron de Beauville.

*Charles de Courbon, fils de Jacques*, fut d'abord Mestre de Camp d'un Regiment, Marechal de Camp, premier Chambellan de M. le Duc d'Orleans, frere unique du Roi, & Senechal de Saintongue. En 1659 le Roi érigea en sa faveur & de ses hoirs nés & à naître, les Terres de Blenac, Lisleau & Breneau en Comté :



ces Lettres furent enregistrees dans les Presidiaux de Saintes & de Marennes, & au Parlement de Bourdeaux. Il fut depuis nommé Lieutenant-General des Armées du Roi par mer & par terre, & Gouverneur general des Isles Françoises de l'Amerique. Il avoit épousé en 1649 Angelique de la Rochefoucaud, dont il a eu six enfans mâles & quatre filles.

Des six enfans mâles, trois sont morts sans laisser de posterité; l'aîné des autres a été *François de Courbon, Comte de Blenac*, pere du Comte de Blenac & du Comte de Courbon, aujourd'hui vivans. Leur pere qui avoit été reçu Chevalier de Malte en 1662, quitta depuis la Croix de l'Ordre pour se marier à Esther Draud, aujourd'hui Comtesse de Courbon-Blenac, fille de Pierre Draud, *Ecuyer, Seigneur de la Rochebreuil*, & de Marie Franchar.

Cette Genealogie est justifiée par une foule de titres que l'on est en état de représenter, & qui ne laisseront aucune ombre d'équivoque sur les articles dont elle est composée. On y voit une filiation bien suivie depuis plus de trois cens ans, & prouvée par les aveux & denombrements rendus de peres en fils de la Terre de Saint-Leger, qui est encore aujourd'hui dans une des branches de la Maison de Courbon. On y voit une possession immémoriale de la Noblesse la mieux reconnue, des alliances avec les Maisons les plus distinguées, Polignac, Courtenay, la Rochefoucaud, Taleyran-Chalair, Pons, &c. On pourroit ajouter avec les Princes de la Maison de Condé, puisque M. le Duc d'Anguien a bien voulu le reconnoître en 1650. On y voit dans la branche aînée une érection en Marquisat de 1649, & dans la branche cadette une érection en Comté dix années après.

A la vue de tant de titres soutenus d'une possession publique, n'est-ce pas le comble de l'indignité de la part des Tuteurs de la Demoiselle de . . . . d'avoir osé revoquer en doute la Noblesse du Comte de Courbon, & de le traiter aux yeux de toute la France comme un usurpateur qui s'arroge un rang qu'il ne pourroit jamais justifier?

Qu'un pareil attentat ne fût l'ouvrage que du sieur Peyrenc, on en seroit peu touché; mais que le Marquis de Crevecoeur, qui doit connoître la Noblesse du Royaume, se soit porté à un tel excès, c'est une injure si sanglante, qu'il n'y a point de réparation qui puisse jamais égaler la peine qu'elle merite.

D'autant que cette diffamation étoit absolument inutile à la Cause qu'il soutient. Si le Comte de Courbon est un ravisseur, sa Noblesse ne le met point à l'abri de la severité des Loix;

Injure de la  
part d'un Gen-  
tilhomme en  
est d'autant  
plus grave

pourquoi donc lui faire à cet égard un défi aussi déplacé que téméraire ?

C'est donc tout-à-la-fois une injure sanglante , une injure faite gratuitement & sans objet. Ces deux circonstances concourent également pour faire sentir toute l'énormité du crime & toute la rigueur que l'on doit employer pour en procurer la vengeance.

Les Loix ont toujours été armées pour réprimer la licence des libelles , & principalement lorsqu'ils attaquent des personnes d'un rang distingué : elles veulent que l'on réprime aussi sévèrement les injures faites dans la chaleur d'un Procès, que celles qui se font de sang froid & sans être ému par aucune dissention qui ait précédé. C'est précisément le cas où se trouvent le Marquis de Crevecœur & le sieur Peyrenc ; rien ne peut donc les mettre à l'abri de la rigueur de ces Loix.

Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaise permettre au Suppliant de faire assigner en la Cour les sieurs Peyrenc & Marquis de Crevecœur, pour voir dire que les termes injurieux à la naissance du Comte de Courbon & à sa Maison, insérés dans la Requête présentée à la Cour le 6 Août dernier par lesdits sieurs Peyrenc & de Crevecœur, seront rayés & biffés, tant en l'original que dans la copie de ladite Requête, & que mention sera faite de l'Arrêt qui interviendra, en marge desdites pieces; en conséquence condamner lesdits sieurs Peyrenc & de Crevecœur, en leurs propres & privés noms, à faire au Suppliant telle réparation que la Cour jugera convenable, eu égard à l'injure qui lui a été faite par ladite Requête, sauf à M. le Procureur-Général à prendre telles conclusions qu'il avisera bon être pour la vindicte publique; ordonner que l'Arrêt qui interviendra sera imprimé, lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, & condamner lesdits sieurs Peyrenc & de Crevecœur en tous les dépens. Et vous ferez bien.



## CXIV. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR M. le Comte & Madame la Comtesse de Pontchartrain, Intimés.

CONTRE Madame la Présidente Amelot & autres ;  
Appellans.

## Q U E S T I O N.

*Si la vente faite par l'aîné d'un bien dont au moins le huitieme est sujet à rapport , doit être jugée bonne & valable.*

**L**Es Parties qui se sont unies contre Madame de Pontchartrain n'ont qu'un seul & même objet , c'est de faire déclarer nul le contrat de vente de la Terre du Plessis-Oisery , & autres faits par les sieurs Landivisiau le 16 Juillet 1738.

Ils invoquent tous le même moyen ; les sieurs de Landivisiau , dit-on , se sont portés heritiers par benefice d'inventaire des Sieur & Dame Danican leurs ayeul & ayeule ; la qualité d'heritiers est incompatible avec celle de donataires , il faut donc qu'ils rapportent la Terre du Plessis , donnée à M. de Landivisiau leur pere ; cette Terre rentre dans la masse des successions , & par conséquent les sieurs de Landivisiau n'ont pas pu la vendre seuls au prejudice de leurs créanciers , & même de la demande en partage qui étoit formée.

Voilà toute la Cause. Pour la discuter avec ordre , distinguons les qualités de ceux qui se presentent. Ce sont d'abord deux créanciers , le sieur Vilhorques & M. Danican d'Annebaut. C'est ensuite Madame la Présidente Amelot qui , après avoir renoncé purement & simplement à la succession de son pere , s'est portée enfin heritiere beneficiaire de sa mere depuis la vente dont il s'agit.

Par rapport aux deux créanciers , ils sont manifestement non-recevables ; ils n'ont ni qualité , ni droit pour attaquer la vente. De deux choses l'une , ou ils avoient hypothèque sur les Terres vendues , ou ils n'en avoient pas ; s'ils avoient hypothèque , le plus grand bien que l'on ait pu leur faire , a été de vendre & de substi-

tuier des deniers prêts à être distribués, à un fonds de terre, sur lequel ils ne pouvoient être payés qu'après des longueurs infinies & des depenses immenses; si au contraire ils n'avoient point d'hypothèque, quel intérêt prennent-ils au sort d'une Terre qui ne leur doit rien? Ce dilemme seul renverse tout leur système & détruit tous leurs raisonnemens.

Au fond il suffit de consulter les principes les plus invariables de la Jurisprudence, pour reconnoître qu'ils n'avoient aucun droit sur la Terre du Plessis. Ils conviennent que M. de Landivisiau donataire a fait faire un Decret volontaire auquel ils ne se sont point opposés. Quant au rapport dans la succession, jamais ils ne le peuvent demander; & quand il seroit fait, il ne tourneroit jamais à leur profit. Le rapport n'est jamais dû qu'aux co-heritiers, pour conserver l'égalité entre les enfans, ou entre les branches; c'est une vérité fondamentale dans la matiere des successions, qui n'a plus besoin d'être établie, comme il n'est plus permis de la combattre.

Ce seroit donc faire trop d'honneur aux prétentions de ces deux créanciers que de s'arrêter à y défendre plus long-tems; elles tombent par leur propre foiblesse. Voyons si Madame Amelot qui paroît d'abord avoir plus de qualité, a au fond plus de pretexte pour s'élever contre la vente.

Je suis co-heritiere, dit-elle, & en cette qualité le rapport m'est dû; la Terre du Plessis est donc un effet commun entre mes neveux & moi, un effet d'une succession indivise, un effet qui doit entrer dans le partage qui a été demandé & appointé aux Requêtes du Palais; mon co-heritier a-t-il pu vendre sans ma participation? Mais qu'il soit permis d'abord de faire quelques observations sur la demande de Madame la Presidente Amélot.

*Premiere Observation.* Dans le système de Madame la Presidente Amelot, la Terre du Plessis doit être rapportée, moitié à la succession du sieur Danican son pere, moitié à la succession de la Dame Danican sa mere; elle a même conclu expressement à ce que le rapport fût fait *aux deux successions*, par les Requêtes qu'elle a données tant aux Requêtes du Palais qu'en la Cour, les 17 Avril, 8 Mai & 3 Juin de la presente année; mais on lui demande de quel droit elle conclut au rapport de la moitié de la Terre du Plessis à la succession du sieur Danican son pere? Elle a renoncé purement & simplement à cette succession dès le 26 Juillet 1737, elle est donc absolument étrangere à cette succession, elle n'en est ni heritiere ni créanciere; comment donc en peut-elle

elle stipuler les intérêts jusqu'à demander qu'il soit fait un rapport à cette succession? Il est évident qu'elle est absolument non-recevable dans sa demande, du moins pour la moitié qu'elle voudroit faire rapporter à la succession de son pere, & par conséquent que sa demande en nullité du contrat de vente ne peut jamais se soutenir pour cette moitié.

Il est vrai que Madame de Pontchartrain ne voudroit pas que le contrat de vente subsistât pour la moitié de la Terre, & qu'on ne pourroit pas l'obliger de l'exécuter ainsi pour une partie; mais il n'en est pas moins vrai qu'à l'égard de Madame la Présidente Amelot, elle doit nécessairement succomber dans sa demande, au moins pour la moitié de la Terre sur laquelle elle n'a aucun droit; cela ne peut souffrir aucune contradiction.

*Seconde Observation.* Dans l'autre moitié, qui, selon Madame Amelot, devroit être rapportée à la succession de sa mere, il faut encore qu'elle convienne que M. de Landivisiau son frere, avoit seul, comme aîné, le château sans aucun partage, & la moitié du surplus; enforte qu'il ne restoit aux puînés que le quart au total, le château prélevé. Ce quart seroit à partager entre Madame de la Bedoyere & Madame Amelot, toutes deux héritieres de la Dame Danican leur mere; enforte qu'il ne reviendrait qu'un huitieme à Madame la Présidente Amelot.

Mais dans de pareilles circonstances pourroit-on écouter Madame Amelot, quand au fond elle auroit quelque droit sur la Terre même du Pleffis? Cette Terre a été vendue par celui qui dans la succession auroit eu droit de la prendre presque toute entiere; les autres co-héritiers approuvent la vente, & il n'y a que celle qui y pourroit reclamer un huitieme, qui la combat, il n'en faudroit pas davantage pour lui imposer silence.

Car enfin il est de principe que dans toutes les affaires qui intéressent plusieurs associés, plusieurs co-propriétaires; c'est le consentement du plus grand nombre qui donne la Loi. Que deviendrait-on si la résistance d'un seul pouvoit gêner, pouvoit contraindre tous les autres? L'intérêt commun exige que l'on vende pour payer les dettes, on trouve un prix avantageux que l'on n'est pas sûr de retrouver une seconde fois, si on le manque; ceux qui sont propriétaires des sept huitiemes en sont d'accord, & parce que le propriétaire du dernier huitieme ne voudra pas entrer dans des vues si raisonnables, il faudra que la succession périclite, il faudra que les biens en soient saisis réellement, consumés en frais, adjugés à vil prix; si l'on pouvoit admettre un

pareil système, un co-héritier de mauvaise humeur seroit le maître de ruiner tous les autres, ce que la droite raison ne peut jamais autoriser.

Concluons donc que quand le système de Madame Amelot seroit juste au fond, les circonstances particulieres ne permettroient jamais de l'adopter. C'est une illusion de dire qu'il est indifférent de savoir si la part de Madame Amelot est plus forte ou plus foible; que telle qu'elle est, on ne peut jamais la forcer de la vendre: car ce n'est pas ainsi que l'on raisonne en matiere de succession commune; dont il s'agit d'arranger les affaires & payer les dettes; le plus grand nombre des héritiers est toujours présumé agir pour le véritable intérêt de la succession, & d'ailleurs cet intérêt est sensible dans le fait particulier; il n'est donc pas possible d'écouter un co-héritier d'une très-petite portion, qui veut sacrifier le droit & l'intérêt de tous les autres.

Aussi est-on bien persuadé que si Madame Amelot agissoit par ses propres vues, elle n'auroit jamais hasardé la demande que l'on est obligé de combattre; mais elle suit des impressions étrangères, trop docile à la voix de ceux qui, loin d'être touchés des intérêts de la succession, ne sont occupés que de sa ruine.

Mais au fond la demande de Madame Amelot est contraire à tous les principes. Premièrement, parce qu'il n'est dû aucun rapport à la succession de la Dame Danican de la Terre du Plessis. Secondement, parce que si le rapport étoit dû, on ne pourroit pas obliger les sieurs de Landivisiau à lui faire ce rapport en essence.

*Premier  
Moyen.*

*Rapport en  
partage ne se  
fait qu'à la suc-  
cession du Do-  
nateur.*

On dit d'abord qu'il n'est dû aucun rapport à la succession de la Dame Danican, la raison en est sensible; ce n'est point elle qui a donné la Terre du Plessis à M. de Landivisiau son fils, c'est le sieur Danican, pere, qui parle seul dans la donation, qui en est seul l'auteur; or la regle constante en matiere de rapport, est qu'il ne se fait jamais qu'à la succession du Donateur.

*Arrêts de  
1708 & depuis  
jugent que le*

Il ne faut pas dire que c'étoit un effet de communauté dans lequel la Dame Danican avoit moitié; car il est de principe que le mari est le maître absolu de la communauté pendant le mariage, & qu'il en peut disposer sans le consentement de sa femme au profit de personne capable & sans fraude; c'est la disposition de l'art. 225 de la Coutume de Paris: il est encore certain que les enfans communs sont regardés comme personnes capables, c'est ce que la Cour a jugé par l'Arrêt de Tribouveau de 1708, & par celui qu'elle a rendu en dernier lieu en faveur des sieurs

Billard contre la Dame leur mere. Le sieur Danican avoit donc été le maître de donner seul la Terre du Plessis à M. de Landivisiau, c'est de sa libéralité seule que M. son fils l'a tenue, & par conséquent il n'en est dû aucun rapport à la succession de la mere.

mari peut donner seul un effet de communauté à un des enfans.

On nous oppose les art. 151 de la Coutume de Senlis, & 134 de la Coutume de Bar, qui portent que quand les enfans ont été mariés des deniers communs des pere & mere, ils doivent en rapporter la moitié à chacune des deux successions; mais ces articles supposent manifestement que la dot des enfans a été constituée par les pere & mere, ce qui forme une hypothese toute contraire à l'espece particuliere de la Cause. Il n'est donc pas possible de s'écarter du principe général, qui veut que le rapport ne se fasse qu'à la succession de celui qui a fait la donation.

Mais quand le rapport feroit dû, feroit-il possible d'exiger qu'il fût fait en essence, & en remettant la Terre même dans la masse des effets de la succession? Il y a deux obstacles invincibles à cette prétention. Le premier, est que feu M. de Landivisiau pour conserver la Terre du Plessis a été obligé de payer près de 700000 liv. de dettes du sieur Danican son pere, & qu'on ne lui offre point réellement le remboursement d'une somme si considérable; cependant sans ce remboursement préalable, jamais les co-héritiers ne peuvent demander le rapport en nature: c'est la disposition expresse de l'art. 305 de la Coutume de Paris: *Et faisant ledit rapport en essence, doit être remboursé par ses co-héritiers des impenses utiles & nécessaires, & si lesdits co-héritiers ne veulent rembourser lesdites impenses, en ce cas le Donataire est tenu seulement de rapporter l'estimation d'iceux héritages.*

Second  
Moyen.

Voilà une Loi aussi juste qu'elle est claire & précise: un enfant donataire aura payé 700000 liv. de dettes, est-il juste qu'il commence par se dépouiller de la propriété d'une Terre pour laquelle il s'est épuisé lui-même, qu'il la remette dans la masse des biens, qu'il en fasse un effet commun entre ses co-héritiers & lui, & qu'il se prive par conséquent de la liberté d'en disposer pendant que son remboursement sera suspendu? Il aura contracté personnellement des dettes immenses pour libérer la Terre donnée, & on commencera par la lui enlever, en le laissant accablé sous le poids de ses engagemens? Les Réformateurs de la Coutume ont senti tout l'inconvénient, toute l'injustice d'une pareille opération, & c'est pour y remédier qu'ils ont ordonné que si les co-

Cas où le rapport ne se peut exiger qu'en deniers.

héritiers ne veulent rembourser lefdites impenses , en ce cas le Donataire est tenu de rapporter seulement l'estimation. C'est donc aux co-héritiers à prendre leur parti lorsqu'ils veulent demander le rapport , ou de rembourser les impenses faite par le Donataire , ou de se contenter qu'on rapporte seulement l'estimation ; Madame Amelot n'offre point de rembourser les impenses , elle ne peut donc pas demander le rapport en essence.

Mais , dit-elle , vous serez remboursés dans les opérations du partage , commencez toujours par vous dépouiller de la propriété , on pourvoira ensuite à votre indemnité. Quelle proposition ! elle offense la raison , en même tems qu'elle choque ouvertement la disposition de la Loi. M. de Landivisiau a payé 700000 liv. pour profiter de la donation de la Terre du Plessis , il a été obligé pour cela de faire des emprunts très-considérables , & Madame Amelot vient proposer tranquillement qu'il renonce à sa donation , qu'il remette la Terre dans la masse de l'hérédité , en lui laissant entrevoir l'espérance d'être dédommagé un jour de ses avances , si l'on peut parvenir à consommer les partages qui sont à faire entre des enfans qui ne paroissent pas doués de l'esprit de paix & de conciliation. Il y a de la pudeur à faire en Justice une pareille proposition ; mais elle est directement contraire au texte de la Coutume , qui porte que si on ne rembourse pas le Donataire , il sera tenu de rapporter seulement l'estimation : ce remboursement est donc préalable au rapport , puisqu'il en doit régler la forme ; il n'est donc pas permis de le renvoyer à un tems éloigné.

Rapport en  
partage se fait  
en nature ou  
en valeur , au  
choix du Do-  
nataire.

Mais quand on offriroit actuellement le remboursement des 700000 liv. payées par M. de Landivisiau , ses enfans auroient toujours le choix , ou de rapporter en essence , ou de moins prendre ; c'est une liberté qui leur est donnée par le même article 305 de la Coutume de Paris : *Le Donataire est tenu de rapporter en espece , ou moins prendre en autres héritages de la succession de pareille valeur ou bonté.* C'est donc au donataire que le choix appartient , les sieurs de Landivisiau ont consommé ce choix en vendant la Terre ; comme ils n'ont usé que du droit qui leur appartenait , il n'est pas possible de proscrire la vente.

Quelles sont les objections de Madame Amelot contre ce moyen ? elles se réduisent à trois. Premièrement , dit-elle , il faut qu'il y ait d'autres Terres de pareille valeur & bonté , & il ne s'en trouvera plus après les dettes payées. 2°. Pour moins prendre il faudroit n'être pas déjà rempli de sa portion héréditaire ,



mais M. de Landivisiau avoit reçu plus qu'il ne doit lui revenir. 3°. La demande en partage étoit formée & appointée aux Requêtes du Palais, & les sieurs de Landivisiau n'ont pas pu se faire justice à eux-mêmes. Discutons en peu de mots ces trois objections, elles n'ont de fondement & d'appui que dans des suppositions évidentes.

Premièrement, il y a d'autres Terres de pareille valeur & bonté. La Terre de Landivisiau qui rentre nécessairement dans la succession par la disposition impériale de la Coutume de Bretagne, qui révoque au moment de la mort du pere toutes donations faites aux enfans, quand même ils renonceroient purement & simplement à la succession. La Terre de la Nuzouarne qui avoit été donnée à M. d'Annebaut, celles données à M. de la Bedoyere, ces objets valent plus de 40000 liv. de rente; en voilà bien plus qu'il n'en faut pour assurer le huitieme qui revenoit à Madame Amelot dans la Terre du Plessis.

Mais, dit-on, que savons-nous si ces Terres nous resteront après les dettes payées, ou plutôt il est sûr qu'elles ne nous resteront pas; je l'article expressément, dit Madame Amelot dans la Requête du 8 Juin; ainsi votre défense porte sur un faux principe, ou du moins sur un principe équivoque. Mais Madame Amelot a-t-elle bien pesé cette objection avant que de la hasarder? pour que les autres Terres ne restent pas après les dettes payées, il faudra donc les vendre pour payer les dettes; mais quelle absurdité de se plaindre de la vente d'une Terre, quand pour la conserver on dit qu'il en faudra vendre d'autres? Il faut détruire le contrat de vente de la Terre du Plessis, dit Madame Amelot, & remettre cette Terre dans la succession. Mais quel est l'avantage que l'on se propose dans cette demande? c'est de détruire une vente parfaite pour se mettre dans la nécessité d'en faire d'autres; il y a dans ce système un caractère d'aveuglement qui ne peut pas se concevoir.

Secondement, il n'est pas moins absurde de dire que les sieurs de Landivisiau en rapportant la Terre du Plessis en nature, n'auroient rien à prendre dans la succession pour leur tenir lieu de cette Terre. Si cela étoit, il y auroit eu de l'extravagance de leur part à ne se pas tenir aux donations faites à leur pere; car enfin en se tenant à ces donations, ils auroient au moins conservé la Terre du Plessis, au lieu que par l'addition de l'hérédité ils en sont dépouillés, selon Madame Amelot, en pure perte. En se tenant aux donations ils n'auroient perdu que la Terre de Landivisiau

suivant la Coutume de Bretagne; mais en se portant héritiers, ils perdent & Landivisiau & le Plessis, & n'ont rien à prendre dans les autres biens; il faudroit donc les taxer de folie si le système de Madame Amelot avoit le moindre fondement.

Mais sur quoi se fonde-t-elle pour appuyer une proposition si singulière? elle prétend qu'ils ont reçu 1170000 liv. indépendamment de ces deux Terres; mais c'est ici un point de fait qui doit être justifié en rapportant les donations faites à M. de Landivisiau: où sont-elles? Madame Amelot n'en rapporte pas une seule; on ne voit que le contrat de Mariage de M. de Landivisiau, par lequel il a reçu 200000 liv. outre la Terre de Landivisiau, & la donation du Plessis, si l'on en retranche ces deux Terres, on ne voit plus que 200000 liv. qui ont été données; où Madame Amelot trouve-t-elle donc les 970000 liv. restantes? Est-il permis de hasarder de pareils faits en Justice sans titres & sans preuves? Et croit-on, par des discours vagues, pouvoir donner atteintes à un contrat de vente solennel? Si le sieur Danican a avancé dans quelques occasions différentes sommes pour M. de Landivisiau son fils, M. de Landivisiau les a rendues à son père, comme il est justifié par le compte & la quittance finale du 19 Janvier 1720. Nous ne parlons que le langage des titres authentiques, & Madame Amelot ne nous répond qu'avec de vaines clameurs, que rien ne peut soutenir ni justifier.

Au reste son propre système suffiroit pour la condamner; car supposons que M. de Landivisiau eût reçu les 1170000 liv. dont on parle, outre les deux Terres dont on demande le rapport, Madame Amelot ne peut pas disconvenir que M. de Landivisiau n'ait aussi payé 700000 liv. des dettes du sieur Danican; elle ne contestera pas sans doute qu'il ne fallût déduire les dettes payées sur les sommes reçues, il ne resteroit donc que 470000 l. des donations; & pensera-t-on que M. de Landivisiau soit rempli avec cette somme, quand Madame de la Bedoyere & Madame Amelot ont reçu chacune 800000 livres? Il auroit donc encore beaucoup à reprendre dans la succession, dans le système même de Madame Amelot: dans ce système si faux & si outré, il pourroit encore consumer la terre en moins prenant, d'autant plus que par ses droits d'aînesse, ce qu'il auroit à moins prendre, seroit fort peu considérable.

Il est donc évident que les sieurs de Landivisiau peuvent faire le rapport en moins prenant, puisqu'il y a d'autres Terres d'égale valeur & bonté, & qu'il est physiquement impossible qu'ils soient remplis indépendamment de la Terre du Plessis.

Troisièmement , la demande en partage appointée aux Requêtes du Palais ne fait rien absolument à notre question. 1°. Une demande en partage ne peut jamais priver un des héritiers de rapporter l'effet qui lui a été donné , ou en essence , ou en moins prenant , la Coutume n'exige pas que ce choix soit fait avant la demande en partage ; on peut donc le faire après comme auparavant. 2°. La demande en partage qui a été formée par les sieurs Landivisiau le 4 Juin 1737 est pure & simple , ils n'ont point offert de rapporter la Terre du Plessis , & quand ils l'auroient offert , cela s'entendrait toujours du rapport tel que de droit , c'est-à-dire , ou en essence , ou en moins prenant. 3°. Cette demande n'étoit point instruite ni appointée , comme on le suppose de la part de Madame Amelot , elle ne l'est pas même encore aujourd'hui. La demande , comme on l'a dit , est du 4 Juin 1737 , Madame Amelot y a fourni de défenses le 7 Septembre 1737 par lesquelles elle s'est contentée d'employer la renonciation qu'elle avoit faite le 26 Juillet. Il est vrai qu'elle n'avoit renoncé qu'à la succession de son pere , mais elle ne déclaroit point accepter la succession de sa mere , elle ne consentoit point au partage ; l'affaire étoit ainsi à peine ébauchée lorsque les sieurs de Landivisiau ont vendu le 16 Juillet 1738 ; il n'y avoit donc aucune contestation formée alors , & l'on avoit même lieu de croire que Madame Amelot ne feroit point héritière de sa mere. Comment donc a-t-on osé plaider que la vente avoit été faite au préjudice d'une Instance appointée sur la question du rapport ?

Depuis la vente on ne voit que deux Sentences par défaut , l'une au mois de Mars , l'autre au mois d'Avril 1739 , toutes deux contre M. d'Annebaut seul , qui ordonne qu'il sera procédé au partage devant M. Boutin ; ce n'est pas là sans doute un appointement , & d'ailleurs M. d'Annebaut ayant renoncé depuis aux successions de ses pere & mere , ces Sentences sont devenues inutiles , en sorte qu'il n'y a actuellement rien de fait aux Requêtes du Palais. Il n'est donc pas possible de concevoir que les sieurs de Landivisiau aient eu les mains liées , eux qui par la Coutume ont un droit incontestable de rapporter en moins prenant.

Tout s'élève donc contre Madame Amelot. Fins de non-recevoir invincibles. Elle n'a qu'un intérêt si léger dans la Terre du Plessis , qu'il ne peut jamais prévaloir sur celui des autres héritiers ; elle n'a agi qu'après le congé d'adjuger , ce qui la rend non-recevable suivant le Règlement de 1598. Au fond on répond aux vains prétextes qu'elle accumule : quand cette Terre seroit

fu jette à rapport dans la succession de votre mere, il faudroit commencer par rembourser 700000 liv. aux sieurs de Landivisiau, & vous n'avez ni le pouvoir, ni la volonté de le faire; mais quand vous les offririez en deniers à découvert, ils auroient encore la liberté de rapporter ou de moins prendre; ce choix leur appartient, ils l'ont consommé : votre action n'a donc pas le moindre prétexte. Dans de pareilles circonstances, le sort de Madame de Pontchartrain doit être assuré, & on ne se portera jamais à détruire une vente si légitime en elle-même, & si convenable à l'avantage de toute la famille.

## CXV. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR le Marquis & la Marquise de Sandricourt.

*CONTRE M. de Gourgues, Conseiller au Parlement,  
& Conforts.*

### Q U E S T I O N.

*Si un pere qui a éteint un douaire dont auroient été  
tenus sa femme & ses enfans, peut en deman-  
der récompense pour le tout; ayant eu la Garde  
Noble de ses enfans.*

**L**A demande formée par M. de Gourgues contre la Dame de Sandricourt sa sœur, n'est pas moins contraire aux véritables principes, qu'au propre fait & à la reconnoissance de feu M. de Gourgues, pere commun des Parties.

C'est ce qui obligera la Dame de Sandricourt de rendre compte des faits infiniment singuliers, & de retracer des principes qu'on ne peut jamais éluder, par la fausse interprétation que donne M. de Gourgues à l'art. 244 de notre Coutume.

FAIT.

Jean-François-Joseph de Gourgues, Maître des Requêtes, épousa en 1696 Marie-Françoise de Barillon de Morangis, fille de Jacques de Barillon de Morangis & de Catherine Boucherat.

Par

Par le contrat de mariage, qui est du 5 Août, Madame de Morangis se réserva la portion de son douaire, qui lui étoit dûe par M. de Gourgues. Ce douaire étoit de 5000 liv. de rente; & comme Madame de Morangis avoit trois enfans, la portion de M. de Gourgues étoit de 1666 liv. quelques sols par an; mais quoique cette réserve fût écrite dans le contrat de mariage, il fut convenu entre les Parties que cette portion du douaire ne seroit point payée, & qu'au contraire Madame de Morangis paroîtroit recevoir le remboursement de cette portion, & en donneroit quittance immédiatement après le mariage.

En effet, dès le 8 du même mois d'Août, Madame de Morangis passa une quittance, sans minute, pardevant Notaires, par laquelle elle reconnut avoir reçu de M. de Gourgues la somme de 16666 liv. à laquelle les Parties, dit-on, sont convenues, pour l'extinction & amortissement de 1666 livres, faisant le tiers du douaire dû à Madame de Morangis. La proximité de ces actes fait assez comprendre que la réserve portée au contrat de mariage n'étoit pas sérieuse, & que tout cela n'avoit été concerté que pour que les autres enfans de Madame de Morangis ne pussent pas un jour faire rapporter à Madame de Gourgues l'avantage que Madame sa mere lui avoit fait par cette remise.

Il y avoit encore un autre motif, c'est que Madame de Morangis ne vouloit faire le sacrifice de son douaire qu'à sa fille personnellement; en sorte que si Madame de Gourgues venoit à mourir la première, Madame de Morangis vouloit faire revivre son douaire pour l'avenir; ce fut pour cela que la quittance fut passée en brevet, afin de la pouvoir supprimer, quand elle cesseroit de produire son effet.

Madame de Gourgues mourut en 1701, laissant une fille unique, qui est la Dame de Sandricourt; M. de Gourgues son pere demanda la Garde-Noble, ce qui formoit pour lui un avantage de 11000 liv. de revenu par an, sans aucune charge, puisque non-seulement il n'y avoit pas de dettes, mais même que M. de Gourgues, ayeul de la mineure, étoit chargé de son éducation & entretien, sans aucune pension.

Pendant le cours de cette Garde-Noble, Madame de Morangis qui n'avoit pas reçu réellement le remboursement de son douaire, & qui n'avoit prétendu en remettre les arrérages que pendant la vie de sa fille, fit assigner M. de Gourgues son gendre, pour être condamné à lui payer les arrérages depuis la mort de Madame de Gourgues. M. de Gourgues qui n'avoit

point en main la prétendue quittance de remboursement du 8 Août 1696, demanda acte de ce qu'il s'en rapportoit à l'affirmation de Madame de Morangis, sur le remboursement qu'il soutenoit avoir fait des 1666 liv. pour la portion du douaire dont Madame de Gourgues étoit tenue. Madame de Morangis ayant affirmé en personne à l'Audience, qu'elle n'avoit point reçu le remboursement, M. de Gourgues fut condamné, par Sentence contradictoire du 13 Août 1703, à payer les arrérages demandés.

Il paya en effet; mais depuis ayant trouvé le secret de se faire remettre la quittance de 1696, il interjeta appel de la Sentence de 1703, & prit des Lettres de rescision contre les actes approbatifs de la Sentence. Madame de Morangis qui paroissoit ne pouvoir résister à la quittance, donna une Requête le 20 Août 1705, par laquelle elle demanda acte de ce qu'elle s'en rapportoit au serment décisif de Messieurs de Gourgues pere & fils, si elle avoit reçu réellement les 1666 liv. suivant l'acte du 8 Août 1696, & s'il n'avoit pas été passé pour servir d'approbation à l'acte sous seing privé, que ladite Dame avoit donné avant le mariage, portant remise des arrérages pendant la vie de sa fille. Par-là M. de Gourgues étoit constitué Juge dans sa propre Cause; mais il refusa de faire l'affirmation, & soutint que M. de Morangis, qui étoit Partie dans l'acte même, ne pouvoit se dispenser de l'exécuter, ni exiger une affirmation qui tendoit à le détruire. Cette fin de non-recevoir prévalut; & par l'Arrêt du 28 Août 1705, en infirmant la Sentence des Requêtes du Palais, M. de Gourgues fut déchargé de la demande de Madame de Morangis.

M. de Gourgues, comme Gardien-Noble, a donc continué de jouir de tout le bien de sa fille, sans aucune charge, jusqu'en 1709, qu'il contracta un second mariage, par lequel la Garde-Noble a fini. Sous le nom de différens Tuteurs, à qui M. de Gourgues avoit donné des indemnités, il a seul géré la tutelle de sa fille jusqu'en 1717, que le mariage de la mineure ayant été proposé avec M. de Sandricourt, on crut devoir régler ses droits par un compte de tutelle.

Il fut présenté par M. de Gourgues le premier Septembre 1717, & débattu par M<sup>e</sup> Hargenvilliers, qui avoit été nommé Tuteur *ad hoc* de la mineure. Dans ce compte se trouve un article qui a une liaison nécessaire avec la Cause qui se présente. M. de Gourgues y met en dépense la somme de 16666 liv. 13 sols

9 den. payée à Madame de Morangis ; par quittance du 8 Août 1696, pour l'extinction de 1666 liv. faisant le tiers du douaire dont Madame de Gourgues étoit tenue.

M. de Gourgues pere n'avoit point imaginé alors le système que l'on fait soutenir aujourd'hui à M. son fils, que le tiers du douaire de Madame de Morangis étoit devenu un conquêt de sa communauté ; en sorte que sa fille qui y avoit renoncé, devoit lui payer 1666 livres par an, tant que Madame de Morangis vivroit. M. de Gourgues pere convenoit que le douaire étoit éteint, & qu'il lui étoit dû seulement par la succession de sa femme une récompense de la somme qu'il avoit tirée de sa communauté, pour produire cette extinction. Etoit-ce justice qu'il rendoit à sa fille ? Croyoit-il au contraire qu'il lui étoit plus avantageux de s'assurer d'une somme de 16666 liv. que de courir les risques de la vie de Madame de Morangis, qui avoit lors près de soixante-dix ans ? C'est sur quoi Madame de Sandricourt ne croit pas devoir s'expliquer ; mais ce qui est de certain, est que M. de Gourgues pere, a reconnu que le douaire ne subsistoit point à son profit comme conquêt de sa communauté, & qu'il n'a demandé que le remboursement des 16666 livres qu'il a prétendu avoir payées.

Quel fut le débat formé par la mineure ? Elle soutint que l'article devoit être rayé, attendu que le Rendant n'avoit point effectivement payé ladite somme, & que c'est une remise gratuite qui a été faite par Madame de Morangis à la Dame sa fille. M. de Gourgues répondit par l'autorité de la quittance de 1696. Le Tuteur de la mineure répliqua, que s'étant informé de la Dame de Morangis si le payement étoit véritable, elle lui avoit dit qu'elle n'en avoit rien reçu, & néanmoins que, comme le sieur Rendant étoit fondé en quittance, il s'en rapportoit à son serment sur cet article, & ne pouvoit s'empêcher de l'allouer, en affirmant par lui qu'il a réellement & effectivement payé ladite somme à la Dame de Morangis.

M. de Gourgues refusa de nouveau l'affirmation, & prétendit que cela étoit jugé par l'Arrêt de 1705 ; le Tuteur soutint que faute d'affirmer, l'article devoit être rayé, & que quand même on pourroit l'allouer, ce ne seroit jamais pour la totalité de la somme de 16666 liv. puisque du payement de cette somme, M. de Gourgues auroit tiré plus d'avantage que la mineure, en ce qu'il avoit été déchargé des arrérages du douaire, qui tomboient sur lui personnellement depuis le 6 Août 1696 jusqu'au 30 Avril

1709, ce qui faisoit près de treize ans. Enfin M. de Gourgues persista à prétendre qu'il ne devoit point d'affirmation ; & sur le retranchement demandé subsidiairement, il soutint que le douaire étant une dette personnelle de la Dame de Gourgues, la mineure devoit rembourser les 16666 liv. en plein, d'autant plus qu'elle profitoit de l'extinction du douaire depuis 1709, c'est-à-dire depuis huit ans.

Tels sont exactement les dires qui furent fournis de part & d'autre sur le compte ; il en résulte que M. de Gourgues a reconnu précisément qu'il n'avoit pas droit de demander à sa fille la continuation des arrérages du douaire pendant la vie de Mad. de Morangis, & qu'il ne lui étoit dû qu'une récompense pour la somme qu'il prétendoit avoir tirée de sa communauté. Le Tuteur de la Dame de Sandricourt est convenu du principe de M. de Gourgues, & les Parties sur cela étoient pleinement d'accord ; la seule difficulté rouloit sur la réalité du paiement, & subsidiairement sur la réduction de la somme, attendu que M. de Gourgues avoit profité personnellement de l'extinction du douaire.

Dans la difficulté de faire régler cette question & quelques autres qui s'étoient élevées, avant le mariage dont on étoit convenu, on prit le parti d'arrêter le compte tel qu'il avoit été présenté par M. de Gourgues, mais sans préjudice des débats qui furent réservés ; en sorte que dans le calcul du compte on alloua en dépense les 16666 liv.

Le contrat de mariage fut passé le 20 Octobre 1717. Entre les biens de la Dame de Sandricourt on comprit la somme de 54281 l. que M. de Gourgues son pere lui devoit par la clôture du compte, mais toujours à la charge des débats subsistans. Par-là le droit de répéter les sommes contenues dans les articles qui avoient donné lieu aux débats, se trouvoit réservé ; mais M. de Gourgues avoit pris une précaution secrète qui a été très-long tems inconnue à la Dame de Sandricourt ; il avoit fait passer un acte au Marquis de Sandricourt seul, la veille du contrat de mariage, par lequel il lui avoit fait reconnoître que ces débats n'étoient pas fondés, l'avoit fait obliger en son propre & privé nom, d'en apporter acquit & décharge, & de les faire juger, & en cas qu'il y en eût quelques-uns jugés en faveur de la Dame de Sandricourt, d'en acquitter, garantir & indemniser M. de Gourgues & les enfans de son second mariage, même de faire ratifier cette décharge par la Dame de Sandricourt, un mois après sa majorité.



Cette précaution injuste, dictée sans doute par l'intérêt d'une seconde femme & de plusieurs enfans nés du second mariage, ne sert qu'à faire connoître combien M. de Gourgues étoit alarmé de ces débats, dont il sentoît toute la justice; mais au fond elle ne peut produire aucun effet, parce que c'est une véritable contre-lettre contre le contrat de mariage, que la Dame de Sandricourt n'a jamais ratifié cette décharge, & que ses droits sont entiers.

Le respect qu'elle avoit pour son pere l'a empêchée de les faire valoir pendant sa vie; elle n'a pas dû avoir les mêmes ménagemens après sa mort, d'autant que M. son frere, outre les biens immenses qu'il recueille par la force des substitutions, a encore été nommé légataire universel par le testament de M. de Gourgues pere commun, au moyen de quoi la Dame de Sandricourt se trouve réduite à sa légitime, qui ne consiste que dans la dixieme partie des biens libres.

Dans cet état, il est juste au moins qu'elle retrouve en plein les droits de Madame sa mere; il a donc fallu faire régler les débats réservés, & entr'autres l'article du douaire; c'est ce qui a donné lieu à plusieurs demandes formées de part & d'autre au Châtelet.

La Dame de Sandricourt a soutenu que la somme de 16666 liv. employée par M. son pere dans l'article 8 du troisieme chapitre de dépense, ne pouvoit jamais être allouée, quand même M. de Gourgues auroit payé cette somme à Mad. de Morangis, parce que M. de Gourgues ayant été déchargé du paiement des arrérages du douaire, tant pendant la communauté que pendant la Garde-Noble, il n'auroit pas moins profité que sa fille du remboursement, en sorte qu'il seroit juste d'en venir entr'eux à une contribution; mais que la portion même qui tomberoit sur elle personnellement étant une dette de la succession de sa mere, M. son pere auroit été tenu de l'en acquitter comme Gardien-Noble; en sorte qu'elle a conclu à la restitution entiere des 16666 l. avec les intérêts depuis l'année 1709.

M. de Gourgues son frere, frappé de l'évidence de ces propositions, n'a trouvé d'autre ressource pour les éluder, que de changer totalement l'opération du compte présenté par feu M. de Gourgues son pere. Il a prétendu que l'on n'avoit pas dû dans le compte de tutele, employer en dépense les 16666 liv. parce que M. son pere, en remboursant le douaire à Madame de Morangis, n'étoit pas devenu créancier du principal, mais que la portion du douaire

dûe par M. de Gourgues étoit devenue un conquêt de sa communauté, enforte que M. de Gourgues avoit droit de demander à la Dame de Sandricourt sa fille, les arrérages de ce douaire, depuis la fin de la Garde-Noble; c'est-à-dire depuis l'année 1709 jusqu'au 15 Mars 1733, jour du décès de Madame de Morangis.

En combattant ainsi la demande formée par M. son pere dans le compte de tutele, M. de Gourgues a prétendu se procurer de grands avantages. Si c'étoit une somme principale qui étoit dûe, feu M. de Gourgues en confondoit une partie par l'avantage qu'il en retiendroit pendant la communauté & pendant la Garde-Noble, & étoit obligé d'acquitter la Dame sa fille du surplus, parce que le Gardien-Noble est obligé de payer toutes les dettes; au contraire, si M. de Gourgues n'étoit créancier que d'un douaire viager, il n'y a plus ni confusion ni compensation depuis la garde finie, & M. de Gourgues fils se trouve aujourd'hui créancier de vingt-quatre années d'arrérages d'un douaire de 1666 livres par an. Mais cet avantage que M. de Gourgues veut se procurer au préjudice de la Dame de Sandricourt sa sœur, est-il légitime? C'est ce qu'il ne peut prétendre, soit qu'on considere l'engagement formé dans le compte de tutele par M. son pere, soit qu'on considere les regles & les principes qui sont établis par la Coutume.

Toute la Cause se réduit donc à la seule question de savoir si le paiement qu'on suppose fait par M. de Gourgues, lui donnoit droit d'exiger les arrérages du douaire contre la Dame de Sandricourt, ou si elle n'étoit débitrice que d'un principal. Quand ce point de Droit sera éclairci, on verra quelles conséquences il a produit dans l'exécution.

MOYENS.

Pour établir que M. de Gourgues ne peut être écouté dans la demande des vingt-quatre années d'arrérages du douaire, on soutient en premier lieu, qu'il n'est pas le maître de changer l'opération du compte présenté par M. son pere, opération agréée par la Dame de Sandricourt, & consommée par l'arrêté & la clôture du compte.

Les engagements formés par le consentement réciproque des Parties sont irrévocables, non-seulement pour eux, mais encore pour leurs héritiers: feu M. de Gourgues étoit bien majeur lorsqu'il a rendu compte à sa fille; il a demandé qu'on lui allouât dans la dépense de son compte 16666 liv. qu'il prétendoit avoir payées à Madame de Morangis. La Dame de Sandricourt a reconnu que

si le paiement étoit réel & effectif, M. son pere étoit devenu créancier de cette somme principale.

Que résulte-t-il de cette opération ? Que les Parties ont été d'accord sur le point de droit. M. de Gourgues, en supposant le remboursement effectif à Madame de Morangis, avoit-il droit de répéter la somme qu'il avoit fournie ? ou, comme subrogé aux droits de Madame de Morangis, avoit-il droit de faire payer tant qu'elle vivroit, des arrérages du douaire par la Dame de Sandricourt ? M. de Gourgues pere a décidé cette question contre lui-même. Il a reconnu que le douaire ne pouvoit être regardé comme un conquêt de sa communauté, qu'il n'avoit pas droit d'en demander les arrérages, & qu'il étoit réduit à répéter la somme qu'il avoit déboursée.

La Dame de Sandricourt a-t-elle combattu cette prétention de M. son pere ? A-t-elle prétendu que ce n'étoit point le capital du remboursement qui lui étoit dû, mais les arrérages du douaire, tant que vivroit Madame de Morangis ? Non sans doute ; au contraire, après avoir demandé l'affirmation sur le paiement, elle a soutenu que M. son pere devoit au moins supporter une partie de la dépense des 16666 livres, puisqu'il avoit profité de l'extinction du douaire pendant la communauté & pendant la Garde-Noble.

Les Parties étoient donc d'accord sur la question qui nous divise aujourd'hui ; on convenoit de part & d'autre que le douaire ne formoit pas un conquêt dans la communauté de M. de Gourgues ; qu'il n'en pouvoit prétendre les arrérages, que s'il avoit une action, ce n'étoit que pour la répétition de ce qu'il avoit payé ; & c'est en effet sur ce pied que le compte a été arrêté, M. de Gourgues s'étant fait allouer en dépense les 16666 livres.

Après cela, M. de Gourgues fils peut-il abandonner ce qui a été soutenu par M. son pere ? Demander lui-même que l'on raye de la dépense du compte les 16666 liv. que M. son pere y a employées, & que l'on augmente le reliquat auquel M. son pere a soutenu que le compte devoit se réduire, pour se former une autre créance que M. son pere n'a jamais prétendue ? M. de Gourgues fils n'est-il pas tenu des faits de M. son pere, dont il est légataire universel ? On ne peut donc pas l'écouter quand il vient dire : Mon pere ne devoit pas demander le principal, ce sont les arrérages seulement qui lui sont dûs. Le fils n'a point d'action à exercer de son chef, il n'a point d'autre regle

à suivre que celle que son pere lui-même a établie : or le pere a soutenu que c'étoit le capital qui lui étoit dû. Il faut donc que le fils se renferme dans le même objet.

D'autant plus que, comme on l'a dit, la Dame de Sandricourt est convenue de sa part qu'il n'étoit point question des arrérages, mais seulement du capital; en sorte que sur cette question il y avoit un parfait accord entre le pere & la fille. Le pere demande le capital, la fille reconnoît que c'est le capital qui peut être prétendu : cela forme donc un engagement réciproque qui devient indissoluble.

Mais, dit-on, vous n'avez pas consenti de payer les 16666 liv. vous avez débattu l'article, les choses sont donc entieres. Une pareille équivoque ne mérite pas qu'on s'y arrête. J'ai débattu l'article, il est vrai; mais comment l'ai-je débattu? Ce n'a pas été en disant; Vous ne pouvez me demander que les arrérages du douaire pendant la vie de Madame de Morangis, & non la somme que vous avez payée; mais j'ai dit: Vous demandez le principal, cela est juste, si vous avez payé; & dans ce cas-là même vous devez m'acquitter de cette dette légitime en elle-même.

Ainsi, on ne peut trop le répéter, le pere & la fille étoient d'accord sur la question que l'on agit aujourd'hui; on convenoit de part & d'autre que la Dame de Sandricourt n'étoit point chargée des arrérages du douaire pendant la vie de Madame de Morangis; M. de Gourgues fils ne peut donc aujourd'hui le prétendre, puisqu'en cela il se trouve contraire à M. son pere, dont le fait le lie nécessairement.

En effet il conclut expressément à ce que l'on rave de la dépense du compte un article que M. son pere a demandé qu'on lui allouât, & qu'il s'est fait effectivement allouer dans la clôture du compte. Il combat donc la propre demande de son pere; mais peut-il être écouté dans une pareille demande, lui légataire universel, lui comblé des libéralités de M. son pere? Le propre fait de M. de Gourgues forme donc un obstacle invincible à sa demande.

Mais en second lieu, quand les choses seroient entieres, la demande de M. de Gourgues n'auroit aucun fondement & se trouveroit condamnée par les seuls principes que l'on peut reconnoître dans cette matiere.

Pour mettre ces principes dans le jour qui convient à une matiere si importante, il faut observer que le mari, pendant la communauté

munauté dont il est maître, a l'administration des biens de la femme. La Loi le constitue en quelque manière son Procureur, elle lui donne la régie, le gouvernement de ses affaires; mais quand il les administre, il le doit faire pour elle, & non pour se ménager à lui personnellement aucun intérêt propre. Tout ce que le mari fait pour sa femme, elle est censée le faire elle-même, & il seroit injuste dans nos mœurs, non-seulement qu'il s'enrichît aux dépens de sa femme, mais même qu'il ne lui conservât pas en particulier tous les avantages qui lui reviennent.

Mari administrateur des biens propres de la femme.

Si ce principe ne peut être défavoué, il en est un autre qui n'est pas moins incontestable, & qui balance en quelque manière la force du premier, c'est que le mari ne peut pas non plus enrichir sa femme aux dépens de la communauté, ce seroit un avantage prohibé par la Coutume qui ne défend pas seulement les donations, les libéralités faites directement par le mari à sa femme, mais encore les avantages indirects.

Mari ne peut enrichir sa femme aux dépens de la communauté.

La Loi toujours sage a introduit un juste tempérament entre ces deux extrémités; elle ne veut pas que la communauté s'enrichisse aux dépens de la femme, mais elle ne veut pas aussi que la femme profite aux dépens de la communauté, & pour conserver un juste milieu, elle a établi une règle dont on ne peut s'écarter; c'est que la femme doit profiter de tout ce qui a été fait en sa faveur, mais en rendant à la communauté tout ce qu'il lui en a coûté.

Ni l'un ni l'autre des conjoints ne doit être enrichi aux dépens de la communauté.

Par exemple, le mari a fait sur les biens de sa femme des dépenses nécessaires, ou du moins utiles, par-là le bien de la femme a considérablement augmenté; ce profit, cet avantage tourne entièrement au profit de la femme; mais pour dédommager la communauté, il faut lui rendre tout ce qu'il lui en a coûté. Par-là on rend à la communauté toute la justice qui lui est due, & on conserve à chacun des conjoints l'avantage qui lui est propre.

Récompense due pour réparations aux propres.

Il en doit être de même quand une rente due par l'un ou l'autre des conjoints est rachetée pendant la communauté, ce rachat opère une libération qui décharge les biens de celui qui étoit débiteur de la rente; on ne peut plus la faire revivre à son préjudice; mais de sa part il doit rendre à la communauté la somme qu'elle a déboursée pour faire le rachat. Ainsi le conjoint profite du rachat, & la communauté n'en souffre point; l'un conserve l'avantage qui lui est propre, l'autre est pleinement dé-

Récompense due pour rachat de rente que devoit un des conjoints.

dommagé; l'un gagne, si l'on veut, & l'autre ne perd rien. Tels sont les principes que l'équité a établis, telles sont les regles que nous trace la Coutume dans toutes les dispositions qui concernent la communauté.

Appliquons ces principes à l'espece particuliere. M. de Gourgues devoit un douaire de 1666 liv. par an à Madame de Morangis; M. de Gourgues, comme maître de la communauté, a racheté ce douaire moyennant 16666 liv. Si Madame de Gourgues ou la Dame de Sandricourt sa fille, veut profiter de ce rachat, rien ne peut l'en empêcher, parce que c'est une liberation qui lui est acquise; mais la communauté ne doit pas perdre ce qu'elle a payé. Ainsi en rendant à la communauté ce qu'il lui en a coûté, toutes choses se trouvent en regle; le conjoint liberé conserve son avantage, & la communauté remboursée ne souffre aucun prejudice.

Mais, dit-on, ce n'est pas là l'opération de la Coutume, quand il s'agit d'une rente rachetée pendant la communauté; l'art. 244 décide que, *quand aucune rente due par l'un des conjoints par mariage, ou sur ses héritages auparavant leur mariage, est rachetée par lesdits deux conjoints ou l'un d'eux, constant ledit mariage, tel rachat est réputé conquis.* Quel est l'effet de cet article? C'est que si on rachete une rente due par la femme, ou elle accepte la communauté, ou elle y renonce; si elle l'accepte, elle confond en elle-même la moitié de la rente, & doit l'autre aux heritiers de son mari; si au contraire elle y renonce, elle doit aux heritiers de son mari la rente en entier; mais elle doit ou la moitié ou la totalité dans la nature dont la rente est due; & si la rente n'est pas rachetable de sa nature, elle doit la continuer à perpetuité. Or un douaire viager n'est pas rachetable. Donc la Dame de Sandricourt devoit à M. de Gourgues son pere les arrerages du douaire, & non le remboursement de la somme payée pour le rachat, puisqu'elle a renoncé à la communauté.

Voilà tout le système de M. de Gourgues, mais on soutient qu'il est également contraire à la lettre de la Coutume, à son esprit & au sentiment de tous les Commentateurs.

Explication  
de l'art. 244  
de la Coutume  
de Paris  
par le 245.

Premierement, il est contraire au texte même de la Coutume. L'article 244 dont on vient de rapporter les termes, s'applique à toutes sortes de rentes dues par les conjoints; non-seulement il ne distingue point entre les rentes rachetables & non rachetables, mais il est vrai de dire qu'il comprend expressément les unes & les autres : *quand aucune rente due par l'un des conjoints, voilà*

les rentes constituées, ou sur ses héritages, voilà les rentes foncières & non rachetables. C'est de toutes ces rentes indistinctement qu'il est dit que le rachat qui en est fait est réputé conquêt. Mais la Coutume n'en demeure pas là, & elle explique dans l'article suivant ce qu'elle entend par ces termes, *est réputé conquêt. Et est tenu l'héritier ou détempleur d'héritage sujet à ladite rente, continuer la moitié de ladite rente, & payer les arrerages du jour du décès, JUSQU'A L'ENTIER RACHAT.* Cet article est lié avec le précédent par la particule &, pour faire sentir que ce n'est qu'une seule & même phrase, & une continuation de l'article qui précède. *Et est tenu l'héritier, &c.* De quoi donc est tenu l'héritier par rapport à cette rente rachetée & réputée conquêt, à cette rente; soit rachetable de sa nature, soit non rachetable? Il est tenu de la continuer jusqu'au rachat. Il n'est donc pas obligé de continuer la rente telle qu'elle étoit due originairement; car quoiqu'elle fût non rachetable de sa nature, l'héritier du conjoint est toujours le maître de la racheter, en rendant à la communauté le prix qu'elle a payé pour le rachat; c'est la Coutume qui le décide en propres termes: *Et est tenu continuer la moitié de ladite rente jusqu'au rachat.*

Le Conseil de M. de Gourgues, pressé par une disposition si textuelle, a prétendu que l'article 245 ne devoit s'entendre que des rentes rachetables de leur nature; mais outre qu'on verra dans la suite qu'il n'y a pas un Commentateur qui n'ait condamné cette distinction, elle ne peut se concilier avec le texte des deux articles. Ils parlent tous deux des rentes constituées & foncières; le 244, en disant: *Si aucune rente due par l'un des conjoints, ou sur ses héritages*; le 245, en disant: *L'héritier ou détempleur de l'héritage sujet à ladite rente.* Par-tout on réunit les deux especes de rentes rachetables ou non rachetables, & c'est par rapport à ces deux especes de rentes qu'il est dit qu'elles doivent être continuées jusqu'à l'entier rachat. Il est donc évident, par le texte de la Coutume, que le conjoint qui étoit débiteur d'une rente non rachetable, ne la doit continuer après la dissolution de la Communauté, que jusqu'à ce qu'il veuille la racheter.

Le douaire viager qui n'est pas rachetable de sa nature, & qui a cependant été racheté pendant la communauté, ne doit donc être continué après la mort d'un des conjoints, que jusqu'à ce que celui qui en étoit le débiteur originaire ou son héritier, en fasse lui-même le rachat.

Récompense établie par l'art. 244, est la même, soit que la rente fût rachetable ou non.

Secondement, la prétention de M. de Gourgues n'est pas moins contraire à l'esprit qu'au texte de la Coutume. Pourquoi dit-elle que la rente rachetée est *réputée conquêt*, & qu'on doit la continuer *jusqu'à l'entier rachat*? C'est qu'elle étoit animée des principes que l'on a établis ci-dessus. Elle a voulu que la communauté ne souffrît aucun préjudice du rachat qu'elle avoit fait d'une rente dûe par un des conjoints, pour cela elle a réputé la rente conquêt, afin qu'on continuât d'en payer les arrérages; mais d'un autre côté elle n'a pas voulu que le conjoint dont la rente avoit été rachetée, ne pût pas profiter de sa libération, & elle a jugé qu'elle lui étoit toujours acquise en rendant à la communauté ce qu'il lui en avoit coûté.

Rente rachetée par la communauté n'est conquêt que fictivement.

C'est dans cet esprit qu'elle dit que la rente rachetée est *réputée conquêt*; elle ne dit pas, comme M. de Gourgues le répète sans cesse, que la rente rachetée est un véritable conquêt; que la communauté est subrogée aux droits du créancier originaire, qu'elle prend sa place pour les exercer de la même manière qu'il l'auroit fait lui-même; en sorte que, si on ne pouvoit offrir le remboursement au créancier originaire, on ne peut pas aussi l'offrir à la communauté. La Coutume tient un langage bien différent; elle dit simplement que la rente est *réputée conquêt*, & qu'on doit la continuer *jusqu'au rachat*; c'est-à-dire, que ce n'est que par fiction qu'on la regarde comme conquêt, & que cette fiction cesse dès qu'on offre le rachat.

Allons plus loin, & approfondissons encore plus l'esprit de la Coutume. En faveur de qui la rente est-elle réputée conquêt? C'est en faveur du conjoint qui étoit originairement débiteur de la rente; la Coutume n'a pas voulu qu'au moment de la dissolution de la communauté on pût exiger le remboursement des sommes qu'elle avoit fournies; la Coutume permet de continuer la rente; mais elle laisse toujours au conjoint débiteur la liberté de se libérer, sans distinction de la qualité des rentes remboursées, c'est à-dire, soit qu'elles fussent rachetables, soit qu'elles ne le fussent pas.

Le conjoint libéré pendant la communauté n'est donc débiteur que de la somme tirée du coffre de la communauté: c'est une récompense qu'il lui doit, & c'est cette récompense que l'art. 245 appelle *l'entier rachat*; mais en attendant le paiement de cette récompense, il a la liberté de continuer les arrérages de la rente. Tel est l'esprit de la Coutume dans les articles 244 & 245.



Troisièmement, c'est aussi ce que nous trouvons établi par tous les Commentateurs. M<sup>e</sup> Charles Dumoulin, sur l'art. 244, qui étoit le 119 de l'ancienne Coutume, décide expressément que, si un usufruit ou un viage est racheté pendant la communauté, celui dont le propre a été libéré, ne doit à la communauté que la moitié de la somme qu'elle a payée : *Secus de servitute, etiam de usufructu extincto, quia tantum media summa debetur.*

Dupleffis, sur le même article, dit que, *quand une rente foncière a été rachetée pendant la communauté, elle a changé de nature par le rachat ; ce qui est si vrai, qu'au lieu qu'elle étoit inamortissable auparavant sans la volonté du créancier, on ne doute pas à présent qu'elle ne puisse s'amortir malgré lui.*

Le Brun est du même avis dans son Traité de la Communauté, livre 3, chapitre 2, section 1, distinction 5, nombre 10 ; car après avoir dit que dans la grande rigueur, la moitié de la rente foncière devoit persévérer en nature de rente non rachetable, il ajoute cependant, *qu'en égard aux causes de cette rente continuée, qui ne tient lieu en effet que D'UNE RECOMPENSE DUE EN DENIERS, & d'un mi-denier à l'ordinaire, il est vrai que les héritiers offrans de rembourser ce mi-denier, le conjoint ou ses héritiers ne pourroient pas se dispenser d'y donner les mains.*

Voilà donc le principe établi pour la Dame de Sandricourt, bien reconnu. Quand une rente due par la femme a été remboursée pendant la communauté, que doit-elle aux héritiers de son mari après la dissolution de cette communauté ? Elle ne doit qu'une récompense en deniers ; elle ne doit qu'une restitution à la communauté de la somme qu'elle a fournie. Il est vrai qu'elle ne peut pas être contrainte à cette restitution, si elle veut continuer la rente jusqu'à ce qu'elle ait des deniers pour en faire le rachat, & c'est en cela que la Coutume dit que la rente rachetée est réputée conquête jusqu'au rachat ; mais cette faculté accordée en faveur du conjoint libéré, n'empêche pas qu'au fond ce ne soit une simple récompense en deniers qui soit due au mari.

Non-seulement cela résulte clairement du texte & de l'esprit de la Coutume, aussi-bien que du sentiment des Commentateurs, mais on peut dire que c'est la règle générale du Droit Coutumier. La Coutume de Melun, article 220, celle d'Etampes, art. 101, y sont formelles ; elles portent toutes deux : *Que quand aucune rente due par l'un des deux conjoints est rachetée pendant le mariage des deniers communs, tel rachat est réputé conquête, tellement que celui auquel appartient l'héritage qui étoit chargé de la rente, ou son*

Aktion de récompense de communauté est toujours mobilière.

Art. 224 de la Coutume de Paris expliqué par celles de Melun & d'Etampes.

*héritier, est tenu, après le mariage dissolu, de rembourser à l'autre, ou à son héritier, la moitié du prix dudit rachat, si mieux ne veut payer & continuer la moitié de la rente. Ainsi c'est une faculté qui réside dans la personne du conjoint dont la rente a été remboursée; il peut rendre les deniers, si mieux il n'aime continuer la rente. C'est donc une simple récompense en deniers.*

Cette vérité si fortement combattue au Châtelet, sembloit devoir éprouver la même contradiction sur l'appel; on devoit s'y attendre après les efforts que l'on avoit faits pour la combattre; mais on a été fort surpris, au moment que la Cause s'est portée à l'Audience, d'entendre avouer par M. de Gourgues, que, quoique le douaire viager ne soit pas remboursable de sa nature, cependant la Dame de Sandricourt avoit toujours eu le droit de rembourser les 16666 liv. à M. de Gourgues. On a abandonné le point de droit soutenu avec tant de chaleur, & on s'est réduit au frivole subterfuge de dire que dans le fait la Dame de Sandricourt n'avoit jamais fait ni offert le remboursement, & qu'il n'étoit plus tems de l'offrir après la mort de la Dame de Morangis, puisque tous les arrérages étoient acquis à M. de Gourgues & à sa succession.

Pour réduire la Cause à cet objet, il ne falloit pas l'annoncer avec tant d'éclat; on ne dispute plus que sur une circonstance de fait qui ne peut fournir aucun prétexte de défenses à M. de Gourgues. On dit que la Dame de Sandricourt n'a jamais offert le remboursement. Mais, 1°. M. de Gourgues son pere a été son Tuteur depuis 1709 jusqu'en 1717. Pouvoit-elle lui offrir un remboursement dans cet intervalle? C'étoit au pere, comme Tuteur, à se l'offrir à lui-même. 2°. En 1717 la Dame de Sandricourt n'a pas été réduite à la nécessité d'offrir le remboursement. M. de Gourgues l'a demandé lui-même, en employant les 16666 l. dans la dépense de son compte, & leur faisant produire des intérêts depuis 1709, puisqu'avec cette somme il en a compensé d'autres qui produisoient intérêt; la Dame de Sandricourt n'a pas dit alors, comme on le suppose: J'aime mieux continuer les arrérages de la rente; au contraire, elle a offert d'allouer l'article, en affirmant par M. de Gourgues qu'il avoit payé; ainsi elle a offert ce remboursement. 3°. Ce remboursement a même été exécuté, puisque les 16666 livres sont entrées réellement dans la dépense du compte, & que c'est, déduction faite de cette somme, que M. de Gourgues n'est demeuré débiteur que de 54000 livres. Ainsi il y a

bien plus que des offres , puisqu'il y a un paiement effectif.

Il est vrai que ce paiement a été accompagné de réserves , non pas pour constater le remboursement , mais pour le réduire ou pour l'éteindre par des objets que l'on expliquera dans un moment ; mais il est toujours certain que la Dame de Sandricourt n'a pas usé de la faculté de continuer les arrérages du douaire , & qu'elle a pris le parti de se charger envers la communauté de la somme payée des deniers communs.

Ainsi M. de Gourgues ne sera pas plus heureux dans son nouveau système que dans l'ancien , dans la question de fait que dans celle de droit. Madame de Sandricourt n'étoit point obligée de continuer les arrérages du douaire , elle ne l'a point voulu , elle s'en est bien expliquée ; elle n'a donc pu devoir qu'une récompense en deniers.

Mais , si cela est , nous dira-t-on , le compte doit donc demeurer tel qu'il est ; on y a alloué en dépense les 16666 livres. Il faut que cette dépense subsiste , & la réserve faite pour la Dame de Sandricourt n'a plus d'objet. On soutient au contraire que , quoique la somme de 16666 liv. fût due , la Dame de Sandricourt en est quitte par deux circonstances qui en doivent procurer l'entière décharge. C'est ce qui reste à examiner.

1°. Par le remboursement que l'on suppose toujours avoir été fait à Madame de Morangis , M. de Gourgues pere a été déchargé pendant la communauté des arrérages du douaire qu'il auroit dû payer chaque année sur le pied de 1666 livres. Cette communauté a duré depuis 1696 jusqu'en 1701. Alors M. de Gourgues a demandé la Garde-Noble. Pendant qu'elle a subsisté , c'est-à-dire , jusqu'en 1709 , il auroit dû encore payer les 1666 l. par an pour le douaire de la Marquise de Morangis , & il en a été déchargé au moyen du même remboursement. Pendant ces 13 années il a profité du rachat & de l'extinction du douaire , & il ne lui en a coûté que l'intérêt des 16666 liv. payées à Madame de Morangis , c'est-à-dire , 833 livres par an. Il a donc gagné chaque année pareille somme de 833 liv. ce qui a fait pour les treize ans un bénéfice de 10829 liv. Si après cela la Dame de Sandricourt avoit remboursé les 16666 liv. à M. de Gourgues , il est évident qu'il auroit un profit très-considérable qui ne lui coûteroit rien ; il auroit son capital avec tous les intérêts jusqu'en 1709 , & il auroit fait un bénéfice de 10829 liv. La communauté , qui a racheté une rente due par la femme , ne doit rien perdre , mais aussi ne doit

rien gagner ; il faut donc qu'elle contribue au rachat , à proportion du bénéfice qu'elle y a trouvé.

D'un autre côté , il n'est pas permis de penser que la Dame de Sandricourt rachete le douaire de Madame de Morangis en 1709 sur le pied qu'il avoit été racheté en 1696 ; un douaire viager , quant à l'estimation du fonds , diminue tous les ans de valeur. En 1696 , Madame de Morangis n'avoit que 57 ans ; en 1709 elle en avoit 70 : or le douaire viager d'une femme de 70 ans ne s'estime pas autant que celui d'une femme de 57 , & par conséquent il n'est pas juste que la Dame de Sandricourt paye 16666 l. en 1709.

Il falloit donc faire une contribution entre le pere & la fille , que le pere , qui avoit gagné pendant treize ans 833 livres sur le douaire , confondît en lui-même une partie des 16666 l. & que la fille lui payât seulement le surplus. Cette contribution alors auroit été portée à peine à la moitié pour la Dame de Sandricourt ; cependant Madame de Morangis n'étant morte qu'en 1733 , la Dame de Sandricourt , qui a profité pendant 24 ans de l'extinction du douaire , a fixé elle-même sa contribution à près des deux tiers , parce que le douaire ayant été éteint pendant 37 ans , les 24 années de la Dame de Sandricourt en font presque les deux tiers. Par cette opération , la part de M. de Gourgues pere , dans le rachat , seroit de 6015 liv. & sa succession seroit au moins obligée de restituer cette somme avec les intérêts depuis 1709 , tels qu'ils sont dûs aux mineurs par leurs Tuteurs.

2°. Pour les 10651 liv. d'excédent qui tomboient sur la Dame de Sandricourt , suivant cette opération , elle ne feroit aucune difficulté de l'allouer à la succession de M. de Gourgues son pere , si ce n'étoit une somme mobilière dont M. de Gourgues a été obligé d'acquitter la Dame sa fille , comme Gardien-Noble. L'art. 267 de la Coutume de Paris y est formel : *Le Gardien a l'administration des meubles , & fait les fruits siens durant ladite garde , tous les meubles , tant héritages que rentes appartenans aux mineurs , à la charge de payer & acquitter par ledit Gardien les dettes & arrérages de rente que doivent lesdits mineurs.* La récompense en deniers due par la Dame de Sandricourt , étoit une dette dont elle étoit tenue , comme on le vient de dire , pour 10651 liv. M. de Gourgues a donc dû acquitter cette dette ; il auroit dû la payer à un étranger , & il doit donc la confondre en lui-même , puisqu'il en est en même tems & le créancier & le débiteur ; créancier à cause de la communauté qui lui reste , débiteur à cause de la Garde-Noble.

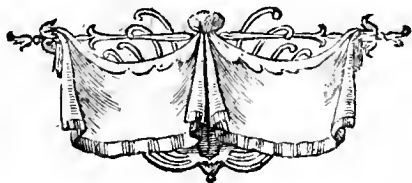
Dans

Dans les moyens qu'on vient d'établir, on a toujours supposé que M. de Gourgues pere avoit fait un payement effectif des 16666 liv. à Madame de Morangis, & dans ce cas-là même, on a prouvé qu'il n'avoit pas dû se faire allouer cette somme en dépense dans le compte de tutele rendu à la Dame sa fille; mais ce payement a-t-il été réel? Madame de Morangis a affirmé qu'elle n'avoit rien reçu, & M. de Gourgues à qui elle a déferé l'affirmation contraire, a toujours refusé de la faire. Il est vrai que par l'Arrêt de 1705, il a été déchargé des arrérages du douaire envers Madame de Morangis; mais on n'a pas jugé pour cela qu'il avoit payé, on a jugé seulement qu'il étoit bien déchargé, soit qu'il eût payé, soit que la quittance ne fût qu'une libéralité de la part de Madame de Morangis.

Lors donc que M. de Gourgues veut répéter la même somme contre la Dame sa fille, il faut qu'il soit constant qu'il l'a payée réellement; aussi le Tuteur de la mineure a-t-il exigé le serment de M. de Gourgues, qui a refusé de nouveau de le faire.

Dans de pareilles circonstances, pourroit-on condamner la Dame de Sandricourt à payer, on ne dit pas les vingt-quatre années du douaire depuis 1709, ce qui n'est pas proposable, mais même ou partie ou le total des 16666 l.? Ce seroit faire rendre par une mineure ce qui n'a jamais été payé pour elle; cela est évident, & l'injustice est trop sensible pour que la Cour puisse jamais la faire triompher.

Tout se réunit donc pour la défense de la Dame de Sandricourt, & les principes de droit, & les circonstances du fait: ces différens moyens doivent faire d'autant plus d'impression, qu'il n'y en a pas un seul que la Cour ne doive regarder comme précieux; puisqu'ils tendent tous à décharger une mineure de ce qu'elle n'a jamais pu devoir.



## CXVI. PROCES A LA TROIS.

POUR le Sieur André Goudemet , Avocat en la Cour ;  
en qualité de Tuteur de Demoiselle Marie-Anne-  
Françoise Goudemet sa fille mineure , Demandeur  
& Défendeur.

CONTRE le Sieur Paul Regnault , & la Demoiselle  
Marie-Joseph Warnier son épouse , Défendeurs &  
Demandeurs.

## Q U E S T I O N .

*Quand un des enfans est suspect de s'être emparé  
de tout par fraude , quelle ressource a l'autre ,  
pour rétablir l'égalité.*

**L**Es Sieur & Dame Regnault condamnés à partager égale-  
ment la succession de la veuve Warnier avec la Demoiselle  
Goudemet sa petite-fille , se sont proposés depuis de la réduire à  
de si foibles objets , que la victoire remportée par la Demoiselle  
Goudemet lui devient absolument inutile. Lorsqu'ils faisoient tant  
d'efforts pour faire confirmer le testament de la veuve Warnier ,  
ils n'avoient pas sans doute de sa succession les foibles idées qu'ils  
voudroient en donner aujourd'hui : ils la trouvoient opulente  
quand ils avoient un testament en leur faveur ; aujourd'hui que  
ce titre est pros crit , ils supposent qu'ils ont plaidé sans objet , &  
qu'il n'y a rien dans la succession , c'est-à-dire , qu'ils cherchent  
à dépouiller leur niece par une voie indirecte , quand ils n'ont pas  
pu parvenir à lui enlever ouvertement le droit qui lui étoit ac-  
quis par la nature , & que le contrat de mariage de sa mere lui  
assuroit irrévocablement. Mais il ne sera pas difficile de faire con-  
noître qu'il y a des biens considérables dans cette succession , &  
que les précautions mêmes que l'on a prises pour les faire dispa-  
roître , ne servent qu'à les manifester.

F A I T.

Philippe Warnier , Orfèvre de la Ville d'Arras , épousa en  
1676 Demoiselle Marie-Françoise Caron ; il mourut en 1694

laissant deux filles mineures; l'aînée fut mariée en 1700 au sieur Regnault, la cadette épousa en 1714 le sieur Goudemet.

Par le contrat de mariage des Sieur & Dame Goudemet, qui est du 15 Septembre 1714, Marie-Françoise Caron, veuve de Philippes Warnier, promet à sa fille une dot de 4300 liv. André Caron, Chanoine de l'Eglise d'Arras, frere de la veuve Warnier, promet à sa niece une somme de 1000 liv. La future épouse avoit outre cela du chef d'un oncle paternel la moitié d'une maison située dans la Ville d'Arras, & de quelques héritages de campagne.

Le mariage ne fut pas de longue durée; la Dame Goudemet mourut au mois d'Octobre 1715, laissant une fille dont les droits sont actuellement l'objet de la contestation.

Aussi-tôt que la Dame Goudemet fut morte, la Dame Regnault sa sœur ne pensa qu'à envahir les biens d'une mere âgée & facile à surprendre. Il falloit pour cela s'assurer de la personne même de la veuve Warnier; un voyage que le sieur Goudemet fut obligé de faire, facilita cette entreprise. On s'empressa d'en profiter. Le 21 Février 1716 on fit conduire la petite Goudemet avec sa nourrice chez une sœur de son pere, & l'on emmena la Dame Warnier chez le sieur Regnault son gendre, où l'on fit transporter tous les meubles & effets qu'elle avoit chez elle.

Le mobilier de la veuve Warnier étoit très-considérable; depuis la mort de son mari elle avoit continué le commerce d'Orfèvrerie; elle avoit chez elle une grande quantité de vaisselle d'argent pour son commerce, outre celle qui étoit à son usage; elle étoit meublée convenablement; elle avoit beaucoup de linge, & il lui étoit dû plusieurs sommes par billets ou suivant ses Registres.

Son bien d'ailleurs consistoit en une maison dans la Ville d'Arras, & en plusieurs Domaines à la campagne; elle avoit un contrat de constitution de 136 liv. de rente, au principal de 3000 l. sur la Dame Hebert, veuve d'un Conseiller au Conseil d'Artois; le sieur d'Ayette lui en devoit une autre au principal de 7000 liv. dans laquelle il ne revenoit à la Dame Caron sa belle-sœur que 1700 liv. enfin il lui étoit dû encore une autre rente au principal de 650 liv. par le nommé de Buire; tout cela réuni faisoit un objet environ de 1100 liv. de revenu indépendamment de son mobilier dont on pouvoit encore placer une grande partie; en sorte que cette veuve pouvoit être regardée comme une des personnes des plus aisées de son état.

Il est vrai qu'elle devoit encore 3000 liv. de la dot promise à la Dame Goudemet sa fille ; mais les Sieur & Dame Regnault lui ayant rendu le 25 Juin 1716 une somme de 2000 liv. qu'elle leur avoit prêtée , comme ils l'ont déclaré dans leurs interrogatoires , elle fut bientôt en état de payer le sieur Goudemet ; & en effet il lui donna une quittance finale de la dot le 21 Août 1717.

La veuve Warnier retirée chez sa fille où elle ne devoit payer que 300 liv. de pension , selon ce que les Sieur & Dame Regnault ont encore déclaré dans leur interrogatoire , ne pouvoit donc pas dépenser son revenu , qui , comme on l'a dit , montoit au moins à 1100 liv. elle devoit conserver tout son mobilier , si elle n'en employoit pas une partie en fonds ; cependant si l'on en croit aujourd'hui les Sieur & Dame Regnault , tout a été dissipé , & il ne restoit presque rien à la veuve Warnier à son décès.

En effet dès le 10 Septembre 1717 on lui fit vendre sa maison , de peur qu'elle ne fût tentée d'y retourner ; le prix fut de 4500 l. dont 1500 liv. furent payées comptant ; pour les 3000 liv. restant , l'Acquereur constitua sur lui une rente de 150 liv. qu'il remboursa le 31 Mars 1719. Mais ce prix de 4500 liv. n'étoit pas sérieux , la maison valoit bien davantage , & le sieur Goudemet offre encore de la prendre actuellement pour 8000 liv. aussi ne peut-on pas douter que les Sieur & Dame Regnault n'aient été les véritables Acquéreurs , sous le nom des freres Tirement.

Quoi qu'il en soit , voilà déjà 4500 liv. d'argent comptant que la veuve Warnier a dû recevoir , sans qu'il paroisse qu'il en ait été fait aucun emploi.

Le 31 Mars 1720 le sieur d'Ayette remboursa les 7000 liv. principal de la rente de 350 liv. qu'il avoit constituée originairement au profit du sieur Caron , pere de la Dame Warnier. Par le partage qui avoit été fait de la succession du sieur Caron le 18 Juin 1703 , on avoit fait entrer dans le lot de la Dame Warnier 3600 liv. à prendre dans le capital de 7000 l. les 3400 l. restans étoient échus à André Caron son frere , Chanoine de l'Eglise d'Arras ; mais depuis , André Caron étant décédé , la veuve Warnier sa sœur , & son héritière pour moitié , avoit eu encore 1700 l. dans le capital , en sorte que dans le remboursement des 7000 liv. il lui revenoit à elle seule 5300 liv.

Le 5 Juin de la même année 1720 les 3000 liv. capital de la rente de 136 liv. à elle dûe par la Dame Hebert , lui furent aussi



remboursées ; & enfin le 10 du même mois de Juin , elle reçut encore du nommé Buire le remboursement de 650 l.

Le prix de ces ventes & de ces remboursemens que la Dame Warnier a touchés en moins de trois ans , monte à 13450 l. on ne voit pas qu'il en ait été fait pour un sol d'emploi. Les Sr & D<sup>e</sup> Regnault sont convenus seulement dans leurs interrogatoires , que la Dame Warnier leur en avoit remis 6000 liv. au mois de Juillet 1720. Ils pouvoient disconvenir de cet article comme des autres , puisqu'ils n'avoient donné aucune reconnoissance à la veuve Warnier , ou qu'ils s'en étoient emparés après sa mort ; mais ils ont senti qu'une dissipation de 13450 liv. feroit trop d'impression , & frapperoit sur eux trop vivement. Pour affoiblir l'objet , ils se sont chargés d'une partie , & se sont flattés que l'autre échapperoit à la sévérité de la Justice : on verra dans la suite si cet artifice peut leur être de quelque secours.

Il faut observer seulement ici , que les Sieur & Dame Regnault firent un emploi très-utile de ces 6000 liv. puisqu'ils servirent à payer en partie le prix d'une maison qu'ils achetèrent dans le même-tems de la Dame Hebert. Le prix de cette maison fut de 9000 l. dont 3000 l. furent payées par la quittance que la Dame Warnier donna à la Dame Hebert du capital de la rente de 136 l. qu'elle lui devoit , & les 6000 l. restans avec pareille somme que la Dame Warnier donna aux Sieur & Dame Regnault sur les remboursemens qu'elle avoit reçus.

Cette maison dont jouissent les Sieur & Dame Regnault a donc été entièrement payée sur le bien de la Dame Warnier ; le sieur Goudemet la prendroit bien encore pour les 9000 liv. qu'elle a coûté.

Quoi qu'il en soit la Dame Warnier qui avoit quatre-vingt-deux ans quand elle est entrée chez sa fille , y est morte le 9 Novembre 1727 dans un âge extrêmement avancé. Sa succession devoit être partagée par moitié entre la Dame Regnault sa fille , & la Demoiselle Goudemet sa petite-fille , suivant une clause expresse du contrat de mariage des Sieur & Dame Goudemet : cependant on a vu paroître un testament du 7 Janvier 1717 par lequel elle avoit légué à la Dame Regnault sa fille , *tous ses meubles , or , argent , argenterie , bagues , bijoux , étain , linge , tapisseries , bleds , loyers de maison , vendanges , dettes actives , & arrérages de rentes héritières qui lui seroient dûes au jour de son décès , & avoir ordonné que le surplus de ses biens , Fiefs , cotteries , main ferme , anciens manoirs , rentes par lettres , & généralement tout ce dont elle*

*n'avoit pas disposé en faveur de la Dame Regnault sa fille , seroit partagé entre les enfans de la Dame Regnault & la Demoiselle Goudemet , par égales portions à compte de têtes.*

Dans la situation où se trouvoit la succession de la Dame Warnier au jour de son décès , la maison de la Ville d'Arras ayant été vendue & les rentes remboursées sans aucun emploi , la Demoiselle Goudemet ne pouvoit partager , suivant le testament , que les Domaines de campagne qui , suivant les Sieur & Dame Regnault , rapportent à peine 350 liv. La Demoiselle Goudemet n'auroit donc eu qu'un huitieme qui n'auroit pas produit 50 liv. de revenu , encore sur cela auroit-elle été obligée de payer sa portion des dettes , suivant une autre clause du testament qui porte , *à condition par mesdits petits-enfans de payer à concurrence de têtes , mes dettes , obseques & funérailles , quoique j'aye donné tous mes meubles à madite fille Marie-Joseph , pour être ainsi mon intention & pour causes à moi connues.*

De pareilles dispositions ne pouvoient pas se soutenir ; principalement quand on les rapprochoit du contrat de mariage des Sieur & Dame Goudemet , par lequel la Dame Warnier avoit rappelé les enfans qu'elle pourroit avoir , à partage égal avec la Dame Regnault ou ses enfans. Le sieur Goudemet comme Tuteur de sa fille , a donc été obligé de demander que , sans avoir égard au testament de la Dame Warnier , il fût procédé à un partage égal entre sa fille & la Dame Regnault. Cette question étoit peu intéressante pour la Dame Regnault , si la succession de la mere étoit réduite à l'état déplorable sous lequel elle la représente aujourd'hui ; mais comme elle en jugeoit elle-même bien différemment , elle a fait les plus grands efforts pour soutenir le testament. La contestation a été portée d'abord devant les Juges des lieux , & ensuite par appel en la Cour , où il est intervenu Arrêt le le premier Septembre 1735 , par lequel il a été ordonné qu'il seroit procédé au partage égal & par moitié , des biens tant meubles qu'immeubles de la succession de Marie-Françoise Caron , veuve Warnier , entre la Dame Regnault d'une part & le sieur Goudemet , comme Tuteur de sa fille , de l'autre.

En exécution de cet Arrêt on a poursuivi les Sieur & Dame Regnault pour représenter les effets de la succession , & proceder au partage ; mais au lieu de se soumettre de bonne foi à l'exécution de l'Arrêt , ils ont fait signifier un état des biens de la succession manifestement illusoire. Ils le composent premierement de vaisselle d'argent qu'ils font monter à cinquante marcs ou en-

Promesse de venir à partage égal faite par contrat de mariage ne se peut renverser par un testament. Arrêt 1 Sept. 1735.

viron, ce qui feroit un objet de 2400 livres. Secondement, de meubles meublans qui ne vaudroient pas 500 l. Troisiemement, de deux petites rentes, faisant ensemble 57 liv. 18 s. par an : & enfin d'héritages de campagne, que l'on évalue à 3000 livres de revenu pour neuf ans, ce qui feroit environ 333 livres par an.

On ne parle point dans cet état de tout le mobilier que la veuve Warnier possédoit lorsqu'on l'avoit enlevée & conduite chez sa fille; on ne parle point non plus du prix des biens vendus ou remboursés pendant que la veuve Warnier demuroit chez la Dame Regnault sa fille; on a déjà vu que le prix montoit à 13450 liv. les Sieur & Dame Regnault sont même convenus dans leurs interrogatoires que la Dame Warnier leur en avoit remis 6000 liv. cependant on passe ces articles sous silence, comme si cela étoit fondu & entierement éclipsé.

Mais ce qui acheve de démontrer l'infidélité qui regne dans cet état, & la mauvaise foi qui préside à la défense des Sieur & Dame Regnault, est qu'en même-tems qu'ils font disparaître les biens, ils chargent la succession de plus de 5000 liv de dettes, & entr'autres de 4688 liv. 17 s. 9 d. pour la pension de la veuve Warnier, pendant onze ans huit mois & vingt jours qu'elle a demeuré chez sa fille; ensorte que dans leur système la veuve Warnier auroit reçu plus de 13000 liv. de capital, auroit consumé tous ses revenus, & non seulement n'auroit fait aucun emploi, mais n'auroit pas même payé un seul instant de sa pension : c'est assurément le comble de l'absurdité.

Aussi le sieur Goudemet ayant soutenu que la succession de la Dame Warnier étoit bien différente du tableau qui en étoit donné par l'état des Sieur & Dame Regnault, la Cour par Arrêt du 12 Avril 1736, a ordonné qu'il seroit informé, tant par titres que par Témoins, & par commune renommée, des forces de la succession de la veuve Warnier. En conséquence il y a eu des Enquêtes respectives faites sur les lieux. Il s'agit donc maintenant de fixer, soit sur les titres que l'on a rassemblés, soit sur ce qui résulte des dépositions des Témoins, le véritable état de la succession, pour parvenir au partage égal ordonné par l'Arrêt du premier Septembre 1735.

Quand il s'agit de partager une succession en ligne directe, la masse des biens ne doit pas seulement être composée de ce qui se trouve existant au jour du décès de l'ascendant, mais encore de tout ce qui a pu tourner au profit d'un des enfans, soit que

Cas où l'on informe de l'état d'une succession par commune renommée. Arrêt 12 Avril 1736.

MOYENS.

Avantage fait  
de la main à la  
main.

tout cela lui ait été donné, soit qu'il s'en soit emparé, & qu'il l'ait diverti, parce que l'égalité est de l'essence du partage, & qu'elle en est la loi fondamentale. Si les biens de l'ascendant ayant été vendus, ou les rentes remboursées, il a remis les deniers de la main à la main à un de ses enfans, ou que l'enfant ait trouvé le secret de s'en emparer, il est évident que la somme qu'il a reçue est sujette à rapport lorsqu'il vient à partage, ou doit entrer en masse pour former la légitime des autres, puisqu'on ne peut pas faire par une voie indirecte que l'enfant ait quelque avantage sur les autres, quand on ne pourroit pas lui faire le même avantage ouvertement.

Tout se réduit donc, dans le fait particulier, à examiner ce qu'est devenu le bien de la veuve Warnier, qu'il est question de partager aujourd'hui entre la Dame Regnault & la Demoiselle Goudemet. Selon la Dame Regnault il se réduit à un mobilier d'environ 3000 l. à quelques héritages de campagne qu'elle évalue à 333 liv. de revenu, & par conséquent à 7000 l. ou environ de capital, & à deux petites rentes montant ensemble à 57 liv. 18 s. par an. Le tout monteroit à 12000 liv. sur quoi elle prétend qu'il faut prélever plus de 5000 liv. de dettes; en sorte qu'il ne resteroit guère que 6000 l. à partager, ce qui feroit 3000 l. pour chaque tête. Il y a d'abord sur ce système quelques observations qui ne peuvent souffrir aucune difficulté.

1°. Les Sieur & Dame Regnault sont convenus séparément dans leurs interrogatoires que la veuve Warnier leur avoit remis en 1720 une somme de 6000 l. Comment pourroient-ils se dispenser de la rapporter à la masse, & de la faire entrer en partage? Dès qu'ils sont héritiers, ils ne peuvent se dispenser de faire un partage égal; ils y sont même condamnés par l'Arrêt de 1735. Il est certain qu'il faut au moins ajouter à leur état cette somme de 6000 l. d'autant plus qu'ils ne disent pas que cette somme leur ait été donnée, mais qu'elle leur a été remise; on a même vu qu'ils l'avoient employée à acheter une maison qui vaut encore tout le prix qu'elle leur a coûté; ils ne peuvent donc se dispenser de rapporter cette somme à la succession. On ne voit pas que l'on puisse former sur cela le moindre doute.

2°. Il faut retrancher de l'état des dettes les 4688 l. 17 s. 9 d. que l'on employe pour les pensions de la veuve Warnier pendant onze ans huit mois & vingt jours, puisqu'il est absurde de prétendre que ces pensions n'aient pas été payées. La veuve Warnier ne devoit payer que 300 l. de pension, suivant les interrogatoires

rogatoires des Sieur & Dame Regnault , & elle jouissoit , quand elle est entrée chez eux , de 1100 l. au moins par an , indépendamment de tout son mobilier ; elle a toujours même joui depuis des héritages de campagne qui rapportoient au moins 333 l. suivant les Sieur & Dame Regnault , & des deux petites rentes montant à 57 l. 18 s. ce qui faisoit près de 400 l. Elle étoit donc bien en état de leur payer 300 l. par an ; enfin elle leur a remis 6000 l. en 1720 dont l'intérêt égalait encore la pension ; ainsi de toute manière la demande de la pension est insoutenable , & doit être retranchée. On diroit en vain qu'on ne rapporte pas de quittance ; car outre que la compensation seule dont on vient de parler suffiroit , si la veuve Warnier n'avoit pas pris de quittances , ce seroit un avantage évident qu'elle auroit fait à sa fille. Enfin les Sieur & Dame Regnault qui n'ont point fait apposer de scellé , qui n'ont point fait faire d'inventaire , ont été maîtres de s'emparer des quittances après la mort de la veuve Warnier ; ils ne peuvent donc tirer aucune induction de ce qu'elles ne sont pas rapportées , & ils n'en sont pas moins exclus de toute prétention à cet égard.

Dans ces circonstances ajoutant à 12000 liv. ou environ , dont on compose l'état , la somme de 6000 liv. reçue en 1720 , & retranchant 4688 liv. de l'état des dettes , sauf à examiner le surplus , la succession seroit toujours d'environ 18000 liv. dont il reviendrait à la Demoiselle Goudemet 9000 liv. avec les intérêts depuis le décès de la veuve Warnier.

Mais il s'en faut bien que la succession soit réduite à ces objets ; voyons ce que sont devenus tous les biens que la veuve Warnier possédoit lorsqu'elle a été enlevée de sa maison , & conduite chez les Sieur & Dame Regnault ; voyons si le prix s'en est évanoui , ou s'il a tourné au profit des Sieur & Dame Regnault.

La veuve Warnier avoit quatre-vingt-deux ans lorsqu'elle a perdu la Dame Goudemet sa fille , & qu'elle est allée demeurer chez la Dame Regnault sa fille aînée. Dans un âge si avancé , quoique l'on jouisse encore de toute sa raison , il faut convenir que l'on est bien plus susceptible de toute impression étrangère , que quand on est dans la force de l'âge. Le détail de l'administration de son bien devient fatigant ; on aime à s'en reposer sur d'autres personnes ; & quand il ne nous reste qu'un enfant avec qui l'on demeure , on lui confie ses papiers , son argent , on signe facilement tout ce qu'il nous présente ; content d'une vie douce

Abandon des  
soins domestiques dans  
l'âge avancé.

& tranquille , on abandonne à sa vigilance tout ce qui s'appelle soins domestiques. Tel étoit l'état de la Dame Warnier , lorsqu'elle est allée demeurer chez la Dame Regnault.

Si c'est de son propre mouvement qu'elle a pris le parti d'abandonner son commerce & sa maison , pour aller demeurer avec sa fille , c'est une preuve qu'elle ne se sentoît plus propre aux affaires & à la conduite de son bien ; c'est une preuve qu'elle a voulu se débarrasser de tout sur les Sieur & Dame Regnault. Si au contraire ce sont les Sieur & Dame Regnault qui l'ont en quelque manière obligée de venir avec eux ; c'est une preuve que la Dame Warnier n'avoit pas la force de leur résister , & qu'ils avoient déjà acquis sur elle un empire qui a dû nécessairement se fortifier de plus en plus dans la suite ; & dans tous les cas on doit nécessairement reconnoître que tout ce qui s'est passé depuis dans l'administration des biens de la veuve Warnier , est l'ouvrage des Sieur & Dame Regnault seuls.

La suite des opérations mettra cette vérité dans tout son jour. C'est le 21 Février 1716 que la veuve Warnier est entrée chez la Dame Regnault sa fille. Dès 1717 on lui fait faire la vente de la maison qu'elle occupoit auparavant ; aucun motif ne l'engageoit à vendre , elle n'avoit point de dettes , & en effet elle avoit entièrement acquitté la dot de la Dame Goudemet trois semaines avant la vente de la maison ; la quittance finale de la dot donnée par le sieur Goudemet est du 21 Août 1717 , & le contrat de vente du 10 Septembre de la même année ; ainsi elle n'avoit aucun intérêt , aucun motif pressant de vendre.

Le prix de la vente est de 4500 liv. quoique la maison valût au moins 8000 l. De ce prix 1500 l. sont payées en deniers comptans , pour le surplus on crée une rente de 150 liv. au principal de 3000 l. qui sont remboursées le 31 Mars 1719. Il y a bien de l'apparence que ce sont les Sieur & Dame Regnault qui ont été les Acquéreurs sous le nom de Tirement. Le sieur Regnault étoit dans les liaisons les plus intimes avec le sieur Tirement , jusqu'à lui servir de caution , comme il est prouvé au Procès : ainsi il y a tout lieu de croire que dans l'acquisition de la maison , Tirement n'étoit que le prête-nom de Regnault , & que le sieur Regnault s'est fait donner quittance par sa belle-mère sans rien payer. Mais quand Tirement seroit le véritable Acquéreur , qu'est devenu le prix de la maison , ce prix payé tout en deniers comptans & qui pour une personne de l'état de la veuve Warnier faisoit un objet assez considérable pour être employé utilement ? Les

4500 liv. ont disparu, on n'en voit absolument aucun emploi; il faut donc nécessairement que les Sieur & Dame Regnault l'aient reçu, & en aient profité, s'ils ne sont pas les véritables Acquéreurs.

Il en est de même des rentes qui ont été remboursées. Le 30 Mars 1720 la veuve Warnier & la Dame Caron sa belle-sœur ont donné quittance au sieur d'Ayette d'un capital de 7000 l. dans lequel il revenoit à la veuve Warnier 5300 l. suivant le calcul que l'on a fait ci-dessus : le 5 Juin la veuve Warnier paroît encore recevoir 3000 liv. de la Dame Hebert, pour le remboursement de la rente à elle dûe; on dit qu'elle paroît recevoir, car il y a bien de l'apparence que réellement elle n'a rien touché, puisque dans la quittance la Dame Hebert déclare que les 3000 l. proviennent du prix d'une maison qu'elle a vendue à Pierre-Paul Regnault & son épouse; il est évident que les Sieur & Dame Regnault n'ont donné pour prix de la maison par eux acquise, que la quittance de la veuve Warnier leur mere & belle-mere, avec les 6000 l. que la veuve Warnier leur avoit remises, comme ils en sont convenus dans leur interrogatoire; enfin le 10 du même mois de Juin la veuve Warnier a encore donné quittance de 650 liv. de capital au sieur de Buire.

Que sont devenues toutes ces sommes? Les Sieur & Dame Regnault sont convenus, à la vérité, qu'au mois de Juillet 1720 la veuve Warnier leur avoit remis la somme de 6000 liv. On croit pas qu'ils prétendent se dispenser de la rapporter à la succession; & s'ils pouvoient former une contestation si téméraire, il suffiroit d'invoquer les premiers principes pour les y faire condamner : le partage égal est ordonné, parce que c'étoit la Loi du contrat de mariage des Sieur & Dame Goudemet; mais cette égalité si nécessaire ne pourroit se concilier avec un avantage de 6000 liv. que la veuve Warnier auroit fait à la Dame Regnault sa fille. On ne croit donc pas que l'on puisse exciter le moindre doute sur l'objet de ces 6000 l. mais outre cette somme il reste encore des remboursemens que la veuve Warnier paroît avoir reçus, une somme de 3000 l. dont on ne trouve aucun emploi. Que sont devenues ces 3000 l.? La veuve Warnier ne devoit rien, & par conséquent ils n'ont pas servi à l'acquitter. Peut-on douter que les Seur & Dame Regnault n'en aient profité? Y a-t-il même sur cela la moindre équivoque, quand on voit qu'ils ont acheté la maison de la Dame Hebert, & qu'elle a été payée tant par la quittance de 3000 liv. que lui a donnée la

veuve Warnier , que par les 6000 liv. que les Sieur & Dame Regnault avoient reçues de leur mere & belle-mere? Profiteront-ils de la liberté qu'ils avoient de disposer de tout en maîtres absolus , pour ne rapporter ou ne tenir compte que de ce qu'ils voudront? Ce seroit le comble de l'injustice.

Ce que l'on vient de dire des fonds qui ont été aliénés, s'applique également au mobilier qui a presque entièrement disparu. La veuve Warnier qui faisoit commerce d'Orfèvrerie avant que d'être conduite chez les Sieur & Dame Regnault , devoit avoir une grande quantité de vaisselle d'argent pour vendre au Public; outre ce qui étoit destiné à son ménage & à l'usage de sa personne : elle étoit meublée honnêtement , elle avoit une grande quantité de linge; tout cela est justifié par l'Enquête que le sieur Goudemet a fait faire.

On voit dans la déposition du premier Témoin de l'Enquête du sieur Goudemet , que la veuve Warnier , avant qu'elle demeurât chez sa fille , *avoit une grande armoire en forme de buffet , remplie de vaisselle d'or & d'argent , & quelques boîtes où elle mettoit ses bagues & bijoux* ; qu'outre cela elle avoit dans la chambre où elle couchoit une garde-robe où il y avoit quantité de vaisselle d'argent ; qu'elle avoit aussi assez de linge pour ne faire la lessive que deux fois l'année ; qu'elle étoit en cet état avant que d'avoir la succession du sieur Caron , Chanoine d'Arras son frere , qui l'avoit mise encore dans une plus grande opulence ; enfin que tout ce mobilier a été transporté chez la Dame Regnault , lorsque la Dame Warnier y fut conduite en 1716. Les trois & quatrième Témoins déposent des mêmes faits ; le quatrième ajoute une circonstance remarquable , qui est qu'en 1718 il fut chez la Dame Caron , qui demouroit alors avec le sieur Regnault son gendre , & qu'il acheta d'elle *plusieurs parties & effets d'or moyennant la somme de 600 liv. qu'il paya comptant* ; il dépose même *qu'il vit encore dans la chambre de la Dame Caron , un buffet assez grand rempli d'argenterie de différentes especes*. Le dixieme Témoin dépose avoir appris d'un Bourgeois de la Ville d'Arras, que la veuve Warnier lui *fournissoit toute sorte d'argenterie , plats ou autres , lorsqu'il donnoit à manger*.

Le treizieme Témoin dépose de même que la veuve Warnier *faisoit le plaisir à sa mere de lui prêter des couverts d'argent , & autres pieces d'argenterie , lorsqu'elle donnoit à manger à quantité de personnes* ; il ajoute que la veuve Warnier avoit une grande armoire ou buffet garni de chandeliers d'argent , & d'autres pieces



*d'argent , comme aussi plusieurs bagues & joyaux. Le vingt-troisième dépose que la boutique de la veuve Warnier étoit garnie de toutes sortes de pieces d'argenterie , comme éguieres , chandeliers & autres.*

Un Orfèvre de Douay , vingt-neuvième Témoin , dépose qu'il a été en commerce pendant trois ou quatre ans avec la veuve Warnier , qu'il ne peut se souvenir de la quantité de bagues , croix ou pendans qu'il lui a livrés , mais qu'elle le payoit toujours comptant. Tous les autres Témoins en général déposent que la veuve Warnier passoit publiquement pour une femme riche , & sa boutique pour une des plus fortes de la Ville d'Arras , & cela même avant qu'elle eût recueilli la succession de son frere.

Ces vérités ne sont point affoiblies par l'Enquête des Sieur & Dame Regnault. Premièrement elle est nulle dans la forme , l'Arrêt du 12 Avril 1736 qui l'ordonne , a été signifié au domicile du sieur Regnault le 18 Juillet de la même année ; il devoit faire son Enquête dans la huitaine , suivant l'Ordonnance , ce qui romboit au 26 du même mois de Juillet , & elle n'a été faite que le 17 Septembre , deux mois après ; c'est une nullité essentielle , en sorte qu'il n'est pas permis d'y avoir égard. Secondement , elle ne renferme rien qui puisse toucher , soit parce que des faits positifs , affirmés par une foule de Témoins , ne peuvent être détruits par des faits négatifs , soit parce qu'il est évident que les Témoins de cette Enquête étoient absolument dévoués aux Sieur & Dame Regnault. En effet , outre qu'il y en a plusieurs qui reconnoissent eux-mêmes être parens fort proches de la Dame Regnault , & que l'on a fourni contre les autres les reproches les plus légitimes , plusieurs d'entr'eux déposent que la boutique de la veuve Warnier étoit fort mince , n'y ayant point de grosses pieces d'argenterie , comme éguieres , chandeliers & autres ; cependant on vient de voir dans l'Enquête contraire qu'un grand nombre de Témoins déposent bien précisément y avoir vu des pieces de cette qualité.

Les Témoins de l'Enquête des Sieur & Dame Regnault voudroient faire entendre que la veuve Warnier avoit eu bien de la peine à payer la dot de la Dame Goudemet sa fille , & que c'étoient les menaces du sieur Goudemet qui l'avoient obligée de vendre sa maison ; mais la fausseté de cette allégation est démontrée par écrit , puisqu'il est prouvé que le sieur Goudemet a donné la quittance finale de la dot le 21 Août 1717 , & que ce n'est que le 10 Septembre suivant , que le contrat de vente de la

maison a été passé ; on ne vendoit pas pour acquitter une dette qui étoit déjà payée. Les Témoins des Sieur & Dame Regnault n'ont donc débité en cela que les illusions qui leur ont été suggérées contre toute vérité.

Cependant plusieurs de ces Témoins n'ont pas pu résister à ce qui étoit de notoriété publique dans la Ville d'Arras, ils n'ont pas pu nier que la veuve Warnier passoit pour une femme fort aisée. Le premier Témoin qui dépose que les Orfèvres les mieux assortis de la Ville d'Arras *tant en Orfèvrerie que Joyaillerie*, n'en ont pas pour plus de 10 à 12000 l. ajoute qu'il ne peut pas dire si la boutique de la Dame Caron pouvoit monter à cette somme. C'est-à-dire, selon lui-même, que si la Dame Warnier n'avoit pas pour 10 à 12000 liv. d'effets dans sa boutique, cela ne pouvoit pas en être fort éloigné.

Le neuvieme Témoin va plus loin, il dit que les boutiques des meilleurs Orfèvres ne passent pas communément la valeur de 14 à 15000 liv. & que celle de la Dame Caron n'étoit pas de cette qualité, c'est-à-dire, selon lui, qu'elle devoit être toujours de 10 à 12000 liv. en sorte que de ces dépositions mêmes il résulte qu'elle devoit avoir un fonds de boutique considérable, & qui ne pouvoit aller au-dessous de 8 à 10000 liv. outre la vaisselle d'argent, le linge & meubles à son usage. Tout cela a été transporté chez les Sieur & Dame Regnault, il n'y a presque pas un Témoin qui ne le déclare ; les Sieur & Dame Regnault en sont donc entrés en possession ; mais qu'est-ce que ce mobilier est devenu ? La Dame Warnier ne devoit rien, elle ne dépensoit presque rien, puisque, suivant l'interrogatoire des Sieur & Dame Regnault, sa pension étoit fixée à 390 liv. & qu'elle jouissoit de 11 à 1200 liv. de revenu ? Pourquoi donc ce mobilier ne se trouve-t-il pas dans sa succession ? Pourquoi n'en trouve-t-on ni le prix ni aucun emploi, si ce n'est parce que les Sieur & Dame Regnault s'en sont emparés ? ce qui n'étoit pas difficile à l'égard d'une mere âgée de plus de quatre-vingt-deux ans, & qui étoit absolument sous la domination des Sieur & Dame Regnault.

Toutes leurs démarches annoncent cette vérité. A peine la Dame Goudemet est morte, qu'ils éloignent la Dame Warnier du sieur Goudemet son gendre, & de la Demoiselle Goudemet sa petite-fille, & qu'ils la font venir chez eux pour qu'elle leur fût livrée sans réserve. Elle n'y est pas plutôt que sans aucune nécessité ils lui font vendre une maison qui étoit un effet précieux,

un ancien propre de famille, un bien d'affection, & que le prix s'en éclipse absolument. Elle reçoit en 1720 pour 9000 l. de remboursemens; ils conviennent en avoir pris 6000 l. sans en avoir donné aucune reconnoissance; la même facilité qu'ils reconnoissent eux-mêmes dans la veuve Warnier pour une partie, peut-on douter qu'elle ne l'ait eue pour le reste? Le mobilier, & un mobilier considérable s'évanouit, soit qu'ils en ayent disposé de son vivant, soit qu'ils s'en soient emparés à sa mort, lors de laquelle ils n'ont fait faire aucun inventaire. Enfin l'esprit d'avidité est porté si loin, qu'ils ne craignent point après cela de demander 4600 l. pour onze années, & quelques mois de pension de la veuve Warnier, supposant qu'elle a dissipé tous ses revenus pendant plus de onze années, & presque tous ses fonds, sans avoir payé pendant un si long-tems un seul terme d'une modique pension de 300 liv. qui étoit la dette la plus privilégiée. Plus la dissipation est outrée, & plus la preuve est complète contre les Sieur & Dame Regnault.

Car enfin, tant que la veuve Warnier n'a point été sous leur empire, on l'a vûe jusqu'à l'âge de quatre-vingt-deux ans se conduire avec sagesse, non-seulement conserver ses fonds sans en aliéner un seul, mais encore les augmenter de ses épargnes par des constitutions de rentes passées à son profit, se maintenir dans la possession d'un gros mobilier, quoiqu'elle soutînt alors le poids de son ménage. Comment veut-on faire entendre que parvenue à une extrême vieillesse, logée chez sa fille où elle n'avoit à payer qu'une très-petite pension, elle ait consumé tout son mobilier, tous ses revenus, qui excédoient de beaucoup sa dépense, & 13 à 14000 liv. de fonds? A-t-elle changé de mœurs, de caractère, de conduite à plus de quatre-vingt-deux ans? Si sa fortune change si subitement, si tout d'un coup elle passe d'un état d'opulence à une espèce de misère, il est évident qu'on ne peut attribuer cette révolution qu'à ceux à qui elle étoit livrée.

Les personnes d'un âge très-avancé sont souvent exposées à ces sortes d'attentats; quelquefois ce sont des Domestiques, qui usurpant un empire que leurs services mêmes rendent plus despotique, parviennent à les dépouiller; quelquefois ce sont des gens qui se rendant agréables, ou même nécessaires par leurs assiduités & par leurs complaisances, trouvent le secret d'enlever tout ce qu'il y a de plus précieux; si des étrangers, si des Domestiques trouvent tant de facilité pour envahir ainsi les biens d'une femme qui n'a plus la force de leur résister, quel empire n'a

Empire des  
enfants sur les  
vieillards.

pas dû exercer sur la veuve Warnier sa propre fille & son gendre, à qui elle s'étoit livrée sans réserve !

Concluons donc que la Dame Warnier avoit un bien fort considérable lorsqu'elle s'est retirée en 1716 chez la Dame Regnault sa fille, environ 25000 l. en fonds de terre, maisons ou rentes, & au moins 15000 l. de mobilier. Comparons l'état où elle étoit, avec celui où les Sieur & Dame Regnault voudroient réduire sa succession ; ils ne la font consister qu'en 3000 l. de mobilier, & environ 7000 l. de fonds, c'est-à-dire, qu'il paroît une dissipation de 30000 l. qui forment environ les trois quarts de son bien. A qui persuadera-t-on que les Sieur & Dame Regnault n'aient pas profité de cet excédent ? Ajoutons que quand la veuve Warnier est entrée chez eux, elle ne devoit rien ; la dot de la Dame Goudemet étoit entièrement payée, ou du moins elle l'a été avant que l'on eût fait aucune aliénation du bien de la veuve Warnier ; au contraire en réduisant au jour de son décès tout son bien à une modique somme de 10000 l. on prétend la rendre débitrice de plus de 5000 l. en sorte que le système des Sieur & Dame Regnault conduit à établir une spoliation universelle ; non-seulement il ne peut jamais être adopté en Justice, mais il y doit exciter la plus vive indignation.

Pressés par une peinture si sensible des différens états de la fortune de la veuve Warnier, les Sieur & Dame Regnault se réduisent à nous dire qu'elle n'étoit point interdite, qu'elle pouvoit faire ce qu'elle vouloit de son bien ; qu'ils n'étoient point ses Tuteurs ; qu'elle a pu aliéner ses fonds, en dissiper le prix, consumer ses revenus, contracter des dettes ; qu'il n'y a point de preuve qu'ils en aient profité, & que les successions doivent être prises dans l'état où elles se trouvent : mais tous ces lieux communs ne peuvent les mettre à l'abri des droits que reclame le sieur Goudemet pour la Demoiselle sa fille.

1°. Il est démontré qu'il y a ici spoliation entière de la succession de la veuve Warnier ; il n'est pas question de savoir si elle a pu vendre ses fonds & en dissiper le prix, consumer ses revenus, & contracter des dettes, mais il est question de savoir si elle l'a fait, & il est physiquement impossible de l'imaginer. Une femme âgée de plus de quatre-vingt-deux ans, retirée chez sa fille, qui avoit quatre fois plus de revenu qu'il n'en falloit pour payer sa pension, qui n'a jamais fait la moindre dépense, qui ne voyoit personne, qui n'a jamais eu en un mot aucune occasion de dissiper, a-t-elle pu perdre au moins 30000 liv. de son bien, & tous ses revenus, dans

dans une pareille situation ? Il ne s'agit point de possibilités vagues, il faut consulter les faits particuliers, & l'on n'y voit rien qui puisse faire penser que ce soit la Dame Warnier elle-même qui ait été la cause de la révolution qui paroît dans sa fortune. Les Sieur & Dame Regnault ont fait entendre un grand nombre de Témoins ; y en a-t-il un seul qui dépose que la Dame Warnier ait fait la moindre dépense extraordinaire, qu'elle ait répandu des libéralités capables d'entamer le fond de ses biens, en un mot qui ait pu indiquer la moindre cause de cette décadence si inconcevable ? Il faut donc retrancher, on le répète, ces lieux communs qui ne peuvent avoir ici aucune application.

2°. S'il n'y a rien du fait de la veuve Warnier dans le dépouillement général qu'elle a souffert, à qui peut-on s'en prendre si ce n'est aux Sieur & Dame Regnault ? La veuve Warnier étoit en leur possession, elle demouroit chez eux, elle ne pouvoit pas faire une seule démarche dont ils n'eussent connoissance ; ils avoient le plus grand intérêt de veiller sur tout ce qui se passoit, intérêt par rapport à la veuve Warnier, pour qu'elle fût toujours en état de se procurer tous les secours dont elle avoit besoin ; intérêt pour eux-mêmes, puisqu'ils étoient appelés à sa succession, à une succession qui devoit être fort proche, eu égard à son grand âge ; cependant ils voyent vendre les fonds, rembourser les capitaux des rentes, recevoir des revenus qui excédoient quatre fois la pension qu'elle devoit leur payer ; & ils demeurent dans une si parfaite indifférence, qu'ils ne peuvent pas même indiquer ce que tout cela est devenu : c'est ce qui n'entrera jamais dans l'esprit de personne.

3°. Plusieurs circonstances annoncent même positivement que ce sont eux qui ont profité du bien de la veuve Warnier ; ils conviennent d'abord qu'elle leur a remis une somme de 6000 liv. dont ils ne lui ont donné aucune reconnoissance ; peut-on douter que ce qu'ils ont fait pour cet objet, ils ne l'aient fait de même pour le surplus ? Elle leur remettoit son argent sans précaution, sans reconnoissance ; ce sont donc eux qui ont profité de tout. D'ailleurs on ne peut pas douter que les Sieur & Dame Regnault n'aient été les véritables Acquéreurs de la maison vendue par la veuve Warnier, & que le nommé Tirement n'ait été leur prête-nom : on a déjà observé que le sieur Regnault étoit dans l'usage de servir de caution à Tirement, la reconnoissance exigeoit au moins que Tirement lui prêtât son nom dans l'occasion ; les Sieur & Dame Regnault se sont donc cachés sous le nom de

Tirement, après quoi il ne leur a pas été difficile d'obtenir des quittances sans payer, d'une mere qu'ils tenoient sous leur empire; ajoutons qu'il a été encore plus facile de s'emparer sous différens prétextes de la vaisselle d'argent, & autres effets qui étoient restés à la veuve Warnier de son commerce.

Enfin, & ceci mérite une grande attention, les Sieur & Dame Regnault à la mort de la veuve Warnier se sont trouvés les maîtres absolus de la maison, & non-seulement ils n'ont point fait apposer le scellé, mais ils n'ont pas même fait faire d'inventaire, enforte qu'ils sont les maîtres de représenter ce qu'ils veulent. Dans de telles circonstances seroit-il possible de s'en rapporter aveuglément à leur déclaration? Et quand on voit d'un côté ce que devoit avoir la veuve Warnier, & de l'autre qu'on ne représente pas le quart de ses effets, peut-on jamais s'en prendre à d'autres qu'à ceux qui ont été les maîtres de s'emparer de tout?

4°. La conduite qu'ils ont tenue depuis la mort de la veuve Warnier, manifeste encore la même vérité. Par son testament elle avoit légué à sa fille tout son mobilier, & avoit voulu que ses immeubles fussent partagés par égales portions entre la Demoiselle Goudemet & les enfans de la Dame Regnault. Si la succession étoit telle qu'on prétend aujourd'hui, il n'y avoit que pour environ 3000 liv. de mobilier, & pour environ 7000 liv. d'immeubles; de si foibles objets sans doute n'auroient pas valu la peine d'essuyer un si gros Procès, & dans un si grand nombre de Tribunaux. Cependant les Sieur & Dame Regnault ont plaidé avec obstination pendant plusieurs années pour soutenir la disposition de la veuve Warnier; ils regardoient donc la succession d'un œil bien différent de celui sous lequel ils voudroient la faire envisager aux autres; & en effet les douze & vingt-deuxième Témoins de l'Enquête du sieur Goudemet déposent que la Dame Regnault & la Demoiselle sa fille s'étoient vantés que la succession de la veuve Warnier mettoit le sieur Regnault en état de marier ses filles fort avantageusement; ils ont donc manifesté par leur conduite & par leurs actions l'infidélité qui a régné depuis dans l'état qu'ils ont donné de cette même succession.

Mais, dit-on, ce ne sont-là que des présomptions qui ne peuvent pas suffire pour condamner les Sieur & Dame Regnault. Vaine ressource contre tant de preuves réunies: car enfin dans les matieres suspectes de fraude il est de principe qu'un corps de présomptions violentes forme une preuve complete. Une mere ne

peut avantager un de ses enfans venans à sa succession , au préjudice des autres ; que fera-t-elle pour éluder la Loi ? Elle vendra une maison , & lui en remettra le prix de la main à la main , elle recevra des remboursemens , & en usera de même ; elle lui confiera son argent , ses meubles , ses revenus ; en un mot elle se dépouillera de tout en sa faveur , ou plutôt sa fille trouvera le secret de s'emparer de tout , & n'aura garde d'en laisser subsister aucune preuve ; & après cela on croira en être quitte , en nous disant , prouvez que ma mere m'a donné toutes ces sommes , ou que je m'en suis saisie , sinon malgré l'évidence même qui résulte de tous ces faits , malgré l'accord de tant de preuves réunies , je conserverai la plus grande partie de son bien au préjudice de mes co-héritiers , & je partagerai encore le reste avec eux. On verra la fraude d'une manière sensible , & on ne la croira pas ? De telles idées conviendroient fort à la Cause des Sieur & Dame Regnault , mais elles ne peuvent pas être admises de même en Justice , où la vérité seule exerce son empire.

Présumptions qui valent une preuve.

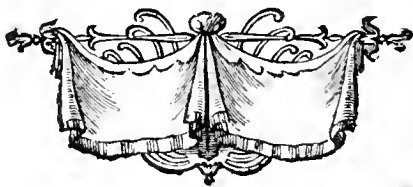
D'ailleurs il ne faut jamais perdre de vue la circonstance singulière de l'état de la veuve Warnier , femme âgée de plus de quatre-vingt ans , enlevée de sa propre maison , & conduite chez la Dame Regnault sa fille , où elle est morte dans une entière dépendance de son gendre. Si elle n'étoit pas interdite judiciairement , il faut convenir que sa situation se rapprochoit bien fort de cet état. C'est dans ces circonstances qu'elle reçoit le prix de tout son bien , qu'il n'en paroît aucun emploi , qu'elle meurt , que son gendre maître absolu de la maison ne fait faire aucun inventaire , & qu'il nous offre enfin ce qu'il veut. S'il peut être écouté dans de pareilles circonstances , l'enfant le plus hardi & le plus artificieux sera toujours le maître de s'emparer par avance de la succession d'un pere ou d'une mere caduque , & les Loix seront impunément violées.

Enfin que l'on juge des Sieur & Dame Regnault par un seul trait : ils ne se contentent pas de nous présenter une succession décharnée , ils veulent encore s'approprier ce qui en reste par une prétendue créance de près de 5000 liv. pour douze années de la pension de la veuve Warnier , en supposant que pendant tout le tems qu'elle a été chez eux elle ne leur a pas donné un écu , & qu'ils l'ont logée & nourrie à leurs propres dépens , qu'ils ont vu recevoir des sommes très-considérables , tant en capitaux que revenus , sans que jamais il leur en soit revenu un sol pour subvenir à la dépense qu'ils faisoient pour elle ; on demande

s'il est possible de n'être pas révolté contre un pareil système , & s'il ne manifeste pas l'injustice la plus outrée. Mais si la prétendue créance pour les pensions est fausse & chimérique , que peut-on penser de ceux qui sont capables de la présenter comme sérieuse après la mort de la veuve Warnier , sinon qu'ils n'ont pas été plus timides pendant sa vie , quand ils ont été les maîtres de s'emparer de son bien ? Le même esprit a régné dans tous les tems , & l'on peut juger facilement de leur conduite pendant la vie de la veuve Warnier par celle qu'ils tiennent depuis sa mort.

Dans ces circonstances il ne s'agit pas d'exiger du sieur Goudemet qu'il rapporte des preuves par écrit de la spoliation commise par les Sieur & Dame Regnault , ces preuves ne résident que dans les titres dont les Sieur & Dame Regnault se sont emparés , mais les faits parlent d'eux-mêmes , & la vérité est portée à un tel degré d'évidence , qu'il n'y a personne qui puisse s'y refuser.

On n'attaque point les Acquéreurs des biens de la veuve Warnier , ni ceux à qui elle a donné des quittances de remboursement ; on ne prétend point qu'elle fût interdite , ni incapable d'aliéner , mais on soutient , & on croit l'avoir démontré , que ce sont les Sieur & Dame Regnault qui ont profité de toutes ces aliénations : il est donc juste qu'ils fassent raison à leur co-héritière de tout l'avantage qu'ils en ont reçu. La fraude ne doit pas demeurer impunie , on en voit le projet formé , conduit & exécuté jusqu'à la fin. Reclamerait-on en vain le secours des Loix contre des manœuvres si odieuses ?





## CONSULTATIONS.

## LXXV. CONSULTATION.

*Nécessité d'éteindre des Couvens de Religieuses ,  
& comment on y doit proceder.*

**L**E Roi a établi , par Arrêt du Conseil d'Etat du 19 Avril 1727 , une Commission composée de Prélats & de Maîtres des Requêtes de son Hôtel , pour examiner les Mémoires qui lui avoient été & qui lui seroient présentés , pour le soutien & le rétablissement des Maisons & Communautés de Filles Religieuses ; à l'effet de donner leur avis à Sa Majesté sur les expédiens qu'ils jugeroient le plus convenables , pour leur procurer les secours dont elles pouvoient avoir besoin.

L'Arrêt pourvoit en même-tems à diverses précautions , pour faciliter à Messieurs les Commissaires les connoissances & les éclaircissemens nécessaires à ce sujet. Tous les Monasteres situés dans l'étendue du Royaume , exempts ou non exempts , étant en Congrégation ou n'y étant pas , sont déclarés soumis à son exécution. Quoiqu'il semble ne s'agir que du besoin pressant des Maisons Religieuses qui se trouveroient hors d'état de subsister , & de les secourir : le Roi a voulu que la situation de chaque Communauté de Filles Religieuses lui fût connue , principalement par rapport aux Maisons qui avoient été établies dans le Royaume sans Lettres-Patentes , au préjudice des défenses portées par ses Déclarations du 12 Novembre 1629 & du mois de Décembre 1666.

Sa Majesté étoit sollicitée de se déterminer sur le choix des moyens proposés par quelques Prélats , pour assurer à plusieurs Couvens & Communautés la subsistance, sans laquelle l'observance régulière & la discipline ecclésiastique ne s'y pouvoient soutenir. On insinue dans le préambule de l'Arrêt différentes causes du mauvais état où ils étoient réduits. Les Mémoires donnés par ces Prélats y sont rappelés : on voit qu'ils avoient trois points im-

portans pour objets ; savoir , 1°. L'extinction & la suppression des Maisons qui n'étant pas fort utiles pour les lieux où elles sont situées , n'avoient pas un revenu suffisant pour se soutenir. 2°. La réunion de plusieurs Communautés de même Regle & Observance , dans les cas où cette réunion paroîtroit nécessaire ou avantageuse. 3°. L'assistance de secours proportionnés à leurs besoins. Mais Sa Majesté a voulu des éclaircissemens ultérieurs , & c'est sur quoi porte précisément la disposition de l'Arrêt du 19 Avril 1727.

Messieurs les Commissaires ayant travaillé pendant près de deux ans avec une grande application , à l'examen des états envoyés , tant par les Evêques Diocésains , que par les Intendans des Provinces , pour découvrir , autant qu'il étoit possible , la véritable situation de chaque Communauté en particulier ; ils ont rendu compte au Gouvernement du résultat de leurs opérations dont le détail seroit ici d'autant plus inutile , que roulant pour la plus grande partie sur la discussion des déclarations données par les Communautés , cette mécanique ne produit aucune question.

On se contentera en général d'observer qu'ils ne s'étoient pas seulement proposé pour objet dans ce travail , de remédier à la misere qu'éprouve chaque jour un très-grand nombre de Maisons Religieuses ; mais encore de remédier au mal que souffre l'Etat par leur multiplication.

C'est dans cet esprit que Messieurs les Commissaires ayant commencé par chercher à démêler les besoins de ces Communautés , pour regler dans une juste proportion les secours convenables à chacune de celles qui manquent de subsistance , & à découvrir des fonds capables de fournir à une partie de ces secours ; une de leurs principales attentions a été de distinguer en même-tems les Maisons pauvres , qui ont besoin d'être secourues , & qui méritent d'être conservées à cause de leur utilité , d'avec celles qui sont inutiles dans les lieux de leur établissement , qu'il seroit à propos de supprimer , mais dont l'extinction doit nécessairement être accompagnée de secours. Et pour y mettre un terme , à l'égard des unes & des autres , ils ont cru que ces secours devoient être distribués par forme de pension viagere , sur la tête d'un certain nombre des plus aciennes Religieuses , dans chaque Monastere.

Pour empêcher d'un autre côté que ces Monasteres ne se surchargent à l'avenir , ce qui ne manqueroit pas d'arriver , si on

leur laissoit la faculté de recevoir des Novices, & pour prévenir à cet égard tous inconvéniens, Messieurs les Commissaires ont estimé qu'il est nécessaire de fixer à chaque Maison, qui devra être conservée, le nombre de Religieuses qu'elle pourra porter à proportion de son revenu; & de défendre d'y recevoir des Novices jusqu'au tems où la Communauté sera réduite à ce nombre fixé, en lui donnant néanmoins quelque secours.

Sur le projet d'éteindre une partie de ces Monasteres, en quoi paroît résider la plus grande difficulté de l'affaire, du moins quant à l'exécution, on écarte de ce Mémoire tout ce qui sert à établir combien cette multitude de Communautés de Filles est nuisible dans le Royaume. On en écarte pareillement la déduction des moyens tendans à operer la suppression, qui peuvent dépendre des connoissances locales & particulieres pour en préparer les voies, de ménagemens conduits par la prudence des Evêques Diocésains, de tempéramens apportés suivant les différentes circonstances, & en général de toutes maximes économiques que l'on pourroit mettre en pratique, selon les occasions, sur une œuvre si véritablement utile à l'Etat. Pour se renfermer uniquement aux questions qu'il est nécessaire d'éclaircir dans le Droit, sur une matiere que l'on regarde comme n'étant pas moins difficile qu'importante, on observera seulement que la Commission est déterminée à ne donner son avis pour aucune union forcée d'un Monastere à un autre, quand même il seroit de même Regle & de la même Observance, & à conduire les choses, au moyen de la défense des Novices d'une part, & de la continuation des secours de l'autre, par des voies de douceur, qui, dans le cours des tems, rendent l'extinction des Communautés que l'on voudra supprimer, & l'union à d'autres Maisons, non-seulement possibles, mais encore nécessaires.

Quelques autres observations également préliminaires donneront plus de jour à éclaircir la matiere de la suppression & de l'union des Communautés Religieuses. Ces observations consistent principalement dans la distinction du titre primitif des différens Monasteres, & dans l'exposition des privileges dont quelques-uns d'entr'eux sont en possession.

1°. Dans les Maisons où les Supérieures sont triennales, les unes sont entierement sous la Jurisdiction de l'Evêque, ne reconnoissant point d'autre Supérieur; les autres en sont exemptes, & soumises à des Supérieurs particuliers, soit Séculiers, soit Réguliers.

2°. Dans les Maisons dont les Supérieures sont perpétuelles, les unes sont à la collation des Evêques, & les autres sont à la nomination des Patrons Ecclésiastiques & Laïcs.

3°. Dans les Abbayes de Filles dont le Roi a la nomination, ainsi que de plusieurs Prieurés de Fondation Royale, les Filles nommées prennent directement des Bulles de Cour de Rome; & entre ces Abbayes les unes sont sous la Jurisdiction de l'Ordinaire, & les autres en sont indépendantes.

4°. Une réflexion générale qui influe sur une grande partie des Etablissmens modernes, c'est que par Edit de 1667, sur les plaintes portées au feu Roi de ceux qui se formoient dans le Royaume, sans avoir obtenu Lettres Patentes de Sa Majesté, il fut ordonné que les Communautés établies depuis trente ans, seroient tenues d'en obtenir, & que celles qui dans la suite auroient commencé leur établissement avant l'obtention des Lettres seroient déchues d'en pouvoir obtenir à l'avenir.

Au milieu d'une telle diversité, que l'on n'explique pas même dans toute son étendue, par rapport aux droits des différens Collateurs d'un côté, au gouvernement & à l'autorité des Supérieurs de l'autre, & relativement à la contravention formelle de plusieurs Communautés Religieuses qui ont été établies sans Lettres Patentes; il se seroit élevé des difficultés de toute nature, & en quelque façon insurmontables, si l'on s'étoit déterminé à faire des extinctions & des unions de rigueur & avec précipitation. Mais on croit pouvoir espérer que les tempéramens de douceur, la patience, & la continuation des secours aux Maisons indigentes que l'on a résolu d'éteindre, en applaniront une grande partie.

Et comme Messieurs les Commissaires ont reconnu par l'examen des déclarations qui leur ont été fournies, qu'il y avoit plusieurs Monasteres, même des Abbayes de Fondation Royale, où le nombre des Religieuses étoit réduit à trois ou quatre, & que c'est le cas où ils se sont proposés dans leur arrangement de proceder aux extinctions & aux unions, parce qu'alors la dispersion de ces petits restes de Communautés devient plus aisée; il a été jugé nécessaire de proposer, sur une matiere si importante pour le bien de l'Eglise & de l'Etat, les différentes questions qui suivent, pour prendre conseil tant sur le fond que sur la forme, avant que de porter à la Commission les différens points qui doivent y être agités à ce sujet.

L'extinction & la suppression des Maisons Religieuses peut-elle

elle être ordonnée dans l'espece dont il s'agit, sans porter atteinte à ce qui est prescrit par les regles Canoniques ? Quels sont les exemples qui en peuvent être rapportés, & dont on puisse s'autoriser pour l'ordonner ?

En supposant la suppression conforme aux Saints Canons, & à l'usage pratiqué en cas semblables ou équipollens, de quelle autorité doit-il y être prononcé, ainsi que sur les unions qui seront faites en conséquence, pour les Communautés autres que les Abbayes, qui étant des Bénéfices consistoriaux paroissent devoir être exceptés de la regle générale ? L'autorité du Roi suffit-elle en pareille matiere, ou le concours de l'autorité Ecclésiastique y est-il nécessaire ? Est-il plus conforme à la regle de prononcer par une seule & même Loi l'extinction du Monastere & de son titre, avec l'union de l'un & de l'autre à la Maison choisie pour en profiter, que d'éteindre & d'unir séparément & en différens tems.

*Seconde  
Question.*

Quelles sont les formalités à observer pour rendre les suppressions & unions irrévocables ? Quelles voies sont à prendre en particulier par rapport aux Collateurs, aux Patrons Ecclésiastiques ou Laïcs, aux Evêques, & aux Supérieurs Séculiers ou Réguliers, à la Jurisdiction desquels les Maisons à éteindre sont soumises ? On a d'autant plus d'intérêt d'être instruit de ces formalités, qu'elles sont toutes de rigueur, & que la Conventualité ne se prescrit par aucun laps de tems.

*Troisième  
Question.*

Le Roi seroit-il en droit, sur la seule prohibition portée par son Edit de 1667, de prononcer dès-à-présent l'extinction & l'union des Maisons qui ont été établies depuis, sans avoir obtenu Lettres-Patentes à cet effet, & de celles qui l'ayant été trente ans auparavant ne se seroient pas pourvues pour en obtenir ? Ou n'est-il pas plus à propos de suivre, par rapport à celles de ces Maisons que l'on voudroit éteindre, les mêmes regles que l'on s'est prescrites pour les autres Communautés, en se réservant seulement d'employer ce moyen de plus, lors de la suppression, à l'égard de celles qui se trouveroient dans le cas de la prohibition ?

*Quatrième  
Question.*

Comme on se propose d'exécuter d'année en année le projet des extinctions de Monasteres, dès que des Maisons jugées inutiles se trouveront réduites à trois ou quatre Religieuses, quelles mesures doit-on prendre pour empêcher que ces Religieuses prévoyant l'extinction de leur Communauté, n'en détériorent les biens, & pour garantir les meubles de la Maison, l'argenterie, & les ornemens d'Eglise de toute dissipation ?

*Cinquième  
Question.*

*Sixieme  
Question.*

Après l'extinction prononcée, laissera-t-on subsister les lieux réguliers, pour les donner à ferme dans les formes ordinaires ? Affirmera-t-on pareillement les biens-fonds dépendans de la Maison éteinte, ou se contentera-t-on de confier l'administration de l'une & de l'autre à une personne fidelle qui en rende compte, jusqu'à ce que les formalités de l'union aient été accomplies ? Quelle destination cependant fera-t-on de ces revenus ? Et à quel usage doivent-ils être employés ?

*Septieme  
Question.*

Quant aux Abbayes entre lesquelles on a reconnu qu'il s'en trouve plusieurs, qui, par différens motifs, doivent être supprimées, nonobstant leurs titres de Bénéfices consistoriaux ; comme l'extinction & l'union requierent à cet égard de bien plus grandes formalités que celles qui doivent s'observer par rapport aux autres Communautés, & qu'il est d'usage d'avoir recours au Saint-Siège en pareil cas, ce que l'on convient néanmoins ne devoir se faire qu'après la mort de l'Abbesse titulaire ; on demande une regle de conduite sur ce point important, qui mette en état de remplir toutes les formes nécessaires, sans donner aucune atteinte aux maximes & libertés de l'Eglise de France, ni aux droits de la Couronne ?

*Huitieme  
Question.*

Seroit-il possible de conferver au Roi, par l'extinction de ces Abbayes, quelques droits sur les biens unis, ou pour mieux dire à exercer sur les Convens auxquels l'union auroit été faite, tel que de les obliger d'y recevoir gratuitement un certain nombre de fideles à la nomination de Sa Majesté, qui fût proportionné à la valeur du revenu de la Maison réunie ? En ce cas, quelle précaution faudroit-il prendre pour établir ce droit, qui dédommageroit convenablement Sa Majesté de la perte qu'elle feroit du droit de nomination aux Abbayes qu'elle auroit jugé à propos de supprimer pour l'intérêt de l'Etat ?

*Neuvieme  
Question.*

La défense de recevoir des Novices ne paroît autorisée par aucun exemple précis ; mais ne pourroit-elle pas, indépendamment de l'importance du fait dont il s'agit, trouver un motif par équivalent dans la fixation de l'âge nécessaire pour les vœux, faite par l'Ordonnance d'Orleans, & dans quelques Edits, Déclarations, Arrêts ou Réglemens sur la même matiere ? De quelle autorité cette défense doit-elle être faite ? Le Roi seul peut-il la prononcer : ou le concours des deux Puissances est-il indispensable ? Comme cette défense de recevoir des Novices est en quelque façon la base de l'édifice pour parvenir à l'extinction & à l'union, il importeroit beaucoup d'avoir un entier éclaircissement sur ce point essentiel.

Enfin , quoique le dessein de fixer pour l'avenir le nombre de Religieuses dans chaque Monastere , eu égard & proportionné-ment à ses revenus , soit un objet nécessaire à remplir , pour ne point retomber dans les inconvéniens où l'on est aujourd'hui , on ne voit point encore de Loi ni de Règlement précis à cet égard , qui ait frayé le chemin que l'on se propose de suivre. On fait la même demande qu'en l'article précédent par rapport à cette fixation.

S'il a été omis quelques questions principales & intéressantes sur cette matiere , le Conseil est prié d'y suppléer , & d'en donner son avis , de même que sur les articles précédens.

**L**E CONSEIL soussigné , qui a vu un Mémoire concernant l'extinction de plusieurs Communautés de Filles , qui sont absolument inutiles & à charge à l'Etat , & qui ne peuvent subsister de la modicité de leurs revenus : Est d'avis , sur les différentes questions proposées dans le Mémoire , que le plan général de parvenir à ce retranchement est infiniment sage en lui-même , & peut apporter de très-grands biens à l'Etat , & que quoiqu'il puisse survenir beaucoup de difficultés dans l'exécution , elles ne sont cependant pas insurmontables , en observant même les regles les plus exactes. Il ne s'agit que d'entrer dans le détail des questions , pour connoître ce que l'on peut faire par rapport à tous les cas singuliers qui y sont prévus.

A V I S.

Sageſſe de  
l'extinction  
de plusieurs  
Monasteres.

SUR la premiere question , on ne doute pas que l'extinction & suppression de plusieurs Communauté de Filles ne puisse être ordonnée sans blesser les Regles Canoniques ; quand d'un côté on fera déterminé par des causes légitimes , & que de l'autre on observera les formes nécessaires. Tous les Corps Ecclesiastiques & les biens qu'ils possèdent sont soumis à l'autorité de l'Eglise & de l'Etat ; ils ne subsistent que par cette autorité , & leur établissement n'ayant été permis dans leur origine que pour l'édification des peuples & l'honneur de la Religion , la même autorité qui les a formés peut les détruire.

Raisons pour  
éteindre un  
Monastere.

La nécessité & l'utilité publique sont des motifs supérieurs à toutes considérations , & lorsqu'ils sont connus , l'on ne peut se dispenser de prendre le parti le plus convenable pour procurer ces avantages. De-là est venu l'usage des unions dans l'Eglise. On peut éteindre & supprimer des titres de Bénéfices , des Chapelles , des Cures , des Eglises Collégiales & Cathédrales ; pour-quoi ne pourroit-on pas supprimer de même des Communautés

de Filles , bien moins nécessaires , sans doute , que ces grands établissemens ?

Aussi l'art. 4 de l'Edit de 1606 , enregistré au Parlement , avertit-il expressément *les Archevêques avec les Chefs d'Ordre , de pourvoir à la translation & union de Monasteres de Religieuses situés es lieux champêtres & mal assurés , en autres Convens du même Ordre situés es Villes , plus commodément que faire se pourra ; ce qui est conforme à la disposition du Concile de Trente , session 25 , chap. 5 de regularibus.*

Si le seul danger que les Convens de Filles ne soient pas assez en sûreté dans les campagnes est un motif suffisant pour les éteindre & pour les unir à d'autres Convens , on ne peut pas douter que pour d'autres causes encore plus pressantes , on ne puisse prendre le même parti.

Modicité des  
revenus d'un  
Monastere ,  
cause légitime  
de son extinc-  
tion.

Un des motifs les plus légitimes qui y puisse y donner lieu , est la modicité des revenus de chaque Maison , en sorte que l'on ne peut pas y entretenir un assez grand nombre de Religieuses , pour que la discipline régulière y soit observée exactement , & que si on surcharge la Communauté , elle doive périr. C'est sur ce fondement que le Pape Jean XXII. fit autrefois dans l'Ordre de Grandmont , ce changement qui subsiste encore aujourd'hui. Il réduisit à un certain nombre de Prieurés Conventuels , le grand nombre de petits Monasteres de l'Ordre de Grandmont que l'on appelloit Celles , en unissant ensemble les revenus de trois ou quatre Celles , pour ne former qu'un Prieuré Conventuel. Chopin parle de cette Bulle du Pape Jean XXII. pour l'Ordre de Grandmont , dans sa Police Ecclesiastique , livre 1 , titre 2 , nomb. 15 , livre 2 , titre 6 , nombre 12 ; & dans son Monasticon , livre 2 , titre 1 , n. 22. C'est dans le même esprit que le Pape Innocent X. par une Bulle de 1652 , ayant observé qu'un grand nombre de Monasteres , dans l'Italie & dans les Isles adjacentes , se trouvoient réduits à un si petit nombre de Religieux , qu'il étoit impossible d'y entretenir les observances régulières dans leur exactitude , prit le parti de les séculariser tous , & d'obliger les Supérieurs Réguliers de retirer les Religieux qui y étoient & de les envoyer dans d'autres Maisons. Cette Bulle est rapportée dans le quatrième tome des nouveaux Mémoires du Clergé page 987 ; & l'Auteur de cet ouvrage observe : *Que quoique cette Bulle ne soit pas reçue en France , & qu'elle contienne même des clauses qui ne sont pas conformes aux maximes du Royaume , il a cru cependant que les Réglemens qu'elle contient pourroient donner des faci-*



*lités pour procurer en France pareilles suppressions de petits Convens , dans lesquels on ne peut faire subsister le nombre de Religieux nécessaires pour y entretenir les exercices réguliers.*

Ces suppressions & unions de petites Communautés à d'autres , pour en former de plus considérables , ont été ordonnées plusieurs fois dans des Chapitres généraux de l'Ordre de Cluny qui ont été confirmés par des Bulles & par des Lettres-Patentes. On a vu même dans de simples unions de Prieurés à des Seminaires ou à des Colleges , ordonner que les Religieux , qui restoient au nombre de deux ou trois dans ces Prieurés , seroient tenus de se retirer dans l'Abbaye qui étoit le chef-lieu du Bénéfice uni. Quelquefois cela a été ordonné par des Arrêts du Parlement , en conséquence de Decrets d'union qui ne l'avoient pas prononcé. Quelquefois les Communautés des Abbayes , en consentant à l'union des Membres dépendans , ont exigé la translation de la Conventualité des Membres unis dans le chef-lieu. Il y en a plusieurs exemples pour l'Abbaye de Marmoutier , & cela a été inséré dans les Decrets d'union. On ne manquera donc ni d'autorités ni d'exemples pour ordonner de pareilles extinctions.

SUR la seconde question , on croit que s'agissant d'éteindre & de supprimer des Communautés Ecclésiastiques , & de les unir à d'autres , il faut nécessairement recourir à l'autorité des Evêques , dans les Diocèses desquels elles se trouvent situées ; c'est la règle générale établie par le chapitre *sicut unire & excessibus Prelatorum* , si connu dans cette matière , & l'on ne croit pas qu'il convînt d'y procéder de la seule autorité du Roi.

Il est vrai que pour exciter & soutenir en cette partie le pouvoir des Evêques , il conviendrait fort de faire rendre une Déclaration du Roi , dans laquelle , après avoir exposé le motif de procéder à la suppression d'un grand nombre de Communautés , le Roi exhorterait les Evêques , même leur enjoindrait de procéder incessamment à l'extinction de ces Communautés & à leur union à d'autres , suivant les règles qui seroient prescrites par la même Déclaration. Par exemple , que l'on ne laisseroit subsister aucune Communauté de Filles , dans laquelle on ne pût entretenir au moins douze Religieuses de Chœur , sans les Converses & Domestiques nécessaires , & qui n'eût pour cela au moins un certain revenu , suivant leur situation. Que les Communautés de Filles étant en Congrégation , seroient unies à des Maisons de la même Congrégation & du même Diocèse , s'il

Autorité des  
Evêques né-  
cessaire pour  
éteindre &  
unir des Mo-  
nasteres.

y en a , finon à celles qui se trouvent les plus proches dans d'autres Dioceses , & cela sur l'indication qui en seroit faite par les Supérieures majeures des mêmes Congrégations. En un mot le Roi , par sa sagesse , prescriroit les regles qu'il croiroit convenables , pour diriger les Evêques dans cette opération , & par là les extinctions & unions se feroient par le concours des deux Puissances , ce qui les rendroit inébranlables.

Au surplus , on estime que la suppression , & l'union ou application des revenus doivent se faire par le même Decret de l'Evêque , & que chaque union devroit être ensuite confirmée par Lettres-Parentes enregistrées , afin que l'on vérifiât dans l'événement , si chaque Evêque s'est conformé aux Loix prescrites par la Déclaration en conséquence de laquelle il auroit travaillé.

Formalités  
pour les ex-  
tinctions &  
unions de Mo-  
nastères.

SUR la troisieme question , on pense qu'il faut observer dans ces unions les mêmes formalités qui s'observent dans les unions ordinaires , & dont le détail meneroit ici trop loin , si l'on vouloit y entrer. Tout ce que l'on peut dire en général , est que ces unions doivent être poursuivies par les Promoteurs dans chaque Diocese ; que les Parties intéressées doivent être appelées : savoir les Religieuses qui composent les Communautés que l'on veut unir , & celles auxquelles on veut faire l'union ; les Supérieurs des Ordres & Congrégations , les Collateurs ou Patrons. On ne croit pas qu'il soit nécessaire d'appeler les Habitans des lieux ; cependant cela ne peut faire qu'un bon effet. S'il survient quelque opposition , il faut qu'elle soit jugée dans l'Officialité , & il faudra surtout constater par de bons Procès-verbaux , l'état des Communautés que l'on veut supprimer , leurs revenus & leurs charges , entr'autres les grosses réparations qui peuvent être à faire dans leurs bâtimens.

On observera seulement , en finissant cet article , que la maxime avancée dans le Mémoire , que la Conventualité est imprescriptible , n'est pas exactement vraie. Il y a sur cela une Loi publique dans le Royaume qui est bien précise , c'est la Déclaration de 1680 ; elle porte au contraire , que la Conventualité n'est imprescriptible que quand il y a des revenus suffisans pour entretenir dix ou douze Religieuses , & des lieux réguliers nécessaires pour l'exercice de la régularité. Ainsi toutes les fois que ces deux conditions manquent , la Conventualité peut se prescrire. A plus forte raison peut-elle être éteinte par une autorité légitime. On croit même que la Déclaration de 1680 peut servir de base à celle qui seroit donnée pour parvenir aux extinctions & unions proposées.

Le Roi peut de sa seule autorité supprimer les Monastères établis contre ses Loix.

SUR la quatrième question, on croit que le Roi peut de sa seule autorité ordonner la suppression des Communautés qui se sont établies depuis 1666 sans Lettres-Patentes, au préjudice de la Déclaration solennelle qui le défendoit ; on croit même qu'il est d'une extrême importance d'user de fermeté dans cette occasion, soit pour maintenir le respect & la soumission qui sont dûs aux Loix émanées de la sagesse & de l'autorité suprême du Roi, soit pour empêcher qu'on n'y contrevienne à l'avenir ; & afin que l'exemple de rigueur que l'on aura donné en cette occasion puisse retenir ceux qu'un faux zèle est capable d'entraîner contre l'intérêt de l'Etat & de l'Eglise.

On ne voudroit donc pas faire regarder le défaut de Lettres-Patentes comme un simple motif de suppression ; mais comme une raison qui permet d'anéantir tout d'un coup ces Communautés, ou plutôt de juger qu'elles n'ont jamais existé. Tout ce qu'on pourroit faire est que celles qui auroient un revenu suffisant pour se soutenir, & que le Roi croiroit d'ailleurs utiles, pourroient être rétablies par des Lettres-Patentes particulières. Mais il est très-important de tenir la main à l'exécution exacte & rigoureuse de la Déclaration de 1666.

La seule difficulté à cet égard est de savoir à qui on appliquera les biens de ces Communautés que l'on jugera n'avoir jamais été établies. Le Roi pourroit les appliquer à d'autres Communautés qui sont dans le besoin, à moins que les familles de ceux qui les ont dotées ne soient en droit de les réclamer, auquel cas il est juste de leur conserver leur action ; les donations qui ont été faites étant manifestement nulles, par l'incapacité des prétendues Communautés qui ont accepté.

Il seroit juste néanmoins que les Filles qui ont été admises à Profession dans ces Communautés, trouvassent toujours leur subsistance sur ces revenus, ce qui seroit facile en les transférant dans d'autres Communautés, où on leur payeroit des pensions sur ces revenus.

SUR la cinquième question, on peut ordonner, à l'égard des Communautés que l'on ne se propose d'éteindre qu'après la réduction du nombre des Religieuses à quatre ou cinq, qu'il sera fait un inventaire de tous les meubles, argenterie, vases sacrés, ornemens d'Eglise, & autres choses, dont la Supérieure & autres Religieuses se chargeront, & dont il sera fait un récolement tous les ans, pour en empêcher la dissipation : qu'il sera fait deux doubles de ces inventaires, dont l'un restera aux Religieuses, &

l'autre au Greffe de l'Officialité, peut-être même un troisième au Greffe de la Justice Royale, afin qu'en cas de dissipation, on puisse y apporter un prompt remède.

Fondation  
Ecclesiastique  
ne se peut  
éteindre sans  
l'unir.

SUR la sixième question, comme il semble qu'on ne doit point éteindre sans unir en même tems, & sans faire une application présente des revenus, il est évident que ce sera à la nouvelle Communauté à laquelle ils seront donnés, à les administrer comme elle jugera convenable. Cela ne fait point de difficulté pour les biens ordinaires; mais à l'égard des Eglises, Chapelles & lieux Réguliers, il paroît convenable d'ordonner que les bâtimens en seront démolis, à moins que l'on n'ait quelque autre usage auquel on les destine. On peut ordonner que les matériaux en seront adjugés devant le Juge Royal, & qu'ils seront employés convenablement, par exemple, aux frais qu'il aura fallu faire pour les extinctions, unions, & autres besoins des Communautés auxquelles l'union sera faite. Mais il n'y a que l'Evêque qui puisse rendre profanes les lieux saints, si l'on est absolument obligé de les détruire.

Si les Evêques  
ont tout pou-  
voir pour les  
unions d'Ab-  
bayes.

SUR la septième question, qui concerne les Abbayes de Filles, il est certain que dans la règle générale l'autorité de l'Evêque devroit suffire pour les éteindre & supprimer, & pour les unir à d'autres Abbayes. Le chapitre *sicut unire*, que l'on a déjà cité, y est précis, il ne réserve au Pape que l'union des Evêchés, & laisse aux Evêques l'union de tous les Bénéfices de leurs Diocèses. *Sicut unire Episcopatus, atque potestati subicere aliena, ad summum Pontificem pertinere dignoscitur, ita Episcopi est Ecclesiarum suarum Diocesis unio & subiectio earundem.* C'est le Pape Celestin III. qui parle, & qui ne réserve au Saint Siège que les seuls Evêchés; en sorte que dans les règles, les Evêques pourroient procéder à l'union des Abbayes de leurs Diocèses, comme des autres Bénéfices; cependant il faut convenir que l'usage des derniers tems a été de s'adresser au Pape, & d'obtenir une Bulle à un Official en France pour faire les unions des Abbayes. C'est ce qui a été observé pour l'union de l'Abbaye de Saint-Denis à la Maison de Saint-Cyr; pour l'union de l'Abbaye de Niçail, de celle de Saint-Michel en Lherm, de Saint-Pierre-le-vif de Sens, de Saint-Eloy de Noyon, & d'une infinité d'autres. On croit donc qu'il convient de suivre une route si fréquentée.

Ainsi, les Evêques ne procéderont point à l'union de ces Abbayes. Mais comme vraisemblablement elles sont en petit nombre, on pourra obtenir une ou plusieurs Bulles, par lesquelles  
seront

seront nommées deux ou trois personnes constituées en dignité Ecclésiastique, autres que des Evêques, lesquels seront commis pour proceder à l'union ; l'un des Abbayes situées dans une telle Province ; l'autre de celles qui se trouvent dans une autre partie du Royaume. On prendra sur ces Bulles des Lettres Patentes qui seront enregistrées, & ensuite les Commissaires Apostoliques feront l'union dans les formes ordinaires, comme cela a été pratiqué pour l'union de l'Abbaye de Saint Denis. On ne s'étendra pas ici sur ces formalités assez connues d'elles-mêmes en général, & qui peuvent d'ailleurs varier selon les circonstances ; on renverra seulement à la Bulle concernant l'union de l'Abbaye de Saint Denis & fulmination d'icelle, qui se trouve dans le quatrième tome des nouveaux Mémoires du Clergé

S'il y avoit des Abbayes de Filles qui fussent à la pleine collation du Roi, ce qu'on ne croit pas, le Roi pourroit les supprimer & les unir par de simples Lettres Patentes, sans le concours d'aucune autorité Ecclésiastique : comme il a fait pour la Sainte-Chapelle de Viviers, qu'il a unie à la Sainte-Chapelle de Vincennes. Il y en a encore d'autres exemples rapportés dans les Loix Ecclésiastiques, titres de l'union des Bénéfices, n. 9.

Pouvoir du Roi sur les Bénéfices à la pleine collation.

SUR la huitième question, on estime qu'il seroit très-facile de conserver au Roi quelque droit qui le dédommageât de la nomination à ces Abbayes qu'il perdrait par l'union, soit en lui donnant la faculté de nommer des Filles que l'on recevoit gratuitement dans la maison à laquelle l'union seroit faite, soit autrement. Pour cela il faut que les Bulles soient obtenues sur la supplique de Sa Majesté, & qu'elle demande que ces sortes de droits lui soient réservés. En conséquence le Pape chargera les Commissaires, en procédant à chaque union, de donner à Sa Majesté le dédommagement convenable. Plusieurs exemples peuvent autoriser ces dispositions. Tout le monde sait que quand on a uni les Abbayes de Nérat & de Saint Denis, on a réservé au Roi la nomination aux Prieurés qui en dépendoient, pour lui tenir lieu de la nomination à l'Abbaye qu'il perdoit ; on peut ici prendre le même parti, en changeant seulement la nature de l'indemnité.

SUR la neuvième question, on ne doute pas que le Roi, de sa seule autorité, ne puisse défendre de recevoir des Novices, & d'en admettre à profession dans les Communautés qu'il jugera nécessaire de supprimer, il ne faut point pour cela de Loi publique, ni recourir à l'autorité Ecclésiastique, quand il y a des rai-

Le Roi peut par des ordres particuliers empêcher de recevoir des Novices.

sons supérieures qui déterminent la Religion du Roi ; il peut supprimer le cours du Noviciat & de la Profession dans une Communauté , par des ordres particuliers.

Il y auroit peut-être encore une autre voie , qui seroit de se servir du droit qu'ont les Evêques de juger de la vocation des Filles , avant qu'elles soient admises à Profession , & de les examiner par leurs Grands-Vicaires , parce qu'en faisant cet examen , l'Evêque pourroit exclure toutes celles qui se présenteroient dans les Communautés que l'on veut supprimer. Mais il faut avouer qu'il y a trop d'inconvéniens dans ce parti.

On ne voit donc que les ordres particuliers de Sa Majesté qui puissent être employés pour cet objet. Il est vrai que par la Déclaration qui seroit donnée pour prescrire les unions , on pourroit autoriser les Evêques , lorsqu'ils seroient requis de procéder à l'union de certaines Communautés , d'ordonner l'instruction nécessaire , & cependant de défendre par provision de recevoir des Novices ou d'en admettre à Profession , jusqu'à ce qu'autrement il en eût été ordonné. Par-là les défenses seroient publiques & formées par le concours des deux Puissances.

Inconvénient  
de fixer quel  
nombre de  
Religieuses  
chaque Cou-  
vent recevra.

SUR la dixième question , on avoue qu'il paroît bien difficile de fixer le nombre des Religieuses que l'on recevra dans les Communautés qui seront conservées. Si l'on avoit déterminé le nombre , le revenu augmenteroit dans les unes par la suite , dans les autres il diminueroit , & les mêmes inconvéniens renaîtroient bientôt. Il paroîtroit plus simple d'enjoindre aux Supérieurs & Supérieures , de ne pas souffrir que l'on admette un plus grand nombre de Religieuses que les revenus de la Maison ne peuvent porter , à peine d'être chargés & responsables de fournir eux-mêmes la subsistance nécessaire , jusqu'à ce que le nombre se trouve réduit d'une manière proportionnée aux revenus de la Maison. On fait bien que tout cela ne sera pas un frein suffisant , mais dans des choses de cette nature , tout ce qu'on peut faire est de publier des Loix sages , de menacer les Contrevenans , sans que l'on puisse cependant se flatter d'un succès bien certain. Le détail en seroit trop grand si on vouloit s'y livrer. Si le mal l'emporte sur les précautions de la Loi , on y remédiera lorsqu'il sera connu.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## LXXVI. CONSULTATION.

*Indemnité pour les Terres prises à baillette  
& laissées incultes.*

DANS le Pays d'Aunis où la Terre de Surgeres est située , toutes les Terres appartiennent aux Seigneurs , & toutes sont sujettes à des droits envers ces Seigneurs. L'usage qui s'est toujours pratiqué & qui se pratique encore , est que les Seigneurs permettent à leurs Habitans de cultiver autant de Terres qu'ils pourront , à la charge de payer un droit de terrage & complant , qui est le septieme de tous les fruits qui se recueillent sur lesdites Terres. Le droit de terrage se perçoit sur les Terres cultivées & dans lesquelles on recueille du bled & autres grains. Le droit de complant se perçoit sur les vignes.

Pour que ces Particuliers jouissent plus tranquillement des héritages que les Seigneurs leur abandonnent , on leur passe des concessions que l'on appelle *baillettes* , & en vertu de ces actes , ils sont Propriétaires des héritages qui leur sont concédés , à la charge de payer au Seigneur , comme on vient de le dire , le septieme de tous les fruits. Par ces actes ces Particuliers s'obligent de bien cultiver & ensemençer les Terres ou de bien cultiver les Vignes , à peine de tous dépens , dommages & intérêts.

La Terre de Surgeres est d'une très-grande étendue , il n'est pas possible que le Seigneur ou ses Gens d'affaires puissent connoître si tous les Particuliers à qui on a fait des baillettes cultivent les Terres & les Vignes qu'on leur a concédées. Plusieurs Particuliers négligent de cultiver leurs Terres , ce qui cause un grand préjudice au Seigneur.

Il arrive souvent que lorsqu'on s'apperçoit que des Terres demeurent incultes , le Seigneur qui ne connoît point le Propriétaire , c'est-à-dire , celui à qui elles ont été concédées , en fait de nouvelles baillettes à ceux qui se présentent , & lorsque ces Terres nouvellement concédées sont en bon état , l'ancien Propriétaire paroît avec sa baillette & demande ces terres , même les fruits qui sont dessus , aux offres qu'il fait de rembourser les labours & semences.

Jusqu'à présent on n'a pu avoir de décision là-dessus. Le Parti-

culier qui le premier a pris les Terres , s'est obligé de les cultiver & ensemençer , à peine de tous dépens , dommages & intérêts ; s'il ne les a pas cultivées , il doit donc des dommages-intérêts au Seigneur. Ces dommages-intérêts sont le septieme des fruits que ces Terres auroient dû produire si elles avoient été cultivées.

Ces Particuliers qui avoient d'anciennes baillettes , qui négligent de cultiver les Terres , & qui s'empressent aussitôt qu'ils voyent que le Seigneur les a concédées à d'autres , & qu'elles sont en bon état , de les redemander , les cultivent pendant un an ou deux , & ensuite les abandonnent : ne doivent-ils pas payer au Seigneur les indemnités pour les années qu'elles n'ont pas été cultivées ? N'y sont-ils pas pas obligés suivant la baillette qui leur en est faite ? Mais ces Particuliers diront peut être : je ne me suis assujetti , en prenant de vous à baillette les héritages en question , qu'à vous payer le septieme des fruits que ces héritages produiroient , ils n'ont point produit de fruits , ainsi je ne vous dois rien. S'il avoit été stipulé par la baillette que je vous donnerois tant par an pour lesdits héritages , votre demande seroit juste ; mais il n'y a qu'un septieme des fruits ; il n'y a point eu de fruits , ainsi point de droit à prendre , point d'indemnité à vous accorder.

A cela le Seigneur peut répondre : si les Terres n'ont pas été cultivées , vous devez vous en prendre à vous-mêmes ; je ne dois pas souffrir de votre négligence. Je me suis engagé de vous faire jouir des héritages que je vous ai concédés , mon obligation est remplie & exécutée ; vous n'avez trouvé aucun obstacle qui vous ait empêché de jouir. Vous vous êtes obligés par le même acte de me payer le septieme des fruits qui croîtroient sur lesdits héritages. Vous vous êtes aussi obligés de labourer , cultiver & ensemençer lesdits héritages , à peine de tous dépens , dommages & intérêts : vous ne l'avez pas fait , votre obligation n'est pas remplie. Vous devez donc m'indemniser des années que ces héritages n'ont pas produit de fruits , & qu'ils auroient dû en produire : encore un coup je ne dois pas souffrir de votre négligence.

Ces Particuliers ne manqueront pas d'opposer , au cas qu'on forme une demande contr'eux , que le droit de terrage \* n'arré-

---

\* Les Officiers de la Sénéchaussée de la Rochelle prétendent que le droit de terrage n'arré-  
 a'arré-  
 a'arré-  
 a'arré-



rage point ; que le Possesseur de l'hérirage est présumé avoir payé chaque année la quotité des fruits à laquelle il est assujetti ; que le Seigneur ne s'étant point plaint , il est hors de doute qu'il est censé avoir été payé.

La réponse est bien simple , & sans entrer dans la question de savoir si le droit de terrage arrérage ou n'arrérage point , ce que vous m'opposez n'est pas raisonnable , répliquera le Seigneur. Si vous aviez cultivé & ensemencé les Terres dont vous étiez Possesseur , je n'aurois pas manqué de recevoir le septieme des fruits qu'elles auroient produits ; mais vous ne les avez pas cultivées , c'est ce dont je me plains , ainsi vous me devez indemniser.

Mais, dira-t-on encore , c'est votre faute de n'avoir pas veillé ou examiné si je cultivois ou non les Terres que vous m'avez concédées ; car si vous m'aviez fait une sommation de les cultiver , votre demande pourroit être raisonnable , vous m'auriez mis en demeure , & l'indemnité que vous demandez pourroit vous être accordée : vous ne l'avez pas fait , vous devez vous en imputer la faute.

Si ce moyen étoit admis , le sort du Seigneur de Surgeres seroit bien à plaindre. Il est de toute impossibilité de pouvoir connoître à qui appartiennent les Terres qui sont délaissées. L'étendue de la Terre est si grande , qu'on ne peut pas connoître les Possesseurs , & la régie de ladite Terre deviendrait bien onéreuse au Seigneur.

La plupart des Particuliers qui ne cultivent pas les Terres dont ils sont Possesseurs , sont des gens contre lesquels il n'y a aucune ressource. Inutile de demander des indemnités contr'eux ; qu'on les accorde ou qu'on ne les accorde pas , c'est la même chose. Plaider contr'eux pour leur faire abandonner les héritages , c'est de la dépense qui tombe en pure perte pour le Seigneur ; ce Seigneur ne pourroit-il pas , sans aucune forme de Procès , réunir ces héritages à son Domaine ? La Coutume de la Rochelle qui régit la Terre de Surgeres , ne parle point de cela par rapport aux Terres ; mais par rapport aux Vignes , voici

---

dans l'usage de condamner les Particuliers qui ne cultivoient pas leurs terres , à payer au Seigneur vingt-neuf années d'indemnités , à dire d'Experts convenus ou pris d'office ; mais aujourd'hui les opinions sont partagées , les uns prétendent que le Seigneur est bien fondé à demander vingt-neuf années , & les autres au contraire pensent que les indemnités ne sont exigibles que du jour que le Seigneur a mis son Tenancier en demeure.

comment elle s'explique, article 62 : *Tout homme ayant droit de complant , se peut emparer , de son autorité privée sans offense , des Vignes sujettes audit complant , par défaut de les faire tailler dedans la Saint Georges.*

Si la Coutume ne parle pas des Terres , elle s'explique clairement sur les Vignes , & on peut juger de-là que la même faculté doit être accordée pour les Terres , avec d'autant plus de raison que l'on fait moins de tort à un Particulier en reprenant une Terre qu'il a négligé de cultiver , qu'en reprenant à un autre Particulier une Vigne faute de l'avoir taillée à la Saint Georges ; cette Vigne lui a coûté beaucoup de soins & de peines pour la mettre en valeur , la Coutume l'en dépouille au premier moment qu'il cesse de la cultiver , au lieu que les Terres labourables coûtent infiniment moins à cultiver.

La Coutume de Poitou , voisine de celle de la Rochelle , paroît décider la question pour l'indemnité. Voici comment elle s'explique , article 104 : *Quand aucun tient Terre à terrage en Pays de Boccage , il doit à tout le moins avoir emblavé la tierce partie , & l'autre tierce partie tenir en guerets , & l'autre tierce partie laisser en pâturage ; & au Pays de plaine , ils doivent emblaver la moitié , & l'autre moitié l'avoir en guerets ; & s'ils n'en emblavent jusqu'aux parties susdites , le Seigneur en peut demander son intérêt & l'amende , &c.*

Celle de Xaintonge aussi voisine de celle de la Rochelle , art. 21 : *Aucun Seigneur ne pourra ôter ne prendre les Terres tenues & prinſes à l'agriere de lui , après proclamation générale faite à la requête du Seigneur , ou par baillette expresse ou autrement par trente ans possédées , si ce n'est que celui qui les tient eût cessé icelles labourer ou cultiver par trois ans , ou les voisins Laboureurs ne laissent chomer les leurs par un an , ou autrement par cinq ans , auquel cas pourra prendre lesdites Terres.*

Usance de Xaintonge , article 22 : *Le Seigneur peut prendre & retenir en son Domaine les Terres labourables tenues à l'agriere seulement , lesquelles le Laboureur a cessé de labourer par trois ans , & sans être enſemencées au quart.*

LE Conseil est supplié de donner son avis sur trois questions.

La première : le Seigneur de Surgeres est-il en droit de demander des indemnités aux Particuliers qui auront négligé de cultiver les Terres dont on leur a fait baillette ? La Coutume de la Rochelle n'en parle point ; mais ne peut-elle pas être suppléée

par celle de Poitou qui est voisine ? Ce droit d'indemnité , supposé qu'il soit dû , ne peut-il pas être demandé pour vingt-neuf années , suivant l'estimation d'Experts convenus ou nommés d'office ( en diminuant deux années sur cinq , parce qu'en pays d'Aunis les Terres produisent trois années de suite , & on les laisse en pâture pendant deux années ) , & ce des grains qu'on auroit dû y semer ? C'est là la question la plus importante & sur laquelle principalement le Conseil aura la bonté de donner grande attention.

La seconde question : si le Seigneur de Surgeres ne peut réussir dans son droit d'indemnité , n'est-il pas en droit de réunir les Terres non cultivées à son Domaine , sans autre forme de Procès , quoique la Coutume ne s'explique que sur les Vignes , sans parler des Terres ; & ne peut-on pas se servir des Coutumes & Usances de Xaintonge ?

La troisième question est : que plusieurs Particuliers auxquels on a donné des Terres à baillette , au lieu de les cultiver y ont laissé croître des Bois \* qu'ils coupent & mettent à leur profit en en payant le septieme ; ces Terres ne leur ont pas été concédées , pour y laisser venir du Bois. Le Seigneur n'avoit pas besoin d'eux pour laisser venir du Bois qui croît naturellement , & sans le secours de personne , il n'avoit qu'à abandonner lesdites Terres sans culture , le Bois y seroit également venu , & au lieu de n'avoir qu'un septieme il auroit la totalité ; n'est-il pas de même en droit de se mettre en possession de ces Bois & de les réunir à son Domaine ? Cette troisième question est la même que la seconde ; on a pourtant cru qu'il étoit nécessaire de les séparer.

Si le Seigneur n'est pas en droit de demander des indemnités pour le défaut de culture des Terres , s'il n'est pas non plus en droit de faire réunir à son Domaine , sans forme de Procès , les Terres non cultivées , & principalement celles sur lesquelles on a laissé croître du Bois , ne peut-il pas demander aux Possesseurs de ces Bois , d'apporter titres & pieces en vertu desquels ils se prétendent Propriétaires desdits Bois ? Et lorsque ces Particuliers auront rapporté leurs baillettes , par lesquelles eux ou leurs auteurs se seront obligés envers le Seigneur de labourer , cultiver

---

\* Il faut remarquer que partie des tetres ci-dessus qui produisent des bois sans être cultivées , quoiqu'elles aient été données aux Particuliers à la charge de les cultiver , labourer , & de payer le septieme des fruits y croissans , sont situées dans la Coutume de la Rochelle , & dans celle de Saint-Jean-d'Angely , qui est bien différente.

& ensemençer lefdites Terres, ne pourra-t-on pas conclure contr'eux à ce qu'ils ayent à exécuter l'obligation qu'ils ont contractée par ces bailliettes, faute de quoi lefdites Terres & Bois seront réunis au Domaine du Seigneur ? Le Juge devant lequel cette demande sera portée ne pourra-t-il pas condamner ces Particuliers par la Sentence qu'il rendra, à labourer lefdites Terres, sinon, & à faute de ce faire dans un certain délai, qu'elles seront réunies au Domaine du Seigneur ? Une pareille Sentence seroit-elle régulière ?

Voici une dernière question que l'on va proposer, au cas que le Conseil ne jugeât pas les précédentes en faveur de M. de Surgeres ; car si la première ou la seconde sont bonnes, celle-ci devient inutile. On demande donc si le Seigneur ne pourroit pas réunir à son Domaine les Terres non cultivées, sans faire de Procès à tous les Particuliers qui négligent de le faire, ce qui seroit un grand embarras, & exposeroit à des dépenses considérables, sans aucune ressource. Ne pourroit-on pas trouver un moyen plus court & moins coûteux, qui seroit de présenter une Requête au Juges de Surgeres, exposer que dans le finage plusieurs Particuliers négligent de cultiver les Terres qui leur ont été concédées, qu'il n'est pas possible de reconnoître les Particuliers Possesseurs desdites Terres, que par conséquent on ne peut s'adresser à eux pour les faire contraindre à cultiver les héritages dont ils sont Possesseurs, ce qui fait un préjudice considérable au Seigneur, le privant de son droit de terrage qu'il ne peut percevoir, attendu que lefdites Terres ne sont point ensemençées, & conclure à ce que tous les Particuliers, Propriétaires & Possesseurs d'héritages soient tenus de labourer, cultiver & ensemençer les Terres dont ils se prétendent Propriétaires & Possesseurs, sinon & à faute de ce faire, que lefdites Terres seront & demeureront réunies au Domaine du Seigneur ?

Sur cette Requête, le Juge ne pourra-t-il pas ordonner que tous Particuliers Possesseurs d'héritages seront tenus, dans certain tems qu'il fixera, de labourer leurs Terres, sinon, & à faute de ce faire dans ledit tems, & icelui passé, en vertu de la Sentence, & sans qu'il en soit besoin d'autre, permettre au Seigneur de s'en mettre en possession, & les donner à nouvelle baillette, ou en faire ce qu'il avisera bon être, & ordonner que la Sentence sera publiée & affichée aux portes des Eglises des endroits où les héritages sont situés ? Une pareille procédure seroit-elle régulière ? Et la réunion seroit-elle bien faite par cette Sentence ?

Depuis

Depuis que ce Mémoire est fait, on a eu connoissance d'un Arrêt rendu en la cinquieme Chambre des Enquêtes, qui juge la question de l'indemnité. En 1680 le Seigneur de Saint-Médard (Terre qui relève de Surgeres) fit assigner la Dame de Mazieres, pour être condamnée à payer vingt-neuf années du huitain des fruits d'une piece de terre contenant vingt-quatre ou vingt-cinq journaux, située au fief de la Croix-Saint-Médard. Sur cette demande, Sentence par défaut est intervenue le 9 Juillet 1680, qui condamne ladite Dame de Mazieres à payer le droit de huitain des fruits d'une piece de terre, & aux arrérages de vingt-neuf années, suivant l'estimation.

Appel par ladite Dame de Mazieres de cette Sentence au Bailliage de Benon, où autre Sentence par défaut est intervenue confirmative de celle ci-dessus. Appel par ladite Dame de Mazieres à la Rochelle, où Sentence est intervenue le 5 Septembre 1698, qui confirme celle de Benon, condamne les Demoiselles de Fontpastour, filles & héritieres de la Dame de Mazieres, à payer vingt-neuf années du droit de huitain des fruits perçus & recueillis sur une piece de terre, échus au mois de Juillet 1680, payer aussi les années d'arrérages dudit huitain échus depuis ledit Jugement du 9 Juillet 1680. Appel par M. de Lambertie, qui avoit épousé une Demoiselle de Fontpastour, de cette Sentence en la Cour, où Arrêt est intervenu le 27 Mars 1738 au rapport de M. de Lesseville, qui a confirmé ladite Sentence avec amende & dépens.

## A V I S.

**L**E Conseil soussigné, qui a vu le Mémoire de M. de Surgeres au sujet des droits de terrage & de complant qu'il leve dans l'étendue de la Terre de Surgere : Est d'avis sur la premiere question, que les particuliers qui ont pris des Terres du Seigneur, à la charge de les cultiver & de lui payer le septieme des fruits, n'ont pas la liberté de les laisser incultes quand ils jugent à propos, pour les remettre ensuite en culture : ou du moins que s'ils les abandonnent pendant quelques années, ils doivent au Seigneur une indemnité proportionnée à la perte qu'il souffre. La raison en est évidente, c'est que le Seigneur a voulu par sa concession avoir un revenu annuel, en partageant les fruits avec le preneur qui s'est soumis à cette charge. Si l'héritage avoit été donné à cens ou rente, il faudroit toujours que la charge en

Preneur à charge de rendre annuellement partie des fruits, n'en est quitte, quand il a négligé de cultiver.

argent fût payée, quoique la Terre demeurât inculte; la condition du Seigneur ne doit pas être différente, quand il se réserve une portion des fruits, & que c'est par la négligence du propriétaire que la Terre n'en a point produit. Il ne dépend pas du propriétaire de faire perdre au Seigneur le revenu qu'il s'est réservé par la baillette, ainsi l'indemnité en elle-même ne peut être contestée.

Sur la seconde question, qui est de savoir si on en peut demander vingt-neuf années d'arrérages, il faut supposer que les Terres sont demeurées incultes pendant un grand nombre d'années, sans que le Seigneur s'en soit plaint, & qu'il vienne après cela former sa demande en indemnité; mais dans ce cas on a peine à croire que l'action du Seigneur puisse être fondée, parce que s'il y a eu de la négligence de la part du propriétaire, on peut dire qu'il n'y en a pas eu moins de la part du Seigneur, qui, par un si long silence, paroît avoir autorisé ou du moins toléré la conduite du propriétaire. Le Seigneur a une action pour obliger le propriétaire de cultiver; mais quand le Seigneur n'use pas de son droit, & qu'il laisse le propriétaire tranquille, peut-il après un si long tems accabler ce propriétaire, en exigeant tant d'années d'arrérages ou d'indemnité?

Cas où le Seigneur ne peut demander 29 années d'arrérages.

Il est inutile pour cette question d'examiner si le terrage s'arrérange ou ne s'arrérange point; on peut entrer dans cette difficulté lorsque les terres ont été cultivées, & que le terrage n'en a point été payé, alors le Seigneur peut soutenir que le propriétaire a perçu pour lui une portion de fruits qui lui appartenait, & qu'il doit les restituer; mais quand le propriétaire n'a rien recueilli, & que le Seigneur ne s'est pas plaint du défaut de culture, alors c'est en quelque manière par le fait du Seigneur que ses arrérages sont perdus, & il ne peut demander qu'on lui restitue une portion de fruits que le propriétaire n'a pas recueillis.

Par-là tombe le préjugé de l'Arrêt de la cinquième Chambre des Enquêtes, qui n'a condamné un propriétaire à payer vingt-neuf années d'arrérages, que parce qu'il avoit réellement recueilli la portion des fruits qui appartenait au Seigneur, ce qui n'a pas d'application au propriétaire, qui, au vu & au su du Seigneur, n'a point cultivé pendant un grand nombre d'années.

Au surplus, sur la question de savoir si le terrage peut tomber en arrérages, on croit qu'il faut consulter l'usage & la manière de le percevoir; car si l'usage est d'en prendre des quittances de la part des possesseurs, on ne voit rien qui empêche qu'il n'arré-

ragé, puisque c'est une redevance annuelle dont le paiement peut & doit s'établir par des quittances; mais si le Seigneur leve le terrage lui-même sur le champ, ou qu'il se contente de le recevoir quand on l'apporte, sans en donner de reçu, il est évident que chaque année dans laquelle le Seigneur n'a point formé de demande, il est présumé avoir reçu, & que par conséquent il ne peut dans la suite prétendre aucuns arrérages. Il est donc difficile de former là-dessus une décision générale & indépendante de l'usage particulier de chaque Seigneurie.

D'où il suit que si dans la Terre de Surgeres l'usage n'étoit point de donner des quittances du droit de terrage, ce seroit une raison de plus pour ne pouvoir pas demander vingt-neuf années d'arrérages sur les terres incultes, puisque le Seigneur seroit présumé avoir reçu son droit tous les ans, quoique le possesseur ne rapportât aucune quittance. Mais indépendamment de cette raison, le Seigneur qui a souffert que les terres demeurassent sans culture, ne peut, après un si long tems, demander au propriétaire des fruits qu'il n'a point recueillis.

Sur la troisième question, on estime que si le propriétaire néglige de cultiver les terres chargées de terrage, le Seigneur peut en demander la réunion à son Domaine; mais on ne croit pas qu'il puisse de plein droit s'en mettre en possession, parce qu'on ne peut pas se faire justice à soi-même, s'il n'y a une disposition expresse dans la Loi qui le permette, & que d'ailleurs le propriétaire pourroit avoir des excuses à proposer qu'il est juste qu'il puisse déduire devant le Juge.

Si la Coutume de la Rochelle donne ce pouvoir au Seigneur pour les vignes qui n'ont pas été taillées à la saint Georges, c'est une disposition particulière qui ne peut être étendue à d'autres cas. Il est évident même que pour les vignes, il faut justifier par un Procès-verbal qu'elles n'ont point été taillées. Les Coutumes voisines ne permettent au Seigneur de se mettre en possession, qu'après un certain nombre d'années, pendant lesquelles les terres n'auront pas été cultivées; mais elles ne disent pas même qu'on le pourra faire sans l'autorité du Juge; & en effet ne faut-il pas établir devant lui que les terres sont demeurées incultes pendant le tems qu'exige la Coutume? Ainsi la règle exige toujours que l'on se pourvoie par action.

La seule difficulté est lorsqu'on ne connoît plus le propriétaire qui a abandonné la culture de ses terres, ce qui arrivera quand le propriétaire laissera accumuler un trop grand

Droits Seigneurs aux qui se perçoivent en espèces, sur le champ, & sans en donner quittance, ne s'arrangent.

Seigneur ne peut se mettre en possession sans autorité de Justice, à moins que la Coutume ne le dise.

Quand la Coutume exige des preuves il faut les constater judiciairement & par conséquent se pourvoir par action.

Comment une  
action se di-  
rige contre un  
inconnu.

nombre d'années. Mais dans le cas de cette ignorance, on peut recourir à un remède bien facile, qui est d'exposer au Juge la situation du Seigneur, & de demander permission d'assigner le propriétaire par proclamation & affiche, au lieu de la situation des héritages, pour voir dire qu'attendu le défaut de culture & la perte du droit de terrage, le Seigneur rentrera dans son Domaine, Procès verbal préalablement dressé pour établir en quel état sont les terres. Quand ces formalités auront été remplies, un propriétaire qui ne s'étoit pas fait connoître, ne pourra pas se plaindre de ce qu'on l'aura dépouillé, & s'il veut rentrer dans son bien, ce qu'il est bien difficile d'empêcher, au moins sera-t-il obligé de dédommager le Seigneur de tous frais & de tous dommages & intérêts, loin de pouvoir répéter les fruits que le Seigneur aura perçus.

Cas où le  
Baillieur ne  
peut se plain-  
dre que la na-  
ture de l'héri-  
tage ait été  
changée.

Sur la quatrième & dernière question qui regarde les terres chargées de terrage, que le propriétaire a converties en bois, le Seigneur peut se plaindre de cette conversion, s'il en souffre quelque préjudice, parce que le fait du possesseur ne peut jamais lui préjudicier. Mais si cette conversion est ancienne, & que le Seigneur ne s'en soit pas plaint, & à plus forte raison s'il a pris le droit de terrage sur le bois, il est évident qu'il a approuvé par-là le changement de la superficie, & par conséquent qu'il ne seroit plus recevable à s'en plaindre. On ne peut donc appliquer le droit du Seigneur qu'à un changement fait depuis peu, & qu'il n'auroit point approuvé en recevant son droit de terrage en bois.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*





## LXXVII. CONSULTATION.

*Bénéficiaire chargé d'une somme pour l'employer en réparations , en est quitte quand les réparations sont reçues.*

EN l'année 1717 M. le Cardinal de Fleury, lors Abbé de l'Abbaye de Larrivour, près la Ville de Troyes, obtint un Arrêt du Conseil qui lui permit de faire vendre des bois dépendans de ladite Abbaye, pour le prix en provenant être employé à faire faire les réparations des bâtimens & étangs.

Le 4 Août 1717, il fut dressé un Procès-verbal par le Lieutenant-Général de Troyes, des Eglises, lieux claustraux, maisons, fermes & étangs, & des réparations qui étoient à y faire, par lequel les Experts qui avoient été nommés, estimèrent ces réparations à la somme de 32504 liv.

Le 8 Novembre 1717 adjudication au rabais desdites réparations au nommé Dumet, moyennant la somme de 23900 livres.

Le 9 Décembre 1717 adjudication de la réserve des bois de Larrivour, moyennant 36120 liv.

M. l'Abbé de Vienne, Conseiller au Parlement, fut pourvu en 1718 de ladite Abbaye de Larrivour, sur la démission de M. le Cardinal de Fleury. Il commença par entrer dans le détail des réparations qui étoient à faire aux bâtimens & étangs; il s'aperçut qu'il y en avoit eu plusieurs qui avoient été omises dans le Procès-verbal fait par le Lieutenant-Général de Troyes, & qui étoient absolument indispensables.

Il savoit qu'il étoit resté entre les mains du Greffier de la Maîtrise de Troyes une somme de 1900 liv. provenant du sol pour livre du prix de l'adjudication du 9 Décembre 1717. Il obtint un Arrêt du Conseil le 24 Février 1719 qui ordonna qu'il toucheroit la somme de 1900 liv. sur le sol pour livre provenant des bois précédemment coupés, pour être employée aux réparations omises dans le devis du 4 Août 1717, à la charge par ledit sieur Abbé de Vienne de rapporter au Greffe de la maîtrise de Troyes les marchés & quittances desdites réparations.

M. l'Abbé de Vienne fit faire des avis desdites réparations

omises. Il fit ensuite des marchés avec Dumet, Adjudicataire des réparations. Par un premier marché du 8 Juin 1719 fait entre M. l'Abbé de Vienne & ledit Dumet, ce dernier s'obligea de faire les réparations des étangs de Larrivour, omises dans l'adjudication, & qui étoient urgentes & indispensables, moyennant la somme de 700 liv.

Par un second marché du 9 Juin 1719, M. l'Abbé de Vienne conjointement avec les Religieux de Larrivour, convint avec ledit Dumet, que pour les réparations qui avoient été omises au dortoir, ils lui payeroient la somme de 1100 liv. & ledit Dumet s'obligea de faire lesdites réparations, & fournir tous les matériaux qui étoient nécessaires. Par le même marché, ledit Dumet s'obligea de faire lasser, torcher, rendre & blanchir des cloisons audit dortoir, moyennant la somme de 100 liv. qui lui seroit payée pour lesdits ouvrages.

Le 23 Avril 1720 le Grand-Maître des Eaux & Forêts de Champagne ordonna que la somme de 1900 liv. portée par l'Arrêt du 24 Février 1719, seroit remise à M. l'Abbé de Vienne aux charges portées par ledit Arrêt. Le 19 Juin 1720 M. l'Abbé de Vienne reçut ladite somme de 1900 liv. & par la quittance qu'il en donna, il s'obligea d'employer ladite somme aux réparations omises, dont il avoit les marchés entre les mains, & de mettre au Greffe de la Maîtrise de Troyes lesdits marchés quittancés.

M. l'Abbé de Vienne est décédé au mois d'Avril 1726. M. l'Abbé de Forbin lui a succédé à l'Abbaye de Larrivour. M. de Vienne, Conseiller de la Grand'Chambre, seul & unique héritier de M. l'Abbé de Vienne son frere, transigea avec M. l'Abbé de Forbin pour toutes les réparations qui étoient à faire à l'Abbaye de Larrivour, par acte du 13 Février 1727. Voici de quelle maniere cet acte est conçu :

*Lesquels après avoir fait examiner par des ouvriers & gens à ce connoissans toutes les réparations qui sont à faire, tant aux Eglises, lieux réguliers & claustraux de ladite Abbaye de Larrivour, pour autant que l'Abbé en est tenu, que la Maison abbatiale & ses dépendances, & généralement tous les lieux dépendans de ladite Mansé abbatiale, & à la charge d'icelle, & en quoi que lesdites réparations puissent consister, soit en matériaux, façons d'ouvriers & autres choses généralement quelconques, à l'exception des étangs dépendans de ladite Mansé abbatiale, les Parties ont fixé le prix desdites réparations à la somme de 5000 l. moyennant laquelle somme*

*de 5000 liv. ledit sieur Abbé de Forbin s'oblige de faire faire toutes lesdites réparations, à la charge de M. de Vienne, & de tous autres, sans qu'ils puissent jamais, sous quelque cause ni aucun prétexte que ce soit, être inquiétés ni recherchés.*

Il fut convenu qu'à fur & à mesure que lesdits lieux seroient réparés, Messieurs de Vienne & de Forbin présenteroient Requête aux Officiers du Bailliage de Troyes, à l'effet de faire nommer des Experts pour examiner & recevoir lesdites réparations, en dresser les Procès-verbaux, & opérer la décharge judiciaire de M. de Vienne, & de la succession dudit sieur Abbé de Vienne.

M. l'Abbé de Forbin fit travailler auxd. réparations; il prétendit que la somme de 5000 liv. portée par la transaction n'étoit pas suffisante. M. de Morville, gendre de M. de Vienne, lui promit de faire ajouter à cette somme celle de 1000 livres. Ces deux sommes ont été payées à M. l'Abbé de Forbin; il en convient.

Les Religieux de Larrivour prétendirent que n'ayant point été appelés aux visites qui avoient été faites desdites réparations, il devoit être fait une nouvelle visite & estimation par Experts, pour constater le tout, expliquer & circonstancier par lesdits Experts les réparations actuellement existantes & nécessaires, qui pouvoient être à la charge de l'Abbé.

Ils formerent une demande contre M. de Vienne au Grand-Conseil. M. l'Abbé de Forbin y intervint, & par Arrêt du 23 Janvier 1728, il fut ordonné que pardevant le Lieutenant-Général de Troyes, & par les Experts qui seroient par lui nommés d'office, il seroit procédé à la visite des réparations qui avoient été faites à l'Eglise & lieux dépendans de la Manse abbatiale de ladite Abbaye de Larrivour, par M. l'Abbé de Forbin, & à la réception d'icelles, Parties présentes ou duement appelées, même lesdits Religieux, comme aussi à la visite & réception des réparations restant à faire, au fur & à mesure qu'elles se trouveroient faites.

Au mois d'Octobre 1728 les Officiers du baillage de Troyes se transporterent à Larrivour avec des Experts par eux nommés pour faire la visite des réparations qui étoient faites, & de celles qui restoit à faire. Plusieurs réparations se trouverent entièrement faites. Il n'en restoit que quelques légères. M. l'Abbé de Forbin observa auxdits Officiers qu'il ne lui avoit pas été possi-

ble de faire achever lefdites réparations, nonobftant les attentions; & comme ce qui reftoit à faire étoit un léger objet, cela ne devoit point empêcher la réception d'icelles, ni retarder la décharge de M. de Vienne.

Les Religieux de Larrivour étoient préfens à toutes ces différentes opérations & vifites faites par les Officiers du Bailliage de Troyes, & par les Experts. Il fut dreflé Procès-verbal par lefdits Officiers, par lequel il fut donné acte aux Parties de leurs dires, confentemens & requifitions.

Enfin par Sentence du Bailliage de Troyes du 20 Octobre 1728, il a été dit que les réparations ont été bien & duement faites, déclarées reçues; & ayant égard aux offres & foumiffion de M. l'Abbé de Forbin, il a été ordonné que M. de Vienne demeureroit bien & valablement déchargé, même de celles reftant à faire, tant à l'égard dudit fieur Abbé de Forbin, qu'à l'égard des Prieur & Religieux de l'Abbaye de Larrivour.

On a cru devoir entrer dans le détail qu'on vient d'expliquer pour mieux faire fentir la difficulté que l'on va propofer, & fur laquelle le Confeil eft fupplié de donner fon avis.

Le Receveur des bois de Champagne en rendant fes comptes à M. l'Abbé & à Messieurs les Religieux de Larrivour le 28 Août 1729, porta en dépenfe la quittance de M. l'Abbé de Vienne du 19 Juin 1720 des 1900 l. qu'il avoit reçues, & qu'il devoit employer aux réparations omifes dans le Procès-verbal du 4 Août 1717, dont il avoit fait les marchés les 8 & 9 Juin 1720.

M. l'Abbé de Forbin & les Religieux de Larrivour prétendirent que la fucceffion de M. l'Abbé de Vienne étoit chargée envers l'Abbaye de Larrivour de cette fomme, & que M. de Vienne devoit leur payer, attendu que M. l'Abbé de Vienne n'avoit point exécuté l'Arrêt du Confeil qui avoit ordonné qu'il toucheroit lefdites 1900 liv. & qu'il remettoit les marchés & quittances defdites réparations au Greffe de la maîtrife de Troyes; ce que n'ayant point fait, il étoit refté débiteur.

Les Religieux demanderent à M. de Vienne cette fomme en 1730. On va rendre compte de la converfation que M. de Morville (qui étoit lors à Geraudot, Terre qui appartenoit à M. de Vienne, à une demi-lieue de Larrivour) eut avec le Prieur de l'Abbaye, parce que M. l'Abbé de Forbin en tire avantage.

M. de Vienne fut furpris de la demande du Prieur. Il connoiffoit

noissoit l'exaétitude de feu M. son frere, il avoit trouvé dans des Mémoires écrits de sa main, & dont on parlera dans la suite, que la somme de 1900 liv. avoit été employée à sa destination. Les réparations de Larrivour lui avoient coûté beaucoup de peines & de mouvemens; il ne reçut pas bien la demande du Prieur. Monsieur & Madame de Morville, qui vouloient éviter à M. de Vienne le dégoût d'un Procès qu'ils imaginoient que les Religieux de Larrivour vouloient lui faire, & qui connoissoient l'aversion qu'il avoit pour les Procès personnels, dirent au Prieur de laisser M. de Vienne tranquille, & que, supposé qu'il leur fût dû quelque chose, ils le leur payeroient. M. l'Abbé de Forbin & les Religieux ont eu égard à la priere de Monsieur & de Madame de Morville, ils n'ont rien demandé à M. de Vienne de son vivant.

M. de Vienne est décédé le 23 Janvier 1738. Peu de tems après sa mort, M. l'Abbé de Forbin a demandé à Madame de Morville, sa seule & unique héritiere, les 1900 liv. en question; elle a promis de les payer, pourvu que M. de Vienne en fût tenu. Il s'agit donc de savoir si M. de Vienne devoit cette somme.

M. l'Abbé de Vienne a reçu 1900 liv. pour être employées en réparations. Il a déclaré qu'il en avoit les marchés entre les mains, il a promis d'en remettre les quittances au Greffe de la Maîtrise de Troyes; on prétend que ces quittances n'ont point été remises, cela peut être; mais ce défaut de remise de quittances ne prouve pas que ces réparations n'aient point été faites.

M. l'Abbé de Vienne se rendoit un compte exact de tout ce qui s'étoit passé depuis qu'il étoit Abbé de Larrivour, & principalement pour les réparations; on trouve dans un extrait écrit de sa main ce qui suit : *En exécution de cet Arrêt (c'est de l'Arrêt du Conseil du 24 Février 1719 qu'il parle) M. de Vienne a reçu au mois de Juin 1720 en Billets de Banque de M. Chalon, Receveur des bois, les 1900 liv. il a fait les marchés desdites réparations omises avec les Entrepreneurs, & elles ont été reçues avec les autres réparations, suivant les Procès-verbaux de réception des mois de Novembre 1723 & Avril 1724.*

Or, si les réparations ont été reçues, certainement elles ont été faites. M. l'Abbé de Vienne n'avoit fait cet extrait que pour lui-même. Il n'avoit pas eu intention qu'il servît après sa mort de preuve de l'emploi des 1900 livres. Si ces réparations n'avoient pas été faites, l'auroit-il ainsi écrit? L'en croira-t-on

sur la déclaration faite dans un tems non suspect, faite à lui-même pour se rendre compte de tout ce qui s'étoit passé, & dans la vente des bois de Larrivour, & dans les réparations des bâtimens dépendans de l'Abbaye ?

Les Religieux de Larrivour étoient intéressés à ce que les réparations, qui étoient à faire à leur dortoir, fussent faites; ils avoient signé le marché fait avec Dumet; ces réparations ont dû être faites devant leurs yeux. Si elles ne l'avoient pas été, n'auroient-ils pas forcé l'Entrepreneur de les faire ? Ils avoient un triple du marché, & l'Entrepreneur étoit autant obligé envers eux qu'envers M. l'Abbé de Vienne.

M. l'Abbé de Forbin doit avoir entre les mains les Procès-verbaux de réception des réparations de 1723 & 1724, il n'y a qu'à vérifier si les réparations contenues aux marchés des 8 & 9 Juin 1720 y sont comprises. Si elles y sont, comme ayant été faites, M. de Vienne & sa succession doivent être déchargés des 1900 l. demandées.

Mais supposé que ces réparations n'eussent pas été comprises dans ces Procès-verbaux, & qu'elles n'eussent pas été reçues ni même faites, la succession de M. de Vienne n'en feroit-elle pas de même déchargée par les raisons qui suivent ?

Les réparations ont été faites en conséquence des marchés des 8 & 9 Juin 1720, ou elles ne l'ont pas été. Si elles ont été faites, elles ne se sont plus trouvées en 1726 lors de la mort de M. l'Abbé de Vienne. Si au contraire elles ne l'ont pas été dans le tems qu'elles auroient dû l'être, ni dans l'intervalle des marchés jusqu'au décès de M. l'Abbé de Vienne, elles se sont trouvées à faire après sa mort; M. de Vienne a traité avec M. l'Abbé de Forbin pour toutes les réparations, il lui a payé la somme à laquelle ils sont convenus pour icelles, & 1000 liv. au-delà. Ces réparations ont été reçues; M. de Vienne en a été déchargé du consentement de M. l'Abbé de Forbin & des Religieux.

Le Conseil est très-humblement supplié de vouloir bien donner son avis sur le contenu au present Memoire.

### A V I S.

**L**E Conseil soussigné, qui a vu le present Memoire : Est d'avis que M. l'Abbé de Forbin ne peut pas demander les 1900 liv. dont il s'agit, à la succession de M. de Vienne.

Cette somme a été adjugée à M. l'Abbé de Vienne par Arrêt

du 24 Fevrier 1719, pour faire les reparations omises dans un premier devis fait en 1717; il ne l'a reçue qu'à condition de rapporter des marchés des mêmes reparations, & les quittances des ouvriers. Il n'a pas rapporté les quittances, mais quelle conséquence peut-on tirer de ce qu'il n'a pas satisfait à cette condition?

Si M. l'Abbé de Vienne étoit encore vivant, le Receveur des Domaines & Bois pourroit le poursuivre pour le faire condamner ou à faire faire les reparations, & à en rapporter les quittances, ou à retablir entre ses mains la somme de 1900 liv. & M. l'Abbé de Vienne n'en seroit pas quitte pour dire: Je me charge de ces reparations, je m'en rends debiteur en mon propre & privé nom; car on lui repondroit: Votre obligation peut être bonne, mais il y a encore plus de sureté dans l'exécution que dans la promesse; & l'on n'est point obligé de se contenter d'un pareil engagement de votre part: par l'événement votre succession peut être insolvable, & les 1900 liv. seront perdues pour l'Abbaye.

Mais, quand M. l'Abbe de Vienne est decédé, que son heritier a traité avec le successeur au Benefice, lui a donné toutes les sommes necessaires pour faire faire les reparations qui existoient alors; quand le successeur qui a touché ces sommes a fait faire les reparations, les a fait recevoir, & a fait lui-même prononcer la decharge de M. de Vienne, il ne peut jamais subsister une action pour les 1900 liv. contre la succession de M. de Vienne. La raison en est évidente: c'est que cette succession a fait faire toutes les reparations sans exception, & par conséquent a fait faire celles pour lesquelles les 1900 liv. lui avoient été remises. Par-là elle a satisfait à la condition imposée par l'Arrêt de 1719, & par consequent on ne peut repeter la somme qui lui appartenoit en remplissant la condition.

Qui a rempli son obligation n'est plus exposé à l'action.

Le Procès-verbal de réception, fait en présence de M. l'Abbé de Forbin, des Religieux & de M. de Vienne, est une veritable quittance des reparations pour lesquelles les 1900 liv. ont été données; il n'y auroit qu'à en déposer une copie au Greffe de la Maîtrise, pour tenir lieu des marchés quittancés qui devoient être fournis, & par-là ce qui doit manquer du côté de la forme seroit rempli.

Rapporter un Procès-verbal contenant décharge, est la même chose que rapporter quittance.

Mais au fond il n'est pas possible de repeter les 1900 livres, quand il est prononcé juridiquement que toutes les reparations ont été faites; ce seroit priver la succession de M. de Vienne du benefice de l'Arrêt de 1719, après qu'elle a fait faire toutes les

reparations dont elle étoit chargée; & si on avoit retabli les 1900 liv. entre les mains du Receveur des Domaines & Bois, il y auroit lieu de les repeter.

*Délibéré à Paris ce . . .*

## LXXVIII. CONSULTATION.

### *Egalité entre enfans mariés & dotés.*

**P**REMIER CHEF. Par le contrat de mariage du 3 Fevrier 1733, entre le sieur Louis Molerat de Charmont & la Demoiselle Marie-Marguerite de Renusson, fille du premier lit de feu Dame Antoinette-Roze de Brienne, ladite Demoiselle de Renusson a été dotée de la somme de 36000 liv. en biens fonds. Comme ladite Dame de Brienne avoit aussi une fille de son second mariage avec le sieur de Vaurillon de l'Etang, & qu'elle vouloit en même tems assurer à cette seconde fille une dot égale à celle constituée à la fille du premier lit, il est dit par ce même contrat que, pour former cette égalité, tous les biens-fonds situés au lieu de Rozieres, appartenans à ladite Dame de l'Etang, mere commune, seront & appartiendront à la Demoiselle Roze-Angelique de l'Etang, sa seconde fille, pour lui tenir lieu de la somme de 20000 liv. qui font partie de celle de 36000 livres qu'elle doit avoir de même que la Demoiselle de Renusson sa sœur, sans que néanmoins les Bâtimens, que les Sieur & Dame de l'Etang pourroient avoir fait ou fait faire par la suite audit lieu de Rozieres, pussent augmenter le prix de ces biens, qui est fixé à ladite somme de 20000 liv. Quant aux 16000 liv. restant pour former la dot entiere de 36000 liv. il est dit par le même contrat que ladite Dame de l'Etang les donnera à ladite Demoiselle sa fille du second lit, ou en contrats de rente, ou en fonds, à sa volonté.

C'est pour s'acquitter de cette promesse que ladite Dame de l'Etang, par son testament du 15 Avril 1741, lui a donné tous les biens-fonds à elle appartenans, & qui sont situés dans la Paroisse de Ceffonds. La Dame de l'Etang est decedée ensuite audit mois d'Avril 1741.

C'est en cet état que le sieur Louis Molerat de Charmont, au nom & comme Tuteur de Pierre Theodose, son fils mineur de



lui & de ladite feue Marie-Marguerite de Renusson , prétend se soustraire à l'exécution des clauses de son dit contrat de mariage , en ce qui lui paroît défavantageux , & cependant faire exécuter celles qui sont à son profit.

Il faut observer qu'en conséquence du susdit contrat de mariage du 3 Février 1733 , & d'un Arrêt de la Cour du 22 Juillet 1737 , qui en a ordonné l'exécution suivant sa forme & teneur , contradictoirement avec le sieur Molerat , même depuis le décès de lad. Dame de l'Etang , il a été fait dans ledit bien de Rosieres des réparations & améliorations très-considérables pendant l'espace de dix années , pendant lesquelles le sieur de l'Etang s'est appliqué à grands frais à ces réparations , persuadé qu'il étoit qu'à la faveur de semblables titres ces biens étoient incommutablement acquis à ladite Demoiselle sa fille. Cet objet ne manqueroit pas d'occasionner beaucoup de contestations , parce que le sieur de Charmont ne manqueroit pas de soutenir contre toute vérité que ces réparations ont été faites aux frais de ladite Dame de l'Etang , quoique dans le vrai le sieur de l'Etang en ait fait seul toute la dépense.

On demande , 1°. Si la Demoiselle de l'Etang , fille du second lit , est bien fondée , pour obvier à toutes les mauvaises contestations que le sieur Molerat pourroit lui faire , à se pourvoir en Justice pour faire ordonner que ledit Molerat sera tenu d'exécuter de point en point son contrat de mariage ; ou faute par lui de l'exécuter , ne pourroit-elle pas le contraindre de rapporter tous les biens qui lui ont été donnés par ledit contrat , & de prendre sur les autres biens de la succession , autres néanmoins que ceux de Rosieres , la somme de 20000 livres , à dire d'Experts convenus ou nommés d'office ? Dans cette supposition la Demoiselle de l'Etang garderoit le bien de Rosieres ; & le restant des autres biens de la succession , après que le sieur Molerat auroit pris sur iceux les 20000 livres susdites , se partageroit entre les deux cohéritiers ; & le partage fait , ils demeureroient garans l'un envers l'autre des portions qui leur écheroient.

2°. Aucas que le Conseil ne juge pas praticable ce premier expédient , la Demoiselle de l'Etang ne peut-elle pas offrir au sieur Molerat de rapporter à la masse des biens situés à Cefonds , & qui lui ont été abandonnés pour la somme de 16000 liv. au cas que ledit Molerat prétende que ces biens sont de plus grande valeur que celle pour laquelle ils ont été abandonnés ?

Et s'il consent que ces biens situés à Ceffonds restent à ladite Demoiselle pour ladite somme de 16000 liv. ladite Demoiselle ne peut-elle lui faire offre de consentir que, tant sur les biens qui lui avoient été donnés par son contrat, que sur les autres biens quelconques de ladite succession, excepté ceux de Rosieres & de Ceffonds, ledit sieur Molerat prenne, à dire d'Experts, la valeur de 36000 livres, & de partager ensuite le restant des autres biens?

SECOND CHEF. Par le même contrat de mariage du 3 Février 1733, le sieur de l'Etang a abandonné au sieur Molerat, d'un côté, les biens de la succession de Jean-Baptiste Ginot; & de l'autre, ses créances sur les biens de la succession du sieur de Renusson, premier mari de la Dame de l'Etang: ces deux objets sont estimés & portés à la somme de 24000 liv. Quoique dans le fait, & aux termes dudit contrat, les biens seuls de Ginot soient estimés 14000 liv. & que les créances, que le sieur de l'Etang prétendoit avoir acquittées sur les biens de la succession du feu sieur de Renusson, tant en principaux qu'intérêts, montoient à plus de 20000 liv. cependant le total n'a été porté qu'à une somme de 24000 liv. qui sont, avec les 36000 liv. de dot constituée par ledit contrat, une somme de 60000 l. que ledit Molerat a reçue, tant par l'abandon que ladite de l'Etang lui a fait des fonds jusqu'à la concurrence desdites 36000 l. de dot, que par le délaissement que le sieur de l'Etang lui a aussi fait des créances qu'il avoit acquittées, & des biens dudit Ginot estimés 14000 liv. Comme par ce moyen le sieur Molerat recevoit 24000 liv. au-delà des 36000 l. qui étoient constituées en dot à la Demoiselle de Renusson, il s'obligea par le même contrat à rendre à ladite Demoiselle de l'Etang, sa belle-sœur, lors de son mariage, une pareille somme de 24000 liv. & jusqu'alors à en payer la rente de 1200 liv. au sieur de l'Etang.

Les dispositions de ce contrat ayant été attaquées, l'Arrêt contradictoire qui est intervenu en 1737, en a ordonné l'exécution suivant sa forme & teneur, il est suris au paiement de la susdite rente jusqu'à ce que ledit sieur Molerat eût été mis en possession desdits biens; il ne s'agissoit que de ceux de Ginot à la possession desquels le sieur Molerat n'a jamais trouvé le moindre obstacle, le sieur de l'Etang lui ayant au contraire fait plusieurs sommons & indications desdits biens.

Ce n'est qu'en 1740 que le sieur Molerat a pris des Lettres de rescision contre les obligations de son contrat de mariage, &

qu'il a soutenu aux Requêtes du Palais qu'il ne prétendoit point accepter les susdits biens de Ginot, & qu'ils devoient être rendus au sieur de l'Estang pour la somme de 14000 liv. à laquelle ils avoient été estimés par ledit contrat.

Quant aux créances des biens de la succession du sieur de Renuffon, son beau-pere, à laquelle il avoit renoncé, il n'est pas disconvenu que ces créances ne montassent à plus de 20000 liv. mais que, comme le don du sieur de l'Estang n'avoit été estimé que 24000 liv. en lui rendant le bien de Ginot qui en valoit 14000, il ne pouvoit plus être tenu que de 10000 liv. Mais non content de ce sophisme, il a poussé l'argument plus loin, en soutenant que ces créances prétendues acquittées par le sieur de l'Estang, étoient des avantages indirects, pratiqués par la Dame de l'Estang au profit de son mari.

La Sentence des Requêtes du Palais a adopté ce système en rendant au sieur de l'Estang les biens de Ginot; elle adjuge cependant au sieur de l'Estang la rente de 150 liv. pour un principal de 3000 liv. & la somme de 583 liv. portée en une obligation du sieur de Renuffon & de la Dame son épouse. Le surplus des autres créances, le sieur Molerat en est déchargé sous ledit prétexte d'avantages indirects.

La Dame de l'Estang n'est décédée que pendant l'Instance d'appel de cette Sentence; le sieur Molerat y a soutenu le même système; & la Demoiselle de l'Estang a conclu expressément par une Requête, qu'où la Cour jugeroit que l'acquiescement desd. créances fût un avantage indirect, en ce cas, comme héritière de la Dame de l'Estang, de même que le fils mineur dudit Molerat, la moitié desdits avantages lui fût adjugée.

Aucune des Parties n'avoit conclu au partage de la succession de la Dame de l'Estang; cependant la Cour, par son Arrêt du 24 Mai dernier, en confirmant la Sentence, a renvoyé sur la demande de la Demoiselle de l'Estang, à se pourvoir lors du partage, ainsi qu'elle aviseroit, défenses réservées au contraire.

On demande, 1°. Si le sieur de l'Estang est bien fondé à se pourvoir contre le sieur Molerat pour lui faire payer les revenus des biens de Ginot, qu'il a reçus ou dû recevoir.

2°. Le sieur d'Estang ne peut-il pas contraindre le sieur Molerat à faire faire les réparations aux Bâtimens que le sieur Molerat a laissé détériorer, le sieur de l'Estang n'ayant pu y veiller, ni s'y immiscer, depuis l'abandon qu'il lui en avoit fait?

3°. Depuis quel tems , & jusqu'à quel tems le sieur Molerat peut-il être tenu de ces revenus & réparations ?

4°. Le sieur Molerat n'est-il pas aussi tenu d'indemniser le sieur de l'Estant du quadruple droit qu'il a été obligé de payer faute du paiement du droit simple , pour le défaut d'insinuation de la vente desdits biens, attendu que le sieur de l'Estant les lui avoit abandonnés, sans autre garantie que celle de ses faits & promesses ?

5°. La Demoiselle de l'Estant n'est-elle pas bien fondée à demander audit sieur Molerat le paiement desdites créances que l'on a envisagées comme des avantages indirects, dans la supposition que ledit sieur Molerat renonce pour son mineur à la succession de la Dame de l'Estant, mere commune ?

6°. A supposer que le sieur Molerat persiste dans la qualité d'héritier de ladite Dame, la Demoiselle de l'Estant ne peut-elle pas lui faire rapporter en partage, outre les biens qu'il a reçus en dot de la somme de 36000 liv. ceux qui avoient appartenu au sieur de Renusson, pere de son épouse, jusqu'à concurrence des sommes qui ont été payées en l'acquit de ladite succession ? Puisque l'Arrêt du 24 Mai dernier a jugé que l'acquiescement de ces créances avoit été fait des deniers de la Dame de l'Estant, il n'est pas naturel que le sieur Molerat seul en profite, & ces biens doivent faire masse avec les autres biens de la succession, & être partagés.

7°. Dans le cas même où le sieur Molerat viendrait à renoncer à ladite succession, ladite Demoiselle de l'Estant ne seroit-elle pas fondée à répéter, en qualité de seule & unique héritière de la Dame sa mere, non-seulement les 10000 liv. auxquelles ledit sieur Molerat a soutenu dans ses écritures que les créances acquittées sur la succession du sieur Renusson, avoient été restreintes par le contrat du 3 Février 1733, mais encore les 20000 livres auxquelles ces créances montent dans le fait, à la déduction des deux parties de ces créances, que la Sentence & l'Arrêt adjugent au sieur de l'Estant ? Puisque la Sentence, qui décharge Molerat des 1200 liv. de rente stipulée au profit du sieur de l'Estant, ne limite point à quelle somme ces créances doivent se réduire ; & que, quoiqu'il paroisse par le contrat que le sieur de l'Estant ne les y ait fait entrer que pour un objet de 10000 liv. qui, avec les 14000 liv. du bien de Ginnor, formoient les 24000 livres pour lesquelles la rente de 1200 liv. avoit été stipulée ; cependant elles montent ces créan-

ces acquittées à plus de 20000 liv. & on ne les a pas fait monter plus haut que par esprit de libéralité envers le sieur Molerat, & pour ne pas s'obliger envers lui à la garantie des biens de Ginot.

8°. A quelque somme que ces prétendus avantages indirects puissent se monter, le sieur Molerat n'est-il pas tenu d'en rapporter les intérêts à la succession? N'y est-il pas tenu du jour de son mariage, puisqu'il a joui dès-lors des biens affectés à ces créances?

TROISIEME CHEF. Le sieur de l'Etang avoit acquitté depuis l'année 1720, toutes les créances susdites de la succession du sieur de Renusson, & la Dame de l'Etang étoit obligée solidairement avec son premier mari au paiement de ces créances, & elle avoit renoncé à sa succession. Quoique la Sentence des Requêtes, & l'Arrêt qui l'a confirmée aient regardé ces payemens comme des avantages indirects, c'est pourtant avec une sorte de distinction; car on adjuge au sieur de l'Etang deux de ces créances: savoir, la rente de 150 l. au principal de 3000 liv. constituée au profit du sieur Briel par le sieur de Renusson & la Dame son épouse, on lui adjuge aussi les intérêts de cette rente depuis le jour du contrat du 3 Février 1733; mais comme le sieur de l'Etang avoit payé cette somme depuis 1720, le transport est du mois d'Août de ladite année, il n'a point non-plus formé de demande des arrérages de cette somme depuis le jour du transport jusqu'au jour du contrat du 3 Février 1733.

La seconde créance qui est adjugée au sieur de l'Etang, est une somme de 583 liv. portée en une obligation dudit sieur de Renusson & de la Dame son épouse, passée pardevant Notaires au profit du nommé de Mougeot, le sieur de l'Etang avoit acquitté cette obligation comme les autres depuis 1720. Sur cela:

On demande: 1°. si le sieur de l'Etang n'est pas fondé à demander les intérêts de la rente de 150 liv. due à Briel, à compter du jour de son transport jusqu'audit contrat de 1733?

2°. Contre qui le sieur de l'Etang doit-il diriger son action pour ces arrérages? Est-ce contre la succession de la Dame son épouse qui étoit solidairement obligée? Est-ce contre le sieur Molerat, Détenteur des biens de la succession du sieur de Renusson?

3°. Le sieur de l'Etang n'est-il pas aussi en droit de deman-

der des intérêts pour la somme de 583 liv. portée en l'obligation de Mougeot , à compter seulement du jour du contrat du 3 Février 1733 , puisque , quoique cette somme ne portât point intérêt , elle faisoit partie de l'objet pour lequel la rente de 1200 liv. avoit été stipulée par ledit contrat , & que sans cette obligation de payer ladite rente le sieur de l'Estant se seroit fait payer dès-lors ?

4°. N'est-ce pas aussi contre le sieur Molerat seulement que le sieur de l'Estant doit former la demande de ces intérêts ?

QUATRIÈME CHEF. Par le susdit contrat de mariage du 3 Février 1733 , les Sieur & Dame de l'Estant ont garanti au sieur Molerat , non-seulement les biens provenans de Madame de l'Estant , mais encore ceux de M. de Renusson : la Sentence & l'Arrêt confirment cette disposition , quoiqu'ils déchargent Molerat de la rente stipulée.

Par le même contrat le sieur de l'Estant a fait audit Molerat donation de tous ses biens , dans le cas où la Demoiselle sa fille décéderoit sans enfans , ou sans être mariée.

On demande si le sieur de l'Estant ne peut pas se pourvoir pour se faire décharger de la garantie desdits biens , attendu que cette obligation n'avoit été apposée que sur le fondement & en vue de ladite rente de 1200 livres dont Molerat s'est fait décharger ?

On demande aussi si le sieur de l'Estant ne peut pas faire casser ladite donation , qui n'étoit faite non plus que sous l'espérance de l'exécution des engagemens réciproques ? Si de même la Demoiselle de l'Estant ne peut pas se faire décharger de la susdite garantie , attendu qu'elle ne profire de rien , d'autant mieux que ce contrat de mariage est une pépinière de Procès.

## A V I S.

LE CONSEIL soussigné , qui a vu le présent Mémoire , est d'avis , sur la première question , que la succession de la Dame de l'Estant étant à partager entre l'enfant du sieur Molerat & la Dame de l'Estant , il faut avant toutes choses , savoir quelles qualités ils prendront de part & d'autre dans cette succession. La Dame de l'Estant avoit donné à la Dame Molerat , fille de son premier lit , 36000 liv. par son contrat de mariage de 1733 , à condition que pour égaler la Dame de l'Estant , fille de son second lit , les biens que la Dame de l'Estant avoit

On exagere  
ses droits  
quand on ne  
distingue pas  
en soi-même  
deux qualités  
incompati-  
bles.

à Rosières lui appartiendroient pour 20000 liv. & que la mère lui fourniroit les 16000 liv. restantes en contrats ou en fonds, à sa volonté, ce que la mère a exécuté par son testament, en laissant à la Dame de l'Etang sa fille les biens de Ceffonds pour 16000 liv. En cet état les deux filles se trouvent toutes deux Donataires entre-vifs, ou Légataires de biens estimés 36000 liv. chacune d'elles peut se tenir aux avantages que sa mère lui a faits, & renoncer à la succession. Si l'une des deux prend ce parti, tous les biens appartiendront à l'autre; mais si toutes deux veulent être héritières, alors les avantages faits par la Dame de l'Etang deviennent caducs, tous les biens donnés de part & d'autre doivent être rapportés & mis en masse, pour être estimés & partagés également.

La Dame de l'Etang ne peut donc pas, comme on le propose dans le Mémoire, demander au sieur Molerat qu'il soit tenu d'exécuter son contrat de mariage; en conséquence, qu'il soit tenu de lui délaïsser les biens de Rosières & de Ceffonds, sauf à lui à se remplir en autres biens de la somme de 36000 liv. car pour former une pareille demande, il faudroit que la Dame de l'Etang s'en tint aux avantages qui lui ont été faits par son contrat de mariage, & qu'elle renonçât à la succession de sa mère; mais quand elle sera héritière, comme elle ne peut plus être Donataire ni Légataire, elle ne peut plus demander l'exécution du contrat de mariage de 1733.

Sur la seconde question, il paroît que le sieur de Molerat n'est jamais entré en possession des biens de Ginot, puisque par l'Arrêt de 1737 la Cour a sursis au payement de la rente de 1200 liv. jusqu'à ce que le sieur Molerat eût été mis en possession des biens de Ginot. Depuis par la Sentence des Requêtes du Palais & par l'Arrêt confirmatif, le sieur Molerat s'étant fait restituer contre les engagements qu'il avoit pris, sur le fondement de la donation des biens de Ginot à laquelle il avoit renoncé, il semble qu'il ne soit jamais entré en jouissance de ces biens; cependant, c'est ici un point de fait; si le sieur Molerat a joui réellement d'une partie des revenus, il faut qu'il les rende: mais de prétendre qu'il doive restituer ceux qu'il auroit dû recevoir, c'est ce qui n'est pas proposable. Jamais il n'a été Propriétaire des biens de Ginot, puisque le dernier Arrêt a jugé que la donation qui lui en avoit été faite étoit nulle, & sans doute que ce défaut de propriété est venu du fait du sieur de l'Etang. Sicela est, comment peut-il reprocher au sieur Molerat de n'avoir pas

Donataire qui n'a pas joui & qui n'avoit pas droit de jouir, n'est pas tenu des fruits qu'il auroit pu recueillir, encore moins des réparations.

joui, puisqu'il n'avoit pas droit de jouir, n'étant pas Propriétaire ?

Ce que l'on vient de dire des revenus s'applique également aux réparations, s'il y en a eu qui soient provenues du fait & par la faute du sieur Molerat, & on pourroit lui en demander raison ; mais sans cela, on n'a aucune action contre lui, parce que rendant ce qu'il a pu toucher de revenus, il se trouve qu'il n'a joui de rien, & par conséquent qu'il ne doit rien non plus des réparations qui sont arrivées naturellement, & autrement que par sa faute.

On ne peut pas demander non plus au sieur Molerat qu'il indemnise le sieur de l'Estang du quadruple qu'il a payé, faute par le sieur Molerat d'avoir payé le droit simple pour la vente à lui faite ; car le sieur Molerat n'a jamais dû le droit simple, puisque la vente étoit nulle. Par la même raison le sieur de l'Estang peut demander la restitution du quadruple s'il l'a payé, parce que la vente ayant été déclarée nulle dans son principe, il n'est point dû de droits, & qu'ils n'auroient été payés que par erreur.

En ce qui regarde les dettes du sieur Renusson que le sieur de l'Estang a prétendu avoir payées, qu'il avoit cedées pour 10000 livres à la Dame Molerat, & qu'on prétend qui montent à 20000 liv. comme elles ont été réduites à un capital de 3000 liv. produisant 150 liv. de rente, & à une somme mobilière de 583 liv. le sieur de l'Estang ne peut pas prétendre autre chose. A l'égard de la Dame sa fille qui prétend que le surplus pour aller jusqu'à 20000 livres appartient à la succession de la Dame de l'Estang sa mere, il faudroit qu'elle prouvât que réellement la Dame sa mere les a payées ; car si le paiement n'est pas réel & effectif, il n'y aura point d'action ; mais en supposant la preuve de ce paiement, si le fils de la Dame Molerat renonce à la succession de la Dame de l'Estang son ayeule maternelle, pour se tenir aux avantages faits à la Dame Molerat ; en ce cas, comme la Dame de l'Estang, en mariant la Dame Molerat sa fille, lui a donné 36000 liv. de son bien, qu'elle n'a fait aucune réserve des créances par elle acquittées, elle est présumée lui en avoir fait don & remise, n'étant pas à présumer qu'elle ait prétendu constituer une dot à sa fille à titre de libéralité, & se réserver le droit de la reprendre à titre de créancière. Si au contraire le sieur Molerat fils accepte la succession de la Dame de l'Estang avec la Dame de l'Estang, alors il confondra la moi-

Répétition  
des droits  
Royaux in-  
duement exi-  
gés regarde  
celui qui les a  
payés.

Action n'a  
lieu qu'autant  
que le paye-  
ment étoit ef-  
fectif.



tié de ces créances en lui-même , & fera obligé de faire raison de l'autre moitié à la Dame de l'Etang.

A l'égard des intérêts , si les capitaux qui en ont été payés en produisoient contre le sieur de Renusson , ils ont continué d'en produire de même contre sa succession ; s'ils n'en produisoient pas , & que la Dame de l'Etang sa veuve ait été obligée de les payer , comme s'étant obligée conjointement avec son mari , alors les intérêts en peuvent être prétendus du jour de chaque paiement , parce que la Caution qui est obligée de payer pour le principal débiteur , a les intérêts de droit contre lui.

Caution qui a payé pour le principal obligé a les intérêts sans demande.

Sur la troisième question , le sieur de l'Etang ayant acquis la rente de 150 liv. au principal de 3000 liv. dûe par la succession du sieur Renusson , auroit pu se faire payer des arrérages de la même rente sur les biens du sieur Renusson depuis 1720 ; ne l'ayant pas fait , il ne peut demander que cinq années d'arrérages échues en 1733 , le surplus étant prescrit faute de diligence & de poursuites. Pour les 583 livres , c'est une somme mobilière que le sieur de l'Etang a payée volontairement , dont il ne peut prétendre les intérêts que du jour qu'il en aura formé la demande.

N'est dû que cinq années d'arrérages de rente constituée.

Somme mobilière ne porte intérêt sans demande.

Sur la quatrième question , il faudroit voir le contrat de mariage de la Dame Molerat , pour savoir si la garantie promise par le sieur de l'Etang , & la donation qu'il a faite au cas que sa fille mourût sans enfans , sont pures & simples , ou si elles sont relatives à la promesse faite par le sieur Molerat de la rente de 1200 livres. Dans ce dernier cas , le sieur Molerat étant déchargé de la rente , ne pourroit plus conserver les avantages à lui faits par le sieur de l'Etang : dans le premier ces avantages pourroient subsister.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*



## LXXIX. CONSULTATION.

*Avec quelles formalités , & par quelles considérations se doivent faire les unions des Maisons Religieuses.*

**MEMOIRE A CONSULTER.** *Pour les Dames Religieuses de l'Abbaye Royale de Malnoue , Opposantes à l'enregistrement des Lettres-Patentes obtenues sur le Décret d'union & incorporation surpris de M. l'Archevêque de Paris le 10 Mars 1745 , de ladite Abbaye au Prieuré de Bonsecours , & incidemment Appellantes comme d'abus dudit Décret.*

**A**PRE'S le décès de Madame de Voisin , dernière Abbessse de Malnoue , Madame Rosignol , nommée par le Roi pour la remplacer , prit possession de cette Abbaye en l'année 1739. Mais bientôt effrayée de la solitude de Malnoue , elle conçut le dessein de fixer sa demeure à Paris. Une des principales Communautés de cette Ville qui perdit quelque tems après sa Prieure , parut à Madame Rosignol une Maison propre à satisfaire son goût ; elle tenta d'obtenir cette place , mais ses mesures , quoique concertées avec soin , n'ayant eu aucun effet , ce mauvais succès , dont elle conçut un chagrin qu'elle ne put dissimuler , l'obligea d'abandonner son projet.

La vacance du Prieuré de Bonsecours releva ses espérances. A peine Madame de Rohan-Chabot fut-elle morte , que Madame Rosignol instruite sur le champ de son décès , fit des démarches à l'Archevêché de Paris pour se faire conférer ce Bénéfice. Il lui étoit impossible de réunir le titre de Prieure de Bonsecours & celui d'Abbessse de Malnoue , mais elle n'étoit pas disposée à renoncer à sa qualité d'Abbessse pour s'en tenir à celle de Prieure ; c'est ce qui lui fit naître l'idée de la réunion des deux Communautés , & pour cet effet , de faire éteindre le titre du Prieuré , & de faire transférer à Bonsecours celui de l'Abbaye de Malnoue. Par-là ses vues étoient remplies , elle restoit Abbessse , & elle étoit assurée de faire sa résidence à Paris.

En conséquence de ce plan , qu'elle proposa à M. l'Archevêque de Paris , à M. le Cardinal de Rohan , & qu'elle sut leur faire goûter sous des prétextes imaginaires , dont on rendra compte

dans la suite ; Madame Rosignol parvint à obtenir les Provisions du Prieuré de Bonsecours. Ces Provisions sont du 8 Février 1742 ; elle en prit possession le 22.

Cependant M. l'Archevêque de Paris qui n'ignoroit pas que la translation de Malnoue ne pouvoit se faire sans le consentement des Religieuses , avoit exigé , avant de conférer à Madame Rosignol le Prieuré de Bonsecours , qu'elle s'assurât de leur agrément.

Cette Abbessé , pour surprendre ses Religieuses , qu'elle faisoit bien n'être pas disposées à abandonner leur Monastere , auquel elles s'étoient liées par les vœux les plus solennels , leur fit part du projet de la translation de Malnoue , comme d'un projet auquel elle n'avoit aucune part , qu'elle avoit appris avec autant d'affliction que de surprise ; mais que le Conseil avoit résolu , dans le dessein de donner un nouvel éclat à leur Abbaye. Elle leur proposa sur ce faux exposé , d'écrire une lettre de compliment qui pourroit disposer les Supérieurs à les traiter favorablement.

Les Religieuses crédules & soumises à leur Abbessé , n'imaginèrent pas qu'on voulût leur faire contracter par-là un engagement ; elles signèrent donc la lettre qui leur fut présentée , & qui ne contenoit qu'une déclaration qu'elles étoient parfaitement soumises aux ordres du Roi & aux volontés de leurs Supérieurs.

Ce fut sur cette lettre , qui servit à surprendre la religion de M. le Cardinal de Rohan & de M. l'Archevêque de Paris , que Madame Rosignol obtint la collation du Prieuré de Bonsecours.

Les Religieuses de Malnoue n'avoient eu d'autre objet par cette lettre , que de marquer leur profond respect pour la volonté du Roi , sans penser seulement qu'on pût jamais regarder cette démarche comme un consentement libre & régulier de leur part.

Aussi prirent-elles dès ce moment toutes les voies qui leur furent ouvertes pour faire connoître leurs dispositions véritables sur le projet de la translation de leur Abbaye.

Elles manifestèrent d'abord à leur Abbessé la peine que cette triste nouvelle leur causoit. L'indifférence que Madame Rosignol affectoit de montrer pour la translation , faisoit espérer aux Religieuses , que sensible à leur affliction & à leurs larmes , elle travailleroit efficacement à détourner l'orage dont elles étoient menacées , & qu'elle occasionnoit.

Madame Rossignol ne put en effet refuser aux pressantes sollicitations de sa Communauté d'écrire à M. le Cardinal de Fleury & à M. le Cardinal de Rohan , pour faire part à leurs Eminences de l'extrême chagrin que le projet de la translation avoit causé à ces Religieuses , & pour leur demander en conséquence la permission de se démettre du Prieuré de Bonsecours.

M. le Cardinal de Fleury répondit à Madame Rossignol ; qu'il n'avoit garde de désapprouver le parti qu'elle prenoit sur l'opposition de ses Religieuses , mais qu'il n'étoit pas convenable qu'elle renonçât au Prieuré de Bonsecours, sans en donner avis à M. le Cardinal de Rohan , & à M. l'Archevêque de Paris, afin que ces deux Prélats pussent prendre d'autres mesures par rapport à Bonsecours.

M. le Cardinal de Rohan qui connoissoit mieux les véritables intentions de Madame Rossignol , répondit à cette Abbessé , que le tems étoit un grand maître , qu'il ne lui paroissoit pas à propos d'abandonner à la première difficulté le plan qui avoit été concerté , qu'elle pourroit calmer les esprits , & sécher les larmes de ses Religieuses.

Madame Rossignol envoya ces deux lettres à M. l'Archevêque de Paris , en lui marquant encore qu'elle avoit dessein de se démettre du Prieuré. M. l'Archevêque , bien loin de la détourner de la résolution qu'elle paroissoit avoir prise , lui laissa une entière liberté de satisfaire le desir de sa Communauté , à laquelle il étoit naturel qu'elle fût attachée.

Dans de pareilles circonstances Madame Rossignol pouvoit effectivement sécher les larmes de sa Communauté par une démission qui auroit mis sa conscience en repos , en même-tems qu'elle eût assuré aux Religieuses le solide avantage de vivre & de mourir dans leur retraite : démission d'ailleurs qu'elle pouvoit faire sans crainte de déplaire aux Supérieurs , qui y donnoient leur consentement.

Mais les vues secrètes qui avoient fait agir Madame Rossignol , ne permettoient pas qu'elle renonçât au plaisir de résider à Paris avec le titre d'Abbessé. Ces vues l'arrêterent , & au lieu de faire sa démission , elle partit sur le champ pour Malnoue.

Les Religieuses apprirent par son retour ce qu'elles devoient penser du projet de démission dont elles avoient été flattées. Elle reçurent en effet deux lettres des Supérieurs , qui leur marquoient qu'elles se promettoient inutilement de rester à Malnoue , parce  
que

que le Roi s'étoit expliqué trop ouvertement sur la translation de leur Communauté.

C'est ce qui les détermina à déposer leurs justes alarmes dans le sein de Madame D'ORLEANS, ancienne Abbessé de Chelles, qui les honoroit de sa protection. Cette illustre Princesse, touchée de leur état, en écrivit à M. le Cardinal de Fleury, & cette Eminence fit à l'instant réponse à la Princesse en ces termes :

« Je ne me suis mêlé en aucune façon du monde, Madame ;  
 » de l'affaire de Bonsecours, & je n'y entrerais que quand M. le  
 » Cardinal de Rohan & M. l'Archevêque seront convenus, de  
 » concert avec l'Abbessé & les Religieuses de Malnoue, d'un  
 » plan fixe & certain ; elles peuvent être assurées qu'il ne leur sera  
 » fait aucune violence, & que le Roi est bien éloigné d'employer  
 » son autorité pour les forcer à l'union de Bonsecours. Ainsi,  
 » elles ont une entière liberté sur cela ; & je vous supplie, Mada-  
 » me, d'en être bien persuadée, aussi bien que de mon respec-  
 » tueux attachement. *Signé*, LE CARDINAL DE FLEURY.  
 » A Versailles, le 4 Mars 1742 ».

Cette réponse rendit le calme à la Communauté, mais ce ne fut pas pour long-tems, les Religieuses virent presque aussitôt renaître leurs inquiétudes par les démarches de Madame Rosignol. Cette Abbessé, qui ne cessoit de leur reprocher ce qu'elle appelloit révolte aux ordres du Roi, mais qui n'étoit réellement qu'un attachement légitime à leurs vœux, se retira à Bonsecours, & y mena avec elle quatre Religieuses de Chœur, deux Sœurs Converses & deux Novices ; elle y étoit plus à portée de faire jouer les ressorts qu'elle crut nécessaires pour faire réussir son projet, & pour cacher à la Communauté de Malnoue ses manœuvres.

Elle parvint enfin à surprendre la religion des Commissaires établis pour le soutien & le rétablissement des pauvres Communautés Religieuses. Sur le rapport de ces Commissaires, il fut rendu le 22 Avril 1742, un Arrêt du Conseil d'Etat, par lequel il fut ordonné : « Que par M. l'Archevêque de Paris il seroit incessamment procédé, *si faire se devoit*, à la suppression & extinction du titre de Prieuré de Notre-Dame de Bonsecours, ainsi qu'à la translation dans ledit Monastere & Maison de Bonsecours, de l'Abbaye & titre Abbatial de Malnoue, en- semble à l'union & incorporation des biens des deux Monasteres, pour ne composer qu'une seule Maison & même Manse ».

On voit par les motifs énoncés dans cet Arrêt, quels furent les prétextes dont Madame Rossignol se servit pour persuader aux Commissaires d'entrer dans un projet qui n'avoit, dans la vérité, d'autre principe que son goût personnel. Il y est dit : « Que cette » union & incorporation sera infiniment avantageuse à l'Abbaye » de Malnoue, qui est mal située, dont les bâtimens caducs par » leur ancienneté exigent des réparations, à l'occasion desquelles » cette Communauté a déjà été obligée de contracter des dettes, » & seroit bientôt dans la nécessité de faire des emprunts qui en » dérangeroient le temporel. Qu'en la transférant dans la Maison » de Bonsecours, elles y trouveront un grand emplacement dans » un Fauxbourg de Paris, des bâtimens beaux & vastes récem- » ment & solidement construits, & une augmentation de reve- » nus qui rétablirait entièrement cette Abbaye de Fondation » Royale des plus anciennes du Royaume ; que par cet arrange- » ment la Maison de Bonsecours, outre la décoration d'un nou- » veau titre, auroit des secours capables de la soutenir, & d'y per- » pétuer, à l'avantage du Public, le bien qu'elle lui procure par » la bonne éducation qu'y reçoivent les Filles de condition ».

On verra dans la suite ce qu'il faut penser de ces motifs exposés à Sa Majesté, & dont elle ordonne par son Arrêt la preuve & l'examen. On se contentera d'observer ici que Madame Rossignol qui les avoit fournis dans ses mémoires infidèles, étoit elle-même si convaincue de leur fausseté, qu'elle a mis tout en œuvre pour en empêcher la vérification.

L'Arrêt fut signifié aux Religieuses de Malnoue le 2 Mai 1742. Deux jours après elles eurent l'honneur d'adresser à Sa Majesté de très-respectueuses remontrances sur l'Arrêt que son Conseil venoit de rendre, & d'écrire de nouveau à M. le Cardinal de Fleury & à M. l'Archevêque de Paris, pour leur exprimer toute la douleur que le projet de translation leur avoit causée.

M. l'Archevêque fit une visite à Malnoue. Ce Prélat parut très-satisfait de la régularité des Religieuses, & témoin des larmes amères qu'elles répandirent en sa présence sur la translation dont elles étoient menacées, il leur promit qu'elles demeureroient tranquilles dans leur Monastère.

Cette promesse de M. l'Archevêque alarma Madame Rossignol autant qu'elle remplit les Religieuses de consolation. Cette Abbessse n'en fut cependant pas moins ardente à poursuivre son

projet. Pleine de confiance dans les voies qu'elle avoit employées jusqu'alors avec succès, elle y eut encore recours; & toujours ferme dans sa résolution, malgré les difficultés sans nombre qu'elle eut à surmonter, elle fit tant d'instances à l'Archevêché par elle-même & par les personnes dont elle surprit la religion, qu'enfin après un laps de six mois on vit paroître la Requête du Promoteur de l'Officialité de Paris. Cette Requête avoit pour objet de faire nommer par M. l'Archevêque un Commissaire pour faire l'information *de commodo & incommodo*, entendre les Religieuses des deux Communautés, dresser Procès-verbaux de leur nombre, de la valeur de leurs biens & revenus, charges & dettes, de la valeur de leurs bâtimens, & faire inventaire de leurs effets, titres & papiers. Cette Requête fut présentée à M. l'Archevêque le 10 Décembre 1742, & le même jour le Prélat rendit son Ordonnance, par laquelle il nomma le sieur Thierry son Grand-Vicaire, Commissaire à l'effet de toutes les opérations portées par la Requête.

Les motifs que le Promoteur allégua dans sa Requête sont les mêmes portés par l'Arrêt du Conseil du 22 Avril, ou s'il en ajouta de nouveaux, ils ne consistèrent que dans des craintes frivoles d'un avenir plus qu'incertain, qui iroient à faire détruire presque toutes les Communautés Religieuses, s'il étoit possible de s'en laisser alarmer.

Aussi ceux qui ont conduit cette opération n'ont-ils pas regardé ces motifs comme sérieux; s'ils eussent paru réels & canoniques, on eût cherché dans la procédure la plus exacte & la plus régulière, une voie certaine de parvenir à l'union & translation projetées. La conduite qu'on a tenue, fort différente de celle que les regles prescrivent, prouve combien on faisoit peu de fonds sur ces prétendus motifs.

Il n'en faudroit pas d'autre preuve que la précaution que l'on prit de faire rendre un Arrêt pour arrêter tous les appels comme d'abus qui pourroient être interjetés de la procédure du Commissaire. Une procédure de simple instruction n'exigeoit pas un second Arrêt pour être autorisée; mais la procédure qui, aux termes du premier Arrêt, étoit nécessaire pour connoître si la translation *devoit se faire*, n'étoit aux yeux de Madame Rosignol qu'une pure formalité pour consommer un ouvrage déjà conclu & arrêté; & ce fut parce qu'on prévoyoit bien que la procédure peu régulière qu'on seroit obligé de tenir, exciteroit de justes

plaintes de la part des Religieuses , que pour les prévenir , on surprit au Conseil l'Arrêt du 11 Janvier 1743 , qui , en confirmant celui du 22 Avril précédent , ordonna l'exécution de l'Ordonnance de M. l'Archevêque du 10 Décembre 1742 , & évoqua tous les appels comme d'abus qui pourroient être interjetés.

Par cet Arrêt , qui fut signifié à Malnoue & à Bonsecours le 19 Janvier , Sa Majesté défendit expressément qu'il fût rien innové au régime des deux Communautés jusqu'au Decret. Cette disposition n'étoit pas capable d'arrêter Madame Rossignol , on verra combien elle a peu respecté cet ordre aussi précis qu'il étoit conforme à l'équité.

Le 23 Janvier le Promoteur présenta sa Requête au sieur Thierry , pour lui demander l'acceptation & l'exécution de sa Commission. Le sieur Thierry faisant droit sur cette Requête , accepta , par son Ordonnance du même jour , la Commission de M. l'Archevêque , & ordonna en conséquence qu'on assignât , tant au domicile que par affiches , les Témoins & les Parties intéressées.

Les Religieuses de Malnoue venoient de perdre , par la mort de M. le Cardinal de Fleury & de Madame d'Orleans , deux protections , qui jusqu'alors avoient soutenu leurs espérances : mais persuadées que M. l'ancien Evêque de Mirepoix seroit animé des mêmes vues de justice , elles s'adresserent à ce Prélat , elles lui envoyèrent copie de la lettre que M. le Cardinal de Fleury avoit écrite à feu Madame d'Orleans , & elles en reçurent le 12 Mars 1743 une réponse , par laquelle il eut la bonté de les assurer qu'il ne leur feroit fait aucune violence , qu'elles resteroient dans leur Maison si elles le vouloient , & que leurs biens ne passeroient jamais à Bonsecours à leur préjudice.

Cependant Madame Rossignol alloit toujours en avant , & préparoit dans le secret toutes ses batteries pour hâter l'exécution de son projet. Elle avoit réussi à faire évoquer , par l'Arrêt du 11 Janvier , tous les appels comme d'abus qui pourroient être interjetés de la procédure du Commissaire. Cette précaution ne lui parut pas encore suffisante ; & dans la crainte d'éprouver encore quelque contradiction qui pût retarder l'opération du Commissaire , elle sollicita un troisième Arrêt qui suspendît l'effet de l'opposition qu'elle prévoyoit bien qu'on formeroit de toutes parts.

Cet Arrêt fut rendu , conformément à ses vœux , le 23 Mars



1743 ; il ordonna qu'il feroit passé outre à l'instruction , nonobstant & sans préjudice à toutes oppositions ou appels simples ou comme d'abus qui pourroient survenir ou être interjettés , sauf à y être statué après la procédure achevée. Madame Rossignol munie de cet Arrêt ne pensa plus qu'à faire agir le Commissaire , de qui seul il dépendoit de la faire jouir promptement de ce qui fait l'objet de ses plus ardens desirs.

Le 13 Avril veille de Pâques ( l'époque est remarquable ) on vit paroître à Malnoue un Huissier , qui afficha à la porte de l'Abbaye la Requête du Promoteur , l'Ordonnance de M. l'Archevêque & celle du Commissaire , qui portoit assignation à toutes personnes intéressées , à l'effet de se trouver en ladite Abbaye le 24 du même mois d'Avril 1743. On avoit affecté d'écrire si mal cette affiche , qu'on ne la put lire , & de choisir le tems de Pâques pour mettre la Communauté hors d'état de se consulter.

Madame Rossignol de son côté , se rendit à Malnoue le Jeudi suivant 18 Avril , pour éclairer les démarches des Religieuses. Le sieur Artaut de l'Archevêché s'y transporta aussi le 21 , qui étoit le Dimanche de Quasimodo , pour prévenir l'arrivée du Commissaire , & engager les Religieuses à ne point former d'opposition. Enfin , le 22 Avril on vit arriver le sieur Thierry , Commissaire , le Promoteur & le Greffier de l'Officialité. Ils avoient été précédés de quelques heures par deux Huissiers , dont l'un du Conseil avoit signifié aux Religieuses le troisième Arrêt du 23 Mars 1743 , & l'autre du Châtelet leur avoit signifié la Requête du Promoteur , avec l'Ordonnance de M. l'Archevêque & celle du sieur Thierry.

A peine le sieur Thierry fut-il arrivé à Malnoue , qu'oubliant sa qualité de Commissaire & l'objet de sa commission , il employa tous ses talens pour engager les Religieuses à se soumettre aux volontés de leur Abbessé , il n'épargna ni menaces , ni manières insinuant pour vaincre leur résistance. Sa Majesté avoit , selon lui , marqué clairement ses intentions , & il n'en falloit pas davantage pour leur faire sacrifier tous les motifs qui les portoient à s'opposer à la translation , motifs néanmoins qu'il avouoit légitimes en eux-mêmes.

Les Religieuses qui avoient appris , par la lettre de M. le Cardinal de Fleury , que Sa Majesté , bien éloignée de vouloir les contraindre & user de son autorité absolue , desiroit au contraire qu'on se conformât exactement aux regles , & qu'elle n'avoit par

son Arrêt du 22 Avril 1742 , ordonné la translation de l'Abbaye , qu'au cas que les Saints Canons le permissent (*si faire se doit*) ne regarderent les discours du sieur Thierry que comme des actes de complaisance pour Madame Rosignol. Elles persisterent dans la croyance où elles étoient qu'elles ne montreroient jamais plus de soumission aux ordres & aux intentions de Sa Majesté , que quand inviolablement attachées à leurs vœux , elles ne s'écarteroient point des regles de l'Eglise.

Le lendemain 23 Avril , le sieur Commissaire s'étant disposé à prendre le vœu de la Communauté , il trouva les Religieuses occupées à dresser un Acte capitulaire , portant une opposition formelle à tout ce qui pourroit être fait tendant à l'union & translation de leur Abbaye au Prieuré de Bonsecours , ou ailleurs , & une protestation authentique contre le consentement de Madame Rosignol. L'acte fut signé & scellé en présence de l'Abbesse & du Commissaire , & quelques heures après il fut signifié par un Huissier , tant au sieur Commissaire qu'au Promoteur , parlant à leurs personnes.

Les jours suivans ils reçurent de semblables oppositions de la part des Habitans de Malnoue , de Champs , de Noisiel & autres ; mais ces différens actes , au lieu de faire rentrer le sieur Commissaire en lui-même , ne servirent qu'à le rendre plus hardi dans les opérations qu'il avoit à faire. Il avoit amené des Experts pour faire la visite des bâtimens ; les Religieuses demanderent qu'il leur fût permis d'en nommer un de leur part ; elles ne furent point écoutées , le sieur Thierry se rendit seul maître de toutes ces opérations ; & les visites & estimations furent faites par les Experts nommés en apparence d'office , mais choisis réellement par Madame Rosignol.

Le jour de la dernière vacation , les Religieuses insisterent & employèrent même les voies juridiques , pour qu'on leur fît au moins la lecture des Procès-verbaux , & qu'on leur en laissât copie ; cette nouvelle demande ne fut pas mieux reçue , on crut ne devoir y répondre que par des menaces & des reproches.

Madame Rosignol craignant néanmoins que ces différentes oppositions ne missent quelqu'obstacle à la translation , sollicita & obtint le 30 Juin un nouvel Arrêt qui l'autorisa , quoique résidente à Bonsecours , à administrer les revenus de l'Abbaye de Malnoue , & à retenir sur ces revenus 1000 liv. de pension pour elle , 500 liv. pour chaque Religieuse de Chœur , & 200 livres pour chaque Converse qui seroient avec elle à Bonsecours ,

elle s'imaginoit sans doute prendre ses Religieuses par famine.

Le 22 Décembre suivant, elle obtint un Arrêt qui établit un Econome à l'Abbaye de Malnoue. Mais malgré tant de précautions, Madame Rosignol n'étoit pas sans inquiétude sur l'événement de son projet, qui éprouvoit tous les jours de nouvelles difficultés, la longueur des procédures du Commissaire ne servoit même qu'à augmenter ses embarras. Elle crut donc qu'il seroit plus prudent de hâter la translation par un coup d'autorité, que d'attendre qu'elle fût ordonnée par Justice.

Quel fut l'étonnement des Religieuses de Malnoue, lorsqu'assailies par une troupe d'Archers, elles se virent traitées comme des criminelles d'Etat, & enlevées ignominieusement ! Le 23 Janvier 1744, des Exempts & des Archers, présidés par le sieur Thierry, Commissaire, se saisirent, en vertu de Lettres de cachet, des Dames de Sainte-Félicité & Sainte-Flavie, & les conduisirent à Sens. Le 27 Mars suivant, neuf Religieuses de Chœur & trois Converses furent enlevées de la même manière & conduites à Bonsecours ; enfin, le 9 Mai, onze Religieuses de Chœur, & cinq Converses qui étoient restées à Malnoue, éprouverent le même sort.

On croit devoir épargner à Madame Rosignol le récit détaillé de ces tristes scènes, & des duretés inouïes que les Religieuses de Malnoue ont eu à souffrir, soit dans leur enlèvement, soit dans le lieu de leur exil. Mais peuvent-elles se taire sur le peu de respect que leur Abbessé a montré pour les intentions de Sa Majesté, & pour l'exécution des Arrêts de son Conseil ?

Les Religieuses avoient lieu de se croire à couvert de ces tristes assauts par les assurances réitérées qui leur avoient été données par les lettres de M. le Cardinal de Fleury, & de M. l'ancien Evêque de Mirepoix, qu'il ne leur seroit fait aucune violence ; que Sa Majesté étoit bien éloignée d'employer son autorité pour les obliger à sortir de leur Monastere ; qu'elles avoient une liberté entière sur cela ; qu'elles resteroient dans leur Maison si elles vouloient, & que leurs biens ne passeroient jamais à leur préjudice à la Communauté de Bonsecours. L'Arrêt du Conseil du 11 Janvier 1743, avoit expressément ordonné que jusqu'au Decret il ne fût rien innové au régime des deux Communautés ; & c'est malgré des ordres si précis que Madamie Rosignol, également insensible & aux devoirs de sa place, & aux sentimens de l'humanité, a surpris des Lettres de cachet pour enlever & disperser ses Religieuses.

Après cette expédition militaire, la Dame Rosignol s'est hâtée de dépouiller l'Abbaye de Malnoue, comme si c'eût été un lieu destiné au pillage; de sa seule autorité elle en a enlevé les titres, les meubles & les effets; elle a transporté à Bonsecours les Vases sacrés, les ornemens, l'argenterie; elle vendit une partie des meubles à des Fripiers qu'elle y avoit conduits, & toutes ces déprédations ont été faites sans forme de procédures, malgré les réclamations & oppositions réitérées des Religieuses, & avant même le Décret d'union & de translation: il n'étoit pas encore certain si la translation devoit se faire, & par les voies de fait de Madame Rosignol elle se trouvoit consommée.

Enfin le 10 Mars 1745, le Décret d'union a été rendu, mais de la même manière que tout ce qui l'avoit précédé. L'Arrêt du Conseil du 23 Mars 1743, avoit ordonné qu'après la procédure achevée, il seroit statué sur les oppositions; rien n'étoit plus indispensable, parce que c'étoit par les motifs de ces oppositions qu'on pouvoit principalement juger si l'union & la translation devoit se faire: on n'eût pas sans doute manqué à cette procédure essentielle si on eût été en état d'écarter les oppositions; mais parce qu'on ne pouvoit s'en dissimuler la force, on a pris le parti, sans renvoyer à l'Officialité pour entendre les Opposans, de faire main-levée de leurs oppositions.

Que porte au surplus le Décret? est-il conforme aux vues qui paroissent avoir déterminé Sa Majesté à ordonner l'union & la translation, *si faire se doit*? On voit par l'Arrêt du Conseil du 22 Avril 1742, qu'elle n'avoit désiré l'union que parce qu'elle se promettoit que Bonsecours & Malnoue, ne composant qu'une seule Maison, & ne faisant qu'une même Manse, elles ne formeroient aussi, au moyen de la translation & incorporation, qu'une seule & même Communauté; par le Décret M. l'Archevêque unit les deux Communautés, sans aucune confusion de Manses, ni des constitutions quant aux pratiques; en sorte que, suivant le Décret, il y auroit dans le Monastère de Bonsecours deux Communautés divisées pour le temporel & pour le spirituel. La contrariété pouvoit-elle être plus évidente?

Madame Rosignol a obtenu, sur le Décret de M. l'Archevêque, des Lettres-Patentes approbatives & confirmatives de l'union. Ces Lettres ont été adressées au Parlement pour y être enregistrées; mais les Religieuses de Malnoue ayant formé opposition à l'enregistrement, & ayant incidemment interjeté ap-  
pel

appel comme d'abus du decret ; Madame Rossignol a présenté sa Requête au Conseil pour demander l'évocation de cet appel. Elle a déclaré faussement qu'elle ne prenoit aucun intérêt personnel à la contestation, & qu'elle s'en rapportoit au Conseil sur l'appel comme d'abus.

Si la Dame Rossignol avoit sincèrement tenu ce langage, & si la translation lui avoit été aussi indifférente qu'elle paroît le dire dans cette Requête, les Religieuses de Malnoue n'auroient pas la douleur de se voir transportées dans une Terre étrangere, qu'elles ne pourront jamais regarder que comme un lieu d'exil ; elles n'envient pas à Madame Rossignol la satisfaction de vivre à Paris : heureuses, si l'ambition de conserver dans cette Ville le titre d'Abbesse, n'eût pas porté cette Dame à troubler la tranquillité dont elles jouissoient dans leur monastere, & dans lequel elles se flattent que le Conseil leur accordera la liberté de retourner pour y accomplir en paix les vœux qui les ont fixées !

Les Religieuses de Malnoue fondent leur appel comme d'abus sur différens moyens, dont les uns sont tirés des nullités de la procédure, & les autres concernent le fonds même du Decret d'union & de translation.

1°. L'Arrêt du 12 Avril 1742, qui est le premier mobile & la base de la procédure faite par le Grand-Vicaire de M. l'Archevêque de Paris, a été rendu sur les représentations des Commissaires établis par Sa Majesté, à l'effet de pourvoir au rétablissement des pauvres Communautés fondées depuis cent ans. Le Prieuré de Bonsecours, qui étoit précisément dans le cas, devoit sans doute faire l'objet de leur vigilance ; mais ils n'avoient aucun caractère par rapport à l'Abbaye de Malnoue, Abbaye de fondation Royale, & qui subsiste depuis près de mille ans. L'incompétence du Bureau mérite d'autant plus d'attention dans cette affaire, que tous les Arrêts que Sa Majesté a rendus dans le cours de la procédure, ne l'ont été que sur les avis de ce Bureau, qui n'avoit aucun droit d'y prendre part.

2°. La conduite peu décente du Commissaire qui a perpétuellement fait acte de Partie, les circonstances pleines d'affectation qui ont accompagné son transport à l'Abbaye de Malnoue, le refus qu'il a fait de donner aux Religieuses copie des Procès-verbaux, de leur en accorder même la lecture, forment un abus trop frappant pour qu'il soit besoin de s'arrêter à l'établir.

3°. On n'a point renvoyé à l'Officialité pour statuer sur les op-

positions, on a débouté les Parties sans les entendre. L'exacte information *de commodo & incommodo*, est une des formalités les plus essentielles que les Saints Canons & les Ordonnances prescrivent, parce qu'en effet on ne peut s'assurer que par cette voie si l'union à une cause, si elle est utile, si les inconvéniens qui s'ensuivront ne seront pas plus considérables que les avantages qu'on s'en promet. On ne peut parvenir à cette connoissance que par une Enquête exacte, qu'après avoir appelé & entendu tous ceux qui y ont intérêt; & cette procédure est si nécessaire que ce seul défaut forme, suivant tous les Auteurs, un abus imprescriptible, & que tous les jours les Tribunaux prononcent qu'il y a abus dans des unions, quoique très-anciennes, uniquement parce que cette regle y a été violée.

Mais pour satisfaire à cette regle, il ne suffit pas de faire une information illusoire, où, sans écouter les Parties, sans avoir égard à leurs moyens d'oppositions, on ne cherche qu'à remplir une pure formalité; ce seroit obéir en apparence aux Loix tant Ecclésiastiques que Civiles, mais ce seroit les enfreindre réellement. Or il est évident que la procédure & les enquêtes faites par le Commissaire, n'ont point eu pour objet d'éclairer la religion de M. l'Archevêque, de lui découvrir les avantages & les inconvéniens de l'union projetée, de lui faire connoître quels étoient les Opposans, l'intérêt qu'ils avoient de s'opposer au Decret, les raisons décisives qui les porteroient à le faire. Le sieur Thierry, d'accord avec Madame Rossignol, n'a été occupé qu'à former une ombre de procédure qui en imposât au Public.

4°. Il résulte de cette conduite irrégulière, & ouvertement contraire aux Saints Canons & aux Ordonnances, une infraction manifeste aux différens Arrêts du Conseil. Le premier Arrêt du 22 Avril 1742 n'a ordonné qu'on procédât à l'incorporation des deux Monastères, que sous la condition expresse que cette incorporation fût conforme aux Loix & à l'esprit de l'Eglise, *si faire se doit*. Sa Majesté, qui se fait gloire de protéger les regles, & de les faire exécuter, n'a point prétendu que l'Arrêt qu'elle a rendu fût une Loi pour M. l'Archevêque, & qu'il fût obligé en conséquence à porter le Decret d'union. D'une part, le projet énoncé dans l'Arrêt dépendoit d'une multitude de faits qui devoient être constatés; de l'autre, il étoit réservé à la Puissance Ecclésiastique de décider en conséquence de l'information, si ces faits étoient suffisans pour donner lieu à une union & à une translation canonique.

Sa Majesté a renvoyé à M. l'Archevêque ces différens objets, & M. l'Archevêque n'a pu porter de Jugement qu'en vertu d'une procédure exacte qui le mît en état de prononcer. L'intention de Sa Majesté a été qu'il ne portât en effet son Jugement qu'en grande connoissance de cause. C'est sans doute par cette raison que l'Arrêt du 23 Mars 1743 a ordonné qu'après l'instruction consommée, il seroit statué sur les différentes oppositions. Or on voit, d'une part, que les faits exposés à Sa Majesté, & énoncés dans l'Arrêt du 22 Avril, comme le fondement de l'incorporation, n'ont point été constatés, puisque les Procès-verbaux n'ont point été faits contradictoirement.

D'un autre côté, il n'a pas été possible de s'assurer si ces faits devoient faire prononcer l'union & l'incorporation, puisque les oppositions qui seules pouvoient produire cette lumiere, ont été totalement négligées. On n'a donc point exécuté les Arrêts, & cette infraction ne met-elle pas le Conseil dans l'impossibilité d'approuver & de confirmer l'union, puisqu'il ne peut pas connoître si elle est fondée sur les motifs que Sa Majesté elle-même a jugé nécessaires ?

5°. L'infraction paroît encore plus révoltante dans le ravage que la Dame Rosignol s'est donné la liberté de faire dans l'Abbaye de Malnoue, après en avoir dispersé les Religieuses ; il étoit expressément défendu, par les Arrêts du Conseil, de rien changer dans le gouvernement des deux Monasteres avant le Decret. La Dame Rosignol s'est fait un jeu de transgresser cette Loi ; & le sieur Thierry, qui n'a pu l'ignorer, est resté tranquille à ce spectacle, qui suffisoit seul pour lui dévoiler le caractère de cette Abbessé. On ne dira rien des peines que les regles de l'Eglise prononcent contre une telle conduite.

A l'égard des abus qui touchent le fond de la contestation, il faut distinguer ceux qui concernent l'union de Bonsecours à Malnoue, d'avec ceux qui regardent la translation de Malnoue à Bonsecours. On n'examinera point si l'état du Prieuré de Bonsecours exigeoit, ou non, qu'on supprimât le titre de ce Prieuré pour incorporer cette Communauté à un autre Monastere : cette question est étrangere aux Religieuses de Malnoue. Mais en supposant qu'on dût l'unir à quelque Communauté, devoit-ce être à l'Abbaye de Malnoue ? Devoit-on incorporer ces deux Communautés ? Devoit-on faire l'union en transférant l'Abbaye de Malnoue à Bonsecours ? Devoit-on prononcer le Decret tel qu'il l'a été ? Ce sont les seuls objets qui intéressent les Religieuses de Malnoue.

1°. Ce ne seroit point assez qu'il fût utile ou même nécessaire d'unir Bonsecours avec quelque Communauté, pour rendre l'union qui a été faite, régulière & canonique; il faudroit que cette utilité ou nécessité tombât sur l'union de ce Monastere, avec l'Abbaye de Malnoue. Il peut être nécessaire d'éteindre un Prieuré, sans qu'il le soit de l'incorporer à une certaine Abbaye; l'union prononcée par le Decret ne pouvoit donc être canonique qu'autant qu'il eût été nécessaire ou utile que l'union de Bonsecours se fît avec l'Abbaye de Malnoue. Or, bien loin qu'il y eût la moindre utilité dans cette union, elle renferme les plus grands inconvéniens: on a eu pour motif dans cette opération de subvenir d'une part aux besoins de la Communauté de Bonsecours, & de donner de l'autre un nouvel éclat à l'Abbaye de Malnoue. Un simple calcul des biens des deux Communautés démontre que l'union ne pourroit servir qu'à la ruine de l'une & de l'autre. La Communauté de Bonsecours n'a que 5000 liv. de rente, & doit des sommes considérables. Le revenu de la Communauté de Malnoue qui lui suffit, pourvû qu'elle fasse valoir elle même sa Ferme, & qu'elle demeure par conséquent à Malnoue, est incapable de suppléer à l'indigence de Bonsecours. Ainsi l'union, au lieu de soutenir Bonsecours, entraîneroit infailliblement la destruction de Bonsecours & de Malnoue.

2°. Il n'est pas permis d'unir & d'incorporer deux Monasteres sans le consentement réciproque des Parties. Le Canon, *si quis*, rapporté par Gratien, *causa 16., quest. 7.*; le dit formellement: *Si quis vult Monasterium suum ad meliorandum in alium locum ponere, fiat cum consilio. Episcopi & fratrum suorum.* On apperçoit aisément toute l'importance des motifs qui ont fait établir cette Loi. Des Religieuses, qui vivent en bonne intelligence dans leur Monastere, qui y suivent leurs Regles & leurs Constitutions, qui n'y reçoivent aucun Sujet sans l'avoir éprouvé, sans avoir étudié son caractère, ses dispositions, sa vocation, ne doivent point être forcées de s'incorporer à une nouvelle Communauté dont les Religieuses ont des pratiques différentes, & avec lesquelles, selon toutes les apparences, il ne leur sera pas possible de vivre.

C'est parce que M. le Cardinal de Fleury & M. l'ancien Evêque de Mirepoix connoissoient ces Regles, & qu'ils étoient d'ailleurs parfaitement instruits des dispositions de Sa Majesté, qu'ils ont assuré les Religieuses de Malnoue qu'on ne leur feroit point de violence; & que, si elles ne vouloient point s'unir aux Religieuses.



de Bonsecours, on leur laisseroit une entière liberté. Pourquoi n'a-t-on pas suivi ce plan qui n'étoit pas moins conforme aux volontés de Sa Majesté, qu'il étoit indispensable, aux termes des Saints Canons?

Dira-t-on que les Religieuses de Malnoue ont donné leur consentement dans la Lettre que Madame Rosignol leur a fait écrire à M. l'Archevêque de Paris long-tems avant le premier Arrêt du Conseil? Mais, outre que cette Lettre conçue en des termes qui n'expriment qu'une soumission générale à la volonté des Supérieurs, montre assez le peu d'inclination que les Religieuses avoient pour l'union, qui ne sçait que le consentement nécessaire pour opérer une union valide, doit être donné en connoissance de cause, après un examen suffisant, par un Acte capitulaire régulier & fait sur la réquisition du Commissaire établi pour le recevoir? Or les Religieuses n'ont fait aucun acte semblable; elles se sont au contraire opposées à l'union par un acte authentique dressé en présence de l'Abbesse & du sieur Thierry, & ce acte est soutenu par une foule de démarches juridiques & autres, qui constatent irrévocablement leur réclamation décidée.

Dira-t-on encore que le consentement de Madame Rosignol, & d'un très-petit nombre de Religieuses qu'elle a sçu gagner, est suffisant? Mais le Canon *si quis* exige, outre le consentement de l'Abbesse, celui de la Communauté, qui ne peut être représentée que par le plus grand nombre. Madame Rosignol étoit d'ailleurs partie, puisqu'elle a été seule le véritable mobile de toute l'opération dont elle peut seule en effet tirer quelque avantage; c'est elle qui a sollicité la collation du Prieuré de Bonsecours, & elle en étoit pourvue, & résidoit même dans cette Communauté pendant la procédure du Commissaire.

30. M. l'Archevêque de Paris n'a pas dû éteindre le Prieuré de Bonsecours sans l'avis de son Chapitre. Il est de maxime que le consentement du Chapitre est nécessaire pour la validité des unions, non-seulement lorsqu'elles concernent des Bénéfices tels que le Prieuré de Bonsecours, dont le Chapitre peut devenir Collateur pendant la vacance du Siège Episcopal, mais encore par rapport à tous les Bénéfices qui dépendent de plein droit de l'Evêque. La raison en est que l'union est une espèce d'aliénation; *concessiones Ecclesiarum ad alienationes perpetuas pertinere non est dubium*, dit Innocent III *cap. tua de his que sunt*. Or, c'est une regle constante dans le Droit, que les Evêques ne peuvent aliéner les biens de leur Evêché sans le consentement

de leur Chapitre. Le chap. *Novit.* au même titre, décide expressément qu'un Evêque ne peut point faire ces sortes de changemens sans l'agrément du Chapitre : *Innotuit auribus nostris quod tu sine consilio fratrum tuorum Abbates & Abbatissas, & alias Ecclesiasticas personas instituisti & destituisti : nos tales institutiones & destitutiones carere decernimus robore firmitatis.* C'est en conséquence de ces décisions que l'Ordonnance de Blois, art. 23, a exigé le consentement des Chapitres pour la validité des unions. *Les Archevêques & Evêques, porte cette Loi, pourront procéder par union des Bénéfices, le tout néanmoins avec le consentement du Chapitre.*

A l'égard de la translation de Malnoue à Bonsecours, les abus ne sont ni moins multipliés ni moins frappans. La translation d'une Communauté de Religieuses n'est pas un ouvrage d'une légère conséquence. Pour peu qu'on soit instruit des regles de l'Eglise, on sçait que ces changemens demandent les motifs les plus pressans, & qu'ils ne peuvent être qu'irréguliers & désavoués par l'Eglise, quand ils se font sans une véritable nécessité, ou du moins sans une utilité des plus évidentes. En général, toutes sortes de translations sont défendues, & il n'y a d'exception à cette Loi que pour les cas marqués dans les Saints Canons; mais la translation d'un Monastere de Religieuses est encore plus difficile que toutes les autres.

1°. Les Fondateurs ont désiré que la Communauté subsistât dans le lieu dans lequel ils l'ont établie. Une foule de raisons leur ont fait préférer le lieu où ils ont fixé leur fondation. Le respect qu'on doit à leur intention & aux vues qui les ont fait agir, ne permet de les négliger que dans le cas où l'on peut raisonnablement présumer que les Fondateurs y auroient eux-mêmes consenti.

2°. Les Religieuses, en se consacrant à Dieu, ont fait choix du Monastere auquel elles se sont fixées, & la situation du lieu est entrée dans les motifs de leur choix; elles se sont liées à ce Monastere particulier par les Vœux les plus sacrés & les plus solennels. Pour les transférer dans une autre Communauté, il faut les dispenser de leurs Vœux; & une pareille dispense exige la cause la plus pressante.

3°. En transférant les Religieuses pour laisser leur Monastere inutile, on rend profane un lieu consacré à Dieu, & grand nombre de Canons ont réprouvé cette conduite. Le Canon 24 du Concile général de Calcedoine rapporté par Gratien, caus. 19,

q. 3, can. 4, veut qu'on punisse sévèrement ceux qui se rendent coupables de ce crime : *Quæ semel voluntate Episcopi consecrata sunt Monasteria, perpetuò manere Monasteria, eaque non amplius fieri sæcularia habitacula; eos autem qui hoc fieri permittunt, Canonum pœnis subjici.*

Il est vrai qu'il y a des circonstances qui autorisent à passer par-dessus ces raisons essentielles; mais il faut qu'elles présentent des motifs qui soient supérieurs. C'est pourquoi tous les Auteurs sont d'accord que la translation d'un Monastere ne peut pas se faire sans une très-grande cause : *Nec sine magna causa debet Episcopus ex una Ecclesia ad alterum umulos transferre.* Fagnan. in cap. ad audientiam, n. 58.

On voit dans le Decret de Gratien, *distinçt. 1, cap. Tribus de consecr.* de quelle importance doivent être ces causes. Ce Canon formé des propres paroles de Saint Augustin, ne permet la translation des lieux consacrés à Dieu, que quand il n'est pas possible de les laisser subsister : *Tribus ex causis loca Sanctorum transmutanda sunt; prima, cum necessitas persecutorum loca eorum gravaverit; secunda, cum difficultas locorum fuerit; tertia, cum malorum societate gravantur.* Telles sont les regles de l'Eglise sur cette matiere : la translation de l'Abbaye de Malnoue y est-elle conforme? Les motifs de cette translation sont énoncés dans l'Arrêt du Conseil du 22 Avril 1742. On a cru, sur les mémoires que Madame Rossignol a fournis, que cette translation seroit infiniment avantageuse.

1°. A l'Abbaye de Malnoue, parce qu'outre qu'elle est située dans un air mal sain, ses bâtimens, caducs par leur ancienneté, exigent des réparations qui ont déjà fait contracter des dettes à cette Abbaye, & qui bientôt la mettroient dans la nécessité de faire des emprunts qui en dérangeroient le temporel.

2°. A la Communauté de Bonsecours, parce qu'elle trouvera dans cette incorporation des secours capables de la soutenir, & d'y perpétuer le bien qu'elle fait par la bonne éducation qu'y reçoivent les filles de condition.

On a déjà observé que ces faits devoient être constatés par la procédure du Commissaire; & que, par la maniere irréguliere dont se sont faits la visite, l'Enquête & les Procès-verbaux, il est impossible de les regarder comme certains. Dès lors les prétendus motifs ne subsistent point, ou sont au moins très-douteux. Par conséquent la translation, n'étant pas appuyée sur une cause réelle & constante, ne peut être qu'illégitime & abusive.

Mais les Religieuses de Malnoue sont en état d'articuler les faits contraires, & elles le font avec d'autant plus de confiance, qu'ils sont de notoriété publique; elles ne peuvent pas même se persuader que les Procès-verbaux, qui ne leur ont point été communiqués, justifient les faits qui sont énoncés dans l'Arrêt du 22 Avril.

On a exposé à Sa Majesté que Malnoue étoit mal situé. Et cette Abbaye subsiste depuis mille ans, sans qu'on se soit jamais plaint de sa situation; les Religieuses, qui y ont vécu depuis nombre d'années, & dont plusieurs sont arrivées à un âge fort avancé, trouvent l'air pur & sain; il paroïssoit tel du tems de Poncher, Evêque de Paris, qui s'engagea par un contrat solennel à ne point transférer les Religieuses de cette Abbaye; & il n'est rien arrivé depuis qui ait rendu cette habitation mal saine & dangereuse.

On a exposé à Sa Majesté, que les Religieuses de Malnoue avoient contracté des dettes; & elles offrent de justifier qu'elles ne devoient pas 2000 liv. lors de la visite.

On a exposé à Sa Majesté que les bâtimens, caducs par leur ancienneté, obligeroient bientôt de faire des emprunts considérables pour les réparer. Il ne faut que des yeux pour se convaincre du contraire; les bâtimens de Malnoue sont grands, commodes & des plus solides: s'il y a quelques réparations à faire, c'est uniquement à un petit corps séparé du grand bâtiment, ces réparations ne monteroient pas à 1000 liv. & la famille d'une Religieuse offroit d'en faire la dépense.

On a exposé à Sa Majesté qu'il y avoit à Bonsecours des bâtimens beaux, vastes, récemment & solidement construits. Mais ces bâtimens destinés à des Pensionnaires, & très-incommodes pour une Communauté de Religieuses, ne sont pas même achevés: il n'y a ni infirmerie, ni Eglise; & la Chapelle, dont on se sert actuellement, est incapable de contenir toutes les Religieuses.

On a exposé à Sa Majesté que la translation fourniroit à la Maison de Bonsecours des secours capables de la soutenir. Le détail des revenus des deux Communautés démontre le contraire; & il suffira, pour écarter totalement ce motif, d'observer que, par la translation des Religieuses de Malnoue, les revenus de cette Abbaye sont diminués considérablement: les Religieuses faisoient valoir une Ferme de trois cens arpens, & étant sur les lieux, elles en retiroient beaucoup plus qu'elles ne retirent aujourd'hui.

jourd'hui. La laine de leurs troupeaux étoit travaillée dans la maison pour les vêtemens nécessaires; le suif de leurs moutons les éclairoit; leur basse-cour fournissoit abondamment des volailles, du beurre, des œufs, du laitage. Elles trouvoient dans leur enclos d'environ cinquante arpens, les fruits, légumes & autres secours qu'on retire d'un jardin considérable. Leur transport à Bonsecours les a privées de presque tous ces avantages. Leur ferme & basse-cour sont diminuées de plus de moitié. Elles sont obligées de payer les voitures & les entrées de toutes les denrées qu'elles font venir à Bonsecours. Enfin le déchet est si prodigieux, que Madame Rosignol qui demande pour leur simple pension à Bonsecours, 400 liv. pour les Religieuses de Chœur, & 200 liv. pour chacune des Sœurs Converses, les rend redevables de 4000 liv. par an au-delà de leur revenu.

Comment le revenu de l'Abbaye de Malnoue, qui ne suffit pas pour en faire vivre les Religieuses à Bonsecours, seroit-il capable de soutenir cette Communauté, qui n'a que 5000 liv. de rente, & qui est surchargée de dettes?

On a exposé à Sa Majesté, qu'il étoit important de soutenir la Communauté de Bonsecours, à cause du bien que l'Etat en retireroit par la bonne éducation des Filles de condition; mais on n'a pas fait attention que l'Abbaye de Malnoue, ni même les Religieuses de saint Benoît, ne sont point destinées à élever de jeunes personnes pour le monde, & que si elles peuvent prendre des pensionnaires, c'est dans la vue de les former pour le Cloître.

D'un autre côté si ces motifs étoient réels, présenteroient-ils une cause juste de translation? Quand l'air ne seroit pas aussi pur qu'il l'est, seroit-ce une raison d'en transférer les Religieuses malgré elles? Qui ne sait que l'esprit de pénitence qui dirigeoit les Fondateurs d'Ordres & les premiers Peres de la vie religieuse leur faisoit choisir à dessein des situations qui ne fussent pas agréables à la nature? Il faudroit pour trouver une juste cause de translation dans la situation d'un Monastere, que cette situation fût craindre un péril certain pour les Religieuses.

Les dettes & les réparations ne sont une raison légitime de translation que quand elles sont excessives, & qu'il n'y a point de ressources pour y satisfaire. On n'osera pas dire que l'Abbaye de Malnoue soit dans cet état.

Enfin l'embellissement & la décoration de l'Abbye n'ont jamais dû paroître un motif plus légitime & canonique; le dessein

même de soutenir Bonsecours n'auroit pu être tel , parce qu'il y avoit d'autres voies pour rétablir cette Communauté. Bien loin donc que la translation de l'Abbaye de Malnoue à Bonsecours soit fondée sur une cause juste & suffisante , tout concourt à prouver que cette translation est inutile , illégitime & abusive.

1°. La translation est abusive au fond par le défaut de consentement des Religieuses de Malnoue. On ne s'étendra pas sur ce moyen , parce qu'on l'a suffisamment établi ; mais on ne peut se dispenser de toucher en très-peu de mots les justes réflexions qui les ont empêchées de consentir à leur translation.

Elles ne voyoient aucune nécessité dans ce changement , & le défaut de cause leur a paru former une obligation indispensable de s'opposer. Fidelles & attachées aux vœux qu'elles ont fait à la face des saints Autels , elles ne se sont point crues dans le cas de demander ou d'accepter une dispense de la stabilité qu'elles ont vouée. La retraite où est située l'Abbaye de Malnoue a été un des principaux motifs qui leur a fait choisir ce Monastere ; la dissipation presque inévitable dans la Ville leur a fait craindre une tentation qu'elles ont voulu éviter ; la présence des tombeaux de leurs meres , qui leur rappelle sans cesse leurs instructions & leurs exemples , forme pour elles un secours continuel , dont elles ont appréhendé de se priver. Instruites des vues qui ont fait imaginer à Madame Rosignol le projet de réunion , & des moyens qu'elle a mis en œuvre pour le faire réussir , elles se sont fait un devoir de conscience de n'y point participer , & de s'y opposer même de tout leur pouvoir.

2°. Du côté du temporel , rien n'étoit capable de leur faire donner leur consentement : elles vivoient d'une maniere convenable à leur état , sans dettes , bien logées , leurs bâtimens vastes & solides n'exigeant aucunes réparations considérables , jouissant d'un grand enclos , ayant une très-belle Eglise , n'étant à charge ni à l'Etat , ni à leurs familles , n'ayant besoin de rien , ne demandant rien , & n'ayant point d'ambition. Quels motifs auroient pu les déterminer raisonnablement à abandonner leur retraite & leur Monastere ?

Le séjour qu'elles font à Bonsecours depuis deux années , ne fait que les confirmer dans leur résolution. Elles voient , par une triste expérience , quel préjudice elles en souffrent , & pour le spirituel , & pour le temporel. Le renversement de la pratique de leurs constitutions & usages , dont elles se regardent chacune comme dépositaire , le trouble & la confusion causés par le

grand nombre de Pensionnaires, & si contraire à la paix & à la tranquillité dont elles jouissoient, une multitude d'avantages & de pieux délassemens dont elles sont privées, leur font verser des larmes les plus ameres sur la privation de leur chere solitude. Des Religieuses sont-elles donc coupables dans de pareilles circonstances de s'opposer fortement à une translation qui leur est si onéreuse ?

3°. L'union & translation prononcées par le Décret de M. l'Archevêque ne pouvoient se faire sans l'agrément du Saint-Siege. Le second Concile général de Lyon, dans la vue de rendre ces sortes de changemens plus rares & plus difficile, a soumis les Evêques à cette dépendance. *Quod nullus Ordo ad alium, vel Conventus ad Conveniunt se ad loca sua totaliter transferat, Sedis ejusdem Apostolicæ permissione super hoc specialiter non obtentâ. Can. 23.* Il y avoit une raison particuliere qui rendoit cette regle indispensable dans l'espece présente ; le Pape est Collateur de l'Abbaye de Malnoue, & c'est une maxime universellement reconnue, qu'on ne peut changer l'état d'un Bénéfice sans avoir requis le consentement du Collateur. Fevret, qui établit cette maxime (traité de l'Abus, liv. 2, ch. 18, n. 26.), ajoute qu'il feroit monstrueux qu'un inférieur entreprît d'unir les Bénéfices qui dépendent d'un Collateur supérieur.

4°. Les constitutions particulieres de l'Abbaye de Malnoue formoient un obstacle à la translation, parce qu'elles lient les mains à M. l'Archevêque de Paris. Par ces constitutions, qui forment un concordat solennel entre M. l'Archevêque de Paris & la Communauté de Malnoue, les Religieuses promettent pour elles & pour leurs sœurs à venir, de s'obliger, par des vœux solennels, à la stabilité sous la clôture de leur Monastere de Malnoue (chap. 55). L'Evêque de Paris, Etienne Poncher, déclare & s'oblige de son côté (ch. 79) pour lui & pour ses successeurs, à ne rien changer à leurs Statuts & à leur maniere de vivre, sans leur consentement ; & dans le chap. 77 il s'engage pour lui & ses successeurs à ne jamais transférer les Religieuses d'un lieu à un autre.

Les Religieuses de Malnoue se sont soumises à ces Constitutions par leurs vœux, & M. l'Archevêque de Paris a contracté les mêmes obligations qu'Etienne Poncher, par le serment solennel qu'il a fait à son avenemens. M. l'Archevêque a-t-il pu se soustraire à la Loi ? A-t-il pu, par son Décret, relever les Religieuses de Malnoue des obligations qu'elles ont contractées par

leurs vœux ? elles se sont faites Religieuses sur la foi de leurs Constitutions ; elles pensent qu'on ne peut , en laissant subsister leurs engagements , anéantir les Constitutions qui en ont été la règle & l'objet.

5°. Le Décret de M. l'Archevêque , contraire aux vues de Sa Majesté expliquées dans l'Arrêt du 22 Avril 1742 , donne lieu aux inconvéniens les plus considérables , par la manière dont il unit & incorpore les deux Communautés. Les Constitutions de Malnoue & les usages de Bonsecours sont incompatibles ; le Décret qui les laisse subsister , n'unit donc les deux Monastères qu'en apparence , en divisant les Manfes & les pratiques ; les deux Communautés unies pour l'habitation , demeureront distinctes & séparées quant au spirituel & au temporel : quelle étonnante union , qui oblige des Religieuses à vivre ensemble sans faire communauté , & sous la Loi de Constitutions & de pratiques toutes contraires !

Après ces observations décisives , on pourroit se dispenser de répondre à l'autorité du Concile de Trente , dont le sieur Promoteur a fait usage dans sa Requête. Il est bien certain que ce Concile , dont au surplus les Réglemens ne sont pas Loi par eux-mêmes , n'a jamais prétendu autoriser une opération semblable à celle qui excite les plaintes de ces Religieuses ; mais pour ne rien laisser sans réponse , les Religieuses de Malnoue remarqueront qu'on ne pouvoit pas faire une application moins juste du Décret de ce Concile.

Suivant le Promoteur , il sembleroit que le Concile eût regardé la situation d'une Communauté de Religieuses placée à la campagne comme une cause suffisante de translation ; & rien n'est plus éloigné de la pensée de ce Concile : il ne parle en effet que des Communautés qui sont sans clôture , & qui sont exposées à l'insulte des ennemis de la religion. *Monasteria malorum hominum præde , & aliis facinoribus sine ullâ sæpe custodiâ sunt exposita.* Le Décret du Concile est relatif aux dangers où étoient alors les Convens des Filles , à cause des guerres civiles de religion ; Fagnan a soin de le remarquer. *In cap. recalescentes de Statu Monach n. 52. Ob quam quidem publicam necessitatem , totius monasterii ista synodus non permittit simpliciter , sed præcipit reductionem , si ita videbitur expedire , id est , si vigeant memorata pericula , & reductio congruè & tuto fieri possit.* Le même Auteur ajoute , qu'il n'est pas question dans le Décret du Concile d'une véritable translation , mais d'un rétablissement des Communautés en leur premier état ; ce qui ne peut concerner que celles qui étoient



forties des Villes pour s'établir à la campagne ; aussi le Concile ne se sert-il pas du terme *transferantur*, mais il dit simplement *reducantur ad nova vel antiqua Monasteria*. *Siquidem illa non est propria translatio, sed potius reductio ad Monasteria intra mœnia, & propterea Concilium non utitur verbo transferantur, sed reducantur. Ibid.* Ce seroit n'entendre ni la lettre, ni l'esprit de ce texte, que de vouloir s'en servir pour autoriser la translation d'une Abbaye, qui n'est ni dans l'un, ni dans l'autre cas, qui a été fondée il y a mille ans dans le lieu où elle subsiste encore, & qui ne court assurément aucun des dangers qui ont donné lieu au Décret du Concile de Trente, *sess. 25, cap. 5.*

Les Dames de Malnoue demandent si elles peuvent joindre ces différens moyens à ceux qu'on leur a déjà fournis, pour soutenir leur opposition à l'enregistrement des Lettres-Patentes obtenues sur le Décret d'union & incorporation surpris de M. l'Archevêque, & pour soutenir l'appel comme d'abus qu'elles ont incidemment interjetté dudit Décret.

## A V I S

**L**E Conseil soussigné, qui a examiné le Mémoire des Dames Religieuses de l'Abbaye de Malnoue : Estime qu'elles sont bien fondées dans l'appel comme d'abus qu'elles ont interjetté du Décret de M. l'Archevêque de Paris, portant translation de leur Abbaye dans le Prieuré de Bonsecours à Paris, & dans leur opposition à l'enregistrement des Lettres-Patentes confirmatives de ce Décret.

Il faut d'abord observer que ces deux voies de Droit n'ont rien de contraire au profond respect & à la soumission qu'elles doivent aux ordres du Roi. L'Arrêt du Conseil du 22 Avril 1742 porte que par M. l'Archevêque de Paris il sera procédé, *si faire se doit*, à la suppression & extinction du titre du Prieuré de Bonsecours, ainsi qu'à la translation de l'Abbaye de Malnoue dans ledit Prieuré, ensemble à l'union & incorporation des biens des deux Monasteres, pour ne composer qu'une seule Manse. Cet Arrêt n'ordonne pas la translation & l'union, mais dit simplement que M. l'Archevêque de Paris y procédera, *si faire se doit* : ce n'est donc pas un ordre, mais un simple consentement. Le Roi ayant droit de nommer à l'Abbaye de Malnoue, on ne pouvoit pas toucher à ce titre sans sa permission : il l'accorde ; mais en donnant ce consentement, S. Majesté a voulu qu'on

suivît les regles, qu'on examinât s'il y avoit des causes légitimes & canoniques, en un mot, qu'on y procédât, *si faire se devoit*.

Par un second Arrêt du 11 Janvier 1743 Sa Majesté a évoqué à Elle & à son Conseil tous appels comme d'abus qui pourroient être interjettés de la procedure de M. l'Archevêque. C'est que le Roi veut connoître en personne si la procedure sera réguliere, & s'il y aura des causes légitimes de translation & d'union : il permet donc qu'on lui représente les vices qui peuvent se trouver dans la forme & au fond, il autorise la voie de l'appel comme d'abus, se réservant seul le droit d'y statuer.

Enfin par les Lettres-Patentes adressées au Parlement, on ne confirme la translation & union, qu'autant qu'elles n'auront rien de contraire aux saints Canons & aux libertés de l'Eglise Gallicane. Elles sont dans la forme de toutes les Lettres susceptibles d'opposition : il n'y a donc aucune voie de Droit interdite, & par conséquent les Religieuses sont autorisées à faire valoir toutes leurs raisons contre les entreprises dont elles se plaignent. Ces raisons paroissent très-puissantes au fond & dans la forme.

Au fond on ne pouvoit pas transférer l'Abbaye de Malnoue, sans le consentement unanime des Religieuses qui composent la Communauté. L'Abbaye & tous les droits qui en dépendent, appartiennent à toute la Communauté, & à chaque Religieuse en particulier. L'Abbesse peut en avoir la régie & l'administration ; mais la propriété est commune. Dans les choses les plus ordinaires, on ne peut rien faire sans le consentement & le concours des Religieuses porté par un acte capitulaire fait dans une assemblée convoquée au son de la cloche en la maniere accoutumée. On ne peut pas aliéner un arpent de terre, faire un emprunt de cent frans, en un mot, faire la moindre démarche tendant à l'aliénation. L'autorité du Supérieur est bonne pour approuver ce que la Communauté a délibéré, mais non pas pour forcer la Communauté à faire ce qui ne lui convient pas. M. l'Archevêque de Paris ne peut pas obliger les Religieuses à aliéner une piece de terre de leur Domaine : comment peut-il les obliger abandonner leur Abbaye, à s'expatrier, à désertter des lieux où elles ont fait vœu de stabilité ?

Le chapitre premier du titre *de rebus Ecclesie non alienandis* ; aux Décretales, est dans des termes bien plus forts ; il défend à un Evêque de donner les terres d'une Eglise à une autre, ou de les échanger entr'elles, sans le consentement des deux Com-

Abbesse a l'administration des droits, mais la propriété en est commune.

Supérieur ne peut forcer en rien la Communauté.

*munautés. Non liceat Episcopo terram unius Ecclesie vertere ad aliam, quamvis ambæ sint in ejus potestate; tamen si commutare voluerit terras earum, cum consensu ambarum partium id faciat.*

Dans le Décret de M. l'Archevêque de Paris, on fait bien plus; on donne à Malnoue les bâtimens de Bonsecours; on donne à Bonsecours l'emplacement & tous les biens de Malnoue, & tout cela sans le consentement des Religieuses de Malnoue. Un pareil Décret est donc directement contraire au Canon du quatrième Concile de Lyon, dont ce chapitre est tiré.

On dira sans doute que si la nécessité ou l'utilité évidente de l'Eglise exige un changement, le refus injuste & opiniâtre d'une Communauté n'est pas capable d'arrêter le zèle du Supérieur Ecclésiastique; mais il faudroit que la nécessité fût bien pressante, ou que l'utilité fût bien évidente pour attribuer un tel pouvoir à l'Ordinaire. Or ici il n'y a ni nécessité ni utilité; on ne peut même alléguer aucune ombre de nécessité ou d'utilité pour l'Abbaye de Malnoue, qui, fondée il y a près de mille ans dans le lieu où elle subsiste, n'avoit besoin d'aucun secours.

Communauté  
qui refuse in-  
justement de  
consentir.

Quoique située à la campagne, elle y étoit aussi tranquille & aussi en sûreté que dans les Villes. La police que le Roi entretenoit dans son Royaume, ne laisse rien à craindre aux environs de Paris, des ennemis étrangers, ni des hommes audacieux qui se donnent une licence effrénée contre les Loix, qui volent, qui pillent & détruisent. Jamais on n'a entendu parler d'aucun attentat contre l'Abbaye de Malnoue, ni contre aucune autre; ce prétexte glissé dans la Requête du Promoteur, n'a donc pas d'apparence; les Religieuses seroient les premières à faire valoir ce moyen pour leur translation s'il étoit sérieux, & il faudroit transférer toutes les Abbayes qui sont hors des Villes, si l'on pouvoit être touché d'une pareille considération: aussi est-on persuadé que les partisans de Madame Rossignol n'oseroient pas le faire valoir.

Crainte des  
voleurs, mau-  
vais prétexte  
en France  
pour transfé-  
rer un Cou-  
vent de Filles.

Les bâtimens, les biens de l'Abbaye de Malnoue, tout est en bon état; elle s'est toujours soutenue, & peut encore se soutenir par ses propres forces. Dans la dernière visite, à peine s'est-il trouvé pour 2000 liv. de dettes; ce qui n'est que le courant de la dépense dans les Maisons les plus riches & les plus rangées. Pourquoi donc transférer cette Abbaye, & l'incorporer à une Communauté étrangère?

Quoi! on veut forcer les Religieuses de Malnoue à abandonner leur Maison, à consentir qu'on en détruise les bâtimens;

que ce monument précieux de la piété & de la magnificence de leurs Fondateurs soit converti en champ labouré; qu'il ne reste plus de vestiges d'un lieu si saint, que les cendres de tant de saintes Religieuses soient jettées au vent, & que de vils animaux les foulent aux pieds! Tout ce fracas est non-seulement sans aucune nécessité, mais même sans aucune apparence d'utilité. Au contraire l'Abbaye souffre nécessairement une perte, une lésion évidente dans ce changement.

Les Religieuses dans leur Maison de Malnoue sont au milieu d'un vaste enclos, qui fournit presque sans aucune dépense de grands secours à leur Maison; foin, fruits, légumes, bois même, indépendamment de l'agrément que les jardins procurent à de pieuses Solitaires. Elles sont valoir une ferme & une basse-cour par leurs domestiques; c'est-là ce qui procure la véritable richesse d'une Maison religieuse. Le bled, la viande, les volailles, tout est en abondance, & ne coûte presque rien. Ce qu'elles sont même obligées d'acheter, leur revient à bon marché.

Transférées dans Paris, elles n'ont plus leur bien sous la main; si elles se font apporter une partie de leurs denrées, les voitures de quatre à cinq lieues sont un objet de dépense en pure perte pour elles; ce qu'elles achètent leur coûte le triple, les entrées les ruinent. Ce qui faisoit vivre aisément quarante Religieuses, ne suffit pas pour vingt à Paris: il n'y a personne qui puisse douter de ces vérités. Où est donc l'utilité de la translation?

Le Prieuré même de Bonsecours n'en retire aucun avantage; car enfin il acquiert, si l'on veut, 15000 liv. de rente; mais il est chargé d'une Abbessé, de vingt Religieuses & de neuf Converses de plus, qui vivoient aisément à Malnoue, mais qui, avec le revenu qu'elles apportent, n'ont pas de quoi subsister dans Paris.

Ainsi il n'y a utilité ni pour l'une ni pour l'autre Maison, & il est évident qu'on n'a pensé qu'à l'avantage personnel de Madame Rosignol, qui étoit jalouse de demeurer à Paris, décorée de la dignité d'Abbessé; mais est-ce donc à un pareil objet qu'on peut sacrifier les règles les plus constantes, & le véritable intérêt de deux Communautés?

S'il n'y a pas d'utilité dans l'union du côté du temporel, il y en a encore moins du côté du spirituel, & même elle y porte un préjudice sensible. Les Religieuses de Malnoue se sont consacrées à Dieu dans cette Abbaye par amour pour la solitude, par

détachement pour le spectacle du monde , & par une crainte religieuse de tout ce qui y participe ; si on les transfere dans la Capitale du Royaume , elles tombent précisément dans l'écueil qu'elles ont voulu éviter : outre la fréquence des visites dont est inondé dans Paris , le grand nombre de Pensionnaires & de Filles de condition qu'on élève à Bonsecours , ce qui a même donné une grande réputation à cette Maison , y attire nécessairement ce qu'il y a de plus distingué dans Paris. D'ailleurs le soin d'élever cette jeunesse est une charge inconnue aux Religieuses de Malnoue , à laquelle elles ne sont point accoutumées , & à laquelle elles ne se croient pas propres. Ce seroit leur imposer un joug auquel elles ne sont pas soumises par leurs vœux , & contraire à leur Institut & à leurs pratiques.

Enfin quand une Religieuse a fait profession à Malnoue , elle a connu le caractère des Religieuses avec lesquelles elle s'est unie , les Religieuses ont connu & éprouvé le sien ; mais quand on les transfere toutes à Bonsecours , & qu'on les unit à une autre Communauté , on les force de vivre avec des inconnues , dans lesquelles elles peuvent trouver des caractères incompatibles , source de mille dissensions dans une Maison Religieuse , où la paix est si nécessaire , & quelquefois si difficile à établir entre celles-mêmes qui se sont unies volontairement. Il y a donc un danger évident pour le spirituel & pour le salut des Religieuses de l'une & l'autre Communauté.

Religieuse qui a choisi un Convent ne doit être obligée de vivre avec une autre Société.

Pourquoi donc faire violence à toutes les règles , contraindre un grand nombre de Religieuses à subir une Loi impérieuse , quand elle doit entraîner tant de maux ? Aussi n'y a-t-il peut-être aucun exemple de pareilles translations faites contre le gré & la volonté des Religieuses. Il y a eu plusieurs Abbayes & Monastères de Filles transférés à Paris , mais elles l'ont demandé elles-mêmes , non pour être incorporées à une autre Communauté de Paris , mais pour y faire un nouvel établissement. On défie de citer un seul exemple d'une translation pareille à celle de Malnoue , faite malgré les Religieuses.

Quand une Maison Religieuse ne peut plus se soutenir , ou parce que ses revenus sont périclés , ou parce que le poids de ses dettes l'accable , on fait bien qu'il est des règles de la supprimer & de disperser les Religieuses dans d'autres Communautés ; mais outre qu'il y a une nécessité absolue , c'est qu'une Religieuse ou deux envoyées dans une Maison , sentent bien qu'elles doivent se conformer aux pratiques , & même au goût de celles

Inconvénient  
des réunions  
de Convens  
de Filles.

qui veulent bien les recevoir ; mais une Communauté entière , quand elle est transférée malgré elle , & qu'elle a des biens suffisans pour subsister , ne se regarde point comme appartenante à la Maison à laquelle on l'a jointe , elle se regarde comme un corps à part & déplacé , les autres prétendent être les maîtresses chez elles , & sont bien éloignées de vouloir recevoir la loi d'étrangères. De-là une combustion nécessaire & scandaleuse.

Il semble que M. l'Archevêque de Paris ait senti tous ces inconvéniens , & qu'il ait cherché à y remédier , en ordonnant , par son Décret , qu'il n'y auroit aucune confusion de Manse ni de Constitutions quant aux pratiques. Mais à quoi prétend-on remédier par-là ? Comment concevoir qu'on unisse deux Communautés dans une seule Maison , pour les tenir séparées & distinctes l'une de l'autre ? Il y aura donc deux Chapitres , l'un pour administrer la Manse de Malnoue , l'autre pour administrer celle de Bonsecours. Il y aura deux Communautés ayant chacune leur règle & leurs pratiques. Des Religieuses , les unes se leveront plutôt & les autres plus tard ; les unes jeuneront un jour , les autres ne jeuneront pas ; les unes auront un jour de Fête , & les autres travailleront le même jour. Quand il se présentera une fille pour prendre l'habit , & ensuite pour faire profession , à laquelle des deux sera-t-elle agréée ? Fera-t-elle profession pour une Règle ou pour une autre ? C'est un labyrinthe dans lequel on se perd ; chaque pas , chaque démarche est une source de difficultés ; la Maison elle-même fera un tissu de bigarrure : est-ce donc-là un ouvrage qui puisse se soutenir aux yeux de la raison ?

On a commencé par déterminer la translation de Malnoue à Paris sans consulter les règles , la justice ni la raison ; on a pris son parti , & rien n'a pu le faire abandonner. Quand on a voulu opérer en conséquence , on a trouvé des difficultés ; au lieu de quitter un parti qu'on reconnoissoit mauvais , on a voulu trouver un expédient , mais on est tombé dans une contradiction qui révolte : ainsi l'abus au fond ne peut être plus sensible.

Il ne l'est pas moins dans la forme. Le Commissaire de M. l'Archevêque de Paris devoit dresser des états exacts & circonstanciés des biens & revenus de Malnoue , viser les titres & les baux , vérifier & calculer les comptes de la Maison , pour fixer ce qu'elle pouvoit devoir , se faire représenter les mémoires des Ouvriers , Marchands & Fournissans : tout cela devoit être communiqué aux Religieuses , ou pour reconnoître la vérité de ce qui étoit inféré dans ces Procès-verbaux , ou pour le combattre & le

Formalités de  
la visite pour  
une union de  
Communau-  
tés Ecclésias-  
tiques.

contredire ; c'est ainsi que la religion du Supérieur peut être instruite. Il falloit faire une information exacte *de commodo & incommodo* , entendre toutes les Parties intéressées ; mais on n'a rien fait de tout cela , on a refusé constamment la communication des Procès-verbaux aux Religieuses ; en sorte que le Commissaire a été le maître de dire ce qu'il a voulu , sans que la vérité pût être éclaircie ; c'est un premier moyen d'abus qui est évident , la procédure n'est pas contradictoire , & tout doit être regardé comme fait par défaut.

Procédure pour une union non doit être contradictoire.

Oppositions à une union se doivent préalablement instruire & juger à l'Officialité.

En second lieu , les Religieuses ont fait signifier des actes d'opposition au Commissaire. La regle constante dans ces matieres , & prescrite par la Jurisprudence de tous les Tribunaux du Royaume , est qu'il faut faire juger les oppositions , & que comme cela devient une matiere contentieuse , sur laquelle l'Ordinaire n'a point de juridiction par lui-même , il doit renvoyer ces oppositions en son Officialité , pour y être fait droit. Outre les oppositions des Religieuses , il y en avoit de la part des Seigneurs & Habitans de plusieurs Villages voisins ; ces oppositions n'ont point été jugées , on n'a fait aucune procédure en l'Officialité , & le Décret a été rendu nonobstant ces oppositions subsistantes ; on ne peut rien de plus abusif ; & si cela étoit autorisé , les Evêques feroient les maîtres de toutes les unions , sans que personne pût l'empêcher ni faire valoir les moyens qu'il a à proposer.

A la bonne heure qu'on continuât la procédure nonobstant les oppositions , l'Arrêt du 23 Mars 1743 le permettoit ; mais du moins la procédure finie , falloit-il en revenir à une regle si constante , & ne pas rendre le Décret sans qu'il eût été prononcé sur ces oppositions. On peut dire que cela est des premiers élémens de la maniere.

Enfin le Décret de M. l'Archevêque de Paris est directement contraire à l'Arrêt du Conseil du 22 Avril 1742 , qui permet de procéder à la translation de l'Abbaye de Malnoue , à l'union & incorporation des deux Monasteres pour ne composer qu'une seule Maison & même Manse. Ainsi le Roi a voulu que s'il y avoit lieu de procéder à la translation & à l'union , le Prieuré de Bonsecours ne subsistât plus , qu'il fût en quelque maniere fondu dans l'Abbaye ; & au contraire par le Décret il est dit expressément qu'on unit les deux Communautés sans aucune confusion de Manse ni de Constitutions quant aux pratiques ; en sorte que réellement on conserve deux Communautés distinctes dans la même Maison ; elles auront chacune leurs biens à part , leurs Regles , leurs Pra-

tiques, leur Constitutions, & n'auront de commun que leur habitation : ce qui est également contraire & au bien de la Maison, à la tranquillité des Religieuses, & aux ordres de Sa Majesté portés par l'Arrêt du Conseil, en conséquence duquel on a procédé.

Il paroît impossible de passer sur des vices si essentiels, & au fond c'est une souveraine justice de laisser des Religieuses tranquilles dans la Maison qu'elles ont choisie pour se dérober au siècle, & s'enfvelir en quelque maniere pendant leur vie. Elles n'ont pas fait vœu d'aller par-tout où on les enverroit, mais de se fixer dans une habitation qui leur a paru propre aux vues de piété dont elles étoient animées. On ne peut contraindre une Carmelite à changer ses vœux & à devenir Ursuline, ou Fille de Sainte-Marie ; pourquoi la contraindra-t-on à quitter sa Maison de profession où elle a fait vœu de stabilité, pour l'enchaîner dans une autre ? C'est renouveler pour les Religieuses de Malnoue la captivité de Babylone, & les réduire à s'écrier avec les Fideles de l'ancien Testament réduits dans ce triste état : *Quomodo cantabimus canticum Domini in terrâ alienâ ?*

On croit donc que les regles, la raison, la religion, l'humanité doivent venir à leur secours, pour briser les chaînes qu'on leur a imposées sans prétexte, & les tirer de l'oppression dans laquelle elles languissent.

*Délibéré à Paris. ce . . . . .*

## LXXX. CONSULTATION.

*Sur la force du consentement dans les Elections  
aux Bénéfices.*

**L**E CONSEIL soussigné, qui a vu le Procès-verbal de la désignation faite par la Nation de Picardie du sieur Vernon pour la Cure de Saint-André-des-Arcs, les actes d'opposition signifiés tant à la requête du sieur Fouquier, que de quelques autres Suppôts de la même Nation, & les Mémoires qui y étoient joints : EST d'avis que cette désignation est régulière, & que rien ne peut empêcher qu'elle n'ait tout son effet.

Le seul moyen qu'on lui oppose, est que le sieur Fouquier avoit d'abord été élu pour Intrant par la Tribu de Laon, & qu'au préju-



dice de son élection , qu'on a rejetée sans fondement , on a élu le sieur Lucas en sa place , ce qui emporte la nullité de ce qui a été fait par les cinq Intrants qui devoient être tous cinq légitimement élus par leurs Tribus. Mais sans entrer dans l'examen de la question qui regarde l'élection du sieur Fouquier , on cite que s'il y avoit quelque vice en cela , il seroit couvert par ce qui s'est passé dans la suite , & que la désignation ayant été faite par les cinq Intrants reconnus par toute la Nation , on n'est plus recevable à se faire un moyen de ce qui avoit précédé.

Pour juger de la force de cette fin de non-recevoir , il faut reprendre le détail des faits tels qu'ils sont consignés dans le Procès-verbal de désignation , qui est le seul titre authentique auquel il soit permis de donner sa confiance en Justice.

Suivant ce Procès-verbal , le sujet de l'Assemblée ayant été exposé par le Procureur de la Nation , chacune des cinq Tribus procéda séparément à l'élection de son Intrant. Les trois Tribus de Beauvais , d'Amiens & de Noyon déclarèrent à la Nation les trois sujets qu'elles avoient nommés. Celle de Laon déclara avoir nommé le sieur Fouquier ; mais comme il n'avoit pas encore atteint l'âge de trente ans , sa nomination fut rejetée. Cependant ayant soutenu que son élection étoit valable , & s'étant même opposé avec quelques autres Suppôts à ce que la Tribu de Laon procédât à une nouvelle élection , l'affaire fut mise en délibération , & il fut conclu que son opposition seroit déclarée nulle : *Tribus Laudunensis Magistrum Fouquier (elegit) qui cum nondum trigessimum aetatis annum attigisset , repudiatu est ; & cum ille intercessisset ne alter sufficeretur , re in deliberationem missa , hujus & quorundam ipsi assentientium intercessio nulla & irrita habita est.*

Ce Jugement de la Nation ne fut point contredit : on ne vit pas les Opposans protester contre ce qui seroit fait en conséquence ; au contraire la Tribu de Laon se retira de nouveau pour procéder à une autre élection , & étant rentrée dans l'assemblée , elle déclara qu'elle avoit élu le sieur Lucas , qui fut agréé & reçu d'un consentement unanime , *nemine reclamante*. Ainsi le sieur Fouquier & ceux qui s'étoient joints à lui , se soumirent au Jugement de la Nation , & concoururent eux-mêmes à confirmer l'élection du sieur Lucas.

Cet incident avoit suspendu la déclaration que devoit faire la cinquieme Tribu de l'Intrant qu'elle avoit choisi ; mais la difficulté étant cessée , la Tribu de Terouane , *Morinensis* , déclara qu'elle avoit élu le sieur Danger , & par-là le nombre des cinq Intrants se trouva complet.

Aussi en présence de toute la Nation les cinq Intrants prêterent-ils serment entre les mains du Procureur de la Nation, & passèrent ils ensuite dans le conclave, *nullo item reclamante*. Leurs voix se partagerent sur la désignation, sans que pendant une heure entière ils pussent se réunir. Pendant qu'ils étoient ainsi occupés, la Nation attendoit tranquillement qu'ils vinssent manifester leur choix, sans que personne imaginât alors que l'élection, quelle qu'elle fût, pût être nulle par la difficulté qui s'étoit élevée au sujet du sieur Fouquier, & qui étoit absolument terminée.

Au bout d'une heure le Procureur de la Nation qui a droit de départager, fut appelé par les cinq Intrants. Au lieu de profiter & d'user de son droit, il les exhorta à se concilier & se retira pour en laisser la liberté; mais chacun ayant persisté, il fut mandé de nouveau, & se détermina pour le sieur Vernon.

Étant rentré ensuite dans l'Assemblée de la Nation avec les cinq Intrants, le sieur Picart Intrant de la Tribu de Beauvais déclara que le sieur Vernon étoit désigné, & le Procureur de la Nation demanda que cette désignation fût confirmée par les Tribus qui ne peuvent le refuser, quand on a observé les regles prescrites par les Statuts. Les Doyens, les Anciens & un grand nombre d'autres approuverent donc la désignation; quelques autres se souleverent & exciterent du tumulte dans l'Assemblée; mais comme le plus grand nombre agréoit la désignation, & qu'on ne pouvoit même la rejeter, le Procureur de la Nation conclut pour autoriser & consommer la désignation.

Au récit de ces faits il est aisé de reconnoître que le prétexte tiré de ce qui s'étoit passé au sujet du sieur Fouquier, ne peut plus être écouté. Lorsque la difficulté en fut formée dans l'Assemblée de la Nation, elle fut décidée contre lui sur une Délibération en regle, & après avoir recueilli tous les suffrages. Cette circonstance seule seroit décisive: car enfin il falloit en déférer au Jugement de la Nation, ou rompre l'Assemblée jusqu'à ce qu'une autorité souveraine eût prononcé. Ce dernier parti n'étoit pas proposable: jamais les Assemblées ne pourroient se terminer, si à chaque incident qui se présente, il falloit cesser pour faire prononcer définitivement & en dernier ressort sur une question: la regle est que l'Assemblée prononce, & que ce qu'elle arrête, fait Loi au moins pour cette fois, c'est ce que la police de tous les Corps exige nécessairement.

Aussi personne ne reclama-t-il contre le Jugement de la Na-

Dans tous les Corps quand il s'élève une difficulté dans une Assemblée la regle est qu'elle prononce.

tion ; au contraire le sieur Fouquier & ses adhérens n'apportèrent aucun obstacle à tout ce qui fut fait en conséquence. La Tribu de Laon proceda tranquillement à une autre élection : cette élection fut rétérée à la Nation qui l'approuva , *nemine reclamante*. La cinquieme Tribu déclara ensuite son choix : les cinq Intrants prêterent serment , entrèrent dans le conclave , opinèrent pendant une heure , & vinrent ensuite annoncer la désignation. Jamais il n'y a donc eu d'acquiescement plus formel que celui du sieur Fouquier ; & quand on pourroit douter du pouvoir de la Nation dans le Jugement qu'elle a rendu , le consentement dont il a été soutenu , son exécution libre & volontaire , feroit cesser tout prétexte de critique. S'il y avoit un vice essentiel dans l'élection du sieur Lucas , si tout ce qui se faisoit en conséquence étoit nul , pourquoi laissoit-on faire toutes ces démarches , pourquoi les Opposans ne protestoient-ils pas , & ne se retiroient-ils pas même de l'Assemblée ? Leur silence , & ce qui est encore plus fort , leur concours à tout ce qui a suivi , est un acquiescement formel de leur part qui les rend aujourd'hui absolument non-recevables.

Il est vrai qu'ils se sont reveillés depuis la désignation publiée ; mais outre qu'il n'étoit plus tems , puisqu'ils avoient exécuté la Délibération qui rejettoit le sieur Fouquier , & avoient approuvé l'élection du sieur Lucas , la circonstance même du tems dans lequel ils ont fait éclater leurs plaintes , est un nouveau motif pour les condamner. Il est évident qu'ils auroient trouvé la désignation très-légitime , si l'élection étoit tombée sur un sujet qui leur convînt , & qu'ils n'ont fait revivre leur opposition abandonnée , que parce que le sieur Vernon ne leur étoit pas apparemment agréable. Ils tendoient donc un piège à la Nation en laissant consumer la désignation , pour l'approuver si elle étoit de leur goût , & pour lui donner atteinte si elle ne leur convenoit pas : ce qui feroit d'une conséquence infinie dans les élections , s'il étoit possible de l'autoriser.

C'est un principe reconnu en Droit , que si quelqu'un dont le droit a été méprisé dans une élection y a cependant consenti , l'élection ne peut être annullée pour cela : *Quòd si eos vocatos non fuisse constituerit , sed contemptos , infirmenda erit electio taliter celebrata , nisi postea propter bonum pacis curaverint consentire. Cap. 28 , de Election.* Il est aisé d'appliquer cette regle au sieur Fouquier. Il avoit été nommé Intrans ; mais ayant été rejeté , parce qu'il n'avoit pas l'âge de trente ans , il a acquiescé à la délibération. Il a abandonné , si l'on veut , un droit légitime , il l'a sacri-

Election nulle  
rendue vala-  
ble par le con-  
sentement.

fié au bien de la paix, il n'a pas voulu interrompre l'Assemblée : en conséquence un autre Intransant a été élu par la Tribu de Laon & agréé par la Nation ; il a prêté serment avec les autres, est entré dans le conclave, & a procédé avec eux à la désignation : cette désignation a été publiée ; pouvoit-on après cela se plaindre d'un ouvrage consommé du consentement & même avec le concours du sieur Fouquier ?

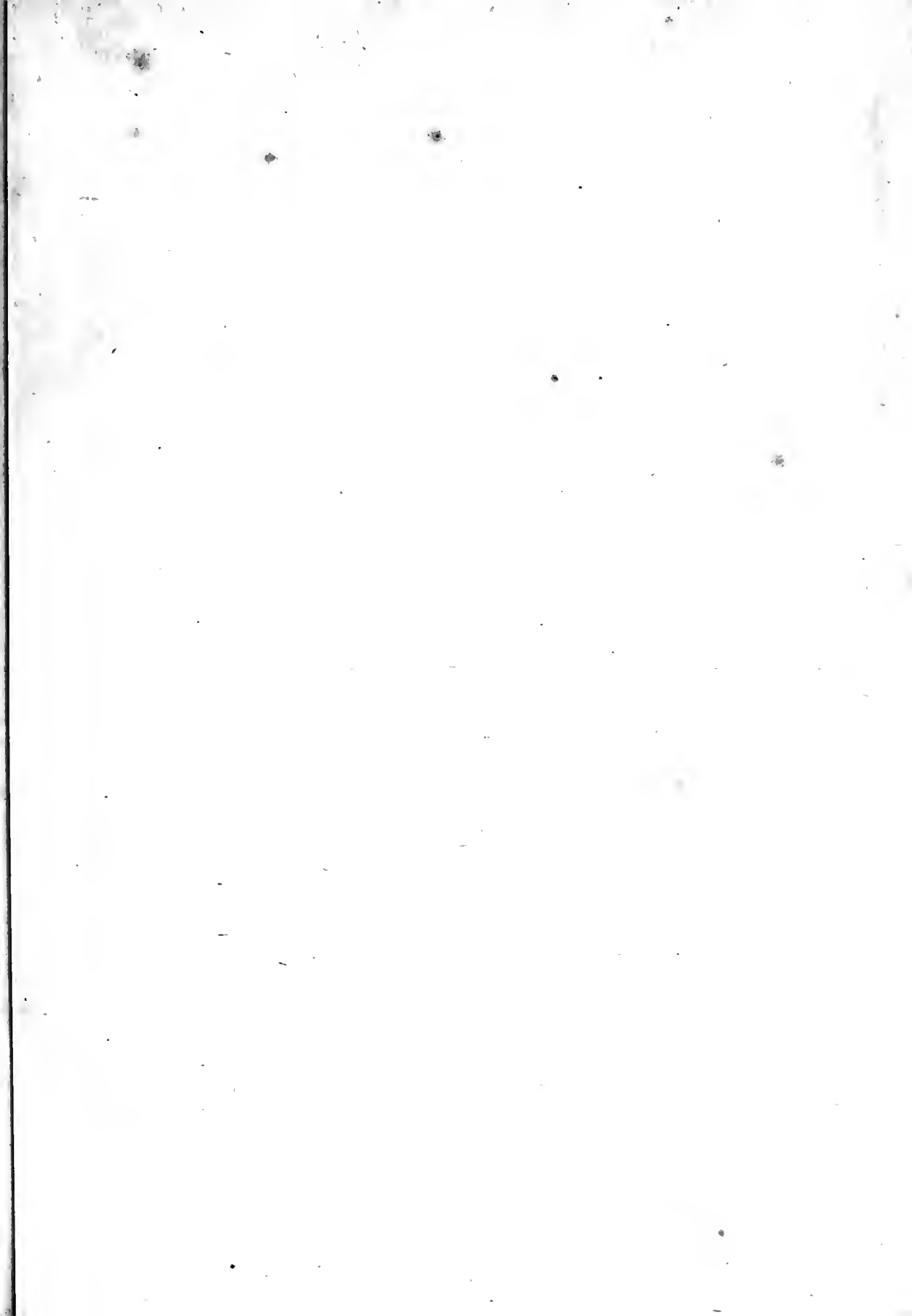
Consente-  
ment donne  
aux Sentences  
l'autorité de la  
chose jugée.

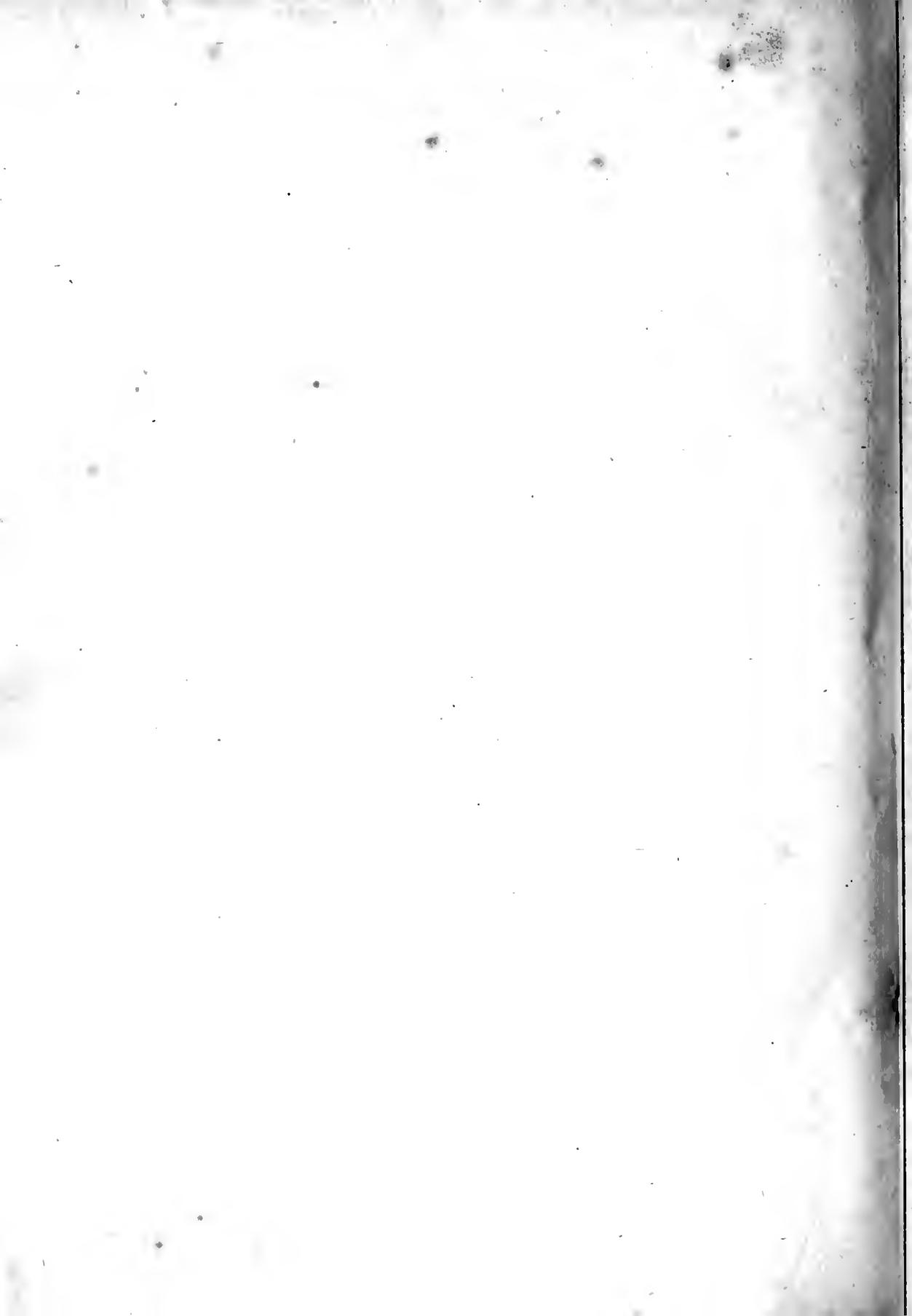
L'Ordonnance nous apprend qu'une Sentence à laquelle on a acquiescé, passe en force de chose jugée. Il n'est plus permis d'examiner si on avoit bien ou mal jugé : l'acquiescement couvre tout ; le sieur Fouquier a acquiescé à la délibération par laquelle il avoit été exclus. L'élection faite du sieur Lucas pour Intransant ne peut donc plus être critiquée, ni par conséquent tout ce qui a été fait en conséquence.

En un mot il n'est pas permis de renverser une élection sous prétexte de quelque difficulté survenue pendant qu'on y procédoit, quand cette difficulté a été réglée entre les Electeurs, & que tous de concert ont procédé en conséquence. Ceux qui après cela entreprennent de faire revivre la difficulté qu'ils avoient abandonnée ne peuvent être écoutés.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

*Fin du Tome quatrieme.*













CE

